ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

(H à Z)

établie par le Service des Archives de l'Assemblée nationale

Du 1er janvier 1994 au 31 décembre 1994

10e législature

Deuxième session extraordinaire de 1993-1994 ..	Du 11 janvier au 28 janvier 1994.
Seconde session ordinaire de 1993-1994	Du 2 avril au 30 juin 1994.
Troisième session extraordinaire de 1993-1994 ..	Du 1er juillet au 13 juillet 1994.
Première session ordinaire de 1994-1995	Du 3 octobre au 21 décembre 1994.
Première session extraordinaire de 1994-1995	Du 22 décembre au 24 décembre 1994.

H

HABIG (Michel)

Député du Haut-Rhin

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information sur les données actuelles du problème des minorités kurdes [20 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil portant conclusion, sous forme d'échanges de lettres, d'un accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sur la contribution de la Communauté économique européenne au compte « Sûreté nucléaire » (n° E-175) (n° 953) [5 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1664) [17 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénar (n° 1664), autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 1748)** [1er décembre 1994].

Proposition de loi tendant à actualiser la **loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 1803)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Mines de potasse d'Alsace** : plan de réindustrialisation [21 décembre 1994] (p. 9493, 9494).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1994] :

Justice : juge d'instance : juge du livre foncier (p. 538).

Propriété : publicité foncière : livre foncier :

– informatisation (p. 538) ;

– régime juridique et spécificités (p. 538).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 5853).

Ministère de l'environnement : crédits (p. 5853).

Organismes et structures :

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5853) ;

– Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 5853).

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Service national (p. 6367).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 6187).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Après l'article 10 :

– *soutient* l'amendement n° 523 de M. Alain Suguenot (possibilité pour les entreprises agricoles situées dans les zones éligibles aux fonds structurels européens d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux) : retiré (p. 7586).

Après l'article 15 :

– *son* amendement n° 239 : non soutenu (p. 7619).

Article 37 *(cumul d'une pension de réversion avec les droits propres à l'assurance vieillesse) :*

– *son* amendement n° 232 corrigé : non soutenu (p. 7677).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1664).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur : présence française en Lituanie (p. 8225).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8225).

Conseil de l'Europe : adhésion de la Lituanie (p. 8225).

Lituanie : indépendance, situation économique et politique (p. 8224).

Russie : rapports avec la Lituanie (p. 8225).

HABY (Jean-Yves)

Député des Hauts-de-Seine

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [*J.O.* du 17 juin 1994] (p. 8784).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Voile islamique : laïcité ; port de signes distinctifs d'une religion ; intégrisme islamique [12 octobre 1994] (p. 5312).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Enseignants : hommage et rôle (p. 2819).

Enseignement privé (p. 2820).

Enseignement secondaire : collèges (p. 2819).

Etablissements scolaires (p. 2819, 2820).

Lois : loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation (p. 2819).

Personnel de direction (p. 2819, 2820).

Zones d'éducation prioritaires (p. 2820).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Etudiants : inscriptions : système RAVEL (p. 5764).

Universités : université Paris-X - Nanterre (p. 5764).

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Collectivités locales (p. 6244).

Etablissements scolaires : signes d'appartenance religieuse : circulaire du 20 septembre 1994 (p. 6243).

Jeunes : centres d'information et d'orientation (p. 6244).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 6244).

Politique de l'éducation : contenu : évolution et « nouveau contrat pour l'école » (p. 6243).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final/n° E-330) (n° 1766).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : procédure des « prix préjudiciels » (p. 9356).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9356).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9356).

HAGE (Georges)

Député du Nord

(16e circonscription)

Communiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 16 février 1994] (p. 2677).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Attitude face aux ministres néo-fascistes italiens : Italie : attitude du Gouvernement à l'égard des ministres néo-fascistes [1er juin 1994] (p. 2467).

– Crédits de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur : budget : montant ; collectif budgétaire ; loi de programmation [15 juin 1994] (p. 3002, 3003).

– Trafic international de la drogue : législation au sein de l'Union européenne [19 octobre 1994] (p. 5686, 5687).

orales sans débat :

– n° 273, posée le 5 avril 1994 : **difficultés financières des associations sportives** (p. 547). Appelée le 7 avril 1994 : alcoolisme : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 : conséquences : associations et clubs sportifs : financement (p. 624 à 626).

– n° 463, posée le 21 juin 1994 : **avenir des industries textiles, de l'habillement et du cuir** (p. 3333). Appelée le 23 juin 1994 : concurrence étrangère ; délocalisations (p. 3428 à 3430).

– n° 477, posée le 28 juin 1994 : **attitude de la France vis-à-vis de la situation politique en Algérie** (p. 3766). Appelée le 30 juin 1994 : annulation de la dette algérienne : position française (p. 3869, 3870).

– n° 532, posée le 29 novembre 1994 : **situation de certains personnels de la justice** (p. 7874). Appelée le 1er décembre 1994 : agents temporaires ; personnel de l'administration pénitentiaire : revendications (p. 7982, 7983).

– n° 577, posée le 13 décembre 1994 : **situation politique en Corse** (p. 9014). Appelée le 15 décembre 1994 : contacts engagés avec le F.L.N.C. clandestin (p. 9155, 9157).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975).

Répond au rappel au règlement de : *Le Déaut (Jean-Yves)* [20 avril 1994] (p. 1047).

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 (n° 914).

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* [20 avril 1994] (p. 1050).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* sur la présence discontinue du Gouvernement au cours de la discussion [17 juin 1994] (p. 3189).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7886).

Ses observations (p. 7888).

Assemblée nationale : président de séance.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture [11 octobre 1994] :

Son intervention (p. 5281).

Répond au rappel au règlement de : *Brard (Jean-Pierre)* qui demandait la réunion de la commission des finances pour étudier une note de la direction de la prévision sur l'aggravation du déficit budgétaire (p. 5256).

Répond au rappel au règlement de : *Migaud (Didier)* qui regrettait qu'une note de la direction de la prévision sur l'aggravation du déficit budgétaire n'ait pas été communiquée au Parlement et condamnait la déclaration du rapporteur général selon lequel la marge de manœuvre des députés dans la discussion budgétaire ne serait que d'un milliard de francs (p. 5256).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports [25 octobre 1994] :

Article 32 *(comptes d'affectation spéciale – opérations définitives – mesures nouvelles) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 118 de M. Jacques Blanc (réduction des dépenses ordinaires civiles de 94 millions de francs pour supprimer la participation du F.N.D.S. à la réalisation du Grand stade) (p. 6036).

– *Répond au rappel au règlement* de : *Malvy (Martin) :* refuse de suspendre la séance [13 octobre 1994] (p. 5406).

– *Répond au rappel au règlement* de : *Dray (Julien)* [13 octobre 1994] (p. 5413).

– *Répond au rappel au règlement* de : *Migaud (Didier)* [13 octobre 1994] (p. 5414).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7274).

Assemblée nationale : rapporteur : temps de parole.

– *Répond au rappel au règlement* de : *Migaud (Didier)* [21 décembre 1994] (p. 9555).

– *Prononce* la clôture de la **première session ordinaire de 1994-1995** [22 décembre 1994] (p. 9559).

– *Déclare ouverte* la **première session extraordinaire de 1994-1995** [22 décembre 1994] (p. 9563).

En qualité de député :

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) (n° 784).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 janvier 1994] :

Industrie : délocalisations internationales (p. 464).

Propriété intellectuelle :

– contrefaçon : ampleur et conséquences économiques (p. 464) ;

– projet de loi n° 683 relatif à la répression des contrefaçons et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle (p. 464).

Travail : protection sociale (p. 464).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et M. François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 avril 1994] :

Algérie (p. 694).

Allemagne : participation au Conseil de sécurité de l'O.N.U. (p. 694).

Défense :

– armes nucléaires : prolifération (p. 695) ;

– défense européenne : Eurocorps (p. 694) ;

– dépenses militaires françaises (p. 694) ;

– essais nucléaires : moratoire (p. 693, 695) ;

– Livre blanc et loi de programmation militaire (p. 693, 694).

Europe :

– généralités ; contexte géopolitique ; minorités ; frontières (p. 693) ;

– Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 695).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : « autodissolution » (p. 692, 694).

Turquie (p. 694).

Ex-Yougoslavie :

– généralités ; guerre civile ; intégrité des républiques ; situation de Sarajevo et de Gorazde (p. 693) ;

– Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (p. 693) ;

– Slovénie et Croatie : reconnaissance par l'Allemagne et la Communauté européenne (p. 693).

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

– assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 756) ;

– diagnostic pré-implantatoire (p. 756) ;

– fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 756).

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 756).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 756).

Ethique : bioéthique : législation : contenu, évaluation et révision (p. 755 à 757).

Génétique :
- pratiques géniques : eugénisme (p. 756) ;
- tests d'identification génétique (p. 757).

Informatique : fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement (p. 757).

Lois : loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament (p. 756).

Politique générale (p. 756).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 756).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 757).

Recherche : recherche médicale :
- progrès et limites (p. 755) ;
- recherche épidémiologique (p. 757).

Commission mixte paritaire [21 juin 1994] :

Explications de vote (p. 3279, 3280) :

Assistance médicale à la procréation :
- assistante médicale à la procréation *post mortem* : interdiction ;
- embryon.

Ethique : bioéthique : législation.

Informatique.

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé.

Propriété intellectuelle : brevets d'invention.

Abstention du groupe communiste (p. 3280).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [15 avril 1994] :

Article 9 *(don de gamètes) :*

Article L. 673-2 du code de la santé publique (consentement du donneur et du couple receveur) :

– *soutient* l'amendement n° 250 de Mme Janine Jambu (suppression de l'obligation faite au donneur d'appartenir à un couple ayant procréé) : rejeté (p. 887).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

Article L. 184-3 du code de la santé publique (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) :

– *soutient* l'amendement n° 252 de Mme Janine Jambu (représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) : rejeté (p. 893).

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 895).

Après l'article 10 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 253 de Mme Janine Jambu (interdiction du diagnostic préimplantatoire n'ayant pas pour but « une intervention thérapeutique ») (p. 896) : devenu sans objet (p. 898).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 1005) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 1005) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique ; statut ; dons d'embryons (p. 1005).

Ethique : bioéthique :
- législateur : rôle (p. 1004) ;
- législation : contenu (p. 1004, 1005).

Informatique : projet de loi n° 2601 (p. 1005).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 1005).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention (p. 1005).

Santé publique (p. 1004, 1005).

Abstention du groupe communiste (p. 1005).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (p. 2599).

Explications de vote [20 avril 1994] : voir projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée (p. 2600).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Assemblée nationale : commission d'enquête : utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle (p. 2759).

Collectivités locales (p. 2759).

Communautés européennes et Union européenne (p. 2759).

Enseignement public (p. 2758, 2759).

Entreprises : charges salariales et sociales (p. 2759).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- apprentissage (p. 2759) ;
- enseignement technique et professionnel (p. 2759) ;
- lycées professionnels (p. 2759).

Lois :
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2758, 2759) ;
- loi n° 94-51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (p. 2758) ;
- projet de loi n° 1201 relatif à la famille (p. 2758).

Lois de finances : crédits budgétaires :
- éducation (p. 2759) ;
- programmation (p. 2760).

– Proposition de loi tendant à modifier le livre II *bis* du code de la santé publique (n° 1214).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : essais et expérimentations :
- comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (p. 3023, 3024) ;
- consentement, information et protection des personnes vulnérables (p. 3023).

Génétique : tests génétiques et thérapies géniques (p. 3024).

Industrie : cosmétologie (p. 3024).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (loi Huriet) (p. 3023).

Lois de finances : crédits budgétaires : recherche (p. 3025).

Médicaments (p. 3024).

Recherche : recherche médicale : recherche à caractère militaire (p. 3025).

Sida (p. 3024).

Explications de vote :

Vote pour du groupe communiste (p. 3025).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [4 juillet 1994] :

Après l'article 16 nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (recherche biomédicale sur une personne en état de mort cérébrale) (p. 4017).

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] (p. 3900, 3901) :

Collectivités locales.

Domanialité publique :

– droit réel ;

– utilisation économique.

Fonctionnaires et agents publics : statut.

Mer et littoral : ports : ports autonomes.

Vote contre du groupe communiste.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1994] (p. 3905, 3906) :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : directeur général, missions et réforme.

Chômage.

Entreprises : charges sociales et fiscales.

Politique économique :

- consommation ;

- S.M.I.C.

Sociétés : sociétés anonymes à participation ouvrière.

Transports : Air France.

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Batellerie : bourses d'affrètement ; « tour de rôle » (p. 3920).

Transports terrestres : fonds « unique » : création (p. 3920).

Voies navigables :

– Compagnie nationale du Rhône (p. 3920) ;

– modernisation et nouvelles liaisons (p. 3920).

Vote contre du groupe communiste (p. 3920).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *soutient* le sous-amendement n° 1006 de M. Rémy Auchedé (extension aux besoins des associations d'intérêt général) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) (p. 4462) : rejeté (p. 4463).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de la France à l'égard de l'Algérie [11 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Algérie : politique économique et sociale ; terrorisme ; retour à la démocratie (p. 5236).

Coopération et développement : aides de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (p. 5236).

France : rôle ; assistance financière (p. 5236).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Entreprises : recherche : subventions publiques (p. 5754).

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 5754).

Jeunesse et sports. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 6016).

Collectivités territoriales (p. 6016).

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6016).

Jeunes : consultation nationale (p. 6016).

Ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 6015).

Sports :

– football : coupe du monde de 1998 et Grand stade (p. 6016) ;

– plans locaux d'animation sportive, « ticket sport » et pratique sportive (p. 6015) ;

– sport de haut niveau (p. 6016).

Vote contre du groupe communiste (p. 6016).

Education nationale. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Enseignement technique et professionnel (p. 6259).

Etrangers : maîtres auxiliaires (p. 6253).

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Audiovisuel :

– « autoroutes de l'information » (p. 6272) ;

– production et programmes (p. 6271, 6272).

Audiovisuel : secteur public : ressources :

– montant et évolution (p. 6271) ;

– redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6271).

Communautés européennes et Union européenne : directive « télévision sans frontières » (p. 6272).

Gouvernement (p. 6271).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 6271).

Postes et télécommunications : radiotéléphone (p. 6272).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6272).

Radiodiffusion : Radio France (p. 6271).

Télévision :

- Arte (p. 6271) ;
- chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6271) ;
- Société française de production (S.F.P.) (p. 6272).

Vote contre du groupe communiste (p. 6272).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Algérie (p. 6426).

Cambodge (p. 6426).

Coopération et développement : Banque mondiale et F.M.I. : injonctions (p. 6427).

Haïti (p. 6426).

Ministère des affaires étrangères : crédits (p. 6425).

Organisation des Nations Unies : Conseil de sécurité (p. 6425, 6426).

Ex-Yougoslavie (p. 6426).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [16 novembre 1994] (p. 6926) :

Communautés européennes et Union européenne.

Imprimerie nationale.

Monnaies et médailles.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1994] :

Chômage (p. 8520).

Contribution sociale généralisée : augmentation (p. 8520).

Entreprises : charges, coût salarial et profits (p. 8520, 8521).

Finances publiques :

- dépenses et régulation budgétaire (p. 8521) ;
- projets de loi de finances : sincérité (p. 8521).

Marchés financiers (p. 8521).

Politique économique :

- consommation (p. 8520) ;
- croissance, prévisions (p. 8520).

Retraites : fonds de solidarité vieillesse et régimes complémentaires (Association pour la gestion de la structure financière) (p. 8521).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 8521).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 novembre 1994] :

Jeunes (p. 7150).

Lois : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (p. 7150).

Police de la route et sécurité routière :

- autoroutes (p. 7150, 7151) ;
- limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse (p. 7150).

Transports maritimes et « pavillon Kerguelen » (p. 7151).

Transports routiers (p. 7150).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] :

Commerce extérieur : commerce extérieur français (p. 8149).

Communautés européennes et Union européenne :

- bureaucratie bruxelloise (p. 8149) ;
- élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8149) ;
- institutions (p. 8150) ;
- politique agricole commune (p. 8149).

Emploi : chômage en France et en Europe (p. 8149, 8150).

Norvège (p. 8148, 8149).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 8150).

Ex-Yougoslavie (p. 8150).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– autoroutes de l'information [13 décembre 1994] :

Son intervention (p. 8955).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 8956).

Commerce extérieur : sociétés transnationales et situations monopolistiques : (p. 8956).

Consommation : téléachat (p. 8956).

Emploi : télétravail et télémédecine ; suppressions d'emplois (p. 8955, 8956).

Informatique et information (p. 8955, 8956).

– Proposition de loi portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice (n° 1691).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1994] :

Huissiers de justice (p. 9170).

Vote contre du groupe communiste (p. 9170).

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1994] :

Audiovisuel (p. 9229).

Coopération et développement (p. 9228).

Droits d'auteur (p. 9228).

Enseignement (p. 9228, 9229).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 9228).

Informatique : multimédia et autotoutes de l'information (p. 9228).

Lois : loi n° 85-560 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (p. 9228).

Photocopies (p. 9228).

Presse, édition et imprimerie (p. 9228).

Sociétés de gestion collective des droits d'auteur (p. 9229).

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(droit de reproduction par reprographie : art. L. 122-10 à L. 122-13 nouveaux du code de la propriété intellectuelle) :*

Article L. 122-11 nouveau (rémunération forfaitaire de l'auteur) :

– *son* amendement n° 11 (partage entre les auteurs et les éditeurs) : rejeté (p. 9235).

Après l'article 2 nouveau :

– *son* amendement n° 13 (publication d'un rapport sur la première année d'application de la loi) : rejeté (p. 9236).

Ses explications de vote (p. 9237).

Vote contre du groupe communiste (p. 9229).

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant **un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (n° 1667).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Rwanda (p. 9440) ;
- ex-Yougoslavie (p. 9439, 9440) ;
- tribunal international (p. 9440).

Délinquance et criminalité : victimes (p. 9440).

Vote pour du groupe communiste (p. 9440).

HAMEL (Gérard)

Député de l'Eure-et-Loir

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Communes : Dreux (p. 1791).

Harkis et assimilés :
- « deuxième et troisième générations » (p. 1790) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1790) ;
- situation (p. 1790) ;
- veuves (p. 1790).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Discussion des articles [28 novembre 1994] :

Article 5 *(modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *son* amendement n° 4 : réservé jusqu'après la discussion de l'article 8.

Article 8 *(limitation du champ d'application de la participation à la diversité) :*

– *son* amendement n° 5 corrigé soutenu par M. Jacques Myard (suppression de la taxe dite de participation à la diversité de l'habitat et majoration à due concurence de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7708) ; adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7710).

Article 5 précédemment réservé *(modification de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *son* amendement n° 4 rectifié soutenu par M. Jacques Myard (de coordination) : adopté (p. 7711).

HANNOUN (Michel)

Député de l'Isère

(9e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Membre de la commission des finances, de l'économie génétale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Travail, emploi et formation professionnelle : travail, emploi) [13 avril 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à lever les **forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance (n° 1196)** [28 avril 1994].

Proposition de loi tendant à protéger les **particuliers contre les distributions de prospectus et documents ou publications gratuites non adressées (n° 1251)** [18 mai 1994].

Proposition de loi tendant à **reconnaître aux sages-femmes la responsabilité de la gestion de leur Conseil de l'ordre (n° 1545)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi organique visant à permettre une **réduction d'impôt en cas de don ou de versement aux associations et aux organisations non gouvernementales (O.N.G.) à but humanitaire (n° 1555)** [5 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 38 : Travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi visant à permettre une **réduction d'impôt en cas de don ou de versement** aux associations intermédiaires, aux entreprises d'insertion et aux fondations pour l'emploi **(n° 1595)** [18 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Après l'article L. 665-11 du code de la santé publique :

– *son* amendement n° 207 : non soutenu (p. 825).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *son* amendement n° 208 (p. 831) : non soutenu (p. 832) ;

– *son* amendement n° 209 corrigé soutenu par M. Marc Le Fur (prélèvement impossible en cas de refus de la famille) (p. 832) : rejeté (p. 833).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables) :

– *son* amendement n° 14 soutenu par M. Jean-Michel Dubernard (limitation aux traitements automatisés de données « directement » nominatives) (p. 967) : retiré (p. 968).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 1973) ;

– retraites et préretraites (p. 1973).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Administration : coordination interministérielle (p. 2454).

Associations (p. 2454).

Assurances (p. 2455).

Départements : Isère (p. 2454).

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2455).

Professions médicales : secret médical (p. 2455).

Sida :

– dépistage (p. 2455) ;

– prévention (p. 2454, 2455) ;

– rapport Montagnier (p. 2454).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Discussion des articles [2 juin 1994] :

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 227 : non soutenu (p. 2629).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 165 : non soutenu (p. 3187).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 29 :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 137 du Gouvernement (propriété ou direction d'un pharmacien) à l'amendement n° 50 de la commission (location-gérance des établissements pharmaceutiques de fabrication et de distribution en gros) (p. 3840).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Après l'article 1er :

– *son* amendement n° 43 soutenu par Mme Nicole Catala (corps des greffiers) : rejeté (p. 4106).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour le travail et l'emploi [25 octobre 1994] :

Administration : service public de l'emploi :

– A.N.P.E. (p. 5994, 5945) ;

– déconcentration et effectifs (p. 5944).

Anciens combattants : anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée (p. 5943).

Chômage : indemnisation :

– dépenses : réorientation (p. 5944, 5945) ;

– U.N.E.D.I.C. et contribution de l'Etat (p. 5944).

Emploi :

– emplois de proximité et de service : « chèque service » (p. 5944) ;

– préretraites (p. 5944).

Emploi : chômage :

– chômeurs de longue durée (p. 5943) ;

– contrats de retour à l'emploi, contrats emploi-solidarité, emplois consolidés et aide pour l'embauche de bénéficiaires du R.M.I. (p. 5944, 5945) ;

– évolution (p. 5943) ;
– insertion économique (p. 5944, 5945).

Entreprises :
– charges sociales et fiscales : allégement (p. 5944, 5945) ;
– créations d'entreprises : chômeurs (p. 5944).

Formation professionnelle et promotion sociale : nécessité et développement (p. 5945).

Jeunes : chômage, exclusion et insertion (p. 5943).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle :
– article 8 (indemnisation compensatrice pour emploi assorti d'une rémunération inférieure aux allocations de chômage) (p. 5945) ;
– article 45 (temps réduit indemnisé de longue durée) (p. 5944).

Ministère du budget : charges communes (p. 5943).

Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : crédits (p. 5943).

Politique de l'emploi (p. 5943).

Travail : temps de travail : réduction et organisation (p. 5945).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

– *défavorable* à l'amendement n° 117 de M. Michel Berson (réduction de 3 milliards de francs du financement des contrats emploi-solidarité afin de faire cesser leur conclusion par des services de l'Etat et de rapprocher le financement prévisionnel et le nombre des C.E.S. effectivement conclus) (p. 6005).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Famille : prestations familiales : revalorisation (p. 6906).

Pharmacie : politique du médicament (p. 6903).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *son* amendement n° 574 (reconnaissance et rémunération des fonctions non marchandes exercées par les agriculteurs en matière d'environnement et de services) : non soutenu (p. 7499).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 9 décembre 1994] :

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 272 : non soutenu (p. 8313) ;

– *son* amendement n° 273 : non soutenu (p. 8317).

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *son* amendement n° 274 corrigé : non soutenu (p. 8329).

Article 36 quater nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *ses* amendements n°s 275, 276, 277 et 278 : devenus sans objet (p. 8607).

Après l'article 47 :

– *son* amendement n° 279 : non soutenu (p. 8642).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 23 sexies nouveau :

– *son* amendement n° 227 : non soutenu (p. 8763).

HARCOURT (François d')

Député du Calvados

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 394,** posée le 23 mai 1994 : **procédure de recouvrement des cotisations sociales** (p. 2175). Appelée le 26 mai 1994 : cotisations : paiement ; délais (p. 2296, 2298).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6205).

B.A.P.S.A. :
– cotisations sociales (p. 6205) ;
– retraites agricoles (p. 6205).

Pêche : fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (p. 6207).

HART (Joël)

Député de la Somme

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 sur la **copropriété (n° 1632)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Chasse au gibier d'eau :** dates d'ouverture ; Nord de la France ; avis de la Cour de justice des Communautés [20 avril 1994] (p. 994, 995).

INTERVENTIONS

Communications hebdomadaires du Gouvernemant :

– rapport de la commission nationale pour la sécurité des établissements scolaires [19 avril 1994] (p. 961) :

Principaux thèmes développés :

Chefs d'établissement : formation.

Collectivités locales :
- aides de l'Etat ;
- transferts de compétences.

Constructions scolaires : sécurité : commission Schléret : composition et travaux.

Départements : Somme.

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : directive du 2 avril 1979 ; Cour de Justice : arrêt du 19 janviet 1994 (p. 3529).

Environnement : associations (p. 3529).

Office national de la chasse (p. 3529).

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique (dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 13 de M. Jacques Le Nay (substitution du ministre chargé de la chasse à l'autorité administrative) (p. 3539) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 14 de M. Jacques Le Nay (référence nationale plutôt que départementale) (p. 3539) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 15 de M. Jacques Le Nay (avancée des dates de clôtures pour certains départements) (p. 3539).

HELLIER (Pierre)

Député de la Sarthe

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culrurelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales) [15 juin 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome III : **Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales (n° 1561)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à modifier la composition des commissions départementales d'équipement commercial **(n° 1810)** [14 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Administration : coordination interministérielle (p. 2451).

Audiovisuel : télévision (p. 2451).

Professions médicales : médecins (p. 2451).

Recherche : recherche médicale (p. 2451).

Sida :
- dépistage (p. 2451) ;
- prévention (p. 2451).

Toxicomanie (p. 2451).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les affaires sociales [14 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :
- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6825) ;
- exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6825).

Départements : compétences et charges (p. 6825).

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6824).

Jeunes : fonds d'aide aux jeunes (p. 6825).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 5 (p. 6825).

Ministère des affaires sociales et de la santé :
- administration : moyens (p. 6826) ;
- crédits (p. 6824).

Professions sociales : formation (p. 6826).

Santé publique :
- sida (p. 6824) ;
- toxicomanie (p. 6824).

Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 6825).

HERIAUD (Pierre)

Député de la Loire-Atlantique

(9e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pout la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7681).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7681).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [14 janvier 1994] :

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *son* amendement n° 141 soutenu par M. Jean-François Chossy (suppression de l'obligation de motivation des décisions d'octroi ou de refus des crédits bancaires aux entreprises) : retiré (p. 203).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1980).

Exploitations agricoles : nombre (p. 1979, 1980).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 5794).

Impôts et taxes : fiscalité de l'investissement (p. 5793).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports maritimes : Société nationale de sauvetage en mer (p. 6742).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Après l'article 7 *sedecies* nouveau :

– *son* amendement n° 235 (seuil de création des conseils consultatifs en cas de fusion des communes) : retiré (p. 7866).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 16 deuxième correction de M. Michel Pelchat (compétence des groupements de communes en matière de réseaux câblés) : rejeté (p. 8071) ;

– *son* amendement n° 490 (seuil de création des conseils consultatifs en cas de fusion de communes) (p. 8071) : rejeté (p. 8072).

HERISSON (Pierre)

Député de la Haute-Savoie

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5611).

Devient membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5612).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Médecine scolaire : effectifs de personnel : médecins : frais de déplacement [4 mai 1994] (p. 1426).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 337 soutenu par M. Michel Voisin (contenu du rapport préalable aux délibérations en matière de délégation d'un service public local) (p. 4735) : retiré (p. 4736).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 30 *(droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) :*

– *son* amendement n° 3 (pouvoirs de gestion et de police du président du conseil régional) (p. 248) : retiré (p. 249) ;

– *son* amendement n° 4 (convention entre la région et le département pour régler le transfert de gestion du parc naturel régional) (p. 248) : retiré (p. 249).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône

(4e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 26 mai 1994] (p. 7637).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une **délégation parlementaire** dénommée **Observatoire parlementaire de lutte contre les activités mafieuses en France (n° 1052)** [24 mars 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Dépenses d'armement : évolution ; armement nucléaire : essais [8 juin 1994] (p. 2722, 2723).

– Inondations : inondations du Sud de la France ; lutte et prévention : aides de l'Etat [9 novembre 1994] (p. 6651, 6652).

INTERVENTIONS

Rappel au règlement : proteste contre la décision de la conférence des présidents de n'autoriser qu'un seul orateur par groupe dans le débat relatif à l'ex-Yougoslavie et à la prévention des conflits en Europe [12 avril 1994] (p. 681).

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu dans le midi de la France et en Corse, les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer une prévention efficace (n° 717).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 mai 1994] :

Aménagement du territoire (p. 1563).

Collectivités locales : commission départementale chargée de la distribution des aides (p. 1563).

Communes :

– Nîmes (p. 1561) ;

– Vaison-la-Romaine (p. 1561, 1563).

Cours d'eau, étangs et lacs : entretien (p. 1563).

Impôts et taxes : impôt de solidarité : création et assiette (p. 1563).

Indemnisation (p. 1562).

Inondations : causes, périodicité et régions concernées ; prévention (p. 1562, 1563).

Transports : T.G.V. : tracé (p. 1563).

Urbanisme :

- plans d'exposition aux risques (p. 1563) ;
- spéculation immobilière (p. 1563).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Explications de vote [1er juin 1994] (p. 2499) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique.

Europe : défense européenne.

Industries d'armement.

Traités : traité de non-prolifération nucléaire et traité d'interdiction des essais nucléaires.

Vote contre du groupe communiste.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Collectivités locales (p. 2747).

Consultation nationale sur l'école (p. 2746).

Enseignants : recrutements (p. 2747).

Enseignement maternel et primaire :

- écoles maternelles (p. 2746) ;
- études dirigées et travail personnel (p. 2746).

Enseignement public (p. 2746, 2747).

Etablissements scolaires (p. 2747).

Formation professionnelle et promotion sociale : enseignement technique et professionnel (p. 2747).

Lois :

- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2745) ;
- loi n° 94-51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (p. 2745, 2746) ;
- projet de loi n° 1201 relatif à la famille (p. 2746).

Lois de finances : crédits budgétaires :

- crédits militaires (p. 2746) ;
- éducation (p. 2746, 2747) ;
- programmation (p. 2746, 2747).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2746).

Personnel non enseignant (p. 2746, 2747).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] :

Centres de recherche et établissements publics (p. 3293).

Chercheurs (p. 3294).

C.N.R.S. (p. 3293).

Consultation nationale sur la recherche (p. 3292).

Enseignement supérieur (p. 3292, 3294).

Entreprises (p. 3294).

Fonctionnaires et agents publics : statut général des fonctionnaires (p. 3292).

Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 3294).

Lois : loi de programmation (p. 3294).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 3293).

Ministère : comité d'orientation (p. 3292, 3293).

Politique de la recherche (p. 3292, 3293).

Recherche militaire (p. 3294).

Santé publique : sida (p. 3292).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] :

Affaires étrangères : Algérie (p. 5628).

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5628).

Cinéma : cinéma français (p. 5628).

Collectivités locales (p. 5628).

Commerce extérieur (p. 5628).

Culture (p. 5628, 5629).

Francophonie (p. 5628).

Lois : loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française (loi Toubon) (p. 5628).

Ministère de la culture et de la francophonie : crédits (p. 5628).

Patrimoine : politique (p. 5628).

Théâtre : décentralisation (p. 5628).

Vote contre du groupe communiste.

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Bourses et allocations d'études : bourses (p. 6233).

Collectivités locales (p. 6234).

Education physique et sportive (p. 6233).

Enseignants :

- affectations et mutations (p. 6233) ;
- effectifs (p. 6233).

Enseignement maternel et primaire (p. 6233).

Enseignement privé (p. 6233).

Enseignement technique et professionnel (p. 6233, 6234).

Lois :

- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 6234) ;
- projet de loi de programmation (p. 6234).

Ministère de l'éducation nationale : crédits (p. 6233).

Personnel non enseignant :

- A.T.O.S. (p. 6233) ;
- assistantes sociales (p. 6233).

Politique de l'éducation :

- contenu : évolution et « nouveau contrat pour l'école » (p. 6233, 6234) ;
- dépense nationale d'éducation (p. 6234).

Politique générale (p. 6232, 6233).

Professions médicales et paramédicales : médecins et infirmières scolaires (p. 6233).

Vote contre du groupe communiste (p. 6234).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 12 *(observatoire de lutte contre les activités mafieuses) :*

– *son* amendement n° 47 deuxième rectification (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 9218).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Ptésident de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Ptésident de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8896).

Audiovisuel (p. 8897).

Collectivités locales : services publics : délégations (p. 8897).

Cumul des mandats (p. 8897).

Délinquance et criminalité : observatoire des activités mafieuses (p. 8897).

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement (p. 8897).

Elus : statut : pattimoine : déclarations (p. 8897).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8896) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8896) ;
- loi n° 93-122 du 29 janviet 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8896).

Marchés publics (p. 8897).

Parlement : incompatibilités (p. 8897).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8896, 8897).

Presse, édition et imprimerie : ptesse (p. 8897).

Secteut public (p. 8897).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 9 *(répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 8968) : retiré (p. 8969).

Après l'article 9 :

– *favorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8972).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi n° 1773 de programmation du « nouveau contrat pour l'école ».

Première lecture :

Avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 9466) : rejetée (p. 9466).

Principaux thèmes développés :

Conseil économique et social (p. 9467, 9468, 9469).

Enseignement agricole (p. 9468, 9469).

Enseignement primaire et maternel (p. 9468).

Enseignement secondaire : collèges (p. 9468).

Etablissements scolaires : réseaux d'établissements (p. 9468, 9469).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 9467, 9468).

Lois : loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 9468).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 9466, 9468).

Personnel :

– effectifs (p. 9468, 9469) ;

– syndicats (p. 9467).

Personnel non enseignant :

– infirmières (p. 9469) ;

– demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9468, 9469).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9467, 9469, 9470).

Discussion des articles [21 et 22 décembre 1994] :

Article 1er et annexe 1 *(programmation budgétaire du « nouveau contrat pour l'école »).*

– *défavorable* (p. 9557) ;

– *son* amendement n° 20 (plan pluriannuel de recrutement) : rejeté (p. 9609) ;

– *son* amendement n° 21 (programmation des emplois) (p. 9609) : rejeté (p. 9610).

Après l'article 1er :

– *son* amendement n° 35 (statut de parent d'élèves délégué) (p. 9611) : rejeté (p. 9612).

Article 2 *(organisation en trois cycles des enseignements du collège) :*

– *défavorable* (p. 9612) ;

– *son* amendement n° 27 (« parcours de réussite » et situation particulière des élèves en difficulté) (p. 9612) : rejeté (p. 9613).

Article 3 *(réseaux d'établissements) :*

– *défavorable* (p. 9613) ;

– *son* amendement n° 31 (de suppression) : rejeté (p. 9615).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 28 (plan de recrutement des personnels) (p. 9616) : rejeté (p. 9617) ;

– *son* amendement n° 30 (obligation de formation continue des salariés) : rejeté (p. 9617).

Article 4 *(contrats d'association à l'école) :*

– *défavorable* (p. 9617) ;

– *son* amendement n° 36 (suppression du contrat d'association à l'école ; organisation d'études dirigées et surveillées par le personnel de l'éducation nationale) : rejeté (p. 9618).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 6 (création d'un observatoire de la sécurité des établissements scolaires) (p. 9625) : rejeté (p. 9626).

Article 5 et annexe 2 *(application de la loi de programmation à l'enseignement agricole) :*

– *défavorable* (p. 9628).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 47 corrigé de M. Jean Glavany (statut des psychologues de l'éducation nationale) (p. 9629) ;

– *favorable* à l'amendement n° 196 de Mme Simone Rignault (statut propre des psychologues scolaires au sein du corps des professeurs des écoles) (p. 9631).

Ses explications de vote (p. 9633).

Enseignement secondaire : collèges.

Etablissements scolaires : réseaux.

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation.

Personnel non enseignant : contrat d'association.

Vote contre du groupe communiste (p. 9633).

HOEFFEL (Daniel)

Ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– *Cova (Charles)* : violences urbaines : violences de Lille, Lyon, Paris et Chelles d'avril 1994 ; projet de loi de réforme de la police [27 avril 1994] (p. 1174, 1175).

– *Bonrepaux (Augustin)* : évolution du F.C.T.V.A. : dépenses éligibles ; investissements au profit de tiers [27 avril 1994] (p. 1177, 1178).

– ***Trigano (André)*** : **revitalisation des bourgs ruraux** : zones rurales : services publics ; amélioration de l'habitat ; banlieues périphériques ; C.I.A.T. de Mende [4 mai 1994] (p. 1425).

– ***Ferry (Alain)*** : **prime à l'aménagement du territoire** : carte des primes à l'aménagement du territoire : négociation : cantons de Villé, Schirmeck et Saales [29 juin 1994] (p. 3810).

– ***Martin-Lalande (Patrice)*** : **Matra automobile** : aides communautaires et initiatives au niveau national [5 octobre 1994] (p. 4911).

– ***Gatignol (Claude)*** : **délocalisations** : Comité de décentralisation : réforme [12 octobre 1994] (p. 5313, 5314).

– ***Poignant (Serge)*** : **éligibilité à la prime d'aménagement du territoire** : conditions d'attribution : Pays de la Loire [12 octobre 1994] (p. 5322).

– ***Gascher (Pierre)*** : **discussion du projet de loi sur la fonction publique territoriale** : examen par l'Assemblée nationale : date d'inscription à l'ordre du jour [16 novembre 1994] (p. 6938).

– ***Forissier (Nicolas)*** : **services publics en zones rurales** : maintien [21 décembre 1994] (p. 9486).

orales sans débat de :

– ***Perrut (Francisque) (n° 277)*** : **maintien des services publics dans les zones rurales** : bureaux de poste : maintien : [7 avril 1994] (p. 615, 616).

– ***Deprez (Léonce) (n° 279)*** : ***dotation aux communes touristiques et thermales*** : D.G.F. : dotation aux communes touristiques [7 avril 1994] (p. 616, 617).

– ***Genay (Jean) (n° 310)*** : **conditions d'attribution de la prime à l'aménagement du territoire** : Franche-Comté [21 avril 1994] (p. 1096, 1097).

– ***Roussel (François) (n° 311)*** : **bilan et réforme de la décentralisation** [21 avril 1994] (p. 1097, 1098).

– ***Le Déaut (Jean-Yves) (n° 330)*** : **éligibilité des villes de Jœuf et d'Homécourt à la dotation de solidarité rurale** : conditions d'attribution [28 avril 1994] (p. 1262 à 1264).

– ***Migaud (Didier) (n° 333)*** : **politique d'aménagement du territoire en région matheysine** : régions en difficulté : plateau matheysin [28 avril 1994] (p. 1264 à 1266).

– ***Muller (Alfred) (n° 344)*** : **adaptation de la dotation globale de fonctionnement aux accroissements de population des communes** : D.G.F. : conditions d'attribution ; population ; recensements [5 mai 1994] (p. 1515, 1516).

– ***Daillet (Alain) (n° 356)*** : **gestion de l'Office d'H.L.M. du Gard** : O.P.H.L.M. : gestion ; contrôle [19 mai 1994] (p. 1941, 1942).

– ***Martin-Lalande (Patrice) (n° 359)*** : **développement du télétravail et des téléservices** : télétravail : développement [19 mai 1994] (p. 1942, 1943).

– ***Demuynck (Christian) (n° 360)*** : **commissariat de Neuilly-sur-Marne** : rénovation des locaux [19 mai 1994] (p. 1940, 1941).

– ***Delmas (Jean-Jacques) (n° 367)*** : **dotation globale de fonctionnement** : calcul : réforme [19 mai 1994] (p. 1943 à 1945).

– ***Dray (Julien) (n° 374)*** : **commissariat de Grigny** : construction : délais [19 mai 1994] (p. 1941).

– ***Gremetz (Maxime) (n° 384)*** : **contrat de plan Etat-Picardie** : contrats de plan Etat-régions : financement [26 mai 1994] (p. 2292, 2293).

– ***Ferry (Alain) (n° 465)*** : **voirie de la communauté de communes de la « Porte du Vignoble »** : finances ; gestion [23 juin 1994] (p. 3432, 3433).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4238).

Sa réponse (p. 4359).

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 4365).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4362).

Aménagement rural (p. 4362).

Associations (p. 4360).

Collectivités locales :
- compétences (p. 4361) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4360) ;
- coopération transfrontalière (p. 4361) ;
- décentralisation (p. 4360) ;
- dotation globale d'équipement (p. 4361) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 4360, 4361) ;
- ressources et péréquation (p. 4361) ;
- transferts de compétences (p. 4361).

Commerce et artisanat : chambres consulaires (p. 4360).

Consultation nationale (p. 4360, 4365).

Développement local (p. 4360).

Energie :
- Compagnie nationale du Rhône (p. 4362) ;
- E.D.F. (p. 4362).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4362).

Etat :
- déconcentration (p. 4360) ;
- rôle (p. 4360).

Finances publiques :
- fonds de gestion de l'espace rural (p. 4360) ;
- fonds : infrastructures de transports (p. 4360, 4362) ;
- Fonds national de développement du territoire (p. 4360).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 4361).

Impôts locaux :
- réforme (p. 4361) ;
- taxe professionnelle (p. 4361).

Massif central (p. 4362).

Mer et littoral : littoral (p. 4362).

Mines et carrières : communes minières (p. 4362).

Régions : Franche-Comté (p. 4360).

Schéma national de développement et ditectives territoriales (p. 4362).

Services publics (p. 4362).

Tourisme et loisirs (p. 4362).

Transports (p. 4361, 4362).

Travail : télétravail (p. 4362).

Ville : politique de la ville (p. 4362).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de M. Rémy Auchedé (abrogation de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République) (p. 4374).

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (suppression du schéma annexé ; principes généraux des orientations contenues dans le schéma national ; avis des régions, des départements et des organisations représentatives des communes et groupements de communes ; approbation par le Parlement et caractère d'une loi de plan au sens de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1992) (p. 4427) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 990 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (orientations en matière de politique de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 995 de M. Jean-Jacques de Peretti (limitation aux équipements culturels, de santé, sportifs et socio-éducatifs « d'intérêt national ») à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 992 de M. Georges Sarre (élaboration par l'Etat ; publicité du projet et des avis des collectivités territoriales et des associations représentatives des communes) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 993 de M. Georges Sarre (suppression du caractère de loi de plan ; présentation au Parlement dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4429) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 994 de M. Rémy Auchedé (otientations en matière de production et de distribution de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4429) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 860 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe avec les régions et avis des départements et des organisations représentatives des communes et des groupements de communes ; approbation par une loi de plan) (p. 4427).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 667 de M. Jean-Pierre Balligand et 138 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4438).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 541 de M. Pierre Mazeaud et 690 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4507) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Rémy Auchedé (suppression de la reconnaissance des pays ; autonomie communale et coopération intercommunale volontaire) (p. 4512) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 691 de M. Augustin Bonrepaux (adaptation des limites des arrondissements et des départements sur avis conforme des départements et de la commission départementale de coopération intercommunale) (p. 4512) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Michel Mercier (publication d'un avis de la commission départementale de coopération intercommunale sur les limites des arrondissements au regard de la notion de pays) (p. 4512) ;

– *favorable* à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (définition du pays ; constatation de son existence par la commission départementale de coopération intercommunale ; publication de la liste et des limites des pays ; prise en compte pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) (p. 4512) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 469 rectifié du Gouvernement (définition du pays) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission : retiré (p. 4513) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1012 de M. Arsène Lux (définition du pays ; projet contractuel de développement local) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4514) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1025 de M. Pierre Albertini (réserve des compétences d'aménagement des collectivités locales) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4514) ;

– *retire* l'amendement n° 470 du Gouvernement (prise en compte de l'action de développement local des associations et des représentants des activités socio-professionnelles (p. 4519) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1024 de M. Marc Le Fur (délai d'adaptation des limites des arrondissements) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4515).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Michel Mercier (de suppression) (p. 4517) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 233 de la commission (extension, aux actes visés à l'article, des modalités de prononcé du sursis à exécution prévues pour les actes des collectivités locales de nature à compromettre l'exercice d'une liberté) (p. 4517).

Après l'article 10 :

– *favorable* à l'amendement n° 234 de la commission (généralisation des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) (p. 4518) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 472 deuxième correction du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 234 de la commission : adopté (p. 4518) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 907 corrigé de M. Daniel Pennec (extension en priorité dans les zones rurales, de montagne et les villes de moins de 30 000 habitants) à l'amendement n° 234 de la commission (p. 4518) ;

– *défavorable* aux amendements nos 407, 408 et 409 de M. François Roussel (obligation pour le préfet de déférer au tribunal administratif un acte respectivement d'une commune, d'un département ou d'une région à la demande d'une personne s'estimant lésée) (p. 4519).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 324 de M. Georges Sarre (fixation législative des obligations de service nécessaires à l'aménagement du territoire et garantissant l'égal accès aux services publics ; traduction de ces obligations dans des contrats de plan, des conventions d'objectifs, des décrets en Conseil d'Etat ou des cahiers des charges selon le statut juridique des organismes en cause) (p. 4522) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 695 de M. Augustin Bonrepaux (concertation pour l'établissement des objectifs d'aménagement du territoire et de services rendus aux usagers) (p. 4523) ;

– *favorable* à l'amendement n° 235 de la commission (égal accès de tous aux services publics) (p. 4523) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 236 de la commission (extension à tous les établissements et organismes publics et à toutes les entreprises nationales) (p. 4523) ;

– *soutient* l'amendement n° 982 du Gouvernement (fixation par les contrats de plan ou des contrats de service public des modalités de compensation des charges résultant de l'application de l'article) (p. 4523) : adopté (p. 4524) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 153 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'étude d'impact préalable à la suppression d'un service et du pouvoir de statuer en dernier ressort attribué au ministre de tutelle ; fixation des objectifs d'aménagement du territoire et de service après consultation des usagers) (p. 4525) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 928 de M. Gérard Trémège et 432 de M. Yvon Jacob (extension de l'étude d'impact à la réorganisation d'un service) (p. 4525) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 868 de M. Jean-Pierre Balligand (extension de l'étude d'impact aux décisions de suppression ou de réorganisation des administrations de l'Etat) (p. 4525) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 41 de M. Michel Meylan, 201 de M. Marc Le Fur et 697 de M. Augustin Bonrepaux (généralisation de l'étude d'impact à toute décision de suppression ou de réorganisation) (p. 4526) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Patrice Martin-Lalande (adjonction à l'étude d'impact d'une étude sur le maintien du niveau d'activité par le télétravail) (p. 4526) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 240 de la commission (consultation des conseils municipaux et des conseils généraux pour l'étude d'impact) (p. 4526) ;

– *favorable* à l'amendement n° 241 de la commission (rédactionnel) (p. 4526) ;

– *favorable* à l'amendement n° 242 de la commission (consultation de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics sur l'étude d'impact) (p. 4527) ;

– *favorable* à l'amendement n° 696 de M. Augustin Bonrepaux (communication aux collectivités locales de l'étude d'impact, pour observations ou demandes de nouvelles mesures) (p. 4528) ;

– *favorable* à l'amendement n° 243 de la commission (transmission pour avis de l'étude d'impact à la commune du lieu d'implantation du service ; communication à toute autre commune sur sa demande) (p. 4528) ;

– *favorable* à l'amendement n° 244 de la commission (de coordination) (p. 4528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 496 corrigé rectifié de M. Jean-Pierre Brard (compétence exclusive d'une commission composée d'élus, de représentants de l'Etat, des syndicats et des usagers pour saisir le ministre de tutelle d'une décision de suppression d'un service aux usagers en méconnaissance des objectifs d'aménagement du territoire) (p. 4528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 700 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de saisine du ministre de tutelle, dans le même cas, par la commission départementale) (p. 4528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 392 de M. Gérard Saumade (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 4529, 4530) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 908 de M. Daniel Pennec (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort après avis du ministre concerné) (p. 4529, 4530) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 246 de la commission (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 4530).

Après l'article 11 :

– *défavorable* aux amendements nos 42 de M. Michel Meylan et 701 de M. Augustin Bonrepaux (élaboration concertée d'un schéma d'organisation territoriale des services publics par l'Etat et le département après avis des groupements de communes concernés et d'une commission de représentants des maires, des organisations socio-professionnelles, des associations et des usagers) (p. 4530) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 755 de M. Bernard Accoyer (suspension des autorisations d'implantation de grandes surfaces commerciales dans les communes de moins de 40 000 habitants jusqu'à l'adoption du schéma de réorganisation des services de l'Etat prévu à l'article 8) (p. 4531) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. François Sauvadet (assouplissement des conditions de création d'une officine pharmaceutique dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 4531) ;

– *favorable* à l'amendement n° 247 de la commission (rapport sur le développement de la polyvalence des services publics) (p. 4531) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 693 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'I.S.F. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 4532).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *ses observations* (p. 4540).

Finances publiques : F.D.E.S.

Plan : contrat de plan.

– *défavorable* à l'amendement n° 248 rectifié de la commission (prise en compte des schémas régionaux de développement du territoire) (p. 4541) ;

– *favorable* à l'amendement n° 249 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4541, 4542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1026 rectifié de M. Yves Fréville (de précision) (p. 4542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 250 de la commission (rédactionnel) (p. 4543) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 251 deuxième rectification de la commission (extension de l'annexe mentionnée au dernier alinéa de l'article aux fonds de concours et participations des collectivités territoriales à l'exercice des compétences de l'Etat dans la région) (p. 4544) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (extension de l'annexe précitée aux actions de l'Etat en faveur du télétravail et des téléservices) (p. 4544) ;

– *favorable* à l'amendement n° 252 de la commission (annexe au projet de loi de finances sur les financements apportés depuis 1989 par les fonds structurels communautaires) (p. 4545).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 497 de M. Rémy Auchedé (conseil d'administration des différents fonds créés par la loi) (p. 4545).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4548).

Logement et habitat : logement rural.

Lois de finances : Fonds d'aménagement de la région Ile-de-France (F.A.R.I.F.).

– *défavorable* aux amendements identiques nos 154 de M. Rémy Auchedé et 886 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4550).

Lois de finances : comptes d'affectation spéciale.

– *favorable* à l'amendement n° 1029 de la commission (de coordination) (p. 4551) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Michel Meylan (suppression du regroupement des crédits consacrés au développement de la montagne) (p. 4551) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de la commission (identification des crédits par type d'intervention) (p. 4551) ;

– *défavorable* aux sous-amendements identiques nos 950 de M. Jean Briane et 964 de M. Augustin Bonrepaux (priorité d'attribution des crédits pour les zones urbaines défavorisées et les zones rurales fragiles) à l'amendement n° 253 de la commission (p. 4552, 4553) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 705 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution des crédits aux zones éligibles aux fonds structurels européens) (p. 4553) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 416 de M. Olivier Guichard (suppression de la séparation entre la section générale et la section locale) (p. 4554) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 401 de M. Jacques Blanc (déconcentration de la section locale au niveau du préfet de région) (p. 4555) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 434 de M. Yvon Jacob (déconcentration de cette section au niveau régional) (p. 4555) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 707 de M. Augustin Bonrepaux (crédits de fonctionnement et d'investissement) (p. 4555) ;

– *favorable* à l'amendement n° 254 rectifié de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) (p. 4556) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 852 de M. Adrien Zeller (inclusion dans le rapport de l'évolution des indicateurs de cohésion et d'équilibre du territoire) à l'amendement n° 254 rectifié de la commission (p. 4557) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 887 de M. Charles de Courson (composition du comité de gestion du fonds) (p. 4558).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4560).

Lois de finances : compte d'affectation spéciale.

– *défavorable* à l'amendement n° 586 de M. Gilbert Gantier (création d'un fonds d'investissement et de développement des infrastructures rassemblant le fonds prévu au présent article, un fonds d'investissement des transports fluviaux et un fonds d'investissement des transports terrestres) (p. 4562) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 584 rectifié de M. Gilbert Gantier (suppression de la taxe sur les passagers) (p. 4562) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 582 rectifié de M. Gilbert Gantier (fixation à 2 F du montant de cette taxe) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 256 de la commission et 585 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (de précision) (p. 4563) ;

– *soutient* l'amendement n° 983 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe au compte d'affectation spéciale à créer dans la loi de finances pour 1995) (p. 4563) : retiré (p. 4564).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *ses observations* (p. 4575) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 592 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 4575) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1022 de M. Charles de Courson (création d'un fonds d'investissement des transports combinés et d'une agence nationale du transport intermodal ; création d'une taxe additionnelle à la T.I.P.P.) à l'amendement n° 881 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement en matière de transports fluviaux ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres) (p. 4581) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1023 de M. Charles de Courson (création d'une agence nationale du transport intermodal) à l'amendement n° 881 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (p. 4581) ;

– *soutient* l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres ; affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement fluvial) (p. 4577) : adopté après modifications (p. 4584) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1032 de M. Marc Le Fur (participation du fonds d'investissement des transports terrestres à l'électrification des voies ferrées) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4582) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1034 de M. Augustin Bonrepaux (participation du même fonds au développement des transports ferroviaires régionaux dans les zones d'accès difficile) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4582) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1030 de M. Charles de Courson (création d'un fonds d'investissement des transports combinés et d'une taxe additionnelle à la T.I.P.P.) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1027 de M. Jacques Barrot (exonération des transports routiers de marchandises du paiement de la taxe sur les autoroutes et de précision) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1033 de M. Augustin Bonrepaux (création d'une taxe sur les microcentrales au fioul en vue de financer le fonds d'investissement fluvial) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1035 de M. Georges Sarre (entrée en vigueur de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques au taux de 2 centimes par kWh et au bénéfice de Voies navigables de France en l'absence de règlement de la question dite de la « rente Compagnie nationale du Rhône » dans l'année suivant la promulgation de la loi) (p. 4584).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4585, 4586) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 179 de M. René Beaumont (participation de la Compagnie nationale du Rhône à l'aménagement des voies navigables à grand gabarit et prix minimum de cession de sa production d'énergie électrique) (p. 4589).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *ses observations* (p. 4592, 4593).

Bois et forêts : forêts.

– *ses observations* sur l'amendement n° 879 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4593) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 715 de M. Augustin Bonrepaux (dénomination de fonds de gestion de l'espace rural « et de la forêt ») (p. 4593).

Article L. 112-16 du code rural :

– *favorable* à l'amendement n° 258 de la commission (participation du fonds à tout projet d'intérêt collectif concourant à l'entretien ou à la réhabilitation de l'espace rural) (p. 4594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1020 de M. Charles Millon (compétence du département après avis de la commission consultative prévue à l'article) (p. 4595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 439 de M. Arsène Lux (représentation du conseil général au sein de la commission consultative et programme annuel de mise en œuvre) (p. 4595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 595 de M. Marc Laffineur (association du conseil général à la mise en œuvre du fonds) (p. 4596) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 402 de M. Jacques Blanc et 419 de M. Olivier Guichard (représentation de la région au sein de la commission consultative) (p. 4596).

Article L. 112-17 du code rural :

– *ses observations* sur l'amendement n° 713 de M. Augustin Bonrepaux (répartition des crédits en cohérence avec les crédits attribués par l'Union européenne) (p. 4597) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 827 de M. Marc Le Fur (suppression des critères de répartition) (p. 4597, 4598).

Après l'article L. 112-17 du code rural :

– *défavorable* à l'amendement n° 878 de M. Charles de Courson (comité de gestion du fonds) (p. 4598).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Pierre Micaux (ressources du Fonds national de développement des adductions d'eau) (p. 4599).

Avant l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Michel Meylan (substitution du titre « des zones prioritaires d'aménagement ») (p. 4599) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 716 de M. Augustin Bonrepaux (définition des zones prioritaires d'aménagement du territoire comme les zones urbaines défavorisées et les zones rurales de faible densité démographique à population décroissante ; délimitation de ces zones par département ou par arrondissement) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 111 de M. Michel Meylan (définition des zones prioritaires d'aménagement du territoire comme les zones urbaines défavorisées et les zones rurales de faible densité démographique à population décroissante) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Michel Meylan (définition des territoires ruraux de développement prioritaire ; délimitation de ces territoires par département ou par arrondissement) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Rémy Auchedé (suspension des opétations de délocalisation d'entreprises vers l'étranger ; interdiction des aides publiques à des entreprises délocalisant leur activité) (p. 4601).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4607).

Banques et établissements financiers :

– Caisse des dépôts et consignations ;

– Crédit d'équipement des P.M.E. ;

– Sociétés de développement régional (S.D.R.) ;

– Société française de garantie des financements des P.M.E. (SOFARIS).

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle (loi Madelin).

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Rémy Auchedé (remplacement du dispositif d'aides par un remboursement de 6 p. 100 du montant de l'impôt sur les sociétés en cas d'investissement minimum d'une entreprise en France ; fixation à 40 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4607).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 395 de M. Georges Sarre (suppression du dispositif d'extinction de la D.G.F. Ile-de-France) (p. 4682) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 817 de M. Gilles Carrez (transfert du montant de la D.G.F. Ile-de-France à la dotation d'aménagement de la D.G.F.) (p. 4683) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 319 de la commission (rédactionnel) (p. 4683) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. François Sauvadet (transfert du montant de la D.G.F. Ile-de-France pour moitié à la D.S.U. et pour moitié à la D.S.R.) (p. 4684) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 874 de M. Jacques Barrot (transfert du montant de la D.G.F. Ile-de-France pour partie à la dotation de fonctionnement minimale des départements et pour partie à la D.S.R.) (p. 4684) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 873 de M. Jacques Barrot (contribution au mécanisme de solidarité financière entre départements au sein de la D.G.F.) (p. 4684).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 519 de M. Jean-Pierre Thomas (commission nationale de réforme des finances locales chargée de présenter un bilan du système financier local et des propositions de réforme) (p. 4700) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 349 corrigé de M. Charles Ceccaldi-Raynaud (impôt sur les ressources des collectivités locales dans le respect du principe de libre administration) (p. 4700).

Après l'article 23 :

– *défavorable* à l'amendement n° 503 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation minimale de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au taux de 1,5 p. 100) (p. 4710) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 449 de M. Yves Fréville (taux applicables au titre de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle des établissements exceptionnels ; compensation des pertes de recettes des collectivités locales par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4712) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 808 de M. Augustin Bonrepaux (majoration du taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 4712) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 802 de M. Jean-Pierre Balligand (alignement du montant de la D.G.F. des communautés de villes sur celui de la D.G.F. des communautés urbaines financé par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4713) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 809 de M. Augustin Bonrepaux (montant de la dotation de développement rural pour 1995 et de son évolution ultérieure ; même financement que précédemment) (p. 4713) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 505 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (condition de construction de logements sociaux pour la délivrance des permis de construire) (p. 4714) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 504 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction des salaires incluse dans l'assiette de la taxe professionnelle pour les salaires inférieurs à 1,2 fois le S.M.I.C.) (p. 4715) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 511 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle des entteprises bénéficiaires ayant procédé à des licenciements économiques) (p. 4515) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 508 de M. Jean-Pierre Brard (exclusion des investissements de productivité du champ du lissage des bases de taxe professionnelle) (p. 4716).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 4725) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 967 de M. Yves Bonnet (extension du rapport quinquennal prévu à l'article à la suppression du décalage de deux ans pour les attributions du F.C.T.V.A. de l'ensemble des groupements de communes) (p. 4727, 4729) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 810 de M. Augustin Bonrepaux (extension du rapport précité au renforcement de l'intégration fiscale des établissements de coopération) (p. 4730) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 452 corrigé de M. Michel Meylan (suppression de la commission nationale de coopération décentralisée) (p. 4731) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 170 de M. Rémy Auchedé et 96 de M. Yves Rousset-Rouard (suppression de l'obligation de choisir les délégués au comité d'un syndicat de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4731) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'obligation de choisir les délégués au conseil d'une communauté de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4733) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 811 de M. Augustin Bonrepaux (attribution minimale de D.G.F. d'une commune issue de la fusion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre dissous ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4735) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1050 de M. Yves Bonnet (période transitoire) à l'amendement n° 811 de M. Augustin Bonrepaux (p. 4735) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 812 de M. Augustin Bonrepaux (versement pendant une période de dix ans, à une commune issue de la fusion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre, dissous de l'attribution de D.G.F. de ce groupement ; compensation des pertes de recettes par une augmentation sur les tabacs) (p. 4735) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 813 de M. Augustin Bonrepaux (même versement pendant une période de six ans ; gage identique) (p. 4735) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 337 de M. Pierre Hérisson (contenu du rapport préalable aux délibérations en matière de délégation d'un service public local) (p. 4736).

Après l'article 24 :

– *défavorable* à l'amendement n° 943 de M. Louis de Broissia (extension de la D.G.F. aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes) (p. 4736).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *ses observations* (p. 4738) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Pierre Micaux (création avec l'accord des départements) (p. 4738, 4739).

Après l'article 25 :

– *défavorable* aux amendements n°s 649 de M. Michel Meylan, 953 de M. Jean Briane et 848 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (politiques interrégionales des massifs de montagne et des espaces littoraux communs à plusieurs régions ; unification des massifs des Alpes du Nord et des Alpes du Sud) (p. 4740, 4741) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 894 de M. Jacques Boyon (dépôt d'un rapport sur les sociétés d'économie mixte locales) (p. 4742).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 542 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 4744).

Affaires étrangères : Suisse.

Communautés européennes et Union européenne.

– *ses observations* sur l'amendement n° 892 de M. Jacques Boyon (extension aux participations conjointes avec l'Etat ou d'autres personnes publiques ou privées) (p. 4745) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 537 corrigé de M. Serge Didier (extension à la coordination ou l'animation du développement local) (p. 4746) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1051 de M. Augustin Bonrepaux (de précision) à l'amendement n° 537 corrigé de M. Serge Didier (p. 4746) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 732 de M. Jean-Jacques Weber (usage du français pour la certification des comptes des personnes morales de droit étranger en cas de participation d'une collectivité territoriale) (p. 4747) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (interdiction de la conclusion d'une convention internationale par une collectivité territoriale) (p. 4747) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1052 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (autorisation de l'Etat pour la conclusion d'une telle convention) à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (p. 4748).

Avant l'article 27 :

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Rémy Auchedé (sanction du défaut de réunion trimestrielle du conseil municipal) (p. 4750).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 295 de la commission, 77 de M. Michel Mercier et 124 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 4750).

Après l'article 27 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 895 de M. Jacques Boyon (conseil d'administration des établissements publics exerçant une activité dans plusieurs départements) (p. 4756) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 296 de la commission et 176 rectifié de M. Jacques Boyon (droit de vote plural des actions détenues par les collectivités territoriales dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 4757).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 991 de M. Georges Sarre (saisine par 10 p. 100 des électeurs inscrits) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 4767) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1053 de M. Rémy Auchedé (saisine par 20 p. 100 des habitants) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4768) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 972 rectifié de M. Jean-Jacques Guillet (extension aux syndicats mixtes) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4768).

Après l'article 28 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 866 de M. Jean-Pierre Balligand (extension aux départements de la consultation locale à l'initiative des électeurs) (p. 4769) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 514 de M. Jean-Pierre Brard (élection de conseillers municipaux de quartiers dans les communes de plus de 40 000 habitants) (p. 4770) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 298 rectifié de la commission (établissement par la commission consultative sur l'évaluation des charges d'un bilan des charges transférées aux collectivités locales) (p. 4771) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 513 de M. Jean-Pierre Brard (fixation par la région du taux annuel de la cotisation perçue au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 4772) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Michel Pelchat (commission d'étude du financement d'un Fonds national de développement des nouvelles infrastructures de communication) (p. 4772) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 rectifié de M. Michel Pelchat (délégation du conseil municipal au maire en matière d'autorisations d'antennes collectives) (p. 4773) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 844 corrigé de M. Michel Pelchat (distribution par câble simultanément à une distribution hertzienne) (p. 4773) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 954 de M. Eric Raoult (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4774).

Avant l'article 29 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 858 de M. Adrien Zeller (dépôt d'un projet de loi de révision du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 4776).

Article 29 *(rapport du Gouvernement sur l'application de la loi) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 911 de M. Daniel Pennec (fixation à deux ans du délai de dépôt du rapport) (p. 4777).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 359 de M. Marc Le Fur (incompatibilité des fonctions de président de conseil régional ou de président de conseil général avec les mandats ou fonctions électives précités) (p. 4778) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Paul Virapoullé (calcul de la quote-part du fonds de correction des déséquilibres régionaux attribuée aux D.O.M.) (p. 4779) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 343 de M. Jean-Paul Virapoullé (recueil de « conseils » portant sur les normes, procédures et prescriptions techniques des équipements et services dans les D.O.M.) (p. 4780).

Titre :

– *ses observations* sur l'amendement n° 628 de M. François Sauvadet (mention de la notion « d'aménagement » du territoire) (p. 4780).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Son interruption et *sa réponse* (p. 7743, 7765).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales :

- compétences et collectivité chef de file (p. 7766) ;
- coopération intercommunale et pays (p. 7766) ;
- ressources et péréquation (p. 7766).

Communautés européennes et Union européenne (p. 7766).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7766).

Régions : Ile-de-France (p. 7765).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7765, 7766).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 340 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et contenu de la politique de développement solidaire des territoires ; maîtrise de l'expansion de la région Ile-de-France) (p. 7768) ;

– *favorable* à l'amendement n° 399 de M. Alain Marleix (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des objectifs de l'aménagement du territoire) (p. 7768) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de M. Rémy Auchedé (participation des syndicats et des associations à la détermination de la politique d'aménagement du territoire) (p. 7769) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 239 de M. Rémy Auchedé (consultation des collectivités locales sur la localisation des administrations et investissements publics) (p. 7769) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à distance aux services publics) (p. 7769).

Article 2 *(schéma national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 400 de M. Alain Marleix (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des orientations de l'aménagement du territoire et à la mise en œuvre des principes de localisation des équipements et services collectifs d'intérêt national) (p. 7771) ;

– *favorable* à l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 7771).

Article 3 *(Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 46 de la commission (composition du Conseil et consultation de ce dernier sur les projets de loi de programmation prévus à l'article 12 ; caractère facultatif de la consultation sur le schéma de réorganisation des services de l'Etat ; suppression de la consultation sur les propositions de zonage de l'Union européenne) (p. 7771) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 530 de M. Charles de Coutson (représentation des activités familiales) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 7772).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 241 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7773) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 396 de M. Alain Madalle (adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme aux particularités géographiques en cas de projet déclaré d'utilité publique) à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7774) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 242 de M. Rémy Auchedé (association des régions, des départements, des communes et des comités de massif à l'élaboration des directives) (p. 7774) ;

– *favorable* à l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 7774).

Article 5 *(coordination) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 243 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7775) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 50 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture étendant la règle de la constructibilité limitée aux hameaux des zones de montagne) (p. 7776) ;

– *favorable* à l'amendement n° 488 de M. Henri Cuq (prorogation du délai d'adoption des schémas d'aménagement régionaux dans les D.O.M.) (p. 7776).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 341 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression des règles particulières aux schémas des D.O.M. et des régions littorales métropolitaines ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 7783).

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *défavorable* à l'amendement n° 371 de M. Marc Laffineur (dénomination de « schéma régional ») (p. 7783) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 342 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration en association avec l'Etat) (p. 7784) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 51 de la commission (élaboration excluant les groupements de communes compétents en matière de transport public) (p. 7784) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. Alain Madalle (élaboration en association avec les chambres consulaires) (p. 7785) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 397 de M. Alain Madalle (élaboration en association avec les chambres consulaires) (p. 7785) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 343 de M. Jean-Pierre Balligand (approbation par décret en Conseil d'État) (p. 7785) ;

– *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (coordination des orientations du schéma régional avec celles des schémas interrégionaux de massif et de littoral) (p. 7786).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 244 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7787) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 398 de M. Alain Madalle (appartenance des présidents des chambres consulaires régionales à la conférence) (p. 7787) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 53 de la commission (suppression de l'appartenance des parlementaires à la conférence) (p. 7787).

Article 34 ter *nouveau de la loi du 7 janvier 1983 (politiques interrégionales du littoral) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 7788).

Après l'article 6 :

– *favorable* à l'amendement n° 55 de la commission (élaboration de schémas interrégionaux du littoral en vue de coordonner les politiques régionales) (p. 7788).

Article 6 *bis* nouveau *(politiques interrégionales de développement des massifs de montagne) :*

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission (élaboration du schéma interrégional de massif par les conseils régionaux avec le concours du comité de massif ; possibilité d'une élaboration à l'initiative du comité de massif ; possibilité de schémas interrégionaux communs à deux massifs) (p. 7789, 7791) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 538 de M. Augustin Bonrepaux (association des comités de massif à l'élaboration des schémas) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 7791) ;

Après l'article 6 *bis* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 246 de M. Rémy Auchedé (rôle de l'éducation et de la formation dans la politique d'aménagement du territoire) (p. 7792).

Article 6 *ter* nouveau *(bassins de formation) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 247 de M. Rémy Auchedé et 34 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7793).

Article 6 *quater* nouveau *(schéma régional d'urbanisme commercial) :*

– *favorable* à l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 7793).

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 7795).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Bernard de Froment (dispense de service national au bénéfice des jeunes sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7796).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n^{os} 60 rectifié de la commission et 349 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7800).

Avant l'article 7 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 401 de la commission (intitulé du chapitre : « des schémas sectoriels ») (p. 7803).

Article 7 *bis* nouveau *(création des schémas directeurs sectoriels et nationaux) :*

– *favorable* aux amendements n^{os} 402 et 403 de la commission (de coordination) (p. 7803) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 375 de M. Marc Laffineur (élaboration en association avec les conseils régionaux) (p. 7804).

Avant l'article 7 *ter* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 404 de la commission (de coordination) (p. 7804).

Article 7 *ter* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche) :*

– *favorable* à l'amendement n° 405 de la commission (de coordination) (p. 7805).

Article 7 *quater* nouveau *(répartition équilibrée des universités sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 249 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7808) ;

– *favorable* à l'amendement n° 406 de la commission (de coordination) (p. 7808) ;

– *favorable* à l'amendement n° 61 de la commission (suppression de l'objectif unique d'accueil des effectifs supplémentaires d'étudiants) (p. 7808) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (extension du champ de l'article à la répartition des établissements d'enseignement supérieur) (p. 7809) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 491 de M. Jacques Guyard (concertation avec le conseil régional et les universités existantes) (p. 7810) ;

– *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (suppression de la création d'universités thématiques de plein exercice) (p. 7810) ;

– *favorable* à l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 7810) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 7810) ;

– *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (suppression de l'objectif de rayonnement international des pôles universitaires d'excellence) (p. 7810).

Article 7 *quinquies* nouveau *(développement de la recherche en région et orientation générale de la politique de recherche) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 311 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7824) ;

– *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 7824) ;

– *favorable* à l'amendement n° 407 de la commission (de coordination) (p. 7824) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la mention du développement de la recherche en région, de la coordination des politiques universitaires et de recherche avec le développement local, de l'accès des P.M.E. aux infrastructures et programmes de recherche) (p. 7824).

Article 7 *sexies* nouveau *(principes applicables à la recherche privée) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 312 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7825) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 7826).

Article 7 *septies* nouveau *(modalités d'application particulières du crédit d'impôt recherche) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 313 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7826) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de la commission (abaissement à 55 p. 100 de la part des dépenses de fonctionnement éligibles au crédit d'impôt en ce qui concerne les chercheurs exerçant leur activité en Ile-de-France) (p. 7826, 7827).

Avant l'article 7 *octies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 408 de la commission (de coordination) (p. 7827).

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 314 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7829) ;

– *favorable* à l'amendement n° 409 de la commission (de coordination) (p. 7830) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 de la commission (fixation à 50 p. 100 de la part minimum des crédits de l'Etat en matière culturelle affectés, en 2005 au plus tard, aux régions autres que l'Ile-de-France) (p. 7830) ;

– *favorable* à l'amendement n° 410 de la commission (de coordination) (p. 7830).

Après l'article 7 *octies* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Christian Vanneste (schémas régionaux de développement culturel) (p. 7831).

Article 7 *nonies* nouveau *(contrats d'action culturelle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 72 corrigé de la commission (de suppression) (p. 7831).

Avant l'article 7 *decies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 411 de la commission (de coordination) (p. 7832) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 412 de la commission (intitulé de la sous-section : « des schémas relatifs aux infrastructures de transport ») (p. 7832) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Balligand (intitulé de la sous-section : « le schéma directeur national des infrastructures de transport ») (p. 7832).

Article 7 *decies* nouveau *(révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 460 de M. Jean-Jacques de Peretti (fixation à soixante kilomètres de la limite d'éloignement maximal par rapport à une autoroute ou une gare desservie par le réseau ferroviaire à grande vitesse) (p. 7833) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 185 de M. Michel Bouvard (fixation de la limite précitée à trois quarts d'heure) (p. 7833) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 7834) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 329 de M. Jean-Pierre Balligand (schéma directeur national des infrastructures de transport) (p. 7834) ;

– *favorable* à l'amendement n° 413 de la commission (de coordination) (p. 7834) ;

– *soutient* l'amendement n° 553 du Gouvernement (limitation aux infrastructures aéroportuaires du schéma national du transport aérien) (p. 7834) : adopté (p. 7835) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 186 de M. Michel Bouvard (adaptation des modes de transport de marchandises dans les zones d'environnement fragile) (p. 7835).

Article 7 *undecies* nouveau *(contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres) :*

– *favorable* à l'amendement n° 415 de la commission (de coordination) (p. 7835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) (p. 7835) ;

– *soutient* l'amendement n° 549 du Gouvernement (extension du schéma routier aux grands axes du réseau routier national) (p. 7835) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 331 corrigé et 332 de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) (p. 7836) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (extension du schéma du réseau ferroviaire aux liaisons de transport de fret) (p. 7836) ;

– *soutient* l'amendement n° 550 rectifié du Gouvernement (extension du schéma des ports maritimes aux questions de desserte par rapport à l'arrière-pays) (p. 7836) : adopté (p. 7837).

Article 7 *duodecies* nouveau *(schéma directeur national des transports aériens) :*

– *favorable* à l'amendement n° 416 de la commission (de coordination) (p. 7837) ;

– *soutient* l'amendement n° 554 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 7837).

Avant l'article 7 *terdecies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 418 de la commission (de coordination) (p. 7837).

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *favorable* à l'amendement n° 417 de la commission (de coordination) (p. 7843) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Michel Pelchat (de précision) (p. 7844) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 175 de M. Hervé Mariton (préparation du schéma par le ministre chargé des télécommunications) (p. 7844) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 192 de M. Hervé Mariton (rédactionnel) (p. 7844) ;

– *favorable* à l'amendement n° 193 de M. Hervé Mariton (suppression de la référence à la politique industrielle et de recherche et du caractère prioritaire du raccordement des organismes éducatifs, culturels ou de formation aux réseaux interactifs) (p. 7846).

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 322 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (même unification dans chaque région) (p. 7848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 323 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (tarification des télécommunications locales) (p. 7850) ;

– *favorable* à l'amendement n° 74 de la commission (insertion d'une nouvelle section intitulée : « Du schéma de l'organisation sanitaire et sociale ») (p. 7851) ;

– *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (création et objet d'un tel schéma) (p. 7851) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 537 du Gouvernement (condition de sécurité des soins pour le maintien des établissements de proximité) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 7851, 7852) : retiré (p. 7853) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 171 corrigé de M. Rémy Auchedé (avis des conseils régional, général, municipaux et d'administration des établissements de soins sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire) (p. 7855).

Avant l'article 7 *quaterdecies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 76 de la commission (intitulé du titre : « Des pays ») (p. 7855).

Article 7 *quaterdecies* nouveau *(compétences de l'Etat) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 77 de la commission et 250 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7856).

Article 7 *quindecies* nouveau *(désignation d'un chef de file) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 78 de la commission et 251 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7857).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 336 de M. Jean-Pierre Balligand (conférence des élus et comité permanent de développement du pays ; développement de l'intercommunalité à l'initiative de la commission départementale de la coopération intercommunale ; création facultative de conseils de quartier dans les villes de plus de 20 000 habitants) (p. 7860) ;

– *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7860) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 558 de M. Marc Laffineur (suppression de l'obligation de proposer la délimitation de pays dans les dix-huit mois suivant la publication de la loi) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 7865) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 454 de M. Jean Bousquet (proposition de délimitation du pays à l'initiative de la commission régionale de l'aménagement du territoire) (p. 7860).

Après l'article 7 *sedecies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 81 de la commission (définition du pays) (p. 7860) ;

– *favorable* à l'amendement n° 80 de la commission (coordination de l'action de l'Etat et de l'organisation de ses services dans le périmètre des pays) (p. 7860) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Masson (rapport sur l'adaptation des limites des arrondissements aux solidarités locales et aux réalités démographiques et économiques) (p. 7866).

Article 7 *septemdecies* nouveau *(compétence en matière de transports régionaux) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 82 de la commission et 315 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7867).

Article 7 *duodevicies* nouveau *(prise en compte des possibilités de transport par certains documents d'urbanisme et certains projets d'aménagement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (de suppression) (p. 7867).

Avant l'article 8 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Rémy Auchedé (rapport sur l'évaluation des délocalisations de la région Ile-de-France) (p. 7868).

Article 8 A nouveau *(mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région Ile-de-France) :*

– *favorable* à l'amendement n° 84 de la commission (de suppression) (p. 7869).

Après l'article 8 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 306 recrifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (prise en compte, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, des frais de déménagement des salariés en cas de transfert de l'organisme employeur vers une zone prioritaire d'aménagement du tertitoire) (p. 7869).

Article 8 *(organisation des services déconcentrés de l'Etat : art. 6 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 et art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7870) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités offertes par le télétravail) (p. 7870, 7871).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7883).

Article 9 *(définition des pays) :*

– *favorable* à l'amendement n° 86 de la commission (de suppression) (p. 7890).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Jean-Paul Fuchs (élaboration de chartes de pays) (p. 7890) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 168 rectifié de M. Alain Peyrefitte (aides aux pays ou bassins de vie situés aux confins de départements ou de régions bénéficiant d'aides spécifiques) (p. 7891).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 339 de M. Jean-Pierre Balligand (rétablissement dans leur rédaction initiale des dispositions de la loi du 29 janvier 1993 sur la transparence des transactions foncières des collectivités locales et l'attribution par elles de délégations de service public) (p. 7892).

Article 10 *bis* *(commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics : art. 15 de la loi du 3 janvier 1985) :*

– *favorable* aux amendements n[os] 211 et 213 de M. Arsène Lux (rédactionnels) (p. 7894) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 87 de la commission (généralisation des schémas départementaux d'organisation et d'amélioration des services publics) (p. 7894).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 291 de M. Augustin Bonrepaux (concertation pout l'établissement des objectifs d'aménagement du territoire et de services rendus aux usagers) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Rémy Auchedé (consultation des organisations syndicales de salariés et des associations d'usagers) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 293 de M. Jean-Pierre Balligand (extension de l'étude d'impact préalable à la suppression d'un service aux décisions de suppression et de réorganisation des administrations de l'Etat) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 214 de M. Arsène Lux (rédactionnel) (p. 7897) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 562 de M. Arsène Lux (consultation obligatoire des conseils municipaux, des groupements de communes et des conseillers généraux des cantons concernés lors de l'élaboration de l'étude d'impact) (p. 7897) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 295 de M. Augustin Bonrepaux (généralisation des commissions départementales d'organisation et d'aménagement des services publics) (p. 7897) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 292 de M. Augustin Bonrepaux (communication de l'érude d'impact aux collecrivités locales) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Balligand (délai imparti au préfet pour présenter ses observations) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Gérard Saumade (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 294 de M. Augustin Bonrepaux (possibilité de saisine du ministre de tutelle par la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics en cas de suppression d'un service aux usagers en méconnaissance des objectifs d'aménagement du territoire) (p. 7899).

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 215 de M. Arsène Lux et 316 de M. Georges Sarre (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 7899).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 296 de M. Jean-Pierre Balligand (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'I.S.F. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7901).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *favorable* à l'amendement n° 358 de M. Philippe Vasseur (rédactionnel) (p. 7901) ;

– *favorable* à puis *ses observations* sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7901, 7905) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 556 de Mme Roselyne Bachelot (conditions de desserte dans la commune en cause et les communes voisines) à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 7902) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean-Louis Masson (avis du conseil général et du conseil municipal sur les demandes d'ouverture dérogatoire) (p. 7906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Louis Masson (mêmes avis pour les demandes d'ouverture dérogatoire dans les départements d'Alsace et de la Moselle) (p. 7906).

Après l'article 11 *ter* :

– *défavorable* à l'amendement n° 440 de M. Pierre Micaux (prorogation et extension de l'activité des services publics locaux de distribution de gaz) (p. 7927).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et information du Parlement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) (p. 7928).

Article 13 *(Fonds national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7928) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 350 de M. Alain Marleix (extension aux crédits consacrés à l'implantation d'espaces sportifs) (p. 7929) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 462 de M. Jean-Jacques de Peretti (délégation de la moitié des crédits aux préfets de région) (p. 7929) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 89 de la commission (suppression de la gestion exclusivement régionale de la section locale) (p. 7929).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens) :*

– *ses observations* (p. 7930) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 257 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 7931) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 463 de M. Jean-Jacques de Peretti (suppression du caractère d'établissement public ; coordination avec les dispositions de la loi de finances pour 1995) (p. 7932) ;

– *favorable* à l'amendement n° 90 de la commission (suppression du caractère d'établissement public ; composition du comité de gestion du fonds) (p. 7932) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 464 rectifié de M. Jean-Jacques de Peretti (rapport annuel au Parlement) à l'amendement n° 90 de la commission (p. 7932).

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *ses observations* (p. 7934) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 317 rectifié de M. Georges Sarre (révision des conditions de mise à la disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la Compagnie nationale du Rhône ; suppression de la filiale commune à ces deux entreprises) (p. 7936) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 207 de M. René Beaumont et 529 de M. Roland Nungesser (suppression de la pérennisation des conditions de mise à disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la C.N.R.) (p. 7939, 7941) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. René Beaumont (caractère de subvention de la participation de la C.N.R. au financement des travaux ; suppression de la délégation de maîtrise d'ouvrage) (p. 7941) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. René Beaumont (financement de l'entretien des ouvrages par la C.N.R.) (p. 7942).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 259 de M. Rémy Auchedé et 352 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7946) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. René Beaumont (suppression de la personnalité morale du fonds ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres hors transports fluviaux ; généralisation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés et affectation de son produit à un fonds d'investissement fluvial) (p. 7947) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 91 de la commission (suppression de la personnalité morale du fonds ; plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse ; composition et présidence du comité de gestion du fonds ; prise en compte des schémas relatifs aux infrastructures de transport dans la gestion du fonds ; spécialité des crédits et report des crédits inutilisés) (p. 7947) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 561 du Gouvernement (suppression du plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 7947, 7948) : devenu sans objet (p. 7950) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 546 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 7949).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (comité de gestion des fonds de péréquation des transports aériens et d'investissements des transports terrestres) (p. 7951) ;

– *favorable* à l'amendement n° 575 de la commission (comité de gestion des fonds précités) (p. 7952).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 92 de la commission (priorité d'affectation aux agriculteurs et à leurs groupements) (p. 7953, 7955) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Gérard Saumade (gestion par le conseil général des crédits répartis) (p. 7955) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) (p. 7956) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 466 de M. Jean-Jacques de Peretti (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) (p. 7956).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 262 de M. Rémy Auchedé (comité de gestion commun aux fonds créés par la présente loi) (p. 7957).

Article 17 A nouveau *(orientations du schéma national d'aménagement et de développement du territoire pour la région Ile-de-France) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7958).

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région Ile-de-France) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 264 de M. Rémy Auchedé, 319 de M. Georges Sarre et 354 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7970).

Après l'article 17 C nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 308 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (représentation de la région dans le syndicat des transports en commun de la région Ile-de-France ; extinction en quinze ans de la contribution financière de l'Etat au syndicat ; affectation des sommes dégagées au Fonds national de péréquation prévu à l'article 23 du présent projet) (p. 7972).

Avant l'article 20 A :

– *favorable* à l'amendement n° 129 de la commission (suppression de la mention de la péréquation dans l'intitulé du titre) (p. 8014) ;

– *favorable* à l'amendement n° 130 de la commission (création d'un chapitre relatif aux compétences) (p. 8014).

Article 20 A supprimé par le Sénat *(répartition des compétences) :*

– *favorable* à l'amendement n° 131 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8015).

Après l'article 20 A :

– *favorable* à l'amendement n° 132 de la commission (reprise des dispositions de l'article 7 *septemdecies* relatif au transfert aux régions de l'organisation et du financement des transports collectifs) (p. 8015).

Avant l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 304 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (délégations de compétences du département aux communes et à leurs groupements en matière d'action sociale et de santé) (p. 8016) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt dans le délai d'un an de projets de loi sur la répartition des compétences en matière de R.M.I., de dépendance, de handicapés, de voirie routière, d'organisation des transports ferroviaires et d'aides économiques) (p. 8016).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) (p. 8018) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 364 de M. Hervé Mariton (rédactionnel) (p. 8018) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du dispositif de péréquation entre espaces régionaux par une péréquation au sein de chaque niveau de collectivités territoriales à compter du 1[er] janvier 1995) (p. 8019) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 273 de M. Augustin Bonrepaux (dépôt d'un projet de loi sur la péréquation entre les collectivités territoriales dans le délai d'un an) (p. 8019) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 178 de M. Gilles Carrez (entrée en vigueur après mise en œuvre de la révision générale des évaluations cadastrales) (p. 8019, 8020) ;

– *soutient* l'amendement n° 581 du Gouvernement (même condition réalisée au plus tard le 1[er] janvier 1997) : adopté (p. 8019, 8020) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 507 de M. Jean-Pierre Balligand (ressources prises en compte) (p. 8021) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 506 de M. Jean-Pierre Balligand (charges prises en compte) (p. 8021) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Charles Ceccaldi-Raynaud (fixation ultérieure après simulation de l'écart maximal des ressources des espaces régionaux) (p. 8022) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 220 de M. Arsène Lux et 433 de M. Marc Laffineur (réduction de l'écart précité à dix points en plus ou en moins de la moyenne nationale) (p. 8023) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 133 de la commission (rédactionnel) (p. 8023) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 166 de M. Michel Bouvard (évaluation des charges) (p. 8024) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Gérard Saumade (péréquation entre les départements en fonction de leurs charges de R.M.I.) (p. 8024) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 509 de M. Jean-Pierre Balligand (calendrier de la réduction des écarts de ressources) (p. 8025) ;

– *ses observations* sur les amendements n[os] 134 et 135 de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 8026) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (répartition de la taxe professionnelle en cas de télétravail) (p. 8026) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 180 de M. Gilles Carrez (bilan des dispositifs de péréquation) (p. 8026) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Jean-Paul Fuchs (prise en compte du patrimoine naturel et des actions visant à le protéger dans la répartition de la D.G.F.) (p. 8027).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 274 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (création d'un fond pour le développement de l'intercommunalité alimenté par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 8028).

Article 20 *bis* nouveau *(renforcement de la péréquation en 1995. Fonds de correction des déséquilibres régionaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) (p. 8029).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8031, 8032) : adopté après modifications (p. 8043) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 577 de Mme Anne-Marie Couderc (limitation de l'indexation aux communes ayant vu leurs bases de taxe professionnelle se maintenir ou augmenter en francs constants) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8035) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 566 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8035) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 543 de M. Augustin Bonrepaux (mise en répartition du fonds après prélèvement au profit de la dotation de développement rural) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 541 de M. Augustin Bonrepaux (attribution aux communes à potentiel fiscal inférieur de 10 p. 100 au potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 539 de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec une insuffisance de potentiel fiscal de 5 p. 100) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 542 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (attribution aux communes à effort fiscal supérieur de 10 p. 100 à l'effort fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 540 de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec un effort fiscal supérieur de 5 p. 100 à la moyenne) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 551 de M. Arsène Lux (bonification des attributions versées aux communes membres d'un groupement à fiscalité propre) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8038) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 583 de M. Yves Fréville (de précision) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8039) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 565 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (indexation du produit de la première part affecté aux dotations des grandes villes) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8039) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 544 de M. Augustin Bonrepaux (extension du bénéfice de la deuxième part aux groupements de communes à fiscalité propre éligibles à la D.D.R.) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 584 de M. Yves Fréville (de précision) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 545 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de l'attribution versée aux communes membres d'un groupement à fiscalité propre au titre de la deuxième part) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 552 de M. Jean-Jacques Delmas (répartition de la deuxième part entre les communes à potentiel fiscal inférieur de 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 586 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec une insuffisance de potentiel fiscal de 10 p. 100) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 585 de M. Henry Jean-Baptiste (péréquation financière entre les espaces régionaux et territoriaux de métropole ou d'outre-mer) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041, 8042).

– *son intervention* (p. 8042).

Assemblée nationale : règlement : vote par division : demande.

– *favorable* à l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) (p. 8043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 275 de M. Augustin Bonrepaux (majoration du taux annuel d'évolution de la dotation forfaitaire de D.G.F. des communes membres d'un groupement à fiscalité propre ; augmentation à due concurrence du prélèvement sur les recettes de l'Etat compensé par la majoration des droits sur les tabacs) (p. 8043).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] (p. 9576) :

Collectivités locales :

– coopération intercommunale et pays ;

– dotation globale de fonctionnement.

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Pons (suppression de l'article 17 C relatif aux concessions autoroutières dans la région Ile-de-France) (p. 9595).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Administration : délocalisations (p. 5824, 5825).

Aides et primes : prime à l'aménagement du territoire (p. 5823, 5824).

Aménagement du territoire :

– crédits (p. 5823) ;

– projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (p. 5823).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement ; défiscalisation territoriale (p. 5826).

Organismes et structures :

– Comités interministériels pour l'aménagement du territoire (p. 5824) ;

– Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 5824) ;

– fonds d'investissement des voies terrestres et des voies navigables (p. 5823) ;

– fonds de péréquation des transports aériens (p. 5823) ;

– Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5823, 5824).

Plan : contrats de plan Etat-régions (p. 5825, 5826).

Régions :

– Basse-Normandie (p. 5825) ;

– Ile-de-France : nouveau schéma directeur (p. 5824).

Services publics :

– délocalisations (p. 5824) ;

– maintien en milieu rural (p. 5826).

Zones en difficulté : zones de montagne, zones rurales, zones minières (p. 5826).

Observations sur le rappel au règlement de : *Mexandeau (Louis)* (p. 5819).

Réponses aux questions :

Administration : délais de procédure (M. Alain Ferry) (p. 5830).

Aides : primes à l'aménagement du territoire (M. Pierre Gascher) (p. 5831, 5832).

Aménagement du territoire :

– arrondissements : contour (M. Marc Le Fur) (p. 5832) ;

– projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (M. Alain Ferry) (p. 5830) ;

– territoires ruraux de développement prioritaire : carte (M. Marc Le Fur) (p. 5827).

Décentralisation : conséquences politiques, sociales et financières (M. Charles Ehrmann) (p. 5828, 5829).

Départements :

– Bouches-du-Rhône : services publics : maintien (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 5827, 5828) ;

– Pas-de-Calais (M. Jean Urbaniak) (p. 5830).

Impôts et taxes : fiscalité agricole ; fiscalité des entreprises nouvelles (M. Alain Ferry) (p. 5833).

Organismes et structures :

– Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (M. Jean Urbaniak) (p. 5830) ;

– groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (M. Jean Urbaniak) (p. 5830).

Police : police municipale : formation : décentralisation (M. Christian Vanneste) (p. 5839).

Régions :

– Bretagne (M. Marc Le Fur) (p. 5832) ;

– Nord-Pas-de-Calais (M. Christian Vanneste) (p. 5832).

– Provence-Alpes-Côte d'Azur : infrastructures routières et ferroviaires (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 5828).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 décembre 1994] :

Agents non titulaires (p. 8124).

Carrières (p. 8124, 8125).

Centre national de la fonction publique territoriale (p. 8124, 8125).

Centres de gestion (p. 8124, 8125) ;

Concours et formation initiale (p. 8124).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 8125).

Constitution : article 72 (p. 8124).

Emplois de responsabilité et décharge de fonctions (p. 8125).

Lois : loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (p. 8124).

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Avant l'article 1er A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 corrigé de M. Louis Pierna (conditions de recrutement d'agents non titulaires) (p. 8156).

Article 1er A nouveau *(représentation syndicale au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 10 de la commission et 42 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8158).

Article 1er *(mise à disposition du Conseil supérieur de la fonction publique des personnels et des moyens du Centre national de la fonction publique territoriale : art. 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Louis Pierna (rétablissement de la commission mixte paritaire des conseils supérieurs des fonctions publiques de l'Etat et territoriale supprimée par l'article 10 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987) (p. 8158) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Bernard Derosier (convention de mise à disposition) (p. 8159).

Logement et habitat : H.L.M. : agents.

Article 2 *(composition et délibérations du conseil d'administration du C.N.F.P.T.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8159) ;

– *soutient* l'amendement n° 142 du Gouvernement (nature d'« établissement public local à compétence nationale » du C.N.F.P.T.) (p. 8159) : retiré (p. 8160) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Bernard Derosier (suppression de la modification de la composition du conseil d'administration) (p. 8160) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Pierre Gascher (représentation des présidents de centres de gestion) (p. 8160) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 8161) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Georges Durand (élection du président par et parmi les représentants des collectivités territoriales) (p. 8161) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 84 de M. Bernard Derosier (suppression de l'extension du champ des délibérations soumises au vote des seuls élus locaux) (p. 8162).

Article 3 *(missions du C.N.F.P.T. et déconcentration de ces missions : art. 12* bis *et 12* ter *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8163) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 85 de M. Bernard Derosier et 104 de M. Pierre Gascher (suppression de la compétence en matière de concours et d'examens professionnels des fonctionnaires de la catégorie B) (p. 8163) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Bernard Derosier (financement des congés bonifiés des agents originaires des D.O.M.-T.O.M.) (p. 8164).

Article 4 *(contrôle administratif des actes du C.N.F.P.T. et de ses délégations : art. 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8164) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 8165).

Article 5 bis nouveau *(reconnaissance du statut d'établissement public local aux centres de gestion de la fonction publique territoriale : art. 13 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (représentation des établissements publics aux conseils d'administration des centres par des titulaires d'un mandat local) (p. 8166).

Article 7 *(seuil d'affiliation aux centres de gestion : art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Pierre Gascher (affiliation obligatoire des communes employant moins de 500 fonctionnaires et des établissements publics départementaux ou régionaux ayant des effectifs inférieurs au même seuil) (p. 8167) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 88 de M. Bernard Derosier (affiliation obligatoire des mêmes communes) (p. 8168) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (affiliation obligatoire des seules communes employant moins de 250 fonctionnaires) (p. 8167).

Après l'article 7 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 76 de M. Jean-Jacques Jegou (élection des membres du conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 8168) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Bernard Derosier (suppression de l'accès des communes des départements précités à la banque de données des centres de gestion) (p. 8168).

Article 8 *(élargissement des compétences des centres de gestion : art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Bernard Derosier (concours et examens professionnels des fonctionnaires de catégorie B) (p. 8169).

Article 8 *bis* nouveau *(mise à la disposition des collectivités ou établissements d'agents par les centres de gestion : art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8170) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 106 corrigé de M. Pierre Gascher (exercice de toute tâche administrative à la demande des collectivités affiliées ou non) (p. 8170) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 143 du Gouvernement (limitation aux tâches concernant les agents de ces collectivités) à l'amendement n° 106 corrigé de M. Pierre Gascher : adopté (p. 8170) ;

– *favorable* à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (limitation du recrutement d'agents non titulaires aux cas de missions ou de remplacements temporaires) (p. 8171) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 140 de M. Denis Merville (priorité de recrutement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 8171).

Article 10 *(contrôle de légalité des actes des centres de gestion : art. 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. Alain Gest (suppression de l'obligation de joindre les décisions de nomination à la liste d'aptitude transmise au préfet) (p. 8171).

Après l'article 12 *bis* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de la commission (présidence des commissions siégeant en tant que conseils de discipline) (p. 8172) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (lieu de réunion du conseil de discipline) (p. 8173).

Article 15 *(création d'emplois : art. 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Alain Gest (contenu de la délibération créant un emploi contractuel) (p. 8173).

Article 15 *bis* nouveau *(recrutement direct de fonctionnaires de catégorie C : art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8174) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Serge Janquin (date d'entrée en vigueur) (p. 8174).

Article 17 *(nomination dans des emplois vacants : art. 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Henri-Jean Arnaud (nomination par promotion interne) (p. 8180).

Article 18 *(composition des jurys des concours et examens professionnels : art. 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 8181).

Article 19 *(procédure d'ouverture des postes aux concours : art. 43 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (prise en compte des fonctionnaires pris en charge par le C.N.F.P.T. ou un centre de gestion) (p. 8182).

Article 20 *(établissement et gestion des listes d'aptitude des concours : art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Bernard Derosier (possibilité d'inscription sur plusieurs listes d'aptitude d'un concours d'un même cadre et suppression de la radiation des listes en cas de refus d'offres d'emploi) (p. 8182) ;

– *favorable* à l'amendement n° 125 de M. Pierre Gascher (limitation aux concours d'un même grade d'un cadre de l'interdiction de figurer sur plusieurs listes d'aptitude) (p. 8183) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 124 de M. Pierre Gascher (radiation de la liste d'aptitude après trois refus d'offres d'emploi) (p. 8183).

Article 22 *(décharge de fonctions : art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 8184).

Article 22 *bis* nouveau *(autorisations spéciales d'absence : art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 8184).

Après l'article 22 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (périodicité de la communication au comité technique paritaire du rapport sur le travail à temps partiel) (p. 8184).

Article 24 *(réintégration après détachement de longue durée : art. 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (maintien pendant un an en surnombre dans sa collectivité d'origine du fonctionnaire de retour de détachement) (p. 8185) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 141 de M. Bernard Derosier (limitation aux collectivités de plus de 5 000 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8185).

Article 25 *(réintégration après une mise en disponibilité : art. 72 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Bernard Derosier (réintégration de droit à la première vacance d'emploi) (p. 8185).

Après l'article 26 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (présidence du conseil de discipline départemental par un magistrat de l'ordre administratif) (p. 8186).

Article 27 *(prise en charge des fonctionnaires dont l'emploi est supprimé : art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (examen des possibilités de reclassement en son sein par la collectivité ayant supprimé l'emploi) (p. 8187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Bernard Derosier (examen des possibilités de détachement dans un emploi équivalent d'un autre cadre au sein de la collectivité ayant supprimé l'emploi) (p. 8187) ;

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (priorité d'affectation dans les emplois du C.N.F.P.T. et des centres de gestion) (p. 8188) ;

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (suppression du caractère nécessairement permanent et à temps complet des emplois proposés) (p. 8188) ;

– *soutient* l'amendement n° 149 du Gouvernement (identité de l'emploi proposé et de l'emploi d'origine en ce qui concerne la nature d'emploi à temps complet ou à temps non complet) (p. 8188) : adopté (p. 8189).

Article 28 *(contribution financière des collectivités et des établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi : art. 97* bis *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Pierre Gascher (suppression de l'allégement de la participation de la collectivité ayant supprimé l'emploi en cas d'absence de proposition de reclassement) (p. 8189).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de la commission (congé spécial pour les fonctionnaires territoriaux déchargés de fonctions) (p. 8190).

Article 31 *(créations d'emplois à temps non complet : art. 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8191) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de recrutement d'agents à temps non complet ne pouvant être intégrés dans un cadre) (p. 8191).

Article 31 *bis* nouveau *(cumul d'activités des agents à temps non complet : art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 28 de la commission et 52 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8192).

Après l'article 31 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission (annualisation du travail à temps non complet) (p. 8192) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (application à titre expérimental pendant trois ans) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 8192) : adopté (p. 8193).

Article 32 *(intégration des fonctionnaires à temps non complet dans les cadres d'emploi : art. 108 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8193) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Pierre Gascher (harmonisation du minimum de durée de travail ouvrant droit à intégration avec le minimum d'heures de travail pour l'affiliation à la C.N.R.A.C.L.) (p. 8193).

Après l'article 34 :

– *défavorable* à l'amendement n° 95 corrigé de M. Bernard Derosier (droit à titularisation des agents contractuels en fonction à la date de publication de la loi) (p. 8194) ;

– *favorable* à l'amendement n° 31 corrigé de la commission (de coordination) (p. 8195).

Article 36 *(organisation de la formation d'adaptation à l'emploi : art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (fixation par décret des modalités d'organisation des formations d'adaptation à l'emploi) (p. 8195).

Article 37 *(formation obligatoire : art. 3 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 33 de la commission (prise en compte des formations antérieures au concours dans le calcul de la durée totale de formation) (p. 8196) ;

– *favorable* à l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la possibilité de retarder l'avancement de grade d'un fonctionnaire pour inaccomplissement de la formation d'adaptation en raison de circonstances indépendantes de son fait) (p. 8196) ;

– *favorable* à l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) (p. 8196).

Article 39 *(compétences du Centre national de la fonction publique territoriale en matière de formation : art. 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 36 de la commission (de coordination) (p. 8196).

Article 40 *(composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale : art. 12 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) (p. 8197).

Après l'article 41 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (représentants des collectivités territoriales au sein du conseil d'orientation) (p. 8197).

Article 46 *(dispositions transitoires) :*

– *soutient* l'amendement n° 145 du Gouvernement (entrée en vigueur des nouvelles modalités de calcul de la contribution financière des collectivités locales au C.N.F.P.T. et aux centres de gestion pour leurs agents privés d'emploi) : adopté (p. 8199) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques de Peretti (prorogation de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude existant au 1er janvier 1994) (p. 8199) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 150 du Gouvernement (extension du bénéfice de cette prorogation aux inscriptions faites jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques de Peretti : adopté (p. 8199) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 151 du Gouvernement (limitation de la prorogation à une année) à l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques de Peretti : adopté (p. 8199) ;

– *soutient* l'amendement n° 146 du Gouvernement (report jusqu'au 31 décembre 1996 du versement par le C.N.F.P.T. de la dotation spéciale « instituteurs ») (p. 8199) : adopté (p. 8200) ;

– *soutient* l'amendement n° 147 du Gouvernement (validation du concours externe d'attachés territoriaux de 1992) : adopté (p. 8200).

Article 47 nouveau *(mise à jour législative : art. 5 et 6 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 38 de la commission (maintien de la référence à la catégorie D de la fonction publique territoriale) (p. 8201).

Après l'article 47 nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de la commission (prolongation jusqu'au 31 décembre 1995 des possibilités d'accès au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel pour les fonctionnaires territoriaux) (p. 8201).

Son intervention après les explications de vote (p. 8202).

HOGUET (Patrick)

Député de l'Eure-et-Loir

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les derniers développements du cycle d'Uruguay du G.A.T.T. [18 janvier 1994].

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonctions d'inspection et de contrôle à l'échelon communautaire [10 août 1994].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les propositions de règlement portant application d'un schéma pluriannuel de préférence tarifaire généralisée, pour la période 1995-1997, à certains produits originaires de pays en voie de développement (n° E-303) [5 octobre 1994].

Rapporteur de sa proposition de résolution sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (COM (94) 337 final – E-303) (n° 1625) [23 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **derniers développements du cycle d'Uruguay du G.A.T.T. (n° 1066)** [5 avril 1994].

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le **système des préférences généralisées** pour la période 1995-1997 :

- proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées, pour la période 1995-1997, à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement ;
- proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (C.E.E.) n° 3833/90, (C.E.E.) n° 3835/90 et (C.E.E.) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement ;
- (Document E-303),

(n° 1621) [2 novembre 1994].

Proposition de résolution sur le **système des préférences généralisées** pour la période 1995-1997 :

- proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées, pour la période 1995-1997, à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement ;
- proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (C.E.E.) n° 3833/90, (C.E.E.) n° 3835/90 et (C.E.E.) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (COM (94) 370 – E-306),

(n° 1625) [2 novembre 1994].

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce :**

- proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (1986-1994) (COM (94) final/ n° E-249) ;
- projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (COM (94) 414 final/n° E-318),

(n° 1713) [22 novembre 1994].

Proposition de résolution sur la **conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce :**

- proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (1986-1994) (COM (94) 143 final/ n° E-249) ;
- projet de décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay (COM (94) 414 final/n° E-318),

(n° 1719) [23 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur sa proposition de résolution (n° 1625) sur le **système des préférences généralisées** pour la période 1995-1997 :

- proposition de règlement (CE) du Conseil portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées, pour la période 1995-1997, à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement ;
- proposition de règlement (CE) du Conseil prorogeant en 1995 l'application des règlements (C.E.E.) n° 3833/90, (C.E.E.) n° 3835/90 et (C.E.E.) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement (COM (94) 337 – E-303),

(n° 1740) [30 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Cycle de l'Uruguay : application ; future organisation mondiale du commerce [25 mai 1994] (p. 2213).

orales sans débat :

– n° 488, posée le 28 juin 1994 : **transcription des directives communautaires concernant la sécurité et les conditions de travail** (p. 3768). Appelée le 30 juin 1994 : risques professionnels ; hygiène et sécurité du travail : conséquences de la mise en conformité avec les prescriptions européennes (p. 3884, 3885).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) (n° 784).

Avant la discussion de l'article unique [27 janvier 1994] :

Son intervention (p. 459).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : « amélioration » de la proposition de règlement du Conseil (p. 459, 460).

Commerce extérieur : accords du G.A.T.T. : sanctions des contrefaçons (p. 459).

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement : champ d'application et règles de procédure (p. 459).

Propriété intellectuelle : projet de loi n° 683 relatif à la répression des contrefaçons et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle (p. 459).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Audiovisuel : exception culturelle (p. 580).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 580).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 580).

G.A.T.T. : accords du cycle de l'Uruguay du 15 décembre 1993 (p. 579).

Industrie (p. 580).

Moyens de paiement : clause monétaire : absence (p. 579 à 581).

Organisation mondiale du commerce : accords de Marrakech (p. 580).

Parlement français : information et ratification des accords (p. 581).

Propriété intellectuelle (p. 580).

Services : place de la France (p. 580).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 579 à 581).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, Organisation mondiale du commerce (p. 1966, 1967).

Communautés européennes et Union européenne :

- politique agricole commune (p. 1967) ;
- préférence communautaire (p. 1967).

– Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (nos E-246 à E-255) (n° 1295).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : budget :
- dépenses et ressources (p. 4845) ;
- dépenses agricoles (p. 4845, 4846) ;
- fonds structurels (p. 4845) ;
- politiques internes (p. 4845, 4846) ;
- programme T.A.C.I.S. de coopération avec les six Etats indépendants de l'ancienne U.R.S.S. (p. 4846).

Constitution : article 88-4 (p. 4845).

France : fonds structurels : bénéfice (p. 4845).

G.A.T.T. (p. 4845).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 6509).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Sécurité civile : sapeurs-pompiers volontaires (p. 6555).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7484).

Elevage : lait : droits à produire et référence laitière (p. 7485).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7484).

Exploitations agricoles : statut (p. 7484).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 14 *(dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 496 (dégrèvement accordé aux jeunes agriculteurs installés depuis le 1er janvier 1991 et majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) : devenu sans objet (p. 7608).

– Proposition de résolution sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719).

Première lecture :

Discussion générale commune avec le projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1730) et sa proposition de résolution sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Discussion de l'article unique [14 décembre 1994] :

– *son* amendement n° 1 (imposition de la date limite du 1er janvier 1995 pour l'élaboration du code de conduite entre les institutions communautaires et les Etats membres) (p. 9112) : retiré (p. 9113) ;

– *son* amendement n° 2 (extension des possibilités de formulation des plaintes par les entreprises des Etats membres de la Communauté) : adopté (p. 9113).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Rapporteur de la commission de la production sur la proposition de résolution sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997.

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale sur la conclusion et la mise en œuvre communautaire de l'accord de Marrakech.

Première lecture :

Discussion générale commune avec sa proposition de résolution sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et sa proposition de résolution sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Audiovisuel (p. 9073).

Commerce extérieur :
- G.A.T.T. : négociations et accord du 15 avril 1994 (p. 9072 à 9074) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 9073).

Communautés européennes et Union européenne :
- institutions et mise en œuvre de l'accord de Marrakech (p. 9073) ;
- instruments de défense commerciale (p. 9074) ;
- préférence communautaire (p. 9074) ;
- préférences généralisées (p. 9074).

Environnement (p. 9073, 9074).

Marchés publics (p. 9073).

Moyens de paiement : « dumping » monétaire (p. 9073).

Propriété intellectuelle (p. 9073).

Services (p. 9073).

Travail : « dumping » social (p. 9073, 9074).

HOSTALIER (Françoise)

Député du Nord

(11e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 10 décembre 1994] (p. 17545).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 10 décembre 1994] (p. 17545).

Rapporteur d'une mission d'information sur le multisalariat [15 décembre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Médicaments contre la migraine : frais pharmaceutiques : prise en charge [9 novembre 1994] (p. 6661).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 652).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 1er *(champ d'application du titre premier) :*

– *son* amendement n° 211 (extension des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives à toute forme d'entreprise) (p. 125) : retiré (p. 127) ;

– *son* amendement n° 113 (application des simplifications administratives aux collectivités territoriales, à leurs groupements et établissements publics industriels et commerciaux) : retiré (p. 127) ;

– *son* amendement n° 114 (application du présent article aux organismes à créer) : retiré (p. 128).

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *son* amendement n° 115 (dossier unique en un seul exemplaire) : devenu sans objet (p. 131) ;

– *son* amendement n° 116 (habilitation d'un organisme unique quel que soit le type d'entreprise créée) (p. 131) : retiré (p. 132) ;

– *son* amendement n° 117 (remise au déclarant de la liste des organismes destinataires de son dossier) (p. 133) : rejeté (p. 134).

Article 4 *(déclaration des entreprises par voie électronique) :*

– *son* amendement n° 118 (modèle type de la déclaration faite par voie électronique) : retiré (p. 136) ;

– *son* amendement n° 119 (bonne réception de la déclaration faite par voie électronique) : adopté (p. 136).

Article 13 *(nomination de salariés au conseil de surveillance d'une société anonyme) :*

– *son* amendement n° 120 (de suppression) : retiré (p. 145).

Article 17 *(suppression de la déclaration de conformité) :*

– *son* amendement n° 121 (de suppression) : retiré (p. 148).

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières) :*

– *son* amendement n° 122 (bénéfice de l'abattement sur le produit des parts de S.A.R.L. pour tous les associés minoritaires) : retiré (p. 159).

Après l'article 27 :

– *son* amendement n° 212 (exonération de la taxe professionnelle des petits entrepreneurs individuels) (p. 175) : retiré (p. 176).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 123 (date du cachet de la poste) : retiré (p. 188).

Article 33 *(rachat de trimestres non validés d'assurance vieillesse : art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 124 (possibilité d'effectuer les versements complémentaires de cotisations sans majoration) : retiré (p. 195).

Après l'article 36 :

– *son* amendement n° 126 (récupération des droits sociaux de l'entrepreneur en cas de disparition de l'entreprise au bout de deux ans au lieu d'un an) : rejeté (p. 201).

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *son* amendement n° 127 (introduction d'un ordre de priorité dans les droits et biens pouvant être pris en garantie) : devenu sans objet (p. 207).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Daniel Picotin (limitation à trois mois du délai d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) (p. 867).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Enseignement (p. 1403).

Lois : projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1403).

Politique générale (p. 1403).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Après l'article 1er A :

– *son* amendement n° 44 (définition du bon usage de la langue française) (p. 1446) : retiré (p. 1447).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *ses observations* (p. 1447) ;

– *son* amendement n° 45 (utilisation d'abréviations et de sigles) (p. 1449) : rejeté (p. 1450).

Article 3 *(présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)* (p. 1458) :

– *ses observations* (p. 1459) ;

– *son* amendement n° 46 (suppression de l'obligation d'égale intelligibilité de la présentation en français) : devenu sans objet (p. 1460).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *son* amendement n° 47 (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1466) : rejeté (p. 1467).

Article 5 bis nouveau *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme public ou privé subventionné ou gérant un service public) :*

– *son* amendement n° 48 (traduction française des documents en langue étrangère) : retiré (p. 1471).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse) :*

– *ses observations* (p. 1474).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de la commission (situation des « œuvres musicales dont le texte est, en tout ou en partie, rédigé en langue étrangère ») (p. 1481).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Bâtiment et travaux publics : crise et relance (p. 3564).

Logement social : hébergement d'urgence (p. 3564).

Discussion des articles [24 juin 1994] ; [27 juin 1994] :

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* sous-amendement n° 192 (prise en compte des dépenses d'amélioration pour la fixation du prix de revente) à l'amendement n° 170 de M. Jacques Guyard (prix de revente du logement acquis) : rejeté (p. 3583).

Avant l'article 14 :

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre) (p. 3599) : adopté (p. 3600) ;

– *son* sous-amendement n° 66 (référence aux personnes en détresse) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) : retiré (p. 3602) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 222 de M. Laurent Fabius (établissement du plan d'hébergement d'urgence dans un délai de quatre mois) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3604) ;

– *son* sous-amendement n° 67 corrigé (gratuité des locaux d'hébergement entre le 1er octobre et le 15 mars) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606) : rejeté (p. 3607) ;

– *son* sous-amendement n° 68 (présentation dans les deux ans d'un rapport au Parlement sur le bilan de ce plan) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3607) : adopté (p. 3608).

Article 16 *(extension des possibilités de sous-location des logements H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 64 : non soutenu (p. 3622).

Article 18 *(vente de logements H.L.M. à des associations œuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées) :*

Article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :

– *son* amendement n° 65 soutenu par M. Charles Revet (acquisition par les collectivités locales) (p. 3622) : adopté (p. 3623).

Article 20 *(affectation temporaire à l'habitation de locaux affectés à un autre usage) :*

– *son* amendement n° 61 (affectation des bureaux à l'hébergement d'urgence) : retiré (p. 3625).

Article 24 *(commission départementale de l'aide personnalisée au logement) :*

– *ses observations* (p. 3640).

Allocation de logement temporaire.

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– consultation nationale des jeunes [18 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Défense : armée et service militaire (p. 5603).

Elections et référendums : élections municipales (p. 5603).

Enseignement (p. 5603).

Entreprises (p. 5603).

Questionnaire (p. 5603).

Santé publique : sida et toxicomanie (p. 5603).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : « 1 p. 100 logement » (p. 6082).

Logement social : logement des plus démunis ; « sans-domicile-fixe » (p. 6082).

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Handicapés (p. 6482).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 6515).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] :

Bourses (p. 7374).

Communautés européennes et Union européenne (p. 7374).

Enseignement : programmes (p. 7374).

Sécurité sociale : travailleurs frontaliers et expatriés (p. 7374).

Service national (p. 7374).

HOUILLON (Philippe)

Député du Val-d'Oise

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au ttaitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 4 mai 1994] (p. 6519).

Rapporteur du projet de loi relatif à la justice (n° 1334) [2 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte patitaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la **prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 1219)** [10 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi relatif à l'**organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative** (n° 1335) ;
- le projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au **statut de la magistrature** (n° 1333) ;
- le projet de loi de programme relatif à la **justice** (n° 1334),

(n° 1427) [22 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de programme, modifié par le Sénat (n° 1604), relatif à la **justice (n° 1681)** [16 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **justice (n° 1831)** [20 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) (n° 784).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 janvier 1994] :

Assemblée nationale : « amélioration » de la proposition de règlement du Conseil (p. 464).

Commerce extérieur : accords du G.A.T.T. : sanctions des contrefaçons (p. 463).

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement : champ d'application et règles de procédure (p. 463).

Propriété intellectuelle :

- contrefaçon : ampleur et conséquences économiques (p. 463) ;
- projet de loi n° 683 relatif à la répression des contrefaçons et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle (p. 463).

– Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).

Commission mixte paritaire :

Vote des groupes [27 janvier 1994] :

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 470).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1986).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1986).

Exploitations agricoles :

- statut (p. 1985, 1986) ;
- transmission (p. 1986).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 1985).

– Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) et proposition de loi visant à réformer la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 316).

Rapporteur.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 mai 1994] :

Lois :

- évaluation (p. 2319) ;
- loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (p. 2317) ;
- propositions de loi (p. 2318).

Professions libérales et travailleurs indépendants : professions libérales (p. 2318).

Prévention :

- créances publiques (Trésor, U.R.S.S.A.F.) (p. 2317) ;
- président du tribunal de commerce (p. 2318) ;
- règlement amiable : suspension des poursuites (p. 2317).

Redressement et liquidation judiciaires :

- cautions personnelles : mise en jeu : suspension (p. 2318) ;
- contrôleurs (p. 2318) ;
- créanciers : fournisseurs et sous-traitants, poursuite des contrats en cours (p. 2318) ;
- plans de cession : maintien des droits des créanciers (p. 2318, 2319) ;
- procédures : simplification (p. 2318).

Sociétés : capital social : capital minimum (p. 2317).

Texte de la commission mixte paritaire :

– *son* amendement n° 1 rectifié (de coordination) : adopté (p. 2333) ;

– *son* amendement n° 2 (de rectification et de précision) : adopté (p. 2333) ;

– *son* amendement n° 3 (de coordination) : adopté (p. 2333) ;

– *son* amendement n° 4 (rectification d'une erreur matérielle) : adopté (p. 2333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [4 juillet 1994].

Commission mixte paritaire :

Rapporteur suppléant *Bastiani (Jean-Pierre).*

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Procédure civile : juges de paix (p. 9597).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4026).

Cours d'appel (p. 4026, 4027).

Greffes (p. 4028, 4029).

Juridictions administratives (p. 4026, 4027, 4029).

Justice (p. 4026, 4029).

Lois de finances : crédits budgétaires :

- évolution (p. 4028) ;
- programmation (p. 4027, 4028).

Magistrats :

- recrutement (p. 4028) ;
- situation (p. 4029).

Procédure civile :

– juges de paix (p. 4028) ;

– tribunaux de grande instance (p. 4026, 4027) ;

– tribunaux d'instance (p. 4026, 4027).

Procédure pénale : application des peines : mineurs (p. 4027, 4028, 4029).

Système pénitentiaire :

– administration pénitentiaire (p. 4028) ;

– prisons (p. 4026, 4027, 4028).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4029).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 26 de M. André Fanton (caractère « inadmissible » de l'absence de logement de fonction des chefs de juridiction) à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction du rapport) (p. 4415).

Article 2 *(programmation des moyens de la justice) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4116) : adopté (p. 4117).

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4117).

Article 4 précédemment réservé *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (substitution du recrutement d'assistants de justice à celui de juges de paix) (p. 4118) ;

– *favorable* à l'amendement n° 17 de M. Gérard Léonard (emplois de conseillers hors classe et présidents de tribunal administratif) (p. 4119).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 23 de Mme Véronique Neiertz (rapport sur l'état de la carte judiciaire avant le 29 décembre 1994) (p. 4119) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (présentation des orientations relatives à la révision de la carte judiciaire avant le 31 décembre 1996) (p. 4119) : retiré (p. 4120) ;

– *favorable* à l'amendement n° 28 de Mme Véronique Neiertz (rapport sur l'état de la carte judiciaire avant le 29 décembre 1994 et présentation des orientations relatives à la révision de cette carte avant le 31 décembre 1996) (p. 4120).

Article 6 *(rapport au Parlement sur l'exécution de la loi) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 4120).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Conciliation et médiation (p. 7223).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation et rapport d'exécution (p. 7222).

Procédure civile : juges de paix (p. 7223).

Procédure pénale : droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 7223).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 7223).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7245) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (mention, dans le rapport annexé, des délais actuels de jugement des juridictions de l'ordre judiciaire et rédactionnel) : adopté (p. 7245) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de Mme Marie-Fanny Gournay (institution d'un comité d'approbation de la réforme de la carte judiciaire dans le ressort de chaque cour d'appel) (p. 7247) ;

– *soutient* les amendements nos 2 et 3 de la commission (de coordination avec le projet de loi sur l'organisation des juridictions) : adoptés (p. 7247) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (caractère inadmissible de l'absence de logement de fonction des chefs de juridiction) : adopté (p. 7245) ;

– *soutient* les amendements nos 5 et 6 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 7248) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7248).

Article 4 *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (de coordination avec le projet de loi sur l'organisation des juridictions) : adopté (p. 7248).

Commission mixte paritaire :

Rapporteur.

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994].

Procédure civile : juges de paix (p. 9597).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [4 juillet 1994].

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [21 novembre 1994].

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7292).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 48 corrigé (mise en position de disponibilité des fonctionnaires élus députés) (p. 9047) : rejeté (p. 9048).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

HOUSSIN (Pierre-Rémy)

Député de la Charente

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 mars 1994] (p. 3609).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 mars 1994] (p. 3609).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen et à rendre obligatoire le **parrainage des listes candidates aux élections européennes (n° 1518)** [27 juillet 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commercialisation (p. 1955, 1956).

Exploitations agricoles : transmission (p. 1955).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Collectivités locales : conseils généraux : services : réorganisation et « identification » (p. 6761, 6762).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Cumul des mandats (p. 8906, 8907).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8905, 8906).

Lois :

- loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985 tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (p. 8906) ;
- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8905) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8905) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8905, 8906) ;
- loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 8906).

Marchés publics (p. 8906).

Parlement : incompatibilités (p. 8906).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Seconde délibération de l'article 4 [13 décembre 1994] :

Article 4 supprimé en première délibération *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (diminution de 30 p. 100) (p. 9000).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9028).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

HUBERT (Elisabeth)

Député de la Loire-Atlantique

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Président de cette commission [*J.O.* du 16 février 1994] (p. 2677).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 mars 1994] (p. 3609).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 mars 1994] (p. 3609).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Agriculture et pêche : pêche) [13 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal [*J.O.* du 10 juin 1994] (p. 8421).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d' orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) [*J.O.* du 13 décembre 1994] (p. 17685).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716) [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à :

- **rendre incompatible le mandat de parlementaire avec l'exercice des fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional ;**
- **compléter la liste des mandats électoraux ou fonctions électives dont le cumul est limité pour y faire figurer les fonctions de président de communautés urbaines, président de communautés de communes, président de syndicat intercommunal président de district, de plus de 100 000 habitants ;**
- **rendre incompatible le mandat de parlementaire avec le mandat de représentant au Parlement européen (n° 1522)** [30 juillet 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 8 : Agriculture et pêche : pêche (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 13 avril 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 661).

Son intervention (p. 665).

Principaux thèmes développés :

Assistance médicale à la procréation :

- assistance médicale à la procréation *post mortem :* interdiction (p. 666) ;
- caractère médical et thérapeutique (p. 666) ;
- couples : âge, projet parental (p. 666, 753, 754) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 667, 754) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 666, 667) ;
- dons : anonymat et gratuité (p. 667) ;
- fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 666) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 666, 754).

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 754).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 667, 754).

Ethique : bioéthique :

- législateur : rôle (p. 665 à 668, 753, 755) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 667).

Informatique : fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement (p. 667, 755).

Lois : loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (loi Caillavet) (p. 667, 755).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 755).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 755).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 666, 753).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-1 (respect du corps humain) :

– *soutient* l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) : retiré (p. 923).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

Article 311-20 (effets du consentement à la procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 96 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 40 de la commission (limitation du consentement aux cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'un embryon ; consentement donné uniquement devant le juge ; condition de la cessation d'effet du consentement) (p. 951) ;

– *son* amendement n° 64 (formalités d'expression du consentement uniquement en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) : devenu sans objet (p. 952).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 avril 1994] :

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 661) et *son intervention* en qualité de président de la commission spéciale (p. 665).

Principaux thèmes développés : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 177 de M. Charles de Courson (test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 848).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 128 du Gouvernement (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoïétiques) (p. 853).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *défavorable* aux sous-amendements identiques n^{os} 234 de Mme Marie-Thérèse Boisseau et 262 de M. Jean-François Mattei (suppression de l'interdiction d'expérimentation sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 871) ;

– *son* sous-amendement n° 111 (rédactionnel) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 872).

Article L. 152-10 du code de la santé publique (information des couples) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'expression du consentement en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou de fécondation *in vitro* pour un couple non marié) (p. 882) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 96 rectifié de M. Jean-François Mattei (consentement exprimé devant le juge ou le notaire en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) à l'amendement n° 21 de la commission : adopté (p. 883).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Jean-Yves Le Déaut (possibilité d'implanter l'embryon après le décès du père survenu postérieurement à la conception *in vitro* mais antérieurement à l'implantation ; délai de réflexion d'un an) (p. 885).

Article 9 *(don de gamètes) :*

Article L. 673-5 du code de la santé publique (statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de gamètes) :

– *son* amendement n° 109 (rédactionnel) (p. 888) : adopté (p. 889).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

Article L. 184-2 du code de la santé publique (rapport annuel d'activité) :

– *son* amendement n° 97 (registres relatifs aux gamètes et aux embryons conservés) (p. 891) : adopté après modifications (p. 892).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 1003) ;
- consentement : formalités (p. 1004) ;
- couples : âge, projet parental (p. 1003) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 1004) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique ; statut ; dons d'embryons (p. 1004).

Ethique : bioéthique : législateur : rôle (p. 1003, 1004).

Informatique : projet de loi n° 2601 (p. 1003).

Recherche : recherche médicale (p. 1003).

Son intervention (p. 1009).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [15 juin 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 3039) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires (p. 3039).

Ethique : Comité consultatif national d'éthique (p. 3039).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 3039).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 avril 1994] :

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 661) et *son intervention* en qualité de président de la commission spéciale (p. 665).

Principaux thèmes développés : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Article 40-2 de la loi du 6 janvier 1978 (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (saisine simultanée du comité consultatif régional de protection des personnes en cas de recherche biomédicale) (p. 972).

Explications de vote [20 avril 1994] : voir projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée (n° 2600).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2433).

Enseignement (p. 2433).

Observatoires régionaux de la santé (p. 2433).

Professions médicales : médecins (p. 2433).

Recherche : recherche médicale (p. 2433).

Sida :
- maladie et malades (p. 2432, 2433) ;
- prévention (p. 2432, 2433).

Toxicomanie (p. 2433).

Transfusion sanguine ; transfusés (p. 2432).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 et 28 juin 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 3677).

Ses explications de vote sur la *motion de renvoi en commission* de : Malvy (Martin) (p. 3707).

Principaux thèmes développés :

Assurance maladie maternité : dépenses : maîtrise (p. 3677, 3707).

Caisses de sécurité sociale : organisation, privatisation et tutelle (p. 3677).

Emploi (p. 3706, 3707).

Financement :
- Commission des comptes de la sécurité sociale (p. 3677) ;
- projections 1994 (p. 3706) ;
- régime général : branches : autonomie (p. 3677).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3677, 3706, 3707).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux (p. 3708).

Lois de finances (p. 3707).

Parlement (p. 3707).

Professions médicales : médecins (p. 3707, 3708).

Retraites : pensions de retraite (p. 3677).

Syndicat (p. 3707).

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *ses observations* (p. 3790).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales :

- compétences (p. 4351) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4351).

Communes :

- Nantes (p. 4351) ;
- Saint-Nazaire (p. 4351).

Consultation nationale (p. 4350).

Impôts locaux : réforme (p. 4351).

Ville : politique de la ville (p. 4351).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de la commission (supprime le bénéfice de la demi-part supplémentaire attribuée aux contribuables célibataires ayant des enfants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition distincte) (p. 5389).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Communautés eutopéennes et Union européenne :

- organisation commune des marchés (p. 6137, 6138) ;
- programme PESCA (p. 6138).

Pêche :

- cotisations sociales (p. 6138) ;
- crédits (p. 6137, 6138) ;
- ctise et remède (p. 6137) ;
- flotte : modernisation et prêts bonifiés (p. 6137, 6138) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (p. 6138) ;
- ports (p. 6138) ;
- prix minima communautaires (p. 6137).

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Ports maritimes (p. 6698, 6699).

Transports maritimes :

- charges sociales (p. 6698) ;
- crédits (p. 6697) ;
- Etablissemement national des invalides de la marine (p. 6697) ;
- flotte française ; Compagnie générale maritime (p. 6698) ;
- Société nationale de sauvetage en mer (p. 6699).

Questions [10 novembre 1994] :

Aéroports : Bretagne : aéroport international (p. 6765).

Enseignement : école nationale de la marine marchande de Nantes (p. 6766, 6767).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 42 *(relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) :*

– *soutient* l'amendement n° 169 de la commission (extension aux personnes âgées demeurant dans des résidences de services) (p. 6995) : retiré (p. 6996, 6997).

Après l'article 46 :

– *son* amendement n° 194 (amélioration du régime fiscal de l'investissement dans les copropriétés de navires de commerce) (p. 7025) : rejeté (p. 7027) ;

– *son* amendement n° 193 (proroge jusqu'à fin 1997 le régime fiscal de l'investissement dans les copropriétés de navires de commerce) (p. 7027) : rejeté (p. 7028).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6788 à 6790).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6789).

Financement et équilibre des comptes (p. 6788, 6789).

Fonds de solidarité vieillesse (p. 6790).

Hôpitaux et cliniques : politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6790).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6788).

Parlement (p. 6788).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6788, 6789).

Professions médicales et paramédicales : conventions (p. 6790).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Article 23 *(aide à l'embauche de bénéficiaires du R.M.I. par les entreprises : art. L. 322-4-18 du code du travail) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 89 de la commission et 260 de M. Michel Berson (pérennisation du dispositif et de la compensation par l'Etat des exonérations de cotisations sociales qu'il prévoit) (p. 8746) ;

– *son* amendement n° 4 : non soutenu (p. 8764).

Article 1er précédemment réservé *(intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 174 de M. Bernard Accoyer et 214 de M. Gilbert Barbier (de suppression) (p. 8786).

Article 1er *quater* nouveau précédemment réservé *(organisation de la profession de masseur kinésithérapeute : art. L. 491-1 à L. 491-7 du code de la santé publique) :*

Article L. 491-2 (missions de l'ordre) :

– *soutient son* amendement n° 5 rectifié et l'amendement identique n° 187 de M. Marc Le Fur (institution de conseils régionaux de l'ordre) : adoptés (p. 8793).

Article L. 491-6 (discipline) :

– *soutient son* amendement n° 6 et l'amendement identique n° 186 de M. Marc Le Fur (compétences et composition des conseils régionaux de l'ordre) (p. 8793) : adoptés après modifications (p. 8794).

Article 1er *sexies* nouveau précédemment réservé *(organisation de la profession de pédicure-podologue : art. L. 469-2 à L. 469-11 du code de la santé publique) :*

Article L. 496-7 (discipline) :

– *son* amendement n° 171 rectifié (conseils régionaux de l'ordre) : adopté (p. 8795).

Article 1er *septies* nouveau précédemment réservé *(composition des conseils départementaux et du conseil national de l'Ordre national des sages-femmes : art. L. 447, L. 449 et L. 451 du code de la santé publique) :*

– *son* sous-amendement n° 288 (renvoi au règlement des modalités de désignation des membres du conseil national) à l'amendement n° 38 de la commission (fixation à cinq du nombre des membres du conseil national ; modalités d'élection des présidents des différents conseils) : retiré (p. 8797).

Après l'article 1er *septies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 204 deuxième rectification du Gouvernement (conseils interrégionaux de l'ordre des sages-femmes) (p. 8798) ;

– *son* amendement n° 308 (présidence des réunions communes des conseils départementaux des médecins et des sages-femmes ; conseils interrégionaux de l'ordre des sages-femmes) : retiré (p. 8798) ;

– *son* amendement n° 309 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 8799).

Après l'article 1er *octies* nouveau :

– *son* amendement n° 3 précédemment réservé (professions d'ergothérapeute, de psychomotricien, de manipulateur en électroradiologie, d'opticien et d'audio-prothésiste) (p. 8799) : adopté (p. 8801).

Après l'article 9 :

– *favorable* à l'amendement n° 317 précédemment réservé du Gouvernement (maintien des droits aux prestations d'assurance maladie des bénéficiaires d'un congé parental ne reprenant pas leur activité à l'issue de ce congé) (p. 8816).

Article 11 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(rétablissement de la déductibilité « sociale » des cotisations versées au régime complémentaire facultatif d'assurance vieillesse des industriels et commerçants : art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 310 de M. Philippe Briand (de suppression) : rejeté (p. 8824).

Après l'article 11 *quindecies* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 381 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (possibilité de subordonner le maintien du R.M.I. à l'engagement du bénéficiaire de recouvrer ses créances d'aliments) (p. 8831).

Article 29 *(Convention nationale des médecins) :*

– *défavorable* (p. 8848).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de la commission (validation de l'arrêté d'approbation de la Convention nationale des chirurgiens-dentistes) (p. 8850) ;

– *soutient* l'amendement n° 14 de M. Jérôme Bignon (reconnaissance de spécialités médicales) (p. 8851) : retiré (p. 8852).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final/n° E-330) (n° 1766).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Chantiers navals français : sites et effectifs (p. 9361).

Communautés européennes et Union européenne : « compromis de Luxembourg » (p. 9361).

Etats-Unis : législation industrielle : le « Jones Act » (p. 9361).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9360, 9361).

HUGUENARD (Robert)

Député de la Haute-Garonne

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à majorer le **taux de la pension de réversion (n° 998)** [2 février 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Harkis et assimilés :

– « deuxième et troisième générations » (p. 1793) ;

– rôle, hommage et reconnaissance (p. 1793) ;

– situation (p. 1793).

HUNAULT (Michel)

Député de la Loire-Atlantique

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 30 septembre 1994] (p. 13846).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre à un représentant local d'un **organisme de défense des consommateurs d'assister aux commissions d'adjudication ou d'appel d'offres avec voix consultative (n° 1807)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Création de postes et amélioration de la sécurité dans les établissements d'enseignement publics et privés : effectifs de personnel ; sécurité [27 avril 1994] (p. 1171).

– Convention de Lomé : révision [23 novembre 1994] (p. 7350).

oreles sans débat :

– n° 428, posée le 7 juin 1994 : **situation des agriculteurs du « grand Ouest »** (p. 2710). Appelée le 9 juin 1994 : politique agricole : Ouest de la France (p. 2788 à 2790).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2234, 2235) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Europe :

– défense européenne ;

– Union de l'Europe occidentale.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] (p. 4300, 4301) :

Collectivités locales : ressources et péréquation.

Commerce et artisanat : artisans et commerçants.

Constitution : égalité.

Consultation nationale.

Développement local.

Entreprises : aides : création d'entreprises.

Etat : rôle.

Finances publiques : fonds : infrastructures de transport.

Impôts locaux : taxe professionnelle.

Plan.

Schéma national de développement et directives territoriales.

Services publics.

Transports.

HYEST (Jean-Jacques)

Député de la Seine-et-Marne

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen (n° 945) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 16 février 1994] (p. 2677).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Rémy Houssin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 474) [15 septembre 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459) [15 septembre 1994].

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 16 novembre 1994] (p. 16237). Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1691), portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice (n° 1777) [30 novembre 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 912), adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, autorisant le versement de **primes de fidélité** à certaines actions nominatives des sociétés commerciales **(n° 1297)** [1er juin 1994].

Proposition de loi relative au **financement des partis politiques et des candidats aux élections** prévues par le code électoral **(n° 1600)** [18 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1459), modifiant certaines dispositions relatives à la **fonction publique territoriale (n° 1685)** [16 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1691), portant **validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice (n° 1777)** [8 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à clarifier les relations entre le **ministre de la justice et le parquet** et renforçant l'article 36 du code de **procédure pénale (n° 1801)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Lutte contre l'exclusion : personnes sans domicile fixe : hébergement [6 avril 1994] (p. 558, 559).

orales sans débat :

– n° 392, posée le 23 mai 1994 : **situation du centre hospitalier de Montereau** (p. 2175). Appelée le 26 mai 1994 : modernisation ; financement (p. 2290).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [13 janvier 1994] :

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *son* amendement n° 143 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (accomplissement de la formalité unique auprès du greffe du tribunal de commerce) : retiré (p. 131).

Article 3 *(emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises) :*

– *son* amendement n° 144 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (attribution du numéro unique après validation de la déclaration d'inscription au registre du commerce) : rejeté (p. 135).

Article 4 *(déclaration des entreprises par voie électronique) :*

– *son* amendement n° 145 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 135) ;

– *son* amendement n° 146 (impossibilité de l'inscription au registre du commerce par voie électronique) : retiré (p. 136).

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

– assistance médicale à la procréation *post mortem :* interdiction (p. 749, 751) ;

– consentement : formalités (p. 751) ;

– couples : âge, projet parental (p. 751) ;

– diagnostic pré-implantatoire (p. 751) ;

– dons : anonymat et gratuité (p. 751) ;

– fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 751) ;

– fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 751).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 750).

Ethique : bioéthique : législation : contenu, évaluation et révision (p. 750, 751).

Filiation : adoption : réforme (p. 751).

Génétique : pratiques géniques : eugénisme (p. 750).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 750).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 750).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 749).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Après l'article 7 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (insertion dans le code pénal d'un chapitre sur les sanctions applicables aux infractions en matière d'éthique biomédicale) (p. 943).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Charles de Courson (test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 848).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 128 du Gouvernement (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoïétiques) (p. 853).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

– assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 1002) ;

– diagnostic pré-implantatoire (p. 1002) ;

– diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 1002) ;

– fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique ; statut ; dons d'embryons (p. 1001, 1002).

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 1001).

Ethique : bioéthique : législateur : rôle (p. 1001).

Filiation : adoption : réforme (p. 1002).

Génétique : pratiques géniques : eugénisme (p. 1002).

Informatique : projet de loi n° 2601 (p. 1001).

Lois : loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (loi Caillavet) (p. 1001).

Prélèvements sur le corps humain :
- dons : anonymat (p. 1001) ;
- prélèvements sur donneur décédé (p. 1001).

Recherche : recherche médicale (p. 1002).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Explications de vote [20 avril 1994] : voir projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée (p. 2600).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1994] (p. 3268, 3269) :

Ethique : bioéthique : législation.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 3268).

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (nombre maximum de membres du conseil de surveillance salariés de l'entreprise) (p. 1192) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission des lois (prise en compte de membres du conseil de surveillance salariés de l'entreprise pour la détermination de certains quotas) (p. 1192).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 3 *(contrôle du passage des hauts fonctionnaires dans le secteur privé : art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de la commission (publication de l'avis motivé de la commission de déontologie) (p. 1549).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [20 mai 1994] :

Article 3 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* :

– *ses observations* (p. 2038).

Comptes de campagne.

Explications de vote (p. 2096) :

Elections municipales.

Elections sénatoriales.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2096).

– Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales (n° 589).

Rapporteur de la commission des lois.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 juin 1994] :

Dividende majoré :
- bénéficiaires : personnes physiques et personnes morales (p. 3004) ;
- opportunité (p. 3004) ;
- plafonnement (p. 3004, 3005) ;
- rapport de Maulde (p. 3004).

Privatisations : « actionnaires stables » (p. 3004).

Discussion de l'article unique [15 juin 1994] :

Article unique *(versement d'une prime de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (bénéfice étendu aux actionnaires personnes morales) (p. 3008) : adopté (p. 3010) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 3 du Gouvernement (fixation du plafond d'éligibilité au dividende majoré à 0,2 p. 100 du capital dans les sociétés cotées en bourse) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 3009).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4069).

Collectivités locales (p. 4069).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4068).

Conseil supérieur de la magistrature (p. 4068).

Constitution : titre VIII (p. 4068).

Délinquance et criminalité :
- délinquance (p. 4067, 4069) ;
- victimes (p. 4067).

Greffes (p. 4069).

Juridictions administratives (p. 4069).

Justice (p. 4067, 4068).

Lois : « inflation législative » (p. 4067).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4068).

Magistrats :
- recrutement (p. 4068) ;
- situation (p. 4068).

Procédure civile : juges de paix (p. 4068, 4069).

Procédure pénale : transaction (p. 4069).

Procédure pénale : application des peines :
- amendes (p. 4068) ;
- mineurs (p. 4068).

Système pénitentiaire : prisons (p. 4067).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4068).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Avant l'article 41-10 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Alain Marsaud (dénomination de « juges d'instance délégués » et extension aux tribunaux de grande instance) (p. 4100).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [5 juillet 1994].

Deuxième lecture :

Vote pour du groupe U.D.F. [21 novembre 1994] (p. 7230).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [4 juillet 1994].

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 7 *(responsabilité de l'Etat au titre de la vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 473 du code civil) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 16 de Mme Nicole Catala et 183 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4132).

Après l'article 21 :

– *défavorable* à l'amendement n° 35 corrigé de M. Germain Gengenwin (faillite civile dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 4146) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 200 de M. Raoul Béteille (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4148).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* (p. 4175, 4176).

Délinquance et criminalité :
- délinquance ;
- victimes.

Procédure pénale : transaction pénale.

Explications de vote (p. 4210, 4211) :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement.

Conciliateurs : conciliation et médiation.

Délinquance et criminalité :
- délinquance ;
- victimes.

Greffes.

Juridictions administratives.

Procédure pénale : transaction pénale.

Système pénitentiaire : prisons.

Vote pour du groupe U.D.F.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 juillet 1994] :

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 939 corrigé de M. Louis de Broissia (représentants des associations familiales) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) (p. 4432).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *soutient* l'amendement n° 57 de M. Michel Mercier (suppression de la coprésidence par le président du conseil régional) : rejeté (p. 4473).

Après l'article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 :*

– *défavorable* à l'amendement n° 300 rectifié de M. Maurice Ligot (conférence départementale de l'aménagement du territoire) (p. 4476).

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *favorable* (p. 4479) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 226 de la commission (élaboration conjointe par l'Etat et la région) (p. 4484).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4586).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 11 bis *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *son* amendement n° 152 soutenu par Mme Roselyne Bachelot (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7901) : rejeté (p. 7905) ;

– *son* amendement n° 153 (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines pour l'ouverture d'officine dans les départements d'Alsace et Moselle) : retiré (p. 7907).

Après l'article 17 A nouveau :

– *défavorable* au sous-amendement n° 531 de M. Charles de Courson (avis des départements n'appartenant pas à la région Ile-de-France et des autres régions) à l'amendement n° 94 de la commission (élaboration, révision et contenu du schéma directeur de la région Ile-de-France reprenant les dispositions de l'article 7 précédemment supprimé compte tenu des modifications suivantes : 1° suppression de la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et les schémas directeurs sectoriels nationaux ; 2° suppression de l'ouverture de la procédure de révision par décret en Conseil d'Etat ; 3° effets identiques à ceux d'une directive territoriale d'aménagement) (p. 7960).

Article 17 B nouveau *(agrément administratif dans la région Ile-de-France) :*

– *son* amendement n° 443 (suppression de l'exclusion des zones urbaines dégradées) : adopté (p. 7965).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 4963).

Défense : gendarmerie (p. 4963).

Elections et référendums : électeurs : procurations (p. 4963).

Justice : administration pénitentiaire (p. 4963).

Lois : projet de loi n° 1490 :
- annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 4962) ;
- annexe II (programmation des moyens) (p. 4963).

Police : police municipale (p. 4963).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 4963).

Surveillance et gardiennage (p. 4963).

Urbanisme : étude et règlements de sécurité (p. 4963).

Vidéosurveillance (p. 4963).

Discussion des articles [6 et 10 octobre 1994] :

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 89 rectifié de la commission (suppression de l'introduction au rapport annexé) (p. 5052) ;

– *son* amendement n° 241 rectifié (rédactionnel) (p. 5052) : adopté (p. 5053) ;

– *son* amendement n° 242 rectifié (suppression de la mention dans l'annexe de la modification des conditions d'institution du régime de la police d'Etat) : adopté (p. 5053) ;

– *son* amendement n° 243 (rédactionnel) : retiré (p. 5055) ;

– *favorable* à l'amendement n° 158 de la commission de la défense (parité statutaire des gendarmes et des policiers) (p. 5057).

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 112 de la commission (seuil de l'obligation de gardiennage des immeubles d'habitation) (p. 5183).

Article 12 *(prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets) :*

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (télédétection des véhicules signalés comme volés) : adopté (p. 5190).

Après l'article 24 *bis* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 113 deuxième rectification du Gouvernement (prolongation du délai d'homologation des enceintes sportives ; déclaration de ces enceintes et pouvoir du préfet de prescrire des travaux en vue de l'homologation) (p. 5224).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994] :

Cours d'assises (p. 5654).

Droits de l'homme et libertés publiques :

– présomption d'innocence (p. 5654) ;

– secret de l'instruction (p. 5654).

Jeunes :

– mineurs : délinquance (p. 5655) ;

– protection judiciaire de la jeunesse (p. 5655).

Magistrature :

– effectifs (p. 5655) ;

– indépendance (p. 5654).

Ministère de la justice : crédits (p. 5654).

Système pénitentiaire : prisons (p. 5655).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 5655).

Questions :

Tribunaux : tribunal de Melun (p. 5689).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5655).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Délinquance et criminalité : victimes (p. 7230).

Procédure civile : juges de paix (p. 7230).

Procédure pénale :

– détention provisoire et engagement des poursuites (p. 7230) ;

– droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 7230) ;

– transaction, composition, injonction (p. 7230).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 7230).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 7238).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Avant l'article 3 :

– *son* sous-amendement n° 151 rectifié (exclusion en matière électorale) à l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions de la délégation de fonction d'un magistrat au greffier en chef au sein des commissions administratives) (p. 7250) : adopté (p. 7251).

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7275) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission (procédure simplifiée d'injonction correctionnelle) (p. 7281).

Après l'article 37 *bis* :

– *son* amendement n° 120 (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations agréées de défense des victimes d'un accident survenu dans les transports collectifs ou dans un lieu ouvert au public) (p. 7288) : adopté (p. 7289) ;

– *son* amendement n° 93 (prescription de l'action publique et des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7289) : rejeté (p. 7290) ;

– *son* amendement n° 119 (prescription des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) : adopté (p. 7290).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7293).

Après l'article 38 :

– *son* amendement n° 121 (attribution d'un pouvoir d'injonction aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) (p. 7298) : rejeté (p. 7299) ;

– *son* amendement n° 122 (attribution d'un pouvoir d'astreinte aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) : rejeté (p. 7299).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 7230).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] (p. 7317) :

Etat civil : carte nationale d'identité infalsifiable.

Informatique : « système d'information Schengen ».

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [2 décembre 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 8123) et *son intervention* (p. 8129).

Principaux thèmes développés :

Agents non titulaires (p. 8123).

Centre national de la fonction publique territoriale (p. 8124, 8129).

Centres de gestion (p. 8123, 8124).

Concours et formation initiale (p. 8123).

Constitution : article 72 (p. 8123, 8124).

Emplois de responsabilité et décharge de fonctions (p. 8123, 8124).

Lois :

– loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (p. 8123) ;

– loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (p. 8123).

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Avant l'article 1er A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 corrigé de M. Louis Pierna (conditions de recrutement d'agents non titulaires) (p. 8156).

Article 1er A nouveau *(représentation syndicale au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 8157) : adopté (p. 8158).

Article 1er *(mise à disposition du Conseil supérieur de la fonction publique des personnels et des moyens du Centre national de la fonction publique territoriale : art. 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Louis Pierna (rétablissement de la commission mixte paritaire des conseils supérieurs des fonctions publiques de l'Etat et territoriale supprimée par l'article 10 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987) (p. 8158) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 82 de M. Bernard Derosier (convention de mise à disposition) (p. 8159).

Article 2 *(composition et délibérations du conseil d'administration du C.N.F.P.T.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8159) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (nature d'« établissement public local à compétence nationale » du C.N.F.P.T.) (p. 8160) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Bernard Derosier (suppression de la modification de la composition du conseil d'administration) (p. 8160) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Pierre Gascher (représentation des présidents de centres de gestion) (p. 8160) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 8160) : adopté (p. 8161) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Georges Durand (élection du président par et parmi les représentants des collectivités territoriales) (p. 8161) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Bernard Derosier (suppression de l'extension du champ des délibérations soumises au vote des seuls élus locaux) (p. 8161, 8162).

Article 3 *(missions du C.N.F.P.T. et déconcentration de ces missions : art. 12 bis et 12 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8163) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 85 de M. Bernard Derosier et 104 de M. Pierre Gascher (suppression de la compétence en matière de concours et d'examens professionnels des fonctionnaires de la catégorie B) (p. 8163) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Bernard Derosier (financement des congés bonifiés des agents originaires des D.O.M.-T.O.M.) (p. 8164).

Article 4 *(contrôle administratif des actes du C.N.F.P.T. et de ses délégations : art. 12 quater de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8164) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8165).

Article 5 *(contrôle par la Cour des comptes et régime financier et comptable du C.N.F.P.T. : art. 12 quinquies de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Jean-Claude Bahu (impossibilité de déroger à la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable) (p. 8166).

Article 5 *bis* nouveau *(reconnaissance du statut d'établissement public local aux centres de gestion de la fonction publique territoriale : art. 13 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 13 rectifié de la commission (représentation des établissements publics aux conseils d'administration des centres par des titulaires d'un mandat local) : adopté (p. 8166).

Article 7 *(seuil d'affiliation aux centres de gestion : art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Pierre Gascher (affiliation obligatoire des communes employant moins de 500 fonctionnaires et des établissements publics départementaux ou régionaux ayant des effectifs inférieurs au même seuil) (p. 8167) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Bernard Derosier (affiliation obligatoire des mêmes communes) (p. 8167) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (affiliation obligatoire des seules communes employant moins de 250 fonctionnaires) (p. 8167).

Après l'article 7 :

– *favorable* à l'amendement n° 76 de M. Jean-Jacques Jegou (élection des membres du conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 8168) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Bernard Derosier (suppression de l'accès des communes des départements précités à la banque de données des centres de gestion) (p. 8168).

Article 8 *(élargissement des compétences des centres de gestion : art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Bernard Derosier (concours et examens professionnels des fonctionnaires de catégorie B) (p. 8169).

Article 8 *bis* nouveau *(mise à la disposition des collectivités ou établissements d'agents par les centres de gestion : art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8170) ;

– *favorable*, à titre personnel, à l'amendement n° 106 corrigé de M. Pierre Gascher (exercice de toute tâche administrative à la demande des collectivités affiliées ou non) (p. 8170) ;

– *favorable,* à titre personnel, au sous-amendement n° 143 du Gouvernement (limitation aux tâches concernant les agents de ces collectivités) à l'amendement n° 106 corrigé (p. 8170) ;

– *soutient* l'amendement n° 14 rectifié de la commission (limitation du recrutement d'agents non titulaires aux cas de missions ou de remplacements temporaires) (p. 8170) : adopté (p. 8171) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 140 de M. Denis Merville (priorité de recrutement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 8171).

Article 10 *(contrôle de légalité des actes des centres de gestion : art. 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable,* à titre personnel, à l'amendement n° 77 de M. Alain Gest (suppression de l'obligation de joindre les décisions de nomination à la liste d'aptitude transmise au préfet) (p. 8171).

Après l'article 12 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (présidence des commissions siégeant en tant que conseils de discipline) : adopté (p. 8172) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (lieu de réunion du conseil de discipline) (p. 8173).

Article 15 *(création d'emplois : art. 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 79 de M. Alain Gest (contenu de la délibération créant un emploi contractuel) (p. 8173).

Article 15 *bis* nouveau *(recrutement direct de fonctionnaires de catégorie C : art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8174) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Serge Janquin (date d'entrée en vigueur) (p. 8174).

Article 17 *(nomination dans des emplois vacants : art. 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Henri-Jean Arnaud (nomination par promotion interne) (p. 8180).

Article 18 *(composition des jurys des concours et examens professionnels : art. 42 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 8181).

Article 19 *(procédure d'ouverture des postes aux concours : art. 43 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (prise en compte des fonctionnaires pris en charge par le C.N.F.P.T. ou un centre de gestion) (p. 8181) : adopté (p. 8182).

Article 20 *(établissement et gestion des listes d'aptitude des concours : art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Bernard Derosier (possibilité d'inscription sur plusieurs listes d'aptitude d'un concours d'un même cadre et suppression de la radiation des listes en cas de refus d'offres d'emploi) (p. 8182) ;

– *favorable* à l'amendement n° 125 de M. Pierre Gascher (limitation aux concours d'un même grade d'un cadre de l'interdiction de figurer sur plusieurs listes d'aptitude) (p. 8182) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 124 de M. Pierre Gascher (radiation de la liste d'aptitude après trois refus d'offres d'emploi) (p. 8183).

Article 22 *(décharge de fonctions : art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 8183) : adopté (p. 8184).

Article 22 *bis* nouveau *(autorisations spéciales d'absence : art. 59 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8184).

Après l'article 22 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (périodicité de la communication au comité technique paritaire du rapport sur le travail à temps partiel) : adopté (p. 8184).

Article 24 *(réintégration après détachement de longue durée : art. 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (maintien pendant un an en surnombre dans sa collectivité d'origine du fonctionnaire de retour de détachement) (p. 8184) : adopté (p. 8185) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 141 de M. Bernard Derosier (limitation aux collectivités de plus de 5 000 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 8185).

Article 25 *(réintégration après une mise en disponibilité : art. 72 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Bernard Derosier (réintégration de droit à la première vacance d'emploi) (p. 8185).

Après l'article 26 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (présidence du conseil de discipline départemental par un magistrat de l'ordre administratif) : adopté (p. 8186).

Article 27 *(prise en charge des fonctionnaires dont l'emploi est supprimé : art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (examen des possibilités de reclassement en son sein par la collectivité ayant supprimé l'emploi) : adopté (p. 8187) ;

– *favorable* à l'amendement n° 94 de M. Bernard Derosier (examen des possibilités de détachement dans un emploi équivalent d'un autre cadre au sein de la collectivité ayant supprimé l'emploi) (p. 8187) ;

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (priorité d'affectation dans les emplois du C.N.F.P.T. et des centres de gestion) : rejeté après partage égal des voix (p. 8188) ;

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (suppression du caractère nécessairement permanent et à temps complet des emplois proposés) (p. 8188) : adopté (p. 8189) ;

– *favorable* à l'amendement n° 149 du Gouvernement (identité de l'emploi proposé et de l'emploi d'origine en ce qui concerne la nature d'emploi à temps complet ou à temps non complet) (p. 8188).

Article 28 *(contribution financière des collectivités et des établissements pour les fonctionnaires privés d'emploi : art. 97* bis *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Pierre Gascher (suppression de l'allégement de la participation de la collectivité ayant supprimé l'emploi en cas d'absence de proposition de reclassement) (p. 8189).

Après l'article 29 :

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (congé spécial pour les fonctionnaires territoriaux déchargés de fonctions) : retiré (p. 8190).

Article 31 *(créations d'emplois à temps non complet : art. 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8191) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de recrutement d'agents à temps non complet ne pouvant être intégrés dans un cadre) (p. 8191).

Article 31 *bis* nouveau *(cumul d'activités des agents à temps non complet : art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) :*

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8192).

Après l'article 31 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (annualisation du travail à temps non complet) (p. 8192) : adopté après modifications (p. 8193) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (application à titre expérimental pendant trois ans) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 8193).

Article 32 *(intégration des fonctionnaires à temps non complet dans les cadres d'emploi : art. 108 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8193) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Pierre Gascher (harmonisation du minimum de durée de travail ouvrant droit à intégration avec le minimum d'heures de travail pour l'affiliation à la C.N.R.A.C.L.) (p. 8193).

Après l'article 34 :

– *défavorable* à l'amendement n° 95 corrigé de M. Bernard Derosier (droit à titularisation des agents contractuels en fonction à la date de publication de la loi) (p. 8194) ;

– *soutient* l'amendement n° 31 corrigé de la commission (de coordination) (p. 8194) : adopté (p. 8195).

Article 36 *(organisation de la formation d'adaptation à l'emploi : art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (fixation par décret des modalités d'organisation des formations d'adaptation à l'emploi (p. 8194) : adopté (p. 8195).

Article 37 *(formation obligatoire : art. 3 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (prise en compte des formations antérieures au concours dans le calcul de la durée totale de formation) : adopté (p. 8196) ;

– *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (suppression de la possibilité de retarder l'avancement de grade d'un fonctionnaire pour inaccomplissement de la formation d'adaptation en raison de circonstances indépendantes de son fait) : adopté (p. 8196) ;

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8196).

Article 39 *(compétences du centre national de la fonction publique territoriale en matière de formation : art. 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (de coordination) (p. 8196) : adopté (p. 8197).

Article 40 *(composition du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale : art. 12 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8197).

Après l'article 41 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (représentants des collectivités territoriales au sein du conseil d'orientation) (p. 8197).

Article 46 *(dispositions transitoires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 145 du Gouvernement (entrée en vigueur des nouvelles modalités de calcul de la contribution financière des collectivités locales au C.N.F.P.T. et aux centres de gestion pour leurs agents privés d'emploi) (p. 8199) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques de Peretti (prorogation de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude existant au 1er janvier 1994) (p. 8199) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 150 du Gouvernement (extension du bénéfice de cette prorogation aux inscriptions faites jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques de Peretti (p. 8199) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 146 du Gouvernement (report jusqu'au 31 décembre 1996 du versement par le C.N.F.P.T. de la dotation spéciale « instituteurs ») (p. 8200) ;

– *favorable* à l'amendement n° 147 du Gouvernement (validation du concours externe d'attachés territoriaux de 1992) (p. 8200).

Article 47 nouveau *(mise à jour législative : art. 5 et 6 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (maintien de la référence à la catégorie D de la fonction publique territoriale) (p. 8200) : adopté (p. 8201).

Après l'article 47 nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (prolongation jusqu'au 31 décembre 1995 des possibilités d'accès au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel pour les fonctionnaires territoriaux) : adopté (p. 8201).

– Proposition de loi portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice (n° 1691).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1994] (p. 9170) :

Conseil constitutionnel.

Conseil de la concurrence.

Huissiers de justice.

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 2 *(transparence des comptes du délégataire : art. 40-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 53 (rapport à l'autorité délégante) : satisfait (p. 9186) ;

– *son* amendement n° 16 (contenu du compte et de l'annexe) : retiré (p. 9186).

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. 1er de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (champ du contrôle de la Cour des comptes) (p. 9188) ;

– *son* amendement n° 14 (compétence de la Cour des comptes à l'égard des comptes de l'Assemblée et du Sénat) (p. 9189) : retiré (p. 9190) ;

– *son* amendement n° 17 rectifié (champ du contrôle des chambres régionales des comptes) : rejeté (p. 9190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Martin Malvy (compte rendu d'utilisation des subventions communales par les associations bénéficiaires) (p. 9191).

Article 4 *(stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (avenant pour modification de prix) (p. 9193).

Article 7 *(régime des avenants : art. 49-1 nouveau de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 52 (exclusion des avenants aux conventions de délégation de service public) : retiré (p. 9200).

Article 8 *(droits d'enquête des magistrats des juridictions financières : art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 et 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) :*

– *favorable* à l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 9203).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 15 (marchés conclus par l'Assemblée nationale et le Sénat) (p. 9204) : adopté (p. 9205).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [23 décembre 1994] (p. 9674) :

Assemblée nationale : groupe de travail.

Cour des comptes et chambres régionales des comptes.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 11.*

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, articles 2 et 3.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, Commission mixte paritaire : article 3.*

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 8.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, Commission mixte paritaire : article 8.*

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, Commission mixte paritaire : article 9.*

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Cumul des mandats (p. 8889).

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement (p. 8888, 8889).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8888).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires d'autorité : patrimoine : déclarations (p. 8888).

Justice (p. 8889).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8887) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8887, 8888) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8888) ;
- loi n° 94-530 du 28 juin 1994 relative à certaines modalités de nomination dans la foncrion publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaites ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (p. 8888) ;
- loi organique n° 72-64 du 24 janvier 1972 modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (p. 8887).

Parlement : incompatibilités (p. 8888).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8888, 8889).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 47 recrifié (institution d'une taxe sur les marchés publics destinée au financement des partis et des campagnes électorales) (p. 8945) : retiré (p. 8946).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8972).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voit proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou génétal et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9030) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9030) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9030) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9030) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou génétal) (p. 9030).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 36 (incompatibilité des fonctions de membre de la commission européenne avec tout mandat électif) : retiré (p. 9181).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant **un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (n° 1667).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1994] :

Affaires étrangères :

- O.N.U. : Conseil de sécurité : résolution n° 827 du 25 mai 1993 (p. 9443) ;
- tribunal international (p. 9443).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9443).

I

IDIART (Jean-Louis)

Député de la Haute-Garonne

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation de la S.N.C.F. [13 avril 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 276,** posée le 5 avril 1994 : **réalisation du tronçon routier entre les villes de Chaum et Fos** (p. 548). Appelée le 7 avril 1994 : routes : axe transpyrénéen : tronçon Chaum-Fos : construction : financement (p. 613, 614).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 9 *(liberté des prix dans les contrats à l'exportation) :*

– *son* amendement n° 40 soutenu par M. Jacques Mellick (fixation du prix du transport après inclusion de toutes les charges) : devenu sans objet (p. 1598).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Audiovisuel : T.D.F. (p. 4292).

Energie :

- Compagnie nationale du Rhône (p. 4292) ;
- E.D.F. (p. 4292) ;
- Elf (p. 4291) ;
- G.D.F. (p. 4292).

Entreprises : rôle (p. 4291, 4292).

Finances publiques : fonds : infrastructures de transport (p. 4292).

Postes et télécommunications : France Télécom (p. 4292).

Régions : Midi-Pyrénées (p. 4291).

Services publics (p. 4292).

Transports (p. 4291, 4292).

Discussion des articles [10 et 11 juillet 1994] :

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 763 de M. Jean-Pierre Balligand (délimitation des zones d'intervention du fonds par référence aux objectifs de l'Union européenne en matière de reconversion) : rejeté (p. 4613).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 1018 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4660) : rejeté (p. 4662) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 1017 de M. Gérard Saumade (prise en compte du nombre d'allocataires du R.M.I.) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4660) : rejeté (p. 4662).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Départements : Haute-Garonne (p. 5292).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5292).

Emploi : emplois familiaux et de proximité (p. 5292).

Finances publiques : déficits budgétaire et sociaux (p. 5292).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5292).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 5292).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *soutient* l'amendement n° 242 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (revalorisation des tranches du barème de 1,7 p. 100 et non de 1,4 p. 100) (p. 5373) : rejeté (p. 5374).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de la commission (supprime le bénéfice de la demi-part supplémentaire attribuée aux contribuables célibataires ayant des enfants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition distincte) (p. 5389) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de la commission (porte de 26 000 F à 42 000 F le plafond des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt au titre des emplois familiaux) (p. 5391) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 304 de M. Philippe Auberger (plafond porté à 35 000 F) à l'amendement n° 92 (p. 5437).

Après l'article 4 :

– *soutient* l'amendement n° 258 de M. Didier Migaud (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, celles qui viennent en aide à des personnes en difficulté ou qui présentent un caractère éducatif familial sportif ou culturel) (p. 5449) : retiré (p. 5451).

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *soutient* l'amendement n° 266 de M. Didier Migaud (de suppression) : rejeté (p. 5485) ;

– *soutient* l'amendement n° 267 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de 1,7 p. 100 sur l'ensemble des tarifs) (p. 5490) : rejeté (p. 5491).

Deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Aéroports :

- Orly (p. 6708) ;
- Roissy-Charles-de-Gaulle (p. 6708).

Industrie : industrie aéronautique (p. 6708).

Police de la route et circulation routière (p. 6708).

Transports aériens :

- Air France (p. 6708) ;
- Air Inter (p. 6708) ;
- crédits (p. 6708) ;
- fonds de péréquation du transport aérien (p. 6708).

Transports ferroviaires : T.G.V. : réseau et financement (p. 6707).

Transports fluviaux :

- canal Rhin-Rhône (p. 6708) ;
- voies navigables : réseau : modernisation (p. 6708).

Voirie :

- crédits (p. 6708) ;
- péages (p. 6708).

Questions [10 novembre 1994] :

Voirie : liaisons transpyrénéennes (p. 6739).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 novembre 1994] :

Délinquance et criminalité : peines (p. 7152).

Lois : loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : transports scolaires (p. 7152).

Ordre public : sociétés de surveillance (p. 7151).

Police de la route et sécurité routière :

- limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse (p. 7152) ;
- permis de conduire (p. 7152).

Transports aériens (p. 7151).

Transports routiers (p. 7151, 7152).

Transports scolaires (p. 7152).

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *favorable* (p. 7170) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de M. Gérard Boche (fixation du montant maximum de l'amende à 7 500 F ; différenciation pour les autoroutes, les routes et les agglomérations ; rapport d'évaluation) (p. 7176) ;

– *son* amendement n° 66 (peine de 40 heures de travaux d'intérêt général) : devenu sans objet (p. 7180).

Article 12 *(brevet de sécurité routière : art. L. 20 du code de la route) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 71 de M. Jean-Claude Lemoine (extension à la conduite des voiturettes ; sanction du défaut de brevet par une contravention de cinquième classe) (p. 7188).

Article 1er précédemment réservé *(contrôles de sûreté dans les aéroports : art. L. 282-2 du code de l'aviation civile) :*

– *son* amendement n° 62 (de suppression) : rejeté (p. 7190) ;

– *son* amendement n° 63 (report de l'entrée en vigueur à la date de publication d'une loi réglementant l'activité des sociétés privées de sécurité) : rejeté (p. 7190).

Article 2 précédemment réservé *(contrôle par les entreprises transitaires du fret embarqué) :*

– *son* amendement n° 64 (de suppression) : rejeté (p. 7192) ;

– *son* amendement n° 65 (rédactionnel) : rejeté (p. 7193).

Article 17 *(aggravation des peines encourues en cas de fraude aux règles sur le contrôle du respect des conditions de travail : art. 3 de l'ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958) :*

– *son* amendement n° 67 (responsabilité pénale du commettant ayant fait ou laissé falsifier par son préposé les moyens du contrôle prévu à l'article) : rejeté (p. 7200).

Article 26 *(délégation de transports scolaires) :*

– *son* amendement n° 68 (abrogation de l'article 70 de la loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) : devenu sans objet (p. 7208).

Article 27 *(conditions d'immatriculation au registre des T.A.A.F.) :*

– *son* amendement n° 74 (de suppression) : rejeté (p. 7209) ;

– *son* amendement n° 75 (exclusion des navires faisant des touchées régulières dans les ports de métropole et des navires de passagers) : rejeté (p. 7209) ;

– *son* amendement n° 77 (fixation à 35 p. 100 du minimum de marins français dans l'équipage des navires immatriculés) (p. 7209) : rejeté (p. 7210) ;

– *son* amendement n° 76 (suppression des dérogations à l'application du code du travail et du code du travail maritime) : rejeté (p. 7210).

Explications de vote (p. 7210) :

Police de la route et sécurité routière : limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse.

Transports scolaires.

Vote contre du groupe socialiste (p. 7210).

IMBERT (Amédée)

Député de l'Ardèche

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Equipement, transports et tourisme : tranports terrestres) [13 avril 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Vice-président de cette mission [*J.O.* du 19 mai 1994] (p. 7380).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 22 juin 1994] (p. 9009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) [*J.O.* du 13 décembre 1994] (p. 17685).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716) [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 22 : Equipement, transports et tourisme : transports terrestres (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 8 *(suppression du montant minimal des parts sociales) :*

– *son* amendement n° 75 corrigé (capital minimal des S.A.R.L. de 100 000 F pour les sociétés constituées à partir de la promulgation de la présente loi et obligation pour les sociétés existances d'actualiser leur capital dans un délai de trois ans) (p. 141) : retiré (p. 143).

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *son* amendement n° 76 (de suppression partielle) (p. 203) : retiré (p. 204) ;

– *son* amendement n° 78 (garanties et formalités des concours bancaires) (p. 204) : adopté après modifications (p. 205) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 161 de la commission (information des cautions sur le montant et le détail de leurs engagements) (p. 206) ;

– *son* amendement n° 77 (de suppression partielle) (p. 206) : retiré (p. 207) ;

– *son* amendement n° 81 (rédactionnel) : retiré (p. 207) ;

– *son* amendement n° 82 (choix des biens soumis à exécution) : adopté (p. 207) ;

– *son* amendement n° 84 (date d'entrée en vigueur des procédures prévues par le présent article) (p. 207) : rejeté (p. 208).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *son* amendement n° 914 (limitation de l'assiette de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques aux ouvrages d'une puissance supérieure à 8 000 kWh) : devenu sans objet (p. 4584) ;

– *son* amendement n° 912 (affectation de la taxe précitée à la Compagnie nationale du Rhône) : devenu sans objet (p. 4584).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 915 (exonération des parts départementale et régionale de la taxe professionnelle et d'un quart de la part communale de la même taxe pour toutes les entreprises situées dans les zones rurales visées à l'article ; exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des terres à usage agricole situées dans les mêmes zones ; compensation des pertes de recettes pour les collectivités locales par une majoration de la D.G.F. et par l'institution d'une taxe régionale sur les grandes surfaces commerciales ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4632).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7881, 7882, 7887) : rejeté (p. 7888).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur de la commission des finances pour les transports terrestres [9 novembre 1994] :

Ministère : crédits (p. 6695, 6696).

Transports : financement : fonds d'investissement des transports terrestres et fluviaux (p. 6695, 6696).

Transports ferroviaires : S.N.C.F. : situation financière (p. 6696, 6697).

Transports fluviaux :

– canal Rhin-Rhône (p. 6695) ;

– Voies navigables de France (p. 6696).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Vote des crédits* [16 novembre 1994] :

Comptes spéciaux du Trésor :

Article 30 *(création du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables ») :*

– *son* amendement n° 134 : non soutenu (p. 6969).

ISAAC-SIBILLE (Bernadette)

Député du Rhône

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Avant la discussion des articles :

Ses explications de vote sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2496) et *son intervention* (p. 2516).

Principaux thèmes développés [1er juin 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I. (p. 2517).

Associations : associations familiales (p. 2516).

Femmes : veuves : allocation veuvage et pensions de réversion (p. 2517).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2516, 2517).

Impôts et taxes :

- impôt sur le revenu (p. 2517) ;
- T.V.A. (p. 2516).

Personnes âgées (p. 2517).

Politique générale (p. 2516).

Retraites : généralités (p. 2516).

Sécurité sociale : prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2496).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Article 1er *(allocation parentale d'éducation à taux partiel) :*

– *favorable* (p. 2619) ;

– *son* amendement n° 144 (fixation par décret de la durée de l'activité à temps partiel) (p. 2621) : retiré (p. 2622).

Article 4 *(extension de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux départements d'outre-mer) :*

– *ses observations* (p. 2626).

Emploi : contrats emploi-solidarité.

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu) :*

– *son* amendement n° 151 (extension aux communes de plus de 2 000 à 5 000 habitants) (p. 2629) : retiré (p. 2630) ;

– *soutient* l'amendement n° 202 corrigé de M. Marc Laffineur (définition par le schéma des modalités de concertation et de collaboration entre collectivités publiques, associations et organismes de sécurité sociale) : retiré (p. 2632).

Article 7 *(congé parental d'éducation et travail à temps partiel des parents de jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 152 (missions temporaires du salarié en congé parental) (p. 2646) : rejeté (p. 2647).

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *son* amendement n° 153 (droit au travail à temps partiel en cas de handicap du conjoint, d'un ascendant ou d'un enfant à charge nécessitant la présence d'une tierce personne) (p. 2650) : retiré (p. 2652).

Avant l'article 15 :

– *son* amendement n° 155 soutenu par M. Charles de Courson (suppression de la demi-part supplémentaire de quotient familial des contribuables célibataires ou divorcés) (p. 2656) : retiré (p. 2657) ;

– *son* amendement n° 186 rectifié (suppression pour les seuls contribuables célibataires) (p. 2656) : retiré (p. 2657).

Article 15 *(relèvement de l'âge limite de versement des prestations familiales) :*

– *son* amendement n° 187 soutenu par M. Charles de Courson (anticipation et financement du relèvement des limites d'âge par la suppression de la demi-part supplémentaire de quotient familial des contribuables célibataires) (p. 2659) : retiré (p. 2660).

Après l'article 16 :

– *favorable* au sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (imputation des frais de demi-pension sur l'aide à la scolarité en cas d'incidents répétés de paiement) (p. 2672) à l'amendement n° 209 du Gouvernement (remise de dettes et contentieux en matière de majoration d'allocation de rentrée scolaire) (p. 2673).

Article 24 *(ressources de la Caisse nationale des allocations familiales) :*

– *son* amendement n° 191 soutenu par M. Charles de Courson (assimilation des cotisations d'allocations familiales à des impositions) (p. 2685) : retiré (p. 2686).

Après l'article 25 :

– *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (représentation des associations familiales au sein de la commission des avances sur recettes aux œuvres cinématographiques) : adopté (p. 2689) ;

– *son* amendement n° 171 deuxième correction (représentation des associations familiales au Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 2689) : retiré (p. 2690) ;

– *son* amendement n° 172 (représentation des associations familiales aux conseils d'administration des sociétés nationales de programmes de l'audiovisuel) (p. 2689) : rejeté (p. 2691) ;

– *son* amendement n° 166 (substitution de représentants des associations familiales à huit des quinze représentants des assurés sociaux au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 2691) : retiré (p. 2693) ;

– *son* amendement n° 167 soutenu par M. Charles de Courson (substitution de représentants des associations familiales à certains représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration de la Caisse nationale et des caisses d'allocations familiales) (p. 2693) : retiré (p. 2694) ;

– *son* amendement n° 170 soutenu par M. Charles de Courson (décote en matière d'impôt sur le revenu des conjoints et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 2694) : retiré (p. 2695) ;

– *son* sous-amendement n° 165 (participation des organisations membres des unions départementales des associations familiales à toute concertation départementale avec les organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 57 de la commission (participation des organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social à toute concertation nationale avec les organisations syndicales représentatives) (p. 2695) : rejeté (p. 2696) ;

– *son* amendement n° 174 (conférence annuelle de la famille entre le Gouvernement et les organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social) (p. 2695) : adopté (p. 2696) ;

– *son* amendement n° 173 soutenu par M. Charles de Courson (rapport annuel sur l'évolution des indicateurs familiaux en ce qui concerne le coût de l'enfant, la fiscalité, la natalité et les prestations familiales) (p. 2696) : retiré (p. 2697).

Explications de vote [7 juin 1994] (p. 2703) :

Adoption.

Allocation parentale d'éducation.

Associations : associations familiales.

Congé parental d'éducation.

Constitution : articles 34 et 37.

Femmes :

- congé de maternité ;
- veuves : allocation veuvage et pensions de réversion.

Sécurité sociale : Caisse nationale des allocations familiales.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2703).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [4 juillet 1994] :

Audiovisuel (p. 3983).

Rôle et politique familiale (p. 3984).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 3984).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [28 et 29 juin 1994] :

Article 2 *(individualisation de la trésorerie de chaque branche) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 113 rectifié de M. Charles de Courson (notion d'excédents « durables » de trésorerie) (p. 3741).

Article 3 *(répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie : art. L. 255-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* sous-amendement n° 138 soutenu par M. Charles de Courson (taux de rémunération) à l'amendement n° 116 de ce dernier (rémunération des avances de trésorerie entre branches) : devenu sans objet (p. 3743).

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 132 (assimilation à des impositions des cotisations d'allocations familiales) : retiré (p. 3774).

Article 12 *(rôle de la Commission des comptes de la sécurité sociale : art. L. 114-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 119 de M. Charles de Courson (représentation des organisations familiales) (p. 3775) : adopté (p. 3776).

Article 16 *(missions de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale : art. L. 225-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 93 corrigé de M. Germain Gengenwin (suppression du pouvoir de direction de l'Agence sur les U.R.S.S.A.F. en matière de gestion de trésoretie) : retiré (p. 3779).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 130 (remplacement de huit représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg par des représentants des associations familiales) (p. 3832, 3833) : retiré (p. 3835).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 738 (politique de développement du territoire partie intégrante de la politique économique, sociale et familiale) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 739 (p. 4426) : non soutenu (p. 4427).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 740 (prise en compte de l'intérêt et de la qualité de vie des familles) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 741 (réunion des représentants des activités socioprofessionnelles et associatives dans un comité consultatif de pays) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 742 : non soutenu (p. 4526).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *son* amendement n° 743 (création obligatoire pour le conseil général) : devenu sans objet (p. 4751) ;

– *son* amendement n° 744 (caractère permanent des comités consultatifs départementaux) : devenu sans objet (p. 4751).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *son* amendement n° 115 soutenu par M. Charles de Courson (« familialisation » de la décote) (p. 5376) : retiré (p. 5377).

Deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Jeunes : juges pour enfant : placement des enfants (p. 5667).

Tribunaux : palais de justice de Lyon (p. 5667).

Education nationale. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Bourses et allocations d'études (p. 6261).

Drogue (p. 6258).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Départements : compétences : santé publique : prévention (p. 6898).

Famille : Caisse nationale des allocations familiales (p. 6897).

Santé publique : périnatalité (p. 6898).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 décembre 1994] (p. 8694) :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I.

Etrangers : Fonds d'action sociale.

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Article 23 *bis* nouveau *(aide à la consolidation des contrats emploi-solidarité : art. 48 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion) :*

– *favorable* à l'amendement n° 356 du Gouvernement (caractère obligatoire de la contribution du département ; possibilité d'affecter son montant à la réalisation d'un programme d'embauche des bénéficiaires du R.M.I.) (p. 8747).

Article 23 *ter* nouveau *(aménagement du régime juridique des associations intermédiaires : art. L. 128 du code du travail) :*

– *son* amendement n° 334 (mise à disposition de personnels auprès des associations familiales) : retiré (p. 8752).

Après l'article 10 :

– *son* sous-amendement n° 380 (extension à tous les régimes de non-salariés) à l'amendement n° 15 précédemment réservé de M. Charles de Courson (partage de la pension de vieillesse servie à un non-salarié non agricole au profit de son ex-conjoint divorcé) (p. 8817) : devenu sans objet (p. 8818).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement n° 2 rectifié précédemment réservé de M. Yves Deniaud (mentions portées sur la carte d'invalidité) (p. 8845) : adopté (p. 8846).

J

JACOB (Yvon)

Député d'Ille-et-Vilaine

(2e circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur pour avis du chapitre II du titre II du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [15 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 852) relatif à **l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 928)** [11 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 979)** [27 janvier 1994].

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1335), relatif à **l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1419)** [21 juin 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 83 à 86).

Banques et établissements financiers : créances : garantie (p. 86).

Collectivités locales : établissements publics à caractère administratif : application de la présente loi (p. 84).

Commerçants :

- conjoint : déductibilité de la rémunération ; statut (p. 84) ;
- contrats avec un donneur d'ordres : « requalification » : limitations (p. 85) ;
- cotisations sociales : assiette ; cotisations d'assurance volontaires : déductibilité (p. 84, 85) ;
- retraites : rachat de trimestres non validés (p. 85) ;
- statut ; égalité de traitement avec les salariés (p. 84).

Emploi : rôle des petites et moyennes entreprises (p. 83).

Entreprises commerciales et artisanales :

- comptabilité : simplification ; adhésion à un centre de gestion et dispositif fiscal (p. 84) ;
- entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire (p. 83) ;
- entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : statut (p. 84) ;
- fonds propres : traitement fiscal ; épargne de proximité : mobilisation et imposition (p. 85) ;
- société anonyme : possibilité pour les salariés d'être nommés au conseil de surveillance (p. 84) ;
- société à responsabilité limitée : capital minimum, statut (p. 84).

Impôts et taxes :

- cotisation sociale généralisée : assiette (p. 85) ;
- créances sur le Trésor : délais de remboursement (p. 85) ;
- valeurs mobilières : régime d'imposition (p. 84).

Tribunaux de commerce : greffiers (p. 83).

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 1er *(champ d'application du titre premier) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 213 de M. Hubert Bassot (extension des simplifications administratives aux entreprises d'enseignement privé) à l'amendement n° 211 de Mme Françoise Hostalier (extension des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives à toute forme d'entreprise) (p. 127) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Jean-Paul Charié (extension des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives à toute forme d'entreprise) (p. 126) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 113 de Mme Françoise Hostalier (application des simplifications administratives aux collectivités territoriales, à leurs groupements et établissements publics industriels et commerciaux) (p. 127) ;

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (application des simplifications administratives aux collectivités territoriales, à leurs groupements et établissements publics à caractère administratif) : adopté (p. 127) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 201 de M. Hervé Novelli (application du présent article aux régimes complémentaires de sécurité sociale) (p. 128) ;

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (application à tous les organismes gérant un régime de sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 128) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 114 de Mme Françoise Hostalier (application du présent article aux organismes à créer) (p. 128).

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Léonce Deprez (maintien des formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 129) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 130) : adopté après modifications (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 corrigé de M. Hervé Novelli (introduction de la notion de « formulaire » unique) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 115 de Mme Françoise Hostalier (dossier unique en un seul exemplaire) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de M. Jean-Jacques Hyest (accomplissement de la formalité unique auprès du greffe du tribunal de commerce) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 116 de Mme Françoise Hostalier (habilitation d'un organisme unique quel que soit le type d'entreprise créée) (p. 132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Léonce Deprez (validation de la déclaration au guichet unique, après inscription au registre du commerce) (p. 132) ;

– *favorable* à l'amendement n° 117 de Mme Françoise Hostalier (remise au déclarant de la liste des organismes destinataires de son dossier) (p. 133).

Article 3 *(emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : adopté (p. 134) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 134).

Article 4 *(déclaration des entreprises par voie électronique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 135) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de M. Léonce Deprez (impossibilité de l'inscription au registre du commerce par voie électronique) (p. 135) ;

– *favorable* à l'amendement n° 119 de Mme Françoise Hostalier (bonne réception de la déclaration faite par voie électronique) (p. 136) ;

– *favorable* à l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Paul Charié (date de dépôt à la poste faisant foi pour les transmissions écrites) (p. 136) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 148 de la commission (cachet de la poste faisant foi pour les transmissions écrites) à l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Paul Charié : adopté (p. 136).

Après l'article 4 :

– *favorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Paul Charié (suppression des livres légaux comptables) (p. 137) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Hervé Novelli (interdiction pour l'administration d'assujettir les entreprises à de nouvelles formalités à compter de la promulgation de la présente loi) (p. 138).

Article 5 *(emprunt auprès de l'entreprise par l'associé unique) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 49 de M. Jean-Paul Charié et 106 de M. Gérard Cherpion (de suppression) (p. 138, 139).

Article 6 *(possibilité pour une personne physique de créer plusieurs E.U.R.L.) :*

– *soutient* l'amendement n° 9 rectifié de la commission (possibilité pour une E.U.R.L. d'être elle-même associée unique d'une autre E.U.R.L.) : rejeté (p. 140).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 111 de M. Hervé Novelli (réglementation de l'activité des conducteurs de taxi) (p. 141).

Article 8 *(suppression du montant minimal des parts sociales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 75 corrigé de M. Michel Inchauspé (capital minimal des S.A.R.L. de 100 000 F pour les sociétés constituées à partir de la promulgation de la présente loi et obligation pour les sociétés existantes d'actualiser leur capital dans un délai de trois ans) (p. 142).

Article 11 *(désignation des commissaires à la transformation) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (missions du commissaire à la transformation) : retiré (p. 144).

Après l'article 11 :

– *soutient* l'amendement n° 11 rectifié de la commission (composition du conseil d'administration de la société anonyme) : adopté après modifications (p. 144).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (nombre minimal des membres du conseil de surveillance des sociétés anonymes avec directoire) : adopté après modifications (p. 145).

Article 13 *(nomination de salariés au conseil de surveillance d'une société anonyme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de Mme Françoise Hostalier (de suppression) (p. 145) ;

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (proportion des salariés nommés membres du conseil de surveillance) : adopté (p. 146).

Article 14 *(suppression de la consultation de l'assemblée générale extraordinaire sur les apports en nature) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (missions du commissaire aux apports dans les cas de fusion sans augmentation de capital) : adopté (p. 146) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rapport du commissaire aux apports en cas d'absorption de filiales dont le capital est détenu en totalité par la société absorbante) : adopté (p. 146).

Article 15 *(conditions de publication du contrat de mariage des commerçants) :*

– *soutient* l'amendement n° 149 de la commission (application aux modifications éventuelles du contrat de mariage) : adopté (p. 147).

Article 16 *(domiciliation provisoire de l'entreprise) :*

– *soutient* l'amendement n° 150 de la commission (de précision) : adopté (p. 148).

Article 17 *(suppression de la déclaration de conformité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de Mme Françoise Hostalier (de suppression) (p. 148).

Après l'article 18 :

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Paul Charié (réglementation des conditions d'attribution des aides directes à la création ou à la reprise d'entreprises) (p. 149).

Article 19 *(simplification des obligations comptables des entreprises individuelles) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (évaluation forfaitaire des stocks des petites entreprises soumises au régime forfaitaire d'imposition) : adopté (p. 156).

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières) :*

– *favorable* à l'amendement n° 85 rectifié de la commission des finances (bénéfice de l'abattement pour les intérêts des comptes courants bloqués des associés) (p. 159).

Après l'article 22 :

– *favorable* à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (déductibilité fiscale des cotisations obligatoires ou volontaires du commerçant et de son conjoint) (p. 160).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *favorable* à l'amendement n° 86 de la commission des finances (de précision) (p. 163) ;

– *soutient* l'amendement n° 151 de la commission (application des réductions d'impôt aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 420 millions de francs au lieu de 140) (p. 163) : retiré (p. 164) ;

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice de la réduction d'impôt pour les souscriptions de parts de fonds communs de placement en épargne de proximité) (p. 164) : adopté (p. 167) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 134 de M. Jean-Paul Charié (substitution de la notion de « fonds communs de placement de proximité » à celle de « fonds communs de placement en épargne de proximité ») à l'amendement n° 17 de la commission (p. 167) ;

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (bénéfice de la réduction fiscale pour les prêts non productifs d'intérêt consentis aux exploitants individuels soumis au régime réel) : rejeté (p. 168) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 88 de la commission des finances et 187 de M. Jean-Pierre Thomas (possibilité pour les contribuables de doubler leur versement annuel déductible au profit d'une société nouvelle) (p. 168) ;

– *soutient* l'amendement n° 152 de la commission (exonération de la reprise d'impôt des cessions de souscriptions intervenant avant cinq ans en cas de décès ou d'invalidité du souscripteur ou de son conjoint) (p. 169) : adopté après rectification (p. 170) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de la commission des finances (exonération de la reprise d'impôt des cessions de souscription en cas de diminution significative du revenu imposable du souscripteur) (p. 169) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Charié (réduction d'impôt des prêts sans intérêt consentis à un entrepreneur individuel) (p. 170) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 170).

Article 26 *(réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 214 du Gouvernement (réduction d'impôt fondée sur l'accroissement annuel des dépenses de formation) (p. 171).

Après l'article 26 :

– *soutient* l'amendement n° 21 rectifié de la commission (réduction de cinq à deux ans du délai de remboursement des créances nées du report en arrière des déficits des petites entreprises) (p. 172) : rejeté (p. 173) ;

– *soutient* l'amendement n° 153 de la commission (fonds de la formation des salariés) : rejeté (p. 174).

Article 27 *(régime du forfait et régimes simplifiés d'imposition) :*

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 174) : rejeté (p. 175).

Après l'article 27 :

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de Mme Françoise Hostalier (exonération de la taxe professionnelle des petits entrepreneurs individuels) (p. 176).

Article 28 *(garanties accordées au contribuable en matière de vérification) :*

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (limitation à trois mois de la durée de vérification fiscale sur place à certaines entreprises soumises au réel simplifié) (p. 176) : adopté (p. 177) ;

– *favorable* à l'amendement n° 52 de M. Jean-Paul Charié (de conformité) (p. 177).

Après l'article 28 :

– *favorable* à l'amendement n° 96 de la commission des finances (droits de mutation pour les biens professionnels des petites entreprises) (p. 178) ;

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (adhésion des entreprises individuelles et des professions libérales à un groupement de prévention agréé) : retiré (p. 180) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Germain Gengenwin (déduction pour investissement des petites entreprises soumises au régime réel) (p. 180).

Article 29 *(simplification des formalités prescrites en matière sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 186) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la déclaration annuelle des données sociales) (p. 187) ;

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (fixation par décrets en Conseil d'Etat des modalités de mise en œuvre du présent article) : rejeté (p. 187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Jean-Paul Charié (suppression des périodes d'expérimentation des conventions) (p. 187).

Article 30 *(harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la C.S.G.) :*

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (de précision) : adopté (p. 189) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 corrigé du Gouvernement (rédactionnel) (p. 189) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 189) ;

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (calcul des cotisations dues) : rejeté (p. 189) ;

– *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (assiette de la C.S.G.) : rejeté (p. 189) ;

– *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 190) ;

– *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 190).

Après l'article 30 :

– *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (assiette de la C.S.G.) (p. 190) ;

– *soutient* l'amendement n° 154 de la commission (harmonisation des règles de prescription en matière de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) (p. 190) : rejeté (p. 191) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (personnes rattachées au régime général de sécurité sociale) : rejeté (p. 191).

Article 31 *(limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrage : art. L. 311-11 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (de précision) : adopté (p. 191) ;

– *soutient* l'amendement n° 155 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 192) ;

– *soutient* l'amendement n° 34 rectifié de la commission (rôle des caisses primaires d'assurance maladie en matière d'affiliation des travailleurs indépendants) : rejeté (p. 192) ;

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (délai de réponse du régime général de sécurité sociale pour l'affiliation du travailleur indépendant) (p. 192) : rejeté (p. 193) ;

– *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (suppression de la référence au changement de législation dans le présent article) : adopté (p. 193) ;

– *favorable* à l'amendement n° 69 rectifié de M. Jean-Paul Charié (de suppression partielle) (p. 193) ;

– *soutient* l'amendement n° 156 de la commission (interdiction de l'affiliation au régime général en cas de changement substantiel d'activité ou en cas de communication d'informations erronées) : rejeté (p. 194).

Article 32 *(exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise : art. L. 612-5 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 157 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 194) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (extension de l'exonération partielle des cotisations d'assurance maladie aux repreneurs d'entreprise ; compensation des pertes de recettes par l'institution d'une taxe additionnelle à la cotisation sur les boissons alcooliques) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 194) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 194).

Article 33 *(rachat de trimestres non validés d'assurance vieillesse : art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Paul Charié (limitation par décret de la majoration des versements complémentaires) (p. 195).

Après l'article 33 :

– *favorable* à l'amendement n° 71 rectifié de M. Jean-Paul Charié (extension de la faculté du rachat de cotisations aux régimes de retraite complémentaire artisanal et commercial) (p. 196).

Après l'article 34 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (contrats d'assurance groupe des non-salariés non agricoles) (p. 196).

Après l'article 35 :

– *soutient* l'amendement n° 159 de la commission (suppression du livre de paie) : adopté (p. 197).

Article 36 *(suppression de la communication à l'administration du travail des annonces d'offres d'emploi par voie de presse : art. L. 311-4 du code du travail) :*

– *favorable* à l'amendement n° 53 rectifié de M. Jean-Paul Charié (suppression de la communication aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre des offres d'emploi anonymes) (p. 198).

Après l'article 36 :

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la déclaration des mouvements de main-d'œuvre prévue par l'article L. 320 du code du travail) (p. 199) : retiré (p. 200) ;

– *soutient* l'amendement n° 205 de la commission (suppression de la déclaration préalable d'embauche pour les entreprises de travail temporaire) (p. 200) : retiré (p. 201) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de Mme Françoise Hostalier (récupération des droits sociaux de l'entrepreneur en cas de disparition de l'entreprise au bout de deux ans au lieu d'un an) (p. 201) ;

– *favorable* à l'amendement n° 73 de M. Jean-Paul Charié (possibilité d'effectuer la déclaration postérieure à l'embauche en un lieu unique) (p. 202).

Après l'article 37 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 203 de M. Philippe Mathot (conditions d'établissement du bordereau individuel d'accès à la formation professionnelle) (p. 202).

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 141 de M. Pierre Hériaud (suppression de l'obligation de motivation des décisions d'octroi ou de refus des crédits bancaires aux entreprises) (p. 203) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Michel Inchauspé (de suppression partielle) (p. 204) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Michel Inchauspé (garanties et formalités des concours bancaires) (p. 204) ;

– *soutient* l'amendement n° 161 de la commission (information des cautions sur le montant et le détail de leurs engagements) (p. 205) : rejeté (p. 206) ;

– *soutient* l'amendement n° 162 de la commission (obligation de suppression dans les cinq jours consécutifs de leur règlement des créances éteintes) : rejeté (p. 206) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Paul Charié (radiation des inscriptions de privilèges par le créancier dans les quinze jours consécutifs de leur règlement) (p. 206) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 82 de M. Michel Inchauspé (choix des biens soumis à exécution) (p. 207) ;

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (de précision) : devenu sans objet (p. 207) ;

– *favorable* à l'amendement n° 84 de M. Michel Inchauspé (date d'entrée en vigueur des procédures prévues par le présent article) (p. 208).

Article 39 *(mesures relatives aux livrets d'épargne-entreprise) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Thomas (relèvement du plafond et mobilisation du livret d'épargne-entreprise) (p. 208) ;

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (possibilité pour les repreneurs d'entreprises de financer les immobilisations corporelles ou incorporelles par le livret d'épargne-entreprise) (p. 208) : adopté après modification (p. 209) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Pierre Thomas (possibilité d'ouvrir un second livret d'épargne-entreprise au sein d'une même famille) (p. 209) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 192 de M. Jean-Pierre Thomas (plafond du livret d'épargne-entreprise) (p. 209).

Article 40 *(présomption d'exercice d'une activité indépendante : art. L. 120-3 du code du travail) :*

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 209) ;

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (conditions dérogatoires dans lesquelles les personnes physiques exerçant une activité indépendante peuvent être liées par un contrat de travail) : rejeté (p. 210) ;

– *favorable* à l'amendement n° 55 de M. Jean-Paul Charié (référence à une subordination « permanente et exclusive ») (p. 210).

Après l'article 40 :

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Germain Gengenwin (réglementation du droit d'installation dans l'artisanat) (p. 211).

Seconde délibération [14 janvier 1994] :

Article 5 supprimé en première délibération *(emprunt auprès de l'entreprise par l'associé unique)* : rétabli (p. 212).

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 212).

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières : art. 158 du code général des impôts) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article 22 dans sa rédaction initiale) (p. 212).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la réduction d'impôt pour les souscriptions de parts en fonds communs de placement) (p. 213, 214).

Commission mixte paritaire :

Rapporteur de la commission mixte paritaire.

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 473, 475, 476).

Commerçants :

– conjoint : statut (p. 474) ;

– contrat avec un donneur d'ordre : « requalification » (p. 475) ;

– cotisations d'assurance maladie-maternité (p. 475) ;
– formation professionnelle (p. 475).

Créances et privilèges : cautions (p. 475).

Entreprises :
– comptabilité (p. 476) ;
– conseil de surveillance : composition et nombre maximal des membres (p. 474) ;
– entreprises individuelles : développement (p. 473).

Impôts et taxes :
– C.S.G. : assiette (p. 475) ;
– cotisations volontaires : déduction (p. 474) ;
– locaux professionnels (p. 474) ;
– régime forfaitaire et régime réel simplifié (p. 474) ;
– souscriptions de capital (p. 474).

Travail : travail à domicile (p. 476).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 janvier 1994] :

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (art. 4 : charge de la preuve et cachet de la poste : limitation de la disposition aux déclarations des entreprises, à l'exclusion des paiements) (p. 484, 485).

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 40 rectifié de la commission des lois (prise en compte de membres du conseil de surveillance salariés de l'entreprise pour la détermination de certains quotas) (p. 1191).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4034).

Lois : loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles (p. 4034).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 19 *(recours contre les décisions de la commission du surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 49 deuxième rectification de la commission (homologation du plan de redressement proposé par la commission) (p. 4139).

Article 18 précédemment réservé *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

Avant l'article L. 331-1 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 43 de la commission (de conséquence) (p. 4142).

Article L. 331-1 (composition de la commission) :

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission de la production (composition de la commission en vue de prescrire les mesures prévues en cas d'échec de la conciliation) : devenu sans objet (p. 4143).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Commerce et artisanat : chambres consulaires (p. 4308, 4309).

Développement local (p. 4308).

Etat : rôle (p. 4308).

Impôts et taxes : impôt sur les sociétés (p. 4308).

Logement et habitat (p. 4308).

Postes et télécommunications : France Télécom (p. 4308).

Transports (p. 4308).

Discussion des articles [9, 10 et 12 juillet 1994] :

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 423 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 424 (consultation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4442).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 425 (avis de la chambre régionale de commerce et d'industrie) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 427 (représentation de la chambre de commerce et d'industrie) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 428 (compétence à l'égard des actions menées par la chambre de commerce et d'industrie) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 430 (consultation des chambres consulaires sut les propositions de délimitation des pays par les commissions précitées) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 431 (dépassement des limites départementales) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 432 soutenu par M. Charles Millon (étude d'impact préalable à la réorganisation d'un service) : adopté (p. 4525).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 434 soutenu par M. Adrien Zeller (déconcentration de la section locale au niveau régional) : retité (p. 4555).

Après l'article 15 :

– *son* amendement n° 455 : non soutenu (p. 4584).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *son* amendement n° 435 : non soutenu (p. 4739).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [20 octobre 1994] :

Administration : formalités (p. 5779).

Chambres de commerce et chambres de métiers (p. 5779).

Entreprises commerciales et artisanales :
- fonds propres et investissement (p. 5778) ;
- transmission (p. 5778).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 5778).

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'entreprise individuelle (p. 5778).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8911).

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : « pantouflage » (p. 8911).

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8911, 8912).

Lois :
- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8911) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8911) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8911).

Marchés publics (p. 8911).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8911).

Urbanisme (p. 8911).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (interdiction de la publicité commerciale dans les publications des collectivités territoriales) (p. 8935).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (doration forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8972).

Article 17 *(réduction d'impôt au titre des dons des personnes physiques aux candidats et aux partis : art. 200 du code général des impôts) :*

– *ses observations* sur les amendements nos 74 de M. Jean-Pierre Thomas et 94 de M. Laurent Dominati (fixation de la réduction d'impôt pour dons aux candidats ou partis à 100 p. 100 de leur montant jusqu'à 500 F et à 50 p. 100 au-delà ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 8986).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1704 relative au financement de la vie politique, article 17.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9040) ;

– *favorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9040).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis

(3e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 30 septembre 1994] (p. 13860).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la mise en place d'un véritable **plan d'urgence dans la lutte contre le sida (n° 993)** [2 février 1994].

Proposition de loi tendant à assurer une **participation équilibrée des femmes et des hommes dans la vie publique (n° 1118)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à mettre en œuvre dix **mesures anti-délocalisations dans le secteur du textile-habillement-cuir (n° 1589)** [18 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Politique de l'emploi :** fonds publics : utilisation ; durée du travail ; débat au Parlement ; S.M.I.C.-jeunes ; C.I.P. [6 avril 1994] (p. 562, 563).

– **Misère :** journée du refus de la misère ; lutte contre la pauvreté [19 octobre 1994] (p. 5687, 5688).

– **Logement des sans-abri :** réquisitions de logements [21 décembre 1994] (p. 9488, 9489).

orales sans débat :

– **n° 282,** posée le 12 avril 1994 : **projets de la société G.E.C.-Alsthom concernant la filière électromécanique** (p. 705). Appelée le 14 avril 1994 : matériels électriques et électroniques : G.E.C.-Alsthom ; site de La Courneuve (p. 791 à 793).

– **n° 361,** posée le 16 mai 1994 : **Monnaies et médailles** (p. 1811). Appelée le 19 mai 1994 : délocalisation (p. 1926, 1927).

– **n° 385,** posée le 23 mai 1994 : **situation des centres de réadaptation et de réinsertion pour les travailleurs handicapés** (p. 2174). Appelée le 26 mai 1994 : fonctionnement (p. 2294, 2295).

– **n° 578,** posée le 13 décembre 1994 : **Eurodisneyland** (p. 9014). Appelée le 15 décembre 1994 : aides de l'Etat (p. 9139, 9140).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Etat : rôle, concours au territoire et contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 67).

Polynésie française :

– Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires (p. 67) ;

– tourisme (p. 67).

Projet de loi : insuffisances (p. 67).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 79).

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 95).

Banques et établissements financiers : créances : garantie (p. 95, 96).

Commerçants : contrats avec un donneur d'ordres : « requalification » : limitations (p. 95).

Entreprises commerciales et artisanales :

- entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire (p. 95, 96) ;
- faillites (p. 95).

Travail : travail noir et travail clandestin (p. 95).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Avant l'article 1er A :

– *soutient* l'amendement n° 237 de Mme Janine Jambu (exclusion de tout but lucratif et de toute pratique eugénique en matière de don et d'utilisation des parties et produits du corps humain, de procréation médicalement assistée et de diagnostic prénatal) : rejeté (p. 822).

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Article L. 665-11 du code de la santé publique (principe du consentement) :

– *soutient* l'amendement n° 238 de Mme Janine Jambu (caractère libre et éclairé du consentement) : rejeté (p. 825).

Article L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de la publicité) :

– *soutient* l'amendement n° 239 de Mme Janine Jambu (campagne d'information gouvernementale en faveur du don d'organes) (p. 825) : rejeté (p. 826).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *soutient* l'amendement n° 240 de Mme Janine Jambu (expression de l'acceptation ou du refus par tout moyen, dont un registre national informatisé) (p. 831) : rejeté (p. 832).

Article L. 671-14 du code de la santé publique (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) :

– *soutient* l'amendement n° 242 de Mme Janine Jambu (prélèvements d'organes effectués uniquement dans les établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) : rejeté (p. 844).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-11 du code de la santé publique (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) :

– *soutient* l'amendement n° 243 de Mme Janine Jambu (éthique exclusive d'un but lucratif) : rejeté (p. 850).

Article L. 672-13 du code de la santé publique (conditions de délivrance des autorisations) :

– *soutient* l'amendement n° 244 de Mme Janine Jambu (suppression des conditions financières) : rejeté (p. 850).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 214 de M. Marc Laffineur (bénéfice réservé aux couples mariés) à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 859).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *soutient* l'amendement n° 248 de Mme Janine Jambu (de suppression) : rejeté (p. 868).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *soutient* l'amendement n° 249 de Mme Janine Jambu (recherche sur l'embryon autorisée par la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) (p. 869) : rejeté (p. 870).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Explications de vote [20 mai 1994] (p. 2096) :

Conseil constitutionnel : élections présidentielles : rôle.

Elections municipales.

Elections présidentielles.

Vote contre du groupe communiste.

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2430).

Etrangers (p. 2430).

Justice : prisons (p. 2430).

Logement et habitat (p. 2430).

Sida :

- dépistage (p. 2430) ;
- maladie et malades (p. 2430).

Travail : licenciement (p. 2430).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [1er juin 1994] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2491) : rejetée (p. 2496).

Principaux thèmes développés :

Associations : associations familiales (p. 2492).

Assurance maladie maternité (p. 2492, 2493).

Constitution : préambule de 1946 (p. 2494).

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil (p. 2494).

Démographie : natalité (p. 2494).

Enseignement : bourses et allocations d'études : aide à la scolarité (p. 2493).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2491).

Impôts et taxes : C.S.G. (p. 2493).

Lois :

- loi n° 93-953 du 27 juillet 1993 relative au développement de l'emploi et de l'apprentissage (p. 2494) ;
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2492, 2494) ;

– projet de loi n° 776 relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (p. 2492) ;
– projet de loi n° 1367 relatif à la sécurité sociale (p. 2493).

Politique générale (p. 2491, 2492, 2494).

Retraites : généralités (p. 2493).

Sécurité sociale :
– Caisse nationale des allocations familiales (p. 2493, 2494) ;
– prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2493, 2494).

Travail : travail de nuit et du dimanche (p. 2492).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 73 soutenu par M. Maxime Gremetz (fixation à 7 p. 100 du taux des cotisations de prestations familiales assises sur les salaires) (p. 2616) : rejeté (p. 2618) ;

– *son* amendement n° 74 soutenu par M. Maxime Gremetz (suspension des aides publiques aux entreprises) : rejeté (p. 2618).

Article 7 *(congé parental d'éducation et travail à temps partiel des parents de jeunes enfants) :*

– *ses observations* (p. 2643) ;

– *son* amendement n° 80 corrigé (garantie du droit de retrouver un emploi à temps plein après le congé parental ou la période d'activité à temps partiel) (p. 2645) : rejeté (p. 2646) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (missions temporaires du salarié en congé parental) (p. 2647).

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *son* amendement n° 81 (suppression du caractère non rémunéré du congé) (p. 2648) : rejeté (p. 2649).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 79 (liberté de choix du salarié en matière de travail à temps partiel) : rejeté (p. 2653).

Article 15 *(relèvement de l'âge limite de versement des prestations familiales) :*

– *ses observations* (p. 2657).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 110 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement à six du nombre d'enfants ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales) (p. 2661).

Etrangers : immigration : regroupement familial : polygamie.

Article 16 *(substitution d'une aide à la scolarité aux bourses nationales des collèges et du cycle d'orientation en lycée) :*

– *ses observations* (p. 2663).

Après l'article 16 :

– *défavorable* au sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (imputation des frais de demi-pension sur l'aide à la scolarité en cas d'incidents répétés de paiement) à l'amendement n° 209 du Gouvernement (remise de dettes et contentieux en matière de majoration d'allocation de rentrée scolaire) (p. 2673).

Après l'article 23 :

– *son* amendement n° 85 (contribution sociale de 15,8 p. 100 sur les revenus des biens immobiliers) : rejeté (p. 2677) ;

– *son* amendement n° 75 (fixation à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail) : rejeté (p. 2677) ;

– *son* amendement n° 78 (interdiction du travail de nuit des femmes) (p. 2678) : rejeté (p. 2679) ;

– *son* amendement n° 76 (obligation d'un repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) (p. 2679) : rejeté (p. 2680) ;

– *son* amendement n° 77 (obligation d'un repos hebdomadaire de deux jours incluant le dimanche) : rejeté (p. 2680).

Article 24 *(ressources de la Caisse nationale des allocations familiales) :*

– *défavorable* (p. 2683) ;

– *son* amendement n° 87 (de suppression) (p. 2684) : rejeté (p. 2685).

Article 25 *(base de calcul des prestations familiales) :*

– *son* amendement n° 88 (de suppression) : rejeté (p. 2686) ;

– *favorable* à l'amendement n° 134 de M. Etienne Pinte (suppression des modalités de régularisation des bases prévisionnelles de calcul) (p. 2687) ;

Après l'article 25 :

– *favorable* aux amendements nos 213 et 212 du Gouvernement (revalorisation du taux des pensions de réversion) (p. 2688) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 172 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (représentation des associations familiales aux conseils d'administration des sociétés nationales de programmes de l'audiovisuel) (p. 2691).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Logement social :
– habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3563) ;
– organismes d'H.L.M. (p. 3563).

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport du Gouvernement sur les aides publiques à la construction) : rejeté (p. 3569) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Gayssot (taxation des logements inoccupés) (p. 3569) : rejeté (p. 3570) ;

– *soutient* l'amendement n° 86 de M. Michel Grandpierre (financement des opérations d'accession à la propriété des logements sociaux par le biais du « 1 p. 100 ») : rejeté (p. 3570).

Après l'article 6 :

– *soutient* l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Gayssot (honoraires des agences de location ou de vente) : rejeté (p. 3589).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Gayssot (frais d'agence immobilière à la charge du bailleur) : rejeté (p. 3590).

Après l'article 8 :

– *soutient* l'amendement n° 92 de M. Michel Grandpierre (minimum successoral du conjoint survivant) (p. 3591) : rejeté (p. 3592).

Article 10 *(deuxième droit de préemption du locataire) :*

– *soutient* l'amendement n° 94 de M. Michel Grandpierre (justifications du bailleur pour le congé fondé sur la décision de vendre le logement et propositions de relogement) : rejeté (p. 3593).

Avant l'article 14 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3601, 3602) ;

– *soutient* l'amendement n° 101 de M. Michel Grandpierre (interdiction des saisies et des expulsions sans relogement pour les locataires de bonne foi) : rejeté (p. 3618).

Article L. 613-3 du code de la construction et de l'habitation :

– *soutient* l'amendement n° 157 de M. Jean-Claude Gayssot (non-expulsion des personnes qui se sont introduites dans des locaux vacants) : rejeté (p. 3619).

Après l'article 14 :

– *soutient* l'amendement n° 103 de M. Jean-Claude Gayssot (transformation des bureaux inoccupés en centres d'hébergement d'urgence dans les villes de plus de cent mille habitants) : rejeté (p. 3620).

Article 20 *(affectation temporaire à l'habitation de locaux affectés à un autre usage) :*

Article 631-7-1 du code de la construction et de l'habitation :

– *ses observations* sur l'amendement n° 61 de Mme Françoise Hostalier (affectation des bureaux à l'hébergement d'urgence) (p. 3625).

Avant l'article 22 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 204 rectifié de M. Pierre-André Périssol (interdiction pour les copropriétaires défaillants de présenter leur candidature au conseil syndical) (p. 3626).

Article 24 *(commission départementale de l'aide personnalisée au logement) :*

– *ses observations* (p. 3640, 3641).

Aide personnalisée au logement : revalorisation.

Article 22 précédemment réservé *(charges de copropriété) :*

– *son* amendement n° 115 (représentants des locataires dans les conseils d'administration des S.E.M. dont le parc est supérieur à 50 logements) (p. 3649) : rejeté (p. 3650).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1994] :

Affiliation : assurance personnelle (p. 3686).

Cotisations sociales :

– exonérations : compensation (p. 3685 à 3687) ;

– Etat employeur (p. 3686).

Emploi (p. 3685).

Financement : régime général : branches : autonomie (p. 3685, 3686).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3685, 3686).

Hôpitaux et cliniques : forfait hospitalier (p. 3687).

Impôts et taxes : C.S.G. (p. 3687).

Parlement (p. 3686).

Personnes âgées : dépendance (p. 3686).

Prestations familiales (p. 3687).

Professions paramédicales : masseurs kinésithérapeutes : convention (p. 3686).

Retraites :

– âge de la retraite (p. 3687) ;

– pensions de retraite (p. 3687).

Risques professionnels : accidents du travail : commission paritaire (p. 3685).

Discussion des articles [28 et 29 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 55 soutenu par M. René Carpentier (contribution sociale de 15,8 p. 100 sur les revenus financiers) (p. 3730) : rejeté (p. 3731) ;

– *son* amendement n° 54 soutenu par M. René Carpentier (augmentation de 2 p. 100 de la part du financement de la sécurité sociale à la charge des entreprises) (p. 3731) : rejeté (p. 3732) ;

– *son* amendement n° 77 soutenu par Mme Janine Jambu (fonds de garantie du paiement des cotisations sociales patronales) : rejeté (p. 3732).

Article 1er *(structure du régime général et principe de la gestion séparée des branches : art. L. 200-2 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 59 soutenu par Mme Janine Jambu (de suppression) : rejeté (p. 3740).

Article 2 *(individualisation de la trésorerie de chaque branche) :*

– *son* amendement n° 60 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) : rejeté (p. 3736).

Article 3 *(répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie : art. L. 255-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 61 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) (p. 3742) : rejeté (p. 3743).

Article 4 *(remise à l'équilibre des comptes des différentes branches) :*

– *son* amendement n° 62 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) : rejeté (p. 3744).

Article 5 *(compensation des nouvelles mesures d'exonération de cotisations : art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 63 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) (p. 3746) : rejeté (p. 3747).

Article 8 *(élargissement des compétences de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles) :*

– *son* amendement n° 64 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) (p. 3753) : rejeté (p. 3754).

Article 9 *(création d'une commission des accidents du travail et des maladies professionnelles) :*

– *son* amendement n° 65 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) : rejeté (p. 3755).

Article 10 *(compétence de la commission en matière de tarification des accidents du travail et maladies professionnelles) :*

– *son* amendement n° 66 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) : rejeté (p. 3755).

Article 11 A nouveau *(rapport de la Cour des comptes au Parlement sur les organismes de sécurité sociale soumis à son contrôle) :*

– *son* amendement n° 68 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) (p. 3756) : rejeté (p. 3757).

Article 11 *(examen annuel d'un projet de loi portant approbation d'un rapport relatif aux régimes de sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 67 soutenu par M. René Carpentier (de suppression) : rejeté (p. 3759).

Article 14 *(transferts aux organismes nationaux du régime général du contrôle* a priori *des budgets des organismes de base) :*

– *son* amendement n° 69 (de suppression) : rejeté (p. 3777).

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *défavorable* (p. 3780).

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *défavorable* (p. 3790).

Article 28 *(prorogation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 71 (de suppression) (p. 3827) : rejeté (p. 3829).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Etienne Pinte (représentation des assurés retraités dans les conseils d'administration des caisses du régime général de sécurité sociale) (p. 3835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 130 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (remplacement de huit représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg par des représentants des associations familiales) (p. 3835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) (p. 3835).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* (p. 4381, 4382).

Collectivités locales :

– décentralisation ;

– référendum consultatif.

Communautés européennes et Union européenne.

Etat : rôle.

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4404).

Enseignement supérieur.

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4479).

Départements : Seine-Saint-Denis.

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *soutient* l'amendement n° 147 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4493) : rejeté (p. 4496) ;

– *soutient* l'amendement n° 148 de M. Rémy Auchedé (suppression du paragraphe I sur le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) : rejeté (p. 4496) ;

– *soutient* l'amendement n° 149 de M. Rémy Auchedé (suppression du paragraphe II sur les regroupements fonctionnels des services déconcentrés) : rejeté (p. 4496).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 153 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'étude d'impact préalable à la suppression d'un service et du pouvoir de statuer en dernier ressort attribué au ministre de tutelle ; fixation des objectifs d'aménagement du territoire et de service après consultation des usagers) (p. 4524) : rejeté (p. 4525).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 1053 de M. Rémy Auchedé (saisine par 20 p. 100 des habitants) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 4767) : rejeté (p. 4768).

Après l'article 28 :

– *favorable* à l'amendement n° 954 de M. Eric Raoult (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4774).

Explications de vote (p. 4791) :

Collectivités locales :

– compétences et ressources : réforme ;

– coopération intercommunale et pays.

Constitution : égalité.

Lois de finances : crédits budgétaires.

Régions : Ile-de-France.

Services publics.

Vote contre du groupe communiste (p. 4791).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 7723) : rejetée (p. 7725).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : coopération intercommunale et pays (p. 7725).

Communautés européennes et Union européenne (p. 7724).

Constitution :

– article 72 (p. 7725) ;

– préambule de 1946 (p. 7725).

Consultation nationale (p. 7724).

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 7725).

Etat :

– préfet (p. 7725) ;

– rôle (p. 7725).

Politique générale (p. 7724, 7725).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7725).

Services publics (p. 7725).

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *quaterdecies* nouveau *(compétences de l'Etat) :*

– *soutient* l'amendement n° 250 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : adopté (p. 7856).

Article 7 *septamdecies* nouveau *(compétence en matière de transports régionaux) :*

– *défavorable* (p. 7867).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. Suppression de la D.G.F. de la région Ile-de-France. Réaménagement du F.A.R.I.F.) :*

– *soutient* l'amendement n° 267 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8044, 8045) : rejeté au scrutin public (p. 8045).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale : art. L. 169-3, L. 163-5 et L. 167-2 du code des communes) :*

– *ses observations* (p. 8066).

Article 26 *(coopération transfrontalière : art. 133-1 et 133-2 de la loi du 6 février 1992) :*

– *soutient* l'amendement n° 442 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 8073).

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

– *défavorable* (p. 8096).

Article 19 ter C nouveau précédemment réservé *(exonération totale ou partielle de cotisations d'allocations familiales pour les gains et rémunérations versés dans les zones rurales) :*

– *soutient* l'amendement n° 265 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 8106).

Article 19 sexies nouveau précédemment réservé *(répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) :*

– *soutient* l'amendement n° 266 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : adopté (p. 8109).

Explications de vote (p. 8115, 8116).

Collectivités locales : coopération intercommunale.

Communautés européennes et Union européenne.

Energie : E.D.F. -G.D.F.

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages.

Etat : rôle.

Vote contre du groupe communiste (p. 8116).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Affaires étrangères : Taslima Nasreen (p. 5090).

Communautés européennes et Union européenne : T.V.A. et P.O.S.E.I. (programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité) (p. 5090).

Corse :

- collectivité de Corse : accroissement des ressources financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers, droits sur les navires de plaisance et taxe sur l'électricité (p. 5091) ;
- « peuple corse » (p. 5090) ;
- spécificité (p. 5090).

Gouvernement : politique à l'égard de la Corse (p. 5090, 5091).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe professionnelle : exonérations et compensations (p. 5090, 5091).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : successions (p. 5090).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions pour la Corse (p. 5091).

Secteur public : entreprises publiques (p. 5090).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Questions* [24 octobre 1994] :

Energie : énergie nucléaire et Commissariat à l'énergie atomique ; sûreté nucléaire (p. 5925).

Industrie : groupe Thomson : politique sociale (p. 5931).

Education nationale. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 6254).

Jeunes : activités péri-éducatives (p. 6260).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Femmes : I.V.G. : RU 486 (p. 6887).

Impôts et taxes : impôt de solidarité sur la fortune (p. 6889).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [16 décembre 1994] :

Collectivités locales : fiscalité (p. 9246).

Contribution sociale généralisée : augmentation (p. 9246).

Défense : crédits (p. 9246).

Emploi : emplois familiaux et précarité (p. 9246).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9246).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9246).

Jeunes (p. 9246).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions (p. 9246).

Plus-values : imposition : des entreprises (p. 9246).

Vote contre du groupe communiste (p. 9246, 9263).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– sécurité à l'hôpital [8 novembre 1994] (p. 6611, 6612) :

Principaux thèmes développés :

Hôpitaux :

- budgets ;
- obstétrique ;
- personnels.

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6786).

Communautés européennes et Union européenne : traité sur l'Union européenne (p. 6786).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6786, 6787).

Famille : prestations familiales (p. 6786).

Financement et équilibre des comptes (p. 6786, 6787).

Hôpitaux et cliniques :

- budgets et taux directeur (p. 6786) ;
- politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6786, 6787).

Impôts et taxes :

- C.S.G. (p. 6787) ;
- revenus financiers : taxation (p. 6787).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6786).

Parlement (p. 6786).

Retraites (p. 6786).

U.R.S.S.A.F. : dettes patronales et de l'Etat employeur (p. 6797).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Explications de vote [28 novembre 1994] :

Emploi (p. 7714).

Logement des plus défavorisés et « sans domicile fixe » (p. 7715).
Vote contre du groupe communiste (p. 7715).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– réunion des chefs de Gouvernement sur le sida [29 novembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :
– O.N.U. (p. 7817) ;
– pays africains (p. 7817) ;
– sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 7817).

Associations (p. 7817).
Chômage : exclusion (p. 7817).
Défense nationale : essais nucléaires (p. 7817).
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7817).
Femmes (p. 7817).
Jeunes (p. 7817).
Pharmacie : industrie pharmaceutique (p. 7817).
Sida : maladie et malades (p. 7817).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I. (p. 8678).
Assurance maladie maternité : assurance maternité : professions non salariées non agricoles (p. 8679).
Chômage : indemnisation (p. 8678).
Départements (p. 8678).
Entreprises : cotisations sociales : exonérations (p. 8678).
Lois :
– loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 8677, 8679) ;
– projets portant diverses mesures d'ordre social (p. 8677).
Mines et carrières (p. 8679).
Pharmacie : pharmacies (p. 8679).
Politique sociale (p. 8679).
Professions médicales : convention médicale (p. 8677, 8678).
Santé publique :
– sida : dépistage (p. 8678) ;
– vaccinations (p. 8679).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Avant l'article 14 :

– *son* amendement n° 130 rectifié soutenu par M. Maxime Gremetz (procédure de licenciement économique) : rejeté au scrutin public (p. 8699) ;
– *son* amendement n° 132 (fixation du S.M.I.C. à 7 500 F à compter de 1995) : rejeté au scrutin public (p. 8700) ;
– *son* amendement n° 137 soutenu par M. Maxime Gremetz (fixation à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 8700) : rejeté au scrutin public (p. 8701).

Après l'article 14 :

– *son* amendement n° 140 (nullité de plein droit du licenciement sans cause réelle et sérieuse) (p. 8701) : rejeté (p. 8702).

Après l'article 16 :

– *son* amendement n° 141 soutenu par M. Maxime Gremetz (suppression du travail à temps partiel à l'initiative du chef d'entreprise) : rejeté au scrutin public (p. 8703).

Après l'article 17 :

– *son* amendement n° 139 (nullité du licenciement pour refus d'une modification substantielle du contrat de travail) (p. 8707) : rejeté (p. 8708) ;
– *son* amendement n° 131 soutenu par M. Maxime Gremetz (obligation de mise en œuvre d'un plan social pour tout licenciement économique dans les entreprises de plus de dix salariés) : rejeté (p. 8708) ;
– *son* amendement n° 143 (abrogation de l'article 38 de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relatif à l'annualisation du temps de travail) (p. 8709) : rejeté (p. 8710) ;
– *son* amendement n° 142 (abrogation de l'article 42 de la loi quinquennale précitée relatif à la substitution d'un repos compensateur au paiement d'heures supplémentaires) : rejeté (p. 8710) ;
– *son* amendement n° 144 (abrogation de l'atticle 43 de la loi quinquennale précitée relatif à l'annualisation du travail à temps partiel) : rejeté (p. 8710).

Article 18 *(congé de solidarité internationale : section V du chapitre V du titre II du livre deuxième du code du travail. Art. L. 225-9 à L. 225-13) :*

Article L. 225-12 (garanties du salarié) :

– *son* amendement n° 145 (remplacement du bénéficiaire par un demandeur d'emploi) : rejeté (p. 8720).

Après l'article 18 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 164 rectifié (procédure de référé en cas d'infraction à la règle du repos dominical) (p. 8721) : adopté au scrutin public (p. 8722).

Article 20 *(application du temps partiel aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime : art. 24-1 du code du travail maritime. Art. 50 et 51 du code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance) :*

– *son* amendement n° 146 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 8723) : rejeté (p. 8724).

Article 22 *(actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'assurance chômage) :*

– *son* amendement n° 147 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) : rejeté (p. 8727).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 148 rectifié soutenu par M. Maxime Gremetz (commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) (p. 8731) : rejeté au scrutin public (p. 8732) ;
– *son* amendement n° 150 (gratuité des transports et des stages de formation pour les demandeurs d'emploi) (p. 8732) : rejeté au scrutin public (p. 8733).

Article 23 *(aide à l'embauche de bénéficiaires du R.M.I. par les entreprises : art. L. 322-4-18 du code du travail) :*

– *défavorable* (p. 8741) ;
– *son* amendement n° 166 (suppression de l'aide forfaitaire et de l'exonération de cotisations sociales pour l'emploi de bénéficiaires du R.M.I. ; suppression des contrats à durée déterminée pour l'emploi des bénéficiaires du R.M.I.) : rejeté (p. 8742).

Article 23 *ter* nouveau *(aménagement du régime juridique des associations intermédiaires : art. L. 128 du code du travail) :*

– *son* amendement n° 152 (de suppression) (p. 8749) : rejeté au scrutin public (p. 8750).

Après l'article 23 *sexies* nouveau :

– *son* amendement n° 165 soutenu par M. Maxime Gremetz (compétence des inspecteurs du travail en ce qui concerne les infractions aux conditions de travail et d'hébergement visées aux articles 225-13 et 225-14 du code pénal) : rejeté (p. 8762).

Avant l'article 24 :

– *son* amendement n° 116 soutenu par M. Maxime Gremetz (interdiction des discriminations pour motifs de santé ou de handicap en matière bancaire et d'assurance maladie complémentaire ; interdiction des enquêtes relatives à la vie privée, au patrimoine génétique et à la santé en matière de procédure préalable à l'embauche) : rejeté (p. 8764).

Avant l'article 1er :

– *ses observations* sur l'amendement n° 31 rectifié précédemment réservé de la commission (incrimination pénale des mutilations sexuelles sur les mineurs de 15 ans) (p. 8782).

Après l'article 1er *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 121 précédemment réservé soutenu par M. Maxime Gremetz (maintien d'officines pharmaceutiques dans les communes de moins de 2 000 habitants) : rejeté (p. 8791).

Article 8 *bis* nouveau précédemment réservé *(dépistage du sida : art. 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *son* amendement n° 122 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 8804, 8805) : adopté (p. 8806).

Avant l'article 9 :

– *son* amendement n° 118 précédemment réservé soutenu par M. Maxime Gremetz (institution d'une contribution de 15,8 p. 100 sur les revenus des produits financiers) : rejeté au scrutin public (p. 8811) ;

– *son* amendement n° 119 précédemment réservé (recouvrement des arriérés de cotisations patronales de sécurité sociale) (p. 8811) : rejeté au scrutin public (p. 8812) ;

– *son* amendement n° 120 précédemment réservé (information du comité d'entreprise et des organisations syndicales sur les retards de paiement des cotisations sociales) : rejeté (p. 8812) ;

– *son* amendement n° 123 précédemment réservé soutenu par M. Maxime Gremetz (interdiction des coupures de gaz, d'électricité et d'eau en cas de difficultés de paiement) (p. 8812) : rejeté au scrutin public (p. 8813) ;

– *son* amendement n° 124 précédemment réservé soutenu par Mme Janine Jambu (interdiction des saisies et expulsions sans relogement des locataires de bonne foi) : rejeté au scrutin public (p. 8813) ;

– *son* amendement n° 125 précédemment réservé soutenu par Mme Janine Jambu (modulation de l'assiette des cotisations patronales de sécurité sociale en fonction de la taille et de l'activité des entreprises) (p. 8813) : rejeté (p. 8814).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 127 précédemment réservé soutenu par M. Maxime Gremetz (droit aux prestations d'assurance maladie des bénéficiaires d'un congé parental) : retiré (p. 8816).

Article 11 précédemment réservé *(exclusion des mines récemment reprises ou ouvertes du champ de la péréquation des charges afférentes aux prestations de chauffage et de logement des retraités du régime minier : art. 1er de la loi n° 51-347 du 20 mars 1951) :*

– *ses observations* (p. 8819) ;

– *son* amendement n° 129 (de suppression) (p. 8819) : retiré (p. 8820).

Après l'article 11 *quindecies* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 109 deuxième rectification précédemment réservé de M. Charles de Courson (versement des prestations familiales à l'établissement scolaire pour paiement des arriérés de cantine après mise en demeure de l'allocataire) (p. 8829) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 110 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (versement de l'aide à la scolarité à l'établissement scolaire pour paiement des frais de cantine après accord du bénéficiaire) (p. 8829) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 381 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (possibilité de subordonner le maintien du R.M.I. à l'engagement du bénéficiaire de recouvrer ses créances d'aliments) (p. 8831).

Article 29 *(convention nationale des médecins) :*

– *son* amendement n° 153 soutenu par M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 8848) : rejeté au scrutin public (p. 8849).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Jacques Barrot (institution au bénéfice de la C.N.A.M.T.S. d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8851).

Vote contre du groupe communiste (p. 8679).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [16 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 9265).

Fermage : bail : indexation (p. 9265).

– ***Rappel au règlement :*** souligne la nécessité de confier le renouvellement des centrales nucléaires françaises aux entreprises françaises sous la responsabilité d'E.D.F. [15 décembre 1994] (p. 9169).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [23 décembre 1994] (p. 9677) :

Elections et référendums : dépenses électorales.

Délinquance et criminalité : corruption.

Fonctionnaires et agents publics.

Partis et mouvements politiques : financement.

Vote contre du groupe communiste (p. 9677).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 11.*

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 3.*

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 8.*

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 9.*

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [23 décembre 1994] :

Partis et mouvements politiques : financement (p. 9670).

Vote contre du groupe communiste (p. 9670).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1704 relative au financement de la vie politique : article 17.*

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 décembre 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 9380) et *son intervention* (p. 9384).

Principaux thèmes développés :

Emploi : chômage (p. 9384).

Lois :

- n° 84-603 du 13 juillet 1984 créant une société nationale d'exploitation des tabacs et allumettes (SEITA) (p. 9384) ;
- n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation (p. 9384).

Santé publique (p. 9383, 9385).

SEITA : personnels (p. 9384).

Tabac :

- débitants (p. 9385) ;
- manufacturiers étrangers (p. 9385) ;
- marché (p. 9385) ;
- monopole (p. 9385) ;
- production : planteurs (p. 9385).

Discussion des articles [19 décembre 1994] :

Article 1er *(suppression de l'application à la SEITA de la loi relative à la démocratisation du secteur public) :*

– *son* amendement n° 8 (de suppression) (p. 9387) : rejeté (p. 9388) ;

– *son* amendement n° 13 (exploitation du monopole fiscal des tabacs et allumettes par un établissement public à caractère industriel et commercial) (p. 9388) : rejeté (p. 9388).

Après l'article 1er :

– *son* amendement n° 14 (attribution à la SEITA du monopole de fabrication, d'importation et de commercialisation des tabacs) (p. 9389) : rejeté (p. 9389).

Article 2 *(statut du personnel) :*

– *son* amendement n° 15 (de suppression) (p. 9389) : rejeté (p. 9390) ;

– *son* amendement n° 16 (maintien du statut du personnel) (p. 9390) : rejeté (p. 9390) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Augustin Bonrepaux (maintien des avantages acquis par le personnel) (p. 9391).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 17 (maintien du régime de retraite pour les personnels en fonction à la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) (p. 9392) : rejeté (p. 9392) ;

– *reprend* l'amendement n° 1 de M. Germain Gengenwin (application des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1984 relatif au maintien et au développement de la production nationale de tabac) (p. 9393) : rejeté (p. 9396).

Article 3 *(souscription d'actions par les débitants de tabac) :*

– *son* amendement n° 9 (de suppression) : retiré (p. 9397) ;

– *son* amendement n° 10 (maintien des plans d'approvisionnement pluri-annuels) (p. 9397) : rejeté (p. 9397).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 11 (améliotation des caractéristiques sanitaires des produits tabacoles) : rejeté (p. 9397).

JACQUAT (Denis)

Député de la Moselle

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 23 février 1994] (p. 3063).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 19 mars 1994] (p. 4277).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse [*J.O.* du 16 avril 1994] (p. 5659).

Rapporteur d'une mission d'information sur l'emploi dans les régions frontalières [15 décembre 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir l'application des dispositions relatives aux **prestations aux adultes handicapés, aux déficients auditifs ou de la parole (n° 994)** [2 février 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1205), adopté par le Sénat, relatif à la **pension de vieillesse des anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 1285)** [25 mai 1994].

Proposition de loi tendant à améliorer le dispositif de rachat des cotisations de retraite des **conjoints-collaborateurs d'artisans et de commerçants (n° 1301)** [1er juin 1994].

Proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête chargée d'établir un **bilan des différentes mesures de délocalisations administratives** ainsi qu'un schéma directeur pour les nouvelles opérations envisagées **(n° 1524)** [23 août 1994].

Proposition de loi tendant à affirmer le principe de **laïcité dans le service public de l'éducation nationale (n° 1635)** [3 novembre 1994].

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1205), adopté par le Sénat, relatif à la **pension de vieillesse des anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 1771)** [7décembre 1994].

Proposition de loi tendant à rétablir la procédure d'**agrément des entreprises accueillant des apprentis (n° 1860)** [22 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *son* sous-amendement n° 261 corrigé soutenu par Mme Christine Boutin (expression possible sur la carte d'assuré social ou une carte spécifique) à l'amendement n° 5 de la commission (expression du refus par tout moyen et révocable à tout moment) (p. 833) : rejeté (p. 834).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [28 et 29 juin 1994] :

Article 1er *(structure du régime général et principe de la gestion séparée des branches : art. L. 200-2 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* (p. 3734).

Régime général : branches : autonomie.

Article 5 *(compensation des nouvelles mesures d'exonération de cotisations : art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* (p. 3745).

Article 11 *(examen annuel d'un projet de loi portant approbation d'un rapport relatif aux régimes de sécurité sociale) :*

– *favorable* (p. 3758).

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *ses observations* (p. 3789).

Article 24 *(affiliation provisoire à l'assurance personnelle : art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* (p. 3795).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 133 de M. Charles de Courson (obligation d'être allocataires des prestations familiales pour les représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la caisse nationale et des caisses des allocations familiales) (p. 3836).

Article 29 *bis* nouveau *(création de dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes dans certains départements) :*

– *ses observations* (p. 3842, 3843) :

Droit local : assurance maladie.

Handicapés : COTOREP.

Explications de vote (p. 3855, 3856) :

Financement : U.R.S.S.A.F.

Parlement.

Personnes âgées.

Vote pour du groupe U.D.F.

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : régime local (p. 6806).

Lois : loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale : art. 85 (p. 6806).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :

– centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6843) ;
– exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6843, 6844).

Départements : compétences et charges (p. 6844).

Femmes : veuves : pensions de réversion (p. 6844).

Handicapés :

– ateliers protégés (p. 6844) ;
– centres d'aide par le travail (p. 6844).

Logement et habitat (p. 6843).

Ministère des affaires sociales et de la santé : crédits (p. 6843).

Personnes âgées : dépendance (p. 6844).

Professions sociales : formation (p. 6843).

Santé publique :

– sida (p. 6843) ;
– toxicomanie (p. 6844).

Ville : politique de la ville (p. 6843).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6844).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Anciens combattants : Afrique du Nord :

– allocation de préparation à la retraite (p. 9406) ;
– associations (p. 9405) ;
– carte du combattant (p. 9405) ;
– fonds de solidarité (p. 9406) ;
– retraite : retraite anticipée et durée de cotisation (p. 9405).

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles (p. 9405, 9406).

Lois : loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (p. 9405).

JACQUEMIN (Michel)

Député du Doubs

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur pour avis des articles 21 à 28 du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [11 janvier 1994].

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Enseignement supérieur et recherche : enseignement supérieur) [13 avril 1994].

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 9 juin 1994] (p. 8354).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 juin 1994] (p. 8354).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 juillet 1994] (p. 10215).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 14 juillet 1994] (p. 10215).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi (n° 852)** relatif à **l'initiative et à l'entreprise individuelle** (n° 928 – Annexe) [11 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 18 : Enseignement supérieur et recherche : enseignement supérieur (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Organisation mondiale du commerce :** nouveaux instruments de politique commerciale [21 décembre 1994] (p. 9484, 9485).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Commerçants :
- conjoint : déductibilité de la rémunération ; statut (p. 86) ;
- cotisations sociales : assiette ; cotisations d'assurance volontaires : déductibilité (p. 87) ;
- formation professionnelle : traitement fiscal (p. 86).

Emploi : rôle des petites et moyennes entreprises (p. 86).

Entreprises commerciales et artisanales :
- comptabilité : simplification ; adhésion à un centre de gestion et dispositif fiscal (p. 86) ;
- fonds propres : traitement fiscal ; épargne de proximité : mobilisation et imposition (p. 87) ;
- transmission : projet de loi à la session de printemps (p. 87).

Impôts et taxes :
- régime forfaitaire ; régime réel et régime super-simplifié (p. 86) ;
- vérifications fiscales : délais (p. 86).

T.V.A. : décalage d'un mois : suppression (p. 86).

Discussion des articles [14 janvier 1994] :

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières) :*

– *soutient* l'amendement n° 85 rectifié de la commission des finances (bénéfice de l'abattement pour les intérêts des comptes courants bloqués des associés) (p. 159) : adopté (p. 160).

Après l'article 22 :

– *favorable* à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (déductibilité fiscale des cotisations obligatoires ou volontaires du commerçant et de son conjoint) (p. 161).

Article 23 *(déduction du revenu net global au titre des pertes liées à des souscriptions dans des entreprises nouvelles) :*

– *ses observations* (p. 161).

Caution des associés salariés : déductibilité des pertes.

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 86 de la commission des finances (de précision) (p. 163) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 151 de la commission (application des réductions d'impôt aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 420 millions de francs au lieu de 140) (p. 163, 164) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 134 de M. Jean-Paul Charié (substitution de la notion de « fonds communs de placement de proximité » à celle de « fonds communs de placement en épargne de proximité ») à l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice de la réduction d'impôt pour les souscriptions de parts de fonds communs de placement en épargne de proximité) (p. 167) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 de la commission des finances : retiré (p. 168) ;

– *soutient* l'amendement identique n° 88 de la commission des finances (possibilité pour les contribuables de doubler leur versement annuel déductible au profit d'une société nouvelle) (p. 168) : rejeté (p. 169) ;

– *soutient* l'amendement n° 89 de la commission des finances (exonération de la reprise d'impôt des cessions de souscription en cas de diminution significative du revenu imposable du souscripteur) (p. 169) : retiré (p. 170).

Article 26 *(réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 214 du Gouvernement (réduction d'impôt fondée sur l'accroissement annuel des dépenses de formation) (p. 171).

Après l'article 26 :

– *soutient* l'amendement n° 92 rectifié de la commission des finances (réduction de cinq à deux ans du délai de remboursement des créances nées du report en arrière des déficits des petites entreprises) : rejeté (p. 173) ;

– *favorable* à l'amendement n° 153 de la commission (fonds de la formation des salariés) (p. 173).

Article 27 *(régime du forfait et régimes simplifiés d'imposition) :*

– *soutient* l'amendement n° 93 de la commission des finances (report de l'application des dispositions du présent article au 1er janvier 1996) : adopté (p. 175) ;

– *soutient* l'amendement n° 94 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 175).

Après l'article 28 :

– *soutient* l'amendement n° 96 de la commission des finances (droits de mutation pour les biens professionnels des petites entreprises) : retiré (p. 178).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 39 :

– *son* amendement n° 164 soutenu par M. Yves Fréville (extension de la déduction du revenu imposable des corisations ou primes versées par les entrepreneurs individuels au titre de régimes facultatifs de retraite) ; rectifié par le Gouvernement (modification rédactionnelle et suppression du gage) : adopté (p. 3183).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'enseignement supérieur [20 octobre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :
- crédits, bourses, dossier social, logement et restauration (p. 5723) ;
- prêts étudiants (p. 5723) ;
- transports (p. 5723).

Enseignants : recrutement (p. 5724).

Etudiants : effectifs (p. 5723).

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche :
- crédits (p. 5723) ;
- direction de l'évaluation et de la prospective (p. 5723).

Personnel non enseignant : (A.T.O.S.) (p. 5724).

Universités :
- carte universitaire et schémas régionaux de l'enseignement supérieur (p. 5724) ;
- gestion : contractualisation et système de répartition de la dotation globale de fonctionnement (système SAN-REMO) (p. 5724) ;
- plan Université 2000 et constructions nouvelles (p. 5723, 5724) ;
- statut (p. 5724).

Vote des crédits :

Ligne « Enseignement supérieur et recherche : I. – Enseignement supérieur ».

Etat B, titre III :

– *son* amendement n° 101 (suppression des crédits prévus pour le recrutement de 170 ingénieurs techniciens et administratifs (I.T.A.) et agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) afin d'obtenir une augmentation des créations d'emplois de personnels non enseignants lors de la rentrée 1995) (p. 5767) : retiré (p. 5768).

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la structuration des activités commerciales et artisanales (p. 5793, 5794).

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : prêts d'accession à la propriété (p. 6094).

Epargne : livrets A (p. 6094).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 17 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 220 : non soutenu (p. 8716).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 décembre 1994] (p. 17281).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 6 décembre 1994] (p. 17281).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 décembre 1994] (p. 17421).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 8 décembre 1994] (p. 17421).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Administration : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (p. 6592).

Agriculture (p. 6592).

Guadeloupe (p. 6592).

Guadeloupe : Marie-Galante (p. 6592).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 6592).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. :
- crédits (p. 6592) ;
- compétences et coordination interministérielle (p. 6592).

Vote contre du groupe socialiste (p. 6592).

JAMBU (Janine)

Député des Hauts-de-Seine

(11e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

DEPOTS

Proposition de loi relative à des **mesures d'urgence** pour lutter contre les **délocalisations (n° 1409)** [21 juin 1994].

Proposition de loi relative au **nom patronymique (n° 1674)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Sécurité sociale** : réforme : projets de loi [18 mai 1994] (p. 1860, 1861).

– **Expulsions des locataires** : familles sans ressources [12 octobre 1994] (p. 5315, 5316).

orales sans débat :

– **n° 299,** posée le 19 avril 1994 : **participation des femmes à la vie publique** (p. 979). Appelée le 21 avril 1994 (p. 1085, 1086).

– **n° 562,** posée le 6 décembre 1994 : **personnels de la direction départementale du travail des Hauts-de-Seine** (p. 8368) : non appelée : effectifs.

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 avril 1994] :

Contrats :

– interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 762) ;

– interdiction et nullité des conventions de procréation pour le compte d'autrui (p. 762).

Génétique :

– pratiques géniques : eugénisme (p. 762) ;

– thérapies géniques (p. 762).

Santé publique : inégalités sociales (p. 762, 763).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er A *(primauté de la personne humaine : art. 16 du code civil) :*

– *son* sous-amendement n° 85 (suppression de la référence au « commencement de la vie ») à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) (p. 921) : rejeté (p. 922) ;

– *son* sous-amendement n° 86 (réserve de l'application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (p. 921) : rejeté (p. 922).

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

– *ses observations* (p. 923).

Article 16-8 (nullité des conventions de procréation ou de gestation pour le compte d'autrui) :

– *son* sous-amendement n° 87 (nullité des conventions portant sur le corps et ses éléments) à l'amendement n° 18 de la commission (nullité des conventions de procréation pour le compte « d'une personne dénommée ») (p. 930) : devenu sans objet (p. 931).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Avant l'article 1er A :

– *son* amendement n° 237 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exclusion de tout but lucratif et de toute pratique eugénique en matière de don et d'utilisation des parties et produits du corps humain, de procréation médicalement assistée et de diagnostic prénatal) : rejeté (p. 822).

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Article L. 665-11 du code de la santé publique (principe du consentement) :

– *son* amendement n° 238 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (caractère libre et éclairé du consentement) : rejeté (p. 825).

Article L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de la publicité) :

– *son* amendement n° 239 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (campagne d'information gouvernementale en faveur du don d'organes) (p. 825) : rejeté (p. 826).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *son* amendement n° 240 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (expression de l'acceptation ou du refus par tout moyen, dont un registre national informatisé) (p. 831) : rejeté (p. 832) ;

– *son* amendement n° 241 (expression de l'acceptation ou du refus demandée et consignée sur le registre national informatisé dans l'année de la majorité légale) : devenu sans objet (p. 832).

Article L. 671-14 du code de la santé publique (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) :

– *son* amendement n° 242 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prélèvements d'organes effectués uniquement dans les établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) : rejeté (p. 844).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-11 du code de la santé publique (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) :

– *son* amendement n° 243 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (éthique exclusive d'un but lucratif) : rejeté (p. 850).

Article L. 672-13 du code de la santé publique (conditions de délivrance des autorisations) :

– *son* amendement n° 244 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression des conditions financières) : rejeté (p. 850).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 245 corrigé (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 861) ;

– *son* amendement n° 246 rectifié (suppression de la durée minimale de mariage ou de vie commune) : devenu sans objet (p. 861).

Article L. 152-3 du code de la santé publique (conception in vitro*) :*

– *son* amendement n° 247 (suppression de l'obligation d'implanter l'embryon dans les huit jours suivant sa conception) : devenu sans objet (p. 863).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 248 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 868).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *son* amendement n° 249 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (recherche sur l'embryon autorisée par la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) (p. 869) : rejeté (p. 870).

Article 9 *(don de gamètes) :*

Article L. 673-2 du code de la santé publique (consentement du donneur et du couple receveur) :

– *son* amendement n° 250 soutenu par M. Georges Hage (suppression de l'obligation faite au donneur d'appartenir à un couple ayant procréé) : rejeté (p. 887).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

Article L. 184-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :

– *son* amendement n° 251 (autorisation exclusive d'établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) : rejeté (p. 891).

Article L. 184-3 du code de la santé publique (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) :

– *son* amendement n° 252 soutenu par M. Georges Hage (représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) : rejeté (p. 893).

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *son* amendement n° 255 : devenu sans objet (p. 895).

Après l'article 10 *bis* :

– *son* amendement n° 253 soutenu par M. Georges Hage (interdiction du diagnostic préimplantatoire n'ayant pas pour but « une intervention thérapeutique ») (p. 896) : devenu sans objet (p. 898).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– rapport de la commission nationale pour la sécurité des établissements scolaires [19 avril 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 962) :

Collectivités locales :

– aides de l'Etat ;

– transferts de compétences.

Constructions scolaires : sécurité :

– commission Schléret : composition et travaux ;

– risques : typologie.

Enseignement supérieur : constructions universitaires.

Enseignement technique : sécurité.

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Avant l'article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 :

– *son* amendement n° 22 (rédactionnel) : rejeté (p. 967).

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables) :

– *son* amendement n° 23 (rédactionnel) : rejeté (p. 968).

Article 40-2 de la loi du 6 janvier 1978 (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) :

– *son* amendement n° 24 (fixation de délais aux transmissions entre le Comité et la C.N.I.L. ; avis obligatoire du Comité) : rejeté (p. 971).

Article 40-3 de la loi du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) :

– *son* amendement n° 25 (rédactionnel) (p. 973) : rejeté (p. 974).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de la ville [10 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : ressources (p. 1611, 1612).

Communes : Bagneux (p. 1612, 1613).

Emploi (p. 1612).

Plan : contrats de ville (p. 1613).

Politique générale (p. 1612).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n°s 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 1622) : rejetée (p. 1626).

Principaux thèmes développés :

Assurances (p. 1623, 1624).

Caisses de sécurité sociale : séparation des branches (p. 1622).

Communautés européennes et Union européenne :

– assurances (p. 1623) ;

– traité de Maastricht (p. 1623, 1624) ;

– travail (p. 1623).

Constitution : préambule de 1946 (p. 1624).

Fonds de solidarité (p. 1622).

Institutions paritaires : prévoyance (p. 1622, 1624).

Mutuelles (p. 1622).

Politique générale (p. 1623, 1624).

Discussion des articles [10 mai 1994] :

Article 1er *(création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés) :*

– *défavorable* (p. 1636).

Article 6 *(statut des institutions de prévoyance) :*

– *défavorable* (p. 1649).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2571) :

Communes.

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil.

Enseignement maternel et primaire : écoles maternelles.

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

Politique générale.

Travail : travail de nuit et du dimanche.

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 77 de Mme Muguette Jacquaint (fonds de garantie du paiement des cotisations sociales patronales) : rejeté (p. 3732).

Article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 59 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 3736).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [6 juillet 1994] (p. 4162, 4163) :

Logement social :
- habitations à loyer modéré : accès à la propriété ;
- hébergement d'urgence ;
- parc de logements sociaux ;
- transactions immobilières : indication de la surface des appartements.

Vote contre du groupe communiste.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 138 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4437) : rejeté (p. 4438).

Article 5 *(coordination) :*

– *ses observations* (p. 4445).

Logement et habitat : H.L.M.

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4480).

Communes : Bagneux.

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *ses observations* (p. 4521).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de lutte contre la drogue et la toxicomanie [4 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 4893) :

Affaires étrangères : coopération internationale.

Communautés européennes et Union européenne.

Délinquance et criminalité :
- délinquance ;
- infractions.

Enseignement : médecine scolaire.

Santé publique :
- centres d'accueil et de soins ;
- hôpitaux.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1994] :

Aides :
- prêts d'accession à la propriété (p. 6051) ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6051).

Bâtiment et travaux publics : construction immobilière : crise et relance (p. 6051).

Communes : Paris (p. 6051).

Logement privé : loyers (p. 6051).

Logement social :
- généralités (p. 6051, 6052) ;
- H.L.M. : parc ; loyers et plafond de ressources ; acquisition par les locataires (p. 6051) ;
- logement des plus démunis ; « sans domicile fixe » (p. 6051).

Régions : Ile-de-France (p. 6051).

Article 61 *(modification des conditions de versement des aides personnalisées au logement) :*

– *son* amendement n° 110 (de suppression) : rejeté (p. 6101).

Après l'article 61 :

– *soutient* les amendements n^os^ 67 rectifié et 66 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (montant du « 1 p. 100 logement ») : rejetés (p. 6102) ;

– *soutient* l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (augmentation des cotisations des P.M.E. destinées au secteur de la construction) (p. 6101) : rejeté (p. 6102).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6807).

Famille :
- politique familiale (p. 6807) ;
- prestations familiales (p. 6806, 6807).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 6807).

Lois : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6806).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] (p. 7698) :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

Communes :
- construction de logements sociaux : « effort » des communes ;
- programme local de l'habitat.

Logement privé : foncier : coût.

Logement social :
- H.L.M. ;
- logement des plus démunis ; « sans domicile fixe ».

Lois : loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 : objectif et bilan.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Avant l'article 9 :

– *soutient* l'amendement n° 124 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (interdiction des saisies et expulsions sans relogement des locataires de bonne foi) : rejeté au scrutin public (p. 8813).

– *soutient* l'amendement n° 125 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (modulation de l'assiette des cotisations patronales de sécurité sociale en fonction de la taille et de l'activité des entreprises) (p. 8813) : rejeté (p. 8814).

Article 13 précédemment réservé *(validation législative de dispositions relatives à l'organisation budgétaire des centres d'aide par le travail : art. 168 du code de la famille et de l'aide sociale) :*

– *ses observations* (p. 8845).

JANQUIN (Serge)

Député du Pas-de-Calais

(10e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [*J.O.* du 17 juin 1994] (p. 8784).

DEPOTS

Proposition de loi sur la **médaille d'honneur** du travail **(n° 1473)** [5 juillet 1994].

Proposition de loi permettant la délivrance d'une **carte nationale d'identité eux personnes sans domicile fixe (n° 1627)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Radios locales associatives :** pluralisme ; C.S.A. ; radios locales : statut [1er juin 1994] (p. 2474, 2475).

orales sans débat :

– **n° 388,** posée le 23 mai 1994 : **situation des centres de vacances de Berck et de La Nepoule** (p. 2174). Appelée le 26 mai 1994 : houillères du Nord-Pas-de-Calais : centres de vacances de Berck et La Napoule : dévolution sociale (p. 2310, 2311).

– **n° 474,** posée le 21 juin 1994 : **situation de la société « Grès d'Artois »** (p. 3335). Appelée le 23 juin 1994 : emploi et activité ; zones rurales (p. 3426, 3427).

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– l'actualité en Afrique après le réajustement monétaire [3 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : termes de l'échange des matières premières et des produits importés (p. 1357).

Moyens de paiement : franc C.F.A. : dévaluation (p. 1356).

Politique économique et sociale des pays d'Afrique (p. 1356).

Retraites : pensions libellées en francs C.F.A. (p. 1356).

Rwanda (p. 1356).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n°s 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Assurances (p. 1628).

Communautés européennes et Union européenne : assurances (p. 1628, 1629).

Institutions paritaires :

– retraite complémentaire (p. 1628, 1629) ;

– retraite supplémentaire (p. 1628, 1629).

Lois : loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (loi Evin) (p. 1628, 1629).

Protection sociale complémentaire (p. 1628).

Retraites : régimes par capitalisation (p. 1629).

Travail : négociation collective (p. 1628).

Discussion des articles [10 mai 1994] :

Article 2 *(clauses obligatoires) :*

Article L. 912-2 du code de la sécurité sociale (réexamen du choix de l'organisme assureur) :

– *son* amendement n° 87 (de précision) (p. 1636) : adopté (p. 1637).

Article 6 *(statut des institutions de prévoyance) :*

Après l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale :

– *son* amendement n° 88 (unions d'institutions de prévoyance) : adopté (p. 1650).

Article 9 *(opérations des institutions de prévoyance) :*

Article L. 932-7 du code de la sécurité sociale (conséquences du défaut de paiement des cotisations par l'adhérent) :

– *son* amendement n° 89 (information de l'adhérent sur les conséquences du défaut de paiement) : adopté (p. 1661).

Article L. 932-13 du code de la sécurité sociale (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation) :

– *son* amendement n° 90 (de suppression) (p. 1662) : rejeté (p. 1663).

Article L. 932-20 du code de la sécurité sociale (application des dispositions du code des assurances aux institutions de prévoyance garantissant les risques « vie » et « décès ») :

– *son* amendement n° 91 (non-application aux opérations collectives de l'obligation de recueillir le consentement préalable de la personne assurée et du droit du souscripteur de désigner et révoquer le bénéficiaire de l'assurance décès) (p. 1665) : adopté (p. 1666) ;

– *son* amendement n° 92 (application de l'article L. 132-20 du code des assurances aux seules opérations comportant une valeur de rachat) (p. 1665) : adopté (p. 1666).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 93 (action subrogatoire des institutions de prévoyance et des sociétés d'assurance en matière d'indemnités journalières) (p. 1673) : adopté (p. 1674).

Explications de vote (p. 1676) :

Assemblée nationale : mise en cause des conditions des débats.

Abstention du groupe socialiste.

– Projet de loi relatif à la colombophilie (n° 1154).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [31 mai 1994] :

Colombophilie :

– associations et fédération (p. 2398) ;

– déclaration préalable (p. 2398) ;

– historique (p. 2398).

Commerce extérieur (p. 2398).

Communautés européennes et Union européenne (p. 2398).

Délinquance et criminalité : sanctions (p. 2398, 2399).
Lois : loi n° 57-724 du 27 juin 1957 réglementant la colombophilie civile (p. 2398).
Ordre public : police administrative : colombophilie :
- ministres de la défense et de l'intérieur (p. 2398) ;
- préfets (p. 2398) ;
- Premier ministre (p. 2399).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 2399).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2441).
Hôpitaux : soins palliatifs (p. 2440, 2441).
Professions médicales : médecins (p. 2440, 2441).
Professions paramédicales : infirmiers, infirmières et auxiliaires de soins (p. 2441).
Sida : maladie et malades (p. 2440).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994].

Affaires étrangères : Haïti (p. 5703).
Afrique :
- généralités (p. 5703) ;
- franc C.F.A. : dévaluation ; endettement (p. 5702, 5703) ;
- Rwanda (p. 5703).

Communautés européennes et Union européenne : accords de Lomé (p. 5703).
Coopération financière :
- Caisse française de développement (p. 5702) ;
- Fonds d'aide et de coopération (p. 5702) ;
- Fonds spécial de développement (p. 5702, 5703).

Coopération militaire : assistance technique (p. 5703).
D.O.M.-T.O.M. : crédits des T.O.M. : présentation conjointe avec ceux de la coopération dans la présentation des « actions extérieures de la France » (p. 5702).
Ministère de la coopération :
- aide humanitaire (p. 5702, 5703) ;
- crédits (p. 5702) ;
- « grand ministère » (p. 5703).

Organisations internationales : Fonds monétaire international et Banque mondiale (p. 5703).
Organisations non gouvernementales : crédits (p. 5702).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Handicapés :
- allocation aux adultes handicapés (p. 6853) ;
- ateliers protégés (p. 6853) ;
- centres d'aide par le travail (p. 6852, 6853) ;
- habitat et urbanisme : accessibilité (p. 6852) ;
- insertion professionnelle (p. 6852).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Article 15 *bis* nouveau *(recrutement direct de fonctionnaires de catégorie C : art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 91 soutenu par M. Bernard Derosier (date d'entrée en vigueur) (p. 8174) : rejeté (p. 8175).

JARNAC (Guy)

Rapporteur du Conseil économique et social

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Son avis au nom du Conseil économique et social (p. 59).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Conseil économique et social : propositions (p. 61).
Etat : rôle, concours au territoire et contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 61).
Fonctionnaires et agents publics (p. 61).
Polynésie française :
- archipels (p. 61) ;
- Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires (p. 59 à 61) ;
- démographie (p. 60) ;
- politique foncière (p. 61) ;
- réformes à entreprendre ou entreprises par le territoire (p. 60, 61).

Projet de loi :
- « comité du suivi » (p. 61) ;
- conditions d'élaboration et approbation par l'Assemblée territoriale (p. 60) ;
- insuffisances (p. 61) ;
- pacte de progrès (p. 60, 62).

JEAN-BAPTISTE (Henry)

Député de Mayotte

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démoctatie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (coopération) [16 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Sainr-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VI : **Coopération (n° 1562)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 487,** posée le 28 juin 1994 : **rétablissement des visas préalables d'entrée à Mayotte** (p. 3768). Appelée le 30 juin 1994 : étrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3866, 3867).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (n° 771).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant l'adoption de l'article unique [13 janvier 1994] :

Collectivités locales : Mayotte : législation (p. 56, 57).

Lois :

- loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration (p. 56) ;
- lois modificatives : application dans les T.O.M. (p. 56).

Opérations de vote : vote par procuration : retraités et vacanciers (p. 56).

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : développement : conceptions et possibilités (p. 70, 71).

Etat : rôle, concours au territoire et contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 70).

Polynésie française : Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires : (p. 71).

Projet de loi :

- « comité du suivi » (p. 71) ;
- pacte de progrès (p. 70).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin (n° 919), projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (n° 920), projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso (n° 921), projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 922), projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 923), et projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 924).

Première lecture :

Discussion commune : principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Affaires étrangères : relations entre la France et l'Afrique noire (p. 1033, 1034).

Comores : régime de circulation des personnes (p. 1034).

Coopération et développement (p. 1034).

Etrangers : visas ; court séjour ; titre de séjour ; carte de séjour (p. 1033).

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 933).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] (p. 1039) :

Etrangers : mouvements migratoires.

France : membre fondateur puis observateur au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes.

Organisation internationale pour les migrations.

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Administration : Agence d'insertion (A.I.) (p. 3395).

Assemblée nationale : intergroupe des députés d'outre-mer (p. 3395).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3396).

Démographie (p. 3397).

Emploi :

- chômage (p. 3397) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3395, 3396).

Entreprises :

- charges sociales : exonération (p. 3396, 3397) ;
- coût salarial (p. 3396).

Etrangers : immigration (p. 3396).

Guyane (p. 3396).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 3397).

Lois de finances : crédits budgétaires : fonds pour l'emploi (p. 3396).

Mayotte (p. 3395, 3396, 3397).

Plan : Commissariat du Plan : rapport Belorgey (p. 3395).

Propriété : foncier (p. 3396, 3397).

R.M.I. (p. 3395).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Après l'article 15 :

– *favorable* à l'amendement n° 223 du Gouvernement (création d'un contrat emploi-jeune à durée indéterminée accompagné d'un temps de formation et assorti d'une exonération de cotisations sociales patronales) (p. 3494).

Après l'article 22 :

– *son* sous-amendement n° 170 (élaboration dans un délai maximum de six mois d'une convention de développement des services publics à Mayotte) à l'amendement n° 128 du Gouvernement (négociation et signature de cette convention) (p. 3495) : retiré (p. 3496).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] (p. 4799) :

Impôts et taxes : T.V.A.

Lobbies.

Mayotte.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 434 : non soutenu (p. 8019).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *son* sous-amendement n° 585 (péréquation financière entre les espaces régionaux et territoriaux de métropole ou d'outre-mer) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8041) : retiré (p. 8042).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 438 soutenu par M. Christian Vanneste (schéma régional de développement du territoire de Mayotte) (p. 8111) : rejeté (p. 8112) ;

– *son* amendement n° 437 soutenu par M. Christian Vanneste (application à Mayotte des articles 1er et 22) (p. 8111) : rejeté (p. 8112).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères [19 octobre 1994] :

Afrique :

– généralités (p. 5698, 5699) ;

– démographie (p. 5700) ;

– franc C.F.A. : dévaluation ; endettement (p. 5698 à 5700) ;

– Rwanda (p. 5698).

Coopération financière :

– Caisse française de développement (p. 5699) ;

– Fonds spécial de développement (p. 5699).

Ministère de la coopération : crédits : montant, évolution, répartition (p. 5700).

Organisations internationales : Fonds monétaire international et Banque mondiale (p. 5699) ;

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 5699, 5700).

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : aide au logement (p. 6083).

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Démographie (p. 6589).

Famille : prestations familiales (p. 6589).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.) (p. 6588).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 6588).

Logement et habitat (p. 6589).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (« loi Perben ») (p. 6588, 6589).

Mayotte (p. 6589).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : compétences et coordination interministérielle (p. 6589).

Nouvelle-Calédonie (p. 6589).

Plan : contrats de plan (p. 6589).

Propriété : foncier (p. 6589).

Réunion (p. 6589).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6589).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : Mayotte : fonds en faveur du logement (p. 6753).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives eux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Constitution : article 74 : territoires d'outre-mer (p. 9337).

Enseignement privé (p. 9337).

Mayotte (p. 9337, 9338).

Police de la route et sécurité routière (p. 9337).

Procédure pénale (p. 9337).

T.O.M. :

– Nouvelle-Calédonie : caisses des écoles (p. 9337) ;

– Polynésie française : impositions communales (p. 9337) ;

– Wallis et Futuna (p. 9337).

– Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Constitution : article 74 : territoires d'outre-mer (p. 9321).

Enseignement privé (p. 9321).

Etat : rôle (p. 9322).

Fonctionnaires et agents publics (p. 9321).

Juridictions administratives (p. 9321, 9322).

Lois :

– loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer (p. 9321) ;

– loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 et portant dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (p. 9321).

T.O.M. :

– Nouvelle-Calédonie (p. 9321, 9322) ;

– Wallis et Futuna (p. 9321).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9321).

JEFFRAY (Gérard)

Député de la Seine-et-Marne

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4408, 4409).

Villes nouvelles :

– Marne-la-Vallée ;

– situation.

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* sous-amendement n° 999 à l'amendement n° 226 de la commission (p. 4483) : non soutenu (p. 4485).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n° 118 de M. Michel Meylan et n° 952 de M. Jean Briane (fusion du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de péréquation institué par l'article ; substitution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée à l'alimentation par les crédits de la première part de la D.G.E. ; répartition des ressources du fonds) (p. 4707) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 804 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée et répartition de son produit) (p. 4707).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 171 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'obligation de choisir les délégués au conseil d'une communauté de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4733).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 octies nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 314 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7829) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 de la commission (fixation à 50 p. 100 de la part minimum des crédits de l'Etat en matière culturelle affectés, en 2005 au plus tard, aux régions autres que l'Ile-de-France) (p. 7830).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8033).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (assujettir à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la location s'ils sont situés dans des communes de plus de 20 000 habitants) (p. 7040).

Article 50 *(exonération du versement de transport pour les seules entreprises établies depuis moins de cinq ans dans les villes nouvelles de la région parisienne) :*

– *son* amendement n° 131 rectifié (remboursement dégressif de la sixième à la neuvième année pour les entreprises établies depuis plus de cinq ans) (p. 7074) : retiré (p. 7075) ;

– *son* amendement n° 130 (exonération pour les entreprises établies depuis moins de dix ans et remboursement dégressif de la sixième à la quatorzième année) (p. 7074) : retiré (p. 7075).

JEGOU (Jean-Jacques)

Député du Val-de-Marne

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle) [13 avril 1994].

Devient membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7681).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur **le projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 37 : Travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Revalorisation de la profession d'infirmière : infirmiers et infirmières : statut ; annualisation du temps partiel ; travail de nuit [11 mai 1994] (p. 1688, 1689).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 juin 1994] :

Son interruption sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 3103).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : députés : MM. Alain Griottetay et Jean-Jacques Jegou (p. 3103).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5354).

Energie : T.V.A. au taux de 18,6 p. 100 sur les abonnements E.G.F. (p. 5355).

Finances publiques :

– généralités (p. 5354) ;

– loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5354) ;

– services votés : remise en cause (p. 5355).

Gouvernements précédents : héritage et débudgétisations (p. 5355).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5255).

Parlement : rôle (p. 5355).

Première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 172 de M. Gérard Trémège (diffère le paiement de l'impôt sur les plus-values jusqu'au règlement effectif du prix en cas de vente à crédit) : rejeté (p. 5540) ;

– *soutient* l'amendement n° 190 du M. Gérard Trémège (déduction du revenu des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de parts sociales considérées comme des biens professionnels au titre de l'I.S.F.) : rejeté (p. 5541) ;

– *son* amendement n° 226 (suppression de l'agrément – à certaines conditions – pour l'obtention du régime fiscal des scissions de sociétés défini à l'article 210 B du code général des impôts) : retiré (p. 5543) ;

– *soutient* l'amendement n° 187 de M. Gérard Trémège (abattement de 30 p. 100 sur la valeur des logements transmis à titre gratuit sous condition d'engagement à louer pour six ans) : rejeté (p. 5545) ;

– *soutient* les amendements n°s 196 et 197 de M. Jean-Pierre Thomas (abattements de respectivement 50 p. 100 et 35 p. 100 sur la valeur des biens professionnels transmis à titre gratuit) (p. 5545, 5546) : rejetés (p. 5547) ;

– *soutient* l'amendement n° 214 de M. Jean-Pierre Bastiani (taxe de 15 p. 100 sur les bénéfices réalisés par les grandes surfaces sur les marchés financiers) (p. 5549) : rejeté (p. 5550).

Article 13 *(dispositions relatives aux affectations) :*

– *ses observations* (p. 5554).

Après l'article 16 :

– *soutient* l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (ramène de 4 p. 100 à 0,76 p. 100 pour la campagne 1994-1995 et supprime à compter de 1995-1996 la taxe sur les betteraves perçue au profit du B.A.P.S.A.) : rejeté (p. 5559) ;

– *soutient* l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (réduit pour la campagne 1994-1995 et supprime à compter de 1995-1996 les taxes sur les céréales perçues au profit du B.A.P.S.A.) : rejeté (p. 5560).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur de la commission des finances pour la formation professionnelle [25 octobre 1994] :

Administration : service public de l'emploi : coordination (p. 5950).

Assemblée nationale : commissions d'enquête : formation professionnelle (p. 5948).

Emploi : chômage : insertion économique (p. 5948).

Entreprises : P.M.E. (p. 5950).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- A.F.P.A. (p. 5948, 5949) ;
- crédits, évaluation et contrôle (p. 5948, 5950) ;
- nécessité et développement (p. 5948) ;
- organismes de mutualisation agréés, fonds d'assurance formation et organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation (p. 5949, 5950).

Jeunes : chômage, exclusion et insertion (p. 5950).

Régions : compétences : formation professionnelle (p. 5950).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

– *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (réduction de 20 millions de francs des crédits de l'A.F.P.A.) (p. 6002) : retiré (p. 6004).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés. – *Explications de vote* [17 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7115).

Communautés européennes et Union européenne : Maastricht (p. 7114, 7115).

Emploi et emplois familiaux (p. 7115).

Entreprises : charges (p. 7116).

Etat : rôle (p. 7115).

Finances publiques : déficit, dette, dépenses, sincérité du budget (p. 7115).

Gouvernement précédent : héritage (p. 7114, 7115).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7115).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 7116).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 76 soutenu par M. Roland Nungesser (élection des membres du conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) : adopté (p. 8168).

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1994] :

Impôts et taxes : tabac : droits de consommation (p. 9384).

Lois : n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation (p. 9383)

Politique économique (p. 9383).

Santé publique (p. 9383).

Seita :

- Etat : tutelle (p. 9383) ;
- ouverture du capital (p. 9384) ;
- personnels (p. 9383, 9384) ;
- situation économique et financière (p. 9384).

Tabac :

- débitants (p. 9384) ;
- production : planteurs (p. 9384).

JOLY (Antoine)

Député de la Sarthe

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun (n° 1675) [24 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1675), autorisant l'approbation de l'**avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun (n° 1752)** [1er décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Répression des menées islamistes :** groupe islamique armé : activités en France [16 novembre 1994] (p. 6950).

orales sans débat :

– **n° 482,** posée le 28 juin 1994 : **équipements des hôpitaux en scanographes mobiles** (p. 3767). Appelée le 30 juin 1994 (p. 3870, 3871).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3371).

Principaux thèmes développés (p. 3371) :

Administration : Agence d'insertion (A.I.).

Emploi : chômage.

Entreprises :

– charges sociales : exonération ;

– coût salarial.

– **Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).**

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] :

Consultation nationale (p. 7377).

Fonds d'aide aux jeunes (p. 7377, 7378).

Insertion professionnelle et sociale : formation professionnelle et stages en entreprise (p. 7378).

R.M.I. (p. 7377, 7378).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-d'Armor

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les propositions de la Commission européenne concernant la sécurité des transports maritimes [15 février 1994].

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Enseignement supérieur et recherche : recherche) [13 avril 1994].

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de directive établissant des mesures communautaires minimales de contôle des maladies des mollusques bivalves (E-319) [22 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur le **projet de règlement de la Commission relatif aux accords de consortiums maritimes (n° 1009)** [16 février 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur **la crise de l'aviculture communautaire (n° 1011)** [16 février 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **sécurité maritime** : un défi européen et mondial **(n° 1482)** [5 juillet 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 19 : Enseignement supérieur et recherche : recherche (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 au 29 novembre 1994** (nos E-325 à E-332) et sur la **proposition de règlement (CE) du Conseil déterminant les cas dans lesquels une franchise de droits à l'importation ou de droits à l'exportation est accordée** (COM (94) 232 final n° 275) **(n° 1765)** [6 décembre 1994].

Proposition de résolution sur la **proposition de décision du Conseil** concernant la conclusion de l'accord sur les **conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes** (COM (94) 460 final n° E-330) **(n° 1766)** [6 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Programme européen de grands travaux :** financement [8 juin 1994] (p. 2724, 2725).

– **Compagnie générale maritime :** pertes financières ; activités en Extrême-orient : suppression [26 octobre 1994] (p. 6081).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).**

Première lecture :

Discussion des articles [19 janvier 1994] :

Article 3 *(listes électorales complémentaires : art. 2-2 à 2-7 nouveaux de la loi du 7 juillet 1977) :*

Article 2-2 nouveau de la loi du 7 juillet 1977 (création de listes électorales complémentaires) :

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Louis Pierna (inscription des ressortissants de l'Union européenne sur la liste de la commune de leur résidence principale) (p. 313).

– **Proposition de résolution sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité : un nouveau programme de soutien et de stimulation de l'innovation 1994-1999 et le rapport sur la mise en œuvre du programme communautaire pour une intégration économique et sociale des groupes les moins favorisés (1989-1994) (n° E-164) (n° 916).**

Discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Maurice Ligot (évaluation par la Cour des Comptes européenne des actions financées par le programme « Pauvreté IV » ; rectifié (évaluation confiée à « un organisme réellement indépendant de la Commission européenne ») (p. 382).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).**

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 571).

Agriculture : agriculture française : comité de suivi ; clause de sauvegarde ; exportations (p. 570).

Audiovisuel : exception culturelle (p. 570).

Communautés européennes :
- association des pays de l'A.E.L.E. et élargissement (p. 571) ;
- instruments de défense commerciale (p. 571).

Coopération et développement : rapports Nord-Sud (p. 571).

Environnement (p. 571).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 571).

G.A.T.T. : accords du cycle de l'Uruguay du 15 décembre 1993 (p. 570, 571).

Industrie (p. 570).

Organisation mondiale du commerce : accords de Marrakech (p. 569, 571).

Propriété intellectuelle (p. 570).

Travail : clause sociale : instauration ; Eutope sociale (p. 571).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] :

Affaires étrangères : Europe de l'Est (p. 3311).

Chetcheurs (p. 3309).

C.N.R.S. (p. 3311).

Communautés européennes et Union européenne (p. 3311).

Consultation nationale sur la recherche (p. 3309).

Enseignement supérieur (p. 3311).

Entreprises (p. 3310, 3311).

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 3309).

Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 3311).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 3309, 3310).

Ministère : comité d'orientation (p. 3310).

Politique de la recherche (p. 3310, 3311).

Recherche fondamentale (p. 3310).

Régions : Bretagne (p. 3311).

Vie, médecine et biologie (p. 3311).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Son interruption sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 4250).

Principaux thèmes développés :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4250).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

Agriculture :
- aviculture (p. 5419) ;
- dépenses et réforme de la politique agricole commune (p. 5419).

Assemblée nationale :
- délégation pour l'Union européenne (p. 5418) ;
- Président (p. 5418, 5419).

Commission : recommandation sur les déficits publics (p. 5418).

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement : Autriche et pays scandinaves : conséquences financières (p. 5419) ;
- Maastricht (p. 5418).

Contribution française : montant et « retour » (p. 5419).

Equipement et grands travaux et initiative de croissance (p. 5419).

Fonds structurels (p. 5419).

Parlement : relations avec le Parlement européen (p. 5418).

Parlement européen : pouvoirs (p. 5419).

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour la recherche [20 octobre 1994] :

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 5727).

Recherche :
- chercheurs : recrutement et mobilité (p. 5727, 5728) ;
- comité d'orientation stratégique (p. 5727) ;
- consultation nationale et rapport sur la recherche française (p. 5726) ;
- crédits (p. 5726, 5727) ;
- défense : recherche duale (p. 5726) ;
- entreprises (p. 5726) ;
- établissements publics à caractère scientifique et technologique (E.P.S.T.) :
- C.N.R.S. (p. 5727) ;
- établissements publics industriels et commerciaux : C.E.A. (p. 5726, 5728) ;
- fonds de la recherche et de la technologie (F.R.T.) (p. 5727) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (p. 5727) ;
- sciences du vivant (p. 5727).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 44 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 257 de M. Jacques Barrot (taux du crédit d'impôt recherche porté de 50 p. 100 à 66,66 p. 100 des dépenses si elles exèdent 15 p. 100 du chiffre d'affaires) (p. 7012).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] :

Accords de Schengen :
- comité exécutif (p. 7316) ;
- texte intergouvernemental (p. 7316).

Citoyenneté européenne (p. 7317).

Drogue : trafic de stupéfiants (p. 7317).

Etrangers :
- contrôles aux frontières extérieures (p. 7316, 7317) ;
- immigration clandestine (p. 7317).

Présidence française (p. 7316).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] (p. 8151) :

Affaires étrangères : Europe centrale et de l'Est.

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède ;
- institutions ;
- Union monétaire.

Emploi : chômage en France et en Europe.

Explications de vote [6 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8307) ;
- présidence française (p. 8306).

Europe centrale et de l'Est (p. 8307).

Norvège (p. 8306).

Vote pour du groupe socialiste (p. 8307).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8432, 8433) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8433) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 8432).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil européen (p. 8433) ;
- Europe des « différents cercles » (p. 8433) ;
- Europe sociale (p. 8433) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8431, 8433, 8434) ;
- présidence française (p. 8431) ;
- subsidiarité (p. 8433) ;
- Union monétaire : monnaie unique et institut monétaire européen (p. 8433).

Emploi (p. 8432).

Industrie : délocalisations (p. 8433).

Parlement : rôle des parlements nationaux (p. 8434).

Services publics (p. 8433).

Traités et convenrions : accords de Schengen (p. 8432, 8433).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final n° E-330) (n° 1766).

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Son intervention (p. 9351).

Principaux thèmes développés :

Chantiers navals français : sites et effectifs (p. 9351).

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : négociation : pouvoirs (p. 9351, 9352) ;
- « compromis de Luxembourg » (p. 9351) ;
- politique industrielle communautaire (p. 9352).

Etats-Unis :
- législation commerciale : section 301 du « Trade Act » (p. 9351) ;
- législation industrielle : le « Jones Act » (p. 9351).

Moyens de paiement : « dumping monétaire » (p. 9351).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9351).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9351).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *son* amendement n° 1 (conséquences de l'échec des négociations) : retiré (p. 9364) ;

– *son* amendement n° 2 (attitude communautaire vis-à-vis de la Corée-du-Sud) : retiré (p. 9364) ;

– *son* amendement n° 3 (regret d'une absence de prise en compte par la Commission de la situation industrielle spécifique de la France) (p. 9364) : retiré (p. 9365) ;

– *son* amendement n° 4 (souhait d'un encadrement suffisant des aides indirectes) : adopté (p. 9365) ;

– *son* amendement n° 5 (introduction d'un dispositif communautaire efficace de défense commerciale) (p. 9365) : adopté après modifications (p. 9366) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 10 de M. Pierre Mazeaud (de précision) à son amendement n° 5 (p. 9366) ;

– *son* amendement n° 6 (ratification préalable des Etats-Unis, de la Corée-du-Sud et du Japon) : retiré (p. 9366) ;

– *son* amendement n° 7 (contradictions dans la position du Gouvernement français) (p. 9367) : retiré (p. 9368) ;

– *son* amendement n° 8 rectifié (transposition en France du système d'aides fiscales allemandes à l'armement maritime) : adopté (p. 9368).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– transports aériens en Europe [20 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Aéroports :
- Orly : trafic ; ouverture aux autres compagnies (p. 9429) ;
- Roissy : trafic ; troisième piste (p. 9429).

Aménagement du territoire : lignes intérieures françaises et desserte des D.O.M.-T.O.M. ; fonds de péréquation du transport aérien (p. 9429).

Commerce extérieur : déréglementation internationale et « ouverture » du ciel européen (p. 9429).

Compagnies aériennes :
- Air France : missions, personnel, plan de restructuration (p. 9429, 9430) ;
- Air Inter (p. 9430).

Travail : disparités sociales (p. 9429).

JOXE (Pierre)

Premier président de la Cour des comptes

– *Dépose* le rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1994 [4 octobre 1994] (p. 4888).

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi alourdissant à les sanctions pénales applicables aux auteurs des infractions les plus graves à la législation relative à la protection de l'environnement **(n° 1098)** [13 avril 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Culture : artistes : statut social (p. 1395, 1396).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1957) :

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace.

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce.

Environnement.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 111 : non soutenu (p. 5493).

Deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Tribunaux : Seine-et-Marne (p. 5667).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6, 8 et 9 décembre 1994] :

Article 2 *(Commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 388 : non soutenu (p. 8319).

Après l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 249 de Mme Anne-Marie Couderc (création de zones de protection spéciale dans les départements où les taux de pollution maxima fixés par l'Union européenne risquent d'être dépassés) (p. 8334).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 14 (création d'un comité régional de l'environnement dans chaque région) : adopté (p. 8357).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 15 : non soutenu (p. 8395).

Article 25 *(inventaire paysager régional) :*

– *son* amendement n° 16 (outils de mesure de la pollution atmosphérique et du bruit par la région) : devenu sans objet (p. 8578).

Article 30 *(droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) :*

– *ses* amendements n°s 17 et 18 soutenus par M. Christian Demuynck (rédactionnels) : adoptés (p. 8587) ;

– *son* amendement n° 19 soutenu par M. Christian Demuynck (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 8587) ;

– *son* amendement n° 20 soutenu par M. Christian Demuynck (rédactionnel) : adopté (p. 8587).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 21 soutenu par Mme Thérèse Aillaud (soumission des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés au conseil régional qui en apprécie la compatibilité) (p. 8622) : rejeté (p. 8623).

Après l'article 47 :

– *ses* amendements n°s 22 corrigé, 137, 138 et 139 : non soutenus (p. 8653).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 37 *(modification des dispositions relatives aux déchets ménagers et assimilés) :*

– *son* amendement n° 5 : non soutenu (p. 260).

JUPPE (Alain)

Ministre des affaires étrangères

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention** relative à la **circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin (n° 919)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention** relative à la **circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (n° 920)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention** relative à la **circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Burkina Faso (n° 921)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo** relative à la **circulation et au séjour des personnes (n° 922)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention** relative à la **circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 923)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention** relative à la **circulation et au séjour des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Côte-d'Ivoire (n° 924)** [6 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute (n° 932)** [12 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**adhésion de la République française à l'acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 933)** [12 janvier 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification de la convention** relative à la **détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes** (ensemble un procès-verbal) **(n° 950)** [18 janvier 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan** (ensemble un protocole de coopération économique) **(n° 974)** [26 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975)** [26 janvier 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord** concernant la **circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche** (ensemble un protocole) **(n° 1004)** [3 février 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification de l'acte** portant révision de l'article 63 de la **convention sur la délivrance de brevets européens** (convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973 fait à Munich le 17 décembre 1991 **(n° 1012)** [16 février 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation du protocole** modifiant la **convention de Bruxelles** du 29 novembre 1969 sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** fait à Londres le 27 novembre 1992 **(n° 1017)** [23 février 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation du protocole** modifiant la **convention de Bruxelles** du 18 décembre 1971 **portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** fait à Londres le 27 novembre 1992 **(n° 1018)** [23 février 1994].

Déclaration du Gouvernement sur l'**ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075)** [12 avril 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique** (révisée) **(n° 1084)** [13 avril 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification de la convention sur la diversité biologique** adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 **(n° 1151)** [20 avril 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie (n° 1263)** [18 mai 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'avenant** à la **convention fiscale** du 6 avril 1966 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire** tendant à **éviter les doubles impositions** et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985 **(n° 1282)** [25 mai 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283)** [25 mai 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de** la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana** en vue d'**éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale** en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital **(n° 1284)** [25 mai 1994].

Déclaration du Gouvernement sur l'**Europe (n° 1376)** [14 juin 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification de la convention** sur l'**interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (n° 1423)** [22 juin 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise** en matière d'**impôts sur les successions et les donations** (ensemble un échange de lettres interprétatif) **(n° 1483)** [6 juillet 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, le République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède,** relatif à **l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640)** [3 novembre 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'avenant** à la **convention fiscale** du 21 octobre 1976 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun (n° 1655)** [14 novembre 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de** la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède** en vue d'**éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale** en matière d'impôts sur les successions et sur les donations **(n° 1656)** [14 novembre 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun** relative à la **circulation et au séjour des personnes (n° 1727)** [29 novembre 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation** d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et la République d'Ouzbékistan** sur la **liberté de circulation (n° 1728)** [29 novembre 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation** de l'**accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique** sur les modalités du **transfert de propriété du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la France (n° 1729)** [29 novembre 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification** de l'**accord** instituant l'**Organisation mondiale du commerce** (ensemble quatre annexes) **(n° 1730)** [29 novembre 1994].

Déclaration du Gouvernement sur l'**Europe (n° 1772)** [7 décembre 1994].

Projet de loi autorisant l'**approbation de l'amendement au protocole de Montréal** du 16 septembre 1987, relatif à des **substances qui appauvrissent la couche d'ozone,** adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague **(n° 1796)** [14 décembre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Fabius (Laurent) :*** **situation en Bosnie** : attitude de la France : Gorazde : zones de sécurité : usage de la force ; embargo ; FORPRONU : Conseil de sécurité ; Alliance atlantique [20 avril 1994] (p. 987, 988).

– ***Lefort (Jean-Claude) :*** **situation en Bosnie** : attitude de la France : Gorazde : zones de sécurité : usage de la force ; embargo ; FORPRONU : Vukovar ; C.S.C.E. ; Union européenne [20 avril 1994] (p. 988, 989).

– ***Bachelot (Roselyne) :*** **situation en Bosnie** : attitude de la France : Gorazde : FORPRONU ; Union européenne ; Etats-Unis ; Alliance atlantique [20 avril 1994] (p. 991, 992).

– ***Diméglio (Willy) :*** **situation en Algérie** : situation politique : ressortissants français : rapatriement ; Union européenne : stratégie [20 avril 1994] (p. 996, 997).

– ***Paillé (Dominique) :*** **situation en Bosnie** : attitude de la France : Gorazde : FORPRONU : Union européenne [20 avril 1994] (p. 997).

– ***Malhuret (Claude)* : sort des membres de l'Association « Première urgence »** : Bosnie-Herzégovine : emprisonnement par les Serbes : comparution devant un tribunal militaire [27 avril 1994] (p. 1178, 1179).

– ***Lequiller (Pierre)* : otages français en Bosnie** : emprisonnement de membres de l'association « Première urgence » par les Serbes : comparution devant un tribunal militaire : attitude de la France : perspectives de libération [4 mai 1994] (p. 1424).

– ***Brunhes (Jacques)* : Afrique du Sud** : élections ; disparition de l'apartheid ; attitude de la France [4 mai 1994] (p. 1427, 1428).

– ***Dray (Julien)* : situation au Rwanda** : attitude de la France : ingérence humanitaire ; O.N.U. ; O.U.A. ; H.C.R. [4 mai 1994] (p. 1429, 1430).

– ***Charles (Serge)* : otages français en Bosnie** : emprisonnement par les Serbes : comparution devant un tribunal ; C.I.C.R. ; FORPRONU [4 mai 1994] (p. 1432, 1433).

– ***Millon (Charles)* : situation au Rwanda** : attitude de la France ; O.N.U. ; réfugiés [18 mai 1994] (p. 1849, 1850).

– ***Gest (Alain)* : séjour à Paris du ministre libyen des affaires étrangères** : Libye : séjour à Paris d'Omar al-Mountasser ; terrorisme [18 mai 1994] (p. 1851).

– ***Le Nay (Jacques)* : politique étrangère de l'Union européenne** : Bosnie-Herzégovine ; Rwanda : position communautaire ; Conférence sur la stabilité en Europe [18 mai 1994] (p. 1854).

– ***Van Haecke (Yves)* : Bosnie-Herzégovine** : forces françaises de la FORPRONU : retrait [18 mai 1994] (p. 1855, 1856).

– ***Bouvard (Loïc)* : conférence sur la stabilité en Europe** : instance internationale ; Russie [25 mai 1994] (p. 2216).

– ***Hage (Georges)* : attitude face aux ministres néo-fascistes italiens** : Italie : attitude du Gouvernement à l'égard des ministres néo-fascistes [1er juin 1994] (p. 2467).

– ***Fromet (Michel)* : Rwanda** : attitude de la France ; O.N.U. ; SAMU mondial [1er juin 1994] (p. 2473).

– ***Grignon (Gérard)* : nouvelle législation canadienne sur la pêche** : zones de pêche ; Saint-Pierre-et-Miquelon [1er juin 1994] (p. 2476).

– ***Warhouver (Aloyse)* : alsaciens et mosellans disparus sur le front de l'Est** : « Malgré nous » : liste : publication [1er juin 1994] (p. 2480).

– ***Bertrand (Léon)* : situation au Surinam** : aide humanitaire ; immigration clandestine en Guyane [15 juin 1994] (p. 2993).

– ***Richemont (Henri de)* : intervention française au Rwanda** : attitude de la France ; O.N.U. ; action humanitaire ; cessez-le-feu [22 juin 1994] (p. 3343, 3344).

– ***Neiertz (Véronique)* : refus de visa à Mme Taslima Nasreen** : conditions d'entrée et de séjour [12 octobre 1994] (p. 5316, 5317).

– ***Masson (Jean-Louis)* : position de la France vis-à-vis de l'Irak** : embargo ; attitude de la France [12 octobre 1994] (p. 5320).

– ***Turinay (Anicet)* : Haïti** : situation politique ; aides de la France [19 octobre 1994] (p. 5676, 5677).

– ***Dehaine (Arthur)* : assassinat d'un otage français** : Cambodge : assassinat d'un otage français par les khmers rouges : attitude de la France [2 novembre 1994] (p. 6328).

– ***Arata (Daniel)* : Conférence de Casablanca** : Moyen-Orient et Afrique du Nord : perspectives d'un « marché commun » [2 novembre 1994] (p. 6329).

– ***Pasquini (Pierre)* : protocole judiciaire des accords d'Evian** : application : conséquences [2 novembre 1994] (p. 6331, 6332).

– ***Garrigue (Daniel)* : embargo en Bosnie** : défection américaine [16 novembre 1994] (p. 6948, 6949).

– ***Picotin (Daniel)* : zone de sécurité de Bihac** : siège par les serbes ; O.N.U. ; O.T.A.N. : attitude [30 novembre 1994] (p. 7913, 7914).

– ***Mesmin (Georges)* : situation en Bosnie** : embargo ; Casques Bleus : retrait [7 décembre 1994] (p. 8417, 8418).

– ***Bonnecarrère (Philippe)* : Conseil européen d'Essen** : présidence française [14 décembre 1994] (p. 9056, 9057).

– ***Delnatte (Patrick)* : condamnation de députés turcs** : condamnation de députés kurdes [14 décembre 1994] (p. 9060, 9061).

– ***Royal (Ségolène)* : condamnation de députés turcs** : condamnation de députés kurdes [14 décembre 1994] (p. 9060, 9061).

– ***Jacquemin (Michel)* : organisation mondiale du commerce** : nouveaux instruments de politique commerciale [21 décembre 1994] (p. 9484, 9485).

– ***Ehrmann (Charles)* : Europe et Méditerranée** : pays du sud de la Méditerranée : aides [21 décembre 1994] (p. 9486, 9487).

orales sans débat de :

– ***Rochebloine (François) (n° 306)* : relations avec l'Arménie** : relations culturelles, scientifiques et techniques [21 avril 1994] (p. 1082 à 1084).

– ***Le Fur (Marc) (n° 319)* : sécurité des orphelinats au Rwanda** : orphelinats : protection [28 avril 1994] (p. 1246, 1247).

– ***Lemoine (Jean-Claude)* : zone de sécurité de Bihac** : ex-Yougoslavie : O.N.U. ; O.T.A.N. ; Union européenne : attitude [30 novembre 1994] (p. 7917, 7918).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93/81/EURATOM, CECA, C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 janvier 1994] :

Communautés européennes :

- Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 (p. 338) ;
- Conseil européen extraordinaire de Bruxelles du 29 octobre 1993 (p. 337) ;
- nouvelles institutions communautaires : sièges (p. 337) ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle (p. 337, 338).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et M. François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075).

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 avril 1994] :

Algérie (p. 702).

Communautés européennes :

- BERD : dons et prêts à la Bosnie (p. 683) ;
- plan d'action de l'Union européenne : novembre 1993 (p. 682, 683).

Défense :
- armes nucléaires : prolifération (p. 702) ;
- contingents nationaux : efficacité : renforcement ; commandement (p. 703) ;
- essais nucléaires : moratoire (p. 702) ;
- forces françaises dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda : hommage (p. 703).

Droits de l'homme et libertés publiques : jugement des auteurs de crimes contre l'humanité (p. 702).

Etats-Unis : engagement diplomatique ; accord de Washington du 18 mars 1994 (p. 682).

Europe :
- généralités ; contexte géopolitique ; minorités ; frontières (p. 683, 684) ;
- Conférence sur la stabilité en Europe : conférence inaugurale : Paris les 26 et 27 mai 1994 (p. 684, 702, 703).

France : attitude face au conflit et initiatives diplomatiques ; ambassade française à Sarajevo (p. 682, 683, 702, 703).

Organisation des Nations Unies : résolutions du Conseil de sécurité ; zones de sécurité et FORPRONU (p. 682, 683, 703).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : rôle (p. 682).

Russie : rôle diplomatique (p. 682, 683, 702).

Turquie (p. 702).

Union de l'Europe occidentale : conseil restreint : association des candidats à l'Union européenne (p. 702).

Ex-Yougoslavie :
- généralités ; guerre civile ; intégrité des républiques ; situation de Sarajevo et de Gorazde (p. 682, 702, 703) ;
- Bosnie-Herzégovine : reconstruction : rôle des entreprises communautaires et rôle de la France (p. 683, 702) ;
- Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (p. 683).

– Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères [18 mai 1994] (p. 1860) :

Bosnie-Herzégovine : otages français : libération.

Ex-Yougoslavie : conflit.

Ministère : action diplomatique.

Organisations non gouvernementales : Première urgence.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Affaires étrangères :
- Europe centrale et de l'Est : association à l'Union européenne ; pacte de stabilité (p. 2925 à 2928) ;
- Russie : « partenariat » avec l'Union européenne (p. 2926) ;
- Ex-Yougoslavie (p. 2925).

Commerce extérieur :
- G.A.T.T. : négociations et accord (p. 2923, 2924) ;
- organisation mondiale du commerce (p. 2924).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil européen de Corfou : Livre blanc sur la croissance (p. 2924, 2927) ;
- élargissement (p. 2926) ;
- finalité (p. 2927) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2926, 2927) ;
- Parlement européen (p. 2923, 2327) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 2924, 2925) ;
- politique monétaire (p. 2928) ;
- subsidiarité (p. 2927).

Coopération et développement : accords avec le Maghreb (p. 2928).

Défense :
- Eurocorps (p. 2925) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2925) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 2925).

Emploi : chômage (p. 2923, 2924).

Espace : coopération franco-allemande (p. 2925).

Parlement : parlements nationaux : rôle (p. 2927).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de la France à l'égard de l'Algérie [11 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Administration : services extérieurs : « Bureau des visas Algérie » de Nantes (p. 5235).

Algérie : politique économique et sociale ; terrorisme ; retour à la démocratie (p. 5233, 5234, 5241).

Banques et établissements financiers :
- Société générale : rôle (p. 5234) ;
- transferts d'avoirs (p. 5235).

Communautés européennes et Union européenne : solidarité avec le Sud ; aides à l'Algérie (p. 5233).

Conférence de Casablanca sur le Proche-Orient (p. 5240).

Consulats : consulats de France en Algérie (p. 5235).

Coopération et développement : aides de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (p. 5233, 5234, 5241).

Enseignement supérieur : Office universitaire et culturel français en Algérie : personnels non titulaires (p. 5240).

Etrangers :
- accueil des Algériens en France (p. 5235) ;
- Mme Taslima Nasreen : visa (p. 5241).

Français de l'étranger :
- hommage aux Français assassinés en Algérie (p. 5233, 5241) ;
- présence en Algérie : retour en France et aides au retour (p. 5234, 5235).

France : rôle ; assistance financière (p. 5233, 5234, 5241).

Logement et habitat : centres d'hébergement et logements temporaires (p. 5235).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Affaires étrangères :
- politique étrangère et de sécurité commune, conférence sur la stabilité en Europe (p. 6392) ;
- relations franco-allemandes (p. 6394).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 6392).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conférence intergouvernementale de 1996 (p. 6394) ;
- Europe des « différents cercles » (p. 6393, 6394).

Constitution : article 88-4 (p. 6393).

Défense : Union de l'Europe occidentale ; corps européen (p. 6394).

Europe : Europe centrale et de l'Est : relations avec l'Union européenne (p. 6393).

Institutions :
- Commission : nouvelle équipe ; pouvoirs (p. 6393, 6394) ;
- élargissement et réformes institutionnelles (p. 6394) ;
- Parlement européen : rôle et siège (p. 6394) ;
- présidence française (p. 6393).

Politique agricole commune : Organisation commune des marchés (p. 6392).

Transports : T.G.V. (p. 6392).

Ex-Yougoslavie (p. 6392).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Afrique : Sommet africain de Biarritz (p. 6432).

Algérie (p. 6433, 6434).

Armes nucléaires (p. 6435).

Audiovisuel (p. 6437).

Chine (p. 6433, 6434).

Contexte géopolitique (p. 6431).

Enseignement :
- Agence pour l'enseignement français à l'étranger (p. 6438) ;
- bourses scolaires (p. 6437, 6438).

Enseignement supérieur (p. 6438).

Haïti (p. 6434).

Justice : juridictions internationales (p. 6435).

Langue française : plurilinguisme (p. 6437).

Ministère des affaires étrangères :
- action culturelle extérieure et francophonie (p. 6437, 6438) ;
- carte diplomatique (p. 6436) ;
- crédits (p. 6435) ;
- informatique (p. 6436) ;
- interventions de « maintien de la paix » : coût et imputation (p. 6438) ;
- investissements immobiliers ; schéma patrimonial pluriannuel (p. 6436) ;
- logements des agents parisiens (p. 6437) ;
- structures : rapport Picq et Levitte ; comité interministériel des moyens de l'Etat à l'étranger (p. 6436).

Moyen-Orient (p. 6433).

Organisation des Nations Unies :
- Conseil de sécurité (p. 6432) ;
- contingent français dans l'ex-Yougoslavie (p. 6432) ;
- rôle et moyens (p. 6431, 6432).

Rwanda (p. 6432).

Ex-Yougoslavie (p. 6435).

Réponse aux questions :

Afghanistan (M. Daniel Garrigue) (p. 6449).

Albanie (M. Georges Mesmin) (p. 6447).

Algérie (M. Alain Peyrefitte, Mme Nicole Catala) (p. 6441, 6442).

Amérique latine (M. Jean-Gilles Berthommier) (p. 6444, 6445).

Enseignement supérieur : Office universitaire et culturel franco-algérien : personnels (p. 6450).

Etrangers : Office français pour les réfugiés et apatrides (p. 6449).

Irak (Mme Roselyne Bachelot) (p. 6446).

Liban (M. François Rochebloine) (p. 6448).

Ministère :
- crédits ; représentation dans les pays de la C.E.I. (M. Aymeri de Montesquiou) (p. 6443) ;
- structures (Mme Martine Aurillac) (p. 6446, 6447).

Soudan (Mme Roselyne Bachelot) (p. 6448, 6449).

Ex-Yougoslavie : plan Juppé-Kinkel (M. Alain Peyrefitte) (p. 6442, 6443).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 8425) ;
- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8425 à 8427) ;
- Moyen-Orient : processus de paix (p. 8426) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8425) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 8425).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 8425, 8426).

Communautés européennes et Union européenne :
- accords de Lomé ; accords avec les pays A.C.P. (p. 8426) ;
- Conseil européen (p. 8425) ;
- élargissement (p. 8425) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8425, 8426) ;
- politique agricole commune (p. 8424, 8425) ;
- présidence française (p. 8424 à 8427).

Défense : agence européenne des armements (p. 8425).

Emploi (p. 8425).

Enseignement : langues européennes ; éducation et formation (p. 8426).

Transports : T.G.V. Est (p. 8425).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Son intervention (p. 9069).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 9083).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Audiovisuel (p. 9070).

Commerce extérieur :
- G.A.T.T. : négociations et accord du 15 avril 1994 (p. 9068 à 9070) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 9069).

Communautés européennes et Union européenne :
- conseils des 20 septembre 1993 et 19-20 décembre 1994 (p. 9069) ;
- institutions et mise en œuvre de l'accord de Marrakech (p. 9069) ;
- instruments de défense commerciale (p. 9069, 9070, 9084) ;
- politique agricole commune (p. 9070) ;
- préférence communautaire (p. 9070) ;
- préférences généralisées (p. 9070).

Environnement (p. 9070).

Etats-Unis :
- Congrès : ratification (p. 9069, 9083) ;
- législation commerciale : section 301 du « Ttade Act » (p. 9069, 9084).

Industrie :
- aéronautique (p. 9084) ;
- textile-habillement (p. 9069).

Propriété intellectuelle (p. 9069).

Services (p. 9070).

Travail : « dumping » social (p. 9070).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie française

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Polynésie française :
- archipels (p. 70) ;
- Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires (p. 69, 70) ;
- réformes à entreprendre ou entreprises par le territoire (p. 70).

Projet de loi :
- évolution par rapport au texte soumis à l'Assemblée territoriale (p. 70) ;
- pacte de progrès (p. 70).

– Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat (n° 1158).

Discussion des articles [24 mai 1994] :

Article 2 *(intégration des agents non fonctionnaires) :*

– *son* amendement n° 2 soutenu par M. Gaston Flosse (suppression de l'intégration « par ordre de mérite ») : retiré (p. 2107).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Article 8 *(statut des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) :*

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Gaston Flosse (date d'entrée en vigueur) (p. 9340).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Péricard (validation des impositions exigibles au titre de la cotisation de solidarité territoriale) (p. 9342).

– Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683).

Première lecture :

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Après l'article 15 :

Son intervention (p. 9328).

– *favorable* à l'amendement n° 17 du Gouvernement (sessions ordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française) (p. 9331).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1235) [19 mai 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie (n° 1585) [17 novembre 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1665) [17 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1235), autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 1390)** [16 juin1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

1° (n° 1585) autorisant la ratification du **traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie ;**

2° (n° 1665) autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 1746)** [1er décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

– *son intervention* sur la motion d'ajournement soutenue par M. Dominique Paillé, adoptée par la commission des affaires étrangères en application de l'article 128 alinéa 2 du règlement (p. 3248).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi (p. 3249).

Europe centrale et de l'Est : « association » à l'U.E.O (p. 3249).

Grèce (p. 3248).

Macédoine et Balkans (p. 3248).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) **(n° 1235).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Assurances : COFACE (p. 3252).

Entreprises françaises : activité en Lettonie ; revenus : transfert ; indemnisation (p. 3252).

Lettonie :

– indépendance et ancrage à l'Ouest (p. 3252) ;

– liens économiques avec la Russie (p. 3252) ;

– vie politique (p. 3253).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie (n° 1585).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur :

– COFACE : couverture des risques commerciaux avec l'Estonie (p. 8217, 8219) ;

– présence française en Estonie (p. 8219).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8217, 8219).

Coopération et développement : coopération culturelle scientifique et technique avec l'Estonie (p. 8217).

Estonie : indépendance et démocratisation ; respect des minorités (p. 8216, 8217, 8219).

Lettonie : loi sur la citoyenneté (p. 8219).

Russie : rapports avec l'Estonie (p. 8216, 8217, 8219).

Union de l'Europe occidentale : association des pays baltes (p. 8217).

– Projet de loi autorisant **l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres) **(n° 1665).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie (n° 1585).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Agriculture et pêche : pêche) [25 mai 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome III : **Agriculture et Pêche : pêche (n° 1565)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production pour la pêche [27 octobre 1994] (p. 6139) :

Communautés européennes et Union européenne : programme PESCA.

Pêche :
- crédits ;
- crise et remèdes ;
- flotte : modernisation et prêts bonifiés ;
- fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche ;
- produits scandinaves.

KERT (Christian)

Député des Bouches-du-Rhône

(11e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Communication) [15 juin 1994].

Cesse d'appartenir à la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [*J.O.* du 19 juin 1994] (p. 8869).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à fixer à trois ans la **prescription applicable aux demandes de remboursement des cotisations sociales indûment versées (n° 1092)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à instituer un **statut législatif pour les réalisateurs (n° 1475)** [5 juillet 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome IX : **Communication (n° 1561)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 445, posée le 13 mai 1994 : **service des urgences de l'hôpital de Salon-de-Provence** (p. 2984). Appelée le 16 juin 1994 : classement comme P.A.U. (p. 3063 à 3065).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part (n° 915).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1020).

Politique économique et sociale : économie de marché : respect par les pays associés ; zone de libre échange : instauration (p. 1020).

Roumanie :
- culture francophone (p. 1021) ;
- enfants : enfants abandonnés (p. 1020).
- situation économique (p. 1020).

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Administration : Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (A.N.I.F.O.M.) et services préfectoraux (p. 1791).

Assemblée nationale : députés : Saïd Boualam (p. 1792).

Harkis et assimilés :
- allocation forfaitaire : complément (p. 1791) ;
- « deuxième et troisième générations » (p. 1791) ;
- logement : accession à la propriété (p. 1791) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1791, 1792) ;
- situation (p. 1791).

Lois : loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés (p. 1791).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1965) :

Communautés européennes et Union européenne :
- politique agricole commune ;
- préférence communautaire.

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés.

Exploitations agricoles : statut.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Système pénitentiaire : services médico-psychologiques (p. 5688).

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [28 octobre 1994] :

Audiovisuel :
- « autoroutes de l'information » (p. 6268) ;
- production et programmes (p. 6269).

Audiovisuel : secteur public : ressources :
- montant et évolution (p. 6267) ;
- redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6267).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6268).

Radiodiffusion : Radio France (p. 6268).

Télévision :
- Arte (p. 6267, 6268) ;
- Canal Plus (p. 6267) ;
- chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6267, 6268) ;

– France 2, France 3 et France Télévision (p. 6267) ;
– réseaux câblés (p. 6267, 6268) ;
– secteur public : missions et personnels (p. 6267).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Article 25 *(opérations d'aménagement foncier dans les aires d'appellation d'origine contrôlée) :*

– *son* amendement n° 550 : non soutenu (p. 7649) ;

– *son* amendement n° 551 corrigé : non soutenu (p. 7651).

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle

(8e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 323, posée le 26 avril 1994 : **situation des stations thermales** (p. 1164). Appelée le 28 avril 1994 : prestations : frais de cure : remboursement (p. 1253, 1254).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Article 8 précédemment réservé *(intégration du Laboratoire d'hydrologie à la direction générale de la santé : art. L. 567-2 du code de la santé publique. Art. 21 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *son* amendement n° 325 précédemment réservé : non soutenu (p. 8803).

KLIFA (Joseph)

Député du Haut-Rhin

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103)

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Franck Borotra sur la proposition de directive du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages (n° E-23) (n° 721) [7 avril 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 233-42-1 du code des communes concernant le prélèvement d'une **taxe de séjour dans l'hôtellerie française (n° 1035)** [2 mars 1994].

Proposition de loi tendant à conférer au **passeport français une force probante identique à celle de la carte nationale d'identité,** et autorisant sa présentation pour l'obtention d'une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française **(n° 1330)** [1er juin 1994].

Proposition de loi fixant la liste des **pièces d'identité exigées des électeurs au moment du vote** pour l'élection des députés, des conseillers généraux et des conseillers municipaux, **dans les communes de plus de 5 000 habitants (n° 1331)** [1er juin 1994].

Proposition de loi tendant à **étendre aux personnes morales les dispositions de** la loi n° 81-1153 du 29 décembre 1981 qui **dispensent du recours à un architecte pour édifier ou modifier une construction de faible importance (n° 1552)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1994] :

Batellerie : « tour de rôle » ; « bourses d'affrètement » ; sous-traitance (p. 1587).

Transports fluviaux : fret : évolution (p. 1587, 1588).

Transports terrestres : axes routiers : engorgement (p. 1588).

Voies navigables : modernisation et nouvelles liaisons : financement ; exploitation commerciale (p. 1588).

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 9 *(liberté des prix dans les contrats à l'exportation) :*

– *soutient* l'amendement n° 22 de M. Gérard Voisin (fixation du prix du transport en fonction du coût réel du service rendu) : adopté (p. 1598).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [9 décembre 1994] :

Après l'article 42 :

– *favorable* à l'amendement n° 356 de M. Ambroise Guellec (durée maximale de la délégation de service public) (p. 8638).

Après l'article 47 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 490 quatrième rectification du Gouvernement (enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques sur le territoire d'un parc national ou d'une réserve naturelle) (p. 8652).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais

(12e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Premier ministre : Plan) [25 mai 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XVI : **Services du Premier ministre : services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels (n° 1565)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Voyage de M. le Premier ministre en Chine** : droits de l'homme ; voyage du Premier ministre d'avril 1994 [13 avril 1994] (p. 721, 722).

- **Handicapés** : C.A.T. : capacités d'accueil : financement [29 juin 1994] (p. 3807, 3808).

orales sans débat :

- **n° 387,** posée le 23 mai 1994 : **situation des centres d'aide par le travail et des centres d'hébergement et de réadaptation sociale** (p. 2174). Appelée le 26 mai 1994 : budget et moyens financiers (p. 2290 à 2292).

- **n° 450,** posée le 13 mai 1994 : **situation financière des communes minières** (p. 2985). Appelée le 16 juin 1994 : redevances des mines : calcul ; montant (p. 3071 à 3073).

- **n° 505,** posée le 4 octobre 1994 : **pensions de réversions des veuves de mineurs** (p. 4901). Appelée le 6 octobre 1994 : taux (p. 4983, 4984).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la colombophilie (n° 1154).

Première lecture :

Explications de vote [31 mai 1994] (p. 2401, 2402) :

Colombophilie :

- associations et fédération ;
- compétitions ;
- historique.

Régions : Nord-Pas-de-Calais.

Vote pour du groupe socialiste (p. 2402).

- Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Code minier (p. 2840).

Collectivités locales : fiscalité des communes minières (p. 2840).

Eau : nappes phréatiques (p. 2840).

Environnement : sites : remise en état (p. 2839, 2840).

Mines : exploitants : responsabilité (p. 2840).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 1er *(attribution des permis exclusifs de recherches) :*

– *son* amendement n° 1 (introduction de l'enquête publique dès la procédure d'attribution d'un permis exclusif de recherche) : retiré (p. 2852) ;

– *son* amendement n° 38 et *soutient* l'amendement identique n° 15 de la commission (prise en compte des préoccupations environnementales dès l'attribution du permis de recherches) (p. 2852) : adoptés (p. 2853).

Article 5 *(conditions et modalités d'obtention d'une concession) :*

– *son* amendement n° 2 (cahier des charges annexé à l'acte institutif de la concession) : retiré (p. 2853) ;

– *son* amendement n° 29 (conditions spécifiques d'exploitation portées à la connaissance des pétitionnaires par un cahier des charges) : devenu sans objet (p. 2854) ;

– *son* amendement n° 30 (de coordination) : adopté (p. 2854).

Article 7 *(remise en état du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée) :*

– *son* amendement n° 31 (conditions du « retour » du gisement à l'Etat) (p. 2855) : devenu sans objet (p. 2860) ;

– *son* amendement n° 3 (conditions du « retour » du gisement à l'Etat) : devenu sans objet (p. 2860).

Article 11 *(coordination) :*

– *son* amendement n° 4 (de précision) : retiré (p. 2860).

Avant l'article 14 :

– *son* amendement n° 33 (information de l'acheteur du terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée) (p. 2861) : retiré (p. 2862) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (nullité d'ordre public des clauses d'exonération de la responsabilité de l'exploitant) (p. 2864).

Article 14 *(police administrative des mines) :*

– *son* amendement n° 5 (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance) : retiré (p. 2865) ;

– *son* amendement n° 6 (de précision) : retiré (p. 2865) ;

– *son* amendement n° 7 (prérogatives de l'autorité administrative et rapport annuel) : rejeté (p. 2865) ;

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rapport annuel des titulaires de la concession à destination des collectivités territoriales) (p. 2866).

Article 15 *(objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Vernier (préservation des paysages) (p. 2866).

Article16 *(pouvoirs de l'administration en cas d'exploitation insuffisante ou insatisfaisante d'un gisement) :*

– *son* amendement n° 8 (information des collectivités locales en cas d'insuffisance d'exploitation) : retiré (p. 2867).

Article 17 *(autorisation administrative de recherches ou d'exploitation minière) :*

– *son* amendement n° 34 (de cohérence) : retiré (p. 2868).

Article 18 *(mesures de sécurité en fin de recherches ou d'exploitation) :*

– *son* amendement n° 35 (préservation des intérêts agricoles) : retiré (p. 2870) ;

– *son* amendement n° 9 (remise en état des sites en cours d'exploitation) (p. 2870) : adopté après modifications (p. 2871) ;

– *son* amendement n° 10 (consultation des collectivités locales par l'autorité administrative avant la prescription des travaux de réhabilitation) : rejeté (p. 2871).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 11 (création d'une commission départementale d'intérêt minier) : rejeté (p. 2872).

Article 24 *(schémas départementaux des carrières) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 37 rectifié de M. François Loos (rétablissement de l'article supprimé par le Sénat) (p. 2873).

Article 44 *(abrogations) :*

– *son* amendement n° 12 (de précision) : retiré (p. 2877).

Après l'article 45 :

– *favorable* à l'amendement n° 28 de M. Didier Mathus (régime d'indemnisation des dommages miniers) (p. 2878) ;

– *son* amendement n° 13 (procédure d'indemnisation des victimes de dommages miniers) : rejeté (p. 2879).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] (p. 4305).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement.

Communes : Liévin.

Impôts locaux :

– redevance des mines ;

– réforme.

Mines et carrières :

– communes minières ;

– Groupement interministériel de restructuration des zones minières (GIRZOM).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales :

– compétences et collectivité chef de file (p. 7753) ;

– ressources et péréquation (p. 7754).

Emploi (p. 7754).

Energie : Charbonnages de France et E.D.F. (p. 7754).

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7754).

Equipement et grands travaux : voies navigables (p. 7754).

Etat : préfet (p. 7753).

Finances publiques : emprunts (p. 7754).

Mines et carrières : communes minières (p. 7754).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 7754).

Secteur public (p. 7754).

Ville (p. 7753).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Questions* [24 octobre 1994] :

Energie :

– Charbonnages de France : subvention ; avenir du groupe (p. 5922) ;

– pacte charbonnier (p. 5930).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 5922).

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6062).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et opération programmée de l'amélioration de l'habitat (p. 6088).

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés.* Rapporteur pour avis de la commission de la production pour le Plan [26 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 6110).

Energie : pacte charbonnier (p. 6110).

Plan :

– Commissariat général du Plan : crédits (p. 6109) ;

– planification nationale : XI[e] Plan (p. 6109 à 6111).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 6110).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 décembre 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 8253) : rejetée (p. 8258).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8255 à 8257).

Déchets : déchets ménagers (p. 8254).

Energie : biocarburants (p. 8256).

Impôts et taxes : taxe sur les déchets (p. 8254).

Industrie : friches industrielles et sites pollués « orphelins » (p. 8254).

Mines et carrières : Charbonnages de France : crédits (p. 8254, 8255).

Organismes et structures :

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 8254) ;

– Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (p. 8255).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 8256).

Régions : Nord-Pas-de-Calais : bassin minier : remise en état du site (p. 8254 à 8256).

Transports fluviaux : canal Rhin-Rhône ; liaison Seine-Nord (p. 8256).

Discussion des articles [6 décembre 1994] :

Article 5 *(agrément administratif des associations de protection de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 313 soutenu par M. Pierre Ducout (extension aux sites miniers du champ des infractions pour lesquelles les associations peuvent se porter partie civile) : retiré (p. 8342).

L

LABARRERE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(3e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– ***Observations sur le rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* qui protestait contre la non-inscription à l'ordre du jour de la session extraordinaire d'un débat sur l'éducation : approuve les propos du Président du groupe socialiste [18 janvier 1994] (p. 220).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7885).

LABAUNE (Patrick)

Député de la Drôme

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à créer quinze sièges de représentants des **retraités au Conseil économique et social (n° 1725)** [25 novembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à **assurer la représentation des retraités au sein des comités économiques et sociaux régionaux (n° 1756)** [1er décembre 1994].

LAFFINEUR (Marc)

Député du Maine-et-Loire

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058) [5 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldova (n° 1663) [17 novembre 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 1058) de M. Robert Pandraud sur la proposition de décision du Conseil relative à **l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres** (n° E-209) **(n° 1160)** [21 avril 1994].

Proposition de loi tendant à instituer un **statut législatif pour les réalisateurs (n° 1475)** [5 juillet 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet, adopté par le Sénat (n° 1663), autorisant la **ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldova (n° 1749)** [1er décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Parité entre enseignement public et privé :** enseignants du privé : disparités avec le secteur public ; résorption de l'auxiliariat [2 novembre 1994] (p. 6332, 6333).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

- caractère médical et thérapeutique (p. 808) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 809) ;
- fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 809) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 809).

Ethique : bioéthique : législation : contenu, évaluation et révision (p. 809).

Famille : conception et rôle (p. 809).

Filiation :

- adoption : réforme (p. 809) ;
- assistance médicale à la procréation (p. 809).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

– *défavorable* (p. 856).

Assistance médicale à la procréation : médecine prédictive.

Génétique : eugénisme.

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *son* sous-amendement n° 214 (bénéfice réservé aux couples mariés) à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 858) : rejeté (p. 861).

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 215 soutenu par M. Michel Meylan (de suppression) : rejeté (p. 863).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 216 soutenu par M. Michel Meylan (de suppression) : rejeté (p. 866).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 217 soutenu par M. Michel Meylan (de suppression) : rejeté (p. 868).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– l'actualité en Afrique après le réajustement monétaire [3 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Commerce extérieur : termes de l'échange des matières premières et des produits importés (p. 1358).

Dette extérieure africaine (p. 1357).

Emploi : chômage africain (p. 1357).

Moyens de paiement : franc C.F.A. : dévaluation (p. 1357, 1358).

Politique économique et sociale des pays d'Afrique (p. 1358).

Retraites : pensions libellées en franc C.F.A. (p. 1358).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Principaux thèmes développés [5 mai 1994] :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : nature des accords (p. 1552).

Communautés européennes et Union européenne :

– Commission : participation à l'exercice de la compétence externe (p. 1551) ;

– Cour de justice : avis (p. 1551).

Organisation internationale du travail : compétence, fonctionnement, œuvre (p. 1551).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Discussion des articles [2 juin 1994] :

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 199 : non soutenu (p. 2629) ;

– *son* amendement n° 202 corrigé soutenu par Mme Bernadette Isaac-Sibille (définition par le schéma des modalités de concertation et de collaboration entre collectivités publiques, associations et organismes de sécurité sociale) : retiré (p. 2632) ;

– *son* sous-amendement n° 200 à l'amendement n° 63 rectifié de la commission : non soutenu (p. 2633).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :

– compétences (p. 4288, 4289) ;

– décentralisation (p. 4287, 4289) ;

– dotation globale de fonctionnement (p. 4289) ;

– ressources et péréquation (p. 4289) ;

– transferts de compétences (p. 4288).

Communes : Paris (p. 4287).

Consultation nationale (p. 4287).

Enseignement supérieur (p. 4288).

Etat :

– préfet et sous-préfet (p. 4288) ;

– rôle (p. 4288).

Finances publiques : fonds : infrastructures de transport (p. 4288).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 4289).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4289).

Régions : Ile-de-France (p. 4288).

Transports (p. 4288).

Ville : politique de la ville (p. 4287).

Discussion des articles [9, 10 et 11 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Après l'article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 :*

– *soutient* l'amendement n° 300 rectifié de M. Maurice Ligot (conférence départementale de l'aménagement du territoire) (p. 4476) : rejeté (p. 4477).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 541 de M. Pierre Mazeaud et 690 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4508).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4548).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *ses observations* (p. 4590).

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 595 (association du conseil général à la mise en œuvre du fonds) : adopté (p. 4596).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4606).

Entreprises : zones d'entreprises.

Secteur public : services publics.

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *ses observations* (p. 4627) ;

– *soutient* l'amendement n° 615 de M. Hervé Mariton (extension du bénéfice de l'exonération à tout secteur d'activité ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4631) ;

– *son* amendement n° 476 (fixation à dix années de la durée d'exonération dans les zones rurales ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les alcools et sur les tabacs) (p. 4631) : rejeté (p. 4632) ;

– *son* amendement n° 614 : non soutenu (p. 4632) ;

– *son* amendement n° 477 (fixation à dix années de la durée d'exonération dans les zones urbaines défavorisées ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les alcools et sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 4633).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *défavorable* (p. 4663) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 1046 du Gouvernement (présentation de propositions sur l'adaptation des concours de l'Etat en matière d'équipement aux objectifs du développement du territoire) (p. 4667) ;

– *son* sous-amendement n° 1047 (concours aux dépenses d'équipement hors T.V.A.) à l'amendement n° 1046 du Gouvernement : rejeté (p. 4668).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *ses observations* (p. 4678) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 817 de M. Gilles Carrez (transfert du montant de la D.G.F. d'Ile-de-France à la dotation d'aménagement de la D.G.F.) (p. 4683).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4691) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 294 de la commission, 168 de M. Michel Grandpierre et 375 de M. Michel Noir (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4704).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales :

– compétences et collectivité chef de file (p. 7760, 7761) ;

– ressources et péréquation (p. 7761).

Culture (p. 7760).

Enseignement supérieur (p. 7760).

Régions : Ile-de-France (p. 7760).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7760).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7761).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1[er] décembre 1994] :

Article 2 *(schéma national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 369 (suppression de l'obligation faite aux contrats de plan Etat-régions de prendre en compte les orientations du schéma national) : devenu sans objet (p. 7771).

Article 3 *(Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 530 de M. Charles de Courson (représentation des activités familiales) à l'amendement n° 46 de la commission (composition du Conseil et consultation de ce dernier sur les projets de loi de programmation prévus à l'article 12 ; caractère facultatif de la consultation sur le schéma de réorganisation des services de l'Etat ; suppression de la consultation sur les propositions de zonage de l'Union européenne) : retiré (p. 7772).

Article 6 *(Charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (Charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *son* amendement n° 371 (dénomination de « schéma régional ») (p. 7783, 7784) : adopté (p. 7784).

Article 34 bis *A de la loi du 7 janvier 1983 (conditions d'application dans les régions d'outre-mer et en Corse) :*

– *son* amendement n° 372 soutenu par M. Patrick Ollier (de coordination) : adopté (p. 7786).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 373 soutenu par M. Charles Millon (de coordination) : adopté (p. 7787).

Article 34 ter *nouveau de la loi du 7 janvier 1983 (politiques interrégionales du littoral) :*

– *son* amendement n° 374 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7788).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 60 rectifié de la commission et 349 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7801) ;

– *favorable* à l'amendement n° 370 rectifié de M. Charles Millon (remplacement du groupement d'intérêt public par un observatoire national de l'aménagement du territoire) (p. 7801).

Article 7 *bis* nouveau *(création des schémas directeurs sectoriels et nationaux) :*

– *son* amendement n° 375 (élaboration en association avec les conseils régionaux) (p. 7803) : retiré (p. 7804).

Article 7 *quater* nouveau *(répartition équilibrée des universités sur le territoire) :*

– *ses observations* (p. 7806).

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *favorable* (p. 7828).

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *son intervention* (p. 7847)

Assemblée nationale : amendements : discussion.

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7848).

Article 7 *quaterdecies* nouveau *(compétences de l'Etat) :*

– *son* amendement n° 377 (association des conseils régionaux à la coordination par l'Etat de la politique d'aménagement du territoire avec la politique régionale communautaire) : devenu sans objet (p. 7856).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *son* sous-amendement n° 558 (suppression de l'obligation de proposer la délimitation de pays dans les dix-huit mois suivant la publication de la loi) à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7864) : rejeté (p. 7865) ;

– *son* amendement n° 359 (suppression de l'obligation de proposer la délimitation de pays dans les dix-huit mois suivant la publication de la loi) : devenu sans objet (p. 7865).

Article 9 *(définition des pays) :*

– *son* amendement n° 391 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 7890).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *son* amendement n° 380 : non soutenu (p. 7907).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *son* amendement n° 383 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 7950).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 92 de la commission (priorité d'affectation aux agriculteurs et à leurs groupements) (p. 7954).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 433 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (réduction de l'écart maximal des ressources des espaces régionaux à 10 points en plus ou en moins de la moyenne nationale) (p. 8022) : rejeté (p. 8023).

Article 19 *ter* B nouveau précédemment réservé *(exonération des cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) :*

– *son* amendement n° 388 (augmentation du plafond d'exonération) : devenu sans objet (p. 8105) ;

– *son* amendement n° 362 (différenciation du plafond d'exonération selon les zones) : devenu sans objet (p. 8105).

Article 19 *ter* C nouveau précédemment réservé *(exonération totale ou partielle de cotisations d'allocations familiales pour les gains et rémunérations versés dans les zones rurales) :*

– *son* amendement n° 392 corrigé : non soutenu (p. 8107).

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *son* amendement n° 432 précédemment réservé : non soutenu (p. 8111).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Armée de l'air : hélicoptère NH 90 (p. 6376).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] (p. 7313) :

Accords de Schengen :

– comité exécutif ;

– entrée en vigueur.

Assemblée nationale : nouvelle procédure.

Communautés européennes et Union européenne : élargissement.

Drogue : trafic de stupéfiants.

Etrangers : contrôles aux frontières extérieures.

Informatique : « système d'information Schengen ».

Police : coopération policière.

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *son* amendement n° 497 : non soutenu (p. 7537).

Article 8 *(aides et subventions aux exploitations à fonds séparés) :*

– *son* amendement n° 498 soutenu par M. Pierre Micaux (avis de la commission départementale d'orientation sur les dérogations sollicitées) : rejeté (p. 7561).

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (n° 1423).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Armements classiques : mines antipersonnel (p. 8213).

Armes biologiques (p. 8213).

Armes chimiques : prohibition : genèse de la convention ; Etats signataires (p. 8212).

Organisation des Nations Unies : rôle de sanction (p. 8213).

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques : création et instances politiques (p. 8213).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie (n° 1585).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur : présence française en Estonie (p. 8218).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8218).

Estonie : indépendance et démocratisation ; respect des minorités (p. 8218).

Russie : rapports avec l'Estonie (p. 8218).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova (n° 1663).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec la Moldavie (p. 8227).

Coopération et développement : coopération culturelle avec la Moldova (p. 8227).

Moldova : indépendance ; situation économique et politique ; minorité russophone (p. 8227).

Russie : rapports avec la Moldova (p. 8227).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2* bis *nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *favorable* à l'amendement n° 38 de M. Patrick Devedjian (extension aux dirigeants d'entreprises nationalisées, d'établissements publics, d'offices publics d'H.L.M. et de sociétés d'économie mixte) (p. 9136) ;

– *soutient* l'amendement n° 34 de M. Michel Meylan (extension aux présidents des entreprises nationales et des établissements publics nationaux) (p. 9133) : retiré (p. 9136).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi organique modifiant l'article 74 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 en vue d'améliorer la représentativité des assemblées de province **(n° 1444)** [29 juin 1994].

LAGUILHON (Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 336,** posée le 3 mai 1994 : **concurrence des concessionnaires automobiles des pays de la Communauté européenne** (p. 1414). Appelée le 5 mai 1994 : véhicules achetés dans les pays de la Communauté européenne : concurrence dans les régions limitrophes (p. 1504, 1505).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] (p. 112) :

Banques et établissements financiers : créances : garantie.

Entreprises commerciales et artisanales :

– entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire ;

– entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : statut.

Discussion des articles [14 janvier 1994] :

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 161 de la commission (information des cautions sur le montant et le détail de leurs engagements) (p. 205) ;

– *son* amendement n° 80 corrigé (rédaction des contrats de cautionnement) (p. 205) : retiré (p. 206) ;

– *son* amendement n° 83 (rédactionnel) : retiré (p. 207).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commercialisation (p. 1953).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Banques et établissements financiers : bonifications d'intérêt ; rééchelonnement des dettes ; Société française pour l'assurance du capital risque (p. 5795).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 6196, 6197).

LALANNE (Henri)

Député des Landes

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **faciliter la réinsertion professionnelle** des **personnes participant à des missions humanitaires à l'étranger dans le cadre d'organisations non gouvernementales (n° 1405)** [21 juin 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Discussion des articles [3 juin 1994] :

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *son* amendement n° 1 soutenu par M. Francisque Perrut (congé pour enfant handicapé) : rejeté (p. 2649).

LAMANT (Jean-Claude)

Député de l'Aisne

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Politique agricole** : P.A.C. : jachères : taux : pénalités pour dépassement [26 octobre 1994] (p. 6073).

LAMASSOURE (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur les conclusions du **cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071)** [6 avril 1994].

Projet de loi autorisant la **ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640)** [3 novembre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***André (René)* : relations avec la Chine** : droits de l'homme ; voyage du Premier ministre d'avril 1994 [13 avril 1994] (p. 716, 717).

– ***Bonrepeux (Augustin)* : élection du secrétaire général du Conseil de l'Europe** : élections du printemps 1994 [13 avril 1994] (p. 721).

– ***Kucheida (Jean-Pierre)* : voyage de M. le Premier ministre en Chine** : droits de l'homme ; voyage du Premier ministre d'avril 1994 [13 avril 1994] (p. 721, 722).

– ***Destot (Michel)* : élargissement de l'Union européenne** : Autriche ; Scandinavie ; Espagne ; Portugal ; Parlement européen [4 mai 1994] (p. 1430).

– ***Derosier (Bernard)* : otages français en Bosnie** : otages détenus par les Serbes [11 mai 1994] (p. 1686).

– ***Meylan (Michel)* : otages français en Bosnie** : otages détenus par les Serbes [11 mai 1994] (p. 1687, 1688).

– ***Roux (Xavier de)* : avenir des entreprises nationales en situation de monopole** : mise en cause [25 mai 1994] (p. 2215, 2216).

– ***Ehrmann (Charles)* : politique européenne** : Union européenne : institutions ; réforme [1er juin 1994] (p. 2477).

– ***Poniatowski (Ladislas)* : reconstruction de Sarajevo** : Bosnie-Herzégovine : aides de la France [8 juin 1994] (p. 2718, 2719).

– ***Berthommier (Jean-Gilles)* : présence militaire française au Tchad** : traité tchado-libyen ; bande d'Aozou [8 juin 1994] (p. 2719).

– ***Ameline (Nicole)* : construction européenne** : Autriche ; pays scandinaves : conditions et conséquences de l'adhésion [15 juin 1994] (p. 2996, 2997).

– ***Brunhes (Jacques)* : débat sur le Rwanda** : intervention de la France ; action humanitaire ; O.U.A. ; O.N.U. [29 juin 1994] (p. 3808).

– ***Mercieca (Paul)* : participation de soldats allemands au défilé du 14 juillet** : [29 juin 1994] (p. 3808, 3809).

– ***Pandraud (Robert)* : application de l'article 88-4 de la Constitution** : Assemblée nationale : contrôle des actes communautaires : transmission des textes par le Gouvernement : délais [29 juin 1994] (p. 3810, 3811).

– ***Grosdidier (François)* : projets européens de transport** : projets transeuropéens décidés au Sommet de Corfou de juin 1994 : financement ; conséquences économiques [29 juin 1994] (p. 3813, 3814).

– ***Millon (Charles)* : propositions allemandes sur l'avenir de l'Union européenne** : réforme : Union monétaire ; sécurité ; élargissement ; relations franco-allemandes [19 octobre 1994] (p. 5681).

– ***Seumade (Gérard)* : politique européenne** : évolution de l'Union européenne : position de la France [26 octobre 1994] (p. 6071, 6072).

– ***Bertrand (Léon)* : pollution du fleuve Maroni** : Guyane ; relations avec les pays limitrophes [26 octobre 1994] (p. 6076, 6077).

– ***Derosier (Bernard)* : relations franco-algériennes** : F.I.S. : attitude de la France [26 octobre 1994] (p. 6080).

– ***Fabius (Laurent)* : politique européenne du Gouvernement** : institutions communautaires ; traité de Maastricht ; attitude de la France [9 novembre 1994] (p. 6657, 6658).

– ***Daillet (Alain)* : Union européenne** : élargissement [16 novembre 1994] (p. 6951).

– ***Hunault (Michel)* : convention de Lomé** : révision [23 novembre 1994] (p. 7350).

– ***Deubresse (Marc-Philippe)* : organisation mondiale du commerce** : fonctionnement ; position des Etats-Unis [7 décembre 1994] (p. 8418, 8419).

– ***Zuccarelli (Emile)* : le service public et l'Europe** : droit communautaire : charte du service public [21 décembre 1994] (p. 9483).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93/81/EURATOM, CECA, C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Son intervention (p. 32).

Son intervention sur l'ajournement demandé par la commission des affaires étrangères (p. 45).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne : réunification et représentation au Parlement européen (p. 32, 33, 45).

Communautés européennes et Union européenne :

- Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 (p. 32, 46) ;
- institutions : évolution et association des peuples (p. 45) ;
- institutions : réformes liées à l'élargissement (p. 45, 46) ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges (p. 32, 45, 46) ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle (p. 45 à 47).

Parlement :

- Assemblée nationale : demande d'ajournement par la commission des affaires étrangères (p. 46, 47) ;
- Parlement français : contrôle des décisions communautaires (p. 32).

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E., EURATOM) du Conseil modifiant le règlement (C.E.E., EURATOM) n° 1552/89 du Conseil portant application de la décision 88/376/C.E.E., EURATOM, relative

au système des ressources propres de la Communauté (n° E-146) (n° 848) ; proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés (n° E-147) (n° 849).

Avant la discussion de l'article unique : discussion générale commune [25 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne : contribution et compensation (p. 365).

Communautés européennes : budget et ressources propres :
- contributions basées sur la T.V.A. (p. 364) ;
- contributions basées sur le P.N.B. (p. 363, 364) ;
- « écotaxe » (p. 363) ;
- soldes budgétaires : traitement (p. 364).

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement : risque d'augmentation des dépenses (p. 364) ;
- fraudes (p. 364).

France : fonds structurels : bénéfice (p. 364).

G.A.T.T. (p. 363).

Gouvernement (p. 362 à 365).

Parlement : transmission des propositions d'actes communautaires : délai et suggestion de transmission directe (p. 362, 365).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Agriculture :
- agriculture américaine (p. 601) ;
- agriculture française : comité de suivi ; clause de sauvegarde ; exportations (p. 564 à 566, 599, 601).

Agroalimentaire (p. 565, 600).

Audiovisuel : exception culturelle (p. 565, 597).

Commerce international :
- « clause de paix » avec les Etats-Unis (p. 566, 598) ;
- différends commerciaux : arbitrage international (p. 566, 598) ;
- pays en développement rapide (p. 565, 598, 599).

Communautés européennes et Union européenne :
- Etats A.C.P. et aides communautaires (p. 601) ;
- instruments de défense commerciale (p. 598, 601) ;
- politique agricole commune (p. 564, 600, 601) ;
- politiques industrielle et commerciale (p. 602) ;
- préférence communautaire (p. 564) ;
- préférences généralisées (p. 566, 601) ;
- système monétaire européen (p. 602).

Démographie (p. 564).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 566, 599).

France : balance commerciale (p. 567).

G.A.T.T. : accords du cycle de l'Uruguay du 15 décembre 1993 (p. 564 à 567).

Industrie (p. 565, 566, 597, 598, 600, 601).

Moyens de paiement : clause monétaire : absence (p. 599, 602).

Organisation mondiale du commerce : accords de Marrakech (p. 564 à 567, 596 à 602).

Parlement français : information et ratification des accords (p. 599, 600).

Propriété intellectuelle (p. 565).

Services : place de la France (p. 565).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 597, 598).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Affaires étrangères :
- Europe centrale et de l'Est : association à l'Union européenne ; pacte de stabilité (p. 2978, 2979) ;
- Russie : « partenariat » avec l'Union européenne (p. 2951, 2978) ;
- Ex-Yougoslavie (p. 2951).

Aménagement du territoire (p. 2978).

Commerce extérieur :
- accords de Marrakech : ratification française (p. 2951) ;
- échanges commerciaux : solde (p. 2950) ;
- G.A.T.T. : négociations et accord (p. 2951) ;
- organisation mondiale du commerce (p. 2951).

Communautés européennes et Union européenne :
- budget communautaire (p. 2951) ;
- Comité des régions (p. 2979) ;
- élargissement (p. 2948, 2949, 2980) ;
- Europe sociale (p. 2950) ;
- finalité (p. 2978, 2979) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2948, 2949, 2951, 2977, 2979, 2980) ;
- Parlement européen (p. 2948 ; 2977, 2979, 2980) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 2951, 2980) ;
- relations avec les pays méditerranéens (p. 2978) ;
- subsidiarité (p. 2977).

Constitution française (p. 2980).

Coopération et développement : accords avec le Maghreb (p. 2978).

Défense :
- agence européenne de l'armement (p. 2951) ;
- Eurocorps (p. 2951) ;
- Livre blanc (p. 2951) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2951) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 2951).

D.O.M.-T.O.M. : économie des Antilles (p. 2950).

Parlement : parlements nationaux : rôle (p. 2948, 2952, 2979).

Secteur public : services publics (p. 2950, 2979).

Transports :
- transports aériens (p. 2952) ;
- transports ferroviaires (p. 2979).

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi (p. 3247).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil européen de Corfou (p. 3241, 3247) ;
- Cour de justice : décision en référé (p. 3246) ;

– traité de Maastricht et politique étrangère et de sécurité commune : (p. 3240, 3241, 3247).

Europe centrale et de l'Est :

– « association » à l'U.E.O. (p. 3241, 3247) ;

– sûreté nucléaire (p. 3247).

Grèce (p. 3241).

Macédoine et Balkans (p. 3241, 3247).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 3247).

Union de l'Europe occidentale : genèse, nouvelles adhésions, pays associés, déclaration de Petersberg, missions (p. 3240, 3241).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part (n° 1399), projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part (n° 1402) et projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part (n° 1453).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discusssion des articles uniques [4 juillet 1994] :

Affaires étrangères : conférence sur la stabilité en Europe (p. 3992).

Commerce extérieur : zone de libre-échange, mesures de sauvegarde (p. 3992).

Communautés européennes et Union européenne :

– accords d'association avec la Bulgarie, la République tchèque et la Slovaquie ; conseils d'association (p. 3991, 3992) ;

– Institutions communautaires : révision (p. 3992) ;

– programme PHARE (p. 3992).

Conférence sur la stabilité en Europe (p. 3992).

Propriété intellectuelle : respect (p. 3992).

Travail : libre circulation des personnes (p. 3992).

– Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n°s E-246 à E-255) (n° 1295).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : budget :

– Commission : « cagnotte » (p. 4846) ;

– dépenses agricoles (p. 4846) ;

– dépenses et ressources (p. 4841, 4842) ;

– discipline budgétaire (p. 4841) ;

– financement d'actions humanitaires d'urgence : programme ECHO (p. 4846) ;

– fraude (p. 4842) ;

– politiques internes (p. 4841, 4842) ;

– soldes budgétaires : traitement (p. 4841).

Communautés européennes et Union européenne : élargissement (p. 4841, 4846).

Constitution : article 88-4 (p. 4840, 4841).

France : fonds structurels : bénéfice (p. 4842).

Lois : lois de finances : inscription des dépenses communautaires (p. 4842).

Proposition de résolution : opportunité (p. 4840).

Discussion de l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Bernard Carayon (ratification du projet d'accord interinstitutionnel après autorisation du Parlement) (p. 4847) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Bernard Carayon (rédactionnel) (p. 4847) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Bernard Carayon (menace sur le financement des dépenses agricoles résultant de l'accord interinstitutionnel) (p. 4848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Bernard Carayon (inquiétude sur l'insuffisance de financement des dépenses agricoles renforcée par le compromis sur la décision du Conseil relative à la discipline budgétaire) (p. 4848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 rectifié de M. Bernard Carayon (progression de l'avant-projet de budget général beaucoup plus rapide que celle des budgets nationaux) (p. 4849) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Carayon (invitation à la rigueur budgétaire) (p. 4849).

Constitution : article 88-4.

– *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Carayon (opposition à toute solution réglementaire du traitement des soldes budgétaires) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Carayon (opposition à la création d'un impôt européen) (p. 4850).

Constitution : article 88-4.

– *ses observations* sur l'amendement n° 9 (lutte contre la fraude au budget communautaire) (p. 4850) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Carayon (concertation entre Parlements nationaux sur l'avant-projet de budget avant la première lecture par le Conseil) (p. 4850) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Carayon (suppression de l'approbation de l'avant-projet) (p. 4851).

Constitution : article 88-4.

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Son intervention (p. 4856).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :

– Commission (p. 4858) ;

– Conseil (p. 4857, 4858) ;

– défense, programmes et force d'intervention rapide (p. 4857) ;

– Maastricht (p. 4857) ;

– Parlement (p. 4858) ;

– politique étrangère et de sécurité commune : bilan (p. 4857) ;

– politique étrangère et de sécurité commune : financement et imputation des dépenses (p. 4857, 4858).

Constitution : article 88-4 : résolutions sur les propositions d'actes communautaires : usage (p. 4857).

Discussion de l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (suppression du caractère essentiellement intergouvernemental de la politique étrangère et de sécurité commune) (p. 4863) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Pierre Lellouche (suppression de la possibilité d'imputer des dépenses autres qu'administratives sur le budget général des Communautés) (p. 4863) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Pierre Lellouche (préférence pour le financement national des dépenses opérationnelles de la politique étrangère et de sécurité commune) (p. 4863) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Pierre Lellouche (réunion de fonds par le biais de contributions nationales pour soutenir la recherche et la coopération européennes en matière d'armements, définition de programmes et constitution d'une force d'intervention rapide européenne) (p. 4864, 4865).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

Ses interventions (p. 5400, 5421).

Affaires étrangères :
- Grande-Bretagne : contribution (p. 5422) ;
- Italie : quotas laitiers (p. 5402, 5403, 5422).

Agriculture :
- aviculture (p. 5423) ;
- dépenses et réforme de la politique agricole commune (p. 5401, 5402).

Communautés européennes et Union européenne :
- budget : généralités, dépenses et procédure (p. 5400, 5401) :
- élargissement : Autriche et pays scandinaves : conséquences financières (p. 5402, 5403) ;
- politique méditerranéenne (p. 5403) ;
- ressources propres (p. 5402, 5403) ;
- « subsidiarité » : principe (p. 5422).

Constitution : article 88-4 et « réserve d'examen parlementaire » (p. 5422, 5423).

Contribution française : montant et « retour » (p. 5401).

Coopération et développement (p. 5403).

Equipement et grands travaux et initiative de croissance (p. 5402, 5403, 5423).

Europe :
- culture : identité (p. 5403) ;
- srabilité : conférence (p. 5403).

Fonds structurels (p. 5402, 5422).

Fraude et « gabegie » (p. 5402, 5422).

Lois : proposition de loi organique « Alphandéry-Le Garrec » (p. 5422).

Parlement :
- information (p. 5422) ;
- relations avec le Parlement européen (p. 5423).

Parlement européen : siège : Strasbourg (p. 5422, 5423).

Recherche (p. 5402).

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de M. Jean-Claude Lefort (réduction de 10 p. 100 du prélèvement) (p. 5424).

Lois : loi organique : fixation du montant de la contribution (p. 5424).

Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Affaires étrangères : politique étrangère et de sécurité commune, conférence sur la stabilité en Europe (p. 6406, 6409).

Assemblée nationale : accords de Marrakech : ratification (p. 6408).

Budget communautaire :
- contribution française : présentation dans la loi de finances (p. 6407) ;
- projet de budget pour 1995 : élargissement de la Communauté et maîtrise des dépenses publiques (p. 6405, 6406).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 6407, 6408).

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht : bilan (p. 6409, 6410).

Communes : Strasbourg (p. 6407).

Constitution : article 88-4 (p. 6407, 6410).

Défense : Union de l'Europe occidentale ; corps européen (p. 6409).

Emploi : chômage français et européen (p. 6409).

Enseignement : programmes européens (p. 6407).

Institutions : Parlement européen : rôle et siège (p. 6407).

Parlements nationaux : dialogue avec le Parlement européen (p. 6410).

Politique agricole commune :
- jachères (p. 6409) ;
- quotas laitiers italiens (p. 6405, 6406).

Système monétaire européen : Institut monétaire européen ; Banque centrale européenne et monnaie unique (p. 6409).

Transports :
- desserte aérienne de Strasbourg (p. 6406) ;
- T.G.V. (p. 6407).

Ex-Yougoslavie (p. 6409).

Réponse aux questions :

Affaires étrangères : relations avec la Méditerranée (M. Charles Ehrman) (p. 6413).

Commerce extérieur : concurrence déloyale (M. François Loos) (p. 6411, 6412).

Défense :
- défense commune (M. Dominique Paillé) (p. 6413, 6414) ;
- Union de l'Europe occidentale (M. Pierre Lequiller) (p. 6412).

Europe : Europe centrale et de l'Est : relations avec l'Union européenne, sécurité de ces pays (M. Pierre Lequiller) (p. 6412).

Institutions :
- élargissement et réformes institutionnelles (M. Maurice Ligot) (p. 6414) ;
- Parlement européen : siège et nouvel hémicycle (M. Marc Reymann) (p. 6415).

Système monétaire européen : Institut monétaire européen et monnaie unique (M. Philippe Martin) (p. 6410).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] :

Accords de Schengen :
- comité exécutif : (p. 7310) ;
- entrée en vigueur (p. 7309) ;
- ratification française : 3 juin 1991 (p. 7308) ;
- texte intergouvernemental (p. 7308, 7310).

Assemblée nationale : nouvelle procédure (p. 7308, 7309).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7311).

Drogue : trafic de stupéfiants (p. 7308).

Droit pénal : délit d'immigration clandestine ou d'aide à l'immigration clandestine (p. 7318).

Etrangers :
- contrôles aux frontières extérieures (p. 7308, 7310, 7318) ;
- immigration clandestine (p. 7308, 7318).

Informatique : « système d'information Schengen » (p. 7308 à 7310, 7317).

Justice : coopération judiciaire (p. 7308, 7310).

Lois : loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles d'identité ; loi n° 93-1027 du 24 août 1993 et loi n° 93-1417 du 30 décembre 1993 relatives à la maîtrise de l'immigration (p. 7309).

Police : coopération policière (p. 7308, 7310, 7318).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] :

Affaires étrangères :

- contexte géopolitique (p. 8154) ;
- Europe centrale et de l'Est (p. 8155).

Assemblée nationale : association aux travaux préparatoires à la conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8153).

Commerce extérieur :

- commerce extérieur français (p. 8141) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 8154).

Communautés européennes et Union européenne :

- budget communautaire : participation des nouveaux membres (p. 8139) ;
- élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8138, 8153) ;
- institutions (p. 8140, 8141, 8154, 8155) ;
- langues de travail (p. 8154) ;
- politique agricole commune (p. 8139, 8140) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8139, 8154) ;
- Union monétaire (p. 8139) ;
- zones défavorisées et zones de montagne (p. 8139).

Espace économique européen (p. 8138).

Norvège (p. 8140, 8154).

Transports : transports routiers : transit routier alpin (p. 8139).

Union de l'Europe occidentale (p. 8139).

Ex-Yougoslavie (p. 8154).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :

- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8443, 8444, 8469) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 8468) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8444, 8467, 8469) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 8469).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 8443 à 8446).

Communautés européennes et Union européenne :

- convergence économique (p. 8443) ;
- « couple » franco-allemand (p. 8444, 8445) ;
- élargissement (p. 8446) ;
- Europe des « différents cercles » (p. 8444, 8468, 8469) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8442, 8445) ;
- instruments de politique commerciale (p. 8468) ;
- politique agricole commune (p. 8467) ;
- présidence française (p. 8443, 8467, 8470) ;
- subsidiarité (p. 8444, 8469) ;
- Union monétaire : monnaie unique et institut monétaire européen (p. 8443).

Constitution :

- article 88-4 : mise en œuvre (p. 8443, 8470) ;
- transferts de compétences (p. 8445).

Emploi (p. 8446).

Enseignement : langues européennes ; éducation et formation (p. 8468, 8469).

Industrie : construction navale (p. 8469).

Informatique : fichiers nominatifs : protection (p. 8467).

Parlement : rôle des parlements nationaux (p. 8469).

Services publics (p. 8469).

Traités et conventions : accords de Schengen (p. 8443).

Transports :

- T.G.V. Est (p. 8446) ;
- T.G.V. Nord (p. 8468).

LAMONTAGNE (Raymond)

Député du Val-d'Oise

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (logement) [13 avril 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 33 : logement (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Obligation scolaire** : respect : taux et fréquence des absences ; application des sanctions [2 novembre 1994] (p. 6332).

orales sans débat :

– **n° 540**, posée le 29 novembre 1994 : **enseignants d'anglais dans l'enseignement maternel et primaire** (p. 7875). Appelée le 1er décembre 1994 : personnel : rémunérations : « intervenants » d'anglais (p. 7984, 7985).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1041).

Rapporteur de la commission des finances, suppléant M. Jean-Pierre Thomas

Discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'alinéa relatif aux fonds de pension) (p. 1302, 1303) ;

Entreprises : fonds propres (p. 1302).

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Augustin Bonrepaux (proposition de directive assimilant la couverture sociale à un simple produit d'épargne et encourageant le développement d'un régime de protection sociale à deux vitesses) (p. 1303).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Communes : maires : attribution des logements : pouvoirs (p. 3560).

Copropriété : plan d'épargne en vue des grosses réparations (p. 3560).

Logement privé : bureaux : transformation en logements (p. 3560).

Logement social : habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3560).

Lois : loi « Besson » n° 90-449 du 31 mai 1990 (p. 3560).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales : ressoutces et péréquation (p. 4291).

Impôts locaux :

– réforme (p. 4291) ;

– taxe professionnelle (p. 4291).

Régions : Ile-de-France (p. 4291).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales : ressources et péréquation (p. 7746).

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 7746).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7747).

Régions : Ile-de-France (p. 7746).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 5018).

Communes : Sarcelles (p. 5018).

Délinquance et criminalité :

– drogue (p. 5017) ;

– évolution (p. 5017, 5018).

Emploi : chômage (p. 5017).

Etrangers : immigration (p. 5017).

Justice : rôle (p. 5018).

Lois : loi du 23 avril 1941 portant organisation générale des services de police en France (p. 5018).

Police : police municipale (p. 5018).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5018).

Vidéosurveillance (p. 5018).

Ville : politique de la ville (p. 5017).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [26 octobre 1994] :

Aides :

– aide à la personne, aide à la pierre (p. 6041, 6042) ;

– aide personnalisée au logement (p. 6042) ;

– allocation de logement social (p. 6042) ;

– prêts d'accession à la propriété (p. 6043) ;

– prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6042) ;

– prime à l'amélioration de l'habitat (p. 6043).

D.O.M.-T.O.M. : aide au logement (p. 6042).

Epargne : obligations assimilables du Trésor : taux (p. 6043).

Logement social : H.L.M. : parc ; loyers et plafond de ressource ; acquisition par les locataires (p. 6042, 6043).

Ministère : crédits (p. 6041 à 6043).

Organismes et structures : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 6043).

Article 61 *(modification des conditions de versement des aides personnalisées au logement) :*

– *défavorable* aux amendements n°s 110 de Mme Janine Jambu, 119 de M. Jacques Guyard et 123 de M. Philippe Legras (de suppression) (p. 6100) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 125 de M. Pierre-André Périssol (non-application des dispositions du présent article aux logements foyers de jeunes travailleurs) (p. 6101).

Après l'article 61 :

– *défavorable* aux amendements n°s 67 rectifié et 66 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (montant du « un pour cent logement ») (p. 6102) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (augmentation des cotisations des P.M.E. destinées au secteur de la construction) (p. 6102) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 85 rectifié de M. Alain Griotteray (modalités de versement aux communes et départements du « un pour cent logement ») (p. 6103).

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Justice : maisons de la justice et du droit (p. 6480).

Politique de la ville : contrats de ville (p. 6480, 6482).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Après l'article 14 :

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 231 de M. Alain Le Vern et 529 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 7618).

Après l'article 15 :

– *soutient* les amendements identiques nos 358 de la commission des finances et 43 de M. Charles de Courson (assimilation à des bénéfices agricoles des revenus tirés d'activités accessoires dès lors que leur chiffre d'affaires est inférieur à dix pour cent du chiffre d'affaires agricole) : retirés (p. 7621, 7622).

Après l'article 18 :

– *soutient* l'amendement n° 359 de la commission des finances (constitution de provisions pour risques climatiques pour la part non indemnisée) (p. 7627) : retiré (p. 7628) ;

– *soutient* l'amendement n° 360 de la commission des finances (octroi d'une réduction d'impôt plafonnée à vingt pour cent de la cotisation d'assurance contre la grêle dans les départements ayant institué une aide à l'assurance) (p. 7628) : retiré (p. 7629).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières) :*

– *soutient* l'amendement n° 363 de la commission des finances (exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les chemins appartenant aux associations foncières) (p. 7631) : retiré (p. 7632).

LANDRAIN (Edouard)

Député de la Loire-Atlantique

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (jeunesse et sports) [15 juin 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XIV : **Jeunesse et sports (n° 1561)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Bosnie-Herzégovine** : forces françaises de la FORPRONU : retrait [18 mai 1994] (p. 1850).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] (p. 2820) :

Aménagement du territoire.

Départements : Loire-Atlantique.

Education physique et sportive.

Enseignants : formation.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de M. Pierre Micaux (création avec l'accord des départements) (p. 4739).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 14 (saisine par 30 p. 100 des électeurs inscrits) : devenu sans objet (p. 4769).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Questions* [18 octobre 1994] :

Départements : enseignement artistique et patrimoine (p. 5639).

Objets d'art, collections, antiquités : œuvres d'art : restauration (p. 5640).

Coopération. – *Examen du fascicule.* – *Questions* [19 octobre 1994].

Collectivités locales : association aux actions de coopération (p. 5716).

Jeunesse et sports. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [25 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 6012).

Associations : rôle et moyens (p. 6012).

Collectivités territoriales (p. 6013) ;

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6011, 6012, 6013).

Enfants : aménagement des rythmes de vie (p. 6012) ;

Jeunes :

- consultation nationale (p. 6011, 6012) ;
- information jeunesse (p. 6012) ;
- projets locaux d'animation jeunesse, « projets jeunes » et « défi jeunes » (p. 6012).

Lois : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (« loi Evin ») (p. 6013).

Ministère de la jeunesse et des sports :

- crédits (p. 6011, 6012) ;
- effectifs (p. 6012).

Sports :

- fédérations (p. 6013) ;
- fonds de compensation des recettes des sports mécaniques (« fonds tabac ») (p. 6013) ;
- football : coupe du monde de 1998 et Grand stade (p. 6012) ;
- sport de haut niveau (p. 6012, 6013).

Article 32 *(comptes d'affectation spéciale – opérations définitives – mesures nouvelles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 118 de M. Jacques Blanc (réduction des dépenses ordinaires civiles de 94 millions de francs pour supprimer la participation du F.N.D.S. à la réalisation du Grand stade) (p. 6035).

Après l'article 59 :

– *favorable* à l'amendement n° 47 de M. Jacques Blanc (institution d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs et affectation de son produit au groupement d'intérêt public « Sport d'élite et préparation olympique ») (p. 6036, 6037).

Affaires sociales, santé et ville : Affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Handicapés : accueil : Loire-Atlantique (p. 6901).

Personnes âgées : maisons de retraite : médicalisation : Haute-Loire (p. 6902).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 7391, 7392).

Associations et bénévoles (p. 7392).

Patronages (p. 7392).

Sports (p. 7392).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Après l'article 29 :

– *soutient* l'amendement n° 103 de la commission (validation de l'arrêté d'approbation de la convention nationale des chirurgiens-dentistes) : adopté (p. 8850) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Jacques Barrot (institution au bénéfice de la C.N.A.M.T.S. d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8851).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] (p. 9519) :

Audiovisuel : télévision : La Cinquième.

Education civique.

Formation professionnelle et promotion sociale.

Langues régionales.

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école ».

LANG (Pierre)

Député de la Moselle

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216) [11 mai 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Denis Jacquat tendant à constituer une commission d'enquête chargée d'établir un bilan des différentes mesures de délocalisations administratives ainsi qu'un schéma directeur pour les nouvelles opérations envisagées (n° 1524) [19 octobre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1216), modifiant certaines **dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1272)** [25 mai 1994].

Proposition de loi tendant à fixer les dates de **clôture de la chasse des oiseaux migrateurs** (gibiers d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) **(n° 1277)** [25 mai 1994].

Proposition de loi portant détermination des dates de **clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (n° 1319)** [1er juin 1994]. Retrait de cette proposition [10 juin 1994].

Proposition de loi tendant à actualiser la **loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 1803)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Pacte national charbonnier : exploitation charbonnière : poursuite de l'emploi [26 octobre 1994] (p. 6070, 6071).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 379).

Première lecture :

Discussion des articles [11 janvier 1994] :

Après l'article 17 :

– *son* amendement n° 23 (abroge l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 afin de régulariser la situation des géomètres-experts exerçant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 22).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] (p. 2838, 3839) :

Carrières :

– régimes des installations classées ;

– schémas départementaux.

Code minier.

Communautés européennes et Union européenne : directives : transposition en droit interne.

Environnement : sites : remise en état.

Mines :

– exploitants : responsabilité ;

– gisements : compétitivité ;

– permis d'exploitation ;

– permis de recherche.

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 1er *(attribution des permis exclusifs de recherches) :*

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (prise en compte des préoccupations environnementales dès l'attribution du permis de recherches) (p. 2852) : adopté (p. 2853).

Article 5 *(conditions et modalités d'obtention d'une concession) :*

– *favorable* à l'amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Kucheida (conditions spécifiques d'exploitation portées à la connaissance des pétitionnaires par un cahier des charges) (p. 2854).

Article 7 *(remise en état du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 50 du Gouvernement (« retour » des gisements à l'Etat et remise des dépendances immobilières) (p. 2855) ; rectifié (transfert à l'Etat des droits et obligations du concessionnaire en cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant) (p. 2856) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 55 de M. Jacques Vernier (transfert de l'ensemble des droits et obligations du concessionnaire à l'Etat lors du « retour » du gisement) (p. 2856) ;

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (conditions du « retour » du gisement à l'Etar) (p. 2855) : retiré (p. 2856).

Avant l'article 14 :

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (présomption de responsabilité de l'exploitant et du titulaire d'un permis exclusif de recherches) : adopté (p. 2861) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Kucheida (information de l'acheteur du terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée) (p. 2862) ;

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (information de l'acheteur du terrain) : adopté après modifications (p. 2862) ;

– *favorable* à l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (nullité d'ordre public des clauses d'exonération de la responsabilité de l'exploitant) (p. 2864) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 51 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2864) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (limitation de la nullité de la clause d'exonération à la qualité d'exploitant minier du vendeur) (p. 2864).

Article 14 *(police administrative des mines)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Kucheida (prérogatives de l'aurorité administrative en matière de surveillance) (p. 2865) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Kucheida (de précision) (p. 2865) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Kucheida (prérogarives de l'autorité administrative et rapport annuel) (p. 2865) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (rapport annuel des titulaires de la concession à destination des collectivités territoriales) : adopté (p. 2866).

Article 15 *(objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière)* :

– *favorable* à l'amendement n° 44 de M. Jacques Vernier (préservation des paysages) (p. 2866) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 de M. Gérard Larrat (protection des intérêts agricoles) (p. 2866) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Gérard Larrat (consultation des organisations agricoles et des conseils municipaux des communes intéressées) (p. 2867).

Article16 *(pouvoirs de l'administration en cas d'exploitation insuffisante ou insatisfaisante d'un gisement)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Kucheida (information des collectivirés locales en cas d'insuffisance d'exploiration) (p. 2867) ;

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (obligation pour les exploitants de rendre compte au ministre de rutelle en cas d'exploitation restreinte) : adopté (p. 2867).

Article 18 *(mesures de sécurité en fin de recherches ou d'exploitation)* :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Kucheida (remise en érat des sires en cours d'exploitation) (p. 2870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Kucheida (consultation des collectivités locales par l'autorité administrative avant la prescription des travaux de réhabilitation) (p. 2871) ;

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (mesures nécessaires à la préservation du milieu aquatique et de l'environnement hydraulique) (p. 2871) : adopté après modifications (p. 2872) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 49 de M. Jacques Vernier (objectif de préservation des paysages) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 2872).

Après l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Kucheida (création d'une commission départementale d'intérêt minier) (p. 2872).

Article 27 *(permis exclusif de carrières)* :

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (fondement juridique de la limitation du droit de propriété) (p. 2873) : adopté (p. 2874).

Article 38 *(sanctions)* :

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 2875, 2876).

Article 39 *(sanctions)* :

– *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 2876) ;

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (application des sanctions pénales en cas de disposition des produits extraits sans permis exclusif de recherches) : adopté (p. 2876).

Après l'article 45 :

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (non-soumission à enquête publique des demandes de permis exclusifs de recherches déposées avant la publication des décrets d'application de la présente loi) : adopté (p. 2877) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi pout les demandes en cours d'instruction) (p. 2877) : adopté (p. 2878) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Didier Mathus (régime d'indemnisation des dommages miniers) (p. 2878) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Kucheida (procédure d'indemnisation des victimes de dommages miniers) (p. 2879).

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Prèmiere lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 juin 1994] (p. 3524, 3525) :

Administration : arrêtés de clôture anticipée.

Communautés européennes et Union européenne : Comité ORNIS.

D.O.M.-T.O.M. : exclusion.

Droit local.

Environnement :

– associations ;

– zones humides.

Oiseaux migrateurs : protection.

Police de la chasse.

Discussion de l'article unique [24 juin 1944] :

Article unique *(dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Daniel Garrigue (dates de clôture pour la chasse au canard colvert, pour les autres espèces de gibiers d'eau et les oiseaux de passage) (p. 3536).

Après l'article unique :

– *favorable* à l'amendement n° 11 du Gouvernement (rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la présente loi) (p. 3540).

Explications de vote (p. 3541) :

Vote pour du groupe U.D.F.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : crédits (p. 5868).

Déchets : décharge de Betting-lès-Saint-Avold (p. 5866).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1994] :

Chasse et pêche (p. 8282, 8283).

Discussion des articles [9 décembre 1994] :

Article 36 *quater* nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *son* amendement n° 204 rectifié soutenu par M. François-Michel Gonnot (naturalisation des animaux trouvés morts) : devenu sans objet (p. 8605) ;

– *son* amendement n° 205 (distinction entre les oiseaux prélevés dans le milieu naturel et les oiseaux d'élevage) : retiré (p. 8606) ;

– *son* amendement n° 206 : devenu sans objet (p. 8607) ;

– *son* amendement n° 207 rectifié : non soutenu (p. 8607).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1995] (p. 221) :

Animaux.

Chasse et pêche.

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 36 *quater* *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *son* amendement n° 26 troisième rectification (conditions de la naturalisation d'animaux) (p. 256) : retiré (p. 257) ;

– *son* amendement n° 13 (possibilité pour les parcs zoologiques et les éleveurs d'oiseaux de détenir la descendance des espèces protégées) : retiré (p. 257) ;

– *son* amendement n° 27 (introduction de certaines espèces à des fins cynégétiques) : retiré (p. 258).

LANGENIEUX-VILLARD (Philippe)

Député de l'Isère

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 23 août 1994] (p. 12277).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à alléger les **charges sociales des associations culturelles sur les indemnités de dédommagement versées à des régimes de retraite et de prévoyance complémentaire (n° 1864)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi visant à soutenir le **commerce indépendant (n° 1865)** [22 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *favorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Mathus (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Associations : associations familiales (p. 2600).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2599, 2600).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9 et 10 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 829 (maintien de l'implantation des administrations publiques pendant un an à compter de la publication de la loi) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 833 (renforcement du rôle du citoyen) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 830 (consultation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4442).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 834 rectifié : non soutenu (p. 4642) ;

– *son* amendement n° 835 rectifié : non soutenu (p. 4643).

– Projet de loi portent diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Article 8 précédemment réservé *(intégration du laboratoire d'hydrologie à la direction générale de la santé : art. L. 567-2 du code de la santé publique. Art. 21 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *ses* amendements précédemment réservés nos 113 et 213 : non soutenus (p. 8803).

Après l'article 8 :

– *ses* amendements précédemment réservés nos 106 et 107 : non soutenus (p. 8804).

LAPP (Harry)

Député du Bas-Rhin

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 567,** posée le 6 décembre 1994 : **charte européenne des langues régionales** (p. 8368). Appelée le 8 décembre 1994 : attitude de la France (p. 8479, 8480).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6094).

Communes : Strasbourg (p. 6094).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Communes : Strasbourg (p. 6733).

Transports ferroviaires : T.G.V. Est (p. 6733)

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Collectivités locales : dépenses de communication (p. 8907).

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement (p. 8907).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8907).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires d'autorité : patrimoine : déclarations (p. 8907).

Lois : loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8907).

Marchés publics (p. 8907).

Parlement : incompatibilités (p. 8907).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8907).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

LARRAT (Gérard)

Député de l'Aude

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à avancer à **55 ans le bénéfice du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée et à revaloriser le montant de l'allocation différentielle servie par ce même fonds de solidarité (n° 1638)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 324, posée le 26 avril 1994 : **lutte contre les maladies de la vigne** (p. 1164). Appelée le 28 avril 1994 : vin et viticulture : maladies et parasites : flavescence dorée : lutte et prévention ; viticulture biologique (p. 1266, 1267).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commercialisation (p. 1972).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 1972).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Environnement : sites : remise en état (p. 2849).

Mines : concessions perpétuelles (p. 2849).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 15 *(objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière) :*

– *son* amendement n° 47 (protection des intérêts agricoles) (p. 2866) : adopté (p. 2867) ;

– *son* amendement n° 48 (consultation des organisations agricoles et des conseils municipaux des communes intéressées) : rejeté (p. 2867).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5163).

Fermage (p. 5163).

Jeunes agriculteurs : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5163).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 5163).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie.

Culture et francophonie. – *Questions* [18 octobre 1994] :

Communes : Carcassonne (p. 5640).

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6030).

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Transports : canaux : Canal du Midi : aménagement touristique (p. 6682).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* amendement n° 261 : non soutenu (p. 7545).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Article 11 précédemment réservé *(exclusion des mines récemment reprises ou ouvertes du champ de la péréquation des charges afférentes aux prestations de chauffage et de logement des retraités du régime minier : art. premier de la loi n° 51-347 du 20 mars 1951) :*

– *favorable* (p. 8818).

Communes : Salsigne.

LAUGA (Louis)

Député des Landes

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6, 7 et 9 décembre 1994] :

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 230 (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8348) : retiré (p. 8352) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 232 de Mme Thérèse Aillaud et 363 de M. Michel Meylan (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8351).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 221 : devenu sans objet (p. 8357).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 224 (composition de la commission des sites au sein du conseil départemental de l'environnement) (p. 8357) : retiré (p. 8358).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

– *son* amendement n° 226 (avis de la chambre d'agriculture ou du centre régional de la propriété forestière chaque fois qu'un plan de prévention des risques modifie les conditions d'exploitation des terrains agricoles ou forestiers) : retiré (p. 8386).

Article 22 *(inventaire départemental du patrimoine naturel) :*

– *son* amendement n° 223 (avis du conseil départemental de l'environnement lors de l'établissement de l'inventaire des espèces et du patrimoine et information des propriétaires) : retiré (p. 8404).

Article 25 *(inventaire paysager régional) :*

– *son* amendement n° 227 (association des organisations professionnelles agricoles et forestières à l'élaboration de l'inventaire) : devenu sans objet (p. 8578).

Article 38 *quater* nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *son* amendement n° 220 soutenu par M. Pierre Ducout (intervention conjointe du ministre de l'agriculture et du ministre de l'environnement en cas d'interdiction d'introduction d'espèces animales ou végétales) (p. 8607) : rejeté (p. 8608).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 21 rectifié soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de la prise en charge par l'O.N.F. de la conservation et de la régie des bois des particuliers pour une durée inférieure à dix ans) : rejeté (p. 8770).

LAZARO (Thierry)

Député du Nord

(6e circonscription)

R.P.R.

Secrétaire d'âge

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Anciens combattants et victimes de guerre) [15 juin 1994] ; Remplacé par M. Bernard Schreiner [30 juin 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 378, posée le 23 mai 1994 : **conséquence de la loi contre le tabagisme et l'alcoolisme sur la situation des clubs sportifs locaux** (p. 2172). Appelée le 26 mai 1994 : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 : application aux clubs sportifs (p. 2298, 2299).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) (p. 6499).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

– chômeurs de longue durée : préretraite (p. 6499, 6500) ;

– fonds de solidarité (p. 6499) ;

– retraite anticipée (p. 6499) ;

– retraite mutualiste (p. 6499).

Assemblée nationale : réserve parlementaire (p. 6499).

Lois : projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattanrs en Afrique du Nord (p. 6498).

Mémoire et souvenir : mission du Cinquantenaire des débarquements et de la Libération : commémoration du 8-Mai (p. 6499).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6498).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : missions et moyens, fonds sociaux (p. 6499).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :
- « cristallisation » et plafonnement (p. 6499) ;
- rapport constant (p. 6499).

- Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 (n° 1793).

Première lecture :

Explications de vote [20 décembre 1994] (p. 9422) :

Vote pour du groupe R.P.R.

LECCIA (Bernard)

Député des Bouches-du-Rhône

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de loi modifiant les règles relatives à l'indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (n° 1188) [16 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1188) de M. Pierre Mazeaud modifiant les règles relatives à **l'indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (n° 1430)** [23 juin 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

- n° 317, posée le 26 avril 1994 : **financement des mandats de représentation dans les établissements d'enseignement privé sous contrat** (p. 1162, 1163). Non appelée.

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Harkis et assimilés :
- allocation forfaitaire : complément (p. 1780) ;
- « deuxième et troisième générations » (p. 1780, 1781) ;
- rapport Rossignol (p. 1780) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1780) ;
- situation (p. 1780) ;
- victimes de la captivité en Algérie (p. 1781).

Harkis et assimilés : logement :
- accession à la propriété (p. 1781) ;
- amélioration de l'habitat (p. 1781) ;
- surendettement (p. 1781).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 1780, 1781).

- Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

- *ses observations* (p. 2257).

Industries d'armement : commandes publiques et grands programmes ; coopération européenne.

- Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] (p. 2452) :

Enseignement.

Hôpitaux : réseaux « ville-hôpital ».

Professions médicales : médecins.

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Sida :
- Conseil national du sida ;
- prévention.

Toxicomanie.

LE DEAUT (Jean-Yves)

Député de Meurthe-et-Moselle

(6e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 933) [5 avril 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (affaires étrangères : immigration) [16 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes (n° 1727) [22 décembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 933) autorisant l'adhésion de la République française à l'**Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 1126)** [14 avril 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome III : **Affaires étrangères : affaires étrangères : Action humanitaire et immigration (n° 1562)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Avenir de la recherche** : organismes de recherche ; relations avec l'industrie ; manifeste des chercheurs [27 avril 1994] (p. 1176, 1177).

orales sans débat :

- **n° 330,** posée le 26 avril 1994 : **éligibilité des villes de Jœuf et d'Homécourt à la dotation de solidarité rurale** (p. 1165). Appelée le 28 avril 1994 : aides (p. 1262 à 1264).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93/81/EURATOM, CECA, C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).**

Avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne : réunification et représentation au Parlement européen (p. 37).

Communautés européennes et Union européenne :
- institutions : réforme : perspectives liées à l'élargissement (p. 37) ;
- nouvelles institutions communautaires : sièges (p. 38) ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ; principe d'égalité : abandon (p. 37) ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle (p. 38, 329).

Parlement : Assemblée nationale : demande d'ajournement par la commission des affaires étrangères (p. 38).

Transports : T.G.V. Est : tracé et construction (p. 38).

Rappel au règlement : regrette que ni le ministre de la coopération ni le ministre des affaires étrangères ne soient venus devant la représentation nationale pour commenter la dévaluation du franc C.F.A. [12 janvier 1994] (p. 29).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 850).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Convention climatique : ratification française : calendrier (p. 352).

Coopération et développement : aide financière du Fonds mondial pour l'environnement : mise en œuvre au profit des pays en voie de développement (p. 352).

Démographie : pays en voie de développement (p. 352).

Energie : énergie solaire (p. 352).

Environnement :
- conférence de Rio de juin 1992 : engagements et reconnaissance du principe de « précaution » (p. 351) ;
- gaz carbonique : émissions et effet de serre (p. 351).

Etats-Unis : production de gaz carbonique ; politique environnementale (p. 351).

Impôts et taxes : taxes sur les produits pétroliers (p. 352).

Transports routiers : maîtrise : rééquilibrage rail-route (p. 352).

Voirie : programme autoroutier français (p. 352).

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E., EURATOM) du Conseil modifiant le règlement (C.E.E., EURATOM) n° 1552/89 du Conseil portant application de la décision 88/376/C.E.E., EURATOM, relative au système des ressources propres de la Communauté (n° E 146) (n° 848) ; proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés (n° E-147) (n° 849).**

Avant la discussion des articles uniques : discussion générale commune [25 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : commission des finances : amendements adoptés (p. 360).

Communautés européennes et Union européenne :
- construction européenne (p. 359, 360) ;
- fraudes (p. 359).

Communautés européennes et Union européenne : budget :
- croissance et masses (p. 358, 359) ;
- historique (p. 358) ;
- soldes budgétaires : traitement (p. 359, 360).

Communautés européennes et Union européenne : ressources propres :
- contributions basées sur la T.V.A. (p. 359) ;
- contributions basées sur le P.N.B. (p. 358, 359).

Constitution : article 88-4 et contrôle du Parlement sur le budget des Communautés européennes (p. 358).

France : contribution au budget des Communautés européennes (p. 359).

Lois : proposition de loi organique « Alphandéry-Le Garrec » (p. 358).

Parlement : transmission des propositions d'actes communautaires : délai et suggestion de transmission directe (p. 359).

Partis et mouvements politiques : R.P.R. : divergences sur la construction européenne (p. 359).

Vote des groupes :

Proposition de résolution n° 849 :

Abstention du groupe socialiste (p. 366).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal) (n° 950).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Affaires étrangères : Europe centrale et de l'Est, Maghreb : instabilité (p. 394).

Convention de Dublin du 15 juin 1990 (p. 393).

Etrangers :
- demandes d'asile : évolution (p. 393) ;
- expulsion de deux terroristes iraniens et rejet de la demande d'extradition suisse (p. 393).

Police : interconnexion des fichiers des demandeurs d'asile : projet EURODAC (p. 394).

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et M. François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075).**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 avril 1994] :

Allemagne : participation au Conseil de sécurité de l'O.N.U. (p. 699).

Communautés européennes et Union européenne : politique étrangère commune (p. 700).

Défense :
- défense européenne : Eurocorps (p. 697 à 699) ;
- forces françaises dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda : hommage (p. 697, 698).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- droit d'ingérence humanitaire (p. 698) ;
- jugement des auteurs de crimes contre l'humanité (p. 698).

Etats-Unis : engagement diplomatique ; accord de Washington du 18 mars 1994 (p. 697, 698).

Europe :
- généralités ; contexte géopolitique ; minorités ; frontières (p. 695, 696) ;
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 699) ;
- Conférence sur la stabilité en Europe : conférence inaugurale : Paris les 26 et 27 mai 1994 (p. 699).

France :
- accueil des réfugiés de l'ex-Yougoslavie (p. 699) ;
- attitude face au conflit et initiatives diplomatiques ; ambassade française à Sarajevo (p. 697).

Organisation des Nations Unies : résolutions du Conseil de sécurité ; zones de sécurité et FORPRONU (p. 697, 698).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : « autodissolution » (p. 698).

Russie : rôle diplomatique (p. 696).

Union de l'Europe occidentale : conseil restreint : association des candidats à l'Union européenne (p. 698).

Ex-Yougoslavie :
- généralités ; guerre civile ; intégrité des républiques ; situation de Sarajevo et de Gorazde (p. 695 à 698) ;
- Bosnie-Herzégovine : reconstruction : rôle des entreprises communautaires et rôle de la France (p. 699) ;
- embargo militaire sur la Bosnie : levée (p. 699) ;
- Slovénie et Croatie : reconnaissance par l'Allemagne et la Communauté européenne (p. 697).

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 et 14 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 800) ;
- couples : âge, projet parental (p. 800) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 800, 801) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 800) ;
- dons : anonymat et gratuité (p. 799) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 799, 800) ;
- fœtus et embryon : statut (p. 799).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 799).

Ethique : bioéthique :
- législateur : rôle (p. 799) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 676, 799).

Génétique :
- génome (p. 798) ;
- pratiques géniques : eugénisme (p. 800) ;
- thérapies géniques (p. 800).

Prélèvements sur le corps humain :
- dons : anonymat (p. 799) ;
- prélèvements sur donneur décédé (p. 799).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 676, 798, 801).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *son* amendement n° 76 soutenu par Mme Véronique Neiertz (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 924) : rejeté (p. 927) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 90 de Mme Véronique Neiertz (de précision) à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 927).

Article 16-6 (non-brevetabilité du corps humain) :

– *son* amendement n° 78 (détermination législative des conditions de brevetabilité des dérivés de produits du corps humain) : retiré (p. 929).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-11 (examen des caractéristiques génétiques d'une personne) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 71 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'étude à des fins médicales) à l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'étude génétique des caractéristiques d'une personne ; consentement préalable de l'intéressé ; rédactionnel pour le surplus) (p. 934).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (caractère non brevetable de la connaissance de la structure d'un gène humain, en tant que tel) (p. 939).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation : consentement : formalités (p. 1011).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- corps humain : atteintes à l'intégrité : consentement (p. 1010) ;
- corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 1010).

Ethique : bioéthique : législateur : rôle (p. 1010).

Filiation : assistance médicale à la procréation (p. 1011).

Génétique :
- médecine prédictive et tests d'identification génétique (p. 1011) ;
- pratiques géniques : eugénisme (p. 1010) ;
- thérapies géniques (p. 1010).

Prélèvements sur le corps humain : dons : anonymat (p. 1010, 1011).

Propriété intellectuelle : brevets : génome (p. 1011).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 14 avril 1994] :

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par : *Boutin (Christine)* (p. 678) et *son intervention* (p. 798).

Principaux thèmes développés : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Article L. 665-14 du code de la santé publique (principe de l'anonymat du don) :

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jean-Louis Beaumont (possibilité pour le donneur et le receveur de connaître l'identité de l'autre ; secret à l'égard des tiers ; dérogation pour raisons thérapeutiques seulement) (p. 827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Charles de Courson (don pour un bénéficiaire nominativement désigné) (p. 827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Charles de Courson (levée de l'anonymat au bénéfice du demandeur né grâce aux techniques d'aide médicale à la procréation devenu majeur) (p. 827).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

– *ses observations* (p. 830).

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *son* amendement n° 102 (suppression de la recherche de la volonté du défunt par le témoignage de sa famille) : rejeté (p. 832).

Article L. 671-9 du code de la santé publique (prélèvements à des fins scientifiques) :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 125 du Gouvernement (consentement de l'un des titulaires de l'autorité parentale pour les mineurs) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture permettant l'autopsie sans consentement du défunt) (p. 836) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 264 du Gouvernement (autopsie impossible sur la personne ayant fait connaître son refus de son vivant) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 836).

Rappel au règlement : exprime son accord sur une seconde délibération des dispositions sur l'autopsie [14 avril 1994] (p. 841).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

– *ses observations* (p. 845).

Article L. 672-10 du code de la santé publique (autorisation des activités de transformation ou de conservation des tissus) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 165 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux produits du corps humain) (p. 850).

Industrie cosmétique : laboratoires.

Après l'article 5 :

– *son* sous-amendement n° 235 (limitation aux thérapies géniques somatiques ; extension aux thérapies cellulaires somatiques) à l'amendement n° 127 du Gouvernement (régime juridique des traitement, transformation et manipulation des produits cellulaires) (p. 851) : adopté (p. 852) ;

– *son* sous-amendement n° 236 rectifié (définition des produits cellulaires constituant des médicaments) à l'amendement n° 127 du Gouvernement (p. 851) : retiré (p. 852) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 du Gouvernement (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoïétiques) (p. 853).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 214 de M. Marc Laffineur (bénéfice réservé aux couples mariés) à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 859) ;

– *son* amendement n° 103 (possibilité d'assistance médicale à la procréation après le décès de l'homme y ayant donné son consentement pour l'embryon constitué avant ce décès) : devenu sans objet (p. 861).

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jean-Marc Chartoire (interdiction du transfert d'embryon à un autre couple) (p. 864).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *favorable* aux sous-amendements identiques n^{os} 234 de Mme Marie-Thérèse Boisseau et 262 de M. Jean-François Mattei (suppression de l'interdiction d'expérimentation sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 871) ;

– *son* amendement n° 106 (rédactionnel) : retiré (p. 872).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 267 (possibilité d'implanter l'embryon après le décès du père survenu postérieurement à la conception in vitro mais antérieurement à l'implantation ; délai de réflexion d'un an) : rejeté (p. 885).

Article 9 *(don de gamètes) :*

Article L. 673-1 du code de la santé publique (définition du don de gamètes) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 89 de Mme Christine Boutin (interdiction du don d'ovocytes) (p. 887).

Assistance médicale à la procréation : insémination par sperme frais : interdiction.

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 895).

Après l'article 10 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (interdiction du diagnostic préimplantatoire en dehors « des situations familiales comportant des risques d'une particulière gravité en raison de maladies génétiques sévères ») (p. 898) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 136 rectifié du Gouvernement (diagnostic préimplantatoire uniquement possible sur demande écrite du couple après attestation par un médecin exerçant dans un centre de diagnostic prénatal d'une situation familiale présentant une « forte probabilité de donner naissance à un enfant atteint d'une maladie génétique d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic ») (p. 898).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation : art. L. 184-6, L. 184-7, L. 152-11 à L. 152-15 et L. 162-17 à L. 162-20 du code de la santé publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 205 corrigé de M. Charles de Courson (sanction pénale de cerraines pratiques d'assistance médicale à la procréation) (p. 906).

Après l'article 16 :

– *favorable* à l'amendement n° 61 rectifié de M. Jean-François Mattei et à son amendement n° 100 rectifié soutenu par Mme Véronique Neiertz (fondement législatif, missions, composition et régime du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 910) : adoptés (p. 912).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

- consentement : formalités (p. 1006) ;
- couples : âge, projet parental (p. 1006) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 1006) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique ; statut ; dons d'embryons (p. 1006).

Ethique : bioéthique : législateur : rôle (p. 1005, 1006).

Génétique : pratiques géniques : eugénisme (p. 1006).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 1005).

Recherche : recherche médicale (p. 1005, 1006, 1007).

Vote pour du groupe socialiste (p. 1006).

Commission mixte paritaire :

Principaux thème développés [15 juin 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

- caractère médical et thérapeutique (p. 3041) ;
- couples : âge, projet parental (p. 3041) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 3042) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires (p. 3041, 3042) ;
- fœtus et embryon : statut (p. 3042).

Ethique :

- bioéthique : législation : évaluation et révision (p. 3041) ;
- Comité consultatif national d'éthique (p. 3042).

Génétique : thérapies géniques (p. 3041).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 3041).

Santé publique : autopsies médicales (p. 3041).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels (n° 770).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Affaires étrangères : Russie : rôle européen (p. 1014).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part (n° 915).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Affaires étrangères : ex-Yougoslavie (p. 1019).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1019).

Etrangers : tziganes roumains (p. 1020).

Roumanie : enfants : enfants abandonnés (p. 1019).

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Acte constitutif de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 933).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Affaires étrangères : ex-Yougoslavie (p. 1039).

Etrangers :

- mouvements migratoires (p. 1037) ;
- Office français de protection des réfugiés et apatrides (p. 1038).

France : membre fondateur puis observateur au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (p. 1037).

Organisation internationale pour les migrations (p. 1037, 1038).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Audiovisuel : TF1 : saisine de la Commission de Bruxelles (p. 1046).

Communautés européennes : directives (p. 1044, 1045).

Culture : exception culturelle : diffusion des œuvres françaises et européennes ; production française (p. 1045).

Rappel au règlement : s'insurge contre le fait que le ministre « généraliste » présent pour la discussion du projet de loi relatif à la convention européenne sur la télévision transfrontière ne puisse répondre à ses questions essentielles et regrette le peu de présence dans l'hémicycle (p. 1047).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [18 mai 1994] :

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 92 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures au plus tard le troisième samedi précédant le premier tour de scrutin du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 1838) : rejeté (p. 1839).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Agroalimentaire (p. 1908).

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1907).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 1906, 1907).

Energie : biocarburants (p. 1908).

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1907).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1907).

Recherche (p. 1908).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Administration : coordination interministérielle (p. 2445).

Affaires étrangères :

- pays africains (p. 2444) ;
- Thaïlande (p. 2444).

Assemblée nationale : commission d'enquête sur l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger (p. 2444).

Audiovisuel : télévision (p. 2445).

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2445).

Enseignement (p. 2445).

Professions médicales : secret médical (p. 2445).

Recherche : recherche médicale (p. 2444, 2445).

Sida :

- dépistage (p. 2445) ;
- maladie et malades (p. 2444) ;
- prévention (p. 2445).

Transfusion sanguine ; transfusés (p. 2445).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Eau : eaux d'exhaure (p. 2847).

Mines : exploitants : responsabilité (p. 2847).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 7 *(remise en état du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 50 du Gouvernement (« retour » des gisements à l'Etat et remise des dépendances immobilières) ; rectifié (transfert à l'Etat des droits et obligations du concessionnaire en cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant) (p. 2856, 2857) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 55 de M. Jacques Vernier (transfert de l'ensemble des droits et obligations du concessionnaire à l'Etat lors du « retour » du gisement) (p. 2856, 2859).

Article 18 *(mesures de sécurité en fin de recherches ou d'exploitation) :*

– *ses observations* (p. 2868).

Eau : soutien d'étiage (p. 2868, 2869).

Article 27 *(permis exclusif de carrières) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de la commission (fondement juridique de la limitation du droit de propriété) (p. 2874).

Après l'article 45 :

– *soutient* l'amendement n° 28 de M. Didier Mathus (régime d'indemnisation des dommages miniers) (p. 2878) : adopté (p. 2879).

– Proposition de loi tendant à modifier le livre II *bis* du code de la santé publique (n° 1214).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : essais et expérimentations :

- comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (p. 3026) ;
- consentement, information et protection des personnes vulnérables (p. 3027).

Génétique : génie génétique (p. 3027).

Industrie :

- cosmétologie (p. 3026) ;
- génie biomédical (p. 3026).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (« loi Huriet ») (p. 3026, 3027).

Médicaments (p. 3026, 3027).

Recherche : recherche médicale : sciences du comportement (p. 3026).

Discussion des articles [15 juin 1994] :

Article 10 *(avis des comité consultatifs de protection des personnes et dispositif de veille sanitaire : art. L. 209-12 du code de la santé publique) :*

– *son* amendement n° 9 (information des participants « pendant la durée de la recherche ») : adopté (p. 3034).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 16 rectifié du Gouvernement (consultation des C.C.P.P.R.B. sur les recherches à caractère militaire) (p. 3036).

Explications de vote :

Vote pour du groupe socialiste (p. 3027).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [20 octobre 1994] :

Recherche :

- crédits (p. 5739) ;
- établissements publics à caractère scientifique et technologique (E.P.S.T.) : C.N.R.S. (p. 5739, 5740) ;
- établissements publics industriels et commerciaux : C.E.A. (p. 5740) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (p. 5739).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'immigration [3 novembre 1994] :

Afrique :

- dette (p. 6424) ;
- diplomates et personnel français (p. 6425) ;
- zone franc (p. 6425).

Algérie (p. 6420, 6425).

Audiovisuel (p. 6425).

Cambodge (p. 6425).

Communautés européennes et Union européenne :

- construction européenne (p. 6424) ;
- espace « Schengen » (p. 6420).

Contexte géopolitique (p. 6424).

Etrangers : Office français pour les réfugiés et apatrides (p. 6420, 6421).

Haïti (p. 6425).

Ministère des affaires étrangères :

- crédits (p. 6424) ;
- informatique (p. 6421).

Organisation des Nations Unies :

- Conseil de sécurité (p. 6424) ;
- force d'intervention permanente (p. 6424).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Professions paramédicales : soins infirmiers à domicile (p. 6884).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République

portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- contexte géopolitique (p. 8143) ;
- Europe centrale et de l'Est (p. 8145).

Communautés européennes et Union européenne :
- budger communautaire : participation des nouveaux membres (p. 8144) ;
- élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8143) ;
- institutions (p. 8145) ;
- politique agricole commune (p. 8144).

Emploi : chômage en France et en Europe (p. 8144).

Norvège (p. 8143).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- contexte géopolitique (p. 8451) ;
- forces françaises dans l'ex-Yougoslavie (p. 8452) ;
- groupe de contact ; conférence internationale pour le règlement du conflit yougoslave (p. 8451) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8451, 8452) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 8451, 8452).

Communautés européennes et Union européenne :
- accords de Lomé ; accords avec les pays A.C.P. (p. 8452) ;
- « couple » franco-allemand (p. 8452).

Défense : corps européen (p. 8452).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Agriculture française (p. 9098).

Audiovisuel (p. 9099).

Commerce extérieur :
- accord de libre-échange nord-américain (p. 9097) ;
- G.A.T.T. : négociations et accord du 15 avril 1994 (p. 9096 à 9099) ;
- Organisation mondiale du commerce (p. 9096 à 9099).

Communautés européennes et Union européenne :
- politique agricole commune (p. 9098) ;
- préférences généralisées (p. 9099).

Environnement (p. 9099).

Etats-Unis :
- Congrès : ratification (p. 9098) ;
- législation commerciale : section 301 du « trade act » (p. 9098).

Industrie : textile-habillement (p. 9098).

Moyens de paiement : « dumping » monétaire (p. 9099).

Propriété intellectuelle (p. 9098).

Services (p. 9099).

Travail : « dumping » social (p. 9099).

LEFEBVRE (Pierre)

Député de la Sarthe

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2448).

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2447).

Sida : maladie et malades (p. 2447).

Toxicomanie (p. 2447, 2448).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] (p. 6896) :

Handicapés :
- centres d'aide par le travail ;
- instituts médico-éducatifs.

LEFORT (Jean-Claude)

Député du Val-de-Marne

(10e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Devient membre de la mission d'information commune sur les moyens d'informarion des parlements étrangers en matière économique et sociale [*J.O.* du 20 octobre 1994] (p. 14927)

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 3 novembre 1994] (p. 15635).

DEPOTS

Proposition de résolution relative aux propositions de directive du Conseil concernant les **règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (n° E-211) **(n° 1046)** [7 mars 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à démocratiser le rôle du **Parlement dans le processus d'élaboration des directives communautaires (n° 1373)** [13 juin 1994].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les **Français** qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille **(n° 1414)** [21 juin 1994].

Proposition de loi organique tendant **à assurer la transparence du patrimoine et des revenus des parlementaires (n° 1573)** [6 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation en Bosnie : attitude de la France : Gorazde : zones de sécurité : usage de la force ; embargo ; FORPRONU : Vukovar ; C.S.C.E. ; Union européenne [20 avril 1994] (p. 988, 989).

orales sans débat :

– **n° 476,** posée le 28 juin 1994 : **abaissement de la durée du travail dans le secteur public** (p. 3766). Appelée le 30 juin 1994 (p. 3888, 3889).

– **n° 495,** posée le 4 octobre 1994 : **déréglementation du trafic aérien** (p. 4900). Appelée le 6 octobre 1994 (p. 4995, 4996).

– **n° 518,** posée le 22 novembre 1994 : **rénovation de la R.N. 305 dans le Val-de-Marne** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : aménagement ; financement (p. 7425, 7426).

– **n° 576,** posée le 13 décembre 1994 : **avenir du secteur public** (p. 9014) : E.D.F. et G.D.F. ; France Télécom : monopole. Non appelée.

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] (p. 1044) :

Communautés européennes : directives.

Conseil de l'Europe : convention du 5 mai 1989.

Culture : exception culturelle : diffusion des œuvres françaises et européennes ; production française.

Etats-Unis : exportations audiovisuelles.

Publicité.

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1994] :

Affaires étrangères : Allemagne : cour constitutionnelle : décision du 12 octobre 1993 (traité de l'Union européenne) (p. 1283).

Communautés européennes et Union européenne :

- budget (p. 1283) ;
- construction européenne (p. 1282, 1283) ;
- droit communautaire dérivé (p. 1282) ;
- Parlement européen (p. 1282).

Constitution : article 88-4 : champ d'application : domaines de la loi et du règlement (p. 1282, 1283).

Discussion des articles [28 avril 1994] :

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 1 (examen obligatoire par les délégations de tout projet d'acte communautaire préalablement à son adoption) (p. 1285) : rejeté (p. 1287) ;

– *son* amendement n° 2 (obligation faite au Gouvernement de faire état au Conseil des résolutions parlementaires) (p. 1287) : rejeté (p. 1288).

Explications de vote :

Vote contre du groupe communiste (p. 1283).

– Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1041).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Banques et établissements financiers (p. 1299).

Entreprises : fonds propres et placements (p. 1299).

Marchés financiers : généralités (p. 1299, 1300).

Politique économique : emploi (p. 1300).

Retraites : régimes complémentaires obligatoires (p. 1300).

Sécurité sociale et protection sociale (p. 1299, 1300).

Discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

– *soutient* l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'alinéa relatif aux fonds de pension) (p. 1302) : rejeté (p. 1303).

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le Crédit lyonnais (n° 1060).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Banques et établissements financiers : rôle (p. 1311, 1312).

Commission d'enquête proposée par le groupe communiste sur l'utilisation des fonds publics affectés à l'emploi (p. 1311).

Crédit lyonnais :

- personnels (p. 1312) ;
- privatisation (p. 1312).

Marchés financiers : généralités (p. 1311, 1312).

Discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

– *son* amendement n° 1 (suppression de la référence aux règles de secret applicables aux commissions d'enquête) : rejeté (p. 1314) ;

– *son* amendement n° 2 (mesures à proposer par la commission d'enquête pour la sécurité des déposants et pour la contribution du système bancaire au développement économique) (p. 1314) : rejeté (p. 1315) ;

– *son* amendement n° 3 (inscription de l'emploi dans le groupe Crédit lyonnais parmi les missions de la commission d'enquête) : rejeté (p. 1315).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] (p. 2168, 2169) :

Armée de l'air : avions Mirage-2000-D, 2000-DA, 2000-5, 2000-N.

Armements nucléaires stratégiques :
– essais nucléaires ;
– modélisation et simulation : programme PALEN.
Europe : défense européenne.
Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.
Traités et conventions : traité d'interdiction des essais nucléaires.
Discussion des articles [25 mai 1994] :
Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*
– *reprend* l'amendement n° 9 corrigé de la commission soutenu par M. Robert Poujade (modalités d'éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses des collectivités locales pour la construction de logements de gendarmes) : rejeté (p. 2268).
– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).
Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :
Audiovisuel : télévision (p. 2414).
Départements : Val-de-Marne (p. 2414).
Enseignement (p. 2414).
Hépatites B et C (p. 2414).
Hôpitaux : hospitalisation et hospitalisation à domicile (p. 2414).
Lois : proposition de loi n° 993 tendant à la mise en place d'un véritable plan d'urgence dans la lutte contre le sida (p. 2413).
Lois de finances : crédits budgétaires (p. 2413 à 2415).
Recherche : recherche médicale (p. 2414).
Sida :
– dépistage (p. 2414) ;
– maladie et malades (p. 2413) ;
– prévention (p. 2114).
Toxicomanie (p. 2414).
– Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (nos E-246 à E-255) (n° 1295).
Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :
Chômage (p. 4843).
Communautés européennes et Union européenne : budget :
– Commission (p. 4843) ;
– dépenses et ressources (p. 4842, 4843) ;
– dépenses agricoles (p. 4843) ;
– fraude (p. 4843) ;
– impôt européen (p. 4843).
France : contribution au budget des Communautés européennes (p. 4842, 4843).
G.A.T.T. (p. 4843).
Lois : lois organiques : révision de l'ordonnance du 2 février 1959 (p. 4843).
Discussion de l'article unique :
– *reprend* l'amendement n° 8 de M. Bernard Carayon (opposition à la création d'un impôt européen) : rejeté (p. 4850).
– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).
Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :
Affaires étrangères : Allemagne (p. 4859).
Assemblée nationale : délégation pour l'Union européenne : empiètement sur les pouvoirs des commissions permanentes (p. 4859).
Cérémonies publiques et fêtes légales : 14 Juillet : défilé de l'Eurocorps (p. 4858, 4859).
Communautés européennes et Union européenne : défense, programmes et force d'intervention rapide (p. 4859).
Proposition de résolution : opportunité (p. 4858, 4859).
Vote contre du groupe communiste (p. 4859).
– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).
Première lecture, première partie :
Discussion des articles [13 octobre 1994] :
Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*
Affaires étrangères : Grande-Bretagne : contribution (p. 5412).
Commission : recommandation sur les déficits publics (p. 5413).
Communautés européennes et Union européenne :
– institutions : accord institutionnel et conférence intergouvernementale (p. 5413) ;
– Maastricht (p. 5413).
Fraude et « gabegie » (p. 5412).
Lois : proposition de loi organique « Alphandéry-Le Garrec » (p. 5412).
Politique extérieure et de sécurité commune (p. 5412).
– *son* amendement n° 212 (réduction de 10 p. 100 du prélèvement) (p. 5423) : rejeté (p. 5424).
Fraude (p. 5423).
Lois : loi organique : fixation du montant de la contribution par le Parlement (p. 5424).
Parlement : souveraineté nationale (p. 5424).
Deuxième partie :
Coopération. – *Examen du fascicule.* – *Vote des crédits* [19 octobre 1994].
– *ses observations* sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Thomas (distinction entre l'aide alimentaire et son transport) (p. 5718).
Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :
Travail : temps de travail : « trente-cinq heures » (p. 5983).
Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :
Armements nucléaires : dissuasion nucléaire française : doctrine (p. 6366).
Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire : renouvellement (p. 6366).
Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :
Communautés européennes et Union européenne :
– Conférence intergouvernementale de 1996 (p. 6399) ;
– Europe des « différents cercles » (p. 6399) ;
– traité de Maastricht : bilan (p. 6399, 6400).
– Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union restant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233) (n° 1162) et proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de

l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (COM (94) 38 Final – n° E-233) (n° 1366).

Principaux thèmes développés [24 octobre 1994] :

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 5880).

Communautés européennes et Union européenne :
- directive du Conseil : contenu de la proposition, dérogations, transposition et première application (p. 5880) ;
- traité sur l'Union européenne : article 8 B, paragraphe 1 (p. 5879).

Communes :
- communes frontalières (p. 5880) ;
- Paris (p. 5880).

Constitution : article 88-3 (p. 5879).

Elections européennes (p. 5880).

Elections municipales :
- candidatures (p. 5880) ;
- électeurs (p. 5880).

Etrangers : ressortissants non communautaires (p. 5880).

Vote pour du groupe communiste (p. 5880).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] (p. 7314) :

Drogue : trafic de stupéfiants.

Etrangers : droit d'asile.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7743).

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 7743).

Régions : Ile-de-France (p. 7742, 7743).

Discussion des articles [28 et 30 novembre 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 238 de M. Rémy Auchedé (participation des syndicats et des associations à la détermination de la politique d'aménagement du territoire) (p. 7768) : rejeté (p. 7769).

Article 2 *(schéma national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *défavorable* (p. 7770).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 242 de M. Rémy Auchedé (association des régions, des départements, des communes et des comités de massif à l'élaboration des directives) : rejeté (p. 7774).

Article 17 A nouveau *(orientations du schéma national d'aménagement et de développement du territoire pour la région d'Ile-de-France) :*

– *soutient* l'amendement n° 263 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7957) : rejeté (p. 7958).

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) :*

– *soutient* l'amendement n° 264 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7969) : adopté au scrutin public (p. 7971).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 8442) ;
- groupe de contact ; conférence internationale pour le règlement du conflit yougoslave (p. 8442) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 8442).

Communautés européennes et Union européenne :
- « couple » franco-allemand (p. 8441) ;
- élargissement (p. 8440, 8441) ;
- Europe des « différents cercles » (p. 8441) ;
- Europe sociale (p. 8441) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8441, 8442) ;
- présidence française (p. 8441) ;
- Union monétaire : monnaie unique et institut monétaire européen (p. 8441).

Emploi (p. 8440, 8441).

Industrie : délocalisations (p. 8442).

Parlement : rôle des parlements nationaux (p. 8441, 8442).

Services publics (p. 8442).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 48 soutenu par M. Jacques Brunhes (commission parlementaire d'examen des marchés d'armement) : rejeté (p. 9219).

LE FUR (Marc)

Député des Côtes-d'Armor

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 319, posée le 26 avril 1994 : **sécurité des orphelinats au Rwanda** (p. 1163). Appelée le 28 avril 1994 (p. 1246, 1247).

– **n° 426,** posée le 7 juin 1994 : **problèmes d'organisation des élections européennes** (p. 2709). Appelée le 9 juin 1994 : conséquences dans les communes rurales (p. 2798 à 2800).

– **n° 516,** posée le 22 novembre 1994 : **bourses des collèges et réforme du baccalauréat** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : conditions d'attribution : montant ; baccalauréat : réforme (p. 7407, 7408).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 1er *(modification de l'intitulé du livre VI du code de la santé publique) :*

– *ses observations* (p. 822, 823).

Assistance médicale à la procréation :

– diagnostic pré-implantatoire ;

– dons : anonymat ;

– embryon : statut.

Bioéthique : législateur : rôle.

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *soutient* l'amendement n° 209 corrigé de M. Michel Hannoun (prélèvement impossible en cas de refus de la famille) (p. 832) : rejeté (p. 833) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 176 corrigé de M. Charles de Courson (expression possible de l'acceptation) à l'amendement n° 5 de la commission (expression du refus par tout moyen et révocable à tout moment) (p. 834).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 859).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 231 (de suppression) : rejeté (p. 868).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *son* amendement n° 232 (interdiction de la conception d'embryons à des fins de recherche ou d'expérimentation) : devenu sans objet (p. 872).

Article L. 152-9 du code de la santé publique (responsabilité d'un praticien agréé) :

– *soutient* l'amendement n° 84 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) : rejeté (p. 880).

Article L. 152-10 du code de la santé publique (information des couples) :

– *soutient* l'amendement n° 85 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) : rejeté (p. 880).

Article 9 *(don de gamètes) :*

Article L. 673-3 du code de la santé publique (interdiction de l'insémination par sperme frais ou mélange de sperme) :

– *son* amendement n° 233 deuxième rectification (interdiction de toute sélection de sperme selon des caractéristiques physiques, intellectuelles ou ethniques) : rejeté (p. 888).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation : art. L. 184-6, L. 184-7, L. 152-11 à L. 152-15 et L. 162-17 à L. 162-20 du code de la santé publique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 48 de la commission (de coordination) (p. 907).

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-9 (anonymat) :

– *soutient* l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (possibilité pour le donneur et le receveur de connaître l'identité de l'autre en cas de transplantation ou d'utilisation de gamètes humains dans un but de fécondation ; secret à l'égard des tiers ; dérogation pour raisons thérapeutiques seulement) : rejeté (p. 931).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1981).

Exploitations agricoles : statut (p. 1981).

Impôts et taxes : C.S.G. (p. 1982).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2236, 2237) :

Service national :

– conscription ;

– formes civiles et volontariat service long.

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2592) :

Allocation « de libre choix » et salaire parental.

Allocation parentale d'éducation.

Démographie : natalité.

Femmes : insertion professionnelle.

Retraites : généralités.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Aménagement rural (p. 4327).

Collectivités locales : décentralisation (p. 4327).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4327).

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 4327, 4328).

Etat :

– arrondissement (p. 4327) ;

– préfet et sous-préfet (p. 4327, 4328) ;

– rôle (p. 4327).

Historique (p. 4327).

Lois : loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985 tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (p. 4327).

Politique générale (p. 4327).

Postes et télécommunications : La Poste (p. 4327).

Services publics (p. 4327).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 940 rectifié de M. Louis de Broissia (objectif d'aménagement du territoire de la politique de développement familial) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (objectifs d'aménagement du territoire des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie ; « association » des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire ; fixation par l'Etat des « obligations » des établissements, organismes publics et entreprises nationales chargés sous sa tutelle d'un service public ; incitation des personnes privées à participer à la réalisation des objectifs de développement du territoire ; dispositions dérogatoires modulant les charges imposées au citoyen en vue de corriger les inégalités de conditions de vie) : adopté (p. 4387) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 974 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à distance aux services publics) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission : rejeté (p. 4388).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 939 corrigé de M. Louis de Broissia (représentants des associations familiales) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) (p. 4432) : rejeté (p. 4433).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* sous-amendement n° 1011 (participation et avis des communes de plus de 10 000 habitants) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 4464).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* sous-amendement n° 1015 (membres parlementaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) : rejeté (p. 4471) ;

– *son* amendement n° 200 (membres parlementaires) : devenu sans objet (p. 4473).

Article 7 *(schéma directeur de la région d'Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 352 : non soutenu (p. 4485).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* sous-amendement n° 1024 (délai d'adaptation des limites des arrondissements) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (définition du pays ; constatation de son existence par la commission départementale de coopération intercommunale ; publication de la liste et des limites des pays ; prise en compte pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) : rejeté (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *favorable* (p. 4520) ;

– *son* amendement n° 201 soutenu par M. Robert Poujade (généralisation de l'étude d'impact à toute décision de suppression ou de réorganisation) : adopté (p. 4528).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *ses observations* (p. 4567) ;

– *son* sous-amendement n° 1032 soutenu par M. Daniel Pennec (participation du fonds d'investissement des transports terrestres à l'électrification des voies ferrées) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres ; affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement fluvial) : rejeté (p. 4582) ;

– *son* amendement n° 825 (participation à l'électrification des voies ferrées) : devenu sans objet (p. 4584).

Après l'article 15 :

– *son* amendement n° 354 (diminution du taux de la T.I.P.P. perçue dans les régions bénéficiaires du fonds de correction des déséquilibres régionaux ; compensation par une augmentation des droits sur les tabacs) : retiré (p. 4584) ;

– *son* amendement n° 199 (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4584) : retiré ; repris par M. Gérard Saumade (p. 4586) : rejeté (p. 4588) ;

– *son* amendement n° 198 (unification de la tarification des télécommunications dans chaque région) : retiré (p. 4588).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-17 :

– *son* amendement n° 827 (suppression des critères de répartition) (p. 4597) : rejeté (p. 4598).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *son* amendement n° 826 : non soutenu (p. 4613).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 356 (abattement supplémentaire sur le revenu imposable en cas d'installation dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : adopté (p. 4623).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 211 (extension de l'exonération aux zones en retard de développement et aux zones de reconversion industrielle ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : retiré (p. 4630).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 209 (institution, à la décision des communes, d'une taxe foncière additionnelle sur les logements laissés vacants par leur propriétaire) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 4637) : rejeté (p. 4638) ;

– *son* amendement n° 210 (caractère obligatoire et compensation par l'Etat aux collectivités locales du dégrèvement temporaire de la taxe foncière sur les propriétés non bâties au bénéfice des jeunes agriculteurs ; fixation uniforme à cinq ans de la durée de ce dégrèvement ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4639) ; rejeté (p. 4640) ;

– *son* amendement n° 208 (assujettissement des propriétaires de locaux commerciaux vacants à une cotisation communale minimum de taxe professionnelle) : rejeté (p. 4640) ;

– *son* amendement n° 207 (extension de la compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial pour la création de commerces de détail d'une surface de plancher de plus de 800 m² ou de vente de plus de 400 m² dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants) (p. 4642) : rejeté (p. 4643).

Après l'article 21 :

– *son* amendement n° 97 corrigé (pérennisation de l'éligibilité au F.C.T.V.A. des immobilisations mises à disposition de la gendarmerie ou de tiers au titre du logement ou du tourisme social) : retiré (p. 4672).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4693).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 206 (saisine par 20 p. 100 des électeurs dans les communes de moins de 1 000 habitants) : devenu sans objet (p. 4769).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 358 (incompatibilité des fonctions de président d'un groupement à fiscalité propre de 50 000 habitants ou plus avec les mandats ou fonctions électives mentionnés à l'article L. 46-1 du code électoral) : retiré (p. 4777) ;

– *son* amendement n° 359 (incompatibilité des fonctions de président de conseil régional ou de président de conseil général avec les mandats ou fonctions électives précités) (p. 4777) : retiré (p. 4778).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *son* amendement n° 321 rectifié (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) : devenu sans objet (p. 7846) ;

– *son* amendement n° 322 rectifié (même unification dans chaque région) : devenu sans objet (p. 7846) ;

– *son* amendement n° 323 rectifié (tarification des télécommunications locales) : devenu sans objet (p. 7846).

Son intervention (p. 7846).

Assemblée nationale : amendements : discussion.

Après l'article 7 *terdecies* :

– *son* amendement n° 321 deuxième rectification (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7847) : rejeté (p. 7850) ;

– *son* amendement n° 322 deuxième rectification (même unification dans chaque région) (p. 7847) : rejeté (p. 7850) ;

– *son* amendement n° 323 deuxième rectification (tarification des télécommunications locales) (p. 7850) : rejeté (p. 7851).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 490 de M. Pierre Hériaud (seuil de création des conseils consultatifs en cas de fusion de communes) (p. 8072).

Avant l'article 17 :

– *son* amendement n° 324 corrigé (extension de la réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions en numéraire au capital des sociétés non cotées ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : retiré (p. 8081).

Après l'article 18 :

– *son* amendement n° 325 précédemment réservé (abattement supplémentaire sur le revenu en cas de déménagement vers une zone prioritaire d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091).

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *ses* amendements nos 326 et 327 : non soutenus (p. 8110).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Elections et référendums : élections municipales : communes fusionnées (p. 9578, 9579).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 90 soutenu par M. Gilles Carrez (suppression – à certaines conditions – de l'obligation de détention du capital à 50 p. 100 par des personnes physiques pour le bénéfice de l'avantage fiscal au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 5542) : retiré (p. 5543) ;

– *son* amendement n° 89 : non soutenu (p. 5550).

Deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Entreprises commerciales et artisanales : transmission (p. 5792).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 5792).

Travail : travail noir (p. 5792).

Aménagement du territoire. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Aménagement du territoire :

– arrondissements (p. 5832) ;

– territoires ruraux de développement prioritaire (p. 5827).

Régions : Bretagne (p. 5831).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Agroalimentaire (p. 6149).

Aménagement du territoire : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6148).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 6149).

Elevage :

– bâtiments d'élevage (p. 6148) ;

– prime à l'herbe (p. 6149).

Enseignement agricole (p. 6148).

Environnement (p. 6149).

Exploitants agricoles : bonifications d'intérêt (p. 6149).

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6148).

Politique économique et sociale : dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 6148).

Questions :

Elevage : bâtiments d'élevage (p. 6211).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 46 :

– *son* amendement n° 83 (C.S.G. acquittée par les agriculteurs) (p. 7030) : retiré (p. 7031) ;

– *son* amendement n° 99 (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements d'employeurs constitués d'exploitants agricoles) : retiré (p. 7031).

Après l'article 48 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la locarion s'il sont situés dans des communes de plus de 20 000 habitants) (p. 7040) ;

– *son* amendement n° 187 rectifié (agrège à la taxe foncière sur les propriétés bâties le produit d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères nouvellement créée) (p. 7050) : retiré (p. 7051).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 7462) ;

– pensions de réversion (p. 7462) ;

– retraites et préretraites (p. 7462).

Commerce extérieur : négociarion et accords du G.A.T.T. (p. 7461).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7462).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 7463).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *soutient* l'amendement n° 366 de M. Jacques Boyon (couverture des risques naturels) (p. 7497) : retiré (p. 7498) ; repris par M. Rémy Auchedé : rejeté (p. 7498).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 71 (représentation des parlementaires au sein du Conseil) (p. 7505) : retiré (p. 7506) ; repris par M. Alain Le Vern : rejeté (p. 7506).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 72 rectifié (délais de paiement des produits agricoles) (p. 7512) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7518) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 594 de M. Charles Revet (rédactionnel) (p. 7518).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *son* amendement n° 414 (déclaration auprès de la commission des contrats d'intégration) (p. 7538) : retiré (p. 7539) ;

– *son* amendement n° 133 (audition des agriculteurs concernés par la commission) (p. 7540) : retiré (p. 7541) ;

– *son* amendement n° 134 (transfert à la commission départementale des compétences agricoles des conseils départementaux de l'hygiène) : retiré (p. 7541).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 557 (demande d'autorisation pour les agrandissements d'exploitation au-delà du seuil de contrôle) : devenu sans objet (p. 7542).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 258 de M. Jacques Blanc (droits à produire spécifiques pour les jeunes agriculteurs des zones de montagne) (p. 7552, 7553).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 591 du Gouvernement (caractère rétroactif de l'abattement fiscal dès lors que les aides à l'installation auront été accordées) ;

– *son* amendement n° 307 (régime des apports comprenant un contrat de bail) (p. 7569) : retiré (p. 7570).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 481 (traitement fiscal de la fraction de subvention d'équipement non amortie en cas d'apport d'une exploitation individuelle à une société d'exploitation) : retiré (p. 7578) ;

– *son* amendement n° 316 rectifié (constitution de provisions pour calamités agricoles) (p. 7580) : retiré (p. 7581) ;

– *son* amendement n° 74 corrigé (déduction pour investissement pour l'acquisition de parts de sociétés coopératives agricoles) (p. 7581) : rejeté (p. 7582) ;

– *soutient* l'amendement n° 546 de M. Yves Van Haecke (lissage du taux d'imposition des plus-values professionnelles) (p. 7583) : rejeté (p. 7584) ;

– *son* amendement n° 308 rectifié (déductibilité fiscale du quart de la souscription d'entrée dans le capital de sociétés non cotées et soumises à l'impôt sur les sociétés) : adopté après modifications (p. 7584).

Après l'article 10 :

– *son* amendement n° 118 (développement des groupements d'employeurs grâce à l'exonération de la taxe d'apprentissage) (p. 7585) : adopté après modifications (p. 7586).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *ses observations* (p. 7594).

Article 13 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 311 (possibilité pour les jeunes agriculteurs acquérant des immeubles ruraux de bénéficier d'un taux réduit d'enregistrement pendant dix ans) (p. 7599) : retiré (p. 7600) ;

– *son* amendement n° 76 (extension de la mesure de réduction du taux de la taxe de publicité foncière aux cantons limitrophes des territoires concernés) (p. 7602) : rejeté (p. 7603).

Après l'article 14 :

– *son* amendement n° 479 corrigé (prorogation de la disposition prévoyant une réduction de cinquante pour cent de la base de calcul applicable aux bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs) : retiré (p. 7614) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 600 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 1999 de la même disposition) ;

– *son* amendement n° 75 corrigé (échelonnement de la réduction fiscale pendant soixante mois) (p. 7614) : adopré après modifications (p. 7615) ;

– *son* amendement n° 480 corrigé (octroi du bénéfice de l'abattement fiscal même lorsque les aides aux jeunes agriculteurs sont octroyées ultérieurement) : reriré (p. 7615) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 290 rectifié de M. Rémy Auchedé et 442 rectifié de M. François Guillaume (acceptation par les futurs riverains des installations agricoles existantes) (p. 7617).

Après l'article 15 :

– *son* amendement n° 77 (égalité de traitement fiscal entre les G.A.E.C. et les exploitants individuels) (p. 7619) : retiré (p. 7620).

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 416 (dérogations à la règle des cent mètres pour l'agrandissement d'installations existantes et après accord du propriétaire de la maison concernée) (p. 7655) : rejeté (p. 7656).

Article 27 *(extension des exonérations de charges sociales à certains groupements d'employeurs) :*

– *son* amendement n° 312 (exonération des cotisations sociales des premiers employés d'une société civile agricole) (p. 7657) : retiré (p. 7658).

Après l'article 27 :

– *son* amendement n° 405 corrigé (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements constitués d'exploitants individuels et de sociétés civiles) : adopté après modifications (p. 7658).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 404 (exonération de la taxe d'apprentissage pour les groupements d'employeurs) : retiré (p. 7659) ;

– *son* amendement n° 78 (exonération de la taxe d'apprentissage pour certains groupements d'employeurs) : retiré (p. 7659) ;

– *son* amendement n° 79 (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements d'employeurs constitués d'exploitants agricoles) : retiré (p. 7659) ; repris par M. Jean-Paul Charié : rejeté (p. 7660).

Après l'article 33 :

– *son* amendement n° 313 (exonération partielle des cotisations sociales pour les associations de services aux personnes adhérentes de la mutualité sociale agricole) : retiré (p. 7664).

Article 35 *(déduction du revenu du capital foncier pour les exploitants en faire-valoir direct) :*

– *ses observations* (p. 7668).

Après l'article 35 :

– *son* amendement n° 81 (assiette des cotisations sociales) : retiré (p. 7671) ;

– *son* amendement n° 417 (assiette des cotisations sociales) (p. 7671) : retiré (p. 7672) ;

– *ses* amendements n^{os} 82, 87 et 88 (assiette des cotisations sociales) : retirés (p. 7672) ;

– *son* amendement n° 83 (assiette forfaitaire des cotisations sociales) (p. 7672) : retiré (p. 7673) ;

– *ses* amendements n^{os} 84 et 85 (assiette des cotisations sociales) : retirés (p. 7673) ;

– *son* amendement n° 86 (assiette des cotisations sociales) (p. 7673) : retiré (p. 7674).

Après l'article 39 :

– *son* amendement n° 89 (assiette de la C.S.G. applicable aux exploitants agricoles) (p. 7679) : retiré (p. 7680) ;

– *ses* amendements n^{os} 92 et 91 (assiette de la C.S.G. applicable aux exploitants agricoles) : retirés (p. 7680) ;

– *son* amendement n° 90 (assiette de la C.S.G. applicable aux exploitants agricoles) (p. 7680) : retiré (p. 7681) ;

– *son* amendement n° 119 (assiette de la C.S.G. applicable aux exploitants agricoles) : retiré (p. 7681) ;

– *son* amendement n° 406 (réfaction des deux tiers de la base de calcul de la taxe professionnelle au profit des entrepreneurs de travaux agricoles) (p. 7683) : retiré (p. 7684).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Après l'article 41 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 2 : non soutenu (p. 8197).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Article 1er *quater* nouveau précédemment réservé *(organisation de la profession de masseur kinésithérapeute : art. L. 491-1 à L. 491-7 du code de la santé publique) :*

Article L. 491-2 (missions de l'ordre) :

– *son* amendement n° 187 soutenu par Mme Elisabeth Hubert (institution de conseils régionaux de l'ordre) : adopté (p. 8793).

Article L. 491-6 (discipline) :

– *son* amendement n° 186 soutenu par Mme Elisabeth Hubert (compétences et composition des conseils régionaux de l'ordre) (p. 8793) : adopté après modifications (p. 8794).

– Proposition de résolution sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [14 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Hoguet (imposition de la date limite du 1er janvier 1995 pour l'élaboration du code de conduite entre les institutions communautaires et les Etats membres) (p. 9112).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. 1er de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (champ du contrôle de la Cour des comptes) (p. 9188).

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 3.

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Baccalauréat (p. 9519, 9520).

Bourses et allocations d'études (p. 9520).

Enseignement agricole (p. 9520).

Enseignement primaire et maternel (p. 9520).

Enseignement secondaire : collèges (p. 9520).

Enseignement technique et ptofessionnel (p. 9520).

Etablissements scolaires :

– chefs d'établissement (p. 9520) ;

– réseaux d'établissements (p. 9520).

Lois : loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation (p. 9520).

Zones d'éducation prioritaires (p. 9520).

LEGRAS (Philippe)

Député de la Haute-Saône

(3e circonscription)

R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Mesures prises en matière de sécurité routière** : permis à points ; taux d'alcoolémie ; mesures d'ordre réglementaire [11 mai 1994] (p. 1684, 1685).

– **Accès aux soins** : frais de déplacement ; principe de l'entente préalable ; contrôle médical [9 novembre 1994] (p. 6654, 6655).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *ses observations* (p. 4589).

Bois et forêts : forêts.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 13 *(dispositions relatives aux affectations) :*

– *ses* observations (p. 5552, 5553).

Boissons et alcools : « bouilleurs de cru » (p. 5552, 5553).

Deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Epargne : plans d'épargne-logement (p. 6087).

Article 61 *(modification des conditions de versement des aides personnalisées au logement) :*

– *son* amendement n° 123 (de suppression) : rejeté (p. 6101).

LELLOUCHE (Pierre)

Député du Val-d'Oise

(8e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur l'Europe et sa sécurité : **Bilan et avenir de la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) de l'Union européenne (n° 1294)** [31 mai 1994].

Proposition de résolution sur la **politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.)** dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) **(n° 1352)** [5 juin 1994].

Proposition de loi relative à la **cession de droits d'adaptation audiovisuelle d'écrits portant sur certaines situations de violence criminelle et à la diffusion des émissions de fiction** réalisées à partir de ces situations **(n° 1804)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Sécurité des agglomérations urbaines de banlieue** : police : effectifs ; réforme [15 juin 1994] (p. 2992, 2993).

– **Laïcité** : port de signes distinctifs de nature religieuse ; affaire du « foulard islamique » [5 octobre 1994] (p. 4909, 4910).

– **Profanation d'une synagogue** : lieux de culte de la communauté israélite : protection [9 novembre 1994] (p. 6654).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Affaires étrangères : Canada : Québec (p. 1399).

Audiovisuel : médias (p. 1399).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 1399).

Enseignement (p. 1398).

Etrangers : intégration (p. 1398).

Lois : projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1398).

Politique générale (p. 1399).

Secteur public : La Poste (p. 1399).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2187, 2188) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Armements classiques : défense anti-missiles.

Armements nucléaires stratégiques : missiles balistiques M^4, M^{45} et M^5.

Europe : défense européenne.

Guerre du Golfe : enseignements.

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.

Renseignement : programmes « Syracuse », « Socrate », « Hélios », « Osiris ».

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement (p. 2976) ;
- finalité (p. 2975) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2976) ;
- Parlement européen (p. 2975) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 2976).

Coopération et développement : accords avec le Maghreb (p. 2976).

Emploi : chômage (p. 2975).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Administration : Institut géographique national (p. 3399).

Communes : Sarcelles (p. 3398).

Emploi :
- chômage (p. 3399) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3398, 3399).

Enseignement supérieur (p. 3400).

Entreprises : charges sociales : exonération (p. 3399).

Fonctionnaires et agents publics : congés bonifiés (p. 3400).

Lois de finances : crédits budgétaires : fonds pour l'emploi (p. 3399).

Postes et télécommunications : France Télécom (p. 3399).

R.M.I. (p. 3399).

Service national : service national adapté (p. 3399).

Transports : transports aériens (p. 3400).

Ville : politique de la ville : métropolitains originaires des D.O.M. (p. 3398, 3399).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 145 soutenu par M. Léon Bertrand (représentation cartographique de la France incluant les D.O.M.-T.O.M.) (p. 3510) : retiré (p. 3511) ;

– *son* amendement n° 146 soutenu par M. Léon Bertrand (rapport annuel sur la situation des ressortissants des D.O.M.-T.O.M. résidant en métropole) : retiré (p. 3511).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 4 (de suppression) (p. 4186) : adopté (p. 4187).

Article 31 *(libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an : art. 729 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 5 (de suppression) (p. 4187) : adopté (p. 4188).

Après l'article 37 :

– *son* amendement n° 103 : non soutenu (p. 4204).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 juillet 1994] :

Après l'article 4 :

– *soutient* l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4444).

Après l'article 15 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4587).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4604).

Communes : Garges-lès-Gonesse.

Entreprises :
- P.M.E.-P.M.I.

Marchés publics.

– *ses observations* sur l'amendement n° 1040 du Gouvernement (extension des prêts personnels au développement ou à la reprise d'entreprises ; extension de la possibilité de garantie à tout emprunt des entreprises ; extension de la possibilité de garantie aux engagements des sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement à risque ; intervention du fonds par l'intermédiaire de structures régionales, départementales ou locales) (p. 4614).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *ses observations* (p. 4628).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) :*

– *défavorable* (p. 7966) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 264 de M. Rémy Auchedé, 319 de M. Georges Sarre et 354 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7970).

Commission mixte paritaire :

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Bernard Pons (suppression de l'article 17 C relatif aux concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) (p. 9594).

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne.

Avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : nouvelles menaces (p. 4856).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil (p. 4855) ;
- défense, programmes et force d'intervention rapide (p. 4855, 4856) ;
- Parlement (p. 4855) ;
- politique étrangère et de sécurité commune : bilan (p. 4855) ;
- politique étrangère et de sécurité commune : financement et imputation des dépenses (p. 4855).

Discussion de l'article unique :

- *son* amendement n° 1 (suppression du caractère essentiellement intergouvernemental de la politique étrangère et de sécurité commune) (p. 4862) : rejeté (p. 4863) ;
- *son* amendement n° 2 (suppression de la possibilité d'imputer des dépenses autres qu'administratives sur le budget général des Communautés) : rejeté (p. 4863) ;
- *son* amendement n° 3 (préférence pour le financement national des dépenses opérationnelles de la politique étrangère et de sécurité commune) (p. 4863) : adopté (p. 4864) ;
- *son* amendement n° 4 (réunion de fonds par le biais de contributions nationales pour soutenir la recherche et la coopération européennes en matière d'armements, définition de programmes et constitution d'une force d'intervention rapide européenne) (p. 4864) : rejeté (p. 4865).

Assemblée nationale : délégation pour l'Union européenne (p. 4864).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1994] :

Affaires étrangères :
- contexte géopolitique (p. 6344) ;
- crises régionales (p. 6344).

Armée de terre :
- effectifs : déflation (p. 6345) ;
- missions à l'extérieur (p. 6345) ;
- missions de mise en valeur du patrimoine national (p. 6345).

Service national (p. 6344, 6345).

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 6535).

Collectivités locales :
- dotation générale de décentralisation (p. 6535) ;
- dotation globale d'équipement (p. 6535) ;
- dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges (p. 6535).

Communes : Sarcelles (p. 6533 à 6535).

Etat :
- administration territoriale et déconcentration (p. 6535) ;
- préfet (p. 6535).

Etrangers (p. 6534).

Lois :
- loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité (p. 6534) ;
- loi n° 93-1027du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (p. 6534) ;
- loi n° 93-1417 du 30 décembre 1993 portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (p. 6534) ;
- projet de loi n° 1490 d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (p. 6534).

Ordre public :
- délinquance (p. 6534) ;
- mineurs (p. 6534).

Papiers d'identité : carte nationale à sécurité renforcée (p. 6535).

Police :
- crédits (p. 6535) ;
- informatique et transmissions (p. 6535) ;
- primes et bonifications indiciaires (p. 6535).

Sécurité civile :
- crédits (p. 6535) ;
- déminage (p. 6535).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 6536).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] :

Accords de Schengen : entrée en vigueur (p. 7314).

Communautés européennes et Union européenne : libre circulation (p. 7315).

Démographie : démographie des pays en voie de développement (p. 7315).

Drogue : trafic de stupéfiants (p. 7315).

Etrangers :
- contrôles aux frontières extérieures (p. 7315) ;
- immigration clandestine (p. 7315).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- contexte géopolitique (p. 8465) ;
- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8465, 8466) ;
- groupe de contact ; conférence internationale pour le règlement du conflit yougoslave (p. 8467) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 8466, 8467) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8465).

Communautés européennes et Union européenne :
- « couple » franco-allemand (p. 8466) ;
- déficit démocratique (p. 8466) ;
- élargissement (p. 8466) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8465, 8466) ;
- présidence française (p. 8467).

LEMOINE (Jean-Claude)

Député de la Manche

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Président de cette commission [*J.O.* du 25 janvier 1994] (p. 1319).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à créer une commission d'enquête sur les pratiques de certains organismes spécialisés dans la construction et la gestion de logements en accession sociale à la propriété (n° 1534)[19 octobre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer **un plan d'épargne permis de conduire pour les jeunes de 16-18 ans (n° 1470)** [5 juillet 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Zone de sécurité de Bihac** : ex-Yougoslavie : O.N.U. ; O.T.A.N. ; Union européenne : attitude [30 novembre 1994] (p. 7917, 7918).

orales sans débat :

– **n° 339,** posée le 3 mai 1994 : **réalisation de l'axe autoroutier Caen–Rennes** (p. 1414). Appelée le 5 mai 1994 : autoroute A 83 : tracé ; construction (p. 1522).

– **n° 380,** posée le 23 mai 1994 : **aide au financement du permis de conduire des jeunes à la recherche d'un emploi** (p. 2173). Appelée le 26 mai 1994 (p. 2300, 2301).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).**

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1899, 1990) :

Coopération et développement : apport alimentaire aux pays du tiers-monde.

Impôts et taxes : T.V.A.

– **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- Comité ORNIS (p. 3527) ;
- directive du 2 avril 1979 ; Cour de Justice : arrêt du 19 janvier 1994 (p. 3526, 3527) ;
- Parlement européen : saisine sur la nouvelle proposition (p. 3527).

Muséum d'histoire naturelle (p. 3527).

Office national de la chasse (p. 3527).

Oiseaux migrateurs : protection (p. 3527).

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique *(dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Daniel Garrigue (dates de clôture pour la chasse au canard colvert, pour les autres espèces de gibiers d'eau et les oiseaux de passage) (p. 3536) ;

– *son* amendement n° 8 (fermeture de la chasse à la sarcelle d'hiver le dernier jour du mois de février) : retiré (p. 3537).

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *défavorable* (p. 3789) ;

– *favorable* à l'amendement n° 51 de M. Bernard Coulon (de suppression (p. 3793).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Première lecture :

Discussion des articles [8 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 329 (reconnaissance de la spécificité des productions agricoles régionales) : devenu sans objet (p. 4389).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 11 bis *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *favorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7903) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 556 de Mme Roselyne Bachelot (conditions de desserte dans la commune en cause et les communes voisines) à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (p. 7903) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean-Louis Masson (avis du conseil général et du conseil municipal sur les demandes d'ouverture dérogatoire) (p. 7906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Louis Masson (mêmes avis pour les demandes d'ouverture dérogatoire dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 7906).

– **Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 novembre 1994] :

Délinquance et criminalité : peines (p. 7148).

Police de la route et sécurité routière :
- limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse (p. 7148, 7149) ;
- routes (p. 7148) ;

– sécurité (p. 7148) ;
– voiturettes et tracteurs (p. 7148).

Transports aériens (p. 7147).

Transports maritimes et « pavillon Kerguelen » (p. 7147).

Transports routiers (p. 7147).

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *son* amendement n° 69 (amende de 25 000 F en cas d'infraction cumulative à la vitesse et au taux d'alcoolémie autorisés ; amende de 10 000 F en cas d'infraction à la vitesse maximale en ville) (p. 7172) : rejeté (p. 7179).

Après l'article 10 :

– *son* amendement n° 70 : non soutenu (p. 7187).

Article 12 *(brevet de sécurité routière : art. L. 20 du code de la route) :*

– *son* amendement n° 71 sourenu par M. Christian Daniel (exrension à la conduite des voiturettes ; sanction du défaut de brevet par une contravention de cinquième classe) (p. 7187) : rejeté (p. 7188).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 72 : non soutenu (p. 7188).

LE NAY (Jacques)

Député du Morbihan

(6e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Politique étrangère de l'Union européenne** : Bosnie-Herzégovine ; Rwanda : position communautaire ; Conférence sur la stabilité en Europe [18 mai 1994] (p. 1854).

– **Apprentissage** : bilan et perspectives [19 octobre 1994] (p. 5686).

– **T.V.A. sur l'horticulture et la sylviculture** : application du taux réduit [21 décembre 1994] (p. 9482).

orales sans débat :

– **n° 297,** posée le 19 avril 1994 : **implentation de La Poste en milieu rural** (p. 979). Appelée le 21 avril 1994 : service de la distribution du courrier de Langonnet : transfert : conséquences en matière de désertification (p. 1093, 1094).

– **n° 377,** posée le 23 mai 1994 : **incidence sur le sport cycliste du projet de circulaire sur la sécurité sociale** (p. 2172). Appelée le 26 mai 1994 : corisations : conséquence pour les compétitions cyclistes (p. 2288, 2289).

– **n° 491,** posée le 28 juin 1994 : **structures hospitalières dans la région de Lorient** (p. 3768, 3769). Appelée le 30 juin 1994 : restructuration : suppression de lits (p. 3872, 3873).

– **n° 520,** posée le 22 novembre 1994 : **zone Centre-Ouest Bretagne** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : politique agricole : classement en zone défavorisée (p. 7426, 7427).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1910).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juin 1994] :

Adoption :
– adoption internationale (p. 2528) ;
– réforme (p. 2528).

Allocation « de libre choix » et salaire parental (p. 2527).

Allocation parentale d'éducation (p. 2527, 2528).

Congé parental d'éducation (p. 2527).

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil (p. 2527).

Démographie : natalité (p. 2527).

Sécurité sociale : prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2527, 2528).

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
– Comité ORNIS (p. 3528) ;
– directive du 2 avril 1979 ; Cour de Justice : arrêt du 19 janvier 1994 (p. 3528).

Environnement : associations (p. 3528).

Muséum d'histoire naturelle (p. 3529).

Office national de la chasse (p. 3528).

Oiseaux migrateurs : protection (p. 3528).

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique *(dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :*

– *son* sous-amendement n° 13 (substitution du ministre chargé de la chasse à l'autorité administrative) (p. 3538) : retiré (p. 3539) ;

– *son* sous-amendement n° 14 (référence nationale plutôt que départementale) (p. 3538) : retiré (p. 3539) ;

– *son* sous-amendement n° 15 (avancée des dates de clôture pour certains départements) (p. 3538) : retiré (p. 3539).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] (p. 4278) :

Collectivités locales : coopération intercommunale, bassins de vie et pays.

Consultation nationale.

Entreprises : aides : création d'entreprises.

Etat :

– arrondissement ;

– rôle.

Services publics.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 6509).

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Hôtellerie et restauration (p. 6685).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :

– centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6866) ;

– exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6866, 6867).

Famille :

– allocation parentale d'éducation (p. 6866) ;

– prestations familiales (p. 6865, 6866).

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6867).

Hôpitaux et cliniques :

– archives (p. 6866) ;

– informatique (p. 6866) ;

– politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6866).

Lois : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6866).

Ministère des affaires sociales et de la santé : crédits (p. 6865).

Personnes âgées : dépendance (p. 6867).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : généralités (p. 7456).

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 7457) ;

– pensions de réversion (p. 7457).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7458).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 7456).

Emploi : salariés agricoles : embauche, rémunération et cotisations sociales (p. 7457).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7457).

Exploitations agricoles : statut (p. 7457).

LENOIR (Jean-Claude)

Député de l'Orne

(2e circonscription)

République et Liberté puis U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5611).

Devient membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5612).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser l'**article 7 de la Constitution (n° 1491)** [8 juillet 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation au Rwanda : guerre civile ; droits de l'homme [13 avril 1994] (p. 713, 714).

orales sans débat :

– n° 346, posée le 3 mai 1994 : **attribution des prêts destinés à améliorer la sécurité dans les établissements scolaires** (p. 1415). Appelée le 5 mai 1994 (p. 1516, 1517).

– n° 413, posée le 30 mai 1994 : **centres d'exploitation de France Télécom dans l'Orne** (p. 2464). Appelée le 2 juin 1994 : restructuration (p. 2553 à 2555).

– n° 592, posée le 13 décembre 1994 : **financement de la formation professionnelle** (p. 9017). Non appelée.

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Aménagement du territoire (p. 2972).

Secteur public : services publics (p. 2972, 2973).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

– Cour de justice européenne (p. 8464) ;

– Europe sociale (p. 8463, 8464).

Services publics (p. 8463, 8464).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Consultation nationale (p. 9521).

Enseignement secondaire : collèges (p. 9521).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 9521).

Médecine scolaire (p. 9521, 9522).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 9521).

Personnel : instituteurs (p. 9521).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9521, 9522).

LEONARD (Gérard)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Intérieur : police) [23 juin 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Rapporteur du projet de loi d'orientation et de programmation, adopté par le Sénat, relatif à la sécurité (n° 1490) [13 juillet 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Rapporteur de certe commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1490), d'orientation et de programmation relatif à la **sécurité (n° 1531)** [22 septembre 1994].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome V : **Intérieur et Aménagement du territoire : sécurité : police (n° 1564)** [5 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1654), d'orientation et de programmation relatif à la **sécurité (n° 1778)** [8 décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la **sécurité (n° 1833)** [20 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Date d'entrée en vigueur des accords de Schengen [2 novembre 1994] (p. 6329, 6330).

INTERVENTIONS

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 et 5 juillet 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4047) et *son intervention* (p. 4075).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : questions préalables (p. 4047).

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4076).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4076)

Cours d'appel (p. 4075).

Greffes (p. 4076).

Justice (p. 4047, 4075).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4075).

Procédure civile : juges de paix (p. 4075).

Procédure pénale : transaction (p. 4076).

Procédure pénale : application des peines :
- mineurs (p. 4075) ;
- travaux d'intérêt général (p. 4076).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 4075) ;
- prisons (p. 4076).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Article 41-12 (nomination) :

– *son* amendement n° 23 deuxième rectification (nomination pour une durée de trois ans renouvelable) (p. 4101) : rejeté (p. 4103).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 4 précédemment réservé *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *son* amendement n° 17 soutenu par Mme Nicole Catala (emplois de conseillers hors classe et présidents de tribunal administratif) : adopté (p. 4119).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 98 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 79 (de suppression) (p. 4186) : adopté (p. 4187).

Article 31 *(libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an : art. 729 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 80 (de suppression) (p. 4187) : adopté (p. 4188).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (de suppression) (p. 4197).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *son* amendement n° 81 (limitation aux présidents de tribunal administratif et aux magistrats ayant le grade de président ou de conseiller hors classe) (p. 4205) : rejeté (p. 4206).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 4927).

Automobiles et cycles : automobiles :
- fouille (p. 4927) ;
- marquage et télédétection (p. 4926).

Communes : maires (p. 4925).

Défense : gendarmerie (p. 4926).

Délinquance et criminalité : évolution (p. 4925).

Droit de manifestation (p. 4927).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 4926, 4927).

Etat : préfet (p. 4926).

Jeunes (p. 4925).

Lois : loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 4925, 4927).

Lois : projet de loi n° 1490 :
- annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 4925) ;
- annexe II (programmation des moyens) (p. 4925, 4927, 4928).

Police :
- police d'Etat (p. 4926) ;
- police municipale (p. 4925, 4926).

Police nationale :
- carrière : revalorisation (p. 4928) ;
- commissaires : vacations funéraires (p. 4928) ;
- corps : unification (p. 4928) ;
- déconcentration et départementalisation (p. 4928) ;
- logement (p. 4928) ;
- manifestations sportives et culturelles : sécurité (p. 4926) ;
- officiers de police judiciaire (p. 4927) ;
- protection juridique et morale des fonctionnaires et de leur famille (p. 4928) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 4925 à 4928).

Régions : Ile-de-France (p. 4926).

Surveillance et gardiennage (p. 4925, 4926).

Urbanisme : étude et règlements de sécurité (p. 4926).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4925).

Vidéosurveillance (p. 4926).

Ville : politique de la ville (p. 4925).

Voirie (p. 4926).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 1er *(droit à la sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Jacques Brunhes (mission du service public de la police) (p. 5042) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (compétence exclusive de l'Etat en matière de sécurité des personnes et des biens ; indemnisation des victimes) (p. 5042) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 87 de la commission (suppression de la mention du respect des droits de la République) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5042) : adopté (p. 5043) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 211 de M. Julien Dray (suppression de la définition du devoir de sécurité incombant à l'Etat) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5043) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 88 de la commission (suppression de la mention d'une compétence exclusive de l'Etat et de l'indemnisation des victimes) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5042) : adopté (p. 5043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. Julien Dray (suppression de la définition du devoir de sécurité incombant à l'Etat) (p. 5044).

Avant l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Yves Bonnet (moyens de l'Etat) (p. 5044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Yves Bonnet (missions de la police et de la gendarmerie nationales) (p. 5044).

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5051) ;

– *soutient* l'amendement n° 89 rectifié de la commission (suppression de l'introduction au rapport annexé) (p. 5051) : adopté (p. 5052) ;

– *son* amendement n° 86 (remplacement de la création d'un observatoire de la sécurité par l'extension du rôle de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure) : devenu sans objet (p. 5052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Yves Bonnet (redéploiement des effectifs et des unités de police, de C.R.S. et de gendarmerie ; regroupement de la D.S.T. et des Renseignements généraux ; compétence exclusive de la gendarmerie pour les opérations lourdes de maintien de l'ordre) (p. 5052) ;

– *favorable* à l'amendement n° 241 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) (p. 5052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Georges Sarre (exclusion de la surveillance des activités politiques ou syndicales du champ de la mission de renseignement) (p. 5053) ;

– *favorable* à l'amendement n° 242 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (suppression de la mention dans l'annexe de la modification des conditions d'institution du régime de la police d'Etat) (p. 5053) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 90 de la commission (de précision) à l'amendement n° 19 de M. Yves Bonnet (réflexion sur la création d'un service unique de sécurité sans compétence d'investigation politique) (p. 5053) : adopté (p. 5054) ;

– *soutient* l'amendement n° 283 de la commission (formation des fonctionnaires de police) : adopté après modifications (p. 5055) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 296 du Gouvernement (création d'un centre national de formation professionnelle) à l'amendement n° 283 de la commission (p. 5055) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 159 rectifié de la commission de la défense (transposition à la gendarmerie des modifications statutaires bénéficiant aux policiers) (p. 5055) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 157 rectifié de la commission de la défense (bénéfice de la protection de l'Etat pour les familles des gendarmes) (p. 5056) ;

– *favorable* à l'amendement n° 156 de la commission de la défense (pension de réversion des veuves de gendarmes cités à l'ordre de la gendarmerie) (p. 5057) ;

– *favorable* à l'amendement n° 158 de la commission de la défense (parité statutaire des gendarmes et des policiers) (p. 5057).

Article 2 *bis* nouveau *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5058).

Article 2 *ter* nouveau *(lois ultérieures) :*

– *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5058).

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *ses observations* (p. 5065) ;

– *favorable* à l'amendement n° 298 du Gouvernement (renforcement de la coopération internationale et européenne) (p. 5065) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de la commission des finances (missions de la direction centrale de contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins) (p. 5065) ;

– *favorable* à l'amendement n° 299 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5066) ;

– *soutient* l'amendement n° 95 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 5066) : adopté (p. 5067) ;

– *favorable* à l'amendement n° 133 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *soutient* l'amendement n° 97 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 5067) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *favorable* à l'amendement n° 136 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 137 de la commission des finances (détail des crédits du programme prévisionnel) (p. 5068) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (calendrier d'emploi des crédits) (p. 5069) ;

– *soutient* l'amendement n° 94 de la commission (missions prioritaires de la police pour les années 1995 à 1999) (p. 5069) : adopté (p. 5070) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 215 de M. Julien Dray (suppression de la référence aux missions prioritaires de la police) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 5070).

Article 3 *bis* nouveau *(missions prioritaires de la police nationale) :*

– *soutient* l'amendement n° 98 de la commission (de suppression) : adopté (p. 5070).

Article 4 *(crédits et emplois prévus pour l'exécution de la programmation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 218 rectifié de M. Julien Dray (détail des crédits et calendrier annuel d'engagement) (p. 5072) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Julien Dray (inscription des crédits pour 1995 dans la loi de finances initiale pour cette même année) (p. 5072) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 163 rectifié de M. Jacques Brunhes (affectation prioritaire à l'îlotage des fonctionnaires déchargés des tâches administratives) (p. 5073).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de la commission des finances (délégation de maîtrise d'ouvrage et ventes en l'état futur d'achèvement pour la réalisation des programmes immobiliers) (p. 5074).

Avant l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Bastiani (mission de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité reconnue à la police municipale) (p. 5108).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Georges Sarre (compétence du procureur de la République ; concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5110) ;

– *soutient* l'amendement n° 99 de la commission et *défavorable* (à titre personnel) (compétence de l'autorité judiciaire) : rejeté (p. 5113) ;

– *favorable* à l'amendement n° 290 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5113) ;

– *favorable* à l'amendement n° 61 de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 5114) ;

– *soutient* l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) (p. 5114) : adopté (p. 5115) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 rectifié de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 5115) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 63 de la commission de la défense (suppression de la mention du préfet garant de la cohérence des actions des services et forces de l'Etat) (p. 5116) ;

– *soutient* l'amendement n° 101 de la commission (concours de l'administration pénitentiaire) : rejeté (p. 5116) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Christian Demuynck (département d'exercice des fonctions des policiers dans la région d'Ile-de-France) (p. 5117).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de l'immixtion des préfets dans les enquêtes judiciaires) (p. 5117) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 220 de M. Julien Dray (compétences exclusives du ministre de la justice et du procureur de la République à l'égard des services de police judiciaire) (p. 5117).

Article 5 *bis* nouveau *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 102 de la commission (de suppression) (p. 5118) : adopté (p. 5119).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 103 de la commission (critères d'appréciation des besoins d'une commune en matière de sécurité) : adopté (p. 5120) ;

– *défavorable* aux sous-amendements n°s 222 deuxième rectification et 224 de M. Julien Dray (suppression de la référence au caractère continu du tissu urbain et aux caractéristiques de la délinquance) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 5120) ;

– *soutient* l'amendement n° 104 de la commission (forme et conditions de la suppression du régime de la police d'Etat) (p. 5120) : adopté (p. 5121).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 129 rectifié de M. Dominique Bussereau (protocole d'accord relatif à la police municipale entre les maires et le préfet après avis du procureur de la République) (p. 5121) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII sur les pouvoirs du préfer de police à Paris) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Laurent Dominati (compétence du maire de Paris en matière de police de la circulation) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Yves Bonnet (répartition des compétences territoriales de la police et de la gendarmerie nationales) (p. 5126).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 105 de la commission (de suppression) (p. 5129) : rejeté (p. 5132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Alain Marsaud (compétence en matière de « maintien » de l'ordre public) (p. 5133) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Yves Bonnet (rédactionnel) (p. 5133) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 rectifié de M. Yves Bonnet (subordination au représentant de l'Etat en matière de surveillance) (p. 5133).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5140) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 232 de Mme Véronique Neiertz (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) (p. 5142) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 106 de la commission (exclusion des enregistrements de vidéosurveillance du champ de la loi Informatique et liberté) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5142) : rejeté (p. 5143) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 233 de Mme Véronique Neiertz (exclusion de la vidéosurveillance pour la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation ; autorisation de la C.N.I.L. pour les systèmes de vidéosurveillance des voies privées ouvertes au public) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5143) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 234 de Mme Véronique Neiertz (autorisation de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5144) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 120 de M. Daniel Garrigue (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 5144) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 121 de M. Daniel Garrigue (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 122 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 235 de Mme Véronique Neiertz (autorisation sur avis conforme de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *son* sous-amendement n° 284 (suppression de la présidence de la commission départementale par le préfet) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) : adopté (p. 5146) ;

– *défavorable* (à titre personnel) au sous-amendement n° 245 de Mme Véronique Neiertz (autorisation implicite de rejet) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5146) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 124 de M. Daniel Garrigue (renouvellement biennal de l'autorisation) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5146) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 246 de Mme Véronique Neiertz (accès exclusif des officiers de police judiciaire aux enregistrements scellés) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5146) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 107 de la commission (interdiction de saisir les images de l'intérieur des immeubles d'habitation) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5146) : adopté (p. 5147) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 181 de M. Yves Bonnet (conservation des enregistrements en cas d'enquête de contre-ingérence étrangère) (p. 5147) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 162 de M. Christian Vanneste (fixation à six mois de la durée maximum de conservation des enregistrements) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5147) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 248 de Mme Véronique Neiertz (fixation de ce délai à quinze jours) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5147) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 249 de Mme Véronique Neiertz (compétence de la C.N.I.L. en matière de garantie du droit d'accès) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 247 de Mme Véronique Neiertz (désignation du responsable du système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148).

Article 8 bis *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 5175).

Article 8 ter *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 5176).

Article 9 *(étude de sécurité publique préalable à la réalisation d'opérations d'équipement : art. L. 111-3 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 109 de la commission (importance de l'opération entrant dans le champ de l'article) : adopté (p. 5176) ;

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 251 de M. Julien Dray (communication de l'étude) (p. 5177) ;

– *soutient* l'amendement n° 110 de la commission (de précision) : adopté (p. 5177) ;

– *soutient* l'amendement n° 111 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5177).

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 253 de M. Julien Dray (devoir d'intervention de la police et de la gendarmerie dans les parties communes des immeubles d'habitation) (p. 5179) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (possibilité d'intervention des services de police dans les parties communes des immeubles d'habitation par déclaration des propriétaires ou exploitants) (p. 5179, 5181) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 306 de M. Alain Marsaud (autorisation permanente d'intervention) à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (p. 5181) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Julien Dray (conditions de gardiennage propres aux immeubles d'habitation) (p. 5182) ;

– *soutient* l'amendement n° 112 de la commission (seuil de l'obligation de gardiennage des immeubles d'habitation) : adopté (p. 5183).

Après l'article 10 :

– *favorable* à l'amendement n° 175 de Mme Nicole Catala (de conséquence) (p. 5189) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 294 et 307 (de coordination) (p. 5189) : adoptés (p. 5190).

Article 11 *(dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route : art. L. 11-69 du code de la voirie routière) :*

– *soutient* l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Julien Dray (avis conforme de la C.N.I.L. sur les caractéristiques des dispositifs) (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Julien Dray (conservation des enregistrements) (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 255 rectifié de M. Julien Dray (information du public) (p. 5191).

Article 12 *(prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Alain Marsaud (suppression de l'interdiction des dispositifs de télédétection) (p. 5191) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 257 de M. Julien Dray (sanctions pénales) à l'amendement n° 69 de la commission (télédétection des véhicules signalés comme volés) (p. 5192) ;

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (limitation aux véhicules construits ou importés à compter de l'entrée en vigueur de l'article) (p. 5192) : adopté (p. 5193) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 172 de M. Yves Bonnet (extension aux véhicules d'occasion) à l'amendement n° 70 de la commission (p. 5192).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 258 de M. Julien Dray et 166 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5197) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 280 de M. Georges Sarre (interdiction à compter de 0 heure le jour de la manifestation) (p. 5198) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 207 rectifié de M. Alain Marsaud (compétence du préfet) (p. 5198, 5199) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 du Gouvernement (interdiction pendant les vingt-quatre heures précédant la manifestation) (p. 5199) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (champ territorial de l'interdiction) (p. 5199) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 281 de M. Georges Sarre (autorisation de la fouille par le procureur de la République sur le rapport du préfet ; rapport d'exécution au procureur de la République) (p. 5202) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Alain Marsaud (autorisation de la fouille par le président du tribunal de grande instance) (p. 5202) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 du Gouvernement (suppression du contrôle du procureur de la République) (p. 5202) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) (p. 5202) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 du Gouvernement (contrôle des autorités judiciaires ; information du procureur de la République) (p. 5202) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 238 de M. Claude Malhuret (autorisation du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5203) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 239 de M. Claude Malhuret (autorisation du procureur de la République) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5203).

Article 14 *(port ou transport d'artifices non détonants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. Alain Marsaud (insertion dans le décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 5203) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Yves Bonnet (peine principale assortie de la confiscation des matériels) (p. 5203) ;

– *son* amendement n° 285 (insertion dans la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives) : adopté (p. 5203) ;

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 259 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'emprisonnement) (p. 5204).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5204) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 261 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction de manifester) (p. 5205) ;

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (exclusion du délit de dégradation légère ; champ territorial et date de début de l'interdiction) : adopté (p. 5205) ;

– *défavorable* aux sous-amendements n^{os} 182 et 183 de M. Yves Bonnet (extension à la participation à des manifestations non déclarées) (p. 5205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 262 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction du territoire à l'égard des étrangers) (p. 5206) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 282 de M. Georges Sarre (limitation de la peine précitée aux non-résidents ; interdiction du cumul avec une peine privative de liberté) (p. 5206) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Christian Vanneste (interdiction du territoire à titre définitif) (p. 5207) ;

– *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (exclusion de la peine d'interdiction du territoire en cas de destruction sans danger pour les personnes) : adopté (p. 5207).

Après l'article 15 :

– *soutient* les amendements n°s 73 rectifié, 74 et 75 de la commission (attribution de la qualité d'officier de police judiciaire) (p. 5207) : adoptés (p. 5208) ;

– *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (ressort d'exercice d'un officier de police judiciaire) (p. 5208) : adopté (p. 5209) ;

– *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (ressort d'exercice d'un officier de police judiciaire dans les moyens de transport) : adopté (p. 5209).

Article 16 *(statut spécial des personnels des services actifs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Jacques Brunhes (définition des personnels appartenant à la police nationale ; application des règles du statut général de la fonction publique sauf en matière indemnitaire) (p. 5210) ;

– *soutient* les amendements n°s 78 et 79 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 5210) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 54 et 55 de M. Yves Bonnet (suppression de la distinction du grade et de l'emploi) (p. 5211).

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 56 de M. Yves Bonnet (congé de longue durée des enquêteurs et commissaires de police) (p. 5212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Jacques Brunhes (droits et garanties du statut général des fonctionnaires ; reconnaissance du droit de grève) (p. 5212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Julien Dray (plafonnement par service de l'affectation d'appelés du contingent) (p. 5212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 274 de M. Daniel Vaillant (conseil supérieur de la police nationale) (p. 5213).

Article 17 *(extension de la protection de l'Etat aux personnels de la police nationale et à leur famille) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 114 de M. Yves Bonnet (anonymat en cas d'enquête administrative ou d'information judiciaire sur l'usage de l'arme de service dans l'exercice des fonctions) (p. 5214).

Après l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Yves Bonnet (imprescriptibilité des crimes terroristes ou visant des policiers, des gendarmes ou des douaniers) (p. 5215) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 275 de M. Daniel Vaillant (interdiction d'emploi des policiers affectés dans les quartiers en difficulté en dehors de ces quartiers) (p. 5215).

Article 20 *(manifestations sportives, récréatives ou culturelles) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 170 de M. Jacques Brunhes et 266 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5217) ;

– *son* amendement n° 308 (limitation aux manifestations à but lucratif) : adopté (p. 5218).

Article 21 *(vacations funéraires : art. L. 364-5 et L. 364-6 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de la commission des finances (suppression de l'affectation budgétaire) (p. 5219) ;

– *soutient* l'amendement n° 81 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 5219).

Avant l'article 23 :

– *favorable* à l'amendement n° 293 de M. Jean Geney (rôle des services de police ou de gendarmerie en cas de disparition de personnes) (p. 5220).

Article 23 *(domiciliation des témoins : art. 62-1 et 153 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (de précision) : adopté (p. 5220) ;

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (registre des bénéficiaires) (p. 5220) : adopté après modifications (p. 5221) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 268 de M. Julien Dray (registre coté et paraphé) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 5221) ;

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 267 de M. Julien Dray (compétence du greffe correctionnel en matière de citations et significations visant les bénéficiaires) (p. 5221) ;

– *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (extension aux enquêtes préliminaires) : adopté (p. 5221).

Après l'article 23 :

– *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (sanction de la révélation par voie de presse de l'identité de policiers ou de gendarmes bénéficiant de l'anonymat pour raison de service) (p. 5221) : adopté après modifications (p. 5222) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 309 de M. Alain Marsaud (suppression de l'intervention du ministre de la justice dans la désignation des fonctionnaires précités) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 5222).

Article 23 *bis* nouveau *(pension de réversion du conjoint d'un gendarme décédé en service et cité à l'ordre de la Nation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 301 du Gouvernement (extension au cas de citation à l'ordre de la gendarmerie) (p. 5222).

Après l'article 23 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 302 du Gouvernement (protection de l'Etat pour les conjoints et enfants des gendarmes et gendarmes auxiliaires) (p. 5222).

Article 24 *bis* nouveau *(rapport d'exécution) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Jacques Brunhes (délégation parlementaire à la sécurité publique) (p. 5223) ;

– *son* amendement n° 286 (dépôt du rapport avant le début de la première session ordinaire) : adopté (p. 5223).

Après l'article 24 *bis* :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 113 deuxième rectification du Gouvernement (prolongation du délai d'homologation des enceintes sportives ; déclaration de ces enceintes et pouvoir du préfet de prescrire des travaux en vue de l'homologation) (p. 5224).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 9289).

Communes : maires (p. 9289).

Défense : gendarmerie (p. 9289).

Droit de manifestation (p. 9289).

Etat : préfet (p. 9289).

Famille : absents (p. 9289, 9290).

Jeux et paris : machines à sous et distributeurs de confiserie (p. 9289, 9290).

Lois : projet de loi : annexe II (programmation des moyens) (p. 9289).

Police : police d'Etat (p. 9289).

Police nationale :

- commissaires : vacations funéraires (p. 9289) ;
- corps : unification (p. 9289) ;
- manifestations sportives et culturelles : sécurité (p. 9289) ;
- officiers de police judiciaire (p. 9289).

Surveillance et gardiennage (p. 9289, 9290).

Urbanisme : étude et règlements de sécurité (p. 9289).

Vidéosurveillance (p. 9289, 9290).

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 2 bis *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Daniel Vaillant (de suppression) (p. 9296).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 9297).

Article 5 bis *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Daniel Vaillant (de suppression) (p. 9297).

Après l'article 5 bis :

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Patrice Martin-Lalande (conditions d'expulsion du territoire communal des gens du voyage) (p. 9298).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Daniel Vaillant (suppression de la prise en compte des caractéristiques de la délinquance) (p. 9299).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 9299) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Daniel Vaillant (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Daniel Vaillant (autorisation de la C.N.I.L.) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Daniel Vaillant (suppression de la présidence de la commission départementale par un magistrat honoraire) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Daniel Vaillant (suppression de l'autorisation implicite) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Daniel Vaillant (fixation à quinze jours de la durée maximum de conservation des enregistrements) (p. 9301) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Daniel Vaillant (suppression du refus d'accès aux enregistrements pour un motif tenant à la sécurité publique) (p. 9301) ;

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (saisine de la commission départementale en cas de refus d'accès aux enregistrements ou de difficulté tenant à un système de vidéosurveillance) : adopté (p. 9301) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (sanction pénale de l'entrave à l'action de la commission départementale) : adopté (p. 9301).

Article 10 *(autorisation donnée aux services de police d'entrer dans les parties communes des immeubles : art. L. 126-6 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (autorisation permanente) : adopté (p. 9302).

Article 10 bis *(compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour délivrer aux services de police l'autorisation d'entrer dans les parties communes des immeubles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 33 de M. Daniel Vaillant (de conséquence) (p. 9302).

Article 12 *(installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules) :*

– *favorable* à l'amendement n° 34 de M. Daniel Vaillant (sanction pénale du détournement d'utilisation) (p. 9302).

Article 13 *(manifestations sur la voie publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Daniel Vaillant (interdiction du port ou du transport d'objets « dangereux pour les personnes ») (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Daniel Vaillant (limitation de l'interdiction aux lieux avoisinants) (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Daniel Vaillant (fouille des véhicules sur autorisation écrite du procureur) (p. 9304).

Article 23 A *(recherche des personnes disparues) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean Geney (extension du champ de l'article à la disparition inexpliquée d'une personne physique) (p. 9304) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean Geney (limitation du concours immédiat des services de police ou de gendarmerie à la déclaration d'une disparition venant d'intervenir) (p. 9305) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (information du procureur de la République) : adopté après rectification (délai de quarante-huit heures) (p. 9306) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean Geney (suppression de la possibilité de ne pas informer le déclarant du résultat des recherches pour nécessité impérieuse de l'enquête) (p. 9306) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean Geney (communication à la personne civilement responsable de l'adresse du mineur ou du majeur protégé ayant disparu sauf en cas de danger pour ce dernier) (p. 9306).

Article 23 bis A *(protection de l'anonymat de certains policiers ou gendarmes) :*

– *soutient* l'amendement n° 38 de M. Christian Vanneste (extension aux agents des douanes) (p. 9306) : adopté (p. 9307).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Famille : absents (p. 9641).

Surveillance et gardiennage (p. 9641).

Vidéosurveillance (p. 9640, 9641).

– Projet de loi de finances pour 1995 [n° 1530].

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police [7 novembre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 6531).

Drogue (p. 6530).

Etrangers (p. 6531).

Lois : projet de loi n° 1490 d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (p. 6530).

Ordre public :
- délinquance (p. 6530) ;
- mineurs (p. 6531) ;
- plans départementaux de sécurité (p. 6530).

Police :
- crédits (p. 6531) ;
- informatique et transmissions (p. 6531) ;
- logement (p. 6531) ;
- moyens de fonctionnement et équipement (p. 6531) ;
- « îlotage », présence sur la voie publique et opérations de sécurisation (p. 6531) ;
- primes et bonifications indiciaires (p. 6531) ;
- statuts (p. 6531).

- **Question européenne : « application des accords de Schengen ».**

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] :

Accords de Schengen : comité exécutif (p. 7312).

Drogue : trafic de stupéfiants (p. 7312, 7313).

Etrangers :
- contrôles aux frontières extérieures (p. 7312) ;
- immigration clandestine (p. 7312).

Informatique : « système d'information Schengen » (p. 7312, 7313).

Police : coopération policière (p. 7312).

LEONARD (Jean-Louis)

Député de la Charente-Maritime

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Université de La Rochelle** : statut [22 juin 1994] (p. 3345, 3346).

- **Crise de la pêche** : soutien du marché ; concurrence étrangère [7 décembre 1994] (p. 8416, 8417).

orales sans débat :

- **n° 560,** posée le 6 décembre 1994 : **contreparties à l'achat de matériels militaires étrangers** (p. 8367). Appelée le 8 décembre 1994 : Etats-Unis : achat d'avions de guet Hawkeye : contreparties (p. 8492, 8493).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4311) ;
- décentralisation (p. 4311).

Communes : La Rochelle (p. 4311).

Impôts et taxes : droits de mutation (p. 4311).

Mer et littoral : littoral (p. 4311, 4312).

LEOTARD (François)

Ministre d'Etat, ministre de la défense

DEPOTS

Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses **pouvoirs de contrôle en mer (n° 1067)** [6 avril 1994].

Déclaration du Gouvernement sur l'**ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075)** [12 avril 1994].

Projet de loi relatif à la **programmation militaire** pour les années 1995 à 2000 **(n° 1153)** [20 avril 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Degauchy (Lucien)* : forces françaises outre-mer** : effectifs ; Djibouti [18 mai 1994] (p. 1856, 1857).

- ***Lipkowski (Jean de)* : hommage aux 4e et 3e bataillons S.A.S.** : commémoration du débarquement en Normandie [1er juin 1994] (p. 2472, 2473).

- ***Hermier (Guy)* : dépenses d'armement** : évolution ; armement nucléaire : essais [8 juin 1994] (p. 2722, 2723).

- ***Froment (Bernard de)* : parité gendarmerie-police** : disparité de traitement avec les services de police [12 octobre 1994] (p. 5321, 5322).

- ***Descamps (Jean-Jacques)* : embargo en Bosnie** : défection américaine [16 novembre 1994] (p. 6940, 6941).

orales sans débat de :

- ***Lepeltier (Serge) (n° 340)* : transfert d'activités de l'Aérospatiale à Bourges** : aérospatiale : division engins : emploi et activité ; Bourges [5 mai 1994] (p. 1502 à 1504).

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, et M. François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, sur l'ex-Yougoslavie et sur la prévention des conflits en Europe (n° 1075).**

Principaux thèmes développés lors de la discussion [12 avril 1994] :

Défense :
- armes nucléaires : prolifération (p. 685, 687) ;
- contingents nationaux : efficacité : renforcement ; commandement (p. 686, 687) ;
- défense européenne : Eurocorps (p. 687) ;
- forces françaises dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda : hommage (p. 685, 687) ;
- Livre blanc et loi de programmation militaire (p. 687) ;
- renseignement (p. 687).

Europe :
- généralités ; contexte géopolitique ; minorités ; frontières (p. 687, 688) ;
- accords bilatéraux avec les pays d'Europe centrale et de l'Est (p. 687).

Organisation des Nations Unies : résolutions du Conseil de sécurité ; zones de sécurité et FORPRONU (p. 685, 686).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : rôle (p. 685, 686).

Ex-Yougoslavie : généralités ; guerre civile ; intégrité des républiques ; situation de Sarajevo et de Gorazde (p. 685, 686).

– Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer (n° 1067).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Douanes : surveillance et répression (p. 1337).

Drogue : trafics en mer (p. 1332).

Environnement (p. 1332).

Mer territoriale : souveraineté française (p. 1332, 1338).

Pêches maritimes : litiges (p. 1332).

Police de la mer : compétence des diverses autorités ; moyens (p. 1332, 1333, 1337).

Discussion des articles [3 mai 1994] :

Après l'article 1er *(champ de compétence) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (champ d'application de la loi) (p. 1338).

Article 2 *(reconnaissance du navire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de la commission (de cohérence avec les lois pénales et de précision) (p. 1338).

Article 3 *(visite du navire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1339) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1339).

Article 4 *(déroutement du navire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (suppression de la référence à « la position » ou au port « le plus proche ») (p. 1339) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (déroutement vers une « position ») (p. 1339) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 1340) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (désignation par le commandant de la position ou du port de déroutement) (p. 1340).

Après l'article 4 *(droit de poursuite) :*

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (exercice du droit de poursuite) (p. 1340).

Article 5 *(mesures d'exécution et de coercition) :*

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1340).

Article 6 *(sanctions applicables) :*

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (montant de l'amende) (p. 1341) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (sanctions au refus de visite ou de déroutement et poursuites engagées à l'égard du capitaine) (p. 1341) ;

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (habilitation particulière des commandants et des commandants en second pour constater les infractions) (p. 1341) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 19 de M. Michel Godard (habilitation des officiers en second) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 1341) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 1341) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (transmission du procès-verbal au Parquet dans les cinq jours) (p. 1341) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 20 de M. Michel Godard (délai de transmission du procès-verbal porté de cinq à quinze jours) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 1341).

Après l'article 6 :

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (sanctions applicables au propriétaire ou à l'exploitant) (p. 1342).

Article 7 *(champ d'application « matérielle ») :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 1342).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1994] (p. 3615) :

Police de la mer : compétence et moyens des diverses autorités.

– Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique (n° 936).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité (p. 1344, 1345).

Recherche (p. 1344).

Discussion des articles [3 mai 1994] :

Article 1er *(extension des missions de l'école) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Philippe Auberger (de précision) (p. 1347).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (effectif maximum d'une promotion) (p. 1348).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1994] (p. 3616) :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité.

Recherche.

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 et 25 mai 1994] :

Son intervention (p. 2117).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2143).

Principaux thèmes développés :

Armée de l'air :

- avions de transport militaire (p. 2119, 2120, 2122, 2246) ;
- avions Mirage-2000-D, 2000-DA, 2000-5, 2000-N (p. 2119, 2244) ;
- avion Rafale (p. 2118, 2241, 2245) ;
- avions ravitailleurs (p. 2119).

Armée de terre :
- effectifs (p. 2117, 2121, 2246) ;
- professionnalisation (p. 2121, 2123).

Armements classiques :
- chars Leclerc (p. 2118, 2119), 2241) ;
- défense anti-missiles (p. 2122, 2245, 2246) ;
- hélicoptères de combat HAP/HAC (p. 2119, 2120) ;
- hélicoptères de transport et de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 2120, 2122) ;
- missiles air-sol (p. 2120) ;
- missiles antiradar (p. 2120) ;
- missiles de croisière longue portée : arme de précision tirée à grande distance (p. 2119, 2120, 2245) ;
- missiles « Mica » (p. 2120).

Armements nucléaires stratégiques :
- dissuasion nucléaire (p. 2118, 2241, 2244, 2246) ;
- essais nucléaires (p. 2118, 2247, 2248) ;
- missiles balistiques M4, M45 et M5 (p. 2118, 2241, 2243) ;
- modélisation et simulation : programme PALEN (p. 2242, 2247) ;
- plateau d'Albion (p. 2118, 2119, 2243) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 2118, 2120, 2122).

Armements nucléaires d'ultime avertissement : missile Hadès (p. 2246).

D.O.M.-T.O.M. (p. 2244).

Europe :
- Agence européenne de l'armement (p. 2123, 2243, 2245) ;
- corps franco-allemand et Eurocorps (p. 2123) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 2246).

Finances publiques (p. 2118, 2121, 2243).

Gendarmerie : effectifs (p. 2121, 2247).

Guerre du Golfe : enseignements (p. 2118, 2119, 2244).

Industries d'armement :
- commandes publiques et grands programmes (p. 2120, 2121, 2143 à 2145) ;
- coopération européenne (p. 2123, 2124) ;
- coût des programmes (p. 2122) ;
- Direction des constructions navales (p. 2120).

Livre blanc sur la défense (p. 2118, 2119, 2121, 2123).

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels (p. 2241).

Marine nationale :
- encadrement (p. 2121) ;
- frégates (p. 2119, 2245) ;
- porte-avions à propulsion nucléaire (p. 2118, 2119, 2122, 2241, 2245) ;
- transports de chalands de débarquement (p. 2119).

Ministère de la défense : personnels civils (p. 2242).

Organisation des Nations Unies : France : membre permanent du Conseil de sécurité (p. 2117, 2242).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2143, 2246).

Renseignement : programmes « Syracuse », « Socrate », « Hélios », « Osiris » (p. 2119, 2120, 2122, 2245, 2246).

Réserves : effectifs et professionnalisation (p. 2123, 2247).

Service national :
- conscription (p. 2122, 2123, 2241, 2242, 2247) ;
- formes civiles et volontariat service long (p. 2246, 2247).

Traités et conventions :
- traité de non-prolifération nucléaire (p. 2248) ;
- traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 2242, 2248).

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense)* :

- *ses observations* (p. 2259) ;

Industries d'armement : commandes publiques et grands programmes ; coopération européenne (p. 2959, 2260).

- *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (seconde carrière des retraités militaires) (p. 2261) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 33 rectifié de M. Charles Cova (caractère spécifique de la pension militaire) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 2261) ;
- *favorable* à l'amendement n° 34 de M. Jacques Boyon (affectation de certains fonds versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes au financement d'emplois de gendarmes) (p. 2262) ;
- *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean-Michel Boucheron (coopération européenne pour le satellite Syracuse III) (p. 2262) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean-Michel Boucheron (rédactionnel) (p. 2263) ;
- *favorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Michel Boucheron (coopération européenne pour le programme Hélios II) (p. 2263) ;
- *favorable* à l'amendement n° 20 de M. Olivier Darrason (place du missile mer-mer de la nouvelle génération) (p. 2264) ;
- *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (décision relative au second porte-avions nucléaire) (p. 2265) ;
- *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (date de mise en service opérationnelle de la première flotille de Rafale marine) (p. 2265) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Patrice Martin-Lalande (procédure de commandes pluriannuelles des munitions) (p. 2266) et *ses observations* (p. 2266, 2267) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 9 corrigé de la commission (modalités d'éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses des collectivités locales pour la construction de logements de gendarmes) (p. 2268) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 27 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (concept de « famille » d'armement) (p. 2269) ;
- *favorable* à l'amendement n° 28 rectifié de M. Olivier Darrason (politique de « développements exploratoires » afin de préparer les programmes futurs) (p. 2269).

Article 2 *(moyens affectés à l'équipement des forces armées)* :

- *ses observations* (p. 2271).

Affaires étrangères : opérations extérieures : financement.

Voirie : fonds de concours autoroutiers : destination.

Article 3 *(révision de la loi de programmation)* :

- *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission des finances (accélération des ressources sur la période 1998-2000 au cas où la situation internationale l'exigerait) (p. 2272) ;
- *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission des finances (critères d'appréciation du taux de croissance) (p. 2274) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 31 de M. Arthur Paecht (introduction d'un critère relatif à l'endettement public) à l'amendement n° 2 de la commission des finances (p. 2274) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 32 de M. Arthur Paecht (rédactionnel) à l'amendement n° 2 de la commission des finances (p. 2274).

Article 4 *(évolution des effectifs budgétaires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 rectifié de M. Michel Voisin (dépôt au Parlement au 31 décembre 1996 d'un rapport d'orientation sur le service national et ses formes civiles) (p. 2276).

Après l'article 5 :

– *ses observations* sur les amendements n°s 3 de M. Arthur Paecht, 11 de la commission et 25 rectifié de M. Jacques Boyon (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 2278).

Son intervention à l'issue du vote (p. 2501) :

Armée de terre : militaires : seconde carrière.

Armements nucléaires stratégiques : doctrine et essais nucléaires.

Service national.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1994] :

Affaires étrangères :
- armes nucléaires : prolifération (p. 6356) ;
- contexte géopolitique (p. 6349) ;
- crises régionales (p. 6350) ;
- Organisation des Nations Unies (p. 6357) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : commandement intégré et missions (p. 6350, 6351).

Armée de l'air :
- avion de transport (p. 6354) ;
- avion Rafale (p. 6354) ;
- avions Mirage (p. 6354) ;
- effectifs (p. 6355) ;
- entraînement (p. 6353).

Armée de terre :
- effectifs : déflation (p. 6349, 6352) ;
- missions à l'extérieur (p. 6350, 6353, 6356, 6357) ;
- missions de mise en valeur du patrimoine national (p. 6351) ;
- professionnalisation (p. 6352).

Armements classiques :
- chars Leclerc (p. 6354) ;
- hélicoptères Tigre et NH 90 (p. 6354).

Armements nucléaires :
- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 6349) ;
- essais nucléaires (p. 6356) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 6354).

Espace : programmes « Syracuse », « Spot », « Hélios », « Osiris », « Zénon », « Stentor » (p. 6350, 6354).

Europe :
- Corps européen (p. 6351) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 6356, 6357).

Gendarmerie :
- effectifs (p. 6352) ;
- informatisation et télécommunications (p. 6354) ;
- missions (p. 6355, 6357).

Industries d'armement :
- coopération européenne (p. 6351, 6356) ;
- entreprises publiques : productivité et reconversions (p. 6349, 6353) ;
- exportations (p. 6351).

Jeunes : formation professionnelle (p. 6353, 6355).

« Livre blanc » sur la défense (p. 6349 à 6352, 6355).

Loi de programmation militaire : objectifs et moyens (p. 6350, 6351, 6353).

Marine :
- crédits de fonctionnement (p. 6355) ;
- frégates (p. 6354).

Ministère :
- crédits (p. 6348) ;
- Direction générale pour l'armement (p. 6356) ;
- personnels civils (p. 6353, 6355) ;
- service de santé des armées (p. 6351).

Service national (p. 6349, 6352, 6353, 6355).

Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire (p. 6356).

Réponses aux questions :

Armée de l'air :
- avion de transport furur (M. Jean Diebold) (p. 6363) ;
- flotte : renouvellement (M. Aloyse Warhouver) (p. 6366) ;
- hélicoptère NH 90 (M. Marc Laffineur) (p. 6376, 6377) ;
- régions aériennes : sécurité et responsabilité des officiers généraux (M. Aloyse Warhouver) (p. 6366).

Armée de terre :
- disponibilité opérationnelle différenciée (M. Robert Poujade) (p. 6378) ;
- Légion étrangère (M. Daniel Arata) (p. 6373).

Armements nucléaires :
- dissuasion nucléaire française : doctrine (MM. Jean-Claude Lefort et Jean Valleix)) (p. 6367, 6377) ;
- modélisation et simulation : programme PALEN (M. Jean Valleix) (p. 6367, 6377).

Espace : programmes « Hélios » et « Osiris » (M. Alain Moyne-Bressand) (p. 6364).

Gendarmerie :
- gendarmeries : coût pour les communes et indemnisation (M. Raoul Béteille) (p. 6378, 6379) ;
- hélicoptères : renouvellement de la flotte (M. Robert Poujade) (p. 6362) ;
- logements : éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. (M. Gilbert Meyer) (p. 6361) ;
- méthodes de travail (M. Raoul Béteille) (p. 6374) ;
- véhicules blindés (M. Robert Poujade) (p. 6362).

Industrie : commandes publiques : crédits pour 1995 (M. Jean Diebold) (p. 6369).

Industries d'armement :
- Aérospatiale : missile antinavire supersonique (M. Olivier Darrason) (p. 6376) ;
- commandes publiques et perspectives en matière d'exportation (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6372) ;
- Groupement industriel des armements terrestres : site de Salbris : plan de charge (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6373) ;
- services d'aide à l'exportation (M. Pierre Favre) (p. 6370).

Marine : matériel classique : entretien (M. Michel Godard) (p. 6371).

Ministère : délocalisations : calendrier et relogement des personnels (M. Georges Chavanes) (p. 6375).

Musées militaires : Saumur (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6375).

Réserves : mobilisation (M. Robert Poujade) (p. 6378).

Secrétariat général de la défense nationale : missions (M. Alain Griotteray) (p. 6379).

Service national (MM. Guy Teissier, Michel Habig, Antoine Carré, Alain Griotteray (p. 6365, 6368, 6371, 6372, 6379, 6380).

Terrains militaires : rétrocession aux collectivités locales et « dépollution » (M. Claude Pringalle) (p. 6369).

Traités et conventions : traité d'interdiction complète des essais nucléaires et renouvellement du traité de non-prolifération nucléaire (M. Jean-Claude Lefort) (p. 6367).

LEPELTIER (Serge)

Député du Cher

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilles Carrez relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [26 octobre 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un **médiateur pour le règlement des différends liés à l'application des règles fixées par les ordres professionnels (n° 1097)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à remplacer la dénomination des **« conseils généreux »** par **« conseils départementaux »** et celle des **« conseillers généraux »** par **« conseillers départementaux » (n° 1411)** [21 juin 1994].

Proposition de loi organique visant à permettre aux **élus** concernés par les règles relatives au **cumul des mandats d'opter dans les quinze jours** qui suivent l'approbation de leur compte de campagne **(n° 1504)** [13 juillet 1994].

Proposition de loi visant à permettre aux **élus** concernés par les règles relatives au **cumul des mandats d'opter dans les quinze jours** qui suivent l'approbation de leur compte de campagne **(n° 1519)** [28 juillet 1994].

Rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Gilles Carrez (n° 1606), relative à la **diversité de l'habitat (n° 1647)** [10 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la **diversité de l'habitat (n° 1846)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Cotisations sociales agricoles** : assiette : réforme [19 octobre 1994] (p. 5676).

orales sans débat :

– **n° 340**, posée le 3 mai 1994 : **transfert d'activités de l'Aérospatiale à Bourges** (p. 1414, 1415). Appelée le 5 mai 1994 : aérospatiale : division engins : emploi et activité ; Bourges (p. 1502 à 1504).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2233) :

Armements classiques :
- chars Leclerc ;
- missiles de croisière longue portée : arme de précision tirée à grande distance ;
- missiles « Milan ».

Industries d'armement :
- commandes publiques et grands programmes ;
- Groupement industriel des armements terrestres.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1994] :

Armements classiques : missiles (p. 6346).

Industries d'armement :
- Aérospatiale (p. 6346) ;
- commandes publiques : évolution (p. 6346) ;
- Groupement industriel des armements terrestres (p. 6347).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie : liaison autoroutière Bourges–A 6 (p. 6762, 6763).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 7691).

Communes :
- contribution annuelle de un pour cent (p. 7691, 7692) ;
- construction de logements sociaux (p. 7691) ;
- programme local de l'habitat (p. 7691, 7692).

Impôts et taxes : taxe pour la participation à la diversité de l'habitat (p. 7692).

Lois : loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 : objectif et bilan (p. 7691, 7692).

Discussion des articles [28 novembre 1994] :

Après l'article 1er :

– *favorable* à l'amendement n° 17 du Gouvernement (négociation par les maires des prêts locatifs aidés dès lors que les communes ont conservé toutes leurs compétences en matière de politique du logement) (p. 7700).

Article 2 *(modifications de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jacques Guyard (maintien de l'obligation de construction de logements sociaux dans les petites communes de l'Ile-de-France) (p. 7701) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 7702).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Guyard (compensation de la vente de logements sociaux situés dans le centre-ville par la construction d'un nombre équivalent de logements sociaux dans ce même centre) (p. 7702).

Article 3 *(modification de l'article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 7703).

Article 5 *(modifications de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 7704) ;

– *son* amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 7706) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 corrigé du Gouvernement (prise en compte des logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation dans le parc de logements sociaux) (p. 7706) ;

– *favorable* à l'amendement n° 10 de M. Jacques Guyard (calcul du nombre de logements à usage locatif) (p. 7707) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 15 de M. Gilles Carrez (prise en compte des logements P.A.P. et des logements réhabilités avec l'aide de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) à l'amendement n° 10 de M. Jacques Guyard (p. 7707) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jacques Guyard (pouvoirs du préfet vis-à-vis des organismes H.L.M.) (p. 7708).

Article 8 *(limitation du champ d'application de la participation à la diversité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 corrigé de M. Gérard Hamel (suppression de la taxe dite de participation à la diversité de l'habitat et majoration à due concurence de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7709).

Article 5 précédemment réservé *(modification de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 rectifié de M. Gérard Hamel (de coordination) (p. 7710).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jacques Guyard (présence du représentant de l'Etat dans les départements lors des expulsions) (p. 7711) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jacques Guyard (création d'une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7713) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jacques Guyard (soumission des locaux vacants à la taxe d'habitation) (p. 7713).

Article 9 *(gage) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 7714).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] (p. 9646) :

Administration : préfet : rôle.

Aides.

Communes : petites communes : exonération du dispositif dit de « diversité de l'habitat ».

Logement social : H.L.M. et logement des plus démunis.

Urbanisme : permis de construire.

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : députés (p. 8904).

Collectivités locales : dépenses de communication (p. 8904).

Lois : loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8904).

Presse, édition et imprimerie : presse (p. 8903, 8904).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 1 (interdiction des encarts publicitaires dans les publications politiques, électorales ou des collectivités territoriales ; compensation des pertes de recettes des collectivités précitées par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes résultant pour l'Etat de cette majoration par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8926) : rejeté (p. 8927).

Article 1er *(prohibition des mandataires communs à plusieurs candidats : art. L. 52-4 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8930).

Dépenses de campagne : plafonnement et remboursement

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8940).

Article 22 *(application de la loi dans les T.O.M. et à Mayotte) :*

– *ses observations* (p. 8990, 8991).

Projet de loi : dispositions transitoires : élections municipales de 1995.

Après l'article 22 :

– *favorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats à ces élections à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8994).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers eux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Pêche au thon : politique et réglementation ; filets dérivants [25 mai 1994] (p. 2205).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer (n° 1067).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Droit international (p. 1335, 1336).

Pêches maritimes : litiges (p. 1336).

Police de la mer : compétence des diverses autorités ; moyens (p. 1335, 1336).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Communautés européennes : plurilinguisme (p. 1394).

Consommarion (p. 1394).

Constitution : article 2 (p. 1394).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1394, 1395).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1394).

Lois :

– loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1394) ;

– projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1394, 1395).

Travail : contrats et conditions de travail (p. 1394).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *son* amendement n° 60 corrigé (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1441) : rejeté au scrutin public (p. 1445) ;

– *son* amendement n° 61 (réserve de l'usage des langues régionales de France) : rejeté (p. 1445).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *soutient* l'amendement n° 62 de M. Louis Mexandeau (réserve de la dénomination des produits typiques et spécialités « d'appellation en langue régionale ») (p. 1441) : rejeté (p. 1450).

Article 3 *(présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)* (p. 1458) :

– *son* amendement n° 63 (traduction en langues régionales) : devenu sans objet (p. 1460).

Article 4 *(rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 51 de M. Didier Mathus (rédaction des traités internationaux) à l'amendement n° 3 de la commission (rédacrionnel) : rejeté (p. 1460) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 36 de M. François Loos (version en langue régionale) (p. 1461).

Article 9 *(le français, langue d'enseignement) :*

– *son* amendement n° 64 (exclusion des écoles ou classes dispensant spécialement des enseignements en langue régionale) (p. 1475) : retiré (p. 1476).

Article 12 *(marques utilisées par les services publics) :*

– *son* amendement n° 65 (exclusion des marques déjà utilisées et des marques issues d'un terme en langue régionale) : retiré (p. 1485).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Administration :

– Agence d'insertion (A.I.) (p. 3379) ;

– Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) (p. 3379).

Agriculture (p. 3380).

Commerce extérieur (p. 3380).

Départementalisation (p. 3380).

Emploi : insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3379).

Entreprises :

– charges sociales : exonération (p. 3380) ;

– coût salarial (p. 3380).

Etrangers : immigration (p. 3380).

Formation professionnelle (p. 3380).

Jeunes (p. 3380).

Logement et habitat : logement social (p. 3379).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Eau : pollution par les nitrates en Bretagne (p. 6168).

Pêche : marins-pêcheurs : endettement (p. 6176).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : généralités (p. 7460, 7461).

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 7461) ;

– pensions de réversion (p. 7460) ;

– retraites et préretraites (p. 7460).

Exploitants agricoles : revenus et charges ; pluriactivité (p. 7461).

LEPERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne

(3e circonscription)

R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (agriculture et pêche : agriculture) [25 mai 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome II : **Agriculture et Pêche : agriculture (n° 1565)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'agriculture.

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Agroalimentaire (p. 6136)

Aménagement du territoire :
- fonds de gestion de l'espace rural (p. 6135, 6136) ;
- indemnité spéciale montagne (p. 6136).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 6137) ;
- dépenses et recettes (p. 6135).

Elevage :
- bâtiments d'élevage (p. 6136) ;
- élevage ovin (p. 6136) ;
- prime à l'herbe (p. 6136) ;
- prime à la vache allaitante (p. 6136).

Enseignement agricole (p. 6136).

Exploitants agricoles :
- bonifications d'intérêt (p. 6136) ;
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6136) ;

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6135 à 6137).

LEQUILLER (Pierre)

Député des Yvelines

(4e circonscription)

U.D.F

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démoctatie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153) [21 avril 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1153) de **programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1266)** [19 mai 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Otages français en Bosnie :** emprisonnement de membres de l'association « Première urgence » par les Serbes : comparution devant un tribunal militaire : attitude de la France : perspectives de libération [4 mai 1994] (p. 1424).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Affaires étrangères :
- contexte géopolitique ; opérations extérieures (p. 2132, 2133) ;
- Etats-Unis (p. 2132, 2133) ;
- ex-Yougoslavie (p. 2133).

Armée de l'air : avions de transport militaire (p. 2134).

Armée de terre :
- effectifs (p. 2135) ;
- professionnalisation (p. 2135).

Armements nucléaires stratégiques :
- dissuasion nucléaire (p. 2133) ;
- essais nucléaires (p. 2133) ;
- missiles balistiques M4, M45 et M5 (p. 2133) ;
- modélisation et simulation : programme PALEN (p. 2133) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 2133).

Europe : Union de l'Europe occidentale (p. 2134).

Industries d'armement : coopération européenne (p. 2134).

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels (p. 2135).

Marine nationale : porte-avions à propulsion nucléaire (p. 2134).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2134).

Traités et conventions :
- traité de non-prolifération nucléaire (p. 2133) ;
- traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 2133).

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (décision relative au second porte-avions nucléaire) (p. 2265).

Après l'article 5 :

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 3 de M. Arthur Paecht, 11 de la commission et 25 rectifié de M. Jacques Boyon (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 2278).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Langues vivantes (p. 6257).

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Défense : Union de l'Europe occidentale (p. 6412).

Europe : Europe centrale et de l'Est : relations avec l'Union européenne, sécurité de ces pays (p. 6412).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Algérie (p. 6429).

Audiovisuel (p. 6429).

Commerce extérieur (p. 6429, 6430).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil et Commission : compétences respectives ; institutions : réformes (p. 6430) ;
- défense européenne ; Union de l'Europe occidentale (p. 6430).

Ministère des affaires étrangères : crédits (p. 6429).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 6430).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Consultation nationale (p. 9473).

Enseignement primaire et maternel (p. 9474).

Enseignement secondaire : collèges (p. 9475).

Enseignement supérieur : plan Université 2000 (p. 9474).

Enseignement technique et professionnel (p. 9475).

Etablissements scolaires : réseaux d'établissements (p. 9475).

Institut des hautes études de l'éducation nationale (p. 9474).

Langues étrangères (p. 9474).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 9473, 9474).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 9475).

Parlement : information, contrôle et évaluation (p. 9474, 9475).

Personnel : effectifs (p. 9474) ;

Personnel non enseignant : demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9475).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9473).

Zones d'éducation prioritaires (p. 9474).

Explications de vote [22 décembre 1994] (p. 9633) :

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation.

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école ».

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9633).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 9581, 9582).

LEROY (Bernard)

Député de l'Eure

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 468,** posée le 21 juin 1994 : **école supérieure d'ingénieurs et de techniciens pour l'agriculture** (p. 3334). Appelée le 23 juin 1994 : fonctionnement ; maintien à Val-de-Reuil (p. 3421 à 3423).

– **n° 522,** posée le 22 novembre 1994 : **transfert de l'école d'ingénieurs du Val-de-Reuil** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : E.S.I.T.P.A. : transfert en Ile-de-France : conséquences (p. 7427, 7428).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 5 *bis* nouveau *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme public ou privé subventionné ou gérant un service public) :*

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 78 du Gouvernement (condition de publication en français) à l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (bénéfice des aides publiques réservé aux travaux publiés en premier lieu en français) (p. 1472).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Jean-Louis Beaumont (examen des publications individuelles en langue française avant titularisation ou avancement dans un organisme public d'enseignement ou de recherche ; développement des publications et des banques de données en langue française) (p. 1478).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1994, 1995) :

Agroalimentaire.

Energie : biocarburants.

Recherche.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] (p. 3317, 3318) :

Aménagement du territoire.

Consultation nationale sur la recherche.

Entreprises.

Ethique.

Fonctionnaires et agents publics : mobilité.

Politique de la recherche.

Régions : Haute-Normandie.

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1993) :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs.

Exploitations agricoles : nombre.

Lois : loi d'orientation agricole.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : retraites agricoles (p. 6191).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6191).

LESUEUR (André)

Député de la Martinique

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Devient membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) [*J.O.* du 20 avril 1994] (p. 5783).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

INTERVENTIONS

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Administration : Agence d'insertion (A.I.) (p. 3378).

Agriculture (p. 3377, 3378).

Audiovisuel : R.F.O. (p. 3378).

Commerce et artisanat : libre circulation : « grand marché antillais » (p. 3378, 3379).

Commerce extérieur (p. 3377, 3378).

Communautés européennes et Union européenne : fonds européens (p. 3377, 3378).

Communes : Rivière-Salée (p. 3378).

Emploi :

– chômage (p. 3377) ;

– insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3378, 3379).

Entreprises :

– charges sociales : exonération (p. 3378) ;

– coût salarial (p. 3378).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] (p. 6616) :

Administration : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.

Drogue.

Emploi.

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (F.I.D.E.S.).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (« loi Perben »).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits.

Plan : contrats de plan.

LEVEAU (Edouard)

Député de la Seine-Maritime

(11e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Pêche et industrie agro-alimentaire : pêche maritime : entreprises de transformation : concurrence étrangère ; adhésion de la Norvège à l'Union européenne [27 avril 1994] (p. 1173).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 73 de M. Raymond Couderc, 87 de M. Serge Charles et 110 corrigé de M. Christian Vanneste (suppression de la départementalisation des U.R.S.S.A.F.) (p. 3784).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6152).

Pêche :

– cotisations sociales (p. 6152) ;

– crise et remèdes (p. 6153) ;

– flotte : modernisation et prêts bonifiés (p. 6153) ;

– prix minima communautaires (p. 6153) ;

– produits scandinaves (p. 6152).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* sous-amendement n° 593 (application des délais de paiement aux produits de la mer) à l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (délais de paiement des produits agricoles) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7518).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Article 20 *(application du temps partiel aux personnels navigants des entreprises d'armement maritime : art. 24-1 du code du travail maritime. Art. 50 et 51 du code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 146 de Mme Muguette Jacquaint et 241 de M. Michel Berson (de suppression) (p. 8724).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 225 de M. Jean-Paul Fuchs (règles applicables aux marins victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) (p. 8724).

Après l'article 11 *octies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 196 précédemment réservé de M. Christian Martin (modulation du montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en fonction du salaire versé à cette dernière) : adopté (p. 8826).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Après l'article 47 :

– *soutient* l'amendement n° 14 de M. Claude Dhinnin (possibilité pour le maire de proposer une convention à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à une entreprise publique pour leurs terrains laissés à l'abandon) : retiré (p. 265).

LE VERN (Alain)

Député de la Seine-Maritime

(12e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Agriculture :
- agriculture américaine (p. 586) ;
- agriculture française : comité de suivi ; clause de sauvegarde ; exportations (p. 586).

Audiovisuel : exception culturelle (p. 587).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 587)

Environnement (p. 586, 587).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 587).

Industrie (p. 587).

Moyens de paiement : clause monétaire : absence (p. 586).

Services : place de la France (p. 587).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 586).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Agroalimentaire (p. 1878).

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace (p. 1878).

Bois et forêts (p. 1878, 1879).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1876 à 1878).

Commercialisation (p. 1879).

Communautés européennes et Union européenne :
- organisation commune des marchés (p. 1878) ;
- politique agricole commune (p. 1877, 1878).

Energie : biocarburants (p. 1878).

Environnement (p. 1876 à 1879).

Etats-Unis (p. 1877).

Exploitants agricoles :
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1877) ;
- pluriactivité (p. 1878).

Exploitations agricoles :
- gel des terres (p. 1877) ;
- statut (p. 1877).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1879).

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 1878).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4287).

Aménagement rural (p. 4287).

Collectivités locales :
- compétences (p. 4286) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4287) ;
- décentralisation (p. 4286).

Consultation nationale (p. 4286).

Impôts locaux : réforme (p. 4286).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 5159).

Fermage (p. 5158, 5159).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 5188).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 5158, 5159).

Jeunes agriculteurs : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5159).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 5159).

Discussion des articles :

Article 1er *(art. L. 411-11 du code rural : fixation du prix du bail en monnaie-actualisation) :*

– *son* amendement n° 16 (de suppression) (p. 5168) : rejeté (p. 5169) ;

– *son* amendement n° 18 (prise en compte du résultat brut d'exploitation départemental) : rejeté (p. 5169) ;

– *son* amendement n° 19 (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation national) : adopté (p. 5170) ;

– *son* amendement n° 20 corrigé (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation départemental) : adopté (p. 5170) ;

– *son* amendement n° 21 corrigé (prise en compte des aides communautaires compensant une baisse de prix) (p. 5170) : rejeté (p. 5171).

Vote contre du groupe socialiste (p. 5174).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Agroalimentaire (p. 6144).

Commerce extérieur : négociations et accords du G.A.T.T. (p. 6144).

Enseignement agricole (p. 6144, 6145).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6144).

Lois : projet de loi de modernisation de l'agriculture : dépôt (p. 6144).

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6144).

Questions :

Elevage : quotas laitiers et quotas de vaches allaitantes (p. 6169).

Enseignement agricole : enseignants : postes (p. 6169).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6169).

Tourisme. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Commerce extérieur :

– balance des échanges touristiques (p. 6671) ;

– concurrence étrangère (p. 6671).

Ministère : crédits (p. 6671).

Tourisme : tourisme social (p. 6671).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Aménagement du territoire :

– généralités (p. 7454) ;

– zones de montagne (p. 7454).

B.A.P.S.A. : pensions de reversion (p. 7455).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7453, 7455).

Commercialisation : politique de qualité (p. 7454, 7455).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 7453, 7454).

Energie : biocarburants (p. 7455).

Enseignement agricole (p. 7456).

Exploitants agricoles : revenus et charges ; pluriactivité (p. 7454, 7455).

Exploitations agricoles : taille (p. 7454).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 7455).

Organismes et structures :

– commissions départementales d'orientation de l'agriculture (p. 7455) ;

– Fonds de gestion de l'espace rural (p. 7453).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *son* amendement n° 196 (objectifs du projet de loi) : rejeté (p. 7494) ;

– *son* amendement n° 195 (droits à produire) : rejeté (p. 7495) ;

– *soutient* l'amendement n° 210 de M. Augustin Bonrepaux (poursuite de l'activité agricole dans les zones de montagne) (p. 7496) : retiré (p. 7496) ;

– *son* amendement n° 197 (formation des jeunes avant l'installation) : rejeté (p. 7496) ;

– *favorable* à l'amendement n° 366 de M. Jacques Boyon (couverture des risques naturels) (p. 7498).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *reprend* l'amendement n° 71 de M. Marc Le Fur (représentation des parlementaires au sein du Conseil) : rejeté (p. 7506) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 192 de M. Philippe Martin (représentation des parlementaires au sein du Conseil) (p. 7506) ;

– *son* amendement n° 198 (représentation des organisations professionnelles au sein du Conseil) : rejeté (p. 7507).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *son* amendement n° 199 (présence d'élus locaux et de représentants des organisations syndicales représentatives au sein de la commission) (p. 7536) : rejeté (p. 7537) ;

– *son* amendement n° 200 (audition des agriculteurs concernés par la commission) (p. 7540) : rejeté (p. 7541).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 203 corrigé (caractère définitif du régime d'autorisation pour les grands ateliers hors sol) (p. 7542) : rejeté (p. 7543).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* amendement n° 201 (gratuité des droits à produire) (p. 7546) : rejeté (p. 7549) ;

– *son* amendement n° 202 (plafonnement et affectation des droits à produire et des aides) (p. 7551) : rejeté par scrutin public (p. 7552).

Après l'article 7 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 152 (rapport au Parlement dans les deux ans sur la qualification juridique de l'agriculture au vu de ses objectifs) (p. 7559).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *ses observations* (p. 7588) ;

– *son* amendement n° 204 (allongement du délai de la notification de cessation d'activité) (p. 7591) : rejeté (p. 7592).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *son* amendement n° 205 (de cohérence) : retiré (p. 7596).

Article 14 *(dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 211 (suppression de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) : rejeté (p. 7607).

Article 15 *(élévation du seuil d'imputation sur les déficits agricoles) :*

– *son* amendement n° 231 (de suppression) (p. 7618) : rejeté (p. 7619).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières) :*

– *soutient* l'amendement n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (prorogation des premières associations foncières pastorales) : retiré (p. 7631).

Article 21 *(déconcentration de la procédure d'agrément des zones d'activités agricoles extensives et échanges des droits d'exploitation dans le cadre des associations foncières agricoles) :*

– *son* amendement n° 207 (mandat de gestion donné à l'association foncière agricole pour les quatre cinquièmes des terres concernées) : rejeté (p. 7639).

Article 29 *(cotisations des travailleurs occasionnels et des demandeurs d'emploi) :*

– *son* amendement n° 208 (de suppression) (p. 7660) : rejeté (p. 7661).

Ses explications de vote.

Aménagement du territoire (p. 7686).

B.A.P.S.A. (P. 7686).

Commerce extérieur (p. 7686).

Conseil supérieur d'orientation et commission départementale (p. 7687).

Formation professionnelle et installation des jeunes agriculteurs (p. 7687).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 7687).

LEVOYER (Alain)

Député de Maine-et-Loire

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Bâtiment et travaux publics : construction immobilière : crise et relance (p. 6097).

Communes : programmes locaux de l'habitat (p. 6097).

LIGOT (Maurice)

Député de Maine-et-Loire

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Intérieur et aménagement du territoire : collectivités locales) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 28 : intérieur et eménagement du territoire : collectivités locales (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité : un nouveau programme de soutien et de stimulation de l'innovation 1994-1999 et le rapport sur la mise en œuvre du programme communautaire pour une intégration économique et sociale des groupes les moins favorisés (1989-1994) (n° E-164) (n° 916).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission : rôle (p. 372) ;
- compétences et subsidiarité (p. 370, 371) ;
- contrôle budgétaire (p. 371) ;
- programmes d'action contre l'exclusion et de promotion de la solidarité ; programme « Pauvreté IV ») (p. 370, 371, 372) ;
- traité de Rome (C.E.E.) : article 235 (p. 371) ;
- trairé de l'Union européenne : protocole sur la politique sociale (p. 371).

Ville : politique de la ville (p. 371).

Discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

– *son* amendement n° 1 (suppression du cinquième alinéa demandant le renforcement des moyens d'action de la Commission sur le fondement de l'article 235 du traité de Rome) (p. 380) : rejeté (p. 381) ;

– *son* amendement n° 2 (choix de l'article 2 de l'accord sur la politique sociale annexé au traité de l'Union européenne comme fondement du programme « Pauvreté IV ») : devenu sans objet (p. 380) ;

– *son* amendement n° 3 (prise en compte des observations de la Cour des Comptes européenne sur la gestion des programmes) : rejeté (p. 381) ;

– *son* amendement n° 4 (évaluation par la Cour des Comptes européenne des actions financées par le programme « Pauvreté IV » (p. 381) ; rectifié (évaluation confiée à « un organisme réellement indépendant de la Commission européenne ») (p. 382) : rejeté (p. 383) ;

– *son* amendement n° 5 (demande faite au Gouvernement de s'opposer à la proposition d'un nouveau programme ou d'obtenir le maintien de son niveau actuel de financement) : retiré (p. 383).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech [6 avril 1994] (n° 1071).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :
- instruments de défense commerciale (p. 592) ;
- politiques industrielle et commerciale (p. 591).

Emploi (p. 591).

Industrie (p. 591).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 591).

– Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1041).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne (p. 1291).

Assurances (p. 1292).

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission (p. 1291, 1292) ;
- construction européenne : conceptions (p. 1292) ;
- Parlement européen (p. 1291).

Marchés financiers : généralités (p. 1291).

Retraites :
- fonds de pension (p. 1292) ;
- régimes complémentaires obligatoires (p. 1292).
- institutions : liberté d'adhésion et de gestion (p. 1291).

Discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'alinéa relatif aux fonds de pension) (p. 1303).

Entreprises : fonds propres (p. 1303).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 73 de M. Raymond Couderc, 87 de M. Serge Charles et 110 corrigé de M. Christian Vanneste (suppression de la départementalisation des U.R.S.S.A.F.) (p. 3785).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 10 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Après l'article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 :*

– *son* amendement n° 300 rectifié soutenu par M. Marc Laffineur (conférence départementale de l'aménagement du territoire) (p. 4476) : rejeté (p. 4477).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 301 (organisation de la coopération intercommunale dans les limites du pays) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 302 (dépassement des limites départementales et régionales ; suppression du délai d'adaptation des limites d'arrondissements) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *son* amendement n° 303 (intervention du fonds par l'intermédiaire de structures régionales, départementales ou locales) : devenu sans objet (p. 4614) ;

– *son* amendement n° 304 (financement de l'immobilier d'entreprise par les CODEVI dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) : devenu sans objet (p. 4615).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *son* amendement n° 305 soutenu par M. Adrien Zeller (reconnaissance de la spécificité des villes moyennes) (p. 4681) : retiré (p. 4682).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1994] :

Article 7 decies nouveau *(révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 460 de M. Jean-Jacques de Peretti (fixation à soixante kilomètres de la limite d'éloignement maximal par rapport à une autoroute ou une gare desservie par le réseau ferroviaire à grande vitesse) (p. 7834).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Institutions : élargissement et réformes institutionnelles (p. 6414).

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les collectivités locales [7 novembre 1994] :

Collectivités locales :
- budgets locaux (p. 6523, 6525) ;
- concours financiers de l'Etat (p. 6523, 6524) ;
- départements : R.M.I. (p. 6523) ;
- dotation générale de décentralisation (p. 6525) ;
- dotation globale d'équipement (p. 6524) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 6524) ;
- dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges (p. 6525) ;
- fonds de compensation de la T.V.A. (p. 6524).

Impôts locaux :
- allégements : compensation (p. 6523, 6525) ;
- Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 6524) ;
- frais d'assiette et de recouvrement (p. 6525).

Lois : projet de loi n° 1382 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 6524).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [16 novembre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 6924).

Collectivités locales :
- compte d'avances sur impositions locales (p. 6924) ;
- fiscalité (p. 6924).

Communautés européennes et Union européenne (p. 6924).

Emploi (p. 6924).

Finances publiques
- budget des charges communes : importance et réforme (p. 6924) ;
- déficit budgétaire (p. 6923) ;
- dette publique et gestion (p. 6923) ;
- réforme (p. 6923, 6924).

Ministère de l'économie et des finances : modernisation et réorganisation (p. 6924).

Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital et privatisations (p. 6924).

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [20 mai 1994] :

Après l'article 2 :

- *ses observations* sur l'amendement n° 4202 de M. Patrick Balkany (participation au second tour de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants des seuls candidats ayant obtenu 12,5 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 2035).

Après l'article 3 :

Répond au rappel au règlement de : *Floch (Jacques)* qui rappelait que la possibilité de déposer des amendements implique celle de les défendre : la prétendue atteinte au droit d'amendement résulte du droit du Gouvernement et de la commission de s'opposer à des amendements sans rapport avec l'objet du projet en discussion (p. 2045).

- *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Jacques Floch (même interdiction pour le renouvellement des conseillers municipaux des communes de 3 500 habitants et plus) (p. 2055).

Rappel au règlement : demande la mise en discussion commune des amendements restant en discussion en application de l'article 100, alinéa 6, du règlement (p. 2056).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur la proposition de règlement relatif à l'introduction de délais pour la conduite des enquêtes dans le cadre des instruments communautaires de défense commerciale et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-177) [18 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les accords commerciaux conclus entre les Etats de la Communauté des Etats indépendants (C.E.I.) et l'Union européenne [10 août 1994].

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions tendant à renforcer les instruments communautaires de défense commerciale :**

- proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'introduction de délais pour la conduite des enquêtes dans le cadre des instruments communautaires de défense commerciale et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-177) ;
- proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3),

(n° 951) [18 janvier 1994].

Proposition de résolution sur les **propositions relatives aux instruments communautaires de défense commerciale :**

- proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'introduction de délais pour la conduite des enquêtes dans le cadre des instruments communautaires de défense commerciale et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-177) ;
- proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil relatif à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3),

(n° 963) [22 janvier 1994].

Proposition de loi tendant à étendre la **protection sociale des épouses de conchyliculteurs** inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins **(n° 1327)** [1er juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Hommage aux 4e et 3e bataillons S.A.S. : commémoration du débarquement en Normandie [1er juin 1994] (p. 2472, 2473).

orales sans débat :

- n° 271, posée le 5 avril 1994 : **desserte de la ville de Royan** (p. 547). Appelée le 7 avril 1994 : R.N. 150 : tronçon Royan-Saintes : doublement (p. 611, 612).

- n° 358, posée le 16 mai 1994 : **protection sociale des épouses d'ostréiculteurs** (p. 1810). Appelée le 19 mai 1994 (p. 1931 à 1933).

- n° 585, posée le 13 décembre 1994 : **exploitations ostréicoles** (p. 9015, 9016). Appelée le 15 décembre 1994 : mise en conformité des exploitations : délais (p. 9162, 9163).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 1911).

Etats-Unis (p. 1911).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2218 à 2220) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Europe : Union de l'Europe occidentale.

Industries d'armement : coopération européenne.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Affaires étrangères : Europe centrale et de l'Est : association à l'Union européenne ; pacte de stabilité (p. 2937).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : négociations et accord (p. 2937).

Communautés européennes et Union européenne :
- finalité (p. 2933, 2934) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2934 à 2936 ; 2950) ;
- instruments de défense commerciale (p. 2937) ;
- Parlement européen (p. 2933) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 2934) ;
- politique monétaire (p. 2936).

Parlement : parlements nationaux : rôle (p. 2936).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Emploi : emplois familiaux et de proximité (p. 5341).

Epargne (p. 5341).

Finances publiques :
- dépenses (p. 5340) ;
- prélèvements obligatoires (p. 5341) ;
- services votés : remise en cause (p. 5340).

Fonctionnaires et agents publics (p. 5340, 5341).

Impôt sur le revenu (p. 5341).

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 5341).

Parlement : rôle (p. 5340).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5340).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6204, 6205).

Ostréiculture (p. 6208).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 8458, 8459) ;
- contexte géopolitique (p. 8458, 8459) ;
- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8458) ;
- groupe de contact ; conférence internationale pour le règlement du conflit yougoslave (p. 8458) ;
- Moyen-Orient : processus de paix (p. 8458) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 8458, 8459) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 8457, 8458) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 8456 à 8459).

Communautés européennes et Union européenne :
- « couple » franco-allemand (p. 8456) ;
- élargissement (p. 8456, 8457) ;
- Europe des « différents cercles » (p. 8457) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8456 à 8458).

Constitution : transferts de compétences (p. 8457).

Parlement : rôle des parlements nationaux (p. 8457).

LONGUET (Gérard)

Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur

Fin de ses fonctions de ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. Décret du 14 octobre 1994 [*J.O.* du 15 octobre 1994] (p. 14617).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Delveux (Jean-Jacques)* : crise de l'industrie du textile** : textile et habillement : concurrence étrangère ; négociations du G.A.T.T. [6 avril 1994] (p. 553, 554).

– ***Darrason (Olivier)* : programme NH 90** : construction aéronautique : Eurocopter : hélicoptère NH 90 [13 avril 1994] (p. 712, 713).

– ***Attilio (Henri d')* : programme NH 90** : construction aéronautique : Eurocopter : hélicoptère NH 90 [13 avril 1994] (p. 723, 724).

– ***Auchedé (Rémy)* : patrimoine immobilier des houillères du Nord-Pas-de-Calais** : centres de vacances de Berck et La Napoule ; Caisse centrale d'action sociale d'E.D.F. [4 mai 1994] (p. 1428).

– ***Rodet (Alain)* : préjudice subi par France Télécom** : relations commerciales avec C.I.T.-Alcatel ; indemnisation ; action pénale [11 mai 1994] (p. 1686, 1687.

– ***Colliard (Daniel)* : usine Renault de Sandouville** : capacité de production [11 mai 1994] (p. 1692, 1693).

– ***Baumet (Gilbert)* : avenir du site de Marcoule** : emploi et activité ; stockage des déchets [25 mai 1994] (p. 2207, 2208).

– ***Chevènement (Jean-Pierre)* : industrie du textile** : Chantelle : usine de Saint-Herblain : délocalisation [25 mai 1994] (p. 2208).

– ***Muselier (Renaud)* : construction navale** : négociations entre la commission européenne et l'O.C.D.E. [25 mai 1994] (p. 2209).

– ***Borotra (Franck)* : service public de l'électricité et du gaz** : monopole : remise en cause [25 mai 1994] (p. 2209, 2210).

– ***Hoguet (Patrick)*** : **cycle de l'Uruguey** : application ; future organisation mondiale du commerce [25 mai 1994] (p. 2213).

– ***Chénière (Ernest)*** : **usine Chausson de Creil** : emploi et activité ; transfert ; plan social [1er juin 1994] (p. 2471, 2472).

– ***Boyon (Jacques)*** : **satellite d'observation Spot** : accord franco-américain [8 juin 1994] (p. 2727, 2728).

– ***Poignant (Serge)*** : **plan social de la société Chantelle** : emploi et activité [8 juin 1994] (p. 2729, 2730).

– ***Ayrault (Jean-Marc)*** : **usine Chantelle de Saint-Herblain** : emploi et activité ; délocalisation [15 juin 1994] (p. 2995).

– ***Deniaud (Yves)*** : **entreprise Moulinex** : emploi et activité : restructuration [29 juin 1994] (p. 3814).

– ***Mathus (Didier)*** : **troisième réseau de radiotéléphone** : attribution du marché au groupe Bouygues-TF1 [5 octobre 1994] (p. 4913, 4914).

orales sans débat de :

– ***Le Nay (Jacques) (n° 297)*** : **implantation de La Poste en milieu rural** : service de la distribution du courrier de Langonnet : transfert : conséquences en matière de désertification [21 avril 1994] (p. 1093, 1094).

– ***Bonrepaux (Augustin) (n° 302)*** : **avenir de l'industrie textile** : emploi : concurrence étrangère ; négociations du G.A.T.T. : accord multifibres : démantèlement [21 avril 1994] (p. 1094, 1095).

– ***Mexandeau (Louis) (n° 304)*** : **fermeture de bureaux de poste en milieu urbain** : [21 avril 1994] (p. 1095, 1096).

– ***Vissac (Claude) (n° 322)*** : **situation des entreprises de fonderie** : sidérurgie : politique communautaire : commerce des pays tiers : réglementation [28 avril 1994] (p. 1252, 1253).

– ***Philibert (Jean-Pierre) (n° 369)*** : **avenir de l'industrie de la machine-outil** : S.F.P.I. : emploi et activité [19 mai 1994] (p. 1933 à 1935).

– ***Migaud (Didier) (n° 372)*** : **redémarrage de Superphénix** : sécurité [19 mai 1994] (p. 1935 à 1937).

– ***Lenoir (Jean-Claude) (n° 413)*** : **centres d'exploitation de France Télécom dans l'Orne** : restructuration [2 juin 1994] (p. 2553 à 2555).

– ***Ayrault (Jean-Marc)*** en remplacement de ***Royal (Ségolène) (n° 417)*** : **construction d'une ligne à très haute tension entre Valdivienne et Granzay** : protection de l'environnement [2 juin 1994] (p. 2555, 2556).

– ***Guyard (Jacques) (n° 434)*** : **situation de l'industrie électronique et informatique française** : emploi et activité dans l'Essonne [9 juin 1994] (p. 2805, 2806).

– ***Balligand (Jean-Pierre) (n° 436)*** : **agences d'exploitation E.D.F.-G.D.F.** : menace de fermeture de l'agence de Voyenne [9 juin 1994] (p. 2806, 2807).

– ***Vannson (François) (n° 442)*** : **industrie du textile et habillement** : rapprochement entre les producteurs et les distributeurs [16 juin 1994] (p. 3067 à 3069).

INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur le proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) (n° 784).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 janvier 1994] :

Assemblée nationale : « amélioration » de la proposition de règlement du Conseil (p. 460, 461).

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement : champ d'application et règles de procédure (p. 460, 461).

Propriété intellectuelle : projet de loi n° 683 relatif à la répression des contrefaçons et modifiant certaines dispositions du code de la propriété intellectuelle (p. 460, 461).

Travail : protection sociale (p. 460).

– **Proposition de résolution sur le projet de directive de la Commission modifiant les directives 88/301/C.E.E. et 90/388/C.E.E. en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190) (n° 1014).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : utilisation de l'article 90-3 et de l'article 100-A du traité de Rome (p. 1319) ;
- Cour de justice : jurisprudence (p. 1319).

Coopération et développement : partenariat avec l'Afrique (p. 1320).

Espace : satellites et lanceurs ; stations terriennes et stations de satellites mobiles (p. 1320).

Parlement français : article 88-4 de la Constitution : mise en œuvre (p. 1319).

Télécommunications : service universel (p. 1320).

– **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Carrières : régimes des installations classées (p. 2837).

Code minier (p. 2836, 2851).

Collectivités locales :
- enquête publique (p. 2836) ;
- fiscalité des communes minières (p. 2837) ;
- intercommunalité (p. 2851).

Communautés européennes et Union européenne : directives : transposition en droit interne (p. 2836, 2837).

Eau : eaux d'exhaure (p. 2851).

Energie : hydrocarbures : exploration et exploitation (p. 2837).

Entreprises : rôle international (p. 2851).

Environnement : sites : remise en état (p. 2837, 2852).

Mines : permis de recherche (p. 2836).

Retraites (p. 2852).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 1er : *(attribution des permis exclusifs de recherches)* :

– *favorable* aux amendements identiques nos 15 de la commission et 38 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en compte des préoccupations environnementales dès l'attribution du permis de recherches) (p. 2854).

Article 5 *(conditions et modalités d'obtention d'une concession)* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Kucheida (conditions spécifiques d'exploitation portées à la connaissance des pétitionnaires par un cahier des charges) (p. 2854) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 16 de la commission et 30 de M. Jean-Pierre Kucheida (de coordination) (p. 2854).

Article 7 *(remise en état du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée) :*

– *soutient* l'amendement n° 50 du Gouvernement (« retour » des gisements à l'Etat et remise des dépendances immobilières) (p. 2855 à 2860) ; rectifié (transfert à l'Etat des droits et obligations du concessionnaire en cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant) : adopté (p. 2860) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 55 de M. Jacques Vernier (transfert de l'ensemble des droits et obligations du concessionnaire à l'Etat lors du « retour » du gisement) à l'amendement n° 50 du Gouvernement (p. 2857, 2858).

Avant l'article 14 :

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (présomption de responsabilité de l'exploitant et du titulaire d'un permis exclusif de recherches) (p. 2861) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Kucheida (information de l'acheteur du terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée) (p. 2862) ;

– *favorable* à l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (nullité d'ordre public des clauses d'exonération de la responsabilité de l'exploitant) (p. 2863) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 51 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (p. 2863) : rejeté (p. 2864) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (limitation de la nullité de la clause d'exonération à la qualité d'exploitant minier du vendeur) à l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (p. 2863) : adopté (p. 2864).

Article 14 *(police administrative des mines) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Kucheida (prérogatives de l'autorité administrative en matière de surveillance) (p. 2865) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Kucheida (prérogatives de l'autorité administrative et rapport annuel) (p. 2865) ;

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (rapport annuel des titulaires de la concession à destination des collectivités territoriales) (p. 2866).

Article 15 *(objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Jacques Vernier (préservation des paysages) (p. 2866) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 de M. Gérard Larrat (protection des intérêts agricoles) (p. 2867) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Gérard Larrat (consultation des organisations agricoles et des conseils municipaux des communes intéressées) (p. 2867).

Article16 *(pouvoirs de l'administration en cas d'exploitation insuffisante ou insatisfaisante d'un gisement) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Kucheida (information des collectivités locales en cas d'insuffisance d'exploitation) (p. 2867) ;

– *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (obligation pour les exploitants de rendre compte au ministre de tutelle en cas d'exploitation restreinte) (p. 2867).

Article 18 *(mesures de sécurité en fin de recherches ou d'exploitation) :*

– *ses observations* (p. 2869, 2870).

Collectivités locales : solidarité financière.

Eau : soutien d'étiage.

– *ses observations* sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Kucheida (remise en état des sites en cours d'exploitation) (p. 2870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Kucheida (consultation des collectivités locales par l'autorité administrative avant la prescription des travaux de réhabilitation) (p. 2871) ;

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (mesures nécessaires à la préservation du milieu aquatique et de l'environnement hydraulique) (p. 2872) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 49 de M. Jacques Vernier (objectif de préservation des paysages) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 2872).

Après l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Kucheida (création d'une commission départementale d'intérêt minier) (p. 2872).

Article 27 *(permis exclusif de carrières) :*

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (fondement juridique de la limitation du droit de propriété) (p. 2874).

Article 38 *(sanctions) :*

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 2876).

Article 39 *(sanctions) :*

– *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 2876) ;

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (application des sanctions pénales en cas de disposition des produits extraits sans permis exclusif de recherches) (p. 2876).

Après l'article 45 :

– *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (non-soumission à enquête publique des demandes de permis exclusifs de recherche déposées avant la publication des décrets d'application de la présente loi) (p. 2877) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi pour les demandes en cours d'instruction) (p. 2878) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Didier Mathus (régime d'indemnisation des dommages miniers) (p. 2878) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Kucheida (procédure d'indemnisation des victimes de dommages miniers) (p. 2879).

Son intervention à l'issue du vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2880).

LOOS (François)

Député du Bas-Rhin

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Enseignement supérieur et recherche : Enseignement supérieur) [15 juin 1994] (remplacé par M. Aloys Geoffroy) [5 octobre 1994].

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 septembre 1994] (p. 13057).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 9 septembre 1994] (p. 13057).

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 1501) de M. Robert Pandraud au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la collecte des statistiques communautaires des échanges de biens :

- proposition de règlement (CE) du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens de la Communauté et de ses Etats membres avec les pays tiers (n° E-194) ;
- projet de règlement (CE) du Conseil relatif à l'action de la Communauté dans le domaine statistique (n° E-236) [8 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1501) de M. Robert Pandraud, rapporteur de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la **collecte des statistiques communautaires des échanges de biens** :

- proposition de règlement (CE) du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens de la Communauté et de ses Etats membres avec les pays tiers (n° E-194) ;
- projet de règlement (CE) du Conseil relatif à l'action de la Communauté dans le domaine statistique (n° E-236) ;

(n° 1712) [20 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- Les régions et la S.N.C.F. : transports ferroviaires : conventions avec les régions [19 octobre 1994] (p. 5683).

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 112, 113).

Emploi :
- déclaration préalable à l'embauche (p. 113) ;
- rôle des petites et moyennes entreprises (p. 113).

Entreprises commerciales et artisanales : transmission : projet de loi à la session de printemps (p. 113).

Impôts et taxes : charges patronales pour les premiers salariés (p. 113).

- Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1994] :

Article 11 *(examen annuel d'un projet de loi portant approbation d'un rapport relatif aux régimes de sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 120 (annexe au rapport sur la médecine préventive et sur la médecine prédictive) (p. 3763) : rejeté (p. 3764).

- Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *son* amendement n° 32 (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1441) : rejeté au scrutin public (p. 1445) ;

– *son* amendement n° 33 (réserve de l'usage des langues régionales de France) : rejeté (p. 1445).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *son* amendement n° 34 (réserve de la dénomination des produits typiques et spécialités « d'appellation en langue régionale ») (p. 1441) : rejeté (p. 1450).

Article 3 *(présentation du texte français et de ses traductions éventuelles) (p. 1458) :*

– *son* amendement n° 35 (traduction en langues régionales) : devenu sans objet (p. 1460).

Article 4 *(rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public) :*

– *son* amendement n° 36 (version en langue régionale) (p. 1460) : retiré (p. 1461).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *son* amendement n° 37 (traductions en langues régionales) : retiré (p. 1466) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 81 de M. André Fanton (mise en place obligatoire d'un dispositif de traduction) (p. 1469).

Article 7 *(emploi du français dans les entreprises) :*

– *son* amendement n° 38 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (rédactionnel) (p. 1473) : retiré (p. 1474) ;

– *son* amendement n° 39 (rédactionnel) : retiré (p. 1474).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse) :*

– *son* amendement n° 40 (rédactionnel) : retiré (p. 1475).

Article 9 *(le français, langue d'enseignement) :*

– *son* amendement n° 41 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (exclusion des écoles ou classes dispensant spécialement des enseignements en langue régionale) (p. 1475) : retiré (p. 1476).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

Amendement n° 42 corrigé : non soutenu (p. 1481).

Article 12 *(marques utilisées par les services publics) :*

– *son* amendement n° 43 : non soutenu (p. 1485).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1984).

- Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 24 *(schémas départementaux des carrières) :*

– *son* amendement n° 37 rectifié : non soutenu (p. 2873).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] :

Affaires étrangères : Etats-Unis (p. 3320).

Aménagement du territoire (p. 3321).

A.N.V.A.R. (p. 3320, 3321).

Chercheurs (p. 3320).

Enseignement supérieur (p. 3320).

Entreprises (p. 3320).

Epargne (p. 3320).

Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 3320 à 3322).

Industrie :

- automobile (p. 3320) ;
- centres techniques industriels (p. 3320).

Innovation (p. 3321).

Ministère : comité d'orientation (p. 3319).

Politique de la recherche (p. 3319, 3320).

Ptogramme Eurêka (p. 3320).

Santé publique : médecine (p. 3321).

Vie, médecine et biologie (p. 3321).

Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Commerce extérieur : concurrence déloyale (p. 6411).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîttise médicalisée (p. 6814).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6814, 6815).

Santé publique : politique de la santé (p. 6814, 6815).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 14 :

– *son* amendement n° 319 soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (stages d'observation du milieu professionnel pour les enfants non libérés de l'obligation scolaire) : retiré (p. 8702).

– Projet de loi de progremmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 192 soutenu par M. Jean-Marie Schléret (création de stages d'observation du milieu professionnel pour les enfants non libérés de l'obligation scolaire) : retiré (p. 9613).

LUX (Arsène)

Député de la Meuse

(2e circonscription)

Apparenté R.P.R. puis R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5149).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680).

Devient membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680) [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (aménagement du territoire) [25 mai 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à affirmer le préalable absolu de la **réversibilité en matière de stockage éventuel de déchets radioactifs à vie longue et à haute teneur radioactive**, par modification de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 **(n° 1180)** [28 avril 1994].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XIV : **Intérieur et Aménagement du territoire : aménagement du territoire (n° 1565)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Services publics en milieu rural : maintien [9 novembre 1994] (p. 6655, 6656).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace (p. 1991, 1992).

Exploitants agricoles : pluriactivité (p. 1992).

Lois : loi d'orientation agricole (p. 1992).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Ses explications de vote sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 4365).

Principaux thèmes développés (p. 4366) :

Collectivités locales : compétences.

Impôts locaux : réforme.

Schéma national de développement et directives territoriales.

Discussion des articles [8 et 9 et 11 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *favorable* (p. 4375, 4376).

Aménagement rural.

Collectivités locales :

– intercommunalité, bassins de vie et pays ;

– référendum consultatif.

Développement local.

Etat : rôle.

Services publics.

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4402).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *favorable* (p. 4489).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* sous-amendement n° 1012 (définition du pays ; projet contractuel de développement local) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (définition du pays ; constatation de son existence par la commission départementale de coopération intercommunale ; publication de la liste et des limites des pays ; prise en compte pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) (p. 4513) : retiré (p. 4514) ;

– *son* amendement n° 125 rectifié (projet contractuel de développement local) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4546).

Logement et habitat : logement rural.

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 439 (représentation du conseil général au sein de la commission consultative et programme annuel de mise en œuvre) (p. 4594) : rejeté (p. 4596).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4603) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 1040 du Gouvernement (extension des prêts personnels au développement ou à la reprise d'entreprises ; extension de la possibilité de garantie à tout emprunt des entreprises ; extension de la possibilité de garantie aux engagements des sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement à risque ; intervention du fonds par l'intermédiaire de structures régionales, départementales ou locales) (p. 4614).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *soutient* l'amendement n° 440 de M. Bernard de Froment (réduction, pendant cinq années, du taux de l'impôt sur le revenu des salariés transférant leur résidence principale en vue d'exercer leur activité dans une entreprise créée ou transférée dans une zone rurale fragile ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de la T.I.P.P.) (p. 4623) : retiré (p. 4624).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 442 (fixation à cinq ans, dans les zones rurales fragiles à faible densité démogtaphique et à population décroissante entre les deux derniers recensements, de la durée d'exonération d'impôt sur le revenu au titre du produit de la location d'habiration principale aux personnes à faible revenu ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4635) : retiré (p. 4636) ;

– *son* amendement n° 1038 (exonération d'impôt sur le revenu au titre du produit de la location pour l'habitation principale d'un logement vacant depuis plus de deux ans au 1er juillet 1994 dans les communes de moins de 5 000 habitants ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4636) ;

– *son* amendement n° 441 (institution d'une taxe foncière communale additionnelle sur les logements laissés vacants dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante entre les deux derniers recensements) (p. 4637) : rejeté (p. 4638) ;

– *son* amendement n° 443 (dégrèvement total de taxe d'habitation des locataires résidant dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4638) : rejeté (p. 4939).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 290 de la commission, 70 de M. Michel Mercier et 793 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4667).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 294 de la commission et 168 de M. Michel Grandpierre (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4704).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Administration : délocalisations (p. 7733, 7734).

Collectivités locales :

– compétences et collectivité chef de file (p. 7735) ;

– coopération intercommunale et pays (p. 7735, 7736).

– ressources et péréquation (p. 7733, 7735).

Emploi (p. 7733).

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7733).

Equipement et grands travaux : désenclavement (p. 7734).

Etat : rôle (p. 7735).

Finances publiques :

– fonds : infrastructures de transport (p. 7735) ;

– Fonds national de développement du territoire (p. 7735).

Logement et habitat (p. 7734).

Parlement : office pour l'aménagement du territoire (p. 7735).

Personnes âgées (p. 7734).

Pharmacie : pharmacies (p. 7734).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7734).

Services publics (p. 7734).

Travail : télétravail (p. 7734).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7733).

Discussion des articles [29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 60 rectifié de la commission et 349 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7801).

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de M. Hervé Mariton (suppression de la référence à la politique industrielle et de recherche et du caractère prioritaire du raccordement des organismes éducatifs, culturels ou de formation aux réseaux interactifs) (p. 7845).

Après l'article 7 *terdecies* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7850).

Article 8 *(organisation des services déconcentrés de l'Etat : art. 6 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 et art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités offertes par le télétravail) (p. 7870).

Article 10 *bis* *(commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics : art. 15 de la loi du 3 janvier 1985) :*

– *ses* amendements nos 211 et 213 (rédactionnels) (p. 7893) : adoptés (p. 7894).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 214 (rédactionnel) (p. 7896) : adopté (p. 7897) ;

– *son* amendement n° 562 (consultation obligatoire des conseils municipaux, des groupements de communes et des conseillers généraux des cantons concernés lors de l'élaboration de l'étude d'impact) (p. 7896) : adopté (p. 7897) ;

– *son* amendement n° 215 (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 7899) : adopté (p. 7900).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7902) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean-Louis Masson (avis du conseil général et du conseil municipal sur les demandes d'ouverture dérogatoire) (p. 7906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Louis Masson (mêmes avis pour les demandes d'ouverture dérogatoire dans les départements d'Alsace et Moselle) (p. 7906).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 91 de la commission (suppression de la personnalité morale du fonds ; plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse ; composition et présidence du comité de gestion du fonds ; prise en compte des schémas relatifs aux infrastructures de transport dans la gestion du fonds ; spécialité des crédits et report des crédits inutilisés) (p. 7949) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 561 du Gouvernement (suppression du plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 7949) ;

– *son* amendement n° 216 (plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse) : devenu sans objet (p. 7950).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *favorable* à l'amendement n° 92 de la commission (priorité d'affectation aux agriculteurs et à leurs groupements) (p. 7954).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 220 (réduction de l'écart précité à 10 points en plus ou en moins de la moyenne nationale) (p. 8022) : rejeté (p. 8023).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *son* sous-amendement n° 551 (bonification des attributions versées aux communes membres d'un groupement à fiscalité propre) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8038) : rejeté (p. 8039).

Avant l'article 17 :

– *son* amendement n° 555 (classification des zones) (p. 8076) : retiré (p. 8078).

Article 17 précédemment réservé *(Fonds national de développement des entreprises) :*

– *son* amendement n° 217 (plafond des garanties d'emprunt dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine) : retiré (p. 8084).

Article 18 précédemment réservé *(réduction du champ de l'allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 219 (application de l'exonération d'impôt sur les bénéfices dès le premier salarié dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 8089) : retiré (p. 8090).

Article 18 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(réduction du droit départemental d'enregistrement ou de la taxe départementale de publicité foncière liée à la mobilité des personnes) :*

– *son* amendement n° 221 (exonération totale dans les zones de revitalisation rurale et les zones de redynamisation urbaine ; compensation des pertes de recettes des départements par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8094) ;

– *son* amendement n° 574 (même exonération pour les seules zones de revitalisation rurale ; gage identique) : retiré (p. 8094).

Après l'article 19 *quater* nouveau :

– *son* amendement n° 223 (attribution prioritaire aux groupements à fiscalité propre des aides de l'Etat aux zones de revitalisation rurale) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux (p. 8108) : rejeté (p. 8109).

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *son* amendement n° 224 précédemment réservé (transfert prioritaire de services ou entreprises publics de la région d'Ile-de-France vers certaines zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine) : rejeté (p. 8111).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 7736).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production [21 octobre 1994] :

Aides et primes : prime à l'aménagement du territoire (p. 5811).

Aménagement du territoire :

– crédits (p. 5811, 5812) ;

– projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (p. 5811, 5812).

Collectivités locales : intercommunalité (p. 5813).

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 5812).

Logement et habitat : logement rural (p. 5813).

Organismes et structures :

– Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 5811, 5812) ;

– fonds d'investissement des voies terrestres et des voies navigables (p. 5812) ;

– fonds de péréquation des transports aériens (p. 5812) ;

– Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5812) ;

– Fonds national de développement des entreprises (p. 5812).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Vote des crédits* [16 novembre 1994] :

Comptes spéciaux du Trésor :

Article 29 *(création du compte d'affectation spéciale n° 902-25 « Fonds de péréquation des transports aériens ») :*

– *soutient* l'amendement n° 59 de la commission de la production (associe le ministre chargé de l'aménagement du territoire à la gestion du compte) (p. 6968) : rejeté (p. 6969).

Article 30 *(création du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables ») :*

– *soutient* l'amendement n° 60 de la commission de la production (associe le ministre chargé de l'aménagement du territoire à la gestion du compte) : rejeté (p. 6969).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 31 (de précision) : adopté (p. 8932).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8939).

M

MADALLE (Alain)

Député de l'Aude

(2e circonscription)

République et Liberté

puis apparenté R.P.R.

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 8 septembre 1994] (p. 13015).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 13 septembre 1994] (p. 13175).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 28 septembre 1994] (p. 13732).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Organisation communautaire du marché des vins : vin et viticulture : organisation communautaire [18 mai 1994] (p. 1854).

orales sans débat :

– n° 556, posée le 6 décembre 1994 : **cohabitation des différentes communautés originaires d'Algérie** (p. 8366, 8367). Appelée le 8 décembre 1994 : département de l'Aude : Algériens : personnes menacées ; accueil en France : conséquences (p. 8481, 8482).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : retraites et préretraites (p. 1892).

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés (p. 1893).

Exploitants agricoles :

– endettement ; prêts bonifiés (p. 1893) ;

– pluriactivité (p. 1893). Exploitations agricoles.

Exploitations agricoles : statut (p. 1893).

Viticulture : crise et restructuration (p. 1893).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Collectivités locales (p. 2758).

Consultation nationale sur l'école (p. 2757).

Education physique et sportive (p. 2758).

Enseignement secondaire :

– collèges (p. 2757) ;

– lycées (p. 2758).

Etablissements scolaires (p. 2758).

Formation professionnelle et promotion sociale : enseignement technique et professionnel (p. 2758).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2758).

Lois de finances : crédits budgétaires : éducation (p. 2758).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2758).

Programmes : contenu (p. 2757, 2758).

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 2758).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 153 (concours apporté par les collectivités territoriales à la promotion des activités physiques et sportives) (p. 3208) : adopté après modifications (p. 3211).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 10 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *favorable* (p. 4378).

Commerce et artisanat : chambres consulaires.

Communautés européennes et Union européenne.

Départements : Aude.

Etat : rôle.

Régions :

– Languedoc-Roussillon ;

– rôle.

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* sous-amendement n° 997 (représentants des chambres consulaires) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) : retiré (p. 4432) ;

– *son* amendement n° 403 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* sous-amendement n° 1002 soutenu par M. Alain Danilet (participation et avis des chambres consulaires) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) (p. 4464) : retiré (p. 4465) ;

– *son* amendement n° 404 (association des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* sous-amendement n° 1003 (représentation des chambres consulaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 405 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 406 (compétence à l'égard des actions menées par les chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* (p. 4492).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 401 de M. Jacques Blanc (déconcentration de la section locale au niveau du préfet de région) (p. 4554) : retiré (p. 4555).

Article 18 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *soutient* l'amendement n° 402 de M. Jacques Blanc (représentation de la région au sein de la commission consultative) : rejeté (p. 4596).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4761).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 et 30 novembre 1994] :

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* sous-amendement n° 396 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme aux particularités géographiques en cas de projet déclaré d'utilité publique) à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7773) : retiré (p. 7774).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *ses observations* (p. 7781).

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *ses* amendements n°s 35 rectifié et 397 (élaboration en association avec les chambres consulaires) (p. 7784) : rejetés (p. 7785).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 398 (appartenance des présidents des chambres consulaires régionales à la conférence) : retiré (p. 7787).

– **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1994] :

Associations :

– fondation du bénévolat (p. 6020) ;

– rôle et moyens (p. 6020).

Collectivités territoriales (p. 6020, 6021).

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6020, 6021).

Enfants : aménagement des rythmes de vie (p. 6020).

Sports : football : coupe du monde de 1998 et Grand stade (p. 6021).

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] (p. 6243) :

Départements : Aude.

Enseignants :

– effectifs ;

– revalorisation.

Enseignement privé.

Etablissements scolaires : chefs d'établissement.

Langues régionales.

Ministère de l'éducation nationale : crédits.

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).**

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 9 décembre 1994] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *soutient* l'amendement n° 187 de M. Jacques-Michel Faure (de suppression partielle) : rejeté (p. 8293).

Article 5 *(agrément administratif des associations de protection de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 344 (suppression de la notion de préjudice indirect) (p. 8341) : rejeté (p. 8342).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 247 (nécessité pour une association d'être agréée en tant qu'association de protection de l'environnement pour pouvoir ester en justice devant la juridiction administrative) : rejeté (p. 8347).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 345 : devenu sans objet (p. 8357).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 346 (consultation des chambres de commerce et d'industtie pour le choix et la localisation des usines de traitement des déchets industriels spéciaux) : retiré (p. 8620).

MADELIN (Alain)

Ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Gascher (Pierre)* : commissions départementales d'équipement commercial** : composition ; schéma d'urbanisme commercial ; études d'impact contradictoires ; opération « Mille villages » [27 avril 1994] (p. 1182).

– ***Masdeu-Arus (Jacques)* : grandes surfaces spécialisées** : urbanisme commercial : concurrence avec le petit commerce de proximité [26 octobre 1994] (p. 6075, 6076).

orales sans débat de :

– ***Fanton (André) (n° 268)* : réglementation de l'implantation des grandes surfaces** [7 avril 1994] (p. 618, 619).

– ***Pélissard (Jacques) (n° 312)* : entreprises à statut simplifié dans le Jura** : P.M.E. et P.M.I. : entreprises de type simplifié : création [21 avril 1994] (p. 1089, 1090).

– ***Saint-Sernin (Frédéric de) (n° 406)* : programme d'orientation pour l'artisanat** : structure du commerce et de l'artisanat : débat au parlement [2 juin 1994] (p. 2541 à 2543).

– ***Couanau (René)* : implantation d'hypermarchés** : commissions départementales d'équipement commercial : compétences [14 décembre 1994] (p. 9064, 9065).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 89, 90, 122, 123).

Banques et établissements financiers : créances : garantie (p. 88, 121, 124, 125).

Chambres de commerce (p. 123).

Commerçants :
- conjoint : déductibilité de la rémunération ; statut (p. 89, 124) ;
- contrats avec un donneur d'ordres : « requalification » : limitations (p. 89, 121) ;
- cotisations sociales : assiette ; cotisations d'assurance volontaire : déductibilité (p. 89, 124) ;
- formation professionnelle (p. 123, 124).

Emploi :
- déclaration préalable à l'embauche (p. 125) ;
- rôle des petites et moyennes entreprises (p. 87).

Entreprises commerciales et artisanales :
- aides fiscales à la création (p. 122, 123) ;
- comptabilité : simplification ; adhésion à un centre de gestion et dispositif fiscal (p. 89, 120, 121, 124) ;
- entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire (p. 88) ;
- entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : statut (p. 88) ;
- fonds propres : traitement fiscal ; épargne de proximité : mobilisation et imposition (p. 90, 91, 121, 124) ;
- société à responsabilité limitée : capital minimum, statut (p. 120) ;
- transmission : projet de loi à la session de printemps (p. 91, 120).

Impôts et taxes :
- charges patronales pour les premiers salariés (p. 124) ;
- cotisation sociale généralisée : assiette (p. 89) ;
- investissements : traitement fiscal (p. 123, 124) ;
- régime forfaitaire ; régime réel et régime super-simplifié (p. 121) ;
- valeurs mobilières : régime d'imposition (p. 121).

Tribunaux de commerce : greffiers (p. 120).

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 211 de Mme Françoise Hostalier (extension des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives à toute forme d'entreprise) (p. 126) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 169 (extension des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives à toute forme d'entreprise) (p. 126) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 113 de Mme Françoise Hostalier (application des simplifications administratives aux collectivités territoriales, à leurs groupements et établissements publics industriels et commerciaux) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (application des simplifications administratives aux collectivités territoriales, à leurs groupements et établissements publics à caractère administratif) (p. 127) ;

– *favorable* à l'amendement n° 201 de M. Hervé Novelli (application du présent article aux régimes complémentaires de sécurité sociale) (p. 128) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (application à tous les organismes gérant un régime de sécurité sociale) (p. 128) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 114 de Mme Françoise Hostalier (application du présent article aux organismes à créer) (p. 128).

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Léonce Deprez (maintien des formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 129, 130) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 131) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 57 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 corrigé de M. Hervé Novelli (introduction de la notion de « formulaire » unique) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 115 de Mme Françoise Hostalier (dossier unique en un seul exemplaire) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de M. Jean-Jacques Hyest (accomplissement de la formalité unique auprès du greffe du tribunal de commerce) (p. 131) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 116 de Mme Françoise Hostalier (habilitation d'un organisme unique quel que soit le type d'entreprise créée) (p. 132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 de M. Léonce Deprez (validation de la déclaration au guichet unique après inscription au registre du commerce) (p. 132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Xavier de Roux (maintien de la formalité d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers) (p. 132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 117 de Mme Françoise Hostalier (remise au déclarant de la liste des organismes destinataires de son dossier) (p. 133).

Article 3 *(emploi d'un numéro d'identification unique par les entreprises) :*

– *favorable* au sous-amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 58 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 134) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyest (attribution du numéro unique après validation de la déclaration d'inscription au registre du commerce) (p. 135).

Article 4 *(déclaration des entreprises par voie électronique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) (p. 135) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n° 132 de M. Léonce Deprez et n° 146 de M. Jean-Jacques Hyest (impossibilité de l'inscription au registre du commerce par voie électronique) (p. 135) ;

– *favorable* à l'amendement n° 119 de Mme Françoise Hostalier (bonne réception de la déclaration faite par voie électronique) (p. 136) ;

– *favorable* à l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Paul Charié (date de dépôt à la poste faisant foi pour les transmissions écrites) (p. 136) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 148 de la commission (cachet de la poste faisant foi pour les transmissions écrites) à l'amendement n° 48 rectifié de M. Jean-Paul Charié (p. 136).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Paul Charié (suppression des livres légaux comptables) (p. 137) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Michel Fourgous (décision implicite d'acceptation en matière d'interprétation de la règle fiscale) (p. 137, 138) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 110 de M. Hervé Novelli (interdiction pour l'administration d'assujettir les entreprises à de nouvelles formalités à compter de la promulgation de la présente loi) (p. 138).

Article 5 *(emprunt auprès de l'entreprise par l'associé unique) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 49 de M. Jean-Paul Charié et 106 de M. Gérard Cherpion (de suppression) (p. 139, 140).

Article 6 *(possibilité pour une personne physique de créer plusieurs E.U.R.L.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (possibilité pour une E.U.R.L. d'être elle-même associée unique d'une autre E.U.R.L.) (p. 140).

Après l'article 7 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 111 de M. Hervé Novelli (réglementation de l'activité des conducteurs de taxis) (p. 141).

Article 8 *(suppression du montant minimal des parts sociales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 75 corrigé de M. Michel Inchauspé (capital minimal des S.A.R.L. de 100 000 F pour les sociétés constituées à partir de la promulgation de la présente loi et obligation pour les sociétés existances d'actualiser leur capital dans un délai de trois ans) (p. 142, 143).

Article 11 *(désignation des commissaires à la transformation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de la commission (missions du commissaire à la transformation) (p. 144).

Après l'article 11 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (composition du conseil d'administration de la société anonyme) (p. 144) ;

– *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (nombre maximum des membres du conseil) : adopté (p. 144).

Après l'article 12 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de la commission (nombre minimal des membres du conseil de surveillance des sociétés anonymes avec directoire) (p. 145) ;

– *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (nombre maximal des membres du conseil de surveillance) : adopté (p. 145).

Article 13 *(nomination de salariés au conseil de surveillance d'une société anonyme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de Mme Françoise Hostalier (de suppression) (p. 145) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (proportion des salariés nommés membres du conseil de surveillance) (p. 145).

Article 14 *(suppression de la consultation de l'assemblée générale extraordinaire sur les apports en nature) :*

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (missions du commissaire aux apports dans les cas de fusion sans augmentation de capital) (p. 146) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rapport du commissaire aux apports en cas d'absorption de filiales dont le capital est détenu en totalité par la société absorbante) (p. 146).

Article 15 *(conditions de publication du contrat de mariage des commerçants) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 60 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 147) ;

– *favorable* à l'amendement n° 149 de la commission (application aux modifications éventuelles du contrat de mariage) (p. 147) ;

Article 16 *(domiciliation provisoire de l'entreprise) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 147) ;

– *favorable* à l'amendement n° 150 de la commission (de précision) (p. 148).

Article 17 *(suppression de la déclaration de conformité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de Mme Françoise Hostalier (de suppression) (p. 148).

Après l'article 18 :

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Paul Charié (réglementation des conditions d'attribution des aides directes à la création ou à la reprise d'entreprises) (p. 149).

Article 19 *(simplification des obligations comptables des entreprises individuelles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (évaluation forfaitaire des stocks des petites entreprises soumises au régime forfaitaire d'imposition) (p. 156).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Philippe Mathot (formalités administratives concernant les honoraires versés par des entreprises à des prestataires de services) (p. 157, 158).

Article 21 *(déduction du salaire du conjoint des adhérents de centres de gestion et associations agrées) :*

– *ses observations* (p. 158).

Fonds de commerce : droits de mutation.

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 122 de Mme Françoise Hostalier (bénéfice de l'abattement sur le produit des parts de S.A.R.L. pour tous les associés minoritaires) (p. 159) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 85 rectifié de la commission des finances (bénéfice de l'abattement pour les intérêts des comptes courants bloqués des associés) (p. 159).

Après l'article 22 :

– *soutient* l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (déductibilité fiscale des cotisations obligatoires ou volontaires du commerçant et de son conjoint) (p. 160) : adopté (p. 161).

Article 23 *(déduction du revenu net global au titre des pertes liées à des souscriptions dans des entreprises nouvelles) :*

– *ses observations* (p. 161).

Caution des associés salariés : déductibilité des pertes.

– *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Gérard Trémège (substitution de la notion de dépôt de bilan à celle de cessation de paiement) (p. 162).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *favorable* à l'amendement n° 86 de la commission des finances (de précision) (p. 163) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 151 de la commission (application des réductions d'impôt aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 420 millions de francs) (p. 163) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice de la réduction d'impôt pour les souscriptions de parts de fonds communs de placement en épargne de proximité) (p. 165) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 134 de M. Jean-Paul Charié (substitution de la notion de « fonds communs de placement de proximité » à celle de « fonds communs de placement en épargne de proximité ») à l'amendement n° 17 de la commission (p. 166) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de la commission (bénéfice de la réduction fiscale pour les prêts non productifs d'intérêt consentis aux exploitants individuels soumis au régime réel) (p. 168) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de la commission des finances (possibilité pour les contribuables de doubler leur versement annuel déductible au profit d'une société nouvelle) (p. 168, 169) ;

– *favorable* à l'amendement n° 152 de la commission (exonération de la reprise d'impôt des cessions de souscriptions intervenant avant cinq ans en cas de décès ou d'invalidité du souscripteur ou de son conjoint) (p. 170) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 89 de la commission des finances (exonération de la reprise d'impôt des cessions de souscription en cas de diminution significative du revenu imposable du souscripteur) (p. 170) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Charié (réduction d'impôt des prêts sans intérêt consentis à un entrepreneur individuel) (p. 170).

Article 26 *(réduction d'impôt pour dépenses de formation du chef d'entreprise individuelle) :*

– *soutient* l'amendement n° 214 du Gouvernement (réduction d'impôt fondée sur l'accroissement annuel des dépenses de formation) (p. 171) : adopté (p. 172).

Après l'article 26 :

– *défavorable* à l'amendement n° 92 rectifié de la commission des finances (réduction de cinq à deux ans du délai de remboursement des créances nées du report en arrière des déficits des petites entreprises) (p. 173) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 153 de la commission (fonds de la formation des salariés) (p. 174).

Article 27 *(régime du forfait et régimes simplifiés d'imposition) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 174) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 93 de la commission des finances (report de l'application des dispositions du présent article au 1er janvier 1996) (p. 175) ;

– *favorable* à l'amendement n° 94 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 175).

Après l'article 27 :

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de Mme Françoise Hostalier (exonération de la taxe professionnelle des petits entrepreneurs individuels) (p. 176).

Article 28 *(garanties accordées au contribuable en matière de vérification) :*

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (limitation à trois mois de la durée de vérification fiscale sur place à certaines entreprises soumises au réel simplifié) (p. 177) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Paul Charié (de conformité) (p. 177).

Après l'article 28 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 96 de la commission des finances (droits de mutation pour les biens professionnels des petites entreprises) (p. 178) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Philippe Mathot (exonération des travailleurs indépendants de la contribution pour la formation professionnelle) (p. 179, 180) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 de la commission (adhésion des entreprises individuelles et des professions libérales à un groupement de prévention agréé) (p. 180) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Germain Gengenwin (déduction pour investissement des petites entreprises soumises au régime réel) (p. 180, 181).

Article 29 *(simplification des formalités prescrites en matière sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 186) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la déclaration annuelle des données sociales) (p. 187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de mise en œuvre du présent article) (p. 187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Jean-Paul Charié (suppression des périodes d'expérimentation des conventions) (p. 187, 188).

Article 30 *(harmonisation des règles d'assiette pour le calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants et de la C.S.G.) :*

– *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (de précision) (p. 189) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 corrigé du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 189) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 189) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de la commission (calcul des cotisations dues) (p. 189) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de la commission (assiette de la C.S.G.) (p. 189) ;

– *défavorable* aux amendements nos 30 et 31 de la commission (rédactionnels) (p. 190).

Après l'article 30 :

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (assiette de la C.S.G.) : adopté (p. 190) ;

– *favorable* à l'amendement n° 154 de la commission (harmonisation des règles de prescription en matière de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) (p. 190, 191) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (personnes rattachées au régime général de sécurité sociale) (p. 191).

Article 31 *(limitation des possibilités de requalification en contrat de travail du contrat liant un entrepreneur individuel à un donneur d'ouvrage) :*

Article L. 311-11 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* à l'amendement n° 33 de la commission (de précision) (p. 191) ;

– *favorable* à l'amendement n° 155 de la commission (rédactionnel) (p. 192) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 rectifié de la commission (rôle des caisses primaires d'assurance maladie en matière d'affiliation des travailleurs indépendants) (p. 192) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de la commission (délai de réponse du régime général de sécurité sociale pour l'affiliation du travailleur indépendant) (p. 192, 193) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 36 de la commission (suppression de la référence au changement de législation dans le présent article) (p. 193) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 rectifié de M. Jean-Paul Charié (de suppression partielle) (p. 193, 194) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de la commission (interdiction de l'affiliation au régime général en cas de changement substantiel d'activité ou en cas de communication d'informations erronées) (p. 194).

Article 32 *(exonération partielle des cotisations d'assurance maladie-maternité des travailleurs non salariés non agricoles créant ou reprenant une entreprise) :*

– *favorable* à l'amendement n° 157 de la commission (rédactionnel) (p. 194) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (extension aux repreneurs d'entreprise) (p. 194) ;

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 194).

Article 33 *(rachat de trimestres non validés d'assurance vieillesse : art. L. 634 2-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 124 de Mme Françoise Hostalier (possibilité d'effectuer les versements complémentaires de cotisations sans majoration) (p. 195) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Paul Charié (limitation par décret de la majoration des versements complémentaires) (p. 195).

Après l'article 33 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 rectifié de M. Jean-Paul Charié (extension de la faculté du rachat de cotisations aux régimes de retraite complémentaire artisanal et commercial) (p. 196).

Après l'article 34 :

– *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (contrats d'assurance groupe des non-salariés non agricoles) : adopté (p. 196).

Après l'article 35 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 159 de la commission (suppression du livre de paie) (p. 197).

Article 36 *(suppression de la communication à l'administration du travail des annonces d'offres d'emploi par voie de presse) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 53 rectifié de M. Jean-Paul Charié (suppression de la communication aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre des offres d'emploi anonymes) (p. 198).

Après l'article 36 :

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la déclaration des mouvements de main-d'œuvre prévue par l'article L. 320 du code du travail) (p. 200) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 205 de la commission (suppression de la déclaration préalable d'embauche pour les entreprises de travail temporaire) (p. 200) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de Mme Françoise Hostalier (récupération des droits sociaux de l'entrepreneur en cas de disparition de l'entreprise dans les deux ans de sa création) (p. 201) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Jean-Paul Charié (possibilité d'effectuer en un lieu unique la déclaration postérieure à l'embauche) (p. 202).

Après l'article 37 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 203 de M. Philippe Mathot (conditions d'établissement du bordereau individuel d'accès à la formation professionnelle) (p. 202).

Article 38 *(protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 141 de M. Pierre Hériaud (suppression de l'obligation de motivation des décisions d'octroi ou de refus des crédits bancaires aux entreprises) (p. 203) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 76 de M. Michel Inchauspé (de suppression partielle) (p. 204) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 78 de M. Michel Inchauspé (garanties et formalités des concours bancaires) (p. 204) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 215 du Gouvernement (bases de la constitution d'une sûreté réelle) à l'amendement n° 78 de M. Michel Inchauspé (p. 204) : adopté (p. 205) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 216 du Gouvernement (conséquences du non-respect des formalités par l'établissement de crédit) à l'amendement n° 78 de M. Michel Inchauspé (p. 204) : devenu sans objet (p. 205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 161 de la commission (information des cautions sur le montant et le détail de leurs engagements) (p. 205, 206) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 162 de la commission (obligation de suppression dans les cinq jours consécutifs de leur règlement des créances éteintes) (p. 206) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Jean-Paul Charié (radiation des inscriptions de privilèges par le créancier dans les quinze jours consécutifs de leur règlement) (p. 206) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 82 de M. Michel Inchauspé (choix des biens soumis à exécution) (p. 207) ;

– *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (de précision) (p. 207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 127 de Mme Françoise Hostalier (introduction d'un ordre de priorité dans les droits et biens pouvant être pris en garantie) (p. 207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Michel Inchauspé (date d'entrée en vigueur des procédures prévues par le présent article) (p. 208).

Article 39 *(mesures relatives aux livrets d'épargne-entreprise) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Thomas (relèvement du plafond et mobilisation du livret d'épargne-entreprise) (p. 208) ;

– *favorable* à l'amendement n° 44 de la commission (possibilité pour les repreneurs d'entreprises de financer les immobilisations corporelles ou incorporelles par le livret d'épargne-entreprise) (p. 209) ;

– *favorable* à l'amendement n° 191 de M. Jean-Pierre Thomas (possibilité d'ouvrir un second livret d'épargne-entreprise au sein d'une même famille) (p. 209) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Jean-Pierre Thomas (plafond du livret d'épargne-entreprise) (p. 209).

Article 40 *(présomption d'exercice d'une activité indépendante : art. L. 120-3 du code du travail) :*

– *favorable* à l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 209) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 46 de la commission et 54 de M. Jean-Paul Charié (énumération des personnes non liées à un contrat de travail) (p. 210) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de la commission (conditions dérogatoires dans lesquelles les personnes physiques exerçant une activité indépendante peuvent être liées par un contrat de travail) (p. 210) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Paul Charié (référence à une subordination « permanente et exclusive ») (p. 210).

Après l'article 40 :

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Germain Gengenwin (réglementation du droit d'installation dans l'artisanat) (p. 211).

Seconde délibération [14 janvier 1994] :

Sa demande d'une seconde délibération des articles 5, 22 et 24 du projet de loi (p. 211).

Article 5 supprimé en première délibération *(emprunt auprès de l'entreprise par l'associé unique) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) : adopté (p. 212).

Article 22 *(extension de l'abattement sur les revenus des valeurs mobilières : art. 158 du code général des impôts) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article dans sa rédaction initiale) : adopté (p. 212).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la réduction d'impôt pour les souscriptions de parts en fonds communs de placement) (p. 213) : adopté (p. 214).

Son intervention à l'issue du vote (p. 214, 215).

Commission mixte paritaire :

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 janvier 1994] :

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (art. 4 : charge de la preuve et cachet de la poste : limitation de la disposition aux déclarations des entreprises, à l'exclusion des paiements) (p. 483) : adopté (p. 484).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [20 octobre 1994] :

Administration : formalités (p. 5783).

Banques et établissements financiers :
- bonifications d'intérêt (p. 5780) ;
- CODEVI (p. 5785) ;
- Société française pour l'assurance du capital-risque (p. 5785).

Chambres de commerce et chambres de métiers (p. 5780, 5782).

Entreprises commerciales et artisanales :
- certifications et labels (p. 5780) ;
- concurrence : exacerbation et distorsions (p. 5782) ;
- fonds propres et investissement (p. 5784) ;
- passeport des métiers (p. 5780) ;
- transmission (p. 5783, 5784).

Finances publiques : maîtrise (p. 5785).

Formation professionnelle et promotion sociale ; programme d'orientation pour l'artisanat (p. 5780).

Grandes surfaces (p. 5781).

Impôts et taxes : taxe sur les grandes surfaces (p. 5781).

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'entreprise individuelle (p. 5784).

Ministère : crédits (p. 5779, 5780).

Organismes et structures : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la structuration des activités commerciales et artisanales et opération « Mille villages » (p. 5779, 5781).

Plan : contrats de plan (p. 5780).

Politique économique et sociale : aides publiques (p. 5780, 5781).

Réponses aux questions :

Administration : formalités (MM. Philippe Mathot, Yves Coussain, Yves Nicolin) (p. 5790, 5797).

Banques et établissements financiers : bonifications d'intérêt ; rééchelonnement des dettes ; Société française pour l'assurance du capital risque (M. Pierre Laguilhon) (p. 5795).

Entreprises commerciales et artisanales :
- création (M. Jean-Pierre Bastiani) (p. 5791) ;
- concurrence : exacerbation et distorsion (M. Marcel Roques) (p. 5789) ;
- transmission (M. Marc Le Fur) (p. 5793).

Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la structuration des activités commerciales et artisanales (M. Michel Jacquemin) (p. 5794).

Formation professionnelle et promotion sociale (MM. Christian Daniel, Marc Le Fur, Pierre Hériaud) (p. 5793, 5794).

Grandes surfaces : implantation (MM. Marcel Roques, Pierre-André Périssol) (p. 5789, 5796).

Impôts et taxes : fiscalité de l'investissement (MM. Christian Daniel, Pierre Hériaud) (p. 5792, 5793).

Politique économique et sociale : aides publiques à l'installation (M. Jean-Pierre Bastiani) (p. 5791).

Travail : travail noir (M. Marc Le Fur) (p. 5793).

Vote des crédits :

Article 55 *(actualisation du montant de la taxe pour frais de chambres de métiers) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Cognat (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 5798) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean Proriol (montant maximum du droit fixe) (p. 5798).

Après l'article 55 :

– *défavorable* et *ses observations* sur l'amendement n° 79 de M. Charles de Courson (autorisation pour les chambres de commerce et d'industrie de percevoir une taxe additionnelle à la taxe professionnelle) (p. 5801, 5802) ;

– *défavorable* et *ses observations* sur l'amendement n° 103 rectifié de M. Charles Gheerbrant (doublement des taxes payées par les grandes surfaces et modalités de gestion du F.I.S.A.C.) (p. 5802 à 5804).

MALHURET (Claude)

Député de l'Allier

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Sort des membres de l'association « Première urgence » : Bosnie-Herzégovine : emprisonnement par les Serbes : comparution devant un tribunal militaire [27 avril 1994] (p. 1178, 1179).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 janvier 1994] :

Amendements : délai de dépôt (p. 405).

Commissions :
- députés non membres et Gouvernement : participation (p. 404) ;
- réunion hors sessions (p. 404) ;
- travaux : contenu et durée (p. 404).

Communication hebdomadaire du Gouvernement : choix du thème (p. 404).

Constitution : article 88-4 (p. 404).

Contrôle parlementaire (p. 404).

Questions écrites (p. 404).
Règlement : réforme :
– groupe de travail (p. 404) ;
– recommandations (p. 404).
Séances publiques : durée et organisation (p. 404, 405).
Discussion des articles [26 janvier 1994] :
Article 48 *(délai de dépôt des amendements des députés : art. 99 du règlement de l'Assemblée nationale) :*
– *son* amendement n° 15 (suppression des paragraphes I et II de l'article fixant, le premier, à deux jours de séance suivant la distribution du rapport le délai normal de dépôt des amendements et, le deuxième, au début de la discussion générale la date limite de leur dépôt) (p. 425) : retiré (p. 430) ;
– *ses observations* sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Mazeaud (fixation à trois jours de séance suivant la distribution du rapport du délai normal de dépôt des amendements) (p. 429, 430).
– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).
Première lecture :
Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :
Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*
– *son* amendement n° 109 (de suppression) (p. 4128) : rejeté (p. 4130).
Article 8 *(approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice : art. 491-3 du code civil) :*
– *son* amendement n° 110 soutenu par Mme Nicole Catala (de suppression) : rejeté (p. 4132).
Article 9 *(contrôle des comptes du gérant de tutelle : art. 500 du code civil) :*
– *son* amendement n° 111 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4133).
Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*
– *ses observations* (p. 4183).
Assemblée nationale : règlement : scrutin public.
– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).
Première lecture :
Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :
Constitution :
– article 66 (p. 5017) ;
– résistance à l'oppression (p. 5017) ;
– sûreté (p. 5017).
Droit de manifestation (p. 5016, 5017).
Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 5017).
Vidéosurveillance (p. 5016, 5017).
Discussion des articles [7 et 10 octobre 1994] :
Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*
– *son* sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 1 du Gouvernement : non soutenu (p. 5146).
Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*
– *son* sous-amendement n° 238 (autorisation du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (contrôle des autorités judiciaires ; information du procureur de la République) (p. 5202) : rejeté (p. 5203) ;
– *son* sous-amendement n° 239 (autorisation du procureur de la République) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5202) : rejeté (p. 5203).
Article 20 *(manifestations sportives, récréatives ou culturelles) :*
– *son* amendement n° 240 : non soutenu (p. 5218).
– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).
Première lecture, deuxième partie :
Affaires étrangères. – *Questions* [3 novembre 1994] :
Coopération et développement :
– Commission nationale consultative de l'action humanitaire (p. 6443) ;
– organisations non gouvernementales (p. 6444).

MALVY (Martin)

Député du Lot
(2e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de résolution sur les propositions de **directives du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel** (n° E-211) **(n° 1073)** [12 avril 1994].

Proposition de loi tendant à **prendre en compte pour partie, pour l'octroi d'une retraite anticipée, la durée du service militaire en Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 1332)** [14 juin 1994]. Déposée initialement par Mme Martine David [1er juin 1994].

Proposition de loi tendant à créer une commission d'enquête sur les **contrôles exercés par les services de police sur les partis politiques (n° 1521)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant au **rétablissement des dispositions « anti-corruption »** supprimées depuis mars 1993 **(n° 1590)** [18 octobre 1994].

Proposition de loi relative à la **protection des documents d'Etat (n° 1607)** [24 octobre 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la **Constitution (n° 1734)** [29 novembre 1994].

Proposition de loi organique relative à la transparence de la **vie publique (n° 1735)** [29 novembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à renforcer la limitation du **cumul des mandats ou fonctions électives (n° 1736)** [29 novembre 1994].

Proposition de loi relative à la transparence de la **vie publique (n° 1762)** [1er décembre 1994].

Proposition de loi tendant à renforcer la limitation du **cumul des mandats ou fonctions électives (n° 1763)** [1er décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Chômage de longue durée : plan « 900 000 » [22 juin 1994] (p. 3349).

– **Transparence de la vie politique** : enrichissement personnel ; marchés publics [5 octobre 1994] (p. 4912, 4913).

– **Mise en examen de ministres** : démission des ministres mis en examen ; responsabilité gouvernementale ; indépendance du pouvoir judiciaire [16 novembre 1994] (p. 6944 à 6946).

– **Propositions de loi anticorruption** : inscription à l'ordre du jour [7 décembre 1994] (p. 8409, 8410).

orales sans débat :

– **n° 598,** posée le 13 décembre 1994 : **politique européenne relative aux pays d'Europe centrale et orientale** (p. 9018). Non appelée.

INTERVENTIONS

– ***Rappel au règlement*** : s'insurge contre le renvoi en Iran de deux terroristes alors que la Suisse avait demandé leur extradition et demande que le ministre des affaires étrangères vienne s'expliquer devant la représentation nationale [11 janvier 1994] (p. 5).

– ***Rappel au règlement*** : s'étonne que le Gouvernement n'ait pas répondu à son rappel au règlement invitant le ministre des affaires étrangères à venir s'expliquer à la suite de l'expulsion vers leur pays d'origine de deux terroristes alors que la Suisse avait demandé leur extradition [11 janvier 1994] (p. 8).

– ***Rappel au règlement*** : proteste contre la non-inscription à l'ordre du jour de la session extraordinaire d'un débat sur l'éducation suite à la manifestation du 16 janvier en faveur de l'école publique [18 janvier 1994] (p. 219 à 221).

– **Motion de censure déposée par MM. Martin Malvy, Alain Bocquet et quatre-vingt-un membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.**

Principaux thèmes développés [13 avril 1994] :

Audiovisuel (p. 729).

Chômage (p. 725, 726, 730).

Elections et référendums : élections cantonales (p. 725).

Emploi :
- contrat d'insertion professionnelle (p. 725) ;
- politique (p. 725, 727, 730).

Enseignement (p. 727).

Finances publiques :
- déficit budgétaire (p. 726) ;
- dette publique (p. 726) ;
- maîtrise (p. 726) ;
- prélèvements obligatoires (p. 726, 728).

Gouvernement :
- nominations à caractère politique (p. 728) ;
- précédent Gouvernement (p. 729).

Impôts et taxes : justice fiscale (p. 728).

Marchés financiers (p. 726, 729).

Politique économique :
- généralités (p. 725) ;
- consommation(p. 725) ;
- environnement international (p. 730).

Politique économique et sociale :
- inégalités sociales et pauvreté (p. 725) ;
- protection sociale et comptes sociaux (p. 726).

Politique générale : réforme (p. 725).

Secteur public : privatisations (p. 726).

Le groupe socialiste vote la censure (p. 730).

– ***Rappel au règlement*** : condamne l'appréciation portée par le ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale sur l'opportunité de la création d'une commission d'enquête sur l'audiovisuel [20 avril 1994] (p. 1000).

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1716) : rejetée (p. 1719).

– **Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 et 18 mai 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Floch (Jacques)* (p. 1742) : rejetée au scrutin public (p. 1749).

Sa question préalable soutenue par : *Bataille (Christian)* (p. 1749) : rejetée au scrutin public (p. 1753).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Royal (Ségolène)* (p. 1817) : rejetée (p. 1820).

Discussion des articles [18 mai 1994] :

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 100 de M. Jacques Floch (émissions télévisées des partis politiques à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1843) : rejeté (p. 1844).

– **Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [1er juin 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Cathala (Laurent)* (p. 2505) : rejetée (p. 2516).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 juin 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Rodet (Alain)* (p. 3101) : rejetée (p. 3105).

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Darsières (Camille)* (p. 3361) : rejetée (p. 3364).

– **Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Guyard (Jacques)* (p. 3548) : rejetée (p. 3551).

– **Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 et 28 juin 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Fabius (Laurent)* (p. 3671) : rejetée (p. 3677).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Dray (Julien)* (p. 3703) : rejetée (p. 3708).

– **Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (n° 1371).**

Avant le texte de la proposition de résolution [28 juin 1994] :

Contre la levée de l'immunité (p. 3720).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : commission des immunités : travaux et conclusion (p. 3721).

Immunité parlementaire : levée :

- choix politique et médiatique (p. 3721) ;
- précédents : résolution du 7 décembre 1993 (p. 3720) ;
- procédure applicable et critères de décision (p. 3720).

– Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (n° 1372).

Voir *Demande de levée de l'immunité d'un membre de l'Assemblée nationale* (n° 1371).

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Berson (Michel)* (p. 3928) : rejetée au scrutin public (p. 3932).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Neiertz (Véronique)* (p. 4039) : rejetée (p. 4042).

– *Rappel au règlement :* demande la venue du ministre de l'intérieur devant l'Assemblée nationale pour s'expliquer sur l'écoute du comité directeur du parti socialiste par les agents des renseignements généraux [6 juillet 1994] (p. 4156).

– *Observations sur le rappel au règlement* de : *Derosier (Bernard) :* demande la vérification du quorum avant la mise aux voix de la demande de suspension de séance en application de l'article 61 du Règlement [6 juillet 1994] (p. 4158).

– *Rappel au règlement :* souligne que les faits visés affectent tous les groupes politiques dans la mesure où ils mettent en cause la vie démocratique [6 juillet 1994] (p. 4160).

– *Rappel au règlement :* demande au ministre de l'intérieur des explications précises sur les agissements des agents des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris à l'occasion du Conseil national du parti socialiste du 9 juin 1994 [6 juillet 1994] (p. 4188).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 8 juillet 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 4243) : rejetée (p. 4256).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 4363) : rejetée (p. 4366).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Sa question préalable soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 7725) : rejetée (p. 7729).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Dray (Julien)* (p. 4932) : rejetée (p. 4042).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [11 et 12 octobre 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5264) : rejetée (p. 5275).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Migaud (Didier)* (p. 5366) : rejetée (p. 5368).

Rappel au règlement : demande la vérification du quorum sur l'exception d'irrecevabilité soulevée à l'encontre du projet de loi de finances pour 1995 (p. 5269).

– *Rappel au règlement :* demande l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi rétablissant les dispositions supprimées de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et condamne les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [12 octobre 1994] (p. 5349).

– *Rappels au règlement :* demande que le Premier ministre vienne s'expliquer sur les déclarations de Mme Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5393, 5399, 5404 et 5406).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 et 6 décembre 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Royal (Ségolène)* (p. 8237, 8249) : rejetée (p. 8250).

Sa question préalable soutenue par : *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 8253) : rejetée (p. 8258).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Bataille (Christian)* (p. 8284) : rejetée (p. 8289).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 36 *quater* *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *son* amendement n° 54 soutenu par M. Henri Sicre (élevage d'espèces protégées dans les parcs zoologiques en vue de la création de réservoirs génétiques) : rejeté (p. 258).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [8 décembre 1994] :

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 8524) : rejetée (p. 8526).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Berson (Michel)* (p. 8668) : rejetée (p. 8672).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(prolongations des conventions : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) :*

– *son* amendement n° 31 : non soutenu (p. 9184).

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. 1er de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *son* amendement n° 29 soutenu par Mme Véronique Neiertz (compte rendu d'utilisation des subventions communales par les associations bénéficiaires) (p. 9190) : rejeté (p. 9191).

Article 5 *(seuil d'application des procédures : art. 41 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 30 soutenu par Mme Véronique Neiertz (suppression des seuils) (p. 9193) : rejeté (p. 9194).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 32 soutenu par Mme Véronique Neiertz (concession des services de distribution et d'assainissement de l'eau) (p. 9197) : rejeté (p. 9198).

Avant l'article 6 :

– *son* amendement n° 33 soutenu par Mme Véronique Neiertz (autosaisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés) : rejeté (p. 9198).

Article 7 *(régime des avenants : art. 49-1 nouveau de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 34 soutenu par Mme Véronique Neiertz (limitation aux avenants d'un montant supérieur de 10 p. 100 au contrat initial) (p. 9199) : retiré (p. 9200).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 37 (saisine pour avis du Conseil de la concurrence) : retiré (p. 9201) ;

– *son* amendement n° 36 soutenu par Mme Véronique Neiertz (composition des commissions d'appel d'offres des marchés de l'Etat) : rejeté (p. 9201) ;

– *son* amendement n° 35 soutenu par Mme Véronique Neiertz (composition des commissions d'appel d'offres des marchés des collectivités locales) : rejeté (p. 9201) ;

– *son* amendement n° 38 soutenu par Mme Véronique Neiertz (fixation par décret en Conseil d'Etat du champ des marchés négociés) : rejeté (p. 9201).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 41 corrigé soutenu par Mme Véronique Neiertz (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres en matière de marchés publics) (p. 9207) : rejeté (p. 9209).

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 39 corrigé soutenu par Mme Véronique Neiertz (exclusion des marchés publics pour les sociétés détenant au moins 10 p. 100 du capital d'une entreprise de presse) (p. 9215) : rejeté (p. 9216).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 40 soutenu par Mme Véronique Neiertz (création de droit de commissions d'enquête à l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 9218) ;

– *son* amendement n° 42 soutenu par Mme Véronique Neiertz (caractère suspensif du déféré préfectoral en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9218) : retiré (p. 9219).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 3.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8883 à 8886).

Audiovisuel (p. 8883).

Collectivités locales :
- décentralisation (p. 8883, 8885) ;
- dépenses de communication (p. 8885) ;
- services publics : délégations (p. 8884, 8885) ;
- transactions foncières (p. 8884, 8885).

Conseil constitutionnel : membres : incompatibilités (p. 8886).

Cumul des mandats (p. 8884 à 8886).

Dépenses électorales :
- comptes de campagne (p. 8884) ;
- plafonnement et remboursement (p. 8885).

Elus : statut : patrimoine :
- Commission pour la transparence de la vie politique (p. 8887) ;
- déclarations (p. 8886).

Etat : mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics (p. 8885).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires d'autorité : patrimoine : déclarations (p. 8887).

Gouvernement :
- ministres et secrétaires d'Etat : mandats locaux (p. 8886) ;
- Premier ministre : Pierre Bérégovoy (p. 8887).

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8885).

Lois :
- loi n° 85-1406 du 30 décembre 1985 tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (p. 8886) ;
- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8883, 8884) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8883 à 8885) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8883 à 8885) ;
- loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 8883) ;
- loi n° 94-112 du 9 février 1994 portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (p. 8884) ;
- loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 8884).

Marchés publics (p. 8885).

Parlement : incompatibilités (p. 8886).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8884, 8885).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 1er *(prohibition des mandataires communs à plusieurs candidats : art. L. 52-4 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8929, 8930).

Audiovisuel.

Partis politiques : financement.

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 3 soutenu par M. Didier Migaud (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop perçu) (p. 8942) : retiré (p. 8943).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 et 14 décembre 1994] :

Article 1er *(déclaration de patrimoine des députés : art. L.O. 135-1 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 1 soutenu par M. Didier Migaud (déclaration selon une présentation unifiée) : rejeté (p. 9008) ;

– *son* amendement n° 2 soutenu par M. Didier Migaud (publication des observations de la commission pour la transparence financière de la vie politique en cas d'évolution anormale du patrimoine et saisine du parquet) : rejeté (p. 9008).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 6 corrigé soutenu par M. Didier Migaud (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9023) : rejeté au scrutin public (p. 9037) ;

– *son* amendement n° 9 corrigé soutenu par M. Didier Migaud (incompatibilité de toute fonction dirigeante d'une entreprise avec le mandat parlementaire ; plafonnement de la rémunération du parlementaire exerçant une activité professionnelle ; interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) (p. 9042) ; rejeté (p. 9043) ;

– *son* amendement n° 10 corrigé soutenu par M. Didier Migaud (interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude sauf cas des professions libérales) (p. 9044) : rejeté au scrutin public (p. 9045) ;

– *son* amendement n° 11 corrigé soutenu par M. Didier Migaud (interdiction d'exercer une activité professionnelle privée différente de celle exercée avant l'élection comme député) (p. 9045) : rejeté (p. 9046) ;

– *son* amendement n° 8 corrigé soutenu par M. Didier Migaud (incompatibilité entre les fonctions de président de chambre consulaire et l'exercice du mandat de député) (p. 9045) : rejeté (p. 9046).

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 4 soutenu par M. Didier Migaud (de suppression) : rejeté (p. 9047).

Article 4 *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *son* amendement n° 5 soutenu par M. Didier Migaud (extension des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) : adopté (p. 9048).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2* bis *nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 4 soutenu par Mme Véronique Neiertz (dépôt de la déclaration d'impôt sur le revenu auprès de la commission de la transparence financière de la vie politique) : rejeté (p. 9171).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 5 soutenu par Mme Véronique Neiertz (publication de la rémunération des dirigeants des établissements publics et entreprises nationaux) : rejeté (p. 9172).

Article 4 *(missions de la Commission pour la transparence de la vie politique : art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 7 soutenu par Mme Véronique Neiertz (demande d'éclaircissements sur les liens patrimoniaux ou financiers avec une entreprise) : retiré (p. 9176) ;

– *son* amendement n° 6 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 9176).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 8 soutenu par Mme Véronique Neiertz (interdiction de cumul de certaines fonctions électives) (p. 9180) : rejeté (p. 9181) ;

– *son* amendement n° 9 soutenu par Mme Véronique Neiertz (incompatibilité des fonctions de direction d'une entreprise, de président de chambre consulaire avec certaines fonctions électives ; plafonnement des rémunérations et indemnités perçues par le titulaire d'une fonction élective exerçant une activité professionnelle ; interdiction d'exercer concurremment une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude) : rejeté (p. 9181).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Discussion des articles [19 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 7 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (application des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1984 relatif au maintien et au développement de la production nationale de tabac) : rejeté au scrutin public (p. 9396).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par : *Glavany (Jean)* (p. 9461) : rejetée (p. 9466).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par : *Guyard (Jacques)* (p. 9546) : rejetée (p. 9554).

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (affaires étrangères : affaires étrangères) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 1 : affaires étrangères : affaires étrangères (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi rétablissant les compétences de l'Etat en matière d'incendie et de secours (n° 1633) [3 novembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 107 : non soutenu (p. 3589).

Après l'article 30 :

– *ses* amendements n°s 139 et 138 rectifié : non soutenus (p. 3644).

Article 31 nouveau *(modification du statut des sociétés anonymes de crédit immobilier) :*

– *son* amendement n° 142 : non soutenu (p. 3645).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [3 novembre 1994] (p. 6415, 6416) :

Audiovisuel.

Enseignement : Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Ministère des affaires étrangères :

- action culturelle extérieure et francophonie ;
- carte diplomatique ;
- crédits ;
- fonds d'urgence humanitaire ;
- informatique ;
- interventions de « maintien de la paix » : coût et imputation ;
- investissements immobiliers ; schéma patrimonial pluriannuel.

MANDON (Daniel)

Député de la Loire

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer un **équilibre dans la collecte des fonds destinés à la formation professionnelle entre les organismes paritaires collecteurs agréés de branches professionnelles et les organismes paritaires collecteurs agréés interprofessionnels et régionaux (n° 1875)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 446,** posée le 13 mai 1994 : **aménagement de la R.N. 82** (p. 2985). Non appelée : franchissement du col de la République.

– **n° 469,** posée le 21 juin 1994 : **stages dans l'hôtellerie et la restauration** (p. 3334). Appelée le 23 juin 1994 : cotisations : conditions d'exonération (p. 3413, 3414).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Cultures étrangères : modèle anglo-américain (p. 1409).

Enseignement (p. 1410).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1409).

Fonctionnaires et agents publics (p. 1409).

Francophonie (p. 1409).

Lois : projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1409, 1410).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 11 : non soutenu (p. 3201).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4357) :

Collectivités locales :

– compétences ;
– coopération intercommunale, bassins de vie et pays ;
– décentralisation ;
– ressources et péréquation.

Consultation nationale.

Développement local.

Elections et référendums : élections régionales.

Environnement : montagne.

Etat : déconcentration.

Finances publiques : fonds de gestion de l'espace rural.

Services publics.

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Communes : Chambon-Feugerolles (p. 5022).

Délinquance et criminalité :

– drogue (p. 5021) ;
– évolution (p. 5021).

Départements : Loire (p. 5022).

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 5022).

Police : police municipale (p. 5022).

Police nationale :

– déconcentration et départementalisation (p. 5022) ;
– rôle, fonctionnement et moyens (p. 5021, 5022).

Ville : politique de la ville (p. 5022).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Questions* [24 octobre 1994] :

Industrie : industrie métallurgique (p. 5936).

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Emploi : offres d'emploi : contrôle (p. 6001).

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Enfants : aménagement des rythmes de vie (p. 6034).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie : route nationale R.N. 82 (p. 6757).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 17 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 175 (plafonnement de la part de la contribution pour l'alternance et la formation professionnelle versée à un organisme collecteur national de branche) (p. 8714) : rejeté (p. 8716).

MARCANGELI (Marc)

Député de la Corse-du-Sud

(1re circonscription)

Non inscrit puis apparenté U.D.F.

Devenu député le 18 novembre 1994, en remplacement de M. José Rossi, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 19 novembre 1994] (p. 16383).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 19 novembre 1994] (p. 16383).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 23 novembre 1994] (p. 16539).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 23 novembre 1994] (p. 16540).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (justice) [13 avril 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la justice (n° 1334) [9 juin 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de programme (n° 1334) relatif à la **justice (n° 1439)** [29 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 32 : justice (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Administration : ministère de la justice (p. 4033).

Collectivités locales (p. 4033).

Greffes (p. 4033).

Juridictions administratives (p. 4033).

Lois : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : article 19 : universalité budgétaire (p. 4033).

Lois de finances : crédits budgétaires :
- programmation (p. 4032, 4033, 4034) ;
- régulation (p. 4033).

Magistrats : recrutement (p. 4033).

Palais de justice (p. 4033).

Procédure pénale : application des peines :
- mineurs (p. 4033) ;
- travaux d'intérêt général (p. 4033).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 4033) ;
- prisons (p. 4033).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 2 *(programmation des moyens de la justice) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4116).

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission des finances (de suppression) : adopté (p. 4117).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [4 juillet 1994].

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [19 octobre 1994] :

Aide juridictionnelle (p. 5651).

Greffes (p. 5650).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 5650, 5651).

Juridictions administratives (p. 5650).

Lois : projet de loi de programme n° 1334 relatif à la justice (p. 5650).

Magistrature :
- conciliateurs et juges de paix (p. 5649, 5650) ;
- effectifs (p. 5650).

Ministère de la justice :
- crédits (p. 5649, 5650) ;
- informatisation (p. 5651).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 5650) ;
- prisons (p. 5650).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne

(11e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS.

Proposition de loi tendant à l'**interdiction du commerce des armes (n° 1105)** [13 avril 1994].

Proposition de loi organique tendant **à rendre publique la situation des candidats à la Présidence de la République (n° 1572)** [6 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Pluralisme dans les médias [14 décembre 1994] (p. 9055, 9056).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4945) : rejetée (p. 4947).

Principaux thèmes développés :

Associations (p. 4946).

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 4947).

Délinquance et criminalité : drogue (p. 4945, 4946).

Droit de manifestation (p. 4946, 4947).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 4946).

Jeunes (p. 4945).

Logement et habitat : logement social (p. 4945).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 4946).

Politique générale (p. 4945, 4946).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4945).

Vidéosurveillance (p. 4946).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6846).

Hôpitaux et cliniques :

– Assistance publique de Paris (p. 6847) ;

– politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6846, 6847).

Ministère des affaires sociales et de la santé : crédits (p. 6846).

Pharmacie : médicament (p. 6847).

Santé publique :

– prévention (p. 6847) ;

– sida (p. 6847) ;

– toxicomanie (p. 6847).

Sécurité sociale :

– assurance maladie : dépenses : maîtrise (p. 6847) ;

– cotisations : exonérations (p. 6846, 6847).

Vote contre du groupe communiste (p. 6847).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 47 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (institution d'une taxe sur les marchés publics destinée au financement des partis et des campagnes électorales) (p. 8945).

Audiovisuel.

Campagnes électorales : affiches.

MARCHAND (Yves)

Député de l'Hérault

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [*J.O.* du 17 juin 1994] (p. 8784).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Dumping social dans les transports maritimes : concurrence étrangère : dumping social pratiqué par des entreprises britanniques [29 juin 1994] (p. 3817, 3818).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Affaires étrangères : Canada : Québec (p. 1369).

Audiovisuel : médias (p. 1368).

Consommation (p. 1368).

Cultures étrangères : modèle anglo-américain (p. 1368).

Enseignement (p. 1368).

Etrangers : intégration (p. 1369).

Francophonie (p. 1369).

Lois :

– loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1368) ;

– projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1368, 1369).

Recherche (p. 1368).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 32 de M. François Loos et 60 corrigé de M. Louis Le Pensec (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1443).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1994] :

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée (p. 2888).

Transports : Air Inter (p. 2888).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2888).

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothécaire (p. 1723, 1724).

Domanialité publique :

– droit réel (p. 1723) ;

– occupation temporaire (p. 1724) ;

– protection (p. 1723).

Mer et littoral : ports : ports autonomes (p. 1723).

Discussion des articles [16 mai 1994] :

Article 1er *(constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et des établissements publics de l'Etat : art. L. 34-1 à L. 34-9 du code du domaine de l'Etat) :*

Article L. 34-1 (conditions d'attribution d'un droit réel) :

– *son* amendement n° 34 (suppression de la durée maximale de l'autorisation) (p. 1727) : rejeté (p. 1728) ;

– *son* amendement n° 35 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1728).

Article L. 34-2 (conditions de cession des ouvrages et d'exercice du droit d'hypothèque) :

– *son* amendement n° 36 (suppression de l'agrément en cas de mesures conservatoires ou d'exécution exercées par les créanciers chirographaires) (p. 1728) : rejeté (p. 1729) ;

– *son* amendement n° 37 (champ de la garantie hypothécaire) : rejeté (p. 1729).

Article L. 34-3 (fin de l'autorisation constitutive de droits réels) :

– *son* amendement n° 38 (suppression de la durée maximale de l'autorisation) : rejeté (p. 1730).

Article L. 34-4 (décision de l'Etat pour la reconnaissance d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du service public) :

– *son* amendement n° 39 (de suppression) : rejeté (p. 1731).

Article L. 34-7 (décrets d'application) :

– *son* amendement n° 40 (rédactionnel) : retiré (p. 1732).

Article L. 34-8 (contrats de crédit-bail) :

– *son* amendement n° 41 (suppression de l'agrément de l'Etat) : rejeté (p. 1733).

Article L. 34-9 (domaine public des établissements publics) :

– *soutient* l'amendement n° 13 de M. Dominique Bussereau (extension aux établissements publics des collectivités territoriales) : retiré (p. 1734). ;

– *soutient* l'amendement n° 14 de M. Dominique Bussereau (de coordination) : retiré (p. 1734) ;

– *son* amendement n° 42 (de conséquence) : retiré (p. 1734).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 43 (réglementation de la gestion des espaces portuaires dans la loi de finances pour 1995) : retiré (p. 1735).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] (p. 3901, 3902) :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothéquaire.

Domanialité publique : droit réel.

Mer et littoral : ports :

- Le Havre ;
- Marseille ;
- ports autonomes.

Transports : transports maritimes.

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 30 :

– *son* amendement n° 6 : non soutenu (p. 3852).

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Voies navigables : modernisation et nouvelles liaisons (p. 3920).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 3921).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Pêche : crise et remèdes (p. 6190, 6191).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports maritimes : Compagnie générale maritime (p. 6733).

– Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1668).

Première lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Après l'article 2 *bis* :

– *son* amendement n° 1 : non soutenu (p. 9274).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) (n° 1084) [19 mai 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1084) autorisant l'**approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique** (révisée) **(n° 1363)** [9 juin 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur la coopération avec Madagascar **(n° 1853)** [22 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Communes : Paris (p. 2820).

Education civique (p. 2819).

Education physique et sportive (p. 2820).

Enseignement public (p. 2819).

Programmes : contenu (p. 2819).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie.

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] (p. 5630) :

Bibliothèque nationale de France.

Collectivités locales.

Métiers d'art et Conseil des métiers d'art.

Musées : Gobelins et Arts décoratifs.

Paris.

Patrimoine : Mobilier national.

MARIANI (Thierry)

Député de Vaucluse

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 26 mai 1994] (p. 7637).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les **causes des inondations et les moyens d'y remédier (n° 1641)** [4 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Réforme de l'organisation viticole communautaire [27 avril 1994] (p. 1174, 1175).

orales sans débat :

– n° 425, posée le 7 juin 1994 : **restructuration des services d'urgence des hôpitaux** (p. 2709). Appelée le 9 juin 1994 : conséquences en milieu rural : hôpitaux de Valréas et Vaison-la-Romaine (p. 2792, 2793).

– n° 541, posée le 29 novembre 1994 : **marché vitivinicole** (p. 7875). Appelée le 1er décembre 1994 : organisation commune : réforme : conséquences (p. 8002 à 8004).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu dans le midi de la France et en Corse, les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer une prévention efficace (n° 717).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 mai 1994] :

Communes :
- Bollène (p. 1565) ;
- Vaison-la-Romaine (p. 1565, 1566) ;
- Valréas (p. 1565).

Inondations : causes, périodicité et régions concernées ; prévention (p. 1565).

Transports : T.G.V. : tracé (p. 1566).

Urbanisme : plans d'exposition aux risques (p. 1566).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1983) :

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales ;
- prestations sociales : accidents du travail.

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 5021).

Communes : Orange (p. 5020).

Défense : gendarmerie (p. 5021).

Délinquance et criminalité :
- drogue (p. 5021) ;
- évolution (p. 5020).

Départements : Vaucluse (p. 5020).

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 5021).

Police : police d'Etat (p. 5021).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5020, 5021).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 6201).

Départements : Vaucluse : tomates (p. 6204).

Exploitants agricoles : bonifications d'intérêt (p. 6201).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 6201).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de prévention des catastrophes naturelles [15 novembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Agriculture : remembrement ; pollution agricole (p. 6861).

Assemblée nationale : commission d'enquête sur les causes des inondations et les moyens d'y remédier (p. 6861).

Assurances et fonds d'indemnisation des catastrophes naturelles (p. 6862).

Bois et forêts : déboisement (p. 6861).

Collectivités locales : fonds spécial pour les grosses réparations (p. 6862).

Cours d'eau, étangs et lacs :
- entretien des canaux et des digues (p. 6861, 6862) ;
- système d'annonce des crues (p. 6861, 6862) ;
- zones d'expansion des crues (p. 6861).

Transports : T.G.V. Méditerranée : tracé (p. 6861, 6862).

Urbanisme :
- permis de construire (p. 6861) ;
- plans d'exposition aux risques (p. 6861) ;
- zones inondables et zones à risques (p. 6861).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] :

Associations et bénévoles (p. 7391).

Audiovisuel (p. 7390).

Bourses (p. 7390).

Carte jeunes (p. 7390).

Communes : consultation annuelle et conseil municipal de la jeunesse (p. 7391).

Consultation nationale (p. 7389, 7390).

Emploi (p. 7390).

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7390, 7391).

Médiateurs (p. 7390).

R.M.I. (p. 7390

Sécurité sociale : U.R.S.S.A.F. (p. 7391).

Service national (p. 7391).

Sports (p. 7391).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 7486) ;

– pensions de réversion (p. 7486, 7487) ;

– retraites et préretraites (p. 7487).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 7486).

Emploi : salariés agricoles : embauche, rémunération et cotisations sociales (p. 7486, 7487).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 7486, 7487).

Discussion des articles [25 et 26 novembre 1994] :

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *son* amendement n° 252 (modalités de calcul de l'allocation) (p. 7595) : retiré (p. 7596) ;

– *son* amendement n° 253 (de cohérence) : retiré (p. 7596).

Avant l'article 29 :

– *ses* amendements n^os^ 255 et 256 : non soutenus (p. 7660).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 131 soutenu par M. Jean-Paul Charié (introduction du chèque service en agriculture) (p. 7661) : retiré (p. 7662) ;

– *son* amendement n° 132 (mention des cotisations ouvrières et patronales dans le bulletin de salaire) : retiré (p. 7662).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1994] (p. 8281) :

Risques naturels : prévention et couverture.

Transports ferroviaires : T.G.V. : tracés.

Urbanisme : plans d'exposition aux risques.

Voirie : enquêtes publiques.

Discussion des articles [6 et 7 décembre 1994] :

Article 10 *(expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 439 du Gouvernement (montant de l'indemnisation) (p. 8363).

Article 11 *(fonds de prévention des risques naturels majeurs) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 213 deuxième rectification de M. Pierre Cardo (financement des travaux de sauvegarde et des opérations liées à l'expropriation par le fonds de prévention) (p. 8378).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

Article 40-2 nouveau :

– *son* amendement n° 133 corrigé (information des habitants de la commune sur l'adoption d'un plan de prévention des risques) (p. 8385) : adopté (p. 8386).

Après l'article 16 :

– *son* amendement n° 131 (création de zones de rétention des crues et indemnisation des propriétaires) (p. 8389) : retiré (p. 8390) ;

– *son* amendement n° 132 (création de zones de rétention des crues et indemnisation des propriétaires) : retiré (p. 8390).

Après l'article 18 :

– *son* amendement n° 295 (création d'un fonds de prévention et de lutte contre les inondations financé par E.D.F. et géré par la Compagnie nationale du Rhône) (p. 8391) : retiré (p. 8392).

MARITON (Hervé)

Député de la Drôme

(3^e^ circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation de la S.N.C.F. [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'habitat (n° 1339) [8 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à la création d'un fonds destiné au financement de l'accession au logement locatif (n° 129) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de MM. André Santini, René Beaumont et plusieurs de leurs collègues, tendant à proposer des mesures pour relancer la construction et accroître l'offre de logement (n° 131) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Janine Jambu et plusieurs de ses collègues tendant à mettre en place des dispositions urgentes pour le logement social (n° 244) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Françis Delattre et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser l'accession à la propriété des locataires de logement H.L.M. et à diversifier le logement social (n° 562) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Hunault et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux communes d'aménager et de construire des logements d'accueil pour les personnes sans domicile fixe (n° 822) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Revet et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser le développement du logement locatif et de la location-accession (n° 1001) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jacques Guyard, Louis Le Pensec, Laurent Fabius et les membres du groupe socialiste relative au logement des personnes à faibles ressources (n° 1317) [9 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Françoise Hostalier relative à l'hébergement d'urgence pour les personnes en détresse (n° 1354) [15 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 30 juin 1994] (p. 9456).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1339), relatif à l'**habitat**, et sur les propositions de loi de :

M. François d'Harcourt (n° 129) tendant à la création d'un **fonds destiné au financement de l'accession au logement locatif ;**

MM. André Santini et René Beaumont (n° 131) tendant à proposer des mesures pour **relancer la construction et accroître l'offre de logement ;**

Mme Jeanine Jambu (n° 244) tendant à mettre en place des **dispositions urgentes pour le logement social ;**

M. Francis Delattre (n° 562) tendant à **favoriser l'accession à la propriété des locataires de logement H.L.M. et à diversifier le logement social ;**

M. Michel Hunault (n° 822) tendant à permettre aux **communes d'aménager et de construire des logements d'accueil pour les personnes sans domicile fixe ;**

M. Charles Revet (n° 1001) tendant à favoriser le **développement du logement locatif et de la location-accession ;**

M. Jacques Guyard (n° 1317) relatif au **logement des personnes à faibles ressources ;**

Mme Françoise Hostalier (n° 1354) relatif à l'**hébergement d'urgence pour les personnes en détresse (n° 1379)** [15 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**habitat (n° 1440)** [29 juin 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'**article 7 de la Constitution (n° 1645)** [9 novembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 308,** posée le 19 avril 1994 : **désenclavement de la commune de Boule (Drôme)** (p. 980). Appelée le 21 avril 1994 : tunnels : financement (p. 1092, 1093).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique (n° 936).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité (p. 1346, 1347).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Affaires étrangères : Canada : Québec (p. 1396).

Cultures étrangères : modèle anglo-américain (p. 1396).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1397).

Lois :

– loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1397) ;
– projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1396).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 3551).

Principaux thèmes développés :

Aides : aide personnalisée au logement ; location-accession (p. 3548).

Copropriété : privilèges et désignation d'un administrateur provisoire (p. 3548).

Logement privé :

– bureaux : transformation en logements (p. 3548, 3551) ;
– loyers ; parc (p. 3548).

Logement social :

– habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3548, 3551) ;
– hébergement d'urgence (p. 3548) ;
– organismes d'H.L.M. (p. 3547).

Lois : loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 (p. 3546, 3551).

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Jean-Claude Gayssot (rapport du Gouvernement sur les aides publiques à la construcion) (p. 3569) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Jean-Claude Gayssot (exonération de la taxe sur les salaires pour les offices H.L.M.) (p. 3569) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Gayssot (taxation des logements inoccupés) (p. 3570) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Michel Grandpierre (évolution annuelle des loyers) (p. 3570) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Michel Grandpierre (financement des opérations d'accession à la propriété des logements sociaux par le biais du « 1 p. 100 ») (p. 3570) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission soutenu par M. Pierre-André Périssol (communication par les organismes H.L.M. au représentant de l'Etat dans le département, de l'état des immeubles et du montant des travaux à réaliser) (p. 3571) ;

– *favorable* à l'amendement n° 117 rectifié de M. Pierre-André Périssol (information des collectivités publiques garantes et des communes des montants prévisibles des aides nécessaires à la reconstruction d'un immeuble comparable) (p. 3576).

Article 1er *(suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation) :*

– *défavorable* aux amendement nos 114 de M. Jean-Claude Gayssot, 146 de M. Georges Sarre et 168 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 3578).

Article 1er *bis* nouveau *(examen par les organismes et les conseils départementaux de l'habitat de la politique de vente de logements H.L.M.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Georges Sarre (réalisation de logements destinés aux sans domicile fixe par les organismes d'H.L.M.) (p. 3578) (p. 3579) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 147 corrigé de M. Georges Sarre (limitation des ventes de logements H.L.M. à « 1 p. 100 » de l'ensemble des constructions de logements H.L.M. de l'année) (p. 3579) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 220 de M. Jacques Guyard (subordination des ventes à la réalisation de constructions locatives sociales sur le même site) à l'amendement n° 147 corrigé de M. Georges Sarre (p. 3579) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 221 de M. Jacques Guyard (interdiction des ventes dans les communes où il existe des demandes de logements non satisfaites) à l'amendement n° 147 corrigé de M. Georges Sarre (p. 3579) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Christian Dupuy (information du Conseil départemental de l'habitat et pouvoir de recommandations de ce dernier) (p. 3580) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 219 de M. Pierre-André Périssol (information du Conseil départemental de l'habitat sur l'évolution de la localisation de l'offre locative) à l'amendement n° 110 de M. Christian Dupuy (p. 3580) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (contenu du rapport annuel du représentant de l'Etat) (p. 3580) : adopté (p. 3581) ;

– *favorable* à l'amendement n° 164 de M. René Beaumont (deuxième délibération du conseil d'administration de l'organisme d'H.L.M. en cas de refus de vente) (p. 3581).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3582).

Article 3 *(suppression des obligations de location des logements conventionnés en cas de vente) :*

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3582).

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Jacques Guyard (de suppression) (p. 3582) ;

– *son* amendement n° 14 (possibiliré de vendre le logement au concubin notoire) (p. 3582) : rejeté (p. 3583) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de M. Jacques Guyard (prix de revente du logement acquis) (p. 3583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 192 de Mme Françoise Hostalier (prise en compte des dépenses d'amélioration pour la fixation du prix de revente) à l'amendement n° 170 de M. Jacques Guyard : rejeté (p. 3583) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (demande d'acquisition par le locataire et réponse motivée de l'organisme) (p. 3583) : adopté (p. 3584) ;

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (offre prioritaire des logements H.L.M. vacants aux locataires du département) : adopté (p. 3584) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 80 de Mme Françoise de Veyrinas et 171 de M. Jacques Guyard (de suppression partielle) (p. 3584).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. René Beaumont (contenu du dossier d'information du futur acquéreur) (p. 3586).

Article 5 *bis* nouveau *(amélioration de l'information des acquéreurs de logements H.L.M.) :*

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (information de l'acquéreur sur les charges et les travaux d'amélioration des parties communes) (p. 3586) : adopté après modifications (p. 3587) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 202 de M. Pierre-André Périssol (non-opposabilité des informations antérieures à la vente) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 3587) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 203 de M. Pierre-André Périssol (information de l'établissement prêteur) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 3587).

Après l'article 5 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (application des présentes dispositions aux logements locatifs des sociétés d'économie mixte de la métropole et d'outre-mer) (p. 3588) : adopté après modifications (p. 3589) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 160 de M. René Beaumont (rédactionnel) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 3588) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 72 et 73 de M. Jacques Boyon (application des présentes dispositions aux logements locatifs des sociétés d'économie mixte de la métropole et d'outre-mer) (p. 3588).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Gayssot (honoraires des agences de location ou de vente) (p. 3589).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Gayssot (frais d'agence immobilière à la charge du bailleur) (p. 3590) ;

– *favorable* à l'amendement n° 161 de M. René Beaumont (remise au bailleur de l'attestation d'assurance) (p. 3590) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. René Beaumont (fixation à deux mois du délai de résiliation pour défaut d'assurance) (p. 3590).

Article 8 *(opposabilité au conjoint du preneur des notifications et significations du bailleur) :*

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (assouplissement des conditions d'information du bailleur de l'existence du conjoint du preneur) : adopté (p. 3591) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (opposabilité au conjoint du locataire des conventions résiliant un bail en cours en vue de la démolition ou de travaux importants) : adopté (p. 3591) ;

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (information du bailleur de l'existence du conjoint du locataire pour les contrats de location conclus à la suite de la division d'un immeuble par lots) : adopté (p. 3591).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Michel Grandpierre (minimum successoral du conjoint survivant) (p. 3591).

Article 9 *(durée du contrat de location tacitement reconduit ou renouvelé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Gayssot (durée minimale du contrat de location) (p. 3592) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (durée du préavis en cas de nouvel emploi consécutif à une perte d'emploi) : adopté (p. 3592).

Article 10 *(deuxième droit de préemption du locataire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Michel Grandpierre (justifications du bailleur pour le congé fondé sur la décision de vendre le logement et propositions de relogement) (p. 3593) ;

– *soutient* l'amendement n° 23 corrigé de la commission (de précision) : adopté (p. 3593).

Article 11 *(loyers référencés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Georges Mesmin (libre fixation du loyer des logements neufs et des locaux vacants) (p. 3594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 95 rectifié de M. Jean-Claude Gayssot (simplification du mode de fixation des loyers) (p. 3594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Georges Mesmin (harmonisation des conditions de référence notifiées par le bailleur) (p. 3595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Jacques Guyard (transmission de la dernière quittance de loyer au nouveau locataire) (p. 3596).

Article 12 *(indice de référence de révision des loyers) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Georges Mesmin (de suppression partielle) (p. 3596) ;

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (maintien du mode d'actualisation) : adopté (p. 3597).

Article 12 *bis* nouveau *(révision du loyer dans les logements conventionnés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 153 de M. Georges Mesmin (libre fixation des loyers) (p. 3597).

Article 13 *(exclusion des locaux vacants du champ d'application de la loi du 1er septembre 1948) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Jacques Guyard (de suppression partielle) (p. 3598).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (mise en conformité des locaux sans remise en cause de la validité du contrat de location) : adopté (p. 3598) ;

– *favorable* à l'amendement n° 69 de M. Jean-Jacques Weber (déductibilité fiscale des primes d'assurances relatives au non-paiement des loyers) (p. 3598).

Avant l'article 14 :

– *défavorable* au sous-amendement n° 66 de Mme Françoise Hostalier (référence aux personnes en détresse) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3602) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 222 de M. Laurent Fabius (établissement du plan d'hébergement d'urgence dans un délai de quatre mois) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3602) ;

– *son* sous-amendement n° 223 (établissement du plan départemental d'urgence au plus tard le 31 décembre 1994) à l'amendement n° 27 de la commission : adopté (p. 3605) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 109 de M. Francis Saint-Ellier (association des groupements dotés de compétences en matière de logement) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 108 rectifié de M. Francis Saint-Ellier (association des groupements de communes à l'élaboration du plan départemental) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 67 corrigé de Mme Françoise Hostalier (gratuité des locaux d'hébergement entre le 1er octobre et le 15 mars) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 68 de Mme Françoise Hostalier (présentation dans les deux ans d'un rapport au Parlement sur le bilan du plan précité) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3607).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [6 juillet 1994] (p. 4159, 4160) :

Logement social :

- comités départementaux de l'habitat ;
- habitations à loyer modéré : accès à la propriété ;
- hébergement d'urgence ;
- transactions immobilières : indication de la surface des appartements.

Marchands de listes immobilières : réglementation.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :

- compétences (p. 4307) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4307).

Consultation nationale (p. 4306).

Développement local (p. 4306, 4307).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4307).

Etat : rôle (p. 4307).

Impôts et taxes : droits de mutation (p. 4307).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4307).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 4307).

Services publics (p. 4307).

Discussion des articles [9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *son* amendement n° 573 : non soutenu (p. 4497).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 594 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (extension du champ de l'article à la transmission d'entreprises ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle sur les alcools (p. 4620) : retiré (p. 4621) ;

– *ses* amendements nos 611 et 612 : non soutenus (p. 4622).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 615 soutenu par M. Marc Laffineur (extension du bénéfice de l'exonération à tout secteur d'activité ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4631).

Après l'article 19 :

– *ses* amendements nos 622 et 621 : non soutenus (p. 4641) ;

– *son* amendement n° 619 : non soutenu (p. 4642).

Avant l'article 20 :

– *soutient* l'amendement n° 444 corrigé de M. Pierre Albertini (dépôt dans un délai de trois ans d'un projet de loi sur la répartition des compétences en matière d'action sanitaire et sociale, de développement économique, d'emploi, de logement et d'environnement) (p. 4653) : retiré (p. 4656).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *défavorable* (p. 4658).

Après l'article 21 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 790 de M. Augustin Bonrepaux (dotation d'aménagement des communautés de communes et des districts ; augmentation à due concurrence du prélèvement sur les recettes de l'Etat, compensé par la majoration des droits sur les tabacs) (p. 4675).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4723).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4762).

Seconde délibération des articles 18, 19, 19 ter *et 21* bis *:*

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension aux zones rurales à population décroissante entre les deux derniers recensements) (p. 4783).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de M. Michel Pelchat (de précision) (p. 7843) : rejeté (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 175 (préparation du schéma par le ministre chargé des télécommunications) : rejeté (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 192 (rédactionnel) : rejeté (p. 7844) ;

– *soutient* l'amendement n° 19 de M. Michel Pelchat (de conséquence) : rejeté (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 193 (suppression de la référence à la politique industrielle et de recherche et du caractère prioritaire du raccordement des organismes éducatifs, culturels ou de formation aux réseaux interactifs) (p. 7844, 7845) : adopté après rectification rédactionnelle (p. 7846).

Son intervention (p. 7847).

Assemblée nationale : amendements : discussion.

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7849).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 364 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (rédactionnel) : rejeté (p. 8018).

Avant l'article 17 :

– *son* sous-amendement n° 589 (définition des zones d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (classification des zones) : retiré (p. 8079).

Article 17 précédemment réservé *(Fonds national de développement des entreprises)* :

– *soutient* l'amendement n° 485 de M. Charles de Courson (de suppression) : retiré (p. 8083).

Article 18 précédemment réservé *(réduction du champ de l'allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 365 (extension de l'exonération d'impôt sur les bénéfices aux entreprises faisant l'objet d'une transmission ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du droit de consommation sur les alcools) : retiré (p. 8089) ;

– *son* amendement n° 368 (même extension pour les cessions réalisées dans les communes de 5 000 habitants et plus) : retiré (p. 8090).

Article 18 *ter* précédemment réservé *(modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée au titre de l'aménagement du territoire) :*

– *son* amendement n° 431 (de précision) : retiré (p. 8092).

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 367 (extension à tous les secteurs d'activité, compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8096).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 366 précédemment réservé : non soutenu (p. 8100).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7464) :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales ;

– retraites et préretraites.

Commercialisation : grandes surfaces.

Exploitations agricoles : statut.

Organismes et structures : fonds de gestion de l'espace rural.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Explications de vote [6 décembre 1994] (p. 8308) :

Communautés européennes et Union européenne :

– déficit démocratique ;

– élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède ;

– Institutions ;

– Union monétaire.

Vote pour du groupe U.D.F.(p. 8308).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9040) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9040).

MARLEIX (Alain)

Député du Cantal

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d' orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 375,** posée le 16 mai 1994 : **agriculture** (p. 1813). Non appelée : bovins : bâtiments d'élevage.

– **n° 383,** posée le 23 mai 1994 : **plan de restructuration de l'élevage bovin** (p. 2173). Appelée le 26 mai 1994 (p. 2304, 2305).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural : zones de montagne (p. 2000, 2001).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 2001).

Exploitants agricoles :
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2001) ;
- pluriactivité (p. 2000) ;
- revenus (p. 2001).

Lait et produits laitiers (p. 2001).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4323).

Collectivités locales (p. 4323) :
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays ;
- ressources et péréquation.

Communautés européennes et Union européenne (p. 4322, 4323).

DATAR (p. 4322).

Départements (p. 4323) :
- Aveyron ;
- Gard ;
- Hérault ;
- Lozère ;
- Tarn.

Développement local (p. 4323).

Impôts locaux : réforme (p. 4322).

Lois : loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (p. 4323).

Massif central (p. 4323).

Régions (p. 4323) :
- Auvergne ;
- Languedoc-Roussillon ;
- Limousin ;
- Midi-Pyrénées.

Discussion des articles [9 et 12 juillet 1994] :

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 98 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 99 (association des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 100 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 101 (compétence à l'égard des actions menées par les chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 102 (consultation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *son* amendement n° 103 (extension du champ de l'article aux demandes de sursis à exécution en matière d'équipement commercial) : devenu sans objet (p. 4518).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 104 : non soutenu (p. 4527).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *son* amendement n° 107 (consultation des chambres consulaires par les établissements publics de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 4751).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 88 : non soutenu (p. 4772).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [28 et 30 novembre 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 399 (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des objectifs de l'aménagement du territoire) : adopté (p. 7768).

Article 2 *(schéma national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 400 (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des orientations de l'aménagement du territoire et à la mise en œuvre des principes de localisation des équipements et services collectifs d'intérêt national) : adopté (p. 7771).

Article 13 *(Fonds national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 350 (extension aux crédits consacrés à l'implantation d'espaces sportifs) (p. 7928) : retiré (p. 7929).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Ministère : crédits (p. 6709).

Transports : financement : fonds d'investissement des transports terrestres et fluviaux (p. 6709).

Transports aériens :
- Air France (p. 6710) ;
- crédits (p. 6710) ;
- déréglementation (p. 6710).

Transports ferroviaires : T.G.V. : réseau et financement (p. 6709).

Transports maritimes :
- crédits (p. 6709) ;
- flotte française ; Compagnie générale maritime (p. 6709).

Voirie :
- Autoroutes A 75, A 89, route Centre-Europe-Atlantique (p. 6709) ;
- crédits (p. 6709).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 et 26 novembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 428 de M. Michel Bouvard (appellations d'origine contrôlée fromagères) (p. 7518) : retiré (p. 7519).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* sous-amendement n° 595 (application aux « zones de rénovation rurales ») à l'amendement n° 258 de M. Jacques Blanc (droits à produire spécifiques pour les jeunes agriculteurs des zones de montagne) : adopté (p. 7554).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières) :*

– *soutient* l'amendement n° 175 rectifié de la commission (attribution et gestion des biens sectionaux) (p. 7632) : rejeté (p. 7633).

MARSAUD (Alain)

Député de la Haute-Vienne

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (intérieur : sécurité civile) [23 juin 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une **priorité d'affectation** au profit des **fonctionnaires originaires des départements en voie de dépeuplement (n° 1002)** [2 février 1994].

Proposition de loi tendant à conférer aux **particuliers employant des salariés à domicile le statut fiscal d'employeur (n° 1304)** [1er juin 1994].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été **entravées les procédures judiciaires à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy (n° 1528)** [20 septembre 1994].

Retrait de cette proposition [11 décembre 1994].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VI : **intérieur et aménagement du territoire : sécurité : sécurité civile (n° 1564)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi organique visant à interdire le **cumul du mandat de député ou de sénateur** avec les fonctions de membre de l'exécutif d'une collectivité territoriale **(n° 1605)** [24 octobre 1994].

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à **la lutte contre la corruption (n° 1629)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **implications pour la France de la situation en Algérie :** assassinat de deux religieux français en mai 1994 ; ressortissants français : protection ; réseaux terroristes implantés en France ; F.I.S. [11 mai 1994] (p. 1682, 1683).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2189, 2190) :

Service national :
- conscription ;
- formes civiles et volontariat service long.

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Administration : ministère de la justice (p. 4079).

Assemblée nationale : commission des finances : recevabilité financière des amendements (p. 4079, 4080).

Constitution : titre VIII (p. 4078).

Délinquance et criminalité : victimes (p. 4079).

Justice (p. 4078, 4080).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4078, 4080).

Magistrats :
- recrutement (p. 4079) ;
- situation (p. 4079).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 4079) ;
- tribunaux de grande instance (p. 4079) ;
- tribunaux d'instance (p. 4079).

Procédure pénale :
- transaction (p. 4079) ;
- tribunaux correctionnels (p. 4079).

Ville : politique de la ville (p. 4078).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 1 (intitulé du titre Ier) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 2 (p. 4096) ; devenu sans objet (p. 4107).

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Avant l'article 41-10 :

– *son* amendement n° 2 (dénomination de « juges d'instance délégués » et extension aux tribunaux de grande instance) (p. 4099) : rejeté (p. 4100).

Article 41-13 (soumission au statut de la magistrature) :

– *son* amendement n° 5 (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) : rejeté (p. 4104).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Administration : ministère de la justice : inspection générale (p. 7229).

Délinquance et criminalité : victimes (p. 7229).

Magistrats : assistants de justice (p. 7229).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 7229) ;
- tribunaux de grande instance (p. 7228).

Procédure pénale :
- détention provisoire et engagement des poursuites (p. 7228) ;
- droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 7228) ;
- transaction, composition, injonction (p. 7228, 7229).

Tribunaux : tribunal de grande instance de Paris : service central de lutte antiterroriste (p. 7229).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(magistrats recrutés à titre temporaire : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 13 de M. André Gérin et 16 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7238).

Article 41-11 (compétence) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Bastiani (abaissement du maximum d'activité des juges de paix au quart des services du tribunal) à l'amendement n° 5 de la commission (fixation du maximum d'activité précité à la moitié des services du tribunal) (p. 7240).

Article 6 *(emplois hors hiérarchie : art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 précitée) :*

– *son* amendement n° 15 (incompatibilité des fonctions de premier vice-président chargé de l'instruction du tribunal de grande instance de Paris avec celles de magistrat instructeur) : retiré (p. 7242).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 7229).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 3 *(autorisations de programme) :*

– *ses observations* (p. 4116).

Assemblée nationale : commission des finances : recevabilité financière des amendements.

Article 4 *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *son* amendement n° 27 (contrôle général du ministère de la justice) : réservé en application de l'article 98 du règlement (p. 4116) : irrecevable (p. 4118) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (substitution du recrutement d'assistants de justice à celui de juges de paix) (p. 4118).

Administration : inspection générale du ministère de la justice.

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 12 rectifié (rapport sur la révision de la carte judiciaire dans les six mois) : retiré (p. 4119).

– **Rappel au règlement :** demande, à propos des écoutes téléphoniques visant un parlementaire, que l'Assemblée ne s'immisce pas dans un problème judiciaire en cours [6 juillet 1994] (p. 4157).

Deuxième lecture :

Vote pour du groupe R.P.R. [21 novembre 1994] (p. 7229).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* (p. 4174, 4175) :

Délinquance et criminalité : victimes.

Procédure pénale : transaction pénale.

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 4181).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission (procédure simplifiée d'injonction correctionnelle) (p. 7280) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de Mme Nicole Catala (dénomination de « pénalité de composition ») : devenu sans objet (p. 7281).

Article 48-1 (initiative de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 99 (limitation de l'objet de l'injonction à l'indemnisation de la victime) : devenu sans objet (p. 7282) ;

– *son* amendement n° 100 (limitation du recours à l'injonction au seul cas où elle rendrait possible la réparation intégrale du dommage) : devenu sans objet (p. 7282).

Article 48-2 (champ d'application de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 101 : devenu sans objet (p. 7282).

Article 48-4 du code de procédure pénale (nature des obligations pouvant constituer la composition) :

– *son* amendement n° 102 (suppression de l'exécution par un versement au Trésor public ou la réalisation d'un travail d'intérêt général) : devenu sans objet (p. 7284).

Après l'article 37 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Hyest (prescription de l'action publique et des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7290).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *son* amendement n° 103 rectifié (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7291) : adopté (p. 7294).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 7229).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 11 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* sous-amendement n° 979 (représentation des chambres consulaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) : devenu sans objet (p. 4473).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4661).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 et 6 octobre 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 4947).

Son intervention (p. 4947).

Ses explications de vote sur la *motion de renvoi en commission* déposée et soutenue par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5041).

Principaux thèmes développés :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 4948).

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 4949, 4950).

Communes : maires (p. 4949).

Conseil constitutionnel : décision 76-75 DC du 12 janvier 1977 (loi autorisant la fouille des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales) (p. 4950).

Constitution :

– article 66 (p. 4950) ;

– sûreté (p. 4948).

Défense : gendarmerie (p. 4949).

Délinquance et criminalité : évolution (p. 4947).

Douanes (p. 4949).

Droit de manifestation (p. 4949).

Etat : préfet (p. 4949).

Justice : administration pénitentiaire (p. 4950).

Lois : loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 4948).

Lois : projet de loi n° 1490 :

– annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 4948, 4949) ;

– annexe II (programmation des moyens) (p. 4948).

Police :

– police d'Etat (p. 4949) ;

– police municipale (p. 4949).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 4948).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4947, 4948).

Vidéosurveillance (p. 4949).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 2 *bis* nouveau *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *son* amendement n° 187 (de suppression) : adopté (p. 5058).

Article 2 *ter* nouveau *(lois ultérieures) :*

– *son* amendement n° 188 (de suppression) : adopté (p. 5058) ;

– *son* amendement n° 189 (rédactionnel) : devenus sans objet (p. 5058).

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 298 du Gouvernement (renforcement de la coopération internationale et européenne) (p. 5065) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de la commission des finances (missions de la direction centrale de contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins) (p. 5066).

Article 3 *bis* nouveau *(missions prioritaires de la police nationale) :*

– *son* amendement n° 191 (de suppression) : adopté (p. 5070) ;

– *ses* amendements n°s 190 et 192 (rédactionnels) : devenus sans objet (p. 5070).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *son* amendement n° 193 : non soutenu (p. 5113) ;

– *son* amendement n° 273 : non soutenu (p. 5114) ;

– *son* amendement n° 195 : non soutenu (p. 5116).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de l'immixtion des préfets dans les enquêtes judiciaires) (p. 5117) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 220 de M. Julien Dray (compétences exclusives du ministre de la justice et du procureur de la République à l'égard des services de police judiciaire) (p. 5118).

Article 5 *bis* nouveau *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *son* amendement n° 194 (de suppression) (p. 5118) : adopté (p. 5119).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *son* amendement n° 196 (compétence en matière de « maintien » de l'ordre public) (p. 5132) : rejeté (p. 5133).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *son* sous-amendement n° 295 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) : retiré (p. 5144) ;

– *son* amendement n° 197 (autorisation préfectorale de la vidéosurveillance des voies publiques) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 198 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 199 (de coordination) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 37 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 5149).

Article 8 bis *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 5175) ;

– *ses* amendements n^os^ 200 et 201 (rédactionnels) : devenus sans objet (p. 5176) ;

– *son* amendement n° 202 (suppression de l'interdiction d'enregistrement des entrées et de l'intérieur des immeubles d'habitation) : devenu sans objet (p. 5176) ;

– *ses* amendements n^os^ 203 et 204 (rédactionnels) : devenus sans objet (p. 5176).

Article 8 ter *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *son* amendement n° 205 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 5176).

Article 9 *(étude de sécurité publique préalable à la réalisation d'opérations d'équipement : art. L. 111-3 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 251 de M. Julien Dray (communication de l'étude) (p. 5177).

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *son* sous-amendement n° 306 (autorisation permanente d'intervention) à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (possibilité d'intervention des services de police dans les parties communes des immeubles d'habitation par déclaration des propriétaires ou exploitants) (p. 5179) : adopté (p. 5181).

Article 12 *(prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets) :*

– *son* amendement n° 206 (suppression de l'interdiction des dispositifs de télédétection) : rejeté (p. 5191) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 69 de la commission (télédétection des véhicules signalés comme volés) (p. 5192).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*

– *ses observations* (p. 5193) ;

– *son* amendement n° 207 rectifié (compétence du préfet) : adopté après deuxième rectification (p. 5199) ;

– *son* amendement n° 208 (autorisation de la fouille par le président du tribunal de grande instance) (p. 5201) : rejeté (p. 5202) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 238 de M. Claude Malhuret (autorisation du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (contrôle des autorités judiciaires ; information du procureur de la République) (p. 5202) : rejeté (p. 5203) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 239 de M. Claude Malhuret (autorisation du procureur de la République) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5202) : rejeté (p. 5203).

Article 14 *(port ou transport d'artifices non détonants) :*

– *son* amendement n° 209 (insertion dans le décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions) : rejeté (p. 5203).

Après l'article 23 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 85 de la commission (sanction de la révélation par voie de presse de l'identité de policiers ou de gendarmes bénéficiant de l'anonymat pour raison de service) (p. 5221) ;

– *son* sous-amendement n° 309 (suppression de l'intervention du ministre de la justice dans la désignation des fonctionnaires précités) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 5221) : adopté (p. 5222).

Explications de vote (p. 5225) :

Etat : rôle.

Manifestations.

Police : police municipale.

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation des moyens.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 5225).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Ministère de la justice : inspection générale (p. 5668).

Système pénitentiaire : transfèrement des détenus (p. 5668).

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile [7 novembre 1994] :

Défense : brigade des sapeurs-pompiers de Paris (p. 6532).

Lois :

– loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (p. 6533) ;

– loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 6532, 6533) ;

– projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours (p. 6532).

Sécurité civile :

– crédits (p. 6532) ;

– matériel aérien : achat et maintenance (p. 6532) ;

– personnel navigant (p. 6533) ;

– risques naturels : prévention (p. 6533) ;

– sapeurs-pompiers volontaires (p. 6532, 6533) ;

– services départementaux d'incendie et de secours : participation de l'Etat (p. 6532, 6533).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports ferroviaires : T.G.V. Centre (p. 6741).

Voirie : autoroute A 20 (p. 6741).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Collectivités locales :

– contrôle de légalité (p. 8901) ;

– décentralisation (p. 8901).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 8902).

Cumul des mandats (p. 8901).

Délinquance et criminalité :

– corruption (p. 8901) ;

– observatoire des activités mafieuses (p. 8901).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8901).

Justice (p. 8901).

Marchés publics (p. 8901).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1995] :

Energie : essence sans plomb (p. 221).

Risques naturels (p. 221, 222).

MARSAUDON (Jean)

Député de l'Essonne

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Auberger tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique (n° 936 rectifié) [20 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 936 rectifié) de M. Philippe Auberger tendant à préciser les missions actuelles de l'**Ecole polytechnique (n° 1141)** [20 avril 1994].

Proposition de loi tendant à interdire l'**utillsation des automates d'appel à des fins publicitaires (n° 1326)** [1er juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat,tendant à préciser les missions actuelles de l'**Ecole polytechnique (n° 1426)** [22 juin 1994].

Proposition de loi tendant à modifiet les termes de l'article 17 de la loi n° 93-1444 relative aux **véhicules dit « économiquement irréparables » (n° 1797)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Nuisances dues à l'aéroport d'Orly :** bruit : lutte et prévention [1er juin 1994] (p. 2469).

orales sans débat :

– **n° 430,** posée le 7 juin 1994 : **situation des services de police dans la 7e circonscription de l'Essonne** (p. 2710). Appelée le 9 juin 1994 : commissariats : construction ; équipement (p. 2800, 2801).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique (n° 936).

Rapporteur de la commission de la défense.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité (p. 1342 à 1344).

Etudiants : étrangers (p. 1343, 1344).

Recherche (p. 1343).

Discussion des articles [3 mai 1994] :

Article 1er *(extension des missions de l'école) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Philippe Auberger (de précision) (p. 1347).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (effectif maximum d'une promotion) (p. 1348).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [27 juin 1994] (p. 3616, 3617) :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité.

Etudiants : étrangers.

Recherche.

MARTIN (Christian)

Député de Maine-et-Loire

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 4 *(évolution des effectifs budgétaires) :*

Ses observations (p. 2275).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (p. 2591).

Allocation de garde d'enfant à domicile (p. 2591).

Allocation parentale d'éducation (p. 2591).

Crèches : crèches familiales (p. 2591, 2592).

Professions sociales : assistantes maternelles (p. 2591).

– Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 379).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] :

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité (p. 3013).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 58 (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers) (p. 7044) : rejeté (p. 7046).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [8 et 9 décembre 1994] :

Article 21 *(compétence des départements pour l'aménagement et l'entretien des cours d'eau non navigables) :*

– *son* amendement n° 23 : non soutenu (p. 8396).

Article 36 *quater* nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *son* amendement n° 24 corrigé : devenu sans objet (p. 8607).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Après l'article 11 *octies* nouveau :

– *son* amendement n° 196 précédemment réservé soutenu par M. Edouard Leveau (modulation du montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en fonction du salaire versé à cette dernière) : adopté (p. 8826).

MARTIN (Philippe)

Député de la Marne

(6e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réformer **certaines règles applicables aux invalides de guerre (n° 1087)** [13 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Action sociale en faveur des personnes âgées : projet de loi sur la dépendance ; projet de loi sur la famille ; rééquilibrage entre les régions ; Caisse nationale d'assurance vieillesse [20 avril 1994] (p. 991).

– Organisation communautaire du marché des vins : propositions de réforme de la commission [15 juin 1994] (p. 3001).

– Indépendance de la justice [19 octobre 1994] (p. 5683, 5685).

orales sans débat :

– n° 364, posée le 16 mai 1994 : **logement social** (p. 1811, 1812). Appelée le 19 mai 1994 : politique et réglementation ; zones (p. 1921, 1922).

– n° 455, posée le 13 mai 1994 : **application de la circulaire limitant les conséquences sociales des plans de réduction d'effectifs** (p. 2986). Appelée le 16 juin 1994 : instructions de l'Etat visant à limiter les licenciements (p. 3061, 3062).

– n° 553, posée le 6 décembre 1994 : **contribution sociale généralisée** (p. 8366). Appelée le 8 décembre 1994 : assiette : agriculteurs et viticulteurs (p. 8491, 8492).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] (p. 588, 589) :

Communautés européennes :
- politique agricole commune ;
- préférence communautaire.

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 ».

Parlement français : information et ratification des accords.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1905) :

Agroalimentaire.

B.A.P.S.A. : cotisations sociales.

Communautés européennes et Union européenne :
- organisation commune des marchés ;
- politique agricole commune.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs.

Exploitations agricoles : statut.

Lois : loi d'orientation agricole.

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2575) :

Allocation « de libre choix » et salaire parental.

Allocation parentale d'éducation.

Femmes :
- congé de maternité ;
- insertion professionnelle.

Historique, rôle, situation et politique familiale.

Sécurité sociale : prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification.

Travail :
- congés : congé pour enfant malade ;
- travail à temps partiel.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4320) :

Aménagement rural.

Collectivités locales :
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays ;
- élections et référendum consultatif.

Commerce et artisanat : artisans et commerçants.

Impôts et taxes : droits de mutation.

Services publics.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 6147).

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés (p. 6147).

Enseignement agricole (p. 6148).

Exploitants agricoles :
- bonifications d'intérêt (p. 6147) ;
- revenus et pluriactivité (p. 6147).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6146).

Politique économique et sociale : dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 6147).

Questions :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 6212, 6213).

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Système monétaire européen : Institut monétaire européen et monnaie unique : (p. 6410).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7458) :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales.

Commercialisation : politique de qualité.

Exploitants agricoles :
- dotation aux jeunes agriculteurs ;
- revenus et charges ; pluriactivité.

Exploitations agricoles : taille.

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 192 (représentation des parlementaires au sein du Conseil) (p. 7505) : retiré (p. 7506) ;

– *favorable* à l'amendement n° 138 de la commission (p. 7507) ;

– *son* amendement n° 190 rectifié (compétences du Conseil) : devenu sans objet (p. 7507).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *son* amendement n° 97 (de précision) : adopté (p. 7589) ;

– *son* amendement n° 98 (création dans chaque département d'un répertoire à l'installation) (p. 7589) : retiré (p. 7590) ;

– *son* amendement n° 99 (allongement du délai de la notification de cessation d'activité) (p. 7591) : rejeté (p. 7592).

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 100 (égalité de traitement entre les stagiaires) : retiré (p. 7593) ;

– *son* amendement n° 101 (de précision) : rejeté (p. 7595).

Article 18 *(simplification administrative dans le secteur viti-vinicole) :*

– *son* amendement n° 191 rectifié (non-application aux livraisons de vins en bouteille bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 7626) : devenu sans objet (p. 7627).

Article 35 *(déduction du revenu du capital foncier pour les exploitants en faire-valoir direct) :*

– *son* amendement n° 569 rectifié : non soutenu (p. 7669) ;

– *son* amendement n° 189 : non soutenu (p. 7670).

Après l'article 39 :

– *son* amendement n° 188 (fiscalité des transmissions en cas de décès de la personne exploitante) : retiré (p. 7679) ;

– *son* amendement n° 193 soutenu par M. Charles de Courson (extension à tous les établissements bancaires de la garantie du Trésor à concurrence de 20 p. 100 pour les opérations de prêts consentis aux jeunes exploitants agricoles) : retiré (p. 7682).

– Projet de loi n° 1773 de programmation du « nouveau contrat pour l'école ».

Première lecture :

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Article 6 *(rapport sur l'exécution de la loi) :*

– *son* amendement n° 2 soutenu par Mme Simone Rignault (état prévisionnel des établissements scolaires en milieu rural) : rejeté (p. 9632).

MARTIN-LALANDE (Patrice)

Député du Loir-et-Cher

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Matra automobile : aides communautaires et initiatives au niveau national [5 octobre 1994] (p. 4911).

orales sans débat :

– n° 359, posée le 16 mai 1994 : **développement du télétravail et des téléservices** (p. 1811). Appelée le 19 mai 1994 : télétravail : développement (p. 1942, 1943).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1999, 2000) :

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace.

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2144).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Finances publiques.

Industries d'armement : coût des programmes.

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *ses observations* (p. 2256).

Industries d'armement : commandes publiques et grands programmes ; coopération européenne.

– *son* amendement n° 26 (procédure de commandes pluriannuelles des munitions) (p. 2265) : retiré (p. 2266) ;

– *son* amendement n° 27 corrigé (concept de « famille » d'armement) (p. 2268) : adopté (p. 2269).

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique *(dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 corrigé de M. Jérôme Bignon (subordination de l'intervention administrative à l'avis du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage) : retiré (p. 3538) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 13 de M. Jacques Le Nay (substitution du ministre chargé de la chasse à l'autorité administrative) (p. 3538).

Explications de vote (p. 3541) :

Communautés européennes et Union européenne : directives : amélioration.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 3541).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *son* amendement n° 18 (télétravail des greffes des tribunaux d'instance ou de grande instance) : devenu sans objet (p. 4415).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4344).

Postes et télécommunications :

– France Télécom (p. 4344) ;

– La Poste (p. 4344).

Services publics (p. 4344).

Travail : télétravail (p. 4344, 4345).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* sous-amendement n° 974 soutenu par M. Marc Le Fur (accès à distance aux services publics) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (objectifs d'aménagement du territoire des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie ; « association » des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire ; fixation par l'Etat des « obligations » des établissements, organismes publics et entreprises nationales chargés sous sa tutelle d'un service public ; incitation des personnes privées à participer à la réalisation des objectifs de développement du territoire ; dispositions dérogatoires modulant les charges imposées au citoyen en vue de corriger les inégalités de conditions de vie) : rejeté (p. 4388) ;

– *son* amendement n° 1 (accès à distance aux services publics) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *son* sous-amendement n° 975 soutenu par M. André Fanton (prise en compte des possibilités de télétravail dans le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) à l'amendement n° 229 de la commission (réalisation des regroupements fonctionnels dans un délai de deux ans ; regroupement des crédits des services déconcentrés dans le budget de l'Etat ; concertation avec les collectivités territoriales) : rejeté (p. 4497) ;

– *son* amendement n° 2 (prise en compte des possibilités de télétravail dans le schéma de réorganisation des services de l'Etat) : devenu sans objet (p. 4497).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 3 (adjonction à l'étude d'impact d'une étude sur le maintien du niveau d'activité par le télétravail) : adopté (p. 4526).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *son* amendement n° 4 soutenu par M. André Fanton (extension de l'annexe mentionnée au dernier alinéa de l'article aux actions de l'Etat en faveur du télétravail et des téléservices) : retiré (p. 4544).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 8 (prise en compte du télétravail) : devenu sans objet (p. 4703).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4759) ;

– *son* sous-amendement n° 976 (possibilité pour la commune d'organiser la consultation par voie télématique) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4768) ;

– *son* sous-amendement n° 977 corrigé (possibilité pour le groupement de communes d'organiser la consultation par voie télématique) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4769) ;

– *son* sous-amendement n° 978 (possibilité de consultation du dossier d'information par voie télématique en cas de consultation organisée par un groupement de communes) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 9 (possibilité pour la commune d'organiser la consultation par voie télématique) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 10 (possibilité pour le groupement de communes d'organiser la consultation par voie télématique) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 11 (possibilité de consultation du dossier d'information par voie télématique en cas de consultation organisée par un groupement de communes) : devenu sans objet (p. 4769).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7763).

Travail : télétravail (p. 7763, 7764).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 194 (accès à distance aux services publics) : adopté (p. 7769).

Article 7 terdecies nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *son* amendement n° 195 (suppression de la tarification à la distance) : devenu sans objet (p. 7846) ;

– *son* amendement n° 196 (promotion des téléservices empruntant le réseau numérique) : devenu sans objet (p. 7846).

Après l'article 7 terdecies :

– *favorable* à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7849).

Article 8 *(organisation des services déconcentrés de l'Etat : art. 6 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 et art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) :*

– *son* amendement n° 197 soutenu par M. Jean-Jacques de Peretti (prise en compte des possibilités offertes par le télétravail) (p. 7870) : rejeté (p. 7871).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 199 soutenu par M. André Fanton (répartition de la taxe professionnelle en cas de télérravail) : retiré (p. 8026).

Article 23 *(rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales. Fonds national de péréquation. Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) :*

– *son* amendement n° 200 soutenu par M. Bernard de Froment (prise en compte du télétravail) : rejeté (p. 8049).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6184).

Viticulture : vignoble de Loir-et-Cher (p. 6183).

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Industries d'armement :

– commandes publiques et exportation (p. 6372) ;

– Groupement industriel des armements terrestres : site de Salbris : plan de charge (p. 6373).

Musées militaires : Saumur (p. 6374).

Fonction publique. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Administration : télétravail (p. 6646).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Urbanisme : règle de la constructibilité limitée : assouplissements (p. 6760).

Voirie : autoroute A 85 : Vierzon–Tours (p. 6759).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Article 20 *(immeubles ruraux mis à la disposition d'une SAFER) :*

– *son* amendement n° 602 (conventions pluriannuelles d'exploitation des terres dans les zones défavorisées) (p. 7637) : retiré (p. 7638).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1994] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 34 : non soutenu (p. 8297).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *ses observations* (p. 8352).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *soutient* l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (interdiction de la publicité commerciale dans les publications des collectivités territoriales) (p. 8934) : rejeté (p. 8935).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Après l'article 5 *bis* :

– *son* amendement n° 18 soutenu par M. Charles Cova (conditions d'expulsion du territoire communal des gens du voyage) : retiré (p. 9298) ;

– *son* amendement n° 17 (saisine du juge d'instance par le maire en cas d'installation des gens du voyage sur un terrain privé sans l'accord du propriétaire) : retiré (p. 9298).

MARTINEZ (Henriette)

Député des Hautes-Alpes

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre l'**exonération du paiement de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, accordée aux bouchers et autres commerçants de produits alimentaires périssables qui effectuent des tournées (n° 1471)** [5 juillet 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation des producteurs de fruits : pommes : soutien du marché ; concurrence étrangère ; arboriculteurs : prime d'arrachage ; ONIFLHOR [13 avril 1994] (p. 718, 719).

– Autoroute A 51 Sisteron–Grenoble : tracé [14 décembre 1994] (p. 9059).

orales sans débat :

– n° 443, posée le 13 mai 1994 : **politique communautaire relative aux retraits de fruits et légumes** (p. 2984). Appelée le 16 juin 1994 : retraits communautaires : pollution (p. 3070, 3071).

– n° 558, posée le 6 décembre 1994 : **responsabilité en matière de contamination par le sida** (p. 8367). Appelée le 8 décembre 1994 : collaborateurs occasionnels du service public : médecins libéraux ; préjudice éventuel : responsabilité (p. 8482, 8483).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 32 de M. François Loos et 60 corrigé de M. Louis Le Pensec (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1444).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Audiovisuel : télévision (p. 2453).

Enseignement (p. 2453).

Famille (p. 2452, 2453).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Audiovisuel (p. 2772).

Consultation nationale sur l'école (p. 2772).

Enseignement secondaire : lycées (p. 2771, 2772).

Examens et concours : baccalauréat (p. 2772).

Formation professionnelle et promotion sociale : lycées professionnels (p. 2771, 2772).

Langues étrangères (p. 2772).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2772).

Programmes :

– contenu (p. 2772) ;

– enseignement artistique (p. 2772).

MASDEU-ARUS (Jacques)

Député des Yvelines

(12e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Gérin, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'automobile et la gestion des véhicules industriels par Renault (n° 718) (en remplacement de M. Jean Geney, démissionnaire) [7 avril 1994].

DEPOTS

Proposition de loi visant à asseoir la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** sur le **nombre de personnes rattachées au foyer fiscal** et non plus sur la **valeur locative de l'habitation (n° 984)** [2 février 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 718) de M. André Gérin, tendant à la constitution d'une **commission d'enquête sur l'automobile et la gestion des véhicules industriels par Renault (n° 1069)** [7 avril 1994].

Proposition de loi relative au renforcement du **contrôle de l'urbanisme commercial (n° 1866)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Grandes surfaces spécialisées : urbanisme commercial : concurrence avec le petit commerce de proximité [26 octobre 1994] (p. 6075, 6076).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1568).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 8 décembre 1994] :

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *son* amendement n° 140 rectifié (arbitrage du tribunal administratif en cas de désaccord entre le commissaire enquêteur et les associations de protection de l'environnement) (p. 8332) : rejeté (p. 8333).

Article 10 *(expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles) :*

– *son* amendement n° 144 (choix de protection de l'environnement lorsque cette solution est moins coûteuse que l'expropriation) (p. 8361) : adopté (p. 8362).

Article 11 *(fonds de prévention des risques naturels majeurs) :*

– *son* amendement n° 141 (financement des travaux de sauvegarde par le fonds de prévention dès lors qu'ils sont moins coûteux que l'expropriation) (p. 8377) : rejeté (p. 8379).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

Article 40-1 nouveau :

– *son* amendement n° 142 (souci de ne pas faire supporter par les propriétaires déjà installés le coût des mesures de prévention) (p. 8383) : retiré (p. 8385).

Après l'article 21 *ter* nouveau :

– *son* amendement n° 143 corrigé soutenu par M. Pierre Cardo (entretien régulier des carrières souterraines abandonnées et mesures de prévention) (p. 8401) : retiré (p. 8402).

– *Rappel au règlement :* rappelle qu'il convient que la commission des lois travaille dans la sérénité et sans précipitation sur les textes relatifs à la corruption [7 décembre 1994] (p. 8374).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final n° E-330) (n° 1766).

Rapporteur suppléant *Borotra (Franck).*

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Chantiers navals français : sites et effectifs (p. 9350).

Communautés européennes et Union européenne : Commission : négociation : pouvoirs (p. 9349, 9350).

Etats-Unis :

– construction navale : réorientation vers le secteur civil et aides (p. 9349) ;

– législation commerciale : section 301 du « Trade Act » (p. 9349) ;

– législation industrielle : le « Jone Act » (p. 9350).

Moyens de paiement : « dumping monétaire » (p. 9350).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9350).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9349, 9350).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Charles Josselin (conséquences de l'échec des négociations) (p. 9364) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Charles Josselin (attitude communautaire vis-à-vis de la Corée-du-Sud) (p. 9364) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Charles Josselin (regrette que la Commission n'ait pas pris en compte la situation industrielle spécifique de la France) (p. 9365) ;

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rappelle que le mandat de négociation a été donné par le Conseil et non par un Etat membre) : adopté (p. 9365) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Charles Josselin (souhait d'un encadrement suffisant des aides indirectes) (p. 9365) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles Josselin (introduction d'un dispositif communautaire efficace de défense commerciale) (p. 9365) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Charles Josselin (ratification préalable des Etats-Unis, de la Corée-du-Sud et du Japon) (p. 9366) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Charles Josselin (contradictions dans la position du Gouvernement français) (p. 9367) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Charles Josselin (transposition en France du système d'aides fiscales allemandes à l'armement maritime) (p. 9368).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône

(8e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête ayant pour but de sauvegarder les garanties du régime local de sécurité sociale applicable en Alsace-Lorraine (n° 935)** [12 janvier 1994].

Proposition de loi tendant à **limiter les écarts de population** entre cantons d'un même département, à organiser l'**élection des conseillers régionaux au scrutin proportionnel** dans le cadre de l'arrondissement et à **coordonner au niveau de l'errondissement, les actions de la région et du département (n° 982)** [2 février 1994].

Proposition de loi tendant à **octroyer un abattement** sur la **taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans** et qui ont **élevé au moins deux enfants (n° 983)** [2 février 1994].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges sur le **marché européen dans la stratégie industrielle des constructeurs automobiles asiatiques (n° 1148)** [20 avril 1994].

Proposition de loi tendant à supprimer la rétroactivité de l'article 85 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 pour le calcul de **l'indemnité de difficultés particulières en Alsace-Lorraine (n° 1189)** [28 avril 1994].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **jurisprudence de la commission paritaire des publications et agences de presse en matière d'egrément pour les journaux et les périodiques politiques (n° 1503)** [13 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à instituer une consultation obligatoire du conseil général et du conseil municipal lors de l'examen des demandes dérogatoires d'**ouverture de pharmacie (n° 1510)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à remédier aux **discriminations** créées par le calcul de l'**impôt sur la fortune à l'encontre des couples mariés (n° 1511)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi relative à l'**utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service (n° 1512)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à supprimer toute **discrimination** dans la répartition du **temps de propagande officielle** à la radio et à la télévision entre les listes de **candidats pour l'élection des représentants de la France au Parlement européen (n° 1513)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à assurer une **représentation spécifique des chômeurs aux conseils d'administration de l'A.N.P.E. et de l'U.N.E.D.I.C. (n° 1516)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à préciser les **conditions d'avancement des fonctionnaires en position de détachement spécial (n° 1549)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi relative à l'**entretien des berges des rivières navigables (n° 1550)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi relative aux provisions pour **reconstitution des gisements pétroliers et miniers (n° 1551)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser l'article 23 de la **Constitution (n° 1619)** [2 novembre 1994].

Proposition de loi organique moralisant les **financements politiques et limitant les cumuls de fonctions électives ou professionnelles (n° 1623)** [2 novembre 1994].

Proposition de loi tendant à affirmer le principe de **laïcité dans le service public de l'éducation nationale (n° 1635)** [3 novembre 1994].

Proposition de loi moralisant les **financements politiques et limitant les cumuls de fonctions électives ou professionnelles (n° 1639)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Position de la France vis-à-vis de l'Irak** : embargo ; attitude de la France [12 octobre 1994] (p. 5320).

orales sans débat :

– **n° 334,** posée le 3 mai 1994 : **défiscalisation du biocarburant produit à partir du colza** (p. 1413). Appelée le 5 mai 1994 : biocarburants : diester : usine de Metz : construction (p. 1511 à 1513).

– **n° 396,** posée le 30 mai 1994 : **transmission du nom** (p. 2461)). Non appelée : droit à la transmission ; égalité des sexes.

– **n° 402,** posée le 30 mai 1994 : **régime de sécurité sociale en Alsace-Moselle** (p. 2462). Appelée le 2 juin 1994 : cotisations : montant ; droit local (p. 2545 à 2547).

– **n° 508,** posée le 7 novembre 1994 : **atteintes à la vie privée** (p. 6577). Appelée le 24 novembre 1994 : droits de l'homme et libertés publiques : atteintes : répression par des sanctions administratives et financières des entreprises de presse (p. 7418, 7419).

– **n° 539,** posée le 29 novembre 1994 : **loyers des bureaux de poste** (p. 7875). Appelée le 1er décembre 1994 : taux ; investissements locatifs des communes (p. 7997, 7998)

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à préciser les missions actuelles de l'Ecole polytechnique (n° 936).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Ecole polytechnique : statut et missions ; effectifs ; diplômes ; mixité (p. 1346).

Discussion des articles [3 mai 1994] :

Article 1er *(extension des missions de l'école) :*

– *ses observations* (p. 1347).

Troisième année de scolarité : création facultative.

Après l'article 1er :

– *son* amendement n° 2 (effectif maximum d'une promotion) (p. 1347) : retiré (p. 1348).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 74 de M. Georges Sarre (emploi obligatoire du français) (p. 1465) ;

– *favorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (traduction française des documents en langues étrangères) (p. 1467) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 de Mme Françoise Hostalier (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1467).

Article 5 *bis* nouveau *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme public ou privé subventionné ou gérant un service public) :*

– *ses observations* (p. 1470).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 3776).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7861).

Après l'article 7 *sedecies* nouveau :

– *son* amendement n° 44 (rapport sur l'adaptation des limites des arrondissements aux solidarités locales et aux réalités démographiques et économiques) (p. 7865) : retiré (p. 7866).

Après l'article 7 *duodevicies* nouveau :

– *son* amendement n° 43 : non soutenu (p. 7868).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7902) ;

– *son* amendement n° 229 corrigé (avis du conseil général et du conseil municipal sur les demandes d'ouverture dérogatoire) (p. 7905) : retiré (p. 7906) ;

– *son* amendement n° 230 corrigé (mêmes avis pour les demandes d'ouverture dérogatoire dans les départements d'Alsace et Moselle) (p. 7906) : retiré (p. 7907).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 234 : non soutenu (p. 7930).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) (p. 7956).

Après l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 231 : non soutenu (p. 8065).

Après l'article 24 :

– *son* amendement n° 232 : non soutenu (p. 8066).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *son* amendement n° 233 : non soutenu (p. 8072).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Avant l'article 14 :

– *son* amendement n° 24 : non soutenu (p. 8699).

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 23 : non soutenu (p. 8768).

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [13 décembre 1994] :

Article unique *(application à l'élection présidentielle des modifications apportées au code électoral par la proposition de loi relative au financement de la vie politique ; diminution du plafond de dépenses) :*

– *ses observations* (p. 9004).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8931) ;

– *son* amendement n° 48 (de précision) (p. 8933) : rejeté (p. 8934).

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* (p. 8936).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 49 (application aux cantons de 5 000 à 9 000 habitants des dispositions sur le financement des campagnes électorales) : rejeté (p. 8938).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8939) ;

– *son* amendement n° 50 (abaissement du seuil de suffrages ouvrant droit au remboursement) (p. 8943) : rejeté (p. 8944).

Après l'article 6 :

– *favorable* à l'amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (suppression des cautions demandées aux candidats) (p. 8961).

Article 7 *(déclarations de candidature aux élections législatives : art. L. 157 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 51 (dépôt de candidature par le suppléant) : adopté (p. 8961).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 52 (dépôt de liste et retrait de candidature pour les élections sénatoriales) : retiré (p. 8962).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 53 rectifié (sanction du dépassement de plafond de dépenses électorales) : retiré (p. 8963) ;

– *favorable* à l'amendement n° 88 de M. Patrick Devedjian (versement au député de la moitié du crédit perçu par son parti en raison de son appartenance à un groupe parlementaire) (p. 8964) ;

– *son* sous-amendement n° 105 (mise à disposition par l'intermédiaire du comité de soutien) à l'amendement n° 88 de M. Patrick Devedjian (p. 8964) : rejeté (p. 8966).

Article 9 *(répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Raoul Béteille (prise en compte des résultats inférieurs à 2,5 p. 100 des suffrages exprimés) (p. 8970) ;

– *son* amendement n° 54 (absence de prise en compte des résultats inférieurs à 5 p. 100) : devenu sans objet (p. 8970).

Après l'article 9 :

– *favorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8975).

Article 12 *(interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques : art. 11-4 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 55 (plafonnement de ces dons à 10 000 F) : retiré (p. 8975).

Après l'article 18 :

– *son* amendement n° 57 (obligation de saisir l'autorité judiciaire en cas d'infraction constatée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans les comptes de campagne ou des partis ; saisine par tout électeur en cas de carence de cette dernière) (p. 8987) : rejeté (p. 8988).

Après l'article 20 :

– *son* amendement n° 56 (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner des partis politiques) (p. 8988) : rejeté (p. 8989).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 58 corrigé (entrée en vigueur de la loi le deuxième mois suivant sa promulgation) (p. 8891, 8892) : rejeté (p. 8996) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats à ces élections à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8994) ;

– *son* sous-amendement n° 113 (dépôt dans le délai de deux ans d'un rapport de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques sur l'application de la loi) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (dépôt de ce rapport après trois années d'application de la loi) : rejeté (p. 8998).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9031) ;

– *favorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9035) ;

– *favorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9031) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9031) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité de toute fonction dirigeante d'une entreprise avec le mandat parlementaire ; plafonnement de la rémunération du parlementaire exerçant une activité professionnelle ; interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) (p. 9043).

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 32 : non soutenu (p. 9048).

Article 4 *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *son* amendement n° 33 : non soutenu (p. 9048).

Après l'article 4 :

– *ses* amendements n°s 50 et 34 : non soutenus (p. 9049).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 25 : non soutenu (p. 9128).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 27 : non soutenu (p. 9174).

Après l'article 7 :

– *ses* amendements n°s 26, 28 corrigé et 29 corrigé : non soutenus (p. 9181).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

– Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale (n° 1658).

Première lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *ses* amendemenst n^os^ 11 et 10 : non soutenus (p. 9282, 9283).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 12 : non soutenu (p. 9283).

MATHOT (Philippe)

Député des Ardennes

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Président de cette commission [*J.O.* du 26 mai 1994] (p. 7637).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Rééchelonnement des arriérés fiscaux de l'O.M. : dette de l'O.M. à l'égard de l'Etat [1er juin 1994] (p. 2475, 2476).

– Liaison ferroviaire entre Charleville-Mézières et Paris : horaires d'hiver : conséquences [30 novembre 1994] (p. 7915).

orales sans débat :

– n° 280, posée le 5 avril 1994 : **transports ferroviaires** (p. 548). Non appelée : S.N.C.F. : assistance aux usagers : centre de renseignements téléphonés voyageurs : implantation en Champagne-Ardenne.

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 1er *(champ d'application du titre Ier) :*

– *soutient* l'amendement n° 201 de M. Hervé Novelli (application du présent article aux régimes complémentaires de sécurité sociale) : adopté (p. 128).

Après l'article 4 :

– *soutient* l'amendement n° 110 de M. Hervé Novelli (interdiction pour l'administration d'assujettir les entreprises à de nouvelles formalités à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré (p. 138).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 111 de M. Hervé Novelli (réglementation de l'activité des conducteurs de taxi) : retiré (p. 141).

Après l'article 20 :

– *son* amendement n° 202 (formalités administratives concernant les honoraires versés par des entreprises à des prestataires de services) (p. 157) : retiré (p. 158).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 142 (exonération des travailleurs indépendants de la contribution pour la formation professionnelle) : retiré (p. 180).

Après l'article 30 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 154 de la commission (harmonisation des règles de prescription en matière de recouvrement des cotisations de sécurité sociale) (p. 191).

Article 36 *(suppression de la communication à l'administration du travail des annonces d'offres d'emploi par voie de presse) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 53 rectifié de M. Jean-Paul Charié (suppression de la communication aux directions départementales du travail et de la main-d'œuvre des offres d'emploi anonymes) (p. 198).

Après l'article 36 :

– *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la déclaration des mouvements de main-d'œuvre prévue par l'article L. 320 du code du travail) (p. 199) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de Mme Françoise Hostalier (récupération des droits sociaux de l'entrepreneur en cas de disparition de l'entreprise au bout de deux ans) (p. 201).

Après l'article 37 :

– *son* amendement n° 203 (conditions d'établissement du bordereau individuel d'accès à la formation professionnelle) : retiré (p. 202).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [27 janvier 1994] (p. 485) :

Administration : formalités : simplifications.

Emploi : lutte contre le chômage et rôle des P.M.E.

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058).

Principaux thèmes développés [5 mai 1994] (p. 1555) :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : nature des accords.

Communautés européennes et Union européenne :

– Commission : participation à l'exercice de la compétence externe ;

– Cour de justice : avis.

Organisation internationale du travail : compétence, fonctionnement, œuvre.

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu dans le midi de la France et en Corse, les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer une prévention efficace (n° 717).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 mai 1994] :

Communes : Nîmes (p. 1564).

Indemnisation (p. 1564).

Inondations : causes, périodicité et régions concernées ; prévention (p. 1563, 1564).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Discussion des articles [3 juin 1994] :

Article 7 *(congé parental d'éducation et travail à temps partiel des parents de jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 193 : non soutenu (p. 2646).

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *son* amendement n° 194 : non soutenu (p. 2650).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *son* amendement n° 179 rectifié (chiffre d'affaires pour l'application de l'article porté de 50 à 140 millions de francs et financement de la mesure par la création d'une taxe sur les grandes surfaces) (p. 5508) : adopté après modifications (suppression du gage) (p. 5509).

Deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Administration : formalités (p. 5790).

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Questions* [24 octobre 1994] :

Postes et télécommunications : télécommunications : réseaux (p. 5928, 5929).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de prévention des catastrophes naturelles [15 novembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Agriculture : remembrement ; pollution agricole (p. 6862).

Assemblée nationale : commission d'enquête sur les causes des inondations et les moyens d'y remédier (p. 6862).

Bois et forêts : déboisement (p. 6862).

Collectivités locales : Entente interdépartementale des Charentes (p. 6863).

Cours d'eau, étangs et lacs :

- entretien des canaux et des digues (p. 6863) ;
- système d'annonce des crues (p. 6863) ;
- zones d'expansion des crues (p. 6862, 6863).

Départements : Alpes-Maritimes (p. 6862).

Emploi : travaux d'utilité publique (p. 6863).

Urbanisme :

- permis de construire (p. 6863) ;
- zones inondables et zones à risques (p. 6862).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 8 décembre 1994] :

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 64 de la commission (composition et rôle du conseil départemental de l'environnement) (p. 8356) ;

– *ses* amendements n^{os} 200 et 201 : devenus sans objet (p. 8357).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

Article 40-1 nouveau :

– *son* amendement n° 202 rectifié (prise en considération des espaces boisés dans les plans de préventon des risques) : adopté après correction (p. 8383).

Article 16 *(coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles) :*

– *son* amendement n° 203 corrigé (restauration et extension des champs d'inondation) : adopté (p. 8389).

MATHUS (Didier)

Député de Saône-et-Loire

(4^{e} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [*J.O.* du 17 juin 1994] (p. 8784).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instaurer une **autorisation administrative de licenciement pour les entreprises qui ont perçu des fonds publics (n° 999)** [2 février 1994].

Proposition de résolution tendant à créer une **commission d'enquête sur les atteintes au pluralisme dans l'audiovisuel (n° 1072)** [12 avril 1994].

Proposition de loi pour développer les **droits des téléspectateurs et mieux assurer l'honnêteté de l'information (n° 1628)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Troisième réseau de radiotéléphone : attribution du marché au groupe Bouygues-TF1 [5 octobre 1994] (p. 4913, 4914).

orales sans débat :

– n° 353, posée le 3 mai 1994 : **projet de schéma régional d'organisation sanitaire et sociale en Bourgogne** (p. 1416, 1417). Appelée le 5 mai 1994 : carte sanitaire (p. 1507, 1508).

– n° 435, posée le 7 juin 1994 : **lutte contre le bruit** (p. 2711). Appelée le 9 juin 1994 : T.G.V. ; décret d'application de la loi du 31 décembre 1992 (p. 2802 à 2804).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité : un nouveau programme de soutien et de stimulation de l'innovation 1994-1999 et le rapport sur la mise en œuvre du programme communautaire pour une intégration économique et sociale des groupes les moins favorisés (1989-1994) (n° E-164) (n° 916).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- compétences et subsidiarité (p. 378, 379) ;
- contrôle budgétaire (p. 379) ;
- programmes d'action contre l'exclusion et de promotion de la solidarité ; programme « Pauvreté IV » (p. 378) ;
- traité de l'Union européenne : protocole sur la politique sociale (p. 379).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Audiovisuel : médias (p. 1376).

Consommation (p. 1377).

Cultures étrangères : modèle anglo-américain (p. 1376).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1376).

Francophonie (p. 1376).

Historique (p. 1376, 1377).

Lois :
- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1377) ;
- projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1376, 1377).

Politique générale (p. 1378).

Travail : contrats et conditions de travail (p. 1377).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *son* amendement n° 49 (de suppression) (p. 1440) : rejeté (p. 1441).

Après l'article 1er A :

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de Mme Françoise Hostalier (définition du bon usage de la langue française) (p. 1447).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *son* amendement n° 50 (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448) : rejeté (p. 1449).

Article 4 *(rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public) :*

– *son* sous-amendement n° 51 soutenu par M. Louis Le Pensec (rédaction des traités internationaux) à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1460).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *son* sous-amendement n° 52 (obligation du caractère simultané de la traduction) à l'amendement n° 7 de la commission (suppression de l'obligation du caractère simultané de la traduction) (p. 1468) : devenu sans objet (p. 1470).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

– *son* amendement n° 53 (de suppression) (p. 1480) : rejeté (p. 1481).

Après l'article 10 :

– *son* amendement n° 54 rectifié (subventions publiques aux seules œuvres audiovisuelles tournées en français ou en langue régionale) (p. 1483) : rejeté (p. 1484).

Article 12 *(marques utilisées par les services publics) :*

– *son* amendement n° 55 (de suppression) : retiré (p. 1484).

Article 14 *(constatation des infractions aux dispositions de l'article 1er) :*

– *son* amendement n° 59 (suppression des pouvoirs reconnus aux agents habilités à entrer dans les lieux privés, à consulter des documents et à prélever des échantillons) (p. 1485) : rejeté (p. 1486).

Article 15 *(délit d'entrave à la recherche ou à la constatation des infractions aux dispositions de l'article 1er) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 1486).

Explications de vote :

Cultures régionales : langues régionales : (p. 1490).

Enseignement du français à l'étranger : (p. 1490).

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée (p. 1489, 1490).

Abstention du groupe socialiste (p. 1490).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [18 mai 1994] :

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 84 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs dix-sept jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1832) : rejeté (p. 1833) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs vingt jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) : rejeté (p. 1834) ;

– *soutient* l'amendement n° 94 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures précitées au plus tard le troisième jeudi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1840) : rejeté (p. 1841).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Consultation nationale sur l'école (p. 2762).

Education spécialisée (p. 2763).

Enseignement maternel et primaire : études dirigées et travail personnel (p. 2762)

Enseignement public (p. 2761, 2762).

Enseignement secondaire :
- collèges (p. 2762) ;
- lycées (p. 2762).

Etablissements scolaires (p. 2762).

Formation professionnelle et promotion sociale : apprentissage (p. 2763).

Lois : loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation (p. 2762).

Programmes : contenu (p. 2762).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Collectivités locales : fiscalité des communes minières (p. 2849).

Environnement : sites : remise en état (p. 2849, 2850).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Après l'article 45 :

– *son* amendement n° 28 (régime d'indemnisation des dommages miniers) : adopté (p. 2879).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Audiovisuel : secteur public : ressources :

– montant et évolution (p. 6273) ;

– redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6273).

Gouvernement (p. 6272).

Lois : loi n° 94-88 du 1er février 1994 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (p. 6273).

Postes et télécommunications : radiotéléphone (p. 6273).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6273).

Radiodiffusion : Radio France (p. 6272).

Télévision :

– Arte (p. 6273) ;

– Canal Plus (p. 6273) ;

– chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6273) ;

– Euronews (p. 6274) ;

– France 2, France 3 et France Télévision (p. 6273) ;

– T.F. 1 (p. 6274).

Article 41 *(approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Laurent Dominati (affectation au G.I.E. réunissant Arte et La Cinquième des attributions prévues respectivement pour chacune de ces chaînes) (p. 6291).

Vote contre du groupe socialiste (p. 6274).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– autoroutes de l'information [13 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 8956, 8957) :

Commerce extérieur : sociétés transnationales et situations monopolistiques.

Droits de l'homme et libertés publiques.

Emploi : télétravail et télémédecine ; suppressions d'emplois.

Informatique et information.

Télécommunications :

– France Télécom ;

– infrastructures : libéralisation complète du marché au 1er janvier 1998 ; service universel : contenu et financement.

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 15 :

– *favorable* à l'amendement n° 41 de M. René Carpentier (temps de parole des partis politiques dans les émissions radiotélévisées) (p. 8979).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9041) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9041) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (incompatibilité de toute fonction dirigeante d'une entreprise avec le mandat parlementaire) (p. 9043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Pierre Mazeaud (interdiction d'exercer une activité professionnelle privée différente de celle exercée avant l'élection comme député sauf cas des professions libérales réglementées) (p. 9046).

MATTEI (Jean-François)

Député des Bouches-du-Rhône

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 février 1994] (p. 2677).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 mars 1994] (p. 3510).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, et de l'administrarion générale de la République [*J.O.* du 3 mars 1994] (p. 3510) [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5976).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5977).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal [*J.O.* du 10 juin 1994] (p. 8421).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale, en deuxième lecture, sur les projets de loi :

- n° 957, modifié par le Sénat, relatif au **don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal ;**
- n° 962, modifié par le Sénat, relatif au **traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,**

(n° 1057) [25 mars 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adopté par le Sénat (n° 1214), tendant à modifier le livre II *bis* du **code de la santé publique (n° 1291)** [31 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1268), relatif au **traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 1338)** [3 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 1369)** [10 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1433), tendant à modifier le livre II *bis* du **code de la santé publique,** relatif à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales **(n° 1447)** [30 juin 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 646, 651) ;
- caractère médical et thérapeutique (p. 645 à 648, 651) ;
- consentement : formalités (p. 651) ;
- couples : âge, projet parental (p. 651) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 648, 652) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 648, 649, 652) ;
- dons : anonymat et gratuité (p. 652) ;
- fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 652) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 647, 651, 652) ;
- fœtus et embryon : statut (p. 647, 648).

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 645).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 651) ;
- euthanasie (p. 645).

Ethique : bioéthique :
- législateur : rôle (p. 649, 650) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 652, 653) ;
- Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal (p. 652) ;
- Comité consultatif national d'éthique (p. 652).

Europe : législations nationales sur la bioéthique : diversité (p. 645, 649).

Famille : projet de loi : préparation (p. 653).

Filiation :
- adoption : réforme (p. 653) ;
- assistance médicale à la procréation : identité sociale et identité biologique (p. 646) ;
- assistance médicale à la procréation (p. 652).

Génétique :
- historique (p. 645, 646) ;
- pratiques géniques : eugénisme (p. 649) ;
- thérapies géniques (p. 649).

Handicapés : accueil (p. 653).

Informatique :
- fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement (p. 645) ;
- transmission d'informations épidémiologiques : régime (p. 652, 653).

Lois :
- loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (« loi Caillavet ») (p. 644) ;
- loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (« loi Informatique et libertés ») (p. 645) ;
- loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (« loi Huriet ») (p. 644, 652).

Prélèvements sut le corps humain :
- dons : anonymat (p. 651) ;
- prélèvements sur donneur décédé (p. 644, 651) ;
- prélèvements sur donneur vivant (p. 651) ;
- tissus du corps humain (p. 651).

Professions médicales : secret médical (p. 645).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 649).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 643, 644).

Santé publique : autopsies médicales (p. 651).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-3 (atteinte à l'intégrité du corps humain) :

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (de précision) (p. 924).

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 926) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 926) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Jérôme Bignon (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 927) ;

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 13 de la commission et 52 de Mme Christine Boutin (suppression de l'alinéa autorisant les recherches sur l'éradication des maladies génétiques) (p. 928).

Article 16-6 (non-brevetabilité du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Jean-Yves Le Déaut (détermination législative des conditions de brevetabilité des dérivés de produits du corps humain) (p. 929).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-11 (examen des caractéristiques génétiques d'une personne) :

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'étude génétique des caractéristiques d'une personne ; consentement préalable de l'intéressé ; rédactionnel pour le surplus) (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 68 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence aux « cas prévus par la loi ») à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 69 de M. Jérôme Bignon (de coordination) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 70 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence à la « nécessité médicale » dispensant de recueillir le consentement préalable) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 71 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'étude à des fins médicales) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933, 934).

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *favorable* à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 936) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 93 du Gouvernement (exception « afin de respecter la vie privée ») à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (p. 937).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (caractère non brevetable de la connaissance de la structure d'un gène humain, en tant que tel) (p. 938).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

– *ses observations* (p. 946).

Assistance médicale à la procréation : consentement : formalités.

Professions médicales : médecins.

Explications de vote [20 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- consentement : formalités (p. 1010) ;
- couples : âge, projet parental (p. 1010).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- corps humain : statut : garantie légale (p. 1009) ;
- corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 1009).

Ethique : bioéthique :
- législateur : rôle (p. 1010) ;
- législation : contenu, évaluation et révision périodique (p. 1009).

Filiation : assistance médicale à la procréation (p. 1009).

Génétique :
- médecine prédictive et tests d'identification génétique (p. 1009) ;
- pratiques géniques : eugénisme (p. 1009) ;
- thérapies géniques (p. 1009).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 juin 1994] (p. 3274) :

Ethique : bioéthique : législation.

Génétique : thérapies géniques.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 3275).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Rapporteur de la commission spéciale.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14 et 15 avril 1994] :

Avant l'article 1er A :

– *défavorable* à l'amendement n° 237 de Mme Janine Jambu (exclusion de tout but lucratif et de toute pratique eugénique en matière de don et d'utilisation des parties et produits du corps humain, de procréation médicalement assistée et de diagnostic prénatal) (p. 822).

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Article L. 665-10 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 824).

Article L. 665-11 du code de la santé publique (principe du consentement) :

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 825) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de Mme Janine Jambu (caractère libre et éclairé du consentement) (p. 825).

Article L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de la publicité) :

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la détermination de l'autorité administrative compétente pour réglementer l'information du public) : adopté (p. 825) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 239 de Mme Janine Jambu (campagne d'information gouvernementale en faveur du don d'organes) (p. 826).

Article L. 665-13 du code de la santé publique (principe de gratuité du don) :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de précision) : adopté (p. 826) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 826) ;

– *favorable* à l'amendement n° 151 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 826) ;

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des règles relatives au remboursement des frais) : adopté (p. 826).

Article L. 665-14 du code de la santé publique (principe de l'anonymat du don) :

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jean-Louis Beaumont (possibilité pour le donneur et le receveur de connaître l'identité de l'autre ; secret à l'égard des tiers ; dérogation pour raisons thérapeutiques seulement) (p. 827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Charles de Courson (don pour un bénéficiaire nominativement désigné) (p. 827, 828) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Charles de Courson (levée de l'anonymat au bénéfice du demandeur né grâce aux techniques d'aide médicale à la procréation devenu majeur) (p. 827).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 831) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 831).

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 63 de Mme Christine Boutin (accord exprès exprimé du vivant du donneur) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Louis Beaumont (accord exprès exprimé du vivant du donneur ou, dans certains cas, consentement de la famille) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 240 de Mme Janine Jambu (expression de l'acceptation ou du refus par tout moyen, dont un registre national informatisé) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Jean-Yves Le Déaut (suppression de la recherche de la volonté du défunt par le témoignage de sa famille) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de Mme Christine Boutin (possibilité de prélèvement sur autorisation écrite du plus proche parent ou du conjoint) (p. 833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 corrigé de M. Michel Hannoun (prélèvement impossible en cas de refus de la famille) (p. 833) ;

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (expression du refus par tout moyen et révocable à tout moment) (p. 833) : adopté (p. 835) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 176 corrigé de M. Charles de Courson (expression possible de l'acceptation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 261 corrigé de M. Denis Jacquat (expression possible sur la carte d'assuré social ou une carte spécifique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 154 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consignation écrite du témoignage de la famille sur la volonté du défunt) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834).

Article L. 671-8 du code de la santé publique (prélèvements post mortem *sur mineurs ou majeurs protégés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 65 de Mme Christine Boutin (extension aux prélèvements sur l'embryon ou le fœtus mort) (p. 835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de Mme Christine Boutin (extension aux prélèvements sur l'embryon) (p. 835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 67 de Mme Christine Boutin (extension aux prélèvements sur le fœtus) (p. 835).

Après l'article L. 671-8 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de Mme Christine Boutin (autorisation expresse des parents avant prélèvement sur un fœtus mort ou son utilisation) (p. 835).

Article L. 671-9 du code de la santé publique (prélèvements à des fins scientifiques) :

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture permettant l'autopsie sans consentement du défunt) (p. 835) : adopté après modifications (p. 836) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 125 du Gouvernement (consentement de l'un des titulaires de l'autorité parentale pour les mineurs) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 836) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 264 du Gouvernement (autopsie impossible sur la personne ayant fait connaître son refus de son vivant) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 836).

Article L. 671-10 du code de la santé publique (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort, le prélèvement et la transplantation) :

– *soutient* l'amendement n° 7 rectifié de la commission (de précision) : adopté après modifications (p. 843) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 59 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnel) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 843) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 126 du Gouvernement (information de l'Etablissement français des greffes sur tout prélèvement) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 843).

Article L. 671-14 du code de la santé publique (conditions techniques, sanitaires et médicales de l'autorisation d'effectuer des prélèvements d'organes) :

– *défavorable* à l'amendement n° 242 de Mme Janine Jambu (prélèvements d'organes effectués uniquement dans les établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) (p. 844).

Article L. 671-16 du code de la santé publique (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 155 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (condition de réalisation d'un nombre minimum de transplantations) (p. 844).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-1 du code de la santé publique (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits) :

– *favorable* à l'amendement n° 156 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux cellules) (p. 846) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 corrigé de la commission (extension au placenta) : adopté (p. 846) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (application des règles de sécurité sanitaire) : adopté (p. 846).

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Charles de Courson (test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 847).

Article L. 672-6 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem *de tissus et produits) :*

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat des situations médicales et conditions autorisant les prélèvements) (p. 848) : adopté (p. 849).

Avant l'article L. 672-7 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 161 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 849).

Article L. 672-7 du code de la santé publique (autorisation des établissements effectuant des prélèvements de tissus du corps humain) :

– *favorable* à l'amendement n° 162 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension au prélèvement de produits humains) (p. 849) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 163 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (condition de pratique régulière) (p. 849).

Avant l'article L. 672-10 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 164 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 849).

Article L. 672-10 du code de la santé publique (autorisation des activités de transformation ou de conservation des tissus) :

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux produits du corps humain) (p. 850).

Article L. 672-11 du code de la santé publique (réglementation de la distribution et de la cession des tissus et cellules) :

– *défavorable* à l'amendement n° 243 de Mme Janine Jambu (éthique exclusive d'un but lucratif) (p. 850).

Article L. 672-13 du code de la santé publique (conditions de délivrance des autorisations) :

– *défavorable* à l'amendement n° 244 de Mme Janine Jambu (suppression des conditions financières) (p. 850).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 127 du Gouvernement (régime juridique des traitement, transformation et manipulation des produits cellulaires) (p. 851) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 235 de M. Jean-Yves Le Déaut (limitation aux thérapies géniques somatiques ; exrension aux thérapies cellulaires somatiques) à l'amendement n° 127 du Gouvernement (p. 852) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 236 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (définition des produits cellulaires constituant des médicaments) à l'amendement n° 127 du Gouvernement (p. 852) ;

– *favorable* à l'amendement n° 128 du Gouvernement (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoïétiques) (p. 853).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 178 de M. Charles de Courson (respect de l'être humain dès le commencement de sa vie) (p. 854) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (statut de l'embryon) (p. 854) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Charles de Courson (statut de l'ovule fécondé) (p. 855).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 857).

Avant l'article L. 152-1 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 857).

Article L. 152-1 du code de la santé publique (définition de l'assistance médicale à la procréation) :

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (« pratiques cliniques et biologiques permettant la procréation en dehors des processus naturels ») : adopté (p. 857).

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 858) : adopté (p. 861) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 214 de M. Marc Laffineur (bénéfice réservé aux couples mariés) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 859).

Article L. 152-3 du code de la santé publique (conception in vitro*) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. de Courson (énumération des techniques interdites d'assistance médicale à la procréation) (p. 862) ;

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (interdiction du double don de gamètes ; possibilité d'arrêter la conservation d'embryons sur demande écrite de l'un des membres du couple ; consultation annuelle des deux membres du couple sur le maintien de leur demande parentale) (p. 861) : adopté (p. 863) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 265 de M. Charles de Courson (suppression de la possibilité d'arrêter la conservation d'embryons sur demande écrite de l'un des membres du couple) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 862).

Après l'article L. 152-3 du code de la santé publique :

– *ses observations* sur l'amendement n° 79 de Mme Christine Boutin (déclaration obligatoire de toute tentative de procréation médicalement assistée auprès de la Commission narionale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) (p. 863).

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *défavorable* à l'amendement n° 215 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 863) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jean-Marc Chartoire (interdiction du transfert d'embryon à un autre couple) (p. 864) ;

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (cessation de la conservation des embryons en cas de décès d'un membre du couple) (p. 863) : adopté (p. 865) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 268 de M. Charles de Courson (cessation en cas de décès des deux membres du couple) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 865).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *défavorable* à l'amendement n° 216 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 866) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de Mme Véronique Neiertz (suppression de l'autorisation judiciaire) (p. 866, 867) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 105 de Mme Véronique Neiertz (suppression des pouvoirs d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) (p. 866, 867) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Daniel Picotin (limitation à trois mois du délai d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) (p. 867) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Charles de Courson (levée de l'anonymat du don à la demande de l'enfant devenu majeur) (p. 868) ;

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 868).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 80 de Mme Christine Boutin, 169 de Mme Marie-Thérèse Boisseau, 217 de M. Marc Laffineur, 231 de M. Marc Le Fur et 248 de Mme Janine Jambu (de suppression) (p. 868) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de M. Charles de Courson (interdiction de l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) (p. 868).

Article L. 152-7 du code de la santé publique (interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon) :

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 869) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 82 de Mme Christine Boutin (interdiction du recueil d'embryons par lavage d'utérus) (p. 869).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *défavorable* à l'amendement n° 249 de Mme Janine Jambu (recherche sur l'embryon autorisée par la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) (p. 870) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 869) : adopté après modifications (p. 872) ;

– *son* sous-amendement n° 262 (suppression de l'interdiction d'expérimentation sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 870) : rejeté (p. 871) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 270 de M. Charles de Courson (suppression de la possibilité d'études sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 872) ;

– *son* sous-amendement n° 263 (rédactionnel) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission : retiré (p. 872) ;

– *favorable* au sous-amendements identiques n^{os} 130 du Gouvernement et 269 de M. Charles de Courson (rédactionnels) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (p. 872).

Article L. 152-9 du code de la santé publique (responsabilité d'un praticien agréé) :

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 880).

Article L. 152-10 du code de la santé publique (information des couples) :

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 880) ;

– *favorable* à l'amendement n° 131 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des règles de sécurité sanitaire de l'assistance médicale à la procréation) (p. 880) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 107 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la faculté donnée au médecin d'imposer un délai de réflexion supplémentaire au couple) (p. 880) ;

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'expression du consentement en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou de fécondation *in vitro* pour un couple non marié) (p. 881) : adopté après modifications (p. 883) ;

– *son* sous-amendement n° 96 rectifié (consentement exprimé devant le juge ou le notaire en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 881) : adopté (p. 883).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 195 rectifié de M. Charles de Courson (conditions de la déclaration d'abandon d'enfant) (p. 883) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 266 de Mme Martine Aurillac (possibilité d'implanter l'embryon après le décès du père survenu postérieurement à la conception *in vitro* mais antérieurement à la réussite de l'implantation) (p. 884).

Article 8 *bis* *(sort des embryons non implantés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 885) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (accueil par un couple tiers, en l'absence d'opposition, des embryons surnuméraires existant à la date de promulgation de la loi et ne faisant plus l'objet d'un projet parental) (p. 885) : adopté (p. 886) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de Mme Christine Boutin (interdiction des embryons surnuméraires ; réimplantation de tous les embryons conçus *in vitro*) (p. 886).

Article 9 *(don de gamètes) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 88 de Mme Christine Boutin et 196 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 886).

Article L. 673-1 du code de la santé publique (définition du don de gamètes) :

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 886) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de Mme Christine Boutin (interdiction du don d'ovocytes) (p. 887).

Assistance médicale à la procréation : insémination par sperme frais : interdiction.

Article L. 673-2 du code de la santé publique (consentement du donneur et du couple receveur) :

– *défavorable* à l'amendement n° 250 de Mme Janine Jambu (suppression de l'obligation faite au donneur d'appartenir à un couple ayant procréé) (p. 887).

Article L. 673-3 du code de la santé publique (interdiction de l'insémination par sperme frais ou mélange de sperme) :

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 887) : adopté (p. 888) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 233 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (interdiction de toute sélection de sperme selon des caractéristiques physiques, intellectuelles ou ethniques) (p. 888).

Article L. 673-4 du code de la santé publique (limitation du nombre d'enfants nés à partir de gamètes d'un même donneur) :

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 888).

Article L. 673-5 du code de la santé publique (statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de gamètes) :

– *favorable* à l'amendement n° 109 de Mme Elisabeth Hubert (rédactionnel) (p. 889) ;

– *favorable* à l'amendement n° 172 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 889) ;

– *favorable* à l'amendement n° 132 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations en matière de conservation des gamètes) (p. 889) ;

– *favorable* à l'amendement n° 210 du Gouvernement (rapport annuel d'activité des établissements autorisés) (p. 889).

Article L. 673-6 du code de la santé publique (informations relatives au donneur) :

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (suppression de la dérogation au secret médical pour mise en œuvre de la limitation du nombre d'enfants nés à partir de gamètes d'un même donneur) : adopté (p. 889) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) : adopté (p. 889).

Article L. 673-7 du code de la santé publique (anonymat du donneur) :

– *favorable* à l'amendement n° 173 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 890).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 890).

Article L. 184-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* à l'amendement n° 251 de Mme Janine Jambu (autorisation exclusive d'établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) (p. 891) ;

– *favorable* à l'amendement n° 137 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations en matière de conservation des gamètes) (p. 891) ;

– *favorable* à l'amendement n° 138 du Gouvernement (avis du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale) (p. 891).

Article L. 184-2 du code de la santé publique (rapport annuel d'activité) :

– *soutient* l'amendement n° 97 de Mme Elisabeth Hubert (registres relatifs aux gamètes et aux embryons conservés) (p. 891) : adopté après modifications (p. 892) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 259 du Gouvernement (suppression de l'obligation de transmission annuelle à la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) à l'amendement n° 97 de Mme Elisabeth Hubert (p. 892).

Article L. 184-3 du code de la santé publique (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) :

– *favorable* à l'amendement n° 133 du Gouvernement (avis sur les demandes de retrait d'autorisation) (p. 892) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Charles de Courson (désignation des praticiens par le ministre de la santé) (p. 892) ;

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (personnalités compétentes dans le domaine de l'obstétrique) : adopté (p. 892) ;

– *favorable* à l'amendement n° 134 du Gouvernement (représentants des ordres professionnels) (p. 892) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de Mme Janine Jambu (représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) (p. 893) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (suppression de la présidence par un membre de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes) (p. 893).

Après l'article L. 184-5 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 95 de Mme Christine Boutin (refus de donner suite à une demande d'assistance médicale à la procréation) (p. 894).

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 895).

Après l'article 10 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (conditions d'exercice professionnel requises des médecins attestant la possibilité d'une interruption volontaire de grossesse pour motif thérapeutique) : adopté (p. 896) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 201 de M. Charles de Courson (rédactionnel) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 896) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (interdiction du diagnostic préimplantatoire en dehors « des situations familiales comportant des risques d'une particulière gravité en raison de maladies génétiques sévères ») (p. 896) : rejeté (p. 898) ;

– *favorable* à l'amendement n° 136 rectifié du Gouvernement (diagnostic préimplantatoire uniquement possible sur demande écrite du couple après attestation par un médecin exerçant dans un centre de diagnostic prénatal d'une situation familiale présentant une « forte probabilité de donner naissance à un enfant atteint d'une maladie génétique d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic ») (p. 897, 898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de Mme Janine Jambu (interdiction du diagnostic préimplantatoire n'ayant pas pour but « une intervention thérapeutique ») (p. 897).

Article 12 *(sanctions pénales et administratives relatives à l'utilisation des éléments et produits du corps humain : art. L. 674-1 à L. 674-7 du code de la santé publique) :*

Article L. 674-1 :

– *favorable* à l'amendement n° 139 du Gouvernement (avis motivé de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal sur le retrait d'autorisation d'un établissement pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de gamètes) (p. 899).

Article L. 674-2 :

– *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (peine d'emprisonnement portée à sept ans pour le trafic d'organes) : adopté (p. 900).

Article L. 674-3 :

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 900) ;

– *soutient* l'amendement n° 36 rectifié de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 900).

Article L. 674-4 :

– *favorable* à l'amendement n° 218 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (élargissement de l'incrimination au trafic de cellules) (p. 900) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 219 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de coordination) (p. 901).

Article L. 674-5 :

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (de précision) : adopté (p. 901).

Article L. 674-6 :

– *favorable* à l'amendement n° 140 du Gouvernement (de coordination) (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 220 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901).

Article L. 674-7 :

– *favorable* à l'amendement n° 221 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 222 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901).

Article 12 *ter* nouveau *(sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation des gamètes : art. L. 675-9 à L. 675-15 du code de la santé publique) :*

Article L. 675-10 :

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 902).

Article L. 675-11 :

– *favorable* à l'amendement n° 223 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 903) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 903).

Article L. 675-13 :

– *son* amendement n° 60 (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 903).

Article L. 675-14 :

– *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 903) ;

– *favorable* à l'amendement n° 225 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 903).

Après l'article L. 675-15 :

– *favorable* à l'amendement n° 142 rectifié du Gouvernement (incrimination de l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur exercée sans autorisation) (p. 903) ;

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions aux règles relatives à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) : adopté (p. 904).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation : art. L. 184-6, L. 184-7, L. 152-11 à L. 152-15 et L. 162-17 à L. 162-20 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 44 corrigé de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) : adopté (p. 905) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 204 corrigé de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 903) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 205 corrigé de M. Charles de Courson (sanction pénale de certaines pratiques d'assistance médicale à la procréation) (p. 906) ;

– *soutient* l'amendement n° 46 corrigé de la commission (de coordination et fixation à sept ans d'emprisonnement et 1 000 000 de francs d'amende de la peine pour conception *in vitro* ou utilisation de l'embryon à des fins industrielles ou commerciales) : adopté (p. 906) ;

– *favorable* à l'amendement n° 144 corrigé rectifié du Gouvernement (incrimination du non-respect des règles de dépistage des maladies infectieuses avant transfert d'un embryon) (p. 906) ;

– *favorable* à l'amendement n° 145 corrigé rectifié du Gouvernement (incrimination des études ou expérimentations non autorisées sur l'embryon) (p. 906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de Mme Christine Boutin (sanction pénale du recueil d'embryons humains par lavage d'utérus) (p. 907) ;

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (incrimination de l'interruption de grossesse après diagnostic prénatal illégalement pratiqué) : adopté (p. 907) ;

– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (de coordination) : adopté (p. 907) ;

– *soutient* l'amendement n° 49 corrigé de la commission (de coordination) : adopté après modifications (p. 907) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 260 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 49 corrigé de la commission (p. 908) ;

– *favorable* à l'amendement n° 146 corrigé du Gouvernement (extension de l'interdiction professionnelle aux infractions en matière de diagnostic prénatal) (p. 908) ;

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions aux règles relatives à l'assistance médicale à la procréation) : adopté (p. 908).

Après l'article 13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (sanction pénale de la détention illégale d'embryon) (p. 908).

Article 14 *(dispositions transitoires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 147 du Gouvernement (de coordination) (p. 909).

Article 16 *(évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement) :*

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (évaluation confiée à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : adopté (p. 909) ;

– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 909).

Après l'article 16 :

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (régime de l'étude des caractéristiques génétiques de la personne) (p. 909) : adopté après modifications (p. 910) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 115 de M. Jérôme Bignon (interdiction de l'étude des caractéristiques génétiques de la personne pour des fins autres que médicales ou de recherche scientifique) à l'amendement n° 53 de la commission (p. 909) : adopté (p. 910) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 114 de M. Jérôme Bignon (dérogations au consentement préalable de la personne) à l'amendement n° 53 de la commission (p. 909) : adopté (p. 910) ;

– *son* amendement n° 61 rectifié (fondement législatif, missions, composition et régime du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 910) : adopté (p. 912).

Titre :

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de Mme Véronique Neiertz (référence à la « procréation médicalement assistée » et au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 912).

Seconde délibération des articles 4 et 5 :

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

Article L. 671-9 du code de la santé publique (prélèvements à des fins scientifiques) :

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (règles de consentement en matière d'autopsie) (p. 913).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de Mme Françoise de Panafieu (suppression de l'alinéa relatif au test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 914).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [15 juin 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 3038) ;
- couples : âge, projet parental (p. 3038) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 3038) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires (p. 3038).

Ethique :
- bioéthique : législation : évaluation et révision (p. 3038) ;
- Comité consultatif national d'éthique (p. 3038).

Génétique :
- tests d'identification (p. 3038) ;
- thérapies géniques (p. 3038).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 3037, 3038).

Santé publique : autopsies médicales (p. 3037, 3038).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Rapporteur de la commission spéciale.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Avant l'article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 :

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de Mme Janine Jambu (rédactionnel) (p. 967).

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables) :

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Michel Hannoun (limitation aux traitements automatisés de données « directement » nominatives) (p. 967) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de Mme Janine Jambu (rédactionnel) (p. 968) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (extension aux traitements de données au titre de recherches biomédicales ou de la pharmacovigilance) : adopté (p. 969).

Article 40-2 de la loi du 6 janvier 1978 (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) :

– *défavorable* aux amendements identiques n° 2 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Michel et 12 de ce dernier (précisent et renforcent les pouvoirs de la C.N.I.L.) (p. 970) ;

– *son* sous-amendement n° 17 (rédactionnel) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 969) : adopté (p. 971) ;

– *son* sous-amendement n° 18 (de précision) à l'amendement n° 2 de la commission : adopté (p. 971) ;

– *son* sous-amendement n° 19 (rédactionnel) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 970) : adopté (p. 971) ;

– *son* sous-amendement n° 20 (compétence de la C.N.I.L. pour autoriser le traitement automatisé) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 970) : adopté (p. 971) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de Mme Janine Jambu (fixation de délais aux transmissions entre le Comité et la C.N.I.L. ; avis obligatoire du Comité) (p. 971) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (saisine simultanée du comité consultatif régional de protection des personnes en cas de recherche biomédicale) (p. 971) ;

– *son* amendement n° 26 (fixation à un mois du délai imparti au Comité) (p. 972) : adopté (p. 973) ;

– *son* amendement n° 10 (compétence de la C.N.I.L. pour autoriser le traitement automatisé) : adopté (p. 973).

Article 40-3 de la loi du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) :

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de Mme Janine Jambu (rédactionnel) (p. 974) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Georges Sarre (suppression des dérogations à l'obligation de transmission codée) (p. 974) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 du Gouvernement (de précision) (p. 974) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 32 de M. Charles de Courson (transmission non codée limitée à la pharmacovigilance ou aux protocoles d'études coopératives nationales et internationales) à l'amendement n° 30 du Gouvernement (p. 974) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 rectifié de M. Georges Sarre (de conséquence) (p. 974).

Article 40-6 de la loi du 6 janvier 1978 (information individuelle) :

– *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Michel (avis de la C.N.I.L. sur les dérogations à l'obligation d'informer) (p. 975).

Article 40-10 de la loi du 6 janvier 1978 (retrait de l'autorisation) :

– *son* amendement n° 11 (compétence de la C.N.I.L.) : adopté (p. 975) ;

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 975).

Article 40-11 de la loi du 6 janvier 1978 (peine complémentaire d'interdiction professionnelle) :

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) : adopté (p. 975).

Article 40-12 de la loi du 6 janvier 1978 (flux transfrontières de données) :

– *son* amendement n° 21 (limitation du champ d'application à la transmission de données nominatives non codées) (p. 975) : adopté (p. 976).

Article 1er *bis* *(régularisation des traitements en cours) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) : adopté (p. 976).

Article 2 *(coordination des dispositions pénales) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) : adopté (p. 976).

Article 2 *bis* *(nouvelles dispositions pénales) :*

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 976).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 8 (régime du matériel biologique prélevé à des fins de recherche) ; repris par M. Charles de Courson : retiré (p. 977).

Troisième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 juin 1994] (p. 3267, 3268) :

Informatique :

– Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche en santé ;
– Commission nationale de l'informatique et des libertés ;
– fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement.

Pharmacie : industrie pharmaceutique.

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Affaires étrangères : pays africains (p. 2413).

Associations (p. 2412).

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2410).

Enseignement (p. 2412).

Hôpitaux : hospitalisation et hospitalisation à domicile (p. 2412).

Justice : prisons (p. 2412).

Professions médicales : secret médical (p. 2411).

Recherche : recherche médicale (p. 2410, 2412, 2413).

Sida :

– dépistage (p. 2411, 2412) ;
– maladie et malades (p. 2410, 2411) ;
– prévention (p. 2411, 2412) ;
– rapport Montagnier (p. 2411).

Toxicomanie (p. 2412).

– Proposition de loi tendant à modifier le livre II *bis* du code de la santé publique (n° 1214).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : essais et expérimentations :

– comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (p. 3022, 3023) ;
– consentement, information et protection des personnes vulnérables (p. 3022, 3023).

Ethique : Comité consultatif national d'éthique (p. 3023).

Industrie :

– cosmétologie (p. 3022, 3023) ;
– génie biomédical (p. 3022, 3023).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (« loi Huriet ») (p. 3022).

Médicaments (p. 3022, 3023).

Recherche : recherche médicale :

– recherche à caractère militaire (p. 3023) ;
– recherches biomédicales (p. 3022, 3023) ;
– sciences du comportement (p. 3022, 3023).

Discussion des articles [15 juin 1994] :

Article 1er supprimé par le Sénat *(champ d'application de la loi : art. L. 209-1 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la mission de surveillance des investigateurs) (p. 3030) : adopté (p. 3031).

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (définition des recherches biomédicales) : retiré (p. 3031).

Article 2 supprimé par le Sénat *(transmission à l'investigateur des données médicales nominatives : art. L. 209-3 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (conséquence de l'amendement n° 1) : adopté (p. 3031).

Article 3 *(protection des femmes enceintes, des parturientes et des mères qui allaitent : art. L. 209-4 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3032).

Article 7 *(information des personnes se prêtant à une recherche biomédicale : art. L. 209-9 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (psychologie clinique) (p. 3032) : adopté après modifications (p. 3033) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 12 de M. Jean Bardet (information du comité consultatif de protection des personnes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 3032) ;

– *son* amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 3033).

Article 9 *(désignation des membres des comités consultatifs de protection des personnes et compétence territoriale de ces comités : art. L. 209-11 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (suppression des C.C.P.P.R.B. interrégionaux) : adopté (p. 3033) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (personnalité juridique des C.C.P.P.R.B.) (p. 3033) : adopté (p. 3034).

Article 10 *(avis des comités consultatifs de protection des personnes et dispositif de veille sanitaire : art. L. 209-12 du code de la santé publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Jean-Yves Le Déaut (information des participants « pendant la durée de la recherche ») (p. 3034).

Après l'article 12 :

– *favorable* à l'amendement n° 16 rectifié du Gouvernement (consultation des C.C.P.P.R.B. sur les recherches à caractère militaire) (p. 3035, 3036) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (Comité national de protection des personnes dans la recherche biomédicale à caractère militaire) (p. 3035) : retiré (p. 3036) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean Bardet (recherche biomédicale sur une personne en état de mort cérébrale) (p. 3036).

Titre :

– *son* amendement n° 13 (mention de la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales) : adopté (p. 3037).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : essais et expérimentations :
- comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (C.C.P.P.R.B.) (p. 4014) ;
- personnes en état de mort cérébrale (p. 4014).

Recherche : recherche médicale :
- recherches biomédicales (p. 4013, 4014) ;
- sciences du comportement (p. 4013).

Transfusion sanguine : Laboratoire du fractionnement (p. 4014).

Discussion des articles [4 juillet 1994] :

Article 9 *(mode de désignation des membres des comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale et champ de compétence territorial de ces comités : art. L 209-11 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (extension de la compétence territoriale des C.C.P.P.R.B.) (p. 4015) : adopté (p. 4016).

Après l'article 16 nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (recherche biomédicale sur une personne en état de mort cérébrale) : adopté après rectification (rédactionnelle) (p. 4017).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] :

Agriculture : I.N.R.A. et recherche agronomique (p. 3315).

Aménagement du territoire (p. 3315).

Centres de recherche et établissements publics (p. 3315).

Chercheurs (p. 3315, 3316).

C.N.R.S. (p. 3315).

Consultation nationale sur la recherche (p. 3314).

Enseignement supérieur (p. 3315).

Entreprises (p. 3315).

Environnement (p. 3315).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 3315).

Politique de la recherche (p. 3314 à 3316).

Santé publique : I.N.S.E.R.M. (p. 3315).

Sciences humaines et sociales (p. 3315).

Vie, médecine et biologie (p. 3315).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n°s 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Deuxième lecture :

Explications de vote [4 juillet 1994] (p. 4011) :

Institutions paritaires :
- prévoyance ;
- retraite complémentaire.

Vote pour du groupe U.D.F.

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] (p. 4088) :

Communes :
- Bastia ;
- Bordeaux ;
- Douai ;
- Marseille ;
- Montpellier ;
- Nice.

Département : Nord.

Juridictions administratives.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Recherche :

– C.N.R.S. (p. 5762) ;

– recherche universitaire (p. 5765).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 29 précédemment réservé de la commission (examen des caractéristiques génétiques concourant au diagnostic) (p. 8779) : adopté après modifications (p. 8780) ;

– *ses* sous-amendements nos 314 et 315 (suppression de l'incrimination) à l'amendement n° 29 précédemment réservé de la commission (p. 8779) : adoptés (p. 8780) ;

– *son* amendement n° 284 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'exercice des médecins spécialistes en génétique médicale) : adopté (p. 8780).

Article 1er précédemment réservé *(intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 174 de M. Bernard Accoyer et 214 de M. Gilbert Barbier (de suppression) (p. 8787) ;

– *son* amendement n° 340 (dérogations à l'interdiction de recrutement, par les hôpitaux publics, de médecins titulaires de diplômes délivrés dans les pays non membres de la Communauté européenne) : réservé ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8790).

Après l'article 8 *septies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 47 précédemment réservé de la commission (traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé) : adopté après modifications (p. 8809) ;

– *son* sous-amendement n° 365 précédemment réservé (de précision) à l'amendement n° 47 précédemment réservé de la commission : adopté (p. 8809) ;

– *soutient* l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission (collections d'échantillons biologiques humains) (p. 8809) : adopté après modifications (p. 8810) ;

– *ses* sous-amendements n° 369 et 370 précédemment réservés à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission (de précision) : adoptés (p. 8810) ;

– *son* sous-amendement n° 366 précédemment réservé à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission (de précision) : retiré (p. 8810) ;

– *son* sous-amendement n° 371 précédemment réservé (de précision) à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission : adopté (p. 8810) ;

– *son* sous-amendement n° 372 précédemment réservé (de précision) à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission : retiré (p. 8810).

MAZEAUD (Pierre)

Député de la Haute-Savoie

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur de sa proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947) [12 janvier 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen (n° 945) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert Pandraud et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055) [14 avril 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 1er juin 1994] (p. 7889).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Président de cette commission [*J.O.* du 16 juin 1994] (p. 8702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 24 décembre 1994] (p. 18393).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 24 décembre 1994] (p. 18393).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 24 décembre 1994] (p. 18393).

DEPOTS

Proposition de résolution modifiant le **règlement de l'Assemblée nationale (n° 947)** [13 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de résolution (n° 947) modifiant le **règlement de l'Assemblée nationale (n° 955)** [19 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1055) de M. Robert Pandraud, tendant à modifier l'**article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1140)** [20 avril 1994].

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 64-1326 du 26 décembre 1964 relative à l'**imprescriptibilité des crimes contre l'humanité (n° 1184)** [28 avril 1994].

Proposition de loi modifiant les règles relatives à l'**indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (n° 1188)** [28 avril 1994].

Proposition de loi tendant à **interdire la participation des personnes morales au financement de la vie politique (n° 1553)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à modifier la législation sur le **financement de la vie publique (n° 1554)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi relative aux **délégations de service public (n° 1693)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à la **publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à la **transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à l'**effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à la **saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative au **service central de prévention de la corruption (n° 1698)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à l'**information des parquets des juridictions financières (n° 1699)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative aux **droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative au **délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi tendant à renforcer la **surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi organique relative au **financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative au **financement de la vie politique (n° 1704)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi tendant à augmenter la **réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à la **déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi relative à la **déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à **renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la **Constitution (n° 1709)** [22 novembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à renforcer la **limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 1710)** [22 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Définition des crimes contre l'humanité** : proposition de loi n° 1184 : inscription à l'ordre du jour [4 mai 1994] (p. 1431, 1432).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 292).

Communautés européennes : directives (p. 292, 293).

Constitution : article 88-4 (p. 292).

Listes électorales : résidences secondaires (p. 293).

Discussion des articles [19 janvier 1994] :

Article 3 *(listes électorales complémentaires : art. 2-2 à 2-7 nouveaux de la loi du 7 juillet 1977) :*

Article 2-3 nouveau de la loi du 7 juillet 1977 (modalités d'établissement des listes électorales complémentaires) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (impossibilité pour un ressortissant communautaire de s'inscrire sur une liste au seul motif qu'il figure, depuis cinq années, au rôle des contributions directes communales) (p. 314) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 rectifié de M. André Fanton (caractère continu de la résidence en France du ressortissant communautaire qui s'inscrit sur une liste s'il figure, depuis cinq années, au rôle des contributions directes communales) (p. 317).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [26 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Traités et conventions : accords de Schengen (p. 439).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 janvier 1994] :

Listes électorales : inscription : condition de domicile ou de résidence (p. 469).

– Proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).

Rapporteur de la commission des lois.

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 janvier 1994] :

Amendements : délai de dépôt (p. 400, 401).

Audiovisuel (p. 399).

Commissions :

- députés non membres et Gouvernement : participation (p. 400, 401) ;
- réunion hors sessions (p. 400, 402) ;
- travaux : contenu et durée (p. 400, 401).

Commissions mixtes paritaires : amendements du Gouvernement (p. 402).

Communication hebdomadaire du Gouvernement : choix du thème (p. 402).

Conseil d'Etat : avis : publicité (p. 401, 402).

Constitution : article 88-4 (p. 400, 402).

Contrôle parlementaire (p. 399, 400, 402).

Décentralisation : conséquences institutionnelles (p. 400).

Députés :

- absentéisme (p. 399, 400, 402) ;
- cumul des mandats (p. 400).

Gouvernement : transmission du communiqué du conseil des ministres (p. 401).

Groupes d'études (p. 401).

Projets et propositions de loi :

- délais d'examen (p. 401) ;
- dispositions de nature réglementaire (p. 401, 402) ;
- « inflation législative » (p. 400, 401).

Questions au Gouvernement (p. 402).

Règlement : réforme :

- groupe de travail (p. 400) ;
- recommandations (p. 400, 401, 402).

Séances publiques :

- durée et otganisation (p. 399, 400, 401, 402) ;
- rappels au règlement (p. 402) ;
- suspensions (p. 401, 402).

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Article 8 *(commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes : art. 16 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 14 (de précision) (p. 416) : adopté après modifications (p. 417) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 19 de M. François d'Aubert (publication du rapport annuel de la commission) à son amendement n° 14 (p. 417).

Article 21 *(suppression de l'exigence du quorum pour les votes en commission : art. 43 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de M. Francis Delattre (de suppression) (p. 418).

Article 22 *(participation des ministres aux travaux des commissions : art. 45 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Adrien Zeller (présence d'un secrétaire administratif par groupe politique aux réunions des commissions) (p. 419).

Article 41 *(commission chargée de l'examen des demandes de levée d'immunité parlementaire et des demandes de suspension de poursuites ou de détention : art. 80 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 9 corrigé (possibilité d'un remplacement d'un titulaire par un suppléant pour l'ensemble de l'examen d'une demande) : adopté (p. 421).

Article 42 *(participation des auteurs de propositions ou d'amendements aux débats de la commission saisie au fond : art. 86 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jacques Brunhes (extension du rapport de la commission sur un projet ou une proposition de loi inscrit à l'ordre du jour « aux propositions de loi sur le même sujet ») (p. 422) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Jacques Brunhes (présentation du rapport sur une proposition de loi devant la commission dans le délai d'un an ou à défaut d'un « prérapport » imprimé) (p. 422).

Après l'article 44 :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jacques Brunhes (inscription à l'ordre du jour d'une séance hebdomadaire des propositions de loi retenues par la conférence des présidents à la proportionnelle des groupes) (p. 422).

Après l'article 45 :

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jacques Brunhes (recevabilité d'un amendement augmentant une charge publique gagé par des recettes de compensation) (p. 423).

Article 48 *(délai de dépôt des amendements des députés : art. 99 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de M. Claude Malhuret (suppression des paragraphes I et II de l'article fixant, le premier, à deux jours de séance suivant la distribution du rapport le délai normal de dépôt des amendements et, le deuxième, au début de la discussion générale la date limite de leur dépôt) (p. 426) ;

– *son* amendement n° 20 (fixation à trois jours de séance suivant la distribution du rapport du délai normal de dépôt des amendements) (p. 427) : adopté (p. 430).

Article 50 *(seconde délibération : art. 101 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes (décision de l'Assemblée sur les demandes de seconde délibération émanant du Gouvernement ou de la commission) (p. 430).

Article 55 *(motion d'ajournement : art. 128 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jacques Brunhes (compétence de l'Assemblée, pour adopter des réserves ou interprétations d'initiative parlementaire à un accord international) (p. 431).

Article 67 *(rapports d'information : art. 145 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (composition des missions d'information des commissions permanentes à la représentation proportionnelle des groupes) (p. 432) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jacques Brunhes (communication aux commissions compétentes des rapports « de caractère général » établis à la demande du Gouvernement) (p. 433).

Article 68 *(résolutions portant sur des propositions d'actes communautaires : art. 151-1 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 10 (information de la délégation pour les Communautés européennes sur les suites données aux résolutions adoptées par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 433).

Article 75 *(commissions élues spécialement pour l'examen des résolutions portant mise en accusation devant la Haute Cour de Justice : art. 160 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 434).

Article 76 *(sanctions financières en cas d'absences : art. 162 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté (p. 434).

– Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).

Première lecture :

Discussion des articles [5 avril 1994] :

Article 1er *(création d'un groupement d'intérêt public chargé de l'informatisation du livre foncier en Alsace-Moselle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (premier alinéa : caractère obligatoire de cette création et rédactionnel ; deuxième alinéa : énumération des catégories de personnes morales membres du groupement) (p. 540, 541).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Parlement français : information et ratification des accords (p. 585, 586).

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Jérôme Bignon (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 926).

Article 16-6 (non-brevetabilité du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Jean-Yves Le Déaut (détermination législative des conditions de brevetabilité des dérivés de produits du corps humain) (p. 929).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *favorable* au sous-amendement n° 93 du Gouvernement (exception « afin de respecter la vie privée ») à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 937).

Article 7 bis *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques ou de l'identification des empreintes génétiques : art. 226-25 à 226-28 du nouveau code pénal) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 82 deuxième rectification de M. Jean-Gilles Berthommier (peine d'emprisonnement d'un an en cas d'identification illégale d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 940).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

Après l'article 311-19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (procréation médicalement assistée réservée aux couples mariés) (p. 948).

Article 311-20 (effets du consentement à la procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 96 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 40 de la commission (limitation du consentement aux cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'un embryon ; consentement donné uniquement devant le juge ; condition de la cessation d'effet du consentement) (p. 951).

Seconde délibération [19 avril 1994] :

Article 7 bis *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques ou de l'identification des empreintes génétiques : art. 226-25 à 226-28 du nouveau code pénal) :*

– *son* amendement n° 2 (suppression de la peine d'emprisonnement en cas de détournement des informations provenant de l'étude des caractéristiques génétiques) : rejeté (p. 953).

Son intervention (p. 953).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (extension aux traitements de données au titre de recherches biomédicales ou de la pharmacovigilance) (p. 969) ;

– *son* amendement n° 9 (conditions de l'extension aux traitements de données au titre de recherches biomédicales ou de la pharmacovigilance) : devenu sans objet (p. 969).

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de la commission (création de l'observatoire national de la participation) (p. 1184) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 96 du Gouvernement (mission d'encouragement des initiatives en matière de participation financière) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1184, 1185) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 97 du Gouvernement (fixation de la composition de l'observatoire par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1184, 1185).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [13 juin 1994] :

Article 19 *quater* nouveau *(Conseil supérieur de la participation : art. L. 444-2 du code du travail) :*

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission des lois (de suppression) (p. 2911).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] :

Conseil supérieur de la participation (p. 4809).

– *Rappel au règlement* : regrette que M. Jacques Godfrain ait pu se croire autorisé à mettre en cause le droit qu'a tout député d'intervenir dans tout débat [28 avril 1994] (p. 1273).

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 avril 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 1273) et *son interruption* (p. 1277).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : droit communautaire dérivé (p. 1275).

Conseil constitutionnel (p. 1274, 1275, 1276).

Conseil d'Etat : avis (p. 1274).

Constitution : article 88-4 :

- champ d'application : actes communautaires et actes de l'Union européenne (p. 1275, 1276) ;
- champ d'application : domaines de la loi et du règlement (p. 1273 à 1275) ;
- proposition de loi constitutionnelle n° 194 du 18 mai 1993 tendant à compléter le titre XIV de la Constitution afin d'instituer un contrôle de constitutionnalité des actes communautaires (p. 1274).

Traités et conventions : traité de l'Union européenne : ratification (p. 1277).

Discussion des articles [28 avril 1994] :

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (examen obligatoire par les délégations de tout projet d'acte communautaire préalablement à son adoption) (p. 1286) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (obligation faite au Gouvernement de faire état au Conseil des résolutions parlementaires) (p. 1287, 1288).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés [3 mai 1994] :

Assemblée nationale : règlement : réforme du 26 janvier 1994 et recommandations (p. 1390).

Conseil d'Etat : avis (p. 1390).

Constitution :

- article 2 (p. 1389) ;
- articles 34 et 37 (p. 1389, 1390).

Lois :

- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1389, 1390) ;
- projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1389, 1390).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *son* amendement n° 19 rectifié (de suppression) (p. 1440) : rejeté (p. 1441).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [13 juin 1994] :

Article 5 *bis* *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme subventionné ou gérant un service public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (aides publiques réservées aux travaux publiés en français) (p. 2890) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (attribution des aides publiques soumise à l'engagement du bénéficiaire de publier en français le résultat de ses travaux ou de traduire ses publications en français) (p. 2890, 2891).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mai 1994] :

Tour extérieur (p. 1536).

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 1er *(tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (publication de l'avis motivé de la commission d'aptitude en même temps que la nomination) (p. 1541) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean Rosselot (publication en même temps que la nomination d'un résumé de son avis établi par la commission) (p. 1541) ;

– *son* amendement n° 27 (publication du sens de l'avis en même temps que la nomination) (p. 1541) : adopté (p. 1542) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (fixation à un an du délai d'entrée en vigueur de toute modification des règles applicables au tour extérieur) (p. 1543).

Article 2 *(tour extérieur au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) :*

– *son* amendement n° 28 (publication du sens de l'avis en même temps que la nomination) : adopté (p. 1544) ;

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis du chef de corps) : adopté (p. 1545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Jean Rosselot (communication du dossier au chef de corps et audition des intéressés) (p. 1545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 rectifié de M. Charles de Courson (comité de sélection des conseillers référendaires à la Cour des comptes nommés au tour extérieur) (p. 1546) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 du Gouvernement (appréciation de la capacité des conseillers référendaires au tour extérieur par la commission comprenant le procureur général) (p. 1546) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Charles de Courson (avis conforme de la commission sur l'aptitude aux fonctions de conseiller référendaire) (p. 1546).

Article 2 *bis* *(tour extérieur dans le corps des sous-préfets) :*

– *son* amendement n° 29 (publication du sens de l'avis en même temps que la nomination) (p. 1547) : adopté (p. 1548) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission) : adopté (p. 1548).

Article 4 supprimé par le Sénat *(militaires ayant négocié des contrats d'armement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1550).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 et 18 mai 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 1748).

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 1819).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : amendements (p. 1748, 1819).

Campagnes électorales (p. 1748).

Conseil constitutionnel :

– décision n° 82-146 DC du 18 novembre 1982 (loi relative à l'élection des conseillers municipaux) (p. 1748) ;

– décision n° 90-280 DC du 6 décembre 1990 (loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux) (p. 1748) ;

– décision n° 93-329 DC du 13 janvier 1994 (loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales) (p. 1748).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 1748).

Discussion des articles [18 mai 1994] :

Article 1er *(report des élections municipales) :*

– *ses observations* (p. 1821).

Constitution : article 12.

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures au plus tard le troisième samedi précédant le premier tour de scrutin du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 1839).

Rappel au règlement : demande que chaque amendement ne puisse être soutenu au-delà du temps de parole réglementaire (p. 1840).

– *défavorable* à l'amendement n° 95 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures précitées au plus tard le troisième mercredi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1842).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Justice : Cour de cassation : arrêt du 26 janvier 1994 (p. 2441, 2442).

Lois :

– loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social : art. 47 (p. 2441, 2442) ;

– proposition de loi n° 1188 modifiant les règles relatives à l'indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (p. 2442).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

– institutions : organisation et compétences (p. 2967, 2968) ;

– Parlement européen (p. 2967, 2968) ;

– subsidiarité (p. 2969).

Constitution française (p. 2969).

Parlement : parlements nationaux : rôle (p. 2968).

– Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales (n° 589).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 juin 1994] (p. 3005) :

Dividence majoré :

– plafonnement ;

– rapport de Maulde.

Discussion de l'article unique [15 juin 1994] :

Article unique *(versement d'une prime de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 3 du Gouvernement (fixation du plafond d'éligibilité au dividende majoré à 0,2 p. 100 du capital dans les sociétés cotées en bourse) à l'amendement n° 1 de la commission (bénéfice étendu aux actionnaires personnes morales) (p. 3009).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 et 5 juillet 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 4042).

Ses observations sur la *question préalable* opposée par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4046).

Ses interventions (p. 4051, 4089).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

– commission des finances : recevabilité financière des amendements (p. 4089) ;

– exceptions d'irrecevabilité (p. 4042) ;

– questions préalables (p. 4046).

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4042).

Constitution : titre VIII (p. 4053).

Impôts et taxes : droit de timbre (p. 4052).

Justice (p. 4051, 4052, 4053).

Lois :

– « inflation législative » (p. 4052) ;

– projets de loi nos 1333, 1334 et 1335 : préparation : concertation (p. 4051).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4051, 4053).

Magistrats :
- recrutement (p. 4053) ;
- situation (p. 4052, 4053).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 4052, 4053) ;
- tribunaux d'instance (p. 4052).

Procédure pénale :
- application des peines : juges d'application des peines (p. 4052) ;
- transaction (p. 4053).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *son* amendement n° 31 (de suppression) (p. 4097) : rejeté (p. 4099).

Article 41-12 (nomination) :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nomination pour une durée de cinq ans renouvelable) (p. 4103).

Après l'article 41-13 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4105).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Michel Hannoun (corps des greffiers) (p. 4106).

Article 2 *(rapport au Parlement sur les juges de paix) :*

– *son* amendement n° 21 (de suppression) (p. 4106) : adopté (p. 4107).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(magistrats recrutés à titre temporaire : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Article 41-15 (cessation des fonctions) :

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7241).

Article 41-15 (cessation des fonctions) :

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7241).

Article 6 *(emplois hors hiérarchie : art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 précitée) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de M. Alain Marsaud (incompatibilité des fonctions de premier vice-président chargé de l'instruction du tribunal de grande instance de Paris avec celles de magistrat instructeur) (p. 7242).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction du rapport) (p. 4113 à 4415) : adopté après modifications (p. 4115).

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *soutient* l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : adopté (p. 4117).

Article 6 *(rapport au Parlement sur l'exécution de la loi) :*

– *son* amendement n° 16 (de suppression) : adopté (p. 4120).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 9 de Mme Marie-Fanny Gournay (institution d'un comité d'approbation de la réforme de la carte judiciaire dans le ressort de chaque cour d'appel) (p. 7246).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 19 *(recours contre les décisions de la commission du surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 170 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4137).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 2 de M. Christian Vanneste, 94 de M. Pierre Pasquini, 98 de M. Gérard Léonard, 138 de M. Jean-Pierre Michel, 174 de Mme Véronique Neiertz et 202 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 4178).

Délinquance et criminalité :
- délinquance ;
- victimes.

Justice : égalité.

Magistrats.

Procédure pénale.

Système pénitentiaire : prisons.

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 51 de la commission et 18 corrigé de Mme Nicole Catala (rédactionnels) (p. 4183).

Assemblée nationale : président de séance : conditions du vote sur les amendements de suppression de l'article 22 et sur l'article 22.

Article 34 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-2 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (de suppression) (p. 4198).

Après l'article 37 :

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de Mme Véronique Neiertz (interdiction des écoutes téléphoniques d'un parlementaire) (p. 4200) ;

– *son* amendement n° 104 (information du président de l'Assemblée concernée en cas d'écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4200) : adopté (p. 4204) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 203 de M. Pierre Pasquini (communication des écoutes au président de l'Assemblée ou du Sénat) à son amendement n° 104 (p. 4202).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 9 *quater* nouveau *(refus de délivrer un certificat de nationalité : art. 31-3 du code civil) :*

– *ses observations* sur les amendements nos 5 de M. Jean-Pierre Michel, 129 corrigé de Mme Véronique Neiertz et 154 de M. Marcel Porcher (de coordination) (p. 7254).

Après l'article 9 *quater* :

– *favorable* à l'amendement n° 41 de la commission (attribution au greffier en chef de la qualité de vice-président du bureau chargé d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle) (p. 7254, 7255).

Article 9 *quinquies* nouveau *(assistants de justice) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions et de la référence aux règles de secret professionnel) (p. 7256) ;

– *favorable* à l'amendement n° 132 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions) (p. 7256).

Après l'article 37 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Hyest (prescription de l'action publique et des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7289).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7294) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 163 de M. Henri de Richemont (extension de l'interdiction à la diffusion d'images) à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (p. 7294) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jean Geney (information pour recherche des causes de la disparition d'une personne ; exercice par la famille du disparu des droits reconnus à la partie civile) (p. 7295) ;

– *soutient* l'amendement n° 61 rectifié de la commission (non-lieu pour irresponsabilité pénale) : adopté (p. 7296) ;

– *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (application de la procédure de comparution immédiate aux délits punis d'une peine de sept ans d'emprisonnement) : adopté (p. 7296).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *son* amendement n° 152 (extension aux litiges relatifs à la redevance audiovisuelle) : adopté (p. 7299).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 12 juillet 1994] :

Après l'article 4 :

Rappel au règlement : s'interroge sur la nature juridique de la directive territoriale et souligne que le projet de loi comprend, pour une grande part, des dispositions de nature réglementaire (p. 4444).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *ses observations* (p. 4451).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 39 de M. Michel Meylan, 321 de M. Georges Sarre, 413 de M. Olivier Guichard (de suppression) (p. 4468).

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *favorable* à l'amendement n° 226 de la commission (élaboration conjointe par l'Etat et la région) (p. 4484).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 230 rectifié de la commission (délégation du préfet au sous-préfet d'arrondissement) (p. 4498).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 541 (de suppression) (p. 4506) : rejeté (p. 4509).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 542 (de suppression) (p. 4744) : retiré (p. 4745) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 892 de M. Jacques Boyon (extension aux participations conjointes avec l'Etat ou d'autres personnes publiques ou privées) (p. 4745) ;

– *son* amendement n° 543 rectifié (interdiction de la conclusion d'une convention internationale par une collectivité territoriale) (p. 4747) : adopté (p. 4749) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1052 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (autorisation de l'Etat pour la conclusion d'une telle convention) à son amendement n° 543 rectifié (p. 4748).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 et 6 octobre 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 4939).

Son intervention lors de *la motion de renvoi en commission* déposée et soutenue par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5040).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : décision 76-75 DC du 12 janvier 1977 (loi autorisant la fouille des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales) (p. 4940).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 5040).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 5040).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5040).

Vidéosurveillance (p. 4939).

Discussion des articles [6 et 7 octobre 1994] :

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 89 rectifié de la commission (suppression de l'introduction au rapport annexé) (p. 5051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Yves Bonnet (réflexion sur la création d'un service unique de sécurité sans compétence d'investigation politique) (p. 5054) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 296 du Gouvernement (création d'un Centre national de formation professionnelle) à l'amendement n° 283 de la commission (formation des fonctionnaires de police) (p. 5055) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 159 rectifié de la commission de la défense (transposition à la gendarmerie des modifications statutaires bénéficiant aux policiers) (p. 5056).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Georges Sarre (compétence du procureur de la République ; concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5112).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 105 de la commission et 225 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5130) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 303 du Gouvernement (exercice des attributions « dans le cadre déterminé par la loi ») (p. 5132).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Yves Bonnet (intitulé du chapitre II du projet de loi) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Yves Bonnet (maintien de l'ordre et de la sécurité par des moyens en personnels, en matériels techniques et par des mesures réglementaires) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Yves Bonnet (moyens en personnels) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Yves Bonnet (moyens en matériels) (p. 5134).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 233 de Mme Véronique Neiertz (exclusion de la vidéosurveillance pour la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation ; autorisation de la C.N.I.L. pour les systèmes de vidéosurveillance des voies privées ouvertes au public) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) (p. 5143).

Conseil d'Etat : avis du 16 juin 1994.

– *soutient* le sous-amendement n° 121 de M. Daniel Garrigue (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 5145).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 23 A *(recherche des personnes disparues) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean Geney (extension du champ de l'article à la disparition inexpliquée d'une personne physique) (p. 9305) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 de M. Jean Geney (accès de la police et de la gendarmerie, sur autorisation judiciaire, aux fichiers des organismes publics et parapublics) (p. 9306).

– Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (document n° E-305) (n° 1575).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [17 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- conception de l'Europe (p. 5592, 5593) ;
- Maastricht (p. 5592) ;
- recommandations : nature juridique (p. 5591).

Conseil constitutionnel : saisine sur les propositions d'actes communautaires (p. 5591).

Constitution : article 88-4 (p. 5591, 5592).

Finances publiques : loi d'orientation quinquennale de maîtrise des finances publiques (p. 5592).

Juridictions administratives : Conseil d'Etat (p. 5591).

Lois de finances : pouvoirs du Parlement et du Gouvernement (p. 5592, 5593).

Partis et mouvements politiques : R.P.R. : position à l'égard des déficits publics et sociaux (p. 5592).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Son interruption (p. 5690).

Cours d'appel : Aix-en-Provence.

– Projet de loi relatif à la partie législative du livre III du code des juridictions financières (n° 1569).

Première lecture :

Discussion des articles [17 novembre 1994] :

Article 1er et annexe *(partie législative du livre III) :*

Article L. 314-1 (saisine de la Cour) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (saisine par les chambres régionales des comptes) (p. 7132).

Son intervention (p. 7134).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 80 rectifié de M. Gérard Boche (fixation du montant maximum de l'amende à 7 500 F ; différenciation pour les autoroutes, les routes et les agglomérations ; rapport d'évaluation) (p. 7174, 7175, 7178, 7180) ;

– *son* sous-amendement n° 96 (fixation du montant de l'amende à 25 000 F) à l'amendement n° 80 de M. Gérard Boche : rejeté (p. 7179) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Alain Ferry (différenciation des seuils d'infraction en fonction de la vitesse maximale autorisée) (p. 7174, 7175).

– Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation (n° 1571).

Première lecture :

Discussion des articles [22 novembre 1994] :

Article 1er *(création des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 121-3 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 4 (de suppression) (p. 7332, 7333) : adopté au scrutin public (p. 7334).

Conseil d'Etat.

Cour de cassation :
- chambre des requêtes ;
- formations d'admission ;
- formations restreintes ;
- pourvois ;
- premier président ;
- présidents de chambre.

Article 2 *(modalités de fonctionnement et composition des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 131-5-1 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *ses observations sur* l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7334).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(prolongations des conventions : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) :*

– *son* amendement n° 19 (exclusion des investissements immatériels comme fondement de la prolongation) (p. 9184) : adopté (p. 9185).

Article 2 *(transparence des comptes du délégataire : art. 40-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 67 du Gouvernement (rapport à l'autorité délégante) (p. 9186).

Article 4 *(stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (avenant pour modification de prix) (p. 9193).

Article 5 *(seuil d'application des procédures : art. 41 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 20 (seuil de 450 000 F pour les conventions n'excédant pas trois ans) (p. 9194, 9195) : rejeté (p. 9196).

Article 8 *(droits d'enquête des magistrats des juridictions financières : art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 et 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 9203).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Michel Grandpierre (information du comité d'entreprise sur la rémunération des dirigeants de l'entreprise) (p. 9211).

Avant l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. René Carpentier (information du comité d'entreprise sur les marchés publics) (p. 9211).

Article 11 *(vente de terrains constructibles par les collectivités publiques : art. L. 311-8 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 7 du Gouvernement (établissement d'un bilan annuel des acquisitions et cessions foncières des collectivités territoriales et de leurs groupements et délibération de l'organe délibérant ; communication à ce dernier de l'avis du service des domaines sur les cessions envisagées et délibération sur les conditions de vente) (p. 9213, 9215).

Seconde délibération des articles 5 et 11 bis :

Article 5 supprimé en première délibération *(seuil d'application des procédures en matière de délégations de service public : art. 41 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *son* amendement n° 1 (rétablissement de l'article compte tenu d'un seuil de 450 000 F pour les conventions n'excédant pas trois ans) (p. 9219) : adopté (p. 9220).

Article 11 bis *(interdiction des participations de sociétés bénéficiaires de marchés publics dans les entreprises d'information) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 9220).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 11.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 2.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 8.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Ses interventions (p. 8857, 8862).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8857, 8858).

Collectivités locales : services publics : délégations (p. 8858).

Cumul des mandats (p. 8858).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8858).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8858).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires d'autorité : patrimoine : déclarations (p. 8858).

Gouvernement : ministres et secrétaires d'Etat : patrimoine : déclarations (p. 8858).

Marchés publics (p. 8858).

Parlement :

– incompatibilités (p. 8858) ;

– rapporteurs (p. 8862).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8858).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Boutin (Christine)* (p. 8919).

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Bédier (suppression de l'interdiction) (p. 8932) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (interdiction de la publicité commerciale dans les publications des collectivités territoriales) (p. 8935).

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n^{os} 5 de M. Gilles Carrez et 33 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8938).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8941) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 87 de M. Didier Bariani (limitation à 30 p. 100 du plafond) (p. 8941) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Martin Malvy (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop-perçu) (p. 8942) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 de M. Georges Sarre (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop-perçu ; reversement total en cas de méconnaissance des règles en matière de plafonnement des dépenses, de compte de campagne ou de déclaration de patrimoine) (p. 8942).

Article 8 *(abrogation des trois derniers alinéas de l'article L. 167 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8963).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Patrick Devedjian (versement au député de la moitié du crédit perçu par son parti en raison de son appartenance à un groupe parlementaire) (p. 8964).

Article 9 *(répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 12 du Gouvernement et 63 de M. Jean-Pierre Brard soutenu par M. Guy Hermier (de suppression) (p. 8969).

Après l'article 9 :

– *son* sous-amendement n° 109 (application pour trois années) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (doration forfaitaire aux petits partis ou aux nouveaux partis) (p. 8973) : adopté (p. 8975).

Après l'article 14 :

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. André Fanton (fondations pour la formation civique, l'information des citoyens, le développement des échanges internationaux ; financement par des dons des personnes physiques ou morales) (p. 8977).

Article 17 *(réduction d'impôt au titre des dons des personnes physiques aux candidats et aux partis : art. 200 du code général des impôts) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 deuxième rectification du Gouvernement (réduction d'impôt égale à 40 p. 100 du montant des dons aux candidats et aux partis) (p. 8986).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jean-Louis Masson (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner des partis politiques) (p. 8989).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 90 rectifié (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8991 à 8993) : rejeté (p. 8997) ;

– *son* amendement n° 91 (remboursement forfaitaire applicable au prochain renouvellement des conseillers municipaux) : retiré (p. 8997) ;

– *favorable* à l'amendement n° 43 rectifié de M. Alain Bocquet (validation des délibérations des assemblées locales attribuant des crédits de fonctionnement aux groupes politiques les composant) (p. 8997).

Seconde délibération de l'article 4 :

Article 4 supprimé en première délibération *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (diminution de 30 p. 100) (p. 9000) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 2 rectifié de M. André Fanton (plafond des dépenses propre au deuxième tour des élections municipales) (p. 9000) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 3 de M. Jean-Jacques de Peretti (plafonds de dépenses hors taxes) (p. 9000).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1704 relative au financement de la vie politique, article 17.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Sarre (Georges)* [12 décembre 1994] (p. 8874).

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 30 (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9023, 9025) : retiré (p. 9036) ;

– *son* amendement n° 29 (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9023, 9025) : retiré (p. 9036) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Alain Bocquet (interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude) (p. 9044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 corrigé de M. Martin Malvy (même objet sauf cas des professions libérales) (p. 9044) ;

– *son* amendement n° 28 (interdiction d'exercer une activité professionnelle privée différente de celle exercée avant l'élection comme député sauf cas des professions libérales réglementées) (p. 9045) : adopté (p. 9046) ;

– *ses* amendements n[os] 47 et 46 soutenus par M. Philippe Bonnecarrère (de coordination) : adoptés (p. 9046).

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 51 (délais de renoncement aux fonctions incompatibles avec le mandat parlementaire et de dépôt de la déclaration d'activités professionnelles) : adopté (p. 9047) ;

– *son* amendement n° 49 (de précision) : devenu sans objet (p. 9048).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Alain Ferry (limite d'âge pour être élu député) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Alain Ferry (inéligibilité des députés élus depuis vingt années) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Alain Ferry (limite d'âge pour être élu sénateur) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Alain Ferry (inéligibilité des sénateurs ayant exercé trois mandats successifs) (p. 9049).

Deuxième lecture :

Rapporteur suppléant *Bonnecarrère (Philippe).*

Principaux thèmes développés avant la discusion des articles [22 décembre 1994] (p. 9651) :

Conseil constitutionnel.

Fonctionnaires et agents publics.

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Article 1er *(déclaration de patrimoine des membres du Parlement : art. L.O. 135-1 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 4 (délai de dépôt) : adopté (p. 9652) ;

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9652).

Article 4 supprimé par le Sénat *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article compte tenu de dispositions transitoires permettant l'exercice jusqu'à leur terme des mandats actuellement détenus) (p. 9652) : adopté (p. 9653).

Titre :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) : adopté (p. 9653).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement : art. 1er de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Alain Bocquet (libre consultation et copie) (p. 9126).

Article 2 *(déclaration de patrimoine des élus autres que les parlementaires nationaux : art. 1er de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes (libre consultation et copie) (p. 9128).

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2* bis *nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 14 du Gouvernement et 58 de M. Philippe Bonnecarrère (de suppression) (p. 9131, 9133) ;

– *favorable* à l'amendement n° 70 de M. Patrick Devedjian (de coordination) (p. 9171).

Article 4 *(missions de la Commission pour la transparence de la vie politique : art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du statut d'autorité administrative indépendante) (p. 9175) ;

– *soutient* l'amendement n° 52 de M. Philippe Bonnecarrère (de coordination) : adopté (p. 9177).

Après l'article 7 :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de M. Martin Malvy (interdiction de cumul de certaines fonctions électives) (p. 9181) ;

– *son* amendement n° 23 (privation de droits civiques du titulaire d'un mandat électif condamné pour corruption) : rejeté (p. 9182) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Patrick Devedjian (extension à tout élu, ministre ou fonctionnaire de l'interdiction temporaire d'embauche par une entreprise antérieurement contrôlée par lui ou ayant reçu par son intervention directe délégation d'un service public ou attribution d'un marché public) (p. 9183).

Titre :

– *son* amendement n° 71 rectifié (« proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et ou administratives ») : adopté (p. 9183).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(droit de reproduction par reprographie : art. L. 122-10 à L. 122-13 nouveaux du code de la propriété intellectuelle) :*

Article L. 122-10 nouveau (cession et gestion du droit de reproduction par reprographie) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 9235).

Son intervention (p. 9236).

– Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale (n° 1658).

Première lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 3 *(comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle : art. 3 de la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de la commission (délai d'examen par le Conseil constitutionnel) (p. 9281).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilité du mandat de député et des fonctions de présisident de conseil régional, général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9283).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Après l'article 18 :

– *son intervention* (p. 9343).

Assemblée nationale : amendements : examen par l'Assemblée de la recevabilité de l'amendement n° 5.

– *défavorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (institution d'une redevance sur les minerais d'or dans les régions d'outre-mer) (p. 9344, 9345).

Titre :

– *favorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) (p. 9346).

Commission mixte paritaire :

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 janvier 1995] :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de l'article additionnel après l'article 11 validant les impositions au titre de la cotisation de solidarité territoriale de Polynésie française) (p. 208).

Constitution : article 45.

– *son intervention* (p. 210).

Constitution : article 45.

Conseil constitutionnel : décision n° 90-274 DC du 29 mai 1990 (loi visant à la mise en œuvre du droit au logement).

– Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683).

Première lecture :

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Après l'article 15 :

– *son intervention* (p. 9329) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Gaston Flosse (compétence du conseil des ministres du territoire en matière de permis de travail des étrangers) (p. 9330) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Gaston Flosse (peine d'amende pour infraction aux règlements édictés par l'assemblée territoriale de Polynésie française) (p. 9332).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final n° E-330) (n° 1766).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 9 de la commission (rappelle que le mandat de négociation a été donné par le Conseil et non par un Etat membre) (p. 9365) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles Josselin (introduction d'un dispositif communautaire efficace de défense commerciale) (p. 9365) ;

– *son* sous-amendement n° 10 (de précision) (p. 9365) à l'amendement n° 5 de M. Charles Josselin : adopté (p. 9366) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Charles Josselin (ratification préalable des Etats-Unis, de la Corée-du-Sud et du Japon) (p. 9366) ;

– *son* sous-amendement n° 11 (de précision) à l'amendement n° 6 de M. Charles Josselin : devenu sans objet (p. 9366) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Charles Josselin (contradictions dans la position du Gouvernement français) (p. 9367).

MEHAIGNERIE (Pierre)

Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice

DEPOTS

Projet de loi relatif à l'**informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948)** [18 janvier 1994].

Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au **statut de la magistrature (n° 1333)** [1er juin 1994].

Projet de loi de programme relatif à **la justice (n° 1334)** [1er juin 1994].

Projet de loi relatif à l'**organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335)** [1er juin 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Veyrinas (Françoise de)* : maisons de justice** : lutte et prévention : maisons de justice : développement [13 avril 1994] (p. 713).

– ***Mazeaud (Pierre)* : définition des crimes contre l'humanité** : proposition de loi n° 1184 : inscription à l'ordre du jour [4 mai 1994] (p. 1431, 1432).

– ***Pringalle (Claude)* : tribunaux de grande instance** : département du Nord : menaces de suppression [4 mai 1994] (p. 1433, 1434).

– ***Moreau (Louise)* : enquête sur l'assassinat de Yann Piat** [25 mai 1994] (p. 2216).

– ***Bouquillon (Emmanuelle)* : fonctionnement des tribunaux** : effectifs de personnel ; financement ; amendes pénales : recouvrement [29 juin 1994] (p. 3817).

– ***Malvy (Martin)* : transparence de la vie politique** : enrichissement personnel ; marchés publics [5 octobre 1994] (p. 4912, 4913).

– ***Alliaud (Thérèse)* : personnel pénitentiaire** : personnel et équipement [9 novembre 1994] (p. 6653, 6654).

– ***Dray (Julien)* : personnel pénitentiaire** : effectifs : rémunérations [9 novembre 1994] (p. 6658).

– ***Daniel (Christian)* : personnel pénitentiaire** : effectifs ; statut [30 novembre 1994] (p. 7919, 7920).

– ***Brard (Jean-Pierre)* : « amendement Mersaud »** : instruction : secret : politique et réglementation [30 novembre 1994] (p. 7922, 7923).

– ***Migaud (Didier)* : financement de la vie politique** : politique et réglementation [30 novembre 1994] (p. 7924, 7925).

orales sans débat de :

– ***Barlani (Didier) (n° 393)* : répression du racolage sur la voie publique** [26 mai 1994] (p. 2303, 2304).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 14 avril 1994] :

Son intervention (p. 632) et *sa réponse* (p. 820).

Principaux thèmes développés :

Assistance médicale à la procréation :
- consentement : formalités (p. 634) ;
- dons : anonymat et gratuité (p. 821) ;
- fœtus et embryon : statut (p. 821).

Contrats :
- interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 633) ;
- interdiction et nullité des conventions de procréation pour le compte d'autrui (p. 633).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- corps humain : atteintes à l'intégrité : consentement (p. 633) ;
- corps humain : statut : garantie légale (p. 632) ;
- corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 632).

Ethique : bioéthique :
- législateur : rôle (p. 632, 820, 821) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 821).

Europe :
- Conseil de l'Europe : convention-cadre pour la protection de l'être humain : préparation (p. 632) ;
- législations nationales sur la bioéthique : diversité (p. 632).

Filiation :
- adoption : réforme (p. 821, 822) ;
- assistance médicale à la procréation (p. 633, 634).

Génétique :
- pratiques géniques : eugénisme (p. 633) ;
- tests d'identification génétique (p. 633) ;
- thérapies géniques (p. 633).

Lois : loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 modifiant le code civil relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales (p. 821).

Prélèvements sur le corps humain : dons : anonymat (p. 632, 633, 821).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 633).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 634).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er A *(primauté de la personne humaine : art. 16 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) (p. 922) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 922) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 85 de Mme Janine Jambu (suppression de la référence au « commencement de la vie ») à l'amendement n° 8 de la commission (p. 922) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 86 de Mme Janine Jambu (réserve de l'application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 922).

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-1 (respect du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) (p. 923).

Article 16-2 (intervention du juge) :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 923).

Article 16-3 (atteinte à l'intégrité du corps humain) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de la commission (de précision) (p. 924).

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 925) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 925) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de la commission (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 925) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Jérôme Bignon (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 926) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de Mme Christine Boutin (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 925) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 927) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 13 de la commission et 52 de Mme Christine Boutin (suppression de l'alinéa autorisant les recherches sur l'éradication des maladies génétiques) (p. 928).

Article 16-5 (non-commercialisation du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 928) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 928) ;

– *favorable* à l'amendement n° 66 de M. Jérôme Bignon (rédactionnel) (p. 928).

Article 16-6 (non-brevetabilité du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 929) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 929) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Jean-Yves Le Déaut (détermination législative des conditions de brevetabilité des dérivés de produits du corps humain) (p. 929).

Article 16-7 (gratuité) :

– *favorable* aux amendements n[os] 16 et 17 de la commission (rédactionnels) (p. 930).

Article 16-8 (nullité des conventions de procréation ou de gestation pour le compte d'autrui) :

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de la commission (nullité des conventions de procréation pour le compte « d'une personne dénommée ») (p. 930) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 67 de M. Jérôme Bignon (rédactionnel) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 930) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 87 de Mme Janine Jambu (nullité des conventions portant sur le corps et ses éléments) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 930) ;

– *favorable* à l'amendement n° 92 de M. Jérôme Bignon (rédactionnel) (p. 931).

Article 16-9 (anonymat) :

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (possibilité pour le donneur et le receveur de connaître l'identité de l'autre en cas de transplantation ou d'utilisation de gamètes humains dans un but de fécondation ; secret à l'égard des tiers ; dérogation pour raisons thérapeutiques seulement) (p. 931) ;

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 931) ;

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) (p. 931).

Article 3 *(incrimination de l'entremise favorisant la maternité de substitution : art. 353-2 de l'ancien code pénal) :*

– *favorable* à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (de suppression) (p. 932).

Avant l'article 4 :

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre II) (p. 932).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Avant l'article 16-11 :

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 932).

Article 16-11 (examen des caractéristiques génétiques d'une personne) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'étude génétique des caractéristiques d'une personne ; consentement préalable de l'intéressé ; rédactionnel pour le surplus) (p. 932) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 68 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence aux « cas prévus par la loi ») à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 69 de M. Jérôme Bignon (de coordination) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 70 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence à la « nécessité médicale » dispensant de recueillir le consentement préalable) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 71 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'étude à des fins médicales) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 933, 934).

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 935) ;

– *favorable* aux amendements n[os] 26 et 27 de la commission (rédactionnels) (p. 935) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 935, 936) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 93 du Gouvernement (exception « afin de respecter la vie privée ») à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon : adopté (p. 938).

Article 5 *(inscription sur une liste des experts judiciaires habilités à procéder à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques : art. 6-1 de la loi n° 71-498 du 29 juin 1971) :*

– *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 938).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (caractère non brevetable de la connaissance de la structure d'un gène humain, en tant que tel) (p. 938).

Article 6 *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques : art. 374 de l'ancien code pénal) :*

– *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 939).

Article 7 *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'identification des empreintes génétiques : art. 375 de l'ancien code pénal) :*

– *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 939).

Article 7 bis *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques ou de l'identification des empreintes génétiques : art. 226-25 à 226-28 du nouveau code pénal) :*

– *favorable* à l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 940) ;

– *favorable* à l'amendement n° 34 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 940) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 81 rectifié de M. Jean-Gilles Berthommier (peine d'un an de prison en cas de détournement des informations résultant de l'étude des caractéristiques génétiques) (p. 940) ;

– *favorable* à l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) (p. 940) ;

– *favorable* à l'amendement n° 36 de la commission (rectification d'une référence) (p. 941) ;

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel et possibilité de radiation de la liste des experts judiciaires en cas de tentative d'identification illégale d'une personne par ses empreintes génétiques) (p. 941) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 941).

Après l'article 7 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (insertion dans le code pénal d'un chapitre sur les sanctions applicables aux infractions en matière d'éthique biomédicale) (p. 942) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 91 de M. Jérôme Bignon (de coordination) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 943) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 95 de M. Charles de Courson (rédactionnel) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 943).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

Article 311-19 (absence de lien de filiation entre l'auteur du don et l'enfant issu de la procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 947) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de Mme Christine Boutin (suppression de l'interdiction de toute action en responsabilité ou à fins de subsides à l'encontre du donneur) (p. 947) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (rédactionnel) (p. 948).

Après l'article 311-19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (procréation médicalement assistée réservée aux couples mariés) (p. 948).

Article 311-20 (effets du consentement à la procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 948) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (limitation du consentement aux cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'un embryon ; consentement donné uniquement devant le juge ; condition de la cessation d'effet du consentement) (p. 949) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 94 du Gouvernement (exclusion du cas de l'accueil d'un embryon) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 949) : adopté (p. 950) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 88 de Mme Véronique Neiertz (consentement exprimé par écrit devant le responsable de l'équipe médicale et transmission au président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 950) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 97 de Mme Christine Boutin (responsabilité envers la mère et l'enfant issu d'une assistance médicale à la procréation, désavoué ou non reconnu) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 950) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 96 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 951) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 77 de M. Jean-François Mattei (secret du consentement ; consentement devant notaire) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 951) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 74 rectifié de M. Marcel Porcher (de précision) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 952).

Seconde délibération [19 avril 1994] :

Article 7 bis *(sanction des atteintes à la personne résultant de l'étude des caractéristiques génétiques ou de l'identification des empreintes génétiques : art. 226-25 à 226-28 du nouveau code pénal) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud (suppression de la peine d'emprisonnement en cas de détournement des informations provenant de l'étude des caractéristiques génétiques) (p. 953) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Gilles Berthommier (de coordination) (p. 953).

Son intervention à l'issue des explications de vote (p. 1012).

– Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) et proposition de loi visant à réformer la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 316).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 mai 1994] :

Banques et établissements financiers (p. 2324).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. (p. 2323).

Lois :
- évaluation (p. 2324) ;
- loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (p. 2323).

Professions libérales et travailleurs indépendants : professions libérales (p. 2324).

Redressement et liquidation judiciaires :
- administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs (p. 2324) ;
- contrôleurs (p. 2324) ;
- plans de cession : maintien des droits des créanciers (p. 2323).

Texte de la commission mixte paritaire :

– *favorable* à l'amendement n° 1 rectifié de M. Philippe Houillon (de coordination) (p. 2333) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Philippe Houillon (de rectification et de précision) (p. 2333) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Philippe Houillon (de coordination) (p. 2333) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Philippe Houillon (rectification d'une erreur matérielle) (p. 2333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 et 5 juillet 1994] :

Ses interventions (p. 4018, 4051).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4046).

Sa réponse (p. 4089).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4019, 4020).

Collectivités locales (p. 4047).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4019).

Conseil supérieur de la magistrature (p. 4021).

Constitution : titre VIII (p. 4047).

Cours d'appel (p. 4021, 4047).

Délinquance et criminalité :
- délinquance (p. 4018) ;
- victimes (p. 4019, 4022, 4090).

Greffes (p. 4019).

Juridictions administratives (p. 4018, 4021).

Justice (p. 4018, 4019, 4022, 4023, 4089).

Lois : loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale : article 6 (p. 4019).

Lois de finances : crédits budgétaires :
- évolution (p. 4018) ;
- programmation (p. 4018, 4021, 4022, 4046, 4089, 4090).

Magistrats : recrutement (p. 4019, 4021).

Palais de justice (p. 4020, 4021).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 4019, 4021, 4022, 4090) ;
- tribunaux d'instance (p. 4019).

Procédure pénale :
- médiation (p. 4019) ;
- transaction (p. 4020, 4022, 4046, 4090).

Procédure pénale : application des peines :
- juges d'application des peines (p. 4020) ;
- mineurs (p. 4020, 4051, 4090) ;
- travaux d'intérêt général (p. 4020, 4022).

Professions sociales (p. 4022).

Système pénitentiaire : prisons (p. 4020, 4022, 4090).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4046, 4047).

Ville : politique de la ville (p. 4046, 4051).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 31 de M. Pierre Mazeaud et 33 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 4098).

Avant l'article 41-10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Alain Marsaud (dénomination de « juges d'instance délégués » et extension aux tribunaux de grande instance) (p. 4100) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Daniel Picotin (dénomination de « juges d'instance délégués ») (p. 4100).

Article 41-10 (critères de recrutement) :

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 4100) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la condition de durée d'exercice professionnel pour les titulaires d'un diplôme permettant l'exercice d'une profession juridique réglementée) (p. 4100) ;

– *soutient* l'amendement n° 42 du Gouvernement (membres des professions libérales juridiques ou judiciaires soumises à statut) (p. 4100) : adopté (p. 4101) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 4101) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Daniel Picotin (incompatibilité avec la fonction de juge départiteur du conseil des prud'hommes) (p. 4101).

Article 41-12 (nomination) :

– *défavorable* à l'amendement n° 23 deuxième rectification de M. Gérard Léonard (nomination pour une durée de trois ans renouvelable) (p. 4102) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nomination pour une durée de cinq ans renouvelable) (p. 4102) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de Mme Nicole Catala (nomination pour une durée de cinq ans non renouvelable) (p. 4102) ;

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4103) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Léonce Deprez (communication de la délibération de la commission d'avancement) (p. 4103).

Article 41-13 (soumission au statut de la magistrature) :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Alain Marsaud (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4104) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rémunération) (p. 4104).

Après l'article 41-13 :

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4104, 4105) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 41 du Gouvernement (membres des professions libérales juridiques et judiciaires) à l'amendement n° 16 du Gouvernement (p. 4104) : rejeté (p. 4106).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Michel Hannoun (corps des greffiers) (p. 4106).

Article 2 *(rapport au Parlement sur les juges de paix) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 21 de M. Pierre Mazeaud, 34 de M. Jean-Pierre Michel et 38 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4107).

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Bastiani (autonomie administrative des tribunaux d'instance) (p. 4107).

Article 3 *(critères de recrutement) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 35 de M. Jean-Pierre Michel et 39 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4108).

Article 4 *(conditions de nomination) :*

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 4108).

Article 7 *(magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel : art. 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) :*

– *favorable* aux amendements nos 18 et 19 de la commission (rédactionnels) (p. 4109).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Son intervention et sa réponse (p. 9598, 9600).

Principaux thèmes développés :

Conciliation et médiation (p. 9598).

Gouvernement : justice : réforme (p. 9598).

Greffes (p. 9598).

Procédure civile : juges de paix (p. 9598).

Procédure pénale :
- droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 9598) ;
- transaction, injonction (p. 9598).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *ses observations* (p. 4113).

Magistrats : chefs de juridiction : logement de fonction.

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 26 de M. André Fanton (caractère « inadmissible » de l'absence de logement de fonction des chefs de juridiction) à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction du rapport) (p. 4115).

Article 2 *(programmation des moyens de la justice) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4116).

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 9 de la commission, 14 de la commission des finances, 20 de M. Jean-Pierre Michel et 22 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4117).

Article 4 précédemment réservé *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *ses observations* (p. 4118).

Procédure pénale : application des peines : mineurs.

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (substitution du recrutement d'assistants de justice à celui de juges de paix) (p. 4118).

Administration : inspection générale du ministère de la justice.

– *ses observations* sur l'amendement n° 17 de M. Gérard Léonard (emplois de conseillers hors classe et présidents de tribunal administratif) (p. 4119).

Après l'article 5 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 28 de Mme Véronique Neiertz (rapport sur l'état de la carte judiciaire avant le 29 décembre 1994 et présentation des orientations relatives à la révision de cette carte avant le 31 décembre 1996) (p. 4120).

Article 6 *(rapport au Parlement sur l'exécution de la loi) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 4120).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 153 du Gouvernement (audiences foraines) (p. 4120) : adopté (p. 4121).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4121).

– *soutient* l'amendement n° 154 du Gouvernement (chambres détachées des tribunaux de grande instance) : adopté (p. 4121).

Avant l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 107 de M. Henri-Jean Arnaud (service des secrétariats-greffes) (p. 4122).

Article 4 *(réception par les greffiers en chef du consentement à l'adoption) :*

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (suppression du consentement par acte authentique) (p. 4122).

Article 5 *(réception de la déclaration conjointe aux fins d'exercice en commun de l'autorité parentale : art. 374 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Camille Darsières (compétence des greffiers) (p. 4123).

Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 15 de Mme Nicole Catala, 109 de M. Claude Malhuret et 182 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4130).

Article 7 *(responsabilité de l'Etat au titre de la vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 473 du code civil) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 16 de Mme Nicole Catala et 183 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4132).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Camille Darsières (saisine du juge des tutelles en cas de difficulté dans la gestion du gérant de tutelle) (p. 4133).

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 132 de M. Jean-Pierre Michel et 162 de Mme Véronique Neiertz (accord des parties) (p. 4133).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 133 de M. Jean-Pierre Michel et 163 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la médiation d'office) (p. 4134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 rectifié de la commission (médiation à la demande de l'une des parties) (p. 4134) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 135 de M. Jean-Pierre Michel et 165 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la mise à la charge des parties des frais de la médiation) (p. 4134) ;

– *soutient* l'amendement n° 146 du Gouvernement (frais de médiation en cas d'aide juridictionnelle) (p. 4135) : adopté (p. 4136).

Article 12 *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 166 rectifié de Mme Véronique Neiertz (mission de conciliation ou de médiation renouvelable une fois) (p. 4136).

Article 19 *(recours contre les décisions de la commission du surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4138).

Projets de loi nos 1333, 1334 et 1335 : préparation : concertation.

– *ses observations* sur l'amendement n° 49 deuxième rectification de la commission (homologation du plan de redressement proposé par la commission) (p. 4139).

Article 16 précédemment réservé *(procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation : art. L. 311-37 du code de la consommation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (de conséquence) (p. 4141).

Article 17 précédemment réservé *(intitulé du titre III du livre III du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 168 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4141).

Article 18 précédemment réservé *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

Avant l'article L. 331-1 :

– *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (de conséquence) (p. 4142).

Article L. 331-1 (composition de la commission) :

– *favorable* à l'amendement n° 44 de la commission (de coordination) (p. 4143) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission de la production (composition de la commission en vue de prescrire les mesures prévues en cas d'échec de la conciliation) (p. 4139).

Article L. 331-3 (procédure) :

– *favorable* à l'amendement n° 45 de la commission (de conséquence) (p. 4143).

Article L. 331-5 (suspension des procédures d'exécution par le juge de l'exécution) :

– *favorable* à l'amendement n° 46 de la commission (de conséquence) (p. 4143) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 189 de la commission (autorisation du juge pour tout acte aggravant l'insolvabilité du débiteur) (p. 4143).

Article L. 331-7 (décisions de redressement) :

– *favorable* à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 4144).

Article L. 331-8 (opposabilité aux créanciers) :

– *favorable* à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des créanciers non avisés des mesures prescrites par la commission) (p. 4144).

Article 21 *(entrée en vigueur du chapitre modifiant la procédure de traitement des situations de surendettement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 50 de la commission (fixation de l'entrée en vigueur du chapitre au premier jour du sixième mois suivant la publication de la loi) (p. 4145).

Après l'article 21 :

– *défavorable* à l'amendement n° 35 corrigé de M. Germain Gengenwin (faillite civile dans les départements d'Alsace et de la Moselle) (p. 4145, 4146) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 200 de M. Raoul Béteille (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4148).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* (p. 4177).

Délinquance et criminalité :

– délinquance ;

– victimes.

Justice : égalité.

Procédure pénale : transaction pénale.

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 51 de la commission et 18 corrigé de Mme Nicole Catala (rédactionnels) (p. 4182).

Article 25 *(délits jugés par un juge unique : art. 398-1 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (extension à la tentative de dégradation ou de destruction de biens) (p. 4184) ;

– *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (de précision) (p. 4184).

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 69 de la commission, 4 de M. Pierre Lellouche, 32 de Mme Nicole Catala, 79 de M. Gérard Léonard et 96 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4187).

Article 31 *(libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an : art. 729 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 70 de la commission, 5 de M. Pierre Lellouche, 33 de Mme Nicole Catala, 80 de M. Gérard Léonard et 97 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4188).

Demande une seconde délibération de l'article 30 (p. 4187).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (de suppression) (p. 4196, 4197) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 176 de Mme Véronique Neiertz (exclusion des amendes correctionnelles) (p. 4197) ;

– *soutient* l'amendement n° 208 du Gouvernement (suppression de l'abattement du montant de l'amende) : adopté (p. 4197).

Article 34 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-2 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 209 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 4197).

Article 36 *(pouvoirs du juge des enfants statuant seul : art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 178 rectifié de Mme Véronique Neiertz (suppression des conditions de réparation du dommage et de reclassement du mineur coupable en matière de mesures éducatives) (p. 4199).

Après l'article 37 :

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de Mme Véronique Neiertz (interdiction des écoutes téléphoniques d'un parlementaire) (p. 4203) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (information du président de l'Assemblée concernée en cas d'écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4203, 4204) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 203 de M. Pierre Pasquini (communication des écoutes au président de l'Assemblée ou du Sénat) à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (p. 4203).

Article 38 *(exécution des décisions des juridictions administratives de premier et de second degrés : art. L. 3-1 à L. 3-3 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4205).

Article L. 3-2 (pouvoir d'astreinte) :

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 4205).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 81 de M. Gérard Léonard (limitation aux présidents de tribunal administratif et aux magistrats ayant le grade de président ou de conseiller hors classe) (p. 4206) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (limitation aux présidents de tribunal administratif et aux magistrats ayant au moins le grade de conseiller de première classe) (p. 4206) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (extension aux litiges relatifs aux bâtiments menaçant ruine et aux contraventions de grande voirie) (p. 4206).

Article 40 *(ordonnance du président : art. L. 9 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 179 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4207) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 196 de la commission (décision sur les frais irrépétibles) (p. 4207).

Après l'article 40 :

– *favorable* à l'amendement n° 197 de la commission (sursis à l'exécution d'une décision administrative) (p. 4207) ;

– *favorable* à l'amendement n° 198 de la commission (sursis à l'exécution d'une décision administrative en matière d'urbanisme) (p. 4208) ;

– *favorable* à l'amendement n° 199 de la commission (de conséquence) (p. 4208).

Article 44 *(détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. 12 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 181 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4209).

Article 47 *(application de la loi à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte) :*

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (extension des règles en matière de rejet de conclusions à fin de sursis) (p. 4209).

Seconde délibération de l'article 30 :

Article 30 supprimé en première délibération *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (compétence du tribunal) : adopté (p. 4210).

Après les explications de vote :

Son intervention (p. 4212) :

Procédure pénale : transaction pénale.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 44 de la commission (désignation par le juge, avec l'accord des parties, d'un conciliateur ou d'un médiateur) (p. 7264) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 159 du Gouvernement (substitution à l'accord des parties de l'obligation de recueillir leurs observations) à l'amendement n° 44 de la commission (p. 7263) : rejeté (p. 7265) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 160 du Gouvernement (consignation de la provision à valoir sur la rémunération du médiateur) à l'amendement n° 44 de la commission (p. 7263) : adopté (p. 7265).

Article 11 supprimé par le Sénat *(médiation judiciaire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture compte tenu d'une coordination avec l'amendement n° 44 modifié précédemment adopté) (p. 7265).

Article 12 supprimé par le Sénat *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7265).

Article 13 supprimé par le Sénat *(conditions d'exercice de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7265).

Article 14 supprimé par le Sénat *(homologation de l'accord par le juge) :*

– *favorable* à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7266).

Article 15 supprimé par le Sénat *(champ et conditions d'application de la conciliation et de la médiation judiciaires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 49 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture compte tenu de la détermination par décret en Conseil d'Etat des règles en matière de provision pour rémunération du médiateur) (p. 7266).

Amendement n° 43 avant l'article 10 précédemment réservé :

– *favorale* à l'amendement de la commission précédemment réservé (intitulé du chapitre Ier du titre II du projet de loi : « La conciliation et la médiation ») (p. 7266).

Article 18 *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7267).

Article L. 331-5 (suspension des procédures d'exécution par le juge de l'exécution) :

– *favorable* à l'amendement n° 50 de la commission (terme de la suspension et de coordination) (p. 7267).

Article L. 331-7 (décision de redressement) :

– *favorable* à l'amendement n° 51 de la commission (unification à cinq ans des délais maximum de report et de rééchelonnement des emprunts) (p. 7268) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de Mme Véronique Neiertz (fixation à cinq ans du délai maximum de report des emprunts) (p. 7268).

Article L. 331-8 (opposabilité aux créanciers) :

– *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) (p. 7268).

Article L. 331-9 (droits des créanciers) :

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (de coordination) (p. 7268).

Article 19 *(contrôle par le juge des mesures recommandées par la commission de surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *favorable* aux amendements nos 54, 55 et 56 de la commission (de coordination) (p. 7269).

Après l'article 21 :

– *défavorable* à l'amendement n° 136 de Mme Véronique Neiertz (extension du régime de faillite civile des départements d'Alsace et de Moselle à l'ensemble des départements français) (p. 7270).

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7274) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission (procédure simplifiée d'injonction correctionnelle) (p. 7279) ;

– *soutient* l'amendement n° 21 du Gouvernement (dénomination d'« injonction pénale ») : adopté (p. 7281).

Article 48-1 (initiative de la composition pénale) :

– *soutient* l'amendement n° 22 du Gouvernement (de coordination) (p. 7281) : adopté après modifications (p. 7282) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 144 corrigé de M. Marcel Porcher (de précision) à l'amendement n° 22 du Gouvernement (p. 7282).

Article 48-2 (champ d'application de la composition pénale) :

– *soutient* l'amendement n° 23 du Gouvernement (injonction impossible en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail, d'exhibition sexuelle et de port ou transport d'armes des première ou quatrième catégories ; même exclusion à l'égard des personnes condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction ou en cas d'engagement des poursuites par la victime) (p. 7282) : adopté après modifications (p. 7283) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 107 de Mme Suzanne Sauvaigo (injonction impossible en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail, d'exhibition sexuelle ; même exclusion à l'égard des personnes condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction pour des faits identiques commis depuis moins de deux ans) (p. 7283).

Article 48-3 (notification de la proposition de composition à l'auteur du délit, au plaignant et à la victime) :

– *soutient* l'amendement n° 24 du Gouvernement (suppression de l'obligation de réparation du préjudice comme condition de l'injonction et de coordination) (p. 7283) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 147 corrigé de M. Marcel Porcher (expression écrite de l'acceptation de l'injonction ; décision implicite de rejet) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 7283).

Article 48-4 du code de procédure pénale (nature des obligations pouvant constituer la composition) :

– *soutient* l'amendement n° 25 du Gouvernement (de coordination) (p. 7283) : adopté après modifications (p. 7284) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 146 rectifié de M. Marcel Porcher (mesures de réparation du préjudice) à l'amendement n° 25 du Gouvernement (p. 7284).

Article 48-5 (non-exécution des obligations prévues par la composition. Suspension de la prescription) :

– *soutient* l'amendement n° 26 du Gouvernement (de précision et de coordination) : adopté (p. 7284).

Article 48-6 (droits de la victime) :

– *soutient* l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 7284).

Article 48-7 (inscription de la composition sur un registre national) :

– *soutient* l'amendement n° 28 du Gouvernement (inscription pendant une durée maximale de cinq ans ; consultation par les seules autorités judiciaires) (p. 7284) : adopté (p. 7285).

Article 25 *(délits jugés par un juge unique : art. 398-1 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7286) ;

– *soutient* l'amendement n° 79 du Gouvernement (extension aux délits en matière de chasse, de pêche, de protection de la faune et de la flore et de pêche maritime) : adopté (p. 7286).

Après l'article 25 :

– *soutient* l'amendement n° 82 du Gouvernement (règlement des questions de compétence entre le tribunal correctionnel collégial et le tribunal siégeant à juge unique) : adopté (p. 7286) ;

– *soutient* l'amendement n° 81 corrigé du Gouvernement (juges rapporteurs et présidence tournante du tribunal correctionnel) : adopté (p. 7286) ;

– *soutient* l'amendement n° 80 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur) : adopté (p. 7286).

Article 29 *(conditions de délivrance des exploits d'huissiers : art. 560 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 59 rectifié de la commission (inopposabilité au procureur de la République du secret en matière de statistiques) (p. 7287).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 60 de la commission et 92 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7288).

Après l'article 37 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 120 de M. Jean-Jacques Hyest (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations agréées de défense des victimes d'un accident survenu dans les transports collectifs ou dans un lieu ouvert au public) (p. 7288, 7289) ;

– *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Hyest (prescription de l'action publique et des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7290) ;

– *favorable* à l'amendement n° 119 de M. Jean-Jacques Hyest (prescription des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7290).

Article 37 *ter* nouveau *(attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux commandants et officiers de paix de la police nationale : art. 16 du code de procédure pénale et L. 23-1 du code de la route) :*

– *favorable* à l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 7291).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7292) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jean Geney (information pour recherche des causes de la disparition d'une personne ; exercice par la famille du disparu des droits reconnus à la partie civile) (p. 7295) ;

– *soutient* l'amendement n° 75 du Gouvernement (réquisition de non informer sur une plainte avec constitution de partie civile en cas de violation d'une règle de procédure pénale) (p. 7295) : adopté (p. 7296) ;

– *favorable* à l'amendement n° 61 rectifié de la commission (non-lieu pour irresponsabilité pénale) (p. 7296) ;

– *soutient* l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (poursuite de l'instruction en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction ou de saisine directe de la chambre d'accusation) : adopté (p. 7296) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (application de la procédure de comparution immédiate aux délits punis d'une peine de sept ans d'emprisonnement) (p. 7296) ;

– *soutient* l'amendement n° 78 rectifié du Gouvernement (ordre des interventions à l'audience de la chambre des appels correctionnels) : adopté (p. 7296) ;

– *soutient* l'amendement n° 76 rectifié du Gouvernement (admission des condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq ans dans les établissements réservés aux condamnés à une peine maximale de trois ans) : adopté (p. 7297) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 rectifié du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de certaines dispositions du nouveau code pénal) : adopté (p. 7297) ;

– *soutient* l'amendement n° 162 du Gouvernement (recours par l'Etat au ministère d'avocat en cas de poursuites pénales à l'encontre d'un fonctionnaire pour des faits en relation avec l'exercice des fonctions) : adopté (p. 7297).

Article 38 *(exécution des décisions des juridictions administratives de premier et de second degrés : art. L. 8-2 à L. 8-4 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

Article L. 8-3 (cumul d'injonction et d'astreinte dans une même décision juridictionnelle) :

– *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture séparant l'injonction et l'astreinte pour l'exécution d'une décision de justice) (p. 7298).

Article L. 8-4 (demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés) :

– *favorable* à l'amendement n° 64 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7298).

Après l'article 38 :

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de M. Jean-Jacques Hyest (attribution d'un pouvoir d'injonction aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) (p. 7299) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. Jean-Jacques Hyest (attribution d'un pouvoir d'astreinte aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) (p. 7299).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture réservant la qualité de juge unique aux magistrats ayant au moins le grade de conseiller de première classe) (p. 7299) ;

– *favorable* à l'amendement n° 152 de M. Pierre Mazeaud (extension aux litiges relatifs à la redevance audiovisuelle) (p. 7299) ;

– *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (renvoi devant une formation collégiale) (p. 7299).

Article 40 *bis* supprimé par le Sénat *(sursis à exécution : art. L. 10 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7300).

Après l'article 40 *bis* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 68 de la commission (insertion dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel de l'article L. 421-9 du code de l'urbanisme relatif au sursis à exécution des permis de construire ordonné par un magistrat statuant seul) (p. 7300).

Article 40 *ter* supprimé par le Sénat *(insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. L. 25 de ce dernier code) :*

– *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7301).

Article 40 *quater* supprimé par le Sénat *(insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : section V du chapitre II du titre II du livre II du code précité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7301).

Après l'article 40 *quater* :

– *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (insertion dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel du dernier alinéa de l'article 19 de la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 ayant trait au sursis à exécution, ordonné par un magistrat statuant seul, de certaines délibérations des conseils d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille) (p. 7301) ;

– *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (insertion dans le même code de la première phrase du quatrième alinéa de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ayant trait au sursis à exécution, ordonné par un magistrat statuant seul, d'actes municipaux de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle) (p. 7301) ;

– *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (de conséquence) (p. 7301) ;

– *favorable* à l'amendement n° 149 de la commission (insertion dans le même code de dispositions relatives aux modalités de jugement des recours formés contre les arrêtés de reconduite à la frontière par les magistrats statuant seuls) (p. 7302) ;

– *favorable* à l'amendement n° 150 de la commission (de conséquence) (p. 7302) ;

– *favorable* à l'amendement n° 155 rectifié de M. Marcel Porcher (transposition automatique des modifications aux dispositions citées et reproduites dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 7302).

Article 43 *(attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte : art. 6-1 nouveau de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980) :*

– *favorable* à l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 7302).

Article 47 *(application de la loi à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte) :*

– *favorable* à l'amendement n° 161 de M. Marcel Porcher (de coordination) (p. 7303).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994] :

Son intervention (p. 5648).

Ordre de la Libération : crédits (p. 5649).

Ordre national de la Légion d'honneur :

– anciens combattants : nomination : contingents (p. 5649) ;
– crédits (p. 5648, 5649) ;
– maisons d'éducation (p. 5648, 5649) ;
– traitement des médaillés (p. 5648).

Justice. – *Examen du fascicule* [19 octobre 1994] :

Son intervention (p. 5663) et *ses réponses* (p. 5666 à 5696).

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Cours d'assises (p. 5665).

Droits de l'homme et libertés publiques :

– écoutes téléphoniques (p. 5665) ;
– secret de l'instruction (p. 5664).

Greffes (p. 5663, 5664).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 5663, 5664).

Juridictions administratives (p. 5664).

Lois : projet de loi de programme n° 1334 relatif à la justice (p. 5663).

Magistrature :

– conciliateurs et juges de paix (p. 5665) ;
– effectifs (p. 5663) ;

– féminisation (p. 5665, 5666) ;
– revalorisation (p. 5664).

Ministère de la justice :
– crédits (p. 5663, 5664, 5665) ;
– informatisation (p. 5665).

Procédure pénale : application des peines :
– juge de l'application des peines (p. 5665) ;
– peines de substitution et centres de semi-liberté (p. 5663).

Système pénitentiaire :
– administration pénitentiaire (p. 5663, 5664) ;
– prisons (p. 5664).

Tribunaux :
– carte judiciaire (p. 5664, 5665) ;
– tribunal de Bobigny (p. 5666).

Réponses aux questions :

Conseil supérieur de la magistrature (M. Raoult Béteille) (p. 5696).

Cours d'appel :
– Aix-en-Provence (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 5690) ;
– conseillers en service extraordinaire (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 5691).

Jeunes :
– juges pour enfant : Cambrai et Bobigny (MM. Claude Pringalle, Raoul Béteille) (p. 5693, 5696) ;
– juges pour enfant : placement des enfants (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 5667) ;
– protection judiciaire de la jeunesse (Mme Nicole Catala) (p. 5692).

Magistrats : logements de fonction (M. André Fanton) (p. 5694).

Ministère de la justice : inspection générale (M. Alain Marsaud) (p. 5668).

Procédure pénale :
– amendes : contrainte par corps (M. Jean-Gilles Berthommier) (p. 5667) ;
– cautions morales (M. Xavier de Roux) (p. 5689).

Système pénitentiaire :
– administration pénitentiaire (M. Jacques Pélissard) (p. 5695) ;
– détention provisoire et centres de semi-liberté (M. Xavier de Roux) (p. 5689) ;
– services médico-psychologiques (M. Christian Kert) (p. 5689) ;
– transfèrement des détenus (MM. Alain Marsaud, Alain Danilet) (p. 5668, 5694).

Tribunaux :
– carte judiciaire (Mme Christine Boutin, MM. René André, André Fanton) (p. 5688, 5691, 5694) ;
– palais de justice de Lyon (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 5667) ;
– Seine-et-Marne (M. Didier Julia) (p. 5668) ;
– tribunaux de Béziers, Saint-Etienne, Avesnes-sur-Helpe, Melun, Lons-le-Saunier (MM. Raymond Couderc, Jean-Pierre Philibert, Alain Poyart, Jean-Jacques Hyest, Jacques Pélissard) (p. 5666, 5669, 5689, 5695).

– Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation (n° 1571).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 novembre 1994] :

Ses interventions (p. 7321) et sur la *question préalable* opposée par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7327) et *sa réponse* (p. 7332).

Principaux thèmes développés :

Cour de cassation :
– chambre des requêtes (p. 7322) ;
– formations d'admission (p. 7322, 7332) ;
– pourvois (p. 7322, 7327) ;
– Premier président (p. 7322).

Discussion des articles [22 novembre 1994] :

Article 1er *(création des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 121-3 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *ses observations sur* les amendements identiques nos 4 de M. Pierre Mazeaud et 5 de M. Jacques Floch (de suppression) (p. 7334).

Article 2 *(modalités de fonctionnement et composition des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 131-5-1 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7334).

Article 5 nouveau *(remplacement des magistrats des formations d'admission en cours d'année judiciaire : art. L. 132-5 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *ses observations* et *son intervention* (p. 7335).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1994] :

Batellerie : « tour de rôle » ; « bourses d'affrètement » ; sous-traitance (p. 1589, 1590).

Voies navigables :
– Comité du transport par voie navigable (p. 1590) ;
– Compagnie nationale du Rhône (p. 1591) ;
– modernisation et nouvelles liaisons : financement ; exploitation commerciale (p. 1590, 1591) ;
– Voies navigables de France (p. 1590).

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 9 *(liberté des prix dans les contrats à l'exportation) :*

– *soutient* l'amendement n° 40 de M. Jean-Louis Idiart (fixation du prix du transport après inclusion de toutes les charges) : devenu sans objet (p. 1598).

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne

(9e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution de M. Jean-Claude Lefort, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **essais nucléaires à Mururoa et leurs répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll (n° 1119)** [13 avril 1994].

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du **droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° 1162)** [26 avril 1994].

Proposition de loi tendant à attribuer le droit à une **retraite anticipée à taux plein à l'âge de cinquante-cinq ans aux anciens combattants d'Afrique du Nord qui sont chômeurs en fin de droit (n° 1672)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Crédits de la défense :** loi de programmation militaire : conséquences budgétaires [27 avril 1994] (p. 1170, 1171).

– **Participation de soldats allemands au défilé du 14 juillet :** 14 juillet 1994 : défilé : corps européen de défense [29 juin 1994] (p. 3808, 3809).

– **Pluralisme à la télévision :** vie politique [23 novembre 1994] (p. 7359, 7360).

orales sans débat :

– **n° 342,** posée le 3 mai 1994 : **poursuite de l'aménagement de la R.N. 305** (p. 1415). Appelée le 5 mai 1994 : aménagement en « site propre » (p. 1525, 1526).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Armée de l'air : avions Mirage 2000 D, 2000 DA, 2000 5, 2000 N (p. 2160).

Armée de terre : effectifs (p. 2160).

Armements classiques : hélicoptères de transport et de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 2160).

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires (p. 2162).

Europe : défense européenne (p. 2159).

Industries d'armement : commandes publiques et grands programmes (p. 2161).

Livre blanc sur la défense (p. 2159, 2161).

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels (p. 2160, 2161).

Marine nationale : porte-avions à propulsion nucléaire (p. 2160).

Organisation des Nations Unies : opérations de « maintien » de la paix : forces d'interposition (p. 2160).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2159).

Réserves : effectifs et professionnalisation (p. 2161).

Service national : conscription (p. 2160, 2161).

Traités et conventions :

– traité de non-prolifération nucléaire (p. 2161, 2162) ;

– traité d'interdiction des essais nucléaires (p. 2162).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Commerce extérieur : échanges commerciaux : solde (p. 2939).

Communautés européennes et Union européenne :

– Conseil européen de Corfou : Livre blanc sur la croissance (p. 2938, 2939) ;

– institutions : organisation et compétences (p. 2939) ;

– Parlement européen (p. 2938).

Emploi : chômage (p. 2938, 2939).

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3245) :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi.

Communautés européennes et Union européenne : traité de Maastricht et politique étrangère et de sécurité commune.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie (n° 1263).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3258) :

Affaires étrangères : génocide arménien : reconnaissance.

Enseignement secondaire : enseignement de la langue arménienne en France.

Langue française : francophonie.

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Administration : Agence d'insertion (A.I.) (p. 3376).

Communautés européennes et Union européenne : fonds européens (p. 3375).

Emploi :

– chômage (p. 3375) ;

– insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3375, 3376).

Entreprises :

– charges sociales : exonération (p. 3375, 3376) ;

– coût salarial (p. 3375).

Fonctionnaires et agents publics : congés bonifiés (p. 3376).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 3376).

Jeunes (p. 3376).

Jeux et paris : taxation (p. 3376).

Service national : service national adapté (p. 3376).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* (p. 4491).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1994] :

Affaires étrangères : Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : commandement intégré et missions (p. 6340).

Armements nucléaires : modélisation et simulation : programme PALEN (p. 6341).

Europe :
- Corps européen (p. 6341) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 6340).

Industries d'armement :
- commandes publiques : évolution (p. 6341) ;
- entreprises publiques : productivité et reconversions (p. 6341) ;
- exportations (p. 6341).

« Livre blanc » sur la défense (p. 6340).

Ministère : crédits (p. 6340).

Service national (p. 6341).

Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire (p. 6340, 6341).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) (p. 6497).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :
- carte du combattant (p. 6497) ;
- chômeurs de longue durée : préretraite (p. 6497) ;
- fonds de solidarité (p. 6496) ;
- retraite anticipée (p. 6496, 6497) ;
- retraite mutualiste (p. 6497) ;
- victimes de la captivité (p. 6497).

Déportation :
- journée de la libération des camps (p. 6497) ;
- Struthof : musée (p. 6497).

Mémoire et souvenir :
- délégation à la mémoire (p. 6497) ;
- mission du Cinquantenaire des débarquements et de la Libération : commémoration du 8-Mai (p. 6497).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6497).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :
- « cristallisation » et plafonnement (p. 6497) ;
- pensions temporaires : conversion en pensions définitives (p. 6497) ;
- rapport constant (p. 6497).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

– *favorable* (p. 9415).

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite : retraite anticipée et durée de cotisation.

MERCIER (Michel)

Député du Rhône

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085) [20 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1085) **complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1209)** [4 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1374), **complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1428)** [23 juin 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 422, posée le 7 juin 1994 : **facturation de l'eau potable** (p. 2709). Appelée le 9 juin 1994 : augmentation du prix de l'eau (p. 2804, 2805).

– n° 523, posée le 22 novembre 1994 : **récupération de la T.V.A. sur les travaux d'adduction d'eau** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : réseaux de distribution de l'eau affermés par les collectivités territoriales (p. 7415, 7416).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales (n° 1122).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Compétences et dépenses (p. 1705).

Comptabilité :
- comptables publics : contrôle (p. 1706) ;
- information et transparence budgétaires (p. 1705) ;
- plan comptable général (p. 1705).

Comptabilité réforme :
- amortissement (p. 1706) ;
- coût : plafonnement (p. 1706) ;
- investissements : autofinancement (p. 1706) ;
- provisions (p. 1706).

Contrôles budgétaire et de légalité (p. 1706).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 1706).

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 1719).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothécaire (p. 1716).

Collectivités locales (p. 1716).

Domanialité publique :
- droit réel (p. 1716) ;
- occupation temporaire (p. 1716) ;
- protection (p. 1715, 1716) ;
- rapport Querrien (p. 1715) ;
- utilisation économique (p. 1715).

Justice : Conseil d'Etat (p. 1715, 1716).

Lois :
- codification : droit des propriétés publiques (p. 1716) ;
- loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation : article 13 (p. 1716) ;
- loi n° 92-496 du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports maritimes (p. 1715).

Mer et littoral : ports :
- Dunkerque (p. 1715) ;
- ports autonomes (p. 1715).

Transports : S.N.C.F. (p. 1715).

Discussion des articles [16 mai 1994] :

Article 1er *(constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et des établissements publics de l'Etat : art. L. 34-1 à L. 34-9 du code du domaine de l'Etat) :*

Article L. 34-1 (conditions d'attribution d'un droit réel) :
- *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1727) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Jacques Floch (suppression de l'attribution des prérogatives et obligations du propriétaire) (p. 1727) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Yves Marchand (suppression de la durée maximale de l'autorisation) (p. 1727) ;
- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (reconduction de l'autorisation au-delà de soixante-dix ans non constitutive de droits réels) : adopté (p. 1728).

Article L. 34-2 (conditions de cession des ouvrages et d'exercice du droit d'hypothèque) :
- *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Yves Marchand (suppression de l'agrément en cas de mesures conservatoires ou d'exécution exercées par les créanciers chirographaires) (p. 1729) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Daniel Colliard (avis conforme de la collectivité locale concernée pour la cession des ouvrages) (p. 1729) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Yves Marchand (champ de la garantie hypothécaire) (p. 1729) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 20 corrigé de M. Jacques Floch (conformité des travaux financés par l'emprunt hypothécaire avec l'affectation de la dépendance domaniale) (p. 1729) ;
- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1730).

Article L. 34-3 (fin de l'autorisation constitutive de droits réels) :
- *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Jacques Floch (suppression des conditions de maintien en l'état des ouvrages à l'issue du titre d'occupation) (p. 1730) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Yves Marchand (suppression de la durée maximale de l'autorisation) (p. 1730) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Jacques Floch (remise en état des ouvrages aux frais du titulaire de l'autorisation et suppression de son indemnisation en cas de retrait de l'autorisation avant terme) (p. 1730) ;
- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1730) : adopté (p. 1731).

Article L. 34-4 (décision de l'Etat pour la reconnaissance d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du service public) :
- *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Yves Marchand (de suppression) (p. 1731) ;
- *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (limitation à l'attribution de l'autorisation constitutive) : adopté (p. 1731).

Article L. 34-5 (conventions d'occupation du domaine public) :
- *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Jacques Floch (annexion du cahier des charges de ces conventions aux contrats de crédit-bail ou de crédit hypothécaire) (p. 1732).

Article L. 34-6 (exclusion du domaine public naturel) :
- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1732).

Article L. 34-7 (décrets d'application) :
- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1732).
- *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Daniel Colliard (information, consultation et « codécision » des collectivités locales) (p. 1732) ;
- *défavorable* au sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Balligand (suppression de la « codécision ») à l'amendement n° 16 de M. Daniel Colliard (p. 1733).

Article L. 34-8 (contrats de crédit-bail) :
- *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Yves Marchand (suppression de l'agrément de l'Etat) (p. 1733) ;
- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (exclusion du financement des infrastructures publiques ; agrément pour les organismes sous le contrôle de l'Etat ; absence d'agrément pour les investissements privés des investisseurs privés) (p. 1733) : adopté après modifications (p. 1734) ;
- *favorable* au sous-amendement n° 33 du Gouvernement (motif des refus d'agrément) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1733).

Article L. 34-9 (domaine public des établissements publics) :
- *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Dominique Bussereau (extension aux établissements publics des collectivités territoriales) (p. 1734) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Dominique Bussereau (de coordination) (p. 1734) ;
- *défavorable* à l'amendement n° 17 deuxième correction de M. Daniel Colliard (schéma d'aménagement pour la mise en œuvre de l'occupation constitutive de droits réels avec avis conforme de la commune et de l'établissement portuaire) (p. 1734).

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (de coordination avec l'article 35 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977) (p. 1734) : adopté (p. 1735).

Article 2 *(dispositions transitoires) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (extension du champ de la loi aux modifications substantielles des ouvrages existants par le permissionnaire ou le concessionnaire et rédactionnel) : adopté (p. 1735).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Yves Marchand (réglementation de la gestion des espaces portuaires dans la loi de finances pour 1995) (p. 1735).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] (p. 3899) :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothéquaire.

Domanialité publique :

– droit réel ;
– occupation temporaire ;
– protection ;
– utilisation économique.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 43 précédemment réservé *(délégations de service public) :*

– *soutient* l'amendement n° 99 rectifié de M. René Beaumont (limitation aux transports scolaires) (p. 3193) : rejeté (p. 3194).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1994] (p. 3898) :

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée.

Vote pour du groupe U.D.F.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 46 (politique de développement du territoire conduite par l'État et les collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 47 (correction des handicaps liés à la situation économique) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 50 (évaluation quinquennale du schéma) : devenu sans objet (p. 4429).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 51 (Conseil national désigné par le Conseil économique et social) : devenu sans objet (p. 4433) ;

– *son* amendement n° 67 (suppression de la compétence d'évaluation du schéma national ; consultation sur l'affectation des fonds interministériels non déconcentrés) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 52 (limitation du champ des directives aux orientations de l'Etat en matière d'aménagement) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 53 (limitation du champ des directives aux orientations de l'Etat en matière de localisation des infrastructures et équipements et de préservation des espaces naturels et des sites) : devenu sans objet (p. 4442).

Article 5 *(coordination) :*

– *soutient* l'amendement n° 903 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (délai d'adoption du schéma d'aménagement de la Corse) : adopté (p. 4448).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 54 (charte annexée au contrat de plan) : devenu sans objet (p. 4465) ;

– *son* amendement n° 55 (suppression de la liaison avec le plan régional) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 56 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (composition) (p. 4470) : retiré (p. 4471) ;

– *son* amendement n° 57 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (suppression de la coprésidence par le président du conseil régional) : rejeté (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 58 (détermination de l'ordre du jour par le président après consultation des membres de la conférence) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *son* amendement n° 59 (consultation des collectivités territoriales en cas de regroupement fonctionnel visant des services déconcentrés mis à leur disposition) : devenu sans objet (p. 4497).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 60 (publication d'un avis de la commission départementale de coopération intercommunale sur les limites des arrondissements au regard de la notion de pays) (p. 4509) : rejeté (p. 4513).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *son* amendement n° 61 soutenu par M. René Beaumont (de suppression) (p. 4516) : rejeté (p. 4517) ;

– *son* amendement n° 62 : devenu sans objet (p. 4518).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 64 soutenu par M. René Beaumont (compétence exclusive du conseil général pour la mise en œuvre du fonds) : retiré (p. 4594).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 70 (de suppression) (p. 4664, 4665) : rejeté (p. 4668).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 71 (suppression du taux unique de pays ; écrêtement national des bases de taxe professionnelle des communes au profit des fonds départementaux de péréquation) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 72 (suppression du taux unique national ; écrêtement national des bases de taxe professionnelle des communes, des départements et des régions au profit de fonds nationaux de péréquation par catégorie de collectivités) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 73 (division en deux parts du fonds national de péréquation prévu dans la troisième option de réforme) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 74 (affectation aux fonds départementaux de péréquation d'une partie des ressources du même fonds) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 75 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4703).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *son* amendement n° 77 (de suppression) (p. 4750) : adopté (p. 4751).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 79 (conférence annuelle entre le Gouvernement et les associations d'élus locaux sur l'évolution des concours de l'Etat aux collectivités locales) : retiré (p. 4770) ;

– *son* amendement n° 80 (rapport annuel sur la participation des collectivités locales à des actions d'Etat et les concours de l'Etat aux programmes des collectivités locales) : retiré (p. 4770) ;

– *son* amendement n° 82 (création d'un observatoire des finances locales au sein du comité des finances locales) : retiré (p. 4771) ;

– *son* amendement n° 83 (rôle de l'observatoire des finances locales) : retiré (p. 4771) ;

– *son* amendement n° 81 (établissement par la commission consultative sur l'évaluation des charges d'un bilan des charges transférées aux collectivités locales) : retiré (p. 4771).

– Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 juillet 1994] :

Cessation progressive d'activité (p. 4649).

Travail à temps partiel (p. 4649).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 4649).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie :

– autoroute A 45 : Lyon–Saint-Etienne–Toulouse (p. 6758) ;

– autoroute A 89 : Bordeaux–Clermont-Ferrand–Lyon (p. 6758).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [14 et 15 novembre 1994] (p. 6905) :

Handicapés : maisons d'accueil spécialisées et foyers à double tarification.

Jeunes : fonds d'aide aux jeunes.

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 44 :

– *soutient* l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées) : rejeté (p. 7010).

Article 49 *(réforme du financement de l'allocation de R.M.I.) :*

– *ses observations* (p. 7071, 7072) ;

– *son* amendement n° 210 (évaluations expérimentales dans quelques départements) : adopté (p. 7074).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(prolongations des conventions : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) :*

– *favorable* à l'amendement n° 19 de M. Pierre Mazeaud (exclusion des investissements immatériels comme fondement de la prolongation) (p. 9185).

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. 1er de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (champ du contrôle de la Cour des comptes) (p. 9188).

Article 4 *(stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (avenant pour modification de prix) (p. 9193).

Article 7 *(régime des avenants : art. 49-1 nouveau de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (suppression du droit de veto de la commission d'appel d'offres) (p. 9200).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Martin Malvy (composition des commissions d'appel d'offres des marchés des collectivités locales) (p. 9201).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 55 deuxième rectification de M. Jean-Jacques de Peretti (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres et des élus locaux) (p. 9209) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 deuxième rectification de M. Jean-Jacques de Peretti (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9209) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9209) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9209) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 corrigé de M. Martin Malvy (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres en matière de marchés publics) (p. 9209).

Article 11 *(vente de terrains constructibles par les collectivités publiques : art. L. 311-8 du code des communes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 7 du Gouvernement (établissement d'un bilan annuel des acquisitions et cessions foncières des collectivités territoriales et de leurs groupements et délibération de l'organe délibérant ; communication à ce dernier de l'avis du service des domaines sur les cessions envisagées et délibération sur les conditions de vente) (p. 9215).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 11.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 3.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Cumul des mandats (p. 8904).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8904).

Lois : loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8904).

Marchés publics (p. 8904, 8905).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9031).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1994] (p. 9230) :

Enseignement.

Lois :

- loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique ;
- loi n° 85-560 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle.

Photocopies.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9230).

MERLI (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

MERVILLE (Denis)

Député de la Seine-Maritime

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (environnement) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 21 : environnement (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Renault : privatisation : vente d'actions aux salariés [5 octobre 1994] (p. 4911, 4912).

orales sans débat :

– n° 379, posée le 23 mai 1994 : **réduction des charges des entreprises agricoles** (p. 2172). Appelée le 26 mai 1994 : compétitivité ; réformes (p. 2301 à 2303).

– n° 584, posée le 13 décembre 1994 : **situation économique de la région havraise et de la Basse-Seine** (p. 9015). Appelée le 15 décembre 1994 : industrie pétrochimique ; construction navale (p. 9142, 9144).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :

- compétences (p. 4302) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4301, 4302) ;
- dotation globale d'équipement (p. 4302) ;
- élections et référendum consultatif (p. 4302) ;
- Fonds de compensation pour la T.V.A. (p. 4302) ;
- ressources et péréquation (p. 4301).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4301).

Consultation nationale (p. 4301).

Etat (p. 4301) :

- déconcentration ;
- préfet et sous-préfet ;
- rôle.

Finances publiques : fonds de gestion de l'espace rural (p. 4301).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4301, 4302).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances suppléé par *Peretti (Jean-Jacques de)* [21 octobre 1994] :

Son intervention (p. 5854, 5855).

Agriculture : remembrement.

Eau : agences de l'eau, politique de l'eau, loi sur l'eau.

Emploi : « emplois verts ».

Impôts et taxes : taxe sur la mise en décharge des déchets.

Ministère de l'environnement : directions régionales de l'environnement.

Organismes et structures :
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- Conservatoire du littoral et des rivages lacustres ;
- fonds d'intervention pour la qualité de la vie.

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques.

Voirie : pistes cyclables.

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Emploi : emplois de service et « chèque service » (p. 5991).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24 et 25 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *son* amendement n° 323 : non soutenu (p. 7499).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 575 (compétence du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) : devenu sans objet (p. 7507).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Article 8 *bis* nouveau *(mise à la disposition des collectivités ou établissements d'agents par les centres de gestion : art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* sous-amendement n° 140 soutenu par M. Christian Dupuy (priorité de recrutement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (limitation du recrutement d'agents non titulaires aux cas de missions ou de remplacement temporaires) (p. 8170) : retiré (p. 8171).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 et 6 décembre 1994] :

Ses explications de vote sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 8289).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : haies (p. 8268).

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8266, 8267).

Cours d'eau, étangs et lacs : entretien des rives (p. 8267).

Déchets :
- décharges (p. 8267) ;
- déchets industriels (p. 8267).

Organismes et structures :
- associations de protection de l'environnement : agrément administratif et rôle (p. 8266) ;
- Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 8267).

Parcs : parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles (p. 8267).

Régions : patrimoine paysager : inventaire (p. 8267).

Risques naturels : prévention et couverture (p. 8266).

Voirie : enquêtes publiques (p. 8266).

Discussion des articles [6, 8 et 9 décembre 1994] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 39 de la commission (reconnaissance du principe de responsabilité de l'Etat à raison des conséquences de la politique de protection des espèces animales pour les personnes et les biens) (p. 8296, 8297).

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 5 (caractère obligatoire du débat public pour les grandes opérations publiques d'aménagement) (p. 8313) : adopté (p. 8314) ;

– *son* amendement n° 273 : non soutenu (p. 8317) ;

– *son* amendement n° 6 (autosaisine de la commission) : rejeté (p. 8318) ;

– *son* amendement n° 253 (représentation du monde de l'entreprise au sein de la commission nationale) : retiré (p. 8319).

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *son* amendement n° 254 : non soutenu (p. 8329).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 255 soutenu par M. Jacques Vernier (financement par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage de l'étude d'impact et réalisation par un bureau d'études choisi par le président du tribunal administratif) : retiré (p. 8337) ;

– *son* amendement n° 256 (présentation d'au moins deux variantes pour un même projet) : rejeté (p. 8337).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 230 de M. Louis Lauga, 232 de Mme Thérèse Aillaud et 363 de M. Michel Meylan (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8350).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 64 de la commission (composition et rôle du conseil départemental de l'environnement) (p. 8356) ;

– *son* amendement n° 257 : devenu sans objet (p. 8357).

Avant l'article 19 :

– *son* amendement n° 7 (possibilité pour les communes de se substituer aux propriétaires défaillants des plans d'eau) (p. 8392) : retiré (p. 8393).

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *son* amendement n° 8 (de précision) : devenu sans objet (p. 8393) ;

– *son* amendement n° 259 (respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques) (p. 8393) : adopté (p. 8394) ;

– *son* amendement n° 9 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 8394) ;

– *son* amendement n° 10 corrigé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 8395) ;

– *son* amendement n° 4 (durée du plan de gestion) : adopté (p. 8395).

Article 21 *(compétence des départements pour l'aménagement et l'entretien des cours d'eau non navigables) :*

– *son* amendement n° 261 corrigé (possibilité d'un transfert partiel des cours d'eau et canaux) (p. 8396) : retiré (p. 8397) ;

– *son* amendement n° 11 : devenu sans objet (p. 8397) ;

– *son* amendement n° 262 (rédactionnel) : adopté (p. 8397).

Article 21 *bis* nouveau *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *son* amendement n° 12 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 8398).

Avant l'article 22 :

– *son* amendement n° 263 (dispositions relatives à la connaissance, à la protection et à la gestion des espaces naturels) : adopté après rectification (p. 8402).

Article 22 *(inventaire départemental du patrimoine naturel) :*

– *soutient* l'amendement n° 281 de M. René Beaumont (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 8404) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 440 du Gouvernement (mise de l'inventaire à la disposition du commissaire-enquêteur) à l'amendement n° 76 de la commission (mise à disposition du public de l'inventaire lors d'une enquête publique concernant un ouvrage) (p. 8405).

Article 25 *(inventaire paysager régional) :*

– *son* amendement n° 264 (association des départements à l'établissement de l'inventaire) : devenu sans objet (p. 8578) ;

Article 26 *(compétence des agents des réserves et des parcs nationaux marins) :*

– *son* amendement n° 265 (rédactionnel) : rejeté (p. 8581).

Article 29 *(compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles) :*

– *son* amendement n° 266 : non soutenu (p. 8582).

Article 34 *bis* nouveau *(modification de l'article L. 126-1 du code rural) :*

– *son* amendement n° 267 (association du conseil départemental de l'environnement à la consultation préalable à l'élaboration des chartes des parcs naturels régionaux) : retiré (p. 8589).

Article 36 *ter* nouveau *(contenu du rapport sur la réforme de la D.G.F. et plus précisément sur les charges des collectivités locales résultant de la gestion et de la protection des espaces naturels) :*

– *ses observations* (p. 8604).

Article 36 *quater* nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *favorable* à l'amendement n° 332 du Gouvernement (de suppression partielle) (p. 8607).

– *son* amendement n° 268 (protection des sites fossilifères) (p. 8608) : adopté (p. 8609).

Après l'article 36 *quater* nouveau :

– *son* amendement n° 269 (groupements d'intérêt public dans le domaine de l'environnement) : adopté (p. 8609).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 270 (consultation des chambres de commerce et d'industrie pour le choix et la localisation des usines de traitement des déchets industriels spéciaux) : retiré (p. 8620) ;

– *son* amendement n° 271 (transfert de droit au conseil général) : adopté (p. 8621) ;

– *son* amendement n° 288 (établissement des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers dès la publication de la présente loi) : rejeté (p. 8623) ;

– *son* sous-amendement n° 478 (rédactionnel) à l'amendement n° 333 rectifié du Gouvernement (traitement des sols pollués et mise à disposition des moyens financiers) (p. 8623) : retiré (p. 8624) ;

– *son* sous-amendement n° 465 (exemption de la taxe pour les cendres et résidus provenant des usines d'incinération) à l'amendement n° 333 rectifié du Gouvernement (p. 8623) : adopté (p. 8625) ;

– *son* amendement n° 489 (taxation de tous les déchets industriels) : rejeté (p. 8626).

Après l'article 47 :

– *son* amendement n° 250 corrigé soutenu par M. Jacques-Michel Faure (incorporation de composants oxygénés dans les carburants dans les zones urbaines) (p. 8640) : retiré (p. 8641) ;

– *son* amendement n° 291 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (remise en état des sites immédiatement après la fermeture définitive d'une station-service) : rejeté (p. 8642) ;

– *son* amendement n° 3 corrigé : devenu sans objet (p. 8645).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1995] :

Cours d'eau, étangs et lacs : entretien (p. 216).

Déchets : décharges (p. 216).

Energie :

– biocarburants (p. 216) ;

– essence sans plomb (p. 217).

Organismes et structures : associations de protection de l'environnement : rôle (p. 216).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 216).

Voirie : enquêtes publiques (p. 216).

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 2 *(Commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 23 (caractère obligatoire du débat public) (p. 224) : retiré (p. 225)

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 15 de Mme Thérèse Aillaud et 52 de M. Pierre Ducout (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics concernant l'environnement) (p. 229).

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *son* amendement n° 24 (durée des plans simplifiés de gestion fixée à dix ans) : adopté (p. 242).

Article 27 *bis* *(gardes champêtres) :*

– *son* amendement n° 116 (de précision) : adopté (p. 247).

Article 29 *(compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles) :*

– *son* amendement n° 25 (caractère facultatif de l'ouverture au public) : rejeté (p. 247).

Article 37 *(modification des dispositions relatives aux déchets ménagers et assimilés) :*

– *son* amendement n° 58 (date d'application de la taxe) : retiré (p. 260).

Après l'article 42 *bis* :

– *ses observations* sur les amendements n°s 109, 110 et 111 de M. Pierre Ducout (taux de la cotisation versée par les employeurs à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) (p. 264).

Après l'article 56 nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Meylan (pouvoirs des maires confrontés à des terrains laissés en friche dans les zones urbanisées) : adopté (p. 269).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 janvier 1995] (p. 276) :

Energie : biocarburants.

Industrie : friches industrielles et sites pollués orphelins.

Organismes et structures : associations agréées de protection de l'environnement.

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques.

Publicité : affichage publicitaire.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 276).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 29 soutenu par M. André Fanton (exonère les automobiles électriques de la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés) : rejeté (p. 8560) ;

– *son* amendement n° 37 soutenu par M. André Fanton (exonération de taxe professionnelle pour les véhicules électriques) (p. 8560) : retiré (p. 8561).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 1 soutenu par M. André Fanton (modalités de calcul du plafond des indemnités des élus) : adopté (p. 9182).

MESMIN (Georges)

Député de Paris

(14e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 mars 1994] (p. 4277).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la Convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992 (n° 1017) [5 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la Convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992 (n° 1018) [5 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part (n° 1453) [28 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie (n° 1586) [17 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

– autorisant l'**approbation du protocole** modifiant la **Convention de Bruxelles** du 29 novembre 1969 sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** fait à Londres le 27 novembre 1992 (n° 1017) ;

– autorisant l'**approbation du protocole** modifiant la **Convention de Bruxelles** du 18 décembre 1971 **portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** fait à Londres le 27 novembre 1992 (n° 1018),

(n° 1177) [28 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1453) autorisant la ratification d'un accord européen établissant une **association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part (n° 1454)** [30 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1586), autorisant la **ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie (n° 1747)** [1er décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation en Bosnie : embargo ; casques bleus : retrait [7 décembre 1994] (p. 8417, 8418).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 850).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Convention climatique : genèse, objectifs et dispositif institutionnel (p. 349).

Coopération et développement : aide financière du Fonds mondial pour l'environnement : mise en œuvre au profit des pays en voie de développement (p. 349, 350).

Environnement : gaz carbonique : émissions et effet de serre (p. 349).

Etats-Unis : production de gaz carbonique ; politique environnementale (p. 349).

France : politique d'économie d'énergie ; politique de reboisement (p. 349).

Transports routiers : maîtrise : rééquilibrage rail-route : perspectives (p. 349, 350).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 55 (possibilité d'assistance médicale à la procréation après le décès de l'homme y ayant donné son consentement) : devenu sans objet (p. 861).

– Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires (n° 976).

Première lecture :

Discussion des articles [21 avril 1994] :

Après l'article 5 :

Article L. 121-23 du code de la consommation :

– *son* amendement n° 3 (levée de l'interdiction du démarchage à domicile pour les méthodes d'apprentissage des langues étrangères) (p. 1111) : adopté après modifications (p. 1112).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1235).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Assurances : COFACE (p. 3254).

Entreprises françaises : activité en Lettonie ; revenus : transfert ; indemnisation (p. 3253).

Lettonie :

– indépendance et ancrage à l'Ouest (p. 3253) ;

– liens économiques avec la Russie (p. 3254).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Article 11 *(loyers référencés) :*

– *son* amendement n° 150 (libre fixation du loyer des logements neufs et des locaux vacants) (p. 3593) : rejeté (p. 3596) ;

– *son* amendement n° 151 (harmonisation des conditions de référence notifiées par le bailleur) (p. 3594) : rejeté (p. 3596).

Article 12 *(indice de référence de révision des loyers) :*

– *son* amendement n° 152 (de suppression partielle) (p. 3596) : rejeté (p. 3597) ;

– *son* amendement n° 206 (maintien du mode d'actualisation) : adopté (p. 3597) ;

– *son* amendement n° 207 (de suppression partielle) : retiré (p. 3597) ;

– *son* amendement n° 208 (de suppression partielle) : retiré (p. 3597) ;

Article 12 *bis* nouveau *(révision du loyer dans les logements conventionnés) :*

– *son* amendement n° 153 (libre fixation des loyers) : rejeté (p. 3597).

Article 22 précédemment réservé *(charges de copropriété) :*

– *son* amendement n° 154 corrigé (p. 3647) : retiré (p. 3648).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part (n° 1399), projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part (n° 1402) et projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part (n° 1453).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères et rapporteur suppléant *Ferrand (Jean-Michel), Pinte (Étienne).*

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discusssion de l'article unique [4 juillet 1994] :

Bulgarie (p. 3993, 3994).

République tchèque et Slovaquie (p. 3993).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Air : pollution par les gaz d'échappement (p. 5866).

Automobiles et cycles : normes de pollution, réparation et renouvellement du parc (p. 5866).

Parcs : parcs régionaux (p. 5869).

Affaires étrangères. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Albanie (p. 6447).

– Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union restant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E-233) (n° 1162) et proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (COM (94) 38 final n° E-233) (n° 1366).

Principaux thèmes développés [24 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : subsidiarité (p. 5880, 5881).

Communes : Paris (p. 5880).

Elections municipales : électeurs (p. 5880).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5881).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] :

Affaires étrangères : Europe centrale et de l'Est (p. 8152).

Communautés européennes et Union européenne :

– budget communautaire : participation des nouveaux membres (p. 8152) ;

– élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8152, 8153) ;

– institutions (p. 8152).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie (n° 1586).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur :

– COFACE : couverture des risques (p. 8222) ;

– présence française en Lettonie (p. 8222).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8222).

Coopération et développement : coopération culturelle et scientifique avec la Lettonie (p. 8222).

Lettonie : indépendance ; situation économique ; démocratisation et respect de la population russophone (p. 8221).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : extension à l'Est (p. 8222).

Russie : rapports avec la Lettonie (p. 8222).

Union de l'Europe occidentale : association des pays baltes (p. 8222).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova (n° 1663).

Premiere lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec la Moldavie (p. 8228).

Moldova : indépendance ; situation économique et politique ; minorité russophone (p. 8227).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : partenariat avec la Moldova : (p. 8228).

Russie : rapports avec la Moldova (p. 8227, 8228).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1664).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur : présence française en Lituanie (p. 8226).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8226).

Lituanie : indépendance, situation économique et politique (p. 8225).

Pologne : rapports avec la Lituanie (p. 8225).

Russie : rapports avec la Lituanie (p. 8226).

MESTRE (Philippe)

Ministre des anciens combattants et victimes de guerre

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– *Migeud (Didier)* : anciens combattants d'Afrique du Nord : revendications : carte du combattant : conditions d'attribution ; retraite anticipée [6 avril 1994] (p. 556, 557).

– *Rochebloine (François)* : anciens combattants d'Afrique du Nord : revendications : carte du combattant : conditions d'attribution ; retraite anticipée : allocation différentielle [6 avril 1994] (p. 560, 561).

– *Gremetz (Maxime)* : anciens combattants d'Afrique du Nord : revendications : carte du combattant : conditions d'attribution ; retraite anticipée [6 avril 1994] (p. 563, 564).

– *Weber (Jean-Jacques)* : incorporés de force alsaciens et mosellans : indemnisation ; reconnaissance [8 juin 1994] (p. 2720, 2721).

– *Bardet (Jeen)* : anciens combattants d'Afrique du Nord : projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants d'Afrique du Nord ; carte du combattant [5 octobre 1994] (p. 4910, 4911).

orales sans débat de :

– *Grosdidier (François) (n° 357)* : réfractaires alsaciens et mosellans à la conscription dans l'armée allemande : revendications [19 mai 1994] (p. 1923, 1924).

– *Bastiani (Jean-Pierre) (n° 467)* : déportés du travail : victimes du S.T.O. : revendications [23 juin 1994] (p. 3433, 3434).

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– cinquantième anniversaire de la Libération [24 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Anciens combattants et victimes de guerre : anciens combattants (p. 2111, 2112).

Audiovisuel (p. 2115).

Commémorations :
- Alliés (p. 2111) ;
- Comité du débarquement (p. 2111, 2112) ;
- Débarquement (p. 2111, 2112, 2115) ;
- Libération (p. 2112, 2115) ;
- Mission du Cinquantenaire (p. 2111, 2112).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) (p. 6506).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :
- carte du combattant (p. 6507) ;
- chômeurs de longue durée : préretraite (p. 6508) ;
- fonds de solidarité (p. 6507, 6508) ;
- retraite anticipée (p. 6507) ;
- victimes de la captivité (p. 6506).

Lois :
- loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie (p. 6506) ;
- projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (p. 6507, 6508).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre :
- crédits (p. 6504, 6505) ;
- déconcentration (p. 6505) ;
- effectifs (p. 6505).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : missions et moyens, fonds sociaux (p. 6505).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :
- « cristallisation » et plafonnement (p. 6506) ;
- pensions temporaires : conversion en pensions définitives (p. 6506).

Réponses aux questions :

Alsace-Moselle : « Malgré nous », enrôlés de force dans le service allemand du travail (R.A.D.), patriotes résistants à l'annexion de fait (P.R.A.F.), insoumis à l'armée allemande (MM. Alain Ferry, Marc Reymann, Jean-Luc Reitzer) (p. 6509, 6510, 6514).

Anciens combattants d'Afrique du Nord (MM. Alain Ferry, Jacques Le Nay, Patrick Hoguet, Michel Meylan, Frédéric de Saint-Sernin, Jean Geney, Mme Françoise Hostalier) (p. 6509, 6510, 6511, 6514, 6515).

Déportation (Mme Françoise de Veyrinas) (p. 6515).

Mémoire et souvenir : crédits budgétaires (Mme Véronique Neiertz) (p. 6513).

Patrimoine : archives allemandes et russes (M. Jean Seitlinger) (p. 6512).

Retraite mutualiste (Mme Véronique Neiertz) (p. 6513).

Vote des crédits [4 et 16 novembre 1994] :

Etat B, titre IV :

– *soutient* l'amendement n° 276 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1 757 millions de francs en conséquence de l'institution de l'allocation de préparation à la retraite du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et de l'abaissement de l'âge requis pour bénéficier de ce fonds) (p. 7078) : adopté (p. 7078, 7083).

Après l'article 51 :

– *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Jean-Paul Durieux (rapport sur l'utilisation des crédits pour 1994 du fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 6516, 7084) ;

– *soutient* l'amendement n° 275 du Gouvernement (attribution d'une allocation de préparation à la retraite aux chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079) : adopté (p. 7078, 7083).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Brard (durée d'exonération de taxe foncière portée de quinze à vingt ans pour les logements financés à plus de 50 p. 100 au moyen de prêts aidés par l'Etat et financement de la mesure par l'institution d'une cotisation minimum de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée) (p. 7037) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe d'habitation pour les contribuables non assujettis à l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 7038) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 251 de M. Didier Migaud (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la location) (p. 7039) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la location s'ils sont situés dans des communes de plus de 20 000 habitants) (p. 7039) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 247 de M. Didier Migaud (doublement de la valeur locative retenue pour la taxe d'habitation des logements vacants dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 7041) ;

– *défavorable* aux amendements n^{os} 240 à 243 de M. Didier Migaud (réduisent de 3,4 p. 100 à respectivement 2,5 p. 100, 2,7 p. 100, 3 p. 100 et 3,2 p. 100 le plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu prévu à l'article 1414 C du code général des impôts et majorent la base des dégrèvements prévus aux articles 1414 A, 1414 B et 1414 C) (p. 7042, 7043) ;

– *défavorable* aux amendements n^{os} 31 à 35 de M. Jean-Pierre Brard (réduisent de 3,4 p. 100 à respectivement 2,5 p. 100, 2,6 p. 100, 2,8 p. 100, 3 p. 100 et 3,2 p. 100 le plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu prévu à l'article 1414 C du code général des impôts) (p. 7042, 7043) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Pierre Brard (non application des mesures de dégrèvement de la taxe d'habitation lorsque la valeur locative excède 120 000 F) (p. 7043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 30 000 à 31 130 F le seuil d'application du prélèvement sur les bases élevées de taxe d'habitation et en indexe les deux seuils) (p. 7060) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Louis Pierna (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 7061) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Louis Pierna (remboursement aux collectivités locales dans un délai d'un mois des créances sur le fonds de compensation de la T.V.A.) (p. 7061).

Après l'article 51 :

– *soutient* l'amendement n° 275 du Gouvernement (allocation de préparation à la retraite pour les chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7078) : adopté (p. 7083) ;

– *soutient* l'amendement n° 276 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 7083) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 154 précédemment réservé de M. Jean-Paul Durieux (rapport sur l'utilisation des crédits pour 1994 du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 7084).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Ses interventions (p. 9403, 9413).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Anciens combattants : Afrique du Nord :
- allocation de préparation à la retraite (p. 9403) ;
- fonds de solidarité (p. 9403) ;
- hommage et reconnaissance (p. 9403) ;
- retraite : retraite anticipée et durée de cotisation (p. 9404, 9405, 9413).

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles (p. 9413).

Lois :
- loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante ans et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (p. 9404) ;
- loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (p. 9404).

Retraites :
- fonds de solidarité vieillesse (p. 9404) ;
- régime général : durée de cotisation (p. 9403, 9404).

Discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Après l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 rectifié de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur la prise en compte des périodes passées en Algérie pour l'ouverture du droit à la pension de retraite au taux plein du régime général) (p. 9415).

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados

(2^{e} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Chômage : politique de l'emploi [29 juin 1994] (p. 3805).

– Politique de l'emploi : situation du chômage [2 novembre 1994] (p. 6323).

– **Associations du secteur éducatif** : associations complémentaires de l'enseignement public : financement : aides de l'Etat [23 novembre 1994] (p. 7352, 7353).

orales sans débat :

– **n° 304,** posée le 19 avril 1994 : **fermeture de bureaux de poste en milieu urbain** (p. 980). Appelée le 21 avril 1994 (p. 1095, 1096).

– **n° 451,** posée le 13 mai 1994 : **maison de retraite de Saint-Vincent-de-Paul à Caen** (p. 2986). Appelée le 16 juin 1994 : conditions de fermeture (p. 3065, 3066).

– en remplacement de : ***Sicre (Henri) (n° 570),*** posée le 6 décembre 1994 : **soutien aux salles de spectacle sur l'ensemble du territoire** (p. 8369). Appelée le 8 décembre 1994 : politique culturelle : associations ; organisation et diffusion de spectacles : aides de l'Etat (p. 8480, 8481).

– **n° 572,** posée le 6 décembre 1994 : **chômage en Basse-Normandie en raison de délocalisations d'emplois** (p. 8369). Appelée le 8 décembre 1994 (p. 8485, 8487).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Affaires étrangères :
- nations : indépendance et langue nationales (p. 1388) ;
- organisations internationales (p. 1389).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1388).

Enseignement (p. 1389).

Lois :
- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1389) ;
- projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1389).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *favorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Mathus (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de Mme Françoise Hostalier (utilisation d'abréviations et de sigles) (p. 1449) ;

– *son* amendement n° 62 soutenu par M. Louis Le Pensec (réserve de la dénomination des produits typiques et spécialités « d'appellation en langue régionale ») (p. 1441) : rejeté (p. 1450).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1994] (p. 3897) :

Audiovisuel.

Cultures étrangères : modèle anglo-américain.

Enseignement du français à l'étranger.

Lois :
- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») ;
- projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée.

Publicité.

Recherche : colloques et publications.

Travail : contrats de travail.

Abstention du groupe socialiste.

– **Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058).**

Principaux thèmes développés [5 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : participation à l'exercice de la compétence externe (p. 1558) ;
- Cour de justice : avis (p. 1559) ;
- élargissement : débat au Parlement (p. 1557) ;
- Europe sociale (p. 1557 à 1559).

Organisation internationale du travail : compétence, fonctionnement, œuvre (p. 1558, 1559).

– **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les inondations catastrophiques qui ont eu lieu dans le midi de la France et en Corse, les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux sinistrés et assurer une prévention efficace (n° 717).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 mai 1994] :

Agriculture : remembrement (p. 1566).

Inondations : causes, périodicité et régions concernées ; prévention (p. 1566).

Urbanisme : spéculation immobilière (p. 1567).

– **Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] (p. 3899, 3900) :

Banques et établissements financiers : crédit.

Domanialité publique :
- droit réel ;
- occupation temporaire ;
- protection ;
- utilisation économique.

Entreprises.

Fonctionnaires et agents publics : statut.

Mer et littoral : ports : ports autonomes.

Transports :
- aéroports ;
- routes ;
- transports ferroviaires.

Vote contre du groupe socialiste.

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).**

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1994] :

Assemblée nationale : députés : M. Gilbert Gantier (p. 3908).

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : directeur général, missions et réforme (p. 3907).

Boissons et alcools : « loi Evin » (p. 3909).

Chômage (p. 3907, 3908).

Collectivités locales : délégations de service public : « loi Sapin » (p. 3908, 3909).

Emploi : politique : contrat d'insertion professionnelle (p. 3907).

Entreprises : charges sociales et fiscales (p. 3908).

Politique économique : S.M.I.C. (p. 3908).

Sociétés : émissions de valeurs mobilières (p. 3908).

T.V.A. sociale (p. 3908).

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Batellerie :

– bourses d'affrètement ; « tour de rôle » (p. 3921) ;

– courtiers en transport fluvial : profession (p. 3921).

Vote pour du groupe socialiste (p. 3921).

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 3933).

Chômage : associations intermédiaires (p. 3934).

Justice : mise en examen : parlementaires (p. 3933, 3934).

Lois : proposition de loi n° 1407 (p. 3934).

Travail : travail temporaire (p. 3934).

Discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

– *défavorable* (p. 3935).

– ***Rappel au règlement :*** évoque les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon et réclame que l'Assemblée vote sur sa demande de suspension de séance [13 octobre 1994] (p. 5416).

– ***Rappel au règlement :*** proteste contre l'absence du Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire lors de l'examen du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [21 octobre 1994] (p. 5819).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Son interruption (p. 5825).

– ***Rappel au règlement :*** regrette l'absence du ministre de l'aménagement du territoire lors de l'ouverture du débat de la loi de finances consacré à l'aménagement du territoire (p. 5818).

Administration : délocalisations (p. 5825).

Aménagement du territoire : projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (p. 5815).

Organismes et structures :

– Comités interministériels pour l'aménagement du territoire (p. 5816) ;

– Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 5816).

Régions : Basse-Normandie (p. 5816, 5825).

Services publics :

– délocalisations (p. 5825) ;

– maintien en milieu rural (p. 5814).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Régions : Basse-Normandie : équipements routiers (p. 6738).

Transports ferroviaires : lignes Paris-Caen-Cherbourg et Caen-Le Mans-Tours : (p. 6746, 6747).

– ***Rappel au règlement :*** souhaite que le ministre chargé des relations avec l'Assemblée nationale ne soit pas le seul à répondre aux questions orales sans débat [1er décembre 1994] (p. 7996).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– autoroutes de l'information [13 décembre 1994] :

Son interruption (p. 8958).

Principaux thèmes développés :

Télécommunications : France Télécom (p. 8958).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 janvier 1995] :

Déchets (p. 275, 276).

Eau (p. 275, 276).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 275).

Publicité : affichage publicitaire (p. 275).

Risques naturels (p. 275).

Abstention du groupe socialiste (p. 288).

MEYER (Gilbert)

Député du Haut-Rhin

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (services du Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [8 juin 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la accorder aux demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. la possibilité de déduire, lors de la déclaration des revenus à soumettre aux impôts, les **frais de déplacements occasionnés par la recherche d'une occupation professionnelle (n° 1095)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à rétablir la possibilité, pour les communes, de prélever une **taxe sur les consommations de gaz (n° 1190)** [28 avril 1994].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome III : **services du Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 1563)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi relative à **l'exonération de la taxe professionnelle des installations destinées à la lutte contre la pollution de l'eau et de l'atmosphère (n° 1679)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 285, posée le 12 avril 1994 : **préretraite et mandat électoral** (p. 706). Appelée le 14 avril 1994 : préretraite progressive : cumul avec l'exercice d'un mandat électoral (p. 775, 776).

– n° 456, posée le 21 juin 1994 : **conditions d'accès des retraités aux H.L.M.** (p. 3331, 3332). Appelée le 23 juin 1994 (p. 3430, 3432).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 101).

Chambres de commerce (p. 101).

Commerçants :
- conjoint : déductibilité de la rémunération ; statut (p. 101) ;
- formation professionnelle : traitement fiscal (p. 101) ;
- retraites : rachat de trimestres non validés (p. 102).

Entreprises commerciales et artisanales :
- aides fiscales à la création (p. 101) ;
- entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire (p. 100) ;
- entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : statut (p. 101) ;
- frais financiers : déductibilité (p. 102) ;
- société à responsabilité limitée : capital minimum, statut (p. 101).

Impôts et taxes :
- investissements : traitement fiscal (p. 101) ;
- régime forfaitaire ; régime réel et régime super-simplifié (p. 101).

– Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1994] :

Administration : groupements d'intérêt public : groupement pour l'informatisation du livre foncier : création, régime et ressources (p. 536).

Justice : juge d'instance : juge du livre foncier (p. 535).

Propriété : publicité foncière : livre foncier :
- informatisation (p. 536) ;
- régime juridique et spécificités (p. 535, 536).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2183, 2184) :

Collectivités locales : domaine militaire désaffecté.

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] (p. 3562) :

Copropriété : plan d'épargne en vue des grosses réparations.

Impôts et taxes : « 1 p. 100 » patronal.

Logement privé : bureaux : transformation en logements.

Logement social : habitations à loyer modéré : accession à la propriété.

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] (p. 4966) :

Défense : gendarmerie.

Délinquance et criminalité : évolution.

Douanes.

Police :
- police d'Etat ;
- police municipale.

Police nationale :
- formation ;
- rôle, fonctionnement et moyens.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Agriculture : horticulture : T.V.A. (p. 5305).

Energie : T.V.A. au taux de 18,6 p. 100 sur les abonnements E.G.F. (p. 5305).

Enseignement (p. 5305).

Impôt sur le revenu (p. 5305).

Politique économique : consommation et pouvoir d'achat (p. 5305).

Deuxième partie :

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1994] (p. 6052) :

Aides :
- aide à la personne, aide à la pierre ;
- aide personnalisée au logement ;
- prêts d'accession à la propriété ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale ;
- prêts locatifs intermédiaires.

Logement social :
- généralités ;
- H.L.M. : parc ; loyers et plafond de ressources ; acquisition par les locataires.

Régions : Ile-de-France.

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés.* Rapporteur pour avis de la commission de la défense pour le secrétariat général de la défense nationale [26 octobre 1994] (p. 6113) :

Secrétariat général de la défense nationale :
- crédits ;
- Institut des hautes études de la défense nationale ;

– missions ;
– rapport annuel au Parlement.

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Gendarmerie : logements : éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. (p. 6361).

MEYLAN (Michel)

Député de la Haute-Savoie

(3e circonscription)

U.D.F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Otages français en Bosnie** : otages français détenus par les Serbes [11 mai 1994] (p. 1687, 1688).

– **Trésorerie des P.M.E.** : délais de paiement ; paiement inter-entreprises ; attitude des banques ; réserve de propriété [5 octobre 1994] (p. 4916).

orales sans débat :

– **n° 292,** posée le 12 avril 1994 : **développement des formations universitaires en Haute-Savoie** (p. 707). Appelée le 14 avril 1994 : filières technologiques (p. 781, 782).

– **n° 329,** posée le 26 avril 1994 : **réception des émissions de M6 dans la vallée de Chamonix et du Mont-Blanc** (p. 1165). Appelée le 28 avril 1994 (p. 1250, 1251).

– **n° 366,** posée le 16 mai 1994 : **finances locales** (p. 1812). Appelée le 19 mai 1994 : D.G.E. : conditions d'attribution ; F.C.T.V.A. : réglementation (p. 1927 à 1929).

– **n° 470,** posée le 21 juin 1994 : **plan d'occupation des sols des communes de montagne** (p. 3334). Appelée le 23 juin 1994 (p. 3424, 3425).

– **n° 550,** posée le 29 novembre 1994 : **personnels de l'administration pénitentiaire** (p. 7877). Appelée le 1er décembre 1994 : revendications (p. 7992 à 7994).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

– *ses observations* (p. 856).

Filiation :
– adoption ;
– assistance médicale à la procréation.

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *soutient* l'amendement n° 215 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 863).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *soutient* l'amendement n° 216 de M. Marc Laffineur (de suppression) : rejeté (p. 866).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *soutient* l'amendement n° 217 de M. Marc Laffineur : rejeté (p. 868).

Article 10 bis *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *ses observations* (p. 894).

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] (p. 1406) :

Fonctionnaires et agents publics.

Justice.

Lois :
– « inflation » législative et réglementaire ;
– projet de loi n° 1130 : contenu et portée.

– **Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Cérémonies publiques et fêtes légales :
– Deuxième Guerre mondiale : timbre commémoratif (p. 1777) ;
– monuments commémoratifs : Marseille : mémorial de l'outre-mer ; Paris : monument aux victimes d'Afrique du Nord (p. 1777).

Harkis et assimilés :
– allocation forfaitaire : complément (p. 1775) ;
– « deuxième et troisième générations » (p. 1776) ;
– fonctionnaires : carrières : reconstitution (p. 1776) ;
– logement : accession à la propriété (p. 1776) ;
– rapport Rossignol (p. 1775) ;
– rôle, hommage et reconnaissance (p. 1775 à 1777) ;
– situation (p. 1776) ;
– victimes de la captivité en Algérie (p. 1777).

Lois :
– loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale (p. 1776) ;
– loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés (p. 1775).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).**

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural : zones de montagne (p. 1953, 1954).

Exploitants agricoles : pluriactivité (p. 1954).

Exploitations agricoles : statut (p. 1954).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 1954).

Lait et produits laitiers (p. 1954).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Adoption :

– adoption internationale (p. 2589) ;

– réforme (p. 2589).

Allocation « de libre choix » et salaire parental (p. 2589).

Allocation parentale d'éducation (p. 2589).

Allocation pour jeune enfant (p. 2589).

Associations : associations familiales (p. 2589).

Congé parental d'éducation (p. 2589).

Constitution : articles 34, 37 et 40 (p. 2588, 2589).

Départements : Haute-Savoie (p. 2589).

Femmes : congé de maternité (p. 2589).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2589).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 2589).

Personnes âgées (p. 2589).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 201 : non soutenu (p. 2630).

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 203 soutenu par M. Georges Colombier (conférence annuelle de la famille entre le Gouvernement, les organisations syndicales représentatives et les organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social) (p. 2695) : retiré (p. 2696).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1994] :

Assurance maladie maternité : dépenses : maîtrise (p. 3700).

Cotisations sociales : exonérations : compensation (p. 3699).

Démographie : natalité (p. 3699).

Emploi (p. 3699).

Financement : régime général : branches : autonomie (p. 3699).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3699, 3700).

Parlement (p. 3699).

Personnes âgées : dépendance (p. 3699).

Plan : commissariat général du Plan (p. 3700).

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 12 *(rôle de la Commission des comptes de la sécurité sociale : art. L. 114-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *son* amendement n° 79 (composition de la commission) : retiré (p. 3775).

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *ses observations* (p. 3789).

Article 25 *(indemnités journalières des travailleurs non salariés non agricoles exerçant à titre accessoire une activité salariée : art. L. 615-4 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 3796).

Article 29 *bis* nouveau : *(création de dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes dans certains départements) :*

– *son* amendement n° 76 (limitation à deux ans de la durée des conventions créant les dispositifs expérimentaux) (p. 3843) : rejeté (p. 3844).

Après l'article 29 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 78 rectifié (exonération totale des cotisations patronales de sécurité sociale pour les aides à domicile employés par les associations ou organismes agréés ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle à la cotisation sur les boissons alcooliques prévue à l'article L. 245-7 du code de la sécurité sociale) (p. 3847) : retiré (p. 3848).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 27 (concours des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie à la réalisation des objectifs de la politique de développement du territoire) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 28 (convergence des actions de l'Etat et des collectivités territoriales) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 450 (association des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 26 (mise en œuvre de politiques différenciées en fonction des spécificités de certaines zones) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 29 (élaboration conjointe avec le Plan à partir de la première révision du schéma) : devenu sans objet (p. 4429).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 30 (évaluation du schéma national en concertation avec la commission nationale de planification) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 31 (respect des lois d'aménagement et d'urbanisme par les directives) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 36 (caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 32 (élaboration des directives à l'initiative des régions) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 33 corrigé (consultation de tout groupement de communes intéressé) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 34 (réexamen quinquennal des directives) : devenu sans objet (p. 4442) ;

– *son* amendement n° 727 (insertion dans les directives de dispositions adaptant les lois montagne et littoral) : devenu sans objet (p. 4442).

Article 5 *(coordination) :*

– *son* amendement n° 388 soutenu par M. Jean Briane (généralisation du champ d'application de la règle de constructibilité limitée) : adopté (p. 4447) ;

– *son* amendement n° 389 soutenu par M. Jean Briane (montagne) : adopté après rectification (de coordination) (p. 4447) ;

– *son* amendement n° 390 soutenu par M. Jean Briane (littoral) (p. 4447) : adopté après rectification (de coordination) (p. 4448).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 38 (association de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 39 soutenu par M. Jean Briane (de suppression) (p. 4466) : rejeté (p. 4469) ;

– *son* amendement n° 451 : non soutenu (p. 4466).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 41 soutenu par M. Jean Briane (généralisation de l'étude d'impact à toute décision de suppression ou de réorganisation) : adopté (p. 4528).

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 42 soutenu par M. Jean Briane (élaboration concertée d'un schéma d'organisation territoriale des services publics par l'Etat et le département après avis des groupements de communes concernés et d'une commission de représentants des maires, des organisations socioprofessionnelles, des associations et des usagers) (p. 4530) : rejeté (p. 4531).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 108 soutenu par M. Jean Briane (suppression du regroupement des crédits consacrés au développement de la montagne) : retiré (p. 4551).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 121 : non soutenu (p. 4597).

Avant l'article 17 :

– *son* amendement n° 110 soutenu par M. Jean Briane (intitulé du titre IV du projet de loi : « des zones prioritaires d'aménagement ») : rejeté (p. 4599) ;

– *son* amendement n° 111 soutenu par M. Jean Briane (définition des zones prioritaires d'aménagement du territoire comme les zones urbaines défavorisées et les zones rurales de faible densité démographique à population décroissante) (p. 4599) : rejeté (p. 4600) ;

– *son* amendement n° 112 soutenu par M. Jean Briane (définition des territoires ruraux de développement prioritaire ; délimitation de ces territoires par département ou par arrondissement) (p. 4599) : rejeté (p. 4600).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *son* amendement n° 113 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4612).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 114 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4620).

Après l'article 21 :

– *son* amendement n° 515 rectifié (éligibilité au F.C.T.V.A. de la construction de logements sociaux dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4670) : devenu sans objet (p. 4673).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 119 (remplacement du taux unique de pays par un taux unique de groupement de communes) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 118 (fusion du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de péréquation institué par l'article ; substitution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée à l'alimentation par les crédits de la première part de la D.G.E. ; répartition des ressources du fonds) (p. 4706) : rejeté (p. 4707).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* (p. 4724) ;

– *son* amendement n° 120 (de suppression) (p. 4725) : retiré (p. 4726) ;

– *son* amendement n° 452 corrigé (suppression de la commission nationale de coopération décentralisée) (p. 4730) : rejeté (p. 4731).

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 649 (politiques interrégionales des massifs de montagne et des espaces littoraux communs à plusieurs régions ; unification des massifs des Alpes-du-Nord et des Alpes-du-Sud) (p. 4739) : retiré (p. 4740).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *favorable* (p. 4743).

Affaires étrangères : Suisse.

Communautés européennes et Union européenne.

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *son* amendement n° 124 (de suppression) (p. 4750) : adopté (p. 4751).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* (p. 4761) ;

– *son* amendement n° 123 (de suppression) (p. 4764) : rejeté (p. 4766).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales :

- compétences et collectivité chef de file (p. 7755) ;
- coopération intercommunale et pays (p. 7755, 7756) ;
- ressources et péréquation (p. 7755).

Enseignement supérieur (p. 7755).

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7754).

Etat : rôle (p. 7756).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7755).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 7755).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7755).

Ville (p. 7755).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7755).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 5 *(coordination) :*

– *son* amendement n° 22 (p. 7775) : non soutenu (p. 7776).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *son* amendement n° 23 (coordination des orientations du schéma régional avec celles des schémas interrégionaux de massif et de littoral) : retiré (p. 7786).

Article 6 *bis* nouveau *(politiques interrégionales de développement des massifs de montagne) :*

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission (élaboration du schéma interrégional de massif par les conseils régionaux avec le concours du comité de massif ; possibilité d'une élaboration à l'initiative du comité de massif ; possibilité de schémas interrégionaux communs à deux massifs) (p. 7790).

Article 6 *quater* nouveau *(schéma régional d'urbanisme commercial) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 7793, 7794).

Article 7 *decies* nouveau *(révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports) :*

– *son* amendement n° 24 : non soutenu (p. 7834).

Article 10 *bis* *(commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics : art. 15 de la loi du 3 janvier 1985) :*

– *son* amendement n° 25 : non soutenu (p. 7894).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 26 rectifié : non soutenu (p. 7896).

– *son* amendement n° 31 : non soutenu (p. 7899).

Article 13 *(Fonds national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 27 : non soutenu (p. 7929).

Article 24 *bis* nouveau *(dotation de développement rural : art. 1648 B du code général des impôts) :*

– *son* amendement n° 30 : non soutenu (p. 8067).

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 29 (critère d'insuffisance de porentiel fiscal superficiaire) : devenu sans objet (p. 8098) ;

– *son* amendement n° 28 (de coordination) : devenu sans objet (p. 8098).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés* [26 octobre 1994] (p. 6117) :

Administration : services publics : délocalisations.

Rapatriés :

– crédits ;
– Français musulmans rapatriés ;
– Mémorial de la France d'outre-mer.

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 6511).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 7696).

Aides :

– aide personnalisée au logement (p. 7697) ;
– prêts d'accession à la propriété (p. 7697) ;
– prêts locatifs aidés (p. 7696).

Communes :

– construction de logements sociaux (p. 7696) ;
– équipements sociaux (p. 7697) ;
– programme local de l'habitat (p. 7697).

Impôts et taxes : taxe pour la participation à la diversité de l'habitat (p. 7697).

Impôts locaux :

– taxes foncières (p. 7697) ;
– taxe professionnelle (p. 7697).

Logement privé :

– bureaux (p. 7696) ;
– foncier : coût (p. 7696) ;
– parc (p. 7696).

Logement social :

– H.L.M. (p. 7696) ;
– logement des plus démunis ; « sans domicile fixe » (p. 7696).

Lois :

– loi « Besson » n° 90-449 du 31 mai 1990 (p. 7697) ;
– loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 : objectif et bilan (p. 7696).

Ville : population urbaine (p. 7696).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 décembre 1994] :

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8279).

Cours d'eau, étangs et lacs : entretien des rives (p. 8278, 8279).

Déchets : déchets industriels (p. 8279).

Organismes et structures : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 8279).

Risques naturels : prévention et couverture (p. 8278, 8279).

Transports ferroviaires : T.G.V. : tracés (p. 8279).

Urbanisme : plans d'exposition aux risques (p. 8279).

Voirie : enquêtes publiques (p. 8278).

Discussion des articles [6, 8 et 9 décembre 1994] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 391 (développement économique et social harmonieux) (p. 8290) : retiré (p. 8291) ;

– *son* amendement n° 392 corrigé (définition et mise en œuvre du principe de précaution) : retiré (p. 8292).

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 393 (rédactionnel) (p. 8312) : rejeté (p. 8313) ;

– *son* amendement n° 394 (compétence exclusive des élus pour décider de la finalité d'un projet) : retiré (p. 8315).

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *soutient* l'amendement n° 238 de M. Pierre Albertini (communication à leurs frais du dossier d'enquête publique aux associations de protection de l'environnement) : adopté (p. 8330).

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *son* amendement n° 395 (prescriptions particulières en vue de réduire ou compenser les conséquences dommageables pour les différentes catégories d'acteurs de l'environnement) (p. 8335) : devenu sans objet (p. 8336) ;

– *soutient* l'amendement n° 54 adopté après modifications (p. 8335).

Article 5 *(agrément administratif des associations de protection de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 396 (élargissement de la possibilité d'agrément aux associations sportives contribuant à la défense de l'environnement) (p. 8339) : rejeté (p. 8341).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 363 (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8348) : retiré (p. 8352).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 397 : devenu sans objet (p. 8357).

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *son* amendement n° 399 : non soutenu (p. 8393).

Article 21 *bis* nouveau *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *son* amendement n° 400 (de suppression) : retiré (p. 8397).

Après l'article 21 *ter* nouveau :

– *son* amendement n° 401 soutenu par M. Jean Proriol (rôle du contrat de rivière et opposabilité lors de la délivrance des permis de construire) : rejeté (p. 8401).

Article 30 *(droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) :*

– *son* amendement n° 402 : non soutenu (p. 8587).

Après l'article 36 *bis* nouveau :

– *son* sous-amendement n° 459 soutenu par M. François-Michel Gonnot (autorisation du maire pour l'installation d'enseignes à faisceau de rayonnement laser) à l'amendement n° 293 deuxième rectification de Mme Marie-Thérèse Boisseau (nouvelle définition de l'agglomération) (p. 8601) : retiré (p. 8602).

Après l'article 38 *quater* nouveau :

– *son* amendement n° 404 : non soutenu (p. 8609).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 483 soutenu par M. François-Michel Gonnot (exonération de la taxe perçue au titre des installations d'élimination des déchets industriels spéciaux en cas de revalorisation de l'énergie ou en cas de récupération de matières premières) (p. 8625) : retiré (p. 8626).

Après l'article 47 :

– *son* amendement n° 300 soutenu par M. François-Michel Gonnot (entretien des terrains non bâtis par leur propriétaire) : rejeté (p. 8653).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [18 janvier 1995] :

– ***Rappel au règlement :*** regrette que le projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection des Alpes n'ait pas été inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire de janvier 1995 (p. 211).

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *son* amendement n° 6 : non soutenu (p. 226).

Article 21 *bis* *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *son* amendement n° 7 : non soutenu (p. 243).

Article 37 *bis* A nouveau *(taxe sur les déchets industriels spéciaux) :*

– *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 262).

Après l'article 56 nouveau :

– *son* amendement n° 62 rectifié soutenu par M. Denis Merville (pouvoirs des maires confrontés à des terrains laissés en friche dans les zones urbanisées) : adopté (p. 269).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procéduras de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Audiovisuel (p. 8914).

Collectivités locales :

- contrôle de légalité (p. 8914) ;
- décentralisation (p. 8914) ;
- dépenses de communication (p. 8914) ;
- services publics : délégations (p. 8914).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8914, 8915).

Dépenses électorales : comptes de campagne (p. 8914).

Justice (p. 8915).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8915) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8915) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8915).

Marchés publics (p. 8914).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 35 (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9037, 9038) ; rectifié (limitation au cas de l'obtention d'un deuxième mandat) : rejeté (p. 9042).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi otganique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2* bis *nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 34 (extension aux présidents des entreprises nationales et des établissements publics nationaux) (p. 9133) : retiré (p. 9136).

Titre :

– *son* amendement n° 35 (mention des présidents des entreprises nationales et des établissements publics nationaux) : devenu sans objet (p. 9183).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Anciens combattants : Afrique du Nord :

- allocation de préparation à la retraite (p. 9407) ;
- associations (p. 9407) ;
- carte du combattant (p. 9407) ;
- fonds de solidarité (p. 9407) ;
- retraite : retraite anticipée et durée de cotisation (p. 9407).

Lois : loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (p. 9406, 9407).

Office national des anciens combattants (p. 9408).

Souvenir (p. 9408).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gaston Flosse sur le projet de modification du régime commercial accordé par la Communauté européenne aux pays et territoires d'outre-mer (P.T.O.M.) qui lui sont associés : rapport de la Commission au Conseil sur la mise en œuvre du régime commercial P.T.O.M./C.E.E. (rapport prévu à l'article 240, paragraphe 2, de la décision n° 91-482 C.E.E.) et proposition de décision du Conseil modifiant la décision n° 91-482 C.E.E. du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180) (n° 972) [7 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (départements et territoires d'outre-mer) [25 mai 1994].

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi, déposée le 21 décembre 1993, tendant à restreindre les possibilités de cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité (n° 888) [21 avril 1994].

Proposition de loi tendant à réglementer la **conduite automobile des personnes âgées et des consommateurs de drogue ou de médicaments sédatifs (n° 1183)** [28 avril 1994].

Rapport présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution sur le projet de modification du régime commercial accordé par la Communauté européenne aux pays et territoires d'outre-mer (P.T.O.M.) qui lui sont associés : rapport de la Commission au Conseil sur la mise en œuvre du régime commercial P.T.O.M./C.E.E. (rapport prévu à l'article 240, paragraphe 2, de la décision n° 91-482 C.E.E. et proposition de décision du Conseil modifiant la décision n° 91-482 C.E.E. du Conseil du 25 septembre 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (n° E-180) (n° 972) **(n° 1204)** [3 mai 1994].

Proposition de loi tendant à renforcer les garanties juridiques du **statut de l'animal (n° 1313)** [1er juin 1994].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome IV : **départements et territoires d'outre-mer (n° 1565)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Accord européen sur la jachère : P.A.C. : jachères : taux [26 octobre 1994] (p. 6069, 6070).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1959) :

Exploitations agricoles : statut.

Lois : loi d'orientation agricole.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 43 précédemment réservé *(délégations de service public) :*

– *ses* amendements nos 127 et 128 : non soutenus (p. 3193).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4401, 4402).

Constitution : article 40.

Equipements et grands travaux : T.G.V.

Handicapés.

Lois de finances : comptes spéciaux du Trésor : Fonds national de développement des adductions d'eau et fonds d'amortissement des charges d'électrification.

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4436).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 39 de M. Michel Meylan, 143 de M. Rémy Auchedé et 321 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 4468).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* (p. 4490).

Après l'article 16 :

– *son* amendement n° 203 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (ressources du Fonds national de développement des adductions d'eau) (p. 4598) : rejeté (p. 4599).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *ses observations* (p. 4658).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* (p. 4723) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 170 de M. Rémy Auchedé et 96 de M. Yves Rousset-Rouard (suppression de l'obligation de choisir les délégués au comité d'un syndicat de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4732).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *son* amendement n° 16 soutenu par M. François Sauvadet (création avec l'accord des départements) (p. 4738) : rejeté (p. 4739).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* (p. 4761).

Deuxième lecture [1er décembre 1994] :

Après l'article 11 ter :

– *son* amendement n° 440 (prorogation et extension de l'activité des services publics locaux de distribution de gaz) (p. 7926) : adopté (p. 7927).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 441 : non soutenu (p. 8046).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Fermage (p. 5165).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5175).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production [8 novembre 1994] :

Agriculture (p. 6587, 6588).

Bâtiment et travaux publics (p. 6587).

Commerce et artisanat (p. 6587).

Communautés européennes et Union européenne :
- Cour de justice (p. 6588) ;
- situation des D.O.M.-T.O.M. (p. 6588).

Emploi (p. 6587).

Guadeloupe (p. 6587, 6588).

Guyane (p. 6587).

Impôts et taxes :
- investissements : défiscalisation (p. 6588) ;
- octroi de mer et taxe additionnelle (p. 6588).

Industrie (p. 6587).

Martinique (p. 6587).

Mayotte (p. 6587, 6588).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 6587, 6588).

Nouvelle-Calédonie (p. 6587, 6588).

Polynésie française (p. 6587).

Réunion (p. 6587).

R.M.I. (p. 6588).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6587, 6588).

Tourismes et loisirs : tourisme et hôtellerie (p. 6587, 6588).

Wallis et Futuna (p. 6587).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Questions* [16 novembre 1994] :

Bois et forêts et Fonds forestier national (p. 6955).

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 6932).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7479).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 138 de la commission (compétence du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) (p. 7507).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* amendement n° 373 (de suppression partielle) : retiré (p. 7545) ;

– *son* amendement n° 374 (installation des jeunes agriculteurs grâce à l'octroi ou au transfert de droits à produire) : devenu sans objet (p. 7549) ;

– *son* amendement n° 375 (de suppression partielle) : adopté (p. 7551).

Article 7 *(aide financière aux sociétés à objet agricole) :*

– *son* amendement n° 376 soutenu par M. René Beaumont (mention des noms des associés dans les statuts de la société) : adopté (p. 7557).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 401 de M. Dominique Bussereau (rapport au Parlement dans un délai d'un an) (p. 7558) : retiré (p. 7559).

Article 8 *(aides et subventions aux exploitations à fonds séparés) :*

– *soutient* l'amendement n° 498 de M. Marc Laffineur (avis de la commission départementale d'orientation sur les dérogations sollicitées) : rejeté (p. 7561).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *ses observations* (p. 7588) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 273 de M. Rémy Auchedé (meilleure transmission des exploitations) (p. 7589) ;

– *son* amendement n° 377 (création d'un répertoire à l'installation dans chaque département) (p. 7590) : retiré (p. 7591).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *son* amendement n° 518 soutenu par M. Charles Revet (fixation par décret de l'allocation) (p. 7594) : retiré (p. 7595).

Article 13 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 378 (de suppression partielle) : retiré (p. 7602).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé de l'action humanitaire et des droits de l'homme

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Raoult (Eric)* : accueil des Français rapatriés d'urgence** : rapatriement : Algérie ; Afrique : Rwanda ; aides : centres d'hébergement [13 avril 1994] (p. 716).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1234).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Coopération et développement : dialogue Nord-Sud ; pays hors champ (p. 3250).

D.O.M.-T.O.M. : relations économiques avec les pays de la Caraïbe (p. 3250).

Entreprises françaises : activité en Jamaïque ; revenus : transferts ; indemnisation (p. 3249, 3250).

Mines et carrières : bauxite de la Jamaïque (p. 3250).

Tourisme et loisirs (p. 3250).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1235).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Commerce extérieur : clause de la nation la plus favorisée (p. 3251).

Entreprises françaises : activité en Lettonie ; revenus : transfert ; indemnisation : (p. 3251) ;

Lettonie :
- indépendance et ancrage à l'Ouest (p. 3252) ;
- liens économiques avec la Russie (p. 3252).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie (n° 1263).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Affaires étrangères : crise du Haut-Karabakh : médiation française (p. 3254).

Coopération et développement : aide humanitaire, coopération technique et scientifiques (p. 3254, 3260).

Langue française : francophonie (p. 3254).

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) (n° 1210).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : économie de la banane (p. 3261).

INIBAP : mise en place, privilèges et immunités (p. 3261).

Recherche (p. 3260 à 3263).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Afrique : Sommet africain de Biarritz (p. 6440).

Coopération et développement : organisations non gouvernementales (p. 6439, 6440).

Haïti (p. 6439, 6440).

Ministère des affaires étrangères : fonds d'urgence humanitaire (p. 6438, 6439).

Moyen-Orient (p. 6439).

Réponse aux questions :

Coopération et développement :
- Commission nationale consultative de l'action humanitaire (M. Claude Malhuret) (p. 6444) ;
- organisations non gouvernementales (M. Claude Malhuret) (p. 6444).

Rwanda (Mme Martine Aurillac) (p. 6445).

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (n° 1423).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Armements classiques : mines antipersonnel (p. 8214, 8215).

Armes biologiques (p. 8215).

Armes chimiques : prohibition : genèse de la convention ; Etats signataires (p. 8214, 8215).

Conférence de Genève : septembre 1994 (p. 8214).

Ordre public : grenades lacrymogènes (p. 8214).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Estonie (n° 1585).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] (p. 8220) :

Commerce extérieur : présence française en Estonie.

Coopération et développement : coopération culturelle scientifique et technique avec l'Estonie.

Estonie : indépendance et démocratisation ; respect des minorités.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie (n° 1586).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] (p. 8224) :

Coopération et développement : coopération culturelle et scientifique avec la Lettonie.

Lettonie : indépendance ; situation économique ; démocratisation et respect de la population russophone.

Russie : rapports avec la Lettonie.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova (n° 1663).

Premiere lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] (p. 8228) :

Affaires étrangères : ambassadeur français en Moldova.

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec la Moldavie.

Coopération et développement : coopération culturelle avec la Moldova.

Moldova : indépendance ; situation économique et politique ; minorité russophone.

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 1664).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] (p. 8226) :

Commerce extérieur :
- COFACE : garantie des risques ;
- présence française en Lituanie.

Lituanie : indépendance, situation économique et politique.

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône

(2e circonscription)

Apparenté socialiste

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés [*J.O.* du 8 janvier 1994] (p. 530).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

DEPOTS

Proposition de loi organique interdisant le **cumul de l'indemnité parlementaire** et du **traitement** perçu au titre des **fonctions compatibles avec un mandat parlementaire** en application de l'article L.O. 142 du code électoral **(n° 1044)** [3 mars 1994].

Proposition de loi organique tendant à rendre **incompatible le mandat de député** avec **l'exercice des fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional (n° 1045)** [3 mars 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 4 de la **Constitution (n° 1786)** [12 décembre 1994].

Proposition de loi visant à permettre l'**émergence de nouvelles forces politiques en favorisant leur accès aux médias audiovisuels (n° 1812)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à **étendre les compétences de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements publics (n° 1813)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à instituer une **charte du malade hospitalisé (n° 1876)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à interdire les **discriminations sur la santé et à réglementer les pratiques concurrentielles en matière de couverture complémentaire maladie (n° 1877)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Représentation des femmes dans les assemblées parlementaires** : égal accès aux mandats politiques : modification de la législation et organisation d'un référendum [1er juin 1994] (p. 2479, 2480).

– **Conférence des chefs de gouvernement contre le sida** : lutte et prévention [30 novembre 1994] (p. 7915, 7916).

orales sans débat :

– **n° 376,** posée le 23 mai 1994 : **liaison autoroutière entre l'A 5 et l'A 36** (p. 2172). Appelée le 26 mai 1994 (p. 2308, 2309).

– **n° 534,** posée le 29 novembre 1994 : **mécontentement des personnels de direction de l'éducation nationale** (p. 7874). Appelée le 1er décembre 1994 : rémunérations (p. 7988, 7989).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [15 avril 1994] :

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 61 rectifié de M. Jean-François Mattei et 100 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (fondement législatif, missions, composition et régime du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 911).

Explications de vote [20 avril 1994] :

Ethique : bioéthique : législateur : rôle (p. 1002).

Filiation :

– adoption : réforme (p. 1003) ;

– assistance médicale à la procréation : régime (p. 1002, 1003).

Professions médicales : pouvoir médical (p. 1002, 1003).

Recherche : recherche médicale (p. 1002).

– **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 936) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 93 du Gouvernement (exception « afin de respecter la vie privée ») à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (p. 937).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

– *défavorable* (p. 945).

Assistance médicale à la procréation :

– consentement : formalités ;

– dons : anonymat.

Filiation :

– adoption ;

– assistance médicale à la procréation.

– **Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre Vbis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

– *ses observations* (p. 966).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (« loi Huriet »).

Pharmacie : pharmacovigilance.

Article 40-1 de la loi du 6 janvier 1978 (champ d'application et dispositions applicables) :

– *favorable* à l'amendement n° 14 de M. Michel Hannoun (limitation aux traitements automatisés de données « directement » nominatives) (p. 967).

Article 40-2 de la loi du 6 janvier 1978 (Comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé) :

– *soutient son* amendement n° 12 et l'amendement identique n° 2 de la commission (précisent et renforcent les pouvoirs de la C.N.I.L.) (p. 969) : rejetés (p. 971) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (saisine simultanée du comité consultatif régional de protection des personnes en cas de recherche biomédicale) (p. 972).

Article 40-3 de la loi du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) :

– *soutient* l'amendement n° 15 de M. Georges Sarre (suppression des dérogations à l'obligation de transmission codée) (p. 973) : rejeté (p. 974) ;

– *soutient* l'amendement n° 16 rectifié de M. Georges Sarre (de conséquence) (p. 973) : rejeté (p. 974).

Article 40-6 de la loi du 6 janvier 1978 (information individuelle) :

– *son* amendement n° 13 (avis de la C.N.I.L. sur les dérogations à l'obligation d'informer) (p. 974) : adopté après rectification (p. 975).

Article 40-10 de la loi du 6 janvier 1978 (retrait de l'autorisation) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Jean-François Mattei (compétence de la C.N.I.L.) (p. 975).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] (p. 2428) :

Collectivités locales.

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle.

Hôpitaux : hospitalisation et hospitalisation à domicile.

Pharmacie.

Professions médicales : médecins.

Sida : maladie et malades.

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Soutient sa question préalable (p. 4042) : rejetée (p. 4047).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales (p. 4046).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4043).

Cours d'appel (p. 4044, 4045).

Greffes (p. 4045).

Juridictions administratives (p. 4045).

Justice (p. 4044, 4046).

Lois : projets de loi n°s 1333, 1334 et 1335 : préparation : concertation (p. 4046).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4042).

Magistrats : recrutement (p. 4043, 4044).

Procédure civile :

– juges de paix (p. 4044) ;

– tribunaux de grande instance (p. 4044) ;

– tribunaux d'instance (p. 4044).

Procédure pénale :

– transaction (p. 4043) ;

– tribunaux correctionnels (p. 4043, 4044).

Procédure pénale : application des peines :

– amendes (p. 4043) ;

– juges d'application des peines (p. 4043).

Transports : Air France (p. 4042, 4043).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4045, 4046).

Travail : travail à temps partiel (p. 4045).

Ville : politique de la ville (p. 4045).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *son* amendement n° 33 (de suppression) (p. 4097) : rejeté (p. 4099).

Article 41-10 (critères de recrutement) :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la condition de durée d'exercice professionnel pour les titulaires d'un diplôme permettant l'exercice d'une profession juridique réglementée) (p. 4101) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (membres des professions libérales juridiques ou judiciaires soumises à statut) (p. 4101).

Article 41-12 (nomination) :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nomination pour une durée de cinq ans renouvelable) (p. 4103).

Après l'article 41-13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de la commission (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4105).

Article 2 *(rapport au Parlement sur les juges de paix) :*

– *son* amendement n° 34 (de suppression) : retiré (p. 4106).

Article 3 *(critères de recrutement) :*

– *son* amendement n° 35 (de suppression) (p. 4107) : rejeté (p. 4108).

Article 4 *(conditions de nomination) :*

– *son* amendement n° 36 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4108).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *son* amendement n° 20 soutenu par M. Pierre Mazeaud (de suppression) : adopté (p. 4117).

Article 4 précédemment réservé *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *son* amendement n° 19 : non soutenu (p. 4119).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 5 *(réception de la déclaration conjointe aux fins d'exercice en commun de l'autorité parentale : art. 374 du code civil) :*

– *son* amendement n° 124 : non soutenu (p. 4123).

Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*

– *son* amendement n° 125 (compétence des greffiers) : devenu sans objet (p. 4130) ;

– *son* amendement n° 126 : non soutenu (p. 4130).

Article 7 *(responsabilité de l'Etat au titre de la vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 473 du code civil) :*

– *son* amendement n° 127 (compétence des greffiers) : devenu sans objet (p. 4132).

Article 8 *(approbation des comptes du mandataire d'un majeur sous sauvegarde de justice : art. 491-3 du code civil) :*

– *son* amendement n° 128 (compétence des greffiers) : devenu sans objet (p. 4132).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 129 : non soutenu (p. 4132).

Article 9 *(contrôle des comptes du gérant de tutelle : art. 500 du code civil) :*

– *son* amendement n° 130 (compétence des greffiers) : devenu sans objet (p. 4133).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 131 : non soutenu (p. 4133).

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 132 soutenu par Mme Vétonique Neiertz (accord des parties) : rejeté (p. 4133).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 133 soutenu par Mme Véronique Neiertz (suppression de la médiation d'office) (p. 4134) : rejeté (p. 4135) ;

– *son* amendement n° 135 soutenu par M. Camille Darsières (suppression de la mise à la charge des parties des frais de la médiation) : rejeté (p. 4135).

Article 12 *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *ses* amendements n°s 136 et 134 rectifié : non soutenus (p. 4136).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 138 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 137 (de suppression) : rejeté (p. 4181).

Article 32 *(libération conditionnelle des condamnés de nationalité étrangère : arricle 729-2 de code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 139 : non soutenu (p. 4196).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 140 : non soutenu (p. 4197).

Article 34 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-2 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 141 : non soutenu (p. 4197).

Article 36 *(pouvoirs du juge des enfants statuant seul : art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) :*

– *son* amendement n° 142 rectifié : non soutenu (p. 4199).

Article 40 *(ordonnance du président : art. L. 9 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *son* amendement n° 143 : non soutenu (p. 4206).

Article 41 *(compétence des cours administratives d'appel en matière de recours pour excès de pouvoir contre les actes réglementaires : art. 1er de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987) :*

– *son* amendement n° 144 : non soutenu (p. 4208).

Article 44 *(détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. 12 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986) :*

– *son* amendement n° 145 : non soutenu (p. 4208).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 9 *bis* nouveau *(délivrance des certificats de nationalité par les greffiers en chef : art. 31 du code civil) :*

– *son* amendement n° 6 rectifié : non soutenu (p. 7252).

Article 9 *ter* nouveau *(contenu du certificat de nationalité : art. 31-2 du code civil) :*

– *son* amendement n° 7 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7253).

– *son* amendement n° 4 : non soutenu (p. 7253).

Article 9 *quater* nouveau *(refus de délivrer un certificat de nationalité : art. 31-3 du code civil) :*

– *son* amendement n° 8 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7253) ;

– *son* amendement n° 5 (de coordination) (p. 7253) : adopté (p. 7254).

Après l'article 9 *quater* :

– *son* amendement n° 9 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7254).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Sa motion de renvoi en commission (p. 5037) : rejetée (p. 5041).

Principaux thèmes développés :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 5038).

Communes :

– maires (p. 5037) ;

– Paris (p. 5038).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 5037).

Droit de manifestation (p. 5038).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 5039).

Etat : préfet (p. 5038).

Justice : rôle (p. 5038).

Lois : projet de loi n° 1490 :

– annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 5037) ;

– annexe II (programmation des moyens) (p. 5037).

Police : police municipale (p. 5038).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5037, 5038).

Vidéosurveillance (p. 5038 à 5040).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994] :

Défense : objecteurs de conscience (p. 5656).

Drogue (p. 5656, 5657).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- présomption d'innocence (p. 5656) ;
- secret de l'instruction (p. 5656).

Greffes (p. 5657).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 5655, 5657).

Lois :
- loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses (p. 5656) ;
- projet de loi de programme n° 1334 relatif à la justice (p. 5655).

Ministère de la Justice : crédits (p. 5655, 5657).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 5655) ;
- détention provisoire (p. 5656) ;
- prisons (p. 5656).

Tribunaux : tribunal de Bobigny (p. 5655).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement : dotation « élu local » (p. 6557).

– Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation (n° 1571).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 novembre 1994] :

Soutient sa question préalable (p. 7324) : rejetée (p. 7327).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 7326).

Conseils de prud'hommes (p. 7325).

Cour de cassation :
- formations d'admission (p. 7324) ;
- formations restreintes (p. 7325, 7326) ;
- pourvois (p. 7324 à 7326) ;
- Premier président (p. 7325) ;
- présidents de chambre (p. 7326) ;
- rôle (p. 7325).

Cours d'appel (p. 7325).

Juridictions administratives (p. 7325).

Lois :
- loi n° 79-9 du 3 janvier 1979 modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation (p. 7325) ;
- loi n° 81-759 du 6 août 1981 relative à la Cour de cassation (p. 7326).

Discussion des articles [22 novembre 1994] :

Article 1er *(création des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 121-3 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 6 (compétences des formations restreintes des chambres) : devenu sans objet (p. 7334).

Article 2 *(modalités de fonctionnement et composition des formations d'admission des pourvois en cassation : art. L. 131-5-1 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 7 (de suppression) : adopté (p. 7334).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 7335).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Article 8 *bis* nouveau précédemment réservé *(dépistage du sida : art. 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *son* amendement n° 189 (suppression de l'obligation de dépistage) : devenu sans objet (p. 8806).

Après l'article 8 *sexies* nouveau :

– *son* amendement n° 188 corrigé précédemment réservé : non soutenu (p. 8808).

Article 29 *(convention nationale des médecins) :*

– *son* amendement n° 190 soutenu par M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 8848) : rejeté au scrutin public (p. 8849).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Ses explications de vote sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 9085).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Agriculture française (p. 9086).

MIGAUD (Didier)

Député de l'Isère

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Légion d'honneur, ordre de la Libération) [13 avril 1994].

Membre de la commission d'enquête sur le Crédit lyonnais [*J.O.* du 4 mai 1994] (p. 6516).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Membre de la mission d'information commune sur les moyens d'information des parlements étrangers en matière économique et sociale [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Vice-président de cette mission [*J.O.* du 30 septembre 1994] (p. 13860).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 6 décembre 1994] (p. 17281).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 décembre 1994] (p. 17281).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 décembre 1994] (p. 17421).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 8 décembre 1994] (p. 17421).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) [*J.O.* du 13 décembre 1994] (p. 17685).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716) [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de **directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205) **(n° 1074)** [12 avril 1994].

Proposition de loi relative aux conditions d'attribution du titre de **combattant volontaire de la Résistance (n° 1259)** [18 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 41 : budgets annexes : Légion d'honneur, ordre de la Libération (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi relative à la **reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 1608)** [24 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Anciens combattants d'Afrique du Nord :** revendications : carte du combattant : conditions d'attribution ; retraite anticipée [6 avril 1994] (p. 556, 557).

– **Privatisation de l'U.A.P. :** prix des actions [27 avril 1994] (p. 1176).

– **Révision de la loi Sapin :** loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 ; dispositions anticorruption [15 juin 1994] (p. 2994, 2995).

– **Loi de finances pour 1995 :** politique budgétaire [12 octobre 1994] (p. 5317, 5318).

– **Financement de la vie politique :** politique et réglementation [30 novembre 1994] (p. 7924, 7925).

orales sans débat :

– **n° 290,** posée le 12 avril 1994 : **houillères du Dauphiné** (p. 707). Appelée le 14 avril 1994 : perspectives d'activité (p. 779 à 781).

– **n° 333,** posée le 26 avril 1994 : **politique d'aménagement du territoire en région matheysine** (p. 1165). Appelée le 28 avril 1994 : régions en difficulté (p. 1264 à 1266).

– **n° 372,** posée le 16 mai 1994 : **redémarrage de Superphénix** (p. 1813). Appelée le 19 mai 1994 : sécurité (p. 1935 à 1937).

– **n° 504,** posée le 4 octobre 1994 : **laboratoire du LETI à Grenoble** (p. 4901). Appelée le 6 octobre 1994 : recherche sur les matériaux supraconducteurs (p. 4987).

– **n° 528,** posée le 22 novembre 1994 : **diplôme d'Etat d'enseignement de la danse** (p. 7342). Appelée le 24 novembre 1994 : écoles de danse : fonctionnement : financement (p. 7420 à 7422).

– **n° 589,** posée le 13 décembre 1994 : **projet autoroutier Ambérieu-Grenoble-Sisteron** (p. 9016). Appelée le 15 décembre 1994 : tronçon Grenoble-Col de Fau : construction ; contentieux (p. 9140, 9142).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 (n° 914).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 avril 1994] :

Chômage (p. 1057).

Cour des comptes (p. 1056).

Finances publiques : dette publique (p. 1057).

Gouvernement :

– bilan (p. 1056, 1057) ;

– « manipulations budgétaires » (p. 1056, 1057) ;

– ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale (p. 1055) ;

– ministre du budget (p. 1056).

Gouvernements précédents (p. 1056, 1058).

Lois de règlement (p. 1056).

Parlement (p. 1058).

Politique économique (p. 1056, 1057).

Premier ministre : déclarations (p. 1057).

Prévisions et projections économiques (p. 1056).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 1057).

Vote pour du groupe socialiste (p. 1058).

Discussion des articles [20 avril 1994] :

Article 1er *(résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1992) :*

– *ses* observations (p. 1062).

Gouvernement : « manipulations budgétaires » et « discourtoisie » du ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale (p. 1062).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural :

– fonds de gestion de l'espace (p. 1891) ;

– zones de montagne (p. 1890, 1891).

Exploitants agricoles : pluriactivité (p. 1891).

Exploitations agricoles : bâtiments d'élevage : mise aux normes (p. 1890, 1891).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 juin 1994] :

Après l'article 16 :

– *son* amendement n° 145 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993) (p. 3153) : rejeté (p. 3154).

Article 20 *(modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social) :*

– *son* amendement n° 146 : non soutenu (p. 3159).

Article 42 précédemment réservé *(prorogation des contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification) :*

– *son* amendement n° 150 : non soutenu (p. 3191).

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 152 (p. 3200) : non soutenu (p. 3201).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [11 et 12 octobre 1994] :

Rappel au règlement : regrette qu'une note de la direction de la prévision sur l'aggravation du déficit budgétaire n'ait pas été communiquée au Parlement et condamne la déclaration du rapporteur général selon lequel la marge de manœuvre des députés dans la discussion budgétaire ne serait que d'un milliard de francs [11 octobre 1994] (p. 5256).

Son intervention (p. 5530).

Soutient la motion de renvoi en commission de : *Malvy (Martin)* (p. 5356) : rejetée (p. 5366, 5368).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale (p. 5333).

Agriculture : B.A.P.S.A. (p. 5331, 5367).

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 5333).

Assemblée nationale : commission des finances : propositions et travaux (p. 5366, 5368).

Chômage : U.N.E.D.I.C. (p. 5331).

Défense (p. 5331).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5332).

Emploi :

– création et politique de l'emploi (p. 5333) ;

– emplois familiaux et de proximité (p. 5333).

Entreprises : charges (p. 5333).

Finances publiques :

– déficits budgétaire et sociaux (p. 5331, 5332) ;

– dépenses (p. 5331, 5367, 5368) ;

– dette publique (p. 5332) ;

– loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5331, 5332, 5367, 5368).

Fonctionnaires et agents publics (p. 5331, 5367).

Gouvernements précédents : héritage et débudgétisations (p. 5332, 5366, 5367).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5333, 5368).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5332).

Impôt sur le revenu (p. 5332, 5333).

Jeunesse et sports : budget (p. 5334).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5333).

Parlement : information par le Gouvernement (p. 5366 à 5368).

Partis et mouvements politiques : M. Juppé : déclaration lors de la privatisation de Total (p. 5331).

Politique économique :

– consommation et pouvoir d'achat (p. 5332, 5333) ;

– taux d'intérêt (p. 5333).

Premier ministre (p. 5333).

Retraites : fonds de solidarité vieillesse et préretraites (p. 5367).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 5331, 5367).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* sous-amendement n° 245 (exclut du bénéfice de la mesure les bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile dont le revenu excède le plancher de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 92 de la commission (porte de 26 000 F à 42 000 F le plafond des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt au titre des emplois familiaux) (p. 5432) : rejeté (p. 5435) ;

– *son* sous-amendement n° 249 (application de la mesure aux seuls emplois créés à compter du 1er octobre 1994) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5432) : rejeté (p. 5437) ;

– *son* amendement n° 251 (taux de 50 p. 100 pour la réduction d'impôt au titre des dons à des associations d'intérêt général) (p. 5438) : rejeté (p. 5439) ;

– *favorable* à l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du barème de l'I.S.F. afin que le produit de l'impôt couvre les dépenses engagées au titre du R.M.I.) (p. 5442, 5443).

Article 3 *(actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

– *soutient* l'amendement n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (nouveau barème avec une tranche à 1,8 p. 100) (p. 5444) : rejeté (p. 5445) ;

– *son* amendement n° 256 (suppression du plafonnement de l'I.S.F. en fonction du revenu) : rejeté (p. 5446).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 258 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile, celles qui viennent en aide à des personnes en difficulté ou qui présentent un caractère éducatif familial sportif ou culturel) (p. 5449) : retiré (p. 5451) ;

– *favorable* à l'amendement n° 306 du Gouvernement (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations portée à 15 000 F en 1994 et à 20 000 F en 1995) (p. 5451).

Article 6 *(extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif à la transformation en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage)* :

– *son* amendement n° 261 (taxe progressive en fonction de la durée d'inoccupation suivant l'obtention de la réduction d'impôt) (p. 5452) : rejeté (p. 5453).

Article 7 *(application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements portant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) :*

– *son* amendement n° 263 (de suppression) (p. 5470) : rejeté (p. 5471).

Impôt et taxes : justice sociale (p. 5470).

– *favorable* à l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux régies des collectivités locales et de leurs groupements) (p. 5473, 5474).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5473).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 277 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (taux réduit de T.V.A. sur le traitement des ordures ménagères par les collectivités locales) (p. 5480) : rejeté (p. 5481).

Environnement (p. 5481).

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *son* amendement n° 266 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (de suppression) (p. 5484) : rejeté (p. 5485).

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 102 de la commission et 162 de M. Philippe Vasseur (de suppression) (p. 5501, 5503).

Assemblée nationale :

– commission des finances : réunion à tenir pour examiner les nouvelles propositions du Gouvernement (p. 5501, 5502) ;

– groupe socialiste : attitude dans la suite de la discussion à défaut de suspension de la séance (p. 5503).

– *ses observations* sur l'amendement n° 225 rectifié de M. Philippe Auberger (nouvelle rédaction instituant une cotisation nationale de taxe professionnelle au taux de 0,25 p. 100 de la valeur ajoutée sur les entreprises dont la cotisation est inférieure à 2 p. 100 de celle-ci et le chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs, plafonne le total des cotisations à 2 p. 100 de la valeur ajoutée et le montant maximum du dégrèvement à 500 millions de francs) (p. 5505, 5506).

Article 10 *(intégration de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) :*

– *son* amendement n° 270 (de suppression) (p. 5513) : rejeté (p. 5515).

Article 11 *(pérennisation de la réduction de compensation de l'abattement de 16 p. 100 appliqué aux bases de taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 271 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 5516).

Article 12 *(institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport) :*

– *son* amendement n° 273 (de suppression) : rejeté (p. 5531).

Finances publiques : débudgétisations (p. 5531).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 257 (réduit de 5 p. 100 à 3,3 p. 100 le taux de l'abattement par année de détention pour les plus-values immobilières à long terme) : rejeté (p. 5540).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 274 (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 4 p. 100 sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 5554) : rejeté (p. 5556).

Sports :

– Fonds national pour le développement du sport : financement d'équipements (p. 5557) ;

– football : coupe du monde (p. 5555).

– *ses observations* sur le sous-amendement oral du Gouvernement (taux de 2,4 p. 100) à l'amendement n° 106 de la commission (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 p. 100 sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 5557).

Article 14 *(affectation au budget général des recettes de privatisations) :*

– *soutient* l'amendement n° 275 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) : rejeté (p. 5558).

Article 17 *(extension d'attributions du fonds de solidarité vieillesse aux régimes des exploitants agricoles et des fonctionnaires de l'Etat) :*

– *son* amendement n° 278 (de suppression) (p. 5560) : rejeté (p. 5561).

Finances publiques : débudgétisations (p. 5560).

Article 19 et état A *(équilibre général du budget) :*

– *son* amendement n° 294 (de conséquence des amendements de suppression des articles 12, 14, 16 et 17) (p. 5574) : rejeté (p. 5578).

Finances publiques : projet de loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5577).

Explications de vote [18 octobre 1994] :

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5610, 5611).

Emploi : politique (p. 5611).

Entreprises : charges (p. 5610).

Finances publiques :

– débudgétisations (p. 5610) ;

– déficits budgétaires et sociaux (p. 5610) ;

– dépenses (p. 5610) ;

– projet de loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5610).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5611).

Logement et habitat (p. 5611).

Vote contre du groupe socialiste (p. 5611).

Deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [19 octobre 1994] :

Ordre de la Libération : crédits (p. 5647, 5648).

Ordre national de la Légion d'honneur :

– anciens combattants : nomination : contingents (p. 5647) ;

– crédits (p. 5647) ;

– maisons d'éducation (p. 5647, 5648) ;

– patrimoine : classement au titre des monuments historiques (p. 5647) ;

– traitement des médaillés (p. 5647).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Vote des crédits* [16 novembre 1994] :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 276 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1 757 millions de francs en conséquence de l'institution de l'allocation de préparation à la retraite du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et de l'abaissement de l'âge requis pour bénéficier de ce fonds) (p. 7080).

Après l'article 51 :

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (attribution d'une allocation de préparation à la retraite aux chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7080).

Assemblée nationale : président de séance (p. 7081).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994].

Article 42 *(relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) :*

– *soutient* l'amendement n° 232 de M. Augustin Bonrepaux (non-application aux bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile dont le revenu excède le plancher de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 6998) : rejeté (p. 6999) ;

– *son* amendement n° 233 (application aux seuls emplois créés à partir du 1er janvier 1995) : rejeté (p. 7001).

Après l'article 42 :

– *son* amendement n° 235 (porte de 4 180 F à 5 283 F le seuil de la décote pour l'impôt sur le revenu) (p. 7004) : rejeté (p. 7005).

Article 45 :

– *son* amendement n° 236 (de suppression) : rejeté (p. 7017).

Logement et logement social (p. 7017).

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 244 (permet aux correspondants locaux salariés de la presse régionale d'opter pour le régime des traitements et salaires) (p. 7032) : retiré (p. 7033) ;

– *son* amendement n° 251 soutenu par M. Jacques Guyard (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la location) (p. 7038) : rejeté (p. 7040) ;

– *favorable* à l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas été proposés à la location s'il sont situés dans des communes de plus de 20 000 habitants) (p. 7040) ;

– *son* amendement n° 247 soutenu par M. Jacques Guyard (doublement de la valeur locative retenue pour la taxe d'habitation des logements vacants dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 7040) : rejeté (p. 7041) ;

– *ses* amendements n°s 240 à 243 (réduisent de 3,4 p. 100 à respectivement 2,5 p. 100, 2,7 p. 100, 3 p. 100 et 3,2 p. 100 le plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu prévu à l'article 1414 C du code général des impôts et majorent la base des dégrèvements prévus aux articles 1414 A, 1414 B et 1414 C) (p. 7041) : rejetés (p. 7042) ;

– *favorable* à l'amendement n° 239 de M. Augustin Bonrepaux (majore les taux des abattements obligatoire pour charges de famille et facultatif à la base votés par les conseils municipaux) (p. 7056).

Après l'article 50 :

– *soutient* l'amendement n° 252 de M. Augustin Bonrepaux (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport porté au taux de 3 p. 100 sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 7075) : rejeté (p. 7077).

Après l'article 51 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 275 du Gouvernement (allocation de préparation à la retraite pour les chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7080, 7081).

Premier ministre : engagements (p. 7080).

Rappel au règlement : s'étonne que la présidence ne lui ait pas donné la parole pour expliquer son vote sur le budget des anciens combattants et exprime la position de son groupe (p. 7088).

Explications de vote [17 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7114).

Chômage (p. 7112).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 7112).

Emploi et emplois familiaux (p. 7113).

Enseignement (p. 7113).

Finances publiques : déficit, dette, dépenses, sincérité du budget (p. 7112, 7113).

Gouvernement : bilan (p. 7112 à 7114).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7113).

Jeunes et consultation à l'initiative du Gouvernement (p. 7113).

Logement (p. 7113).

Premier ministre (p. 7112 à 7114).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 7113).

Sécurité sociale (p. 7113, 7114).

Vote contre du groupe socialiste (p. 7114).

– ***Rappel au règlement :*** demande une suspension de séance et la réunion du bureau à propos des déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5413).

– ***Rappel au règlement :*** réclame un scrutin au public sur la demande de suspension de séance formulée par M. Julien Dray à propos des déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5417).

– ***Rappel au règlement :*** regrette que le Gouvernement n'ait pas désavoué les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon et qu'il n'ait pas apporté de réponse en ce qui concerne l'affectation des recettes de privatisation [13 octobre 1994] (p. 5431).

– ***Rappel au règlement :*** mesures contre l'exclusion annoncées par le Premier ministre et rôle du Parlement [14 octobre 1994] (p. 5467, 5468).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **conjoncture au vu des derniers indicateurs** [25 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Chômage (p. 5978).

Emploi : créations (p. 5977, 5978).

Entreprises : charges (p. 5978).

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5978).

Politique économique :

- consommation et indicateur de confiance des ménages (p. 5978) ;
- croissance et prévisions (p. 5977) ;
- pouvoir d'achat (p. 5978) ;
- taux d'intérêt (p. 5978).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Article 1er *(extension d'attribution du fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles) :*

– *son* amendement n° 45 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 8526) : rejeté (p. 8527).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 69 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (fixe à 20,654 milliards de francs les crédits du compte d'avances à des établissements publics nationaux chargés d'un service public) (p. 8537) : rejeté (p. 8538).

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 53 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (relève le plafond de la décote de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 8558) ;

– *son* amendement n° 50 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (porte de 40 p. 100 à 50 p. 100 le taux de la réduction d'impôt sur les dons faits aux œuvres d'intérêt général) : rejeté (p. 8558) ;

– *son* amendement n° 52 (supprime le plafonnement de l'I.S.F.) (p. 8559) : rejeté (p. 8560) ;

– *soutient* l'amendement n° 49 de M. Augustin Bonrepaux (rapport sur l'institution d'une cotisation nationale de la taxe professionnelle égale à 1,5 p. 100 de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 8562) ;

– *son* amendement n° 51 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations venant en aide aux personnes en difficulté ou ayant un caractère éducatif, familial, sportif ou culturel) soutenu par M. Didier Boulaud : rejeté (p. 8564) ;

– *son* amendement n° 54 (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas fait l'objet d'une offre de mise en location) : rejeté (p. 8564).

Article 28 *(prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Française des jeux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 8568).

Jeux et paris :

– Française des jeux ;

– mineurs de 18 ans.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 1994] :

Finances publiques : déficit, dette publique, recettes de privatisation et dépenses (p. 9500, 9501).

Politique économique : croissance (p. 9500).

Projets de loi de finances : sincérité (p. 9500).

Sécurité sociale : financement : avances de la Caisse des dépôts (p. 9501).

Vote contre du groupe socialiste (p. 9501).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 5 de M. Gilles Carrez et 33 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8938).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 de M. Martin Malvy (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop-perçu) (p. 8942) : retiré (p. 8943).

Après l'article 8 :

– *favorable* à l'amendement n° 40 de M. René Carpentier (de précision en ce qui concerne l'interdiction de distribution de matériel électoral pendant la campagne officielle pour l'élection des conseillers municipaux) (p. 8963).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8974).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8994) ;

– *favorable* à l'amendement n° 43 rectifié de M. Alain Bocquet (validation des délibérations des assemblées locales attribuant des crédits de fonctionnement aux groupes politiques les composant) (p. 8997).

Seconde délibération de l'article 4 :

Article 4 supprimé en première délibération *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (diminution de 30 p. 100) (p. 8999).

Ses explications de vote (p. 9001) :

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement.

Lois : proposition de loi : date d'entrée en vigueur.

Partis et mouvements politiques : financement.

Vote pour du groupe socialiste (p. 9001).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 décembre 1994] :

Article 1[er] *(déclaration de patrimoine des députés : art. L.O. 135-1 du code électoral) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de M. Martin Malvy (déclaration selon une présentation unifiée) : rejeté (p. 9008) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 de M. Martin Malvy (publication des observations de la commission pour la transparence financière de la vie politique en cas d'évolution anormale du patrimoine et saisine du parquet) : rejeté (p. 9008).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9023) : rejeté au scrutin public (p. 9037) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9035) ;

– *soutient* l'amendement n° 9 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité de toute fonction dirigeante d'une entreprise avec le mandat parlementaire ; plafonnement de la rémunération du parlementaire exerçant une activité professionnelle ; interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération au titre d'un contrat d'étude) (p. 9042) : rejeté (p. 9043) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 corrigé de M. Martin Malvy (interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude sauf cas des professions libérales) (p. 9044) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 corrigé de M. Martin Malvy (interdiction d'exercer une activité professionnelle privée différente de celle exercée avant l'élection comme député) (p. 9045) : rejeté (p. 9046) ;

– *favorable* à l'amendement n° 28 de M. Pierre Mazeaud (objet identique sauf cas des professions libérales réglementées) (p. 9046) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité entre les fonctions de président de chambre consulaire et l'exercice du mandat de député) (p. 9046).

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 de M. Martin Malvy (de suppression) : rejeté (p. 9047).

Article 4 *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de M. Martin Malvy (extension des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) : adopté (p. 9048).

Ses explications de vote (p. 9050) :

Assemblée nationale : groupe de travail.

Elus : patrimoine : déclaration.

Incompatibilités.

Vote contre du groupe socialiste (p. 9050).

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant **un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (n° 1667).**

Première lecture :

Discussion des articles [20 décembre 1994] :

Article 1er *(objet et champ d'application du projet de loi) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la condition d'incrimination par la loi française) (p. 9444).

Article 2 *(principe de la « compétence universelle » des juridictions françaises) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (extension au cas des victimes ayant leur domicile en France) (p. 9445) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 7 de M. Michel Destot (même extension pour les réfugiés) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9446).

Article 3 *(demande de dessaisissement) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 rectifié de M. Michel Destot (suppression de la vérification de la régularité formelle des demandes par le ministre de la justice) : retiré (p. 9447).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Anciens combattants : Afrique du Nord :

- allocation de préparation à la retraite (p. 9410) ;
- rente mutualiste (p. 9412) ;
- retraite : retraite anticipée et durée de cotisation (p. 9411, 9412).

Entreprises : charges : allégement (p. 9411).

Retraites : régime général : durée de cotisation (p. 9410).

Discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Après l'article unique :

– *son* amendement n° 2 rectifié (rapport au Parlement sur la prise en compte des périodes passées en Algérie pour l'ouverture du droit à la pension de retraite au taux plein du régime général) (p. 9415) : retiré (p. 9416).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [21 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 9507).

Fermage : bail : indexation (p. 9506).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 9506).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Rappel au règlement : proteste contre l'absence de réponses du ministre de l'éducation nationale aux questions posées lors de la discussion générale du projet de loi [21 décembre 1994] (p. 9555).

MIGNON (Jean-Claude)

Député de la Seine-et-Marne

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part (n° 915) [11 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre délégué aux affaires européennes [*J.O.* du 16 novembre 1994] (p. 16237).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux **anciens salariés devenus non salariés, aux assurés expatriés et aux assurés non inscrits à l'A.N.P.E.** de bénéficier de **prestations équivalentes à celles servies par les régimes complémentaires de retraite** aux salariés et chômeurs faisant liquider leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans et comptabilisant le nombre de trimestres d'assurance requis pour obtenir une **pension de retraite à taux plein au régime général (n° 1110)** [13 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 915) autorisant la ratification d'un **accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part (n° 1125)** [14 avril 1994].

Proposition de loi modifiant l'article L. 163-16-1 du code des communes, en vue de permettre le **retrait de communes membres de syndicats intercommunaux ou de syndicats mixtes d'électrification (n° 1462)** [5 juillet 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 270, posée le 6 avril 1994 : **hôpitaux et cliniques** (p. 547). Non appelée : centre hospitalier Marc-Jacquet : moyens financiers.

– n° 337, posée le 3 mai 1994 : **situation du service de médecine fœtale de l'institut de puériculture de Paris** (p. 1414). Appelée le 5 mai 1994 : service de diagnostic prénatal et de médecine fœtale : financement (p. 1506, 1507).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part (n° 915).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1018).

Politique économique et sociale : économie de marché : respect par les pays associés ; zone de libre-échange : instauration (p. 1018).

Roumanie :

- Conseil de l'Europe : adhésion (p. 1017) ;
- coopération (p. 1018) ;

– culture francophone (p. 1017) ;
– situation économique (p. 1017, 1018).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant *Raimond (Jean-Bernard).*

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [2 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
– contexte géopolitique (p. 8136, 8137) ;
– Europe centrale et de l'Est (p. 8137).

Commerce extérieur : commerce extérieur français (p. 8137).

Communautés européennes et Union européenne :
– budget communautaire : participation des nouveaux membres (p. 8137) ;
– élargissement à l'Autriche, la Finlande et la Suède (p. 8136) ;
– institutions (p. 8137, 8138) ;
– politique agricole commune (p. 8137) ;
– Union monétaire (p. 8137) ;
– zones défavorisées et zones de montagne (p. 8137).

Espace économique européen (p. 8136).

Norvège (p. 8136).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain

(3e circonscription)

U.D.F.

Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. Président de ce groupe [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Président de cette mission [*J.O.* du 19 mai 1994] (p. 7380).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Président de cette commission [*J.O.* du 22 juin 1994] (p. 9009).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter la **transmission d'entreprises (n° 1000)** [2 février 1994].

Proposition de loi visant à faciliter la **création et le développement des P.M.E. (n° 1200)** [28 avril 1994].

Proposition de loi tendant à **interdire la participation des personnes morales au financement de la vie politique (n° 1553)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à clarifier les relations entre le **ministre de la justice et le parquet** et renforçant l'article 36 du code de **procédure pénale (n° 1801)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation au Rwanda : attitude de la France ; O.N.U. ; réfugiés [18 mai 1994] (p. 1849, 1850).

– Propositions allemandes sur l'avenir de l'Union européenne : réforme : union monétaire ; sécurité ; élargissement ; relations franco-allemandes [19 octobre 1994] (p. 5681).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Rappel au règlement : s'élève contre la décision du président de l'Assemblée nationale de suspendre, en méconnaissance du règlement, la séance qui appelait les explications et le vote sur le projet de loi de programmation militaire ; demande une suspension de séance et la réunion de la conférence des présidents [31 mai 1994] (p. 2421).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 4227).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 4254).

Principaux thèmes développés :

Administration : interministérialité (p. 4232).

Aménagement rural (p. 4228, 4230).

Associations (p. 4230).

Collectivités locales :
– compétences (p. 4232) ;
– coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4230, 4231) ;
– élections et référendum consultatif (p. 4231).

Conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire (p. 4231).

Constitution : égalité (p. 4229, 4272).

Consultation nationale (p. 4227).

Datar (p. 4232).

Elections et référendums : élections régionales (p. 4232).

Enseignement (p. 4228).

Etat :
– déconcentration (p. 4229) ;
– préfet et sous-préfet (p. 4229) ;
– rôle (p. 4229, 4230).

Impôts locaux :
– réforme (p. 4232) ;
– taxe professionnelle (p. 4231).

Plan (p. 4232).

Politique générale (p. 4228 à 4230).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4228).

Services publics (p. 4229 à 4231).

Ville : politique de la ville (p. 4227, 4228).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Son intervention (p. 4371, 4373).

Assemblée nationale : conditions de travail.

Lois : projet de loi : contenu et préparation.

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son interruption* (p. 4382).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 564 (substitution de représentants des conseils économiques et sociaux régionaux aux représentants des activités économiques, sociales et culturelles) : devenu sans objet (p. 4433).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 670 de M. Augustin Bonrepaux (insertion dans les directives de modalités d'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4444) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 1000 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (insertion dans les directives d'adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4441, 4442).

Après l'article 4 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443).

Article 5 *(coordination) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 139 de M. Rémy Auchedé et 637 de M. André Fanton (de suppression) (p. 4446).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *favorable* (p. 4451) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 861 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur régional par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 4453, 4454).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement) :*

– *défavorable* aux amendements nos 39 de M. Michel Meylan, 143 de M. Rémy Auchedé et 321 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 4467 à 4469) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 854 de M. Adrien Zeller (caractère permanent) (p. 4470) ;

– *favorable* à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) (p. 4472) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1015 de M. Marc Le Fur (membres parlementaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (p. 4471) ;

– *son* sous-amendement n° 1016 (représentation du Conseil économique et social régional par son président) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (p. 4471) : adopté (p. 4473).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 482 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (déconcentration et globalisation des crédits apportés par l'Etat dans la négociation des contrats de plan) (p. 4477).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 446 de M. Pierre Albertini (étude d'impact démographique et économique) (p. 4486).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 147 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4495) ;

– *son* amendement n° 572 (suppression du paragraphe III sur le rôle du sous-préfet d'arrondissement) (p. 4497) : retiré (p. 4498).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 541 de M. Pierre Mazeaud et 690 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4508) ;

– *favorable* à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (définition du pays ; constatation de son existence par la commission départementale de coopération intercommunale ; publication de la liste et des limites des pays ; prise en compte pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) (p. 4512) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1025 de M. Pierre Albertini (réserve des compétences d'aménagement des collectivités locales) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4514).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Michel Mercier (de suppression) (p. 4516).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 de M. François Sauvadet (rapport sur la polyvalence des services en milieu rural) (p. 4524) ;

– *soutient* les amendements identiques nos 928 de M. Gérard Trémège et 432 de M. Yvon Jacob (extension de l'étude d'impact à la réorganisation d'un service) : adoptés (p. 4525) ;

– *soutient* l'amendement n° 240 de la commission (consultation des conseils municipaux et des conseils généraux pour l'étude d'impact) : adopté (p. 4526) ;

– *soutient* les amendements nos 577 et 578 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (communication de l'étude d'impact, pour observations ou demandes de nouvelles mesures, au président du conseil régional, au président du conseil général et au maire de la commune intéressée) (p. 4527) : retirés (p. 4528).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 693 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'I.S.F. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 4532).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 1020 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (compétence du département après avis de la commission consultative prévue à l'article) (p. 4594) : rejeté (p. 4596).

Avant l'article 20 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 973 de la commission (dépôt d'un projet de loi sur la répartition des compétences des collectivités locales dans le délai d'un an ; répartition par bloc de compétences) (p. 4654) ;

– *soutient* l'amendement n° 718 de M. Valéry Giscard d'Estaing (dépôt dans le même délai d'un projet de loi ayant le même objet ; répartition par bloc de compétences ; rôle de coordination de la « collectivité la plus impliquée ») (p. 4653) : retiré (p. 4656) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 989 du Gouvernement (loi sur la répartition des compétences ; possibilité de reconnaissance d'une fonction de responsabilité d'une collectivité pour la réalisation d'un objectif déterminé ; concomitance du transfert des compétences, des ressources et des personnels) (p. 4654) ;

– *soutient* l'amendement n° 556 de M. Maurice Dousset (schéma national et schéma régional intermodal de transports ; compétence des régions en matière d'organisation des transports ferroviaires régionaux de voyageurs ; contrats de service public avec la S.N.C.F.) (p. 4656) : retiré (p. 4657).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 290 de la commission, 70 de M. Michel Mercier et 793 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4666, 4667) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 1046 du Gouvernement (présentation de propositions sur l'adaptation des concours de l'Etat en matière d'équipement aux objectifs du développement du territoire) (p. 4667).

Après l'article 21 :

– *favorable* à l'amendement n° 291 de la commission (extension du champ du F.C.T.V.A. aux immobilisations mises à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4672).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *soutient* l'amendement n° 386 de M. Michel Noir (prise en compte des disparités de richesses et de charges) : adopté (p. 4681) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 305 de M. Maurice Ligot (reconnaissance de la spécificité des villes moyennes centres) (p. 4681) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 873 de M. Jacques Barrot (contribution au mécanisme de solidarité financière entre départements au sein de la D.G.F.) (p. 4684, 4685).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4696).

– *ses observations* sur l'amendement n° 349 corrigé de M. Charles Ceccaldi-Raynaud (impôt sur les ressources des collectivités locales dans le respect du principe de libre administration) (p. 4700).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 294 de la commission (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4704).

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 4709).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 967 de M. Yves Bonnet (extension du rapport quinquennal prévu à l'article à la suppression du décalage de deux ans pour les attributions du F.C.T.V.A. de l'ensemble des groupements de communes) (p. 4727).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 542 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 4744) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (interdiction de la conclusion d'une convention internationale par une collectivité territoriale) (p. 4748, 4749) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1052 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (autorisation de l'Etat pour la conclusion d'une telle convention) à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (p. 4749).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4763).

Avant l'article 29 :

– *favorable* à l'amendement n° 858 de M. Adrien Zeller (dépôt d'un projet de loi de révision du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 4775).

Seconde délibération des articles 18, 19, 19 ter *et 21* bis *:*

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de gage financier) (p. 4782).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de l'exonération de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pendant les dix années suivant la création, dans certaines zones rurales fragiles, d'une entreprise relevant de l'un des secteurs d'activité visés au I de l'article et bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle prévue au même paragraphe) (p. 4784).

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 4786).

Collectivités locales :

– compétences et ressources : réforme (p. 4787) ;

– coopération intercommunale et pays (p. 4787) ;

– F.C.T.V.A. (p. 4787) ;

– référendum consultatif (p. 4787).

Constitution :

– articles 34 et 37 (p. 4788) ;

– égalité (p. 4787).

Développement local (p. 4786, 4787).

Etat (p. 4786).

Schéma national et schémas régionaux de développement du territoire (p. 4787).

Services publics (p. 4787).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 7725).

Discussion des articles [29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 341 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression des règles particulières aux schémas des D.O.M. et des régions littorales métropolitaines ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 7782).

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *défavorable* à l'amendement n° 342 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration en association avec l'Etat) (p. 7784).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 244 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7787) ;

– *soutient* l'amendement n° 373 de M. Marc Laffineur (de coordination) : adopté (p. 7787).

Article 6 *bis* nouveau *(politiques interrégionales de développement des massifs de montagne) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 535 de M. Augustin Bonrepaux (élaboration des schémas interrégionaux en partenariat avec l'Etat) à l'amendement n° 56 de la commission (élaboration du schéma interrégional de massif par les conseils régionaux avec le concours du comité de massif ; possibilité d'une élaboration à l'initiative du comité de massif ; possibilité de schémas interrégionaux communs à deux massifs) (p. 7789).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *son* amendement n° 370 rectifié soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (remplacement du groupement d'intérêt public par un observatoire national de l'aménagement du territoire) (p. 7798) : adopté (p. 7803).

Article 7 *quater* nouveau *(répartition équilibrée des universités sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 376 (limitation du champ de l'article à la création d'universités de plein exercice à vocation professionnelle) : devenu sans objet (p. 7810).

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7848) ;

– *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (création et objet d'un tel schéma) (p. 7852 à 7854) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 537 du Gouvernement (condition de sécurité des soins pour le maintien des établissements de proximité) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 7852).

Article 7 *quindecies* nouveau *(désignation d'un chef de file) :*

– *son* amendement n° 378 (loi ultérieure sur la répartition des compétences des collectivités locales ; répartition par bloc de compétences ; fonction de responsabilité d'une collectivité pour la réalisation d'un objectif déterminé) : devenu sans objet (p. 7857) ;

– *son* amendement n° 379 (loi ultérieure clarifiant la répartition des compétences des collectivités locales ; répartition par bloc de compétences) : devenu sans objet (p. 7857).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 336 de M. Jean-Pierre Balligand (conférence des élus et comité permanent de développement du pays ; développement de l'intercommunalité à l'initiative de la commission départementale de la coopération intercommunale ; création facultative de conseils de quartier dans les villes de plus de 20 000 habitants) (p. 7859) ;

– *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7859, 7861 à 7863).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *favorable* à l'amendement n° 92 de la commission (priorité d'affectation aux agriculteurs et à leurs groupements) (p. 7955).

Après l'article 17 A nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 564 du Gouvernement (élaboration et contenu du schéma directeur de la région Ile-de-France dans les termes de l'article 7 précédemment supprimé prévoyant la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et les schémas sectoriels, l'ouverture et la détermination de l'objet de la révision du schéma directeur par décret en Conseil d'Etat et sa compatibilité avec les directives territoriales d'aménagement) (p. 7961).

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région Ile-de-France) :*

– *favorable* (p. 7968) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 264 de M. Rémy Auchedé, 319 de M. Georges Sarre et 354 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7970).

Article 20 A supprimé par le Sénat *(répartition des compétences) :*

– *son* sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 131 de la commission (rétablissement de l'article) : non soutenu (p. 8014).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *son intervention* (p. 8042) :

Assemblée nationale : règlement : vote par division sur l'amendement n° 39 du Gouvernement : demande.

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. Suppression de la D.G.F. de la région Ile-de-France. Réaménagement du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n° 267 de M. Rémy Auchedé et 320 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 8045).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 510 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au F.C.T.V.A. en 1995 et 1996 de l'installation d'activités économiques avec maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8047) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 511 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au F.C.T.V.A. des dépenses de revêtement complet de la voirie ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8047) ;

– *défavorable* aux amendements nos 512, 513 et 514 de M. Augustin Bonrepaux (fixation du prélèvement sur la D.G.F. des départements contribuant au mécanisme de solidarité financière au profit des départements ruraux et des communes urbaines en difficulté à respectivement 18 p. 100, 17 p. 100 et 16 p. 100 pour les départements contributeurs à potentiel fiscal inférieur au double du potentiel fiscal moyen national et à 30 p. 100, 28 p. 100 et 26 p. 100 pour les départements à potentiel fiscal supérieur au double du potentiel fiscal moyen national) (p. 8048).

Article 23 *(rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales. Fonds national de péréquation. Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Jean-Pierre Balligand (extension des dispositifs de taux unique de taxe professionnelle de zone ; péréquation de la taxe professionnelle des groupements de communes ; prise en compte de la valeur ajoutée dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 8048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 200 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte du télétravail) (p. 8049) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 du Gouvernement (de coordination) (p. 8049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 279 de M. Augustin Bonrepaux (montant de la dotation de développement rural pour 1995 et de son évolution ultérieure et financement par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 8049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 479 de M. Jean-Jacques de Peretti (institution d'une taxe sur la grande distribution de carburant finançant une aide au maintien des stations-service en milieu rural) (p. 8049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 305 de M. Yves Rousset-Rouard (rétablissement du paragraphe III prévoyant le dépôt d'un rapport sur l'extension de la loi Malraux aux communes rurales) (p. 8050).

Après l'article 24 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 480 de M. Jean-Jacques de Peretti (loi d'adaptation du régime juridique des sociétés d'économie mixte) (p. 8065).

Avant l'article 17 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 324 corrigé de M. Marc Le Fur (extension de la réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions en numéraire au capital des sociétés non cotées ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8081).

– *son intervention* (p. 8081, 8082) :

Banques et établissements financiers : crédit-bail.

Entreprises : charges sociales : allégement.

Impôts et taxes : droit de mutation.

Logement et habitat.

Article 17 précédemment réservé *(Fonds national de développement des entreprises) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 485 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 8083) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 217 de M. Arsène Lux (plafond des garanties d'emprunt dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine) (p. 8084).

Après l'article 17 :

– *soutient* l'amendement n° 104 précédemment réservé de la commission (déduction du résultat imposable des investissements réalisés dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire et dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 8084) : retiré (p. 8085) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 107 de la commission (exonération de la taxe sur les salaires des associations intermédiaires dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux normal de la T.V.A.) (p. 8088).

Après l'article 18 *quinquies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 571 du Gouvernement (limitation aux zones de revitalisation rurale, à la décision des départements, de la réduction instituée à l'article précédent ; compensation par l'Etat de la moitié des pertes de recettes résultant pour les départements de l'application de l'article précité à ces mêmes zones) (p. 8095).

Après l'article 19 :

– *soutient* l'amendement n° 446 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Balligand (rapport sur l'évolution des cantons compris dans les zones d'aménagement du territoire après deux années d'application de la loi) : adopté (p. 8101).

Article 19 *ter* B nouveau précédemment réservé *(exonération des cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) :*

– *son* sous-amendement n° 593 (suppression de la différenciation par zone) à l'amendement n° 427 de la commission (relèvement du plafond d'exonération er différenciation en fonction des zones) : adopté (p. 8104).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 22 :

– *favorable* à l'amendement n° 43 rectifié de M. Alain Bocquet (validation des délibérations des assemblées locales attribuant des crédits de fonctionnement aux groupes politiques les composant) (p. 8998).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 908) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9028).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers : montant ; modulation selon les régions [12 octobre 1994]. (p. 5323).

MOIRIN (Odile)

Député de l'Essonne

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] (p. 6012) :

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens).

Police nationale :

– carrière : revalorisation ;
– logement ;
– rôle, fonctionnement et moyens.

MONTESQUIOU (Aymeri de)

Député du Gers

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique) (n° 974) [5 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif) (n° 1401) [28 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989 (n° 1403) [28 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention du 17 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions (n° 1404) [28 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 (n° 1793) [14 décembre 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Bocquet tendant à constituer une Commission d'enquête sur le bilan économique, social et institutionnel de l'application des accords de Maastricht en France depuis le 1er décembre 1993 (n° 1726) [15 décembre 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation [22 décembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 974) autorisant la ratification du **traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan** (ensemble un protocole de coopération économique) **(n° 1229)** [11 mai 1994].

Proposition de loi tendant à alléger et à **simplifier la fiscalité applicable aux entreprises immatriculées au répertoire des métiers (n° 1243)** [18 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

– (n° 1401) autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention du 18 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un échange de lettres interprétatif) ;

– (n° 1403) autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention fiscale du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, modifiée par l'avenant du 27 septembre 1989 ;

– (n° 1404) autorisant l'approbation de l'avenant à la Convention du 17 juillet 1989 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions,

(n° 1540) [28 septembre 1994].

Proposition de loi tendant à alléger et à **simplifier la fiscalité applicable aux entreprises immatriculées au répertoire des métiers (n° 1760)** [1er décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénar (n° 1793), autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des **ressources propres des Communautés européennes**, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 **(n° 1819)** [15 décembre 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires étrangères sur les **Etats d'Asie centrale et les perspectives d'évolution dans le contexte régional (n° 1851)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 328, posée le 26 avril 1994 : **effets du gel sur les vignobles gascons** (p. 1164, 1165). Appelée le 28 avril 1994 : indemnisation des viticulteurs (p. 1268, 1269).

– n° 568, posée le 6 décembre 1994 : **surendettement** (p. 8368). Appelée le 8 décembre 1994 : exploitants agricoles (p. 8500, 8501).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1994] :

Assemblée nationale : délégation pour les Communautés européennes (p. 1283, 1284).

Communautés européennes et Union européenne :
- construction européenne (p. 1283) ;
- traité de Maastricht : Communautés et Union européennes (p. 1283).

Constitution : article 88-4 : champ d'application : actes communautaires et actes de l'Union européenne (p. 1284).

Explications de vote :

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 1284).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1969).

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1968).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique) (n° 974).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] :

Défense : traité de non-prolifération des armes nucléaires : adhésion du Kazakhstan (p. 2021).

Industrie : entreprises françaises : implantation au Kazakhstan (p. 2021. 2022).

Kazakhstan :
- investissements français (p. 2021) ;
- régime politique, vie économique et politique (p. 2021) ;
- relations avec les pays de la région (p. 2021).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement (p. 2977) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2977) ;
- Parlement européen (p. 2976, 2977).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *son* amendement n° 112 (suppression des ressorts interdépartementaux) : devenu sans objet (p. 3786).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4302).

Aménagement rural (p. 4302).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4303).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. (p. 4303).

Impôts locaux : réforme (p. 4302, 4303).

Informatique : télématique (p. 4302, 4303).

Transports (p. 4302).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 6182).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6182).

Affaires étrangères. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Ministère : crédits ; représentation dans les pays de la C.E.I. (p. 6443).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7459) :

Aménagement du territoire : généralités.

Exploitants agricoles : endettement.

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 (n° 1793).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- financement futur et contributions nationales (p. 9418) ;
- quotas laitiers (p. 9418) ;
- T.V.A. : assiette de la ressource (p. 9417, 9418).

France : contribution au budget communautaire (p. 9417).

Impôts et taxes : impositions nationales (p. 9418).

Parlements nationaux : contrôle (p. 9417 à 9419).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1134) [21 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre (n° 1233) [19 mai 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Industrie, postes et télécommunications, commerce extérieur : commerce extérieur) [16 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1134), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1225)** [11 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1233) autorisant la **ratification du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la République française, le Royaume et la Principauté d'Andorre (n° 1365)** [9 juin 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VII : **Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : commerce extérieur (n° 1562)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Enquête sur l'assassinat de Yann Piat** [25 mai 1994] (p. 2216).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour le commerce extérieur [24 octobre 1994] :

Commerce extérieur :

– balance commerciale française ; présence en Asie (p. 5896, 5897) ;

– commerce mondial : évolution, mondialisation de l'économie, concurrence déloyale (p. 5896) ;

– négociation et accords du G.A.T.T. (p. 5896).

Ministère : crédits du commerce extérieur (p. 5896, 5898).

MORISSET (Jean-Marie)

Député des Deux-Sèvres

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).**

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Elevage (p. 1997).

– **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Impôts et taxes : T.V.A. sur les logements locatifs (p. 6096).

– **Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).**

Première lecture :

Discussion des articles [24 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *favorable* (p. 7491).

Exploitants agricoles.

MOTHRON (Georges)

Député du Val-d'Oise

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi (n° 1828) [21 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Actions en faveur des jeunes des banlieues** : distinction à l'égard des jeunes méritants ; bénévolat ; promotion du sport [15 juin 1994] (p. 2993, 2994).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 379).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1994] (p. 10) :

Communautés européennes : directive du 21 décembre 1988 relative à la libre circulation des personnes et à la libre prestation des services : transposition en droit français.

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] (p. 3012) :

Communautés européennes et Union européenne : directive « bac + 3 » : transposition en droit français.

Conseil de l'ordre des géomètres-experts : missions.

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité.

– **Projet de loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits alimentaires (n° 976).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 avril 1994] :

Agroalimentaire : vinaigre et substituts (p. 1109).

Communautés européennes et Union européenne : directives relatives à la libre circulation des produits alimentaires et aux pratiques commerciales (p. 1109).

Qualité des produits ; certification ; organismes certificateurs : accréditation et rôle (p. 1108, 1109).

Santé publique : nourrissons : alimentation (p. 1109).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe

(2e circonscription)

Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 7 juin 1994] (p. 8215).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 7 juin 1994] (p. 8215).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 27 septembre 1994] (p. 13688).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 27 septembre 1994] (p. 13688).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Université des Antilles et de la Guyane : fonctionnement : financement [22 juin 1994] (p. 3348).

– D.O.M. : politique fiscale [14 décembre 1994] (p. 9056).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision n° 93-81 EURATOM, C.E.C.A., C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision n° 76-787 C.E.C.A., C.E.E. et EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : représentation au Parlement européen (p. 36, 37).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1387).

Enseignement (p. 1388).

Travail : contrats et conditions de travail (p. 1387).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. :

- cotisations sociales (p. 1894) ;
- retraites et préretraites (p. 1894).

D.O.M.-T.O.M. : agriculture tropicale (p. 1893, 1894).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2183) :

D.O.M.-T.O.M.

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2576) :

Allocation parentale d'éducation.

D.O.M.-T.O.M.

Historique, rôle, situation et politique familiale.

Lois : loi de programme n° 86-1383 du 31 décembre 1986 relative au développement des D.O.M., de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3365) : rejetée (p. 3372).

Principaux thèmes développés :

Administration : Agence d'insertion (A.I.) (p. 3368).

Agriculture (p. 3366).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3368).

Commerce extérieur (p. 3366, 3367, 3368).

Communautés européennes et Union européenne : fonds européens (p. 3368).

Communes : Saint-François (p. 3367).

Départementalisation (p. 3365).

Emploi :

- chômage (p. 3365, 3367, 3368) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3367, 3368).

Entreprises :

- charges sociales : exonération (p. 3367, 3368, 3369) ;
- coût salarial (p. 3365, 3366).

Guadeloupe (p. 3366, 3368).

Impôts et taxes :

- octroi de mer et taxe additionnelle (p. 3367) ;
- taxe de séjour (p. 3367) ;
- taxe spéciale d'équipement (p. 3369) ;
- T.V.A. (p. 3366, 3369).

Jeunes (p. 3365).

Jeux et paris : taxation (p. 3369).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 4 (abaissement à 35 heures de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3454) : rejeté (p. 3455).

Article 1er *(modalités particulières d'adaptation du dispositif d'insertion : chapitre IV nouveau du titre III de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion) :*

– *ses observations* (p. 3455).

Article 42-7 nouveau (organes de direction de l'agence d'insertion) :

– *son* amendement n° 6 (présidence du conseil d'administration par le président du conseil général) : rejeté (p. 3457) ;

– *son* amendement n° 7 (nomination du directeur sur proposition du président du conseil général) : rejeté (p. 3458).

Article 42-8 nouveau (contrat d'insertion par l'activité) :

– *son* amendement n° 8 (temps de formation) : adopté (p. 3459).

Article 42-9 nouveau (financement des actions d'insertion menées par l'agence) :

– *son* amendement n° 9 (modalités de versement de la contribution du département) (p. 3459) : rejeté (p. 3460).

Article 2 *(contrats d'accès à l'emploi : section II du chapitre II du titre II du livre VIII du code du travail : art. L. 832-4 nouveau) :*

– *son* amendement n° 13 (exclusion des employeurs du secteur de l'importation) : rejeté (p. 3461) ;

– *son* amendement n° 11 (rémunération minimale du bénéficiaire égale au S.M.I.C.) : retiré (p. 3461) ;

– *son* amendement n° 153 (exclusion pendant deux années des entreprises ayant procédé à un licenciement dans l'année précédant la promulgation de la loi) (p. 3462) : rejeté (p. 3463) ;

– *son* amendement n° 12 (priorité de réembauche après un licenciement économique) : rejeté (p. 3463) ;

– *son* amendement n° 14 (prise en compte des bénéficiaires pour le calcul des seuils sociaux) (p. 3463) : rejeté (p. 3464).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 237 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles) (p. 3466).

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *ses observations* (p. 3468) ;

– *son* sous-amendement n° 155 (condition de création d'emplois) à l'amendement n° 47 de la commission (extension au secteur de la production audiovisuelle avec compensation des pertes de recettes par l'institution d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 3476) : rejeté (p. 3477) ;

– *son* sous-amendement n° 157 (condition de maintien du nombre d'emplois) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3476) : rejeté (p. 3477) ;

– *son* sous-amendement n° 156 (condition d'apurement progressif du passif) à l'amendement n° 47 de la commission : rejeté (p. 3477) ;

– *son* sous-amendement n° 158 (suspension de l'exonération en l'absence de maintien des emplois) à l'amendement n° 47 de la commission : rejeté (p. 3477) ;

– *son* sous-amendement n° 159 (exclusion de certaines entreprises en fonction de leur masse salariale) à l'amendement n° 47 de la commission : rejeté (p. 3477) ;

– *son* sous-amendement n° 160 (information des représentants du personnel et des syndicats) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) : rejeté (p. 3478) ;

– *son* sous-amendement n° 161 (suspension de l'exonération en l'absence de création d'emplois ou d'investissement) à l'amendement n° 47 de la commission : rejeté (p. 3478) ;

– *son* sous-amendement n° 218 (exclusion des entreprises de l'hôtellerie n'ayant pas versé aux collectivités locales le produit de la taxe de séjour) à l'amendement n° 47 de la commission : rejeté (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 15 (condition de maintien du nombre d'emplois) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 16 (condition d'apurement progressif du passif) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 20 (condition de création d'emploi) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 21 (information des représentants du personnel et des syndicats) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 17 (suspension de l'exonération en l'absence de maintien des emplois) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 18 (suspension de l'exonération en l'absence de création d'emplois ou d'investissement) : devenu sans objet (p. 3478) ;

– *son* amendement n° 19 (exclusion de certaines entreprises en fonction de leur masse salariale) : devenu sans objet (p. 3478).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 22 (indemnité différentielle versée au chômeur acceptant un emploi assorti d'une rémunération inférieure au montant de l'allocation chômage) (p. 3478) : rejeté (p. 3479).

Article 5 *(prélèvement sur les sommes engagées dans les courses et les jeux) :*

– *son* amendement n° 25 (suppression de l'acquittement du prélèvement par les joueurs) : devenu sans objet (p. 3480).

Article 6 *(augmentation du taux normal de la T.V.A.) :*

– *son* amendement n° 26 (de suppression) : rejeté (p. 3483) ;

– *son* amendement n° 27 (maintien du taux actuel) : rejeté (p. 3483).

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *son* amendement n° 29 (avis des assemblées locales avant transmission du rapport) : rejeté (p. 3485) ;

– *son* amendement n° 28 (information du Parlement sur les conventions fiscales avec les Etats de la zone géographique des D.O.M.) : retiré (p. 3485).

Article 11 *(compétences du comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi dans les régions d'outre-mer) :*

– *son* sous-amendement n° 162 (consultation du comité sur les plans régionaux de développement des formations des jeunes) à l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 3488) ;

– *son* amendement n° 32 (consultation du comité sur les plans régionaux de développement des formations des jeunes) : devenu sans objet (p. 3488).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 33 (application de plein droit des conventions collectives nationales aux D.O.M.) (p. 3488) : rejeté (p. 3489).

Article 23 *(affectation du produit de la taxe spéciale de consommation aux investissements relatifs aux transports et à l'environnement : art. 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) :*

– *son* amendement n° 34 (de suppression) : rejeté (p. 3497).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet (exclusion de la procédure de publicité pour les délégations de transports terrestres publics) (p. 3509).

Explications de vote (p. 3515) :

Entreprises : charges sociales : exonération.

Impôts et taxes : T.V.A.

Vote contre du groupe communiste (p. 3515).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Agriculture (p. 6596, 6597).

Collectivités territoriales (p. 6596, 6597).

Communautés européennes et Union européenne : situation des D.O.M.-T.O.M. (p. 6597).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 6596).

Guadeloupe (p. 6597).

Impôts et taxes :

– octroi de mer et taxe additionnelle (p. 6596) ;

– T.V.A. (p. 6596).

Logement et habitat (p. 6596, 6597).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. :

– crédits (p. 6596) ;

– compétences et coordination interministérielle (p. 6596).

R.M.I. (p. 6596).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] (p. 6888) :

D.O.M.-T.O.M. : prestations familiales : alignement sur la métropole.

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] (p. 7231) :

D.O.M.-T.O.M. : Guadeloupe.

Greffes.

Tribunaux :

– palais de justice de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre ;

– tribunal d'instance de Saint-Martin.

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] (p. 7375) :

Consultation nationale.

D.O.M.-T.O.M.

Emploi.

Politique de la jeunesse.

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– pensions de réversion (p. 7460) ;

– retraites et préretraites (p. 7460).

D.O.M.-T.O.M. (p. 7459).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 1er *(prohibition des mandataires communs à plusieurs candidats : art. L. 52-4 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8927, 8928).

Cumul des mandats.

Délinquance et criminalité : corruption.

Dépenses de campagne : plafonnement et remboursement.

D.O.M.-T.O.M.

Elus : statut : patrimoine : déclaration.

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *son* amendement n° 18 (plafond spécifique dans les D.O.M.) : devenu sans objet (p. 8938).

Après l'article 9 :

– *son* sous-amendement n° 104 (conditions et montant propres aux D.O.M.) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8970, 8971) : rejeté (p. 8975).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Communautés européennes et Union européenne : Etats A.C.P. : accords de Lomé (p. 9103).

D.O.M.-T.O.M. : rhum et banane (p. 9103).

MOYNE-BRESSAND (Alain)

Député de l'Isère

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi visant à favoriser le **travail à temps partiel des parents de jeunes enfants (n° 1116)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à la création d'un **fonds de soutien aux détaillants en carburant (n° 1117)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant au développement des **sociétés à capital-risque (n° 1191)** [28 avril 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2193) :

Armée de l'air : avions de transport militaire.

Armée de terre : effectifs.

Armements classiques :

– chars Leclerc ;

– hélicoptères de transport et de lutte anti-sous-marine NH 90.

Europe :

– défense européenne ;

– Union de l'Europe occidentale.

Service national : conscription.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Espace : programmes « Hélios » et « Osiris » (p. 6363).

MULLER (Alfred)

Député du Bas-Rhin

(3e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Sécurité à Strasbourg** : plan de réforme de la police [6 avril 1994] (p. 561).

– **Logement social** : aides et prêts : P.L.A. ; PALULOS ; communauté urbaine de Strasbourg [12 octobre 1994] (p. 5311, 5312).

– **Crèches familiales** : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 [14 décembre 1994] (p. 9067, 9068).

orales sans débat :

– n° **266**, posée le 5 avril 1994 : **maintien à domicile des personnes âgées** (p. 546). Appelée le 7 avril 1994 : dépendance (p. 619, 620).

– n° **344**, posée le 3 mai 1994 : **adaptation de la dotation globale de fonctionnement aux accroissements de population des communes** (p. 1415). Appelée le 5 mai 1994 : D.G.F. : conditions d'attribution ; population ; recensements (p. 1515, 1516).

– n° **420**, posée le 7 juin 1994 : **situation financière des entreprises d'insertion et des régies de quartiers** (p. 2708). Appelée le 9 juin 1994 : financement : aides de l'Etat (p. 2791, 2792).

– n° **535**, posée le 29 novembre 1994 : **signalisation des taxis travaillant pour des institutions internationales** (p. 7874). Appelée le 1er décembre 1994 : réglementation (p. 8000, 8001).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1994] :

Administration : groupements d'intérêt public : groupement pour l'informatisation du livre foncier : création, régime et ressources (p. 538).

Propriété : publicité foncière : livre foncier régime juridique et spécificités (p. 537).

– **Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Communes :

– maires (p. 5008) ;

– Strasbourg (p. 5007, 5008).

Départements : Bas-Rhin (p. 5007).

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 5007).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5007, 5008).

– **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Affaires étrangères : politique étrangère et de sécurité commune, conférence sur la stabilité en Europe (p. 6397).

Communes : Strasbourg (p. 6397).

Emploi : chômage français et européen (p. 6397).

Institutions :

– Comité des régions ; fonds d'intervention (p. 6397) ;

– Parlement européen : rôle et siège (p. 6397, 6398) ;

– présidence française (p. 6396, 6397).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *soutient* l'amendement n° 159 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) : retiré (p. 8018) ;

– *soutient* l'amendement n° 160 de M. Gérard Saumade (péréquation entre les départements en fonction de leurs charges de R.M.I.) (p. 8024) : rejeté (p. 8025).

– **Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– **Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– **Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– **Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– **Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8899, 8900).

Dépenses électorales : comptes de campagne (p. 8900).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8900).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

MURAT (Bernard)

Député de la Corrèze

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une **taxe à l'importation des produits en provenance des pays à faible niveau de protection sociale (n° 940)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi tendant à soutenir l'activité des **distributeurs de carburant (n° 1030)** [2 mars 1994].

Proposition de loi tendant à instituer une **allocation familiale de libre choix (n° 1050)** [24 mars 1994].

Proposition de loi tendant à protéger le **commerce dans les zones rurales (n° 1472)** [5 juillet 1994].

Proposition de loi rendant à rendre **imprescriptibles les crimes de terrorisme (n° 1808)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Masseurs-kinésithérapeutes : structure professionnelle nationale : création [19 octobre 1994] (p. 5677).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Après l'article 19 :

– *ses* amendements nos 345 et 347 : non soutenus (p. 4642) ;

– *son* amendement n° 346 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 4643).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *ses* amendements nos 15, 13 et 14 précédemment réservés : non soutenus (p. 8110).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 41 : non soutenu (p. 5550).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *son* amendement n° 1 rectifié (limitation de l'infraction aux dépassements de vitesse dans une agglomération ou hors agglomération par mauvais temps) : devenu sans objet (p. 7180).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *son* amendement n° 143 : non soutenu (p. 7291).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Patrick Devedjian (association de financement de l'action politique locale hors des périodes électorales) : retiré (p. 8967).

MUSELIER (Renaud)

Député des Bouches-du-Rhône

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire, conformément aux dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral, auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 24 février 1994] (p. 3103).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de nomination des responsables à la télévision et à la radio (n° 1015) [7 avril 1994].

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du règlement sur la **chanson d'expression française (n° 1006)** [8 février 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1015) de M. Jean-Claude Gayssot tendant à créer une **commission d'enquête** sur les conditions de **nomination des responsables à la télévision et à la radio (n° 1174)** [28 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Lutte contre le sida : prévention [6 avril 1994] (p. 551).

– Construction navale : négociations entre la commission européenne et l'O.C.D.E. [25 mai 1994] (p. 2209).

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– réunion des chefs de Gouvernement sur le sida [29 novembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 7818).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7819).

Jeunes (p. 7819).

Lois : loi n° 90-602 du 12 juillet 1990 relative à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap (p. 7819).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 7819).

Pharmacie : industrie pharmaceutique (p. 7819).

Sida :

– maladie et malades (p. 7818, 7819) ;

– prévention (p. 7819).

Toxicomanie (p. 7819).

Travail : congé de longue maladie (p. 7819).

MYARD (Jacques)

Député des Yvelines

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur des propositions d'actes communautaires concernant la protection des dessins et modèles (nos E-191 et E-193) [15 février 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (affaires étrangères : affaires européennes) [16 juin 1994].

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la représentation externe de l'Union européenne dans les organismes internationaux [10 août 1994].

Rapporteur d'information sur les nouvelles données de la politique étrangère de la France en Méditerranée [24 novembre 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606) [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18232).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1994 (n° 1530)** : tome V : **Affaires étrangères : affaires européennes (n° 1562)** [5 octobre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions de directive et de règlement relatives à la protection juridique des dessins et modèles** (nos E-191 et E-193) **(n° 1715)** [22 novembre 1994].

Proposition de résolution sur les propositions communautaires relatives aux **dessins et modèles** :

- proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection juridique des dessins et modèles (COM (93) 344 final n° E-191) ;
- proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (COM (93) 342 final n° E-193),

(n° 1720) [23 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Institution des courses : concurrence de la Française des jeux [22 juin 1994] (p. 3346, 3347).

– U.R.S.S.A.F. : pénalités de retard : conséquences [21 décembre 1994] (p. 9495).

orales sans débat :

– n° 284, posée le 12 avril 1994 : **fermeture de l'hippodrome de Maisons-Laffitte** (p. 706). Non appelée.

– n° 466, posée le 21 juin 1994 : **fondation L'Arche de la fraternité** (p. 3333). Appelée le 23 juin 1994 : fonctionnement ; finances ; gestion (p. 3415 à 3417).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision n° 93-81 EURATOM, C.E.C.A., C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision n° 76-787 C.E.C.A., C.E.E. et EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] (p. 43) :

Communautés européennes et Union européenne :

- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ; principe d'égalité : abandon ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle.

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 avril 1994] (p. 810) :

Assistance médicale à la procréation :

- diagnostic pré-implantatoire ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique.

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain.

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité.

Ethique : bioéthique : législation : contenu, évaluation et révision.

Génétique : tests d'identification génétique.

Informatique : fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement.

Prélèvements sur le corps humain :

- prélèvements sur donneur décédé ;
- prélèvements sur donneur vivant.

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] (p. 1046) :

Conseil de l'Europe : convention du 5 mai 1989.

Etat : sécurité nationale.

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2221, 2222) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Armements classiques :

- chars Leclerc ;
- hélicoptères de combat HAP/HAC : Tigre.

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* (p. 4186).

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Pierre Lellouche (suppression du caractère essentiellement intergouvernemental de la politique étrangère et de sécurité commune) (p. 4863).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de la France à l'égard de l'Algérie [11 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Administration : services extérieurs : « Bureau des visas Algérie » de Nantes (p. 5236).

Algérie : politique économique et sociale ; terrorisme ; retour à la démocratie (p. 5237).

Communautés européennes et Union européenne : solidarité avec le Sud ; aides à l'Algérie (p. 5237).

Consulats : consulats de France en Algérie (p. 5237).

Enseignement supérieur : Office universitaire et culturel français en Algérie : personnels non titulaires (p. 5236).

Français de l'étranger : présence en Algérie : retour en France et aides au retour (p. 5236).

France : rôle ; assistance financière (p. 5237).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

– *son intervention* (p. 5420).

Commission : recommandation sur les déficits publics (p. 5420, 5421).

Fraude et « gabegie » (p. 5421).

Parlement : information (p. 5420).

Parlement européen :
- pouvoirs (p. 5421) ;
- siège : Strasbourg (p. 5421).

Deuxième partie :

Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères [3 novembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- Europe des « différents cercles » (p. 6390) ;
- subsidiarité (p. 6389).

Constitution : article 88-4 (p. 6390).

Ministère : crédits (p. 6389).

Transports : desserte aérienne de Strasbourg (p. 6389).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] :

Etrangers : contrôles aux frontières extérieures (p. 7312).

Informatique : « système d'information Schengen » (p. 7311).

Justice : coopération judiciaire (p. 7311).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] (p. 7699) :

Aides :
- prêts locatifs aidés ;
- prêts locatifs intermédiaires.

Lois : loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 : objectif et bilan.

Discussion des articles [28 novembre 1994] :

Article 8 *(limitation du champ d'application de la participation à la diversité) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 corrigé de M. Gérard Hamel (suppression de la taxe dite de participation à la diversité de l'habitat et majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7708) ; adopté après rectification (p. 7710).

Article 5 précédemment réservé *(modification de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 rectifié de M. Gérard Hamel (de coordination) (p. 7710) : adopté (p. 7711).

Après l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Guyard (création d'une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7713).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Dépenses électorales : comptes de campagne (p. 8910).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8909).

Lois : loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8910).

Parlement : incompatibilités (p. 8910).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8909).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 1er *(prohibition des mandataires communs à plusieurs candidats : art. L. 52-4 du code électoral) :*

– *son* amendement n° 69 (réduction du délai d'imputation des dépenses sur le compte de campagne) (p. 8930) : rejeté (p. 8931).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

N

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis

(9e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 mai 1994] (p. 7379).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 mai 1994] (p. 7379).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale, à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Refus de visa à Mme Taslima Nasreen** [12 octobre 1994] (p. 5316, 5317).

orales sans débat :

– **n° 571,** posée le 6 décembre 1994 : **pratique de l'I.V.G. dans les hôpitaux publics** (p. 8369) : non appelée.

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 13 avril 1994] :

Ses explications de vote sur les *exceptions d'irrecevabilité* soulevées par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 661) et *son intervention* (p. 757).

Principaux thèmes développés :

Assistance médicale à la procréation :

- assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 758, 759) ;
- consentement : formalités (p. 661, 758) ;
- couples : âge, projet parental (p. 758) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 758) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 757) ;
- dons : anonymat et gratuité (p. 661) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 758) ;
- fœtus et embryon : statut (p. 757).

Contrats : interdiction et nullité des conventions à titre onéreux sur le corps humain (p. 758).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 661).

Ethique : bioéthique :

- législateur : rôle (p. 757, 759) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 758).

Europe : législations nationales sur la bioéthique : diversité (p. 758).

Filiation : assistance médicale à la procréation (p. 661, 757).

Prélèvements sur le corps humain : dons : anonymat (p. 758).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *soutient* l'amendement n° 76 de M. Jean-Yves Le Déaut (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 924) : rejeté (p. 927) ;

– *son* sous-amendement n° 89 (rédactionnel) à l'amendement n° 11 de la commission (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 924) : devenu sans objet (p. 927) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Jérôme Bignon (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 926) ;

– *son* sous-amendement n° 90 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (de précision) à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 927).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-11 (examen des caractéristiques génétiques d'une personne) :

– *favorable* au sous-amendement n° 70 de M. Jérôme Bignon (suppression de la référence à la « nécessité médicale » dispensant de recueillir le consentement préalable) à l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'étude génétique des caractéristiques d'une personne ; consentement préalable de l'intéressé ; rédactionnel pour le surplus) (p. 934) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 71 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'étude à des fins médicales) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 934).

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 937) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 93 du Gouvernement (exception « afin de respecter la vie privée ») à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (p. 937).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

Article 311-20 (effets du consentement à la procréation médicalement assistée) :

– *son* sous-amendement n° 88 (consentement exprimé par écrit devant le responsable de l'équipe médicale et transmission au président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 40 de la commission (limitation du consentement aux cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'un embryon ; consentement donné uniquement devant le juge ; condition de la cessation d'effet du consentement) (p. 949) : rejeté (p. 950) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 77 de M. Jean-François Mattei (secret du consentement ; consentement devant notaire) à l'amendement n° 40 de la commission (p. 951) ;

– *son* amendement n° 63 (suppression des formalités d'expression du consentement) : devenu sans objet (p. 952).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles :

Ses explications de vote sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 661) et *son intervention* (p. 757).

Principaux thèmes développés : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 104 (suppression de l'autorisation judiciaire) (p. 866) : rejeté (p. 867) ;

– *son* amendement n° 105 (suppression des pouvoirs d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) : rejeté (p. 867).

Article L. 152-10 du code de la santé publique (information des couples) :

– *son* amendement n° 107 (suppression de la faculté donnée au médecin d'imposer un délai de réflexion supplémentaire au couple) : rejeté (p. 880) ;

– *son* sous-amendement n° 256 (consentement exprimé devant le responsable de l'équipe médicale pour transmission au président du tribunal de grande instance en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'embryon) à l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'expression du consentement en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou de fécondation *in vitro* pour un couple non marié) (p. 881) : rejeté (p. 883) ;

– *son* sous-amendement n° 257 (suppression de la possibilité d'exprimer le consentement devant notaire) à l'amendement n° 21 de la commission : devenu sans objet (p. 883).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

Article L. 184-3 du code de la santé publique (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) :

– *défavorable* à l'amendement n° 134 du Gouvernement (représentants des ordres professionnels) (p. 893) ;

– *favorable* à l'amendement n° 252 de Mme Janine Jambu (représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) (p. 893).

Après l'article L. 184-5 du code de la santé publique :

– *ses observations* sur l'amendement n° 95 de Mme Christine Boutin (refus de donner suite à une demande d'assistance médicale à la procréation) (p. 894).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation : art. L. 184-6, L. 184-7, L. 152-11 à L. 152-15 et L. 162-17 à L. 162-20 du code de la santé publique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 47 de la commission (incrimination de l'interruption de grossesse après diagnostic prénatal illégalement pratiqué) (p. 907).

Après l'article 16 :

– *soutient* l'amendement n° 100 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (fondement législatif, missions, composition et régime du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 910) : adopté (p. 912).

Titre :

– *son* amendement n° 101 (référence à la « procréation médicalement assistée » et au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) : rejeté (p. 912).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juin 1994] :

Allocation « de libre choix » et salaire parental (p. 2524, 2525).

Allocation parentale d'éducation (p. 2524, 2525).

Associations : associations familiales (p. 2525).

Démographie :
- divorces (p. 2525) ;
- natalité (p. 2525).

Femmes : insertion professionnelle (p. 2524).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2523 à 2525).

Retraites : généralités (p. 2525).

Sécurité sociale :
- Caisse nationale des allocations familiales (p. 2526) ;

– prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2525).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 4039) : rejetée (p. 4042).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4040).

Communes : Bobigny (p. 4041).

Conseil constitutionnel : décision n° 80-127 DC des 19 et 20 janvier 1981 (loi « Sécurité et Liberté ») (p. 4041).

Constitution : titre VIII (p. 4041).

Délinquance et criminalité : délinquance (p. 4039).

Justice (p. 4039, 4040, 4041).

Lois : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : article 19 : universalité budgétaire (p. 4040).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4041).

Magistrats : recrutement (p. 4040).

Procédure civile : juges de paix (p. 4041).

Procédure pénale :

– application des peines : amendes (p. 4040) ;

– transaction (p. 4040, 4041).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4041).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *son* amendement n° 37 : non soutenu (p. 4097).

Article 2 *(rapport au Parlement sur les juges de paix) :*

– *son* amendement n° 38 (de suppression) : retiré (p. 4106).

Article 3 *(critères de recrutement) :*

– *son* amendement n° 39 (de suppression) (p. 4107) : rejeté (p. 4108).

Article 4 *(conditions de nomination) :*

– *son* amendement n° 40 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4108).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 7225).

Conciliation et médiation (p. 7225).

Jeunes : chômage : jeunes diplômés (p. 7225).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation et rapport d'exécution (p. 7225, 7226).

Magistrats : assistants de justice (p. 7225).

Procédure civile : juges de paix (p. 7225).

Procédure pénale : transaction, composition, injonction (p. 7225).

Procédure pénale : application des peines :

– amendes (p. 7225) ;

– travaux d'intérêt général (p. 7226).

Tribunaux :

– carte judiciaire (p. 7225, 7226) ;

– ttibunal pour enfants de Bobigny (p. 7226).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(magistrats recrutés à titre temporaire : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *son* amendement n° 16 (de suppression) (p. 7238) : rejeté (p. 7239).

Vote contre du groupe socialiste (p. 7226).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 5 *(indexation d'une partie des créations d'emplois sur le recouvrement des amendes pénales) :*

– *son* amendement n° 22 (de suppression) : adopté (p. 4117).

Article 4 précédemment réservé *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *son* amendement n° 21 (substitution du recrutement d'assistants de justice à celui de juges de paix) (p. 4118) : rejeté (p. 4119).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 23 (rapport sur l'état de la carte judiciaire avant le 29 décembre 1994) (p. 4119) : retiré (p. 4120) ;

– *son* amendement n° 28 (rapport sur l'état de la carte judiciaire avant le 29 décembre 1994 et présentation des orientations relatives à la révision de cette carte avant le 31 décembre 1996) (p. 4119) : adopté (p. 4120).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *son* amendement n° 10 (de suppression) : rejeté (p. 7245).

Vote contre du groupe socialiste (p. 7226).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *soutient* l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Michel et son amendement identique n° 162 (accord des parties) : rejetés (p. 4133).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *soutient* l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Michel et son amendement identique n° 163 (suppression de la médiation d'office) (p. 4134) : rejetés (p. 4135) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 rectifié de la commission (médiation à la demande de l'une des parties) (p. 4134) ;

– *son* amendement n° 165 soutenu par M. Camille Darsières (suppression de la mise à la charge des parties des frais de la médiation) : rejeté (p. 4135).

Article 12 *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *son* amendement n° 164 rectifié : non soutenu (p. 4136) ;

– *son* amendement n° 166 rectifié (mission de conciliation ou de médiation renouvelable une fois) : rejeté (p. 4136).

Article 19 *(recours contre les décisions de la commission du surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *son* amendement n° 170 (de suppression) (p. 4137) : rejeté (p. 4139) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 49 deuxième rectification de la commission (homologation du plan de redressement proposé par la commission) (p. 4140).

Article 16 précédemment réservé *(procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation : art. L. 311-37 du code de la consommation) :*

– *son* amendement n° 167 (de suppression) (p. 4140) : devenu sans objet (p. 4141).

Article 17 précédemment réservé *(intitulé du titre III du livre III du code de la consommation) :*

– *son* amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 4141).

Article 18 précédemment réservé *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

– *son* amendement n° 169 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4141).

Article L. 331-1 (composition de la commission) :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de la commission de la production (composition de la commission en vue de prescrire les mesures prévues en cas d'échec de la conciliation) (p. 4140).

Article L. 331-5 (suspension des procédures d'exécution par le juge de l'exécution) :

– *défavorable* à l'amendement n° 189 de la commission (autorisation du juge pour tout acte aggravant l'insolvabilité du débiteur) (p. 4143).

Article 20 *(déchéance : art. L. 333-2 du code de la consommation) :*

– *son* amendement n° 171 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4144).

Article 21 *(entrée en vigueur) :*

– *son* amendement n° 172 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4144).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 174 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Délinquance et criminalité : délinquance.

Justice : égalité.

Procédure pénale.

Villes : banlieue.

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 173 (de suppression) : rejeté (p. 4181).

Article 32 *(libération conditionnelle des condamnés de nationalité étrangère : art. 729-2 de code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 175 : non soutenu (p. 4196).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 176 (exclusion des amendes correctionnelles) : rejeté (p. 4197).

Article 34 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-2 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 177 (de suppression) p. 4197) : retiré (p. 4198).

Article 36 *(pouvoirs du juge des enfants statuant seul : art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) :*

– *son* amendement n° 178 rectifié (suppression des conditions de réparation du dommage et de reclassement du mineur coupable en matière de mesures éducatives) (p. 4199) : rejeté (p. 4200).

Après l'article 37 :

– *son* amendement n° 188 (interdiction des écoutes téléphoniques d'un parlementaire) (p. 4200) : rejeté (p. 4204) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (information du président de l'Assemblée concetnée en cas d'écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4202).

Article 40 *(ordonnance du président : art. L. 9 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *son* amendement n° 179 (de suppression) (p. 4206) : rejeté (p. 4207).

Article 41 *(compétence des cours administratives d'appel en matière de recours pour excès de pouvoir contre les actes réglementaires : art. premier de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987) :*

– *son* amendement n° 180 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4208).

Article 44 *(détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. 12 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986) :*

– *son* amendement n° 181 (de suppression) (p. 4208) : rejeté (p. 4209).

Explications de vote (p. 4211, 4212) :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement.

Magistrats : recrutement.

Procédure pénale :

– application des peines : amendes ;

– transaction pénale.

Vote contre du groupe socialiste.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 123 rectifié (compétence du greffier en chef du tribunal d'instance pour recevoir les déclarations de nationalité) : adopté (p. 7251).

Article 9 *bis* nouveau *(délivrance des certificats de nationalité par les greffiers en chef : art. 31 du code civil) :*

– *son* amendement n° 125 rectifié (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité ; possibilité de délégation à un autre greffier en chef ou greffier) (p. 7252) : rejeté (p. 7253) ;

– *son* amendement n° 126 rectifié (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité) (p. 7252) : devenu sans objet (p. 7253).

Article 9 *ter* nouveau *(contenu du certificat de nationalité : art. 31-2 du code civil) :*

– *son* amendement n° 128 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7253) ;

– *son* amendement n° 127 (de coordination) : adopté (p. 7253).

Article 9 *quater* nouveau *(refus de délivrer un certificat de nationalité : art. 31-3 du code civil) :*

– *son* amendement n° 130 corrigé (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7253) ;

– *son* amendement n° 129 corrigé (de coordination) (p. 7253) : adopté (p. 7254).

Après l'article 9 *quater* :

– *son* amendement n° 131 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7254) ;

– *son* amendement n° 124 (délégation du greffier en chef à un greffier de catégorie B) : devenu sans objet (p. 7255).

Article 9 *quinquies* nouveau *(assistants de justice) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions et de la référence aux règles de secret professionnel) (p. 7256) ;

– *son* amendement n° 132 (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions) : adopté (p. 7256) ;

– *son* amendement n° 133 (fixation par décret en Conseil d'Etat du « statut contractuel » des assistants) (p. 7256) : rejeté (p. 7257).

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 134 (désignation d'un conciliateur avec l'accord des parties) : devenu sans objet (p. 7265).

Article 18 *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

Article L. 331-7 (décision de redressement) :

– *son* amendement n° 135 (fixation à cinq ans du délai maximum de report des emprunts) (p. 7267) : devenu sans objet (p. 7268).

Après l'article 21 :

– *son* amendement n° 136 (extension du régime de faillite civile des départements d'Alsace et de Moselle à l'ensemble des départements français) (p. 7269) : rejeté (p. 7270).

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 137 (de suppression) (p. 7271 à 7273) : rejeté (p. 7276).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 138 : non soutenu (p. 7288).

Article 38 *(exécution des décisions des juridictions administratives de premier et de second degrés : art. L.8-2 à L. 8-4 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

Article L. 8-2 (injonctions aux fins d'exécution des jugements et des arrêts) :

– *son* amendement n° 139 : non soutenu (p. 7298).

Article L. 8-3 (cumul d'injonction et d'astreinte dans une même décision juridictionnelle) :

– *son* amendement n° 140 : non soutenu (p. 7298).

Article L. 8-4 (demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés) :

– *son* amendement n° 141 : non soutenu (p. 7298).

Vote contre du groupe socialiste (p. 7226).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 4962).

Conseil constitutionnel : décision 76-75 DC du 12 janvier 1977 (loi autorisant la fouille des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales) (p. 4962).

Délinquance et criminalité :

– drogue (p. 4962) ;

– évolution (p. 4961).

Départements : Seine-Saint-Denis (p. 4961).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 4962).

Jeunes (p. 4962).

Lois : loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la gatantie des droits individuels des citoyens (p. 4962).

Police nationale :

– carrière : revalorisation (p. 4962) ;

– rôle, fonctionnement et moyens (p. 4961, 4962).

Régions : Ile-de-France (p. 4961).

Vidéosurveillance (p. 4962).

Ville : politique de la ville (p. 4961, 4962).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *soutient* l'amendement n° 212 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5050) : rejeté (p. 5051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 159 rectifié de la commission de la défense (transposition à la gendarmerie des modifications statutaires bénéficiant aux policiers) (p. 5056).

Article 2 *ter* nouveau *(lois ultérieures) :*

– *soutient* l'amendement n° 214 de M. Julien Dray (de suppression) : adopté (p. 5058).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 184 de M. Christian Demuynck (département d'exercice des fonctions des policiers dans la région d'Ile-de-France) (p. 5117).

Après l'article 5 :

– *soutient* l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de l'immixtion des préfets dans les enquêtes judiciaires) : rejeté (p. 5117) ;

– *soutient* l'amendement n° 220 de M. Julien Dray (compétences exclusives du ministre de la justice et du procureur de la République à l'égard des services de police judiciaire) (p. 5117) : rejeté (p. 5118).

Article 5 *bis* nouveau *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 102 de la commission, 194 de M. Alain Marsaud et 221 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5118).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 222 deuxième rectification de M. Julien Dray (suppression de la référence au caractère continu du tissu urbain et aux caractéristiques de la délinquance) à l'amendement n° 103 de la commission (critères d'appréciation des besoins d'une commune en matière de sécurité) : rejeté (p. 5120).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 225 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5129) : rejeté (p. 5132).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *son* sous-amendement n° 232 (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) (p. 5141) : rejeté (p. 5142) ;

– *son* sous-amendement n° 233 (exclusion de la vidéosurveillance pour la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation ; autorisation de la C.N.I.L. pour les systèmes de vidéosurveillance des voies privées ouvertes au public) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5143).

Conseil d'Etat : avis du 16 juin 1994.

– *son* sous-amendement n° 234 (autorisation de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5143) : rejeté (p. 5144) ;

– *son* sous-amendement n° 235 (autorisation sur avis conforme de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) : rejeté (p. 5146) ;

– *son* sous-amendement n° 245 (autorisation implicite de rejet) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5146) ;

– *son* sous-amendement n° 246 (accès exclusif des officiers de police judiciaire aux enregistrements scellés) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5146) ;

– *son* sous-amendement n° 248 (fixation à quinze jours de la durée maximum de conservation des enregistrements) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5147) : devenu sans objet (p. 5148) ;

– *son* sous-amendement n° 249 (compétence de la C.N.I.L. en matière de garantie du droit d'accès) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 5148) ;

– *son* sous-amendement n° 247 (désignation du responsable du système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148) : rejeté (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 227 (exclusion de la vidéosurveillance pour la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 228 (autorisation conjointe du préfet et du procureur de la République en matière de vidéosurveillance des lieux et établissements ouverts au public) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 229 (accès exclusif des officiers de police judiciaire aux enregistrements scellés) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 230 (fixation à quinze jours de la durée maximum de conservation des enregistrements) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 288 interdiction de reproduire les enregistrements) : devenu sans objet (p. 5149) ;

– *son* amendement n° 231 (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) : devenu sans objet (p. 5149).

Article 8 bis *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 5175) ;

– *son* amendement n° 250 (compétence de la C.N.I.L.) : devenu sans objet (p. 5176).

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (possibilité d'intervention des services de police dans les parties communes des immeubles d'habitation par déclaration des propriétaires ou exploitants) (p. 5179) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 306 de M. Alain Marsaud (autorisation permanente d'intervention) à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (p. 5181) ;

– *soutient* l'amendement n° 252 de M. Julien Dray (conditions de gardiennage propres aux immeubles d'habitation) : rejeté (p. 5182).

Article 11 *(dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route : art. L. 11-69 du code de la voirie routière) :*

– *soutient* l'amendement n° 254 de M. Julien Dray (avis conforme de la C.N.I.L. sur les caractéristiques des dispositifs) : rejeté (p. 5190) ;

– *soutient* l'amendement n° 256 de M. Julien Dray (conservation des enregistrements) : rejeté (p. 5190) ;

– *soutient* l'amendement n° 255 rectifié de M. Julien Dray (information du public) (p. 5190) : rejeté (p. 5191).

Article 12 *(prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 257 de M. Julien Dray (sanctions pénales) à l'amendement n° 69 de la commission (télédétection des véhicules signalés comme volés) : rejeté (p. 5192).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2 bis du décret du 23 octobre 1935) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (champ territorial de l'interdiction) (p. 5200).

Article 14 *(port ou transport d'artifices non détonants) :*

– *soutient* l'amendement n° 259 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'emprisonnement) : rejeté (p. 5204).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *ses observations* (p. 5207).

Après l'article 16 :

– *soutient* l'amendement n° 263 de M. Julien Dray (plafonnement par service de l'affectation d'appelés du contingent) (p. 5212) : rejeté (p. 5213).

Article 23 *(domiciliation des témoins : art. 62-1 et 153 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 268 de M. Julien Dray (registre coté et paraphé) à l'amendement n° 83 de la commission (registre des bénéficiaires) (p. 5220) : adopté (p. 5221) ;

– *soutient* l'amendement n° 267 de M. Julien Dray (compétence du greffe correctionnel en matière de citations et significations visant les bénéficiaires) : rejeté (p. 5221).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Mémoire et souvenir : crédits budgétaires (p. 6512).

Retraite mutualiste (p. 6513).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] (p. 6555) :

Police :

– logement ;

– transmissions.

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. 1er de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 29 de M. Martin Malvy (compte rendu d'utilisation des subventions communales par les associations bénéficiaires) (p. 9190) : rejeté (p. 9191).

Article 5 *(seuil d'application des procédures : art. 41 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *soutient* l'amendement n° 30 de M. Martin Malvy (suppression des seuils) (p. 9193) : rejeté (p. 9194).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 21 (compétence du Conseil de la concurrence en matière de conventions de délégation de service public) (p. 9196) : adopté (p. 9197) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de M. Martin Malvy (concession des services de distribution et d'assainissement de l'eau) (p. 9197) : rejeté (p. 9198).

Avant l'article 6 :

– *soutient* l'amendement n° 33 de M. Martin Malvy (aurosaisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés) : rejeté (p. 9198).

Article 7 *(régime des avenants : art. 49-1 nouveau de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *soutient* l'amendement n° 34 de M. Martin Malvy (limitation aux avenants d'un montant supétieur de 10 p. 100 au contrat initial) (p. 9199) : retiré (p. 9200).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 36 de M. Martin Malvy (composition des commissions d'appel d'offres des marchés de l'Etat) : rejeté (p. 9201) ;

– *soutient* l'amendement n° 35 de M. Martin Malvy (composition des commissions d'appel d'offres des marchés des collectivités locales) : rejeté (p. 9201) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de M. Martin Malvy (fixation par décret en Conseil d'Etat du champ des marchés négociés) : rejeté (p. 9201).

Après l'article 8 :

– *soutient* l'amendement n° 41 corrigé de M. Martin Malvy (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres en matière de marchés publics) (p. 9207, 9208) : rejeté (p. 9209).

Après l'article 11 :

– *soutient* l'amendement n° 39 corrigé de M. Martin Malvy (exclusion des marchés publics pour les sociétés détenant au moins 10 p. 100 du capital d'une entreprise de presse) (p. 9215) : rejeté (p. 9216).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 40 de M. Martin Malvy (création de droit de commissions d'enquête à l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 9218).

– *soutient* l'amendement n° 42 de M. Martin Malvy (caractère suspensif du déféré préfectoral en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9218) : retiré (p. 9219).

Ses explications de vote (p. 9221).

Assemblée nationale : groupe de travail.

Audiovisuel.

Lois : loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Presse, édition et imprimerie.

Vote contre du groupe socialiste (p. 9221).

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, art. 3.

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8972).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2 bis nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 14 du Gouvernement et 58 de M. Philippe Bonnecarrère (de suppression) (p. 9131) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 de M. Martin Malvy (dépôt de la déclaration d'impôt sur le revenu auprès de la commission de la transparence financière de la vie politique) : rejeté (p. 9171).

Après l'article 3 :

– *soutient* l'amendement n° 5 de M. Martin Malvy (publication de la rémunération des dirigeants des établissements publics et entreprises nationaux) : rejeté (p. 9172).

Article 4 *(missions de la Commission pour la transparence de la vie politique : art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 7 de M. Martin Malvy (demande d'éclaircissements sur les liens patrimoniaux ou financiers avec une entreprise) : retiré (p. 9176).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 8 de M. Martin Malvy (interdiction de cumul de certaines fonctions électives) (p. 9180) : rejeté (p. 9181) ;

– *soutient* l'amendement n° 9 de M. Martin Malvy (incompatibilité des fonctions de direction d'une entreprise, de président de chambre consulaire avec certaines fonctions électives ; plafonnement des rémunérations et indemnités perçues par le titulaire d'une fonction élective exerçant une activité professionnelle ; interdiction d'exercer concurremment une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude) : rejeté (p. 9181).

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1994] :

Droits d'auteur (p. 9229).

Enseignement (p. 9229, 9230).

Lois :

– loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (p. 9229) ;

– loi n° 85-560 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (p. 9229).

Phorocopies (p. 9229).

Sociétés de gestion collective des droits d'auteur (p. 9229).

Vote contre du groupe socialiste (p. 9230).

NENOU-PWATAHO (Maurice)

Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

NESME (Jean-Marc)

Député de la Saône-et-Loire

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Devient membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande [*J.O.* du 18 novembre 1994] (p. 16332).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **favoriser le retour au plein emploi (n° 1699)** [16 novembre 1994]

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Agroalimentaire (p. 6151).

Commerce extérieur : négociations et accords du G.A.T.T. (p. 6150).

Commercialisation : délais de paiement (p. 6151).

Conseil supérieur d'orientation agricole (p. 6150).

Elevage : prime à l'herbe (p. 6150).

Enseignement agricole (p. 6150.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6150).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6150).

Recherche (p. 6150).

NICOLAS (Catherine)

Député de l'Eure

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

NICOLIN (Yves)

Député de la Loire

(5e circonscription)

U.D.F.

Secrétaire d'âge

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **premier emploi d'un jeune (n° 1088)** [13 avril 1994].

Proposition de loi relative au **recrutement des salariés à domicile (n° 1091)** [13 avril 1994].

Proposition de loi relative à la **suppression du critère d'âge** pour la liquidation des **pensions de retraite** pour les assurés ayant cotisé pendant le nombre de trimestres requis pour le bénéfice d'une **pension à taux plein (n° 1094)** [13 avril 1994].

Proposition de loi visant à modifier l'article 38 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au **travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (n° 1193)** [28 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Retraite des chômeurs en fin de droits** : âge de la retraite : retraite anticipée : conditions d'attribution [23 novembre 1994] (p. 7356).

INTERVENTIONS

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes après le contrat d'insertion professionnelle** [5 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Emploi : chômage : ampleur et conséquences (p. 530).

Entreprises : charges fiscales et sociales : allégement (p. 529, 530).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 (suite) :

– *son* amendement n° 180 soutenu par M. Laurent Dominati (instauration de l'annualisation du temps de travail en l'absence de délégués syndicaux) : rejeté (p. 3214).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 123 de M. Michel Meylan, 421 de M. Olivier Guichard et 898 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 4766).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 213 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (limite portée de 40 à 50 kilomètres pour la prise en compte au titre des frais professionnels des dépenses de déplacement entre le domicile et le lieu de travail) (p. 5380) : retiré (p. 5383).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 136 : non soutenu (p. 5534) ;

– *son* amendement n° 193 rectifié (extension du régime des stocks à rotation lente aux entreprises soumises aux régimes des sociétés) : retiré (p. 5535).

Deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Administration : formalités (p. 5797).

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Formation professionnelle et promotion sociale : financement, contrôle et évaluation (p. 5988).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 57 : non soutenu (p. 7048).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] :

Associations et bénévoles (p. 7388).

Bourses (p. 7388).

Consultation nationale (p. 7387).

Départements : Loire (p. 7388).

Emploi (p. 7387).

Entreprises : charges sociales : allégement (p. 7388).

Insertion professionnelle et sociale : formation professionnelle et stages en entreprise (p. 7388).

Politique de la jeunesse (p. 7387).

Service national (p. 7387, 7388).

NOIR (Michel)

Député du Rhône

(2e circonscription)

Non inscrit

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 22 juin 1994] (p. 9009).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant le **code électoral** et relative à l'**élection des conseillers régionaux (n° 942)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi visant à instituer une déclaration obligatoire des cas d'**intoxication dus à la présence de plomb dans les immeubles d'habitation (n° 1315)** [1er juin 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 360 (prise en compte des projets d'infrastructure décidés par l'Union européenne) : devenu sans objet (p. 4465) ;

– *son* amendement n° 385 (élaboration par la conférence régionale d'aménagement du territoire) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 361 (de précision) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 362 : non sourenu (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 365 (suppression de la compétence des commissions départementales de coopération intercommunale en matière de délimitation des pays) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 366 (consultation de la conférence régionale sur l'adaptation des limites d'arrondissement) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 364 (propositions de délimitation des pays par la conférence régionale d'aménagement du territoire) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *son* amendement n° 367 (exclusion des marchés et délégations de services publics) : devenu sans objet (p. 4518).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 368 : non soutenu (p. 4555).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 371 (suppression du regroupement de la D.G.E. et du F.C.T.V.A.) : devenu sans objet (p. 4669) ;

– *son* amendement n° 372 (attribution modulée de la D.G.E.) : devenu sans objet (p. 4669).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *son* amendement n° 386 soutenu par M. Charles Millon (prise en compte des disparités de richesses et de charges) : adopté (p. 4681) ;

– *son* amendement n° 373 : non soutenu (p. 4682).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 379 : non soutenu (p. 4699) ;

– *son* amendement n° 377 (taux unique d'agglomération et prise en compte des disparités entre collectivités territoriales dans le dispositif d'écrêtement du produit de la taxe professionnelle) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 376 (taux unique d'agglomération) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 378 (suppression de la densité démographique comme critère de modulation du taux national unique de taxe professionnelle visé dans la troisième option) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 374 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 375 : non soutenu (p. 4703).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 380 : non soutenu (p. 4733).

Après l'article 24 :

– *ses* amendements n[os] 849 et 382 : non soutenus (p. 4736).

NOVELLI (Hervé)

Député de l'Indre-et-Loire

(4[e] circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Vice-président de cette mission [13 janvier 1994] (p. 680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Rapporteur de cette mission [*J.O.* du 23 février 1994] (p. 3063).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la mission d'information commune sur l'**application de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (n° 1061)** [30 mars 1994].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la mission d'information commune sur l'**application de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (n° 1438)** [29 juin 1994].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, la commission des finances, la commission des lois et la commission de la production et des échanges en conclusion des travaux d'une mission d'information commune sur l'**application de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (n° 1612)** [26 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 100).

Commerçants : cotisations sociales : assiette ; cotisations d'assurance volontaires : déductibilité (p. 100).

Emploi : rôle des petites et moyennes entreprises (p. 99).

Entreprises commerciales et artisanales :

– entreprise individuelle : répartition géographique et rôle pour l'aménagement du territoire (p. 99) ;

– entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée : statut (p. 100).

Impôts et taxes : régime forfaitaire ; régime réel et régime supersimplifié (p. 100).

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 1[er] *(champ d'application du titre premier) :*

– *son* amendement n° 201 soutenu par M. Philippe Mathot (application du présent article aux régimes complémentaires de sécurité sociale) : adopté (p. 128).

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *son* amendement n° 108 corrigé soutenu par M. Nicolas Forissier (introduction de la notion de « formulaire » unique) : devenu sans objet (p. 131) ;

– *son* amendement n° 109 (dossier unique réduit à un seul formulaire) : devenu sans objet (p. 131).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 110 soutenu par M. Philippe Mathot (interdiction pour l'administration d'assujettir les entreprises à de nouvelles formalités à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré (p. 138).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 111 soutenu par M. Philippe Mathot (réglementation de l'activité des conducteurs de taxi) : retiré (p. 141).

Article 29 *(simplification des formalités prescrites en matière sociale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 25 de la commission (fixation par décrets en Conseil d'Etat des modalités de mise en œuvre du présent article) (p. 187).

Article 33 *(rachat de trimestres non validés d'assurance vieillesse : art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Paul Charié (limitation par décret de la majoration des versements complémentaires) : retiré (p. 195).

Après l'article 36 :

– *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la déclaration des mouvements de main-d'œuvre prévue par l'art. L. 320 du code du travail) (p. 199) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 205 de la commission (suppression de la déclaration préalable d'embauche pour les entreprises de travail temporaire) (p. 200).

Explications de vote (p. 214) :

Administration : formalités : simplification.

Epargne : épargne de proximité : mobilisation.

– Motion de censure déposée par MM. Martin Malvy, Alain Bocquet et quatre-vingt-un membres de l'Assemblée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Principaux thèmes développés [13 avril 1994] :

Chômage (p. 737, 739).

Emploi : politique (p. 737, 738).

Entreprises (p. 738, 739).

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 738).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 738, 739).

Jeunes (p. 738).

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 738).

Politique économique et sociale : généralités (p. 738).

Retraites : fonds de pension (p. 739).

Le groupe U.D.F. ne vote pas la censure (p. 739).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *son* amendement n° 599 : non soutenu (p. 4612) ;

– *son* amendement n° 604 : non soutenu (p. 4613) ;

– *son* amendement n° 603 : non soutenu (p. 4615).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 233 (cumul de la déduction fiscale pour investissement et du régime des stocks à rotation lente) (p. 5535) : retiré (p. 5536) ;

– *son* amendement n° 234 (possibilité de report ou de réserve pour le régime des stocks à rotation lente) : retiré (p. 5536) ;

– *son* amendement n° 235 (prise en compte d'une moyenne triennale pour le régime des stocks à rotation lente) : retiré (p. 5536).

Deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5627).

Bibliothèque nationale de France (p. 5627).

Cinéma : Palais de Tokyo (p. 5627).

Collectivités locales (p. 5627).

Commerce extérieur (p. 5627).

Culture (p. 5626, 5627).

Enseignement : enseignements artistiques (p. 5627).

Grands travaux : centre Georges-Pompidou (p. 5627).

Lois :

- loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (p. 5627) ;
- loi de programme n° 93-1437 du 31 décembre 1993 relative au patrimoine monumental (p. 5626, 5627) ;
- loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française (« loi Toubon ») (p. 5626, 5627).

Ministère de la culture et de la francophonie : crédits (p. 5626, 5627).

Musées : Louvre (p. 5627).

Musique : opéra (p. 5627).

Patrimoine :

- Grand Palais (p. 5627) ;
- politique (p. 5626, 5627).

Théâtre : Comédie française (p. 5627).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5627).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1994] :

Collectivités locales : fiscalité : réforme (p. 8523).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 8523, 8524).

Emploi : créations et politique (p. 8523).

Entreprises : petites et moyennes entreprises : droits de mutation à titre gratuit sur leur transmission (p. 8523).

Finances publiques :

- déficit budgétaire (p. 8522) ;
- dépenses et régulation budgétaire (p. 8522) ;
- recettes (p. 8522).

Gouvernements précédents : héritage (p. 8522).

Impôt sur le revenu : réforme (p. 8523).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 8523).

Sécurité sociale : réforme (p. 8523).

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 18 :

– *soutient* l'amendement n° 74 rectifié de M. Charles de Courson (régime des cessions de stocks apportés à une société et des parts sociales créées en contrepartie d'apports) : rejeté (p. 8548).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 32 (possibilité de report d'imposition ou de réserve pour le financement des stocks à rotation lente par les exploitants agricoles) : retiré (p. 8550) ;

– *son* amendement n° 33 (moyenne triennale pour les variations des stocks à rotation lente des exploitants agricoles) (p. 8550) : adopté après rectification (p. 8551).

Article 21 *(conséquences de la non-déclaration d'une opération imposable à la taxe sur la valeur ajoutée et déductible par le redevable) :*

– *soutient* l'amendement n° 60 de M. Laurent Dominati (suppression de la pénalité) (p. 8551) : rejeté (p. 8552) ;

– *soutient* l'amendement n° 61 de M. Laurent Dominati (application aux contentieux portant sur la période postérieure au 1er janvier 1993) : rejeté (p. 8552).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Après l'article 9 :

– *ses* amendements nos 251 et 250 soutenus par M. Charles de Courson (évaluation et intégration dans les résultats de l'entreprise de la réserve pour stocks à rotation lente) (p. 7582) : rejetés (p. 7583).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 850) [11 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (défense) [16 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague (n° 1796) [22 décembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 850) autorisant la **ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 958)** [20 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 121) autorisant l'**approbation d'amendements à la convention** du 2 février 1971 relative aux **zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux**, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Régina, Canada le 28 mai 1987 **(n° 1215)** [5 mai 1994].

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 145 du Règlement sur les **suites de la conférence de Rio (n° 1362)** [9 juin 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VIII : **Défense (n° 1562)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 en vue de renforcer les pouvoirs de la commission chargée de recevoir les **déclarations de patrimoine des membres du Gouvernement et de certaines fonctions électives (n° 1671)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Fraude électorale** : lutte et prévention [14 décembre 1994] (p. 9060).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,** adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 **(n° 850)**.

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Bois et forêts : déforestation (p. 345).

Climat : réchauffement global (p. 345).

Communautés européennes et Union européenne : politique environnementale (p. 346).

Convention climatique : genèse, objectifs et dispositif institutionnel (p. 346, 347).

Coopération et développement : aide financière du Fonds mondial pour l'environnement : mise en œuvre au profit des pays en voie de développement (p. 346).

Démographie : pays en voie de développement (p. 345).

Environnement :

– conférence de Rio de juin 1992 : engagements et reconnaissance du principe de « précaution » (p. 345) ;

– gaz carbonique : émissions et effet de serre (p. 345).

Etats-Unis : production de gaz carbonique ; politique environnementale (p. 346).

France : politique d'économie d'énergie ; politique de reboisement (p. 346, 347).

Impôts et taxes : taxes sur les produits pétroliers (p. 346).

Industrie : responsabilité dans les émissions de gaz carbonique (p. 345).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Régina, Canada, le 28 mai 1987 (n° 121).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères suppléé par M. Jean-Marie Demange.

– **Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).**

Première lecture :

Après l'article unique [24 juin 1994] :

– *son* sous-amendement n° 16 soutenu par M. Laurent Dominati (prise en considération des modifications éventuelles apportées par le Parlement européen à la directive communautaire 79/409 du 2 avril 1979) (p. 3539) : retiré (p. 3540).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Communes : Paris (p. 4356).

Développement local (p. 4355).

Emploi : chômage : évolution (p. 4356).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4356).

Régions :

– Ile-de-France (p. 4355, 4356) ;
– Midi-Pyrénées (p. 4355) ;
– Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 4355) ;
– Rhône-Alpes (p. 4355).

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *son* amendement n° 410 (suppression de la participation du fonds à la réalisation des voies navigables) : devenu sans objet (p. 4584) ;

– *son* amendement n° 411 (fixation du taux de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à 2,2 centimes par kWh et suppression de ses modalités de recouvrement ; suppression de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes) : devenu sans objet (p. 4584) ;

– *son* amendement n° 412 (affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à Voies navigables de France) : devenu sans objet (p. 4584).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 917 (extension du champ de l'article à toutes les créations d'entreprises) : rejeté (p. 4620).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *son* amendement n° 529 (suppression de la pérennisation des conditions de mise à disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la C.N.R.) : (p. 7937 à 7940) : retiré (p. 7941).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *son* amendement n° 393 rectifié (suppression de la compétence du fonds en matière de voies navigables et de la taxe due par les titulaires de certains ouvrages hydroélectriques concédés) : devenu sans objet (p. 7950).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères [2 novembre 1994] :

Affaires étrangères :
- armes nucléaires : prolifération (p. 6314, 6315) ;
- C.E.I. (p. 3614) ;
- contexte géopolitique (p. 6314, 6315) ;
- Organisation des Nations Unies (p. 6314, 6315) ;
- Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : commandement intégré et missions (p. 6314, 6315).

Armements nucléaires :
- dissuasion nucléaire : doctrine (p. 6315) ;
- essais nucléaires (p. 6315).

Espace : coopération européenne (p. 6315).

Europe :
- Corps européen (p. 6315) ;
- Union de l'Europe occidentale (p. 6314, 6315).

Loi de programmation militaire : objectifs et moyens (p. 6314, 6315).

Service national (p. 6315).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports fluviaux : liaisons Rhin-Rhône, Seine-Nord et Seine-Est (p. 6747).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *son* sous-amendement n° 92 (amende de 10 000 F en cas de circulation sur la voie gauche d'une route à plusieurs voies ou d'une autoroute à une vitesse inférieure à la vitesse maximale) à l'amendement n° 69 de M. Jean-Claude Lemoine (amende de 25 000 F en cas d'infraction cumulative à la vitesse et au taux d'alcoolémie autorisés ; amende de 10 000 F en cas d'infraction à la vitesse maximale en ville) (p. 7172, 7177) : retiré (p. 7178).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 76 de M. Jean-Jacques Jegou (élection des membres du conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) : adopté (p. 8168).

O

OLLIER (Patrick)

Député des Hautes-Alpes

(2e circonscription)

R.P.R

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture (n° 861) [*J.O.* du 20 janvier 1994] (p. 1073).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur de cette mission [*J.O.* du 19 mai 1994] (p. 7380).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 juin 1994] (p. 9009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21décembre 1994] (p. 18155).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi d'orientation (n° 1382) pour le **développement du territoire (n° 1448)** [30 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission spéciale en deuxième lecture, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1646), d'orientation pour l'**aménagement et le développement du territoire (n° 1724)** [24 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'**aménagement et le développement du territoire (n° 1834)** [20 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– ***Rappel au règlement :*** constate que la situation présente de l'enseignement public n'est pas le fait de l'actuelle majorité [18 janvier 1994] (p. 222).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).**

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Agriculture : agriculture française : comité de suivi ; clause de sauvegarde ; exportations (p. 593, 594).

Commerce international : « clause de paix » avec les Etats-Unis (p. 592).

Communautés européennes :

- Etats A.C.P. et aides communautaires (p. 593) ;
- instruments de défense commerciale (p. 594) ;
- politique agricole commune (p. 592 à 594) ;
- préférence communautaire (p. 592).

Environnement (p. 594).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 594).

G.A.T.T. : accords du cycle de l'Uruguay du 15 décembre 1993 (p. 593).

Moyens de paiement : clause monétaire : absence (p. 594).

Organisation mondiale du commerce : accords de Marrakech (p. 592).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 594).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique d'aménagement du territoire [26 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : décentralisation (p. 1123).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1122, 1123).

Lois : projet de loi d'orientation (p. 1122, 1123).

Lois de finances (p. 1122).

Politique d'aménagement du territoire (p. 1122).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).**

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace (p. 2005).

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 2004).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 2004, 2005).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 2004).

Emploi (p. 2004).

Exploitants agricoles :

- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 2005) ;
- pluriactivité (p. 2005) ;
- revenus (p. 2005).

Exploitations agricoles : nombre (p. 2006).

Lois : loi d'orientation agricole (p. 2005).

– ***Ses observations sur le rappel au règlement*** de : *Bonrepaux (Augustin)* sur le calendrier de discussion du projet de loi d'orientation pour le développement du territoire : rappelle que la commission spéciale a travaillé de façon soutenue et souhaite que le débat en séance publique permette l'adoption du projet dans les délais prévus [7 juillet 1994] (p. 4215).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Rapporteur de la commission spéciale.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 4222) et *son intervention* (p. 4332).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4226).

Aménagement rural (p. 4223).

Collectivités locales :

- compétences (p. 4223, 4226, 4332) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4225, 4227) ;
- décentralisation (p. 4223) ;
- dotation globale d'équipement (p. 4226) ;
- élections et référendum consultatif (p. 4227) ;

– Fonds de compensation pour la T.V.A. (p. 4226, 4227) ;
– ressources et péréquation (p. 4223, 4226) ;
– sursis à exécution (p. 4225).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4223).

Conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire (p. 4225).

Conseil national d'aménagement et de développement du territoire (p. 4225).

Consultation nationale (p. 4224).

DATAR (p. 4222).

Energie : Compagnie nationale du Rhône (p. 4225).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4225).

Etat :
– déconcentration (p. 4225) ;
– rôle (p. 4223).

Finances publiques (p. 4225) :
– fonds de gestion de l'espace rural ;
– fonds : infrastructures de transports ;
– Fonds national de développement du territoire ;
– fonds de solidarité urbaine.

Historique (p. 4222, 4223).

Impôts et taxes (p. 4226) :
– droits de mutation ;
– impôt sur les sociétés.

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4226).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4224, 4225).

Plan (p. 4224).

Régions : Ile-de-France (p. 4223).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4224, 4225).

Schémas régionaux de développement du territoire (p. 4225).

Services publics (p. 4225).

Ville : politique de la ville (p. 4223).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

– *son intervention* (p. 4372).

Assemblée nationale : conditions de travail.

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de M. Rémy Auchedé (abrogation de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République) (p. 4374).

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 859 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et contenu de la politique de développement solidaire des territoires ; politique de la ville ; maîtrise de l'expansion de la région Ile-de-France) (p. 4386) ;

– *soutient* l'amendement n° 212 rectifié de la commission (objectifs d'aménagement du territoire des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie ; « association » des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire ; fixation par l'Etat des « obligations » des établissements, organismes publics et entreprises nationales chargés sous sa tutelle d'un service public ; incitation des personnes privées à participer à la réalisation des objectifs de développement du territoire ; dispositions dérogatoires modulant les charges imposées au citoyen en vue de corriger les inégalités de conditions de vie) (p. 4385) : adopté après modifications (p. 4389) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 940 rectifié de M. Louis de Broissia (objectif d'aménagement du territoire de la politique de développement familial) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4387) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 974 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à distance aux services publics) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 642 de M. André Fanton (suppression de la mention « d'objectif d'intérêt général » de la politique de développement du territoire) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 746 de M. Daniel Pennec (modulation législative des charges imposées aux citoyens) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388).

Après l'article 1er :

– *ses observations* sur l'amendement n° 629 de M. Germain Gengenwin (dépôt d'un projet de loi sur les compétences des collectivités territoriales) (p. 4389).

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (suppression du schéma annexé ; principes généraux des orientations contenues dans le schéma national ; avis des régions, des départements et des organisations représentatives des communes et groupements de communes ; approbation par le Parlement et caractère d'une loi de plan au sens de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1992) (p. 4426) : adopté après modifications (p. 4429) ;

– *favorable* (à titre personnel) au sous-amendement n° 990 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (orientations en matière de politique de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 995 de M. Jean-Jacques de Peretti (limitation aux équipements culturels, de santé, sportifs et socio-éducatifs « d'intérêt national ») à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 992 de M. Georges Sarre (élaboration par l'Etat ; publicité du projet et des avis des collectivités territoriales et des associations représentatives des communes) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) ;

– *favorable* (à titre personnel) au sous-amendement n° 993 de M. Georges Sarre (suppression du caractère de loi de plan ; présentation au Parlement dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4429) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 994 de M. Rémy Auchedé (orientations en matière de production et de distribution de l'électricité et du gaz) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4429) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 860 de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe avec les régions et avis des départements et des organisations représentatives des communes et des groupements de communes ; approbation par une loi de plan) (p. 4427).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) (p. 4430) : adopté (p. 4433) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 997 de M. Alain Madalle (représentants des chambres consulaires) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 963 de M. Augustin Bontepaux (désignation à la proportionnelle des membres parlementaires ou élus locaux) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 939 corrigé de M. Louis de Broissia (représentants des associations familiales) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432).

– *défavorable* au sous-amendement n° 639 de M. André Fanton (consultation sur la mise en œuvre du schéma) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4433).

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 332 de M. Thierry Cornillet (Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 4434) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 666 de M. Jean-Pierre Balligand (Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 4434).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 667 de M. Jean-Pierre Balligand et 138 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4438) ;

– *soutient* l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4438) : adopté après modifications (p. 4433) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 669 de M. Jean-Pierre Balligand (édiction des directives en application du schéma national) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4439) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 670 de M. Augustin Bonrepaux (insertion dans les directives de modalités d'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4439, 4440) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 1000 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (insertion dans les directives d'adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4441, 4442) ;

– *favorable* à l'amendement n° 981 du Gouvernement (association des comités de massifs à l'élaboration des directives) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4442).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443).

Article 5 *(coordination) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 139 de M. Rémy Auchedé et 637 de M. André Fanton (de suppression) (p. 4446) ;

– *soutient* l'amendement n° 216 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4446) ;

– *soutient* l'amendement n° 217 de la commission (réglementation nationale de l'urbanisme) : adopté (p. 4446) ;

– *soutient* l'amendement n° 218 de la commission (schémas directeurs) : adopté (p. 4446) ;

– *soutient* l'amendement n° 219 de la commission (schémas directeurs) : adopté (p. 4447) ;

– *soutient* l'amendement n° 220 de la commission (P.O.S.) : adopté (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 388 de M. Michel Meylan (généralisation du champ d'application de la règle de constructibilité limitée) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 389 de M. Michel Meylan (montagne) (p. 4447) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 903 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (délai d'adoption du schéma d'aménagement de la Corse) (p. 4448) ;

– *soutient* l'amendement n° 221 de la commission (paysages protégés) : adopté (p. 4448).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 861 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur régional par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 4452, 4454).

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement) :

– *soutient* l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) (p. 4460) : adopté (p. 4465) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 640 de M. André Fanton (extension aux orientations en matière de délocalisation universitaire) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4462) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1006 de M. Rémy Auchedé (extension aux besoins des associations d'intérêt général) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4463) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1005 de M. Rémy Auchedé (avis conforme des départements) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4463) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1004 de M. Rémy Auchedé (participation à l'élaboration et avis de toutes les communes) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4463) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1011 de M. Marc Le Fur (participation et avis des communes de plus de 10 000 habitants) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4464) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1002 de M. Alain Madalle (participation et avis des chambres consulaires) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4465) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 747 de M. Daniel Pennec (de précision) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4465).

Après l'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 338 deuxième rectification de M. Jean-Paul Virapoullé (subsidiarité du schéma régional de développement du territoire dans les D.O.M.) (p. 4466).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement) :*

– *défavorable* aux amendements n[os] 39 de M. Michel Meylan, 143 de M. Rémy Auchedé et 321 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 4466) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1015 de M. Marc Le Fur (membres parlementaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) (p. 4471) ;

– *soutient* l'amendement n° 224 de la commission (suppression de la coprésidence par le président du conseil régional) : rejeté (p. 4473) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 20 de M. François Sauvadet et 570 de M. Jean-Pierre Thomas (présidence par le président du conseil régional) (p. 4474) ;

– *soutient* l'amendement n° 225 de la commission (réunion au minimum annuelle ; détermination conjointe de l'ordre du jour par les coprésidents) : adopté (p. 4474) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 745 de M. Daniel Pennec (consultation sur les schémas régionaux ou interdépartementaux en matière d'équipements ou de services publics) (p. 4475) ;

– *soutient* l'amendement n° 884 de la commission (consultation sur les schémas régionaux ou interdépartementaux en matière d'équipements ou de services publics) : adopté (p. 4475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 688 de M. Jean-Pierre Balligand (publicité des avis) (p. 4475).

Après l'article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 :*

– *défavorable* à l'amendement n° 300 rectifié de M. Maurice Ligot (conférence départementale de l'aménagement du territoire) (p. 4476).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 482 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (déconcentration et globalisation des crédits apportés par l'Etat dans la négociation des contrats de plan) (p. 4477).

Article 7 *(schéma directeur de la région d'Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 226 de la commission (élaboration conjointe par l'Etat et la région) (p. 4483) : rejeté (p. 4485) ;

– *soutient* l'amendement n° 227 de la commission (de précision) : adopté (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Rémy Auchedé (avis conforme des conseils généraux) (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Rémy Auchedé (élaboration et révision à l'initiative de la région) (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Rémy Auchedé (suppression de la procédure de révision d'urgence ou en cas de carence) (p. 4485) ;

– *soutient* l'amendement n° 228 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4486).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 446 de M. Pierre Albertini (étude d'impact démographique et économique) (p. 4486, 4487) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 867 de M. Camille Darsières (statut des D.O.M.) (p. 4488).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 391 de M. Jean-Jacques de Peretti (fusion du commissariat général du Plan et de la DATAR) (p. 4488).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4493) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Rémy Auchedé (suppression du paragraphe I sur le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) (p. 4493) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Rémy Auchedé (suppression du paragraphe II sur les regroupements fonctionnels des services déconcentrés) (p. 4493) ;

– *soutient* l'amendement n° 229 de la commission (réalisation des regroupements fonctionnels dans un délai de deux ans ; regroupement des crédits des services déconcentrés dans le budget de l'Etat ; concertation avec les collectivités territoriales) (p. 4496) : adopté après modifications (p. 4497) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 975 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités de télétravail dans le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) à l'amendement n° 229 de la commission (p. 4497) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 468 du Gouvernement (suppression du regroupement des crédits des services déconcentrés et de la concertation avec les collectivités territoriales sur les regroupements fonctionnels) à l'amendement n° 229 de la commission (p. 4497) ;

– *soutient* l'amendement n° 230 rectifié de la commission (délégation du préfet au sous-préfet d'arrondissement) : adopté (p. 4498).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Rémy Auchedé (libre administration des collectivités territoriales) (p. 4499).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 541 de M. Pierre Mazeaud et 690 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4506) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Rémy Auchedé (suppression de la reconnaissance des pays ; autonomie communale et coopération intercommunale volontaire) (p. 4512) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 691 de M. Augustin Bonrepaux (adaptation des limites des arrondissements et des départements sur avis conforme des départements et de la commission départementale de coopération intercommunale) (p. 4512) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Michel Mercier (publication d'un avis de la commission départementale de coopération intercommunale sur les limites des arrondissements au regard de la notion de pays) (p. 4512) ;

– *favorable* à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (définition du pays ; constatation de son existence par la commission départementale de coopération intercommunale ; publication de la liste et des limites des pays ; prise en compte pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) (p. 4512, 4513) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 469 rectifié du Gouvernement (définition du pays) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4513) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1012 de M. Arsène Lux (définition du pays ; projet contractuel de développement local) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4514) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1024 de M. Marc Le Fur (délai d'adaptation des limites des arrondissements) à l'amendement n° 232 rectifié de la commission (p. 4515).

Après l'article 10 :

– *soutient* l'amendement n° 234 de la commission (généralisation des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) (p. 4518) : adopté après modifications (p. 4519) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 472 deuxième correction du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 234 de la commission (p. 4518) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 907 corrigé de M. Daniel Pennec (extension en priorité dans les zones rurales, de montagne et les villes de moins de 30 000 habitants) à l'amendement n° 234 de la commission (p. 4518) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 407, 408 et 409 de M. François Roussel (obligation pour le préfet de déférer au tribunal administratif un acte respectivement d'une commune, d'un département ou d'une région à la demande d'une personne s'estimant lésée) (p. 4519).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 324 de M. Georges Sarre (fixation législative des obligations de service nécessaires à l'aménagement du territoire et garantissant l'égal accès aux services publics ; traduction de ces obligations dans des contrats de plan, des conventions d'objectifs, des décrets en Conseil d'Etat ou des cahiers des charges selon le statut juridique des organismes en cause) (p. 4522) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 695 de M. Augustin Bonrepaux (concertation pour l'établissement des objectifs d'aménagement du territoire et de services rendus aux usagers) (p. 4522) ;

– *soutient* l'amendement n° 235 de la commission (égal accès de tous aux services publics) : adopté (p. 4523) ;

– *soutient* l'amendement n° 236 de la commission (extension à tous les établissements et organismes publics et à toutes les entreprises nationales) : adopté (p. 4523) ;

– *favorable* à l'amendement n° 982 du Gouvernement (fixation par les contrats de plan ou des contrats de service public des modalités de compensation des charges résultant de l'application de l'article) (p. 4524) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 24 de M. François Sauvadet (rapport sur la polyvalence des services en milieu rural) (p. 4524) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 153 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'étude d'impact préalable à la suppression d'un service et du pouvoir de statuer en dernier ressort attribué au ministre de tutelle ; fixation des objectifs d'aménagement du territoire et de service après consultation des usagers) (p. 4525) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 928 de M. Gérard Trémège et 432 de M. Yvon Jacob (extension de l'étude d'impact à la réorganisation d'un service) (p. 4525) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 868 de M. Jean-Pierre Balligand (extension de l'étude d'impact aux décisions de suppression ou de réorganisation des administrations de l'Etat) (p. 4525) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 41 de M. Michel Meylan, 201 de M. Marc Le Fur et 697 de M. Augustin Bonrepaux (généralisation de l'étude d'impact à toute décision de suppression ou de réorganisation) (p. 4526) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Patrice Martin-Lalande (adjonction à l'étude d'impact d'une étude sur le maintien du niveau d'activité par le télétravail) (p. 4526)

– *soutient* l'amendement n° 241 de la commission (rédactionnel) (p. 4526) : adopté (p. 4527) ;

– *soutient* l'amendement n° 242 de la commission (consultation de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics sur l'étude d'impact) : adopté (p. 4527) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 696 de M. Augustin Bonrepaux (communication aux collectivités locales de l'étude d'impact, pour observations ou demandes de nouvelles mesures) (p. 4527) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 577 et 578 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (communication de l'étude d'impact, pour observations ou demandes de nouvelles mesures, au président du conseil régional, au président du conseil général et au maire de la commune intéressée) (p. 4527) ;

– *soutient* l'amendement n° 243 de la commission (transmission pour avis de l'étude d'impact à la commune du lieu d'implantation du service ; communication à tout autre commune sur sa demande) (p. 4527) ;

– *soutient* l'amendement n° 244 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 496 corrigé rectifié de M. Jean-Pierre Brard (compétence exclusive d'une commission composée d'élus, de représentants de l'Etat, des syndicats et des usagers pour saisir le ministre de tutelle d'une décision de suppression d'un service aux usagers en méconnaissance des objectifs d'aménagement du territoire) (p. 4528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 700 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de saisine du ministre de tutelle, dans le même cas, par la commission départementale) (p. 4528) ;

– *favorable* à l'amendement n° 392 de M. Gérard Saumade (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 4529) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 908 de M. Daniel Pennec (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort après avis du ministre concerné) (p. 4529) ;

– *soutient* l'amendement n° 246 de la commission (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) : adopté (p. 4530).

Après l'article 11 :

– *défavorable* aux amendements n°s 42 de M. Michel Meylan et 701 de M. Augustin Bonrepaux (élaboration concertée d'un schéma d'organisation territoriale des services publics par l'Etat et le département après avis des groupements de communes concernés et d'une commission de représentants des maires, des organisations socioprofessionnelles, des associations et des usagers) (p. 4530) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 755 de M. Bernard Accoyer (suspension des autorisations d'implantation de grandes surfaces commerciales dans les communes de moins de 40 000 habitants jusqu'à l'adoption du schéma de réorganisation des services de l'Etat prévu à l'article 8) (p. 4531) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 18 de M. François Sauvadet (assouplissement des conditions de création d'une officine pharmaceutique dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 4531) ;

– *soutient* l'amendement n° 247 de la commission (rapport sur le développement de la polyvalence des services publics) : adopté (p. 4531) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 693 de M. Augustin Bonrepaux (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'I.S.F. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 4532).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *soutient* l'amendement n° 248 rectifié de la commission (prise en compte des schémas régionaux de développement du territoire) (p. 4540) : devenu sans objet (p. 4541) ;

– *soutient* l'amendement n° 249 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4541) : adopté (p. 4542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1026 rectifié de M. Yves Fréville (de précision) (p. 4542) ;

– *soutient* l'amendement n° 250 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4543) ;

– *soutient* l'amendement n° 251 deuxième rectification de la commission (extension de l'annexe mentionnée au dernier alinéa de l'article aux fonds de concours et participations des collectivités territoriales à l'exercice des compétences de l'Etat dans la région) (p. 4543) : rejeté (p. 4544) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (extension de l'annexe précitée aux actions de l'Etat en faveur du télétravail et des téléservices) (p. 4544) ;

– *soutient* l'amendement n° 252 de la commission (annexe au projet de loi de finances sur les financements apportés depuis 1989 par les fonds structurels communautaires) (p. 4544) : adopté après rectification (p. 4545).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 497 de M. Rémy Auchedé (conseil d'administration des différents fonds créés par la loi) (p. 4545).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 154 de M. Rémy Auchedé et 886 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4550) ;

– *soutient* l'amendement n° 1029 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4551) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Michel Meylan (suppression du regroupement des crédits consacrés au développement de la montagne) (p. 4551) ;

– *soutient* l'amendement n° 253 de la commission (identification des crédits par type d'intervention) (p. 4551) : rejeté (p. 4553) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 705 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution des crédits aux zones éligibles aux fonds structurels européens) (p. 4553) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 416 de M. Olivier Guichard (suppression de la séparation entre la section générale et la section locale) (p. 4554) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 401 de M. Jacques Blanc (déconcentration de la section locale au niveau du préfet de région) (p. 4555) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 434 de M. Yvon Jacob (déconcentration de cette section au niveau régional) (p. 4555) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 707 de M. Augustin Bonrepaux (crédits de fonctionnement et d'investissement) (p. 4555, 4556) ;

– *soutient* l'amendement n° 254 rectifié de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) : adopté après deuxième rectification (rédactionnelle) (p. 4556) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 852 de M. Adrien Zeller (inclusion dans le rapport de l'évolution des indicateurs de cohésion et d'équilibre du territoire) à l'amendement n° 254 rectifié de la commission (p. 4557) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 887 de M. Charles de Courson (composition du comité de gestion du fonds) (p. 4558).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4560).

Lois de finances : compte d'affectation spéciale.

– *défavorable* à l'amendement n° 586 de M. Gilbert Gantier (création d'un fonds d'investissement et de développement des infrastructures rassemblant le fonds prévu au présent article, un fonds d'investissement des transports fluviaux et un fonds d'investissement des transports terrestres) (p. 4562) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 584 rectifié de M. Gilbert Gantier (suppression de la taxe sur les passagers) (p. 4562) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 582 rectifié de M. Gilbert Gantier (fixation à 2 F du montant de cette taxe) ;

– *favorable* à l'amendement n° 983 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe au compte d'affectation spéciale à créer dans la loi de finances pour 1995) (p. 4563) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 890 de M. Charles de Courson (comité de gestion du fonds) (p. 4564).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 592 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 4574) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1022 de M. Charles de Courson (création d'un fonds d'investissement des transports combinés et d'une agence nationale du transport intermodal ; création d'une taxe additionnelle à la T.I.P.P.) à l'amendement n° 881 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement en matière de transports fluviaux ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres) (p. 4581) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1023 de M. Charles de Courson (création d'une agence nationale du transport intermodal) à l'amendement n° 881 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (p. 4581) ;

– *favorable* à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres ; affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement fluvial) (p. 4580) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1032 de M. Marc Le Fur (participation du fonds d'investissement des transports terrestres à l'électrification des voies ferrées) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4582) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1034 de M. Augustin Bonrepaux (participation du même fonds au développement des transports ferroviaires régionaux dans les zones d'accès difficile) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4582) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1030 de M. Charles de Courson (création d'un fonds d'investissement des transports combinés et d'une taxe additionnelle à la T.I.P.P.) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1027 de M. Jacques Barrot (exonération des transports routiers de marchandises du paiement de la taxe sur les autoroutes et de précision) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1033 de M. Augustin Bonrepaux (création d'une taxe sur les microcentrales au fioul en vue de financer le fonds d'investissement fluvial) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4583) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1035 de M. Georges Sarre (entrée en vigueur de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques au taux de 2 centimes par kWh et au bénéfice de Voies navigables de France en l'absence de règlement de la question dite de la « rente Compagnie nationale du Rhône » dans l'année suivant la promulgation de la loi) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (p. 4584).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4586, 4588) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. René Beaumont (participation de la Compagnie nationale du Rhône à l'aménagement des voies navigables à grand gabarit et prix minimum de cession de sa production d'énergie électrique) (p. 4589).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 879 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4592) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 715 de M. Augustin Bonrepaux (dénomination de fonds de gestion de l'espace rural « et de la forêt ») (p. 4593).

Article L. 112-16 du code rural :

– *défavorable* à l'amendement n° 1020 de M. Charles Millon (compétence du département après avis de la commission consultative prévue à l'article) (p. 4595) ;

– *favorable* à l'amendement n° 439 de M. Arsène Lux (représentation du conseil général au sein de la commission consultative et programme annuel de mise en œuvre) (p. 4595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 595 de M. Marc Laffineur (association du conseil général à la mise en œuvre du fonds) (p. 4596) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 402 de M. Jacques Blanc et 419 de M. Olivier Guichard (représentation de la région au sein de la commission consultative) (p. 4596).

Article L. 112-17 du code rural :

– *défavorable* à l'amendement n° 713 de M. Augustin Bonrepaux (répartition des crédits en cohérence avec les crédits attribués par l'Union européenne) (p. 4597) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 827 de M. Marc Le Fur (suppression des critères de répartition) (p. 4597).

Après l'article L. 112-17 du code rural :

– *défavorable* à l'amendement n° 878 de M. Charles de Courson (comité de gestion du fonds) (p. 4598).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Pierre Micaux (ressources du Fonds national de développement des adductions d'eau) (p. 4599).

Avant l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Michel Meylan (substitution du titre « des zones prioritaires d'aménagement ») (p. 4599) ;

– *favorable* à l'amendement n° 716 de M. Augustin Bonrepaux (définition des zones prioritaires d'aménagement du territoire comme les zones urbaines défavorisées et les zones rurales de faible densité démographique à population décroissante ; délimitation de ces zones par département ou par arrondissement) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 111 de M. Michel Meylan (définition des zones prioritaires d'aménagement du territoire comme les zones urbaines défavorisées et les zones rurales de faible densité démographique à population décroissante) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Michel Meylan (définition des territoires ruraux de développement prioritaire ; délimitation de ces territoires par département ou par arrondissement) (p. 4600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Rémy Auchedé (suspension des opérations de délocalisation d'entreprises vers l'étranger ; interdiction des aides publiques à des entreprises délocalisant leur activité) (p. 4601).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4606).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière.

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Rémy Auchedé (remplacement du dispositif d'aides par un remboursement de 6 p. 100 du montant de l'impôt sur les sociétés en cas d'investissement minimum d'une entreprise en France ; fixation à 40 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4606) ;

– *soutient* l'amendement n° 260 de la commission (dénomination de « Fonds national de développement des entreprises ») : adopté (p. 4612) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 630 de M. François Sauvadet (délimitation des zones d'intervention du fonds par référence aux cantons éligibles aux aides européennes au titre de l'objectif 5 *b* et aux quartiers urbains à fort taux de chômage) (p. 4613) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 763 de M. Jean-Pierre Balligand (délimitation des mêmes zones par référence aux objectifs de l'Union européenne en matière de reconversion) (p. 4613) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1040 du Gouvernement (extension des prêts personnels au développement ou à la reprise d'entreprises ; extension de la possibilité de garantie à tout emprunt des entreprises ; extension de la possibilité de garantie aux engagements des sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement à risque ; intervention du fonds par l'intermédiaire de structures régionales, départementales ou locales) (p. 4613).

Après l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 609 de M. Jean-Pierre Thomas (répartition des crédits des fonds d'aménagement et de développement du territoire, d'investissement des transports terrestres, d'investissement fluvial, de gestion de l'espace rural et de développement des entreprises conformément aux chartes régionales d'aménagement du territoire) (p. 4615) ;

– *soutient* les amendements identiques n° 270 de la commission et 610 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (déduction fiscale pour les investissements des entreprises réalisés dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4615) : retirés (p. 4616) ;

– *favorable* à l'amendement n° 821 de M. Franck Borotra (déplafonnement des déficits agricoles imputables sur le revenu global ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de la T.I.P.P.) (p. 4616).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 917 de M. Roland Nungesser (extension du champ de l'article à toutes les créations d'entreprises) (p. 4620) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 594 de M. Hervé Mariton (extension du champ de l'article à la transmission d'entreprises ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle sur les alcools) (p. 4621) ;

– *soutient* l'amendement n° 318 de la commission (extension du champ de l'article aux entreprises dont « la part majeure de l'activité et des moyens d'exploitation » est implantée dans les zones qu'il vise) : rejeté (p. 4621) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 846 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de l'exonération d'impôt prévue à l'article 44 *sexies* du code général des impôts aux entreprises nouvellement créées appartenant à un réseau fournissant une enseigne et l'accès à certains fournisseurs ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4621) ;

– *soutient* l'amendement n° 274 de la commission (suppression du droit de mutation d'Etat sur les fonds de commerce dans les communes visées à l'article pour les cessions d'un montant maximum de 700 000 F ; compensation des pertes de recettes par une majoration des droits sur les tabacs) (p. 4621) : adopté (p. 4622) ;

– *soutient* l'amendement n° 273 de la commission (extension de l'exonération précitée aux commerces situés dans toute commune de moins de 5 000 habitants des territoires ruraux de développement prioritaire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté après rectification (suppression du gage) (p. 4622) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1039 du Gouvernement (substitution d'une condition de maintien de l'exploitation à celle d'une exploitation personnelle pour bénéficier de l'exonération précitée) (p. 4622) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 356 de M. Marc Le Fur (abattement supplémentaire sur le revenu imposable en cas d'installation dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4623) ;

– *favorable* à l'amendement n° 440 de M. Bernard de Froment (réduction, pendant cinq années, du taux de l'impôt sur le revenu des salariés transférant leur résidence principale en vue d'exercer leur activité dans une entreprise créée ou transférée dans une zone rurale fragile ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de la T.I.P.P.) (p. 4624).

Après l'article 18 :

– *favorable* à l'amendement n° 985 du Gouvernement (rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes) (p. 4626).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *ses observations* (p. 4629) ;

– *soutient* l'amendement n° 277 de la commission (substitution des zones rurales de solde naturel de population négatif à celles en décroissance de population pour la détermination du champ de l'exonération) : rejeté (p. 4630) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 869 corrigé rectifié de M. Augustin Bonrepaux (limitation aux zones rurales à population décroissante depuis 1962) (p. 4631) ;

– *favorable* à l'amendement n° 986 du Gouvernement (élargissement de l'exonération aux extensions d'activités ou de services) (p. 4631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 615 de M. Hervé Mariton (extension du bénéfice de l'exonération à tout secteur d'activité ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 476 de M. Marc Laffineur (fixation à dix années de la durée d'exonération dans les zones rurales ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les alcools et sur les tabacs) (p. 4632) ;

– *favorable* à l'amendement n° 987 du Gouvernement (date limite de report du régime d'imposition de droit commun) (p. 4632) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 915 de M. Michel Inchauspé (exonération des parts départementale et régionale de la taxe professionnelle et d'un quart de la part communale de la même taxe pour toutes les entreprises situées dans les zones rurales visées à l'article ; exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des terres à usage agricole situées dans les mêmes zones ; compensation des pertes de recettes pour les collectivités locales par une majoration de la D.G.F. et par l'institution d'une taxe régionale sur les grandes surfaces commerciales ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4632) ;

– *favorable* à l'amendement n° 988 du Gouvernement (de coordination pour l'application de l'exonération aux zones urbaines défavorisées ; versement de la compensation de l'Etat aux collectivités locales ayant institué les exonérations prévues à l'article effectué au titre du Fonds national de péréquation prévu à l'article 23) (p. 4633) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 341 de M. Jean-Paul Virapoullé (limitation de l'exonération applicable dans les zones rurales des D.O.M. aux zones à forte densité démographique et à population croissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes des communes, de leurs groupements et des départements par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes des régions par une augmentation de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4633) ;

– *favorable* à l'amendement n° 448 de M. Georges Chavanes (exonération de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pendant les dix années suivant la création, dans certaines zones rurales fragiles, d'une entreprise relevant de l'un des secteurs d'activité visés au I de l'article et bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle prévue au même paragraphe ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation du taux de T.V.A. et pour les régimes sociaux par l'institution d'une taxe additionnelle à la T.V.A.) (p. 4634) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1042 de M. Augustin Bonrepaux (de coordination) à l'amendement n° 448 de M. Georges Chavanes (p. 4634) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 748 rectifié de M. Daniel Pennec (interdiction de toute aide publique aux entreprises transférant leur activité en Ile-de-France ou dans une métropole régionale ; institution d'une taxe de solidarité sur les entreprises transférées ou créées en Ile-de-France ou dans une métropole régionale) (p. 4635).

Après l'article 19 :

– *favorable* à l'amendement n° 1038 de M. Arsène Lux (exonération d'impôt sur le revenu au titre du produit de la location pour l'habitation principale d'un logement vacant depuis plus de deux ans au 1er juillet 1994 dans les communes de moins de 5 000 habitants ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 4636) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. Marc Le Fur (institution, à la décision des communes, d'une taxe foncière additionnelle sur les logements laissés vacants par leur propriétaire) (p. 4637) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 962 de M. Augustin Bonrepaux (institution obligatoire d'une taxe communale ayant le même objet dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante depuis 1962) (p. 4638) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 958 de M. Augustin Bonrepaux (dégrèvement de taxe d'habitation à hauteur de 50 p. 100 de la cotisation due dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante depuis 1962 ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4639) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Marc Le Fur (assujettissement des propriétaires de locaux commerciaux vacants à une cotisation communale minimum de taxe professionnelle) (p. 4640) ;

– *son* amendement n° 1021 (réduction du montant de la cotisation sociale agricole des exploitants pluriactifs ; compensation des pertes de recettes du B.A.P.S.A. par une augmentation de la fraction de T.V.A. affectée à ce dernier ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4640) : retiré (p. 4641) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 767 de M. Augustin Bonrepaux (transfert d'universités dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 4642) ;

– *soutient* l'amendement n° 283 de la commission (réduction de la cotisation d'assurances sociales agricoles en cas de pluriactivité ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits sur les tabacs) : retiré (p. 4642) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. François Sauvadet (institution d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) (p. 4642) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 768 de M. Augustin Bonrepaux (instance de concertation entre l'Etat, les départements et les régions pour la mise en œuvre, dans les zones rurales prioritaires, des dispositions relatives au développement économique) (p. 4644).

Avant l'article 20 :

– *soutient* l'amendement n° 973 de la commission (dépôt d'un projet de loi sur la répartition des compétences des collectivités locales dans le délai d'un an ; répartition par bloc de compétences) (p. 4653) ;

– *favorable* à l'amendement n° 989 du Gouvernement (loi sur la répartition des compétences ; possibilité de reconnaissance d'une fonction de responsabilité d'une collectivité pour la réalisation d'un objectif déterminé ; concomitance du transfert des compétences, des ressources et des personnels) (p. 4655, 4656) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 556 de M. Maurice Dousset (schéma national et schéma régional intermodal de transports ; compétence des régions en matière d'organisation des transports ferroviaires régionaux de voyageurs ; contrats de service public avec la S.N.C.F.) (p. 4657) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 761 de M. Yves Van Haecke (suppression de la répartition d'office des frais de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires) (p. 4657).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *soutient* l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4660, 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1018 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1045 de M. Michel Grandpierre (prise en compte du niveau des revenus de la population) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1017 de M. Gérard Saumade (prise en compte du nombre d'allocataires du R.M.I.) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 776 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité alimenté par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4663) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. Rémy Auchedé (suppression de la liaison entre les taux des impôts locaux) (p. 4663).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1046 du Gouvernement (présentation de propositions sur l'adaptation des concours de l'Etat en matière d'équipement aux objectifs du développement du territoire) (p. 4668) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1047 de M. Marc Laffineur (concours aux dépenses d'équipement hors T.V.A.) à l'amendement n° 1046 du Gouvernement (p. 4668).

Après l'article 21 :

– *soutient* l'amendement n° 291 de la commission (extension du champ du F.C.T.V.A. aux immobilisations mises à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4669) : adopté (p. 4672) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 97 corrigé de M. Marc Le Fur (pérennisation de l'éligibilité au F.C.T.V.A. des immobilisations mises à disposition de la gendarmerie ou de tiers au titre du logement ou du tourisme social) (p. 4672) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Rémy Auchedé (éligibilité au F.C.T.V.A. des dépenses de fonctionnement ; compensation par une augmentation de l'impôt sur les sociétés et la suppression de l'avoir fiscal) (p. 4673).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4680) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 816 de M. Gilles Carrez (prise en compte des écarts de charges) (p. 4681) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 307 de M. René Beaumont (encouragement de l'intercommunalité par la D.G.F.) (p. 4681) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 395 de M. Georges Sarre (suppression du dispositif d'extinction de la D.G.F. d'Ile-de-France) (p. 4682) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 817 de M. Gilles Carrez (transfert du montant de la D.G.F. d'Ile-de-France à la dotation d'aménagement de la D.G.F.) (p. 4683) ;

– *soutient* l'amendement n° 319 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4683) ;

– *défavorable* à l'amendemenr n° 190 de M. François Sauvadet (transfert du montant de la D.G.F. d'Ile-de-France pour moitié à la D.S.U. et pour moitié à la D.S.R.) (p. 4684) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 874 de M. Jacques Barrot (transfert du montant de la D.G.F. d'Ile-de-France pour partie à la dotation de fonctionnement minimale des départements et pour partie à la D.S.R.) (p. 4684).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 519 de M. Jean-Pierre Thomas (commission nationale de réforme des finances locales chargée de présenter un bilan du système financier local et des propositions de réforme) (p. 4700) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Pierre Thomas (rapport sur les propositions de réforme du système de financement des collectivités locales) (p. 4701) ;

– *soutient* l'amendement n° 293 de la commission (rapport sur les propositions de réforme du système de financement des collectivités locales) (p. 4701) : adopté (p. 4702) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 196 de M. François Sauvadet (simulations annexées au rapport) (p. 4702, 4703) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 805 de M. Jean-Pierre Balligand (entrée en vigueur d'une assiette « valeur ajoutée » à partir de 1996) (p. 4703) ;

– *soutient* l'amendement n° 294 de la commission (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4703) : rejeté (p. 4706) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 118 de M. Michel Meylan et 952 de M. Jean Briane (fusion du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de péréquation institué par l'article ; substitution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée à l'alimentation par les crédits de la première part de la D.G.E. ; répartition des ressources du fonds) (p. 4707) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 804 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée et répartition de son produit) (p. 4707) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 500 de M. Jean-Pierre Brard (critères de charges sociales) (p. 4708) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 545 de M. Michel Grandpierre (péréquation nationale assise sur les actifs financiers des sociétés non financières) (p. 4708).

Après l'article 23 :

– *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. François Sauvadet (rapport sur la liaison des taux de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation) (p. 4710) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 449 de M. Yves Fréville (taux applicables au titre de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle des établissements exceptionnels ; compensation des pertes de recettes des collectivités locales par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4712) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 808 de M. Augustin Bonrepaux (majoration du taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 4712) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 802 de M. Jean-Pierre Balligand (alignement du montant de la D.G.F. des communautés de villes sur celui de la D.G.F. des communautés urbaines financé par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4712) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 809 de M. Augustin Bonrepaux (montant de la dotation de développement rural pour 1995 et de son évolution ultérieure ; même financement que précédemment) (p. 4713) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 505 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (condition de construction de logements sociaux pour la délivrance des permis de construire) (p. 4714) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 504 de M. Jean-Pierre Brard (augmentation de la fraction des salaires incluse dans l'assiette de la taxe professionnelle pour les salaires inférieurs à 1,2 fois le S.M.I.C.) (p. 4714) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 511 de M. Jean-Pierre Brard (majoration du taux de la taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires ayant procédé à des licenciements économiques) (p. 4515) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 508 de M. Jean-Pierre Brard (exclusion des investissements de productivité du champ du lissage des bases de taxe professionnelle) (p. 4716).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 4725) ;

– *favorable* à l'amendement n° 967 de M. Yves Bonnet (extension du rapport quinquennal prévu à l'article à la suppression du décalage de deux ans pour les attributions du F.C.T.V.A. de l'ensemble des groupements de communes) (p. 4727, 4729) ;

– *favorable* à l'amendement n° 810 de M. Augustin Bonrepaux (extension du rapport précité au renforcement de l'intégration fiscale des établissements de coopération) (p. 4730) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 452 corrigé de M. Michel Meylan (suppression de la commission nationale de coopération décentralisée) (p. 4731) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 170 de M. Rémy Auchedé et 96 de M. Yves Rousset-Rouard (suppression de l'obligation de choisir les délégués au comité d'un syndicat de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4731, 4733) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 171 de M. Rémy Auchedé (suppression de l'obligation de choisir les délégués au conseil d'une communauté de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4733) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 811 de M. Augustin Bonrepaux (attribution minimale de D.G.F. d'une commune issue de la fusion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre dissous ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4734) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1050 de M. Yves Bonnet (période transitoire) à l'amendement n° 811 de M. Augustin Bonrepaux (p. 4735) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 812 de M. Augustin Bonrepaux (versement, pendant une période de dix ans, à une commune issue de la fusion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre dissous, de l'attribution de D.G.F. de ce groupement ; compensation des pertes de recettes par une augmentation sur les tabacs) (p. 4734) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 813 de M. Augustin Bonrepaux (même versement pendant une période de six ans ; gage identique) (p. 4734) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 337 de M. Pierre Hérisson (contenu du rapport préalable aux délibérations en matière de délégation d'un service public local) (p. 4736).

Après l'article 24 ;

– *défavorable* à l'amendement n° 943 de M. Louis de Broissia (extension de la D.G.F. aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes) (p. 4736).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Pietre Micaux (création avec l'accord des départements) (p. 4738).

Après l'article 25 :

– *ses observations* sur les amendements n[os] 649 de M. Michel Meylan, 953 de M. Jean Briane et 848 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (politiques interrégionales des massifs de montagne et des espaces littoraux communs à plusieurs régions ; unification des massifs des Alpes du Nord et des Alpes du Sud) (p. 4740, 4741).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 537 corrigé de M. Serge Didier (extension à la coordination ou l'animation du développement local) (p. 4746) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 1051 de M. Augustin Bonrepaux (de précision) à l'amendement n° 537 corrigé de M. Serge Didier (p. 4746) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 732 de M. Jean-Jacques Weber (usage du français pour la certification des comptes des personnes morales de droit étranger en cas de participation d'une collectivité territoriale) (p. 4747) ;

– *favorable* à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (interdiction de la conclusion d'une convention internationale par une collectivité territoriale) (p. 4747) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1052 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (autorisation de l'Etat pour la conclusion d'une telle convention) à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (p. 4748).

Avant l'article 27 :

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Rémy Auchedé (sanction du défaut de réunion trimestrielle du conseil municipal) (p. 4750).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *défavorable* (à titre personnel) aux amendements identiques n[os] 295 de la commission soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun, 77 de M. Michel Mercier et 124 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 4750).

Après l'article 27 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 895 de M. Jacques Boyon (conseil d'administration des établissements publics exerçant une activité dans plusieurs départements) (p. 4756) ;

– *défavorable* (à titre personnel) aux amendements identiques n[os] 296 de la commission soutenu par M. Jacques Boyon et 176 rectifié de ce dernier (droit de vote plural des actions détenues par les collectivités territoriales dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 4757).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 123 de M. Michel Meylan, 421 de M. Olivier Guichard et 898 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 4765) ;

– *soutient* l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 4766) : adopté (p. 4769) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1048 de M. André Fanton (rédactionnel) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4767) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 991 de M. Georges Sarre (saisine par 10 p. 100 des électeurs inscrits) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4767) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1053 de M. Rémy Auchedé (saisine par 20 p. 100 des habitants) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4768) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 972 rectifié de M. Jean-Jacques Guillet (extension aux syndicats mixtes) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4768) ;

Après l'article 28 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 866 de M. Jean-Pierre Balligand (extension aux départements de la consultation locale à l'initiative des électeurs) (p. 4769) ;

– *soutient* l'amendement n° 298 rectifié de la commission (établissement par la commission consultative sur l'évaluation des charges d'un bilan des charges transférées aux collectivités locales) : retiré (p. 4772) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 513 de M. Jean-Pierre Brard (fixation par la région du taux annuel de la cotisation perçue au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 4772) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Michel Pelchat (commission d'étude du financement d'un Fonds national de développement des nouvelles infrastructures de communication) (p. 4772) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 rectifié de M. Michel Pelchat (délégation du conseil municipal au maire en matière d'autorisations d'antennes collectives) (p. 4773).

Avant l'article 29 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 858 de M. Adrien Zeller (dépôt d'un projet de loi de révision du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 4775).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 359 de M. Marc Le Fur (incompatibilité des fonctions de président de conseil régional ou de président de conseil général avec les mandats ou fonctions électives précités) (p. 4778) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 342 de M. Jean-Paul Virapoullé (calcul de la quote-part du fonds de correction des déséquilibres régionaux attribuée aux D.O.M.) (p. 4779) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 343 de M. Jean-Paul Virapoullé (recueil de « conseils » portant sur les normes, procédures et prescriptions techniques des équipements et services dans les D.O.M.) (p. 4779).

Titre :

– *ses observations* (à titre personnel) sur l'amendement n° 628 de M. François Sauvadet (mention de la notion « d'aménagement » du territoire) (p. 4780).

Seconde délibération des articles 18, 19, 19 ter *et 21* bis *:*

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de gage financier) (p. 4782) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de l'abattement supplémentaire sur le revenu imposable en cas d'installation dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire) (p. 4782).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension aux zones rurales à population décroissante entre les deux derniers recensements) (p. 4783).

Article 19 ter *(exonération de la taxe sur les salaires pour les associations) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) (p. 4785).

Article 21 bis *(attributions du F.C.T.V.A.) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (report au 31 décembre 1995, pour l'éligibilité au F.C.T.V.A., de la date d'achèvement des constructions mises en chantier, acquises ou rénovées en 1992 ou 1993 et mises à disposition d'un tiers pour être affectées à l'usage de la gendarmerie, à l'habitation principale ou destinées au tourisme social) (p. 4785).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 7719) et *son intervention* sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 7729).

Principaux thèmes développés :

Administration : groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire (p. 7720).

Collectivités locales :
- compétences et collectivité chef de file (p. 7719, 7720) ;
- coopération intercommunale et pays (p. 7720) ;
- dotation de développement rural (p. 7722, 7729) ;
- ressources et péréquation (p. 7719, 7721, 7722, 7729).

Entreprises :
- aides : Fonds national de développement (p. 7721) ;
- charges sociales : allégement (p. 7719, 7721) ;

Epargne (p. 7721).

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 7720).

Finances publiques :
- comité des finances locales (p. 7722) ;
- fonds : infrastructures de transport (p. 7719, 7720).

Hôpitaux et cliniques (p. 7720).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 7719, 7720, 7721).

Logement et habitat (p. 7721).

Parlement : office pour l'aménagement du territoire (p. 7720).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7719, 7720).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7720, 7721).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 340 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et contenu de la politique de développement solidaire des territoires ; maîtrise de l'expansion de la région Ile-de-France) (p. 7768) ;

– *favorable* à l'amendement n° 399 de M. Alain Marleix (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des objectifs de l'aménagement du territoire) (p. 7768) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de M. Rémy Auchedé (participation des syndicats et des associations à la détermination de la politique d'aménagement du territoire) (p. 7769) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 239 de M. Rémy Auchedé (consultation des collectivités locales sur la localisation des administrations et investissements publics) (p. 7769) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à distance aux services publics) (p. 7769).

Article 2 *(schéma national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 400 de M. Alain Marleix (contribution de la politique de développement sportif à la réalisation des orientations de l'aménagement du territoire et à la mise en œuvre des principes de localisation des équipements et services collectifs d'intérêt national) (p. 7771) ;

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (de précision) : adopté (p. 7771).

Article 3 *(Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (composition du Conseil et consultation de ce dernier sur les projets de loi de programmation prévus à l'article 12 ; caractère facultatif de la consultation sur le schéma de réorganisation des services de l'Etat ; suppression de la consultation sur les propositions de zonage de l'Union européenne) : adopté (p. 7772) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 530 de M. Charles de Courson (représentation des activités familiales) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 7772).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 241 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7773) ;

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7773) : adopté (p. 7774) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 396 de M. Alain Madalle (adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme aux particularités géographiques en cas de projet déclaré d'utilité publique) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 7774) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 242 de M. Rémy Auchedé (association des régions, des départements, des communes et des comités de massif à l'élaboration des directives) (p. 7774) ;

– *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7774).

Article 5 *(coordination) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 243 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7775) ;

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture étendant la règle de la constructibilité limitée aux hameaux des zones de montagne) (p. 7775) : adopté (p. 7776) ;

– *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 488 de M. Henri Cuq (prorogation du délai d'adoption des schémas d'aménagement régionaux dans les D.O.M.) (p. 7776).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement et de développement du territoire. Conditions d'application dans les départements d'outre-mer et en Corse. Conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire. Schémas interrégionaux du littoral : art. 34, 34* bis *A, 34* bis *et 34* ter *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement et de développement du territoire) :

– *défavorable* à l'amendement n° 371 de M. Marc Laffineur (dénomination de « schéma régional ») (p. 7783) ;

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (élaboration excluant les groupements de communes compétents en matière de transport public) : adopté (p. 7784) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 rectifié de M. Alain Madalle (élaboration en association avec les chambres consulaires) (p. 7785) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 397 de M. Alain Madalle (élaboration en association avec les chambres consulaires) (p. 7785) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 343 de M. Jean-Pierre Balligand (approbation par décret en Conseil d'Etat) (p. 7785) ;

– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (coordination des orientations du schéma régional avec celles des schémas interrégionaux de massif et de littoral) (p. 7785) : adopté (p. 7786).

Article 34 bis *A de la loi du 7 janvier 1983 (conditions d'application dans les régions d'outre-mer et en Corse) :*

– *soutient* l'amendement n° 372 de M. Marc Laffineur (de coordination) : adopté (p. 7786).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 398 de M. Alain Madalle (appartenance des présidents des chambres consulaires régionales à la conférence) (p. 7787) ;

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (suppression de l'appartenance des parlementaires à la conférence) : adopté (p. 7787).

Article 34 ter *nouveau de la loi du 7 janvier 1983 (politiques interrégionales du littoral) :*

– *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 7787) : adopté (p. 7788).

Après l'article 6 :

– *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (élaboration de schémas interrégionaux du littoral en vue de coordonner les politiques régionales) : adopté (p. 7788).

Article 6 *bis* nouveau *(politiques interrégionales de développement des massifs de montagne) :*

– *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (élaboration du schéma interrégional de massif par les conseils régionaux avec le concours du comité de massif ; possibilité d'une élaboration à l'initiative du comité de massif ; possibilité de schémas interrégionaux communs à deux massifs) (p. 7788 à 7791) : adopté après modifications (p. 7791) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 538 de M. Augustin Bontepaux (association des comités de massif à l'élaboration des schémas) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 7791).

Article 6 *ter* nouveau *(bassins de formation) :*

– *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 7792) : adopté (p. 7793).

Article 6 *quater* nouveau *(schéma régional d'urbanisme commercial) :*

– *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 7793) : adopté (p. 7794).

Article 7 *(schéma directeur de la région d'Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7795).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Bernard de Froment (dispense de service national au bénéfice des jeunes sapeurs-pompiers volontaires) (p. 7795).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 60 rectifié de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Balligand et 349 rectifié de ce dernier (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7802) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 370 rectifié de M. Charles Millon (remplacement du groupement d'intérêt public par un observatoire national de l'aménagement du territoire) (p. 7802).

Avant l'article 7 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 401 de la commission (intitulé du chapitre : « des schémas sectoriels ») : adopté (p. 7803).

Article 7 *bis* nouveau *(création des schémas directeurs sectoriels et nationaux) :*

– *soutient* les amendements n^{os} 402 et 403 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 7803) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 375 de M. Marc Laffineur (élaboration en association avec les conseils régionaux) (p. 7804).

Avant l'article 7 *ter* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 404 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7804).

Article 7 *ter* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national de l'enseignement supérieur et de la recherche) :*

– *soutient* l'amendement n° 405 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7805).

Article 7 *quater* nouveau *(répartition équilibrée des universités sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 249 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7808) ;

– *soutient* l'amendement n° 406 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7808) ;

– *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (suppression de l'objectif unique d'accueil des effectifs supplémentaires d'étudiants) : adopté (p. 7808) ;

– *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (extension du champ de l'article à la répartition des établissements d'enseignement supérieur) (p. 7808) : adopté (p. 7809) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 491 de M. Jacques Guyard (concertation avec le conseil régional et les universités existantes) (p. 7810) ;

– *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (suppression de la création d'universités thématiques de plein exercice) (p. 7808, 7809) : adopté (p. 7810) ;

– *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 7808, 7809) : adopté (p. 7810) ;

– *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7810) ;

– *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (suppression de l'objectif de rayonnement international des pôles universitaires d'excellence) : adopté (p. 7810).

Article 7 *quinquies* nouveau *(développement de la recherche en région et orientation générale de la politique de recherche) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 311 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7824) ;

– *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 7824) ;

– *soutient* l'amendement n° 407 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7824) ;

– *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la mention du développement de la recherche en région, de la coordination des politiques universitaires et de recherche avec le développement local, de l'accès des P.M.E. aux infrastructures et programmes de recherche) : adopté (p. 7824).

Article 7 *sexies* nouveau *(principes applicables à la recherche privée) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 312 de M. Georges Sarre (de suppression) : rejeté (p. 7825) ;

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 7825) : adopté (p. 7826).

Article 7 *septies* nouveau *(modalités d'application particulières du crédit d'impôt recherche) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 313 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7826) ;

– *soutient* l'amendement n° 70 rectifié de la commission (abaissement à 55 p. 100 de la part des dépenses de fonctionnement éligibles au crédit d'impôt en ce qui concerne les chercheurs exerçant leur activité en Ile-de-France) (p. 7826) : adopté (p. 7827).

Avant l'article 7 *octies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 408 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7827).

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 314 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7829) ;

– *soutient* l'amendement n° 409 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7830) ;

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (fixation à 50 p. 100 de la part minimum des crédits de l'Etat en matière culturelle affectés, en 2005 au plus tard, aux régions autres que l'Ile-de-France) : adopté (p. 7830) ;

– *soutient* l'amendement n° 410 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7830).

Après l'article 7 *octies* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Christian Vanneste (schémas régionaux de développement culturel) (p. 7831).

Article 7 *nonies* nouveau *(contrats d'action culturelle) :*

– *soutient* l'amendement n° 72 corrigé de la commission (de suppression) : adopté (p. 7831).

Avant l'article 7 *decies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 411 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7831) ;

– *soutient* l'amendement n° 412 de la commission (intitulé de la sous-section : « des schémas relatifs aux infrastructures de transport ») (p. 7831) : adopté (p. 7832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Balligand (intitulé de la sous-section : « le schéma directeur national des infrastructures de transport ») (p. 7832).

Article 7 *decies* nouveau *(révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports) :*

– *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 460 de M. Jean-Jacques de Peretti (fixation à soixante kilomètres de la limite d'éloignement maximal par rapport à une autoroute ou une gare desservie par le réseau ferroviaire à grande vitesse) (p. 7833) ;

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (de précision) : adopté (p. 7834) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 329 de M. Jean-Pierre Balligand (schéma directeur national des infrastructures de transport) (p. 7834) ;

– *soutient* l'amendement n° 413 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7834) ;

– *soutient* l'amendement n° 414 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7835) ;

– *favorable* à titre personnel à l'amendement n° 186 de M. Michel Bouvard (adaptation des modes de transport de marchandises dans les zones d'environnement fragile) (p. 7835).

Article 7 *undecies* nouveau *(contenu des schémas directeurs nationaux des transports terrestres) :*

– *soutient* l'amendement n° 415 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) (p. 7835) ;

– *favorable* à l'amendement n° 549 du Gouvernement (extension du schéma routier aux grands axes du réseau routier national) (p. 7835) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 331 corrigé et 332 de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) (p. 7836) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (extension du schéma du réseau ferroviaire aux liaisons de transport de fret) (p. 7836) ;

– *favorable* à l'amendement n° 550 rectifié du Gouvernement (extension du schéma des ports maritimes aux questions de desserte par rapport à l'arrière-pays) (p. 7837).

Article 7 *duodecies* nouveau *(schéma directeur national des transports aériens) :*

– *soutient* l'amendement n° 416 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7837) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 334 de M. Jean-Pierre Balligand (de conséquence) (p. 7837) ;

– *favorable* à l'amendement n° 554 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7837).

Avant l'article 7 *terdecies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 418 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7837, 7843).

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *soutient* l'amendement n° 417 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7843) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Michel Pelchat (de précision) (p. 7844) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Hervé Mariton (préparation du schéma par le ministre chargé des télécommunications) (p. 7844) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Hervé Mariton (rédactionnel) (p. 7844) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de M. Hervé Mariton (suppression de la référence à la politique industrielle et de recherche et du caractère prioritaire du raccordement des organismes éducatifs, cultutels ou de formation aux réseaux interactifs) (p. 7845).

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 321 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications sur le plan national) (p. 7848, 7849)

– *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 322 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (même unification dans chaque région) (p. 7848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 323 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (tarification des télécommunications locales) (p. 7851) ;

– *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (insertion d'une nouvelle section intitulée : « Du schéma de l'organisation sanitaire et sociale ») (p. 7851) ;

– *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (création et objet d'un tel schéma) (p. 7851, 7852) : adopté après rectification (p. 7854) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 537 du Gouvernement (condition de sécurité des soins pour le maintien des établissements de proximité) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 7853) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 171 corrigé de M. Rémy Auchedé (avis des conseils régional, général, municipal et d'administration des établissements de soins sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire) (p. 7855).

Avant l'article 7 *quaterdecies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (intitulé du titre : « Des pays ») : adopté (p. 7855).

Article 7 *quaterdecies* nouveau *(compétences de l'Etat) :*

– *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7856).

Article 7 *quindecies* nouveau *(désignation d'un chef de file) :*

– *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7856).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 336 de M. Jean-Pierre Balligand (conférence des élus et comité permanent de développement du pays ; développement de l'intercommunalité à l'initiative de la commission départementale de la coopération intercommunale ; création facultative de conseils de quartier dans les villes de plus de 20 000 habitants) (p. 7859) ;

– *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7858, 7859, 7864) : adopté (p. 7865) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 558 de M. Marc Laffineur (suppression de l'obligation de proposer la délimitation de pays dans les dix-huit mois suivant la publication de la loi) (p. 7865) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 454 de M. Jean Bousquet (proposition de délimitation du pays à l'initiative de la commission régionale de l'aménagement du territoire) (p. 7860).

Après l'article 7 *sedecies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (définition du pays) (p. 7859, 7864) : adopté (p. 7865) ;

– *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (coordination de l'action de l'Etat et de l'organisation de ses services dans le périmètre des pays) (p. 7859, 7864) : adopté (p. 7865) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Masson (rapport sur l'adaptation des limites des arrondissements aux solidarités locales et aux réalités démographiques et économiques) (p. 7866).

Article 7 *septemdecies* nouveau *(compétence en matière de transports régionaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 7868).

Article 7 *duodevicies* nouveau *(prise en compte des possibilités de transport par certains documents d'urbanisme et certains projets d'aménagement) :*

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7868).

Avant l'article 8 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Rémy Auchedé (rapport sur l'évaluation des délocalisations de la région Ile-de-France) (p. 7868).

Article 8 A nouveau *(mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France) :*

– *son interruption* (p. 7869) ;

– *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7869).

Après l'article 8 A nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 306 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (prise en compte, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, des frais de déménagement des salariés en cas de transfert de l'organisme employeur vers une zone prioritaire d'aménagement du territoire) (p. 7869).

Article 8 *(organisation des services déconcentrés de l'Etat : art. 6 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 et art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7870) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités offertes par le télétravail) (p. 7870).

Après l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7888).

Article 9 *(définition des pays) :*

– *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7890).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Jean-Paul Fuchs (élaboration de chartes de pays) (p. 7890) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 338 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des pays pour l'organisation des services de l'Etat et la délimitation des arrondissements) (p. 7890) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 168 rectifié de M. Alain Peyrefitte (aides aux pays ou bassins de vie situés aux confins de départements ou de régions bénéficiant d'aides spécifiques) (p. 7891).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 339 de M. Jean-Pierre Balligand (rétablissement dans leur rédaction initiale des dispositions de la loi du 29 janvier 1993 sur la transparence des transactions foncières des collectivités locales et l'attribution par elles de délégations de service public) (p. 7892, 7893).

Article 10 *bis* *(commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics : art. 15 de la loi du 3 janvier 1985) :*

– *favorable* aux amendements n^{os} 211 et 213 de M. Arsène Lux (rédactionnels) (p. 7894) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (généralisation des schémas départementaux d'organisation et d'amélioration des services publics) : retiré (p. 7894).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 291 de M. Augustin Bonrepaux (concertation pour l'établissement des objectifs d'aménagement du territoire et de services rendus aux usagers) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Rémy Auchedé (consultation des organisations syndicales de salariés et des associations d'usagers) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 293 de M. Jean-Pierre Balligand (extension de l'étude d'impact préalable à la suppression d'un service aux décisions de suppression et de réorganisation des administrations de l'Etat) (p. 7896) ;

– *favorable* à l'amendement n° 214 de M. Arsène Lux (rédactionnel) (p. 7896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 562 de M. Arsène Lux (consultation obligatoire des conseils municipaux, des groupements de communes et des conseillers généraux des cantons concernés lors de l'élaboration de l'étude d'impact) (p. 7896, 7897) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 295 de M. Augustin Bonrepaux (généralisation des commissions départementales d'organisation et d'aménagement des services publics) (p. 7897) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 292 de M. Augustin Bonrepaux (communication de l'étude d'impact aux collectivités locales) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 290 de M. Jean-Pierre Balligand (délai imparti au préfet pour présenter ses observations) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Gérard Saumade (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 7898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 294 de M. Augustin Bonrepaux (possibilité de saisine du ministre de tutelle par la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics en cas de suppresssion d'un service aux usagers en méconnaissance des objectifs d'aménagement du territoire) (p. 7899) ;

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 215 de M. Arsène Lux et 316 de M. Georges Sarre (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 7899).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 296 de M. Jean-Pierre Balligand (abrogation de la loi de privatisation du 19 juillet 1993 ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'I.S.F. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7900).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *favorable* à l'amendement n° 358 de M. Philippe Vasseur (rédactionnel) (p. 7901) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7901, 7904) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 229 corrigé de M. Jean-Louis Masson (avis du conseil général et du conseil municipal sur les demandes d'ouverture dérogatoire) (p. 7906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 230 corrigé de M. Jean-Louis Masson (mêmes avis pour les demandes d'ouverture dérogatoire dans les départements d'Alsace et Moselle) (p. 7906).

Après l'article 11 *ter* :

– *défavorable* à l'amendement n° 440 de M. Pierre Micaux (prorogation et extension de l'activité des services publics locaux de distribution de gaz) (p. 7927).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et information du Parlement) :*

– *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7928).

Article 13 *(Fonds national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7928) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 350 de M. Alain Marleix (extension aux crédits consacrés à l'implantation d'espaces sportifs) (p. 7929) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 462 de M. Jean-Jacques de Peretti (délégation de la moitié des crédits aux préfets de région) (p. 7929) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 89 de la commission (suppression de la gestion exclusivement régionale de la section locale) (p. 7930).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 257 de M. Rémy Auchedé (de suppression). (p. 7931) ;

– *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (suppression du caractère d'établissement public ; composition du comité de gestion du fonds) (p. 7931) : adopté (p. 7932) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 464 rectifié de M. Jean-Jacques de Peretti (rapport annuel au Parlement) à l'amendement n° 90 de la commission (p. 7932).

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 317 rectifié de M. Georges Sarre (révision des conditions de mise à la disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la Compagnie nationale du Rhône ; suppression de la filiale commune à ces deux entreprises) (p. 7935) ;

– *défavorable* aux amendements identiques 207 de M. René Beaumont et 529 de M. Roland Nungesser (suppression de la pérennisation des conditions de mise à disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la C.N.R.) (p. 7937 à 7940) : retirés (p. 7938) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. René Beaumont (caractère de subvention de la participation de la C.N.R. au financement des travaux ; suppression de la délégation de maîtrise d'ouvrage) (p. 7941) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. René Beaumont (financement de l'entretien des ouvrages par la C.N.R.) (p. 7942).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 259 de M. Rémy Auchedé (de suppression) : rejeté (p. 7946) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. René Beaumont (suppression de la personnalité morale du fonds ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres hors transports fluviaux ; généralisation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés et affectation de son produit à un fonds d'investissement fluvial) (p. 7947, 7948, 7950) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 561 du Gouvernement (suppression du plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse) à l'amendement n° 91 de la commission (suppression de la personnalité morale du fonds ; plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse ; composition et présidence du comité de gestion du fonds ; prise en compte des schémas relatifs aux infrastructures de transport dans la gestion du fonds ; spécialité des crédits et report des crédits inutilisés) (p. 7948) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 546 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 7948).

Après l'article 15 :

– *ses obervations* sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (comité de gestion des fonds de péréquation des transports aériens et d'investissements des transports terrestres) (p. 7951) ;

– *soutient* l'amendement n° 575 de la commission (comité de gestion des fonds précités) (p. 7951) : adopté (p. 7952).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 92 de la commission (priorité d'affectation aux agriculteurs et à leurs groupements) (p. 7954) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Gérard Saumade (gestion par le conseil général des crédits répartis) (p. 7955) ;

– *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 7956) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 466 de M. Jean-Jacques de Peretti (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) (p. 7956).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 262 de M. Rémy Auchedé (comité de gestion commun aux fonds créés par la présente loi) (p. 7957).

Article 17 A nouveau *(orientations du schéma national d'aménagement et de développement du territoire pour la région d'Ile-de-France) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7958).

Après l'article 17 A nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 94 de la commission (élaboration, révision et contenu du schéma directeur de la région d'Ile-de-France reprenant les dispositions de l'article 7 précédemment supprimé compte tenu des modifications suivantes : 1° suppression de la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et les schémas directeurs sectoriels nationaux ; 2° suppression de l'ouverture de la procédure de révision par décret en Conseil d'Etat ; 3° effets identiques à ceux d'une directive territoriale d'aménagement) (p. 7958, 7959) : rejeté (p. 7961) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 531 de M. Charles de Courson (avis des départements n'appartenant pas à la région d'Ile-de-France et des autres régions) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 7961) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 564 du Gouvernement (élaboration et contenu du schéma directeur de la région d'Ile-de-France dans les termes de l'article 7 précédemment supprimé prévoyant la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et les schémas sectoriels, l'ouverture et la détermination de l'objet de la révision du schéma directeur par décret en Conseil d'Etat et sa compatibilité avec les directives territoriales d'aménagement) (p. 7959).

Article 17 B nouveau *(agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 353 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7963) ;

– *défavorable* à titre personnel à l'amendement n° 95 de la commission (suppression des conventions de délégations des décisions d'agrément) (p. 7964) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 318 de M. Georges Sarre (limitation de l'agrément en Ile-de-France à la construction, la reconstruction ou l'extension de bureaux) (p. 7964).

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 264 de M. Rémy Auchedé, 319 de M. Georges Sarre et 354 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7969).

Après l'article 17 C nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 308 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (représentation de la région dans le syndicat des transports en commun de la région d'Ile-de-France ; extinction en quinze ans de la contribution financière de l'Etat au syndicat ; affectation des sommes dégagées au Fonds national de péréquation prévu à l'article 23 du présent projet) (p. 7972).

Avant l'article 20 A :

– *soutient* l'amendement n° 129 de la commission (suppression de la mention de la péréquation dans l'intitulé du titre) : adopté (p. 8014) ;

– *soutient* l'amendement n° 130 de la commission (création d'un chapitre relatif aux compétences) : adopté (p. 8014).

Article 20 A supprimé par le Sénat *(répartition des compétences) :*

– *soutient* l'amendement n° 131 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8014) : adopté (p. 8015).

Après l'article 20 A :

– *soutient* l'amendement n° 132 de la commission (reprise des dispositions de l'article 7 septemdecies relatif au transfert aux régions de l'organisation et du financement des transports collectifs) : adopté (p. 8015).

Avant l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 304 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (délégations de compétences du département aux communes et à leurs groupements en matière d'action sociale et de santé) (p. 8016) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt dans le délai d'un an de projets de loi sur la répartition des compétences en matière de R.M.I., de dépendance, de handicapés, de voirie routière, d'organisation des transports ferroviaires et d'aides économiques) (p. 8016).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) (p. 8018) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 364 de M. Hervé Mariton (rédactionnel) (p. 8018) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du dispositif de péréquation entre espaces régionaux par une péréquation au sein de chaque niveau de collectivités territoriales à compter du 1er janvier 1995) (p. 8019) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 273 de M. Augustin Bonrepaux (dépôt d'un projet de loi sur la péréquation entre les collectivités territoriales dans le délai d'un an) (p. 8019) ;

– *favorable* à l'amendement n° 178 de M. Gilles Carrez (entrée en vigueur après mise en œuvre de la révision générale des évaluations cadastrales) (p. 8019) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 507 de M. Jean-Pierre Balligand (ressources prises en compte) (p. 9021) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 506 de M. Jean-Pierre Balligand (charges prises en compte) (p. 8021) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Charles Ceccalci-Raynaud (fixation ultérieure après simulation de l'écart maximal des ressources des espaces régionaux) (p. 8022) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 220 de M. Arsène Lux et 433 de M. Marc Laffineur (réduction de l'écart précité à 10 points en plus ou en moins de la moyenne nationale) (p. 8023) ;

– *soutient* l'amendement n° 133 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8023) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 166 de M. Michel Bouvard (évaluation des charges) (p. 8023) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Gérard Saumade (péréquation entre les départements en fonction de leurs charges de R.M.I.) (p. 8024) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 508 de M. Jean-Pierre Balligand (contenu du rapport sur les ressources des collectivités locales) (p. 8025) ;

– *soutient* les amendements nos 134 et 135 de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 8025) : adoptés (p. 8026) ;

– *favorable* à l'amendement n° 180 de M. Gilles Carrez (bilan des dispositifs de péréquation) (p. 8026) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Jean-Paul Fuchs (prise en compte du patrimoine naturel et des actions visant à le protéger dans la répartition de la D.G.F.) (p. 8027) ;

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 274 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (création d'un fond pour le développement de l'intercommunalité alimenté par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 8028).

Article 20 *bis* nouveau *(renforcement de la péréquation en 1995. Fonds de correction des déséquilibres régionaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8029).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8032) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 566 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8035) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 543 de M. Augustin Bonrepaux (mise en répartition du fonds après préciput au profit de la dotation de développement rural) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 541 de M. Augustin Bonrepaux (attribution aux communes à potentiel fiscal inférieur de 10 p. 100 au potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8036) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 539 de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec une insuffisance de potentiel fiscal de 5 p. 100) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8037) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 542 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (attribution aux communes à effort fiscal supérieur de 10 p. 100 à l'effort fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8037) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 540 de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec un effort fiscal supérieur de 5 p. 100 à la moyenne) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8037) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 551 de M. Arsène Lux (bonification des attributions versées aux communes membres d'un groupement à fiscalité propre) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8038) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 583 de M. Yves Fréville (de précision) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8039) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 565 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (indexation du produit de la première part affecté aux dotations des grandes villes) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8039) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 544 de M. Augustin Bonrepaux (extension du bénéfice de la deuxième part aux groupements de communes à fiscalité propre éligibles à la D.D.R.) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 584 de M. Yves Fréville (de précision) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 545 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de l'attribution versée aux communes membres d'un groupement à fiscalité propre au titre de la deuxième part) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8040) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 552 de M. Jean-Jacques Delmas (répartition de la deuxième part entre les communes à potentiel fiscal inférieur de 20 p. 100 au potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communes du même groupe démographique) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 586 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (même objet avec une insuffisance de potentiel fiscal de 10 p. 100) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 585 de M. Henry Jean-Baptiste (péréquation financière entre les espaces régionaux et territoriaux de métropole ou d'outre-mer) à l'amendement n° 39 du Gouvernement (p. 8041) ;

– *soutient* l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8043).

Avant l'article 21 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 276 de M. Augustin Bonrepaux (indexation du montant de la D.G.F., à compter de 1995, sur la somme du taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation et des deux tiers du taux d'évolution du P.I.B. ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8044).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. Suppression de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France. Réaménagement du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt d'un projet de loi renforçant les règles de péréquation de la D.G.F.) (p. 8045).

Après l'article 23 :

– *défavorable* à l'amendement n° 268 de M. Rémy Auchedé (dotation de compensation de la taxe professionnelle des communes à faible potentiel fiscal et à effort fiscal élevé ; compensation des pertes de recettes par une diminution du plafond de dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 8051) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 281 et 280 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de respectivement 20 p. 100 et 10 p. 100 des taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 282 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée et répartition de son produit) (p. 8052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 283 de M. Augustin Bonrepaux (dépôt d'un rapport sur l'institution de la cotisation précitée) (p. 8053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Balligand (incorporation dans les rôles d'imposition des évaluations cadastrales révisées en application de la loi du 30 juillet 1990) (p. 8053).

Article 23 *bis* A nouveau *(constats financiers annuels sur la participation des collectivités locales aux opérations de la compétence de l'Etat et sur les concours de l'Etat aux collectivités locales) :*

– *soutient* l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8060).

Article 23 *bis* B nouveau *(commission consultative sur l'évaluation des charges) :*

– *soutient* l'amendement n° 139 de la commission (annualité du rapport de la commission) (p. 8060) : adopté (p. 8061) ;

– *soutient* l'amendement n° 140 de la commission (suppression de la distinction entre dépenses résultant du transfert de compétences et dépenses supplémentaires résultant du libre choix des collectivité locales) (p. 8060) : retiré (p. 8061) ;

– *soutient* l'amendement n° 141 de la commission (de conséquence) (p. 8060) : adopté (p. 8061) ;

– *soutient* l'amendement n° 142 de la commission (rédactionnel) (p. 8060) : adopté (p. 8061) ;

– *soutient* l'amendement n° 143 de la commission (suppression de la procédure contradictoire pour l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences) (p. 8060) : adopté (p. 8061) ;

– *soutient* l'amendement n° 144 de la commission (bilan de la participation des collectivités locales aux opérations de la compétence de l'Etat et des concours de l'Etat aux collectivités locales) (p. 8060) : adopté (p. 8061).

Article 23 *bis* C nouveau *(observatoire des finances locales) :*

– *soutient* l'amendement n° 145 de la commission (compétences du comité des finances locales) : adopté (p. 8062).

Article 23 *bis* D nouveau *(compétences de l'observatoire des finances locales) :*

– *soutient* l'amendement n° 146 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8062).

Article 24 A nouveau *(maintien des avantages financiers attribués aux communes regroupées décidant de fusionner) :*

– *soutient* l'amendement n° 147 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8064).

Après l'article 24 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 360 de M. Francis Saint-Ellier (élection de représentants des communes au sein des groupements à fiscalité propre) (p. 8065).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale : art. L. 169-3, L. 163-5 et L. 167-2 du code des communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8066) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 285 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la désignation de délégués non membres d'un conseil municipal au comité d'une communauté de communes) (p. 8066).

Article 24 *bis* nouveau *(dotation de développement rural : art. 1648 B du code général des impôts) :*

– *soutient* l'amendement n° 149 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8067).

Article 24 *ter* nouveau *(conseil des communautés urbaines : art. L. 165-24, L. 165-25 et L. 165-18 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 8069) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 516 de M. Bernard Derosier (répartition des sièges) (p. 8070) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 515 de M. Bernard Derosier (nombre minimum de délégués des communes membres) (p. 8070).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Paul-Louis Tenaillon (remplacement d'une agglomération nouvelle par un district) (p. 8071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Paul-Louis Tenaillon (compétences en matière d'utilisation des sols dans les agglomérations nouvelles) (p. 8071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 deuxième correction de M. Michel Pelchat (compétence des groupements de communes en matière de réseaux câblés) (p. 8071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 490 de M. Pierre Hériaud (seuil de création des conseils consultatifs en cas de fusion de communes) (p. 8071).

Article 26 *(coopération transfrontalière : art. 133-1 et 133-2 de la loi du 6 février 1992) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 442 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8073) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 517 de M. Georges Sarre (autorisation par arrêté préfectoral) (p. 8073).

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Balligand (consultation locale à l'initiative des électeurs du département) (p. 8074).

Article 28 *bis* nouveau *(déclaration des locations touristiques) :*

– *soutient* l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8074).

Article 28 *ter* nouveau *(primes d'aménagement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 151 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8075).

Après l'article 28 *ter* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (exonérations et dégrèvements de taxes foncières et de la taxe professionnelle perçues par un groupement à fiscalité propre) (p. 8075).

Avant l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 555 précédemment réservé de M. Arsène Lux (classification des zones) (p. 8077) ;

– *soutient* l'amendement n° 98 rectifié précédemment réservé de la commission (même objet) (p. 8076, 8077) : adopté (p. 8081) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 589 de M. Hervé Mariton (définition des zones d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8079) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 582 de M. Jean-Jacques de Peretti (définition des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8080) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 588 de M. Augustin Bonrepaux (définition des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8080).

Article 17 précédemment réservé *(Fonds national de développement des entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 99 de la commission (extension à tous les secteurs d'activité) : retiré (p. 8083) ;

– *soutient* l'amendement n° 419 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8083) ;

– *soutient* l'amendement n° 101 de la commission (suppression du plafonnement des prêts au montant de l'apport en fonds propres des bénéficiaires) : rejeté (p. 8083) ;

– *soutient* les amendements n^{os} 102 et 103 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 8084).

Article 18 précédemment réservé *(réduction du champ de l'allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *soutient* l'amendement n° 420 de la commission (de précision) : adopté (p. 8089) ;

– *favorable* à l'amendement n° 190 de M. Michel Bouvard (extension de la réduction des droits de mutation aux cessions réalisées dans les stations de sport d'hiver comportant au maximum 2 500 lits touristiques) (p. 8090) ;

– *soutient* l'amendement n° 108 de la commission (suppression de la consultation du Conseil national de l'aménagement du territoire sur la délimitation des zones d'application de l'exonération d'impôt sur les sociétés) : adopté (p. 8090) ;

– *soutient* l'amendement n° 421 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8090) ;

– *favorable* à l'amendement n° 569 du Gouvernement (suppression de la consultation du Conseil national de l'aménagement du territoire sur la délimitation des zones d'habitat dégradé bénéficiant de l'exonération facultative de taxe professionnelle pour création d'établissement) (p. 8090).

Article 18 *ter* précédemment réservé *(modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée au titre de l'aménagement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 570 du Gouvernement (de précision) (p. 8092).

Après l'article 18 *ter* :

– *favorable* à l'amendement n° 587 précédemment réservé du Gouvernement (champ d'application de l'exonération facultative de taxe professionnelle en ce qui concerne les P.M.E.) (p. 8092).

Article 18 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(réduction du droit départemental d'enregistrement ou de la taxe départementale de publicité foncière liée à la mobilité des personnes) :*

– *soutient* l'amendement n° 422 de la commission (de coordination) (p. 8093) : adopté (p. 8094) ;

– *soutient* l'amendement n° 423 de la commission (objet identique) : adopté (p. 8094).

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

– *soutient* l'amendement n° 424 de la commission (définition des zones de revitalisation rurale) (p. 8096) : adopté (p. 8098) ;

– *défavorable* aux sous-amendements identiques n^{os} 547 corrigé de M. Jean Briane et 567 de M. Augustin Bonrepaux (extension aux zones répondant à l'un des critères seulement) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 592 de M. Augustin Bonrepaux (critère de potentiel fiscal) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 568 de M. Augustin Bonrepaux (extension aux cantons de très faible densité de population) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097, 8098) ;

– *soutient* l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8098) ;

– *soutient* l'amendement n° 425 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8098) ;

– *favorable* à l'amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) (p. 8098).

Après l'article 19 :

– *favorable* à l'amendement n° 590 précédemment réservé du Gouvernement (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour souscription en numéraire au capital de sociétés non côtées) (p. 8099) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 525 précédemment réservé de M. Daniel Pennec (interdiction des aides publiques aux entreprises situées dans certaines zones d'aménagement du territoire ou dans une ville de moins de 40 000 habitants délocalisant leur siège social ou leur activité) (p. 8100) ;

– *favorable* à l'amendement n° 446 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Balligand (rapport sur l'évolution des cantons compris dans les zones d'aménagement du territoire après deux années d'application de la loi) (p. 8101) ;

– *favorable* à l'amendement n° 471 précédemment réservé de M. Jean-Jacques de Peretti (délai de reprise des licences de débits de boissons) (p. 8101).

Après l'article 19 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 522 précédemment réservé de M. Yves Coussain (assujettissement à la taxe d'habitation, sur décision du conseil municipal, des locaux d'habitation vacants) (p. 8101).

Article 19 *ter* A nouveau précédemment réservé *(amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial acquis par des entreprises situées dans les zones urbaines ou rurales défavorisées) :*

– *soutient* l'amendement n° 426 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8102).

Après l'article 19 *ter* A nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 572 du Gouvernement (régime fiscal du crédit-bail immobilier) (p. 8103).

Article 19 *ter* B nouveau précédemment réservé *(exonération des cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) :*

– *soutient* l'amendement n° 427 de la commission (relèvement du plafond d'exonération et différenciation en fonction des zones) : adopté après modifications (p. 8104) ;

– *son* sous-amendement n° 591 (exclusion des zones de revitalisation rurale ; devenu rédactionnel en conséquence du sous-amendement n° 593) à l'amendement n° 427 de la commission : adopté (p. 8104) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 593 de M. Charles Millon (suppression de la différenciation par zone) à l'amendement n° 427 de la commission (p. 8104) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 560 rectifié de M. Georges Chavannes (durée d'exonération) (p. 8106) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 578 de M. Jean-Pierre Balligand (limitation à 35 p. 100 du montant des cotisations) à l'amendement n° 560 rectifié de M. Georges Chavannes (p. 8106).

Article 19 *ter* C nouveau précédemment réservé *(exonération totale ou partielle de cotisations d'allocations familiales pour les gains et rémunérations versés dans les zones rurales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 265 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8106) ;

– *soutient* l'amendement n° 428 de la commission (de coordination) : adopté (p. 8106).

Article 19 *ter* D nouveau précédemment réservé *(déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans le capital d'une société en situation de cessation de paiement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 573 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 8107).

Après l'article 19 *ter* D nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (institution d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) (p. 8107).

Article 19 *quater* nouveau précédemment réservé *(mesures à mettre en œuvre dans les zones rurales défavorisées) :*

– *soutient* l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8108).

Après l'article 19 *quater* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Michel Bouvard (extension à certaines communes frontières des aides prévues dans les zones rurales fragiles) (p. 8108).

Article 19 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(mesures à mettre en œuvre dans les zones urbaines défavorisées) :*

– *soutient* l'amendement n° 122 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8109).

Article 19 *sexies* nouveau précédemment réservé *(répartition des concours financiers de l'Etat en faveur du logement social) :*

– *soutient* l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8109).

Après l'article 19 *sexies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 124 de la commission (attribution préférentielle des concours en faveur de l'habitat ancien aux communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux) (p. 8109) : adopté (p. 8110).

Article 19 *septies* nouveau précédemment réservé *(contrats particuliers de zones fragiles conclus entre l'Etat et certains départements) :*

– *soutient* l'amendement n° 125 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8110).

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 126 précédemment réservé de la commission (mesures en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France) : adopté (p. 8111) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 224 précédemment réservé de M. Arsène Lux (ttansfert prioritaire de services ou entreprises publics de la région d'Ile-de-France vers certaines zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine) (p. 8111).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 438 de M. Henry Jean-Baptiste (schéma régional de développement du territoire de Mayotte) (p. 8112) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 437 de M. Henry Jean-Baptiste (application à Mayotte des articles 1er et 22) (p. 8112) ;

– *favorable* à l'amendement n° 489 de M. Henri Cuq (art. applicables à Mayotte et charte régionale d'aménagement et de développement propre à cette collectivité territoriale) (p. 8112).

Seconde délibération des articles 7 bis *A, 15, 15* bis *et 17 D :*

Article 7 *bis* A nouveau *(création d'un Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat créant un groupement d'intérêt public) (p. 8113).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres et fonds d'investissements des transports fluviaux. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (fusion des fonds) (p. 8113).

Article 15 *bis* *(comité de gestion du fonds d'investissements des transports terrestres et du fonds d'investissement des transports fluviaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 8113).

Article 17 D *(syndicat des transports en commun de la région d'Ile-de-France et extinction de la contribution financière de l'Etat au syndicat) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 8114).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Collectivités locales :
- coopération intercommunale et pays (p. 9575) ;
- dotation de développement rural (p. 9575).

Conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire (p. 9574).

Conseil national d'aménagement et de développement du territoire (p. 9574).

Culture (p. 9574).

Enseignement supérieur (p. 9574).

Entreprises : aides : Fonds national de développement (p. 9575).

Equipement et grands travaux : autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 9574).

Finances publiques : Fonds national de développement du territoire (p. 9575).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 9575).

Santé publique (p. 9575).

Zones prioritaires : « revitalisation rurale » (p. 9575).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Bernard Pons (suppression de l'article 17 C relatif aux concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) (p. 9595).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Aménagement du territoire :
- crédits (p. 5820) ;
- projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (p. 5820).

Organismes et structures :
- fonds d'investissement des voies terrestres et des voies navigables (p. 5821) ;
- Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5820) ;
- Fonds national de développement des entreprises (p. 5821).

Zones en difficulté : zones de montagne, zones rurales, zones minières (p. 5821).

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Cours d'eau, étangs et lacs : plan « Loire grandeur nature » ; rivières : entretien et restauration ; plans d'exposition aux risques (p. 5844).

Energie : énergies nouvelles (p. 5844).

Impôts et taxes : taxe sur les émissions de gaz carbonique (p. 5844).

Ministère de l'environnement :
- crédits (p. 5843) ;
- directions régionales de l'environnement (p. 5844).

Organismes et structures :
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5844) ;
- fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 5844) ;
- Institut français de l'environnement (p. 5844).

Questions :

Parcs : parcs nationaux (p. 5867).

Tourisme. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : espace rural : valorisation par le tourisme rural (p. 6673).

Tourisme : sports d'hiver et tourisme à la montagne (p. 6673, 6674).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 décembre 1994] :

Ses explications de vote sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 8248).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel (p. 8249).

Discussion des articles [6 et 8 décembre 1994] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 408 (mise en œuvre du principe de précaution) : retiré (p. 8292) ;

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (reconnaissance du principe de responsabilité de l'Etat à raison des conséquences de la politique de protection des espèces animales pour les personnes et les biens) (p. 8295).

Article 2 *(Commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 409 (compétence exclusive des élus pour décider de la finalité d'un projet) : retiré (p. 8315) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 193 de M. Michel Bouvard (compétence exclusive des élus pour décider de la finalité d'un projet) : rejeté (p. 8316) ;

– *son* amendement n° 410 : non soutenu (p. 8319).

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *son* amendement n° 411 (de précision) : retiré (p. 8335).

Article 5 *(agrément administratif des associations de protection de l'environnement) :*

– *soutient* l'amendement n° 381 de M. Guy Drut (élargissement de la possibilité d'agrément aux associations sportives contribuant à la défense de l'environnement) (p. 8339) : rejeté (p. 8341).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 230 de M. Louis Lauga, 232 de Mme Thérèse Aillaud et 363 de M. Michel Meylan (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8350).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

Article 40-1 nouveau :

– *son* amendement n° 412 : non soutenu (p. 8383).

Après l'article 18 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 295 de M. Thierry Mariani (création d'un fonds de prévention et de lutte contre les inondations financé par E.D.F. et géré par la Compagnie nationale du Rhône) (p. 8391).

Article 21 *bis* nouveau *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *favorable* à l'amendement n° 464 du Gouvernement (suspension par le préfet de la circulation des engins nautiques et de la pratique du tourisme) (p. 8398).

Après l'article 21 *ter* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 385 de M. Michel Bouvard (droits de fortage pluriannuels accordés par le préfet pour les cours d'eau situés en zones de montagne) (p. 8399).

Après l'article 47 :

– *son* amendement n° 413 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (renforcement des sanctions pénales en cas de destruction d'une espèce protégée) : rejeté (p. 8643) ;

– *son* amendement n° 419 soutenu M. Jacques-Michel Faure (confiscation des objets ayant servi à commettre les infractions) (p. 8643) : adopté (p. 8644) ;

– *son* sous-amendement n° 415 (de précision) à l'amendement n° 125 de la commission (confiscation des objets ayant servi à commettre les infractions) (p. 8643) : rejeté (p. 8644) ;

– *son* amendement n° 414 (confiscation des objets ayant servi à commettre des infractions) : devenu sans objet (p. 8644).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 49 de M. Michel Bouvard (entretien par les propriétaires riverains des canaux d'arrosage désaffectés rétrocédés par les associations syndicales autorisées) : adopté (p. 242).

Article 21 quater *(extraction de matériaux dans les cours d'eau de montagne) :*

– *son* amendement n° 45 (autorisation d'extraction délivrée par le préfet au vu de l'évaluation des excédents de débit solide par bassin de rivière) : retiré (p. 245).

– *ses observations* sur l'amendement n° 75 de la commission (autorisation d'extraction délivrée par le préfet au vu de l'évaluation des excédents de débit solide par bassin de rivière) (p. 245).

Après l'article 36 *sexies* :

– *son* amendement n° 1 (intitulé du chapitre III) : retiré (p. 259).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *défavorable* (p. 8940) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 87 de M. Didier Bariani (limitation à 30 p. 100 du plafond) (p. 8941).

P

PAECHT (Arthur)

Député du Var

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Défense : équipement) [13 avril 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153) [20 avril 1994]. Rapporteur d'information sur le financement de la politique spatiale militaire [20 décembre 1994].

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 146 du Règlement sur le **financement du programme européen d'avion de transport militaire (n° 1005)** [3 février 1994].

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1153) relatif à la **programmation militaire** pour les années 1995 à 2000 **(n° 1217)** [10 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 39 : Défense : équipement (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 2129).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Affaires étrangères :
- Afrique (p. 2129) ;
- contexte géopolitique ; opérations extérieures (p. 2129, 2130) ;
- Etats-Unis (p. 2130) ;
- Russie (p. 2130) ;
- ex-Yougoslavie (p. 2130).

Armée de terre : effectifs (p. 2132).

Armements classiques : missiles de croisière longue portée : arme de précision tirée à grande distance (p. 2131).

Armements nucléaires stratégiques :
- dissuasion nucléaire (p. 2130, 2131) ;
- essais nucléaires (p. 2131) ;
- missiles balistiques M^4, M^{45} et M^5 (p. 2131) ;
- modélisation et simulation : programme PALEN (p. 2131) ;
- sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (p. 2130, 2131).

Finances publiques (p. 2131).

Industries d'armement :
- commandes publiques et grands programmes (p. 2131, 2132) ;
- coopération européenne (p. 2132) ;
- coût des programmes (p. 2131).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 2130).

Parlement : recevabilité financière (p. 2129).

Service national : conscription (p. 2132).

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (seconde carrière des retraités militaires) (p. 2261) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 33 rectifié de M. Charles Cova (caractère spécifique de la pension militaire) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 2261) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Boyon (affectation de certains fonds versés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes au financement d'emplois de gendarmes) (p. 2262) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (décision relative au second porte-avions nucléaire) (p. 2265) ;

– *favorable* à l'amendement n° 26 de M. Patrice Martin-Lalande (procédure de commandes pluriannuelles des munitions) (p. 2266) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (concept de « famille » d'armement) (p. 2269).

Article 3 *(révision de la loi de programmation) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission des finances (accélération des ressources sur la période 1998-2000 au cas où la situation internationale l'exigerait) (p. 2272) : retiré (p. 2273) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission des finances (critères d'appréciation du taux de croissance) (p. 2273) : rejeté (p. 2274) ;

– *son* sous-amendement n° 31 (introduction d'un critère relatif à l'endettement public) à l'amendement n° 2 de la commission des finances (p. 2273) : adopté (p. 2274) ;

– *son* sous-amendement n° 32 (rédactionnel) à l'amendement n° 2 de la commission des finances (p. 2273) : adopté (p. 2274).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 3 (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 2277) : retiré (p. 2279).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Son interruption (p. 6339).

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour l'équipement [2 novembre 1994] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique (p. 6298).

Industries d'armement :
- commandes publiques : évolution (p. 6298, 6299) ;
- coopération européenne (p. 6299) ;
- D.G.A. (p. 6299) ;
- entreprises publiques : recapitalisation (p. 6299) ;
- exportations (p. 6298) ;
- SNECMA (p. 6299).

Loi de programmation militaire : objectifs et moyens (p. 6297, 6298, 6339).

Ministère : crédits (p. 6297, 6298).

PAILLE (Dominique)

Député des Deux-Sèvres

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, (n° 1283) autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283) [9 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, (n° 1283) autorisant la **ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1391)** [16 juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Situation en Bosnie** : attitude de la France : Gorazde : FORPRONU : Union européenne [20 avril 1994] (p. 997).

– **Prime au monde rural** : élevage ovin : conditions d'attribution [12 octobre 1994] (p. 5314).

– **Situation politique au Gabon** : droits de l'homme [23 novembre 1994] (p. 7354).

orales sans débat :

– **n° 349,** posée le 3 mai 1994 : **préretraites agricoles** (p. 1416). Appelée le 5 mai 1994 : agriculture : prolongation du système de préretraites (p. 1511).

– **n° 368,** posée le 16 mai 1994 : **retraités de la gendarmerie** (p. 1812). Appelée le 19 mai 1994 : revendications (p. 1938).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Soutient la motion d'ajournement adoptée par la commission des affaires étrangères en application de l'article 128, alinéa 2, du règlement (p. 3248) : rejetée (p. 3249).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi (p. 3243, 3248).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil européen de Corfou (p. 3241, 3243) ;
- Cour de justice : décision en référé (p. 3248) ;
- traité de Maastricht et politique étrangère et de sécurité commune (p. 3241).

Europe centrale et de l'Est : « association » à l'U.E.O. (p. 3242).

Grèce (p. 3242, 3243).

Macédoine et Balkans (p. 3242, 3248).

Union de l'Europe occidentale : genèse, nouvelles adhésions, pays associés, déclaration de Petersberg, missions (p. 3241 à 3243).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

– *son intervention* (p. 5419).

Agriculture : aviculture (p. 5420).

Communautés européennes et Union européenne : budget : généralités, dépenses et procédure (p. 5420).

Constitution : article 88-4 et « réserve d'examen parlementaire » (p. 5419, 5420).

Contribution française : montant et « retour » (p. 5420).

Fonds structurels (p. 5420).

Lois : proposition de loi organique « Alphandéry-Le Garrec » (p. 5420).

Parlement : information (p. 5420).

Deuxième partie :

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Défense : défense commune (p. 6413).

Fonction publique. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Administration : Centre des hautes études européennes (p. 6640).

Fonctionnaires et agents publics :
- ministère de la fonction publique : crédits (p. 6640) ;
- rémunérations : niveau, évolution et accord salarial du 9 novembre 1993 (p. 6640).

Hauts fonctionnaires (p. 6641).

Lois : loi n° 94-530 du 28 juin 1994 relative à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (p. 6640).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6641).

PAIX (Jean-Claude)

Député de la Haute-Garonne

(1re circonscription)

Non inscrit puis U.D.F.

Elu le 19 juin 1994.

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 21 juin 1994] (p. 8936).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 23 juin 1994] (p. 9074).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 24 juin 1994] (p. 9150).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6028).

PANAFIEU (Françoise de)

Député de Paris

(17e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (culture et francophonie) [13 avril 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (n° 957) [*J.O.* du 2 juin 1994] (p. 7995).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 961) [*J.O.* du 3 juin 1994] (p. 8044).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 12 : Culture et francophonie (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 806) ;
- couples : âge, projet parental (p. 806) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 806) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 806).

Ethique : bioéthique : législateur (p. 805, 806).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 806).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 859).

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 268 de M. Charles de Courson (cessation en cas de décès des deux membres du couple) à l'amendement n° 17 de la commission (cessation de la conservation des embryons en cas de décès d'un membre du couple) (p. 865).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *favorable* à l'amendement n° 104 de Mme Véronique Neiertz (suppression de l'autorisation judiciaire) (p. 867).

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 895).

Sa demande de seconde délibération des articles 4 et 5 : acceptée (p. 912).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *son* amendement n° 2 (suppression de l'alinéa relatif au test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 914) : adopté (p. 915).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [10 octobre 1994] :

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (possibilité d'intervention des services de police dans les parties communes des immeubles d'habitation par déclaration des propriétaires ou exploitants) (p. 5180).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [18 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5620, 5621).

Bibliothèque nationale de France (p. 5620).

Cinéma : Palais de Tokyo (p. 5620).

Francophonie (p. 5621).

Grands travaux :
- centre Georges-Pompidou (p. 5620) ;
- crédits (p. 5619).

Lois : loi de programme n° 93-1437 du 31 décembre 1993 relative au patrimoine monumental (p. 5621).

Ministère de la culture et de la francophonie :
- agents : effectifs (p. 5620) ;
- agents : vacataires (p. 5620) ;
- crédits : montant, évolution et répartition (p. 5619).

Musées : Louvre (p. 5621).

Musique :
- cité de la musique (p. 5620) ;
- opéra (p. 5620).

Patrimoine :
- politique (p. 5620, 5621) ;
- Versailles (p. 5621).

Théâtre :
- Comédie française (p. 5620) ;
- Théâtre national de Strasbourg (p. 5620).

PANDRAUD (Robert)

Député de la Seine-Saint-Denis

(8e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680) [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonctions d'inspection et de contrôle à l'échelon communautaire [10 août 1994].

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 21 au 31 décembre 1993** (nos E-172 à E-183) **(n° 952)** [18 janvier 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de **décision du Conseil** portant conclusion, sous forme d'échanges de lettres, d'un **accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement sur la contribution de la Communauté économique européenne au compte « Sûreté nucléaire »** (n° E-175) **(n° 953)** [18 janvier 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **conditions de mise en vigueur des accords de Schengen (n° 968)** [25 janvier 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 31 janvier 1994** (nos E-184 à E-199) **(n° 1010)** [16 février 1994].

Proposition de résolution sur le projet de **directive de la Commission** modifiant les directives 88/301/C.E.E. et 90/388/C.E.E. en ce qui concerne les **communications par satellites** (n° E-190) **(n° 1014)** [17 février 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 28 février 1994** (nos E-200 à E-223) **(n° 1047)** [10 mars 1994].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'**ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055)** [24 mars 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de **décision du Conseil** relative à l'exercice de la **compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail** en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) **(n° 1058)** [25 mars 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 31 mars 1994** (nos E-224 à E-232) **(n° 1078)** [12 avril 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 30 avril 1994** (nos E-233 à E-239) **(n° 1202)** [3 mai 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur la **Xe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements de la Communauté européenne** tenue à Athènes les 9 et 10 mai 1994 **(n° 1237)** [17 mai 1994].

Proposition de résolution modifiant le **Règlement de l'Assemblée nationale (n° 1370)** [13 juin 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er au 31 mai 1994** (nos E-240 à E-256) **(n° 1384)** [15 juin 1994].

Proposition de loi tendant à appliquer pour les **élections des représentants au Parlement européen la règle de présentation en vigueur pour l'élection du Président de la République** et à modifier l'article 9 du chapitre IV de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen **(n° 1416)** [21 juin 1994].

Proposition de loi tendant à permettre à l'administration d'effectuer un contrôle réel quant à l'identité des **personnes sollicitant la délivrance de documents d'identité ou l'attribution d'aides sociale (n° 1417)** [21 juin 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le **suivi des affaires européennes à l'Assemblée nationale (n° 1436)** [28 juin 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **transports ferroviaires en Europe (n° 1484)** [6 juillet 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 1er juin au 10 juillet 1994** (nos E-257 à E-273) **(n° 1497)** [12 juillet 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **collecte des statistiques communautaires des échanges de biens :**

- proposition de règlement (CE) du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens de la Communauté et de ses Etats membres avec les pays tiers (n° E-194) ;
- projet de règlement (CE) du Conseil relatif à l'action de la Communauté dans le domaine statistique (n° E-236),

(1499) [12 juillet 1994].

Proposition de résolution sur la **collecte des statistiques communautaires des échanges de biens :**

- proposition de règlement (CE) du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens de la Communauté et de ses Etats membres avec les pays tiers (n° E-194) ;
- projet de règlement (CE) du Conseil relatif à l'action de la Communauté dans le domaine statistique (n° E-236),

(1501) [12 juillet 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 11 juillet au 9 août 1994** (nos E-274 à E-283) **(n° 1523)** [10 août 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 août au 2 septembre 1994** (nos E-284 à E-292) **(n° 1526)** [14 septembre 1994].

Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et tendant à améliorer le **contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget des Communautés européennes (n° 1532)** [22 septembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 3 septembre au 2 octobre 1994** (nos E-293 à E-300) **(n° 1566)** [5 octobre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public** excessif en France (n° E-305) **(n° 1574)** [7 octobre 1994].

Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public** excessif en France (document E-305) **(n° 1575)** [7 octobre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, du Traité de Rome à l'Union européenne élargie : **trente-cinq ans de construction européenne** (textes comparés) **(n° 1620)** [2 novembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 3 au 23 octobre 1994** (nos E-301 à E-317) **(n° 1622)** [2 novembre 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la **Convention sur la sûreté nucléaire par la communauté européenne de l'énergie atomique** (COM (94) 362 final – E-302) **(n° 1624)** [2 novembre 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/C.E.E. et déterminant le champ d'application de son article 14, paragraphe 1, point *d* en ce qui concerne l'**exonération de la taxe sur la valeur ajoutée de certaines importations définitives de biens** (COM (94) 370 – E-306) **(n° 1626)** [2 novembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la **XIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements de l'Union européenne,** tenue à Bonn les 24 et 25 octobre 1994 **(n° 1660)** [15 novembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 24 octobre au 17 novembre 1994** (nos E-318 à E-324) **(n° 1714)** [22 novembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 18 au 29 novembre 1994** (nos E-325 à E-332) et sur la **proposition de règlement (CE) du Conseil déterminant les cas dans lesquels une franchise de droits à l'importation ou de droits à l'exportation est accordée** (COM (94) 232 final n° 275) **(n° 1765)** [6 décembre 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les **propositions d'actes communautaires soumises par le gouvernement à l'Assemblée nationale du 30 novembre au 19 décembre 1994** (nos E-333 à E-345) **(n° 1836)** [20 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Application de l'article 88-4 de la Constitution** : Assemblée nationale : contrôle des actes communautaires : transmission des textes par le Gouvernement : délais [29 juin 1994] (p. 3810, 3811).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 janvier 1994] :

Assemblée nationale :

– délégation pour les Communautés européennes (p. 291, 292) ;

– résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 291).

Constitution : article 88-4 (p. 292).

Listes électorales : résidences secondaires (p. 291).

Discussion des articles [19 janvier 1994] :

Article 3 *(listes électorales complémentaires : art. 2-2 à 2-7 nouveaux de la loi du 7 juillet 1977) :*

Article 2-6 nouveau de la loi du 7 juillet 1977 (autorisation d'informer les autres Etats membres de la capacité électorale des citoyens français qui y résident) :

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour l'Etat d'informer les membres de l'Union de la capacité électorale des citoyens français qui ont choisi de participer à l'élection dans un autre Etat) (p. 318).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 janvier 1994] :

Elections européennes : fraudes (p. 439).

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Article 2 *(droit de vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France : art. 2-1 nouveau de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (résident en France les ressortissants communautaires qui y ont leur domicile ou dont la résidence y a un caractère continu) (p. 440).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [27 janvier 1994] :

Listes électorales : inscription ; communes : charges (p. 469).

– **Proposition de résolution sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité : un nouveau programme de soutien et de stimulation de l'innovation 1994-1999 et le rapport sur la mise en œuvre du programme communautaire pour une intégration économique et sociale des groupes les moins favorisés (1989-1994) (n° E-164) (n° 916).**

En qualité de président de la Délégation pour les Communautés européennes.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : contrôle budgétaire (p. 374).

Exclusion sociale et pauvreté (p. 374).

Discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de M. Maurice Ligot (suppression du cinquième alinéa demandant le renforcement des moyens d'action de la Commission sur le fondement de l'article 235 du traité de Rome) (p. 381) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Maurice Ligot (évaluation par la Cour des Comptes européenne des actions financées par le programme « Pauvreté IV » ; rectifié (évaluation confiée à « un organisme réellement indépendant de la Commission européenne ») (p. 382).

– Proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Article 48 *(délai de dépôt des amendements des députés : art. 99 du Règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Mazeaud (fixation à trois jours de séance suivant la distribution du rapport du délai normal de dépôt des amendements) (p. 429).

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1994] :

Affaires étrangères : Allemagne : cour constitutionnelle : décision du 12 octobre 1993 (traité de l'Union européenne) (p. 1277, 1278).

Assemblée nationale : Délégation pour les Communautés européennes (p. 1278, 1279).

Assemblée nationale : propositions de résolutions sur des propositions d'actes communautaires :
- dépôt et discussion (p. 1276, 1277) ;
- proposition de résolution n° 916 sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité (p. 1277).

Communautés européennes et Union européenne :
- Conseil : présidence française : parlementaires nationaux : association et information (p. 1279, 1280) ;
- construction européenne (p. 1276) ;
- Parlement européen (p. 1279).

Conseil d'Etat : avis (p. 1278).

Constitution : article 88-4 :
- champ d'application : actes communautaires et actes de l'Union européenne (p. 1279) ;
- champ d'application : domaines de la loi et du règlement (p. 1278) ;
- mise en œuvre : documents communautaires : délais de transmission (p. 1278).

Discussion des articles [28 avril 1994] :

Après l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Lefort (examen obligatoire par les délégations de tout projet d'acte communautaire préalablement à son adoption) (p. 1287) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (obligation faite au Gouvernement de faire état au Conseil des résolutions parlementaires) (p. 1288).

– Proposition de résolution sur le projet de directive de la Commission modifiant les directives 88-301/C.E.E. et 90-388/C.E.E. en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190) (n° 1014).

Avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Son intervention (p. 1318).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : utilisation de l'article 90-3 et de l'article 100-A du traité de Rome (p. 1318, 1319) ;
- Cour de justice : jurisprudence (p. 1318, 1319) ;
- Parlement européen : avis du 18 avril 1994 (p. 1318).

Parlement français : article 88-4 de la Constitution : mise en œuvre (p. 1318).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058).

Avant la discussion de l'article unique [5 mai 1994] :

Son intervention (p. 1552).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : participation à l'exercice de la compétence externe (p. 1552) ;
- Cour de justice : avis (p. 1553) ;
- Europe sociale (p. 1552).

Organisation internationale du travail : compétence, fonctionnement, œuvre (p. 1552, 1553).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [20 mai 1994] :

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 4202 de M. Patrick Balkany (participation au second tour de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants des seuls candidats ayant obtenu 12,5 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 2036).

Après l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Floch (nombre maximum des candidats du même sexe sur une même liste fixé à 55 p. 100 du nombre des candidats de cette liste à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 2048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Jacques Floch (vote aux élections municipales des citoyens de l'Union européenne résidant en France) (p. 2053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Jacques Floch (interdiction de modifier le mode de scrutin pour le renouvellement des conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants dans l'année précédant l'échéance normale de ce renouvellement) (p. 2055).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Commerce extérieur :
- accords de Marrakech : ratification française (p. 2951) ;
- G.A.T.T. : négociations et accord (p. 2945).

Communautés européennes et Union européenne :
- budget communautaire (p. 2945, 2946) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2945) ;
- Parlement européen (p. 2944) ;
- vote des résidents aux élections municipales (p. 2946).

Parlement : parlements nationaux : rôle (p. 2944, 2945, 2947).

Transports :
- transports aériens (p. 2946) ;
- transports ferroviaires (p. 2946).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Après l'article 28 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 954 de M. Eric Raoult (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4774).

– Proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n°s E-246 à E-255) (n° 1295).

Avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] (p. 4835) :

Son intervention (p. 4836).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : budget : politique étrangère et de sécurité commune (p. 4838).

Constitution : article 88-4 (p. 4837, 4838).

Proposition de résolution : opportunité (p. 4836 à 4838).

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Son intervention (p. 4858).

Son interruption (p. 4860).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : délégation pour l'Union européenne : empiètement sur les pouvoirs des commissions permanentes (p. 4858).

Partis et mouvements politiques : parti socialiste (p. 4860).

– ***Rappel au règlement :*** estime que M. Martin Malvy n'est pas fondé à demander que le Premier ministre vienne s'expliquer sur les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5405).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

– *son intervention en qualité de Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne* (p. 5410).

Communautés européennes et Union européenne : élargissement : Autriche et pays scandinaves : conséquences financières (p. 5411).

Constitution : article 88-4 et « réserve d'examen parlementaire » (p. 5411).

Gouvernement : ministre d'Etat chargé des affaires européennes (p. 5410).

Lois : proposition de loi organique « Alphandéry-Le Garrec » (p. 5411).

Parlement : information (p. 5411, 5412).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

– *ses interventions* en qualité de président de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 6390, 6408).

Assemblée nationale : accords de Marrakech : ratification (p. 6408).

Budget communautaire :
- contribution française : présentation dans la loi de finances (p. 6390) ;
- projet de budget pour 1995 : élargissement de la Communauté et maîtrise des dépenses publiques (p. 6391).

Constitution : article 88-4 (p. 6391).

Ministère : crédits (p. 6391).

Parlements nationaux : dialogue avec le Parlement européen (p. 6391).

Politique agricole commune : quotas laitiers italiens (p. 6390).

– Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (document E-305) (n° 1575).

Avant la discussion de l'article unique [17 octobre 1994] :

Son intervention en qualité de président de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 5584).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :
- délégation pour l'Union européenne (p. 5586, 5587) ;
- Président (p. 5585).

Communautés européennes et Union européenne : Maastricht (p. 5584, 5585).

Constitution : article 88-4 (p. 5584 à 5586).

Juridictions administratives : Conseil d'Etat (p. 5585).

Lois de finances : pouvoirs du Parlement et du Gouvernement (p. 5586).

– Question européenne : « application des accords de Schengen ».

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] (p. 7307) :

Accords de Schengen : comité exécutif.

Assemblée nationale : nouvelle procédure.

Etrangers : contrôles aux frontières extérieures.

Informatique : « système d'information Schengen ».

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Première lecture :

Rappel au règlement : regrette l'absence de nombreux députés lors du débat sur l'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande à l'Union européenne [2 décembre 1994] (p. 8153).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Audiovisuel (p. 8450).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 8449).

Communautés européennes et Union européenne :
- Europe sociale (p. 8449) ;
- instruments de politique commerciale (p. 8449) ;
- politique agricole commune (p. 8450) ;
- présidence française (p. 8449, 8450).

Informatique : fichiers nominatifs : protection (p. 8450, 8451).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final – n° E-330) (n° 1766).

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Ses interruptions (p. 9353, 9358).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : « compromis de Luxembourg » (p. 9353).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9359).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Charles Josselin (contradictions dans la position du Gouvernement français) (p. 9367) ;

– *son* amendement n° 12 (souci de fermeté de la part du Gouvernement) : adopté (p. 9368).

PAPON (Monique)

Député de la Loire-Atlantique

(1re circonscription)

U.D.F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5611).

Devient membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5612).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) (n° 1210) [19 mai 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations (ensemble un échange de lettres interprétatif signées à Paris les 29 et 30 juin 1994) (n° 1483) [12 juillet 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la Convention sur la sûreté nucléaire par la communauté européenne de l'énergie atomique (n° 1624) [17 novembre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1210) autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'**amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) (n° 1364)** [9 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1483) autorisant l'approbation de l'accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise en matière d'impôts sur les successions et les donations** (ensemble un échange de lettres interprétatif **(n° 1538)** [28 septembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Robert Pandraud, rapporteur de la Délégation pour l'Union européenne, (n° 1624) sur la proposition de décision du Conseil approuvant la conclusion de la **Convention sur la sûreté nucléaire par la communauté européenne de l'énergie atomique (n° 1731)** [29 novembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3243, 3244) :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi.

Europe centrale et de l'Est : « association » à l'U.E.O.

Grèce.

Macédoine et Balkans.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

Union de l'Europe occidentale : genèse, nouvelles adhésions, pays associés, déclaration de Petersberg, missions.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) (n° 1210).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

INIBAP : mise en place, privilèges et immunités (p. 3261, 3262).

Recherche (p. 3261).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 42 *(relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) :*

– *son* amendement n° 223 soutenu par M. Gilbert Gantier (extension aux personnes âgées demeurant dans des résidences de services) (p. 6995) : retiré (p. 6997).

PARROTIN Georges

Conseil économique et social

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Sa présentation de l'avis du Conseil économique et social (p. 4232).

Principaux thèmes développés :

Aménagement rural (p. 4232).

Collectivités locales :

- compétences (p. 4233) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4232, 4233) ;
- décentralisation (p. 4232).

Communes : Paris (p. 4232).

Conseil économique et social (p. 4232, 4233).

Consultation nationale (p. 4233).

Enseignement (p. 4232).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4232).

Etat :

- déconcentration (p. 4232) ;
- rôle (p. 4233).

Finances publiques : fonds : infrastructures de transports (p. 4233).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4233).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4232, 4233).

Transports (p. 4232).

PASCALLON (Pierre)

Député du Puy-de-Dôme

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Retrait de la **proposition de résolution** tendant à créer une **commission d'enquête sur la possibilité de libérer des emplois par interdiction des cumuls (n° 686)** déposée le 4 novembre 1993 [25 janvier 1994].

Proposition de loi créant un **Fonds national d'amortissement des variations climatiques** pour les stations de sports d'hiver **(n° 1520)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi tendant à modifier le délai d'intervention d'une commune dans le cadre de la **procédure de déclaration d'abandon manifeste (n° 1631)** [3 novembre 1994].

Proposition de loi visant à modifier l'article 6 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des **personnes handicapées (n° 1678)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Jeunes en grande difficulté** : insertion professionnelle : R.M.I. ; C.E.S. : conditions d'attribution ; prime au premier emploi ; réseau d'accueil [27 avril 1994] (p. 1172, 1173).

- **Aides à la presse d'opinion** : aides de l'Etat : T.V.A. : taux zéro [2 novembre 1994] (p. 6330, 6331).

orales sans débat :

- **n° 338,** posée le 3 mai 1994 : **désenclavement du sud du Puy-de-Dôme** (p. 1414). Appelée le 5 mai 1994 : autoroute A 89 : tracé ; école des douanes : implantation à Issoire (p. 1522 à 1524).

- **n° 559,** posée le 6 décembre 1994 : **liaison T.G.V. desservant le Massif central** (p. 8367). Appelée le 8 décembre 1994 : étude et perspectives (p. 8494, 8495).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2235) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Armée de l'air : avion Rafale.

Armements classiques : chars Leclerc.

Guerre du Golfe : enseignements.

Industries d'armement : coopération européenne.

Marine nationale : porte-avions à propulsion nucléaire.

Renseignement : programmes « Syracuse », « Socrate », « Hélios », « Osiris ».

- **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] (p. 5356) :

Finances publiques : déficits budgétaire et sociaux.

Impôt sur le revenu.

Jeunes et consultation à l'initiative du Gouvernement.

Secteur public : entreprises publiques : privatisations.

PASQUA (Charles)

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086)** [13 avril 1994].

Projet de loi d'**orientation pour le développement du territoire(n° 1382)** [15 juin 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

- ***Goujon (Philippe) :* manifestations et maintien de l'ordre** : dégradations et dommages : indemnisation ; police : manifestations du ptintemps 1994 [6 avril 1994] (p. 552).

- ***Muller (Alfred) :* sécurité à Strasbourg** : plan de réforme de la police ; Strasbourg [6 avril 1994] (p. 561).

- ***Urbaniak (Jean) :* bassin minier du Pas-de-Calais** : charbon : houillères du Nord-Pas-de-Calais : aides : GIRZOM ; FINORPA ; Commissariat à l'industrialisation [13 avril 1994] (p. 714, 715).

- ***Dhinnin (Claude) :* lutte contre la drogue** : trafic : lutte et prévention ; ouverture des frontières [13 avril 1994] (p. 718).

- ***Glavany (Jean) :* date des élections municipales** : élections de 1995 : [13 avril 1994] (p. 722, 723).

– ***Balligand (Jean-Pierre)*** : **violences urbaines** : agglomérations urbaines : violences de la banlieue lyonnaise d'avril 1994 : plans départementaux de sécurité [20 avril 1994] (p. 987).

– ***Tarrot (Michel)*** : **violences dans la région lyonnaise** : agglomérations urbaines : violences de la banlieue lyonnaise d'avril 1994 : casseurs étrangers : expulsion [20 avril 1994] (p. 992, 993).

– ***Bételle (Raoul)*** : **demandeurs d'asile algériens** : politique et réglementation ; F.I.S. et P.K.K. : surveillance [20 avril 1994] (p. 993, 994).

– ***Calvel (Jean-Pierre)*** : **événements de Bron et de Vaulx-en-Velin** : agglomérations urbaines : violences de la banlieue lyonnaise d'avril 1994 : Bron ; Vaulx-en-Velin ; drogue : trafic [20 avril 1994] (p. 998, 999).

– ***Aurillac (Martine)*** : **indemnisation à la suite de manifestations** : manifestations des 10 et 17 mars 1994 à Paris : dégradations et dommages : indemnisation [4 mai 1994] (p. 1435).

– ***Mersaud (Alain)*** : **implications pour la France de la situation en Algérie** : Assassinat de deux religieux français en mai 1994 ; ressortissants français : protection ; réseaux terroristes implantés en France ; F.I.S. [11 mai 1994] (p. 1682, 1683).

– ***Delattre (Francis)*** : **Conditions de l'attribution d'un logement à M. Kraouche** : mouvements Fraterniré algérienne et F.I.S. ; expulsion ou assignation à résidence ; offices d'H.L.M. ; Franconville [11 mai 1994] (p. 1689).

– ***Michel (Jean-Pierre)*** : **représentation des femmes dans les assemblées parlementaires** : égal accès aux mandats politiques : modification de la législation et organisation d'un référendum [1er juin 1994] (p. 2479, 2480).

– ***Gulchon (Lucien)*** : **immigrés en situation irrégulière** : intégration [8 juin 1994] (p. 2727).

– ***Lellouche (Pierre)*** : **sécurité des agglomérations urbaines de banlieue** : police : effectifs ; réforme [15 juin 1994] (p. 2992, 2993).

– ***Calvel (Jean-Pierre)*** : **sécurité** : banlieues ; police : effectifs de personnel ; étrangers délinquants : expulsion [15 juin 1994] (p. 2998, 2999).

– ***Saint-Sernin (Frédéric de)*** : **immigration clandestine** : prévention et contrôle [22 juin 1994] (p. 3344).

– ***Foucher (Jean-Pierre)*** : **agissement des sectes** : réglementation [12 octobre 1994] (p. 5312, 5313).

– ***Bateux (Jean-Claude)*** : **plans locaux de sécurité** : agglomérations urbaines [19 octobre 1994] (p. 5680).

– ***Hage (Georges)*** : **trafic international de la drogue** : législation au sein de l'Union européenne [19 octobre 1994] (p. 5686, 5687).

– ***Royer (Jean)*** : **sécurité** : îlotage : effectifs de personnel ; périodes nocturnes [2 novembre 1994] (p. 6327).

– ***Léonard (Gérard)*** : **date d'entrée en vigueur des accords de Schengen** : application [2 novembre 1994] (p. 6329, 6330).

– ***Hermier (Guy)*** : **inondations** : inondations du Sud de la France ; lutte et prévention : aides de l'Etat [9 novembre 1994] (p. 6651, 6652).

– ***Godfrain (Jacques)*** : **inondations** : inondations du Sud de la France : lutte et prévention : aides de l'Etat [9 novembre 1994] (p. 6652, 6653).

– ***Lellouche (Pierre)*** : **profanation d'une synagogue** : lieux de culte de la communauté israélite : protection [9 novembre 1994] (p. 6654).

– ***Lux (Arsène)*** : **services publics en milieu rural** : maintien [9 novembre 1994] (p. 6655, 6656).

– ***Salles (Rudy)*** : **inondations** : inondations du Sud de la France : lutte et prévention ; aides de l'Etat [9 novembre 1994] (p. 6658, 6659).

– ***Soisson (Jean-Pierre)*** : **sans-abri** : personnes sans domicile fixe : plan pour l'hébergement d'urgence : stationnement et campement : police [9 novembre 1994] (p. 6662, 6663).

– ***Schléret (Jean-Marie)*** : **sécurité** : troubles en milieu scolaire et péri-scolaire ; transports en commun [16 novembre 1994] (p. 6940).

– ***Glevany (Jean)*** : **réception des maires de France** : Premier ministre : coût de la réception des maires de France le 15 novembre 1994 [16 novembre 1994] (p. 6946, 6947).

– ***Joly (Antoine)*** : **répression des menées islamistes** : groupe islamique armé : activités en France [16 novembre 1994] (p. 6950).

– ***Ayrault (Jean-Marc)*** : **organisation de « primaires »** : élection présidentielle [23 novembre 1994] (p. 7350, 7351).

– ***Robien (Gilles de)*** : **sécurité dans les villes** : sécurité des biens et des personnes ; incidents d'Amiens [23 novembre 1994] (p. 7353, 7354).

– ***Urbeniak (Jean)*** : **service d'incendie et de secours** : sapeurs-pompiers volontaires : statut [23 novembre 1994] (p. 7356, 7357).

– ***Sarre (Georges)*** : **organisation de « primaires »** : élection présidentielle [23 novembre 1994] (p. 7357).

– ***Porcher (Marcel)*** : **insécurité dans la grande couronne parisienne** : effectifs de personnel ; rémunérations [14 décembre 1994] (p. 9057, 9058).

– ***Nungesser (Roland)*** : **fraude électorale** : lutte et prévention [14 décembre 1994] (p. 9060).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 janvier 1994] :

Son intervention (p. 293).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée et soutenue par : *Villiers (Philippe de)* (p. 304).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 293).

Communautés européennes et Union européenne :

- citoyenneté européenne et « peuple européen » (p. 293) ;
- citoyenneté européenne : dérogations : Luxembourg (p. 296).

Conseil constitutionnel :

- décision n° 76-71 DC du 30 septembre 1976 (décision du Conseil des communautés européennes et acte annexé relatifs à l'élection de l'Assemblée des communautés au suffrage universel direct) (p. 294) ;

– décision n° 92-308 DC du 9 avril 1992 (traité sur l'Union européenne) (p. 294, 304).

Elections européennes :
– candidatures (p. 295) ;
– électeurs (p. 293, 294) ;
– fraudes (p. 295).

Elections municipales (p. 293, 296).

Listes électorales :
– Institut national de la statistique et des études économiques : rôle (p. 295) ;
– résidences secondaires (p. 295, 296).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique d'aménagement du territoire [26 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Bâtiment et travaux publics : équipements collectifs (p. 1119).

Collectivités locales : décentralisation (p. 1118, 1124).

Développement local et « bassins de vie » (p. 1118, 1119).

Etat :
– rôle (p. 1118) ;
– services : implantation (p. 1119, 1124).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1118, 1124).

Lois : projet de loi d'orientation (p. 1118, 1119, 1125).

Lois de finances (p. 1119, 1124).

Politique d'aménagement du territoire (p. 1117).

Politique générale (p. 1117).

Secteur public : entreprises publiques (p. 1119).

Société française (p. 1117).

Télécommunications (p. 1119).

Villes (p. 1118).

– sécurité [17 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Défense : gendarmerie (p. 1764, 1765).

Délinquance et criminalité :
– délinquance économique (p. 1763) ;
– évolution (p. 1763, 1764, 1771) ;
– prise d'otages : école Commandant-Charcot (p. 1765).

Douanes (p. 1764, 1765).

Drogue (p. 1763).

Droits de l'homme et libertés publiques : manifestations (p. 1765).

Justice (p. 1771).

Lois :
– loi n° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité (p. 1764) ;
– loi n° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (p. 1764) ;
– projet de loi d'orientation relatif à la police : préparation (p. 1764, 1765, 1770).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 1764).

Police nationale :
– brigades régionales d'enquête et de coordination (p. 1764) ;
– commissariats de police (p. 1764) ;
– C.R.S. (p. 1764) ;
– départementalisation (p. 1764) ;
– personnels : affectations et hommage (p. 1764, 1765, 1770) ;
– sûretés départementales (p. 1764).

Politique générale (p. 1765, 1770, 1771).

Sécurité (p. 1763, 1770).

Sécurité : plans départementaux (p. 1764).

Villes : quartiers en difficultés (p. 1765, 1770, 1771).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [17 et 18 mai 1994] :

Son intervention (p. 1739).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 1747).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 1752).

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 1819).

Principaux thèmes développés :

Campagnes électorales (p. 1739).

Comptes de campagne (p. 1740, 1741).

Conseil constitutionnel :
– décision n° 87-233 DC du 5 janvier 1988 (loi relative aux élections cantonales) (p. 1740, 1747) ;
– élections présidentielles (p. 1739, 1740).

Constitution : article 7 (p. 1739).

Elections municipales (p. 1739, 1740, 1819).

Elections présidentielles (p. 1739).

Elections sénatoriales (p. 1740, 1819).

Lois :
– loi n° 88-26 du 8 janvier 1988 relative aux élections cantonales (p. 1740, 1747) ;
– loi n° 90-1103 du 11 décembre 1990 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux (p. 1741).

Discussion des articles [18, 20 mai 1994] :

Article 1er *(report des élections municipales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Jacques Floch (de suppression) (p. 1820) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jacques Floch (fixation aux mercredis 1er et 8 mars 1995) (p. 1822).

Assemblée nationale : amendements : irrecevabilité (p. 1822).

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Jacques Floch (fixation aux jeudis 2 et 9 mars 1995) (p. 1823) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Jacques Floch (fixation aux vendredis 3 et 10 mars 1995) (p. 1823) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Jacques Floch (fixation aux samedis 4 et 11 mars 1995) (p. 1824) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de M. Jacques Floch (fixation aux dimanches 5 et 12 mars 1995) (p. 1824) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Jacques Floch (fixation aux lundis 6 et 13 mars 1995) (p. 1824) ;

– *défavorable* aux amendements nos 46 à 63 de M. Jacques Floch (fixation de la date du prochain renouvellement des conseillers municipaux successivement aux différents jours compris entre les mardis 7 et 14 et les vendredis 24 et 31 mars 1995) (p. 1826).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jacques Floch (fixation de la date d'ouverture de la campagne électorale officielle pour les élections municipales au deuxième lundi précédant le jour de scrutin) (p. 1826) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 65 de M. Jacques Floch (fixation de cette même date au troisième lundi précédant le jour de scrutin) (p. 1827) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 66 à 71 de M. Jacques Floch (fixation de cette même date successivement chaque autre jour de la troisième semaine précédant le jour de scrutin) (p. 1827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jacques Floch (distribution des documents de propagande électorale quinze jours au moins avant le premier tour de scrutin) (p. 1828) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Jacques Floch (distribution des documents de propagande électorale quatorze jours au moins avant le premier tour de scrutin) (p. 1830) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Jacques Floch (distribution des documents de propagande électorale treize jours au moins avant le premier tour de scrutin) (p. 1830) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 75 à 82 de M. Jacques Floch (distribution des documents de propagande électorale successivement entre douze jours et cinq jours au moins avant le premier tour de scrutin) (p. 1831) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs seize jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs dix-sept jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs dix-huit jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1834) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs dix-neuf jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1834) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Jacques Floch (publication de l'arrêté de convocation des électeurs vingt jours au moins avant le prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1834) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures au plus tard le deuxième jeudi précédant le premier tour de scrutin du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 1835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le deuxième mercredi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1836) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le deuxième mardi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1837) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le deuxième lundi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1838) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième samedi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1839) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième vendredi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1840) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième jeudi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1841) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 95 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième mercredi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1842) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 96 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième mardi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1842) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Jacques Floch (dépôt des mêmes candidatures au plus tard le troisième lundi précédant le premier tour de scrutin) (p. 1843) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 349 de M. Jacques Floch (campagne audiovisuelle à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1844) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Jacques Floch (émissions télévisées des partis politiques à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1845).

Article 2 *(période de collecte des fonds en vue des élections municipales de juin 1995) :*

– *ses observations* (p. 2031) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Jacques Floch (de suppression) (p. 2033) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 de la commission (dépenses retracées dans le compte de campagne) (p. 2034).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 4202 de M. Patrick Balkany (participation au second tour de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants des seuls candidats ayant obtenu 12,5 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 2035).

Article 3 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) :*

– *ses observations* (p. 2038) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jacques Floch (de suppression) (p. 2039).

T.O.M. : Nouvelle-Calédonie : élections provinciales.

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Floch (liste ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour de scrutin dans les communes de 3 500 habitants et plus obtenant 35 p. 100 du nombre des sièges à pourvoir) (p. 2043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jacques Floch (pourcentage précité fixé à 40 p. 100 du nombre de sièges à pourvoir) (p. 2044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Floch (pourcentage précité fixé à 45 p. 100 du nombre de sièges à pourvoir) (p. 2044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Jacques Floch (parité et alternance hommes-femmes sur les listes des candidats à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 2046) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 39, 38, 37 et 36 de M. Jacques Floch (nombre maximum des candidats du même sexe sur une même liste fixé respectivement à 50 p. 100, 51 p. 100, 52 p. 100 et 53 p. 100 du nombre des candidats de cette liste à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 2047) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Jacques Floch (plafond précité fixé à 54 p. 100) (p. 2048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Jacques Floch (plafond précité fixé à 55 p. 100) (p. 2048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Jacques Floch (même plafond fixé à 56 p. 100) (p. 2049) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 32 à 14 de M. Jacques Floch (même plafond fixé respectivement à 57 p. 100, 58 p. 100, 59 p. 100, 60 p. 100, 61 p. 100, 62 p. 100, 63 p. 100, 64 p. 100, 65 p. 100, 66 p. 100, 67 p. 100, 68 p. 100, 69 p. 100, 70 p. 100, 71 p. 100, 72 p. 100, 73 p. 100, 74 p. 100 et 75 p. 100) (p. 2051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Jacques Floch (vote aux élections municipales des citoyens de l'Union européenne résidant en France) (p. 2052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Jacques Floch (interdiction de modifier la date du renouvellement des conseillers municipaux dans l'année précédant l'échéance notmale de ce renouvellement) (p. 2053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Jacques Floch (éligibilité aux élections municipales des citoyens de l'Union européenne résidant en France) (p. 2054) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Jacques Floch (interdiction de modifier le mode de scrutin pour le renouvellement des conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants dans l'année précédant l'échéance normale de ce renouvellement) (p. 2054) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Jacques Floch (même interdiction pour le renouvellement des conseillers municipaux des communes de 3 500 habitants et plus) (p. 2055).

Se demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et ***réserve*** du vote sur les amendements n°s 104 à 348, 350 à 546, 548 à 4201 (p. 2055).

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Jacques Floch (exclusion de la commune d'Abbeville du champ de la loi) (p. 2058).

Assemblée nationale : amendements ; inconstitutionnalité.

– *défavorable* aux amendements n°s 105 à 348 de M. Jacques Floch (exclusion identique pour chaque commune successivement visée) (p. 2058) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 350 à 399 de M. Jacques Floch (exclusion identique pour chaque commune successivement visée) (p. 2058) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 400 à 499 de M. Jacques Floch (exclusion identique pour chaque commune successivement visée) (p. 2058) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 500 à 546 et 548 à 699 de M. Jacques Floch (exclusion identique pour chaque commune successivement visée) (p. 2058).

– ***Observations sur le rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* à propos de l'écoute du comité directeur du parti socialiste par des agents des renseignements généraux : répond qu'il a ordonné une enquête administrative le 5 juillet 1994 ; fait part à l'Assemblée des résultats dont il lui a été rendu compte soulignant l'ignorance de la hiérarchie administrative et politique devant une initiative individuelle non provoquée ; déplore cette initiative et rappelle les missions des renseignements généraux ; rappelle son souci de voir préservées et protégées la vie des partis politiques et la vie privée des hommes politiques ; s'engage à donner les suites administratives qu'imposera le résultat d'une enquête de l'inspection générale des services [6 juillet 1994] (p. 4189).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Son intervention (p. 4217).

Son interruption sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 4249).

Ses réponses (p. 4265, 4324, 4332, 4333).

Principaux thèmes développés :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 4271).

Collectivités locales :
- compétences (p. 4221, 4332) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4220, 4269) ;
- décentralisation (p. 4218, 4219, 4221, 4268, 4271, 4332) ;
- élections et référendum consultatif (p. 4220, 4271) ;
- ressources et péréquation (p. 4218, 4221, 4222, 4266, 4270).

Commerce extérieur (p. 4217).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4266, 4268, 4270).

Conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire (p. 4267).

Constitution :
- article 34 (p. 4238) ;
- article 72 (p. 4238) ;
- égalité (p. 4218, 4266).

Consultation nationale (p. 4217, 4219, 4238, 4265 à 4267).

DATAR (p. 4267, 4324).

Départements : Aisne (p. 4324).

Développement local (p. 4218, 4220).

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 4332).

Emploi : chômage : évolution (p. 4268).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4219, 4270, 4271).

Epargne (p. 4219).

Etat :
- arrondissement (p. 4220) ;
- déconcentration (p. 4220, 4267, 4269) ;
- préfet et sous-préfet (p. 4220, 4269) ;
- rôle (p. 4217, 4218, 4266, 4268).

Etrangers (p. 4266).

Finances publiques :
- fonds de gestion de l'espace rural (p. 4219, 4270) ;
- fonds : infrastructures de transports (p. 4219, 4270) ;
- Fonds national de développement du territoire (p. 4219, 4270).

Impôts et taxes :
- droits de mutation (p. 4219) ;
- impôt sur les sociétés (p. 4219).

Impôts locaux :
- réforme (p. 4218, 4221) ;
- taxe professionnelle (p. 4219, 4221, 4222, 4270).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 4220).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4219, 4270).

Plan (p. 4249).

Politique générale (p. 4217, 4218, 4265).

Régions : Ile-de-France (p. 4325).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4219, 4268, 4325).

Schémas régionaux de développement du territoire (p. 4268).

Services publics (p. 4218, 4221, 4266, 4269).

Transports (p. 4266, 4268).

Ville : politique de la ville (p. 4266).

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Son intervention (p. 4372).

Assemblée nationale : conditions de travail.

Lois : projet de loi : contenu et préparation.

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 859 de M. Jean-Pierre Balligand (objectifs et contenu de la politique de développement solidaire des territoires ; politique de la ville ; maîtrise de l'expansion de la région Ile-de-France) (p. 4387) ;

– *favorable* à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (objectifs d'aménagement du territoire des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie ; « association » des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire ; fixation par l'Etat des « obligations » des établissements, organismes publics et entreprises nationales chargés sous sa tutelle d'un service public ; incitation des personnes privées à participer à la réalisation des objectifs de développement du territoire ; dispositions dérogatoires modulant les charges imposées au citoyen en vue de corriger les inégalités de conditions de vie) (p. 4387) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 940 rectifié de M. Louis de Broissia (objectif d'aménagement du territoire de la politique de développement familial) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4387) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 974 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à distance aux services publics) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 642 de M. André Fanton (suppression de la mention « d'objectif d'intérêt général » de la politique de développement du territoire) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388).

Conseil constitutionnel.

– *défavorable* au sous-amendement n° 746 de M. Daniel Pennec (modulation législative des charges imposées aux citoyens) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (p. 4388).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) (p. 4431) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 997 de M. Alain Madalle (représentants des chambres consulaires) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 963 de M. Augustin Bonrepaux (désignation à la proportionnelle des membres parlementaires ou élus locaux) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 939 corrigé de M. Louis de Broissia (représentants des associations familiales) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4432) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 639 de M. André Fanton (consultation sur la mise en œuvre du schéma) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (p. 4433).

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 332 de M. Thierry Cornillet (Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 4434).

– *défavorable* à l'amendement n° 666 de M. Jean-Pierre Balligand (Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 4434).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *favorable* à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4439) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 669 de M. Jean-Pierre Balligand (édiction des directives en application du schéma national) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4439) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 670 de M. Augustin Bonrepaux (insertion dans les directives de modalités d'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4439) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 1000 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (insertion dans les directives d'adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4441) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 981 du Gouvernement (association des comités de massifs à l'élaboration des directives) : adopté (p. 4442).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443).

Article 5 *(coordination) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 139 de M. Rémy Auchedé et 637 de M. André Fanton (de suppression) (p. 4446) ;

– *favorable* à l'amendement n° 216 de la commission (rédactionnel) (p. 4446) ;

– *favorable* à l'amendement n° 217 de la commission (réglementation nationale de l'urbanisme) (p. 4446) ;

– *favorable* à l'amendement n° 218 de la commission (schémas directeurs) (p. 4446) ;

– *favorable* à l'amendement n° 219 de la commission (schémas directeurs) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 220 de la commission (P.O.S.) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 388 de M. Michel Meylan (généralisation du champ d'application de la règle de constructibilité limitée) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 389 de M. Michel Meylan (montagne) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 390 de M. Michel Meylan (littoral) (p. 4447) ;

– *favorable* à l'amendement n° 903 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (délai d'adoption du schéma d'aménagement de la Corse) (p. 4448) ;

– *favorable* à l'amendement n° 221 de la commission (paysages protégés) (p. 4448).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 861 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur régional par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 4453, 4454).

Article 34 de la loi du 7 janvier 1983 (charte régionale d'aménagement) :

– *favorable* à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) (p. 4461) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 640 de M. André Fanton (extension aux orientations en matière de délocalisation universitaire) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4462) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1006 de M. Rémy Auchedé (extension aux besoins des associations d'intérêt général) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4463) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1005 de M. Rémy Auchedé (avis conforme des départements) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4463) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1004 de M. Rémy Auchedé (participation à l'élaboration et avis de toutes les communes) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4464) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1011 de M. Marc Le Fur (participation et avis des communes de plus de 10 000 habitants) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4464) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1002 de M. Alain Madalle (participation et avis des chambres consulaires) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4465) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 747 de M. Daniel Pennec (de précision) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (p. 4465).

Après l'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 338 deuxième rectification de M. Jean-Paul Virapoullé (subsidiarité du schéma régional de développement du territoire dans les D.O.M.) (p. 4466).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement) :*

– *défavorable* aux amendements n°s 39 de M. Michel Meylan, 143 de M. Rémy Auchedé et 321 de M. Georges Sarre (p. 4468, 4469) ;

– *favorable* à l'amendement n° 883 de la commission (rédactionnel) (p. 4470) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (composition) (p. 4471) ;

– *favorable* à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) (p. 4471, 4473) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1015 de M. Marc Le Fur (membres parlementaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (p. 4471) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 1016 de M. Charles Millon (représentation du conseil économique et social régional par son président) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (p. 4472) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 224 de la commission et 57 de M. Michel Mercier (suppression de la coprésidence par le président du conseil régional) (p. 4473) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 20 de M. François Sauvadet et 570 de M. Jean-Pierre Thomas (présidence par le président du conseil régional) (p. 4474) ;

– *favorable* à l'amendement n° 225 de la commission (réunion au minimum annuelle ; détermination conjointe de l'ordre du jour par les coprésidents) (p. 4474) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 745 de M. Daniel Pennec (consultation sur les schémas régionaux ou interdépartementaux en matière d'équipements ou de services publics) (p. 4475) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 884 de la commission (consultation sur les schémas régionaux ou interdépartementaux en matière d'équipements ou de services publics) (p. 4475) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 688 de M. Jean-Pierre Balligand (publicité des avis) (p. 4475, 4476).

Après l'article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 300 rectifié de M. Maurice Ligot (conférence départementale de l'aménagement du territoire) (p. 4476).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 482 rectifié de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (déconcentration et globalisation des crédits apportés par l'Etat dans la négociation des contrats de plan) (p. 4478).

Article 7 *(schéma directeur de la région d'Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4482).

– *défavorable* à l'amendement n° 226 de la commission (élaboration conjointe par l'Etat et la région) (p. 4483, 4485) ;

– *favorable* à l'amendement n° 227 de la commission (de précision) (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Rémy Auchedé (avis conforme des conseils généraux) (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Rémy Auchedé (élaboration et révision à l'initiative de la région) (p. 4485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Rémy Auchedé (suppression de la procédure de révision d'urgence ou en cas de carence) (p. 4485) ;

– *favorable* à l'amendement n° 228 de la commission (de coordination) (p. 4486).

Après l'article 7 :

– *favorable* à l'amendement n° 446 de M. Pierre Albertini (étude d'impact démographique et économique) (p. 4486) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 867 de M. Camille Darsières (statut des D.O.M.) (p. 4488).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 391 de M. Jean-Jacques de Peretti (fusion du commissariat général du Plan et de la DATAR) (p. 4489).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4493, 4496) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Rémy Auchedé (suppression du patagraphe I sur le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) (p. 4493, 4496) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Rémy Auchedé (suppression du paragraphe II sur les regroupements fonctionnels des services déconcentrés) (p. 4493, 4496) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 229 de la commission (réalisation des regroupements fonctionnels dans un délai de deux ans ; regroupement des crédits des services déconcentrés dans le budget de l'Etat ; concertation avec les collectivités territoriales) (p. 4497) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 975 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités de télétravail dans le transfert d'attributions des administrations centrales aux services déconcentrés) à l'amendement n° 229 de la commission (p. 4497) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 468 du Gouvernement (suppression du regroupement des crédits des services déconcentrés et de la concertation avec les collectivités territoriales sur les regroupements fonctionnels) à l'amendement n° 229 de la commission : adopté (p. 4497) ;

– *favorable* à l'amendement n° 230 rectifié de la commission (délégation du préfet au sous-préfet d'arrondissement) (p. 4498).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Rémy Auchedé (libre administration des collectivités territoriales) (p. 4499).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 630 de M. François Sauvadet (délimitation des zones d'intervention du fonds par référence aux cantons éligibles aux aides européennes au titre de l'objectif 5b et aux quartiers urbains à fort taux de chômage) (p. 4613) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 763 de M. Jean-Pierre Balligand (délimitation des mêmes zones par référence aux objectifs de l'Union européenne en matière de reconversion) (p. 4613) ;

– *soutient* l'amendement n° 1040 du Gouvernement (extension des prêts personnels au développement ou à la reprise d'entreprises ; extension de la possibilité de garantie à tout emprunt des entreprises ; extension de la possibilité de garantie aux engagements des sociétés de capital risque et aux fonds communs de placement à risque ; intervention du fonds par l'intermédiaire de structures régionales, départementales ou locales) (p. 4613) : adopté (p. 4614).

Après l'article 17 :

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 270 de la commission et 610 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (déduction fiscale pour les investissements des entreprises réalisés dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4616) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 821 de M. Franck Borotra (déplafonnement des déficits agricoles imputables sur le revenu global ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de la T.I.P.P.) (p. 4616) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 269 rectifié de la commission et 608 de M. Jean-Pierre Thomas (exonération de la moitié des droits de mutation à titre gratuit sur les biens professionnels dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4617) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 267 de la commission et 623 corrigé de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (institution d'un plan d'épargne pour l'initiative et le développement économique assorti d'une déduction fiscale plafonnée des sommes déposées, de l'exonération fiscale des intérêts perçus et ouvrant droit à un prêt pour le financement d'une création ou d'une reprise d'entreprise ou d'une installation libérale ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4617) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 499 de M. Jean-Pierre Brard (suspension de tout licenciement économique pendant un délai de trois mois ; institution d'une commission chargée de la recherche d'une solution permettant d'éviter le licenciement ; nullité du licenciement en l'absence de réunion de cette commission ou en l'absence des représentants de l'entreprise à cette réunion) (p. 4618).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 917 de M. Roland Nungesser (extension du champ de l'article à toutes les créations d'entreprises) (p. 4620) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 318 de la commission (extension du champ de l'article aux entreprises dont « la part majeure de l'activité et des moyens d'exploitation » est implantée dans les zones qu'il vise) (p. 4621) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 846 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de l'exonération d'impôt prévue à l'article 44 *sexies* du code général des impôts aux entreprises nouvellement créées appartenant à un réseau fournissant une enseigne et l'accès à certains fournisseurs ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4621) ;

– *favorable* à l'amendement n° 274 de la commission (suppression du droit de mutation d'Etat sur les fonds de commerce dans les communes visées à l'article pour les cessions d'un montant maximum de 700 000 F ; compensation des pertes de recettes par une majoration des droits sur les tabacs) (p. 4622) ;

– *favorable* à l'amendement n° 273 de la commission (extension de l'exonération précitée aux commerces situés dans toute commune de moins de 5 000 habitants des territoires ruraux de développement prioritaire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4622) ;

– *soutient* l'amendement n° 1039 du Gouvernement (substitution d'une condition de maintien de l'exploitation à celle d'une exploitation personnelle pour bénéficier de l'exonération précitée) : adopté (p. 4622) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 356 de M. Marc Le Fur (abattement supplémentaire sur le revenu imposable en cas d'installation dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4623) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 955 de M. Augustin Bonrepaux (réduction, pendant cinq années, du taux de l'impôt sur le revenu des salariés d'une entreprise transférant son activité dans une zone rurale prioritaire d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4624) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 440 de M. Bernard de Froment (réduction, pendant cinq années, du taux de l'impôt sur le revenu des salariés transférant leur résidence principale en vue d'exercer leur activité dans une entreprise créée ou transférée dans une zone rurale fragile ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de la T.I.P.P.) (p. 4624).

Après l'article 18 :

– *soutient* l'amendement n° 1041 du Gouvernement (généralisation de l'exonération à compter du 1[er] janvier 1995, en cas de reconversion d'activités ou de reprise d'établissements en difficulté) : adopté (p. 4625) ;

– *soutient* l'amendement n° 1037 du Gouvernement (champ territorial de la même exonération à compter du 1[er] janvier 1995) : adopté (p. 4625) ;

– *soutient* l'amendement n° 985 du Gouvernement (rapport au Parlement sur la mobilité économique des personnes) : adopté (p. 4626).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 277 de la commission (substitution des zones rurales de solde naturel de population négatif à celles en décroissance de population pour la détermination du champ de l'exonération) (p. 4630) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 869 corrigé rectifié de M. Augustin Bonrepaux (limitation aux zones rurales à population décroissante depuis 1962) (p. 4631) ;

– *soutient* l'amendement n° 986 du Gouvernement (élargissement de l'exonération aux extensions d'activités ou de services) : adopté (p. 4631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 615 de M. Hervé Mariton (extension du bénéfice de l'exonération à tout secteur d'activité ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 476 de M. Marc Laffineur (fixation à dix années de la durée d'exonération dans les zones rurales ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les alcools et sur les tabacs) (p. 4632) ;

– *soutient* l'amendement n° 987 du Gouvernement (date limite de report du régime d'imposition de droit commun) (p. 4631) : adopté (p. 4632) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Rémy Auchedé (interdiction des exonérations successives) (p. 4632) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 915 de M. Michel Inchauspé (exonération des parts départementale et régionale de la taxe professionnelle et d'un quart de la part communale de la même taxe pour toutes les entreprises situées dans les zones rurales visées à l'article ; exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties au bénéfice des terres à usage agricole situées dans les mêmes zones ; compensation des pertes de recettes pour les collectivités locales par une majoration de la D.G.F. et par l'institution d'une taxe régionale sur les grandes surfaces commerciales ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4632) ;

– *soutient* l'amendement n° 988 du Gouvernement (de coordination pour l'application de l'exonération aux zones urbaines défavorisées ; versement de la compensation de l'Etat aux collectivités locales ayant institué les exonérations prévues à l'article effectué au titre du Fonds national de péréquation prévu à l'article 23) (p. 4632) : adopté (p. 4633) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 341 de M. Jean-Paul Virapoullé (limitation de l'exonération applicable dans les zones rurales des D.O.M. aux zones à forte densité démographique et à population croissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes des communes, de leurs groupements et des départements par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes des régions par une augmentation de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4633) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 448 de M. Georges Chavanes (exonération de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pendant les dix années suivant la création, dans certaines zones rurales fragiles, d'une entreprise relevant de l'un des secteurs d'activité visés au I de l'article et bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle prévue au même paragraphe ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation du taux de T.V.A. et pour les régimes sociaux par l'institution d'une taxe additionnelle à la T.V.A.) (p. 4634, 4635) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1042 de M. Augustin Bonrepaux (de coordination) à l'amendement n° 448 de M. Georges Chavanes (p. 4635) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 748 rectifié de M. Daniel Pennec (interdiction de toute aide publique aux entreprises transférant leur activité en Ile-de-France ou dans une métropole régionale ; institution d'une taxe de solidarité sur les entreprises transférées ou créées en Ile-de-France ou dans une métropole régionale) (p. 4635).

Après l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 870 de M. Augustin Bonrepaux (fixation à cinq ans, dans les zones rurales fragiles caractérisées par la faible densité démographique et une décroissance de la population depuis 1962, de la durée d'exonération d'impôt sur le revenu au titre du produit de la location d'habitation principale aux personnes à faible revenu ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4636) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1038 de M. Arsène Lux (exonération d'impôt sur le revenu au titre du produit de la location pour l'habitation principale d'un logement vacant depuis plus de deux ans au 1er juillet 1994 dans les communes de moins de 5 000 habitants ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 4636) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 281 de la commission et 617 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (réduction d'impôt sur le revenu au titre des souscriptions au capital de certaines sociétés non cotées ayant leur activité principale dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4637) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. Marc Le Fur (institution, à la décision des communes, d'une taxe foncière additionnelle sur les logements laissés vacants par leur propriétaire) (p. 4637) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 962 de M. Augustin Bonrepaux (institution obligatoire d'une taxe communale ayant le même objet dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante depuis 1962) (p. 4638) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 441 de M. Arsène Lux (institution identique dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante entre les deux derniers recensements) (p. 4638) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 443 de M. Arsène Lux (dégrèvement total de taxe d'habitation des locataires résidant dans les zones rurales fragiles à faible densité démographique et à population décroissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4639) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 958 de M. Augustin Bonrepaux (dégrèvement à hauteur de 50 p. 100 de la cotisation due ; gage identique) (p. 4639) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. Marc Le Fur (caractère obligatoire et compensation par l'Etat aux collectivités locales du dégrèvement temporaire de la taxe foncière sur les propriétés non bâties au bénéfice des jeunes agriculteurs ; fixation uniforme à cinq ans de la durée de ce dégrèvement ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4640) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Marc Le Fur (assujettissement des propriétaires de locaux commerciaux vacants à une cotisation communale minimum de taxe professionnelle) (p. 4640) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 620 de M. Jean-Pierre Thomas (exonération de la taxe sur les salaires à la charge des associations dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 4640) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 1021 de M. Patrick Ollier (réduction du montant de la cotisation sociale agricole des exploitants pluriactifs ; compensation des pertes de recettes du B.A.P.S.A. par une augmentation de la fraction de T.V.A. affectée à ce dernier ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4641) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 618 de M. Jean-Pierre Thomas (exonération des droits de mutation pour les logements affectés à la résidence principale dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes des collectivités locales par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4640) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 445 de M. Pierre Albertini (désignation d'une « collectivité-pilote » en cas d'aménagement associant plusieurs collectivités territoriales) (p. 4642) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 767 de M. Augustin Bonrepaux (transfert d'universités dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 4642) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. François Sauvadet (institution d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) (p. 4642) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 207 de M. Marc Le Fur (extension de la compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial pour la création de commerces de détail d'une surface de plancher de plus de 800 m² ou de vente de plus de 400 m² dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants) (p. 4643) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. François Sauvadet (même extension en ce qui concerne la création de commerces d'une surface de vente de plus de 400 m² dans les communes de moins de 40 000 habitants) (p. 4643) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 768 de M. Augustin Bonrepaux (instance de concertation entre l'Etat, les départements et les régions pour la mise en œuvre, dans les zones rurales prioritaires, des dispositions relatives au développement économique) (p. 4644).

Avant l'article 20 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 973 de la commission (dépôt d'un projet de loi sur la répartition des compétences des collectivités locales dans le délai d'un an ; répartition par bloc de compétences) (p. 4655) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 718 de M. Valéry Giscard d'Estaing (dépôt dans le même délai d'un projet de loi ayant le même objet ; répartition par bloc de compétences ; rôle de coordination de la « collectivité la plus impliquée ») (p. 4655) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 775 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt dans le même délai de projets de loi sur la répartition des compétences en matière de R.M.I., de dépendance, de handicapés, de voirie routière, d'organisation des transports ferroviaires et d'aides économiques) (p. 4655) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 444 corrigé de M. Pierre Albertini (dépôt dans un délai de trois ans d'un projet de loi sur la répartition des compétences en matière d'action sanitaire et sociale, de développement économique, d'emploi, de logement et d'environnement) (p. 4655) ;

– *soutient* l'amendement n° 989 du Gouvernement (loi sur la répartition des compétences ; possibilité de reconnaissance d'une fonction de responsabilité d'une collectivité pour la réalisation d'un objectif déterminé ; concomitance du transfert des compétences, des ressources et des personnels) (p. 4653) : adopté après rectification (adoption dans le délai d'un an) (p. 4656) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 556 de M. Maurice Dousset (schéma national et schéma régional intermodal de transports ; compétence des régions en matière d'organisation des transports ferroviaires régionaux de voyageurs ; contrats de service public avec la S.N.C.F.) (p. 4657) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 761 de M. Yves Van Haecke (suppression de la répartition d'office des frais de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires) (p. 4657).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4660, 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1018 de M. Gérard Saumade (prise en compte des charges d'aide sociale) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1045 de M. Michel Grandpierre (prise en compte du niveau des revenus de la population) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1017 de M. Gérard Saumade (prise en compte du nombre d'allocataires du R.M.I.) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 776 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un fonds pour le développement de l'intercommunalité alimenté par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4663) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. Rémy Auchedé (suppression de la liaison entre les taux des impôts locaux) (p. 4663).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 290, 70 et 793 (de suppression) (p. 4665, 4666) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1047 de M. Marc Laffineur (concours aux dépenses d'équipement hors T.V.A.) à l'amendement n° 1046 du Gouvernement (présentation de propositions sur l'adaptation des concours de l'Etat en matière d'équipement aux objectifs du développement du territoire) (p. 4668).

Après l'article 21 :

– *défavorable* aux amendements identiques nos 291 de la commission et 777 de M. Augustin Bonrepaux (extension du champ du F.C.T.V.A. aux immobilisations mises à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 778 de M. Augustin Bonrepaux (attribution du F.C.T.V.A. pour les immobilisations mises à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds sauf en cas de mises à disposition exclusives, définitives et sans charges financières pour les collectivités ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 779 de M. Augustin Bonrepaux (même extension sauf en cas de mises à disposition exclusives et sans charges financières pour les collectivités ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 780 de M. Augustin Bonrepaux (extension du champ du F.C.T.V.A. aux immobilisations mises à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds dans les départements attributaires de la dotation de fonctionnement minimale ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* aux amendements nos 781, 782, 783, 784, 785 et 786 de M. Augustin Bonrepaux (même extension dans les communes respectivement de moins de 5 000, 3 500, 2 500, 2 000, 1 500 et 1 000 habitants ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 787 de M. Augustin Bonrepaux (même extension dans les communes de moins de 2 000 habitants pour les opérations de développement économique comportant la fourniture de services à la population ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 789 de M. Augustin Bonrepaux (même extension dans les communes de moins de 2 000 habitants pour la construction de logements et pour les opérations de développement économique ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4671) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Rémy Auchedé (éligibilité au F.C.T.V.A. des dépenses de fonctionnement ; compensation par une augmentation de l'impôt sur les sociétés et la suppression de l'avoir fiscal) (p. 4673) ;

– *défavorable* aux amendements nos 798 et 797 de M. Augustin Bonrepaux (indexation du montant de la D.G.F., à compter de 1995, sur la somme du taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation et respectivement des deux tiers et de la moitié du taux d'évolution du P.I.B. ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4674) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 796 de M. Augustin Bonrepaux (indexation du montant de la D.G.F., à compter de 1996, sur la somme du taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation et des deux tiers du taux d'évolution du P.I.B. ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4674) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 791 de M. Augustin Bonrepaux (taux annuel d'évolution de la dotation forfaitaire de D.G.F. de certaines communes de 10 000 habitants et plus) (p. 4674) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 792 de M. Augustin Bonrepaux (majoration du taux annuel d'évolution de la même dotation pour les communes membres d'un groupement à fiscalité propre ; augmentation à due concurrence du prélèvement sur les recettes de l'Etat, compensé par la majoration des droits sur les tabacs) (p. 4674) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 790 de M. Augustin Bonrepaux (dotation d'aménagement des communautés de communes et des districts ; reprise du gage précédent) (p. 4675).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *ses observations* (p. 4679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 816 de M. Gilles Carrez (prise en compte des écarts de charges) (p. 4681) ;

– *favorable* à l'amendement n° 386 de M. Michel Noir (prise en compte des disparités de richesses et de charges) (p. 4681) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 307 de M. René Beaumont (encouragement de l'intercommunalité par la D.G.F.) (p. 4681).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4697).

Collectivités locales : observatoire des finances locales.

Lois : loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.

– *favorable* à l'amendement n° 293 de la commission (rapport sur les propositions de réforme du système de financement des collectivités locales) (p. 4702) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 805 de M. Jean-Pierre Balligand (entrée en vigueur d'une assiette « valeur ajoutée » à partir de 1996) (p. 4703) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 294 de la commission (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4703, 4705) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 118 de M. Michel Meylan et 952 de M. Jean Briane (fusion du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de péréquation institué par l'article ; substitution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée à l'alimentation par les crédits de la première part de la D.G.E. ; répartition des ressources du fonds) (p. 4707) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 804 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation assise sur la valeur ajoutée et répartition de son produit) (p. 4707) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 500 de M. Jean-Pierre Brard (critères de charges sociales) (p. 4708) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 545 de M. Michel Grandpierre (péréquation nationale assise sur les actifs financiers des sociétés non financières) (p. 4708) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 348 rectifié de M. Yves Rispat (rapport sur l'extension de la « loi Malraux » aux communes rurales) (p. 4709).

Après l'article 23 :

– *défavorable* à l'amendement n° 197 de M. François Sauvadet (rapport sur la liaison des taux de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation) (p. 4710) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 506 de M. Jean-Pierre Brard (modulation de l'abattement général à la base de taxe professionnelle en fonction du taux national) (p. 4710) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 502 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation minimum de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au taux de 2 p. 100) (p. 4710).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* (p. 4764) ;

– *favorable* à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 4765) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1048 de M. André Fanton (rédactionnel) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4767).

Seconde délibération des articles 18, 19, 19 ter *et 21* bis *:*

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de gage financier) (p. 4781) : adopté (p. 4782) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de l'abattement supplémentaire sur le revenu imposable en cas d'installation dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire) : adopté (p. 4782).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension aux zones rurales à population décroissante entre les deux derniers recensements) : adopté (p. 4783) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de l'exonération de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pendant les dix années suivant la création, dans certaines zones rurales fragiles, d'une entreprise relevant de l'un des secteurs d'activité visés au I de l'article et bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle prévue au même paragraphe) (p. 4783) : adopté (p. 4784).

Article 19 ter *(exonération de la taxe sur les salaires pour les associations) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) (p. 4784) : adopté (p. 4785).

Article 21 bis *(attributions du F.C.T.V.A.) :*

– *soutient* l'amendement n° 6 du Gouvernement (report au 31 décembre 1995, pour l'éligibilité au F.C.T.V.A., de la date d'achèvement des constructions mises en chantier, acquises ou rénovées en 1992 ou 1993 et mises à disposition d'un tiers pour être affectées à l'usage de la gendarmerie, à l'habitation principale ou destinées au tourisme social) : adopté (p. 4785).

Son intervention (p. 4785).

Collectivités locales : compétences et ressources : réforme.

Constitution : égalité.

Développement local.

Services publics.

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Son intervention (p. 7722).

Principaux thèmes développés :

Collectivités locales : ressources et péréquation (p. 7723).

Consultation nationale (p. 7722).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 7723).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7723).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7723).

Discussion des articles [30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *ses observations* sur les amendements nos 207 de M. René Beaumont et 529 de M. Roland Nungesser (suppression de la pérennisation des conditions de mise à disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la C.N.R.) (p. 7941).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur les sociétés d'autoroutes – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. René Beaumont (suppression de la personnalité morale du fonds ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres hors transports fluviaux ; généralisation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés et affectation de son produit à un fonds d'investissement fluvial) (p. 7949) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 561 du Gouvernement (suppression du plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse) à l'amendement n° 91 de la commission (suppression de la personnalité morale du fonds ; plafonnement des crédits affectés à la réalisation du réseau ferroviaire à grande vitesse ; composition et présidence du comité de gestion du fonds ; prise en compte des schémas relatifs aux infrastructures de transport dans la gestion du fonds ; spécialité des crédits et report des crédits inutilisés) (p. 7947) : devenu sans objet (p. 7950).

Après l'article 17 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de la commission (élaboration, révision et contenu du schéma directeur de la région d'Ile-de-France reprenant les dispositions de l'article 7 précédemment supprimé compte tenu des modifications suivantes : 1° suppression de la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et les schémas directeurs sectoriels nationaux ; 2° suppression de l'ouverture de la procédure de révision par décret en Conseil d'Etat ; 3° effets identiques à ceux d'une directive territoriale d'aménagement) (p. 7960) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 531 de M. Charles de Courson (avis des départements n'appartenant pas à la région d'Ile-de-France et des autres régions) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 7960, 7961) ;

– *soutient* l'amendement n° 564 du Gouvernement (élaboration et contenu du schéma directeur de la région d'Ile-de-France dans les termes de l'article 7 précédemment supprimé prévoyant la conformité de ce schéma avec le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et les schémas sectoriels, l'ouverture et la détermination de l'objet de la révision du schéma directeur par décret en Conseil d'Etat et sa compatibilité avec les directives territoriales d'aménagement) (p. 7958, 7960) : adopté (p. 7961).

Article 17 B nouveau *(agrément administratif dans la région d'Ile-de-France) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 353 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 7963, 7964) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 95 de la commission (suppression des conventions de délégations des décisions d'agrément) (p. 7964) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 318 de M. Georges Sarre (limitation de l'agrément en Ile-de-France à la construction, la reconstruction ou l'extension de bureaux) (p. 7964, 7965) ;

– *favorable* à l'amendement n° 443 de M. Jean-Jacques Hyest (suppression de l'exclusion des zones urbaines dégradées) (p. 7965).

Avant l'article 21 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 276 de M. Augustin Bonrepaux (indexation du montant de la D.G.F., à compter de 1995, sur la somme du taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation et des deux tiers du taux d'évolution du P.I.B. ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8044).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. Suppression de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France. Réaménagement du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n° 267 de M. Rémy Auchedé et 320 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 8044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt d'un projet de loi renforçant les règles de péréquation de la D.G.F.) (p. 8045) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 455 de M. Jean Bousquet (soumission de la Poste et France Télécom au droit commun en matière d'impôts directs locaux) (p. 8046).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 510 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au F.C.T.V.A. en 1995 et 1996 de l'installation d'activités économiques avec maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8047) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 511 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au F.C.T.V.A. des dépenses de revêtement complet de la voirie ; compensation des pertes de recettes par une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8047) ;

– *défavorable* aux amendements nos 512, 513 et 514 de M. Augustin Bonrepaux (fixation du prélèvement sur la D.G.F. des départements contribuant au mécanisme de solidarité financière au profit des départements ruraux et des communes urbaines en difficulté à respectivement 18 p. 100, 17 p. 100 et 16 p. 100 pour les départements contributeurs à potentiel fiscal inférieur au double du potentiel fiscal moyen national et à 30 p. 100, 28 p. 100 et 26 p. 100 pour les départements à potentiel fiscal supérieur au double du potentiel fiscal moyen national) (p. 8048).

Article 23 *(rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales. Fonds national de péréquation. Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Jean-Pierre Balligand (extension des dispositifs de taux unique de taxe professionnelle de zone ; péréquation de la taxe professionnelle des groupements de communes ; prise en compte de la valeur ajoutée dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 8048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 200 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte du télétravail) (p. 8049) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 8049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 279 de M. Augustin Bonrepaux (montant de la dotation de développement rural pour 1995 et de son évolution ultérieure et financement par un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 8049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 479 de M. Jean-Jacques de Peretti (institution d'une taxe sur la grande distribution de carburant finançant une aide au maintien des stations-service en milieu rural) (p. 8049) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 305 de M. Yves Rousset-Rouard (rétablissement du paragraphe III prévoyant le dépôt d'un rapport sur l'extension de la « loi Malraux » aux communes rurales) (p. 8051).

Après l'article 23 :

– *défavorable* à l'amendement n° 268 de M. Rémy Auchedé (dotation de compensation de la taxe professionnelle des communes à faible potentiel fiscal et à effort fiscal élevé ; compensation des pertes de recettes par une diminution du plafond de dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 8051) ;

– *défavorable* aux amendements nos 281 et 280 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de respectivement 20 p. 100 et 10 p. 100 des taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 282 de M. Augustin Bonrepaux (institution d'une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée et répartition de son produit) (p. 8052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 283 de M. Augustin Bonrepaux (dépôt d'un rapport sur l'institution de la cotisation précitée) (p. 8053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 284 de M. Jean-Pierre Balligand (incorporation dans les rôles d'imposition des évaluations cadastrales révisées en application de la loi du 30 juillet 1990) (p. 8053).

Article 23 *bis* A nouveau *(constats financiers annuels sur la participation des collectivités locales aux opérations de la compétence de l'Etat et sur les concours de l'Etat aux collectivités locales) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) (p. 8060).

Article 23 *bis* B nouveau *(commission consultative sur l'évaluation des charges) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 139 de la commission (annualité du rapport de la commission) (p. 8061) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 140 de la commission (suppression de la distinction entre dépenses résultant du transfert de compétences et dépenses supplémentaires résultant du libre choix des collectivité locales) (p. 8061) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 141 de la commission (de conséquence) (p. 8061) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 142 de la commission (rédactionnel) (p. 8061) ;

– *favorable* à l'amendement n° 143 de la commission (suppression de la procédure contradictoire pour l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences) (p. 8061) ;

– *favorable* à l'amendement n° 144 de la commission (bilan de la participation des collectivités locales aux opérations de la compétence de l'Etat et des concours de l'Etat aux collectivités locales) (p. 8061).

Article 23 *bis* C nouveau *(observatoire des finances locales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 145 de la commission (compétences du comité des finances locales) (p. 8062).

Article 23 *bis* D nouveau *(compétences de l'observatoire des finances locales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 146 de la commission (de suppression) (p. 8062).

Avant l'article 24 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 435 de M. Charles Revet (écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation des bases de taxe professionnelle de certains discricts créés avant le 8 février 1992) (p. 8063) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de M. Jean Tardito (publication intégrale des débats des conseils municipaux) (p. 8064).

Article 24 A nouveau *(maintien des avantages financiers attribués aux communes regroupées décidant de fusionner) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 147 de la commission (de suppression) (p. 8064).

Après l'article 24 A nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 360 de M. Francis Saint-Ellier (élection de représentants des communes au sein des groupements à fiscalité propre) (p. 8065) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 480 de M. Jean-Jacques de Peretti (loi d'adaptation du régime juridique des sociétés d'économie mixte) (p. 8065).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale : art. L. 169-3, L. 163-5 et L. 167-2 du code des communes) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 8066) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 285 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la désignation de délégués non membres d'un conseil municipal au comité d'une communauté de communes) (p. 8066).

Article 24 *bis* nouveau *(dotation de développement rural : art. 1648 B du code général des impôts) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 149 de la commission (de suppression) (p. 8067).

Article 24 *ter* nouveau *(conseil des communautés urbaines : art. L. 165-24, L. 165-25 et L. 165-18 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 8069) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 516 de M. Bernard Derosier (répartition des sièges) (p. 8070) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 515 de M. Bernard Derosier (nombre minimum de délégués des communes membres) (p. 8070).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Paul-Louis Tenaillon (remplacement d'une agglomération nouvelle par un district) (p. 8071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 164 de M. Paul-Louis Tenaillon (compétences en matière d'utilisation des sols dans les agglomérations nouvelles) (p. 8071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 deuxième correction de M. Michel Pelchat (compétence des groupements de communes en matière de réseaux câblés) (p. 8071) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 490 de M. Pierre Hériaud (seuil de création des conseils consultatifs en cas de fusion de communes) (p. 8072).

Article 26 *(coopération transfrontalière : art. 133-1 et 133-2 de la loi du 6 février 1992) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 442 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8073) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 517 de M. Georges Sarre (autorisation par arrêté préfectoral) (p. 8074).

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Balligand (consultation locale à l'initiative des électeurs du département) (p. 8074).

Article 28 *bis* nouveau *(déclaration des locations touristiques) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) (p. 8074).

Après l'article 28 *bis* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 519 de M. Gérard Voisin (avis de la commission départementale de l'action touristique sur les autorisations d'urbanisme en matière d'équipements hôteliers) (p. 8075) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 520 de M. Gérard Voisin (autorisation de la commission départementale d'urbanisme commercial pour l'installation de nouvelles structures hôtelières) (p. 8075).

Article 28 *ter* nouveau *(primes d'aménagement du territoire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 151 de la commission (de suppression) (p. 8075).

Après l'article 28 *ter* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (exonérations et dégrèvements de taxes foncières et de la taxe professionnelle perçues par un groupement à fiscalité propre) (p. 8076).

Avant l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 555 précédemment réservé de M. Arsène Lux (classification des zones) (p. 8077) ;

– *favorable* à l'amendement n° 98 rectifié précédemment réservé de la commission (même objet) (p. 8077, 8079) ;

– *ses observations* au sous-amendement n° 589 de M. Hervé Mariton (définition des zones d'aménagement du territoire) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8079) ;.

– *défavorable* au sous-amendement n° 582 de M. Jean-Jacques de Peretti (définition des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8080) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 588 de M. Augustin Bonrepaux (définition des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 98 rectifié de la commission (p. 8081) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 324 corrigé de M. Marc Le Fur (extension de la réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions en numéraire au capital des sociétés non côtées ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8081).

Article 17 précédemment réservé *(Fonds national de développement des entreprises) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 485 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 8083) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de la commission (extension à tous les secteurs d'activité) (p. 8083) ;

– *favorable* à l'amendement n° 419 de la commission (de coordination) (p. 8083) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 101 de la commission et 298 de M. Jean-Pierre Balligand (suppression du plafonnement des prêts au montant de l'apport en fonds propres des bénéficiaires) (p. 8083) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 217 de M. Arsène Lux (plafond des garanties d'emprunt dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine) (p. 8084) ;

– *favorable* aux amendements n[os] 102 et 103 de la commission (rédactionnels) (p. 8084) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 528 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (rédactionnel) (p. 8084).

Après l'article 17 :

– *défavorable* à l'amendement n° 107 précédemment réservé de la commission (exonération de la taxe sur les salaires des associations intermédiaires dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux normal de la T.V.A.) (p. 8088).

Article 18 précédemment réservé *(réduction du champ de l'allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur d'entreprises nouvelles et diminution des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *favorable* à l'amendement n° 420 de la commission (de précision) (p. 8089) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 190 de M. Michel Bouvard (extension de la réduction des droits de mutation aux cessions réalisées dans les stations de sport d'hiver comportant au maximum 2 500 lits touristiques) (p. 8090) ;

– *favorable* à l'amendement n° 108 de la commission (suppression de la consultation du Conseil national de l'aménagement du territoire sur la délimitation des zones d'application de l'exonération d'impôt sur les sociétés) (p. 8090) ;

– *favorable* à l'amendement n° 421 de la commission (de coordination) (p. 8090) ;

– *soutient* l'amendement n° 569 du Gouvernement (suppression de la consultation du Conseil national de l'aménagement du territoire sur la délimitation des zones d'habitat dégradé bénéficiant de l'exonération facultative de taxe professionnelle pour création d'établissement) : adopté (p. 8090).

Article 18 *ter* précédemment réservé *(modification du champ géographique d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle accordée au titre de l'aménagement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 570 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 8092).

Après l'article 18 *ter* :

– *soutient* l'amendement n° 587 précédemment réservé du Gouvernement (champ d'application de l'exonération facultative de taxe professionnelle en ce qui concerne les P.M.E.) (p. 8092) : adopté (p. 8093).

Article 18 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(réduction du droit départemental d'enregistrement ou de la taxe départementale de publicité foncière liée à la mobilité des personnes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 422 de la commission (de coordination) (p. 8094) ;

– *favorable* à l'amendement n° 423 de la commission (objet identique) (p. 8094) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 470 corrigé de M. Jean-Jacques de Peretti (compensation partielle par l'Etat des pertes de recettes des départements ; compensation des pertes de recettes de l'Etat par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 8094).

Après l'article 18 *quinquies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 571 du Gouvernement (limitation aux zones de revitalisation rurale, à la décision des départements, de la réduction instituée à l'article précédent ; compensation par l'Etat de la moitié des pertes de recettes résultant pour les départements de l'application de l'article précité à ces mêmes zones) (p. 8094) : adopté (p. 8095).

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

– *favorable* à l'amendement n° 424 de la commission (définition des zones de revitalisation rurale) (p. 8096) ;

– *défavorable* aux sous-amendements identiques n[os] 547 corrigé de M. Jean Briane et 567 de M. Augustin Bonrepaux (extension aux zones répondant à l'un des critères seulement) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 592 de M. Augustin Bonrepaux (critère de potentiel fiscal) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 568 de M. Augustin Bonrepaux (extension aux cantons de très faible densité de population) à l'amendement n° 424 de la commission (p. 8097, 8098) ;

– *favorable* à l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) (p. 8098) ;

– *favorable* à l'amendement n° 425 de la commission (de coordination) (p. 8098) ;

– *soutient* l'amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 8098).

Après l'article 19 :

– *soutient* l'amendement n° 590 précédemment réservé du Gouvernement (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour souscription en numéraire au capital de sociétés non côtées) : adopté (p. 8099) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 525 précédemment réservé de M. Daniel Pennec (interdiction des aides publiques aux entreprises situées dans certaines zones d'aménagement du territoire ou dans une ville de moins de 40 000 habitants délocalisant leur siège social ou leur activité) (p. 8100) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 446 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Balligand (rapport sur l'évolution des cantons compris dans les zones d'aménagement du territoire après deux années d'application de la loi) (p. 8101) ;

– *favorable* à l'amendement n° 471 précédemment réservé de M. Jean-Jacques de Peretti (délai de reprise des licences de débits de boissons) (p. 8101).

Après l'article 19 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 522 précédemment réservé de M. Yves Coussain (assujettissement à la taxe d'habitation, sur décision du conseil municipal, des locaux d'habitation vacants) (p. 8101).

Article 19 *ter* A nouveau précédemment réservé *(amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial acquis par des entreprises situées dans les zones urbaines ou rurales défavorisées) :*

– *favorable* à l'amendement n° 426 de la commission (de coordination) (p. 8102).

Après l'article 19 *ter* A nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 572 du Gouvernement (régime fiscal du crédit-bail immobilier) (p. 8102, 8103) : adopté (p. 8104).

Article 19 *ter* B nouveau précédemment réservé *(exonération des cotisations sociales en faveur d'entreprises situées dans les zones rurales et urbaines défavorisées) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 427 de la commission (relèvement du plafond d'exonération et différenciation en fonction des zones) (p. 8104) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 591 de M. Patrick Ollier (exclusion des zones de revitalisation rurale ; devenu rédactionnel en conséquence du sous-amendement n° 593) à l'amendement n° 427 de la commission (p. 8104) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 593 de M. Charles Millon (suppression de la différenciation par zone) à l'amendement n° 427 de la commission (p. 8104) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 560 rectifié de M. Georges Chavannes (durée d'exonération) (p. 8106) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 578 de M. Jean-Pierre Balligand (limitation à 35 p. 100 du montant des cotisations) à l'amendement n° 560 rectifié de M. Georges Chavannes (p. 8106).

Article 19 *ter* C nouveau précédemment réservé *(exonération totale ou partielle de cotisations d'allocations familiales pour les gains et rémunérations versés dans les zones rurales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 265 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8106) ;

– *favorable* à l'amendement n° 428 de la commission (de coordination) (p. 8106).

Article 19 *ter* D nouveau précédemment réservé *(déduction du revenu imposable des pertes consécutives à l'investissement dans le capital d'une société en situation de cessation de paiement) :*

– *soutient* l'amendement n° 573 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 8107).

Après l'article 19 *ter* D nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (institution d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) (p. 8107).

Article 19 *quater* nouveau précédemment réservé *(mesures à mettre en œuvre dans les zones rurales défavorisées) :*

– *favorable* à l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) (p. 8108).

Après l'article 19 *quater* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Michel Bouvard (extension à certaines communes frontières des aides prévues dans les zones rurales fragiles) (p. 8108) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 223 de M. Arsène Lux (attribution prioritaire aux groupements à fiscalité propre des aides de l'État aux zones de revitalisation rurale) (p. 8108).

Article 19 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(mesures à mettre en œuvre dans les zones urbaines défavorisées) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 122 de la commission (de suppression) (p. 8109).

Article 19 *sexies* nouveau précédemment réservé *(répartition des concours financiers de l'État en faveur du logement social) :*

– *favorable* aux amendements identiques n° 123 de la commission et 266 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 8109).

Après l'article 19 *sexies* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 124 de la commission (attribution préférentielle des concours en faveur de l'habitat ancien aux communes situées dans les zones de revitalisation rurale et créant des logements locatifs sociaux) (p. 8110).

Article 19 *septies* nouveau précédemment réservé *(contrats particuliers de zones fragiles conclus entre l'État et certains départements) :*

– *favorable* à l'amendement n° 125 de la commission (de suppression) (p. 8110).

Après l'article 19 *septies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 126 précédemment réservé de la commission (mesures en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France) (p. 8111) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 224 précédemment réservé de M. Arsène Lux (transfert prioritaire de services ou entreprises publics de la région d'Ile-de-France vers certaines zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine) (p. 8111).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 438 de M. Henry Jean-Baptiste (schéma régional de développement du territoire de Mayotte) (p. 8112) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 437 de M. Henry Jean-Baptiste (application à Mayotte des articles 1er et 22) (p. 8112) ;

– *favorable* à l'amendement n° 489 de M. Henri Cuq (art. applicables à Mayotte et charte régionale d'aménagement et de développement propre à cette collectivité territoriale) (p. 8112).

Seconde délibération des articles 7 bis *A, 15, 15* bis *et 17 D :*

Article 7 *bis* A nouveau *(création d'un Observatoire national de l'aménagement et du développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat créant un groupement d'intérêt public) : vote réservé (p. 8113) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8116).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres et fonds d'investissements des transports fluviaux. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (fusion des fonds) : vote réservé (p. 8114) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8116).

Article 15 *bis* *(comité de gestion du fonds d'investissements des transports terrestres et du fonds d'investissement des transports fluviaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé (p. 8114) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8116).

Article 17 D *(syndicat des transports en commun de la région d'Ile-de-France et extinction de la contribution financière de l'État au syndicat) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé (p. 8114) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8116).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Son intervention (p. 4919).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 4940).

Sa réponse (p. 5025).

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* déposée et soutenue par : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5040).

Principaux thèmes développés :

Administration : ministère de l'intérieur :
- agents administratifs : recrutement (p. 4924, 5028) ;
- dette à l'égard de France Télécom (p. 5026, 5028).

Affaires étrangères : Pays-Bas (p. 5027).

Aménagement du territoire (p. 4920, 5031).

Automobiles et cycles : automobiles :
- marquage et télédétection (p. 4923, 5025) ;
- fouille (p. 4924, 5025, 5028).

Communes :
- maires (p. 4921, 5025) ;
- Nice (p. 5030).
- Paris (p. 5030, 5031).

Constitution :
- article 66 (p. 5028, 5029) ;
- résistance à l'oppression (p. 4920) ;
- sûreté (p. 4920).

Défense :
- décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie (p. 5027) ;
- gendarmerie (p. 4921, 5025, 5027).

Délinquance et criminalité :
- drogue (p. 5027, 5029, 5031) ;
- évolution (p. 4920, 5027) ;
- prostitution et proxénétisme (p. 5030).

Douanes (p. 5025, 5027).

Droit de manifestation (p. 4920, 4923, 4924).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 4923, 5026, 5031).

Elections et référendums : électeurs : procurations (p. 4922).

Emploi : chômage (p. 4920).

Etat : préfet (p. 4921, 4924).

Etrangers : immigration (p. 5027).

Famille : absents (p. 5031).

Jeunes (p. 4920, 5029).

Justice : administration pénitentiaire (p. 4922).

Lois :
- loi du 23 avril 1941 portant organisation générale des services de police en France (p. 4920, 4921) ;
- loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police (p. 4922) ;
- loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 5028).

Lois : ptojet de loi n° 1490 :
- annexe I (orientations de la politique de sécurité) (p. 4921, 5025, 5027) ;
- annexe II (programmation des moyens) (p. 4924, 5025, 5026, 5028).

Police :
- police d'Etat (p. 4921) ;
- police municipale (p. 4921, 5025, 5026).

Police nationale :
- carrière : revalorisation (p. 4924, 5025) ;
- commissaires : vacations funéraires (p. 4922) ;
- corps : unification (p. 4922) ;
- déconcentration et départementalisation (p. 4922) ;
- formation (p. 4922) ;
- logement (p. 4924) ;
- manifestations sportives et culturelles : sécurité (p. 4922) ;
- officiers de police judiciaire (p. 5026) ;
- protection juridique et morale des fonctionnaires et de leur famille (p. 4922) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 4920 à 4924, 4940, 5025, 5029, 5031).

Régions : Corse (p. 5028).

Surveillance et gardiennage (p. 4921, 4922, 5025, 5026).

Urbanisme : étude et règlements de sécurité (p. 4922).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4919).

Vidéosurveillance (p. 4923, 5025, 5026, 5031).

Ville : politique de la ville (p. 4920, 5029, 5032).

Voirie (p. 4923).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 1er *(droit à la sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Jacques Brunhes (mission du service public de la police) (p. 5043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (compétence exclusive de l'Etat en matière de sécurité des personnes et des biens ; indemnisation des victimes) (p. 5044) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 87 de la commission (suppression de la mention du respect des droits de la République) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5043) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 211 de M. Julien Dray (suppression de la définition du devoir de sécurité incombant à l'Etat) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5043) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 88 de la commission (suppression de la mention d'une compétence exclusive de l'Etat et de l'indemnisation des victimes) à l'amendement n° 10 de M. Yves Bonnet (p. 5043) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 210 de M. Julien Dray (suppression de la définition du devoir de sécurité incombant à l'Etat) (p. 5043).

Avant l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Yves Bonnet (moyens de l'Etat) (p. 5044) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Yves Bonnet (missions de la police et de la gendarmerie nationales) (p. 5044).

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5051) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 89 rectifié de la commission (suppression de l'introduction au rapport annexé) (p. 5051, 5052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Yves Bonnet (redéploiement des effectifs et des unités de police, de C.R.S.et de gendarmerie ; regroupement de la D.S.T. et des Renseignements généraux ; compétence exclusive de la gendarmerie pour les opérations lourdes de maintien de l'ordre) (p. 5052) ;

– *favorable* à l'amendement n° 241 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (rédactionnel) (p. 5053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 277 de M. Georges Sarre (exclusion de la surveillance des activités politiques ou syndicales du champ de la mission de renseignement) (p. 5053) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 242 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (suppression de la mention dans l'annexe de la modification des conditions d'institution du régime de la police d'Etat) (p. 5053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Yves Bonnet (réflexion sur la création d'un service unique de sécurité sans compétence d'investigation politique) (p. 5054) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 90 de la commission (de précision) à l'amendement n° 19 de M. Yves Bonnet (p. 5054) ;

– *favorable* à l'amendement n° 283 de la commission (formation des fonctionnaires de police) (p. 5055) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 296 du Gouvernement (création d'un centre national de formation professionnelle) à l'amendement n° 283 de la commission : adopté (p. 5055) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 159 rectifié de la commission de la défense (transposition à la gendarmerie des modifications statutaires bénéficiant aux policiers) (p. 5056) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 157 rectifié de la commission de la défense (bénéfice de la protection de l'Etat pour les familles des gendarmes) (p. 5056) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 156 de la commission de la défense (pension de réversion des veuves de gendarmes cités à l'ordre de la gendarmerie) (p. 5057) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de la commission de la défense (patité statutaire des gendarmes et des policiers) (p. 5057).

Article 2 *bis* nouveau *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 92 de la commission, 187 de M. Alain Marsaud et 213 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5058).

Article 2 *ter* nouveau *(lois ultérieures) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 93 de la commission, 188 de M. Alain Marsaud et 214 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5058).

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *soutient* l'amendement n° 298 du Gouvernement (renforcement de la coopération internationale et européenne) : adopté (p. 5065) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de la commission des finances (missions de la direction centrale de contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins) (p. 5065) ;

– *soutient* l'amendement n° 299 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 5066) ;

– *favorable* à l'amendement n° 95 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 5067) ;

– *favorable* à l'amendement n° 133 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *favorable* à l'amendement n° 97 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 5067) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 135 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 136 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5067) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 137 de la commission des finances (détail des crédits du programme prévisionnel) (p. 5068) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (calendrier d'emploi des crédits) (p. 5069) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 215 de M. Julien Dray (suppression de la référence aux missions prioritaires de la police) à l'amendement n° 94 de la commission (missions prioritaires de la police pour les années 1995 à 1999) (p. 5070).

Article 3 *bis* nouveau *(missions prioritaires de la police nationale) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 98 de la commission, 191 de M. Alain Marsaud et 216 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5070).

Article 4 *(crédits et emplois prévus pour l'exécution de la programmation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 5071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 218 rectifié de M. Julien Dray (détail des crédits et calendrier annuel d'engagement) (p. 5072) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 287 de M. Julien Dray (inscription des crédits pour 1995 dans la loi de finances initiale pour cette même année) (p. 5072) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 163 rectifié de M. Jacques Brunhes (affectation prioritaire à l'îlotage des fonctionnaires déchargés des tâches administratives) (p. 5073).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de la commission des finances (délégation de maîtrise d'ouvrage et ventes en l'état futur d'achèvement pour la réalisation des programmes immobiliers) (p. 5074).

Avant l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Bastiani (mission de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité reconnue à la police municipale) (p. 5108).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Georges Sarre (compétence du procureur de la République ; concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5110) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de la commission (compétence de l'autorité judiciaire) (p. 5113) ;

– *soutient* l'amendement n° 290 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5113) : adopté (p. 5114) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 25 rectifié de M. Yves Bonnet (autorité du préfet sur les responsables locaux des services et forces de l'Etat) (p. 5114) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 5114) ;

– *favorable* à l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) (p. 5115) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 62 rectifié de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 5515) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 63 de la commission de la défense (suppression de la mention du préfet garant de la cohérence des actions des services et forces de l'Etat) (p. 5116) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de la commission (concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5116) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Christian Demuynck (département d'exercice des fonctions des policiers dans la région d'Ile-de-France) (p. 5117).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Julien Dray (interdiction de l'immixtion des préfets dans les enquêtes judiciaires) (p. 5117) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 220 de M. Julien Dray (compétences exclusives du ministre de la justice et du procureur de la République à l'égard des services de police judiciaire) (p. 5118).

Article 5 *bis* nouveau *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 102 de la commission, 194 de M. Alain Marsaud et 221 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5119).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 103 de la commission (critères d'appréciation des besoins d'une commune en matière de sécurité) (p. 5120) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 222 deuxième rectification de M. Julien Dray (suppression de la référence au caractère continu du tissu urbain et aux caractéristiques de la délinquance) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 5120) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 224 de M. Julien Dray (suppression de la référence au caractère continu du tissu urbain et aux caractéristiques de la délinquance) à l'amendement n° 103 de la commission (p. 5120) ;

– *favorable* à l'amendement n° 104 de la commission (forme et conditions de la suppression du régime de la police d'Etat) (p. 5121).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 129 rectifié de M. Dominique Bussereau (protocole d'accord relatif à la police municipale entre les maires et le préfet après avis du procureur de la République) (p. 5121) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII sur les pouvoirs du préfet de police à Paris) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Laurent Dominati (compétence du maire de Paris en matière de police de la circulation) (p. 5123) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Yves Bonnet (répartition des compétences territoriales de la police et de la gendarmerie nationales) (p. 5126).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *ses observations* (p. 5128) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 105 de la commission et 225 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5131 ;

– *soutient* l'amendement n° 303 du Gouvernement (exercice des attributions « dans le cadre déterminé par la loi ») : retiré (p. 5132) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Alain Marsaud (compétence en matière de « maintien » de l'ordre public) (p. 5133) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Yves Bonnet (rédactionnel) (p. 5133) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 rectifié de M. Yves Bonnet (subordination au représentant de l'Etat en matière de surveillance) (p. 5133).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Yves Bonnet (intitulé du chapitre II du projet de loi) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Yves Bonnet (maintien de l'ordre et de la sécurité par des moyens en personnels, en matériels techniques et par des mesures réglementaires) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Yves Bonnet (moyens en personnels) (p. 5134) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Yves Bonnet (moyens en matériels) (p. 5134).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *ses observations* (p. 5138).

Administration : préfet.

Droits de l'homme et libertés publiques :

– C.N.I.L. ;

– Convention européenne des droits de l'homme.

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5140) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) (p. 5141) : adopté après modifications (p. 5149) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 232 de Mme Véronique Neiertz (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5142) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 106 de la commission (exclusion des enregistrements de vidéosurveillance du champ de la loi Informatique et liberté) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5143) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 233 de Mme Véronique Neiertz (exclusion de la vidéosurveillance pour la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de la circulation ; autorisation de la C.N.I.L. pour les systèmes de vidéosurveillance des voies privées ouvertes au public) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5143) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 234 de Mme Véronique Neiertz (autorisation de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5144) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 120 de M. Daniel Garrigue (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5144) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 295 de M. Alain Marsaud (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5144) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 177 de M. Yves Bonnet (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5144) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 121 de M. Daniel Garrigue (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 122 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 235 de Mme Véronique Neiertz (autorisation sur avis conforme de la C.N.I.L.) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 284 de M. Gérard Léonard (suppression de la présidence de la commission départementale par le préfet) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5145) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 245 de Mme Véronique Neiertz (autorisation implicite de rejet) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5146) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 124 de M. Daniel Garrigue (renouvellement biennal de l'autorisation) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5146) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 246 de Mme Véronique Neiertz (accès exclusif des officiers de police judiciaire aux enregistrements scellés) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5146) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 107 de la commission (interdiction de saisir les images de l'intérieur des immeubles d'habitation) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5147) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 181 de M. Yves Bonnet (conservation des enregistrements en cas d'enquête de contre-ingérence étrangère) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5147) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 162 de M. Christian Vanneste (fixation à six mois de la durée maximum de conservation des enregistrements) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 248 de Mme Véronique Neiertz (fixation de ce délai à quinze jours) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 249 de Mme Véronique Neiertz (compétence de la C.N.I.L. en matière de garantie du droit d'accès) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 247 de Mme Véronique Neiertz (désignation du responsable du système de vidéosurveillance) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 5148).

Après l'article 10 :

– *favorable* à l'amendement n° 175 de Mme Nicole Catala (de conséquence) (p. 5189) ;

– *favorable* aux sous-amendements n°s 294 et 307 de M. Gérard Léonard (de coordination) à l'amendement n° 175 de Mme Nicole Catala (de conséquence) (p. 5190).

Article 11 *(dispositifs techniques en vue d'assurer le respect du code de la route : art. L. 11-69 du code de la voirie routière) :*

– *favorable* à l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Julien Dray (avis conforme de la C.N.I.L. sur les caractéristiques des dispositifs) (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Julien Dray (conservation des enregistrements) (p. 5190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 255 rectifié de M. Julien Dray (information du public) (p. 5191).

Article 12 *(prévention des infractions par des dispositifs de sécurité, de surveillance ou de marquage d'objets) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Alain Marsaud (suppression de l'interdiction des dispositifs de télédétection) (p. 5191) ;

– *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (télédétection des véhicules signalés comme volés) (p. 5192) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 257 de M. Julien Dray (sanctions pénales) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 5192) ;

– *favorable* à l'amendement n° 70 de la commission (limitation aux véhicules construits ou importés à compter de l'entrée en vigueur de l'article) (p. 5192) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 172 de M. Yves Bonnet (extension aux véhicules d'occasion) à l'amendement n° 70 de la commission (p. 5193).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*

– *ses observations* (p. 5193) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 258 de M. Julien Dray et 166 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5197, 5198) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 280 de M. Georges Sarre (interdiction à compter de 0 heure le jour de la manifestation) (p. 5198) ;

– *favorable* à l'amendement n° 207 rectifié de M. Alain Marsaud (compétence du préfet) (p. 5198, 5199) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (interdiction pendant les vingt-quatre heures précédant la manifestation) : adopté (p. 5199) ;

– *soutient* l'amendement n° 5 du Gouvernement (champ territorial de l'interdiction) (p. 5199) : adopté après rectification (rédactionnelle) (p. 5201) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 281 de M. Georges Sarre (autorisation de la fouille par le procureur de la République sur le rapport du préfet ; rapport d'exécution au procureur de la République) (p. 5202) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Alain Marsaud (autorisation de la fouille par le président du tribunal de grande instance) (p. 5202) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 du Gouvernement (suppression du contrôle du procureur de la République) : adopté (p. 5202) ;

– *soutient* l'amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 5202) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 du Gouvernement (contrôle des autorités judiciaires ; information du procureur de la République) (p. 5202) : adopté (p. 5203) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 238 de M. Claude Malhuret (autorisation du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5203) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 239 de M. Claude Malhuret (autorisation du procureur de la République) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 5203).

Article 14 *(port ou transport d'artifices non détonants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 209 de M. Alain Marsaud (insertion dans le décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 5203) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Yves Bonnet (peine principale assortie de la confiscation des matériels) (p. 5203) ;

– *favorable* à l'amendement n° 285 de M. Gérard Léonard (insertion dans la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives) (p. 5203) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 259 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'emprisonnement) (p. 5204).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *ses observations* (p. 5207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 5204) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 261 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction de manifester) (p. 5205) ;

– *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (exclusion du délit de dégradation légère ; champ territorial et date de début de l'interdiction) (p. 5205) ;

– *défavorable* aux sous-amendements n°s 182 et 183 de M. Yves Bonnet (extension à la participation à des manifestations non déclarées) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 5205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 262 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction du territoire à l'égard des étrangers) (p. 5206) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 282 de M. Georges Sarre (limitation de la peine précitée aux non-résidents ; interdiction du cumul avec une peine privative de liberté) (p. 5206) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 126 de M. Christian Vanneste (interdiction du territoire à titre définitif) (p. 5207) ;

– *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (exclusion de la peine d'interdiction du territoire en cas de destruction sans danger pour les personnes) (p. 5207).

Après l'article 15 :

– *défavorable* aux amendements nos 73 rectifié, 74 et 75 de la commission (attribution de la qualité d'officier de police judiciaire) (p. 5208) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de la commission (ressort d'exercice d'un officier de police judiciaire) (p. 5208) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de la commission (ressort d'exercice d'un officier de police judiciaire dans les moyens de transport) (p. 5208).

Article 16 *(statut spécial des personnels des services actifs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 168 de M. Jacques Brunhes (définition des personnels appartenant à la police nationale ; application des règles du statut général de la fonction publique sauf en matière indemnitaire) (p. 5210) ;

– *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 5210) ;

– *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 5210) ;

– *défavorable* aux amendements nos 54 et 55 de M. Yves Bonnet (suppression de la distinction du grade et de l'emploi) (p. 5211).

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 56 de M. Yves Bonnet (congé de longue durée des enquêteurs et commissaires de police) (p. 5212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Jacques Brunhes (droits et garanties du statut général des fonctionnaires ; reconnaissance du droit de grève) (p. 5212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Julien Dray (plafonnement par service de l'affectation d'appelés du contingent) (p. 5213) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 274 de M. Daniel Vaillant (conseil supérieur de la police nationale) (p. 5213).

Article 17 *(extension de la protection de l'Etat aux personnels de la police nationale et à leur famille) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 114 de M. Yves Bonnet (anonymat en cas d'enquête administrative ou d'information judiciaire sur l'usage de l'arme de service dans l'exercice des fonctions) (p. 5214).

Après l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Yves Bonnet (imprescriptibilité des crimes terroristes ou visant des policiers, des gendarmes ou des douaniers) (p. 5215).

Avant l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 275 de M. Daniel Vaillant (interdiction d'emploi des policiers affectés dans les quartiers en difficulté en dehors de ces quartiers) (p. 5216).

Article 20 *(manifestations sportives, récréatives ou culturelles) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 170 de M. Jacques Brunhes et 266 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 5217, 5218) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 308 de M. Gérard Léonard (limitation aux manifestations à but lucratif) (p. 5218).

Article 21 *(vacations funéraires : art. L. 364-5 et L. 364-6 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de la commission des finances (suppression de l'affectation budgétaire) (p. 5219) ;

– *favorable* à l'amendement n° 81 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 5219).

Avant l'article 23 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 293 de M. Jean Geney (rôle des services de police ou de gendarmerie en cas de disparition de personnes) (p. 5220).

Article 23 *(domiciliation des témoins : art. 62-1 et 153 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 82 de la commission (de précision) (p. 5220) ;

– *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (registre des bénéficiaires) (p. 5220) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 268 de M. Julien Dray (registre coté et paraphé) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 5221) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Julien Dray (compétence du greffe correctionnel en matière de citations et significations visant les bénéficiaires) (p. 5221) ;

– *favorable* à l'amendement n° 84 de la commission (extension du champ aux enquêtes préliminaires) (p. 5221).

Après l'article 23 :

– *favorable* à l'amendement n° 85 de la commission (sanction de la révélation par voie de presse de l'identité de policiers ou de gendarmes bénéficiant de l'anonymat pour raison de service) (p. 5221) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 309 de M. Alain Marsaud (suppression de l'intervention du ministre de la justice dans la désignation des fonctionnaires précités) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 5222).

Article 23 *bis* nouveau *(pension de réversion du conjoint d'un gendarme décédé en service et cité à l'ordre de la Nation) :*

– *soutient* l'amendement n° 301 du Gouvernement (extension au cas de citation à l'ordre de la Gendarmerie) : adopté (p. 5222).

Après l'article 23 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 302 du Gouvernement (protection de l'Etat pour les conjoints et enfants des gendarmes et gendarmes auxiliaires) : adopté (p. 5222).

Article 24 *bis* nouveau *(rapport d'exécution) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Jacques Brunhes (délégation parlementaire à la sécurité publique) (p. 5223) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 286 de M. Gérard Léonard (dépôt du rapport avant le début de la première session ordinaire) (p. 5223) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de la commission de la défense (extension du champ du rapport à la parité entre la police et la gendarmerie).

Après l'article 24 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 113 deuxième rectification du Gouvernement (prolongation du délai d'homologation des enceintes sportives ; déclaration de ces enceintes et pouvoir du préfet de prescrire des travaux en vue de l'homologation) (p. 5223) : adopté (p. 5224).

Son intervention après les explications de vote (p. 5226).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Communes :

– maires (p. 9288) ;

– Paris (p. 9296).

Défense : gendarmerie (p. 9288).

Droit de manifestation (p. 9295, 9296).

Etat : préfet (p. 9288).

Gouvernement : ministre de l'intérieur (p. 9295, 9296).

Jeux et paris : machines à sous et distributeurs de confiserie (p. 9289).

Lois : loi du 23 avril 1941 portant organisation générale des services de police en France (p. 9295).

Police nationale :

– déconcentration et départementalisation (p. 9295) ;

– rôle, fonctionnement et moyens (p. 9295, 9296).

Vidéosurveillance (p. 9288, 9289).

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 2 *bis* *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Daniel Vaillant (de suppression) (p. 9296).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 9297).

Article 5 *bis* *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Daniel Vaillant (de suppression) (p. 9297).

Après l'article 5 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Patrice Martin-Lalande (conditions d'expulsion du territoire communal des gens du voyage) (p. 9298).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Daniel Vaillant (suppression de la prise en compte des caractéristiques de la délinquance) (p. 9299).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 9299) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Daniel Vaillant (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Daniel Vaillant (autorisation de la C.N.I.L.) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Daniel Vaillant (suppression de la présidence de la commission départementale par un magistrat honoraire) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Daniel Vaillant (suppression de l'autorisation implicite) (p. 9300) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Daniel Vaillant (fixation à quinze jours de la durée maximum de conservation des enregistrements) (p. 9301) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Daniel Vaillant (suppression du refus d'accès aux enregistrements pour un motif tenant à la sécurité publique) (p. 9301) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (saisine de la commission départementale en cas de refus d'accès aux enregistrements ou de difficulté tenant à un sytème de vidéosurveillance) (p. 9301) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (sanction pénale de l'entrave à l'action de la commission départementale) (p. 9301).

Article 10 *(autorisation donnée aux services de police d'entrer dans les parties communes des immeubles : art. L. 126-6 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (autorisation permanenre) (p. 9302).

Article 10 *bis* *(compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour délivrer aux services de police l'autorisation d'entrer dans les parties communes des immeubles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 33 de M. Daniel Vaillant (de conséquence) (p. 9302).

Article 12 *(installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 34 de M. Daniel Vaillant (sanction pénale du détournement d'utilisation) (p. 9302).

Article 13 *(manifestations sur la voie publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Daniel Vaillant (interdiction du port ou du transport d'objets « dangereux pour les personnes ») (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Daniel Vaillant (limitation de l'interdiction aux lieux avoisinants) (p. 9303) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Daniel Vaillant (fouille des véhicules sur autorisation écrite du procureur) (p. 9304).

Article 23 A *(recherche des personnes disparues) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean Geney (extension du champ de l'article à la disparition inexpliquée d'une personne physique) (p. 9305) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Jean Geney (limitation du concours immédiat des services de police ou de gendarmerie à la déclaration d'une disparition venant d'intervenir) (p. 9305) ;

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (information du procureur de la République) (p. 9306) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean Geney (suppression de la possibilité de ne pas informer le déclarant du résultat des recherches pour nécessité impérieuse de l'enquête) (p. 9306) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de M. Jean Geney (communication à la personne civilement responsable de l'adresse du mineur ou du majeur protégé ayant disparu sauf en cas de danger pour ce dernier) (p. 9306) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 de M. Jean Geney (accès de la police et de la gendarmerie, sur autorisation judiciaire, aux fichiers des organismes publics ou parapublics) (p. 9306).

Article 23 *bis* A *(protection de l'anonymat de certains policiers ou gendarmes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 38 de M. Christian Vanneste (extension aux agents des douanes) (p. 9306).

– ***Fait personnel :*** en réponse à M. Julien Dray, qui lui contestait le droit de mettre en doute la sincérité de sa considération pour les gardiens de la paix et leur mission, regrette d'avoir pu se laisser quelque peu emporter mais maintient que l'honorable parlementaire prend systématiquement le parti de mettre en cause les forces de l'ordre en cas d'incident quelles qu'en soient les circonstances [5 octobre 1994] (p. 4941).

– ***Observations sur les rappels au règlement*** de : *Dray (Julien) ; Sarre (Georges) ; Brunhes (Jacques) :* souligne que le territoire français n'a pas été interdit à Mme Taslima Nasreen et que le ministère de l'intérieur, consulté sur les conditions de sa participation à une seule émission télévisée, avait émis l'avis de délivrer un visa de vingt-quatre heures sans préjuger de toute demande relative à un séjour prolongé [6 octobre 1994] (p. 5036).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur :

– agents administratifs : recrutement (p. 6547) ;

– dette à l'égard de France Télécom (p. 6549).

Collectivités locales :
- concours financiers de l'Etat (p. 6548) ;
- départements : R.M.I. (p. 6548) ;
- dotation globale de fonctionnement (p. 6548, 6551) ;
- fonds de compensation de la T.V.A. (p. 6548).

Cultes (p. 6551, 6552).

Défense : brigade des sapeurs-pompiers de Paris (p. 6547).

Drogue (p. 6549).

Etat :
- administration territoriale et déconcentration (p. 6547) ;
- préfet (p. 6547).

Etrangers (p. 6552).

Impôts locaux : allégements : compensation (p. 6548).

Lois :
- projet de loi n° 1382 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (p. 6548) ;
- projet de loi n° 1490 d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (p. 6546 à 6548, 6550, 6552).

Ordre public :
- délinquance (p. 6549, 6551) ;
- mineurs (p. 6553) ;
- plans départementaux de sécurité (p. 6551) ;
- police municipale et sociétés de surveillance (p. 6550).

Papiers d'identité : carte nationale à sécurité renforcée (p. 6547).

Police :
- crédits (p. 6546) ;
- informatique et transmissions (p. 6546, 6551) ;
- logement (p. 6547, 6549, 6552) ;
- « îlotage », présence sur la voie publique et opérations de sécurisation (p. 6547, 6550) ;
- primes et bonifications indiciaires (p. 6547, 6548) ;
- statuts (p. 6547, 6548).

Politique générale (p. 6549, 6550, 6551).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : C.N.R.A.C.L. (p. 6551).

Sécurité civile :
- crédits (p. 6547, 6548, 6550) ;
- déminage (p. 6547) ;
- matériel aérien : achat et maintenance (p. 6547).

Réponses aux questions :

Administration : sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe (M. Alain Poyart) (p. 6554).

Associations : Humana-France (M. François Rochebloine) (p. 6568).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement : dotation « élu local » (M. Jean-Pierre Michel) (p. 6558).

Communes :
- Angoulême (M. Paul-Louis Tenaillon) (p. 6564) ;
- Avignon (Mme Marie-Josée Roig) (p. 6553) ;
- Conflans-Sainte-Honorine (M. Pierre Cardo) (p. 6568) ;
- Lille (M. Claude Dhinnin) (p. 6569) ;
- Paris (M. Laurent Dominati) (p. 6567) ;
- Rive-de-Gier (M. François Rochebloine) (p. 6569).

Défense : brigade des sapeurs-pompiers de Paris (M. Jacques Féron) (p. 6554).

Départements :
- Alpes-maritimes (M. Rudy Salles) (p. 6564) ;
- Haut-Rhin (M. Jean-Jacques Weber) (p. 6565) ;
- Seine-Saint-Denis (M. Christian Demuynck) (p. 6555).

Etrangers :
- délinquants : expulsion (M. Jean-Marie André) (p. 6557) ;
- immigration (M. Laurent Dominati) (p. 6566).

Europe : convention de Schengen (M. Laurent Dominati) (p. 6565).

Ordre public : nomades (M. Jean-Jacques Weber) (p. 6566).

Police :
- inspection générale des services (M. Christian Demuynck) (p. 6563) ;
- logement (Mme Véronique Neiertz) (p. 6555) ;
- région Ile-de-France : prime de « S.G.A.P. » (M. Pierre Cardo) (p. 6568) ;
- statuts (M. Guy Tessier) (p. 6564) ;
- transmissions (Mme Véronique Neiertz) (p. 6555).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : C.N.R.A.C.L. (M. Jean-Pierre Brard) (p. 6559).

Sécurité civile :
- forêt méditerranéenne (M. Daniel Collard) (p. 6558) ;
- sapeurs-pompiers volontaires (M. Patrick Hoguet) (p. 6556).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV :

– *ses observations* sur l'amendement n° 160 de M. Bernard Derosier (réduction de 50 millions de francs des crédits de la dotation générale de décentralisation des départements afin d'obtenir des précisions sur la modification de la prise en charge du R.M.I.) (p. 6571).

Etat C, titre VI :

– *ses observations* sur l'amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de 100 millions de francs des autorisations de programmes et des crédits de paiement de la première part de la D.G.E. des communes afin d'augmenter les crédits affectés à la deuxième part) (p. 6572).

Article 59 *(financement des dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 9 de M. Georges Sarre, 46 de M. Jean-Pierre Brard, 151 de M. Daniel Vaillant, 161 de M. Laurent Dominati et 166 de M. Philippe Goujon (de suppression) (p. 6575).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Ses interventions (p. 8867, 8920).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8868).

Audiovisuel (p. 8920).

Collectivités locales : services publics : délégations (p. 8867).

Conseil constitutionnel : décision n° 89-271 DC du 11 janvier 1990 (loi relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques) (p. 8868).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8867, 8920).

Elus : statut : pattrimoine : déclarations (p. 8867).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8867, 8920) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8867, 8920) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8867) ;
- loi organique n° 90-383 du 10 mai 1990 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (p. 8867).

Marchés publics (p. 8867)

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8868).

Discussion de l'article unique [13 décembre 1994] :

Avant l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Grandpierre (déclaration de patrimoine des candidats et de leur conjoint) (p. 9004).

Article unique *(application à l'élection présidentielle des modifications apportées au code électoral par la proposition de loi relative au financement de la vie politique ; diminution du plafond de dépenses) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 corrigé du Gouvernement (suppression de l'abaissement du plafond de dépenses figurant déjà dans le projet de loi organique n° 1658) (p. 9004) : adopté (p. 9005).

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 9004, 9005).

Après l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Louis Pierna (inscription au compte de campagne d'un montant forfaitaire représentatif des émissions de radio et de télévision en dehors de la campagne officielle et des journaux télévisés) (p. 9005).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Boutin (Christine)* (p. 8920).

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Alain Bocquet (suppression de l'interdiction d'affichage électoral dans les trois mois précédant l'élection) (p. 8926) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. René Carpentier (limitation de l'interdiction des campagnes publicitaires des collectivités locales au cas des campagnes ayant pour objectif manifeste d'avantager un candidat) (p. 8926) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Serge Lepeltier (interdiction des encarts publicitaires dans les publications politiques, électorales ou des collectivités territoriales ; compensation des pertes de recettes des collectivités précitées par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes résultant pour l'Etat de cette majoration par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8927).

Article 1er *(prohibition des mandataires communs à plusieurs candidats : art. L. 52-4 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Jacques Myard (réduction du délai d'imputation des dépenses sur le compte de campagne) (p. 8930).

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *favorable* à l'amendement n° 31 de M. Arsène Lux (de précision) (p. 8932) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Bédier (suppression de l'interdiction) (p. 8932, 8933) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Masson (de précision) (p. 8934) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 du Gouvernement (suppression du financement par une association de financement d'un parti politique) : adopté (p. 8934) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 corrigé de M. Georges Sarre (limitation aux élections au scrutin de liste et aux élections présidentielles) (p. 8934) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (interdiction de la publicité commerciale dans les publications des collectivités territoriales) (p. 8935).

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 5 de M. Gilles Carrez et 33 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8937).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Jean-Louis Masson (application aux cantons de 5 000 à 9 000 habitants des dispositions sur le financement des campagnes électorales) (p. 8938).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8940, 8941) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. Didier Bariani (limitation à 30 p. 100 du plafond) (p. 8941, 8942) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Martin Malvy (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop perçu) (p. 8942) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Georges Sarre (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop-perçu ; reversement total en cas de méconnaissance des règles en matière de plafonnement des dépenses, de compte de campagne ou de déclaration de patrimoine) (p. 8942, 8943) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jean-Louis Masson (abaissement du seuil de suffrages ouvrant droit au remboursement) (p. 8943).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Louis Pierna (inscription au compte de campagne du coût des émissions de télévision ou de radio auxquelles le candidat a participé) (p. 8944).

– *défavorable* à l'amendement n° 47 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (institution d'une taxe sur les marchés publics destinée au financement des partis et des campagnes électorales) (p. 8945).

Son intervention (p. 8946, 8947).

Audiovisuel.

Campagnes électorales : affiches.

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Jacques Brunhes (suppression des cautions demandées aux candidats) (p. 8961).

Article 7 *(déclarations de candidature aux élections législatives : art. L. 157 du code électoral) :*

– *favorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Masson (dépôt de candidature par le suppléant) (p. 8961).

Après l'article 7 :

– *soutient* l'amendement n° 76 du Gouvernement (radiation des listes électorales pendant cinq ans pour les dépositaires de l'autorité publique condamnés pour manquement à la probité ou les particuliers ayant porté atteinte à l'administration publique) : adopté (p. 8962) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. Jean-Louis Masson (dépôt de liste et retrait de candidature pour les élections sénatoriales) (p. 8962).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 53 rectifié de M. Jean-Louis Masson (sanction du dépassement de plafond de dépenses électorales) (p. 8963) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. René Carpentier (de précision en ce qui concerne l'interdiction de distribution de matériel électoral pendant la campagne officielle pour l'élection des conseillers municipaux) (p. 8963) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Patrick Devedjian (versement au député de la moitié du crédit perçu par son parti en raison de son appartenance à un groupe parlementaire) (p. 8964, 8966) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Patrick Devedjian (association de financement de l'action politique locale hors des périodes électorales) (p. 8967).

Article 9 *(répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 12 du Gouvernement (de suppression) (p. 8968) : retiré (p. 8969) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 27 corrigé de M. Georges Sarre (création d'une dotation par élection au suffrage universel direct) (p. 8969) ;

– *favorable* à l'amendement n° 108 de M. Raoul Béteille (prise en compte des résultats inférieurs à 2,5 p. 100 des suffrages exprimés) (sous l'amendement n° 12) (p. 8969).

Après l'article 9 :

– *soutient* l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8970) : adopté après modifications (p. 8975) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 101 de M. André Fanton (condition de dons faits par 500 élus) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 8973) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 104 de M. Ernest Moutoussamy (conditions et montant propres aux D.O.M.) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 8974) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 109 de M. Pierre Mazeaud (application pour trois années) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 8974).

Article 12 *(interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques : art. 11-4 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 du Gouvernement (exclusion des partis du champ de l'interdiction) (p. 8975) : adopté (p. 8976).

Article 13 *(coordination : art. 11-7 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Louis Pierna (absence de prise en compte des structures locales des partis pour la consolidation des comptes de ces derniers) (p. 8976).

Après l'article 14 :

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. André Fanton (fondations pour la formation civique, l'information des citoyens, le développement des échanges internationaux ; financement par des dons des personnes physiques ou morales) (p. 8978).

Article 15 *(plafond de dépenses applicable aux élections européennes : art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *soutient* l'amendement n° 15 du Gouvernement (abaissement de 30 p. 100) : adopté (p. 8978).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. René Carpentier (temps de parole des partis politiques dans les émissions radiotélévisées) (p. 8979).

Article 16 *(réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux partis politiques : art. 199* quater *C* bis *du code général des impôts) :*

– *soutient* l'amendement n° 107 du Gouvernement (de suppression) ; réservé (p. 8985) : adopté (p. 8987).

Article 17 *(réduction d'impôt au titre des dons des personnes physiques aux candidats et aux partis : art. 200 du code général des impôts) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 deuxième rectification du Gouvernement (réduction d'impôt égale à 40 p. 100 du montant des dons aux candidats et aux partis) (p. 8985) : adopté (p. 8986).

Après l'article 18 :

– *défavorable* à l'amendement n° 42 rectifié de M. Jacques Brunhes (suppression des droits de mutation pour les donations aux partis politiques ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 8987) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jean-Louis Masson (obligation de saisir l'autorité judiciaire en cas d'infraction constatée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans les comptes de campagne ou des partis ; saisine par tout électeur en cas de carence de cette dernière) (p. 8987).

Après l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Jean-Louis Masson (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner des partis politiques) (p. 8989) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Gilles Carrez (remboursement des dons des personnes morales perçus avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 8989).

Après l'article 22 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 44 de M. Alain Bocquet (liberté d'expression et d'organisation des partis dans les entreprises) (p. 8991) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 75 de M. Louis Pierna (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 8991) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Alain Bocquet (interdiction du financement des partis et des candidats par des personnes morales à compter du 1er janvier 1995) (p. 8993) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 corrigé de M. Jean-Louis Masson (entrée en vigueur de la loi le deuxième mois suivant sa promulgation) (p. 8893) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8993, 8396) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Alain Bocquer (validation des délibérations des assemblées locales attribuant des crédits de fonctionnement aux groupes politiques les composant) (p. 8997) ;

– *soutient* l'amendement n° 17 du Gouvernement (rapport de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques sur l'application de la loi pendant les trois années suivant son entrée en vigueur) : adopté (p. 8998) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 113 de M. Jean-Louis Masson (dépôt dans le délai de deux ans) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (p. 8998) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 110 de M. Georges Sarre (propositions de la Commission dans le délai de trois mois sur l'accès des courants de pensée aux émissions politiques) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (p. 8998).

Seconde délibération de l'article 4 :

Article 4 supprimé en première délibération *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (diminution de 30 p. 100) (p. 8999) : adopté après modifications (p. 9001) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 2 rectifié de M. André Fanton (plafond des dépenses propre au deuxième tour des élections municipales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 9000) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 3 de M. Jean-Jacques de Peretti (plafonds de dépenses hors taxes) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 9000).

Son intervention (p. 9003) :

Audiovisuel.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1704 relative au financement de la vie politique, articles 16 et 17.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 et 14 décembre 1994] :

Article 1er *(déclaration de patrimoine des députés : art. L.O. 135-1 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Brard (dépôt et publication avant l'élection ; extension aux candidats aux élections présidentielles et sénatoriales ; publication annuelle ; extension de cette dernière aux ministres, aux députés européens et à certains élus locaux ; saisine de la chambre d'accusation par la commission pour la transparence financière de la vie politique en cas d'augmentation injustifiée du patrimoine ; inéligibilité en cas d'infraction) (p. 9007) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Alain Bocquet (dépôt auprès du Bureau de l'Assemblée dans les quinze jours de l'entrée en fonction et dans les deux mois précédant la fin du mandat ; extension aux sénateurs et aux députés européens avec dépôt auprès de la Cour des comptes pour ces derniers ; publication un mois avant le renouvellement de l'assemblée concernée ; libre consultation et copie) (p. 9007) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Martin Malvy (déclaration selon une présentation unifiée) (p. 9008) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Martin Malvy (publication des observations de la commission pour la transparence financière de la vie politique en cas d'évolution anormale du patrimoine et saisine du parquet) (p. 9009) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Brard (contenu de la déclaration) (p. 9009) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (publication de la déclaration par la commission pour la transparence financière de la vie politique et saisine, par cette dernière, de la chambre d'accusation en cas d'augmentation injustifiée du patrimoine) (p. 9010) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Brard (publication de la déclaration par la commission pour la transparence financière de la vie politique) (p. 9010).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 6 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen, les fonctions de président de conseil régional ou général et celles de maire d'une commune ou président d'un groupement de communes de 100 000 habitants ou plus) (p. 9027) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9027) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9027) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général ou de maire d'une commune de 100 000 habitants ou plus) (p. 9027) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de conseiller de l'Assemblée de Corse ; incompatibilité du mandat précité avec les fonctions de président de conseil régional ou général) (p. 9027) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 corrigé rectifié de M. Alain Ferry (extension de la limitation du cumul avec le mandat de député aux fonctions de président de communauté de communes ou de villes, de communauté urbaine et de syndicat intercommunal ou de district de 100 000 habitants et plus) (p. 9037) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9038) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 52 de M. Pierre Favre (limitation au cas de l'obtention d'un deuxième mandat) à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (p. 9042) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9038) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Alain Bocquet (interdiction d'exercer une fonction de conseil ou de percevoir une rémunération pour un contrat d'étude) (p. 9044) ;

– *favorable* à l'amendement n° 28 de M. Pierre Mazeaud (interdiction d'exercer une activité professionnelle privée différente de celle exercée avant l'élection comme député sauf cas des professions libérales réglementées) (p. 9046) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 corrigé de M. Martin Malvy (incompatibilité entre les fonctions de président de chambre consulaire et l'exercice du mandat de député) (p. 9046) ;

– *favorable* aux amendements n^{os} 47 et 46 de M. Pierre Mazeaud (de coordination) (p. 9046) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 45 de Patrick Devedjian (extension à tout élu, ministre ou fonctionnaire de l'interdiction temporaire d'embauche par une entreprise antérieurement contrôlée par lui ou ayant reçu par son intervention directe délégation d'un service public ou attribution d'un marché public) (p. 9047).

Article 3 *(déclaration d'activités professionnelles : art. L.O. 151 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Martin Malvy (de suppression) (p. 9047) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 51 de M. Pierre Mazeaud (délais de renoncement aux fonctions incompatibles avec le mandat parlementaire et de dépôt de la déclaration d'activités professionnelles) (p. 9047) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 corrigé de M. Philippe Houillon (mise en position de disponibilité des fonctionnaires élus députés) (p. 9048) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 du Gouvernement (suppression de la saisine du Bureau par toute personne estimant un député en situation d'incompatibilité professionnelle) : adopté (p. 9048).

Article 4 *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 5 de M. Martin Malvy (extension des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) (p. 9048).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Alain Ferry (limite d'âge pour être élu député) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Alain Ferry (inéligibilité des députés élus depuis vingt années) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Alain Ferry (limite d'âge pour être élu sénateur) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Alain Ferry (inéligibilité des sénateurs ayant exercé trois mandats successifs) (p. 9049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Brard (inéligibilité des élus convaincus de corruption, trafic d'influence, ingérence ou favoritisme dans l'exercice de leur mandat) (p. 9048).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discusion des articles [22 décembre 1994] :

Conseil constitutionnel (p. 9651).

Enseignement : établissements scolaires (p. 9650, 9651).

Fonctionnaires et agents publics (p. 9650).

Hôpitaux et cliniques (p. 9650, 9651).

Parlementaires (p. 9650).

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Article 1er *(déclaration de patrimoine des membres du Parlement : art. L.O. 135-1 du code électoral) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Mazeaud (délai de dépôt) (p. 9652) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 9652).

Article 4 supprimé par le Sénat *(incompatibilités applicables aux membres du Conseil constitutionnel : art. 4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article compte tenu de dispositions transitoires permettant l'exercice jusqu'à leur terme des mandats actuellement détenus) (p. 9653).

Titre :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 9653).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1706 relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement, article 3.

– Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1668).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Affaires étrangères : Algérie (p. 9272, 9273).

Coopération et développement (p. 9272).

Délinquance et criminalité : sanctions : passeurs (p. 9268).

Europe : convention de Schengen (p. 9268, 9273).

Lois : ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (p. 9268, 9269).

Procédures de non-admission : zones d'attente et transit (p. 9268, 9269, 9273).

Transports : aéroports et gares (p. 9269).

– Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale (n° 1658).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Associations : associations de financement électoral (p. 9276).

Collectivités locales : Corse (p. 9275).

Comptes de campagne et plafonnement des dépenses (p. 9275, 9276).

Conseil constitutionnel (p. 9275, 9276).

Elections présidentielles (p. 9275, 9276).

Français de l'étranger (p. 9276).

Lois :

- loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (p. 9275) ;
- loi organique n° 90-983 du 10 mai 1990 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés (p. 9275) ;
- loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse (p. 9275) ;
- loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 relative à l'enttée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur (p. 9275) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 9275).

Parlement : incompatibilités et inéligibilités (p. 9275, 9276).

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 2 *(mise à jour des articles du code électoral applicables à l'élection présidentielle : art. 3 de la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jacques Brunhes (inscription au compte de campagne d'un montant forfaitaire représentant les émissions radiotélévisées auxquelles participent les candidats en dehors de la campagne officielle et des journaux d'information) (p. 9279).

Article 2 *bis* *(incompatibilité opposable aux candidats à l'élection du Président de la République : art. 3 de la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (de supression) (p. 9279).

Après l'article 2 *ter* :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (compétence du Conseil constitutionnel pour ordonner le versement au Trésor public du dépassement du plafond des dépenses électorales par un candidat à l'élection présidentielle) (p. 9280).

Article 3 *(comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle : art. 3 de la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (délai de publication par le Conseil constitutionnel) (p. 9280) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de M. Jacques Brunhes (interdiction des dons des personnes morales autres qu'un parti politique) (p. 9280) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de la commission (délai d'examen par le Conseil constitutionnel) (p. 9281).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Jacques Brunhes (déclaration patrimoniale des candidats) (p. 9281).

Article 4 *bis* nouveau *(vote des Français de l'étranger dans les agences consulaires : art. 16-1 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 9282).

Après l'article 4 *bis* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 14 du Gouvernement (remboursements forfaitaires aux candidats à l'élection présidentielle de 1995) : adopté (p. 9282).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de la commission (constat par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques de l'inéligibilité des candidats n'ayant pas déposé de compte de campagne dans les délais) (p. 9283).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 décembre 1994] :

Français de l'étranger (p. 9653).

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Justice : administration centrale et services judiciaires) [23 juin 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1489) [15 septembre 1994].

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **cours d'assises (n° 1299)** [1er juin 1994].

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1489), relatif au **statut fiscal de la Corse (n° 1535)** [28 septembre 1994].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VII : **Justice : administration centrale et services judiciaires (n° 1564)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Liaisons maritimes avec la Corse :** transports maritimes : grèves [18 mai 1994] (p. 1859, 1860).

– **Protocole judiciaire des accords d'Evian :** application : conséquences [2 novembre 1994] (p. 6331, 6332).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Greffes (p. 4081).

Justice (p. 4081).

Lois : projets de loi nos 1333, 1334 et 1335 : préparation : concertation (p. 4081).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4081).

Procédure pénale :

– application des peines : juges d'application des peines (p. 4082) ;

– transaction (p. 4081, 4082).

Système pénitentiaire : prisons (p. 4082).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*

– *soutient* l'amendement n° 15 de M. Nicole Catala et son amendement identique n° 182 (de suppression) (p. 4128) : rejetés (p. 4130).

Article 7 *(responsabilité de l'Etat au titre de la vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 473 du code civil) :*

– *son* amendement n° 183 (de suppression) (p. 4131) : rejeté (p. 4132).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *son* amendement n° 184 (de suppression) : retiré (p. 4134).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* (p. 4172).

Délinquance et criminalité : délinquance.

Justice : égalité.

Procédure pénale : transaction pénale.

– *son* amendement n° 94 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 108 (de suppression) : rejeté (p. 4181) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 51 de la commission et 18 corrigé de Mme Nicole Catala (rédactionnels) (p. 4183).

Assemblée nationale : président de séance : conditions du vote sur les amendements de suppression de l'article 22 et sur l'article 22.

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 96 (de suppression) (p. 4186) : adopté (p. 4187).

Article 31 *(libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an : art. 729 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 97 (de suppression) (p. 4187) : adopté (p. 4188).

Article 32 *(libération conditionnelle des condamnés de nationalité étrangère : arricle 729-2 de code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 93 : non soutenu (p. 4196).

Après l'article 37 :

– *son* sous-amendement n° 203 (communication des écoutes téléphoniques d'un parlementaire au président de l'Assemblée ou du Sénat) à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (information du président de l'Assemblée concernée dans le cas d'une telle écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4200) : retiré (p. 4204).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Rapporteur pour avis de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : T.V.A. et P.O.S.E.I. (programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité) (p. 5084).

Conseil constitutionnel (p. 5084).

Corse :
- histoire (p. 5083) ;
- spécificité (p. 5082, 5083) ;
- violence (p. 5083).

Gouvernement : politique à l'égard de la Corse (p. 5082, 5084).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : successions (p. 5084).

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Avant le titre Ier :

– *favorable* à l'amendement n° 27 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (statut fiscal et publication de ses dispositions par le Gouvernement) (p. 5093).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 13 (publication de l'ensemble des dispositions fiscales spécifiques à la Corse) : devenu sans objet (p. 5102).

Titre :

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission des lois (projet de loi portant statut fiscal de la Corse) : adopté (p. 5102).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration centrale et les services judiciaires [19 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la procédure des questions :

Cour de cassation (p. 5652).

Cours d'assises (p. 5652).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- Commission nationale de l'informatique et des libertés (p. 5651) ;
- écoutes téléphoniques (p. 5653) ;
- présomption d'innocence (p. 5652) ;
- secret de l'instruction (p. 5652, 5653).

Greffes (p. 5651).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 5651).

Juridictions administratives (p. 5651).

Magistrature :
- conciliateurs et juges de paix (p. 5652) ;
- effectifs (p. 5651, 5652) ;
- féminisation (p. 5652).
- juges d'instruction (p. 5652).

Ministère de la justice :
- crédits (p. 5651, 5652) ;
- informatisation (p. 5651).

Procédure pénale : application des peines : juge de l'application des peines (p. 5652).

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 5651).

Questions :

Son interruption (p. 5690).

Cours d'appel : Aix-en-Provence.

PELCHAT (Michel)

Député de l'Essonne

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Présidence d'entreprises publiques : entreprises nationales : nominations ; politique et réglementation ; privatisations [25 mai 1994] (p. 2214, 2215).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Anciens combattants et victimes de guerre : originaires des territoires devenus indépendants (p. 1793).

Harkis et assimilés : rôle, hommage et reconnaissance (p. 1793).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1994] :

Article 22 précédemment réservé *(charges de copropriété) :*

– *ses* amendements nos 130, 131 rectifié, 4, 132 et 133 : non soutenus (p. 3654) ;

– *son* amendement n° 8 deuxième rectification soutenu par M. Charles Revet (déductibilité fiscale des travaux de raccordement au câble dans les résidences principales) (p. 3654) : retiré (p. 3655).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4350) :

Audiovisuel : câble et satellite.

Informatique : télématique.

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 129 (commission d'étude du financement d'un fonds national de développement des nouvelles infrastructures de communication) : rejeté (p. 4772) ;

– *son* amendement n° 128 rectifié (délégation du conseil municipal au maire en matière d'autorisations d'antennes collectives) : rejeté (p. 4773) ;

– *son* amendement n° 334 (exclusion de la distribution par câble simultanément à une télédiffusion hertzienne terrestre du champ du droit de représentation) : retiré (p. 4773) ;

– *son* amendement n° 844 corrigé (distribution par câble simultanément à une distribution hertzienne) : retiré (p. 4773).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *terdecies* nouveau *(schéma directeur national des télécommunications) :*

– *son* amendement n° 18 soutenu par M. Hervé Mariton (de précision) (p. 7843) : rejeté (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 19 soutenu par M. Hervé Mariton (de conséquence) : rejeté (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 3 : non soutenu (p. 7844) ;

– *son* amendement n° 20 soutenu par M. Hervé Mariton (de précision) : devenu sans objet (p. 7846) ;

– *son* amendement n° 21 corrigé (de coordination) : devenu sans objet (p. 7846) ;

– *son* amendement n° 4 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 7846).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *son* amendement n° 16 deuxième correction soutenu par M. Pierre Hériaud (compétence des groupements de communes en matière de réseaux câblés) : rejeté (p. 8071).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Audiovisuel :

– « autoroutes de l'information » (p. 6286) ;

– secteur public et privatisation (p. 6285).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 203 : non soutenu (p. 7034).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 21 :

– *son* amendement n° 31 : non soutenu (p. 8552).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie (n° 1586).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [5 décembre 1994] :

Commerce extérieur : présence française en Lettonie (p. 8223).

Communautés européennes et Union européenne : rapprochement avec les pays baltes (p. 8223).

Coopération et développement : coopération culturelle et scientifique avec la Lettonie (p. 8223).

Lettonie : indépendance ; situation économique ; démocratisation et respect de la population russophone (p. 8222, 8223).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord : extension à l'Est (p. 8223).

Russie : rapports avec la Lettonie (p. 8222).

Union de l'Europe occidentale : association des pays baltes (p. 8223).

PELISSARD (Jacques)

Député du Jura

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 312, posée le 19 avril 1994 : **entreprises à statut simplifié dans le Jura** (p. 981). Appelée le 21 avril 1994 : P.M.E. et P.M.I. : entreprises de type simplifié : création (p. 1089, 1090).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *son* amendement n° 272 : non soutenu (p. 5516).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Discussion des articles [10 octobre 1994] :

Article 1er *(art. L. 411-11 du code rural : fixation du prix du bail en monnaie-actualisation) :*

– *son* amendement n° 11 deuxième rectification : non soutenu (p. 5170) ;

– *son* amendement n° 10 : non soutenu (p. 5171).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Questions* [18 octobre 1994] (p. 5638) :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux.

Patrimoine : patrimoine rural.

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 5695).

Tribunaux : tribunal de Lons-le-Saunier (p. 5695).

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] (p. 6714) :

Régions : contrats de plan Etat-régions.

Transports ferroviaires : T.G.V. : réseau et financement.

Voirie :

– crédits ;

– programme routier et schéma directeur autoroutier.

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 495 rectifié (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) soutenu par M. Yves Coussain (p. 7526) : rejeté (p. 7529).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 9 décembre 1994] :

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 365 : devenu sans objet (p. 8357).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* sous-amendement n° 369 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (caractère obligatoire du transfert de compétence au conseil régional) à l'amendement n° 103 de la commission (élaboration du projet de plan à l'initiative et sous la responsabilité de l'Etat et caractère optionnel du transfert à la région) : adopté (p. 8619) ;

– *son* amendement n° 366 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (consultation des chambres de commerce et d'industrie pour le choix et la localisation des usines de traitement des déchets industriels spéciaux) : retiré (p. 8620) ;

– *son* amendement n° 368 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (transfert de droit au conseil général) : adopté (p. 8621) ;

– *son* amendement n° 367 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (association des chambres consulaires départementales à l'élaboration du plan d'élimination des déchets ménagers) : retiré (p. 8622) ;

– *son* sous-amendement n° 488 (traitement fiscal des déchets « REFIOM ») à l'amendement n° 107 rectifié de la commission (taux de taxation des déchets industriels spéciaux) : devenu sans objet (p. 8627).

Après l'article 37 *ter* :

– *son* amendement n° 371 soutenu par M. Jacques-Michel Faure (réduction d'impôts pour certains abonnements de fourniture d'énergie) : retiré (p. 8632).

PENNEC (Daniel)

Député des Côtes-d'Armor

(4e circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 avril 1994] (p. 1154) :

Compte épargne-temps.

Entreprises.

Fonctionnaires et agents publics : intéressement.

Participation à la gestion.

Réserve spéciale de participation.

Secteur public : privatisations.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1903).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4336) :

Aménagement rural.

Communes :

– Langonnet ;

– Quimper ;

Départements : Creuse.

Entreprises : aides : création d'entreprises.

Postes et télécommunications : La Poste.

Régions :

– Bretagne ;

– Ile-de-France ;

– Limousin.

Services publics.

Transports.

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* sous-amendement n° 746 (modulation législative des charges imposées aux citoyens) à l'amendement n° 212 rectifié de la commission (objectifs d'aménagement du territoire des politiques de développement économique, social, culturel, de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie ; « association » des collectivités territoriales à la conduite de la politique de développement du territoire ; fixation par l'Etat des « obligations » des établissements, organismes publics et entreprises nationales chargés sous sa tutelle d'un service public ; incitation des personnes privées à participer à la réalisation des objectifs de développement du territoire ; dispositions dérogatoires modulant les charges imposées au citoyen en vue de corriger les inégalités de conditions de vie) : rejeté (p. 4388).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* sous-amendement n° 747 (de précision) à l'amendement n° 222 rectifié de la commission (dénomination de « schéma régional de développement du territoire » ; prise en compte des projets et politiques de l'Etat ; association à son élaboration des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tous les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme ; avis des collectivités et groupements associés à son élaboration et consultation du public) : rejeté (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *favorable* au sous-amendement n° 1015 de M. Marc Le Fur (membres parlementaires) à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) (p. 4471) ;

– *son* amendement n° 745 (consultation sur les schémas régionaux ou interdépartementaux en matière d'équipements ou de services publics) (p. 4474) : rejeté (p. 4475).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 749 (publication de la liste des pays ; entente de pays interdépartementale) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 752 (concertation avec les conseils municipaux sur les propositions de délimitation des pays) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 905 (consultation du conseil régional, du conseil général et des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 906 (consultation des conseils municipaux) : devenu sans objet (p. 4515).

Après l'article 10 :

– *son* sous-amendement n° 907 corrigé (extension en priorité dans les zones rurales, de montagne et les villes de moins de 30 000 habitants des commissions départementales d'organisation et de modernisation des services publics) à l'amendement n° 234 de la commission (généralisation des commissions précitées) : rejeté (p. 4519).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 908 (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort après avis du ministre concerné) (p. 4529) : rejeté (p. 4530).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *ses observations* (p. 4565) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 1032 de M. Marc Le Fur (participation du fonds d'investissement des transports terrestres à l'électrification des voies ferrées) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres ; affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement fluvial) : rejeté (p. 4582).

Après l'article 15 :

– *favorable* à l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4587).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *ses observations* (p. 4628) ;

– *son* amendement n° 748 rectifié (interdiction de toute aide publique aux entreprises transférant leur activité en Ile-de-France ou dans une métropole régionale ; institution d'une taxe de solidarité sur les entreprises transférées ou créées en Ile-de-France ou dans une métropole régionale) : rejeté (p. 4635).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 290 de la commission, 70 de M. Michel Mercier et 793 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4667).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 910 (plafonnement du nombre des membres du comité d'un syndicat de communes n'appartenant pas à un conseil municipal) : devenu sans objet (p. 4733).

Article 29 *(rapport du Gouvernement sur l'application de la loi) :*

– *son* amendement n° 911 (fixation à deux ans du délai de dépôt du rapport) (p. 4776) : retiré (p. 4777).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales : ressources et péréquation (p. 7749).

Entreprises : subventions (p. 7749).

Etat : rôle (p. 7749).

Hôpitaux et cliniques (p. 7750).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 7749).

Logement et habitat (p. 7749).

Services publics (p. 7749).

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Après l'article 7 *terdecies* :

– *défavorable* au sous-amendement n° 537 du Gouvernement (condition de sécurité des soins pour le maintien des établissements de proximité) à l'amendement n° 75 de la commission (création et objet d'un schéma de l'organisation sanitaire et sociale) (p. 7853).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 525 précédemment réservé (interdiction des aides publiques aux entreprises situées dans certaines zones d'aménagement du territoire ou dans une ville de moins de 40 000 habitants délocalisant leur siège social ou leur activité) : retiré (p. 8100) ;

– *son* amendement n° 526 précédemment réservé (même interdiction pour les mêmes zones ou les villes de moins de 30 000 habitants) : retiré (p. 8100) ;

– *son* amendement n° 439 précédemment réservé (même interdiction pour les mêmes zones ou les villes de moins de 20 000 habitants) : retiré (p. 8101).

PERBEN (Dominique)

Ministre des départements et territoires d'outre-mer

DEPOTS

Projet de loi tendant à favoriser **l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336)** [1er juin 1994].

Projet de loi étendant dans les **territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer** et à la **collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682)** [16 novembre 1994].

Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant **dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683)** [16 novembre 1994].

Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux **collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1684)** [16 novembre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Thien Ah Koon (André)* : décentralisation de l'université de la Réunion** : délocalisation : Le Tampon [20 avril 1994] (p. 990, 991).

– ***Thien Ah Koon (André)* : construction d'un deuxième aéroport à la Réunion** : aéroport du sud [8 juin 1994] (p. 2717).

– ***Vergès (Paul)* : avenir de la Réunion** : contrats de plans ; charges sociales ; aide aux emplois à l'exportation [15 juin 1994] (p. 3000, 3001).

– ***Moutoussamy (Ernest)* : D.O.M.** : politique fiscale [14 décembre 1994] (p. 9056).

– ***Taubira-Delannon (Christiane)* : POSEIDOM** : application [14 décembre 1994] (p. 9066, 9067).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (n° 771).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant l'adoption de l'article unique [13 janvier 1994] (p. 55) :

Lois :

- loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 modifiant l'article L. 1 du code électoral et relative au droit de vote par procuration ;
- lois modificatives : application dans les T.O.M. ;
- projet de loi n° 771 : consultation facultative des assemblées territoriales : avis favorables.

Opérations de vote : vote par procuration : retraités et vacanciers.

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Constitution : article 74 : territoires d'outre mer (p. 64).

D.O.M.-T.O.M. : présence de la France dans le monde (p. 72).

Etat : rôle, concours au territoire et contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 63, 72).

Fonctionnaires et agents publics (p. 63, 72).

France : dette à l'égard de la Polynésie (p. 64).

Gouvernement : Gouvernement précédent (p. 72).

Polynésie française :

- Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires (p. 62) ;
- démographie (p. 62) ;
- réformes à entreprendre ou entreprises par le territoire (p. 62).

Projet de loi :

- « comité du suivi » (p. 63, 64, 72) ;
- conditions d'élaboration et approbation par l'Assemblée territoriale (p. 62) ;
- évolution par rapport au texte soumis à l'Assemblée territoriale (p. 62, 64, 72) ;
- fonds pour le progrès de la Polynésie (p. 63, 72).

Discussion des articles [13 janvier 1994] :

Article 1er et annexes *(champ d'application de la loi et annexes) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (appui technique et financier prioritaire de l'Etat dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, de l'industrie, de l'aquaculture et de l'artisanat) (p. 74) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de la commission (appui technique et financier de l'Etat pour la mise en œuvre de mesures d'incitation à l'emploi dans les secteurs productifs) (p. 74) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (création d'une société immobilière pour la réalisation des objectifs retenus en matière de logement) (p. 74) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'alinéa de l'annexe I consacré au développement et à l'aménagement des archipels : objectif de désenclavement et création d'une société de développement et d'aménagement) (p. 74) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (intensification de la politique de l'environnement ajoutée aux objectifs de l'appui technique et financier de l'Etat) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (transformation de l'annexe II en articles additionnels) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (aide financière de l'Etat précisée par la présente loi pour les cinq premières années de son application) (p. 74).

Après l'article 1er :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (engagements de l'Etat en matière d'éducation, de formation et de recherche prévus à l'annexe II) (p. 75) ;

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (engagements de l'Etat en matière de santé publique et de protection sociale prévus à l'annexe II) (p. 75) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 22 du Gouvernement (accord de coordination à conclure entre les régimes de protection sociale pour couvrir l'ensemble des assurés sociaux) à l'amendement n° 9 de la commission : adopté (p. 75) ;

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (engagements de l'Etat en matière de protection judiciaire de la jeunesse prévus à l'annexe II et institution d'une commission de conciliation obligatoire pour régler les conflits fonciers) (p. 75) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (engagements de l'Etat en matière de fiscalité prévus à l'annexe II) (p. 75) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (engagements de l'Etat en matière d'administration communale prévus à l'annexe II et adaptation du statut du personnel communal aux capacités budgétaires des communes) (p. 75) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (engagements de l'Etat en matière de télécommunications prévus à l'annexe II) (p. 75).

Article 2 *(contrat de développement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 76) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (contrôle financier sur l'utilisation des subventions accordées par l'Etat aux sociétés d'économie mixte) (p. 76).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs de contrôle financier de la Chambre territoriale des comptes) (p. 76).

Après l'article 3 :

– *soutient* l'amendement n° 23 du Gouvernement (affiliation des fonctionnaires et retraités de l'Etat au régime d'assurance maladie maternité applicable s'ils exerçaient leurs fonctions en métropole ou y résidaient) : adopté (p. 77).

Article 4 *(communes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte par l'Etat des contraintes particulières des communes de Polynésie pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 78) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 27 de M. Eric Raoult (rédactionnel) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 78) ;

Article 5 *(création d'un fonds pour le progrès de la Polynésie française) :*

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (éligibilité des groupements de communes au fonds pour le progrès de la Polynésie) (p. 78) ;

– *soutient* l'amendement n° 24 du Gouvernement (versement aux archipels de subventions par le fonds pour le progrès de la Polynésie) : adopté (p. 78).

Article 6 *(comité chargé de suivre l'application de la loi) :*

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (composition du « comité de suivi ») (p. 79).

Titre :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 rectifié de la commission (nouveau titre : « Projet de loi d'orientation relative au pacte de progrès conclu entre l'Etat et la Polynésie française ») (p. 79) ;

– *soutient* l'amendement n° 25 du Gouvernement (nouveau titre : « Projet de loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ») : adopté (p. 79).

– Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire (n° 1155).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Assemblée nationale : commission des lois (p. 2102).

Lois :
- loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 2102) ;
- loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie : article 8 (p. 2102) ;
- loi n° 89-1006 du 31 décembre 1989 relative à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat (p. 2102) ;
- loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 2102) ;
- loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social : article 41 (p. 2102) ;
- loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française (p. 2101, 2103).

Procédure pénale : application des peines (p. 2101, 2103).

T.O.M. : Polynésie française :
- administration pénitentiaire (p. 2102, 2103, 2105) ;
- assemblée territoriale : consultation (p. 2102) ;
- développement et partenariat avec l'Etat (p. 2101, 2102, 2103).

T.O.M. : Wallis et Futuna : établissement pénitentiaire (p. 2105).

– Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat (n° 1156).

Discussion des articles [24 mai 1994] :

Article 2 *(intégration des agents non fonctionnaires) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Gaston Flosse (suppression de l'examen professionnel) (p. 2106) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Gaston Flosse (intégration « sur dossier ») (p. 2107) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Jean Juventin (suppression de l'intégration « par ordre de mérite ») (p. 2107).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 et 23 juin 1994] :

Ses interventions (p. 3353, 3444).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 3363).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3369).

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* opposée et soutenue par : *Vergès (Paul)* (p. 3451).

Principaux thèmes développés :

Administration :
- Agence d'insertion (A.I.) (p. 3354, 3355, 3444, 3445) ;
- Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) (p. 3444) ;
- Institut géographique national (p. 3447).

Agriculture (p. 3369, 3446).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3445, 3447).

B.T.P. (p. 3446).

Commerce et artisanat : libre circulation : « grand marché antillais » (p. 3355, 3447).

Commerce extérieur (p. 3370, 3446).

Communautés européennes et Union européenne : fonds européens (p. 3444, 3445).

Constitution : article 72 (p. 3363, 3370, 3445).

Démographie (p. 3444).

Départementalisation (p. 3371).

Emploi :
- chômage (p. 3353, 3356, 3363, 3369) ;
- chômage : indemnisation (p. 3355) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3354, 3356, 3369, 3370, 3444) ;
- préretraites (p. 3356).

Enseignement supérieur (p. 3447).

Entreprises :
- charges sociales : exonération (p. 3354, 3370, 3444, 3445, 3446) ;
- coût salarial (p. 3354, 3370) ;
- dialogue social (p. 3446, 3447) ;
- sous-traitance (p. 3356).

Etrangers : immigration (p. 3356, 3445).

Fonctionnaires et agents publics : traitements (p. 3447).

Formation professionnelle (p. 3355).

Guadeloupe (p. 3448).

Guyane (p. 3355, 3445).

Impôts et taxes :
- conventions fiscales (p. 3447, 3448) ;
- octroi de mer et taxe additionnelle (p. 3355, 3356) ;
- taxe spéciale d'équipement (p. 3355) ;
- taxe spéciale sur les carburants (p. 3355) ;
- T.V.A. (p. 3355, 3356, 3370, 3444).

Jeunes (p. 3356, 3363).

Jeux et paris : taxation (p. 3356, 3444).

Logement et habitat : logement social (p. 3355, 3356, 3444, 3447).

Lois :
- loi n° 86-824 du 11 juillet 1986 de finances rectificative pour 1986 : article 22 (p. 3446) ;
- loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon : article 51 (p. 3446).

Lois de finances : crédits budgétaires : fonds pour l'emploi (p. 3355).

Marchés publics (p. 3448).

Martinique (p. 3447, 3448).

Mayotte (p. 3445).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 3445).

Plan : Commissariat du Plan : rapport Belorgey (p. 3445, 3447).

Propriété :
- domaine public : zone des cinquante pas géométriques (p. 3448) ;
- foncier (p. 3445, 3448).

Postes et télécommunications : France Télécom (p. 3447).

Réunion (p. 3446).

R.M.I. (p. 3353, 3354).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3446).

Service national : service national adapté (p. 3355).

S.M.I.C. (p. 3354).

Transports :

- transports aériens (p. 3447) ;
- transports maritimes (p. 3445).

Ville : politique de la ville : métropolirains originaires des D.O.M. (p. 3447).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Ernest Moutoussamy (abaissement à 35 heures de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3455).

Article 1er *(modalités particulières d'adaptation du dispositif d'insertion : chapitre IV nouveau du titre III de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion) :*

Article 42-6 nouveau (agence d'insertion) :

– *défavorable* à l'amendement n° 98 de M. Paul Vergès (établissement public local) (p. 3456).

Article 42-7 nouveau (organes de direction de l'agence d'insertion) :

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de M. Camille Darsières (agence départementale présidée par le président du conseil général) (p. 3457) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Ernest Moutoussamy (présidence du conseil d'administration par le président du conseil général) (p. 3457) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 3458) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 41 de la commission (nomination des personnalités qualifiées au conseil d'administration en nombre égal par le préfet et le président du conseil général) (p. 3458) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Paul Vergès (nomination du directeur par décision conjointe du ministre et du président du conseil général) (p. 3458) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (nomination du directeur sur proposition du président du conseil général) (p. 3458).

Article 42-8 nouveau (contrat d'insertion par l'activité) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 3459) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 43 de la commission et 8 de M. Ernest Moutoussamy (temps de formation) (p. 3459) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (transmission d'informations nominatives à l'agence par les organismes payeurs de l'allocation de R.M.I.) : adopté (p. 3459).

Article 42-9 nouveau (financement des actions d'insertion menées par l'agence) :

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Ernest Moutoussamy (modalités de versement de la contribution du département) (p. 3460) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Camille Darsières (versement de la contribution du département dans le respect de la libre administration des collectivités territoriales) (p. 3460).

Article 2 *(contrats d'accès à l'emploi : section II du chapitre II du titre II du livre VIII du code du travail : art. L. 832-4 nouveau) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Ernest Moutoussamy (exclusion des employeurs du secteur de l'importation) (p. 3461) ;

– *soutient* l'amendement n° 214 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 3461) ;

– *soutient* l'amendement n° 225 du Gouvernement (ptise en charge par l'Etat des frais de formation) : adopté (p. 3461) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Ernest Moutoussamy (rémunération minimale du bénéficiaire égale au S.M.I.C.) (p. 3461) ;

– *soutient* l'amendement n° 217 du Gouvernement (extension aux particuliers employant des salariés à des travaux domestiques) : adopté (p. 3462) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 99 de M. Paul Vergès (condition d'absence de licenciement dans l'année précédant la conclusion du contrat) (p. 3463) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 153 de M. Ernest Moutoussamy (exclusion pendant deux années des entreprises ayant procédé à un licenciement dans l'année précédant la promulgation de la loi) (p. 3463) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 193 de M. Camille Darsières (autorisation de la direction départementale du travail dans les six mois suivant un licenciement économique) (p. 3463) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Ernest Moutoussamy (priorité de réembauche après un licenciement économique) (p. 3463) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 14 de M. Ernest Moutoussamy et 194 de M. Camille Darsières (prise en compte des bénéficiaires pour le calcul des seuils sociaux) (p. 3463) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 195 de M. Camille Darsières (remboursement de l'aide forfaitaire en cas de rupture du contrat de travail) (p. 3464) ;

– *favorable* à l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 3464) ;

– *soutient* l'amendement n° 215 du Gouvernement (entrée en vigueur le 1er octobre 1994) : adopté (p. 3464).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 237 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles) (p. 3465) : adopté (p. 3467).

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *favorable* à l'amendement n° 47 de la commission (extension au secteur de la production audiovisuelle avec compensation des pertes de recettes par l'institution d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 3475) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 226 de M. Camille Darsières (extension au secteur du B.T.P.) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3475) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 232 de M. Edouard Chammougon (extension aux entreprises artisanales du B.T.P. et à l'artisanat de services) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3475) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 227 de M. Camille Darsières (extension aux entreprises inscrites au répertoire des métiers) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3475) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 228 de M. Camille Darsières (extension aux entreprises de l'aquaculture) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3475) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 229 de M. Camille Darsières (extension aux exploitants agricoles et aux marins-pêcheurs) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3476) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 230 de M. Camille Darsières (exonération totale pour les emplois créés et de moitié pour les emplois existants) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3476) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 235 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 47 de la commission : adopté (p. 3476) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 236 rectifié du Gouvernement (entrée en vigueur de l'exonération le 1er octobre 1994) à l'amendement n° 47 de la commission : adopté (p. 3476) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 155 de M. Ernest Moutoussamy (condition de création d'emplois) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 157 de M. Ernest Moutoussamy (condition de maintien du nombre d'emplois) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 156 de M. Ernest Moutoussamy (condition d'apurement progressif du passif) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 158 de M. Ernest Moutoussamy (suspension de l'exonération en l'absence de maintien des emplois) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 159 de M. Ernest Moutoussamy (exclusion de certaines entreprises en fonction de leur masse salariale) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 160 de M. Ernest Moutoussamy (information des représentants du personnel et des syndicats) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3477) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 161 de M. Ernest Moutoussamy (suspension de l'exonération en l'absence de création d'emplois ou d'investissement) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3478) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 218 de M. Ernest Moutoussamy (exclusion des entreprises de l'hôtellerie n'ayant pas versé aux collectivités locales le produit de la taxe de séjour) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3478).

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Ernest Moutoussamy (indemnité différentielle versée au chômeur acceptant un emploi assorti d'une rémunération inférieure au montant de l'allocation chômage) (p. 3479) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Paul Vergès (prise en charge des frais de formation des salariés bénéficiant d'une formation d'au moins quatre heures hebdomadaires imputée sur le temps de travail) (p. 3479).

Article 4 *(fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer : section IV nouvelle du chapitre II du titre III du code du travail – art. L. 832-4 nouveau) :*

– *favorable* à l'amendement n° 48 de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3479) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 3479) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 184 rectifié de Mme Christiane Taubira-Delannon (rapport d'évaluation) (p. 3480).

Article 5 *(prélèvement sur les sommes engagées dans les courses et les jeux) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 50 de la commission, 80 de la commission des finances et 86 de M. André-Maurice Pihouée (de suppression) (p. 3480).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (institution d'une taxe départementale sur la consommation de rhum à la Réunion) (p. 3481).

Article 6 *(augmentation du taux normal de la T.V.A.) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 26 de M. Ernest Moutoussamy et 202 de M. Camille Darsières (de suppression) (p. 3483) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Paul Vergès (augmentation du taux normal métropolitain et des D.O.M. à due concurrence du montant nécessaire au financement résiduel des actions prévues dans le projet de loi) (p. 3483) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Ernest Moutoussamy (maintien du taux actuel) (p. 3483).

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 109 de M. Paul Vergès (transmission aux conseils régionaux et généraux) (p. 3484) ;

– *favorable* à l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 3484) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 82 de la commission des finances et 130 de M. Raymond-Max Aubert (de conséquence) (p. 3484) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 110 de M. Paul Vergès (champ du rapport) (p. 3484) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de la commission des finances (champ étendu au versement de la créance de proratisation du R.M.I. pour 1992) (p. 3484) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Ernest Moutoussamy (avis des assemblées locales avant transmission du rapport) (p. 3485) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (information du Parlement sur les conventions fiscales avec les Etats de la zone géographique des D.O.M.) (p. 3485).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Camille Darsières (information du Parlement sur les conventions fiscales avec les Etats de la zone géographique des D.O.M.) (p. 3485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 204 de M. Camille Darsières (information du Parlement sur les taux bancaires dans les D.O.M.) (p. 3486).

Article 8 *(exonération pour l'embauche des deuxième et troisième salariés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon et à l'ensemble du territoire des D.O.M. et compensation des pertes de recettes par la création d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 3486).

Article 9 *(aide au conseil et à la formation en faveur des chômeurs créant ou reprenant une entreprise : section V nouvelle du chapitre II du titre III du livre VIII du code du travail : art. L. 832-5 nouveau) :*

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3487) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Camille Darsières (conditions d'agrément de l'organisme dispensant la formation) (p. 3487).

Article 10 *(adaptation de la rémunération mensuelle minimale : section première du chapitre II du titre III du livre VIII du code du travail : art. L. 831-1) :*

– *favorable* à l'amendement n° 55 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3487).

Article 11 *(compétences du comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi dans les régions d'outre-mer) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 3488) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 162 de M. Ernest Moutoussamy (consultation du comité sur les plans régionaux de développement des formations des jeunes) (p. 3488).

Article 12 *(compétences de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière d'insertion professionnelle des jeunes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 3488).

Après l'article 13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Ernest Moutoussamy (application de plein droit des conventions collectives nationales aux D.O.M.) (p. 3489) ;

– *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (fixation par les conventions collectives nationales de leur champ d'application dans les D.O.M.) (p. 3489) ;

– *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission (adaptation des conventions collectives nationales applicables aux D.O.M.) (p. 3489) ;

– *soutient* l'amendement n° 234 du Gouvernement (application du code du travail aux salariés agricoles) : adopté (p. 3489) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 61 rectifié de la commission (application du code du travail) (p. 3489) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (compétences des inspecteurs du travail) (p. 3490) ;

– *favorable* à l'amendement n° 63 rectifié de la commission (sanction pénale du délit d'emploi d'étranger sans titre de travail) (p. 3490) ;

– *favorable* à l'amendement n° 64 de la commission (règles applicables au contrat de travail à salaire différé et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3490) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n° 65 de la commission et 207 de M. Camille Darsières (création d'une conférence paritaire des transports dans chaque D.O.M.) (p. 3491) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de M. Pierre Petit (certificat de formation professionnelle au titre du service militaire adapté) (p. 3491) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. Jean-Paul Virapoullé (comité d'examen des taux d'intérêt) (p. 3491).

Article 14 *(réglementation applicable en matière de rémunération aux salariés mahorais détachés temporairement dans un département : art. L. 000-2 nouveau du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte) :*

– *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) (p. 3492).

Article 15 *(contrat de retour à l'emploi : chapitre III nouveau du titre II du livre III du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte : art. L. 323-1 à L. 323-3 nouveaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 131 de M. Raymond-Max Aubert (rédactionnel) (p. 3493).

Après l'article 15 :

– *soutient* l'amendement n° 96 du Gouvernement (aide aux chômeurs créateurs d'entreprises) : adopté (p. 3493) ;

– *soutient* l'amendement n° 223 du Gouvernement (création d'un contrat emploi-jeune à durée indéterminée accompagné d'un temps de formation et assorti d'une exonération de cotisations sociales patronales) : adopté (p. 3494).

Article 16 *(sanctions administratives applicables à l'emploi d'étrangers dépourvus de titre de travail : art. L. 330-3 nouveau du code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte)* (p. 3494) : adopté après modifications (p. 3495).

– *favorable* à l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 3495).

Article 22 *(dispositions relatives à la sous-traitance : art. 15-1 nouveau de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) :*

– *favorable* à l'amendement n° 70 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3495).

Après l'article 22 :

– *soutient* l'amendement n° 128 du Gouvernement (convention de développement des services publics de Mayotte) (p. 3495) : adopté (p. 3496).

Article 23 *(affectation du produit de la taxe spéciale de consommation aux investissements relatifs aux transports et à l'environnement : art. 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) (p. 3497) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 140 de M. Philippe Chaulet (perception et répartition du produit par le conseil régional) (p. 3497) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 167 rectifié de M. Léon Bertrand (dotation régionale aux infrastructures de transport) (p. 3497) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 113 corrigé de M. Paul Vergès (suppression de la dotation régionale au traitement des déchets ménagers) (p. 3498) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 112 de M. Paul Vergès (suppression de la dotation régionale à l'adduction et au traitement de l'eau potable, à l'épuration et au transport des eaux pluviales et des eaux usées) (p. 3498) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 114 de M. Paul Vergès (suppression de la dotation départementale au traitement des déchets ménagers) (p. 3498) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 115 de M. Paul Vergès (suppression de la dotation départementale à l'adduction et au traitement des eaux) (p. 3498) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 116 de M. Paul Vergès (suppression de la dotation communale au traitement des déchets ménagers) (p. 3499) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 117 de M. Paul Vergès (suppression de la dotation communale à l'adduction et au traitement des eaux) (p. 3499).

Article 24 *(modalités de création des établissements publics d'aménagement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 87 de M. André-Maurice Pihouée (de suppression) (p. 3499).

Après l'article 24 :

– *favorable* à l'amendement n° 126 rectifié de M. Léon Bertrand (établissement public foncier d'aménagement rural de Guyane) (p. 3500) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 186 rectifié de Mme Christiane Taubira-Delannon (création, composition et mission de l'établissement public foncier de Guyane) (p. 3500).

Article 25 *(institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement : art. 1609 B nouveau du code général des impôts) :*

– *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3501).

Article 26 *(établissement public d'aménagement en Guyane) :*

– *favorable* à l'amendement n° 136 de M. Léon Bertrand (rédactionnel) (p. 3502) ;

– *favorable* à l'amendement n° 133 de M. Léon Bertrand (compétence de l'établissement public foncier créé après l'article 24 du présent projet en matière de concession et de cession de terres) (p. 3502) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 127 rectifié de M. Léon Bertrand (rédactionnel) (p. 3502) ;

– *favorable* à l'amendement n° 134 troisième rectification de M. Léon Bertrand (cessions gratuites à l'établissement public foncier précité ; accord de la commune préalable à ces cessions dans une zone urbaine ; cessions aux collectivités territoriales) (p. 3502, 3503).

Après l'article 26 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Paul Virapoullé (comité de réintégration dans le domaine privé de terrains situés dans la zone des cinquante pas géométriques) (p. 3503) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 137 de M. Philippe Chaulet (commission de réintégration dans le domaine privé de la zone des cinquante pas géométriques) (p. 3504).

Article 27 *(surloyer perçu par les sociétés d'économie mixte d'habitation à loyer modéré : art. L. 472-1-2 nouveau du code de la construction et de l'habitation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3504) ;

– *soutient* l'amendement n° 238 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur) (p. 3504) : adopté (p. 3505).

Article 28 *(application de la réglementation relative à la transformation des logements) :*

– *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3505).

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 173 corrigé de M. Anicet Turinay (extension de la réduction d'impôt pour investissement outre-mer aux travaux d'amélioration ou d'acquisition-amélioration de logements existants) (p. 3505).

Article 29 *(achèvement du marché unique des Antilles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Anicet Turinay (de précision) (p. 3507) ;

– *favorable* à l'amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) (p. 3507) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Anicet Turinay (suppression de la déclaration périodique des mouvements de marchandises) (p. 3507) ;

– *favorable* à l'amendement n° 77 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3507) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 212 deuxième rectification de M. Camille Darsières (report au 1er juillet 1995 de l'entrée en vigueur de l'article) (p. 3507).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Philippe Chaulet (déduction fiscale des frais de participation à des congrès et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3508) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet *repris* par M. Camille Darsières (exclusion de la procédure de publicité pour les délégations de transports terrestres publics) (p. 3509, 3510, 3511) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Pierre Lellouche (représentation cartographique de la France incluant les D.O.M.-T.O.M.) (p. 3510) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 213 de M. Camille Darsières (rapport annuel sur l'application de la loi) (p. 3511) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 146 de M. Pierre Lellouche (rapport annuel sur la situation des ressortissants des D.O.M.-T.O.M. résidant en métropole) (p. 3511).

Demande de seconde délibération des articles 7 et 30 (p. 3511).

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (exclusion du versement de la créance de proratisation pour 1992 du champ du rapport) : adopté (p. 3512).

Article 30 *(déductions fiscales pour les congrès organisés dans les D.O.M.) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 3512).

Son intervention lors des explications de vote (p. 3515) :

Administration : agence départementale d'insertion.

Emploi : insertion professionnelle et sociale.

R.M.I.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] :

Emploi : insertion professionnelle et sociale (p. 4798).

Lois : projet de loi :
- concertation (p. 4798, 4800) ;
- règlements d'application (p. 4800).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Administration :
- Agence d'insertion (p. 6621) ;
- Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (p. 6619, 6621, 6622).

Affaires étrangères :
- Canada (p. 6624) ;
- Caraïbes (p. 6626) ;
- océan Indien (p. 6627) ;
- Pacifique (p. 6626, 6627).

Agriculture (p. 6620, 6621).

Aménagement du territoire : schémas d'aménagement régionaux (p. 6624).

Banques et établissements financiers (p. 6621).

Bâtiment et travaux publics (p. 6618).

Collectivités territoriales (p. 6618, 6619, 6624, 6626).

Commerce et artisanat (p. 6620).

Communautés européennes et Union européenne :
- Cour de justice (p. 6619, 6620) ;
- situation des D.O.M.-T.O.M. (p. 6620, 6621, 6627).

Défense : essais nucléaires (p. 6625).

Drogue (p. 6624).

Enseignement (p. 6622, 6625).

Environnement (p. 6623).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 6619).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (F.I.D.E.S.) (p. 6618).

Fonds national de développement des adductions d'eau (F.N.D.A.E.) (p. 6625).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.) (p. 6618, 6619, 6621).

Guadeloupe (p. 6620, 6621, 6624).

Guadeloupe : Saint-Martin et Saint-Barthélémy (p. 6624).

Guyane (p. 6619, 6620, 6623, 6624).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux de Cayenne et de Saint-Laurent (p. 6623).

Impôts et taxes :
- investissements : défiscalisation (p. 6620) ;
- octroi de mer et taxe additionnelle (p. 6619, 6620) ;
- taxe d'embarquement (p. 6619).

La Réunion (p. 6620, 6622, 6624).

Logement et habitat (p. 6622, 6623).

Lois :
- loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française (p. 6625) ;
- loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 6618, 6620).

Martinique (p. 6619).

Mayotte (p. 6621, 6624, 6625).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 6621, 6624, 6625).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. :
- crédits (p. 6618) ;
- compétences et coordination interministérielle (p. 6618).

Nouvelle-Calédonie (p. 6618, 6619, 6626).

Ordre public (p. 6624).

Plan : contrats de plan (p. 6619, 6623, 6624, 6626).

Polynésie française (p. 6618, 6625).

Propriété :
- domaine public : zone des cinquante pas géométriques (p. 6623) ;
- foncier (p. 6623).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6620, 6621, 6624, 6625).

Santé publique (p. 6625).

Service national adapté (p. 6621, 6622).

Terres antarctiques et australes : Terre Adélie (p. 6623).

Transports (p. 6622, 6625, 6626).

Transports : fonds d'investissement routier (p. 6619).

Wallis-et-Futuna (p. 6624, 6626).

Ville : contrats de ville (p. 6622, 6625).

Réponses aux questions :

Allocation parentale d'éducation et S.M.I.C. (M. Paul Vergès) (p. 6628).

Enseignement (M. André Thien Ah Koon) (p. 6628).

- Communications hebdomadaires du Gouvernement :

- accord conclu entre la France et le Canada à propos de Saint-Pierre-et-Miquelon [6 décembre 1994] (p. 8301).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : accords de coopération régionale du 9 novembre 1994 (p. 8301).

Etat : frontières : sentence arbitrale rendue à New York le 10 juin 1992 (p. 8301).

Industrie : usines de traitement du poisson (p. 8302, 8305).

Mer et littoral :
- frontière maritime ; réciprocité d'accès (p. 8301) ;
- pêche : quotas de morue et cosurveillance (p. 8301, 8302, 8305).

Organisation des pêches du Nord-Ouest atlantique (p. 8304).

Transports : desserte aérienne de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 8301).

- Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Constitution : article 74 : territoires d'outre-mer (p. 9334, 9335).

Enseignement privé (p. 9335).

Lois :
- codification (p. 9334) ;
- loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9338) ;
- loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française : article 11 (p. 9335).

Mayotte (p. 9335).

Police de la route et sécurité routière (p. 9334).

Procédure pénale (p. 9335).

T.O.M. :
- Nouvelle-Calédonie : caisses des écoles (p. 9335) ;
- Polynésie française : impositions communales (p. 9335) ;
- Wallis-et-Futuna (p. 9335).

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Article 5 *(abrogations de conséquence) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9339).

Article 6 *(statut des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) :*

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Gaston Flosse (date d'entrée en vigueur) (p. 9339).

Article 9 *(création de caisses des écoles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 9340).

Article 10 *(validation des centimes additionnels à la contribution des patentes, à l'impôt foncier sur les propriétés bâties et à la contribution des licences) :*

– *favorable* à l'amendement n° 3 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 9341).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Péricard (validation des impositions exigibles au titre de la cotisation de solidarité territoriale) (p. 9341) ;

– *favorable* à l'amendement n° 10 de M. Gaston Flosse (mobilité des agents du territoire de la Polynésie française) (p. 9342).

Après l'article 18 :

– *soutient* l'amendement n° 5 du Gouvernement (institution d'une redevance sur les minerais d'or dans les régions d'outre-mer) (p. 9343) : déclaré recevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement : adopté après modifications (p. 9344, 9345) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 7 de M. Léon Bertrand (répartition du produit entre la région et les communes) à l'amendement n° 5 du Gouvernement (p. 9345) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 8 rectifié de M. Léon Bertrand (rapport d'évaluation) à l'amendement n° 5 du Gouvernement (p. 9345).

Titre :

– *soutient* l'amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) (p. 9345) : adopté (p. 9346).

Commission mixte paritaire :

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [18 janvier 1995] :

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de l'article additionnel après l'article 11 validant les impositions au titre de la cotisation de solidarité territoriale de Polynésie française) (p. 207) ; adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 210, 211).

Après les explications de vote :

Son intervention (p. 211).

Polynésie française.

– Projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer [n° 1683].

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Constitution : article 74 : territoires d'outre-mer (p. 9313).

Enseignement privé (p. 9316).

Etat : rôle (p. 9313, 9314).

Fonctionnaires et agents publics (p. 9316).

Juridictions administratives (p. 9313, 9315, 9316).

Lois :

- loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer (p. 9313, 9315) ;
- loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 9313, 9316) ;
- loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1988 et portant dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (p. 9313, 9314, 9316) ;
- loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 modifiant la loi n° 94-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française (p. 9313) ;
- loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire (p. 9314) ;
- loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire (p. 9313).

Terres australes et antarctiques françaises (p. 9315).

T.O.M. :

- Nouvelle-Calédonie (p. 9313, 9314, 9315, 9316) ;
- Polynésie française (p. 9313, 9315, 9316) ;
- Wallis-et-Futuna (p. 9313,9315).

Discussion des articles [17 décembre 1994] :

Article 1er *(compétences de l'Etat : art. 8 de la loi du 9 novembre 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 13 du Gouvernement (compétence pour créer des réserves ou des parcs naturels sur le domaine de l'Etat) : adopté (p. 9322).

Article 3 *(compétence des provinces en matière sociale et de transports routiers : art. 10 de la loi du 9 novembre 1988) :*

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (gestion des cours d'eau et du réseau routier d'intérêt territorial) (p. 9323).

Après l'article 5 :

– *soutient* l'amendement n° 14 du Gouvernement (dotations spécifiques pour les collèges au titre de l'exercice 1995) : adopté (p. 9323) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 du Gouvernement (intégration dans la fonction publique territoriale des agents contractuels des établissements publics) (p. 9323) : adopté (p. 9324).

Article 6 *(élargissement du droit de saisine pour avis du tribunal administratif : art. 95-1 de la loi du 9 novembre 1988) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (information du Haut-Commissaire par le tribunal administratif) (p. 9324).

Article 7 *(pouvoirs de l'administrateur supérieur en tant qu'ordonnateur : art. 9 de la loi du 29 juillet 1961) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (de précision) (p. 9324).

Article 9 *(dispositions budgétaires et comptables : art. 19 à 34 de la loi du 29 juillet 1961) :*

Article 27 (pouvoir de l'ordonnateur en cas de non-adoption du budget dans le délai légal) :

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (information préalable du président de l'assemblée) (p. 9327) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9327).

Article 13 *(validations des impositions perçues en Nouvelle-Calédonie) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 9327).

Article 14 *(compétences de l'Etat en matière de règles applicables aux personnels des établissements privés de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie : art. 8 de la loi du 9 novembre 1988 et 3 de la loi du 6 septembre 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 corrigé de la commission (de précision) (p. 9327).

Après l'article 15 :

– *soutient* l'amendement n° 16 du Gouvernement (compétence du conseil des ministres du territoire en matière d'actions en justice portant sur les réglementations issues des délibérations de l'assemblée du territoire) : adopté (p. 9329) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de M. Gaston Flosse (même compétence en matière de concessions du domaine public maritime) (p. 9330) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Gaston Flosse (même compétence en matière de permis de travail des étrangers) (p. 9330) ;

– *soutient* l'amendement n° 17 du Gouvernement (sessions ordinaires de l'assemblée territoriale de Polynésie française) : adopté (p. 9331) ;

– *soutient* l'amendement n° 18 du Gouvernement (sessions extraordinaires de l'assemblée précitée) : adopté (p. 9331) ;

– *soutient* l'amendement n° 19 du Gouvernement (de coordination) (p. 9331) : adopté (p. 9332) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 rectifié de M. Gaston Flosse (peine d'amende pour infraction aux règlements édictés par l'assemblée territoriale de Polynésie française) (p. 9332) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 corrigé de M. Gaston Flosse (même objet pour les peines d'emprisonnement) (p. 9323) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 du Gouvernement (indemnités de vacation des membres du conseil économique, social et culturel de la Polynésie française) : adopté (p. 9333) ;

– *soutient* l'amendement n° 21 du Gouvernement (sessions du conseil précité) : adopté (p. 9333).

Commission mixte paritaire :

Avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [28 janvier 1995] :

– *son intervention* (p. 202).

PERETTI (Jean-Jacques de)

Député de la Dordogne

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Intérieur et aménagement du territoire : aménagement du territoire) [13 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant modernisation de l'agriculture (n° 1610) [8 novembre 1994] ; remplacé par M. Bernard de Froment [16 novembre 1994].

Devient membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 2 décembre 1994] (p. 17057)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 30 : Intérieur et aménagement du territoire : aménagement du territoire (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 460,** posée le 21 juin 1994 : **nouvelle organisation commune de marché tabacole** (p. 3332). Appelée le 23 juin 1994 : soutien du marché (p. 3420, 3421).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Agroalimentaire (p. 1951).

Environnement (p. 1952).

Exploitants agricoles : pluriactivité (p. 1952).

Lois : loi d'orientation agricole (p. 1950).

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 1952).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 106 (autorisation de la publicité pour les produits du tabac ritrant moins de 12 mg de goudrons, dans la presse écrite à l'exception des publications destinées à la jeunesse) (p. 3207) : rejeté (p. 3208).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Audiovisuel (p. 2814, 2815).

Collectivités locales (p. 2815).

Enseignants : formation (p. 2815).

Enseignement maternel et primaire : études dirigées et travail personnel (p. 2814).

Informatique (p. 2814, 2815).

Lois de finances : crédits budgétaires : éducation (p. 2815).

Personnel non enseignant (p. 2815).

Programmes : enseignement artistique (p. 2814).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Aménagement rural (p. 4313).

Collectivités locales :

– coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4313) ;

– ressources et péréquation (p. 4313).

Consultation nationale (p. 4312).

DATAR (p. 4313).

Développement local (p. 4313).

Etat : rôle (p. 4312, 4313).

Impôts locaux : réforme (p. 4313).

Plan (p. 4313).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4312).

Services publics (p. 4313).

Ville : politique de la ville (p. 4313).

Discussion des articles [9 et 10 juillet 1994] :

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *son* sous-amendement n° 995 (limitation aux équipements culturels, de santé, sportifs et socio-éducatifs « d'intérêt national ») à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (suppression du schéma annexé ; principes généraux des orientations contenues dans le schéma national ; avis des régions, des départements et des organisations représentatives des communes et groupements de communes ; approbation par le Parlement et caractère d'une loi de plan au sens de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1992) (p. 4426) : adopté (p. 4428).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 1000 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (insertion dans les directives d'adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4442).

Avant l'article 8 :

– *son* amendement n° 391 (fusion du commissariat général du Plan et de la DATAR) (p. 4488) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4489).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *son* amendement n° 841 : non soutenu (p. 4623) ;

– *son* amendement n° 842 : non soutenu (p. 4624).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 916 : non soutenu (p. 4642).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

DATAR (p. 7761).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 7762, 7763).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 7762).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7761).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7762).

Discussion des articles [29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *decies* nouveau *(révision et établissement de schémas directeurs nationaux dans le domaine des transports) :*

– *son* amendement n° 459 : non soutenu (p. 7832) ;

– *ses observations* sur *son* amendement n° 460 soutenu par M. André Fanton (fixation à soixante kilomètres de la limite d'éloignement maximal par rapport à une autoroute ou une gare desservie par le réseau ferroviaire à grande vitesse) (p. 7832, 7833) : adopté (p. 7834).

Article 8 A nouveau *(mesure fiscale en faveur des agents publics et des salariés dont le lieu de travail est transféré hors de la région d'Ile-de-France) :*

– *son* amendement n° 461 (extension à toutes les primes ou indemnités pour transfert du lieu de travail hors de la région d'Ile-de-France) : devenu sans objet (p. 7869).

Article 8 *(organisation des services déconcentrés de l'Etat : art. 6 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 et art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) :*

– *soutient* l'amendement n° 197 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des possibilités offertes par le télétravail) (p. 7870) : rejeté (p. 7871).

Article 13 *(Fonds national d'aménagement et de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 462 soutenu par M. André Fanton (délégation de la moitié des crédits aux préfets de région) : retiré (p. 7929).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens) :*

– *son* amendement n° 463 soutenu par M. André Fanton (suppression du caractère d'établissement public ; coordination avec les dispositions de la loi de finances pour 1995) (p. 7931) : rejeté (p. 7932) ;

– *son* sous-amendement n° 464 rectifié soutenu par M. André Fanton (rapport annuel au Parlement) à l'amendement n° 90 de la commission (suppression du caractère d'établissement public ; composition du comité de gestion du fonds) : retiré (p. 7932).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroute. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *son* amendement n° 465 (rapport annuel au Parlement sur le fonctionnement du fonds) : devenu sans objet (p. 7950).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *son* amendement n° 466 (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) : retiré ; repris par M. Augustin Bonrepaux : rejeté (p. 7956).

Article 23 *(rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales. Fonds national de péréquation. Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) :*

– *son* amendement n° 479 (institution d'une taxe sur la grande distribution de carburant finançant une aide au maintien des stations-service en milieu rural) (p. 8049) : rejeté (p. 8050).

Après l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 480 (loi d'adaptation du régime juridique des sociétés d'économie mixte) : retiré (p. 8065).

Avant l'article 17 :

– *son* sous-amendement n° 582 (définition des zones de revitalisation rurale) à l'amendement n° 98 rectifié précédemment réservé de la commission (classification des zones) (p. 8079) : retiré (p. 8080).

Après l'article 17 :

– *son* amendement n° 467 précédemment réservé (exonération de moitié de l'imposition des plus-values professionnelles des personnes soumises à l'impôt sur le revenu pour leurs activités exercées dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8085) ;

– *son* amendement n° 452 deuxième rectification précédemment réservé (réduction d'impôt sur le revenu des contribuables installés dans une zone de revitalisation rurale ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux normal de T.V.A.) : retiré (p. 8085) ;

– *son* amendement n° 448 rectifié précédemment réservé (réduction d'impôt sur les sociétés en cas de création d'entreprises industrielles ou commerciales d'au moins dix salariés dans les territoires ruraux de développement prioritaire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux normal de T.V.A.) (p. 8085) : retiré (p. 8086) ;

– *son* amendement n° 449 rectifié précédemment réservé (même objet en cas de création d'entreprise dans les zones de revitalisation rurale ; gage identique) (p. 8086) : retiré (p. 8088) ;

– *son* amendement n° 469 précédemment réservé (exonération de la taxe sur les salaires des associations intermédiaires dans les zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8088).

Après l'article 18 :

– *son* amendement n° 475 précédemment réservé (calcul des revenus fonciers en cas de changement de domicile pour raison professionnelle dans les zones rurales fragiles ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091) ;

– *son* amendement n° 472 précédemment réservé (déduction forfaitaire sur les revenus fonciers dans les zones rurales fragiles ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091) ;

– *son* amendement n° 477 précédemment réservé (prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail pour le calcul de l'impôt sur le revenu dans les zones rurales fragiles ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091) ;

– *son* amendement n° 478 précédemment réservé (même objet limité aux départements suivants : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Haute-Saône ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091) ;

– *son* amendement n° 482 précédemment réservé (exonération des plus-values réalisées à l'occasion d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale exercée dans une zone prioritaire d'aménagement ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8091) ;

– *son* amendement n° 450 rectifié précédemment réservé (réduction d'impôt sur le revenu pour les contribuables installés dans une zone d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation du taux normal de T.V.A.) (p. 8091) : retiré (p. 8092) ;

– *son* amendement n° 476 précédemment réservé (réduction d'impôt sur le revenu pour les grosses réparations afférentes aux résidences secondaires situées dans une zone rurale fragile ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8092) ;

– *son* amendement n° 474 précédemment réservé (exonération des droits de mutation à titre gratuit pour certains immeubles implantés dans une zone rurale fragile ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8092) ;

– *son* amendement n° 473 précédemment téservé (même exonération pour certains biens professionnels ; gage identique) : retiré (p. 8092).

Article 18 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(réduction du droit départemental d'enregistrement ou de la taxe départementale de publicité foncière liée à la mobilité des personnes) :*

– *son* amendement n° 468 (exonération de la moitié des droits d'enregistrement des immeubles à usage professionnel dans les territoires ruraux de développement prioritaire ; compensation des pertes de recettes des départements par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes de l'Etat par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8093) ;

– *son* amendement n° 470 corrigé (compensation partielle par l'Etat des pertes de recettes des départements ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 8094).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 471 précédemment réservé (délai de reprise des licences de débits de boissons) : adopté (p. 8101).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 45 (caractère de frais professionnels conféré aux dépenses de déplacement entre le domicile et le lieu de travail dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 5380) : retiré (p. 5383) ;

– *ses* amendements n°s 46 et 47 : non soutenus (p. 5383).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 50 rectifié : non soutenu (p. 5452).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 49 corrigé : non soutenu (p. 5454).

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *son* amendement n° 279 rectifié (p. 5490) : non soutenu (p. 5491).

Deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [21 octobre 1994] :

Aides et primes : prime à l'aménagement du territoire (p. 5809, 5810).

Aménagement du territoire :

– crédits (p. 5809) ;

– projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (p. 5809).

Collectivités locales : dotation globale de fonctionnement ; défiscalisation territoriale (p. 5810, 5811).

Organismes et structures :

– Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (p. 5809) ;

– fonds de gestion de l'espace rural (p. 5809) ;

– fonds d'investissement des voies terrestres et des voies navigables (p. 5810) ;

– Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5809, 5810) ;

– Fonds national de développement des entreprises (p. 5810).

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Supplée *Merville (Denis)* en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances [21 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : règlements et directives : respect (p. 5840).

Cours d'eau, étangs et lacs : plan « Loire grandeur nature » ; rivières : entretien et restauration ; plans d'exposition aux risques (p. 5838).

Eau : agences de l'eau, politique de l'eau, loi sur l'eau (p. 5839).

Emploi : « emplois verts » (p. 5839).

Ministère de l'environnement :

– crédits (p. 5837, 5839) ;

– directions régionales de l'environnement (p. 5837, 5838, 5840).

Organismes et structures :

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5838) ;

– Conservatoire du littoral et des rivages lacustres (p. 5839) ;

– fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 5838) ;

– Institut français de l'environnement (p. 5838) ;

– Institut national de l'environnement et des risques (p. 5838).

Parcs et réserves naturelles (p. 5839).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 5839).

Plan : XI[e] Plan et contrats de plan Etat-régions (p. 5839).

Service national (p. 5839).

Voirie : pistes cyclables (p. 5839).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– pensions de réversion (p. 6196) ;

– retraites agricoles (p. 6196).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 48 (abattement de 150 000 F sur la valeur vénale pour le calcul des droits au titre de l'acquisition d'une première résidence principale) (p. 7034) : retiré (p. 7035).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route)* :

– *son* amendement n° 91 (amende de 25 000 F en cas de dépassement de plus de 30 km/h de la vitesse maximale autorisée à 30 km/h) : devenu sans objet (p. 7180).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. : pensions de réversion (p. 7447).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7446).

Commercialisation :
- grandes surfaces (p. 7447) ;
- politique de qualité (p. 7447).

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 7446).

Exploitants agricoles :
- endettement (p. 7447) ;
- revenus et charges ; pluriactivité (p. 7446, 7447).

Exploitations agricoles : statut (p. 7446, 7447).

Organismes et structures :
- commissions départementales d'orientation de l'agriculture (p. 7447) ;
- Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et agroalimentaire (p. 7447).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole)* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 135 de la commission (réaffirmation du principe de l'exploitation familiale) (p. 7493) ;

– *son* amendement n° 502 (développement d'une politique de qualité et de labels) (p. 7494) : adopté (p. 7495) ;

– *favorable* à l'amendement n° 366 de M. Jacques Boyon (couverture des risques naturels) (p. 7498) ;

– *son* amendement n° 422 (reconnaissance et rémunération des fonctions non marchandes exercées par les agriculteurs en matière d'environnement et de services) : retiré (p. 7499).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation)* :

– *son* amendement n° 504 : non soutenu (p. 7508) ;

– *son* amendement n° 505 : non soutenu (p. 7510).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 506 : non soutenu (p. 7512) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Jacques Pélissard (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) (p. 7528) ;

– *son* sous-amendement oral (objectif de maîtrise de la qualité du marché des A.O.C.) à l'amendement n° 495 rectifié par M. Jacques Pélissard (p. 7527) : rejeté (p. 7529).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture)* :

– *ses* amendements n°s 507 et 508 : non soutenus (p. 7537) ;

– *son* amendement n° 509 corrigé : non soutenu (p. 7538).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 449 (rapport au Parlement) (p. 7558) : devenu sans objet (p. 7559).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 511 (conditions d'exonération du droit de timbre de dimension) : retiré (p. 7565).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société)* :

– *son* amendement n° 443 (allégement fiscal lors du passage en société) : retiré (p. 7572).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 444 : non soutenu (p. 7579).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 446 (possibilité de faire une seule déclaration de bénéfices lorsque les revenus de l'exploitant agricole ne dépassent pas 200 000 F) (p. 7597) : retiré (p. 7598).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières)* :

– *soutient* l'amendement n° 430 de M. François Guillaume (souscription de la déclaration dans les six mois qui suivent la promulgation de la loi) : rejeté (p. 7631) ;

– *son* amendement n° 445 rectifié (attribution et gestion des biens sectionaux) (p. 7632) : retiré (p. 7633) ;

– *soutient* l'amendement n° 585 de M. Henri Cuq (dégrèvement total de la taxe sur le foncier non bâti pour les zones agricoles péri-urbaines) (p. 7633) : retiré (p. 7634).

Après l'article 19 :

– *soutient* l'amendement n° 555 rectifié de M. Pierre-André Périssol (permet aux associations syndicales autorisées dont un ou plusieurs membres adhérents ont été mis en redressement judiciaire de ne reverser à leurs créanciers que les sommes reçues dans le cadre de ce redressement) : retiré (p. 7634).

Après l'article 26 :

– *soutient* l'amendement n° 361 de la commission des finances (déductibilité fiscale des dépenses de mise aux normes des bâtiments d'exploitation rurale effectivement supportées par le propriétaire) (p. 7663) : retiré (p. 7654) ;

– *soutient* l'amendement n° 362 de la commission des finances (amortissement sur une seule année des dépenses de mise aux normes) : retiré (p. 7655) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 603 du Gouvernement (amortissement exceptionnel de cinquante pour cent des installations de production) (p. 7655).

Article 35 *(déduction du revenu du capital foncier pour les exploitants en faire-valoir direct)* :

– *son* amendement n° 516 (détermination par décret des conditions d'option pour la déduction du revenu du capital foncier) : retiré (p. 7670) ;

– *son* amendement n° 517 (permet aux exploitants individuels de déduire les revenus du capital foncier et du capital d'exploitation de l'assiette sociale) : retiré (p. 7671).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Article 46 *(dispositions transitoires)* :

– *son* amendement n° 98 soutenu par M. Alain Gest (prorogation de la durée de validité des inscriptions sur les listes d'aptitude existant au 1er janvier 1994) : adopté après modifications (p. 8199).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 57 rectifié (saisine des chambres régionales des comptes) : rejeté (p. 9205) ;

– *son* amendement n° 55 deuxième rectification (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres et des élus locaux) (p. 9205, 9207) : rejeté (p. 9209) ;

– *son* amendement n° 54 deuxième rectification (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9206, 9207) : rejeté (p. 9209) ;

– *son* amendement n° 56 (saisine de la Cour de discipline budgétaire ou du procureur de la République à l'initiative de la chambre régionale des comptes) : retiré (p. 9209).

Article 10 *(information du parquet des juridictions financières : art. 40-1 nouveau du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 27 du Gouvernement (de suppression) (p. 9210).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 10.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Cour de discipline budgétaire et financière (p. 8916).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 8916).

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement (p. 8916).

Lois :

– loi n° 48-1484 du 25 septembre 1948 tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une Cour de discipline budgétaire (p. 8916) ;

– loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8915) ;

– loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8915) ;

– loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8915, 8916).

Marchés publics (p. 8916).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Seconde délibération de l'article 4 [13 décembre 1994] :

Article 4 supprimé en première délibération *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *son* sous-amendement n° 3 (plafonds de dépenses hors taxes) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (diminution de 30 p. 100) (p. 9000) : rejeté (p. 9001).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(droit de reproduction par reprographie : art. L. 122-10 à L. 122-13 nouveaux du code de la propriété intellectuelle) :*

Article L. 122-10 nouveau (cession et gestion du droit de reproduction par reprographie) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de M. Daniel Picotin (exclusion des copies à usage interne et gratuit d'une personne morale) (p. 9235).

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 décembre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 9380).

Lois : loi n° 84-603 du 13 juillet 1984 créant une société nationale d'exploitation des tabacs et allumettes (SEITA) (p. 9381).

Santé publique (p. 9380).

Seita :

– ouverture du capital (p. 9380) ;
– personnels (p. 9380) ;
– situation économique et financière (p. 9380).

Tabac :

– débitants (p. 9380, 9381) ;
– marché (p. 9380) ;
– monopole (p. 9380) ;
– politique agricole commune (p. 9381) ;
– production : planteurs (p. 9380,9381).

Discussion des articles [19 décembre 1994] :

Article 2 *(statut du personnel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (maintien du statut du personnel) (p. 9390).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 21 (modification rédactionnelle de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1984) (p. 9393) : retiré (p. 9393) ;

– *son* amendement n° 18 (p. 9393) : retiré (p. 9393) ;

– *ses observations* sur les amendements n°s 1 de M. Germain Gengenwin et 7 de M. Martin Malvy (application des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1984 relatif au maintien et au développement de la production nationale de tabac) (p. 9396).

Article 3 *(souscription d'actions par les débitants de tabac) :*

– *son* amendement n° 19 (souscription de titres de la SEITA par les planteurs de tabac) (p. 9397) : retiré (p. 9397) ;

– *son* amendement n° 20 (souscription de titres de la SEITA par les planteurs de tabac à hauteur de 2 p. 100 du capital) (p. 9397) : retiré (p. 9397).

Explications de vote (p. 9398).

Santé publique.

SEITA :

– Etat : tutelle ;
– situation économique et financière.

Tabac :

– marché ;
– production : planteurs.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 9398).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Audiovisuel : multimédias (p. 9517).

Enseignants : formation (p. 9517).

Informatique (p. 9517, 9518).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9517, 9518).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Président de cette mission [*J.O.* du 23 février 1994] (p. 3063).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Martin Malvy tendant à créer une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'élaboration du rapport Vedel sur les conditions de l'aide apportée en matière immobilière par les collectivités locales aux établissements d'enseignement privés sous contrat (n° 859) [12 janvier 1994).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [*J.O.* du 17 juin 1994] (p. 8784).

Président de cette commission [*J.O.* du 24 juin 1994] (p. 9155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

Président de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1994] (p. 9355).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

Président de cette commission [*J.O.* du 12 juillet 1994] (p. 10061).

Cesse d'appartenir à l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 15 novembre 1994] (p. 16180).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 859) tendant à créer une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'élaboration du rapport Vedel sur les conditions de l'aide apportée en matière immobilière par les collectivités locales aux établissements d'enseignement privés sous contrat **(n° 1162)** [26 avril 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'**évolution des relations culturelles entre la France, le Cambodge, le Laos et le Vietnam (n° 1274)** [25 mai 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du Règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur **R.F.O., bilan et perspectives (n° 1275)** [25 mai 1994].

Proposition de loi tendant à **clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intérimaires (n° 1407)** [21 juin 1994]. Retrait de cette proposition [4 juillet 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Campagne électorale à la radio et à la télévision : élections européennes : campagne ; temps de parole [8 juin 1994] (p. 2726, 2727).

– Service public de l'audiovisuel : Radio France : grève d'octobre 1994 : salaires des journalistes [26 octobre 1994] (p. 6073, 6074).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 19 rectifié de M. Pierre Mazeaud et 49 de M Didier Mathus (de suppression) (p. 1441).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n° 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 1625).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : directives nos 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil.

Politique générale.

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Assemblée nationale : commissions : commission des affaires culturelles (p. 1775).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Son intervention (p. 2426).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Affaires étrangères : sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 2427).

Associations (p. 2427).

Audiovisuel : télévision (p. 2427).

Enseignement (p. 2428).

Justice : Cour de cassation : arrêt du 26 janvier 1994 (p. 2427).

Lois :

– loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social : article 47 (p. 2427) ;

– proposition de loi n° 1188 modifiant les règles relatives à l'indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (p. 2427).

Professions médicales :

– médecins (p. 2427, 2428) ;

– risque médical (p. 2427) ;

– secret médical (p. 2427).

Professions paramédicales : infirmiers, infirmières et auxiliaires de soins (p. 2427).

Sida :

– dépistage (p. 2426, 2427) ;

– prévention (p. 2426).

Toxicomanie (p. 2426).

Transfusion sanguine ; transfusés (p. 2427).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 juin 1994] :

Son intervention sur la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 3705).

Principaux thèmes développés :

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale.

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

– ***Sa lettre,*** lue par : *Raoult (Eric) (VP),* par laquelle il accepte de retirer sa proposition de loi [30 juin 1994] (p. 3944).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Commission mixte paritaire :

Son intervention avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] (p. 4799).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Audiovisuel :

– production et programmes (p. 6275) ;
– redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6274).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6274).

Radiodiffusion :

– radio numérique (p. 6274) ;
– Radio-France (p. 6274).

Télévision :

– Arte (p. 6274, 6275) ;
– chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6274, 6275) ;
– France 2, France 3 et France Télévision (p. 6275) ;
– réseaux câblés (p. 6275).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 6275).

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] (p. 6226) :

Communes : Saint-Germain-en-Laye.

Enseignants : effectifs.

Enseignement maternel et primaire.

Enseignement secondaire : lycées internationaux.

Politique de l'éducation : instruction civique.

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6779).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 6778).

Conseil constitutionnel : décision 87-234 DC du 7 janvier 1988 (loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 6778).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6780).

Epargne : épargne retraite (p. 6780).

Financement et équilibre des comptes (p. 6778, 6779, 6781).

Impôts et taxes :

– C.S.G. (p. 6778, 6781) ;
– T.V.A. (p. 6781).

Lois :

– loi de finances pour 1980 n° 80-30 du 18 janvier 1980 : article 2 (p. 6778) ;
– loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (p. 6779) ;
– loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6780) ;
– loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6778).

Parlement (p. 6778).

Personnes âgées : dépendance (p. 6780).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6779, 6780, 6781).

Retraites (p. 6779).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : fonctionnaires civils et militaires (p. 6780).

R.M.I. (p. 6780).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 4 (validation des impositions exigibles au titre de la cotisation de solidarité territoriale) (p. 9341) : rejeté (p. 9342).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Son intervention (p. 9406).

Principaux thèmes développés :

Anciens combattants : Afrique du Nord :

– associations ;
– hommage et reconnaissance ;
– rente mutualiste.

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles.

Discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Après l'article unique :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 rectifié de M. Didier Migaud (rapport au Parlement sur la prise en compte des périodes passées en Algérie pour l'ouverture du droit à la pension de retraite au taux plein du régime général) (p. 9415).

– Projet de loi n° 1773 de programmation du « nouveau contrat pour l'école ».

Première lecture :

Avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 9465).

Principaux thèmes développés :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 9466).

Conseil d'Etat : avis (p. 9466).

Parlement : obstruction (p. 9466).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9466).

PERISSOL (Pierre-André)

Député de l'Allier

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **dispense d'affranchissement** des **réponses aux offres d'emploi** pour les **demandeurs d'emploi** inscrits à l'A.N.P.E. **(n° 997)** [2 février 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 283,** posée le 12 avril 1994 : **situation de l'élevage ovin** (p. 705). Appelée le 14 avril 1994 : primes : conditions d'attribution ; montant ; zones défavorisées ; concurrence étrangère (p. 790, 791).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [14 avril 1994] (p. 814) :

Assistance médicale à la procréation :

– caractère médical et thérapeutique ;

– couples : âge, projet parental.

Ethique :

– bioéthique : législateur ;

– Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal.

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 1967).

Elevage (p. 1967, 1968).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1968).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Aides : prêts locatifs aidés ; prêts locatifs d'insertion (p. 3552).

Bâtiment et travaux publics : crise et relance (p. 3551, 3552).

Copropriété : privilèges et désignation d'un administrateur provisoire (p. 3552, 3553).

Impôts et taxes : impôts fonciers (p. 3552).

Logement privé :

– bureaux : transformation en logements (p. 3552) ;

– loyers ; parc (p. 3552).

Logement social : habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3552).

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

Article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :

– *soutient* l'amendement n° 10 rectifié de la commission (communication par les organismes H.L.M. au représentant de l'Etat dans le département, de l'état des immeubles et du montant des travaux à réaliser) (p. 3571) : rejeté (p. 3572) ;

– *son* sous-amendement n° 198 (non-opposabilité aux tiers de la disposition) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 3571) : retiré (p. 3572) ;

– *son* amendement n° 117 rectifié (information des collectivités publiques garantes et des communes des montants prévisibles des aides nécessaires à la reconstruction d'un immeuble comparable) (p. 3576) : retiré (p. 3577) ;

– *son* amendement n° 116 (accord argumenté du représentant de l'Etat pour la vente des logements situés dans un immeuble de plus de 50 logements) : retité (p. 3577) ;

– *son* amendement n° 199 (accord motivé du représentant de l'Etat pour la vente des logements situés dans un immeuble de plus de 50 logements) : retiré (p. 3577).

Article 1er *bis* nouveau *(examen par les organismes et les conseils départementaux de l'habitat de la politique de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* sous-amendement n° 219 (information du Conseil départemental de l'habitat sur l'évolution de la localisation de l'offre locative) à l'amendement n° 110 (information du Conseil départemental de l'habitat et pouvoir de recommandations de ce dernier) : rejeté (p. 3580) ;

– *son* sous-amendement n° 200 (rédactionnel) à l'amendement n° 11 de la commission (contenu du rapport annuel du représentant de l'Etat) (p. 3580) : retiré (p. 3581) ;

– *son* sous-amendement n° 201 rectifié (contenu du rapport annuel) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 3580) : retiré (p. 3581) ;

– *son* amendement n° 134 (objet du rapport) (p. 3580) : retiré (p. 3581).

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 118 (durée minimale d'occupation du logement acquis) : retiré (p. 3584) ;

– *son* amendement n° 119 (impossibilité de revente avant cinq ans) (p. 3584) : retiré (p. 3585).

Article 5 *bis* nouveau *(amélioration de l'information des acquéreurs de logements H.L.M.) :*

– *son* sous-amendement n° 202 (non-opposabilité des informations antérieures à la vente) à l'amendement n° 17 de la commission (information de l'acquéreur sur les charges et les travaux d'amélioration des parties communes) (p. 3586) : rejeté (p. 3587) ;

– *son* sous-amendement n° 203 (information de l'établissement prêteur) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 3586) : adopté (p. 3587) ;

– *son* amendement n° 120 corrigé (communication à l'établissement prêteur des charges de la copropriété) : devenu sans objet (p. 3587).

Avant l'article 22 :

– *son* amendement n° 204 rectifié (interdiction pour les copropriétaires défaillants de présenter leur candidature au conseil syndical) (p. 3626) : rejeté (p. 3627) ;

– *son* amendement n° 121 (interdiction pour les copropriétaires non à jour de leurs charges d'être membres du conseil syndical) : retiré (p. 3627).

Article 22 *(charges de copropriété) :*

– *son* amendement n° 123 (imposition au syndic d'un délai maximum d'un an après le retard du paiement pour engager toutes les procédures légales) : rejeté (p. 3630) ;

– *ses* amendements n^{os} 124 et 210 : vote réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 56 après l'article 33 ;

– *son* amendement n° 122 deuxième correction (information par le syndic des créanciers ayant inscrit une sûreté immobilière sur un lot) (p. 3630) : retiré (p. 3631).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 145 (recouvrement par les syndics des charges impayées) : rejeté (p. 3632) ;

– *son* amendement n° 126 (fraction de l'allocation logement pouvant être versée au syndicat de copropriété) : retiré (p. 3633).

Article 23 *(administration provisoire) :*

– *son* amendement n° 127 (saisine du président du tribunal de grande instance par 25 p. 100 des voix du syndicat) : adopté (p. 3635) ;

– *son* amendement n° 135 (provisions spéciales pour les travaux des trois années à venir) : adopté (p. 3637).

Article 25 nouveau *(comptabilisation des intérêts compensateurs par les organismes d'H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 136 (non-autorisation pour les H.L.M. et S.E.M. de comptabiliser en charges différées la part d'intérêts de leurs emprunts auprès de la caisse des Dépôts) (p. 3641) : devenu sans objet (p. 3642) ;

– *son* amendement n° 137 (reconnaissance de règles comptables propres aux organismes d'H.L.M.) : retiré (p. 3642).

Article 22 précédemment réservé *(charges de copropriété) :*

– *ses* amendements n^{os} 210 et 124 (constitution d'un fonds de prévoyance dans les copropriétés) (p. 3646) : retirés (p. 3647) ;

– *son* amendement n° 143 (règles particulières de la responsabilité financière conférée aux sociétés coopératives de construction du secteur H.L.M.) : adopté (p. 3649).

Explications de vote (p. 3655) :

Bâtiment et travaux publics : relance.

Logement social :

– habitations à loyer modéré : accession à la propriété ;

– hébergement d'urgence.

Vote pour du groupe R.P.R.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Grandes surfaces : implantation (p. 5796).

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1994] :

Aides :

– aide à la personne, aide à la pierre (p. 6047) ;

– aide personnalisée au logement (p. 6046) ;

– prêts d'accession à la propriété (p. 6046, 6047) ;

– prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6046).

Bâtiment et travaux publics : construction immobilière : crise et relance (p. 6046).

Logement social : généralités (p. 6047).

Organismes et structures : Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (p. 6047).

Vote des crédits :

Article 61 *(modification des conditions de versement des aides personnalisées au logement) :*

– *son* amendement n° 125 (non-application des dispositions du présent article aux logements foyers de jeunes travailleurs) rectifié (fixation des conditions d'application par décret) : adopté (p. 6101).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Enseignement agricole : maisons familiales rurales (p. 6179).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 555 rectifié soutenu par M. Jean-Jacques de Peretti (permet aux associations syndicales autorisées dont un ou plusieurs membres adhérents ont été mis en redressement judiciaire de ne reverser à leurs créanciers que les sommes reçues au titre de ce redressement) : retiré (p. 7634).

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône

(9^{e} circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130) [21 avril 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1160), relatif à l'**emploi de la langue française (n° 1158)** [21 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1289), relatif à l'**emploi de la langue française (n° 1341)** [7 juin 1994].

Proposition de loi accordant le bénéfice du **service à mi-temps pour raison thérapeutiques aux praticiens hospitaliers et aux personnels enseignants des C.H.U. (n° 1599)** [18 octobre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 277,** posée le 5 avril 1994 : **maintien des services publics dans les zones rurales** (p. 548). Appelée le 7 avril 1994 (p. 615, 616).

– **n° 424,** posée le 7 juin 1994 : **conséquences pour les collectivités locales de la suppression du remboursement du fonds de compensation de la T.V.A.** (p. 2709). Appelée le 9 juin 1994 : syndicats de communes (p. 2785, 2786).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Audiovisuel : Conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 1364).

Commerce international (p. 1363).

Commissions de terminologie (p. 1364).

Communautés européennes : plurilinguisme (p. 1364).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1364).

Enseignement (p. 1362, 1363).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1363).

Francophonie (p. 1363).

Historique (p. 1363, 1364).

Lois :

– loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1364) ;

– projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1362, 1364, 1365).

Recherche (p. 1363, 1364).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 32 de M. François Loos et 60 corrigé de M. Louis Le Pensec (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1442) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 33 de M. François Loos et 61 de M. Louis Le Pensec (réserve de l'usage des langues régionales de France) (p. 1445) ;

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission des affaires étrangères (langue française, « lien privilégié » des Etats constituant la communauté de la francophonie) (p. 1446).

Après l'article 1er A :

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de Mme Françoise Hostalier (définition du bon usage de la langue française) (p. 1446).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Mathus (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de Mme Françoise Hostalier (utilisation d'abréviations et de sigles) (p. 1449) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 34 de M. François Loos et 62 de M. Louis Mexandeau (réserve de la dénomination des produits typiques et spécialités « d'appellation en langue régionale ») (p. 1450) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (inclusion dans le champ de l'article des « mentions et messages accompagnant ou désignant une marque enregistrée ») : adopté (p. 1456) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 73 de M. Georges Sarre (documents parlementaires officiels) (p. 1457).

Article 2 *(inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (suppression de l'obligation de traduction des inscriptions en langue régionale) : adopté (p. 1458).

Article 3 *(présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)* (p. 1458) :

– *son* sous-amendement n° 79 (de coordination) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (limitation aux inscriptions et annonces des personnes et services publics ; dérogations dans les transports internationaux et les zones frontalières) : adopté (p. 1459).

Article 4 *(rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1460) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 51 de M. Didier Mathus (rédaction des traités internationaux) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1460) ;

– *soutient* les amendements n°s 4 et 5 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 1460) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 36 de M. François Loos (version en langue régionale) (p. 1460).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Georges Sarre (emploi obligatoire du français) (p. 1463) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Jacques Brunhes (rédactionnel) (p. 1463) ;

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1466) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (traduction française des documents en langues étrangères) (p. 1467) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de Mme Françoise Hostalier (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1467) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Bruno Bourg-Broc (situation des réunions comprenant au moins deux tiers d'étrangers organisées pour son personnel par un groupe international) (p. 1468) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (suppression de l'obligation du caractère simultané de la traduction) (p. 1468) : devenu sans objet (p. 1470) ;

– *favorable* à l'amendement n° 81 de M. André Fanton (mise en place obligatoire d'un dispositif de traduction) (p. 1469).

Article 5 bis nouveau *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme public ou privé subventionné ou gérant un service public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes (rédaction en français et résumé en langue étrangère) (p. 1470) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de Mme Françoise Hostalier (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1471) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1471) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (bénéfice des aides publiques réservé aux travaux publiés en premier lieu en français) (p. 1472) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (p. 1472) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 78 du Gouvernement (condition de publication en français) à l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (p. 1472).

Article 6 *(rédaction des contrats de travail) :*

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (traduction du contrat dans sa langue « à la demande du salarié » étranger) : adopté (p. 1473).

Article 7 *(emploi du français dans les entreprises) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. François Loos (rédactionnel) (p. 1473) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Jacques Brunhes (traductions du règlement intérieur certifiées par un interprète agréé) (p. 1474).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1474) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1474) : adopté (p. 1475).

Article 9 *(le français, langue d'enseignement) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 41 de M. François Loos et 64 de M. Louis Le Pensec (exclusion des écoles ou classes dispensant spécialement des enseignements en langue régionale) (p. 1475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean Bardet (enseignement du français obligatoire dans les écoles étrangères ou dispensant un enseignement à caractère international) (p. 1476) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 corrigé de M. Jacques Brunhes (maîtrise de la langue française et connaissance de deux autres langues parmi les finalités de l'enseignement) (p. 1477).

Après l'article 9 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Louis Beaumont (examen des publications individuelles en langue française avant titularisation ou avancement dans un organisme public d'enseignement ou de recherche ; développement des publications et des banques de données en langue française) (p. 1478, 1479) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Jacques Brunhes (coopération entre universités pour l'usage du français) (p. 1480).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 1480) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (situation des « œuvres musicales dont le texte est, en tout ou en partie, rédigé en langue étrangère ») : adopté (p. 1481) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 de M. Jacques Brunhes (réserve des émissions en langue régionale) ;

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (présentation en français des émissions et publicités accompagnées d'une traduction en langue étrangère) (p. 1481) : adopté (p. 1482) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission des affaires étrangères (subventions publiques aux seules œuvres audiovisuelles produites en français) (p. 1482).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 54 rectifié de M. Didier Mathus (subventions publiques aux seules œuvres audiovisuelles tournées en français ou en langue régionale) (p. 1484).

Article 12 *(marques utilisées par les services publics) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1484) : adopté (p. 1485).

Article 14 *(constatation des infractions aux dispositions de l'article premier) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Didier Mathus (suppression des pouvoirs reconnus aux agents habilités à entrer dans les lieux privés, à consulter des documents et à prélever des échantillons) (p. 1485) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 1486).

Article 15 *(délit d'entrave à la recherche ou à la constatation des infractions aux dispositions de l'article premier) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 1486) : rejeté (p. 1487) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1486).

Article 17 *(action en justice des associations agréées ayant pour objet la défense de la langue française) :*

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1487) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jacques Brunhes (compétence des organisations syndicales) (p. 1487).

Article 18 *(dispositions d'ordre public) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1488).

Article 19 *(préservation des langues régionales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 27 rectifié de M. Jacques Brunhes (enseignement et diffusion des langues et cultures existant en France) (p. 1488).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1994] :

Cultures étrangères : langues étrangères (p. 2887).

Enseignement (p. 2888).

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée (p. 2887).

Recherche : publications (p. 2888).

Discussion des articles [13 juin 1994] :

Article 5 bis *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme subventionné ou gérant un service public) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (aides publiques réservées aux travaux publiés en français) (p. 2890) : adopté (p. 2891) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 du Gouvernement (attribution des aides publiques soumise à l'engagement du bénéficiaire de publier en français le résultat de ses travaux ou de traduire ses publications en français) (p. 2890).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour les publications « principalement » en langue étrangère de recevoir des offres d'emploi dans cette langue) (p. 2891) : adopté (p. 2892).

Seconde délibération de l'article 5 bis *:*

Article 5 bis *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme subventionné ou gérant un service public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (attribution des aides publiques soumise à l'engagement du bénéficiaire de publier ses travaux en français ou de traduire en français les publications s'y rapportant) (p. 2893).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [1er juin 1994] :

Allocation parentale d'éducation (p. 2526).

Audiovisuel (p. 2527).

Démographie : natalité (p. 2526).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2526, 2527).

Impôts et taxes :
- impôt de solidarité sur la fortune (p. 2526) ;
- impôt sur le revenu (p. 2526).

Logement et habitat : aide au logement et amélioration de l'habitat (p. 2527).

Personnes âgées (p. 2527).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 68 corrigé (participation des associations familiales et des associations gestionnaires de services d'accueil à l'élaboration du schéma) (p. 2630) : retiré (p. 2631) ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 2633) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 224 de M. Louis de Broissia (consultation des associations concernées sur les orientations générales du schéma) (p. 2631) ;

– *son* amendement n° 69 (compétence des associations gestionnaires de services d'accueil de jeunes enfants dans la mise en œuvre du schéma) : retiré ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 2633).

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de M. Henri Lalanne (congé pour enfant handicapé) : rejeté (p. 2649) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (droit au travail à temps partiel en cas de handicap grave d'un enfant à charge) : devenu sans objet (p. 2652).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Communes : Epinal (p. 2756).

Education civique (p. 2756).

Education spécialisée (p. 2756).

Enseignants :
- formation (p. 2756) ;
- hommage et rôle (p. 2755, 2757).

Enseignement privé (p. 2757).

Enseignement secondaire : collèges (p. 2756, 2757).

Formation professionnelle et promotion sociale : enseignement technique et professionnel (p. 2757).

Langues étrangères (p. 2756).

Langue française (p. 2756).

Lois de finances : crédits budgétaires : éducation (p. 2757).

Médecine scolaire (p. 2756).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2756).

Personnel non enseignant (p. 2756)

Programmes :
- contenu (p. 2756) ;
- enseignement artistique (p. 2756).

Rythmes scolaires (p. 2756).

Transports scolaires (p. 2757).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 ***(suite)*** **:**

– *son* amendement n° 135 : non soutenu (p. 3201) ;

– *son* amendement n° 121 : non soutenu (p. 3203).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : stages en entreprises (p. 5999).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6893).

Personnes âgées : dépendance (p. 6892).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 7472) ;
- pensions de réversion (p. 7472, 7473) ;
- retraites et préretraites (p. 7472).

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 95 rectifié (compétence du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) : devenu sans objet (p. 7507).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Personnel non enseignant :
- demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9514) ;
- psychologues (p. 9514, 9515).

PETIT (Pierre)

Député de la Martinique

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Taux d'intérêt dans les D.O.M. : Martinique : difficultés des banques [16 novembre 1994] (p. 6948).

INTERVENTIONS

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 juin 1994] :

Son intervention (p. 3441).

Ses explications de vote sur la *motion de renvoi en commission* opposée par : *Vergès (Paul)* (p. 3452).

Principaux thèmes développés :

Anciens combattants et victimes de guerre (p. 3441).

Assemblée nationale : ordre du jour : débat sur l'avenir des D.O.M. (p. 3442).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3442).

Commerce extérieur (p. 3453).

Départementalisation (p. 3441).

Emploi :
- chômage (p. 3441, 3442) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3441).

Guyane (p. 3442).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 3453).

Jeunes (p. 3442).

Jeux et paris : taxation (p. 3453).

Martinique (p. 3442, 3453).

Propriété : domaine public : zone des cinquante pas géométriques (p. 3442).

Réunion (p. 3453).

R.M.I. (p. 3453).

S.M.I.C. (p. 3442).

Transports :
- transports aériens (p. 3442) ;
- transports terrestres : fonds d'investissement routier (p. 3442, 3453).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *favorable* au sous-amendement n° 228 de M. Camille Darsières (extension aux entreprises de l'aquaculture) à l'amendement n° 47 de la commission (extension au secteur de la production audiovisuelle avec compensation des pertes de recettes par l'institution d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 3475).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 84 (certificat de formation professionnelle au titre du service militaire adapté) : rejeté (p. 3491).

Article 23 *(affectation du produit de la taxe spéciale de consommation aux investissements relatifs aux transports et à l'environnement : art. 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) :*

– *ses observations* (p. 3497).

Après l'article 26 :

– *soutient* l'amendement n° 79 de M. Jean-Paul Virapoullé (comité de réintégration dans le domaine privé de terrains situés dans la zone des cinquante pas géométriques) : retiré (p. 3504).

Article 29 *(achèvement du marché unique des Antilles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 212 deuxième rectification de M. Camille Darsières (report au 1er juillet 1995 de l'entrée en vigueur de l'article) (p. 3508).

Après l'article 29 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet (exclusion de la procédure de publicité pour les délégations de transports terrestres publics) (p. 3510).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne

(4e circonscription)

R.P.R

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p.4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution et tendant à augmenter le délai entre les deux tours de l'**élection présidentielle (n° 1443)** [29 juin 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales : coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4328).

Communes :
- Chelles (p. 4329) ;
- Coulommiers (p. 4328) ;
- Le Mans (p. 4329) ;
- Lille (p. 4329) ;
- Montargis (p. 4329) ;
- Montereau (p. 4328) ;
- Montpellier (p. 4328) ;
- Nangis (p. 4328) ;
- Nemours (p. 4328) ;
- Paris (p. 4328) ;
- Provins (p. 4329) ;
- Rambouillet (p. 4328) ;
- Senlis (p. 4329) ;
- Toulouse (p. 4328).

DATAR (p. 4329).

Départements :
- Ariège (p. 4328) ;
- Essonne (p. 4328) ;
- Hauts-de-Seine (p. 4328) ;
- Lozère (p. 4328) ;
- Seine-et-Marne (p. 4328, 4329) ;
- Yvelines (p. 4328).

Etat : arrondissement (p. 4328).

Historique (p. 4328).

Régions :
- Bourgogne (p. 4329) ;
- Centre (p. 4329) ;
- Champagne-Ardenne (p. 4329) ;
- Ile-de-France (p. 4328) ;
- Picardie (p. 4329).

Transports (p. 4329).

Ville : politique de la ville (p. 4329).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de la commission (scission du département des Pyrénées-Atlantiques en un département du Pays-Basque-Adour et un département du Béarn) (p. 7885).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 168 rectifié (aides aux pays ou bassins de vie situés aux confins de départements ou de régions bénéficiant d'aides spécifiques) : adopté après deuxième rectification (suppression de la mention des bassins de vie) (p. 7891).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Algérie (p. 6440).

Ex-Yougoslavie : plan Juppé-Kinkel (p. 6442).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune : (p. 7484).

Exploitants agricoles : revenus et charges ; pluriactivité (p. 7484).

Impôts et taxes :
- plus-values (p. 7484) ;
- T.V.A. sur les produits horticoles (p. 7484).

PHILIBERT (Jean-Pierre)

Député de la Loire

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen (n° 945) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [14 avril 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1668) [21 novembre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1007) relatif à l'**amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise** (Titre premier, art. premier à 8) **(n° 1139)** [20 avril 1994].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été **entravées les procédures judiciaires à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy (n° 1528)** [20 septembre 1994].

Retrait de cette proposition [11 décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1668), portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1738)** [30 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Industrie française de la machine-outil** : soutien du marché [2 novembre 1994] (p. 6334, 6335).

orales sans débat :

– **n° 369**, posée le 16 mai 1994 : **avenir de l'industrie de la machine-outil** (p. 1812). Appelée le 19 mai 1994 : S.F.P.I. : emploi et activité (p. 1933 à 1935).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).**

Rapporteur pour avis de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 avril 1994] :

Conseils d'administration ou de surveillance (p. 1133, 1134, 1135).

Historique (p. 1133).

Lois : loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public (p. 1133).

Parlement : utilisation de la procédure législative (p. 1134, 1135).

Participation à la gestion (p. 1133).

Participation au capital (p. 1133, 1135).

Secteur public : privatisations (p. 1133).

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Article 1er *(information de l'assemblée générale des actionnaires sur l'état de la participation des salariés au capital social : art. 157-2 nouveau de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966) :*

– *soutient* l'amendement n° 39 rectifié de la commission des lois (limitation aux sociétés prévoyant statutairement la représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration ou de surveillance ; fixation par décret en Conseil d'Etat des catégories d'actions prises en compte) (p. 1189) : rejeté (p. 1190) ;

– *son* amendement n° 43 (rédactionnel) (p. 1189) : rejeté (p. 1190) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 98 du Gouvernement (extension aux actions détenues par les anciens salariés) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (capital détenu par les salariés limité aux actions gérées collectivement au titre du plan d'épargne d'entreprise ou de fonds communs de placement d'entreprise ; exclusion des titres acquis lors d'une opération de rachat d'entreprise par ses salariés) (p. 1190) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 99 du Gouvernement (extension aux actions détenues directement par les salariés durant les périodes d'incessibilité) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 1190) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 100 du Gouvernement (exclusion des sociétés coopératives ouvrières de production) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 1190).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 40 rectifié de la commission des lois (prise en compte de membres du conseil de surveillance salariés de l'entreprise pour la détermination de certains quotas) (p. 1191) : adopté (p. 1192).

Article 3 *(représentation facultative des salariés actionnaires au conseil d'administration : art. 93-1 nouveau de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966) :*

– *son* amendement n° 44 (suppression de la réunion obligatoire d'une assemblée générale extraordinaire sur la représentation des salariés actionnaires en cas de possession de plus de 5 p. 100 du capital social d'une société par ses salariés) : retiré (p. 1193) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (modalités de convocation de l'assemblée générale extraordinaire sur la représentation des salariés actionnaires ; exclusion des sociétés comprenant des représentants des salariés actionnaires dans leur conseil d'administration) (p. 1193).

Article 4 *(représentation facultative des salariés actionnaires au conseil de surveillance : art. 129-2 nouveau de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966) :*

– *son* amendement n° 45 (suppression de la réunion obligatoire d'une assemblée générale extraordinaire sur la représentation des salariés actionnaires en cas de possession de plus de 5 p. 100 du capital social d'une société par ses salariés) : retiré (p. 1194).

Article 5 *(réunion des salariés actionnaires) :*

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission des lois (substitution de l'obligation d'informer à celle de réunir les actionnaires salariés avant l'assemblée générale extraordinaire relative à la représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration ; substitution de l'obligation d'informer à la faculté de réunir ces mêmes actionnaires avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires) (p. 1195) : rejeté (p. 1196) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de la commission (substitution de la consultation des actionnaires salariés à leur réunion) (p. 1196).

Article 8 *(réglementation applicable aux fonds communs de placement d'entreprise régis par l'article 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission des lois (suppression de la fixation par la C.O.B. des conditions de rachat en espèces des parts du fonds) : adopté (p. 1198).

Après l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 79 de M. Michel Berson (renouvellement de la formation économique des membres du comité d'entreprise) (p. 1199, 1200).

Article 9 *(critères et modalités de mise en œuvre de l'intéressement) :*

– *son* amendement n° 50 (rédactionnel) : adopté (p. 1201) ;

– *son* amendement n° 51 (rédactionnel) (p. 1204) : adopté après modifications (p. 1205) ;

– *son* amendement n° 52 (dépôt de l'accord d'intéressement auprès de la direction départementale du travail dans le délai maximum de 15 jours après sa conclusion) : retiré (p. 1205) ;

– *son* amendement n° 53 (exonération de cotisations sociales pour « les périodes d'acquisition ») postérieures au dépôt hors délai de l'accord d'intéressement) : retiré (p. 1205) ;

– *son* amendement n° 56 (exonération de cotisations sociales limitée aux accords d'intéressement homologués) (p. 1206) : retiré (p. 1207).

Article 10 *(contenu des accords d'intéressement) :*

– *son* amendement n° 57 (de conséquence) (p. 1212) : adopté (p. 1213) ;

– *son* amendement n° 58 (application d'un taux d'intérêt fixé par arrêté à toute somme versée au titre de l'accord au-delà du dernier jour du septième mois suivant la clôture de l'exercice) : adopté (p. 1213).

Article 11 *(principe de non-substitution des primes d'intéressement au salaire : art. 4 de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 59 (fixation à douze mois du délai de requalification en salaires des primes d'intéressement ; extension à toutes les exonérations fiscales et sociales) : adopté (p. 1213).

Article 12 *(conséquence de la modification de la situation juridique de l'entreprise sur les accords d'intéressement : art. 6* bis *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 60 (substitution de la « remise en cause » de l'accord à son « impossible application » comme fait générateur de sa cessation d'application) (p. 1214) : rejeté (p. 1215).

Article 14 *(accords de participation conclus dans un groupe de sociétés : art. 16* bis *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 61 (substitution de l'accord au sein de chaque comité d'entreprise du groupe à l'accord au sein du comité de groupe) : retiré (p. 1216).

Article 15 *(conséquences de la modification de la situation juridique de l'entreprise sur les accords de participation : art. 21* bis *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 62 (substitution de la « mise en cause » de l'accord à son « impossible application » comme fait générateur de sa cessation d'application) : retiré (p. 1217).

Article 21 *(alimentation du compte épargne-temps par les primes d'intéressement : art. 6* ter *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 63 (assujettissement aux cotisations d'assurance vieillesse des versements au titre de l'intéressement convertis sous forme d'épargne-temps) : retiré (p. 1229).

Article 23 *(déblocage collectif anticipé des fonds de la participation constitués au titre de l'année 1989) :*

– *favorable* à l'amendement n° 95 du Gouvernement (extension aux fonds constitués au titre de l'année 1990) (p. 1232).

Article 25 *(entrée en vigueur des articles 9, 10, 13, 16 et 18) :*

– *son* amendement n° 64 rectifié (application des articles 9 et 10 aux accords conclus ou renouvelés à compter du 1er octobre 1994) : adopté (p. 1233).

Après l'article 25 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 46 de M. Alain Griotteray (rapport d'expertise sur le respect des droits des salariés d'U.T.A. lors de la prise de contrôle par Air France) (p. 1234).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1994] :

Conseil supérieur de la participation (p. 2897).

Conseils d'administration ou de surveillance (p. 2897).

Secteur public : privatisations (p. 2897, 2898).

Discussion des articles [13 juin 1994] :

Article 1er A *(représentation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés privatisées) :*

– *son* amendement n° 14 (fixation de la représentation des salariés par la première assemblée générale extraordinaire postérieure à la privatisation) (p. 2902) : adopté (p. 2903).

Article 2 *(non-application aux salariés actionnaires nommés membres du conseil d'administration de la limitation du nombre d'administrateurs salariés) :*

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission des lois (suppression de la condition d'ancienneté du salarié membre du conseil d'administration) : adopté (p. 2903).

Article 2 bis *(non-application aux salariés actionnaires et aux salariés élus de l'interdiction de siéger au conseil de surveillance : art. 142 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966) :*

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission des lois (rétablissement du texte adopté en première lecture) : retiré (p. 2904) ;

– *favorable* à l'amendement n° 33 du Gouvernement (nombre maximum des salariés membres du conseil de surveillance) (p. 2904).

Article 17 *(obligation de diversification des placements proposés dans un plan d'épargne d'entreprise : art. 24* bis *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 15 (liquidité des titres) : retiré (p. 2908).

Article 19 ter nouveau *(formation des salariés membres du comité d'entreprise, des administrateurs et des membres du conseil de surveillance représentant les salariés : chapitre IV nouveau du titre quatrième du livre IV du code du travail : art. L. 444-1 nouveau) :*

– *son* amendement n° 16 (de suppression) (p. 2909) : rejeté (p. 2910).

Article 19 quater nouveau *(Conseil supérieur de la participation : art. L. 444-2 du code du travail) :*

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission des lois (de suppression) (p. 2911) : adopté (p. 2912).

Article 19 quinquies nouveau *(examen annuel de l'application de la législation sur la participation dans l'entreprise) :*

– *son* amendement n° 17 (de suppression) : adopté (p. 2912).

Article 20 *(institution d'un compte épargne-temps : chapitre VII nouveau du titre deuxième du livre II du code du travail : art. L. 227-1 nouveau) :*

– *son* amendement n° 18 (suppression de l'alimentation du compte par les primes d'intéressement) (p. 2914) : rejeté (p. 2915) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de la commission (alimentation du compte par les repos compensateurs attribués au titre des heures supplémentaires) (p. 2916).

Article 21 *(alimentation du compte épargne-temps par les primes d'intéressement : art. 6* ter *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 19 (de suppression) : devenu sans objet (p. 2917).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Communes : maires (p. 1755).

Comptes de campagne (p. 1756).

Conseil constitutionnel :

– décision n° 90-280 DC du 6 décembre 1990 (loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux) (p. 1755) ;

– élections présidentielles (p. 1755).

Elections municipales (p. 1755, 1756).

Elections présidentielles (p. 1755).

Discussion des articles [20 mai 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 3 : non soutenu (p. 2037).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Tribunaux : tribunal de Saint-Etienne (p. 5666).

– Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 1668).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Délinquance et criminalité : sanctions : passeurs (p. 9269).

Europe : convention de Schengen (p. 9269).

Lois : ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (p. 9269).

Procédures de non-admission : zones d'attente et transit (p. 9270).

Transports :

– aéroports et gares (p. 9270) ;

– transports maritimes (p. 9270).

– Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale (n° 1658).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Comptes de campagne et plafonnement des dépenses (p. 9278).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9278).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 9295).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9295).

PIAT (Yann)

Député du Var

(3e circonscription)

U.D.F.

Décédée le 25 février 1994 [*J.O.* du 27 février 1994] (p. 3312).

Son éloge funèbre est prononcé le 5 avril 1994 (p. 517).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un **salaire parental de libre choix (n° 937)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi tendant à permettre aux personnes gravement **handicapées** de faire **liquider leur pension de retraite dès l'âge de cinquante ans (n° 986)** [2 février 1994].

PICOTIN (Daniel)

Député de la Gironde

(11e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103)

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaires commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (n° 1667) [21 novembre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1667), portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un **tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaires commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie** depuis 1991 **(n° 1779)** [8 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Contamination par le virus de l'hépatite C : transfusés : indemnisation [9 novembre 1994] (p. 6660, 6661).

– Zone de sécurité de Bihac : siège par les serbes ; O.N.U. ; O.T.A.N. : attitude [30 novembre 1994] (p. 7913, 7914).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 112 : non soutenu (p. 867).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4084).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4084).

Greffes (p. 4084).

Juridictions administratives (p. 4084).

Justice (p. 4084, 4085).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4084).

Magistrats : recrutement (p. 4084).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 4084) ;
- ttibunaux d'instance (p. 4084).

Procédure pénale :
- transaction (p. 4084) ;
- tribunaux correctionnels (p. 4084).

Procédure pénale : application des peines :
- amendes (p. 4084) ;
- juges d'application des peines (p. 4084).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 4084) ;
- prisons (p. 4084).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Avant l'article 1er :

– *son* amendement n° 28 corrigé (intitulé du titre premier) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 2 (p. 4096) ; devenu sans objet (p. 4107).

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Avant l'article 41-10 :

– *son* amendement n° 29 (dénomination de « juges d'instance délégués ») (p. 4099) : rejeté (p. 4100).

Article 41-10 (critères de recrutement) :

– *son* amendement n° 30 (incompatibilité avec la fonction de juge départiteur du conseil des prud'hommes) : rejeté (p. 4101).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Conciliation et médiation (p. 7232).

Procédure pénale : transaction, composition, injonction (p. 7232, 7233).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* (p. 4175).

Délinquance et criminalité : victimes.

Justice : égalité.

Procédure pénale : ttansaction pénale.

– *son* amendement n° 202 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Article 22 ptécédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 201 (de suppression) : rejeté (p. 4181).

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* (p. 4186).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Vétonique Neiertz (de suppression) (p. 7276).

– Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation (n° 1571).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1994] :

Cour de cassation :
- avocats (p. 7332) ;
- formations d'admission (p. 7331) ;
- pourvois (p. 7331, 7332) ;
- Premier président (p. 7331) ;
- présidents de chambre (p. 7331).

Lois : loi n° 79-9 du 3 janvier 1979 modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation (p. 7332).

– Proposition de loi portant validation de la rémunération de certains services rendus par les huissiers de justice (n° 1691).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 décembre 1994] (p. 9170) :

Conseil d'Etat : arrêt du 21 octobre 1994 (ordre des avocats à la Cour de Paris).

Huissiers de justice.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 9170).

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(droit de reproduction par reprographie : art. L. 122-10 à L. 122-13 nouveaux du code de la propriété intellectuelle) :*

Article L. 122-10 nouveau (cession et gestion du droit de reproduction par reprographie) :

– *son* amendement n° 10 : non soutenu (p. 9234).

– Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant **un tribunal international en vue de juger les personnes présumées res-**

ponsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (n° 1667).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 décembre 1994] :

Affaires étrangères :

- O.N.U. : Conseil de sécurité : résolution n° 827 du 25 mai 1993 (p. 9438) ;
- Rwanda (p. 9438) ;
- ex-Yougoslavie (p. 9438, 9439) ;
- tribunal international (p. 9439).

Délinquance et criminalité : victimes (p. 9439).

Procédure pénale (p. 9439).

Discussion des articles [20 décembre 1994] :

Article 1er *(objet et champ d'application du projet de loi) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la condition d'incrimination par la loi française) (p. 9444) : rejeté (p. 9445).

Article 2 *(principe de la « compétence universelle » des juridictions françaises) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (extension au cas des victimes ayant leur domicile en France) (p. 9445) : rejeté (p. 9446) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 7 de M. Michel Destot (même extension pour les réfugiés) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9446).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 4 (témoignage conservatoire des réfugiés auprès du ministère public) (p. 9446) : rejeté (p. 9447).

Article 12 *(décision de la chambre d'accusation) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (délai d'examen du pourvoi contre cette décision) : retiré (p. 9449).

PIERNA (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis

(4e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre de la commission d'enquête sur le Crédit lyonnais [*J.O.* du 4 mai 1994] (p. 6516).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 mai 1994] (p. 6648).

Membre de la mission d'information commune sur les moyens d'information des parlements étrangers en matière économique et sociale [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 30 septembre 1994] (p. 13860).

Cesse d'appartenir à cette mission [*J.O.* du 20 octobre 1994] (p. 14927).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716) [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à mettre **fin aux privatisations** prévues par la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 **(n° 1802)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Avenir de la sécurité sociale :** équilibre financier : assurances privées : proposition de loi tendant à abroger le monopole de la sécurité sociale [13 avril 1994] (p. 719, 720).

– **Sécurité à la R.A.T.P.** : sécurité des usagers et du personnel : financement [2 novembre 1994] (p. 6326).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 janvier 1994] :

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 305).

Communautés européennes et Union européenne :

- citoyenneté européenne et « peuple européen » (p. 304) ;
- Parlement européen (p. 305).

Elections européennes : fraudes (p. 305).

Elections municipales (p. 305).

Etrangers : droit de vote (p. 304).

Listes électorales :

- Institut national de la statistique et des études économiques : rôle (p. 305) ;
- résidences secondaires (p. 305).

Discussion des articles [19 janvier 1994] :

Article 3 *(listes électorales complémentaires : art. 2-2 à 2-7 nouveaux de la loi du 7 juillet 1977) :*

Article 2-2 nouveau de la loi du 7 juillet 1977 (création de listes électorales complémentaires) :

– *son* amendement n° 10 (inscription des ressortissants de l'Union européenne sur la liste de la commune de leur résidence principale) (p. 313) : rejeté (p. 316).

Explications de vote (p. 323).

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité.

Etrangers : droit de vote.

Listes électorales : résidences secondaires.

Abstention du groupe communiste (p. 323).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mai 1994] (p. 1534) :

Déontologie : accès à des fonctions privées.

Loi de finances : crédits budgétaires.

Syndicats.

Tour extérieur.

Abstention du groupe communiste (p. 1534).

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales (n° 1122).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : Commission (p. 1708, 1709).

Comptabilité : plan comptable général (p. 1708).

Comptabilité réforme :

- amortissement (p. 1708) ;
- communes de moins de 3500 habitants (p. 1708) ;
- coût : plafonnement (p. 1708) ;
- investissements : autofinancement (p. 1708) ;
- provisions (p. 1708).

Ressources (p. 1708, 1709).

Vote contre du groupe communiste (p. 1709).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 33 *(fusion des tableaux, adaptation des statuts et abrogations) :*

– *son* amendement n° 126 soutenu par M. Patrick Braouezec (suppression du paragraphe III) : rejeté (p. 3178).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Aides :

- aide personnalisée au logement ; location-accession (p. 3563) ;
- prêts locatifs aidés ; prêts locatifs d'insertion (p. 3559).

Impôts et taxes :

- « un pour cent » patronal (p. 3559) ;
- T.V.A. sur les travaux effectués par les organismes d'H.L.M. (p. 3559).

Logement social :

- habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3559) ;
- hébergement d'urgence (p. 3563, 3564) ;
- organismes d'H.L.M. (p. 3559).

Discussion des articles [24 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 85 de M. Jean-Claude Gayssot (exonération de la taxe sur les salaires pour les offices H.L.M.) : rejeté (p. 3569) ;

– *soutient* l'amendement n° 88 de M. Michel Grandpierre (évolution annuelle des loyers) : rejeté (p. 3570).

Article 1er *(suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation) :*

– *soutient* l'amendement n° 114 de M. Jean-Claude Gayssot (de suppression) : rejeté (p. 3578).

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Mariton (possibilité de vendre le logement au concubin notoire) (p. 3583).

Après l'article 5 *bis* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 18 de la commission (application des présentes dispositions aux logements locatifs des sociétés d'économie mixte de la métropole et d'outre-mer) (p. 3589).

Article 9 *(durée du contrat de location tacitement reconduit ou renouvelé) :*

– *soutient* l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Gayssot (durée minimale du contrat de location) : rejeté (p. 3592).

Article 11 *(loyers référencés) :*

– *soutient* l'amendement n° 95 rectifié de M. Jean-Claude Gayssot (simplification du mode de fixation des loyers) : rejeté (p. 3596) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 151 de M. Georges Mesmin (harmonisation des conditions de référence notifiées par le bailleur) (p. 3595).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 91 de M. Michel Grandpierre (modification des conditions de prise en compte des charges locatives) : retiré (p. 3597).

Après l'article 13 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Jacques Weber (déductibilité fiscale des primes d'assurances relatives au non-paiement des loyers) (p. 3598).

Avant l'article 14 :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 67 corrigé de Mme Françoise Hostalier (gratuité des locaux d'hébergement entre le 1er octobre et le 15 mars) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3607).

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

Assemblée nationale :

- conditions de travail (p. 3933) ;
- président (p. 3933).

Chômage : associations intermédiaires (p. 3933, 3934) ;

Justice : mise en examen : parlementaires (p. 3933).

Lois : proposition de loi n° 1407 (p. 3933).

Travail :

- inspection du travail (p. 3933) ;
- travail temporaire (p. 3933).

– Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Agents non titulaires (p. 3950).

Cessation progressive d'activité (p. 3951).

Lois :
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 3951) ;
- loi n° 94-66 du 24 janvier 1994 d'orientation quinquennale relative à la maîtrise des finances publiques (p. 3950) ;
- projet de loi n° 479 (1993-1994) modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (p. 3950).

Recrutement (p. 3951).

Rémunérations (p. 3950).

Retraites : pensions de retraite (p. 3951).

Travail à temps partiel (p. 3950, 3951).

Discussion des articles [30 juin 1994] :

Article 2 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 40* bis *de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 31 (suppression de l'annualisation) (p. 3956) : rejeté (p. 3957).

Article 4 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 60* ter *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 32 (suppression de l'annualisation) : rejeté (p. 3958).

Article 6 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 47-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986) :*

– *son* amendement n° 33 (suppression de l'annualisation) : rejeté (p. 3959).

Vote contre du groupe communiste (p. 3951).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales : ressources et péréquation (p. 4285).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4283).

Communes :
- Boulogne-Billancourt (p. 4285) ;
- Paris (p. 4283, 4284).

Consultation nationale (p. 4283).

DATAR (p. 4285).

Emploi : chômage : évolution (p. 4284).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. (p. 4284).

Etat :
- déconcentration (p. 4283) ;
- préfet et sous-préfet (p. 4283).

Logement et habitat (p. 4284, 4285).

Lois : loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (p. 4283).

Politique générale (p. 4284, 4285).

Régions : Ile-de-France (p. 4283 à 4285).

Schémas régionaux de développement du territoire (p. 4283).

Secteur public : privatisations (p. 4285).

Services publics (p. 4284, 4285).

Transports (p. 4284).

Discussion des articles [8 et 10 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* (p. 4382).

Communautés européennes et Union européenne.

Secteur public : E.D.F.

Services publics.

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4403).

Logement et habitat : H.L.M.

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *défavorable* (p. 4560).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *défavorable* (p. 4569).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 159 de M. Rémy Auchedé (remplacement du dispositif d'aides par un remboursement de 6 p. 100 du montant de l'impôt sur les sociétés en cas d'investissement minimum d'une entreprise en France ; fixation à 40 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4606) : rejeté (p. 4608).

– ***Rappel au règlement :*** proteste contre la mise en cause de M. Jean-Pierre Brard par le ministre du logement lors d'une question posée au Gouvernement par Mme Janine Jambu [12 octobre 1994] (p. 5325).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale (p. 5326).

Agriculture : B.A.P.S.A. (p. 5327).

Banques et établissements financiers (p. 5327).

Chômage : U.N.E.D.I.C. (p. 5327).

Départements :
- Seine-Saint-Denis (p. 5326) ;
- Val-de-Marne (p. 5326).

Emploi :
- création et politique de l'emploi (p. 5326) ;
- emplois familiaux et de proximité (p. 5326).

Entreprises : charges (p. 5326, 5327).

Finances publiques :
- généralités (p. 5326, 5327) ;
- loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5327).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5326, 5327).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5327).

Marchés financiers (p. 5327).

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions en matière de finances publiques (p. 5327, 5328).

Politique économique :
- consommation et pouvoir d'achat (p. 5327) ;
- croissance et prévisions (p. 5327).

Retraites : fonds de solidarité vieillesse et préretraites (p. 5327).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5326).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *son* sous-amendement n° 300 soutenu par M. Jean Tardito (porte les taux de 50 et 56,8 p. 100 à respectivement 60 et 65 p. 100) à l'amendement n° 242 de M. Augustin Bonrepaux (revalorisation des tranches du barème de 1,7 p. 100 et non de 1,4 p. 100) : rejeté (p. 5374) ;

– *son* amendement n° 289 (nouveau barème avec un taux marginal de 70 p. 100, surtaxe sur les revenus du capital et suppression de l'avoir fiscal) (p. 5374) : rejeté (p. 5375).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 126 (caractère de frais professionnels conféré aux dépenses de déplacement et d'hébergement exposées en vue de la recherche d'emploi) (p. 5383) : retiré (p. 5384) ;

– *son* amendement n° 5 (accorde le bénéfice de la demi-part supplémentaire aux anciens combattants mariés dès l'âge de 65 ans) : rejeté (p. 5391) ;

– *son* amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (paiement de l'impôt sur la base des nouveaux revenus et non sur ceux de la dernière année d'activité en cas de chômage pour les salariés ou de cessation d'activité pour les commerçants et artisans si les revenus antérieurs n'excédaient pas deux fois le S.M.I.C. annuel) (p. 5439) : rejeté (p. 5440).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 10 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'I.S.F. des biens professionnels dont la valeur totale excède 6 000 000 F) : rejeté (p. 5447) ;

– *son* amendement n° 11 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'I.S.F. des biens professionnels dont la valeur totale excède 6 000 000 F) : rejeté (p. 5447).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (taxation spécifique des plus-values sur cession de valeurs mobilières) (p. 5448) : rejeté (p. 5449) ;

– *son* amendement n° 30 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour tous les organismes et associations de tourisme social et familial à but non lucratif) : rejeté (p. 5451).

Article 7 *(application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements portant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) :*

– *défavorable* (p. 5470) ;

– *favorable* à l'amendement n° 123 de M. Richard Cazenave (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux de chaleur) (p. 5476) ;

– *favorable* à l'amendement n° 194 de M. Yves Fréville (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux publics de chaleur) (p. 5476) ;

– *favorable* à l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux régies des collectivités locales et de leurs groupements) (p. 5476).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 137 corrigé (T.V.A. au taux de 1 p. 100 sur des produits alimentaires de base) (p. 5483) : rejeté (p. 5484) ;

– *son* amendement n° 33 (T.V.A. au taux de 1 p. 100 sur la presse d'opinion) : rejeté (p. 5484).

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *son* amendement n° 35 (de suppression) (p. 5484) : rejeté (p. 5485).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 36 rectifié de M. Louis Pierna (exonération à hauteur de 50 litres par an de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi) : rejeté (p. 5493).

Article 12 *(institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) : rejeté (p. 5530, 5531).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Brard (limite à 2 000 000 F l'exonération des plus-values immobilières sur la résidence principale ou à l'occasion de la première cession d'un logement) (p. 5539) : rejeté (p. 5540) ;

– *soutient* l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Brard (exonération des droits de mutation à titre gratuit sur les logements faisant l'objet d'un engagement de location d'une durée de six ans au profit de personnes défavorisées) : rejeté (p. 5545) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (porte le taux de l'impôt sur les sociétés à 40 p. 100 et restitue 6 p. 100 de son montant aux entreprises n'ayant pas procédé à des licenciements économiques et ayant investi plus de 1 p. 100 de leur chiffre d'affaires) : rejeté (p. 5548) ;

– *son* amendement n° 15 (porte le taux de l'impôt sur les sociétés à 40 p. 100 et restitue 6 p. 100 de son montant aux entreprises ayant passé une convention avec l'A.N.P.E. pour le recrutement de jeunes) : rejeté (p. 5548) ;

– *son* amendement n° 12 (impôt de 10 p. 100 sur l'achat d'entreprises étrangères par des sociétés françaises) : rejeté (p. 5548) ;

– *soutient* l'amendement n° 37 de M. Jean Tardito (taxe de 1 p. 100 sur les opérations de change à moins de trois mois et obligation de dépôt de 5 p. 100 des francs acquis par les non-résidents) : rejeté (p. 5549).

Explications de vote [18 octobre 1994] (p. 5609) :

Banques et établissements financiers.

Collectivités locales : transferts de charges.

Emploi : emplois familiaux.

Entreprises : charges.

Impôts et taxes : justice sociale.

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine.

Logement et habitat.

Partis et mouvements politiques : parti communiste : propositions.

Vote contre du groupe communiste (p. 5609).

Deuxième partie :

Fonction publique. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Administration :

– déconcentration et préfets (p. 6638) ;

– délocalisations (p. 6639).

Fonctionnaires et agents publics :

– effectifs (p. 6638) ;

– rémunérations : niveau, évolution et accord salarial du 9 novembre 1993 (p. 6639) ;

– statut (p. 6638).

Politique générale (p. 6638).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6639).

Vote contre du groupe communiste (p. 6639).

Ses observations sur le fait personnel de : *Courson (Charles de)* qui estimait la référence faite à son rapport constitutive d'un détournement de son contenu : conteste les modalités de calcul retenu par ce dernier dans sa comparaison des salaires publics et privés (p. 6647).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 44 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (éligibilité du fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 7060) : rejeté (p. 7061) ;

– *son* amendement n° 40 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (remboursement aux collectivités locales dans un délai d'un mois des créances sur le fonds de compensation de la T.V.A.) : rejeté (p. 7061) ;

– *son* amendement n° 37 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (institution d'une commission départementale d'examen des dettes fiscales des salariés, des retraités et des contribuables privés d'emploi) : rejeté (p. 7067).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 décembre 1994] :

Agents non titulaires (p. 8127, 8128).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 8127).

Carrières (p. 8127).

Centre national de la fonction publique territoriale (p. 8128).

Concours et formation initiale (p. 8127, 8128).

Constitution : articles 34 et 37 (p. 8127).

Emplois de responsabilité et décharge de fonctions (p. 8127).

Lois :

– loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (p. 8127) ;

– loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (p. 8127).

Rémunérations (p. 8127).

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Avant l'article 1er A nouveau :

– *son* amendement n° 43 corrigé (conditions de recrutement d'agents non titulaires) (p. 8155) : rejeté (p. 8156).

Article 1er A nouveau *(représentation syndicale au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale : art. 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 42 (de suppression) (p. 8157) : adopté (p. 8158).

Article 1er *(mise à disposition du Conseil supérieur de la fonction publique des personnels et des moyens du Centre national de la fonction publique territoriale : art. 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 44 (rétablissement de la commission mixte paritaire des conseils supérieurs des fonctions publiques de l'Etat et terrritoriale supprimée par l'article 10 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987) : rejeté (p. 8158).

Article 2 *(composition et délibérations du conseil d'administration du C.N.F.P.T.) :*

– *son* amendement n° 45 soutenu par M. Patrick Braouezec (de suppression) : rejeté (p. 8159).

Article 3 *(missions du C.N.F.P.T. et déconcentration de ces missions : art. 12* bis *et 12* ter *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 46 soutenu par M. Patrick Braouezec (de suppression) : rejeté (p. 8159).

Article 4 *(contrôle administratif des actes du C.N.F.P.T. et de ses délégations : art. 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 47 (de suppression) (p. 8164) : rejeté (p. 8165).

Article 7 *(seuil d'affiliation aux centres de gestion : art. 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 88 de M. Bernard Derosier (affiliation obligatoire des communes employant moins de 500 fonctionnaires) (p. 8168).

Article 8 *(élargissement des compétences des centres de gestion : art. 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* (p. 8169).

Article 8 *bis* nouveau *(mise à la disposition des collectivités ou établissements d'agents par les centres de gestion : art. 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 48 (de suppression) : rejeté (p. 8170).

Article 15 *bis* nouveau *(recrutement direct de fonctionnaires de catégorie C : art. 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 49 (de suppression) : rejeté (p. 8174).

Article 17 *(nomination dans des emplois vacants : art. 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* (p. 8180).

Article 19 *(procédure d'ouverture des postes aux concours : art. 43 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* (p. 8181).

Article 30 *(charges salariales afférentes aux décharges d'activité de service pour exercice du droit syndical : art. 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* (p. 8190).

Article 31 *(créations d'emplois à temps non complet : art. 104 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 51 (de suppression) : rejeté (p. 8191).

Article 31 *bis* nouveau *(cumul d'activités des agents à temps non complet : art. 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) :*

– *son* amendement n° 52 (de suppression) : adopté (p. 8192).

Article 32 *(intégration des fonctionnaires à temps non complet dans les cadres d'emploi : art. 108 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 53 soutenu par M. Patrick Braouezec (de suppression) : rejeté (p. 8193).

Article 36 *(organisation de la formation d'adaptation à l'emploi : art. 2 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *défavorable* (p. 8195).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 50 soutenu par M. Jacques Brunhes (communication aux conseillers municipaux des documents préparatoires à la passation des marchés) : rejeté (p. 9186).

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [13 décembre 1994] :

Après l'article unique :

– *son* amendement n° 6 soutenu par M. Alain Bocquet (inscription au compte de campagne d'un montant forfaitaire représentatif des émissions de radio et de télévision en dehors de la campagne officielle et des journaux télévisés) : rejeté (p. 9005).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *son* amendement n° 33 soutenu par M. Jacques Brunhes (de suppression) (p. 8936, 8937) : adopté (p. 8938).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 35 soutenu par M. René Carpentier (inscription au compte de campagne du coût des émissions de télévision ou de radio auxquelles le candidat a participé) (p. 8944) : rejeté (p. 8945).

Article 13 *(coordination : art. 11-7 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 39 soutenu par M. Jacques Brunhes (absence de prise en compte des structures locales des partis pour la consolidation des comptes de ces derniers) : rejeté (p. 8976).

Après l'article 22 :

– *son* amendement n° 75 soutenu par M. André Gérin (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 8991).

PIHOUEE (André-Maurice)

Député de La Réunion

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir au comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) [*J.O.* du 20 avril 1994] (p. 5783).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Lutte contre la délinquance à la Réunion : plan départemental de sûreté : lutte contre la délinquance, l'alcoolisme et la drogue [18 mai 1994] (p. 1857, 1858).

INTERVENTIONS

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Commerce extérieur (p. 3394).

Constitution : article 72 (p. 3394).

Démographie (p. 3394).

Départementalisation (p. 3394).

Emploi : chômage (p. 3394).

Plan : Commissariat du Plan : rapport Belorgey (p. 3394).

R.M.I. (p. 3394).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Article 2 *(contrats d'accès à l'emploi : section II du chapitre II du titre II du livre VIII du code du travail : art. L. 832-4 nouveau) :*

– *son* amendement n° 91 (rédactionnel) : retiré (p. 3463).

Article 5 *(prélèvement sur les sommes engagées dans les courses et les jeux) :*

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission et *son* amendement n° 86 (de suppression) : adoptés (p. 3480).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (institution d'une taxe départementale sur la consommation de rhum à la Réunion) (p. 3482).

Article 8 *(exonération pour l'embauche des deuxième et troisième salariés) :*

– *son* amendement n° 90 (extension à l'ensemble du territoire des D.O.M. et compensation des pertes de recettes par la création d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 3486).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (règles applicables au contrat de travail à salaire différé et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3490).

Article 24 *(modalités de création des établissements publics d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 87 (de suppression) : adopté (p. 3499).

Article 25 *(institution d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit des établissements publics d'aménagement : art. 1609 B nouveau du code général des impôts) :*

– *son* amendement n° 88 (de suppression) : retiré (p. 3501).

Commission mixte paritaire :

Explications de vote [13 juillet 1994] (p. 4807) :

Lois : projet de loi : concertation.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Emploi (p. 6601).

Enseignement (p. 6601).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.) (p. 6601).

La Réunion (p. 6601).

Logement et habitat (p. 6601).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (« loi Perben ») (p. 6601).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits (p. 6600, 6601).

Propriété : foncier (p. 6601).

Transports (p. 6601).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 3 soutenu par Mme Simone Rignault (adaptation aux spécificités des D.O.M.-T.O.M.) : rejeté (p. 9628).

Article 6 *(rapport sur l'exécution de la loi) :*

– *son* amendement n° 4 : non soutenu (p. 9632).

PINTAT (Xavier)

Député de la Gironde

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2232, 2233) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Armements nucléaires stratégiques : essais nucléaires.

Traités et conventions : traité de non-prolifération nucléaire.

– Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique (dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :

– *son* amendement n° 5 corrigé (dates de clôture pour la chasse au canard colvert, pour les gibiers d'eau et oiseaux de passage) (p. 3534) : rejeté (p. 3536).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de Lettres interprétatif) (n° 1133) [21 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance (n° 1135) [21 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part (n° 1402) [28 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du deuxième protocole portant modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités (n° 1587 rectifié) [17 novembre 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'aménagement des **conditions de départ à la retraite (n° 996)** [2 février 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, (n° 1135), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance (n° 1222)** [11 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, (n° 1133) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** (ensemble un échange de lettres interprétatif) **(n° 1226)** [11 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1402) autorisant la ratification d'un accord européen établissant une **association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part (n° 1450)** [30 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1587 rectifié), autorisant l'approbation du deuxième protocole portant **modification à la convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités (n° 1751)** [1er décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-3 du code de la santé publique (conception in vitro*) :*

– *son* amendement n° 120 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 863) ;

– *son* amendement n° 121 (interdiction de concevoir plus de trois embryons avant implantation) : devenu sans objet (p. 863).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *son* amendement n° 123 (suppression de la possibilité d'études sur l'embryon) : devenu sans objet (p. 872) ;

– *son* amendement n° 122 (objet des études sur l'embryon) : devenu sans objet (p. 872).

Article 8 *bis* *(sort des embryons non implantés) :*

– *son* amendement n° 124 rectifié : non soutenu (p. 885).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (n° 1133).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] :

Coopération et développement : aide française au Vietnam (p. 2025).

Droits de l'homme et libertés publiques : ressortissants : transfèrement (p. 2026).

Etats-Unis : embargo : levée (p. 2024, 2025).

Industrie : investissements au Vietnam : traitement juridique et fiscal (p. 2025, 2026).

Vietnam :

– dette vis-à-vis du F.M.I. (p. 2025) ;

– vie économique et politique (p. 2024, 2025).

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance (n° 1135).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] (p. 2028) :

Communautés européennes et Union européenne : règlement de 1989 relatif aux prestations familiales.

Prestations familiales : allocation au jeune enfant : pays chargé du versement.

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Allocation parentale d'éducation (p. 2570).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2569).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 2570).

Sécurité sociale :

– Caisse nationale des allocations familiales (p. 2569, 2570) ;

– prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2569, 2570).

Transports : Air France (p. 2569).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Article 4 *(extension de l'allocation de garde d'enfant à domicile aux départements d'outre-mer) :*

– *ses observations* (p. 2626).

Emploi : contrats emploi-solidarité.

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 224 de M. Louis de Broissia (consultation des associations concernées sur les orientations générales du schéma) (p. 2631) ;

– *son* sous-amendement oral (concertation avec les « organismes concernés ») à l'amendement n° 224 de M. Louis de Broissia (p. 2631) : adopté (p. 2632).

Article 7 *(congé parental d'éducation et travail à temps partiel des parents de jeunes enfants) :*

– *son* amendement n° 139 rectifié (droit au travail à temps partiel pour une durée maximale de trois ans postérieurement au congé parental) (p. 2644) : rejeté (p. 2645) ;

– *ses* amendements n°s 140 et 141 (de conséquence) : devenus sans objet (p. 2646).

Article 15 *(relèvement de l'âge limite de versement des prestations familiales) :*

– *ses observations* (p. 2658) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 208 du Gouvernement (relèvement de la limite d'âge pour le droit aux allocations de soutien familial et de parent isolé) (p. 2659) ;

– *son* amendement n° 130 (suppression du renvoi à un décret d'application) : retiré (p. 2660).

Article 16 *(substitution d'une aide à la scolarité aux bourses nationales des collèges et du cycle d'orientation en lycée) :*

– *ses observations* (p. 2663).

Article 25 *(base de calcul des prestations familiales) :*

– *son* amendement n° 134 soutenu par M. Louis de Broissia (suppression des modalités de régularisation des bases prévisionnelles de calcul) (p. 2686) : rejeté (p. 2687).

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 158 soutenu par M. Louis de Broissia (représentation des associations familiales au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 2691) : retiré (p. 2693) ;

– *son* amendement n° 159 (représentation des associations familiales aux conseils d'administration de la Caisse nationale et des caisses d'allocations familiales) (p. 2693) : retiré (p. 2694).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 11 (représentation des assurés retraités dans les conseils d'administration des caisses du régime général de sécurité sociale) (p. 3831, 3832, 3834) : retiré (p. 3836) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 130 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (remplacement de huit représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg par des représentants des associations familiales) (p. 3834) ;

– *son* amendement n° 10 (représentation des associations familiales aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) (p. 3832) : retiré (p. 3836) ;

– *son* amendement n° 9 (représentation des associations familiales aux conseils d'administration de la caisse nationale et des caisses des allocations familiales) : adopté après rectification (p. 3837).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre par (n° 1402).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [4 juillet 1994] :

Rapporteur de la commission des affaires étrangères suppléé par : *Mesmin (Georges)* (p. 3993).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Emploi :

– création et politique de l'emploi (p. 5298, 5299) ;

– emplois familiaux et de proximité (p. 5298, 5299).

Entreprises : charges (p. 5299).

Impôt sur le revenu (p. 5298).

Personnes âgées : dépendance (p. 5298).

Politique économique : consommation et pouvoir d'achat (p. 5298).

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : bourses (p. 5755).

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Emploi : chômage :

– contrats de retour à l'emploi (p. 5998) ;

– contrats emploi-solidarité : associations familiales (p. 5997).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 50 *(exonération du versement de transport pour les seules entreprises établies depuis moins de cinq ans dans les villes nouvelles de la région parisienne) :*

– *son* amendement n° 162 : non soutenu (p. 7074).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 154 : non soutenu (p. 8111).

POIGNANT (Serge)

Député de la Loire-Atlantique

(10e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-1153 d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 et à favoriser l'application de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et permettant le **paiement de l'entreprise de transport par l'organisateur secondaire au nom de la collectivité territoriale compétente (n° 1101)** [13 avril 1994].

Proposition de loi visant à **dispenser** des obligations du **service national actif les jeunes gens** dont l'incorporation aurait pour effet la **cessation d'activité** d'une entreprise ou des conséquences inévitables sur l'**emploi (n° 1412)** [21 juin 1994].

Proposition de loi tendant à accorder le **bénéfice du report spécial d'incorporation prévu par l'article 5 *bis* du code du service national à tous les jeunes poursuivant des études ou un cycle de formation (n° 1676)** [16 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Plan social de la société Chantelle : emploi et activité [8 juin 1994] (p. 2729, 2730).

– Eligibilité à la prime d'aménagement du territoire : conditions d'attribution : Pays de la Loire [12 octobre 1994] (p. 5322).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés (p. 1963).

Horticulture (p. 1963).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 1963, 1964).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales : coopération intercommunale et pays (p. 7758).

Commerce et artisanat (p. 7758).

Communautés européennes et Union européenne (p. 7758, 7759).

Départements : Loire-Atlantique (p. 7759).

Régions : Pays de la Loire (p. 7759).

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 6 *quater* nouveau *(schéma régional d'urbanisme commercial)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 7794).

PONIATOWSKI (Ladislas)

Député de l'Eure

(3e circonscription)

U.D.F.

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Services du Premier ministre : rapatriés) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 36 : Services du Premier ministre : rapatriés (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Reconstruction de Sarajevo : Bosnie-Herzégovine : aides de la France [8 juin 1994] (p. 2718, 2719).

– Grève à Radio France et R.F.I. : grève d'octobre 1994 : salaires des journalistes ; service minimum [26 octobre 1994] (p. 6068, 6069).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *son* amendement n° 107 soutenu par M. Gilbert Gantier (maintient l'avantage fiscal du supercarburant sans plomb et crée une taxe sur la consommation domestique de gaz naturel) (p. 5490) : retiré (p. 5491) ;

– *son* amendement n° 114 soutenu par M. Gilbert Gantier (alignement du tarif du G.P.L. sur celui du gaz naturel véhicule) (p. 5491) : retiré (p. 5493).

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Questions* [24 octobre 1994] :

Commerce extérieur : services et organismes français de promotion (p. 5934, 5937).

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Repatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – Rapporteur spécial de la commission des finances pour les rapatriés, suppléé par M. Gérard Trémège [26 octobre 1994].

PONS (Bernard)

Député de Paris

(16e circonscription)

R.P.R.

Président du Groupe R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République. Président de ce groupe [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le Crédit lyonnais (n° 1060)** [30 mars 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Lamessoure, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du cycle de l'Uruguay avant la réunion de Marrakech (n° 1071).

Principaux thèmes développés [6 avril 1994] :

Agriculture : agriculture française : comité de suivi ; clause de sauvegarde ; exportations (p. 568).

Audiovisuel : exception culturelle (p. 569).

Communautés européennes : association des pays de l'A.E.L.E. et élargissement (p. 569).

Environnement (p. 569).

Etats-Unis : loi sur le commerce et « section 301 » (p. 569).

G.A.T.T. : accords du cycle de l'Uruguay du 15 décembre 1993 (p. 567, 568).

Industrie (p. 569).

Marchés publics (p. 569).

Moyens de paiement : clause monétaire : absence (p. 568).

Organisation mondiale du commerce : accords de Marrakech (p. 568, 569).

Travail : clause sociale : instauration ; Europe sociale (p. 568).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* (p. 4182).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Commission mixte paritaire :

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

– *son* amendement n° 1 soutenu par M. Henri Cuq (suppression de l'article 17 C relatif aux concessions autoroutières dans la région d'Ile-de-France) (p. 9594) : adopté au scrutin public (p. 9595).

PONT (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à imposer une **garantie financière aux établissements d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière (n° 1675)** [16 novembre 1994].

PORCHER (Marcel)

Député du Val-d'Oise

(9e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen (n° 945) [*J.O.* du 28 janvier 1994] (p. 1607).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [2 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1994] (p. 18154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un **fonds d'indemnisation des victimes du risque médical (n° 1027)** [2 mars 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1335) relatif à l'**organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1427)** [22 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1603) relatif à l'**organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1880)** [16 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1829)** [20 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Insécurité dans la grande couronne parisienne : effectifs de personnel ; rémunérations [14 décembre 1994] (p. 9057, 9058).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 2 *(art. 16-1 à 16-10 du code civil) :*

Article 16-4 (protection de l'intégrité de l'espèce humaine) :

– *soutient* l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (définition des pratiques eugéniques prohibées) (p. 924) : rejeté (p. 927).

Article 4 *(art. 16-11 à 16-13 du code civil) :*

Article 16-12 (identification d'une personne par ses empreintes génétiques) :

– *favorable* à l'amendement n° 72 de M. Jérôme Bignon (dispense de consentement préalable, à titre exceptionnel, en cas d'identification à des fins médicales) (p. 936).

Article 8 *(art. 311-19 à 311-21 du code civil) :*

– *défavorable* (p. 944).

Assistance médicale à la procréation : consentement : formalités.

Filiation : assistance médicale à la procréation.

Article 311-20 (effets du consentement à la procréation médicalement assistée) :

– *son* amendement n° 73 (de suppression) : retiré (p. 948) ;

– *son* sous-amendement n° 74 rectifié (de précision) à l'amendement n° 40 de la commission (limitation du consentement aux cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou d'accueil d'un embryon ; consentement donné uniquement devant le juge ; condition de la cessation d'effet du consentement) : adopté (p. 952).

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Discussion des articles [26 avril 1994] :

Article 20 *(institution d'un compte épargne-temps : chapitre VII nouveau du titre deuxième du livre II du code du travail : art. L. 227-1 nouveau) :*

– *soutient* l'amendement n° 48 de M. Jean-Paul Anciaux (extension du compte épargne-temps à l'acquisition de droits à formation) (p. 1222) : retiré (p. 1123).

Article 22 *(causes exceptionnelles et temporaires de déblocage individuel anticipé des fonds de la participation) :*

Son intervention (p. 1230).

Constitution : articles 34 et 37.

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Yves Deniaud (déblocage anticipé de la participation pour les salariés surendettés) (p. 1231).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 658).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mai 1994] (p. 1535) :

Déontologie : accès à des fonctions privées.

Tour extérieur.

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 1er *(tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1541).

Article 3 *(contrôle du passage des hauts fonctionnaires dans le secteur privé : art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de la commission (publication de l'avis motivé de la commission de déontologie) (p. 1549).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 30 :

– *son* amendement n° 7 : non soutenu (p. 3852) ;

– *son* amendement n° 105 rectifié soutenu par M. Georges Tron (droits alloués aux avocats pour la plaidoirie) (p. 3852) : adopté (p. 3853).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4031).

Conciliateurs : conciliation et médiation (p. 4030, 4031).

Greffes (p. 4030).

Juridictions administratives (p. 4031, 4032).

Justice (p. 4030).

Lois : codification : procédure administrative contentieuse (p. 4031).

Procédure civile : tribunaux d'instance (p. 4030).

Procédure pénale : transaction (p. 4032).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4030).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 153 du Gouvernement (audiences foraines) (p. 4121) ;

– *favorable* à l'amendement n° 154 du Gouvernement (chambres détachées des tribunaux de grande instance) (p. 4121).

Avant l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 107 de M. Henri-Jean Arnaud (service des secrétariats-greffes) (p. 4122).

Article 4 *(réception du consentement à l'adoption) :*

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (suppression du consentement par acte authentique) : adopté (p. 4122).

Article 5 *(réception de la déclaration conjointe aux fins d'exercice en commun de l'autorité parentale : art. 374 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Camille Darsières (compétence des greffiers) (p. 4123)

Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 15 de Mme Nicole Catala, 109 de M. Claude Malhuret et 182 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4129) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Camille Darsières (saisine du juge des tutelles par le greffier ou le subrogé tuteur) (p. 4131).

Article 7 *(responsabilité de l'Etat au titre de la vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 473 du code civil) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 16 de Mme Nicole Catala et 183 de M. Pierre Pasquini (de suppression) (p. 4132).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Camille Darsières (saisine du juge des tutelles en cas de difficulté dans la gestion du gérant de tutelle) (p. 4133)

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 132 de M. Jean-Pierre Michel et 162 de Mme Véronique Neiertz (accord des parties) (p. 4133).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n^{os} 133 de M. Jean-Pierre Michel et 163 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la médiation d'office) (p. 4134) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 rectifié de la commission (médiation à la demande de l'une des parties) (p. 4134) : rejeté (p. 4135) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 135 de M. Jean-Pierre Michel et 165 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la mise à la charge des parties des frais de la médiation) (p. 4135) ;

– *favorable* à l'amendement n° 146 du Gouvernement (frais de médiation en cas d'aide juridictionnelle) (p. 4135).

Article 12 *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 166 rectifié de Mme Véronique Neiertz (mission de conciliation ou de médiation renouvelable une fois) (p. 4136).

Article 19 *(recours contre les décisions de la commission du surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4138) ;

– *soutient* l'amendement n° 49 deuxième rectification de la commission (homologation du plan de redressement proposé par la commission) (p. 4139) : adopté après modifications (p. 4140) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 206 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 49 deuxième rectification de la commission (p. 4140).

Article 16 précédemment réservé *(procédure de règlement des litiges en matière de crédit à la consommation : art. L. 311-37 du code de la consommation) :*

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4141).

Article 17 précédemment réservé *(intitulé du titre III du livre III du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 168 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4141).

Article 18 précédemment réservé *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

Avant l'article L. 331-1 :

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4142).

Article L. 331-1 (composition de la commission) :

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (de coordination) : adopté (p. 4143) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de la commission de la production (composition de la commission en vue de prescrire les mesures prévues en cas d'échec de la conciliation) (p. 4140).

Article L. 331-3 (procédure) :

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4143).

Article L. 331-5 (suspension des procédures d'exécution par le juge de l'exécution) :

– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4143) ;

– *soutient* l'amendement n° 189 de la commission (autorisation du juge pour tout acte aggravant l'insolvabilité du débiteur) : adopté (p. 4141).

Article L. 331-7 (décisions de redressement) :

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4144).

Article L. 331-8 (opposabilité aux créanciers) :

– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des créanciers non avisés des mesures prescrites par la commission) : adopté (p. 4144).

Article 21 *(entrée en vigueur du chapitre modifiant la procédure de traitement des situations de surendettement) :*

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (fixation de l'entrée en vigueur du chapitre au premier jour du sixième mois suivant la publication de la loi) (p. 4144) : adopté (p. 4145).

Après l'article 21 :

– *défavorable* à l'amendement n° 35 corrigé de M. Germain Gengenwin (faillite civile dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 4145) ;

– *favorable* à l'amendement n° 200 de M. Raoul Béteille (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4147).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* (p. 4176).

Délinquance et criminalité : délinquance.

Justice : égalité.

Procédure pénale : transaction pénale.

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 2 de M. Christian Vanneste, 94 de M. Pierre Pasquini, 98 de M. Gérard Léonard, 138 de M. Jean-Pierre Michel, 174 de Mme Véronique Neiertz et 202 de M. Daniel Picotin (de suppression) (p. 4178) ;

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission et *favorable* à l'amendement identique n° 18 corrigé de Mme Nicole Catala (rédactionnels) (p. 4182) : rejetés (p. 4183).

Article 25 *(délits jugés par un juge unique : art. 398-1 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (extension à la tentative de dégradation ou de destruction de biens) : adopté (p. 4184) ;

– *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (de précision) : adopté (p. 4184).

Article 30 *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (de suppression) (p. 4186) : adopté (p. 4187).

Article 31 *(libération conditionnelle des condamnés à des peines d'emprisonnement égales ou inférieures à un an : art. 729 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 4187) : adopté (p. 4188).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 rectifié de la commission (de suppression) (p. 4196, 4197) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 176 de Mme Véronique Neiertz (exclusion des amendes correctionnelles) (p. 4197) ;

– *favorable* à l'amendement n° 208 du Gouvernement (suppression de l'abattement du montant de l'amende) (p. 4196, 4197).

Article 34 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-2 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (de suppression) (p. 4198) ;

– *favorable* à l'amendement n° 209 du Gouvernement (de coordination) (p. 4198).

Article 36 *(pouvoirs du juge des enfants statuant seul : art. 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 178 rectifié de Mme Véronique Neiertz (suppression des conditions de réparation du dommage et de reclassement du mineur coupable en matière de mesures éducatives) (p. 4199).

Après l'article 37 :

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de Mme Véronique Neiertz (interdiction des écoutes téléphoniques d'un parlementaire) (p. 4203) ;

– *favorable* à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (information du président de l'Assemblée concernée en cas d'écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4203) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 203 de M. Pierre Pasquini (communication des écoutes au président de l'Assemblée ou du Sénat) à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (p. 4203).

Article 38 *(exécution des décisions des juridictions administratives de premier et de second degrés : art. L. 3-1 à L. 3-3 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 4205).

Article L. 3-2 (pouvoir d'astreinte) :

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 4205).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 4205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 81 de M. Gérard Léonard (limitation aux présidents de tribunal administratif et aux magistrats ayant le grade de président ou de conseiller hors classe) (p. 4205) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (limitation aux présidents de tribunal administratif et aux magistrats ayant au moins le grade de conseiller de première classe) (p. 4205) : adopté (p. 4206) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 rectifié de la commission (extension aux litiges relatifs aux bâtiments menaçant ruine et aux contraventions de grande voirie) : adopté (p. 4206).

Article 40 *(ordonnance du président : art. L. 9 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 179 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4206) ;

– *soutient* l'amendement n° 196 de la commission (décision sur les frais irrépétibles) : adopté (p. 4207).

Après l'article 40 :

– *soutient* l'amendement n° 197 de la commission (sursis à l'exécution d'une décision administrative) : adopté (p. 4207) ;

– *soutient* l'amendement n° 198 de la commission (sursis à l'exécution d'une décision administrative en matière d'urbanisme) (p. 4207) : adopté (p. 4208) ;

– *soutient* l'amendement n° 199 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 4208).

Article 44 *(détachement en surnombre d'universitaires dans le corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. 12 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 181 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 4209).

Article 47 *(application de la loi à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (extension des règles en matière de rejet de conclusions à fin de sursis) : adopté (p. 4209).

Seconde délibération de l'article 30 (p. 4209).

Article 30 supprimé en première délibération *(conversion de la peine d'emprisonnement en travail d'intérêt général : art. 132-57 du code pénal ; art. 733-1 et 747-2 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (compétence du tribunal) (p. 4210).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 7223).

Délinquance et criminalité : victimes (p. 7224).

Greffes (p. 7223).

Juridictions administratives (p. 7224).

Lois : codification (p. 7224).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation et rapport d'exécution (p. 7223).

Procédure civile : tribunaux de grande instance (p. 7223).

Procédure pénale :

- comparution des prévenus et jugement pat défaut (p. 7223) ;
- droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 7225) ;
- transaction, composition, injonction (p. 7224, 7225) ;
- tribunaux correctionnels et juge unique (p. 7223).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(délégation de magistrats du siège : art. L. 221-1 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7249).

Avant l'article 3 :

– *favorable* à l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions de la délégation de fonction d'un magistrat au greffier en chef au sein des commissions administratives) (p. 7250) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 151 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (exclusion en matière électorale) (p. 7250) ;

– *favorable* à l'amendement n° 156 du Gouvernement (délégation du greffier en chef de la juridiction à un autre greffier en chef de la même juridiction) (p. 7251).

Après l'article 9 :

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (compétence du greffier en chef du tribunal d'instance pour recevoir les déclarations de nationalité) : adopté (p. 7251).

Article 9 *bis* nouveau *(délivrance des certificats de nationalité par les greffiers en chef : art. 31 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7252) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 125 rectifié de Mme Véronique Neiertz (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité ; possibilité de délégation à un autre greffier en chef ou greffier) (p. 7252) ;

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité) (p. 7252) : adopté (p. 7253).

Article 9 *ter* nouveau *(contenu du certificat de nationalité : art. 31-2 du code civil) :*

– *son* amendement n° 153 (de coordination) : adopté (p. 7253).

Article 9 *quater* nouveau *(refus de délivrer un certificat de nationalité : art. 31-3 du code civil) :*

– *son* amendement n° 154 (de coordination) (p. 7253) : adopté (p. 7254).

Après l'article 9 *quater* :

– *favorable* à l'amendement n° 157 du Gouvernement (participation des greffiers en chef au bureau ou à la section chargés d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle) (p. 7254) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (attribution au greffier en chef de la qualité de vice-président du bureau chargé d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle) (p. 7254) : adopté (p. 7255) ;

– *favorable* à l'amendement n° 158 du Gouvernement (entrée en vigueur des dispositions du chapitre II du titre Ier du projet de loi) (p. 7255).

Article 9 *quinquies* nouveau *(assistants de justice) :*

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 42 de la commission soutenu par M. Xavier de Roux (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions et de la référence aux règles de secret professionnel) (p. 7256) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 133 de Mme Véronique Neiertz (fixation par décret en Conseil d'Etat du « statut contractuel » des assistants) (p. 7257).

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (désignation par le juge, avec l'accord des parties, d'un conciliateur ou d'un médiateur) (p. 7263) : adopté après modifications (p. 7265) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 159 du Gouvernement (substitution à l'accord des parties de l'obligation de recueillir leurs observations) à l'amendement n° 44 de la commission (p. 7264).

Article 11 supprimé par le Sénat *(médiation judiciaire) :*

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture compte tenu d'une coordination avec l'amendement n° 44 modifié précédemment adopté) : adopté (p. 7265).

Article 12 supprimé par le Sénat *(durée de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 7265).

Article 13 supprimé par le Sénat *(conditions d'exercice de la mission de conciliation ou de médiation) :*

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 7265).

Article 14 supprimé par le Sénat *(homologation de l'accord par le juge) :*

– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7265) : adopté (p. 7266).

Article 15 supprimé par le Sénat *(champ et conditions d'application de la conciliation et de la médiation judiciaires) :*

– *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture compte tenu de la détermination par décret en Conseil d'Etat des règles en matière de provision pour rémunération du médiateur) (p. 7265) : adopté (p. 7266).

Amendement n° 43 avant l'article 10 précédemment réservé :

– *soutient* l'amendement de la commission précédemment réservé (intitulé du chapitre Ier du titre II du projet de loi : « La conciliation et la médiation ») : adopté (p. 7266).

Article 18 *(commission du surendettement : art. L. 331-1 à L. 331-11 du code de la consommation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7267).

Article L. 331-5 (suspension des procédures d'exécution par le juge de l'exécution) :

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (terme de la suspension et de coordination) : adopté (p. 7267).

Article L. 331-7 (décision de redressement) :

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (unification à cinq ans des délais maximum de report et de rééchelonnement des emprunts) (p. 7267) : adopté (p. 7268) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de Mme Véronique Neiertz (fixation à cinq ans du délai maximum de report des emprunts) (p. 7268).

Article L. 331-8 (opposabilité aux créanciers) :

– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7268).

Article L. 331-9 (droits des créanciers) :

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (de coordination) : adopté (p. 7268).

Article 19 *(contrôle par le juge des mesures recommandées par la commission de surendettement : art. L. 332-1 à L. 332-3 du code de la consommation) :*

– *soutient* les amendements nos 54, 55 et 56 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 7269).

Après l'article 21 :

– *défavorable* à l'amendement n° 136 de Mme Véronique Neiertz (extension du régime de faillite civile des départements d'Alsace et de Moselle à l'ensemble des départements français) (p. 7270).

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7273) ;

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 58 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Bastiani (p. 7279) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 21 du Gouvernement (dénomination d'« injonction pénale ») (p. 7281) ;

– *favorable* à l'amendement n° 105 de Mme Suzanne Sauvaigo (dénomination d'« injonction ») (p. 7281).

Article 48-1 (initiative de la composition pénale) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 22 du Gouvernement (de coordination) (p. 7282) ;

– *son* sous-amendement n° 144 corrigé (de précision) à l'amendement n° 22 du Gouvernement : adopté (p. 7282).

Article 48-2 (champ d'application de la composition pénale) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 23 du Gouvernement (injonction impossible en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail, d'exhibition sexuelle et de port ou transport d'armes des première ou quatrième catégories ; même exclusion à l'égard des personnes condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction ou en cas d'engagement des poursuites par la victime) (p. 7282) ;

– *son* sous-amendement n° 145 (limitation de l'exclusion visant les personnes déjà condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction au seul cas de condamnation ou d'injonction pour le même délit) à l'amendement n° 23 du Gouvernement (p. 7282) : adopté (p. 7283) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 107 de Mme Suzanne Sauvaigo (injonction impossible en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail, d'exhibition sexuelle ; même exclusion à l'égard des personnes condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction pour des faits identiques commis depuis moins de deux ans) (p. 7282).

Article 48-3 (notification de la proposition de composition à l'auteur du délit, au plaignant et à la victime) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (suppression de l'obligation de réparation du préjudice comme condition de l'injonction et de coordination) (p. 7283) ;

– *son* sous-amendement n° 147 corrigé (expression écrite de l'acceptation de l'injonction ; décision implicite de rejet) à l'amendement n° 24 du Gouvernement : rejeté (p. 7283).

Article 48-4 du code de procédure pénale (nature des obligations pouvant constituer la composition) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 25 du Gouvernement (de coordination) (p. 7284) ;

– *son* sous-amendement n° 146 rectifié (mesures de réparation du préjudice) à l'amendement n° 25 du Gouvernement : adopté (p. 7284).

Article 48-5 (non-exécution des obligations prévues par la composition. Suspension de la prescription) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (de précision et de coordination) (p. 7284).

Article 48-6 (droits de la victime) :

– *favorable* aux amendements nos 27 du Gouvernement et 115 de Mme Suzanne Sauvaigo (de coordination) (p. 7284).

Article 48-7 (inscription de la composition sur un registre national) :

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (inscription pendant une durée maximale de cinq ans ; consultation par les seules autorités judiciaires) (p. 7285).

Article 25 *(délits jugés par un juge unique : art. 398-1 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7285) ;

– *favorable* à l'amendement n° 79 du Gouvernement (extension aux délits en matière de chasse, de pêche, de protection de la faune et de la flore et de pêche maritime) (p. 7286).

Après l'article 25 :

– *favorable* à l'amendement n° 82 du Gouvernement (règlement des questions de compétence entre le tribunal correctionnel collégial et le tribunal siégeant à juge unique) (p. 7286) ;

– *favorable* à l'amendement n° 81 corrigé du Gouvernement (juges rapporteurs et présidence tournante du tribunal correctionnel) (p. 7286) ;

– *favorable* à l'amendement n° 80 du Gouvetnement (date d'entrée en vigueur) (p. 7286).

Article 29 *(conditions de délivrance des exploits d'huissiers : art. 560 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 59 rectifié de la commission (inopposabilité au procureur de la République du secret en matière de statistiques) : adopté (p. 7287).

Article 33 *(paiement de l'amende dans les dix jours du jugement : art. 707-1 du code de procédure pénale) :*

– *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) : adopté (p. 7288).

Après l'article 37 *bis* :

– *défavorable* et *ses observations* (à titre personnel) à l'amendement n° 120 de M. Jean-Jacques Hyest (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations agréées de défense des victimes d'un accident survenu dans les transports collectifs ou dans un lieu ouvert au public) (p. 7288, 7289) ;

– *favorable* à l'amendement n° 119 de M. Jean-Jacques Hyest (prescription des peines pour les crimes et délits en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants) (p. 7290).

Article 37 ter nouveau *(attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux commandants et officiers de paix de la police nationale : art. 16 du code de procédure pénale et L. 23-1 du code de la route) :*

– *soutient* l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 7290) : adopté (p. 7291).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7292) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jean Geney (information pour recherche des causes de la disparition d'une personne ; exercice par la famille du disparu des droits reconnus à la partie civile) (p. 7295) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 75 du Gouvernement (réquisition de non informer sur une plainte avec constitution de partie civile en cas de violation d'une règle de procédure pénale) (p. 7296) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (poursuite de l'instruction en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction ou de saisine directe de la chambre d'accusation) (p. 7296) ;

– *favorable* à l'amendement n° 78 rectifié du Gouvernement (ordre des interventions à l'audience de la chambre des appels correctionnels) (p. 7296) ;

– *favorable* à l'amendement n° 76 rectifié du Gouvernement (admission des condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à cinq ans dans les établissements réservés aux condamnés à une peine maximale de trois ans) (p. 7297) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 rectifié du Gouvernement (report de l'entrée en vigueur de certaines dispositions du nouveau code pénal) (p. 7297) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 162 du Gouvernement (recours par l'Etat au ministère d'avocat en cas de poursuites pénales à l'encontre d'un fonctionnaire pour des faits en relation avec l'exercice des fonctions) (p. 7297).

Article 38 *(exécution des décisions des juridictions administratives de premier et de second degrés : art. L. 8-2 à L. 8-4 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

Article L. 8-3 (cumul d'injonction et d'astreinte dans une même décision juridictionnelle) :

– *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture séparant l'injonction et l'astreinte pour l'exécution d'une décision de justice) : adopté (p. 7298).

Article L. 8-4 (demandes d'exécution et astreintes en cas de jugements ou d'arrêts inexécutés) :

– *soutient* l'amendement n° 64 rectifié de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7298).

Après l'article 38 :

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de M. Jean-Jacques Hyest (attribution d'un pouvoir d'injonction aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) (p. 7298) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. Jean-Jacques Hyest (attribution d'un pouvoir d'astreinte aux commissions interrégionales et à la commission nationale du contentieux de la tarification sanitaire et sociale) (p. 7298).

Article 39 *(magistrat de tribunal administratif statuant seul : art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture réservant la qualité de juge unique aux magistrats ayant au moins le grade de conseiller de première classe) : adopté (p. 7299) ;

– *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (renvoi devant une formation collégiale) : adopté (p. 7299).

Article 40 *bis* supprimé par le Sénat *(sursis à exécution : art. L. 10 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :*

– *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 7300).

Après l'article 40 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (insertion dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel de l'article L. 421-9 du code de l'urbanisme relatif au sursis à exécution des permis de construire ordonné par un magistrat statuant seul) : adopté (p. 7300).

Article 40 *ter* supprimé par le Sénat *(insertion de l'article L. 600-5 du code de l'urbanisme dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : art. L. 25 de ce dernier code) :*

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) (p. 7300) : adopté (p. 7301).

Article 40 *quater* supprimé par le Sénat *(insertion d'une section nouvelle dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : section V du chapitre II du titre II du livre II du code précité) :*

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture) : adopté (p. 7301).

Après l'article 40 *quater* :

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (insertion dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel du dernier alinéa de l'article 19 de la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 ayant trait au sursis à exécution, ordonné par un magistrat statuant seul, de certaines délibérations des conseils d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille) : adopté (p. 7301) ;

– *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (insertion dans le même code de la première phrase du quatrième alinéa de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ayant trait au sursis à exécution, ordonné par un magistrat statuant seul, d'actes municipaux de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle) : adopté (p. 7301) ;

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7301) ;

– *soutient* l'amendement n° 149 de la commission (insertion dans le même code de dispositions relatives aux modalités de jugement des recours formés contre les arrêtés de reconduite à la frontière par les magistrats statuant seuls) (p. 7301) : adopté (p. 7302) ;

– *soutient* l'amendement n° 150 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 7302) ;

– *son* amendement n° 155 rectifié (transposition automatique des modifications aux dispositions citées et reproduites dans le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) : adopté (p. 7302).

Article 43 *(attribution au Conseil d'Etat de pouvoirs d'injonction et d'astreinte : art. 6-1 nouveau de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980) :*

– *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : adopté (p. 7302).

Article 47 *(application de la loi à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à la collectivité territoriale de Mayotte) :*

– *son* amendement n° 161 (de coordination) : adopté (p. 7303).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Associations (p. 9598).

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 9597).

Conciliation et médiation (p. 9597).

Greffes (p. 9597).

Juridictions administratives (p. 9598).

Magistrats : assistants de justice (p. 9597).

Procédure pénale :
- prescription (p. 9598) ;
- transaction, injonction (p. 9597).

Procédure pénale : application des peines : amendes (p. 9597).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335), *deuxième lecture.*

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994] :

Cours d'appel (p. 5657).

Droits de l'homme et libertés publiques :
- présomption d'innocence (p. 5658) ;
- secret de l'instruction (p. 5658).

Greffes (p. 5657).

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 5658).

Juridictions administratives (p. 5658).

Magistrature :
- conciliateurs et juges de paix (p. 5657) ;
- effectifs (p. 5657) ;
- indépendance (p. 5658).

Ministère de la justice :
- crédits (p. 5657) ;
- inspection générale (p. 5657).

Système pénitentiaire :
- administration pénitentiaire (p. 5658) ;
- prisons (p. 5657).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 5657).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 5658).

Equipement et transports, aviation civile. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Aéroports :
- Aéroports de Paris : activité : diversification (p. 6713) ;
- Roissy-Charles-de-Gaulle (p. 6712, 6713).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Défense : gendarmerie) [8 juin 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation, adopté par le Sénat, relatif à la sécurité (n° 1490) [12 juillet 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1490), **d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1533)** [23 septembre 1994].

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XI : **Défense : gendarmerie (n° 1563)** [5 octobre 1994].

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1654), **d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1774)** [7 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] (p. 2162, 2163) :

Industries d'armement :
- coopération européenne ;
- coût des programmes.

Livre blanc sur la défense.

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *soutient* l'amendement n° 9 corrigé de la commission (modalités d'éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses des collectivités locales pour la construction de logements de gendarmes) (p. 2267) : retiré ; repris par M. Jean-Claude Lefort : rejeté (p. 2268).

Article 2 *(moyens affectés à l'équipement des forces armées) :*

– *ses observations* (p. 2269).

Voirie : fonds de concours autoroutiers : destination.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales (p. 4325) :
- compétences ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays ;
- décentralisation ;
- ressources et péréquation.

Constitution : égalité (p. 4326).

Etat (p. 4325) :
- déconcentration ;
- rôle.

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4325).

Services publics (p. 4325).

Ville : politique de la ville (p. 4325).

Discussion des articles [8, 9, 10 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *favorable* (p. 4375).

Collectivités locales : décentralisation.

Etat : rôle.

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4402).

Régions : Bourgogne.

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 670 de M. Augustin Bonrepaux (insertion dans les directives de modalités d'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4440).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 861 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (élaboration conjointe d'un schéma directeur régional par l'Etat et la région ; objet, publicité, approbation et opposabilité de ce schéma ; suppression de la conférence régionale d'aménagement du territoire) (p. 4454).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 223 rectifié de la commission (représentation des collectivités locales et de leurs groupements par leur exécutif) (p. 4472).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* (p. 4491).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *ses observations* (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 24 de M. François Sauvadet (rapport sur la polyvalence des services en milieu rural) : retiré (p. 4524) ;

– *soutient* l'amendement n° 201 de M. Marc Le Fur (généralisation de l'étude d'impact à toute décision de suppression ou de réorganisation) : adopté (p. 4528).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *ses observations* (p. 4558).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 967 de M. Yves Bonnet (extension du rapport quinquennal prévu à l'article à la suppression du décalage de deux ans pour les attributions du F.C.T.V.A. de l'ensemble des groupements de communes) (p. 4728).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* (p. 4759).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1994] :

Article 7 sedecies nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 454 de M. Jean Bousquet (proposition de délimitation du pays à l'initiative de la commission régionale de l'aménagement du territoire) (p. 7858, 7859, 7864) : devenu sans objet (p. 7865).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Rapporteur pour avis de la commission de la défense.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Défense :
- décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie (p. 4932) ;
- gendarmerie (p. 4931, 4932).

Etat : préfet (p. 4931).

Lois : loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 4931).

Police : police municipale (p. 4931).

Police nationale : protection juridique et morale des fonctionnaires et de leur famille (p. 4932).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4931).

Discussion des articles [6 et 7octobre 1994] :

Article 2 et annexe I *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *soutient* l'amendement n° 159 rectifié de la commission de la défense (transposition à la gendarmerie des modifications statutaires bénéficiant aux policiers) (p. 5055) : rejeté (p. 5056) ;

– *soutient* l'amendement n° 157 rectifié de la commission de la défense (bénéfice de la protection de l'Etat pour les familles des gendarmes) : rejeté (p. 5056) ;

– *soutient* l'amendement n° 156 de la commission de la défense (pension de réversion des veuves de gendarmes cités à l'ordre de la gendarmerie) (p. 5056) : adopté (p. 5057) ;

– *soutient* l'amendement n° 158 de la commission de la défense (parité statutaire des gendarmes et des policiers) : adopté (p. 5057).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *ses observations* (p. 5109) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 278 de M. Georges Sarre (compétence du procureur de la République ; concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5112) ;

– *soutient* l'amendement n° 61 de la commission de la défense (rédactionnel) : rejeté (p. 5114) ;

– *soutient* l'amendement n° 62 rectifié de la commission de la défense (rédactionnel) (p. 5115) : adopté (p. 5516) ;

– *soutient* l'amendement n° 63 de la commission de la défense (suppression de la mention du préfet garant de la cohérence des actions des services et forces de l'Etat) : adopté (p. 5116).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *ses observations* (p. 5119).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la défense pour la gendarmerie [2 novembre 1994] :

Gendarmerie :

– crédits (p. 6313) ;
– effectifs (p. 6313) ;
– informatisation et télécommunications (p. 6313) ;
– logements (p. 6313, 6314) ;
– missions (p. 6314) ;
– retraites et pensions de réversion (p. 6314).

Questions :

Armée de terre : disponibilité opérationnelle différenciée (p. 6377).

Gendarmerie :

– hélicoptères : renouvellement de la flotte (p. 6362) ;
– véhicules blindés (p. 6362).

Réserves : mobilisation (p. 6377).

POULOU (Daniel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 mars 1994] (p. 3510).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 mars 1994] (p. 3510) [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5976).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5977).

POYART (Alain)

Député du Nord

(24e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi visant à **exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée l'exploitation de comptoirs de vente dans les enceintes sportives** en vue d'améliorer les finances des clubs sportifs **(n° 1323)** [1er juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Crédits européens pour l'Avesnois :** développement des régions : crédits du F.E.D.E.R. [1er juin 1994] (p. 2470, 2471).

orales sans débat :

– **n° 267,** posée le 5 avril 1994 : **travaux de prévention contre les inondations** (p. 546). Appelée le 7 avril 1994 : F.C.T.V.A. : récupération : travaux d'aménagement de rivières (p. 626, 627).

– **n° 580,** posée le 13 décembre 1994 : **enfouissement des déchets radioactifs belges près de la frontière franco-belge** (p. 9015). Appelée le 15 décembre 1994 : hostilité des frontaliers (p. 9145, 9146).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Tribunaux : tribunal d'Avesnes-sur-Helpe (p. 5668).

Environnement. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Cours d'eau, étangs et lacs : « les deux Helpe » dans le département du Nord (p. 5868).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Administration : sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe (p. 6554).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *ses observations* (p. 7544).

Zones de référence de production.

PREEL (Jean-Luc)

Député de la Vendée

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Rapporteur du projet de loi modifiant le Code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776) [16 mars 1994].

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 776) modifiant le Code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les **institutions de prévoyance** et portant transposition des directives n° 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes **(n° 1165)** [27 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1434), relatif à la **protection sociale complémentaire des salariés** et portant transposition des directives 92/49 et n° 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes **(n° 1446)** [30 juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Personnes dépendantes** : allocation dépendance : expérimentation [5 octobre 1994] (p. 4917).

orales sans débat :

– **n° 325,** posée le 26 avril 1994 : **électrification de la ligne S.N.C.F. Nantes-Bordeaux** (p. 1164). Appelée le 28 avril 1994 : financement (p. 1249, 1250).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n° 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Assurances (p. 1620, 1621).

Communautés européennes et Union européenne : assurances (p. 1621).

Institutions paritaires :

- « clause de désignation » (p. 1621) ;
- commission de contrôle des institutions de prévoyance (p. 1621) ;
- prévoyance (p. 1620, 1621, 1622) ;
- retraite complémentaire (p. 1620, 1621) ;
- rettaite supplémentaire (p. 1620, 1621, 1622).

Lois :

- loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés (p. 1621) ;
- loi n° 85-773 du 25 juillet 1985 portant réforme du code de la mutualité (p. 1621) ;
- loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (« loi Evin ») (p. 1621) ;
- loi n° 94-5 du 4 janvier 1994 modifiant le code des assurances en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (p. 1620, 1621).

Mutuelles (p. 1620, 1621).

Protection sociale complémentaire (p. 1620, 1621, 1622).

Travail : négociation collective (p. 1620).

Discussion des articles [10 mai 1994] :

Article 1er *(création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés) :*

Article L. 911-1 du code de la sécurité sociale (fondements juridiques des couvertures sociales complémentaires des salariés) :

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (extension aux anciens salariés et aux ayants droit) : adopté (p. 1635) ;

– *soutient* les amendements nos 1 et 3 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 1635).

Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale (extension des conventions et accords relatifs à la protection sociale complémentaire) :

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (objet des conventions collectives) : adopté (p. 1635).

Article L. 911-5 du code de la sécurité sociale (référendum) :

– *soutient* l'amendement n° 5 rectifié de la commission (contenu et durée du projet d'accord ; compétence du tribunal d'instance en ce qui concerne les opérations électorales) (p. 1635) : adopté (p. 1636).

Article 2 *(clauses obligatoires) :*

Article L. 912-2 du code de la sécurité sociale (réexamen du choix de l'organisme assureur) :

– *favorable* à l'amendement n° 87 de M. Serge Janquin (de précision) (p. 1636).

Article L. 912-3 du code de la sécurité sociale (conditions d'attribution des pensions de réversion au conjoint séparé de corps ou divorcé non remarié) :

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1637).

Article 3 *(clauses prohibées) :*

– *soutient* les amendements nos 7 et 8 de la commission (de conséquence) : adoptés (p. 1637) ;

– *soutient* l'amendement n° 9 rectifié de la commission (caractère d'ordre public du titre Ier du livre IX du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 1637).

Article 4 *(statut des régimes de retraite complémentaire obligatoires) :*

– *favorable* (p. 1638) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (régimes dérogatoires visés à l'article L. 921-2 du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 1638).

Article 5 *(statut des institutions de retraite complémentaire et de leurs fédérations) :*

Article L. 922-1 du code de la sécurité sociale (régime juridique et mission) :

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (mission d'intérêt général de ces institutions) : adopté (p. 1639) ;

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (action sociale au profit de leurs membres participants) : adopté (p. 1639).

Article L. 922-2 du code de la sécurité sociale (définition des membres adhérents et participants) :

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté (p. 1640).

Article L. 922-3 du code de la sécurité sociale (spécialisation) :

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (extension aux régimes dérogatoires visés à l'article L. 921-2 du code de la sécurité sociale) : adopté (p. 1640).

Article L. 922-5 du code de la sécurité sociale (contrôle des institutions) :

– *soutient* l'amendement n° 16 rectifié de la commission (fait générateur de l'extension du contrôle aux personnes morales liées à une institution de retraite complémentaire) : adopté (p. 1640).

Article L. 922-6 du code de la sécurité sociale (approbation des statuts) :

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (extension aux règlements de retraite ; compétence du ministre) : adopté (p. 1640).

Article L. 922-8 du code de la sécurité sociale (incapacités et sanctions) :

– *soutient* l'amendement n° 19 rectifié de la commission (pouvoirs du ministre à l'égard des documents publicitaires ou contractuels ; application des sanctions prévues par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) (p. 1640) : adopté (p. 1641).

Article L. 922-10 du code de la sécurité sociale (égalité des sexes) :

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (extension aux fédérations des institutions de retraite complémentaire) : adopté (p. 1641).

Article L. 922-14 du code de la sécurité sociale (contrôle de l'inspection générale des affaires sociales) :

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (compétence de l'I.G.A.S. à l'égard des institutions de retraite complémentaire) : adopté (p. 1641).

Article 6 *(statut des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-1 du code de la sécurité sociale (définition des institutions de prévoyance) :

– *soutient* l'amendement n° 21 rectifié de la commission (couverture du risque chômage ; interdiction de la couverture des risques chômage et vie par un même organisme) : adopté (p. 1649) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1649).

Après l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (unions d'institutions de prévoyance) : adopté (p. 1650).

Article L. 931-2 du code de la sécurité sociale (définition des membres adhérents et des membres participants) :

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1650).

Article L. 931-4 du code de la sécurité sociale (conditions de l'octroi et du retrait de l'agrément) :

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (expérience professionnelle des dirigeants) : adopté (p. 1650).

Article 7 *(règles de fonctionnement des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-8 du code de la sécurité sociale (incapacités) :

– *soutient* l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (harmonisation avec le nouveau code pénal ; extension aux groupes réunissant institutions de prévoyance, mutuelles et sociétés d'assurance) : adopté (p. 1651) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (application de l'article 457 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 à toutes les institutions de prévoyance) : adopté (p. 1651).

Article L. 931-14 du code de la sécurité sociale (décret d'application) :

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (de précision) : adopté (p. 1651).

Article 8 *(statut des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-17 du code de la sécurité sociale (mesures d'urgence) :

– *soutient* l'amendement n° 29 de la commission (atteinte aux intérêts des ayants droit) : adopté (p. 1654) ;

– *soutient* l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1654).

Article L. 931-20 du code de la sécurité sociale (liquidation) :

– *soutient* l'amendement n° 31 de la commission (assistance du corps de contrôle des assurances) (p. 1654) : adopté (p. 1655) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1655).

Après l'article L. 931-28 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 33 de la commission (interdiction faite aux institutions de retraite de prévoyance d'utiliser les fichiers des institutions de retraite complémentaire obligatoire en répartition) : rejeté (p. 1655).

Après l'article 8 :

– *ses* amendements n°s 85 rectifié et 86 rectifié (utilisation des fichiers nominatifs des entreprises d'assurance et de leur filiales) : retirés (p. 1655, 1656).

Article 9 *(opérations des institutions de prévoyance) :*

Article L. 932-1 du code de la sécurité sociale (définition de la notion d'opération collective à caractère obligatoire) :

– *soutient* l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1660).

Article L. 932-3 du code de la sécurité sociale (information et consentement réciproques de l'adhérent et de l'institution de prévoyance) :

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de précision) : adopté (p. 1660) ;

– *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (avenant au contrat limité au cas de modification du règlement relative aux droits et obligations des parties) : adopté (p. 1660).

Après l'article L. 932-3 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (obligations de l'adhérent) : adopté (p. 1660) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (contenu des déclarations de risques) (p. 1660) : adopté (p. 1661).

Article L. 932-6 du code de la sécurité sociale (nullité de certaines clauses de déchéance) :

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (déchéance en cas d'intention frauduleuse dans le retard à déclarer la réalisation de risques ou à produire des pièces) (p. 1660) : adopté (p. 1661).

Article L. 932-7 du code de la sécurité sociale (conséquences du défaut de paiement des cotisations par l'adhérent) :

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (information de l'adhérent sur les conséquences du défaut de paiement) : adopté (p. 1661).

Article L. 932-10 du code de la sécurité sociale (dénonciation de l'adhésion) :

– *soutient* l'amendement n° 42 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1661) ;

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (résiliation possible à tout moment en cas d'assurance vie) : adopté (p. 1661).

Article L. 932-11 du code de la sécurité sociale (prescription biennale pour les actions dérivant d'une opération collective à adhésion obligatoire) :

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (prescription quinquennale pour l'ensemble de la garantie d'incapacité de travail) : adopté (p. 1661) ;

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 1661) : adopté (p. 1662).

Article L. 932-12 du code de la sécurité sociale (définition des notions d'opérations collectives à adhésion facultative et d'opérations individuelles) :

– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1662) ;

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1662).

Article L. 932-13 du code de la sécurité sociale (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation) :

– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 1662) : rejeté (p. 1663).

Article L. 932-14 du code de la sécurité sociale (renonciation à l'adhésion) :

– *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de précision) : adopté (p. 1663) ;

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (extension au cas de modification des droits et obligations du participant) : adopté (p. 1663) ;

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1663) ;

– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1663).

Article L. 932-15 du code de la sécurité sociale (conséquences de la fausse déclaration intentionnelle du participant) :

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (distinction des opérations collectives à adhésion facultative et des opérations individuelles) (p. 1663) : adopté (p. 1664).

Article L. 932-16 du code de la sécurité sociale (conséquences de l'omission ou de la déclaration inexacte du participant) :

– *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (exclusion des opérations d'assurance vie) : adopté (p. 1664).

Article L. 932-18 du code de la sécurité sociale (application de certaines règles régissant les opérations collectives à adhésion obligatoire aux opérations collectives à adhésion facultative et aux opérations individuelles) :

– *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1664).

Après l'article L. 932-18 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1664) ;

– *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (faculté de résiliation pour les participants aux opérations collectives à adhésion facultative) (p. 1664) : adopté (p. 1665).

Article L. 932-19 du code de la sécurité sociale (conséquences du défaut de paiement des primes) :

– *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (de précision) : adopté (p. 1665) ;

– *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1665) ;

– *soutient* les amendements n^{os} 60 et 61 de la commission (exclusion des opérations d'assurance vie comportant une valeur de rachat) : adoptés (p. 1665).

Article L. 932-20 du code de la sécurité sociale (application des dispositions du code des assurances aux institutions de prévoyance garantissant les risques « vie » et « décès ») :

– *favorable* à l'amendement n° 91 de M. Serge Janquin (non-application aux opérations collectives de l'obligation de recueillir le consentement préalable de la personne assurée et du droit du souscripteur de désigner et révoquer le bénéficiaire de l'assurance décès) (p. 1665) ;

– *favorable* à l'amendement n° 92 de M. Serge Janquin (application de l'article L. 132-20 du code des assurances aux seules opérations comportant une valeur de rachat) (p. 1665).

Article L. 932-21 du code de la sécurité sociale (opérations de retraite particulières) :

– *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1666).

Avant l'article L. 932-22 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1666).

Article L. 932-22 du code de la sécurité sociale (prévention des conflits de lois pour les opérations portant sur les risques accidents et maladie) :

– *soutient* l'amendement n° 64 de commission (de coordination) : adopté (p. 1666).

Article L. 932-23 du code de la sécurité sociale (règles de détermination de la loi applicable) :

– *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (définition du souscripteur en cas d'opération collective à adhésion facultative) : adopté (p. 1666).

Article L. 932-30 du code de la sécurité sociale (définition de la notion d'« Etat de l'engagement ») :

– *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (définition en cas d'opération collective à adhésion facultative) (p. 1666) : adopté (p. 1667) ;

– *soutient* l'amendement n° 67 rectifié de la commission (Etat où est situé l'établissement de l'adhérent en cas d'opération collective) : adopté (p. 1667).

Article L. 932-35 du code de la sécurité sociale (caractère d'ordre public des dispositions du chapitre II du titre III du livre IX) :

– *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (caractère d'ordre public à l'égard des règlement et bulletin d'adhésion des institutions de prévoyance) : adopté (p. 1667).

Après l'article L. 932-35 du code de la sécurité sociale :

– *soutient* l'amendement n° 41 rectifié de la commission (information du comité d'entreprise sur le versement des cotisations aux institutions de retraite complémentaire ou de prévoyance) : adopté (p. 1667).

Article 10 *(statut des institutions de retraite supplémentaire) :*

Article L. 941-1 du code de la sécurité sociale (« gel » des institutions de retraite supplémentaire) :

– *son* amendement n° 94 (rédactionnel) : adopté (p. 1668).

Article L. 941-2 du code de la sécurité sociale (provisionnement des engagements) :

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (garantie par souscription d'un contrat d'assurance ou par provision dans les comptes des entreprises adhérentes assurées contre l'insolvabilité) (p. 1668) : adopté (p. 1669) ;

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (exclusion des régimes supplémentaires existants créés du fait de l'entrée dans l'A.R.R.C.O. ou l'A.G.I.R.C. d'un régime complémentaire obligatoire) : adopté (p. 1669).

Article L. 941-4 du code de la sécurité sociale (régime juridique) :

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (interdiction des discriminations fondées sur le sexe dans les statuts et règlements de retraite) : adopté (p. 1670) ;

– *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (nullité des dispositions prévoyant la perte des droits à retraite en cas de changement de profession) : adopté (p. 1670) ;

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (suppression de la possibilité d'émettre des titres participatifs ; contrôle des commissaires aux comptes et des documents contractuels et publicitaires) : adopté (p. 1670).

Article 11 *(contrôle des institutions) :*

– *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (contrôle des demandes d'exercice en libre prestation de service) (p. 1671) : adopté après rectification (p. 1672) ;

– *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (de conséquence et possibilité d'un cumul de sanctions) : adopté (p. 1672) ;

– *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (suppression de la possibilité d'appliquer la procédure du règlement amiable) : adopté (p. 1672).

Article 13 *(coordination) :*

– *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (limitation aux institutions de prévoyance et de retraite complémentaire de la possibilité de consentir des prêts participatifs) (p. 1672) : adopté (p. 1673) ;

– *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1673) ;

– *soutient* les amendements nos 79, 80, 81 et 82 rectifié de la commission (de coordination) : adoptés (p. 1673).

Après l'article 13 :

– *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Serge Janquin (action subrogatoire des institutions de prévoyance et des sociétés d'assurance en matière d'indemnités journalières) (p. 1673).

Article 15 *(dispositions transitoires) :*

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (compétence du conseil d'administration des institutions de prévoyance existantes pour adapter leurs statuts aux nouvelles définitions d'activité) : adopté (p. 1674).

Article 16 *(dispositions d'application) :*

– *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (« projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives nos 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes ») (p. 1674) : adopté (p. 1675).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] (p. 4001) :

Assurances.

Communautés européennes et Union européenne.

Information.

Institutions paritaires :
- « clause de désignation » ;
- prévoyance ;
- retraite complémentaire ;
- retraite supplémentaire.

Lois : loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Mutuelles.

Protection sociale complémentaire.

Discussion des articles [4 juillet 1994] :

Article 2 *(clauses obligatoires) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Michel Berson (notification annuelle des droits à retraite complémentaire et supplémentaire de chaque assuré) (p. 4003).

Article 10 *(statut des institutions de retraite supplémentaire) :*

Article L 941-2 du code de la sécurité sociale (provisionnement des engagements) :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Berson (suppression de la garantie des engagements par un autre organisme assureur) (p. 4006).

Article 12 A nouveau *(utilisation des fichiers nominatifs) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) : adopté (p. 4007).

Article 15 *(dispositions transitoires) :*

– *soutient* les amendements nos 2 et 3 de la commission (rédactionnels) : rejetés (p. 4008).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Constitution : articles 34, 37 et 40 (p. 2594).

Crèches :
- crèches familiales (p. 2594) ;
- schéma de développement des modes d'accueil (p. 2594).

Démographie :
- natalité (p. 2593) ;
- nuptialité (p. 2593).

Femmes : veuves : allocation veuvage et pensions de réversion (p. 2594).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2593, 2594).

Lois : projet de loi n° 1367 relatif à la sécurité sociale (p. 2594).

Personnes âgées (p. 2593)

Sécurité sociale :
- Caisse nationale des allocations familiales (p. 2594) ;
- comptes sociaux (p. 2594) ;
- prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2594).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 et 28 juin 1994] :

Ses explications de vote sur *l'exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3670) et *son intervention* (p. 3681).

Principaux thèmes développés :

Affiliation : assurance personnelle (p. 3683).

Assurance maladie maternité : dépenses : maîtrise (p. 3681, 3682).

Assurance veuvage (p. 3682).

Caisses de sécurité sociale :
- administrateurs (p. 3683) ;
- organisation, privatisation et tutelle (p. 3682).

Constitution : article 40 (p. 3682).

Cotisations sociales : exonérations : compensation (p. 3671, 3683).

Dépenses (p. 3682).

Financement :
- Agence centrale des organismes de sécurité sociale (p. 3682) ;
- Commission des comptes de la sécurité sociale (p. 3683) ;
- projections 1994 (p. 3682) ;
- régime général : branches : autonomie (p. 3670, 3681, 3682) ;
- U.R.S.S.A.F. (p. 3683).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3681).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux (p. 3682).

Parlement (p. 3671, 3682, 3683).

Personnes âgées : dépendance (p. 3683).

Professions médicales : chirurgiens-dentistes (p. 3683).

Professions paramédicales : masseurs-kinésithérapeutes : convention (p. 3683).

Discussion des articles [28 juin 1994] :

Article 2 *(individualisation de la trésorerie de chaque branche) :*

– *favorable* (p. 3739, 3740).

Assurance maladie : dépenses : maîtrise.

Hôpitaux et cliniques.

Parlement.

Régime général : branches : autonomie.

– Proposition de loi tendant à modifier le livre II *bis* du code de la santé publique (n° 1214).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : essais et expérimentations :

– comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale (C.C.P.P.R.B.) (p. 4015) ;

– personnes en état de mort cérébrale (p. 4015).

Lois : loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales (« loi Huriet ») (p. 4015).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 4015).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– sécurité à l'hôpital [8 novembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Hôpitaux :

– conseils d'administration (p. 6609) ;

– réseaux ville-hôpital (p. 6609) ;

– rôle et hommage (p. 6609) ;

– urgences (p. 6609).

Santé publique :

– aléa thérapeutique (p. 6610) ;

– médecins (p. 6610) ;

– transfusion sanguine (p. 6609, 6610) ;

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses de santé (p. 6609).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6812).

Emploi (p. 6811).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6811).

Financement et équilibre des comptes (p. 6811).

Fonds de solidarité vieillesse (p. 6811).

Hôpitaux et cliniques :

– budgets et taux directeur (p. 6812) ;

– politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6812).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 6811).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6811).

Parlement (p. 6811).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6811).

Professions médicales et paramédicales : conventions (p. 6812).

Retraites (p. 6811).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Hôpitaux et cliniques : budget global et taux directeur (p. 6892).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Article 23 ter nouveau *(aménagement du régime juridique des associations intermédiaires : art. L. 128 du code du travail) :*

– *son* amendement n° 222 : non soutenu (p. 8758) ;

– *son* amendement n° 223 : non soutenu (p. 8759).

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 221 précédemment réservé : non soutenu (p. 8804).

PRINGALLE (Cieude)

Député du Nord

(18e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Tribunaux de grande instance : département du Nord : menaces de suppression [4 mai 1994] (p. 1433, 1434).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1994] (p. 1592) :

Transports fluviaux : fret : évolution.

Voies navigables : modernisation et nouvelles liaisons : financement ; exploitation commerciale.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1994) :

Aménagement rural : politique foncière.

– Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance (n° 1135).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] (p. 2029) :

Impôt sur le revenu : double imposition des travailleurs frontaliers.

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] (p. 4087) :

Communes :

– Cambrai ;

– Douai.

Délinquance et criminalité : victimes.

Justice.

Magistrats : recrutement.

Procédure civile : juges de paix.

Procédure pénale : transaction.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [10 juillet 1994] :

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– ses observations (p. 4565).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Jeunes : juges pour enfant : Cambrai (p. 5692).

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Terrains militaires : rétrocession aux collectivités locales et « dépollution » (p. 6368).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 4 *(contenu et extension des accords interprofessionnels) :*

– ses observations (p. 7522).

Impôts et taxes : T.V.A. horticole.

Après l'article 14 :

– son amendement n° 476 : non soutenu (p. 7617).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire

(2e circonscription)

U.D.F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Entreprises et développement économique, petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 20 : Entreprises et développement économique, petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E., EURATOM) du Conseil modifiant le règlement (C.E.E., EURATOM) n° 1552/89 du Conseil portant application de la décision 88/376/C.E.E., EURATOM, relative au système des ressources propres de la Communauté (n° E-146) (n° 848) ; proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés (n° E-147) (n° 849).

Avant la discussion de l'article unique : discussion générale commune [25 janvier 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Grande-Bretagne : contribution et compensation (p. 360).

Agriculture (p. 360).

Communautés européennes : fraudes (p. 361).

Communautés européennes : budget :
- croissance et masses (p. 360) ;
- soldes budgétaires : traitement (p. 360, 361).

Communautés européennes : ressources propres :
- contributions basées sur la T.V.A. (p. 360) ;
- « écotaxe » (p. 360).

Constitution : article 88-4 et contrôle du Parlement sur le budget des Communautés européennes (p. 360).

G.A.T.T. (p. 360).

Parlement : transmission des propositions d'actes communautaires : délai et suggestion de transmission directe (p. 360).

Explications de vote (p. 361) :

Propositions de résolution nos 848 et 849.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 361).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 30 :

– son amendement n° 5 : non soutenu (p. 3852).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Après l'article 4 :

– son amendement n° 298 (p. 5449) : non soutenu (p. 5450).

Deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [20 octobre 1994] :

Aménagement du territoire :
- comité interministériel d'aménagement du territoire : C.I.A.T. de Mende et C.I.A.T. de Troyes (p. 5770) ;
- comité interministériel de développement et d'aménagement rural (p. 5770).

Banques et établissements financiers :
- bonifications d'intérêt (p. 5769) ;
- Société française pour l'assurance du capital risque (p. 5771).

Chambres de commerce et chambres de métiers (p. 5770, 5771).

Entreprises commerciales et artisanales :
- généralités (p. 5769) ;
- certifications et labels (p. 5771) ;
- fonds propres et investissement (p. 5771) ;
- passeport des métiers (p. 5770) ;
- transmission (p. 5771).

Formation professionnelle et promotion sociale ; programme d'orientation pour l'artisanat (p. 5770).

Impôts et taxes :
- généralités (p. 5771) ;
- fiscalité des investissements (p. 5771) ;
- T.V.A. (p. 5772).

Lois : loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'entreprise individuelle (p. 5770, 5771).

Ministère : crédits (p. 5769).

Organismes et structures :

- fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (p. 5769) ;
- fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la structuration des activités commerciales et artisanales et « opération mille villages » (p. 5769) ;
- Fonds national de développement des entreprises (p. 5771).

Plan : XI[e] Plan (p. 5769).

Article 55 *(actualisation du montant de la taxe pour frais de chambres de métiers) :*

– *favorable* à l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Cognat (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 5798) ;

– *son* amendement n° 62 (montant maximum du droit fixe) (p. 5798) : rejeté (p. 5799).

Après l'article 55 :

– *favorable* à l'amendement n° 79 de M. Charles de Courson (autorisation pour les chambres de commerce et d'industrie de percevoir une taxe additionnelle à la taxe professionnelle) (p. 5801) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 103 rectifié de M. Charles Gheerbrant (doublement des taxes payées par les grandes surfaces et modalités de gestion du F.I.S.A.C.) (p. 5802).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Elevage : prime à l'herbe (p. 6213).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie : routes nationales R.N. 88 et 102 (p. 6743).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 18 : non soutenu (p. 8556).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Article 17 *(détermination par les pluriactifs de leur caisse de rattachement) :*

– *son* amendement n° 42 (choix par les pluriactifs de leur caisse) soutenu par M.Germain Gengenwin : adopté (p. 7625).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6, 8 et 9 décembre 1994] :

Article 1[er] *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 27 : devenu sans objet (p. 8292) ;

– *son* amendement n° 28 : non soutenu (p. 8292).

Après l'article 21 ter :

– *soutient* l'amendement n° 401 de M. Michel Meylan (rôle du contrat de rivière et opposabilité lors de la délivrance des permis de construire) : rejeté (p. 8401).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 30 : non soutenu (p. 8629).

Avant l'article 38 :

– *son* amendement n° 390 : non soutenu (p. 8633).

Après l'article 42 :

– *son* amendement n° 32 : non soutenu (p. 8636).

Après l'article 47 :

– *son* amendement n° 29 corrigé : non soutenu (p. 8644).

PUECH (Jean)

Ministre de l'agriculture et de la pêche

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement sur l'**agriculture (n° 1242)** [18 mai 1994].

Projet de loi relatif à la partie législative du IX (nouveau) du code rural **(n° 1505)** [27 juillet 1994].

Projet de loi relatif à la **modernisation de l'agriculture (n° 1610)** [26 octobre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Garrigue (Daniel)* : réforme des cotisations sociales agricoles** : assiette [6 avril 1994] (p. 552, 553).

– ***Martinez (Henriette)* : situation des producteurs de fruits** : pommes : soutien du marché ; concurrence étrangère ; arboriculteurs : prime d'arrachage ; ONIFLHOR [13 avril 1994] (p. 718, 719).

– ***Levaau (Edouard)* : pêche maritime** : entreprises de transformation : concurrence étrangère ; adhésion de la Norvège à l'Union européenne [27 avril 1994] (p. 1173).

– ***Mariani (Thierry)* : réforme de l'organisation viticole communautaire** [27 avril 1994] (p. 1174, 1175).

– ***Roques (Marcel)* : organisation commune du marché viti-vinicole** : organisation du marché communautaire [27 avril 1994] (p. 1179).

– ***Madelin (Alain)* : organisation communautaire du marché des vins** [18 mai 1994] (p. 1854).

– ***Delmar (Pierre)* : calendrier du versement des aides aux agriculteurs** : aides compensatoires [18 mai 1994] (p. 1857).

– ***Le Pensec (Louis)* : pêche au thon** : politique et réglementation ; filets dérivants [25 mai 1994] (p. 2205).

– ***Fanton (André)* : prix du lait** : quotas [25 mai 1994] (p. 2211, 2212).

– ***Martin (Philippe)* : organisation communautaire du marché des vins** : propositions de réforme de la commission [15 juin 1994] (p. 3001).

– ***Ferry (Alain)* : association nationale pour le développement agricole** : financement : réforme : conséquences ; viticulteurs [5 octobre 1994] (p. 4918, 4919).

– ***Pallié (Dominique)* : prime au monde rural** : élevage ovin : conditions d'attribution [12 octobre 1994] (p. 5314).

– ***Bireau (Jean-Claude)* : organisation commune du marché viti-vinicole** : réforme : conséquences [12 octobre 1994] (p. 5320, 5321).

– ***Lepeltier (Serge)*** : **cotisations sociales agricoles** : assiette ; réforme [19 octobre 1994] (p. 5676).

– ***Micaux (Pierre)*** : **accord européen sur la jachère** : P.A.C. : jachères : taux [26 octobre 1994] (p. 6069, 6070).

– ***Fuchs (Jean-Paul)*** : **viticulture** : organisation commune du marché viticole : taxes de l'Association nationale pour le développement agricole ; cotisations sociales : montant [26 octobre 1994] (p. 6071).

– ***Lamant (Jean-Claude)*** : **politique agricole** : P.A.C. : jachères : taux : pénalités pour dépassement [26 octobre 1994] (p. 6073).

– ***Angot (André)*** : **restitutions à l'exportation de produits avicoles** : P.A.C. : volailles : élevage ; prix [26 octobre 1994] (p. 6074, 6075).

– ***Tardito (Jean)*** : **association nationale pour le développement agricole** : réforme [16 novembre 1994] (p. 6943, 6944).

orales sans débat de :

– ***Couderc (Raymond) (n° 307)*** : **situation des amandiculteurs du Languedoc-Roussillon** : fruits et légumes : amandes : prime à l'arrachage ; [21 avril 1994] (p. 1087, 1088).

– ***Aubert (Raymond-Max) (n° 404)*** : **difficultés du marché de la pomme** : concurrence étrangère ; soutien du marché [2 juin 1994] (p. 2556 à 2558).

– ***Léonard (Jean-Louis)*** : **crise de la pêche** : soutien du marché ; concurrence étrangère [7 décembre 1994] (p. 8416, 8417).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Agroalimentaire (p. 1865, 1866, 2007).

Aménagement rural :
- comité interministériel de développement et d'aménagement rural (p. 1898) ;
- fonds de gestion de l'espace (p. 1868 à 1871, 2008) ;
- zones de montagne (p. 2008).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 1868) ;
- retraites et préretraites (p. 1870, 1871, 2007, 2008).

Bois et forêts (p. 2008).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1863, 1864, 2006, 2007).

Commercialisation (p. 1866).

Communautés européennes et Union européenne :
- organisation commune des marchés (p. 1863, 1865, 1871, 2006) ;
- politique agricole commune (p. 1863 à 1865 ; 1871, 2006 à 2008) ;
- préférence communautaire (p. 1863, 1864).

D.O.M.-T.O.M. : agriculture tropicale (p. 2008).

Energie : biocarburants (p. 1867).

Enseignement agricole (p. 1866, 1870, 1871).

Exploitants agricoles :
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1869, 1871, 2007, 2008) ;
- endettement ; prêts bonifiés (p. 1867, 1868, 1871, 2007).

Exploitations agricoles : statut (p. 1867, 1868).

Fruits et légumes (p. 2006).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 1868).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1867, 1870).

Recherche (p. 1866, 1871, 2007).

Risques naturels : couverture (p. 1868).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 9 rectifié de M. Alain Suguenot et 171 de M. Hubert Grimault (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques par la suppression de la notion de zone de production) (p. 3205) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 187 de M. Daniel Garrigue (institution d'une taxe sur les campagnes publicitaires en faveur des boissons alcooliques) aux amendements identiques n[os] 9 rectifié et 171 (p. 3205).

Santé publique : alcoolisme : prévention.

– *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. Yves Rousset-Rouard (abrogation de l'interdiction du parrainage par des boissons alcooliques) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Jean-Marie Geveaux (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 corrigé de la commission (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Jean-Marie Geveaux (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac sans qu'il soit fait mention de celles-ci) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Jean-Jacques de Peretti (autorisation de la publicité pour les produits du tabac tirant moins de 12 mg de goudrons, dans la presse écrite à l'exception des publications destinées à la jeunesse) (p. 3208) ;

– *soutient* l'amendement n° 170 du Gouvernement (harmonisation des cotisations patronales de retraite des marins pour les navires de pêche de moins de douze mètres) : adopté (p. 3211).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5154, 5155, 5166).

Fermage (p. 5154, 5155, 5166).

Jeunes agriculteurs : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5154, 5167).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 5154, 5155, 5166).

Discussion des articles [10 octobre 1994] :

Avant l'article 1[er] :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Rémy Auchedé (renégociation globale de la politique agricole commune) (p. 5167) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Rémy Auchedé (soumission des entreprises de l'agroalimentaire à un prélèvement fiscal de 2 p. 100 de leur excédent brut d'exploitation) (p. 5168).

Article 1er *(art. L. 411-11 du code rural : fixation du prix du bail en monnaie-actualisation) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 7 de M. Rémy Auchedé et 16 de M. Alain Le Vern (de suppression) (p. 5169) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Alain Le Vern (prise en compte du résultat brut d'exploitation départemental) (p. 5169) ;

– *défavorable* et *ses* observations sur les amendements identiques nos 14 rectifié de M. Jacques-Michel Faure et 22 de M. Charles de Courson (part du résultat brut d'exploitation national à l'hectare limitée à 25 p. cent) (p. 5170) ;

– *favorable* aux amendements nos 1 de la commission, 19 de M. Alain Le Vern et 23 de M. Charles de Courson (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation national) (p. 5170) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 2 de la commission et 20 corrigé de M. Alain Le Vern (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation départemental) (p. 5170) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. Alain Le Vern (prise en compte des aides communautaires compensant une baisse des prix) (p. 5171) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Jacques-Michel Faure (critères de l'indice composite durant la période transitoire) (p. 5171) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation en cas de carence) (p. 5172) ;

– *ses observations* sur les amendements nos 4 de la commission et 17 de M. Henri Emmanuelli (de suppression partielle) (p. 5172, 5173).

Article 2 *(art. L. 411-12 du code rural : paiement du prix du bail) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 5174).

Article 4 *(application aux baux en cours) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 5174).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Agroalimentaire (p. 6164).

Aménagement du territoire :
- fonds de gestion de l'espace rural (p. 6161) ;
- indemnité spéciale montagne (p. 6164).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 6160, 6165) ;
- dépenses et recettes (p. 6165) ;
- Mutualité sociale agricole (p. 6166) ;
- pensions de veuves (p. 6161) ;
- retraites et préretraite (p. 6166).

Bois et forêts (p. 6165).

Commerce extérieur : négociations et accords du G.A.T.T. (p. 6159).

Commercialisation : labels et appellations d'origine (p. 6164).

Communautés européennes et Union européenne :
- Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (p. 6164) ;
- mémorandum français (p. 6159, 6160, 6166) ;
- organisation commune des marchés (p. 6159, 6160, 6167) ;
- politique agricole commune (p. 6159) ;
- programme PESCA (p. 6166) ;
- programme POSEIDOM (p. 6160).

Elevage : prime à la vache allaitante (p. 6164).

Enseignement agricole (p. 6163, 6164).

Environnement (p. 6160).

Exploitants agricoles :
- bonifications d'intérêt (p. 6162) ;
- dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6160, 6162) ;
- revenus et pluriactivité (p. 6161).

Exploitations agricoles :
- gel des terres (p. 6159) ;
- transmission (p. 6160).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6160, 6161).

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6162 à 6166).

Pêche :
- cotisations sociales (p. 6166) ;
- crédits (p. 6166) ;
- filets dérivants (p. 6167) ;
- fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (p. 6166) ;
- produits scandinaves (p. 6167).

Politique économique et sociale : dépôt d'un projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 6161, 6167).

Réponses aux questions :

Agroalimentaire : aides à l'exportation (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 6200).

Aménagement du territoire : fonds de gestion de l'espace rural (MM. Alain Ferry, François d'Harcourt) (p. 6171, 6205).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (MM. Alain Ferry, Charles de Courson, Jean Auclair, Pierre Laguilhon, René André, Thierry Mariani, François d'Harcourt, Renaud Dutreil, Philippe Martin) (p. 6172, 6186, 6188, 6197, 6199, 6200, 6201, 6205, 6209, 6213) ;
- mutualité sociale agricole (M. Daniel Soulage) (p. 6201) ;
- pensions de réversion (MM. Jean-Jacques de Peretti, Rémy Auchédé, Daniel Garrigue) (p. 6170, 6196, 6212) ;
- retraites agricoles (MM. Rémy Auchédé, Alain Suguenot, Roger Lestas, Jean-Jacques de Peretti, François d'Harcourt, Daniel Garrigue) (p. 6170, 6189, 6191, 6196, 6205, 6212).

Bois et forêts : (M. Alain Ferry) (p. 6171).

Céréales :
- prime au blé dur (M. Eric Duboc, Nicolas Forissier) (p. 6190, 6214) ;
- prix (p. 6206).

Communautés européennes et Union européenne :
- organisation commune des marchés « sucre » (M. Renaud Dutreil) (p. 6210) ;
- organisation commune des marchés et vignoble français (MM. Alain Ferry, Yves Van Haecke, Raymond Couderc, Gérard Voisin, Daniel Garrigue) (p. 6172, 6180, 6186, 6187, 6211) ;
- politique agricole commune (MM. Pierre Gascher, Aymeri de Montesquiou) (p. 6178, 6179, 6182, 6183) ;
- restitutions à l'exportation (MM. André Angot, Pierre Gascher, Michel Godard) (p. 6173, 6178, 6206).

Départements :
- Deux-Sèvres : secteur cunicole (Mme Ségolène Royal) (p. 6177) ;

– Loire (M. Jean-François Chossy) (p. 6190) ;
– Vaucluse : tomates (M. Thierry Mariani) (p. 6204).

D.O.M.-T.O.M. :
– Guadeloupe : canne à sucre (M. Charles Revet) (p. 6198) ;
– Guyane (Mme Christiane Taubira-Delannon) (p. 6172, 6178).

Eau : pollution par les nitrates en Bretagne (M. Louis Le Pensec) (p. 6168).

Elevage :
– bâtiments d'élevage (MM. Bernard Schreiner, Yves Van Haecke, Jean-Paul Anciaux, Marc Le Fur) (p. 6173, 6179, 6203, 6204, 6211) ;
– lait « qualité montagne » (M. Georges Colombier) (p. 6209, 6210) ;
– prime à l'herbe (MM. Jean Auclair, Jean-Paul Anciaux, Jean Proriol) (p. 6189, 6204, 6214) ;
– prime aux bovins mâles (M. Jean Auclair) (p. 6189) ;
– quotas laitiers et quotas de vaches allaitantes (MM. Alain Le Vern, Charles Revet, François d'Aubert, Gérard Boche) (p. 6169, 6178, 6185, 6202) ;
– volailles : productions de qualité : aides (MM. Jacques Boyon, Michel Godard) (p. 6184).

Energie : biocarburants (M. Jean-Pierre Bastiani) (p. 6181).

Enseignement agricole :
– enseignants : postes (MM. Alain Le Vern, Jacques Godfrain) (p. 6169, 6183) ;
– maisons familiales rurales (M. Pierre-André Périssol, Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 6180, 6182).

Environnement : agents des services vétérinaires : moyens reçus du budget de l'environnement (M. André Angot) (p. 6174).

Exploitants agricoles :
– bonifications d'intérêt (MM. Thierry Mariani, François Guillaume, Nicolas Forissier) (p. 6201, 6208, 6213) ;
– dotation aux jeunes agriculteurs (MM. Jean-Pierre Defontaine, Bernard Schreiner, Charles Revet, Roger Lestas, Michel Vuibert, Yvon Bonnot) (p. 6168, 6174, 6175, 6191, 6197, 6210) ;
– pluriactivité (M. Jean-François Chossy) (p. 6181, 6182) ;
– revenus agricoles (M. Jean-Jacques Descamps) (p. 6176).

Exploitations agricoles : gel des terres (MM. Alain Le Vern, Aymeri de Montesquiou, Patrice Martin-Lalande, Philippe Auberger, Germain Gengenwin, Jean de Lipowski, Nicolas Forissier) (p. 6169, 6183, 6185, 6195, 6198, 6205) ;

Fruits et légumes :
– cassis : aides à la profession (M. Georges Colombier) (p. 6206, 6207) ;
– endives : (M. Jean-Jacques Delveaux) (p. 6207).

Impôts et taxes :
– fiscalité agricole (MM. Michel Habig, Alain Suguenot, Michel Vuibert) (p. 6187, 6189, 6190) ;
– T.V.A. sur les produits de l'horticulture (M. Jean Bégault) (p. 6175).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (MM. Germain Gengenwin, Thierry Mariani) (p. 6199).

Ostréiculture (M. Jean de Lipowski) (p. 6208).

Pêche :
– crise et remèdes (MM. Daniel Colliard, Ambroise Guellec, Yves Marchand, Michel Godard) (p. 6170, 6176, 6191, 6203) ;
– fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (M. François d'Harcourt) (p. 6207) ;
– marins-pêcheurs : endettement (MM. Louis Le Pensec, Michel Godard) (p. 6177, 6203) ;
– prix minima communautaires (M. Daniel Colliard) (p. 6170).

Risques naturels : fonds de garantie des calamités agricoles (MM. Daniel Soulage, François Guillaume) (p. 6202).

Tourisme et loisirs : tourisme rural (M. Jean-Jacques Descamps) (p. 6176).

Viticulture :
– vignoble du Loir-et-Cher (M. Patrice Marrin-Lalande) (p. 6184) ;
– vignoble du Val-de-Loire (M. Jean Desanlis) (p. 6212).

Après l'article 50 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 94 de la commission des finances (présence de parlementaires au Conseil supérieur d'orientation agricole) (p. 6216) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 93 de la commission des finances (rapport au Parlement explicitant l'effort global de l'Etat pour l'agriculture) (p. 6216).

Après l'article 61 :

– *défavorable* à l'amendement n° 98 de la commission des finances (réforme du système de financement du B.A.P.S.A.) (p. 6217).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Agroalimentaire (p. 7432).

Aménagement du territoire :
– généralités (p. 7487) ;
– zones de montagne (p. 7436).

B.A.P.S.A. :
– cotisations sociales (p. 7433, 7434, 7437, 7488) ;
– pensions de réversion (p. 7435, 7436, 7488) ;
– retraites et préretraites (p. 7437, 7488, 7489).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7431, 7487).

Communautés européennes et Union européenne :
– organisation commune des marchés (p. 7432, 7487) ;
– P.A.C. (p. 7432, 7487).

D.O.M.-T.O.M. (p. 7432).

Elevage :
– filière bovine (p. 7432) ;
– lait : droits à produire et référence laitière (p. 7488).

Emploi : salariés agricoles : embauche, rémunération et cotisations sociales (p. 7437, 7446).

Energie : biocarburants (p. 7432).

Enseignement agricole (p. 7432, 7488, 7489).

Exploitants agricoles :
– dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7435, 7445, 7488) ;
– prêts bonifiés (p. 7433, 7434, 7488) ;
– revenus et charges ; pluriactivité (p. 7436).

Exploitations agricoles :
– jachères (p. 7431, 7489) ;
– statut (p. 7433 à 7436, 7446, 7488) ;
– transmission (p. 7435).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 7433, 7435, 7445, 7488).

Organismes et structures :
– commissions départementales d'orientation de l'agriculture (p. 7436) ;
– conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et agroalimentaire (p. 7436) ;
– fonds de gestion de l'espace rural (p. 7432, 7436, 7437).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Rémy Auchedé (objectifs de la politique agricole) (p. 7492) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 135 de la commission (réaffirmation du principe de l'exploitation familiale) (p. 7492) ;

– *favorable* à l'amendement n° 136 de la commission (agriculture fondée sur des exploitations individuelles ou des sociétés de taille humaine) (p. 7493) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 592 de M. Charles de Courson (responsabilité personnelle des agriculteurs dans la forme sociétaire) à l'amendement n° 136 de la commission (p. 7493) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 317 de Mme Thérèse Aillaud (principe de la préférence communautaire) (p. 7494) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Alain Le Vern (objectifs du projet de loi) (p. 7494) ;

– *favorable* à l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) (p. 7494) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 502 de M. Jean-Jacques de Peretti (développement d'une politique de qualité et de labels) (p. 7494) ;

– *favorable* à l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Delmas (maintien d'une politique particulière pour l'agriculture de montagne) (p. 7495) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 195 de M. Alain Le Vern (droits à produire) (p. 7495) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 259 de M. Jacques Blanc (entretien de l'espace) (p. 7496) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 197 de M. Alain Le Vern (formation des jeunes avant l'installation) (p. 7496) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (parité minimale juridique, fiscale et sociale entre les entreprises agricoles et les autres entreprises) (p. 7497) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (libéralisation des productions à usage non alimentaire sur les terres en jachère) rectifié (suppression du lien avec les jachères) (p. 7497) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 366 de M. Jacques Boyon (couverture des risques naturels) (p. 7498) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (souci d'un niveau de vie équitable) (p. 7498) ;

– *favorable* à l'amendement n° 304 de M. Jean-Jacques Delmas (reconnaissance et rémunération des fonctions non marchandes exercées par les agriculteurs en matière d'environnement et de services) (p. 7499).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 264 de M. Rémy Auchedé (association des organisations professionnelles et syndicales représentatives à la conduite de la politique agricole) (p. 7504) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 329 de M. Rémy Auchedé (priorité du développement de l'agriculture française par rapport aux engagements communautaires et aux accords du G.A.T.T.) (p. 5404).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Philippe Martin (représentation des parlementaires au sein du Conseil) (p. 7506) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 198 de M. Alain Le Vern (représentation des organisations professionnelles représentatives au sein du Conseil) (p. 7507) ;

– *favorable* à l'amendement n° 138 de la commission (compétence du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) (p. 7507) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (articulation entre les organisations interprofessionnelles reconnues et le Conseil) (p. 7508) ;

– *favorable* à l'amendement n° 441 de M. François Guillaume (de précision) (p. 7508) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 452 de M. Yves Van Haecke (compétence du Conseil en matière d'élaboration des produits agricoles et alimentaires) (p. 7509) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 438 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7509) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (incompétence du Conseil pour les appellations d'origine contrôlée) (p. 7510) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (incompétence du Conseil pour les appellations d'origine contrôlée) (p. 7510) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 440 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7510) ;

– *favorable* à l'amendement n° 439 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7511).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 330 de M. Rémy Auchedé (négociation d'une nouvelle politique agricole commune et réaffirmation du principe de la préférence communautaire) (p. 7511) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 106 de M. Daniel Soulage (suppression de la Commission nationale des structures) (p. 7512) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (délais de paiement des produits agricoles) (p. 7513, 7514) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 594 de M. Charles Revet (rédactionnel) à l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (p. 7516, 7517) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 428 de M. Michel Bouvard (appellations d'origine contrôlée fromagères) (p. 7518).

Article 3 *(relations du Conseil supérieur d'orientation avec les offices d'intervention)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 437 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 7519) ;

– *favorable* à l'amendement n° 139 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 7520) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Rémy Auchedé (suppression de toute référence à la politique agricole commune) (p. 7520) ;

– *favorable* à l'amendement n° 140 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 7520).

Après l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 247 de M. Germain Gengenwin (création d'un observatoire économique des marchés) (p. 7521) ;

– *soutient* l'amendement n° 454 du Gouvernement (recherche d'une politique de qualité des produits de l'agriculture) (p. 7520) : adopté (p. 7522).

Article 4 *(contenu et extension des accords interprofessionnels)* :

– *ses observations* (p. 7522).

Impôts et taxes : T.V.A. horticole.

– *défavorable* à l'amendement n° 369 de M. Xavier de Roux (substitution de la référence à la politique agricole commune à celle de la Communauté européenne) (p. 7523, 7524) ;

– *favorable* à l'amendement n° 142 de la commission (réglementation des conditions de vente) (p. 7524) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 436 de M. François Guillaume (procédute de conciliation et d'arbitrage) (p. 7525) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de la commission (rédactionnel) (p. 7525) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 141 corrigé de la commission (portée du décret d'exemption) (p. 7526).

Après l'article 4

– *ses observations* sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Jacques Pélissard (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) (p. 7527) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 526 de M. Jean-Paul Charié (décret en cas de baisse excessive des prix) (p. 7529) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 530 de M. Jean-Paul Charié (introduction d'une action par les organisations interprofessionnelles devant la juridiction civile ou commerciale) (p. 7529).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 268 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7536) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Alain Le Vern (présence d'élus locaux et de représentants des organisations syndicales représentatives au sein de la commission) (p. 7536) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Charles de Courson (représentativité de la commission) (p. 7537) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 562 de M. François Guillaume (rôle de la commission en matière de productions et de structures d'exploitation) (p. 7537) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 435 de M. François Guillaume (rôle de la commission relativement aux mesures individuelles) (p. 7538) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 414 de M. Marc Le Fur (déclaration auprès de la commission des contrats d'intégration) (p. 7538) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 565 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7539) ;

– *ses observations* sur les amendements n^os^ 133 de M. Marc Le Fur, 269 de M. Rémy Auchedé et 200 de M. Alain Le Vern (audition des agriculteurs concernés par la commission) (p. 7540) ;

– *favorable* aux amendements n^os^ 144, 145 et 146 de la commission (de précision) (p. 7541) ;

– *favorable* à l'amendement n° 584 de M. Henri Cuq (caractère interdépartemental de la commission prévue pour les départements de la couronne parisienne) (p. 7541).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 49 de M. Germain Gengenwin (meilleure répartition des aides et droits à produire) (p. 7541) ;

– *favorable* à l'amendement n° 107 rectifié de M. Daniel Soulage (p. 7542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 45, deuxième rectification de M. Charles de Courson (prolongation jusqu'au 30 juin 1998 du régime d'autorisation pour les grands ateliers hors sol) (p. 7543) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 108 de M. Daniel Soulage (traitement identique des exploitations individuelles et des exploitations sociétaires) (p. 7544).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *ses observations* (p. 7545).

Zones de référence de production.

– *ses observations* sur l'amendement n° 214 rectifié de M. René Beaumont (traitement égalitaire des exploitations) (p. 7546) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 563 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7546) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 201 de M. Alain Le Vern (gratuité des droits à produire) (p. 7547, 7549) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 270 de M. Rémy Auchedé (gratuité des droits à produire et de leur transfert) (p. 7549) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Germain Gengenwin (gratuité des droits à produire dans le cadre de l'installation) (p. 7549) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 374 de M. Pierre Micaux (installation des jeunes agriculteurs grâce à l'octroi ou au transfert de droits à produire) (p. 7549) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 271 de M. Rémy Auchedé (transfert des références et droits à produire au sein d'un même département) (p. 7549) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 458 de M. Nicolas Forissier (priorité des transferts au sein du département concerné) (p. 7550) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n^os^ 549 de M. Yves Van Haecke et 375 de M. Pierre Micaux (de suppression partielle) (p. 7551) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Alain Le Vern (plafonnement et affectation des droits à produire et des aides) (p. 7552) ;

– *favorable* à l'amendement n° 491 de M. Jean-Paul Emorine (assimilation des mises en société impliquant plusieurs exploitations à des réunions d'exploitation) (p. 7552) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 225 de M. René Beaumont (objectif d'amélioration des structures foncières) (p. 7552) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 258 de M. Jacques Blanc (droits à produire spécifiques pour les jeunes agriculteurs des zones de montagne) (p. 7553) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 459 de M. Nicolas Forissier (présentation au Parlement d'un rapport définissant la nature juridique des droits à produire) (p. 7554).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 548 de M. Yves Van Haecke (réglementation des pâtes alimentaires) (p. 7554).

Avant l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 547 de M. Yves Van Haecke (identification de la notion d'entreprise agricole) (p. 7555) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 573 de la commission des finances (critères de répartition des aides communautaires à la production par l'autorité administrative) (p. 7556).

Article 7 *(aide financière aux sociétés à objet agricole) :*

– *favorable* aux amendements n^os^ 147 et 148 de la commission (rédactionnels) (p. 7557) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n^os^ 215, deuxième rectification de M. René Beaumont et 376 de M. Pierre Micaux (mention des noms des associés dans les statuts de la société) (p. 7557) ;

– *favorable* à l'amendement n° 149 de la commission (notification par la société des noms des associés à l'autorité administrative) (p. 7558) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 150 de la commission (remboursement des aides de l'Etat en cas de changement des statuts de la société) (p. 7558).

Après l'article 7 :

– *favorable* à l'amendement n° 152 de la commission (rapport au Parlement dans les deux ans sur la qualification juridique de l'agriculture au vu de ses objectifs) (p. 7559) ;

– *favorable* à l'amendement n° 151 de la commission (interdiction des G.A.E.C. entre époux ou concubins (p. 7559, 7560) ;

– *favorable* à l'amendement n° 433 de M. François Guillaume (interdiction pour les personnes vivant maritalement de constituer un G.A.E.C.) (p. 7559, 7560) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 434 de M. François Guillaume (possibilité pour les personnes vivant maritalement de constituer une E.A.R.L.) (p. 7559, 7560).

Article 8 *(aides et subventions aux exploitations à fonds séparés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 432 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 7560) ;

– *soutient* l'amendement n° 582 du Gouvernement (critères d'appréciation de la division justifiée) : adopté (p. 7561) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 498 de M. Marc Laffineur (avis de la commission départementale d'orientation sur les dérogations sollicitées) (p. 7561).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 344 corrigé de la commission des finances (régime d'imposition des plus-values lors de l'apport d'une exploitation individuelle à une exploitation à responsabilité limitée unipersonnelle) (p. 7562) ;

– *favorable* à l'amendement n° 343 corrigé de la commission des finances (conditions d'imposition des apports à une société d'immobilisation) (p. 7563) ;

– *favorable* à l'amendement n° 57 rectifié de M. Charles de Courson (conditions d'imposition des apports à une société d'immobilisation ayant bénéficié de subventions d'équipement) (p. 7563) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 345 corrigé de la commission des finances (régime d'imposition des cessions de droits sociaux et valeurs) (p. 7563) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 62 corrigé de M. Charles de Courson (régime d'imposition des plus-values sur parts réalisées par les associés non exploitants) (p. 7563) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 249 de M. Charles de Courson (régime d'imposition des parts de groupements fonciers agricoles en ce qui concerne l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7564) ;

– *favorable* à l'amendement n° 154 de la commission (exonération du droit de timbre de dimension pour les sociétés civiles agricoles) (p. 7565).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (régime d'imposition des stocks lors de l'apport d'une exploitation individuelle à une société ou à un groupement) (p. 7566) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 346 de la commission des finances et 11 de M. Charles de Courson (cumul du régime d'imposition des stocks à rotation lente et du régime des déductions pour investissements) (p. 7567) ;

– *favorable* à l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) (p. 7567) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 587 de la commission des finances (déduction des investissements par les sociétés ayant une activité agricole) (p. 7567) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 157 de la commission (détermination du bénéfice imposable des jeunes exploitants soumis au régime réel d'imposition et bénéficiant d'aides ou de prêts spéciaux) (p. 7568) ;

– *soutient* l'amendement n° 591 du Gouvernement (caractère rétroactif de l'abattement fiscal dès lors que les aides à l'installation auront été accordées) : adopté (p. 7568) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 347 corrigé de la commission des finances (régime d'imposition des plus-values afférentes aux éléments amortissables dans le cas d'apports d'entreprises individuelles à des sociétés) (p. 7568) ;

– *favorable* aux amendements n°s 158 et 159 de la commission (rédactionnels) (p. 7569) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 307 de M. Marc Le Fur (régime des apports comprenant un contrat de bail) (p. 7569) ;

– *favorable* à l'amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) (p. 7570) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 348 de la commission des finances et 59 de M. Charles de Courson (étalement sur 15 ans des plus-values sur drainage constatées lors de l'apport à une société) (p. 7570) ;

– *favorable* à l'amendement n° 349 de la commission des finances (de conséquence) (p. 7570) ;

– *favorable* à l'amendement n° 350 de la commission des finances (de conséquence) (p. 7571) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 351 de la commission des finances et 44 rectifié de M. Charles de Courson (égalité de traitement entre les sociétés et les exploitants individuels en cas d'acquisition d'immeubles ruraux) (p. 7571) ;

– *favorable* à l'amendement n° 352 de la commission des finances (extension aux formes sociétaires du bénéfice du taux réduit de la taxe départementale de publicité foncière) (p. 7572) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 rectifié de M. Germain Gengenwin (franchise fiscale de l'apport d'une entreprise individuelle à une exploitation agricole à responsabilité limitée unipersonnelle) (p. 7572).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 481 de M. Marc Le Fur (traitement fiscal de la fraction de subvention d'équipement non amortie en cas d'apport d'une exploitation individuelle à une société d'exploitation) (p. 7578) ;

– *favorable* à l'amendement n° 161 de la commission (déductibilité immédiate des frais de mise en bouteille de vins et spiritueux) (p. 7579) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 537 corrigé de M. Daniel Soulage (provisions pour risques climatiques, épizootiques et économiques) (p. 7580, 7581) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 316 rectifié de M. Marc Le Fur (constitution de provisions pour faire face aux calamités agricoles) (p. 7580, 7581) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 287 rectifié de M. Rémy Auchedé (constitution de provisions pour faire face aux calamités agricoles) (p. 7580, 7581) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 corrigé de M. Marc Le Fur (déduction pour investissement pour l'acquisition de parts de sociétés coopératives agricoles) (p. 7582) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 251 de M. Hervé Novelli (évaluation et intégration dans les résultats de l'entreprise de la réserve pour stocks à rotation lente) (p. 7583) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 250 de M. Hervé Novelli (évaluation et intégration dans les résultats de l'entreprise de la réserve pour stocks à rotation lente) (p. 7583) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Germain Gengenwin et amendement n° 461 de M. Nicolas Forissier (aménagement du mode de taxation des plus-values professionnelles) (p. 7583) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 546 de M. Yves Van Haecke (lissage du taux d'imposition des plus-values professionnelles) (p. 7583) ;

– *favorable* à l'amendement n° 308 rectifié de M. Marc Le Fur (déductibilité fiscale du quart de la souscription d'entrée dans le capital de sociétés non cotées et soumises à l'impôt sur les sociétés) (p. 7584).

Article 10 *(mise à disposition d'une société ou d'un G.A.E.C. par le preneur à ferme et évaluation des améliorations du fonds) :*

– *favorable* à l'amendement n° 26 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 7584) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 162 de M. Jean-Paul Emorine et 63 de M. Charles de Courson (rédactionnels) (p. 7584).

Après l'article 10 :

– *favorable* à l'amendement n° 118 de M. Marc Le Fur (développement des groupements d'employeurs grâce à l'exonération de la taxe d'apprentissage) (p. 7585) ;

– *soutient* l'amendement n° 597 du Gouvernement (exonération de la taxe d'apprentissage pour les groupements d'employeurs composés exclusivement de chefs d'exploitation agricole) (p. 7585) : devenu sans objet (p. 7586) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 523 de M. Alain Suguenot (possibilité pour les entreprises agricoles situées dans les zones éligibles aux fonds structurels européens d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux) (p. 7586).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 273 de M. Rémy Auchedé (meilleure transmission des exploitations) (p. 7589) ;

– *favorable* à l'amendement n° 492 de M. Jean-Paul Emorine (rédactionnel) (p. 7589) ;

– *favorable* à l'amendement n° 97 de M. Philippe Martin (de précision) (p. 7589) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 220 de M. René Beaumont (création d'un répertoire à l'installation dans chaque département) (p. 7590) ;

– *favorable* à l'amendement n° 164 de la commission (création dans chaque département d'un répertoire à l'installation) (p. 7590) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 431 de M. François Guillaume (notification de l'intention de cessation d'activité à l'autorité administrative par les seuls exploitants souhaitant bénéficier de la préretraite) (p. 7591) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 corrigé de M. Germain Gengenwin (prise en compte du cas de force majeure) (p. 7591) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 163 corrigé de la commission, 204 de M. Alain Le Vern, 276 corrigé de M. Rémy Auchedé et 99 de M. Philippe Martin (allongement du délai de la notification de cessation d'activité) (p. 7592) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Charles de Courson (autorise l'autorité administrative à habiliter des organismes à gérer le système des préretraites agricoles) (p. 7592) ;

– *favorable* à l'amendement n° 543 de M. Yves Van Haecke (rédactionnel) (p. 7593).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 100 de M. Philippe Martin (égalité de traitement entre les stagiaires) (p. 7593).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *ses observations* (p. 7594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 518 de M. Pierre Micaux (fixation par décret de l'allocation) (p. 7595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 542 de M. Yves Van Haecke (de précision) (p. 7595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 279 de M. Rémy Auchedé (compensation de chaque départ en préretraite par une installation) (p. 7594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Thierry Mariani (modalités de calcul de l'allocation) (p. 7596) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 572 de M. Yves Van Haecke (fixation de l'allocation en fonction de la destination des terres libérées) (p. 7596) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 462 de M. Nicolas Forissier (conditions d'accès à la deuxième catégorie de préretraite) (p. 7596) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 226 de M. René Beaumont (possibilité d'accès à la deuxième catégorie de préretraite en cas de cession à deux voisins) (p. 7596) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de M. Thierry Mariani (de cohérence) (p. 7596) ;

– *favorable* à l'amendement n° 120 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 7597) ;

– *soutient* l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (validation de la préretraite en vue du calcul de l'avantage vieillesse du régime agricole) : adopté (p. 7597) ;

– *favorable* à l'amendement n° 64 de M. Charles de Courson (notification du preneur au bailleur douze mois à l'avance) (p. 7597).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 446 de M. Jean-Jacques de Peretti (possibilité de faire une seule déclaration de bénéfices lorsque les revenus de l'exploitant agricole ne dépassent pas 200 000 F) (p. 7598) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 353 de la commission des finances (rapport au Parlement dans un délai d'un an sur les modalités susceptibles d'alléger le coût fiscal de la transmission) (p. 7598).

Article 13 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les jeunes agriculteurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 311 de M. Marc Le Fur (possibilité pour les jeunes agriculteurs acquérant des immeubles ruraux de bénéficier d'un taux réduit d'enregistrement pendant dix ans) (p. 7600) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n° 354 de la commission des finances et 30 de M. Charles de Courson (compensation de la réduction du taux de la taxe de publicité foncière par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7601) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Marc Le Fur (extension de la mesure de réduction du taux de la taxe de publicité foncière aux cantons limitrophes des territoires concernés) (p. 7602) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 599 de M. André Angot (extension de la mesure à tous les agriculteurs d'un même canton) à l'amendement n° 76 de M. Marc Le Fur (p. 7602) ;

– *favorable* à l'amendement n° 588 rectifié de M. Bernard de Froment (bénéfice du taux réduit de la taxe de publicité foncière pour les jeunes agriculteurs s'installant en société civile d'exploitation) (p. 7603) ;

– *favorable* à l'amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) (p. 7603) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 355 de la commission des finances et 242 de M. Germain Gengenwin (assiette de la taxe additionnelle sur les acquisitions foncières) (p. 7603) ;

– *favorable* à l'amendement n° 166 de M. Jean-Paul Emorine (rédactionnel) (p. 7604).

Après l'article 13 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 167 de la commission (institution d'un fonds de garantie pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs) (p. 7604) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 281 de M. Rémy Auchedé (exonération des droits de mutation lors de la transmission à un héritier de biens professionnels agricoles d'un montant inférieur à 600 000 F) (p. 7604) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 586 de M. Bernard de Froment (réforme de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 7606).

Article 14 *(dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 211 de M. Alain Le Vern (suppression de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7607) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 282 de M. Rémy Auchedé (élargissement des possibilités de dégrèvement) (p. 7607) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 559 de M. François Guillaume (dégrèvement total au cours des cinq années qui suivent l'installation) (p. 7608) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 560 de M. François Guillaume (dégrèvement de quatre-vingts pour cent au cours des cinq années qui suivent l'installation) (p. 7608).

Après l'article 14 :

– *soutient* l'amendement n° 600 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 1999 de la réduction d'assiette des bénéfices des jeunes agriculteurs) : adopté (p. 7614) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 243 de M. Charles de Courson (bénéfice de la réduction fiscale durant l'année d'obtention et les quatre années suivantes) (p. 7615) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 75 corrigé de M. Marc Le Fur (échelonnement de la réduction fiscale pendant soixante mois) (p. 7615) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 290 rectifié de M. Rémy Auchedé et 442 rectifié de M. François Guillaume (acceptation par les futurs riverains des installations agricoles existantes) (p. 7616).

Article 15 *(élévation du seuil d'imputation sur les déficits agricoles) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 231 de M. Alain Le Vern et 529 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 7618).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de M. Marc Le Fur (égalité de traitement fiscal entre les G.A.E.C. et les exploitants individuels) (p. 7619) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Charles de Courson (constitution d'une réserve spéciale dont l'imposition est différée et séparée par les exploitants agricoles soumis au régime réel d'imposition) (p. 7620) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Charles de Courson (même objet) (p. 7620) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 168 de la commission (prise en compte du chiffre d'affaires tiré des activités accessoires pour la détermination du bénéfice agricole) (p. 7621, 7622) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 358 de la commission des finances et 43 de M. Charles de Courson (assimilation à des bénéfices agricoles des revenus tirés d'activités accessoires dès lors que leur chiffre d'affaires est inférieur à dix pour cent du chiffre d'affaires agricole) (p. 7622).

Article 16 *(aménagement du calcul des cotisations minimales d'assurance maladie des pluriactifs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Charles de Courson (proratisation de la cotisation minimale en fonction du revenu de chaque activité) (p. 7623) ;

– *favorable* à l'amendement n° 121 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 7622) ;

– *favorable* à l'amendement n° 122 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 7623) ;

– *favorable* à l'amendement n° 123 rectifié de la commission des affaires culturelles (bénéfice de la proratisation de la cotisation minimale d'assurance maladie due au titre de l'activité principale pour les seuls pluriactifs dont l'activité accessoire est significative) (p. 7624) ;

– *favorable* à l'amendement n° 169 de la commission (rédactionnel) (p. 7624).

Article 17 *(détermination par les pluriactifs de leur caisse de rattachement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de M. Jean Proriol (choix par les pluriactifs de leur caisse) (p. 7624) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 527 de M. Jean-Paul Charié (possibilité donnée au travailleur indépendant de conserver son affiliation à sa caisse pendant trois ans en cas de changement d'activité) (p. 7625).

Article 18 *(simplification administrative dans le secteur viti-vinicole) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (non-application aux vins d'appellation d'origine contrôlée) (p. 7627).

Après l'article 18 :

– *défavorable* à l'amendement n° 359 de la commission des finances (constitution de provisions pour risques climatiques pour la part non indemnisée) (p. 7627) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 284 de M. Rémy Auchedé (possiblité pour les viticulteurs d'opposer au cadastre viticole des attestations postérieures ayant eu l'aval de l'administration) (p. 7628) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 360 de la commission des finances (octroi d'une réduction d'impôt plafonnée à vingt pour cent de la cotisation d'assurance contre la grêle dans les départements ayant institué une aide à l'assurance) (p. 7628, 7629) ;

– *favorable* à l'amendement n° 171 de la commission (dépôt d'un rapport au Parlement sur le statut du conjoint d'exploitant) (p. 7629).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières) :*

– *favorable* à l'amendement n° 172 de la commission (de cohérence) (p. 7630) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 531 rectifié de M. Daniel Soulage (dégrèvement de la cotisation de la taxe sur le foncier non bâti) (p. 7630) ;

– *favorable* à l'amendement n° 173 de la commission (de précision) (p. 7630) ;

– *favorable* à l'amendement n° 174 de la commission (de précision) (p. 7630) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 430 de M. François Guillaume (souscription de la déclaration dans les six mois qui suivent la promulgation de la loi) (p. 7631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (prorogation des premières associations foncières pastorales) (p. 7631) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 363 de la commission des finances (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les chemins appartenant aux associations foncières) (p. 7632) ;

– *favorable* à l'amendement n° 17 rectifié de M. Charles de Courson (même exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les chemins appartenant aux associations foncières de remembrement) (p. 7632) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 175 rectifié de la commission et 445 rectifié de M. Jean-Jacques de Peretti (attribution et gestion des biens sectionaux) (p. 7633) ;

– *soutient* l'amendement n° 601 de Gouvernement (attribution et gestion des biens sectionaux) : adopté (p. 7633) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 585 de M. Henri Cuq (dégrèvement total de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les zones agricoles péri-urbaines) (p. 7633).

Après l'article 19 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 555 rectifié de M. Pierre-André Périssol (permet aux associations syndicales autorisées dont un ou plusieurs membres adhérents ont été mis en redressement judiciaire de ne reverser à leurs créanciers que les sommes reçues dans le cadre de ce redressement) (p. 7634) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 285 de M. Rémy Auchedé (revalorisation du rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural dans la politique d'installation des jeunes agriculteurs) (p. 7635).

Article 20 *(immeubles ruraux mis à la disposition d'une SAFER) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 423 rectifié de M. François Guillaume (possibilité pour l'agriculteur ayant passé une convention avec une SAFER, de louer sa terre à titre précaire en attendant que la SAFER ait un locataire) (p. 7635) ;

– *favorable* à l'amendement n° 337 de M. Jean-Paul Virapoullé (convention de six ans renouvelable une seule fois dans les départements d'outre-mer) (p. 7637) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 598 de M. Jean-Paul Emorine (de précision) à l'amendement n° 337 de M. Jean-Paul Virapoullé (p. 7637) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 602 de M. Patrice Martin-Lalande (conventions pluriannuelles d'exploitation des terres dans les zones défavorisées) (p. 7637).

Après l'article 20 :

– *favorable* à l'amendement n° 65 rectifié de M. Charles de Courson (consultation des conseils municipaux limitrophes lors d'un remembrement à partir du vingtième de la surface) (p. 7638).

Article 21 *(déconcentration de la procédure d'agrément des zones d'activités agricoles extensives et échanges des droits d'exploitation dans le cadre des associations foncières agricoles) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 286 de M. Rémy Auchedé et 561 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 7639) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 207 de M. Alain Le Vern (mandat de gestion donné à l'association foncière agricole pour les quatre cinquièmes des terres concernées) (p. 7639) ;

– *favorable* à l'amendement n° 176 de la commission (rédactionnel) (p. 7639) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 553 de M. François Roussel (reconnaissance du droit à indemnisation des associations syndicales autorisées en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 7640).

Article 22 *(groupements fonciers ruraux ; retrait d'un groupe foncier) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 567 de M. François Guillaume (limitation à deux années de la participation des SAFER au capital d'un groupement foncier rural) (p. 7641) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 564 de M. François Guillaume (fixation par décret de la durée de participation des SAFER au capital d'un groupement foncier rural) (p. 7641) ;

– *favorable* à l'amendement n° 493 de M. Jean-Paul Emorine (application de la réduction des droits de mutation aux groupements fonciers ruraux et aux groupements forestiers) (p. 7641) ;

– *favorable* à l'amendement n° 494 de M. Jean-Paul Emorine (harmonisation des conditions de cessions de parts de capital des groupements fonciers) (p. 7642).

Après l'article 23 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 365 de M. Jacques Boyon (rapport au Parlement sur les compensations financières accordées aux exploitants agricoles pour leur rôle dans l'aménagement du territoire rural et la protection de l'environnement) (p. 7642).

Article 24 *(opérations d'aménagement foncier liées à la réalisation de grandes infrastructures ; prohibition des abattages intempestifs d'arbres lors des remembrements) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 556 rectifié de M. François Roussel (modes de réparation lors de l'implantation de grands ouvrages publics) (p. 7643) ;

– *favorable* à l'amendement n° 177 de la commission (contrôle du préfet, lors des opérations d'aménagement foncier, sur les destructions de plantations) (p. 7643) ;

– *favorable* à l'amendement n° 178 de la commission (contrôle du préfet, lors des opérations d'aménagement foncier, sur les destructions de plantations) (p. 7643) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 566 de M. François Guillaume (limitation de la compensation à vingt pour cent de la surface de l'exploitation) (p. 7644).

Article 25 *(opérations d'aménagement foncier dans les aires d'appellation d'origine contrôlée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 179 de la commission (présence d'un représentant de l'Institut national des appellations d'origine avec voix délibérative au sein de la commission communale ou intercommunale) (p. 7649) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (présence d'un représentant du syndicat de défense de l'appellation concernée au sein de la commission) (p. 7650) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Charles de Courson (consultation de l'Institut national des appellations d'origine et du syndicat de défense de l'appellation concernée avant que la commission départementale puisse statuer sur une opération d'aménagement foncier) (p. 7651) ;

– *favorable* à l'amendement n° 180 de la commission (présence d'un représentant de l'Institut national des appellations d'origine au sein de la commission départementale) (p. 7651).

Après l'article 26 :

– *défavorable* à l'amendement n° 558 de M. François Guillaume (fixation par arrêté préfectoral des taux de fermage des biens agricoles du domaine public mis en location à titre précaire) (p. 7651, 7652) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 538 et 113 de M. Daniel Soulage (mise aux normes des bâtiments d'élevage) (p. 7653) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 67 de M. Charles de Courson (mise aux normes des bâtiments d'élevage) (p. 7653) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 361 de la commission des finances et 68 de M. Charles de Courson (déductibilité fiscale des dépenses de mise aux normes des bâtiments d'exploitation rurale effectivement supportées par le propriétaire) (p. 7664) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 536 de M. Daniel Soulage (déductibilité fiscale des dépenses de mise aux normes des bâtiments d'exploitation rurale) (p. 7654) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 362 de la commission des finances (amortissement sur une seule année des dépenses de mise aux normes) (p. 7655) ;

– *soutient* l'amendement n° 603 du Gouvernement (amortissement exceptionnel de cinquante pour cent des installations de production) : adopté (p. 7655) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 416 de M. Marc Le Fur (dérogations à la règle des cent mètres pour l'agrandissement d'installations existantes et après accord du propriétaire de la maison concernée) (p. 7656).

Article 27 *(extension des exonérations de charges sociales à certains groupements d'employeurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Charles de Courson (exonération des cotisations sociales pour l'emploi des premier, deuxième et troisième salariés des services de remplacement en agriculture) (p. 7656) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 302 de M. Germain Gengenwin (exonération des cotisations sociales pour l'emploi des premier, deuxième et troisième salariés des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole) (p. 7657).

Après l'article 27 :

– *favorable* à l'amendement n° 405 corrigé de M. Marc Le Fur (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements constitués d'exploitants individuels et de sociétés civiles) (p. 7658).

Article 28 *(reconnaissance aux services de remplacement en agriculture du statut de groupements d'employeurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 291 de M. Rémy Auchedé (précision de la zone géographique d'exécution du contrat dans le contrat de travail) (p. 7658) ;

– *favorable* à l'amendement n° 182 rectifié de la commission (agrément de l'inspecteur du travail) (p. 7658) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Charles de Courson (exonération des cotisations sociales lors des échanges de services effectués sans but lucratif) (p. 7659).

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements d'employeurs constitués d'exploitants agricoles) (p. 7660) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 604 de M. Jean-Paul Charié (extension de l'exonération aux groupements d'employeurs du commerce et de l'artisanat) à l'amendement n° 79 de M. Marc Le Fur (p. 7660).

Article 29 *(cotisations des travailleurs occasionnels et des demandeurs d'emploi) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 208 de M. Alain Le Vern (de suppression) (p. 7660) ;

– *favorable* à l'amendement n° 184 de la commission (rédactionnel) (p. 7661) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 240 de M. Charles de Courson (extension du bénéfice du taux de cotisation réduit aux coopératives) (p. 7661) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 292 de M. Rémy Auchedé (calcul à taux plein des cotisations) (p. 7661).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 131 de M. Thierry Mariani (introduction du chèque service en agriculture) (p. 7662).

Article 30 *(calcul des cotisations d'assurance vieillesse des salariés agricoles à temps partiel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 294 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 7662).

Article 32 *(dispositions relatives aux jeunes travailleurs et au logement des salariés agricoles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 427 de M. François Guillaume (supprime la fixation par décret des conditions d'hébergement) (p. 7662).

Après l'article 33 :

– *défavorable* à l'amendement n° 313 de M. Marc Le Fur (exonération partielle des cotisations sociales pour les associations de services aux personnes adhérentes de la mutualité sociale agricole) (p. 7664) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 296 rectifié de M. Rémy Auchedé (mesures en faveur des groupements de salariés dans l'agriculture) (p. 7664) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 295 de M. Rémy Auchedé (création de comités d'hygiène et de sécurité dans les grosses exploitations agricoles) (p. 7664).

Article 34 *(achèvement de la réforme de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 124 de la commission des affaires culturelles (mode de calcul des cotisations dues) (p. 7665).

Article 35 *(déduction du revenu du capital foncier pour les exploitants en faire-valoir direct) :*

– *ses observations* (p. 7666) ;

– *favorable* à l'amendement n° 185 de M. Jean-Paul Emorine (rédactionnel) (p. 7669) ;

– *favorable* à l'amendement n° 186 de M. Jean-Paul Emorine (rédactionnel) (p. 7670) ;

– *soutient* l'amendement n° 607 du Gouvernement (rapport au Parlement présentant les incidences de la révision des valeurs cadastrales) : adopté après rectification (incidences pour les collectivités locales) (p. 7671).

Après l'article 35 :

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Marc Le Fur (assiette forfaitaire des cotisations sociales) (p. 7673).

Après l'article 36 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 126 de la commission des affaires culturelles (suppression de la cotisation de solidarité due par les associés de sociétés de personnes non affiliés au régime agricole et percevant des revenus professionnels agricoles) (p. 7674) ;

– *favorable* à l'amendement n° 127 de la commission des affaires culturelles (de cohérence) (p. 7674) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Charles de Courson (plafonnement des taux de la taxe sur le foncier non bâti) (p. 7675).

Article 37 *(cumul d'une pension de réversion avec les droits propres à l'assurance vieillesse) :*

– ***demande la réserve du vote*** (p. 7676).

– *soutient* l'amendement n° 608 rectifié du Gouvernement (harmonisation des conditions de levée de la clause de non-cumul d'un droit personnel de vieillesse avec une pension de réversion et réduction de cinq à trois ans du délai d'application) (p. 7677) ;

– *soutient* l'amendement n° 609 du Gouvernement (accélération du rattrapage) (p. 7677) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 41 de M. Charles de Courson (droit des époux divorcés d'un exploitant agricole) (p. 7678) ;

– *sa* demande d'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : mise aux voix par un seul vote sur l'article 4, compte tenu des votes intervenus et à l'exclusion de l'amendement n° 141 corrigé, de l'article 9, compte tenu des votes intervenus à l'exclusion des amendements n°s 346 et 11, de l'article 37 modifié par les amendements n°s 608 rectifié et 609 et à l'exclusion de tout autre amendement, à l'exclusion de l'amendement n° 72 rectifié après l'article (p. 7678).

Après l'article 39 :

– *défavorable* à l'amendement n° 288 de M. Rémy Auchedé (détermination du bénéfice forfaitaire en cas de mévente des produits de la viticulture) (p. 7679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 289 de M. Rémy Auchedé (réduction du bénéfice forfaitaire de l'exploitant en cas de mévente ou pour cause de calamités) (p. 7679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de M. Marc Le Fur (assiette de la C.S.G. applicable aux exploitants agricoles) (p. 7680) ;

– *favorable* à l'amendement n° 482 de M. René Beaumont (personnes habilitées à pratiquer l'échographie des juments) (p. 7681) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 605 du Gouvernement (place les agents des haras sous l'autorité d'un vétérinaire) à l'amendement n° 482 de M. René Beaumont : adopté (p. 7681) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 193 de M. Philippe Martin (extension à tous les établissements bancaires de la garantie du Trésor à concurrence de vingt pour cent pour les opérations de prêts consentis aux jeunes exploitants agricoles) (p. 7682) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 533 de M. Charles de Courson (introduction d'un pourcentage obligatoire de produits oxygénés dans les carburants) (p. 7682) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 341 du M. Jean-Paul Virapoullé (établissement des listes électorales aux élections des chambres d'agriculture dans les départements d'outre-mer) (p. 7683) ;

– *favorable* à l'amendement n° 606 de M. Jean-Paul Emorine (établissement des listes électorales aux élections des chambres d'agriculture qui auront lieu au-delà du 31 janvier 1995) (p. 7683) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 406 de M. Marc Le Fur (réfaction des deux tiers de la base de calcul de la taxe professionnelle au profit des entrepreneurs de travaux agricoles) (p. 7683).

Seconde délibération :

Article 6 *(orientations générales sur les répartitions des droits à produire) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (accès au métier d'agriculteur et suppression des amendements n°s 51 et 458 adoptés en première délibération) : adopté (p. 7684).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression partielle) : adopté (p. 7685).

Article 14 *(dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les jeunes agriculteurs) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 du Gouvernement (répercussion du bénéfice du dégrèvement obtenu par le bailleur au profit du fermier) : adopté (p. 7685).

Q

QUILES (Paul)

Député du Tarn

(1re circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] (p. 68) :

Gouvernement : Gouvernement précédent.

Polynésie française :

- archipels ;
- Centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires.

Projet de loi :

- conditions d'élaboration et approbation par l'Assemblée territoriale ;
- insuffisances ;
- pacte de progrès.

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de lutte contre la drogue et la toxicomanie [4 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Associations et bénévoles (p. 4892).

Commission Henrion et débat national (p. 4892, 4893).

Délinquance et criminalité :

- délinquance (p. 4892) ;
- dépénalisation (p. 4892).

Lois : loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses (p. 4892).

Santé publique : maladies : hépatite et sida (p. 4892).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 4953).

Défense : gendarmerie (p. 4953).

Délinquance et criminalité :

- drogue (p. 4951) ;
- évolution (p. 4951, 4952).

Emploi : chômage (p. 4951).

Etat : préfet (p. 4952).

Jeunes (p. 4951).

Justice : administration pénitentiaire (p. 4953).

- projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 4953).

Lois :

- loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 4951, 4952) ;

Police : police municipale (p. 4953).

Police nationale :

- commissaires : vacations funéraires (p. 4953) ;
- Conseil supérieur de l'activité de la police (p. 4952) ;
- déconcentration et départementalisation (p. 4952) ;
- formation (p. 4951) ;
- logement (p. 4953) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 4951, 4952).

Régions : Corse (p. 4952).

Surveillance et gardiennage (p. 4953).

Urbanisme : étude et règlements de sécurité (p. 4953).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4950).

Ville : politique de la ville (p. 4951).

Discussion des articles [6 octobre 1994] :

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *ses observations* (p. 5064) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 137 de la commission des finances (détail des crédits du programme prévisionnel) (p. 5068).

Article 4 *(crédits et emplois prévus pour l'exécution de la programmation) :*

– *ses observations* (p. 5070).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 143 de la commission des finances (délégation de maîtrise d'ouvrage et ventes en l'état futur d'achèvement pour la réalisation des programmes immobiliers) (p. 5074).

– ***Fait personnel :*** nie avoir méconnu, dans son intervention dans la discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité, une quelconque obligation de réserve s'imposant aux anciens ministres de l'intérieur et souligne tout l'intérêt qui s'attache à permettre le plus large débat sur les questions de sécurité intérieure [6 octobre 1994] (p. 5032).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 décembre 1994] (p. 9651) :

Collectivités locales : élus locaux : incompatibilités.

Conseil constitutionnel.

Elections et référendums : cumul des mandats.

Incompatibilités.

Vote contre du groupe socialiste (p. 9651).

QUILLET (Pierre)

Député de la Seine-et-Marne

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 401,** posée le 30 mai 1994 : **situation du tribunal de grande instance de Meaux** (p. 2461). Appelée le 2 juin 1994 : effectifs de personnel (p. 2563, 2564).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Allocation parentale d'éducation (p. 2601).

Femmes : veuves : allocation veuvage et pensions de réversion (p. 2601).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2600).

Logement et habitat : aide au logement et amélioration de l'habitat (p. 2601).

Sécurité sociale : Caisse nationale des allocations familiales (p. 2600, 2601).

R

RAIMOND (Jean-Bernard)

Député des Bouches-du-Rhône

(14e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information sur l'issue des négociations pour l'élargissement de la Communauté à l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède [18 janvier 1994].

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1640) autorisant la **ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède,** relatif à **l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1732)** [29 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Situation en Bosnie : otages français détenus par les Serbes ; FORPRONU ; conférence de Genève du 13 mai 1994 [11 mai 1994] (p. 1681, 1682).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93/81/EURATOM, CECA, C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Son intervention (p. 39).

Son intervention sur l'ajournement demandé par la commission des affaires étrangères (p. 47).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne : réunification et représentation au Parlement européen (p. 39, 40).

Communautés européennes :

- Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 (p. 39, 47) ;
- institutions : réforme : perspectives liées à l'élargissement (p. 40) ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ; principe d'égalité : abandon (p. 40) ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle (p. 47).

Démographie : prise en compte dans la représentation au Parlement européen (p. 40).

Parlement : Assemblée nationale : demande d'ajournement par la commission des affaires étrangères (p. 47).

Explications de vote [24 janvier 1994] (p. 339, 340) :

Affaires étrangères : Allemagne : réunification et représentation au Parlement européen.

Communautés européennes :

- Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 ;
- institutions : réforme ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ; principe d'égalité : abandon ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 340).

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes (ensemble un procès-verbal) (n° 950).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Convention de Dublin du 15 juin 1990 (p. 392).

Convention de Schengen et protocole additionnel (p. 392, 393).

Etrangers :

- demandes d'asile : évolution (p. 392) ;
- droit d'asile ; contrôles aux frontières extérieures ; politique commune des visas (p. 392).

Police :

- interconnexion des fichiers des demandeurs d'asile : projet EURODAC (p. 393) ;
- système d'information Schengen (p. 392, 393).

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Communes :

- Jouques (p. 1787) ;
- Le Fuveau (p. 1786, 1787).

Harkis et assimilés :

- allocation forfaitaire : complément (p. 1787) ;
- « deuxième et troisième générations » (p. 1787) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1787) ;
- situation (p. 1787) ;
- veuves (p. 1787) ;
- victimes de la captivité en Algérie (p. 1787).

Harkis et assimilés : logement :

- accession à la propriété (p. 1787) ;
- amélioration de l'habitat (p. 1787) ;
- surendettement (p. 1787).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 1787).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Cours d'appel :

- Aix-en-Provence (p. 5690) ;
- conseillers en service extraordinaire (p. 5691).

Aménagement du territoire. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Départements : Bouches-du-Rhône : services publics : maintien (p. 5826, 5827).

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : infrastructures routières et ferroviaires (p. 5827).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Céréales (p. 6151).

Commerce extérieur : négociations et accords du G.A.T.T. (p. 6152).

Communautés européennes et Union européenne :

– organisation commune des marchés (p. 6152) ;

– politique agricole commune (p. 6151, 6152).

Exploitations agricoles : gel des terres (p. 6151, 6152).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [3 novembre 1994] :

Algérie (p. 6428).

Cambodge (p. 6428).

Chine (p. 6428).

Communautés européennes et Union européenne :

– Conseil et Commission : compétences respectives ; institutions : réformes (p. 6429) ;

– construction européenne (p. 6429).

Contexte géopolitique (p. 6427).

Europe centrale et de l'Est (p. 6428, 6429).

Ministère des affaires étrangères : crédits (p. 6427).

Moyen-Orient (p. 6429).

Organisation des Nations Unies : contingent français dans l'ex-Yougoslavie (p. 6428).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (p. 6429).

Russie (p. 6428).

Ex-Yougoslavie (p. 6427).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] (p. 7235) :

Cours d'appel : cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Tribunaux : carte judiciaire.

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et le Royaume de Norvège, la République d'Autriche, la République de Finlande, le Royaume de Suède, relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 1640).

Rapporteur de la commission des affaires étrangères suppléé par : *Mignon (Jean-Claude)* [2 décembre 1994] (p. 8136).

RAOULT (Eric)

Député de la Seine-Saint-Denis

(12e circonscription)

R.P.R.

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853) [11 janvier 1994].

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : ville) [13 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 853) définissant les orientations de l'**aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 929)** [11 janvier 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 6 : Affaires sociales, santé et ville : ville (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Accueil des Français rapatriés d'urgence : rapatriement : Algérie ; Afrique : Rwanda ; aides : centres d'hébergement [13 avril 1994] (p. 716).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Ses observations (p. 1401) :

Assemblée nationale : groupes d'études.

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Brunhes (Jacques)* sur l'envoi de soldats français au Rwanda [23 juin 1994] (p. 3443).

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

Son intervention : donne lecture de la lettre de : *Péricard (Michel)* acceptant le retrait de la proposition de loi dont il est l'auteur et donne acte de ce retrait (p. 3944).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [6 octobre 1994] :

Article 2 *bis* nouveau *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *ses observations* (p. 5058).

– ***Répond aux rappels au règlement*** de : *Mexandeau (Louis)* et *Moutoussamy (Ernest)* sur les observations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5416).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Brard (Jean-Pierre)* sur la recevabilité financière des amendements (p. 6988).

En qualité de député :

– Projet de loi définissant les orientations de l'aide de l'Etat en faveur du développement économique, social et culturel du territoire de la Polynésie française (n° 853).

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Etat : rôle, concours au territoire et contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 57 à 59).

Fonctionnaires et agents publics (p. 59).

Polynésie française :

- archipels (p. 59) ;
- centre d'expérimentation du Pacifique et suspension des essais nucléaires (p. 58, 59) ;
- démographie (p. 58) ;
- réformes à entreprendre ou entreprises par le territoire (p. 59) ;
- situation financière (p. 58) ;
- tourisme (p. 58).

Projet de loi :

- conditions d'élaboration et approbation par l'Assemblée territoriale (p. 57) ;
- évolution par rapport au texte soumis à l'Assemblée territoriale (p. 58) ;
- fonds pour le progrès de la Polynésie (p. 59) ;
- pacte de progrès (p. 57, 58).

Discussion des articles [13 janvier 1994] :

Article 1er et annexes *(champ d'application de la loi) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (appui technique et financier prioritaire de l'Etat dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, de l'industrie, de l'aquaculture et de l'artisanat) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (appui technique et financier de l'Etat pour la mise en œuvre de mesures d'incitation à l'emploi dans les secteurs productifs) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (création d'une société immobilière pour la réalisation des objectifs retenus en matière de logement) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'alinéa de l'annexe I consacré au développement et à l'aménagement des archipels : objectif de désenclavement et création d'une société de développement et d'aménagement) (p. 74) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (intensification de la politique de l'environnement ajoutée aux objectifs de l'appui technique et financier de l'Etat) (p. 74) ;

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (transformation de l'annexe II en articles additionnels) : adopté (p. 74) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (aide financière de l'Etat précisée par la présente loi pour les cinq premières années de son application) : adopté (p. 74).

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (engagements de l'Etat en matière d'éducation, de formation et de recherche prévus à l'annexe II) (p. 74) : adopté (p. 75) ;

– *soutient* l'amendement n° 9 de la commission (engagements de l'Etat en matière de santé publique et de protection sociale prévus à l'annexe II) : adopté après modifications (p. 75) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 22 du Gouvernement (accord de coordination à conclure entre les régimes de protection sociale pour couvrir l'ensemble des assurés sociaux) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 75) ;

– *soutient* l'amendement n° 10 de la commission (engagements de l'Etat en matière de protection judiciaire de la jeunesse prévus à l'annexe II et institution d'une commission de conciliation obligatoire pour régler les conflits fonciers) : adopté (p. 75) ;

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (engagements de l'Etat en matière de fiscalité prévus à l'annexe II) (p. 75) : adopté (p. 76) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (engagements de l'Etat en matière d'administration communale prévus à l'annexe II et adaptation du statut du personnel communal aux capacités budgétaires des communes) (p. 75) : adopté (p. 76) ;

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (engagements de l'Etat en matière de télécommunications prévus à l'annexe II) (p. 75) : adopté (p. 76).

Article 2 *(contrat de développement) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté (p. 76) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (contrôle financier sur l'utilisation des subventions accordées par l'Etat aux sociétés d'économie mixte) : adopté (p. 76).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (pouvoirs de contrôle financier de la Chambre territoriale des comptes) : adopté (p. 76).

Article 3 *(engagements financiers de l'Etat) :*

– *soutient* l'amendement n° 17 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 77).

Après l'article 3 :

– *favorable* à l'amendement n° 23 du Gouvernement (affiliation des fonctionnaires et retraités de l'Etat au régime d'assurance maladie maternité applicable s'ils exerçaient leurs fonctions en métropole ou y résidaient) (p. 77).

Article 4 *(communes) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte par l'Etat des contraintes particulières des communes de Polynésie pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 77) : adopté après modifications (p. 78) ;

– *son* sous-amendement n° 27 (rédactionnel) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 77) : adopté (p. 78).

Article 5 *(création d'un fonds pour le progrès de la Polynésie française) :*

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (éligibilité des groupements de communes au fonds pour le progrès de la Polynésie) : adopté (p. 78) ;

– *favorable* à l'amendement n° 24 du Gouvernement (versement aux archipels de subventions par le fonds pour le progrès de la Polynésie) (p. 78).

Article 6 *(comité chargé de suivre l'application de la loi) :*

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (composition du « comité de suivi ») (p. 78) : adopté (p. 79).

Titre :

– *soutient* l'amendement n° 21 rectifié de la commission (nouveau titre : « projet de loi d'orientation relative au pacte de progrès conclu entre l'Etat et la Polynésie française ») : rejeté (p. 79) ;

– *favorable à titre personnel* à l'amendement n° 25 du Gouvernement (nouveau titre : « projet de loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ») (p. 79).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de la ville [10 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Communes :
- Clichy-sous-Bois (p. 1615) ;
- Montfermeil (p. 1615).

Ordre public (p. 1615).

Plan : contrats de ville (p. 1614, 1615).

Politique de la ville :
- associations, bénévoles et élus : rôle (p. 1615) ;
- crédits (p. 1614) ;
- moyens et procédures : simplification (p. 1614, 1615).

– Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire (n° 1155).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] (p. 2104) :

Lois :
- loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie : article 8 ;
- loi n° 89-1006 du 31 décembre 1989 relative à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire de la Nouvelle-Calédonie dans les corps des services extérieurs de l'administration pénitentiaire de l'Etat ;
- loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française.

Procédure pénale : application des peines.

T.O.M. : Polynésie française :
- administration pénitentiaire ;
- assemblée territoriale : consultation ;
- développement et partenariat avec l'Etat.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 2104).

– Projet de loi relatif à l'intégration des personnels de l'administration pénitentiaire en Polynésie française dans des corps des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire de l'Etat (n° 1156).

Vote pour du groupe R.P.R. [24 mai 1994] (p. 2104).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2257) :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *ses observations.*

Industries d'armement : commandes publiques et grands programmes ; coopération européenne.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 juin 1994] :

Assurances (p. 3112).

Banques et établissements financiers :
- Caisse des dépôts et consignations : réforme, directeur général et commission de surveillance (p. 3112) ;
- Comptoir des entrepreneurs (p. 3112) ;
- Crédit national (p. 3112) ;
- dépôts : garantie (p. 3112) ;
- Sociétés de développement régional (p. 3112).

Collectivités locales : délégations de service public : « loi Sapin » (p. 3113).

Emploi : politique et contrat d'insertion professionnelle (p. 3113).

Marchés publics : intérêts moratoires (p. 3113).

Professions libérales et travailleurs indépendants : experts-comptables (p. 3113).

Sociétés :
- émissions de valeurs mobilières (p. 3113) ;
- sociétés anonymes à participation ouvrière (p. 3113) ;
- véhicules : amortissement (p. 3113).

Tabac (p. 3113).

Transports : Air France (p. 3112, 3113).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 et 12 juillet 1994] :

Après l'article 10 :

– *soutient* les amendements n°s 407, 408 et 409 de M. François Roussel (obligation pour le préfet de déférer au tribunal administratif un acte respectivement d'une commune, d'un département ou d'une région à la demande d'une personne s'estimant lésée) : rejetés (p. 4519).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 954 soutenu par M. Daniel Arata (responsabilité civile en matière d'affichage d'opinion ou de publicité relative aux associations en dehors des emplacements réservés) (p. 4773) : rejeté (p. 4774).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] (p. 5024) :

Communes :
- Grigny ;
- Montfermeil ;
- Stains.

Délinquance et criminalité :
- drogue :
- évolution.

Départements : Seine-Saint-Denis.

Jeunes.

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens.

Urbanisme : étude et règlements de sécurité.

Ville : politique de la ville.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [4 novembre 1994] :

Associations : rôle et subventions (p. 6459).

Collectivités territoriales (p. 6458).

Départements :
- compétences (p. 6458, 6459) ;
- Hauts-de-Seine (p. 6458).

D.O.M.-T.O.M. (p. 6459).

Entreprises (p. 6459).

Ordre public : police (p. 6458, 6459).

Politique de la ville :
- crédits (p. 6457, 6458) ;
- définition, priorités et évaluation (p. 6457, 6459) ;
- équipements et services publics (p. 6458) ;
- moyens et procédures : contrats de ville, « grands projets urbains » et simplification (p. 6458, 6459) ;
- plan de relance (p. 6458).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

– *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (réduction de 10 millions de francs des crédits du chapitre 37-82 « projets de service public de quartier » afin de les inscrire au titre IV) : adopté (p. 6484).

Après l'article 50 :

– *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (institution d'un Comité de la ville) : retiré (p. 6484).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [18 janvier 1995] (p. 211).

Polynésie française.

REITZER (Jean-Luc)

Député du Haut-Rhin

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 13 octobre 1994] (p. 14522).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971 relative à l'**allocation de logement** en ce qui concerne les **modalités de règlement de cette allocation (n° 989)** [2 février 1994].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la **propriété littéraire et artistique** et la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux **droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 990)** [2 février 1994].

Proposition de loi relative au soutien au **bénévolat et à la vie associative (n° 991)** [2 février 1994].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin de permettre le **dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics (n° 1018)** [23 février 1994].

Proposition de loi relative à l'**emploi des jeunes** à l'issue du **service national (n° 1033)** [2 mars 1994].

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'**intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés (n° 1034)** [2 mars 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Travailleurs frontaliers au chômage : indemnisation [25 mai 1994] (p. 2211).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 avril 1994] :

Administration : groupements d'intérêt public : groupement pour l'informatisation du livre foncier : création, régime et ressources (p. 539).

Champ d'application, spécificités et pérennisation (p. 538, 539).

Conseil constitutionnel : décision n° 93-320 DC du 21 juin 1993 (loi de finances rectificative pour 1993) (p. 539).

Justice : juge d'instance : juge du livre foncier (p. 539).

Propriété : publicité foncière : livre foncier :
- informatisation (p. 539) ;
- régime juridique et spécificités (p. 539).

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 avril 1994] :

Compte épargne-temps (p. 1140).

Fonctionnaires et agents publics : intéressement (p. 1141).

Historique (p. 1139).

Observatoire de la participation (p. 1141).

Participation à la gestion (p. 1140).

Participation aux résultats (p. 1140).

Plan d'épargne d'entreprise (p. 1140).

Réserve spéciale de participation (p. 1140).

Retraites : retraite par capitalisation : fonds de pension (p. 1141).

Secteur public : privatisations (p. 1140).

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Article 23 *(déblocage collectif anticipé des fonds de la participation constitués au titre de l'année 1989) :*

– *favorable* à l'amendement n° 95 du Gouvernement (extension aux fonds constitués au titre de l'année 1990) (p. 1232).

Explications de vote (p. 1236) :

Emploi.

Fonctionnaires et agents publics.

Observatoire de la participation.

Secteur public : privatisation.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 1236).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : « Malgré nous », enrôlés de force dans le service allemand du travail (R.A.D.), patriotes résistants à l'annexion de fait (P.R.A.F.), insoumis à l'armée allemande (p. 6513).

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Commerce et artisanat : opérations de restructuration du commerce et de l'artisanat (p. 6682).

RETAILLEAU (Bruno)

Député de la Vendée

(4e circonscription)

Non inscrit

Elu le 27 novembre 1994 [*J.O.* du 29 novembre 1994] (p. 16898).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 29 novembre 1994] (p. 16899).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique (p. 9105) :

Agriculture française.

Communautés européennes et Union européenne :

– préférence communautaire ;

– préférences généralisées.

Emploi.

Environnement.

Etats-Unis : législation commerciale : section 301 du « trade act ».

Moyens de paiement : « dumping » monétaire.

REVET (Charles)

Député de la Seine-et-Marne

(9e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser le **développement du logement locatif et de la location-accession (n° 1001)** [27 janvier 1994] [rectificatif le 5 mai 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1978) :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales ;

– retraites et préretraites.

Commerce extérieur : G.A.T.T.

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Energie : biocarburants.

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties.

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Aides :

– aide personnalisée au logement ; location-accession (p. 3565) ;

– prêts locatifs aidés ; prêts locatifs d'insertion (p. 3565).

Bâtiment et travaux publics : crise et relance (p. 3565, 3566).

Communes : maires : attribution des logements : pouvoirs (p. 3565).

Impôts et taxes : T.V.A. sur les logements neufs (p. 3565).

Logement privé : bureaux : transformation en logements (p. 3565).

Logement social : habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3564).

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Article 1er bis nouveau *(examen par les organismes et les conseils départementaux de l'habitat de la politique de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* sous-amendement n° 218 (plan de restructuration des quartiers) à l'amendement n° 110 de M. Christian Dupuy (information du Conseil départemental de l'habitat et pouvoir de recommandations de ce dernier) : retiré (p. 3580).

Avant l'article 14 :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 222 de M. Laurent Fabius (établissement du plan d'hébergement d'urgence dans un délai de quatre mois) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3603) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 67 corrigé de Mme Françoise Hostalier (gratuité des locaux d'hébergement entre le 1er octobre et le 15 mars) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606).

Article 18 *(vente de logements H.L.M. à des associations œuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées) :*

– *soutient* l'amendement n° 65 de Mme Françoise Hostalier (acquisition par les collectivités locales) (p. 3622) : adopté (p. 3623).

Article 22 précédemment réservé *(charges de copropriété) :*

– *soutient* l'amendement n° 58 de la commission (mesure de relance de la location-accession) (p. 3648) : adopté (p. 3649) ;

– *soutient* les amendements identiques nos 217 de la commission et 212 de M. Jacques Barrot (traitement fiscal de la location-vente) : retirés (p. 3651, 3652) ;

– *son* amendement n° 111 (T.V.A. réduite pour les opérations d'acquisition, de construction ou d'amélioration de logements sociaux) : retiré (p. 3652) ;

– *son* amendement n° 113 (harmonisation des prix de référence, des plafonds de ressources et des plafonds de loyers des logements sociaux par les conseils généraux) (p. 3652) : rejeté (p. 3654) ;

– *soutient* l'amendement n° 8 deuxième rectification de M. Michel Pelchat (déductibilité fiscale des travaux de raccordement au câble dans les résidences principales) (p. 3654) : retiré (p. 3655).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : Guadeloupe : canne à sucre (p. 6198).

Elevage : quotas laitiers et quotas de vaches allaitantes (p. 6175).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6175).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *ses* amendements nos 55 et 56 rectifié : non soutenus (p. 7054).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 73 : non soutenu (p. 7206).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 et 26 novembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (délais de paiement des produits agricoles) (p. 7515) ;

– *son* sous-amendement n° 594 (rédactionnel) à l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7518).

Article 3 *(relations du Conseil supérieur d'orientation avec les offices d'intervention) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 437 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 7519).

Après l'article 4 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Jacques Pélissard (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) (p. 7528).

Article 7 *(aide financière aux sociétés à objet agricole) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 215, deuxième rectification de M. René Beaumont et 376 de M. Pierre Micaux (mention des noms des associés dans les statuts de la société) (p. 7557).

Article 8 *(aides et subventions aux exploitations à fonds séparés) :*

– *ses observations* (p. 7560).

Après l'article 9 :

– *soutient* l'amendement n° 461 de M. Nicolas Forissier (aménagement du mode de taxation des plus-values professionnelles) (p. 7583) : rejeté (p. 7584).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *ses observations* (p. 7587).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *soutient* l'amendement n° 518 de M. Pierre Micaux (fixation par décret de l'allocation) (p. 7594) : retiré (p. 7595).

Article 13 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 500 (modalités de compensation de la baisse du taux de la taxe de publicité foncière) (p. 7600) : retiré (p. 7602).

Après l'article 15 :

– *son* amendement n° 501 : non soutenu (p. 7621).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Avant l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 435 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation des bases de taxe professionnelle de certains discricts créés avant le 8 février 1992) (p. 8062) : retiré (p. 8064).

Après l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 390 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (de conséquence) (p. 8064) : retiré (p. 8065) ;

– *son* amendement n° 444 deuxième correction soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (de coordination) : retiré (p. 8065).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Après l'article 23 *sexies* nouveau :

– *son* amendement n° 9 : non soutenu (p. 8762).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 339 précédemment réservé : non soutenu (p. 8846).

REYMANN (Marc)

Député du Bas-Rhin

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un Protocole) (n° 1131) [21 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (ensemble un Protocole) (n° 1132) [21 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant la ratification de la **convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (ensemble un Protocole) **(n° 1227)** [11 mai 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 291, posée le 12 avril 1994 : **usine de cigares de la SEITA à Strasbourg** (p. 707). Appelée le 14 avril 1994 : SEITA : emploi et activité : Strasbourg (p. 784, 785).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision 93/81/EURATOM, CECA, C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision 76/787/CECA, C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 (p. 40, 41) ;
- institutions : réforme : perspectives liées à l'élargissement (p. 40, 41) ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges (p. 40) ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle p. 41).

Parlement :

- Assemblée nationale : demande d'ajournement par la commission des affaires étrangères (p. 40) ;
- Parlement français : contrôle des décisions communautaires (p. 41).

Explications de vote [24 janvier 1994] (p. 340) :

Communautés européennes et Union européenne :

- institutions : réforme ;
- Parlement européen : nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ;
- Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle.

Transports : T.G.V. Est : construction et tracé.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 340).

– Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 janvier 1994] (p. 311) :

Communautés européennes et Union européenne : citoyenneté européenne et « peuple européen ».

Elections municipales.

Etrangers : droit de vote.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen (p. 2974).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Communes : Strasbourg (p. 5020).

Délinquance et criminalité : peine de mort (p. 5020).

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 5019).

Police nationale :

- Renseignements généraux (p. 5020) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 5020).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires européennes. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Institutions : Parlement européen : siège et nouvel hémicycle (p. 6414).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : insoumis à l'armée allemande (p. 6510).

RICHARD (Georges)

Député du Lot-et-Garonne

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Ecoles à classe unique : zones rurales ; fermeture de classes et d'écoles [15 juin 1994] (p. 2992).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commercialisation (p. 1959, 1960).

Fruits et légumes (p. 1959).

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Discussion des articles [19 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* aux amendements n°s 1 de M. Germain Gengenwin 7 de M. Martin Malvy (application des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1984 relatif au maintien et au développement de la production nationale de tabac) (p. 9396).

RICHEMONT (Henri de)

Député de la Charente

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi unifiant les **règles applicables à la saisie des pensions de retraite (n° 1096)** [13 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Intervention française au Rwanda : attitude de la France ; O.N.U. ; action humanitaire ; cessez-le-feu [22 juin 1994] (p. 3343, 3344).

– Recherche pharmaceutique : politique et réglementation [7 décembre 1994] (p. 8417).

orales sans débat :

– n° 440, posée le 13 mai 1994 : **Itinéraire *bis* et tourisme vert** (p. 2983). Appelée le 16 juin 1994 : tourisme rural : développement ; voirie : itinéraire *bis* et fléchage (p. 3078, 3079).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Allocation parentale d'éducation (p. 2590).

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil (p. 2590).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2590).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 2590).

Logement et habitat : aide au logement et amélioration de l'habitat (p. 2591).

Lois :

– loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2590) ;

– projet de loi n° 1367 relatif à la sécurité sociale (p. 2590).

Sécurité sociale : Caisse nationale des allocations familiales (p. 2590).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* (p. 4170, 4171).

Délinquance et criminalité : victimes.

Justice : égalité.

Procédure pénale : transaction pénale.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7293) ;

– *son* sous-amendement n° 163 de M. Henri de Richemont (extension de l'interdiction à la diffusion d'images) à l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud : rejeté (p. 7294).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : « itinéraires *bis* » (p. 6681).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1220), modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'**ordre des géomètres-experts (n° 1271)** [25 mai 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 379).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1994] :

Communautés européennes :

– comité de liaison des géomètres européens (p. 7) ;

– directive du 21 décembre 1988 relative à la libre circulation des personnes et à la libre prestation des services : transposition en droit français (p. 6, 7) ;

– Sécrétariat européen aux professions libérales indépendantes et sociales (p. 7).

Enseignement supérieur : diplôme de géomètre-expert (p. 3).

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité (p. 7,8).

Lois :

– loi n° 46-942 du 7 mai 1946 : actualisation (p. 6, 7) ;

– loi n° 87-998 du 15 décembre 1987 visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (p. 6, 7).

Organismes et structures : conseil de l'ordre des géomètres-experts : missions : décret en Conseil d'Etat (p. 7).

Discussion des articles [11 janvier 1994] :

Article 1er *(libre prestation de services dans la profession de géomètre-expert) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 13) ;

– *favorable* à l'amendement n° 25 du Gouvernement (applique les dispositions du présent article aux ressortissants des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen établis sur le territoire d'un de ces Etats ou d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France) (p. 13).

Article 2 *(accès des professionnels de la Communauté européenne à l'ordre des géomètres-experts) :*

– *favorable* à l'amendement n° 26 du Gouvernement (prend en compte les ressortissants de l'Espace économique européen) (p. 14) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 du Gouvernement (précise les conditions d'application aux ressortissants des pays parties à l'Espace économique européen) (p. 15) ;

– *favorable* à l'amendement n° 28 du Gouvernement (précise les conditions d'application aux ressortissants de l'Espace économique européen) (p. 15).

Article 3 *(extension aux ressortissants de la Communauté européenne du statut de géomètre-expert) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 15) : adopté (p. 16).

Article 4 *(modification de l'article 5 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946) :*

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 16).

Article 5 *(établissement du règlement de la profession et du code des devoirs professionnels par décret en Conseil d'Etat) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 16) ;

– *favorable à* l'amendement n° 30 du Gouvernement (précise que le code des devoirs de la profession s'applique aussi aux ressortissants de l'Espace économique européen) (p. 16).

Article 6 *(adaptation des règles relatives aux sociétés de géomètres-experts) :*

– *soutient* l'amendement n° 5 de la commission (tient compte des règles des sociétés civiles professionnelles et des sociétés d'exercice libéral et précise les modalités d'inscription des géomètres-experts au tableau de l'Ordre) (p. 16) : adopté (p. 17).

Après l'article 6 :

– *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (précise que les actions des sociétés anonymes ou des S.A.R.L. de géomètres-experts doivent être détenues par des personnes physiques et prévoit que plus de la moitié du capital social et des droits de vote seront détenus par un ou des géomètres-experts exerçant au sein de la société) : adopté (p. 17).

Article 9 *(possibilité pour les géomètres-experts d'exercer certaines activités dans le domaine de l'immobilier) :*

– *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (autorise les géomètres-experts à s'occuper, à titre accessoire, de gestion immobilière) (p. 17) : retiré (p. 18).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (étend aux professionnels étrangers exerçant dans le cadre de la libre prestation de services l'obligation d'assurance contre les risques liés à la responsabilité professionnelle des géomètres-experts) (p. 18) : adopté (p. 19) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de la commission (oblige les géomètres-experts à justifier de la souscription d'assurance auprès du Conseil régional de l'Ordre) : adopté (p. 19) ;

– *soutient* l'amendement n° 13 de la commission (précise le mode de désignation et le statut du commissaire du Gouvernement auprès du Conseil supérieur et des conseils régionaux de l'ordre) rectifié (ajoute le ministre chargé de l'économie et des finances à la liste des ministres dont l'avis est requis avant sa nomination) : adopté (p. 19) ;

– *soutient* l'amendement n° 14 de la commission (garantit une composition équitable des conseils régionaux de l'ordre en interdisant à deux ou plusieurs géomètres associés dans la même société d'être simultanément membres d'un conseil régional de l'ordre) : adopté (p. 19).

Article 7 précédemment réservé *(répression de l'exercice illégal de la profession de géomètre-expert) :*

– *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (de précision) : adopté (p. 20).

Article 13 *(délai d'instruction des demandes d'inscription au tableau de l'ordre) :*

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 20).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (précise les missions des conseils régionaux de l'ordre) : adopté (p. 20).

Après l'article 14 :

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (précise que le tableau dressé par les conseils régionaux recense, outre les géomètres-experts, les sociétés de géomètres-experts) (p. 20) : adopté (p. 21) ;

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (porte de trois à quatre mois le délai donné au Conseil supérieur pour statuer sur les recours contre les décisions des conseils régionaux refusant l'inscription au tableau d'un géomètre-expert ou d'une société de géomètres-experts : adopté (p. 21).

Après l'article 15 :

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (étend les règles disciplinaires de la profession à tous les ressortissants de la Communauté européenne) : adopté après modifications (p. 21) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 31 du Gouvernement (étend les règles disciplinaires de la profession à tous les ressortissants de l'Espace économique européen) à l'amendement n° 19 de la commission : adopté (p. 21) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (propose une nouvelle rédaction de l'art. 25 de la loi du 7 mai 1946 prévoyant la nullité de tous les actes des géomètres-experts radiés ou suspendus) : adopté (p. 21).

Article 16 *(entrée en vigueur) :*

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (précise que le décret portant code des devoirs professionnels et règlement de la profession de géomètre-expert sera publié au plus tard six mois après publication de la présente loi) : adopté (p. 22).

Après l'article 17 :

– *soutient* l'amendement n° 23 de M. Pierre Lang (abroge l'art. 30 de la loi du 7 mai 1946 afin de régulariser la situation des géomètres-experts exerçant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 22).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 juin 1994] :

Conseil de l'ordre des géomètres-experts : missions (p. 3012).

Droit pénal : nouveau code pénal (p. 3011).

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité (p. 3011, 3012).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports : transports publics urbains : promotion (p. 6754).

RIGNAULT (Simone)

Député de la Nièvre

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis de cette commission sur le projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610) [3 novembre 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1610) relatif à la **modernisation de l'agriculture (n° 1686)** [17 novembre1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Consultation des jeunes : questionnaire adressé à la jeunesse : résultats ; publication d'un rapport [5 octobre 1994] (p. 4908).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Allocation de garde d'enfant à domicile (p. 2596).

Allocation « de libre choix » et salaire parental (p. 2596).

Allocation parentale d'éducation (p. 2596).

Démographie : natalité (p. 2596).

Enseignement : bourses et allocations d'études : aide à la scolarité (p. 2596, 2597).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2596, 2597).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le « nouveau contrat pour l'école » et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Elèves :

– échec scolaire (p. 2813) ;

– égaliré (p. 2814).

Lois :

– loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social : article 44 (p. 2814) ;

– proposition de loi n° 633 tendant à prévoir des statuts particuliers pour les psychologues exerçant dans la fonction publique (p. 2814).

Personnel non enseignant (p. 2813, 2814).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Sports : plans locaux d'animation sportive et « ticket sport » (p. 6031).

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : classes rurales : maintien (p. 6235).

Départements : Nièvre (p. 6235).

Enseignement maternel et primaire (p. 6235).

Enseignement secondaire : collèges et lycées (p. 6235).

Etablissements scolaires :

– chefs d'établissement (p. 6235) ;

– signes d'appartenance religieuse : circulaire du 20 septembre 1994 (p. 6235) ;

– sécurité (p. 6235).

Ministère de l'éducation nationale : crédits (p. 6235).

Personnel non enseignant : psychologues (p. 6235).

Politique de l'éducation :

– contenu : évolution et « nouveau contrat pour l'école » (p. 6235, 6236) ;

– dépense nationale d'éducation (p. 6235).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 6236).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : zones de montagne (p. 7441).

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 7441, 7442) ;

– pensions de réversion (p. 7442) ;

– retraites et préretraites (p. 7441).

Emploi : salariés agricoles : embauche, rémunération et cotisations sociales (p. 7441).

Exploitants agricoles :

– dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7441) ;

– revenus et charges ; pluriactivité (p. 7441).

Exploitations agricoles : statut (p. 7441).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *soutient* l'amendement n° 120 de la commission des affaires culturelles (de précision) : adopté (p. 7597).

Article 16 *(aménagement du calcul des cotisations minimales d'assurance maladie des pluriactifs) :*

– *soutient* l'amendement n° 121 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) : adopté (p. 7623) ;

– *soutient* l'amendement n° 122 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 7623) : adopté (p. 7624) ;

– *soutient* l'amendement n° 123 rectifié de la commission des affaires culturelles (bénéfice de la proratisation de la cotisation minimale d'assurance maladie due au titre de l'activité principale pour les seuls pluriactifs dont l'activité accessoire est significative) : adopté (p. 7624).

Article 27 *(extension des exonérations de charges sociales à certains groupements d'employeurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Charles de Courson (exonération des cotisations sociales pour l'emploi des premier, deuxième et troisième salariés des services de remplacement en agriculture) (p. 7656, 7657).

Article 34 *(achèvement de la réforme de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles) :*

– *soutient* l'amendement n° 124 de la commission des affaires culturelles (mode de calcul des cotisations dues) : adopté (p. 7665).

Article 35 *(déduction du revenu du capital foncier pour les exploitants en faire-valoir direct) :*

– *soutient* l'amendement n° 125 de la commission des affaires culturelles (égalité de traitement entre tous les exploitants agricoles relativement à l'assiette des cotisations sociales) : retiré (p. 7670).

Après l'article 36 :

– *soutient* l'amendement n° 126 de la commission des affaires culturelles (suppression de la cotisation de solidarité due par les associés de sociétés de personnes non affiliées au régime agricole et percevant des revenus professionnels agricoles) : retiré (p. 7674) ;

– *soutient* l'amendement n° 127 de la commission des affaires culturelles (de cohérence) : adopté (p. 7674).

Article 37 *(cumul d'une pension de réversion avec les droits propres à l'assurance vieillesse) :*

– *soutient* l'amendement n° 129 de la commission des affaires culturelles (de précision) : retiré (p. 7677) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Charles de Courson (droit des époux-divorcés d'un exploitant agricole) (p. 7678).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Consultation nationale (p. 9515).

Enseignement primaire et maternel (p. 9515).

Handicapés (p. 9515, 9516).

Personnel non enseignant : demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9515).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9515).

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *soutient* l'amendement n° 3 de M. André-Maurice Pihouée (adaptation aux spécificités des D.O.M.-T.O.M.) (p. 9628) : rejeté (p. 9629) ;

– *son* amendement n° 194 (usage professionnel du titre de psychologue) : retiré (p. 9629) ;

– *son* amendement n° 195 (statut propre des psychologues scolaires au sein de leur corps d'origine) (p. 9630) : retiré (p. 9631) ;

– *son* amendement n° 196 (statut propre des psychologues scolaires au sein du corps des professeurs des écoles) (p. 9630) : rejeté (p. 9631) ;

– *son* amendement n° 197 (dispenses de service des professeurs des écoles ou instituteurs en vue de l'obtention des diplômes requis pour exercer l'emploi de psychologue scolaire) (p. 9631) : rejeté (p. 9632) ;

– *son* amendement n° 198 (détachement des psychologues scolaires auprès d'administrations de l'Etat) (p. 9631) : rejeté (p. 9632) ;

– *son* amendement n° 199 (affectation dans un emploi de psychologue scolaire pour certains diplômés lors de leur intégration dans le corps des professeurs des écoles) : rejeté (p. 9632).

Article 6 *(rapport sur l'exécution de la loi) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 de M. Philippe Martin (état prévisionnel des établissements scolaires en milieu rural) : rejeté (p. 9632).

RISPAT (Yves)

Député du Gers

(1re circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Prestations sociales agricoles) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 42 : Budgets annexes : prestations sociales agricoles (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : retraites et préretraites (p. 1979).

Exploitants agricoles :

– dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1979) ;

– endettement ; prêts bonifiés (p. 1978).

Exploitations agricoles : transmission (p. 1979).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4323) :

Agriculture : rôle et pluriactivité.

Aménagement rural.

Banques et établissements financiers : crédit.

Collectivités locales :

– décentralisation ;

– dotation globale de fonctionnement.

Communautés européennes et Union européenne.

Départements : Gers.

Lois : loi n° 62-903 du 4 août 1962 complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière (loi « Malraux »).

Discussion des articles [11 juillet 1994] :

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4686).

Lois : loi n° 62-903 du 4 août 1962 complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière (loi Malraux).

– *son* amendement n° 348 rectifié (rapport sur l'extension de la loi Malraux aux communes rurales) (p. 4708) : adopté (p. 4709).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales (p. 6140, 6141) ;
– dépenses et recettes (p. 6140 à 6142) ;
– pensions de veuves (p. 6140) ;
– retraites et préretraite (p. 6140, 6142).

Après l'article 50 :

– *soutient* l'amendement n° 94 de la commission des finances (présence de parlementaires au Conseil supérieur d'orientation agricole) (p. 6215) : retiré (p. 6217) ;

– *soutient* l'amendement n° 93 de la commission des finances (rapport au Parlement explicitant l'effort global de l'Etat pour l'agriculture) (p. 6215) : retiré (p. 6217).

Après l'article 61 :

– *soutient* l'amendement n° 98 de la commission des finances (réforme du système de financement du B.A.P.S.A.) : retiré (p. 6217).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7480) :

B.A.P.S.A. :

– cotisations sociales ;
– pensions de réversion.

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Elevage : lait : droits à produire et référence laitière.

ROATTA (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 26 de la **Constitution relatif à l'immunité parlementaire (n° 1022)** [28 février 1994].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 981-6 du code du travail relatif au **contrat d'adaptation (n° 1250)** [18 mai 1994].

Proposition de loi relative à l'immatriculation des **assurés sociaux français nés en Algérie avant 1962 (n° 1408)** [21 juin 1994].

Proposition de loi organique tendant à limiter le **cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 1814)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi organique tendant à limiter le **renouvellement du mandat de député (n° 1849)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à limiter le **renouvellement des mandats électoraux et fonctions électives (n° 1856)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à limiter à **65 ans l'âge d'un candidat aux élections (n° 1857)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à limiter le **cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 1858)** [22 décembre 1994].

ROBIEN (Gilles de)

Député de la Somme

(2e circonscription)

U.D.F.

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Président de cette mission [13 janvier 1994] (p. 680).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Sécurité dans les villes : sécurité des biens et des personnes ; incidents d'Amiens [23 novembre 1994] (p. 7353, 7354).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* sur l'absence de débat sur l'éducation au cours de la session extraordinaire [18 janvier 1994] (p. 220, 221).

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 850).

Première lecture [25 janvier 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Royal (Ségolène)* demandant la création d'une délégation parlementaire à l'environnement (p. 353).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Hermier (Guy)* sur la décision de la conférence des présidents de n'autoriser qu'un orateur par groupe dans le débat relatif à l'ex-Yougoslavie [12 avril 1994] (p. 681).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Catala (Nicole)* sur la nomination de la Commission européenne à la direction de son bureau parisien [15 juin 1994] (p. 3015).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* sur l'écoute du comité directeur du parti socialiste par les agents des renseignements généraux : propose de discuter le texte de la commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif à l'habitat avant de suspendre la séance pour lui permettre de prendre contact avec le président de l'Assemblée nationale et les ministres de l'intérieur et de la justice [6 juillet 1994] (p. 4156).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Derosier (Bernard)* ayant le même objet que le précédent : répond que le président de l'Assemblée nationale lui a confirmé avoir pris contact avec le ministre de l'intérieur et rappelle que la discussion du projet de loi sur l'organisation des juridictions sera l'occasion de discuter un amendement relatif aux écoutes téléphoniques visant un parlementaire [6 juillet 1994] (p. 4157).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* demandant la vérification du quorum avant la mise au voix d'une demande de suspension de séance : répond qu'une telle demande n'entre pas dans le champ de l'article 61 du Règlement sur la vérification du quorum [6 juillet 1994] (p. 4158) et met aux voix la nouvelle demande de suspension présentée par M. Bernard Derosier, qui n'est pas adoptée (p. 4159).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Ses observations (p. 4181, 4183).

Assemblée nationale : réglement : scrutin public.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Mexandeau (Louis)* protestant contre l'absence du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (p. 5819).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre 1994] :

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 de la commission (fixation à 50 p. 100 de la part minimum des crédits de l'Etat en matière culturelle affectés, en 2005 au plus tard, aux régions autres que l'Ile-de-France) (p. 7830).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Fanton (André)* rejettant l'inscription de la discussion des textes sur la vie publique et l'argent en fin de semaine [6 décembre 1994] (p. 8329).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Bocquet (Alain)* demandant l'inscription à l'ordre du jour du débat sur la corruption [7 décembre 1994] (p. 8374).

En qualité de député :

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 42 :

– *son* amendement n° 160 : non soutenu (p. 3184).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Article 16 *(possibilité de « lissage » de la rémunération en cas d'annualisation du temps de travail ou d'organisation du travail sous forme de cycle : art. L. 212-8-5 du code du travail) :*

– *ses observations* (p. 8702).

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Yves Chamard (extension de l'allégement temporaire de cotisations sociales pour réduction de la durée collective de travail prévu à l'art. 39 de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 aux entreprises abaissant cette durée de 10 p. 100 et embauchant 7 p. 100 de salariés supplémentaires avant le 31 décembre 1996 ; extension de l'allégement aux cotisations sociales à la charge des salariés de ces entreprises ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8706) ;

– *son* amendement n° 337 (bénéfice de l'allégement prévu à l'art. 39 précité en cas de diminution de la durée collective de travail de 15 p. 100 par rapport à la durée légale de travail ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8704 à 8706) : adopté (p. 8706) ;

– *son* amendement n° 336 (pérennisation du droit à l'allégement prévu à l'art. 39 précité ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8704, 8705) : devenu sans objet (p. 8706) ;

– *son* amendement n° 335 (pérennisation de l'allégement de cotisation prévu à l'art. 39 précité ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8704, 8705) : devenu sans objet (p. 8706).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [13 avril 1994].

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 13 : Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 5 *(coordination) :*

– *son* amendement n° 904 : non soutenu (p. 4447) ;

– *son* amendement n° 903 soutenu par M. Michel Mercier (délai d'adoption du schéma d'aménagement de la Corse) : adopté (p. 4448).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : T.V.A. et P.O.S.E.I. (programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité) (p. 5089, 5090).

Corse :

– collectivité de Corse : accroissement des ressources financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers, droits sur les navires de plaisance et taxe sur l'électricité (p. 5089) ;

– fiscalité : historique (p. 5088) ;

– investissements : défiscalisation : « loi Pons » et code des investissements (p. 5087) ;

– spécificité (p. 5088) ;

– statut : historique (p. 5087) ;

– violence (p. 5088).

Gouvernement : politique à l'égard de la Corse (p. 5087, 5089).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe professionnelle : exonérations et compensations (p. 5089).

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Avant le titre Ier :

– *son* amendement n° 27 (statut fiscal et publication de ses dispositions par le Gouvernement) (p. 5093) : adopté (p. 5094) ;

– *son* amendement n° 21 (statut fiscal et maintien des règles spécifiques aux droits d'enregistrement) : retiré (p. 5093).

Article 1er *(exonération de taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 22 (abattement de 50 p. 100 appliqué aux bases de l'ensemble des parts de la taxe professionnelle) (p. 5095) : retiré (p. 5096).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 18 de M. Julien Dray (déduction d'impôt pour investissement) (p. 5098) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Emile Zuccarelli (défiscalisation des bénéfices réinvestis dans la recherche scientifique) (p. 5099).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les D.O.M. [8 novembre 1994] :

Administration : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (p. 6581).

Collectivités territoriales (p. 6582).

Communautés européennes et Union européenne : fonds structurels (p. 6582).

Famille : prestations familiales (p. 6582).

Fonctionnaires et agents publics : agents des préfectures (p. 6581).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) (p. 6582).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.) (p. 6581).

Guadeloupe (p. 6582).

Guyane (p. 6582).

La Réunion (p. 6582).

Logement et habitat (p. 6582).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 6581, 6582).

Martinique (p. 6582).

Mayotte (p. 6582).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits (p. 6581, 6582).

Nouvelle-Calédonie (p. 6582).

Plan : contrats de plan (p. 6582).

Polynésie française (p. 6582).

R.M.I. (p. 6582).

Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6582).

Wallis-et-Futuna (p. 6582).

Ville : contrats de ville (p. 6582).

ROCHEBLOINE (François)

Député de la Loire

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prendre en **compte pour l'octroi d'une retraite anticipée** la durée du **temps passé au-delà de la durée légale de service militaire en Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 1054)** [24 mars 1994].

Proposition de loi tendant à modifier le régime de l'**allocation de rentrée scolaire (n° 1637)** [3 novembre 1994].

Proposition de loi relative aux **délocalisations économiques à l'étranger (n° 1811)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Anciens combattants d'Afrique de Nord :** revendications : carte du combattant : conditions d'attribution ; retraite anticipée : allocation différentielle [6 avril 1994] (p. 560, 561).

orales sans débat :

– **n° 306,** posée le 19 avril 1994 : **relations avec l'Arménie** (p. 980). Appelée le 21 avril 1994 : relations culturelles, scientifiques et techniques (p. 1082 à 1084).

– **n° 447,** posée le 13 mai 1994 : **subvention des collectivités territoriales aux clubs sportifs** (p. 2985). Appelée le 16 juin 1994 : associations et clubs : statut ; difficultés financières (p. 3075, 3076).

– **n° 547,** posée le 29 novembre 1994 : **sapeurs-pompiers volontaires** (p. 7876). Appelée le 1er décembre 1994 : activité : conséquences pour les entreprises (p. 7998 à 8000).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 25 *(experts-comptables stagiaires autorisés) :*

– *son* amendement n° 163 : non soutenu (p. 3171).

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Arménie (n° 1263).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Affaires étrangères :

– crise du Haut-Karabakh : médiation française (p. 3259) ;

– génocide arménien : reconnaissance (p. 3259).

Coopération et développement : aide humanitaire, coopération technique et scientifique (p. 3259, 3260).

Langue française : francophonie (p. 3259).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [28 juin 1994] :

Article 1er *(structure du régime général et principe de la gestion séparée des branches : art. L. 200-2 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 3734).

Femmes : veuves : assurance veuvage et pensions de réversion.

– *ses observations* sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 3737, 3738).

Femmes : veuves : assurance veuvage.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Associations (p. 6033).

Affaires étrangères. – *Questions* [3 novembre 1994] :

Liban (p. 6448).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) (p. 6500).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

– chômeurs de longue durée : préretraite (p. 6501) ;

– fonds de solidarité (p. 6501) ;

– retraite mutualiste (p. 6500).

Déportation :

– journée de la libération des camps (p. 6500) ;

– Struthof : musée (p. 6500).

Mémoire et souvenir : camp du Vernet (p. 6500).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :

– « cristallisation » et plafonnement (p. 6500) ;

– rapport constant (p. 6500).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Associations : Humana-France (p. 6568).

Communes : Rive-de-Gier (p. 6569).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports aériens : compagnies privées (p. 6743).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] (p. 6897) :

Handicapés :

– autisme ;

– tierce personne.

Personnes âgées : dépendance.

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1718).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 23 : devenu sans objet (p. 8558).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

– *favorable* (p. 9414, 9415).

Anciens combattants : Afrique du Nord :

– allocation de préparation à la retraite ;

– associations ;

– rente mutualiste ;

– retraite : retraite anticipée et durée de cotisation ;

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles.

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : santé) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 5 : Affaires sociales, santé et ville : santé (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Préjudice subi par France Télécom : relations commerciales avec C.I.T.-Alcatel ; indemnisation ; action pénale [11 mai 1994] (p. 1686, 1687).

– France Télécom : contentieux avec Alcatel-C.I.T. : surfacturation [23 novembre 1994] (p. 7351, 7352).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [16 juin 1994] :

Soutient la question préalable opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 3101, 3104) : rejetée (p. 3105).

Son intervention (p. 3115).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :
- commission des finances (p. 3104) ;
- députés : MM. Alain Griotteray et Jean-Jacques Jegou (p. 3102).

Automobiles et cycles (p. 3117).

Banques et établissements financiers :
- Banque de France (p. 3103) ;
- Caisse nationale de crédit agricole (p. 3103) ;
- Caisse des dépôts et consignations : réforme, directeur général et commission de surveillance (p. 3101 à 3103, 3115) ;
- Comptoir des entrepreneurs (p. 3115) ;
- conventions collectives (p. 3116) ;
- Crédit national (p. 3115).

Collectivités locales : délégations de service public : « loi Sapin » (p. 3115, 3116).

Parlement (p. 3102, 3103).

Président de la République : général de Gaulle (p. 3101).

Sociétés :
- émissions de valeurs mobilières (p. 3115) ;
- sociétés anonymes à participation ouvrière (p. 3115).

Discussion des articles [16 juin 1994] (p. 3126) :

Article 13 *(statut du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) :*

– *son* amendement n° 140 (de suppression) (p. 3138) : rejeté (p. 3140).

Parlement (p. 3139).

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (nomination pour cinq ans par décret en Conseil des ministres après avis de la commission de surveillance, révocation après avis de la commission de surveillance – qu'elle peut décider de rendre public – ou sur proposition de celle-ci) (p. 3143) ;

– *son* amendement n° 141 (nomination par décret en Conseil des ministres, sur présentation par la commission de surveillance) (p. 3140) ; réservé (p. 3144) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3218) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 191 du Gouvernement (révocation intervenant après l'avis de la commission de surveillance qu'elle peut décider de rendre public) (p. 3143) ;

– *ses* amendements nos 142 et 143 : non soutenus (p. 3218).

Article 16 *(modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière) :*

– *soutient* l'amendement n° 144 de M. Augustin Bonrepaux (avis des mandataires de la société coopérative de main-d'œuvre) (p. 3152) : rejeté (p. 3153) ;

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [11 juillet 1994] :

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *défavorable* (p. 4664).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région d'Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *ses observations* (p. 4677).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4692).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports ferroviaires : T.G.V. Centre (p. 6739, 6740).

Voirie : autoroute A 20 (p. 6738).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour la santé [14 novembre 1994] :

Hôpitaux et cliniques :
- Assistance publique de Paris (p. 6827, 6828) ;
- politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6826) ;
- tutelle (p. 6826) ;
- urgences et sécurité sanitaire (p. 6827).

Ministère des affaires sociales et de la santé :
- administration : moyens (p. 6826, 6827) ;
- crédits (p. 6826) ;
- effectifs (p. 6826) ;
- services déconcentrés (p. 6826).

Santé publique :
- psychiatrie (p. 6826) ;
- sida (p. 6827) ;
- tabagisme (p. 6827) ;
- toxicomanie (p. 6827) ;

Sécurité sociale : assurance maladie : dépenses : maîtrise (p. 6826, 6828).

ROIG (Marie-Josée)

Député de Vaucluse

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réglementer l'implantation des **complexes cinématographiques (n° 1107)** [13 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Indemnisation du chômage : allocations : conditions d'attribution [1er juin 1994] (p. 2468, 2469).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Communes : Avignon (p. 6553).

ROMANI (Roger)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152)** [20 avril 1994].

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'exercice de la compétence externe de la Communauté aux conférences internationales du travail en cas de compétence appartenant ensemble à la Communauté et à ses Etats membres (n° E-209) (n° 1058).

Principaux thèmes développés [5 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- Commission : participation à l'exercice de la compétence externe (p. 1553, 1554) ;
- Cour de justice : avis (p. 1553, 1554, 1560) ;
- Europe sociale (p. 1554).

Organisation internationale du travail : compétence, fonctionnement, œuvre (p. 1554, 1560).

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Administration :
- Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (A.N.I.F.O.M.) et services préfectoraux (p. 1797, 1798) ;
- comité interministériel de suivi des interventions de l'Etat (p. 1797).

Affaires étrangères : Algérie (p. 1798).

Anciens combattants et victimes de guerre :
- originaires des territoires devenus indépendants (p. 1799) ;
- pupilles de la Nation (p. 1798).

Assemblée nationale : députés : Saïd Boualam (p. 1799).

Cérémonies publiques et fêtes légales :
- cérémonies (p. 1799) ;
- monuments commémoratifs : Marseille : mémorial de l'outre-mer ; Paris : monument aux victimes d'Afrique du Nord (p. 1797, 1798).

Communes :
- Dreux (p. 1800) ;
- Jouques (p. 1797) ;
- Le Fuveau (p. 1797).

Harkis et assimilés :
- allocation forfaitaire : complément (p. 1772) ;
- « deuxième et troisième générations » (p. 1772, 1773, 1796, 1798 à 1800) ;
- fonctionnaires : carrières : reconstitution (p. 1797) ;
- rapport Rossignol (p. 1772, 1797) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1771, 1772, 1774, 1797) ;
- situation (p. 1772, 1773, 1800) ;
- veuves (p. 1773, 1800) ;
- victimes de la captivité en Algérie (p. 1773).

Harkis et assimilés : logement :
- accession à la propriété (p. 1772, 1773, 1797, 1799) ;
- amélioration de l'habitat (p. 1772) ;
- surendettement (p. 1772, 1799).

Lois :
- loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale (p. 1797) ;
- loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés (p. 1772) ;
- règlements et circulaires d'application (p. 1773).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 1773).

Discussion des articles :

Article 1er *(témoignage de reconnaissance) :*

– *soutient* l'amendement n° 9 du Gouvernement (extension aux anciens membres des formations assimilées aux formations supplétives) (p. 1800) : adopté (p. 1801).

Article 2 *(allocation forfaitaire complémentaire : montant et bénéficiaires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1801) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 du Gouvernement (extension aux conjoints divorcés non remariés) (p. 1800) : adopté (p. 1801).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 16 corrigé de M. Henri Sicre (emprunt relais de l'allocation forfaitaire) (p. 1802).

Article 3 *(allocation forfaitaire complémentaire : modalités de versement) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de M. Henri Sicre (échelonnement du paiement en fonction de la situation des bénéficiaires) (p. 1803) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Henri Sicre (prise en compte de la situation des bénéficiaires) (p. 1803).

Article 6 *(bénéficiaires) :*

– *soutient* l'amendement n° 10 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 1804).

Article 9 *(secours exceptionnel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1805).

Article 10 *(aide en faveur des conjoints survivants) :*

– *soutient* l'amendement n° 11 du Gouvernement (extension aux conjoints survivants des anciens membres des formations assimilées aux formations supplétives) : adopté (p. 1805) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Henri Sicre (rédactionnel) (p. 1805) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 du Gouvernement (aide spécifique pour certains conjoints survivants de plus de soixante ans) (p. 1805) : adopté (p. 1806).

Article 13 *(allocation forfaitaire complémentaire et aides spécifiques : caractère insaisissable et non imposable) :*

– *ses observations* (p. 1807).

Harkis et assimilés : « deuxième et troisième générations ».

Titre :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (mention des anciens membres des formations assimilées aux formations supplétives) (p. 1807).

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute (n° 932).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] (p. 2018) :

Commerce extérieur : produits de base : termes de l'échange ; accords régionaux.

Environnement.

Organisation internationale du jute.

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République du Kazakhstan (ensemble un protocole de coopération économique) (n° 974).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] :

Affaires étrangères : U.R.S.S. : dissolution (p. 2020).

Défense :

– armes nucléaires : cessions (p. 2023) ;

– traité de non-prolifération des armes nucléaires : adhésion du Kazakhstan (p. 2021).

Industrie : entreprises françaises : implantation au Kazakhstan (p. 2021).

Kazakhstan :

– ambassade de France ; visites présidentielles (p. 2021) ;

– investissements français (p. 2021) ;

– régime politique, vie économique et politique (p. 2020) ;

– relations avec les pays de la région (p. 2021).

Organisations internationales : F.M.I., O.N.U. (p. 2020, 2021).

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (n° 1133).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] :

Coopération et développement : aide française au Vietnam (p. 2024, 2028).

Droits de l'homme et libertés publiques : ressortissants : transfèrement (p. 2027, 2028).

Industrie : investissements au Vietnam : traitement juridique et fiscal (p. 2024).

Vietnam :

– dette vis-à-vis du F.M.I. (p. 2024) ;

– vie économique et politique (p. 2024).

– Projet de loi autorisant l'approbation du Protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance (n° 1135).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : règlement de 1989 relatif aux prestations familiales (p. 2028).

Impôt sur le revenu : double imposition des travailleurs frontaliers (p. 2029).

Prestations familiales : allocation au jeune enfant : pays chargé du versement (p. 2028).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés* [26 octobre 1994] :

Rapatriés :

– crédits (p. 6123) ;

– Français musulmans rapatriés (p. 6124 à 6126) ;

– Mémorial de la France d'outre-mer (p. 6126, 6127) ;

– rapatriés réinstallés ; indemnisation (p. 6125, 6126) ;

– retraites (p. 6123, 6124).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 7219).

Conciliation et médiation (p. 7219).

Cours d'appel : cour d'appel d'Aix-en-Provence (p. 7236).

Français de l'étranger (p. 7219).

Greffes (p. 7218, 7219).

Juridictions administratives (p. 7218).

Lois : loi organique n° 70-642 du 17 juillet 1970 relative au statut des magistrats (p. 7219).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation et rapport d'exécution (p. 7218).

Magistrats :

– assistants de justice (p. 7219) ;

– recrutement (p. 7218).

Procédure civile :

– juges de paix (p. 7219, 7235) ;

– tribunaux de grande instance (p. 7219).

Procédure pénale :

– comparution des prévenus et jugement par défaut (p. 7219) ;

– droits de la défense, présomption d'innocence et secret de l'instruction (p. 7236) ;

– mineurs et juge des enfants (p. 7219, 7220) ;

– transaction, composition, injonction (p. 7219, 7236) ;

– tribunaux correctionnels et juge unique (p. 7219, 7220).

Procédure pénale : application des peines :

– amendes (p. 7220) ;

– travaux d'intérêt général (p. 7220).

Système pénitentiaire :

– administration pénitentiaire (p. 7218) ;

– prisons et centres de semi-liberté (p. 7218).

Tribunaux :

– carte judiciaire (p. 7218, 7235) ;

– tribunal de grande instance de Grasse (p. 7236) ;

– tribunal d'instance de Saint-Martin (p. 7236) ;

– tribunal pour enfants de Bobigny (p. 7236).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (intitulé du titre Ier du projet de loi : « des juges de paix ») (p. 7237).

Article 1er *(magistrats recrutés à titre temporaire : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 13 de M. André Gérin et 16 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7238) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 7239).

Article 41-10 (critères de recrutement) :

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (de coordination) (p. 7239) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 7239).

Article 41-11 (compétence) :

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (fixation de la part maximum d'activité des juges de paix à la moitié des services du tribunal) (p. 7240) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Bastiani (abaissement du maximum précité au quart des services du tribunal) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 7240).

Article 41-13 (soumission au statut de la magistrature) :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (de précision) (p. 7240).

Article 4 *(conditions de nomination) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7241).

Après l'article 8 nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (de coordination compte tenu de la suppression de la commission consultative du parquet par la loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (p. 7243).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er et rapport annexé *(approbation du rapport annexé) :*

– *favorable* à l'amendement n° 10 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7245) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de la commission (mention, dans le rapport annexé, des délais actuels de jugement des juridictions de l'ordre judiciaire et rédactionnel) (p. 7245) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de Mme Marie-Fanny Gournay (institution d'un comité d'approbation de la réforme de la carte judiciaire dans le ressort de chaque cour d'appel) (p. 7247) ;

– *favorable* aux amendements nos 2 et 3 de la commission (de coordination avec le projet de loi sur l'organisation des juridictions) (p. 7247) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 de la commission (caractère inadmissible de l'absence de logement de fonction des chefs de juridiction) (p. 7245) ;

– *favorable* aux amendements nos 5 et 6 de la commission (rédactionnels) (p. 7248) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 7248).

Article 4 *(prévisions de créations d'emplois) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 8 de la commission (de coordination avec le projet de loi sur l'organisation des juridictions) (p. 7248).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(délégation de magistrats du siège : art. L. 221-1 du code de l'organisation judiciaire) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7249).

Avant l'article 3 :

– *soutient* l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions de la délégation de fonction d'un magistrat au greffier en chef au sein des commissions administratives) (p. 7250) : adopté après modifications (p. 7251) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 151 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (exclusion en matière électorale) à l'amendement n° 117 du Gouvernement (p. 7250) ;

– *soutient* l'amendement n° 156 du Gouvernement (délégation du greffier en chef de la juridiction à un autre greffier en chef de la même juridiction) : adopté (p. 7251).

Après l'article 9 :

– *favorable* aux amendements identiques nos 39 de la commission et 123 rectifié de Mme Véronique Neiertz (compétence du greffier en chef du tribunal d'instance pour recevoir les déclarations de nationalité) (p. 7251).

Article 9 *bis* nouveau *(délivrance des certificats de nationalité par les greffiers en chef : art. 31 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. André Gérin (de suppression) (p. 7252) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 125 rectifié de Mme Véronique Neiertz (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité ; possibilité de délégation à un autre greffier en chef ou greffier) (p. 7252) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité) (p. 7252) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 rectifié de Mme Véronique Neiertz (compétence exclusive du greffier en chef pour délivrer les certificats de nationalité) (p. 7253).

Article 9 *ter* nouveau *(contenu du certificat de nationalité : art. 31-2 du code civil) :*

– *favorable* aux amendements nos 127 de Mme Véronique Neiertz et 153 de M. Marcel Porcher (de coordination) (p. 7253).

Article 9 *quater* nouveau *(refus de délivrer un certificat de nationalité : art. 31-3 du code civil) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 5 de M. Jean-Pierre Michel, 129 corrigé de Mme Véronique Neiertz et 154 de M. Marcel Porcher (de coordination) (p. 7253).

Après l'article 9 *quater* :

– *soutient* l'amendement n° 157 du Gouvernement (participation des greffiers en chef au bureau ou à la section chargés d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle) : adopté (p. 7254) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de la commission (attribution au greffier en chef de la qualité de vice-président du bureau chargé d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle) (p. 7254, 7255) ;

– *soutient* l'amendement n° 158 du Gouvernement (entrée en vigueur des dispositions du chapitre II du titre Ier du projet de loi) : adopté (p. 7255).

Article 9 *quinquies* nouveau *(assistants de justice) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions et de la référence aux règles de secret professionnel) (p. 7256) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions) (p. 7256) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 133 de Mme Véronique Neiertz (fixation par décret en Conseil d'Etat du « statut contractuel » des assistants) (p. 7257).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [23 décembre 1994] :

Collectivités locales : marchés publics (p. 9673).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 11.*

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 3.*

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 8.*

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 9.*

– Projet de loi relatif aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1789).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 décembre 1994] :

Son intervention (p. 9374).

Son intervention sur la question préalable opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 9378).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 9375, 9386).

Finances publiques : dépenses publiques : financement (p. 9386).

Lois :

- n° 84-603 du 13 juillet 1984 créant une société nationale d'exploitation des tabacs et allumettes (SEITA) (p. 9374 à 9376) ;
- n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (p. 9375) ;
- n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation (p. 9374, 9375, 9386) ;
- n° 94-640 du 25 juillet 1994 relative à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (p. 9376).

Marchés financiers (p. 9374, 9375).

Politique économique (p. 9386).

Santé publique (p. 9375).

Secteur public :

- évolution (p. 9386) ;
- personnels (p. 9378) ;
- privatisations (p. 9386).

SEITA :

- Etat : tutelle (p. 9375, 9378) ;
- ouverture du capital (p. 9375) ;
- personnels (p. 9375, 9376, 9378, 9386, 9387) ;
- situation économique et financière (p. 9375).

Tabac :

- débitants (p. 9375, 9378, 9386, 9387) ;
- manufacturiers étrangers (p. 9375, 9379, 9387) ;
- marché (p. 9387) ;
- monopole (p. 9375) ;
- production : plant (p. 9376, 9378, 9386).

Discussion des articles [19 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de M. Augustin Bonrepaux (conservation par l'Etat de la majorité du capital de la SEITA) (p. 9387).

Article 1er *(suppression de l'application à la SEITA de la loi relative à la démocratisation du secteur public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 9388) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de Mme Muguette Jacquaint (exploitation du monopole fiscal des tabacs et allumettes par un établissement public à caractère industriel et commercial) (p. 9388).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (attribution à la SEITA du monopole de fabrication, d'importation et de commercialisation des tabacs) (p. 9389).

Article 2 *(statut du personnel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 9389) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (maintien du statut du personnel) (p. 9390) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Augustin Bonrepaux (maintien des avantages acquis par le personnel) (p. 9391) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Augustin Bonrepaux (prolongation du délai prévu pour la conclusion de la convention collective ou de l'accord collectif) (p. 9391) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Augustin Bonrepaux (suppression du délai prévu pour la conclusion de la convention collective ou de l'accord collectif) (p. 9391) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Augustin Bonrepaux (maintien des droits des salariés en cas de non-conclusion de la convention collective ou de l'accord collectif) (p. 9392).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (maintien du régime de retraite pour les personnels en fonction à la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1980) (p. 9392) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 1 de M. Germain Gengenwin et 7 de M. Martin Malvy (application des dispositions de l'art. 4 de la loi du 13 juillet 1984 relatif au maintien et au développement de la production nationale de tabac) (p. 9394).

Article 3 *(souscription d'actions par les débitants de tabac) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de Mme Muguette Jacquaint (maintien des plans d'approvisionnement pluri-annuels) (p. 9397).

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de Mme Muguette Jacquaint (amélioration des caractéristiques sanitaires des produits tabacoles) (p. 9397).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [23 décembre 1994] :

Fermage : bail : indexation (p. 9663).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 9663).

Discussion de l'article 1er dans le dernier texte voté par l'Assemblée nationale [23 décembre 1994] :

Son intervention à l'issue du vote (p. 9664).

ROQUES (Marcel)

Député de l'Hérault

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Organisation commune du marché viti-vinicole : organisation du marché communautaire [27 avril 1994] (p. 1179).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés (p. 1960).

Viticulture : crise et restructuration (p. 1960, 1961).

– Projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres Ier et II du code des juridictions financières (n° 1171).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 mai 1994] :

Chambres régionales des comptes (p. 2336).

Constitution : article 74 (p. 2336).

D.O.M.-T.O.M. : T.O.M. : Nouvelle-Calédonie et Polynésie française (p. 2336).

Finances publiques : comptables publics (p. 2336).

Lois :

- codification (p. 2336, 2337) ;
- loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes (p. 2337) ;
- loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (p. 2336) ;
- loi n° 82-594 du 10 juillet 1982 relative aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes : article 27 (p. 2336) ;
- loi n° 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes (p. 2337) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 2337).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2337).

– Projet de loi relatif à la partie législative des livres Ier et II du code des juridictions financières (n° 1172).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique relatif à certaines dispositions législatives des livres Ier et II du code des juridictions financières (n° 1171).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 2337).

ROQUES (Serge)

Député de l'Aveyron

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Politique de la jeunesse : questionnaire adressé à la jeunesse [27 avril 1994] (p. 1179, 1180).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Entreprises et développement économique : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Entreprises commerciales et artisanales : concurrence : exacerbation et distorsion (p. 5789).

Grandes surfaces : implantation (p. 5789).

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Emploi : emplois de service et « chèque service » (p. 5995).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Handicapés : polytraumatisés crâniens : hôpital de Lamalou-les-Bains (p. 6902).

ROSSELOT (Jean)

Député du Territoire-de-Belfort

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (n° 771) [11 janvier 1994].

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656) [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7687).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juin 1994] (p. 7889).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 771) portant **extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral** tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 **(n° 926)** [11 janvier 1994]

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1164), modifié par le Sénat, relatif à certaines **modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 1175)** [28 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines **modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 1296)** [1er juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Grèves à la S.N.C.F.** : liaison Strasbourg-Marseille : grèves ; restructurations [25 mai 1994] (p. 2210, 2211).

– **Taxe professionnelle** : taux : grandes entreprises exportatrices [26 octobre 1994] (p. 6077).

– **Conflit à G.E.C.-Alsthom** : grève de novembre 1994 : intervention du médiateur [16 novembre 1994] (p. 6950, 6951).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (n° 771).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant l'adoption de l'article unique [13 janvier 1994] :

Lois :

- loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration (p. 54) ;
- lois modificatives : application dans les T.O.M. (p. 54) ;
- projet de loi n° 771 : consultation facultative des assemblées territoriales : avis favorable (p. 54).

Opérations de vote : vote par procuration : retraités et vacanciers (p. 54).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Rapporteur de la commission des lois.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mai 1994] :

Cour des comptes (p. 1533).

Défense : personnels : accès à des fonctions privées (p. 1533).

Déontologie :

- accès à des fonctions privées (p. 1533) ;
- commission de déontologie (p. 1533).

Préfets : sous-préfets (p. 1533).

Tour extérieur (p. 1533, 1534).

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 1er *(tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (accès au tour extérieur pour certains corps d'inspection et de contrôle) : adopté (p. 1539) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 rectifié de M. Charles de Courson (libre communication de l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) : adopté (p. 1541) ;

– *son* amendement n° 31 (publication en même temps que la nomination d'un résumé de son avis établi par la commission) (p. 1541) : rejeté (p. 1542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 deuxième rectification de M. Charles de Courson (élection par le corps concerné de membres de la commission d'aptitude) (p. 1542) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (communication du dossier à la commission d'aptitude et audition des intéressés) (p. 1542) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (fixation à un an du délai d'entrée en vigueur de toute modification des règles applicables au tour extérieur) (p. 1543).

Article 2 *(tour extérieur au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) :*

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte exclusive dans l'avis du chef de corps des fonctions antérieures, de l'expérience et des besoins du corps) : adopté (p. 1544) ;

– *son* amendement n° 32 (publication en même temps que la nomination d'un résumé de son avis établi par le chef de corps) : retiré (p. 1544) ;

– *son* amendement n° 33 (libre communication du sens de l'avis du chef de corps) : retiré (p. 1545) ;

– *son* amendement n° 34 (communication du dossier au chef de corps et audition des intéressés) : rejeté (p. 1545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 rectifié de M. Charles de Courson (comité de sélection des conseillers référendaires à la Cour des comptes nommés au tour extérieur) (p. 1546) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Charles de Courson (avis conforme de la commission sur l'aptitude aux fonctions de conseiller référendaire) (p. 1546).

Article 2 *bis* *(tour extérieur dans le corps des sous-préfets) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (nombre maximum des sous-préfets nommés au tour extérieur) (p. 1547) ;

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte exclusive des fonctions antérieures et de l'expérience) : adopté (p. 1544) ;

– *son* amendement n° 36 (publication en même temps que la nomination d'un résumé de l'avis de la commission) (p. 1547) : retiré (p. 1548) ;

– *son* amendement n° 35 (libre communication du sens de l'avis de la commission) : retiré (p. 1548) ;

– *son* amendement n° 37 (communication du dossier à la commission d'aptitude et audition des intéressés) : adopté (p. 1548).

Article 3 *(contrôle du passage des hauts fonctionnaires dans le secteur privé : art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (publication de l'avis motivé de la commission de déontologie) (p. 1548) : rejeté (p. 1549).

Article 4 supprimé par le Sénat *(militaires ayant négocié des contrats d'armement) :*

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article) : adopté (p. 1550).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 1994] (p. 3087) :

Déontologie : départ vers le secteur privé.

Tour extérieur.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [20 octobre 1994] :

Enseignants : recrutement (p. 5740).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5740).

Personnel non enseignant (A.T.O.S.) (p. 5740).

Recherche : établissements publics à caractère scientifique et technologique (E.P.S.T.) : C.N.R.S. (p. 5740, 5741).

Universités :

– carte universitaire et schémas régionaux de l'enseignement supérieur (p. 5741) ;

– gestion : contractualisation et système de répartition de la dotation globale de fonctionnement (système SAN-REMO) (p. 5740).

– Déclaration du Gouvernement sur la jeunesse et débat sur cette déclaration (n° 1717).

Principaux thèmes développés [23 novembre 1994] (p. 7386) :

Administration : déconcentration.

Communautés européennes et Union européenne.

Consultation nationale.

Insertion professionnelle et sociale : formation professionnelle et stages en entreprise.

Sports.

ROSSI (André)

Député de l'Aisne

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Décédé le 22 août 1994 [*J.O.* du 24 août 1994] (p. 12341).

Son éloge funèbre est prononcé le 4 octobre 1994 (p. 4885).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Services du Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) [13 avril 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4324) :

Communes :

– Château-Thierry ;

– Soissons ;

– Villers-Cotterêts.

DATAR.

Départements :

– Aisne ;

– Seine-et-Marne.

Régions :

– Ile-de-France ;

– Picardie.

Transports.

ROSSI (José)

Député de la Corse-du-Sud

(1re circonscription)

U.D.F.

puis ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

Cessation de son mandat de député le 17 novembre 1994 [*J.O.* du 19 novembre 1994] (p. 16383).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Intérieur et aménagement du territoire : sécurité) [13 avril 1994].

Cesse d'être membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5610).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [21 septembre 1994].

Est nommé ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. Décret du 17 octobre 1994 [*J.O.* du 18 octobre 1994] (p. 14759).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 27 octobre 1994] (p. 15308).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 27 octobre 1994] (p. 15308).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1490), **d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1542)** [29 septembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 29 : Intérieur et aménagement du territoire : sécurité (n° 1560)** [5 octobre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Weber (Jean-Jacques)* : mines de potasse d'Alsace** : entreprise minière et chimique : aides [19 octobre 1994] (p. 5683, 5685).

– ***Philibert (Jean-Pierre)* : industrie française de la machine-outil** : soutien du marché [2 novembre 1994] (p. 6334, 6335).

– ***Chevènement (Jean-Pierre)* : grève à G.E.C.-Alsthom** : grève de novembre 1994 : intervention du médiateur [16 novembre 1994] (p. 6938, 6939).

– ***Grosdidier (François)* : plan acier** : abandon : conséquences [16 novembre 1994] (p. 6947, 6948).

– ***Rosselot (Jean)* : conflit à G.E.C.-Alsthom** : grève de novembre 1994 : intervention du médiateur [16 novembre 1994] (p. 6950, 6951).

– ***Bachelet (Pierre)* : satellites** : Aérospatiale : activités relatives aux satellites : privatisation [23 novembre 1994] (p. 7348, 7349).

– ***Rodet (Alain)* : France Télécom** : contentieux avec Alcatel-C.I.T. : surfacturation [23 novembre 1994] (p. 7351, 7352).

– ***Coudere (Raymond)* : autoroutes de l'information** [23 novembre 1994] (p. 7354, 7355).

– ***Bocquet (Alain)* : privatisations** : conséquences sur l'emploi [7 décembre 1994] (p. 8410, 8411).

– ***Baumet (Gilbert)* : site nucléaire de Marcoule** : déchets radioactifs : retraitement [7 décembre 1994] (p. 8412).

– ***Garnier (Etienne)* : chantiers navals** : accord au sein de l'O.C.D.E. ; conséquences [7 décembre 1994] (p. 8414, 8415).

– ***Diméglio (Willy)* : voitures électriques** : développement ; aides de l'Etat [7 décembre 1994] (p. 8419, 8420).

– ***Habig (Michel)* : mines de potasse d'Alsace** : plan de réindustrialisation [21 décembre 1994] (p. 9493, 9494).

orales sans débat de :

– ***Féron (Jacques) (n° 514)* : réouverture d'un bureau de poste** : bureau de poste central des Buttes-Chaumont : reconstruction [24 novembre 1994] (p. 7423, 7424).

– ***Chénière (Ernest) (n° 519)* : situation de la société Chausson** : site industriel de Creil ; reconversion [24 novembre 1994] (p. 7424, 7245).

– ***Chabot (René) (n° 555)* : charges sociales des entreprises minières** [8 décembre 1994] (p. 8498, 8499).

– ***Merville (Denis) (n° 584)* : situation économique de la région havraise et de la Basse-Seine** : industrie pétrochimique ; construction navale [15 décembre 1994] (p. 9142, 9144).

– ***Attilio (Henri d') (n° 588)* : réhabilitation de l'étang de Berre** : rejets de l'usine E.D.F. de Saint-Chamas [15 décembre 1994] (p. 9144, 9145).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur :
- agents administratifs : recrutement (p. 4930) ;
- dette à l'égard de France Télécom (p. 4930).

Communes : commissariats de police « clefs en main » (p. 4929).

Délinquance et criminalité : évolution (p. 4929).

Lois :
- loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la modernisation de la police nationale (p. 4929) ;
- projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 4929 à 4931).

Lois de finances :
- déficit (p. 4929) ;
- fascicules : budgets de programme (« blancs ») (p. 4929).

Police nationale :
- commissaires : vacations funéraires (p. 4931) ;
- corps : unification (p. 4930) ;
- formation (p. 4930) ;
- logement (p. 4930) ;
- manifestations sportives et culturelles : sécurité (p. 4931) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 4929 à 4931).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4928).

Discussion des articles [6 octobre 1994] :

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *soutient* l'amendement n° 132 de la commission des finances (missions de la direction centrale de contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins) (p. 5065) : retiré (p. 5066) ;

– *soutient* l'amendement n° 133 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 5067) ;

– *soutient* l'amendement n° 135 de la commission des finances (rédactionnel) : rejeté (p. 5067) ;

– *soutient* l'amendement n° 136 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 5067) ;

– *soutient* l'amendement n° 137 de la commission des finances (détail des crédits du programme prévisionnel) (p. 5067) : rejeté (p. 5069) ;

– *soutient* l'amendement n° 138 rectifié de la commission des finances (calendrier d'emploi des crédits) : rejeté (p. 5069).

Article 4 *(crédits et emplois prévus pour l'exécution de la programmation) :*

– *soutient* l'amendement n° 142 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 5071) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 218 rectifié de M. Julien Dray (détail des crédits et calendrier annuel d'engagement) (p. 5072).

Après l'article 4 :

– *soutient* l'amendement n° 143 de la commission des finances (délégation de maîtrise d'ouvrage et ventes en l'état futur d'achèvement pour la réalisation des programmes immobiliers) (p. 5073) : rejeté (p. 5074).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Collectivités locales : autonomie fiscale (p. 5085).

Corse :
- collectivité de Corse : accroissement des ressources financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers, droits sur les navires de plaisance et taxe sur l'électricité (p. 5085) ;

– « droits acquis » : validation des dispositions législatives et réglementaires existantes en faveur de la Corse (p. 5085) ;
– investissements : défiscalisation : « loi Pons » et code des investissements (p. 5086) ;
– spécificité (p. 5084) ;
– statut : historique (p. 5084).
– violence (p. 5085).

Gouvernement : politique à l'égard de la Corse (p. 5085).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe professionnelle : exonérations et compensations (p. 5085).

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Avant le titre Ier :

– *son* sous-amendement n° 30 (contenu du statut fiscal) à l'amendement n° 1 de la commission des lois (statut fiscal et maintien des règles spécifiques aux droits d'enregistrement et à la T.V.A.) : devenu sans objet (p. 5093).

Article 1er *(exonération de taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 5094).

Article 5 *(transfert des droits de francisation et de passeport des navires ayant leur port d'attache en Corse) :*

– *ses observations* (p. 5100).

Article 6 *(institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse) :*

– *défavorable* (p. 5101).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1994] :

Automobiles et cycles : véhicules de plus de 10 ans (p. 5910).

Commerce extérieur :
– balance commerciale française ; présence en Asie (p. 5916) ;
– commerce mondial : évolution, mondialisation de l'économie, concurrence déloyale (p. 5914) ;
– négociation et accords du G.A.T.T. (p. 5911, 5916) ;
– services et organismes français de promotion (p. 5910, 5916).

Communautés européennes et Union européenne :
– couple franco-allemand (p. 5911) ;
– instruments de politique commerciale (p. 5911).

Emploi (p. 5912, 5913, 5915).

Energie :
– Charbonnages de France : subvention ; avenir du groupe (p. 5909, 5910) ;
– E.D.F.-G.D.F. : statut, missions (p. 5912, 5914) ;
– énergie nucléaire et Commissariat à l'énergie atomique ; sûreté nucléaire (p. 5909, 5912, 5914).

Enseignement supérieur : Ecole des mines (p. 5914).

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5915).

Espace :
– Agence spatiale européenne (p. 5915) ;
– Centre national d'études spatiales (p. 5909) ;
– satellites SPOT et STENTOR (p. 5909, 5916).

Industrie :
– certification et normalisation (p. 5914) ;
– généralités, perspectives économiques (p. 5910) ;
– textile et habillement (p. 5914).

Ministère :
– crédits du commerce extérieur (p. 5909) ;
– crédits des postes et télécommunications (p. 5908) ;
– « grand ministère » (p. 5909).

Politique industrielle :
– chambres de commerce et d'industrie (p. 5913) ;
– comité interministériel de restructurations industrielles (p. 5913) ;
– construction navale (p. 5909) ;
– fonds de développement des P.M.I. (p. 5913) ;
– privatisations (p. 5911, 5912).

Postes et télécommunications :
– La Poste : comptes de chèques postaux et livrets d'épargne : rémunération ; (p. 5915) ;
– La Poste et France Télécom : commission supérieure du service public des postes et télécommunications (p. 5915) ;
– La Poste et France Télécom : statut, missions et situation financière (p. 5911, 5915) ;
– télécommunications : tarifs ; réseaux (p. 5913).

Recherche industrielle et développement technologique : Agence nationale de valorisation de la recherche, programme PREDIT (p. 5909).

Réponses aux questions :

Automobiles et cycles :
– « équipementiers » : concurrence espagnole (M. Raymond-Max Aubert) (p. 5931, 5932) ;
– usines Chausson et Renault (M. Jacques Brunhes) (p. 5924).

Collectivités locales : association au développement des pays en voie de développement (M. Jean-Pierre Brard) (p. 5923).

Commerce extérieur :
– concurrence déloyale (M. Georges Durand) (p. 5935, 5936) ;
– Organisation mondiale du commerce (M. Willy Diméglio) (p. 5932) ;
– services et organismes français de promotion (MM. Jean-Pierre Brard et Ladislas Poniatowski) (p. 5923, 5924, 5934, 5937).

Communautés européennes et Union européenne : instruments de politique commerciale (p. 5927).

Energie :
– Charbonnages de France : subvention ; avenir du groupe (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 5922) ;
– cokerie de Drocourt dans le Pas-de-Calais (M. Rémy Auchedé) (p. 5930, 5931) ;
– énergie nucléaire et Commissariat à l'énergie atomique ; sûreté nucléaire (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5925) ;
– pacte charbonnier (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 5930).

Espace : satellites de communication SPOT et STENTOR (M. Willy Diméglio) (p. 5928).

Impôts et taxes : taxe professionnelle (M. Daniel Arata) (p. 5927).

Industrie :
– délocalisations (M. Daniel Arata) (p. 5917) ;
– groupe Thomson : politique sociale (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5931) ;
– industrie métallurgique (M. Daniel Mandon) (p. 5936, 5937) ;
– sidérurgie (M. Alphonse Bourgaser) (p. 5934, 5935).

Politique industrielle : industrie mécanique : aides (M. André Durr) (p. 5926).

Postes et télécommunications :
– La Poste : politique de l'emploi ; sécurité du personnel (M. Jacques Guyard) (p. 5921) ;

– télécommunicarions : réseaux (M. Philippe Mathot) (p. 5928, 5929).

Recherche (M. André Droitcourt) (p. 5933).

Régions :
– Lorraine (M. Jean-Pierre Brard) (p. 5923) ;
– Nord-Pas-de-Calais (M. Jean-Pierre Kucheida) (p. 5922).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– autoroutes de l'information [13 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 8958, 8959).

Commerce extérieur :
– « G 7 » : réunion de février 1995 sous présidence française (p. 8959) ;
– sociétés transnationales et situations monopolistiques (p. 8959).

Communautés européennes et Union européenne : politique commune et « contribution » française (p. 8953, 8957, 8958).

Emploi : télétravail et télémédecine ; suppressions d'emplois (p. 8958, 8959).

Informatique et information (p. 8952, 8953).

Politique économique et sociale : entreprises et société française : besoins (p. 8958, 8959).

Télécommunications :
– France Télécom (p. 8953, 8957, 8959) ;
– infrastructures : libéralisation complète du marché au 1er janvier 1998 ; service universel : contenu et financement (p. 8952, 8953, 8958, 8959).

– Proposition de résolution sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1730).

Discussion de l'article unique [14 décembre 1994] :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Patrick Hoguet (imposition de la date limite du 1er janvier 1995 pour l'élaboration du code de conduite entre les institutions communautaires et les Etats membres) (p. 9112) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de M. Patrick Hoguet (extension des possibilités de formulation des plaintes par les entreprises des Etats membres de la Communauté) (p. 9113).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1994] :

Agriculture française (p. 9109).

Audiovisuel (p. 9108).

Commerce extérieur :
– France : réorientation de ses échanges (p. 9108) ;
– France : solde commercial (p. 9108) ;
– G.A.T.T. : négociations et accord du 15 avril 1994 (p. 9075, 9107) ;
– Organisation mondiale du commerce (p. 9075, 9107, 9108).

Communautés européennes et Union européenne :
– conseils des 20 septembre 1993 et 19-20 décembre 1994 (p. 9109) ;
– Etats A.C.P. : accords de Lomé (p. 9108) ;
– institutions et mise en œuvre de l'accord de Marrakech (p. 9109) ;
– instruments de défense commerciale (p. 9075) ;
– préférences généralisées (p. 9075, 9076).

D.O.M.-T.O.M. : rhum et banane (p. 9108, 9109).

Environnement (p. 9076).

Etats-Unis :
– Congrès : ratification (p. 9075) ;
– législation commerciale : section 301 du « trade act » (p. 9108).

Industrie : textile-habillement (p. 9076, 9107).

Marchés publics (p. 9107).

Moyens de paiement : « dumping » monétaire (p. 9107).

Travail : « dumping » social (p. 9076, 9077, 9109).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'Accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction at de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final/n° E-330) (n° 1766).

Avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Ses interruptions (p. 9358, 9359).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne :
– « compromis de Luxembourg » (p. 9353, 9354, 9359) ;
– procédure des « prix préjudiciels » (p. 9354).

Etats-Unis : législation industrielle : « Jones Act » (p. 9352, 9353, 9355).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9354, 9355).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9352 à 9355).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *ses observations* sur l'amendement n° 9 de la commission (rappelle que le mandat de négociation a été donné par le Conseil et non par un Etat membre) (p. 9365) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de M. Charles Josselin (ratification préalable des Etats-Unis, de la Corée-du-Sud et du Japon) (p. 9366).

ROSSINOT (André)

Ministre de la fonction publique

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– *Derosier (Bernard)* : mouvement social dans le secteur public : grèves de novembre 1994 : revendications [23 novembre 1994] (p. 7352).

– *Colliard (Daniel)* : revendications dans le service public : grèves de novembre 1994 : revendications [23 novembre 1994] (p. 7358, 7359).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 mai 1994] :

Déontologie :
– accès à des fonctions privées (p. 1538) ;
– commission de déontologie (p. 1532).

Fonction publique territoriale (p. 1532, 1538).

Hauts fonctionnaires : rapport Prada (p. 1538).

Hôpitaux et cliniques : fonction publique hospitalière (p. 1532, 1538).

Syndicats (p. 1538).

Tour extérieur (p. 1532, 1538).

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 1er *(tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (accès au tour extérieur pour certains corps d'inspection et de contrôle) (p. 1539) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 17 de la commission (prise en compte exclusive par la commission d'aptitude des fonctions antérieures et de l'expérience) (p. 1540) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Charles de Courson (libre communication de l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 39 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (publication de l'avis motivé de la commission d'aptitude en même temps que la nomination) (p. 1541) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean Rosselot (publication en même temps que la nomination d'un résumé de son avis établi par la commission) (p. 1541) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de M. Pierre Mazeaud (publication du sens de l'avis en même temps que la nomination) (p. 1541) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 deuxième rectification de M. Charles de Courson (élection par le corps concerné de membres de la commission d'aptitude) (p. 1542) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (communication du dossier à la commission d'aptitude et audition des intéressés) (p. 1542) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (fixation à un an du délai d'entrée en vigueur de toute modification des règles applicables au tour extérieur) (p. 1543).

Article 2 *(tour extérieur au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes et dans les inspections générales interministérielles) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte exclusive dans l'avis du chef de corps des fonctions antérieures, de l'expérience et des besoins du corps) (p. 1544) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis du chef de corps) (p. 1545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Jean Rosselot (communication du dossier au chef de corps et audition des intéressés) (p. 1545) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 25 rectifié de M. Charles de Courson (comité de sélection des conseillers référendaires à la Cour des comptes nommés au tour extérieur) (p. 1546) ;

– *soutient* l'amendement n° 30 du Gouvernement (appréciation de la capacité des conseillers référendaires au tour extérieur par la commission comprenant le procureur général) (p. 1546) : rejeté (p. 1547) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Charles de Courson (avis conforme de la commission sur l'aptitude aux fonctions de conseiller référendaire) (p. 1546).

Article 2 bis *(tour extérieur dans le corps des sous-préfets) :*

– *soutient* l'amendement n° 38 du Gouvernement (nombre maximum des sous-préfets nommés au tour extérieur) : rejeté (p. 1547) ;

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte exclusive des fonctions antérieures et de l'expérience) (p. 1547) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 de M. Pierre Mazeaud (publication du sens de l'avis en même temps que la nomination) (p. 1548) ;

– *favorable* à l'amendement n° 41 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission) (p. 1548).

Article 3 *(contrôle du passage des hauts fonctionnaires dans le secteur privé : art. 87 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de la commission (publication de l'avis motivé de la commission de déontologie) (p. 1548, 1549).

Article 4 supprimé par le Sénat *(militaires ayant négocié des contrats d'armement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1550).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 1994] (p. 3088) :

Déontologie : départ vers le secteur privé.

Hauts fonctionnaires : rapport Prada.

Lois : projet de loi : décret d'application.

– Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Ses interventions (p. 3945, 3954).

Principaux thèmes développés :

Administration :
- Centre des hautes études européennes (p. 3955) ;
- « délocalisations » (p. 3955).

Affectations et mutations (p. 3947, 3955).

Agents non titulaires (p. 3955).

Cessation progressive d'activité (p. 3946, 3947, 3955).

Concours : listes complémentaires (p. 3947).

Conseil supérieur de la fonction publique (p. 3946, 3947).

Constitution : article 40 (p. 3955).

Fonction publique territoriale (p. 3946, 3955).

Hôpitaux et cliniques : fonction publique hospitalière (p. 3946, 3955).

Lois :
- loi n° 91-715 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique : article 11 (p. 3955) ;
- loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social : article 97 (p. 3946) ;
- projet de loi n° 1201 relatif à la famille (p. 3946).

Recrutement (p. 3946).

Rémunérations (p. 3955).

Retraites : pensions de retraite (p. 3955).

Syndicats : politique contractuelle :
- accord du 9 février 1990 (« protocole Durafour ») (p. 3947) ;
- accord salarial du 9 novembre 1993 (p. 3946, 3954, 3955).

Travail à temps partiel (p. 3946, 3954, 3955).

Ville : politique de la ville (p. 3947, 3955).

Discussion des articles [30 juin et 1er juillet 1994] :

Article 1er *(autorisation du travail à temps partiel : art. 37 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) :*

– *favorable* aux amendements nos 13 et 14 de la commission (rédactionnels) (p. 3956).

Article 2 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 40* bis *de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Louis Pierna (suppression de l'annualisation) (p. 3957).

Article 3 *(autorisation du travail à temps partiel : art. 60 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 3957).

Article 4 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 60* ter *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Louis Pierna (suppression de l'annualisation) (p. 3958) ;

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 3958).

Article 5 *(autorisation du travail à temps partiel) :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (de coordination) (p. 3958).

Article 6 *(annualisation de la durée du travail à temps partiel : art. 47-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Louis Pierna (suppression de l'annualisation) (p. 3959) ;

– *favorable* à l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) (p. 3959).

Article 7 *(durée des services exigée pour bénéficier de la cessation progressive d'activité : art. 2 de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982) :*

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (réduction en cas d'éloignement du service pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant victime d'un accident ou d'une maladie grave) (p. 3959).

Article 9 *(application de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif recrutés sur contrat à durée indéterminée occupant un emploi permanent à temps complet : art. 5-1 à 5-4 nouveaux de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982) :*

Article 5-1 de l'ordonnance du 31 mars 1982 :

– *favorable* à l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 3960) ;

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (de coordination) (p. 3960).

Article 12 *(cas de réduction de la durée des services exigée pour le bénéfice de la cessation progressive d'activité : art. premier de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982) :*

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 3961).

Article 14 *(extension de la cessation progressive d'activité aux agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs et aux agents non titulaires sur contrat à durée indéterminée des établissements hospitaliers occupant un emploi permanent à temps complet : art. 3-1 à 3-4 nouveaux de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982) :*

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 3961) ;

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (de coordination) (p. 3962).

Article 18 *(abrogation de l'avantage spécifique d'ancienneté : art. 11 de la loi n° 91-715 du 26 juillet 1991) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de la commission (avantage spécifique d'ancienneté au profit des fonctionnaires de l'Etat et des gendarmes affectés « dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ») (p. 3963).

Article 21 *(mi-temps thérapeutique dans la fonction publique hospitalière : art. 41-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986) :*

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (de précision) (p. 3964).

Article 22 bis nouveau *(groupement d'intérêt public en matière d'enseignement, de formation, d'ingénierie et de coopération administrative internationale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 3965) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 du Gouvernement (mention de la personnalité morale du G.I.P.) à l'amendement n° 28 de la commission (p. 3964) : adopté (p. 3965).

Après l'article 23 :

– *soutient* l'amendement n° 11 deuxième rectification du Gouvernement (assiette de la taxe d'apprentissage due par les employeurs publics) : adopté (p. 3965) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (application rétroactive des dispositions réglementaires de mise en œuvre du « protocole Durafour ») (p. 3965) : adopté (p. 3966) ;

– *favorable* à l'amendement n° 35 de M. André Trigano (extension aux ressortissants d'Andorre des conditions d'accès aux concours administratifs reconnues aux ressortissants communautaires) (p. 3971) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Bernard Derosier (validation de nominations dans le corps de l'inspection générale de l'administration) (p. 3972) ;

– *soutient* l'amendement n° 37 du Gouvernement (validation de nominations au Conseil supérieur de la fonction militaire et d'actes réglementaires pris après avis de ce Conseil) (p. 3972) : adopté (p. 3973).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [11 juillet 1994] (p. 4649) :

Agents non titulaires.

Cessation progressive d'activité.

Travail à temps partiel.

Ville : politique de la ville.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Administration :

- administrations centrales et coordination interministérielle (p. 6642) ;
- Centre des hautes études européennes (p. 6643, 6644, 6646) ;
- comités d'hygiène et de sécurité et emplois à risques (p. 6642, 6645) ;
- comités interministériels des services sociaux (p. 6642) ;
- déconcentration et préfets (p. 6642, 6643, 6645) ;
- délocalisations (p. 6642) ;
- modernisation et accueil du public (p. 6643, 6644) ;

Fonctionnaires et agents publics :

- affectations (p. 6643) ;
- contractuels : titularisation (p. 6642) ;
- dépenses induites (p. 6646) ;

– Ecole nationale d'administration (p. 6643) ;
– effectifs (p. 6641) ;
– ministère de la fonction publique : crédits (p. 6645) ;
– rémunérations : niveau, évolution et accord salarial du 9 novembre 1993 (p. 6641, 6646) ;
– statut (p. 6646).

Formation professionnelle : apprentissage (p. 6643, 6646).

Handicapés (p. 6645).

Hauts fonctionnaires (p. 6644).

Lois :
– loi n° 94-530 du 28 juin 1994 relative à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (p. 6643, 6646) ;
– loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (p. 6641, 6642).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 6643).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6645).

Réponses aux questions :

Administration : télétravail (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 6646).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 3 *(assujettissement des fonctionnaires d'autorité à l'obligation de déclaration de patrimoine : art. 2* bis *nouveau de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *soutient* l'amendement n° 14 du Gouvernement (de suppression) (p. 9128, 9129, 9132) : rejeté au scrutin public (p. 9133) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. André Fanton (extension aux dirigeants des entreprises publiques) (p. 9135) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Patrick Devedjian (extension aux dirigeants d'entreprises nationalisées, d'établissements publics, d'offices publics d'H.L.M. et de sociétés d'économie mixte) (p. 9135).

ROUSSEAU (Monique)

Député du Doubs

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : personnes âgées) [15 juin 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête sur les conditions d'application des dispositions de la loi de 1972 relative à l'assurance vieillesse obligatoire et gratuite des mères de famille (n° 1570) [26 octobre 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome V : **Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales : personnes âgées (n° 1561)** [5 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1570) de M. Gilbert Biessy tendant à constituer une commission d'enquête sur les conditions d'application des dispositions de la loi de 1972 relative à l'**assurance-vieillesse obligatoire et gratuite des mères de famille (n° 1648)** [10 novembre 1994].

Proposition de loi tendant à étendre aux **hommes fonctionnaires les dispositions de l'article L. 24-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 1758)** [1er décembre 1994].

Proposition de loi tendant à autoriser la **déduction de salaire des cotisations versées à des régimes de retraite et de prévoyance complémentaire (n° 1863)** [22 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Personnes âgées (p. 2586, 2587).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les personnes âgées [15 novembre 1994] :

Femmes : retraites agricoles (p. 6838).

Ministère des affaires sociales et de la santé : crédits (p. 6837).

Parlement : compétences en matière de sécurité sociale (p. 6837).

Personnes âgées :
– dépendance (p. 6837, 6838) ;
– hospices (p. 6837).

ROUSSEL (François)

Député de la Dordogne

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Autoroute A 89 Bordeaux–Clermont-Ferrand : construction [30 novembre 1994] (p. 7920).

orales sans débat :

– n° 311, posée le 19 avril 1994 : **bilan et réforme de la décentralisation** (p. 981). Appelée le 21 avril 1994 (p. 1097, 1098).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le « nouveau contrat pour l'école » et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Personnel de direction (p. 2770, 2771).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Après l'article 10 :

– *ses* amendements n^os^ 407, 408 et 409 soutenus par M. Eric Raoult (obligation pour le préfet de déférer au tribunal administratif un acte respectivement d'une commune, d'un département ou d'une région à la demande d'une personne s'estimant lésée) : rejetés (p. 4519).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] (p. 5345) :

Agriculture : horticulture : T.V.A.

Finances publiques : généralités.

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme.

Deuxième partie :

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie : autoroute A 89 : Bordeaux-Clermont-Ferrand-Lyon (p. 6755).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Santé publique : transfusés : contamination par l'hépatite C (p. 6895).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Article 21 *(déconcentration de la procédure d'agrément des zones d'activités agricoles extensives et échanges des droits d'exploitation dans le cadre des associations foncières agricoles) :*

– *son* amendement n° 553 (reconnaissance du droit à indemnisation des associations syndicales autorisées en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique) : retiré (p. 7640).

Article 24 *(opérations d'aménagement foncier liées à la réalisation de grandes infrastructures ; prohibition des abattages intempestifs d'arbres lors des remembrements) :*

– *son* amendement n° 556 rectifié soutenu par M. Frédéric de Saint-Sernin (modes de réparation lors de l'implantation de grands ouvrages publics) : rejeté (p. 7643).

ROUSSET-ROUARD (Yves)

Député de Vaucluse

(2^e^ circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281) [*J.O.* du 1^er^ juillet 1994] (p. 9534).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **substituer à l'appellation de « conseil général », l'appellation de « conseil général des cantons » (n° 1053)** [24 mars 1994].

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 145 du Règlement sur les **enfants abandonnés de Roumanie (n° 1361)** [9 juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Service public de télévision** : publicité ; câble ; satellites ; France Télévision ; organisation d'un débat au Parlement : secteur public et secteur privé [20 avril 1994] (p. 997, 998).

– **Comédiens de doublage** : grève [14 décembre 1994] (p. 9063, 9064).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la télévision transfrontière (n° 975).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 avril 1994] (p. 1041, 1042) :

Audiovisuel : réseaux satellitaires.

Conseil de l'Europe : convention du 5 mai 1989.

Culture : exception culturelle : diffusion des œuvres françaises et européennes ; production française.

Publicité.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *favorable* aux amendements identiques n^os^ 9 rectifié de M. Alain Suguenot et 171 de M. Hubert Grimault (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques par la suppression de la notion de zone de production) (p. 3204, 3205) ;

– *son* amendement n° 98 (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques par la suppression de la notion de zone de production) (p. 3203) : devenu sans objet (p. 3206) ;

– *son* amendement n° 134 (abrogation de l'interdiction du parrainage par des boissons alcooliques) (p. 3206) : retiré (p. 3207) ;

– *son* amendement n° 97 corrigé (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac) (p. 3206) ; retiré ; repris par M. Guy Drut : devenu sans objet (p. 3207).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 96 (suppression de l'obligation de choisir les délégués au comité d'un syndicat de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4731) : adopté (p. 4733).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Article 23 *(rapport sur la réforme du système de financement des collectivités locales. Fonds national de péréquation. Sauvegarde et réhabilitation des communes rurales) :*

– *son* amendement n° 305 (rétablissement du paragraphe III prévoyant le dépôt d'un rapport sur l'extension de la « loi Malraux » aux communes rurales) (p. 8050) : adopté (p. 8051).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 102 rectifié (étend le régime fiscal des S.O.F.I.C.A. aux œuvres destinées à être diffusées sur supports optiques) (p. 7033) : retiré (p. 7034).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 et 9 décembre 1994] :

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *son* amendement n° 373 : non soutenu (p. 8319).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *son* amendement n° 375 : devenu sans objet (p. 8357).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *son* amendement n° 376 (consultation des chambres de commerce et d'industrie pour le choix et la localisation des usines de traitement des déchets industriels spéciaux) : retiré (p. 8620).

ROUSSIN (Michel)

Ministre de la coopération

Fin de ses fonctions de ministre de la coopération. Décret du 12 novembre 1994 [*J.O.* du 13 novembre 1994] (p. 16103).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– *Lenoir (Jean-Claude)* : situation au Rwanda : guerre civile ; droits de l'homme [13 avril 1994] (p. 713, 714).

– *Dollgé (Eric)* : événements du Rwanda : guerre civile : droits de l'homme ; O.N.U. [13 avril 1994] (p. 715, 716).

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– l'actualité en Afrique après le réajustement monétaire [3 mai 1994] (p. 1353).

Principaux thèmes développés :

Aide humanitaire : aide alimentaire et aide médicale (p. 1353, 1358).

Commerce extérieur : termes de l'échange des matières premières et des produits importés (p. 1353).

Dette extérieure africaine (p. 1353).

Entreprises : entreprises françaises en Afrique (p. 1354).

Moyens de paiement : franc C.F.A. : dévaluation (p. 1353, 1354).

Politique économique et sociale des pays d'Afrique (p. 1353, 1354).

Retraites : pensions libellées en francs C.F.A. (p. 1354).

Rwanda (p. 1353, 1358, 1359).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994].

Afrique :
- généralités (p. 5711) ;
- formation (p. 5713, 5714) ;
- franc C.F.A. : dévaluation ; endettement (p. 5711, 5712) ;
- santé publique (p. 5713).

Commerce extérieur : termes de l'échange (p. 5711).

Communautés européennes et Union européenne :
- accords de Lomé (p. 5711) ;
- facilités d'ajustement structurel (p. 5711).

Coopération financière :
- Caisse française de développement (p. 5712, 5713) ;
- Fonds d'aide et de coopération (p. 5712) ;
- Fonds spécial de développement (p. 5712, 5714).

Coopération militaire : assistance technique (p. 5713, 5714).

Ministère de la coopération :
- crédits (p. 5713) ;
- « grand ministère » (p. 5714).

Organisations internationales : Fonds monétaire international et Banque mondiale (p. 5712).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 5713, 5714).

Réponses aux questions :

Afrique :
- démographie (Mme Bachelot) (p. 5716) ;
- Rwanda (M. Robert Galley) (p. 5717) ;
- santé publique (Mme Roselyne Bachelot, M. Daniel Garrigue) (p. 5716) ;
- Zaïre (M. Robert Galley (p. 5717).

Collectivités locales : association aux actions de coopération (M. Edouard Landrain) (p. 5717).

Coopération militaire : crédits (M. Daniel Gartigue) (p. 5715).

Organisations non gouvernementales : missions (M. Robert Galley) (p. 5715).

Vote des crédits :

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Jean-Pierre Thomas (distinction entre l'aide alimentaire et son transport) (p. 5718).

ROUSTAN (Max)

Député du Gard

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

ROUX (Jean-Marie)

Député de l'Ardèche

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

ROUX (Xavier de)

Député de la Charente-Maritime

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au code de commerce (partie législative) (n° 604) [26 janvier 1994].

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 15 avril 1994] (p. 5610).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Rapporteur d'information sur l'évolution de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes [3 mai 1994].

Rapporteur d'information sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (n° E-305) [7 octobre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative aux délégations de service public (n° 1693) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701) [30 novembre 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702) [30 novembre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 24 décembre 1994] (p. 18393).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au **code de commerce** (partie législative) (n° 601) **(n° 1298)** [1er juin 1994].

Proposition de loi relative à certaines modalités de choix des **candidats à l'élection du Président de la République (1514)** [28 juillet 1994].

Rapport d'information déposé au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de **déficit public** excessif en France (n° E-305) **(n° 1574)** [7 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi de M. Pierre Mazeaud :

(n° 1693) relative aux **délégations de service public ;**

(n° 1694) relative à la publicité des **ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques ;**

(n° 1695) relative à la **transparence des comptes des délégataires de service public ;**

(n° 1696) relative à l'effet suspensif du **déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public ;**

(n° 1697) relative à la saisine de la **mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public ;**

(n° 1698) relative au **service central de prévention de la corruption ;**

(n° 1699) relative à l'information des **parquets des juridictions financières ;**

(n° 1700) relative aux droits d'enquête des **magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes ;**

(n° 1701) relative au délit d'**octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public ;**

(n° 1702) tendant à renforcer la **surveillance des procédures de passation des marchés,**

(n° 1782) [8 décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux **marchés publics et délégations de service public (n° 1886)** [23 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Avenir des entreprises nationales en situation de monopole [25 mai 1994] (p. 2215, 2216).

orales sans débat :

– n° 296, posée le 12 avril 1994 : **cotisations sociales et fiscalité des eaux-de-vie** (p. 708). Appelée le 14 avril 1994 (p. 785, 786).

– n° 552, posée le 29 novembre 1994 : **retraites et pensions des Français ayant cotisé dans les pays de la zone franc** (p. 7877). Appelée le 1er décembre 1994 : montant des pensions : dévaluation du franc C.F.A. : conséquences (p. 8008, 8009).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 janvier 1994] :

Administration : formalités : simplification (p. 107).

Banques et établissements financiers : créances : garantie (p. 108).

Emploi : rôle des petites et moyennes entreprises (p. 108).

Entreprises commerciales et artisanales :

- fonds propres : traitement fiscal ; épargne de proximité : mobilisation et imposition (p. 108) ;
- transmission : projet de loi à la session de printemps (p. 108).

Discussion des articles [13 janvier 1994] :

Article 1er *(champ d'application du titre premier) :*

– *reprend* l'amendement n° 103 de M. Jean-Paul Charié (généralisation des dispositions relatives à la simplification des formalités administratives) : retiré (p. 127).

Article 2 *(remise d'un seul dossier à un guichet unique) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 130 rectifié de M. Léonce Deprez (maintien des formalités d'inscription au registre du commerce et des sociétés) (p. 130) ;

– *son* amendement n° 199 (maintien de la formalité d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers) (p. 132) : rejeté (p. 133).

Article 8 *(suppression du montant minimal des parts sociales) :*

– *son* amendement n° 197 : non soutenu (p. 141).

– Proposition de résolution sur le projet de directive de la Commission modifiant les directives 88/301/C.E.E. et 90/388/C.E.E. en ce qui concerne les communications par satellites (n° E-190) (n° 1014).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission : utilisation de l'article 90-3 et de l'article 100-A du traité de Rome (p. 1323) ;
- Parlement européen : avis du 18 avril 1994 (p. 1323).

Entreprises : concurrence et marchés nouveaux (p. 1323).

Parlement français : article 88-4 de la Constitution : mise en œuvre (p. 1323).

– Projet de loi relatif à certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées (n° 656).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [5 mai 1994] :

Article 1er *(tour extérieur dans les corps d'inspection et de contrôle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (accès de l'intéressé à l'avis de la commission d'aptitude) (p. 1540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (fixation à un an du délai d'entrée en vigueur de toute modification des règles applicables au tour extérieur) (p. 1543).

– Proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) et proposition de loi visant à réformer la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (n° 316).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [26 mai 1994] (p. 2320) :

Lois :

- loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ;
- loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.

Prévention :

- créances publiques (Trésor, U.R.S.S.A.F.) ;
- président du tribunal de commerce ;
- règlement amiable : suspension des poursuites.

Redressement et liquidation judiciaires : plans de cession : maintien des droits des créanciers.

– Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales (n° 589).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [15 juin 1994] (p. 3007) :

Dividence majoré :

- opportunité ;
- plafonnement ;
- rapport de Maulde.

Discussion de l'article unique [15 juin 1994] :

Article unique *(versement d'une prime de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 3 du Gouvernement (fixation du plafond d'éligibilité au dividende majoré à 0,2 p. 100 du capital dans les sociétés cotées en bourse) à l'amendement n° 1 de la commission (bénéfice étendu aux actionnaires personnes morales) (p. 3010).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 4078).

Communes : Bordeaux (p. 4077).

Greffes (p. 4077).

Justice (p. 4076).

Lois de finances : crédits budgétaires : évolution (p. 4076).

Magistrats : recrutement (p. 4077).

Palais de justice (p. 4077).

Procédure civile :
- juges de paix (p. 4077) ;
- tribunaux de commerce (p. 4077) ;
- tribunaux d'instance (p. 4077).

Procédure pénale : transaction (p. 4077, 4078).

Système pénitentiaire : prisons (p. 4077).

Tribunaux : carte judiciaire (p. 4077).

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 31 de M. Pierre Mazeaud et 33 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 4099).

Article 41-10 (critères de recrutement) :

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la condirion de durée d'exercice professionnel pour les tirulaires d'un diplôme permettant l'exercice d'une profession juridique réglementée) (p. 4101) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 du Gouvernement (membres des professions libérales juridiques ou judiciaires soumises à statut) (p. 4101).

Article 41-12 (nomination) :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 rectifié de la commission (nomination pour une durée de cinq ans renouvelable) (p. 4103).

Après l'article 41-13 :

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4105).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 1er *(magistrats recrutés à titre temporaire : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 13 de M. André Gérin et 16 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7238).

Article 41-11 (compétence) :

– *défavorable* au sous-amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Bastiani (abaissement du maximum d'activité des juges de paix au quart des services du tribunal) à l'amendement n° 5 de la commission (fixation du maximum d'activité précité à la moitié des services du tribunal) (p. 7240).

– ***Rappel au règlement :*** demande que la représentation nationale ne voit pas dicter son ordre du jour par le « Canard enchaîné » [6 juillet 1994] (p. 4158).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir : projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [5 et 6 juillet 1994] :

Article 6 *(vérification du compte de tutelle des mineurs : art. 470 du code civil) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Camille Darsières (saisine du juge des tutelles par le greffier ou le subrogé tuteur) (p. 4131).

Article 11 *(médiation judiciaire) :*

– *favorable* à l'amendement n° 41 rectifié de la commission (médiation à la demande de l'une des parties) (p. 4135) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 146 du Gouvernement (frais de médiation en cas d'aide juridictionnelle) (p. 4135).

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *favorable* (p. 4172, 4173).

Délinquance et criminalité :
- délinquance ;
- victimes.

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 51 de la commission et 18 corrigé de Mme Nicole Catala (rédactionnels) (p. 4183).

Assemblée nationale : président de séance : conditions du vote sur les amendements de suppression de l'article 22 et sur l'article 22.

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Avant l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 117 du Gouvernement (conditions de la délégation de fonction d'un magistrat au greffier en chef au sein des commissions administratives) (p. 7250).

Article 9 *quinquies* nouveau *(assistants de justice) :*

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions et de la référence aux règles de secret professionnel) (p. 7255) : rejeté (p. 7256).

– *favorable* à l'amendement n° 132 de Mme Véronique Neiertz (suppression de la durée temporaire d'exercice des fonctions (p. 7256).

Article 10 *(conciliation judiciaire) :*

– *défavorable* au sous-amendement n° 159 du Gouvernement (substitution à l'accord des parties de l'obligation de recueillir leurs observations) à l'amendement n° 44 de la commission (désignation par le juge, avec l'accord des parties d'un conciliateur ou d'un médiateur) (p. 7265).

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 10 de M. François Grosdidier, 90 de M. André Gérin et 137 de Mme Véronique Neiertz (de suppression) (p. 7275).

Après l'article 37 *bis* :

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Jean-Jacques Hyest (exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations agréées de défense des victimes d'un accident survenu dans les transports collectifs ou dans uh lieu ouvert au public) (p. 7289).

Après l'article 37 *quater* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 103 rectifié de M. Alain Marsaud (interdiction de rendre publique sans le consentement de la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire toute information jusqu'à la saisine définitive de la juridiction de jugement) (p. 7293).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. – *Questions* [19 octobre 1994] :

Procédure pénale : cautions morales (p. 5689).

Système pénitentiaire : détention provisoire et centres de semi-liberté (p. 5689).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 135 de la commission (réaffirmation du principe de l'exploitation familiale) (p. 7493).

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 440 de M. François Guillaume (de suppression partielle) (p. 7511).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 106 de M. Daniel Soulage (suppression de la Commission nationale des structures) (p. 7512) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (délais de paiement des produits agricoles) (p. 7514) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 594 de M. Charles Revet (rédactionnel) à l'amendement n° 72 rectifié de M. Marc Le Fur (p. 7516) ;

– *favorable* à l'amendement n° 428 de M. Michel Bouvard (appellations d'origine contrôlée fromagères) (p. 7519).

Article 4 *(contenu et extension des accords interprofessionnels) :*

– *son* amendement n° 369 (substitution de la référence à la politique agricole commune à celle de la Communauté européenne) (p. 7523) : adopté (p. 7524) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 141 corrigé de la commission (portée du décret d'exemption) (p. 7526).

Après l'article 4 :

– *favorable* à l'amendement n° 495 rectifié de M. Jacques Pélissard (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) (p. 7527).

Article 7 *(aide financière aux sociétés à objet agricole) :*

– *son* amendement n° 370 : non soutenu (p. 7557).

Article 20 *(immeubles ruraux mis à la disposition d'une SAFER) :*

– *son* amendement n° 371 : non soutenu (p. 7635).

Article 21 *(déconcentration de la procédure d'agrément des zones d'activités agricoles extensives et échanges des droits d'exploitation dans le cadre des associations foncières agricoles) :*

– *son* amendement n° 372 : non soutenu (p. 7639).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8865).

Collectivités locales :

– services publics : délégations (p. 8864 à 8866) ;

– transactions foncières (p. 8866).

Conseil constitutionnel : décision n° 92-316 DC du 20 janvier 1993 (loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) (p. 8866).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 8867).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8865).

Enseignement : transports scolaires (p. 8866).

Etat :

– décentralisation : contrôle de légalité (p. 8865, 8867) ;

– mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics (p. 8867).

Lois :

– loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8865, 8866) ;

– loi n° 94-112 du 9 février 1994 portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (p. 8866) ;

– loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (p. 8866).

Marchés publics (p. 8864 à 8866).

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(prolongations des conventions : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques) :*

– *favorable* à l'amendement n° 19 de M. Pierre Mazeaud (exclusion des investissements immatériels comme fondement de la prolongation) (p. 9184).

Article 2 *(transparence des comptes du délégataire : art. 40-1 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (date de remise des comptes au délégant) (p. 9186) ;

– *favorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 67 du Gouvernement (rapport à l'autorité délégante) (p. 9186).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Louis Pierna (communication aux conseillers municipaux des documents préparatoires à la passation des marchés) (p. 9186).

Article 3 *(publicité et contrôle des comptes du délégataire : art. premier de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes. Art. 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Art. L. 212-14 du code des communes) :*

– *son* amendement n° 59 (de coordination) : adopté (p. 9187) ;

– *son* amendement n° 61 (de précision) : adopté (p. 9187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 22 rectifié du Gouvernement (champ du contrôle de la Cour des comptes) (p. 9187, 9188) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jean-Jacques Hyest (compétence de la Cour des comptes à l'égard des comptes de l'Assemblée et du Sénat) (p. 9189) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 17 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (champ du contrôle des chambres régionales des comptes) (p. 9190) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Martin Malvy (compte rendu d'utilisation des subventions communales par les associations bénéficiaires) (p. 9190) ;

Article 4 *(stipulation des tarifs et de leurs modalités d'évolution dans les délégations de service public : art. 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 du Gouvernement (avenant pour modification de prix) (p. 9192).

Article 5 *(seuil d'application des procédures : art. 41 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Martin Malvy (suppression des seuils) (p. 9193, 9194) ;

– *défavorable* (à titre personnel) à l'amendement n° 20 de M. Pierre Mazeaud (seuil de 450 000 F pour les conventions n'excédant pas trois ans) (p. 9194, 9196)

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 21 de Mme Véronique Neiertz (compétence du Conseil de la concurrence en matière de conventions de délégation de service public) (p. 9196, 9197) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de M. Martin Malvy (concession des services de distribution et d'assainissement de l'eau) (p. 9198).

Avant l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Martin Malvy (autosaisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés) (p. 9198).

Article 6 *(saisine de la mission interministérielle d'enquête : art. 2 de la loi du 3 janvier 1991) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de la saisine par les chambres régionales des comptes) (p. 9198).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Alain Bocquet (commission d'étude sur l'instauration d'un service public national de l'eau) (p. 9199).

Article 7 *(régime des avenants : art. 49-1 nouveau de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 44 corrigé de M. Jacques Brunhes (suppression du droit de veto de la commission d'appel d'offres) (p. 9199) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Martin Malvy (limitation aux avenants d'un montant supérieur de 10 p. 100 au contrat initial) (p. 9199) ;

– *favorable* à l'amendement n° 23 du Gouvernement (de précision) (p. 9200) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 du Gouvernement (suppression du droit de veto de la commission d'appel d'offres) (p. 9200) ;

– *son* amendement n° 62 (de coordination) : adopté (p. 9200).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Martin Malvy (composition des commissions d'appel d'offres des marchés de l'Etat) (p. 9201) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Martin Malvy (composition des commissions d'appel d'offres des marchés des collectivités locales) (p. 9201) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Martin Malvy (fixation par décret en Conseil d'Etat du champ des marchés négociés) (p. 9201).

Article 8 *(droits d'enquête des magistrats des juridictions financières : art. 9 de la loi n° 67-483 du 22 juin 1967 et 5 de la loi n° 82-594 du 10 juillet 1982) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 9202) ;

– *favorable* à l'amendement n° 68 rectifié de M. Charles de Courson (pouvoirs d'investigation de la Cour des comptes à l'égard des co-contractants des organismes soumis à son contrôle) (p. 9204) ;

– *son* amendement n° 58 (de coordination) : devenu sans objet (p. 9204).

Après l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Hyest (marchés conclus par l'Assemblée nationale et le Sénat) (p. 9204) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 57 rectifié de M. Jean-Jacques de Peretti (saisine des chambres régionales des comptes) (p. 9205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 55 deuxième rectification de M. Jean-Jacques de Peretti (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres et des élus locaux) (p. 9208) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 deuxième rectification de M. Jean-Jacques de Peretti (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9208) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 13 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9208) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 corrigé de M. Jean-Paul Virapoullé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9208).

– *défavorable* à l'amendement n° 41 corrigé de M. Martin Malvy (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des ministres en matière de marchés publics) (p. 9208).

Article 9 *(délit de favoritisme dans les marchés publics et les délégations de service public : art. 432-14 du code pénal) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 26 du Gouvernement (de précision) (p. 9209).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Patrick Devedjian (complicité de corruption) (p. 9210).

Article 10 *(information du parquet des juridictions financières : art. 40-1 nouveau du code de procédure pénale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 27 du Gouvernement (de suppression) (p. 9210).

Article 11 *(vente de terrains constructibles par les collectivités publiques : art. 311-8 du code des communes) :*

– *favorable* à l'amendement n° 7 du Gouvernement (établissement d'un bilan annuel des acquisitions et cessions foncières des collectivités territoriales et de leurs groupements et délibération de l'organe délibérant ; communication à ce dernier de l'avis du service des domaines sur les cessions envisagées et délibération sur les conditions de vente) (p. 9214) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 63 de la commission (exclusion des communes de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 9213, 9214) : adopté (p. 9215) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 66 de la commission (annexe au compte administratif) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 9213, 9214) : adopté (p. 9215) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 64 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 9213, 9214) : adopté (p. 9215) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 65 de la commission (suppression de la validation des conditions de consultation du service des domaines prévues par le décret n° 86-455 du 14 mars 1986) (p. 9213, 9214) : adopté (p. 9215).

Après l'article 11 :

– *défavorable* à l'amendement n° 39 corrigé de M. Martin Malvy (exclusion des marchés publics pour les sociétés détenant au moins 10 p. 100 du capital d'une entreprise de presse) (p. 9216) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Laurent Dominati (interdiction pour les entreprises bénéficiaires de marchés publics de posséder une part du capital d'une entreprise de presse) (p. 9216).

Article 12 *(observatoire de lutte contre les activités mafieuses) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) (p. 9216).

Après l'article 12 :

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de M. Martin Malvy (création de droit de commissions d'enquête à l'Assemblée nationale) (p. 9218) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Martin Malvy (caractère suspensif du déféré préfectoral en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9219) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Virapoullé (interdiction du versement d'un droit d'entrée par le délégataire à la collectivité délégante) (p. 9219) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Jean-Claude Lefort (commission parlementaire d'examen des marchés d'armement) (p. 9219).

Seconde délibération des articles 5 et 11 bis *:*

Article 11 *bis* *(interdiction des participations de sociétés bénéficiaires de marchés publics dans les entreprises d'information) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 9220).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [23 décembre 1994] :

Collectivités locales :

– services publics : délégations (p. 9672, 9673) ;

– transactions foncières (p. 9672).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 9672, 9673).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 9672).

Lois :

– loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 9672) ;

– ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence (p. 9673).

Son intervention à l'issue des explications de vote (p. 9677).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 11.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 11.*

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, articles 2 et 3.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 3.*

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 6.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 10.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 8.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 8.*

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

Discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, article 9.

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 9.*

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public.

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Serge Lepeltier (interdiction des encarts publicitaires dans les publications politiques, électorales ou des collectivités territoriales ; compensation des pertes de recettes des collectivités précitées par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes résultant pour l'Etat de cette majoration par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 8927).

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Léonce Deprez (interdiction de la publicité commerciale dans les publications des collectivités territoriales) (p. 8935).

Article 4 *(diminution des plafonds de dépenses : art. L. 52-11 du code électoral et art. 19-1 de la loi du 7 juillet 1977) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 5 de M. Gilles Carrez et 33 de M. Louis Pierna (de suppression) (p. 8937).

Après l'article 9 :

– *favorable* à l'amendement n° 13 du Gouvernement (dotation forfaitaire aux petits partis ou nouveaux partis) (p. 8972) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 101 de M. André Fanton (condition de dons faits par 500 élus) à l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 8972).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8994).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9040) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9040).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 4 *(missions de la Commission pour la transparence de la vie politique : art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *favorable* à l'amendement n° 15 du Gouvernement (suppression du statut d'autorité administrative indépendante) (p. 9175).

Après l'article 4 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 rectifié de M. Philippe Bonnecarrère (transmission à la commission pour la transparence de la vie politique des déclarations patrimoniales faites avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 9177).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Patrick Devedjian (extension à tout élu, ministre ou fonctionnaire de l'interdiction temporaire d'embauche par une entreprise antérieurement contrôlée par lui ou ayant reçu par son intervention directe délégation d'un service public ou attribution d'un marché public) (p. 9183).

Commission mixte paritaire :

Rapporteur suppléant *Bonnecarrère (Philippe).*

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [23 décembre 1994] :

Commission pour la transparence financière (p. 9678).

Elus : statut : patrimoine : déclaration (p. 9677).

Fonctionnaires et agents publics (p. 9678).

Logement et habitat : offices publics d'H.L.M. : dirigeants (p. 9678).

Secteur public : entreprises nationales : dirigeants (p. 9678).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *son* amendement n° 68 : non soutenu (p. 241).

ROYAL (Ségolène)

Député des Deux-Sèvres

(2e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 145 du Règlement sur les **suites de la conférence de Rio (n° 1382)** [9 juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Condamnation de députés turcs : condamnation de députés kurdes [14 décembre 1994] (p. 9060, 9061).

orales sans débat :

- **n° 417,** posée le 30 mai 1994 : **construction d'une ligne à très haute tension entre Valdivienne et Granzay** (p. 2464), remplacée par M. Jean-Marc Ayrault. Appelée le 2 juin 1994 : protection de l'environnement (p. 2555, 2556).

- **n° 485,** posée le 28 juin 1994 : **situation des kurdes de Turquie** (p. 3767, 3768). Appelée le 30 juin 1994 : droits de l'homme (p. 3867 à 3869).

INTERVENTIONS

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 850).

Première lecture :

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Rappel au règlement : regrette que la France soit l'un des derniers grands pays à ratifier la convention sur les changements climatiques et suggère la création d'une délégation parlementaire à l'environnement (p. 353).

Principaux thèmes développés :

Convention climatique : ratification française : calendrier (p. 350, 351).

Convention sur la biodiversité : ratification par la France (p. 351).

Environnement : conférence de Rio de juin 1992 : engagements et reconnaissance du principe de « précaution » (p. 350, 351).

Impôts et taxes : taxes sur les produits pétroliers (p. 351).

Transports routiers : maîtrise : rééquilibrage rail-route : perspectives (p. 351).

- Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 mai 1994] :

Soutient la *motion de renvoi en commission* de : *Malvy (Martin)* (p. 1817) : rejetée (p. 1820).

Principaux thèmes développés :

Campagnes électorales (p. 1817).

Communes : maires (p. 1817, 1818).

Conseil constitutionnel :

- décision n° 90-280 DC du 6 décembre 1990 (loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux) (p. 1818) ;
- élections présidentielles (p. 1817).

Constitution :

- article 12 (p. 1818) ;
- article 72 (p. 1818).

Elections municipales (p. 1817, 1818).

Elections présidentielles (p. 1817).

Lois :

- loi n° 88-26 du 8 janvier 1988 relative aux élections cantonales (p. 1818) ;
- loi n° 90-1103 du 11 décembre 1990 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux (p. 1818).

Discussion des articles [18 mai 1994] :

Après l'article 1er :

- *soutient* l'amendement n° 90 de M. Jacques Floch (dépôt des candidatures au plus tard le deuxième mardi précédant le premier tour de scrutin du prochain renouvellement des conseillers municipaux dans les communes de 3 500 habitants et plus) (p. 1835) : rejeté (p. 1836) ;
- *soutient* l'amendement n° 349 de M. Jacques Floch (campagne audiovisuelle à l'occasion du prochain renouvellement des conseillers municipaux) (p. 1843) : rejeté (p. 1844).

- Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Affaires étrangères : Suède (p. 2583).

Allocation parentale d'éducation (p. 2583).

Démographie : natalité (p. 2583).

Femmes : insertion professionnelle (p. 2583).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2583, 2584).

Pères de famille (p. 2583).

Sécurité sociale :

- Caisse nationale des allocations familiales (p. 2583) ;
- prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2583, 2584).

- Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- citoyenneté européenne (p. 2941) ;
- Conseil européen de Corfou : Livre blanc sur la croissance (p. 2942) ;
- Europe sociale (p. 2941) ;
- Parlement européen (p. 2940).

Eau : normes (p. 2940).

Emploi : chômage (p. 2940, 2941).

Environnement : déchets : circulation (p. 2940, 2941).

- Proposition de loi tendant à fixer les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) (n° 1277).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [24 juin 1994] :

Article unique *(dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) :*

- *défavorable* (p. 3532).

Constitution : domaine réglementaire (p. 3532).

Environnement : associations (p. 3532).

- Communications hebdomadaires du Gouvernement :

- politique de la France à l'égard de l'Algérie [11 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Algérie : politique économique et sociale ; terrorisme ; retour à la démocratie (p. 5237, 5238).

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 5237).

France : rôle ; assistance financière (p. 5237, 5238).

- Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Emploi : emplois familiaux et de proximité (p. 5306, 5307).

Environnement (p. 5306).

Impôts et taxes :
- justice sociale (p. 5306, 5307) ;
- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 5306).

Politique économique : consommation et pouvoir d'achat (p. 5306).

Deuxième partie :

Environnement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Bruit (p. 5852).

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 5852).

Déchets :
- décharges (p. 5851, 5852) ;
- importations de déchets et déchets industriels (p. 5852).

« Ecocitoyenneté » (p. 5851).

Energie : énergie nucléaire : Superphénix, sûreté nucléaire (p. 5848 à 5851).

Impôts et taxes :
- taxe sur la mise en décharge des déchets (p. 5852) ;
- taxe sur les émissions de gaz carbonique (p. 5851).

Ministère de l'environnement :
- crédits (p. 5851) ;
- directions régionales de l'environnement (p. 5851).

Organismes et structures :
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 5851) ;
- fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 5851).

Transports : rééquilibrage rail-route (p. 5852).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Départements : Deux-Sèvres : secteur cunicole (p. 6177).

– Projet de loi portant réforme de l'organisation de la Cour de cassation (n° 1571).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 novembre 1994] (p. 7331) :

Délinquance et criminalité : inceste.

Lois : loi n° 89-487 du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance : article 16.

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 décembre 1994] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 8237, 8249) : rejetée (p. 8250).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : haies (p. 8244).

Animaux (p. 8243).

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8238, 8239, 8242, 8250).

Conseil constitutionnel (p. 8238, 8250).

Cours d'eau, étangs et lacs : Loire (p. 8244).

Déchets :
- décharges (p. 8244) ;
- déchets industriels (p. 8237 à 8239) ;
- déchets ménagers (p. 8238, 8240).

Eau : qualité et tarification ; service public de l'eau ; stations d'épuration (p. 8238, 8241, 8244, 8250).

Energie :
- énergie nucléaire (p. 8244) ;
- essence sans plomb (p. 8244).

Impôts et taxes :
- taxe sur les déchets (p. 8239) ;
- taxe sur les parkings (p. 8242).

Organismes et structures :
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 8239) ;
- associations de protection de l'environnement : agrément administratif et rôle (p. 8242, 8243) ;
- Fonds de gestion de l'espace rural (p. 8242).

Paysages : enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques (p. 8244).

Publicité : affichage (p. 8244).

Services publics : délégations (p. 8239, 8240).

Urbanisme : P.O.S. et Z.A.C. (p. 8243).

Discussion des articles [6 et 9 décembre 1994] :

Après l'article 1er :

– *son* amendement n° 303 rectifié soutenu par M. Pierre Ducout (service public communal de la distribution et de l'assainissement de l'eau, de la collecte et de l'élimination des déchets ménagers) (p. 8309) : rejeté (p. 8312).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 307 soutenu par M. Pierre Ducout (transparence de l'indemnisation amiable du préjudice subi par la partie civile) : rejeté (p. 8345).

Après l'article 47 :

– *son* sous-amendement n° 471 soutenu par M. Pierre Ducout (autorisation préalable du maire pour l'implantation des pylones électriques ou téléphoniques) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (enfouissement des réseaux électriques) (p. 8649) : devenu sans objet (p. 8650).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 307 soutenu par M. Claude Bartolone (prescription en matière d'inceste) : adopté (p. 8850).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [23 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail (p. 9677).

Collectivités locales :
- services publics : délégations (p. 9676) ;
- transactions foncières (p. 9676).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 9676, 9677).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 9676).

Justice (p. 9676).

Lois : loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 9676, 9677).

Vote contre du groupe socialiste (p. 9677).

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 11.*

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 3.*

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 8.*

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Commission mixte paritaire :

Voir *proposition de loi n° 1693 relative aux délégations de service public, commission mixte paritaire : article 9.*

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Commission mixte paritaire :

Ses explications de vote [23 décembre 1994] (p. 9680) :

Elus : statut : patrimoine : publication.

Lois : loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Vote contre du groupe socialiste (p. 9681).

ROYER (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire

(1re circonscription)

République et Liberté

Président du groupe République et Liberté.

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Economie : services financiers, Imprimerie nationale, monnaies et médailles) [13 avril 1994].

Membre de la commission d'enquête sur le Crédit lyonnais [*J.O.* du 4 mai 1994] (p. 6516).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 mai 1994] (p. 6648).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 16 : Services financiers, monnaies et médailles (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions applicables en matière d'**urbanisme commercial (n° 1873)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à **assainir** les règles de **concurrence dans le domaine commercial (n° 1874)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Sécurité : îlotage : effectifs de personnel ; périodes nocturnes [2 novembre 1994] (p. 6327).

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes après le contrat d'insertion professionnelle [5 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Communes : Tours (p. 524, 525).

Emploi : conttats emploi-solidarité (p. 525).

Entreprises : charges fiscales et sociales : allégement (p. 525).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *ses observations* (p. 4534).

Finances publiques : F.D.E.S.

Moyens de paiement : masse monétaire.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Collectivités locales :

– Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 5337) ;

– grandes villes (p. 5336, 5337) ;

– investissements (p. 5337, 5338).

Communautés européennes et Union européenne : Commission et recommandation sur les déficits publics (p. 5336).

Communes : Tours (p. 5336 à 5338).

Emploi : création et politique de l'emploi (p. 5336, 5337).

Entreprises : charges (p. 5336).

Equipement et grands travaux (p. 5338).

Finances publiques : généralités (p. 5336).

Fonctionnaires et agenrs publics (p. 5337).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5337).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5337).

Deuxième partie :

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les services financiers et pour le budget annexe des monnaies et médailles [16 novembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne (p. 6918).

Douanes (p. 6918).

Drogue et blanchiment de l'argent (p. 6918).

Finances publiques : fonds de concours (p. 6918, 6919).

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 6918).

Imprimerie nationale (p. 6919).

Marchés financiers (p. 6918).

Ministère de l'économie et des finances : modernisation et réorganisation (p. 6918).

Parlement (p. 6918, 6919).

Après l'article 61 :

– *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (annexe au projet de loi de finances donnant une évaluation des fonds de concours pour les services financiers et précisant la destination de leurs crédits par chapitre et par article) (p. 6963 à 6966) : rejeté (p. 6966) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 274 de M. Charles de Courson (extension à l'ensemble des fonds de concours) à l'amendement n° 97 de la commission (p. 6966).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Article 22 *(actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'assurance chômage) :*

– *ses observations* (p. 8725).

Communes : Tours.

Article 23 *(aide à l'embauche de bénéficiaires du R.M.I. par les entreprises : art. L. 322-4-18 du code du travail) :*

– *ses observations* (p. 8741).

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime

(7e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Avenir des ports du Havre et de Marseille : entreprises de manutention : emploi et activité [29 juin 1994] (p. 3811, 3812).

– Compagnie générale maritime : pertes financières ; activités en Extrême-Orient : suppression [26 octobre 1994] (p. 6076).

INTERVENTIONS

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothécaire (p. 1721).

Collectivités locales (p. 1722).

Domanialité publique :

– droit réel (p. 1721) ;

– occupation temporaire (p. 1721, 1722) ;

– protection (p. 1721).

Lois : loi n° 65-491 du 29 juin 1965 sur les ports autonomes (p. 1722).

Mer et littoral : ports :

– Le Havre (p. 1722) ;

– ports autonomes (p. 1722, 1723).

Transports : Voies navigables de France (p. 1722).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 336 : non soutenu (p. 4496).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Universités : universités du Havre et de Rouen, d'Alençon (p. 5754).

S

SAINT-ELLIER (Francis)

Député du Calvados

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (industrie, postes et télécommunications, commerce extérieur : commerce extérieur) [25 mai 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348) [19 octobre 1994] (p. 14927).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Francis Galizi sur la proposition de règlement (CE) du Conseil déterminant les cas dans lesquels une franchise de droits à l'importation ou de droits à l'exportation est accordée (COM (94) 232 final n° E-275) (n° 1767) [15 décembre 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XIII : **Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur : commerce extérieur (n° 1565)** [5 octobre 1994].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi (n° 1348)** relatif à la **sécurité et à la modernisation des transports (n° 1644)** [8 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1767) de M. Francis Galizi sur la **proposition de règlement (CE) du Conseil déterminant les cas dans lesquels une franchise de droits à l'importation ou de droits à l'exportation est accordée** (COM (94) 232 final n° 275) **(n° 1844)** [21 décembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 548**, posée le 29 novembre 1994 : **délinquance juvénile** (p. 7877). Appelée le 1er décembre 1994 : infractions contre les biens et les personnes : répression ; mineurs de moins de seize ans ; inadaptation du code pénal (p. 7992).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [24 juin 1994] :

Avant l'article 14 :

– *son* sous-amendement n° 109 soutenu par M. René Beaumont (association des groupements dotés de compétences en matière de logement) à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3605) : adopté (p. 3606) ;

– *son* sous-amendement n° 108 rectifié soutenu par M. René Beaumont (association des groupements de communes à l'élaboration du plan départemental) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3605) : adopté (p. 3606).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales :

– coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4335) ;

– élections et référendum consultatif (p. 4335).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4335).

Départements : Calvados (p. 4335).

Enseignement supérieur (p. 4335).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4335).

Logement et habitat (p. 4335).

Lois : loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (p. 4335).

Régions : Ile-de-France (p. 4335).

Ville : politique de la ville (p. 4335, 4336).

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 525 : non soutenu (p. 4733).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Après l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 360 soutenu par M. Jean-Jacques Delmas (élection de représentants des communes au sein des groupements à fiscalité propre) : retiré (p. 8065).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Questions* [20 octobre 1994] :

Recherche : recherche fondamentale : projet Soleil (p. 5757).

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production pour les postes et télécommunications, suppléant *Saillard (Claude).* Rapporteur pour avis de la commission de la production pour le commerce extérieur [24 octobre 1994] :

Commerce extérieur :

– balance commerciale française ; présence en Asie (p. 5898, 5899) ;

– négociation et accords du G.A.T.T. (p. 5898) ;

– Organisation mondiale du commerce (p. 5898) ;

– services et organismes français de promotion (p. 5899).

Ministère : crédits du commerce extérieur (p. 5899).

Postes et télécommunications :

– France Télécom : endettement ; capital : ouverture (p. 5892, 5893) ;

– La Poste : comptes de chèques postaux et livrets d'épargne : rémunération (p. 5892) ;

– La Poste : T.V.A. et taxe sur les salaires (p. 5892) ;

– La Poste et France Télécom : statut, missions et situation financière (p. 5892) ;

– télécommunications : tarifs ; réseaux (p. 5892, 5893).

Service national : service national en entreprise (p. 5899).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Rapporteur pour avis de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 novembre 1994] :

Aéroports (p. 7142).

Jeunes (p. 7142).

Police de la route et sécurité routière :

- automobiles : contrôle technique (p. 7142) ;
- limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse (p. 7142, 7143) ;
- routes (p. 7142) ;
- sécurité (p. 7142).

Transports maritimes et « pavillon Kerguelen » (p. 7142).

Transports routiers (p. 7142).

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *son* amendement n° 61 (abaissement du seuil d'infraction dans les agglomérations) : devenu sans objet (p. 7180).

Article 14 *(délit de manipulation du limiteur de vitesse : art. L. 9-1 du code de la route) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 30 corrigé de la commission (engagement de la responsabilité pénale du préposé ayant agi « de sa propre initiative ») (p. 7197).

Article 26 *(délégation de transports scolaires) :*

– *soutient* l'amendement n° 55 de la commission de la production (de suppression) (p. 7207) : adopté (p. 7208).

Article 27 *(conditions d'immatriculation au registre des T.A.A.F.) :*

– *soutient* l'amendement n° 56 de la commission de la production (de précision) : adopté (p. 7209) ;

– *soutient* l'amendement n° 57 de la commission de la production (de précision) : adopté (p. 7210).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– autoroutes de l'information [13 décembre 1994] :

Son intervention (p. 8953).

Principaux thèmes développés :

Aménagement du territoire (p. 8953).

Commerce extérieur : sociétés transnationales et situations monopolistiques (p. 8954).

Espace : satellites de communication (p. 8954).

Informatique et information (p. 8954).

Politique économique et sociale : entreprises et société française : besoin (p. 8954)

Télécommunications : réseau Internet (p. 8954).

SAINT-SERNIN (Frédéric de)

Député de la Dordogne

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 26 mai 1994] (p. 7637).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la famille (n° 1201) [*J.O.* du 25 juin 1994] (p. 9246).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Immigration clandestine : prévention et contrôle [22 juin 1994] (p. 3344).

– Cotisations sociales des entreprises : paiement ; date d'exigibilité [14 décembre 1994] (p. 9058, 9059).

orales sans débat :

– n° 406, posée le 30 mai 1994 : **programme d'orientation pour l'artisanat** (p. 2463). Appelée le 2 juin 1994 : structure du commerce et de l'artisanat : débat au parlement (p. 2541 à 2543).

INTERVENTIONS

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 (n° 1055).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 avril 1994] :

Assemblée nationale : délégation pour les Communautés européennes (p. 1281, 1282).

Communautés européennes et Union européenne : droit communautaire dérivé (p. 1282).

Constitution : article 88-4 :

- champ d'application : actes communautaires et actes de l'Union européenne (p. 1282) ;
- mise en œuvre : documents communautaires : délais de transmission (p. 1282).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 1282).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1894) :

Agroalimentaire.

Aménagement rural : zones de montagne.

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce.

Communautés européennes et Union européenne :

- politique agricole commune ;
- préférence communautaire.

Etats-Unis.

Exploitants agricoles : pluriactivité.

Lois : loi d'orientation agricole.

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2602) :

Allocation « de libre choix » et salaire parental.

Constitution : articles 34, 37 et 40.

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil.

Démographie :

- divorces ;
- natalité.

Femmes : insertion professionnelle.

Historique, rôle, situation et politique familiale.

Personnes âgées.

Travail : travail à temps partiel.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : crédits (p. 5813).

Organismes et structures :

- comités interministériels pour l'aménagement du territoire (p. 5814) ;
- fonds d'investissement des voies terrestres et des voies navigables (p. 5813) ;
- fonds de péréquation des transports aériens (p. 5813) ;
- fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5814).

Services publics : maintien en milieu rural (p. 5814).

Transports : rail (p. 5814).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 6514).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports ferroviaires : lignes Périgueux-Bordeaux et Périgueux-Limoges (p. 6763).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7485) :

Aménagement du territoire : généralités.

B.A.P.S.A. :

- pensions de réversion ;
- retraites et préretraites.

Discussion des articles [6 novembre 1994] :

Article 24 *(opérations d'aménagement foncier liées à la réalisation de grandes infrastructures ; prohibition des abattages intempestifs d'arbres lors des remembrements) :*

– *soutient* l'amendement n° 556 rectifié de M. François Roussel (modes de réparation lors de l'implantation de grands ouvrages publics) : rejeté (p. 7643).

SALLES (Rudy)

Député des Alpes-Maritimes

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Inondations : inondations du sud de la France : lutte et prévention ; aides de l'Etat [9 novembre 1994] (p. 6658, 6659).

orales sans débat :

– n° 569, posée le 6 décembre 1994 : **accueil des gens du voyage dans les communes de plus de 5 000 habitants** (p. 8368, 8369). Appelée le 8 décembre 1994 : stationnement : politique et réglementation (p. 8487, 8488).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 5007).

Communes : Nice (p. 5006, 5007).

Délinquance et criminalité : évolution (p. 5006).

Police : police municipale (p. 5007).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 5007).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Questions* [28 octobre 1994] :

Assemblée nationale : retransmission des débats (p. 6288).

Télévision : France 3 : France 3 Côte d'Azur (p. 6286).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Départements : Alpes-Maritimes (p. 6564).

SANTINI (André)

Député des Hauts-de-Seine

(10e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une filière de l'**animation socio-éducative et socio-culturelle de la fonction publique territoriale (n° 943)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les **collectivités locales des impôts locaux supportés par La Poste et France Télécom (n° 1051)** [24 mars 1994].

Rapport d'information fait au nom de la commission de la production et des échanges sur les conséquences économiques de l'**accord de libre-échange nord-américain (n° 1270)** [24 mai 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9 juillet 1994] :

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 563 (représentants du Conseil national des villes) : devenu sans objet (p. 4433).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 567 soutenu par M. Pierre Lellouche (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4444).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Après l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 486 : non soutenu (p. 8065).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 18 : non soutenu (p. 9219).

SARKOZY (Nicolas)

Ministre du budget, porte-parole du Gouvernement

Chargé, à titre provisoire d'exercer les fonctions de ministre de la communication. Décret du 19 juillet 1994 [*J.O.* du 20 juillet 1994] (p. 10448) :

DEPOTS

Projet de loi complétant le **code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085)** [13 avril 1994].

Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) [22 septembre 1994].

Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716) [23 novembre 1994].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1993 (n° 1842)** [21 décembre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– *Gaymard (Hervé)* : relations entre banques et entreprises : prêts aux entreprises : taux d'intérêts ; accès au crédit ; remboursement anticipé de créances de T.V.A. [4 mai 1994] (p. 1431).

– *Bégault (Jean)* : situation de l'horticulture française : T.V.A. [18 mai 1994] (p. 1851, 1852).

– *Méthot (Philippe)* : rééchelonnement des arriérés fiscaux de l'O.M. [1er juin 1994] (p. 2475, 2476).

– *Dominati (Laurant) (n° 414)* : ministère du budget : patrimoine immobilier : gestion [2 juin 1994] (p. 2543, 2544).

– *Fauchoit (Régis)* : déréglementation sur le marché de l'automobile : concurrence déloyale : réseaux de distribution parallèles ; taxes parafiscales [22 juin 1994] (p. 3342).

– *Froment (Bernard de)* : loyers payés aux communes pour les gendarmeries : gendarmerie : casernes : loyers versés par l'Etat aux communes : calcul ; travaux ; éligibilité au F.C.T.V.A. [22 juin 1994] (p. 3346).

– *Myard (Jacques)* : institution des courses : concurrence de la « Française des jeux » [22 juin 1994] (p. 3346, 3347).

– *Vissac (Claude)* : taxe professionnelle : taux ; entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs [5 octobre 1994] (p. 4908, 4909).

– *Zeller (Adrien)* : cinquième réseau hertzien : chaîne du « savoir » : réception des émissions [5 octobre 1994] (p. 4916, 4917).

– *Migaud (Didier)* : loi de finances pour 1995 : politique budgétaire [12 octobre 1994] (p. 5317, 5318).

– *Mlossec (Charles)* : hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers : montant ; modulation selon les régions [12 octobre 1994] (p. 5323).

– *Boutin (Christine)* : taxes sur certains services télématiques et téléphoniques : taxe sur les messageries pornographiques : politique et réglementation [19 octobre 1994] (p. 5681, 5682).

– *Poniatowski (Ladislas)* : grève à Radio France et R.F.I. : grève d'octobre 1994 : salaires des journalistes ; service minimum [26 octobre 1994] (p. 6068, 6069).

– *Péricard (Michel)* : service public de l'audiovisuel : Radio France : grève d'octobre 1994 : salaires des journalistes [26 octobre 1994] (p. 6073, 6074).

– *Rosselot (Jean)* : taxe professionnelle : taux : grandes entreprises exportatrices [26 octobre 1994] (p. 6077).

– *Pascallon (Pierre)* : aides à la presse d'opinion : aides de l'Etat : T.V.A. : taux zéro [2 novembre 1994] (p. 6330, 6331).

– *Baur (Charles)* : biocarburants : défiscalisation [16 novembre 1994] (p. 6941, 6942).

– *Decagny (Jean-Claude)* : marché d'entreprises de travaux publics : F.C.T.V.A. : dépenses éligibles : rénovation des lycées [14 décembre 1994] (p. 9067).

– *Le Nay (Jacques)* : T.V.A. sur l'horticulture et la sylviculture : application du taux réduit [21 décembre 1994] (p. 9482).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales (n° 1122).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Comité des finances locales (p. 1700 à 1703).

Compétences et dépenses (p. 1700).

Comptabilité :

– information et transparence budgétaires (p. 1700) ;
– plan comptable général (p. 1700).

Comptabilité réforme :

– amortissement (p. 1702) ;
– communes de moins de 3 500 habitants (p. 1701) ;
– communes de 3 500 habitants et plus (p. 1701, 1702) ;
– coût : plafonnement (p. 1702) ;
– instructions M 11, M 12 et M 14 (p. 1700, 1701, 1702, 1703) ;
– investissements : autofinancement (p. 1702) ;
– provisions (p. 1702) ;
– rattachement des charges et des produits (p. 1702).

Départements (p. 1701).

Hôpitaux (p. 1701).

Juridictions administratives : décisions : exécution (p. 1703).

Logement et habitat : H.L.M. (p. 1701).

Lois : loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public (p. 1703).

Régions (p. 1701).

Services publics industriels et commerciaux (p. 1701).

Discussion des articles [16 mai 1994] :

Article 5 *(provisions pour garanties d'emprunt) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1711).

Article 8 *(ordres de réquisition adressés aux comptables locaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1711).

Article 11 *(conséquences budgétaires de la réforme de la comptabilité communale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1712).

Article 12 *(entrée en vigueur de la loi) :*

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1712) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1713) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jacques Floch (consultation du comité des finances locales sur les actions d'information et de formation relatives à la nouvelle comptabilité communale) (p. 1713).

– Projet de loi complétant le code du domaine de l'Etat et relatif à la constitution de droits réels sur le domaine public (n° 1085).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Banques et établissements financiers : crédit-bail et crédit hypothécaire (p. 1715).

Domanialité publique :

– droit réel (p. 1714, 1715) ;
– occupation temporaire (p. 1714) ;
– protection (p. 1714) ;
– rapport Querrien (p. 1714) ;
– utilisation économique (p. 1714).

Enseignement supérieur : résidences universitaires (p. 1714).

Mer et littoral : ports :

– ports autonomes (p. 1714, 1722) ;
– ports fluviaux (p. 1722).

Discussion des articles [16 mai 1994] :

Article 1er *(constitution d'un droit réel sur le domaine public artificiel de l'Etat et des établissements publics de l'Etat : art. L. 34-1 à L. 34-9 du code du domaine de l'Etat) :*

Article L. 34-1 (conditions d'attribution d'un droit réel) :

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1727) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Jacques Floch (suppression de l'attribution des prérogatives et obligations du propriétaire) (p. 1727) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Yves Marchand (suppression de la durée maximale de l'autorisation) (p. 1728) ;

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (reconduction de l'autorisation au-delà de soixante-dix ans non constitutive de droits réels) (p. 1728).

Article L. 34-2 (conditions de cession des ouvrages et d'exercices du droit d'hypothèque) :

– *défavorable* à l'amendement n° 36 de M. Yves Marchand (suppression de l'agrément en cas de mesures conservatoires ou d'exécution exercées par les créanciers chirographaires) (p. 1729) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Daniel Colliard (avis conforme de la collectivité locale concernée pour la cession des ouvrages) (p. 1729) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Yves Marchand (champ de la garantie hypothécaire) (p. 1729) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 corrigé de M. Jacques Floch (conformité des travaux financés par l'emprunt hypothécaire avec l'affectation de la dépendance domaniale) (p. 1729) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1730).

Article L. 34-3 (fin de l'autorisation constitutive de droits réels) :

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Jacques Floch (suppression des conditions de maintien en l'état des ouvrages à l'issue du titre d'occupation) (p. 1730) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. Yves Marchand (suppression de la durée maximale de l'autorisation) (p. 1730) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Jacques Floch (remise en état des ouvrages aux frais du titulaire de l'autorisation et suppression de son indemnisation en cas de retrait de l'autorisation avant terme) (p. 1730) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1731).

Article L. 34-4 (décision de l'Etat pour la reconnaissance d'un droit réel sur les ouvrages nécessaires à la continuité du service public) :

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Yves Marchand (de suppression) (p. 1731) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (limitation à l'attribution de l'autorisation constitutive) (p. 1731).

Article L. 34-5 (conventions d'occupation du domaine public) :

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Jacques Floch (annexion du cahier des charges de ces conventions aux contrats de crédit-bail ou de crédit hypothécaire) (p. 1732).

Article L. 34-6 (exclusion du domaine public naturel) :

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 1732).

Article L. 34-7 (décrets d'application) :

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 1732) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 16 de M. Daniel Colliard (information, consultation et « codécision » des collectivités locales) (p. 1732) ;

– ses observations sur le sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Balligand (suppression de la « codécision ») à l'amendement n° 16 de M. Daniel Colliard (p. 1733).

Article L. 34-8 (contrats de crédit-bail) :

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Yves Marchand (suppression de l'agrément de l'Etat) (p. 1733) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (exclusion du financement des infrastructures publiques ; agrément pour les organismes sous le contrôle de l'Etat ; absence d'agrément pour les investissements privés des investisseurs privés) (p. 1734) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 33 du Gouvernement (motifs des refus d'agrément) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1733) : adopté (p. 1734).

Article L. 34-9 (domaine public des établissements publics) :

– *défavorable* à l'amendement n° 17 deuxième correction de M. Daniel Colliard (schéma d'aménagement pour la mise en œuvre de l'occupation constitutive de droits réels avec avis conforme de la commune et de l'établissement portuaire) (p. 1734).

Après l'article 1er :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (de coordination avec l'article 35 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977) (p. 1735).

Article 2 *(dispositions transitoires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (extension du champ de la loi aux modifications substantielles des ouvrages existants par le permissionnaire ou le concessionnaire et rédactionnel) (p. 1735).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 43 de M. Yves Marchand (réglementation de la gestion des espaces portuaires dans la loi de finances pour 1995) (p. 1735).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 21 *(suppression de la profession de comptable agréé) :*

– *favorable* aux amendements nos 53 et 54 de la commission (de coordination) (p. 3169).

Article 22 *(missions de l'expert comptable) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 55 de la commission (exercice de la profession d'expert-comptable selon les normes définies par le conseil supérieur de l'ordre) (p. 3170).

Article 23 *(conditions d'accès à la profession) :*

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 3170).

Article 24 *(experts-comptables stagiaires) :*

– *favorable* aux amendements nos 57 et 58 de la commission (rédactionnels) (p. 3171) ;

Article 25 *(experts-comptables stagiaires autorisés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (commissions statuant sur l'inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables stagiaires autorisés à exercer après le 1er janvier 1990) (p. 3171) ;

– *favorable* à l'amendement n° 60 de la commission (commissions statuant sur l'inscription au tableau de l'ordre des anciens experts-comptables stagiaires autorisés ayant atteint après le 1er janvier 1990 la date limite des prorogations) (p. 3171).

Article 26 *(exercice de la profession sous forme de société) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 61 de la commission (exclusion de la société en commandite par actions) (p. 3172) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (parts du capital et des droits de vote détenus par les experts-comptables) (p. 3173) ;

– *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) (p. 3173) ;

– *favorable* à l'amendement n° 64 de la commission (suppression de l'agrément par les porteurs de parts de tout nouvel associé et renvoi au droit commun des S.A.R.L.) (p. 3173) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de la commission (suppression de la référence aux fondés de pouvoir) (p. 3173) ;

– *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (réduction des trois-quarts à la moitié du nombre des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance devant être des experts-comptables membres de la société) (p. 3174) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 67 de la commission (suppression de l'obligation de communication annuelle de la liste des associés au conseil de l'ordre) (p. 3174) ;

– *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (obligation faite au salarié d'occuper un emploi effectif dans la société pour être nommé au conseil d'administration ou de surveillance) (p. 3174) ;

– *favorable* aux amendements nos 69 et 70 de la commission (rédactionnels) (p. 3174).

Après l'article 26 :

– *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (souscription obligatoire par les experts-comptables d'un contrat d'assurance de responsabilité civile) rectifié (modification rédactionnelle) (p. 3175).

Article 28 *(modes d'exercice de la profession et responsabilité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 162 de M. Gérard Trémège (travaux assortis de la signature de l'expert-comptable et du visa ou de la signature sociale) (p. 3175).

Article 29 *(protection du titre de comptable agréé) :*

– *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (prise en compte de l'unification de la profession d'expert-comptable et référence au nouveau code pénal) (p. 3176) ;

– *favorable* aux amendements nos 76 et 74 de la commission (rédactionnels) (p. 3176).

Article 30 *(incompatibilités) :*

– *favorable* aux amendements nos 75 et 77 de la commission (rédactionnels) (p. 3176).

Article 32 *(conditions d'accès des ressortissants non communautaires à la profession) :*

– *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (extension aux ressortissants de la Communauté européenne titulaires d'un diplôme délivré par un pays tiers) (p. 3177).

Article 33 *(fusion des tableaux, adaptation des statuts et abrogations) :*

– *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 3177) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de cinq à deux ans du délai accordé aux sociétés d'expertise comptable pour la mise en conformité de leurs statuts) (p. 3178) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Louis Pierna soutenu par M. Patrick Braouezec (suppression du paragraphe III) (p. 3178) ;

– *favorable* à l'amendement n° 80 de la commission (abrogations de dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945) (p. 3178) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 109 de M. Gilbert Gantier et 148 de M. Augustin Bonrepaux et à l'amendement n° 81 de la commission (maintien en vigueur du troisième alinéa de l'article 72 III du code général des impôts) (p. 3178).

Après l'article 33 :

– *favorable* à l'amendement n° 82 de la commission (modification de l'intitulé de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 en conséquence de la suppression de la profession de comptable agréé) (p. 3179).

Article 34 *(extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierrre Brard soutenu par M. Patrick Braouezec (monopole de la fabrication des tabacs attribué à la SEITA en France métropolitaine et contrôle du comité central d'entreprise de cette société sur les contrats d'importation) (p. 3180).

Article 36 *(abrogation du précédent régime économique des tabacs en Corse) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard soutenu par M. Patrick Braouezec (de suppression) (p. 3180).

Article 37 *(extension au tabac fine coupe du droit de consommation, en Corse et dans les départements d'outre-mer) :*

– *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (ajout des tabacs fine coupe dans la liste de l'article 268 du code des douanes énumérant les produits du tabac destinés à être consommés dans les départements d'outre-mer) (p. 3181) ;

– *favorable* à l'amendement n° 84 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 3181).

Article 39 *(relèvement de la limite de l'amortissement des véhicules de tourisme fiscalement déductible) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Augustin Bontepaux (de suppression) (p. 3182).

Après l'article 39 :

– *favorable* à l'amendement n° 85 de la commission (régime d'imposition des plus-values constatées lors de la conversion d'obligations en actions) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 3183) ;

– *favorable* à l'amendement n° 164 de M. Michel Jacquemin (extension de la déduction du revenu imposable des cotisations ou primes versées par les entrepreneurs individuels au titre de régimes facultatifs de retraite) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 3183) ;

– *favorable* à l'amendement n° 130 de M. Philippe Auberger (maintien de l'avantage fiscal au titre de l'investissement locatif pour les propriétaires n'ayant pas fait connaître leur engagement de louer pendant six ans s'ils peuvent produire un bail écrit portant sur la même durée) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 3183).

Après l'article 43 :

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 86 rectifié de la commission et 112 de M. Gilbert Gantier (réduction d'impôt de 15 p. 100 au titre de l'investissement locatif en cas de location à un membre de la famille) (p. 3184) ;

– *favorable* à l'amendement n° 179 rectifié de M. Yves Fréville (exonération des droits de mutation sur les immeubles bâtis cédés par des communes à des communautés de communes compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 3185) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 87 rectifié de la commission et 118 de M. Gilbert Gantier (prorogation du dispositif temporaire d'exonération des droits de mutation à titre gratuit en faveur des immeubles acquis neufs ou en état futur d'achèvement) (p. 3185, 3186) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (extension de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit aux monuments historiques ouverts au public détenus par l'intermédiaire d'une société civile immobilière, compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3186) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 3187) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 192 du Gouvernement (parts de la société devant rester la propriété de ses fondateurs ou de leurs descendants) à l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (p. 3186) : adopté (p. 3187) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 193 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (p. 3186) : adopté (p. 3187) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 94 de la commission et 119 de M. Gilbert Gantier (prorogation du dispositif d'exonération des plus-values de cessions de titres d'O.P.C.V.M. réinvesties dans l'investissement immobilier, compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) ; les rectifie (suppression du gage) (p. 3185 à 3187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Jacques Barrot (exonération fiscale des rappels de traitement accordés aux fonctionnaires d'Afrique du Nord) (p. 3187, 3188) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (extension aux S.C.P.I. d'habitation locative de l'exonération des plus-values de cession en provenance de certains O.P.C.V.M.) (p. 3188).

Son intervention : reprise de la discussion à quinze heures en présence du ministre de l'économie (p. 3188).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Ses interventions (p. 5079, 5102).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes et Union européenne : T.V.A. et P.O.S.E.I. (programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité) (p. 5080, 5102, 5103).

Corse :

– assemblée territoriale (p. 5079, 5080) ;

– collectivité de Corse : accroissement des ressources financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers, droits sur les navires de plaisance et taxe sur l'électricité (p. 5080) ;

– investissements : défiscalisation : « loi Pons » et code des investissements (p. 5103) ;

– spécificité (p. 5079, 5080).

Délinquance et criminalité : blanchiment de l'argent (p. 5103).

Gouvernement : politique à l'égard de la Corse (p. 5079, 5080).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe professionnelle : exonérations et compensations (p. 5080).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : successions (p. 5080).

Impôt sur les sociétés : exonération (p. 5080).

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Avant le titre Ier :

– *favorable* à l'amendement n° 27 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (statut fiscal et publication de ses dispositions par le Gouvernement) (p. 5093).

Article 1er *(exonération de taxe professionnelle) :*

– *ses observations* sur les amendements n°s 9 de M. Emile Zuccarelli et 22 de M. Jean-Paul de Rocca-Serra (abattement de 50 p. 100 appliqué aux bases de l'ensemble des parts de la taxe professionnelle) (p. 5096) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Julien Dray (réduction de 60 p. 100 des taux de l'ensemble des parts de la taxe professionnelle) (p. 5096) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de M. Julien Dray (non-prise en compte des salaires dans les bases communales de taxe professionnelle et réduction de celles-ci de 25 p. 100) (p. 5096) ;

– *soutient* l'amendement n° 28 du Gouvernement (compensation de la suppression de la part départementale de la taxe professionnelle par l'attribution aux départements de 1,5 p. 100 de la recette de la taxe intérieure sur les produits pétroliers mis à la consommation en Corse) : adopté (p. 5096).

Après l'article 1er :

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (actions menées par E.D.F. en contrepartie de l'exonération de taxe professionnelle) (p. 5097).

Article 2 *(exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 10 de M. Emile Zuccarelli (limitation aux terres exploitées) (p. 5098) ;

– *soutient* l'amendement n° 29 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 5098).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Julien Dray (déduction d'impôt pour investissement) (p. 5099) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Julien Dray (réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 p. 100 des apports en numéraire aux entreprises nouvelles) (p. 5099) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 rectifié de M. Emile Zuccarelli (défiscalisation des bénéfices réinvestis dans la recherche scientifique) (p. 5099).

Article 5 *(transfert des droits de francisation et de passeport des navires ayant leur port d'attache en Corse) :*

– *soutient* l'amendement n° 31 du Gouvernement (taux du droit compris entre 50 et 90 p. 100 du tarif prévu) : adopté (p. 5100).

Article 6 *(institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 3 de la commission des lois, 7 de la commission et 12 de M. Emile Zuccarelli (de suppression) (p. 5101).

Avant l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (abattement spécifique sur les mutations à titre gratuit) (p. 5102).

Titre :

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission des lois (projet de loi portant statut fiscal de la Corse) (p. 5102).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [11 et 12 octobre 1994] :

Ses interventions (p. 5246, 5356).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 5270).

Principaux thèmes développés :

Agriculture :
- B.A.P.S.A. (p. 5249, 5362) ;
- horticulture : T.V.A. (p. 5361, 5362).

Chômage :
- niveau (p. 5363) ;
- U.N.E.D.I.C. (p. 5249).

Collectivités locales :
- concours de l'Etat (p. 5248, 5359) ;
- pression fiscale (p. 5358).

Commerce extérieur (p. 5359).

Communautés européennes et Union européenne : Maastricht, monnaie unique et texte publié par la démocratie chrétienne allemande (p. 5365).

Décentralisation (p. 5250, 5360).

Défense (p. 5249).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5357).

Emploi :
- création et politique de l'emploi (p. 5248, 5250, 5251, 5358) ;
- emplois familiaux et de proximité (p. 5250, 5365).

Enseignement (p. 5250, 5251).

Entreprises : charges (p. 5360).

Famille : fiscalité (p. 5365).

Finances publiques :
- débat budgétaire et nomenclature (p. 5357, 5362) ;
- déficits budgétaire et sociaux (p. 5246 à 5248, 5357, 5362) ;
- dépenses (p. 5248, 5249) ;
- dette publique (p. 5247) ;
- loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5248, 5249, 5362) ;
- prévision quinquennale pour la protection sociale et pour les collectivités locales (p. 5358, 5359) ;
- services votés : remise en cause (p. 5249).

Fonctionnaires et agents publics (p. 5248, 5249, 5363, 5364).

Gouvernements précédents : héritage et débudgétisations (p. 5246, 5247).

Impôts et taxes :
- taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 5250, 5362) ;
- taxe sur les salaires (p. 5250, 5251).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5249 à 5251, 5359, 5360, 5363, 5365).

Impôt sur le revenu (p. 5364 à 5366).

Industrie : Bull (p. 5361).

Jeunes et consultation à l'initiative du Gouvernement (p. 5361, 5366).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5251).

Parlement :
- information par le Gouvernement (p. 5364) ;
- rôle (p. 5366).

Partis et mouvements politiques :
- « gaullisme » (p. 5366) ;
- majorité (p. 5360).

Politique économique :
- consommation et pouvoir d'achat (p. 5358) ;
- croissance et prévisions (p. 5357, 5358) ;
- environnement international (p. 5362, 5363) ;
- inflation (p. 5363).

Politique générale : humanisme (p. 5362).

Retraites : fonds de solidarité vieillesse et préretraites (p. 5249, 5358).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5251, 5360, 5363, 5365, 5366).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 5248, 5360).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Brard (Jean-Pierre)* demandant la réunion de la commission des finances pour étudier une note de la direction de la prévision sur l'aggravation du déficit budgétaire (p. 5256).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Malvy (Martin)* demandant la vérification du quorum sur l'exception d'irrecevabilité soulevée à l'encontre du projet de loi de finances pour 1995 (p. 5270).

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 242 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (revalorisation des tranches du barème de 1,7 p. 100 et non de 1,4 p. 100) (p. 5374) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 300 de M. Louis Pierna (porte les taux de 50 et 56,8 p. 100 à respectivement 60 et 65 p. 100) à l'amendement n° 242 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (p. 5374) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 289 de M. Louis Pierna (nouveau barème avec un taux marginal de 70 p. 100, surtaxe sur les revenus du capital et suppression de l'avoir fiscal) (p. 5375) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Gilbert Gantier (taux marginal ramené de 56,8 à 56 p. 100) (p. 5375, 5376) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de la commission (« familialisation » de la décote avec diminution du plafond) (p. 5377 à 5380).

Gouvernement : engagement à déposer un rapport sur la fiscalité des concubins (p. 5378, 5379).

Impôt sur le revenu : nombre d'assujettis (p. 5379, 5380).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 122 de M. André Fanton (caractère de frais professionnels conféré aux dépenses de déplacement entre le domicile et le lieu de travail) (p. 5382).

Gouvernement : application rétroactive de l'amélioration votée en 1993.

Impôt sur le revenu : complexité, assiette et réforme.

– *ses observations* sur l'amendement n° 126 de M. Louis Pierna (caractère de frais professionnels conféré aux dépenses de déplacement et d'hébergement exposées en vue de la recherche d'emploi (p. 5384) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 176 corrigé de M. Jean-Jacques Descamps (déduction du revenu pour les cotisations versées par les retraités au titre de la prévoyance complémentaire) (p. 5385).

Impôt sur le revenu : retraités : déduction forfaitaire.

Sécurité sociale : déficit.

– *défavorable* à l'amendement n° 200 corrigé de M. Yves Van Haecke (déductibilité des intérêts d'emprunt contractés par les étudiants pour poursuivre leurs études) (p. 5386) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 239 corrigé de M. Gilbert Gantier (réserve le bénéfice de la demi-part supplémentaire attribuée aux contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant des enfants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition distincte à ceux qui les ont eus à charge pendant au moins dix années consécutives) (p. 5388) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 93 de la commission (supprime le bénéfice de la demi-part supplémentaire attribuée aux contribuables célibataires ayant des enfants majeurs ou faisant l'objet d'une imposition distincte) (p. 5387, 5388).

Impôt sur le revenu : famille (p. 5390).

– *défavorable* à l'amendement n° 284 de M. Augustin Bonrepaux (porte à une part entière la majoration de quotient familial applicable aux foyers fiscaux comprenant une personne handicapée) (p. 5391) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 250 de M. Augustin Bonrepaux (accorde le bénéfice de la demi-part supplémentaire aux anciens combattants dès l'âge de soixante-cinq ans) (p. 5391) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de la commission (porte de 26 000 F à 42 000 F le plafond des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt au titre des emplois familiaux) (p. 5392, 5393, 5434, 5435) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 244 de M. Augustin Bonrepaux (exclut du bénéfice de la mesure les redevables de l'I.S.F.) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5433, 5434) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 245 de M. Didier Migaud (exclut du bénéfice de la mesure les bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile dont le revenu excède le plancher de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5434) ;

– *défavorable* aux sous-amendements n[os] 246, 247 et 248 de M. Augustin Bonrepaux (excluent du bénéfice de la mesure les contribuables dont le revenu imposable par part est respectivement supérieur au plancher des quatrième, cinquième et sixième tranches du barème de l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5436) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 249 de M. Didier Migaud (application de la mesure aux seuls emplois créés à compter du 1[er] octobre 1994) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5437) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 304 de M. Philippe Auberger (plafond porté à 35 000 F) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 5437) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas (porte de 5 à 8 p. 100 du revenu imposable le plafond pour la réduction d'impôt au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 5437) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 3 corrigé de M. Jean-Pierre Brard et 251 de M. Didier Migaud (taux de 50 p. 100 pour la réduction d'impôt au titre des dons à des associations d'intérêt général) (p. 5438, 5439) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Louis Pierna (paiement de l'impôt sur la base des nouveaux revenus et non sur ceux de la dernière année d'activité en cas de chômage pour les salariés ou de cessation d'activité pour les commerçants et artisans si les revenus antérieurs n'excédaient pas deux fois le S.M.I.C. annuel) (p. 5440).

Impôts et taxes : administration des impôts : liberté d'appréciation des fonctionnaires.

– *défavorable* à l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (prélèvement à la source du taux de 15,8 p. 100 sur les revenus financiers à l'exception de l'épargne à caractère populaire et sur les revenus immobiliers autres que les loyers inférieurs au plafond des loyers intermédiaires) (p. 5441) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (relèvement du barème de l'I.S.F. afin que le produit de l'impôt couvre les dépenses engagées au titre du R.M.I.) (p. 5442).

Article 3 *(actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5443) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 23 du M. Jean Tardito (nouveau barème avec une tranche à 2 p. 100) (p. 5444) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (nouveau barème avec une tranche à 1,8 p. 100) (p. 5444) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Brard (taux marginal porté à 2 p. 100) (p. 5446) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Didier Migaud (suppression du plafonnement de l'I.S.F. en fonction du revenu) (p. 5446).

Après l'article 3 :

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Louis Pierna (assujettissement à l'I.S.F. des biens professionnels dont la valeur totale excède 6 000 000 F) (p. 5447) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Louis Pierna (assujettissement à l'I.S.F. des objets d'art et de collection dont le prix d'achat unitaire excède 1 200 000 F) (p. 5447) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Brard (imposition des célibataires vivant en couple et ayant des enfants à charge comme les couples mariés ayant le même nombre d'enfants à charge) (p. 5447) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 292 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (alignement progressif de l'imposition des célibataires vivant en couple et ayant des enfants à charge sur celle des couples mariés ayant le même nombre d'enfants à charge) (p. 5447).

Avant l'article 4 :

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 94 de la commission et 184 deuxième correction de M. Gérard Trémège (exonération – sous condition de réemploi – des plus-values réalisées sur cession de biens par les P.M.E.) (p. 5448).

Après l'article 4 :

– *défavorable* à l'amendement n° 28 de M. Louis Pierna (taxation spécifique des plus-values sur cession de valeurs mobilières) (p. 5449) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 29 de M. Jean Tardito (exonération de la taxe sur les salaires pour les hopitaux, les caisses des maisons de retraite publiques et les associations d'aide à domicile) (p. 5450) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 166 corrigé rectifié de M. Jean-Pierre Thomas (exonération de la taxe sur les salaires portée à 20 000 F pour les associations) (p. 5450) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 259 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) (p. 5450) ;

– *soutient* l'amendement n° 306 du Gouvernement (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations portée à 15 000 F en 1994 et à 20 000 F en 1995) : adopté (p. 5450, 5451) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Louis Pierna (exonération de la taxe sur les salaires pour tous les organismes et associations de tourisme social et familial à but non lucratif) (p. 5451).

Article 5 *(relèvement du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des grosses réparations) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Gérard Boche (extension aux résidences secondaires de la réduction d'impôt au titre des emprunts contractés pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations) (p. 5452).

Article 6 *(extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif à la transformation en logements de locaux précédemment affectés à un autre usage) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Brard (bénéfice de la mesure conditionné par le respect de plafonds concernant le loyer et les ressources du locataire) (p. 5452) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 261 de M. Didier Migaud (taxe progtessive en fonction de la durée d'inoccupation suivant l'obtention de la réduction d'impôt) (p. 5453).

Après l'article 6 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 113 corrigé de M. Alain Griotteray (porte de 10 à 15 p. 100 le taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) (p. 5454) ;

– *ses observations* sur les amendements n° 85 de M. Charles de Courson et 188 corrigé de M. Gilbert Gantier (portent de 10 à 12 p. 100 le taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) (p. 5454) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 95 de la commission (porte à 11 p. 100 en 1994 et à 12 p. 100 en 1995 le taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) (p. 5454) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 260 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (porte à 50 p. 100 le taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers afférents aux logements loués à bas prix à des personnes disposant de faibles revenus) (p. 5455) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 205 corrigé de M. Jean-Jacques Weber (déductibilité des primes d'assurance-loyers des revenus fonciers) (p. 5454, 5456) ;

– *favorable* à l'amendement n° 222 corrigé de M. Jacques Barrot (déductibilité des primes d'assurance-loyers des revenus fonciers à compter du 30 septembre 1994) (p. 5455) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 5456) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de la commission (impôt sur le revenu afférent aux sommes versées par les entreprises individuelles à un compte de réserve spécial pour investissement) (p. 5456, 5457) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 98 de la commission (déductibilité des droits de mutation à titre gratuit des résultats des entreprises ainsi que des intérêts afférents aux emprunts contractés pour leur paiement) (p. 5457).

Entreprises : transmission : droits de mutation : taux.

– *défavorable* à l'amendement n° 121 de M. André Fanton (abattement de 5 p. 100 par année de détention sur les plus-values réalisées au titre de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) (p. 5458, 5459).

Plus-values : imposition : augmentation (p. 5458).

– *défavorable* aux amendements n^{os} 86 de M. Charles de Courson et 177 corrigé de M. Yves Coussain (extension de la réduction d'impôt pour investissement locatif à l'habitation principale) (p. 5460).

Gouvernement : ministre du logement : déclarations.

– *ses observations* sut l'amendement n° 97 de la commission (réduction du taux de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 5461).

Gouvernement : engagements : crédits de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

Impôts et taxes : taxe additionnelle au droit de bail : affectation partielle à l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de la commission (abattement de 20 p. 100 sur la valeur vénale des entreprises transmises par décès) (p. 5467) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 100 de la commission (amélioration du régime de la donation-partage) (p. 5457) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 195 de M. Jean-Pierre Thomas (réduction de moitié du taux d'intérêt en cas de paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit si des logements loués constituent plus de 50 p. 100 de la valeur des biens transmis et que les héritiers s'engagent à en poursuivre la location pour une durée de six ans) (p. 5462).

Impôt sur la fortune et le patrimoine : droits de succession : diminution des taux.

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Brard (taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 p. 100 pour les entreprises bénéficiaires qui procèdent l'année suivante à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse) (p. 5462).

Avant l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 293 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 50 à 60 p. 100 le taux de la retenue à la source sur les dividendes versés dans des pays n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France en vue d'éviter les doubles impositions) (p. 5469) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 117 de M. Adrien Zeller (étend à l'hébergement en maison de retraite le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 5469).

Article 7 *(application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements portant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5470) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 123 de M. Richard Cazenave (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux de chaleur) (p. 5473, 5475).

Constitution (p. 5473, 5475).

Entreprises : Compagnie générale des eaux et Lyonnaise des eaux (p. 5473 à 5475).

– *défavorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean Ueberschlag (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux de chaleur, de gaz et d'électricité sous la responsabilité des communes et de leurs groupements) (p. 5473 à 5475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. Yves Fréville (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux publics de chaleur) (p. 5473 à 5475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 283 de M. Michel Bouvard (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux régies électriques communales) (p. 5473 à 5475).

– *défavorable* à l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux régies des collectivités locales et de leurs groupements) (p. 5473 à 5475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 264 de M. Augustin Bonrepaux (précise que l'application de l'article n'entraîne aucune hausse de tarif) (p. 5477).

Après l'article 7 :

– *ses observations* sur les amendements 103 de la commission et 290 de M. Jean Tardito (taux réduit de T.V.A. sur l'ensemble des produits de l'horticulture) (p. 5478, 5479).

Communautés européennes (p. 5479).

Gouvernement : engagement sur le retour au taux réduit à défaut d'application du taux normal par l'ensemble des pays membres de la C.E.E. (p. 5479).

– *défavorable* aux amendements nos 168 corrigé de M. Jean-Pierre Thomas et 277 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (taux réduit de T.V.A. sur le traitement des ordures ménagères par les collectivités locales) (p. 5481).

T.V.A. : hausse du taux normal pour le financement de la sécurité sociale.

– *favorable* à l'amendement n° 287 corrigé de M. Gilbert Gantier (déductibilité de la T.V.A. sur les essences utilisées pour la fabrication de moteurs ou de véhicules) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 5482).

Impôts et taxes : complexité, exonérations et responsabilité du Parlement (p. 5483).

– *défavorable* à l'amendement n° 137 corrigé de M. Louis Pierna (T.V.A. au taux de 1 p. 100 sur des produits alimentaires de base) (p. 5484).

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 35 de M. Louis Pierna et 266 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5485) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de 1,7 p. 100 sur l'ensemble des tarifs) (p. 5491) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 107 de M. Ladislas Poniatowski (maintient l'avantage fiscal du supercarburant sans plomb et crée une taxe sur la consommation domestique de gaz naturel) (p. 5491) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Gilbert Gantier (minore l'augmentation du tarif du supercarburant sans plomb et majore celui applicable au gazole) (p. 5491) ;

– *ses observations* sur les amendements nos 114 de M. Ladislas Poniatowski et 164 de M. Gilbert Gantier (alignement du tarif du G.P.L. sur celui du gaz naturel véhicule) (p. 5492).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 36 rectifié de M. Louis Pierna (exonération à hauteur de 50 litres par an de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi) (p. 5493) ;

– *favorable* à l'amendement n° 288 de M. Gilbert Gantier (applique la T.I.P.P. du fioul lourd à basse teneur en soufre à ceux à haute teneur si leurs fumées sont désulfurisées aux normes en vigueur) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 5494) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 241 de M. Gilbert Gantier (porte de un à cinq ans le délai d'emploi de la provision pour reconstitution de gisements) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 5495) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 308 de M. Philippe Auberger (délai porté de un à deux ans) à l'amendement n° 241 de M. Gilbert Gantier (p. 5495) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de M. Gilbert Gantier (supprime le prélèvement exceptionnel sur les bénéfices provenant de l'exploitation en France de gisements d'hydrocarbures) (p. 5496) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Gilbert Gantier (rend déductible des résultats le prélèvement exceptionnel sur les bénéfices provenant de l'exploitation en France de gisements d'hydrocarbures) (p. 5496).

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *ses observations* (p. 5497, 5498) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 102 de la commission et 162 de M. Philippe Vasseur (de suppression) (p. 5501 à 5503) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 268 de M. Augustin Bonrepaux (nouvelle rédaction instituant une cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle calculée sur la valeur ajoutée des entreprises dont la cotisation est inférieure à 2 p. 100 de celle ci, à un taux allant de 0,5 p. 100 en 1995 à 2 p. 100 en 1998 et sur laquelle s'impute la taxe due) (p. 5505) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 225 rectifié de M. Philippe Auberger (nouvelle rédaction instituant une cotisation nationale de taxe professionnelle au taux de 0,25 p. 100 de la valeur ajoutée sur les entreprises dont la cotisation est inférieure à 2 p. 100 de celle-ci et le chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs, plafonne le total des cotisations à 2 p. 100 de la valeur ajoutée et le montant maximum du dégrèvement à 500 millions de francs) (p. 5506) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de M. Gilles Carrez (nouvelle rédaction aménageant la réduction de 16 p. 100 des bases de taxe professionnelle des entreprises dont la cotisation est inférieure à 3,5 p. 100 de la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs) (p. 5507) ;

– *favorable* à l'amendement n° 161 de M. Gilbert Gantier (chiffre d'affaires pour l'application de l'article porté de 50 à 140 millions de francs) (p. 5427) ;

– *favorable* à l'amendement n° 179 rectifié de M. Philippe Mathot (chiffre d'affaires pour l'application de l'article porté de 50 à 140 millions de francs et financement de la mesure par la création d'une taxe sur les grandes surfaces) (p. 5497) ;

– *défavorable* aux amendements nos 165 de M. Gérard Trémège et 129 de M. Jean-Pierre Brard (chiffre d'affaires porté de 50 à 100 millions) (p. 5509) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Gilbert Gantier (application de l'article à la seule année 1995) (p. 5510) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 163 de M. Gilbert Gantier (rétablit le plafonnement du dégrèvement à un milliard de francs) (p. 5510).

Après l'article 9 :

– *favorable* à l'amendement n° 310 de M. Yves Fréville (rapport du Gouvernement sur l'application de l'article 9 et sur un plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 p. 100 de la valeur ajoutée sur la base des taux de 1994) (p. 5511) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de la commission (déductibilité des primes d'assurance décès ou invalidité des dirigeants d'entreprise) (p. 5511, 5512).

Gouvernement : ministre du budget : circulaire prise pour la déduction de l'assurance « homme-clé » (p. 5511).

Article 11 *(pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 p. 100 appliqué aux bases de taxe professionnelle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 43 de M. Gilles Carrez (référence à l'évolution du produit de la taxe professionnelle durant les six dernières années et non depuis 1987) (p. 5526).

Gouvernement : ministre du budget : engagement à revoir le barème (p. 5526, 5528, 5529).

– *défavorable* à l'amendement n° 272 de M. Augustin Bonrepaux (référence à l'évolution des bases et non du produit de la base professionnelle) (p. 5528) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 216 corrigé de M. Gilles Carrez (limite la réduction de la compensation à 1 p. 100 du produit de la taxe professionnelle et non à 2 p. 100 des recettes fiscales pour les agglomérations nouvelles dont la population a progressé de plus de 15 p. 100 au cours des six dernières années) (p. 5528, 5529) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Brard (supprime la réduction de la compensation pour les communes satisfaisant à des critères sociaux ou attributaires d'une des dotations de solidarité urbaine et finance la mesure par la diminution du montant maximum du dégrèvement accordé au titre du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 5529) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Brard (supprime la réduction de la compensation pour les communes satisfaisant à des critères sociaux et finance la mesure par la diminution du montant maximum du dégrèvement accordé au titre du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 5530).

Article 12 *(institution de moyens nouveaux pour le financement des infrastructures de transport) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 18 de M. Jean-Pierre Brard et 273 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5531) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 237 de M. Gilbert Gantier (taxe réduite à 2 francs par passager) (p. 5532, 5533).

Transports aériens : fonds de péréquation créé par l'article 29 du projet de la loi de finances : reversements au budget général.

– *défavorable* à l'amendement n° 305 de M. Michel Bouvard (exonération des ouvrages hydrauliques situés en zone de montagne) (p. 5533) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 307 de M. Jacques Barrot (possibilité de modifier la durée des concessions autoroutières pour tenir compte des conséquences de la taxe) (p. 5534).

Après l'article 12 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 230 de M. Gilbert Gantier (étend le bénéfice du sursis d'imposition des plus ou moins-values d'échange d'actions réalisées à l'occasion d'une offre publique d'échange) (p. 5534, 5535) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 193 rectifié de M. Hervé Novelli (extension du régime des stocks à roration lente aux entreprises soumises aux régimes des sociétés) (p. 5535) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 233 de M. Hervé Novelli (cumul de la déduction fiscale pour investissement et du régime des stocks à rotation lente) (p. 5536) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Hervé Novelli (possibilité de report ou de réserve pour le régime des stocks à rotation lente) (p. 5536) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 235 de M. Hervé Novelli (prise en compte d'une moyenne triennale pour le régime des stocks à rotation lente) (p. 5536) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du prélèvement libératoire sur les revenus financiers pour les résidents, majoration de ses taux pour les non-résidents et suppression des bons anonymes) (p. 5537) ;

– *favorable* à l'amendement n° 145 de M. Georges Gorse (possibilité de révocation de l'option pour le régime de l'article 100 *bis* du code général des impôts applicable aux auteurs et aux sportifs) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 5538, 5539) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 312 du Gouvernement (poursuite des effets de l'option pour les années encore couvertes par celle-ci) à l'amendement n° 145 de M. Georges Gorse (p. 5538) : adopté (p. 5539) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Thomas (prélèvement libératoire au taux de 15 p. 100 sur les dividendes augmentés des avoirs fiscaux) (p. 5539) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Brard (limite à 2 000 000 de francs l'exonération des plus-values immobilières sur la résidence principale ou à l'occasion de la première cession d'un logement) (p. 5540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (délai de cinq ans de détention pour le régime des plus-values immobilières à long terme) (p. 5540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 257 de M. Didier Migaud (réduit de 5 p. 100 à 3,3 p. 100 le taux de l'abattement par année de détention pour les plus-values immobilières à long terme) (p. 5540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Gérard Trémège (diffère le paiement de l'impôt sur les plus-values jusqu'au règlement effectif du prix en cas de vente à crédit) (p. 5540) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 190 du M. Gérard Trémège (déduction du revenu des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de parts sociales considérées comme des biens professionnels au titre de l'I.S.F.) (p. 5541) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 50 p. 100 à 60 p. 100 le taux de la retenue à la source sur les revenus financiers perçus par des personnes ressortissant d'Etats n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France) (p. 5541) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 153 de M. Gilbert Gantier (délai de restitution du crédit d'impôt recherche ramené de trois ans à un an) (p. 5541, 5542) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (déduction des intérêts d'emprunt au titre de l'acquisition de places de stationnement situées à proximité du domicile) (p. 5542) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 90 de M. Marc Le Fur (suppression – à certaines conditions – de l'obligation de détention du capital à 50 p. 100 par des personnes physiques pour le bénéfice de l'avantage fiscal au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 5542) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Jacques Jegou (suppression de l'agrément – à certaines conditions – pour l'obtention du régime fiscal des scissions de sociétés défini à l'article 210 B du code général des impôts) (p. 5543) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 269 de M. Augustin Bontepaux (porte de 18 à 33,3 p. 100 le raux d'imposition des plus-values à long terme pour les sociétés bénéficiaires qui procèdent durant l'exercice suivant à des licenciements économiques ou à des délocalisations à l'étranger) (p. 5544) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Gilbert Gantier (ramène de cinq à trois ans le délai de remboursement de la créance née du report en arrière du déficit sur les bénéfices des trois années précédentes) (p. 5544) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la T.V.A. sur les dérivés sanguins) (p. 5545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Gérard Trémège (abattement de 30 p. 100 sur la valeur des logements transmis à titre gratuit sous condition d'engagement à louer pour six ans) (p. 5545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Brard (exonération des droits de mutation à titre gratuit sur les logements faisant l'objet d'un engagement de location d'une durée de six ans au profit de personnes défavorisées) (p. 5545) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 185 de M. Gérard Trémège (abattement de 1 000 000 de francs par part sur la transmission à titre gratuit de biens professionnels) (p. 5546) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 196 et 197 de M. Jean-Pierre Thomas (abattements de respectivement 50 p. 100 et 35 p. 100 sur la valeur des biens professionnels transmis à titre gratuit) (p. 5546) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Gilbert Gantier (exonération de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats spécifiques garantissant les dommages aux biens et les responsabilités en cas de pollution ou d'atteintes à l'environnement) (p. 5547) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 189 de M. Gérard Trémège (réduction d'impôt de 50 p. 100 sur le montant des intérêts versés au titre du paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5547) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 13 et 14 de M. Jean-Pierre Brard (portent le taux de l'impôt sur les sociétés à 40 p. 100 et restituent 6 p. 100 du montant de l'impôt aux entreprises qui, respectivement, n'ont pas délocalisé hors de France ou ont passé une convention sur la réduction de la durée du travail à 35 heures) (p. 5548) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Brard (porte le taux de l'impôt sur les sociétés à 40 p. 100 et restitue à 6 p. 100 de son montant aux entreprises n'ayant pas procédé à des licenciements économiques et ayant investi plus de 1 p. 100 de leur chiffre d'affaires) (p. 5548) ;

– *soutient* l'amendement n° 313 du Gouvernement (porte de 18 à 19 p. 100 le taux d'imposition des plus-values à long terme des entreprises) (p. 5551) : adopté (p. 5552).

Entreprises : charges.

Article 13 *(dispositions relatives aux affectations) :*

– *ses observations* (p. 5554).

Boissons et alcools : « bouilleurs de cru ».

Après l'article 13 :

– *ses observations* sur les amendements n°s 274 de M. Didier Migaud et 106 de la commission (prélèvements au profit du Fonds national pour le développement du sport sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 5555, 5556).

Finances publiques : débudgétisations (p. 5556).

Sports : football : coupe du monde (p. 5556).

– *soutient* le sous-amendement oral du Gouvernement (taux de 2,4 p. 100) à l'amendement n° 106 de la commission (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport au taux de 3 p. 100 sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux) (p. 5556) : adopté (p. 5557).

Article 14 *(affectation au budget général des recettes de privatisations) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 19 de M. Jean Tardito et 275 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5558).

Article 16 *(ajustement du montant de la T.V.A. affectée au B.A.P.S.A.) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 276 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 5559).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (ramène de 4 p. 100 à 0,76 p. 100 pour la campagne 1994-1995 et supprime à compter de 1995-1996 la taxe sur les betteraves perçue au profit du B.A.P.S.A.) (p. 5559) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (réduit pour la campagne 1994-1995 et supprime à compter de 1995-1996 les taxes sur les céréales perçues au profit du B.A.P.S.A.) (p. 5560).

Article 17 *(extension d'attributions du fonds de solidarité vieillesse aux régimes des exploitants agricoles et des fonctionnaires de l'Etat) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 278 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 5561).

Article 19 et état A *(équilibre général du budget) :*

– *ses observations* (p. 5577).

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : prélèvements opérés par l'Etat.

– *soutient* l'amendement n° 314 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 5575) : adopté (p. 5577, 5578).

Explications de vote :

Son intervention [18 octobre 1994] (p. 5612).

Emploi : emplois familiaux (p. 5613).

Entreprises : charges (p. 5613).

Finances publiques : déficits budgétaires et sociaux (p. 5612, 5613).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5612).

Plus-values : imposition (p. 5613).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 5612).

Deuxième partie :

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Audiovisuel :

– « autoroutes de l'information » (p. 6284) ;

– production et programmes (p. 6279, 6282, 6284).

Audiovisuel : secteur public : ressources :

– dotations budgétaires et recettes de privatisation (p. 6278) ;

– redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6278, 6283).

Communautés européennes et Union européenne : directive « télévision sans frontières » (p. 6282).

Gouvernement (p. 6282).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 6283, 6285).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6280, 6281, 6282, 6284, 6285).

Radiodiffusion :

– radio numérique (p. 6284) ;

– Radio France (p. 6279, 6283) ;

– R.F.I. et R.F.O. (p. 6279, 6283).

Télévision :

– Arte (p. 6277, 6281) ;

– Canal Plus (p. 6277, 6278, 6280) ;

– chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6277, 6280, 6281, 6283) ;

– Euronews (p. 6280) ;

– France 2, France 3 et France Télévision (p. 6277, 6278, 6279, 6280, 6283) ;

– M 6 (p. 6280) ;

– réseaux câblés (p. 6277, 6280, 6281) ;

– secteur public : missions et personnels (p. 6277, 6285) ;

– Société française de production (S.F.P.) (p. 6282) ;

– TF1 (p. 6278, 6280, 6283, 6284).

Réponses aux questions :

Assemblée nationale : retransmission des débats (M. Rudy Salles) (p. 6288).

Audiovisuel :

– « autoroutes de l'information » (M. Michel Pelchat) (p. 6287) ;

– Conseil supérieur de l'audiovisuel (M. Laurent Dominati) (p. 6289) ;

– secteur public et privatisation (M. Michel Pelchat) (p. 6285).

Télévision :

– chaîne du savoir « La Cinquième » (MM. Alain Cousin, Louis de Broissia) (p. 6287, 6288) ;

– France 3 : France 3 Côte d'Azur (M. Rudy Salles) (p. 6286).

Article 41 *(approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 129 de M. Laurent Dominati (affectation au G.I.E. réunissant Arte et La Cinquième des attributions prévues respectivement pour chacune de ces chaînes) (p. 6291).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 42 *(relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 169 de la commission et 223 de Mme Monique Papon (extension aux personnes âgées demeurant dans des résidences de services) (p. 6995, 6996) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Brard (plafond ramené de 90 000 à 40 000 F) (p. 6997) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Augustin Bonrepaux (non-application aux redevables de l'I.S.F.) (p. 6998) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 232 de M. Augustin Bonrepaux (non-application aux bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile dont le revenu excède le plancher de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 6999) ;

– *défavorable* aux amendements nos 231, 230 et 229 de M. Augustin Bonrepaux (non-application aux contribuables dont le revenu imposable par part excède respectivement le plancher de la quatrième, de la cinquième et de la sixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 7001) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 233 de M. Didier Migaud (application aux seuls emplois créés à partir du 1er janvier 1995) (p. 7001).

Après l'article 42 :

– *défavorable* aux amendements identiques nos 170 corrigé de la commission et 164 de M. Charles de Courson (modalités de déduction des cotisations de retraite complémentaire des fonctionnaires) (p. 7002 à 7004) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 235 de M. Didier Migaud (porte de 4 180 francs à 5 283 francs le seuil de la décote pour l'impôt sur le revenu) (p. 7005).

Impôts et taxes : justice fiscale.

– *défavorable* à l'amendement n° 258 de M. Adrien Zeller (étend – sous condition de ressources – aux résidents des maisons de retraite la réduction d'impôt accordée aux personnes hébergées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7006).

Article 45 *(relèvement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 236 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 7017) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 138 de M. Charles de Courson (maintient à neuf ans la durée d'imputation pour les immeubles donnés à bail conformément au statut du fermage) (p. 7017, 7018).

Impôts et taxes : complexité (p. 7018).

– *défavorable* à l'amendement n° 182 de la commission (supprime la distinction entre les intérêts d'emprunt et les autres charges et ne relève pas le plafond) (p. 7019).

Après l'article 45 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 183 rectifié de la commission (aménagement du régime fiscal des opérations de restauration des secteurs sauvegardés « loi Malraux ») (p. 7020, 7021).

Gouvernement : engagement (p. 7020).

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de la commission (exonération – sous condition de réemploi – des plus-values immobilières constatées par les banques et les compagnies d'assurance en cas de réévaluation de bilan) (p. 7021, 7022).

Logement (p. 7022).

– *défavorable* à l'amendement n° 215 de M. Claude Gatignol (proroge jusqu'à fin 1995 l'exonération des plus-values de SICAV monétaires réinvesties dans le logement) (p. 7024).

Logement : politique.

Politique économique : taux d'intérêt et déficit des finances publiques.

Article 46 *(exonération d'impôt sur les revenus fonciers pour les logements vacants depuis plus d'un an) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Brard (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants depuis plus d'un an) (p. 7025).

Après l'article 46 :

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de Mme Elisabeth Hubert (amélioration du régime fiscal de l'investissement dans les copropriétés de navires de commerce) (p. 7026, 7027).

Mer et littoral : pêche : charges sociales et concurrence (p. 7026, 7027).

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de Mme Elisabeth Hubert (proroge jusqu'à fin 1997 le régime fiscal de l'investissement dans les copropriétés de navires de commerce) (p. 7028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (création d'une taxe additionnelle à la taxe forestière) (p. 7028) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les betteraves à compter de la campagne 1995-1996) (p. 7029) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 165 corrigé de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les céréales, le colza, la navette et le tournesol à compter de la campagne 1995-1996) (p. 7029) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 83 de M. Marc Le Fur (C.S.G. acquittée par les agriculteurs) (p. 7030, 7031) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 99 de M. Marc Le Fur (exonération de la taxe professionnelle pour les groupements d'employeurs constitués d'exploitants agricoles) (p. 7031).

Après l'article 48 :

– *défavorable* à l'amendement n° 244 de M. Didier Migaud (permet aux correspondants locaux salariés de la presse régionale d'opter pour le régime des traitements et salaires) (p. 7033) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 rectifié de M. Yves Rousset-Rouard (étend le régime fiscal des S.O.F.I.C.A. aux œuvres destinées à être diffusées sur supports optiques) (p. 7034) ;

Culture : cinéma : aides : effets pervers.

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Jean-Jacques de Peretti (abattement de 150 000 F sur la valeur vénale pour le calcul des droits au titre de l'acquisition d'une première résidence principale) (p. 7035) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Alain Griotteray (exonération des droits pour l'acquisition d'immeubles nécessaire au fonctionnement des œuvres sociales des associations reconnues d'utilité publique) (p. 7036) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 237 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (application de la révision des valeurs locatives en 1995) (p. 7036, 7037) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 58 de M. Christian Martin (imposition à la taxe professionnelle de la production de graines, semences et plantes effectuée par des tiers) (p. 7044, 7046).

Agriculture : horticulture (p. 7044, 7046).

– *défavorable* à l'amendement n° 221 rectifié de M. Gérard Trémège (réduit de 18 p. 100 à 16 p. 100 le taux de prise en compte des salaires pour la détermination des bases de taxe professionnelle) ; (p. 7046) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 41 de M. Jean Tardito (inclut les actifs de toute nature dans les bases de taxe professionnelle) (p. 7047) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 245 de M. Augustin Bonrepaux (bases de taxe professionnelle constituées à parts égales de la valeur ajoutée et des immobilisations) (p. 7047).

Taxe professionnelle : décret d'application de l'article L. 135-B du livre des procédures fiscales (p. 7048).

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte au taux de 22 p. 100 des salaires inférieurs à 1,2 fois le S.M.I.C. pour le calcul de la base de taxe professionnelle) (p. 7048) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Brard (majore de cinq points pendant deux ans le taux de taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires procédant à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse (p. 7049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (maintient pendant six ans l'imposition à la taxe professionnelle des entreprises bénéficiaires pour les établissements fermés qui n'auraient pas été reconstitués avec les mêmes emplois à moins de vingt kilomètres du site initial) (p. 7049) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Brard (supprime la réduction de 50 p. 100 des bases nouvelles de taxe professionnelle pour la mise en place d'équipements réduisant la quantité de main-d'œuvre) (p. 7049) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 177 de la commission et 222 de M. Claude Gatignol (majoration du taux de taxe professionnelle des communes comptant un établissement exceptionnel défini à l'article 1648 A du code général des impôts) (p. 7050) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 rectifié de M. Marc Le Fur (agrège à la taxe foncière sur les propriétés bâties le produit d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères nouvellement créée) (p. 7051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 188 de M. Germain Gengenwin (aligne le plafond des taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur celui de la taxe professionnelle) (p. 7051) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de M. Augustin Bonrepaux (cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle calculée sur la valeur ajoutée des entreprises dont la cotisation est inférieure à 2 p. 100 de celle-ci, à un taux allant de 0,5 p. 100 en 1995 à 2 p. 100 en 1998, sur laquelle s'impute la taxe due) (p. 7052) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation minimum de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au taux de 2 p. 100) (p. 7053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Brard (cotisation minimum de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au taux de 1,5 p. 100) (p. 7053) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 246 de M. Augustin Bonrepaux (majoration de 20 p. 100 des taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle prévue à l'article 1648 D du code général des impôts) (p. 7054).

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 178 de la commission et 217 de M. Gérard Trémège (suppression de la publicité des sommes correspondant à l'application par le contribuable du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée) (p. 7054) ;

– *favorable* à l'amendement n° 175 de la commission (reporte au 15 septembre pour l'année 1995 la date limite des délibérations des communes en matière de fiscalité locale) (p. 7055) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de M. Charles de Courson (maintien des exonérations et abattements votés par les conseils municipaux lorsque le groupement à fiscalité propre a été créé après le 1[er] juillet de l'année précédente) (p. 7055) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 239 de M. Augustin Bonrepaux (majore les taux des abattements obligatoires pour charges de famille et facultatif à la base votés par les conseils municipaux) (p. 7056) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. Maurice Dousset (dispose que l'institution ou la majoration d'abattements par les départements ou les groupements de communes ne supprime pas ceux votés par les communes) (p. 7057, 7058) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 191 de M. Maurice Dousset (dispose que l'institution ou la majoration d'abattements par les régions ne supprime pas ceux votés par les départements) (p. 7058) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 212 de M. Yves Fréville (exonération de la taxe sur les certificats d'immatriculation en cas de transfert de compétence et de propriété entre une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale et un autre établissement de ce type) (p. 7058) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 219 rectifié de M. Gilbert Gantier et 264 de M. Robert Cazalet (suppression des redevances communale et départementale des mines sur les hydrocarbures extraits de gisements situés sous les eaux territoriales) ; les rectifie (suppression du gage) (p. 7059) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 218 rectifié de M. Gilbert Gantier et 263 de M. Robert Cazalet (réduction de 50 p. 100 des redevances communales et départementales des mines sur les hydrocarbures extraits de gisements situés sous les eaux intérieures) : les rectifie (suppression de la compensation de la perte des recettes pour les collectivités territoriales concernées) (p. 7059) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 176 de la commission et 206 de M. Gérard Trémège (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses des syndicats mixtes comprenant des chambres consulaires) (p. 7062, 7063) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 265 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses d'installation d'activités économiques exposées en tant que maîtres d'ouvrage par les collectivités locales en 1993 et en 1994) (p. 7064).

Collectivités locales : fonds de compensation de la T.V.A. : règlement de cas antérieurs.

– *défavorable* à l'amendement n° 248 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses d'installation d'activités économiques exposées par les communes de moins de 2 000 habitants en tant que maîtres d'ouvrage) (p. 7064) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 249 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des travaux de revêtement complet de la voirie) (p. 7065, 7066) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de la commission (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des investissements réalisés sur les édifices cultuels) (p. 7067) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Louis Pierna (institution d'une commission départementale d'examen des dettes fiscales des salariés, des retraités et des contribuables privés d'emploi) (p. 7067) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Brard (limitation des cas de nullité des procédures fiscales) (p. 7068) ;

– *défavorable* aux amendements n[os] 23, 24 et 25 de M. Jean-Pierre Brard (rétablissent à quatre ans le délai de reprise de l'administration pour respectivement l'impôt sur le revenu et sur les sociétés, les taxes sur le chiffre d'affaires et les droits d'enregistrement et autres impositions assimilées) (p. 7068, 7069).

Impôts et taxes : contrôle fiscal et fraude fiscale (p. 7069).

Article 49 *(réforme du financement de l'allocation de R.M.I.) :*

– *ses observations* (p. 7070 à 7072) ;

– *favorable* à l'amendement n° 210 de M. Michel Mercier (évaluations expérimentales dans quelques départements) (p. 7071 à 7073).

Article 50 *(exonération du versement de transport pour les seules entreprises établies depuis moins de cinq ans dans les villes nouvelles de la région parisienne) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 131 rectifié de M. Gérard Jeffray (remboursement dégressif de la sixième à la neuvième année pour les entreprises établies depuis plus de cinq ans) (p. 7075) ;

– *favorable* à l'amendement n° 128 de M. Gilles Carrez (à compter de 1995 remboursement dégressif de la sixième à la neuvième année pour les entreprises établies depuis plus de cinq ans) (p. 7075).

Après l'article 50 :

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de M. Augustin Bonrepaux (prélèvement au profit du Fonds national pour le développement du sport porté au taux de 3 p. 100 sur les sommes misées aux jeux exploités par la Française des jeux à l'exception du loto sportif) (p. 7076) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 1,5 p. 100 à 1,7 p. 100 de la masse salariale la participation à la formation professionnelle des entreprises de plus de dix salariés) (p. 7077) ;

– *son* amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Brard (porte de 2 p. 100 à 2,2 p. 100 de la masse salariale la participation à la formation professionnelle des entreprises de travail temporaire comptant plus de dix salariés) (p. 7077).

Demande de seconde délibération des articles 21 et état B, 22 et état C, 23, 24, 44 *ter* et 59 de la deuxième partie et, pour coordination, de l'article 19 et de l'état A (p. 7088).

Demande l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7089) :

– *soutient* les amendements du Gouvernement n°s 1 à 11, 13 à 31 et 50 (majorent les crédits) (p. 7091, 7092, 7095, 7096), 12 et 32 (minorent les crédits) (p. 7091, 7092), 33 à 49 et 51 (majorent les autorisations de programme et les crédits de paiement) (p. 7095, 7096), 52 (supprime l'article 44 *ter* majorant le crédit d'impôt-recherche) (p. 7096), 53 (rétablit avec modifications l'article 59 relatif au financement des dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) (p. 7097) et 54 (déficit porté à 275,9 milliards de francs) (p. 7099) : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution [17 novembre 1994] (p. 7116).

Son intervention après les explications de vote (p. 7116).

Anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7116, 7117).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7117).

Revenu minimum d'insertion (p. 7117).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1716).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 décembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale (p. 8509).

Automobile et « prime Balladur » (p. 8509).

Communautés européennes et Union européenne : contribution de la France au budget (p. 8508).

Coopération et développement (p. 8505).

Défense : opérations extérieures (p. 8508).

Emploi (p. 8508).

Famille : allocation de rentrée scolaire (p. 8508).

Finances publiques :

– déficit budgétaire (p. 8506) ;

– dépenses et régulation budgétaire (p. 8508, 8509) ;

– dette publique (p. 8509) ;

– projets de loi de finances : sincérité (p. 8509) ;

– recettes (p. 8507, 8508).

Gouvernements précédents : héritage (p. 8506, 8507).

Logement et habitat (p. 8509).

Politique économique :

– consommation (p. 8508, 8509) ;

– croissance, prévisions (p. 8507) ;

– environnement international (p. 8507).

Retraites : fonds de solidarité vieillesse et régimes complémentaires (Association pour la gestion de la structure financière) (p. 8508, 8509).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin) :* financement du déficit de 1994, privatisations prévues en 1995 dont celle de Renault et dotation globale de fonctionnement [8 décembre 1994] (p. 8506).

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Article 1er *(extension d'attribution du fonds de solidarité vieillesse au régime des exploitants agricoles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Didier Migaud (de suppression) (p. 8527).

Après l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Didier Migaud (fixe à 20,654 milliards de francs les crédits du compte d'avances à des établissements publics nationaux chargés d'un service public) (p. 8538).

Sécurité sociale : dépenses : maîtrise.

Article 10 *(assujettissement de la chaîne du savoir au prélèvement institué en faveur du compte de soutien aux industries cinématographique et des programmes audiovisuels) :*

– *soutient* l'amendement n° 67 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article exonérant les câblo-opérateurs et les chaînes thématiques ne diffusant pas d'œuvres ayant bénéficié du compte de soutien) (p. 8538) : adopté (p. 8540).

Après l'article 10 :

– *soutient* l'amendement n° 68 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 61 de la loi de finances pour 1984 relatif au compte de soutien à l'industrie cinématographique et aux industries de programme) (p. 8540) : adopté (p. 8541).

Article 13 *(transcription de la directive n° 94-5 CE du Conseil, du 14 février 1994, relative au régime particulier applicable aux biens d'occasion, œuvres d'art, objets de collection ou d'antiquité) :*

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (T.V.A. sur 30 p. 100 du prix de vente lorsque le prix d'achat ne peut être déterminé avec précision ou n'est pas significatif) (p. 8543) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 8543).

Après l'article 13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (réduit de 3,4 p. 100 à 2,5 p. 100 le plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu prévu à l'article 1414 C du code général des impôts et majore la base des dégrèvements prévus aux articles 1414 A, 1414 B et 1414 C) (p. 8543).

Article 15 *(extension au sirop d'insuline du régime économique et fiscal du sucre) :*

– *favorable* à l'amendement n° 25 de M. Charles de Courson (extension à l'isoglucose) (p. 8544).

Après l'article 16 :

– *défavorable* aux amendements identiques nos 8 de la commission et 4 de M. Hubert Grimault (déduction de la valeur des stocks du revenu professionnel agricole) (p. 8545).

Article 17 *(modification du régime fiscal des syndicat mixtes en matière d'impôt sur les sociétés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (de précisison) (p. 8545).

Après l'article 17 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Jacques Weber (amortissements pratiqués par les S.I.C.O.M.I.) (p. 8545) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Jacques Weber (valeur résiduelle des immeubles cédés par les S.I.C.O.M.I.) (p. 8545) ;

– *soutient* l'amendement n° 43 du Gouvernement (imposition à la T.V.A. des locations de moyens de transport ou de biens meubles corporels en vertu d'un contrat de crédit-bail lorsque le prestataire est établi dans un Etat de la Communauté assimilant le crédit-bail à une livraison) : adopté (p. 8546).

Après l'article 18 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 38 de M. Jacques Barrot (autorise les sociétés civiles professionnelles à opter pour l'impôt sur les sociétés) (p. 8547) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 11 de la commission et 22 de M. Bernard de Froment (régime d'imposition des subventions d'investissement en cas d'apport d'une entreprise individuelle à une société) (p. 8548) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 12 de la commission et 21 de M. Bernard de Froment (régime d'imposition des plus-values constatées en cas d'apport d'une entreprise individuelle à une société) ; rectifie l'amendement n° 12 (suppression du gage) (p. 8548) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 rectifié de M. Charles de Courson (régime des cessions de stocks apportés à une société et des parts sociales créées en contrepartie d'apports) (p. 8548) ;

– *soutient* l'amendement n° 76 du Gouvernement (report de l'imposition des plus-values lors de la transformation d'une société civile professionnelle en société d'exercice libéral) : adopté (p. 8549) ;

– *favorable* à l'amendement n° 65 de M. Hervé Gaymard (exonération de taxe professionnelle pour les correspondants locaux non salariés de la presse régionale et départementale) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 8550).

Après l'article 19 :

– *favorable* à l'amendement n° 33 de M. Hervé Novelli (moyenne triennale pour les variations des stocks à rotation lente des exploitants agricoles) (p. 8550) ; le rectifie (suppression du gage (p. 8551) ;

– *soutient* l'amendement n° 64 du Gouvernement (échanges d'informations entre les services de l'équipement et du logement et ceux de l'administration fiscale) : adopté (p. 8551).

Article 20 *(abaissement du taux de la taxe sur la publicité télévisée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 8551).

Article 21 *(conséquences de la non-déclaration d'une opération imposable à la taxe sur la valeur ajoutée et déductible par le redevable) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Laurent Dominati (suppression de la pénalité) (p. 8552) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de M. Laurent Dominati (application aux contentieux portant sur la période postérieure au 1er janvier 1993) (p. 8552).

Après l'article 21 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 39 de M. André Fanton (T.V.A. au taux réduit sur les produits de l'horticulture) (p. 8552, 8553).

Gouvernement : engagements (p. 8552, 8553).

Article 24 *(sanctions pénales pour fraude fiscale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (harmonisation de la rédaction de l'article avec celle du nouveau code pénal) (p. 8554) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (faculté donnée au juge pénal d'appliquer la peine complémentaire de privation des droits civiques, civils et de famille dès la première condamnatioin pour certains délits de fraude fiscale) (p. 8554).

Après l'article 28 :

– *favorable* à l'amendement n° 66 de M. Gilbert Gantier (régime fiscal des opérations publiques d'échange) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 8555) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Laurent Dominati (régime fiscal des opérations publiques d'échange) (p. 8555) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Laurent Dominati (étend le sursis d'imposition applicable à la conversion d'obligations en actions aux obligations échangeables ou remboursables en actions) (p. 8556) ;

– *favorable* à l'amendement n° 41 de M. Yves Fréville (régime d'imposition des plus-values sur titres à revenu fixe souscrits ou acquis par les établissements de crédit) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 8556) ;

– *favorable* à l'amendement n° 63 rectifié de M. Jacques Barrot (régime de la « loi Malraux ») (p. 8556) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 8557, 8558) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Didier Migaud (relève le plafond de la décote de l'impôt sur le revenu) (p. 8558) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Migaud (porte de 40 p. 100 à 50 p. 100 le taux de la réduction d'impôt sur les dons faits aux œuvres d'intérêt général (p. 8558) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 de M. Yves Fréville (régime des plus-values sur titres de portefeuille en cas de fusion de sociétés) ; le rectifie (suppression du gage) (p. 8559) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 16 de la commission et 5 de M. Gilles Carrez (dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt-recherche) ; les rectifie (suppression du gage) (p. 8559) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 52 de M. Didier Migaud (supprime le plafonnement de l'I.S.F.) (p. 8560) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 29 de M. Denis Merville (exonère les automobiles électriques de la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés) (p. 8560) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de M. Denis Merville (exonération de taxe professionnelle pour les véhicules électriques) (p. 8560, 8561) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de M. Augustin Bonrepaux (cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle calculée sur la valeur ajoutée des entreprises dont la cotisation est inférieure à 2 p. 100 de celle-ci, à un taux allant de 0,5 p. 100 en 1995 à 2 p. 100 en 1998, sur laquelle s'impute la taxe due) (p. 8561) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 49 de M. Augustin Bonrepaux (rapport sur l'institution d'une cotisation nationale de la taxe professionnelle égale à 1,5 p. 100 de la valeur ajoutée) (p. 8562) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 46 de M. Augustin Bonrepaux (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des gendarmeries construites par les collectivités locales pour la partie excédant le coût plafond) (p. 8562, 8563) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de M. Augustin Bonrepaux (exonère à 85 p. 100 de la taxe sur les salaires les rémunérations des aides à domicile versées par les associations agréées) (p. 8564) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations venant en aide aux personnes en difficulté ou ayant un caractère éducatif, familial, sportif ou culturel) (p. 8564) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Didier Migaud (assujettit à la taxe d'habitation les logements vacants n'ayant pas fait l'objet d'une offre de mise en location) (p. 8564) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 55 de M. Augustin Bontepaux (application de la révision des valeurs locatives en 1996) (p. 8565).

Article 28 *(prélèvements sur les jeux de loterie individuels, portables et jetables exploités par la Française des jeux) :*

– *ses observations* (p. 8566).

Jeux et paris : Française des jeux : privatisation (p. 8566).

Sports : Fonds national pour le développement du sport (p. 8566, 8567).

– *défavorable* à l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 8567, 8568).

Jeux et paris :

– Française des jeux (p. 8567) ;

– mineurs de 18 ans (p. 8568).

Après l'article 31 :

– *favorable* à l'amendement n° 72 de M. René Beaumont (affectation de la taxe d'usage sur les abattoirs élargie aux frais financiers et aux dépenses de gros entretien) (p. 8569).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Malvy (Martin)* demandant l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi rétablissant les dispositions supprimées de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et condamnant les déclarations de Mme Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [12 octobre 1994] (p. 5349).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Malvy (Martin)* demandant que le Premier ministre vienne s'expliquer sur les déclarations de Mme Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5394).

Ses observations sur le rappel au règlement de : *Migaud (Didier)* sut les mesures contre l'exclusion annoncées par le Premier ministre et rôle du Parlement [14 octobre 1994] (p. 5468).

SARLOT (Joël)

Député de la Vendée

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **fonctionnement et à la composition des commissions départementales d'équipement commercial (n° 1677)** [16 novembre 1994].

Proposition de loi relative au **maintien des classes en milieu rural (n° 1759)** [1er décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] (p. 6683) :

Hôtellerie et restauration.

Tourisme social : hébergement non labellisé : mise aux normes et déclaration administrative.

SARRE (Georges)

Député de Paris

(6e circonscription)

Apparenté socialiste puis République et Liberté puis non inscrit puis République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 1er avril 1994] (p. 4721).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

NOMINATIONS

Vice-Président de la commission d'enquête sur la situation de la S.N.C.F. [*J.O.* du 12 janvier 1994] (p. 680).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 avril 1994] (p. 5302).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

DEPOTS

Proposition de loi organique interdisant le **cumul de l'indemnité parlementaire** et du **traitement** perçu au titre des **fonctions compatibles avec un mandat parlementaire** en application de l'article L.O. 142 du code électoral **(n° 1044)** [3 mars 1994].

Proposition de loi organique tendant à rendre **incompatible le mandat de député** avec l'**exercice des fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional (n° 1045)** [3 mars 1994].

Proposition de loi relative au service public **de l'emploi et de la formation professionnelle (n° 1262)** [18 mai 1994].

Proposition de loi organique tendant à rendre **incompatible** le mandat de parlementaire ou l'exercice d'une fonction gouvernementale avec la fonction de **président du Conseil fédéral du grand Paris (n° 1442)** [29 juin 1994].

Proposition de loi portant création d'une nouvelle collectivité territoriale : le **Conseil fédéral du grand Paris (n° 1468)** [5 juillet 1994].

Proposition de loi organique interdisant le **cumul de toute activité professionnelle avec l'exercice d'un mandat parlementaire (n° 1584)** [13 octobre 1994].

Proposition de loi relative au **financement de l'activité politique (n° 1591)** [18 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à supprimer les **renseignements généraux** et à réaffirmer certaines **libertés fondamentales (n° 1670)** [16 novembre 1994].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 4 de la **Constitution (n° 1786)** [12 décembre 1994].

Proposition de loi relative au **financement de l'activité politique (n° 1798)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi visant à permettre l'**émergence de nouvelles forces politiques en favorisant leur accès aux médias audiovisuels (n° 1812)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à **étendre les compétences de la commission nationale des comptes de campagne et des financements publics (n° 1813)** [14 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à instituer une **charte du malade hospitalisé (n° 1876)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi tendant à interdire les **discriminations sur la santé et à réglementer les pratiques concurrentielles en matière de couverture complémentaire maladie (n° 1877)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Vaccin contre le sida** : recherche : financement ; groupes pharmaceutiques et institut de recherche [11 mai 1994] (p. 1691, 1692).

– **Laïcité** : port de signes distinctifs d'une religion [12 octobre 1994] (p. 5311).

– **Organisation de « primaires »** : élection présidentielle [23 novembre 1994] (p. 7357).

orales sans débat :

– **n° 315,** posée le 26 avril 1994 : **lutte contre les trafics de cornées** (p. 1162). Appelée le 28 avril 1994 (p. 1257, 1258).

– **n° 419,** posée le 7 juin 1994 : **contrat de plan Etat-région Ile-de-France** (p. 2708). Appelée le 9 juin 1994 : orientations budgétaires (p. 2787, 2788).

– **n° 521,** posée le 22 novembre 1994 : **Comptoir des entrepreneurs** (p. 7341). Appelée le 24 novembre 1994 : avenir de l'établissement (p. 7422, 7423).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision n° 93/81 EURATOM, CECA et C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision n° 76/787 CECA, C.E.E. et EURATOM du Conseil du 20 septembre 1976 (n° 758).**

Avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Son intervention sur l'ajournement demandé par la commission des affaires étrangères (p. 48).

Principaux thèmes développés :

Communautés européennes :

– Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 ;

– Parlement européen : siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle.

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes après le contrat d'insertion professionnelle** [5 avril 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 530) :

Administration : service public de l'emploi : réforme.

Emploi : chômage : ampleur et conséquences.

Entreprises : charges fiscales et sociales : allégement.

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle :

– article 62 : élaboration, adoption et abrogation des décrets d'application ;

– contenu, portée et suivi.

Politique générale.

– **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 avril 1994] :

Assistance médicale à la procréation :

– couples : âge, projet parental (p. 752) ;

– diagnostic pré-implantatoire (p. 752) ;

– fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 752).

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité (p. 752).

Ethique :

– bioéthique : législateur : rôle (p. 751 à 753) ;

– bioéthique : législation : contenu, évaluation et révision (p. 751, 752) ;

– Comité consultatif national d'éthique (p. 751).

Informatique : fichiers épidémiologiques : information individuelle et consentement (p. 752).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 752).

Propriété intellectuelle : brevets d'invention : gènes (p. 752).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 751, 752).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).**

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 116 rectifié (fixation à cinquante-cinq ans de l'âge maximal des membres du couple) : devenu sans objet (p. 861).

Article L. 152-4 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 117 : non soutenu (p. 863).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *son* amendement n° 118 : non soutenu (p. 866).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *son* amendement n° 119 : non soutenu (p. 868).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **rapport de la commission nationale pour la sécurité des établissements scolaires** [19 avril 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 960) :

Collectivités locales : transferts de compétences.

Constructions scolaires : sécurité :

– commission Schléret : composition et travaux ;

– observatoire permanent ;

– risques : typologie.

– Projet de loi relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (n° 2601).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [19 avril 1994] :

Article 1er *(dispositions spécifiques aux traitements automatisés de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé : chapitre V bis de la loi n° 78-177 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) :*

Article 40-3 de la loi du 6 janvier 1978 (conciliation du secret professionnel et de la transmission des données) :

– *son* amendement n° 15 soutenu par M. Jean-Pierre Michel (suppression des dérogations à l'obligation de transmission codée) (p. 973) : rejeté (p. 974) ;

– *son* amendement n° 16 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Michel (de conséquence) (p. 973) : rejeté (p. 974).

– Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1041).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Communautés européennes :
- Commission (p. 1296) ;
- construction européenne : conceptions (p. 1296).

Entreprises : fonds propres et placements (p. 1297).

Marchés financiers : généralités (p. 1296).

Politique économique : emploi (p. 1298).

Retraites :
- fonds de pension (p. 1296, 1297) ;
- régimes complémentaires obligatoires (p. 1297) ;
- régimes de base (p. 1297).
- institutions : liberté d'adhésion et de gestion (p. 1296).

Sécurité sociale et protection sociale (p. 1296, 1297).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Constitution : article 2 (p. 1367).

Cultures étrangères : langues étrangères (p. 1367).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1367).

Enseignement (p. 1367).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1367).

Etrangers : intégration (p. 1366).

Francophonie (p. 1367).

Lois :
- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1366) ;
- projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1366).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *favorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Mathus (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448) ;

– *son* amendement n° 73 (documents parlementaires officiels) (p. 1456) : retiré ; repris par M. Jacques Brunhes : rejeté (p. 1458).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *son* amendement n° 74 (emploi obligatoire du français) (p. 1462) : rectifié (obligation limitée aux participants français) (p. 1464) : rejeté (p. 1466).

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1994] :

Batellerie : « tour de rôle » ; « bourses d'affrètement » ; sous-traitance (p. 1587).

Voies navigables :
- Compagnie nationale du Rhône (p. 1586) ;
- modernisation et nouvelles liaisons : financement ; exploitation commerciale (p. 1586, 1587) ;
- Voies navigables de France (p. 1586).

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 10 *(contrats de sous-traitance) :*

– *son* amendement n° 37 (publication par le ministre concerné des contrats types de sous-traitance) : devenu sans objet (p. 1599).

Article 11 *(contrat de location de bateau) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Jacques Vernier (stockage temporaire des marchandises sur le bateau du transport) (p. 1600) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jacques Vernier (libre conclusion d'un contrat de retour) (p. 1600).

Article 13 *(utilisation d'un bateau de transport en compte propre pour des opérations de transport public) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (dérogations exceptionnelles pour le transport en compte propre par décret en Conseil d'Etat) (p. 1601, 1602).

Article 14 *(composition du parc de la batellerie) :*

– *son* amendement n° 39 (de suppression) (p. 1602) : rejeté (p. 1603).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– sécurité [17 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Drogue (p. 1769).

Ilotage (p. 1769).

Lois : projet de loi d'orientation relatif à la police : préparation (p. 1769).

Police de la route et circulation routière (p. 1769).

Police nationale : préfet de police de Paris (p. 1769).

Politique générale (p. 1768).

Sécurité (p. 1768).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2409).

Enseignement (p. 2409).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 2410).

Recherche :
- C.N.R.S. (p. 2410) ;
- I.N.S.E.R.M. (p. 2410) ;
- recherche médicale (p. 2409).

Sida :
- maladie et malades p. 2409) ;
- prévention (p. 2409) ;
- rapport Montagnier (p. 2409).

Toxicomanie (p. 2409).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le « nouveau contrat pour l'école » et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Audiovisuel (p. 2818).

Consultation nationale sur l'école (p. 2818).

Education civique (p. 2818).

Elèves : égalité (p. 2818).

Enseignants : formation (p. 2818).

Enseignement maternel et primaire : études dirigées et travail personnel (p. 2818).

Enseignement public (p. 2818, 2819).

Examens et concours : baccalauréat (p. 2818).

Langues étrangères (p. 2818).

Lois :
- loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2819) ;
- loi n° 94-51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (p. 2818).

Lois de finances : crédits budgétaires : éducation (p. 2818).

Personnel non enseignant (p. 2818).

Programmes : enseignement artistique (p. 2818).

Rythmes scolaires (p. 2818).

Zones d'éducation prioritaires (p. 2818).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 juin 1994] :

Article 13 *(statut du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) :*

– *son* amendement n° 177 (de suppression) (p. 3138) : rejeté (p. 3140) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (nomination pour cinq ans par décret en Conseil des ministres après avis de la commission de surveillance, révocation après avis de la commission de surveillance – qu'elle peut décider de rendre public – ou sur proposition de celle-ci) (p. 3218) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 191 du Gouvernement (révocation intervenant après l'avis de la commission de surveillance qu'elle peut décider de rendre public) (p. 3218).

Article 43 précédemment réservé *(délégations de service public) :*

– *son* amendement n° 178 (p. 3191) : non soutenu (p. 3193).

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3244) :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi.

Macédoine et Balkans.

Union de l'Europe occidentale : genèse, nouvelles adhésions, pays associés, déclaration de Petersberg, missions.

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] :

Aides : prêts locatifs aidés ; prêts locatifs d'insertion (p. 3557, 3558).

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3558).

Epargne : livret A : rémunération (p. 3557).

Logement privé : bureaux : transformation en logements (p. 3557, 3558).

Logement social :
- habitations à loyer modéré : accession à la propriété (p. 3557) ;
- organismes d'H.L.M. (p. 3557).

Lois : « loi Besson » n° 90-449 du 31 mai 1990 (p. 3556).

Paris (p. 3556, 3558).

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

Article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :

– *reprend* l'amendement n° 117 rectifié de M. Pierre-André Périssol (information des collectivités publiques garantes et des communes des montants prévisibles des aides nécessaires à la reconstruction d'un immeuble comparable) (p. 3576) : rejeté (p. 3577).

Article 1er *(suppression de la limitation de la durée de validité des décisions d'aliénation) :*

– *son* amendement n° 146 (de suppression) : rejeté (p. 3578).

Article 1er bis nouveau *(examen par les organismes et les conseils départementaux de l'habitat de la politique de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 148 (réalisation de logements destinés aux sans domicile fixe par les organismes d'H.L.M.) (p. 3578) : rejeté (p. 3579) ;

– *son* amendement n° 147 corrigé (limitation des ventes de logements H.L.M. à « 1 p. 100 » de l'ensemble des constructions de logements H.L.M. de l'année) : rejeté (p. 3579).

Article 16 *(extension des possibilités de sous-location des logements H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 149 soutenu par M. Jacques Guyard (droit de préemption des associations agréées et des centres communaux d'action sociale) : rejeté (p. 3622).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] (p. 4265) :

Communes : Paris.

Consultation nationale.

Développement local.

Emploi : chômage : évolution.

Entreprises : aides : création d'entreprises.

Etat : préfet et sous-préfet.

Finances publiques :
- fonds de gestion de l'espace rural ;
- fonds : infrastructures de transports.

Historique.

Impôts et taxes : droits de mutation.

Impôts locaux : taxe professionnelle.

Régions : Ile-de-France.

Schéma national de développement et directives territoriales.

Ville : politique de la ville.

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *défavorable* (p. 4379, 4380).

Emploi.

Environnement.

Etat : rôle.

Services publics.

Ville : politique de la ville.

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4402, 4403) ;

– *son* sous-amendement n° 992 (élaboration par l'Etat ; publicité du projet et des avis des collectivités territoriales et des associations représentatives des communes) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (suppression du schéma annexé ; principes généraux des orientations contenues dans le schéma national ; avis des régions, des départements et des organisations représentatives des communes et groupements de communes ; approbation par le Parlement et caractère d'une loi de plan au sens de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1992) : rejeté (p. 4428).;

– *son* sous-amendement n° 993 (suppression du caractère de loi de plan ; présentation au Parlement dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi) à l'amendement n° 213 deuxième rectification de la commission (p. 4428) : adopté (p. 4429) ;

– *son* amendement n° 133 corrigé (consultation des régions ; présentation au Parlement dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi) (p. 4426) : retiré (p. 4427).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4436) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 670 de M. Augustin Bonrepaux (insertion dans les directives de modalités d'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (respect du schéma national par les lois d'aménagement et d'urbanisme ; caractère facultatif de l'insertion dans les directives de modalités d'application des lois d'aménagement et d'urbanisme ; élaboration des projets de directives en association avec les collectivités concernées ; association des communes chefs-lieux d'arrondissement et de tout groupement de communes directement intéressé) (p. 4441) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1000 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (insertion dans les directives d'adaptations mineures aux lois d'aménagement et d'urbanisme) à l'amendement n° 215 rectifié de la commission (p. 4441).

Après l'article 4 :

– *favorable* à l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

– *ses observations* (p. 4449).

Article 34 bis *de la loi du 7 janvier 1983 (conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 321 (de suppression) (p. 4466) : rejeté (p. 4469).

Article 7 *(schéma directeur de la région Ile-de-France : art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) :*

– *ses observations* (p. 4481).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *ses observations* (p. 4505).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *ses observations* (p. 4520) ;

– *son* amendement n° 324 (fixation législative des obligations de service nécessaires à l'aménagement du territoire et garantissant l'égal accès aux services publics ; traduction de ces obligations dans des contrats de plan, des conventions d'objectifs, des décrets en Conseil d'Etat ou des cahiers des charges selon le statut juridique des organismes en cause) (p. 4521) : rejeté (p. 4522) ;

– *son* amendement n° 325 (de coordination) : devenu sans objet (p. 4525) ;

– *son* amendement n° 323 (de coordination) : devenu sans objet (p. 4526).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4547) ;

– *son* amendement n° 326 (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) (p. 4556) : satisfait (p. 4557).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 155 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 4561).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres – taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés – taxe sur les sociétés d'autoroutes) :*

– *son* sous-amendement n° 1007 (entrée en vigueur de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques au taux de 2 centimes par kWh et au bénéfice de Voies navigables de France en l'absence de règlement de la question dite de la « tente Compagnie nationale du Rhône » dans l'année suivant la promulgation de la loi) à l'amendement n° 177 de M. René Beaumont (exclusion des voies navigables du champ d'intervention du fonds ; suppression de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés) (p. 4579) : rejeté (p. 4581) ;

– *son* sous-amendement n° 1035 (entrée en vigueur de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques au taux de 2 centimes par kWh et au bénéfice de Voies navigables de France en l'absence de règlement de la question dite de la « rente Compagnie nationale du Rhône » dans l'année suivant la promulgation de la loi) à l'amendement n° 984 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres ; affectation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques à un fonds d'investissement fluvial) (p. 4583) : rejeté (p. 4584).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *défavorable* (p. 4619).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* (p. 4676) ;

– *son* amendement n° 395 (suppression du dispositif d'extinction de la D.G.F. Ile-de-France) : rejeté (p. 4682).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4687) ;

– *son* amendement n° 131 (suppression du taux unique national) : devenu sans objet (p. 4703).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 4725).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *favorable* (p. 4762) ;

– *son* sous-amendement n° 991 (saisine par 10 p. 100 des électeurs inscrits) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) : rejeté (p. 4767).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Administration : groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire (p. 7730).

Collectivités locales :

– compétences et collectivité chef de file (p. 7730, 7731) ;

– ressources et péréquation (p. 7730, 7731, 7732).

Départements : Pyrénées-Atlantiques (p. 7731).

Energie :

– Compagnie nationale du Rhône (p. 7732) ;

– E.D.F. (p. 7732).

Enseignement supérieur (p. 7731).

Equipement et grands travaux :

– autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 7732) ;

– voies navigables (p. 7732).

Etat : rôle (p. 7731).

Finances publiques :

– fonds de gestion de l'espace rural (p. 7732) ;

– fonds : infrastructures de transport (p. 7732).

Lois :

– loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (p. 7731) ;

– loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (p. 7731).

Parlement : office pour l'aménagement du territoire (p. 7732).

Régions : Ile-de-France (p. 7730, 7732).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7730, 7731)

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7731, 7732).

Discussion des articles [28, 29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 309 (suppression de l'adaptation des lois d'aménagement et d'urbanisme en fonction des particularités géographiques) : devenu sans objet (p. 7774) ;

– *son* amendement n° 310 : non soutenu (p. 7774).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 60 rectifié de la commission et 349 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7802) ;

– *favorable* à l'amendement n° 370 rectifié de M. Charles Millon (remplacement du groupement d'intérêt public par un observatoire national de l'aménagement du territoire) (p. 7802).

Article 7 *quinquies* nouveau *(développement de la recherche en région et orientation générale de la politique de recherche) :*

– *défavorable* (p. 7821) ;

– *son* amendement n° 311 (de suppression) (p. 7823) : rejeté (p. 7824).

Article 7 *sexies* nouveau *(principes applicables à la recherche privée) :*

– *son* amendement n° 312 (de suppression) : rejeté (p. 7825).

Article 7 *septies* nouveau *(modalités d'application particulières du crédit d'impôt recherche) :*

– *son* amendement n° 313 (de suppression) : rejeté (p. 7826) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 rectifié de la commission (abaissement à 55 p. 100 de la part des dépenses de fonctionnement éligibles au crédit d'impôt en ce qui concerne les chercheurs exerçant leur activité en Ile-de-France) (p. 7827).

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *défavorable* (p. 7807) ;

– *son* amendement n° 314 (de suppression) (p. 7829) : rejeté (p. 7830).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7862).

Article 7 *septemdecies* nouveau *(compétence en matière de transports régionaux) :*

– *défavorable* (p. 7866) ;

– *son* amendement n° 315 (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 7868).

Après l'article 10 :

– *favorable* à l'amendement n° 339 de M. Jean-Pierre Balligand (rétablissement dans leur rédaction initiale des dispositions de la loi du 29 janvier 1993 sur la transparence des transactions foncières des collectivités locales et l'attribution par elles de délégations de service public) (p. 7892).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *ses observations* (p. 7894) ;

– *son* amendement n° 316 soutenu par M. Gérard Saumade (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 7899) : adopté (p. 7900).

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *défavorable* (p. 7933) ;

– *son* amendement n° 317 rectifié (révision des conditions de mise à la disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la Compagnie nationale du Rhône ; suppression de la filiale commune à ces deux entreprises) (p. 7935) : rejeté (p. 7937).

Article 15 *(fonds d'investissement des transports terrestres. Taxe sur les sociétés d'autoroutes. Taxe sur la production des ouvrages hydroélectriques concédés) :*

– *favorable* à l'amendement n° 210 de M. René Beaumont (suppression de la personnalité morale du fonds ; affectation de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes à un fonds d'investissement des transports terrestres hors transports fluviaux ; généralisation de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés et affectation de son produit à un fonds d'investissement fluvial) (p. 7948).

Article 17 A nouveau *(orientations du schéma national d'aménagement et de développement du territoire pour la région Ile-de-France) :*

– *défavorable* (p. 7957).

Article 17 B nouveau *(agrément administratif dans la région Ile-de-France) :*

– *ses observations* (p. 7962) ;

– *son* amendement n° 318 (limitation de l'agrément en Ile-de-France à la construction, la reconstruction ou l'extension de bureaux) (p. 7964) : rejeté (p. 7965).

Article 17 C nouveau *(concessions autoroutières dans la région Ile-de-France) :*

– *défavorable* (p. 7965) ;

– *son* amendement n° 319 (de suppression) (p. 7969) : adopté au scrutin public (p. 7971).

Après l'article 17 C nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 308 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (représentation de la région dans le syndicat des transports en commun de la région Ile-de-France ; extinction en quinze ans de la contribution financière de l'Etat au syndicat ; affectation des sommes dégagées au Fonds national de péréquation prévu à l'article 23 du présent projet) (p. 7972).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. Suppression de la D.G.F. de la région Ile-de-France. Réaménagement du F.A.R.I.F.) :*

– *défavorable* (p. 8044) ;

– *son* amendement n° 320 (de suppression) (p. 8044, 8046) : rejeté au scrutin public (p. 8045).

Article 26 *(coopération transfrontalière : art. 133-1 et 133-2 de la loi du 6 février 1992) :*

– *ses observations* (p. 8073) ;

– *son* amendement n° 517 (autorisation par arrêté préfectoral) : rejeté (p. 8074).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Culture (p. 9577).

Energie : E.D.F. (p. 9577).

Equipement et grands travaux :
- autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 9577) ;
- voies navigables (p. 9577).

Etat (p. 9577).

Politique générale (p. 9577, 9578).

Régions : Ile-de-France (p. 9577, 9578).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de lutte contre la drogue et la toxicomanie [4 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Associations et bénévoles (p. 4894).

Commission Henrion et débat national (p. 4894).

Délinquance et criminalité : dépénalisation (p. 4894).

Lois : loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses (p. 4894).

Paris (p. 4893).

Santé publique :
- centres d'accueil et de soins (p. 4893, 4894) ;
- maladies : hépatite et sida (p. 4893) ;
- produits de substitution (p. 4894) ;
- seringues (p. 4893).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1994] :

Communes : Paris (p. 4964, 4965).

Constitution : article 66 (p. 4964).

Délinquance et criminalité :
- drogue (p. 4964, 4965) ;
- évolution (p. 4964, 4965).

Emploi : chômage (p. 4964).

Police nationale :
- logement (p. 4964) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 4964, 4965).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 4964).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 2 et annexe 1 *(orientations de la politique de sécurité) :*

– *ses observations* (p. 5050).

Police : Renseignements généraux.

– *son* amendement n° 277 (exclusion de la surveillance des activités politiques ou syndicales du champ de la mission de renseignement) : rejeté (p. 5053).

Article 5 *(rôle du préfet en matière de sécurité publique) :*

– *ses observations* (p. 5109) ;

– *son* amendement n° 278 (compétence du procureur de la République ; concours de l'administration pénitentiaire) (p. 5110) : rejeté (p. 5113).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII sur les pouvoirs du préfet de police à Paris) (p. 5124) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5124) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Laurent Dominati (compétence du maire de Paris en matière de police de la circulation) (p. 5124).

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 303 du Gouvernement (exercice des attributions « dans le cadre déterminé par la loi ») (p. 5132).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *ses observations* (p. 5135, 5137).

Administration : préfet.

Droits de l'homme et libertés publiques :
- C.N.I.L. ;
- Convention européenne des droits de l'homme.

– *son* amendement n° 279 (p. 5140) : non soutenu (p. 5141).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*

– *ses observations* (p. 5193) ;

– *son* amendement n° 280 (interdiction à compter de 0 heure le jour de la manifestation) : rejeté (p. 5198) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 5 du Gouvernement (champ territorial de l'interdiction) (p. 5200) ;

– *son* amendement n° 281 (autorisation de la fouille par le procureur de la République sur le rapport du préfet ; rapport d'exécution au procureur de la République) (p. 5201) : rejeté (p. 5202).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *défavorable* (p. 5204) ;

– *son* amendement n° 282 (limitation de la peine précitée aux non-résidents ; interdiction du cumul avec une peine privative de liberté) : rejeté (p. 5206).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 9294).

Communes : Paris (p. 9293, 9294).

Délinquance et criminalité :
- drogue (p. 9293, 9294) ;
- évolution (p. 9293).

Droit de manifestation (p. 9294).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 9294).

Etat : préfet (p. 9294).

Lois : projet de loi : annexe II (programmation des moyens) (p. 9293).

Police de la route et circulation routière (p. 9294).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 9293, 9294).

Surveillance et gardiennage (p. 9294).

Vidéosurveillance (p. 9294).

– ***Rappel au règlement :*** regrette l'atteinte portée à l'image de la France par le refus d'accueillir Mme Taslima Nasreen et souhaite que toutes dispositions soient prises pour réparer ce manquement [6 octobre 1994] (p. 5036).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **politique de la France à l'égard de l'Algérie** [11 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 5240) :

Algérie : politique économique et sociale ; terrorisme ; retour à la démocratie.

Etrangers : accueil des Algériens en France.

Français de l'étranger : hommage aux Français assassinés en Algérie.

France : rôle ; assistance financière.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 11 *(pérennisation de la réduction de la compensation de l'abattement de 16 p. 100 appliqué aux bases de taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 53 : non soutenu (p. 5517).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1994] :

Emploi : chômage :
- contrats de retour à l'emploi, contrats emploi solidarité, emplois consolidés et aide pour l'embauche de bénéficiaires du R.M.I. (p. 5961) ;
- évolution (p. 5962) ;
- insertion économique (p. 5961).

Entreprises : charges sociales et fiscales : allégement (p. 5961).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- A.F.P.A. (p. 5961) ;
- crédits, évaluation et contrôle (p. 5961) ;
- organismes de mutualisation agréés, fonds d'assurance formation et organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation (p. 5961) ;

Jeunes : chômage, exclusion et insertion (p. 5961).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : article 47 (modification du contrat de travail) (p. 5961).

Politique de l'emploi (p. 5961).

Régions : compétences : formation professionnelle (p. 5961).

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1994] (p. 6053) :

Aides :
- prêts d'accession à la propriété ;
- prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale ;
- prime à l'amélioration de l'habitat ;
- « 1 p. 100 logement ».

Communes : Paris.

Logement privé : bureaux : destination.

Logement social : logement des plus démunis ; « sans domicile fixe ».

Ministère : crédits.

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Associations : rôle et subventions (p. 6467, 6468).

Collectivités territoriales (p. 6467, 6468).

Communes : Paris (p. 6468).

Emploi (p. 6467).

Etrangers : Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (F.A.S.) (p. 6468).

Logement et habitat : PALULOS (p. 6467).

Ordre public : police (p. 6468).

Politique de la ville :
- crédits (p. 6467) ;
- équipements et services publics (p. 6468) ;
- fonds interministériel (p. 6467) ;
- moyens et procédures : contrats de ville, « grands projets urbains » et simplification (p. 6467).

Intérieur [7 novembre 1994] :

Article 59 *(financement des dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) :*

– *son* amendement n° 9 (de suppression) (p. 6572) : adopté (p. 6576).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 49 *(réforme du financement de l'allocation de R.M.I.) :*

– *son* amendement n° 8 : non soutenu (p. 7073).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6799).

Caisses de sécurité sociale et paritarisme (p. 6799).

Communautés européennes et Union européenne : traité sur l'Union européenne (p. 6799).

Emploi (p. 6799).

Financement et équilibre des comptes (p. 6799).

Lois : proposition de loi n° 665 rectifié tendant à abroger le monopole de la sécurité sociale et à encourager la participation personnelle des Français à la gestion de leur assurance maladie (p. 6798).

Mutuelles (p. 6799).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6799).

Retraites (p. 6798).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [18 novembre 1994] :

Son intervention (p. 7161) et *son interruption* (p. 7167).

Principaux thèmes développés :

Ordre public : sociétés de surveillance (p. 7161).

Police de la route et sécurité routière :

- limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse (p. 7161) ;
- permis de conduire (p. 7161) ;
- sécurité (p. 7161).

Transports aériens (p. 7161).

Transports routiers (p. 7161, 7162, 7167).

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Avant l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Fuchs (taux d'alcoolémie nul pour les conducteurs de moins de vingt-cinq ans titulaires d'un permis depuis moins de deux ans) (p. 7168).

Article 10 *(création d'un délit de grand excès de vitesse : art. L. 4-1 du code de la route) :*

– *favorable* (p. 7170) ;

– *ses observations sur* l'amendement n° 80 rectifié de M. Gérard Boche (fixation du montant maximum de l'amende à 7 500 F ; différenciation pour les autoroutes, les routes et les agglomérations ; rapport d'évaluation) (p. 7176, 7178, 7180) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 95 du Gouvernement (fixation du montant de l'amende à 15 000 F) à l'amendement n° 80 rectifié de M. Gérard Boche (p. 7179) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 96 de M. Pierre Mazeaud (fixation du montant de l'amende à 25 000 F) à l'amendement n° 80 rectifié de M. Gérard Boche (p. 7179).

Article 1er précédemment réservé *(contrôles de sûreté dans les aéroports : art. L. 282-2 du code de l'aviation civile) :*

– *favorable* à l'amendement n° 62 de M. Jean-Louis Idiart (de suppression) (p. 7190).

Article 26 *(délégation de transports scolaires) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 49 de la commission et 55 de la commission de la production (de suppression) (p. 7207).

Explications de vote (p. 7210, 7211) :

Etat.

Police de la route et sécurité routière : limitations de vitesse et délit de grand excès de vitesse.

Transports scolaires.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I. (p. 8679, 8680).

Emploi : insertion professionnelle et sociale : associations intermédiaires (p. 8680).

Entreprises : cotisations sociales : exonérations (p. 8679, 8680).

Etat : préfets (p. 8680).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Article 3 *(interdiction des dons des personnes morales aux candidats : art. L. 52-8 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8931).

– *son* amendement n° 20 corrigé (limitation aux élections au scrutin de liste et aux élections présidentielles) : rejeté (p. 8934).

Article 5 *(remboursement des dépenses électorales aux candidats : art. L. 52-11 du code électoral) :*

– *ses observations* (p. 8938) ;

– *son* amendement n° 24 (avance aux candidats égale à la moitié du remboursement maximum ; reversement du trop-perçu ; reversement total en cas de méconnaissance des règles en matière de plafonnement des dépenses, de compte de campagne ou de déclaration de patrimoine) (p. 8942) : retiré (p. 8943).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 47 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (institution d'une taxe sur les marchés publics destinée au financement des partis et des campagnes électorales) (p. 8946).

Audiovisuel.

Article 9 *(répartition de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques : art. 9 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 27 corrigé (création d'une dotation par élection au suffrage universel direct) : rejeté (p. 8969).

Article 12 *(interdiction des dons des personnes morales aux partis politiques : art. 11-4 de la loi du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 22 corrigé : non soutenu (p. 8975).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 21 : non soutenu (p. 8976).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8993) ;

– *son* sous-amendement n° 110 (propositions de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans le délai de trois mois sur l'accès des courants de pensée aux émissions politiques) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (rapport de cette commission sur l'application de la loi pendant les trois années suivant son entrée en vigueur) : rejeté (p. 8998).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [12 décembre 1994] :

Soutient sa question préalable (p. 8870) : rejetée (p. 8874).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8870).

Audiovisuel (p. 8872 à 8874).

Cumul des mandats (p. 8871 à 8873).

Dépenses électorales : plafonnement et remboursement (p. 8873).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8871, 8873).

Fonctionnaires et agents publics (p. 8873).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8870) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8870) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8870) ;
- loi organique n° 72-64 du 24 janvier 1972 modifiant certaines dispositions du titre II de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (p. 8872).

Parlement : incompatibilités (p. 8871, 8872).

Partis et mouvements politiques :

- financement (p. 8871, 8873) ;
- rôle et statut (p. 8871, 8872).

Politique générale (p. 8871, 8872).

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 26 corrigé (p. 9023) : non soutenu (p. 9025) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9041) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9041) ;

– *son* amendement n° 23 corrigé : non soutenu (p. 9042) ;

– *son* amendement n° 25 : non soutenu (p. 9043) ;

– *son* amendement n° 24 : non soutenu (p. 9046).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 4 *(missions de la Commission pour la transparence de la vie politique : art. 3 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) :*

– *son* amendement n° 21 : non soutenu (p. 9176).

– Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sur les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes (COM (94) 460 final n° E-330) (n° 1766).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

Chantiers navals français : sites et effectifs (p. 9362, 9363).

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission : négociation : pouvoirs (p. 9361, 9362) ;
- « compromis de Luxembourg » (p. 9362) ;
- politique industtielle communautaire (p. 9362).

Etats-Unis :

- législation commerciale : section 301 du « Trade Act » (p. 9361) ;
- législation industrielle : le « Jones Act » (p. 9362).

Politique économique et sociale : aides à la construction navale (p. 9362).

Traités et conventions : accord O.C.D.E. du 17 juillet 1994 (p. 9361, 9362).

Travail : « dumping social » (p. 9362).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1994] :

– *favorable* au sous-amendement n° 10 de M. Pierre Mazeaud (de précision) à l'amendement n° 5 de M. Charles Josselin (introduction d'un dispositif communautaire efficace de défense commerciale) (p. 9366).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] (p. 9412) :

Anciens combattants : Afrique du Nord :

- allocation de préparation à la retraite ;
- carte du combattant ;
- fonds de solidarité ;
- retraite : retraite anticipée et durée de cotisation.

Lois : loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale.

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– transports aériens en Europe [20 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 9431) *:*

Aéroports : Orly : trafic ; ouverture aux autres compagnies.

Aménagement du territoire : lignes intérieures françaises et desserte des D.O.M.-T.O.M. ; fonds de péréquation du transport aérien.

Commerce extérieur : déréglementation internationale et « ouverture » du ciel européen.

Compagnies aériennes :

- Air France : missions, personnel, plan de restructuration ;
- Air Inter.

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Etablissements scolaires :

- chefs d'établissement (p. 9512) ;
- réseaux d'établissements (p. 9512)

Institut des hautes études de l'éducation nationale (p. 9512).

Personnel :

- effectifs (p. 9512) ;
- syndicats (p. 9512).

Personnel non enseignant : demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9512).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9511, 9512).

Discussion des articles [21 et 22 décembre 1994] :

Article 1er et annexe 1 *(programmation budgétaire du « nouveau contrat pour l'école ») :*

– *défavorable* (p. 9587).

Article 3 *(réseaux d'établissements) :*

– *défavorable* (p. 9613).

Article 4 *(contrats d'association à l'école) :*

– *défavorable* (p. 9617).

SAUGEY (Bernard)

Député de l'Isère

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Premier ministre : rapatriés) [15 juin 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XV : **Services du Premier ministre : rapatriés (n° 1561)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les rapatriés, suppléé par M. Georges Colombier [26 octobre 1994].

SAUMADE (Gérard)

Député de l'Hérault

(4e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Crédits d'insertion du R.M.I. : péréquation départementale [8 juin 1994] (p. 2717, 2718).

– Politique européenne : évolution de l'Union européenne : position de la France [26 octobre 1994] (p. 6071, 6072).

orales sans débat :

– n° 363, posée le 16 mai 1994 : **contrôle de l'application des lois** (p. 1811). Appelée le 19 mai 1994 : décrets : publication ; délais (p. 1930, 1931).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 73 de M. Raymond Couderc, 87 de M. Serge Charles et 110 corrigé de M. Christian Vanneste (suppression de la départementalisation des U.R.S.S.A.F.) (p. 3785) ;

– *son* amendement n° 98 (modalités d'organisation spécifiques à la région Ile-de-France) : devenu sans objet (p. 3786).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :

– coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4289, 4290) ;

– ressources et péréquation (p. 4290).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4289).

Communes (p. 4290) :

– Agde ;

– Montpellier.

Départements :

– Charente-Maritime (p. 4291).

– Corse-du-Sud (p. 4290) ;

– Hérault (p. 4290) ;

– Pyrénées-Orientales (p. 4290) ;

– Yvelines (p. 4290).

Développement local (p. 4289).

Emploi : chômage (p. 4290) :

– évolution ;

– insertion.

Etat :

– arrondissement (p. 4290) ;

– déconcentration (p. 4289) ;

– préfet et sous-préfet (p. 4289, 4290) ;

– tôle (p. 4289).

Politique générale (p. 4289).

Discussion des articles [8, 9, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 48 (correction des handicaps liés à la situation économique et de l'emploi) : devenu sans objet (p. 4389) ;

– *son* amendement n° 49 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *soutient* l'amendement n° 60 de M. Michel Merciet (publication d'un avis de la commission départementale de coopération intercommunale sur les limites des arrondissements au regard de la notion de pays) (p. 4509) : rejeté (p. 4513).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 392 (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 4528) : rejeté (p. 4530).

Après l'article 15 :

– *favorable* à puis *reprend* l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4585, 4586) : rejeté (p. 4588).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

Article L. 112-16 du code rural :

– *favorable* à l'amendement n° 1020 de M. Charles Millon (compétence du département après avis de la commission consultative prévue à l'article) (p. 4595).

Avant l'article 20 :

– *son* sous-amendement n° 1019 (contrats d'insertion par l'activité des bénéficiaires du R.M.I.) à l'amendement n° 775 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (dépôt dans le même délai de projets de loi sur la répartition des compétences en matière de R.M.I., de dépendance, de handicapés, de voirie routière, d'organisation des transports ferroviaires et d'aides économiques) : devenu sans objet (p. 4656).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *son* sous-amendement n° 1018 (prise en compte des charges d'aide sociale) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4660) : rejeté (p. 4662) ;

– *son* sous-amendement n° 1017 (prise en compte du nombre d'allocataires du R.M.I.) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4660) : rejeté (p. 4662).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 519 de M. Jean-Pierre Thomas (Commission nationale de réforme des finances locales chargée de présenter un bilan du système financier local et des propositions de réforme) (p. 4701).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 967 de M. Yves Bonnet (extension du rapport quinquennal prévu à l'article à la suppression du décalage de deux ans pour les attributions du F.C.T.V.A. de l'ensemble des groupements de communes) (p. 4728).

Après l'article 24 :

– *reprend* l'amendement n° 943 de M. Louis de Broissia (extension de la D.G.F. aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes) : rejeté (p. 4736).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29, 30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 6 *bis* nouveau *(politiques interrégionales de développement des massifs de montagne) :*

– *favorable* au sous-amendement n° 535 de M. Augustin Bonrepaux (élaboration des schémas interrégionaux en partenariat avec l'Etat) à l'amendement n° 56 de la commission (élaboration du schéma interrégional de massif par les conseils régionaux avec le concours du comité de massif ; possibilité d'une élaboration à l'initiative du comité de massif ; possibilité de schémas interrégionaux communs à deux massifs) (p. 7791).

Article 7 *bis* A nouveau *(création du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 60 rectifié de la commission et 349 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (remplacement du groupement d'intérêt public par une délégation parlementaire, assistée d'un conseil scientifique, dénommée Office parlementaire pour la planification et l'aménagement du territoire) (p. 7801).

Article 7 quater nouveau *(répartition équilibrée des universités sur le territoire) :*

– *ses observations* (p. 7807).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la consultation des représentants des activités économiques et socioprofessionnelles avant de constater l'existence du pays ; suppression de son caractère de périmètre de solidarité au sens de la loi n° 92-125 du 6 février 1992) (p. 7861).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 155 (compétence du Premier ministre pour statuer en dernier ressort) (p. 7898) : rejeté (p. 7899) ;

– *soutient* l'amendement n° 316 de M. Georges Sarre (cahier des charges en matière d'objectifs de service en cas de privatisation d'un organisme chargé d'une mission de service public) (p. 7899) : adopté (p. 7900).

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des conditions de desserte existant dans les communes voisines) (p. 7903) ;

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 207 de M. René Beaumont et 529 de M. Roland Nungesser (suppression de la pérennisation des conditions de mise à disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la C.N.R.).(p. 7940).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural) :*

– *son* amendement n° 158 (gestion par le conseil général des crédits répartis) : rejeté (p. 7955).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *son* amendement n° 159 soutenu par M. Alfred Muller (prise en compte des charges d'aide sociale) : retiré (p. 8018) ;

– *son* amendement n° 160 soutenu par M. Alfred Muller (péréquation entre les départements en fonction de leurs charges de R.M.I.) (p. 8024) : rejeté (p. 8025) ;

– *ses* amendements nos 161 et 162 : non soutenus (p. 8026).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [21 octobre 1994] (p. 5819) :

Aménagement du territoire :

– crédits : montant, évolution, répartition ;

– projet de loi d'orientation pour le développement du territoire.

Politique économique et sociale : R.M.I. : prise en charge par les départements.

Environnement. – *Questions* [21 octobre 1994] (p. 5865) :

Cours d'eau, étangs et lacs : plan d'ensemble pour la région méditerranéenne.

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6850).

Communes : Lodève (p. 6851).

Départements :

– compétences et charges (p. 6850, 6851) ;

– Hérault (p. 6850, 6851).

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6851).

Santé publique : toxicomanie (p. 6850, 6851).

Sécurité sociale : assurance personnelle (p. 6851).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 décembre 1994] :

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8269).

Déchets :

- déchets industriels (p. 8269) ;
- déchets ménagers (p. 8269).

Parcs : parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles (p. 8269).

Risques naturels : prévention et couverture (p. 8268, 8269).

Urbanisme : P.O.S. et Z.A.C. (p. 8268).

SAUVADET (François)

Député de la Côte-d'Or

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

Rapporteur de cette mission [*J.O.* du 30 septembre 1994] (p. 13860).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17936).

INTERVENTIONS

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique d'aménagement du territoire [26 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Bâtiment et travaux publics : équipements collectifs (p. 1123).

Collectivités locales : décentralisation (p. 1123).

Développement local et « bassins de vie » (p. 1123).

Entreprises : créations (p. 1123).

Etat :

- rôle (p. 1123) ;
- services : implantation (p. 1123).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1124).

Lois : projet de loi d'orientation (p. 1123, 1124).

Politique d'aménagement du territoire (p. 1123).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales (p. 4277, 4278) :

- compétences ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays.

Constitution : égalité (p. 4277).

Consultation nationale (p. 4276).

Emploi : chômage : évolution (p. 4278).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4278).

Etat (p. 4277) :

- déconcentration ;
- rôle.

Impôts locaux (p. 4278) :

- réforme ;
- taxe professionnelle.

Logement et habitat (p. 4277).

Services publics (p. 4277).

Transports (p. 4277).

Discussion des articles [8, 9, 11 et 12 juillet 1994] :

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 629 de M. Germain Gengenwin (dépôt d'un projet de loi sur les compétences des collectivités territoriales) : retiré (p. 4389).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 22 (cadrage financier du plan régional en matière d'aménagement du territoire) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 39 de M. Michel Meylan, 143 de M. Rémy Auchedé, 321 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 4469) ;

– *son* amendement n° 20 (présidence par le président du conseil régional) (p. 4473) : rejeté (p. 4474) ;

– *son* sous-amendement n° 1014 (détermination de l'ordre du jour par le président du conseil régional après avis du préfet) à l'amendement n° 225 de la commission (réunion au minimum annuelle ; détermination conjointe de l'ordre du jour par les coprésidents) : retiré (p. 4474) ;

– *son* sous-amendement n° 1013 (présidence par le président du conseil régional) à l'amendement n° 225 de la commission : devenu sans objet (p. 4474) ;

– *son* amendement n° 21 (détermination de l'ordre du jour par le président du conseil régional après avis du préfet) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 19 (consultation des communes et du département) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 24 (rapport sur la polyvalence des services en milieu rural) : retiré (p. 4524) ;

– *son* amendement n° 25 : non soutenu (p. 4527).

Après l'article 11 :

– *son* amendement n° 18 (assouplissement des conditions de création d'une officine pharmaceutique dans les communes de moins de 2 000 habitants) : non soutenu ; repris par M. Augustin Bonrepaux : adopté après rectification (p. 4531).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *son* amendement n° 630 soutenu par M. Francis Gallizi (délimitation des zones d'intervention du fonds par référence aux cantons éligibles aux aides européennes au titre de l'objectif 5 *b* et aux quartiers urbains à fort taux de chômage) (p. 4612) : rejeté (p. 4613).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 189 soutenu par M. Jean Briane (institution d'un schéma départemental d'urbanisme commercial) : adopté (p. 4642) ;

– *son* amendement n° 194 soutenu par M. René Beaumont (même extension en ce qui concerne la création de commerces d'une surface de vente de plus de 400 m² dans les communes de moins de 40 000 habitants) (p. 4642) : rejeté (p. 4643).

Après l'article 21 :

– *son* amendement n° 195 (rapport sur le regroupement de la D.G.E. et de la D.G.F.) : retiré (p. 4669).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *son* amendement n° 190 soutenu par M. Germain Gengenwin (transfert du montant de la D.G.F. Ile-de-France pour moitié à la D.S.U. et pour moitié à la D.S.R.) (p. 4683) : adopté (p. 4684).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 196 (simulations annexées au rapport) : devenu sans objet (p. 4702, 4703).

Après l'article 23 :

– *son* amendement n° 197 soutenu par M. Germain Gengenwin (rapport sur la liaison des taux de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation) (p. 4709) : adopté (p. 4710).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 de M. Pierre Micaux (création avec l'accord des départements) (p. 4738) : rejeté (p. 4739).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 191 (saisine par 30 p. 100 des électeurs inscrits) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 192 (de coordination) : devenu sans objet (p. 4769).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 628 (mention de la notion « d'aménagement » du territoire) : adopté (p. 4780).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 11 bis *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *son* amendement n° 355 : non soutenu (p. 7907).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Jeunes : insertion professionnelle et sociale : aide au premier emploi et formation en alternance (p. 5989).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [26 novembre 1994] :

Après l'article 25 :

– *son* amendement n° 429 : non soutenu (p. 7651).

SAUVAIGO (Suzanne)

Député des Alpes-Maritimes

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Cesse d'être rapporteur du projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L. 71 du code électoral tel qu'il résulte de l'article unique de la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993 (n° 771) (remplacée par M. Jean Rosselot) [11 janvier 1994].

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les méthodes et les agissements de la police, de sa hiérarchie et des autorités administratives, à l'occasion des manifestations de jeunes sur la voie publique en mars 1994 (n° 1059) [14 avril 1994].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la colombophilie (n° 1154) [20 avril 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Martin Malvy et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les contrôles exercés par les services de police sur les partis politiques (n° 1521) [15 septembre 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Alain Marsaud et Jean-Pierre Philibert tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été entravées les procédures judiciaires à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy (n° 1528 rectifié) [12 octobre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334) [*J.O.* du 17 décembre 1994] (p. 17883).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335) [*J.O.* du 16 décembre 1994] (p. 17883).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1059) de M. Jean-Pierre Brard tendant à créer une **commission d'enquête sur les méthodes et les agissements de la police, de sa hiérarchie et des autorités administratives, à l'occasion des manifestations des jeunes sur la voie publique en mars 1994 (n° 1208)** [4 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1154) **relatif à la colombophilie (n° 1207)** [4 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1521) de M. Martin Malvy et plusieurs de ses collègues tendant à créer une **commission d'enquête sur les contrôles exercés par les services de police sur les partis politiques (n° 1583)** [12 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de MM. Alain Marsaud et Jean-Pierre Philibert (n° 1528 rectifié) tendant à la création d'une **commission d'enquête chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été entravées les procédures judiciaires à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy (n° 1742)** [1er décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] (p. 1792) :

Harkis et assimilés :

– allocation forfaitaire : complément ;
– « deuxième et troisième générations » ;
– rôle, hommage et reconnaissance ;
– veuves ;
– victimes de la captivité en Algérie.

Harkis et assimilés : logement :

– accession à la propriété ;
– amélioration de l'habitat ;
– surendettement.

Lois : loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés.

– Projet de loi relatif à la colombophilie (n° 1154).

Rapporteur de la commission des lois.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [31 mai 1994] (p. 2396) :

Colombophilie :

– associations et fédération ;
– déclaration préalable.

Commerce extérieur.

Communautés européennes et Union européenne.

Délinquance et criminalité : sanctions.

D.O.M.-T.O.M. : T.O.M. et Mayotte.

Lois : loi n° 57-724 du 27 juin 1957 réglementant la colombophilie civile.

Ordre public : police administrative : colombophilie :

– ministres de la défense et de l'intérieur ;
– préfets.

Régions : Nord-Pas-de-Calais.

Discussion des articles [31 mai 1994] :

Article 3 *(mouvements de pigeons voyageurs) :*

– *son* amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 2400).

Après l'article 6 :

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (extension aux T.O.M. et à Mayotte) : retiré (p. 2401).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 novembre 1994] :

Cours d'appel : cour d'appel d'Aix-en-Provence (p. 7231, 7232).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation et rapport d'exécution (p. 7231).

Procédure pénale : transaction, composition, injonction (p. 7232).

Tribunaux : tribunal de grande instance de Grasse (p. 7231).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *défavorable* (p. 4171, 4172).

Délinquance et criminalité :

– délinquance ;
– victimes.

Justice : égalité.

Procédure pénale : transaction pénale.

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 98 rectifié (procédure simplifiée d'injonction correctionnelle) (p. 7277) : rejeté (p. 7281) ;

– *son* amendement n° 105 (dénomination d'« injonction ») : devenu sans objet (p. 7281).

Article 48-1 (initiative de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 106 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7282).

Article 48-2 (champ d'application de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 107 (injonction impossible en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail, d'exhibition sexuelle ; même exclusion à l'égard des personnes condamnées ou ayant fait l'objet d'une injonction pour des faits identiques commis depuis moins de deux ans) (p. 7282) : retiré (p. 7283).

Article 48-3 (notification de la proposition de composition à l'auteur du délit, au plaignant et à la victime) :

– *son* amendement n° 108 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7283) ;

– *son* amendement n° 109 (audition de la victime par le procureur de la république avant engagement de la procédure d'injonction) : devenu sans objet (p. 7283).

Article 48-4 du code de procédure pénale (nature des obligations pouvant constituer la composition) :

– *son* amendement n° 110 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7284).

– *ses* amendements n^os^ 111 et 112 (de coordination) : devenus sans objet (p. 7284).

Article 48-5 (non-exécution des obligations prévues par la composition. Suspension de la prescription) :

– *ses* amendements n^os^ 113 et 114 (de coordination) : devenus sans objet (p. 7284).

Article 48-6 (droits de la victime) :

– *son* amendement n° 115 (de coordination) : adopté (p. 7284).

Article 48-7 (inscription de la composition sur un registre national) :

– *son* amendement n° 116 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7285).

Avant l'article 22 :

– *son* amendement n° 104 précédemment réservé (intitulé du chapitre I^er^ du titre III du projet de loi : « L'injonction en matière pénale ») : adopté (p. 7285).

SCHLERET (Jean-Marie)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(1^re^ circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Sécurité** : troubles en milieu scolaire et péri-scolaire ; transports en commun [16 novembre 1994] (p. 6940).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le « nouveau contrat pour l'école » et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Collectivités locales (p. 2743).

Consultation nationale sur l'école (p. 2742).

Education civique (p. 2743).

Education spécialisée (p. 2743).

Elèves : égalité (p. 2742).

Enseignement maternel et primaire : études dirigées et travail personnel (p. 2743).

Enseignement secondaire :
- collèges (p. 2743) ;
- lycées (p. 2743).

Etablissements scolaires (p. 2742, 2743).

Handicapés (p. 2743).

Langues étrangères (p. 2743).

Langue française (p. 2742, 2743).

Loi de finances : crédits budgétaires :
- éducation (p. 2744) ;
- programmation (p. 2743).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2743).

Programmes :
- contenu (p. 2743) ;
- enseignement artistique (p. 2743).

Rythmes scolaires (p. 2743, 2744).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : fonds social collégien (p. 6240).

Emploi : chômage : « contrats d'association à l'école » (p. 6240).

Enseignants :
- formation professionnelle (p. 6241) ;
- revalorisation (p. 6240, 6241).

Enseignement secondaire : collèges (p. 6240).

Enseignement technique et professionnel (p. 6241).

Etablissements scolaires : chefs d'établissement (p. 6241).

Lois : projet de loi de programmation (p. 6241).

Ministère de l'éducation nationale : crédits (p. 6240).

Personnel non enseignant :
- A.T.O.S. (p. 6240) ;
- conseillers d'orientation (p. 6241) ;
- psychologues (p. 6241).

Politique de l'éducation : contenu : évolution et « nouveau contrat pour l'école » (p. 6240).

Professions médicales et paramédicales : médecins et infirmières scolaires (p. 6240).

Zones d'éducation prioritaires (p. 6240).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6241).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Education civique (p. 9513)

Enseignement secondaire : collèges (p. 9513).

Enseignement technique et professionnel (p. 9513).

Langues étrangères (p. 9513).

Lois : loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation (p. 9512).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 9512).

Personnel : effectifs (p. 9513).

Personnel non enseignant : demandeurs d'emploi : contrats d'association à l'école (p. 9513).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9513).

Discussion des articles [22 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 192 de M. François Loos (création de stages d'observation du milieu professionnel pour les enfants non libérés de l'obligation scolaire) : retiré (p. 9613).

SCHREINER (Bernard)

Député du Bas-Rhin

(9^e^ circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Anciens combattants et victimes de guerre) en remplacement de M. Thierry Lazaro [30 juin 1994]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VIII : **Anciens combattants et victimes de guerre (n° 1561)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à actualiser la **loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 1803)** [14 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 1905, 1906). Exploitations agricoles : gel des terres (p. 1906).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le « nouveau contrat pour l'école » et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Audiovisuel (p. 2766).

Education civique (p. 2766).

Enseignement maternel et primaire : études dirigées et travail personnel (p. 2766).

Enseignement secondaire : collèges (p. 2766).

Formation professionnelle et promotion sociale :

- apprentissage (p. 2766) ;
- enseignement technique et professionnel (p. 2766).

Langue française (p. 2766).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2767).

Rythmes scolaires (p. 2766).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Elevage : bâtiments d'élevage (p. 6173).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 6174).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Anciens combattants d'Afrique du Nord :

- chômeurs de longue durée : préretraite (p. 6493) ;
- fonds de solidarité (p. 6493) ;
- retraite anticipée (p. 6492, 6493).

Assemblée nationale : commissions des finances et des affaires culturelles : budget des anciens combattants : rejet (p. 6493).

Lois : projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (p. 6492).

Vote des crédits [16 novembre 1994] :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 276 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1 757 millions de francs en conséquence de l'institution de l'allocation de préparation à la retraite du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et de l'abaissement de l'âge requis pour bénéficier de ce fonds) (p. 7079).

Après l'article 51 :

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (attribution d'une allocation de préparation à la retraite aux chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6895).

Hôpitaux et cliniques :

- budget global et taux directeur (p. 6899) ;
- hôpital public : conseil d'administration (p. 6899).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 51 :

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (allocation de préparation à la retraite pour les chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079, 7080).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Député du Val-de-Marne

(3e circonscription)

Apparenté socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation d'amendements à la convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux, adoptés par la conférence extraordinaire réunie à Régina, Canada, le 28 mai 1987 (n° 121).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [9 mai 1994] (p. 1576) :

Constitution : article 53 et examen par le Parlement des Conventions internationales.

Convention du 2 février 1971 : objet et amendements.

Environnement : zones humides : protection.

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la diversité biologique adoptée le 22 mai 1992 et signée par la France le 13 juin 1992 (n° 1151).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [9 mai 1994] :

Convention sur la biodiversité :
- déclaration interprétative (p. 1581) ;
- ratification française : calendrier (p. 1581).

Environnement : protection ; zones « Natura 2000 » ; fonds pour l'environnement mondial (p. 1581).

Propriété intellectuelle : respect (p. 1580, 1581).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges

(1re circonscription)

R.P.R.

Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur le Crédit lyonnais [*J.O.* du 4 mai 1994] (p. 6516).

Président de cette commission [*J.O.* du 6 mai 1994] (p. 6648).

DEPOTS

Allocution prononcée le 29 juin 1994 en sa qualité de Président de l'Assemblée nationale **(n° 1441)** [29 juin 1994].

Allocution prononcée le 21 décembre 1994 en sa qualité de Président de l'Assemblée nationale **(n° 1847)** [22 décembre 1994].

INTERVENTIONS

En qualité de Président :

– **Déclare** ouverte la deuxième session extraordinaire de 1993-1994 [11 janvier 1994] (p. 4).

– ***Ses observations sur le rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin)* sur l'expulsion de deux terroristes iraniens vers leur pays d'origine [11 janvier 1994] (p. 8).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Le Déaut (Jean-Yves)* sur la dévaluation du franc C.F.A. [11 janvier 1994] (p. 29).

– **Proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).**

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Après l'article 45 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 12 de M. Jacques Brunhes (recevabilité d'un amendement augmentant une charge publique gagé par des recettes de compensation) (p. 423).

Article 48 *(délai de dépôt des amendements des députés : art. 99 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Mazeaud (fixation à trois jours de séance suivant la distribution du rapport du délai normal de dépôt des amendements) (p. 429).

Article 55 *(motion d'ajournement : art. 128 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Brunhes (compétence de l'Assemblée pour adopter des réserves ou interprétations d'initiative parlementaire à un accord international) (p. 431).

– **Prononce** la clôture de la deuxième session extraordinaire de 1993-1994 [28 janvier 1994] (p. 486).

– **Déclare** ouverte la seconde session ordinaire de 1993-1994 [2 avril 1994] (p. 491).

– **Prononce** l'éloge funèbre de **Yann Piat** [5 avril 1994] (p. 517).

– **Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).**

Deuxième lecture :

Discussion des articles [14 avril 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Le Déaut (Jean-Yves)* sur la seconde délibération des dispositions relatives à l'autopsie (p. 841).

Après l'article 5 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 128 du Gouvernement (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoiétiques) (p. 852) : retiré (p. 853).

Explications de vote [20 avril 1994] :

– *son intervention* (p. 1008).

Assemblée nationale : vote électronique : nouvelles modalités.

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires hongrois, à une délégation de parlementaires arméniens, et à une délégation de parlementaires québécois** [20 avril 1994] (p. 986).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires marocains et à une délégation de parlementaires argentins** [27 avril 1994] (p. 1170).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires turcs** [4 mai 1994] (p. 1422).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires portugais** [11 mai 1994] (p. 1681).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires islandais** [18 mai 1994] (p. 1849).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires botswanais** [18 mai 1994] (p. 1849).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires estoniens** [1er juin 1994] (p. 2467).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires chinois** [1er juin 1994] (p. 2467).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires britanniques** [22 juin 1994] (p. 3339).

– **Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée nationale (n° 1371).**

Avant le texte de la proposition de résolution [28 juin 1994] :

Son intervention : précise le mode de déroulement de la séance et l'organisation des débats (p. 3711).

– Son allocution (n° 1441).

Principaux thèmes développés [29 juin 1994] :

Assemblée nationale :
- amendements (p. 3818, 3819) ;
- commission des immunités (p. 3819) ;
- commissions : participation du Gouvernement et des députés non membres ; travaux et missions d'informations communes (p. 3819) ;
- commissions d'enquête (p. 3818, 3819) ;
- contrôle du Gouvernement : questions d'actualité, déclarations et communications hebdomadaires du Gouvernement, questions écrites (p. 3818, 3819) ;
- délégation pour l'Union européenne (p. 3820) ;
- ordre du jour prioritaire (p. 3819, 3821) ;

– Palais-Bourbon : visites (p. 3820) ;
– règlement : réforme : mise en œuvre (p. 3819) ;
– session ordinaire de printemps : bilan (p. 3818).

Assemblée nationale : activités internationales :
– aide aux jeunes démocraties (p. 3820) ;
– A.I.P.L.F. (p. 3820) ;
– élections : missions d'observation (p. 3820) ;
– U.E.O. (p. 3820) ;
– Union interparlementaire : 91e conférence (p. 3820)
– visite du président Clinton (p. 3820).

Audiovisuel : télévision : Canal Assemblée nationale (p. 3820).

Communautés européennes et Union européenne : contrôle et information du Parlement français (p. 3820).

Constitution :
– article 88-4 : mise en œuvre (p. 3819, 3820) ;
– démocratie parlementaire (p. 3821).

Cour des comptes (p. 3819).

Jeunes : Parlement des enfants (p. 3820).

Parlement :
– exposition permanente sur l'histoire de l'Assemblée nationale, l'organisation et le fonctionnement du Parlement français (p. 3820) ;
– sessions : durée : allongement (p. 3819) ;
– session extraordinaire (p. 3819).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture [5 juillet 1994] :

Article 1er *(juges de paix : art. 41-10 à 41-15 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature) :*

Après l'article 41-13 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (cumul d'une activité professionnelle et de fonctions judiciaires) (p. 4105).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin) :* prend acte du rappel au règlement relatif à l'écoute du comité directeur du parti socialiste par les agents des renseignements généraux [6 juillet 1994] (p. 4161).

– ***Après les observations du ministre de l'Intérieur sur le rappel au règlement*** de : *Malvy (Martin) :* annonce son intention de donner la parole à un représentant par groupe en commençant par le groupe socialiste [6 juillet 1994] (p. 4189) ; déplore que M. Henri Emmanuelli l'ait personnellement mis en cause en son absence (p. 4189).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8, 9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

– *ses observations* (p. 4373).

Assemblée nationale : conditions de travail.

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 399 corrigé de M. Jacques Blanc (objectif d'ouverture sur l'Union européenne) (p. 4389).

Article 3 *(Conseil national du développement du territoire) :*

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 939 corrigé de M. Louis de Broissia (représentants des associations familiales) à l'amendement n° 214 rectifié de la commission (Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire ; composition et compétence) (p. 4432).

Après l'article 4 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 567 de M. André Santini (consultation du Conseil national des villes) (p. 4443).

Après l'article 7 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 446 de M. Pierre Albertini (étude d'impact démographique et économique) (p. 4487).

Avant l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 391 de M. Jean-Jacques de Peretti (fusion du commissariat général du Plan et de la DATAR) (p. 4489).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 59 de M. Michel Mercier (consultation des collectivités territoriales en cas de regroupement fonctionnel visant des services déconcentrés mis à leur disposition) (p. 4497).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 541 de M. Pierre Mazeaud et 690 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4508) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 691 de M. Augustin Bonrepaux (adaptation des limites des arrondissements et des départements sur avis conforme des départements et de la commission départementale de coopération intercommunale) (p. 4510).

Assemblée nationale : président de séance.

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 252 de la commission (annexe au projet de loi de finances sur les financements apportés depuis 1989 par les fonds structurels communautaires) (p. 4545).

Article 14 *(fonds de péréquation des transports aériens – taxe sur les passagers embarquant dans les aéroports situés en France continentale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 983 rectifié du Gouvernement (affectation de la taxe au compte d'affectation spéciale à créer dans la loi de finances pour 1995) (p. 4564).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *ses observations* (p. 4592).

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière.

Article L. 112-16 du code rural :

– *ses observations* sur l'amendement n° 595 de M. Marc Laffineur (association du conseil général à la mise en œuvre du fonds) (p. 4596).

Assemblée nationale : amendements : vote.

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *ses observations* (p. 4621).

Après l'article 19 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 767 (transfert d'universités dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) : irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution (p. 4642).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques nos 290 de la commission, 70 de M. Michel Mercier et 793 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 4666).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 196 de M. François Sauvadet (simulations annexées au rapport) (p. 4702, 4703) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 294 de la commission, 168 de M. Michel Grandpierre et 375 de M. Michel Noir (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4704) ;

Répond à l'intervention de : *Millon (Charles)* (p. 4709).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 1052 de M. Arnaud Cazin d'Honincthun (autorisation de l'Etat pour la conclusion d'une telle convention) à l'amendement n° 543 rectifié de M. Pierre Mazeaud (interdiction de la conclusion d'une convention internationale par une collectivité territoriale) (p. 4749).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 976 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour la commune d'organiser la consultation par voie télématique) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (condition de la saisine du conseil municipal ou d'un groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs inscrits) (p. 4768) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 972 rectifié de M. Jean-Jacques Guillet (extension aux syndicats mixtes) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4768) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 977 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour le groupement de communes d'organiser la consultation par voie télématique) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4769) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 978 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de consultation du dossier d'information par voie télématique en cas de consultation organisée par un groupement de communes) à l'amendement n° 297 deuxième rectification de la commission (p. 4769).

Répond au rappel au règlement de : *Blanc (Jacques) :* refuse d'accéder à sa demande de reprendre un amendement retiré, cette intention ne lui ayant pas été signalée à temps (p. 4778).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994].

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *son intervention* (p. 8042, 8043) :

Assemblée nationale : règlement : vote par division :

– demande ;

– président : refus.

Article 19 précédemment réservé *(exonération de plein droit de la taxe professionnelle pour les créations et les extensions d'entreprises dans les zones rurales fragiles, les zones de grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé) :*

Répond au rappel au règlement de : *Bonrepaux (Augustin)* contestant que les amendements après l'amendement n° 424 soient devenus sans objet du fait de l'adoption de ce dernier (p. 8098).

– **Déclare** ouverte la première session ordinaire de 1994-1995 [3 octobre 1994] (p. 4871).

– **Donne** acte du dépôt **du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1994** [4 octobre 1994] (p. 4887).

– **Prononce** l'éloge funèbre d'**André Rossi** [4 octobre 1994] (p. 4885).

– **Rend hommage aux victimes d'une fusillade survenue dans les rues de Paris** [5 octobre 1994] (p. 4905).

– **Prononce** l'éloge funèbre de **Serge Charles** [11 octobre 1994] (p. 5231).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires sénégalais**

[*J.O.* du 27 octobre 1994] (p. 6068).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires zimbabwéens** [16 novembre 1994] (p. 6938).

– **Question européenne : « application des accords de Schengen ».**

Principaux thèmes développés [22 novembre 1994] (p. 7307).

Assemblée nationale : nouvelle procédure.

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires vietnamiens** [23 novembre 1994] (p. 7347).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Brard (Jean-Pierre)* sur l'organisation d'un colloque privé à l'Assemblée [6 décembre 1994] (p. 8309).

– **Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).**

Première lecture :

Discussion des articles [9 décembre 1994] :

Après l'article 47 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 128 rectifié de la commission (enfouissement des réseaux électriques) (p. 8650).

Deuxième lecture [18 janvier 1995] :

Répond au rappel au règlement de : *Meylan (Michel)* sur l'absence d'inscription à l'ordre du jour du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection des Alpes (p. 212).

– **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Bartolone (Claude)* relatif au dépôt tardif de trop nombreux amendements du Gouvernement : reconnaît le caractère fâcheux du procédé (p. 8665).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 335 de M. Gilles de Robien (pérennisation de l'allégement de cotisation prévu à l'article 39 de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8706).

Article 8 *bis* nouveau précédemment réservé *(dépistage du sida : art. 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 41 de la commission, 122 de Mme Muguette Jacquaint et 264 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 8806).

– **Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires lituaniens** [14 décembre 1994] (p. 9055).

– **Son allocution (n° 1847).**

Principaux thèmes développés [21 décembre 1994] :

Assemblée nationale :
- amendements d'origine parlementaire (p. 9496) ;
- questions : écrites, orales sans débat et au Gouvernement (p. 9496, 9497) ;
- session d'automne : bilan (p. 9496, 9497) ;
- travaux parlementaires : innovations entrées en vigueur (p. 9496) ;
- travaux parlementaires : activité en séance disproportionnée par rapport au débat en commission (p. 9496).

Communautés européennes et Union européenne et article 88-4 de la Constitution (p. 9496).

Gouvernement : communications et déclarations (p. 9497).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Patrimoine : archives allemandes et russes (p. 6511).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– transports aériens en Europe [20 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés (p. 9428) :

Commerce extérieur : déréglementation internationale et « ouverture » du ciel européen.

Mémorandum français.

Organisation européenne unique du système de contrôle.

Travail : disparités sociales.

SERROU (Bernard)

Député de l'Hérault

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Chargé d'une mission temporaire, conformément aux dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral, auprès de M. le ministre de l'environnement, [*J.O.* du 24 mars 1994] (p. 4487).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

DEPOTS

Proposition de loi visant à abaisser le **taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits horticoles de 18,5 p. 100 à 5 p. 100 (n° 985)** [2 février 1994].

Proposition de loi tendant à l'**indemnisation de l'aléa thérapeuthique (n° 1181)** [28 avril 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Politique de la ville : application à Montpellier ; décentralisation ; simplification ; quartiers en difficulté [4 mai 1994] (p. 1434, 1435).

orales sans débat :

– n° 335, posée le 3 mai 1994 : **essujettissement des centres de transfusion sanguine à la T.V.A. : centre régional de transfusion sanguine de Montpellier : assujettissement : date** (p. 1413, 1414) ; non appelée.

– n° 431, posée le 7 juin 1994 : **conditions d'exercice par les collectivités locales de la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions des établissements d'enseignement supérieur** (p. 2710). Appelée le 9 juin 1994 : établissements : désaffection ; collectivités territoriales ; Nîmes (p. 2795, 2796).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2450).

Enseignement (p. 2449).

Lois : proposition de loi n° 1027 tendant à créer un fonds d'indemnisation des victimes du risque médical (p. 2449).

Professions médicales : risque médical (p. 2449).

Recherche :
- C.N.R.S. (p. 2450) ;
- I.N.S.E.R.M. (p. 2449) ;
- recherche médicale (p. 2449, 2450).

Sida : prévention (p. 2449).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 129 : non soutenu (p. 3185).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la recherche et débat sur cette déclaration (n° 1398).

Principaux thèmes développés [21 juin 1994] :

Agriculture : I.N.R.A. et recherche agronomique (p. 3316).

Communautés européennes et Union européenne (p. 3316).

Communes : Montpellier (p. 3317).

Coopération et développement (p. 3316).

Enseignement supérieur (p. 3317).

Entreprises (p. 3317).

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 3317).

Lois de finances : crédits budgétaires (p. 3316, 3317).

Régions : Languedoc-Roussillon (p. 3317).

Santé publique :
- alcoolisme (p. 3317) ;
- cancer (p. 3317) ;
- I.N.S.E.R.M. (p. 3317).

Vie, médecine et biologie (p. 3317).

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole d'adhésion de la République hellénique à l'Union de l'Europe occidentale (n° 1283).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3245) :

Assemblée nationale : motion d'ajournement du projet de loi.

Europe centrale et de l'Est : « association » à l'U.E.O.

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et le Réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain (INIBAP) (n° 1210).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] (p. 3262) :

INIBAP : mise en place, privilèges et immunités.

Recherche.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Communes : Montpellier (p. 6479).

Politique de la ville : grands projets urbains (p. 6479).

SICRE (Henri)

Député des Pyrénées-Orientales

(4e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 570, posée le 6 décembre 1994 : **soutien aux salles de spectacle sur l'ensemble du territoire** (p. 8369). Appelée le 8 décembre 1994 : politique culturelle : associations ; organisation et diffusion de spectacles : aides de l'Etat (p. 8480, 8481).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Administration : Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (A.N.I.F.O.M.) et services préfectoraux (p. 1780).

Cérémonies publiques et fêtes légales : cérémonies (p. 1779).

Harkis et assimilés :

– allocation forfaitaire : complément (p. 1779) ;
– « deuxième et troisième générations » (p. 1780) ;
– logement : accession à la propriété (p. 1779) ;
– rapport Rossignol (p. 1779) ;
– rôle, hommage et reconnaissance (p. 1779, 1780) ;
– situation (p. 1779) ;
– veuves (p. 1779) ;
– victimes de la captivité en Algérie (p. 1779).

Discussion des articles [17 mai 1994] :

Article 1er *(témoignage de reconnaissance) :*

– *ses observations* (p. 1800).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 16 corrigé (emprunt relais de l'allocation forfaitaire) (p. 1801) : rejeté (p. 1802).

Article 3 *(allocation forfaitaire complémentaire : modalités de versement) :*

– *son* amendement n° 17 (échelonnement du paiement en fonction de la situation des bénéficiaires) (p. 1802) : rejeté (p. 1803) ;

– *son* amendement n° 15 (prise en compte de la situation des bénéficiaires) : rejeté (p. 1803).

Article 10 *(aide en faveur des conjoints survivants) :*

– *ses observations* (p. 1805) ;

– *son* amendement n° 19 (rédactionnel) : rejeté (p. 1805).

Article 13 *(allocation forfaitaire complémentaire et aides spécifiques : caractère insaisissable et non imposable) :*

– *ses observations* (p. 1807).

Harkis et assimilés : « deuxième et troisième générations ».

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5625, 5626).

Bibliothèque nationale de France (p. 5625).

Cinéma : cinéma français (p. 5626).

Culture (p. 5625).

Enseignement : enseignements artistiques (p. 5625, 5626).

Grands travaux : crédits (p. 5625).

Livre (p. 5626).

Lois : loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (p. 5626).

Ministère de la culture et de la francophonie :

– agents : effectifs (p. 5625) ;
– agents : vacataires (p. 5625) ;
– crédits (p. 5625, 5626).

Musées :

– Louvre (p. 5625) ;
– musées de province (p. 5626).

Musique :

– cité de la musique (p. 5625, 5626) ;
– opéra (p. 5626).

Patrimoine :

– archéologie : mont Beuvray (p. 5626) ;
– politique (p. 5626) ;
– Versailles (p. 5625).

Vote contre du groupe socialiste (p. 5626).

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés* [26 octobre 1994] :

Rapatriés :

– crédits (p. 6119) ;

– rapatriés réinstallés ; indemnisation (p. 6120).

Services généraux du Premier ministre :

– audiovisuel : aides (p. 6120) ;

– crédits (p. 6119, 6120).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 36 quater *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *soutient* l'amendement n° 54 de M. Martin Malvy (élevage d'espèces protégées dans les parcs zoologiques en vue de la création de réservoirs génétiques) : rejeté (p. 258).

Après l'article 42 *bis* :

– *soutient* les amendements n^{os} 109, 110 et 111 de M. Pierre Ducout (taux de la cotisation versée par les employeurs à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) : déclarés irrecevables en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement (p. 264).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne

(1re circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 23 février 1994] (p. 3063).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Formation professionnelle et allégement du coût du travail : aides publiques [6 avril 1994] (p. 561, 562).

– Imposition des veuves : veuves ayant élevé des enfants : demi-part supplémentaire : suppression ; couples mariés et non mariés : régime fiscal ; disparités ; rapport Codaccioni sur la politique familiale [27 avril 1994] (p. 1181, 1182).

– Sans-abri : personnes sans domicile fixe : plan pour l'hébergement d'urgence : stationnement et campement : police [9 novembre 1994] (p. 6662, 6663).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 379).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [11 janvier 1994] :

Communautés européennes : directive du 21 décembre 1988 relative à la libre circulation des personnes et à la libre prestation des services : transposition en droit français (p. 11).

Géomètres-experts : compétences et conditions d'activité (p. 11, 12).

Lois : loi n° 46-942 du 7 mai 1946 : actualisation (p. 11).

Organismes et structures : conseil de l'ordre des géomètres-experts : missions : décret en Conseil d'Etat (p. 11).

Discussion des articles [11 janvier 1994] :

Article 2 *(accès des professionnels de la Communauté européenne à l'ordre des géomètres-experts) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (prend en compte les ressortissants de l'Espace économique européen) (p. 14, 15) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (précise les conditions d'application aux ressortissants de l'Espace économique européen) : adopté (p. 15).

Article 9 *(possibilité pour les géomètres-experts d'exercer certaines activités dans le domaine de l'immobilier) :*

– *ses observations* (p. 18).

– Proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Article 48 *(délai de dépôt des amendements des députés : art. 99 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 15 de M. Claude Malhuret (suppression des paragraphes I et II de l'article fixant, le premier, à deux jours de séance suivant la distribution du rapport le délai normal de dépôt des amendements et, le deuxième, au début de la discussion générale la date limite de leur dépôt) (p. 426) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 20 de M. Pierre Mazeaud (fixation à trois jours de séance suivant la distribution du rapport du délai normal de dépôt des amendements) (p. 427).

Explications de vote (p. 435) :

Amendements : délai de dépôt.

Sessions : session unique.

Vote pour du groupe République et Liberté.

– Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).

Deuxième lecture :

Explications de vote [20 avril 1994] (p. 1012) :

Droits de l'homme et libertés publiques : corps humain : statut : inviolabilité et indisponibilité.

Ethique : bioéthique : législateur : rôle.

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique d'aménagement du territoire [26 avril 1994] :

Principaux thèmes développés :

Agriculture : espace rural (p. 1122).

Entreprises : créations (p. 1122).

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 1122).

Lois de finances (p. 1122).

Politique d'aménagement du territoire (p. 1121).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1898) :

Bois et forêt.

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Impôts et taxes : T.V.A.

Tourisme et loisirs : tourisme rural.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Affaires étrangères : Europe centrale et de l'Est : association à l'Union européenne ; pacte de stabilité (p. 2933).

Communautés européennes et Union européenne :
- élargissement (p. 2933) ;
- finalité (p. 2932, 2933) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2933) ;
- Parlement européen (p. 2932) ;
- politique étrangère et de sécurité commune (p. 2933) ;
- politique monétaire (p. 2933).

D.O.M.-T.O.M. : économie des Antilles (p. 2933).

Emploi : chômage (p. 2932).

Secteur public : services publics (p. 2933).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– consultation nationale des jeunes [18 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Communes : Auxerre (p. 5602).

Défense : armée et service militaire (p. 5602, 5603).

Enseignement (p. 5602).

Entreprises (p. 5602).

Questionnaire (p. 5602).

– conjoncture au vu des derniers indicateurs [25 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : exclusion et précarité (p. 5980).

Assemblée nationale : communication du Gouvernement : opportunité (p. 5979).

Chômage (p. 5980).

Entreprises :
- charges (p. 5980) ;
- investissements (p. 5980).

– réunion des chefs de Gouvernement sur le sida [29 novembre 1994].

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :
- pays africains (p. 7815) ;
- sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 7815).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7816).

Jeune (p. 7815).

Hôpitaux et « réseaux médicaux » (p. 7816).

Sida :
- maladie et malades (p. 7815) ;
- prévention (p. 7816).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] (p. 8877) :

Cour des comptes et chambres régionales des comptes.

Cumul des mandats.

Marchés publics.

Partis et mouvements politiques : financement.

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 18 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Louis Masson (obligation de saisir l'autorité judiciaire en cas d'infraction constatée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans les comptes de campagne ou des partis ; saisine par tout électeur en cas de carence de cette dernière) (p. 8988).

Après l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 90 rectifié de M. Pierre Mazeaud (limitation des dons reçus des personnes morales par les candidats au prochain renouvellement des conseillers municipaux à 20 p. 100 du plafond de dépenses) (p. 8993).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

SOULAGE (Daniel)

Député de Lot-et-Garonne

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix des fermages (n° 1502) [12 juillet 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1994] (p. 18233).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1502), relatif au **prix des fermages (n° 1537)** [28 septembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1661), relatif au **prix des fermages (n° 1741)** [30 novembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **prix des fermages (n° 1838)** [21 décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges en nouvelle lecture sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 1839), relatif au **prix des fermages (n° 1843)** [21 décembre 1994].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 1881) relatif au **prix des fermages (n° 1882)** [23 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] (p. 1795) :

Communes : Villeneuve-sur-Lot.

Harkis et assimilés :

- allocation forfaitaire : complément ;
- « deuxième et troisième générations » ;
- logement : aide spécifique aux personnes non imposables ;
- rapport Rossignol ;
- veuves.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commercialisation (p. 1970).

Communautés européennes et Union européenne :

- organisation commune des marchés (p. 1970) ;
- préférence communautaire (p. 1970).

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1971).

Fruits et légumes (p. 1970).

Risques naturels : couverture (p. 1971).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5156, 5157).

Elevage : bâtiments (p. 5158).

Fermage (p. 5156, 5157).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 5156).

Jeunes agriculteurs : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 5156).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 5156).

Discussion des articles [10 octobre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 5 de M. Rémy Auchedé (renégociation globale de la politique agricole commune) (p. 5167) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Rémy Auchedé (soumission des entreprises de l'agroalimentaire à un prélèvement fiscal de 2 p. 100 de leur excédent brut d'exploitation) (p. 5167).

Article 1er *(art. L. 411-11 du code rural : fixation du prix du bail en monnaie-actualisation) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 7 de M. Rémy Auchedé et 16 de M. Alain Le Vern (de suppression) (p. 5169) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 18 de M. Alain Le Vern (prise en compte du résultat brut d'exploitation départemental) (p. 5169) ;

– *favorable* aux amendements identiques nos 14 rectifié de M. Jacques-Michel Faure et 22 de M. Charles de Courson (part du résultat brut d'exploitation national à l'hectare limitée à 25 p. 100) (p. 5170) ;

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation national) : adopté (p. 5170) ;

– *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation départemental) : adopté (p. 5170) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. Alain Le Vern (prise en compte des aides communautaires compensant une baisse des prix) (p. 5171) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de M. Jacques-Michel Faure (critères de l'indice composite durant la période transitoire) (p. 5171) ;

– *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (lissage sur cinq ans du résultat brut d'exploitation en cas de carence) : adopté (p. 5172) ;

– *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (de suppression partielle) (p. 5172) : adopté (p. 5173).

Article 2 *(art. L. 411-12 du code rural : paiement du prix du bail) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 5174).

Article 4 *(application aux baux en cours) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 9 de M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 5174)

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [16 décembre 1994] (p. 9264) :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Fermage : bail : indexation.

Discussion de l'article 1er [16 décembre 1994] :

Article 1er *(art. L. 411-11 du code rural : fixation du prix du bail en monnaie ; actualisation) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 de la commission (critères d'actualisation) : adopté (p. 9267).

Nouvelle lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [21 décembre 1994] (p. 9506) :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune.

Fermage : bail : indexation.

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation.

Lecture définitive :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article 1er [23 décembre 1994] (p. 9663) :

Fermage : bail : indexation.

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : mutualité sociale agricole (p. 6201).

Risques naturels : fonds de garantie des calamités agricoles (p. 6202).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] :

B.A.P.S.A. :

– pensions de réversion (p. 7449, 7450) ;

– retraites et préretraites (p. 7449, 7450).

Commerce extérieur : négociation et accords du G.A.T.T. (p. 7448).

Communautés européennes et Union européenne :

– politique agricole commune (p. 7448) ;

– préférence communautaire (p. 7448).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 7448).

Exploitations agricoles :

– jachères (p. 7448) ;

– statut (p. 7448, 7449).

Fermage (p. 7448, 7449).

Organismes et structures : commissions départementales d'orientation de l'agriculture (p. 7449).

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *favorable* à l'amendement n° 138 de la commission (p. 7507) ;

– *son* amendement n° 105 (avis du Conseil sur les projets départementaux) : retiré (p. 7511).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 106 (suppression de la Commission nationale des structures) : adopté (p. 7512).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 107 rectifié (demande d'autorisation pour les agrandissements d'exploitation au-delà du seuil de contrôle) : adopté (p. 7542) ;

– *son* amendement n° 110 (maintien du régime d'autorisation pour les grands ateliers hors sol dans l'attente d'une directive communautaire) (p. 7542) : retiré (p. 7543) ;

– *son* amendement n° 108 (traitement identique des exploitations individuelles et des exploitations sociétaires) : retiré (p. 7544) ;

– *son* amendement n° 109 (de conséquence) : retiré (p. 7544).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* amendement n° 534 (assimilation des mises en société impliquant plusieurs exploitations à des réunions d'exploitation) : devenu sans objet (p. 7552).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 537 corrigé (provisions pour risques climatiques, épizootiques et économiques) (p. 7579) : retiré (p. 7581).

Article 19 *(mesures de soutien aux associations foncières agricoles pastorales et forestières) :*

– *son* amendement n° 531 rectifié (dégrèvement de la cotisation de taxe foncière sur les propriétés non bâties) : retiré (p. 7630).

Après l'article 26 :

– *ses* amendements n^{os} 538 et 113 (p. 7652) (mise aux normes des bâtiments d'élevage) : retirés (p. 7653) ;

– *son* amendement n° 536 (déductibilité fiscale des dépenses de mise aux normes des bâtiments d'exploitation rurale) : retiré (p. 7654).

Article 37 *(cumul d'une pension de réversion avec les droits propres à l'assurance vieillesse) :*

– *ses observations* (p. 7676).

SUGUENOT (Alain)

Député de la Côte-d'Or

(5^{e} circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Membre suppléant de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à mettre en place un **statut de l'entreprise rurale (n° 1245)** [18 mai 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 9 rectifié (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques par la suppression de la notion de zone de production) (p. 3202) : adopté (p. 3205).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Agriculture : rôle et pluriactivité (p. 4304).

Aménagement rural (p. 4304).

Commerce et artisanat : artisans et commerçants (p. 4304).

Développement local (p. 4303).

Entreprises : entreprise individuelle (p. 4304).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 4304).

Impôts locaux : réforme (p. 4303).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

B.A.P.S.A. : retraites agricoles (p. 6188).

Impôts et taxes : fiscalité agricole (p. 6189).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 305 (compétence du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) : devenu sans objet (p. 7507).

Après l'article 10 :

– *son* amendement n° 523 (possibilité pour les entreprises agricoles situées dans les zones éligibles aux fonds structurels européens d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux) : retiré (p. 7586).

Article 18 *(simplification administrative dans le secteur viti-vinicole) :*

– *son* amendement n° 532 rectifié : non soutenu (p. 7626).

T

TAITTINGER (Frantz)

Député des Hauts-de-Seine

(2e circonscription)

Apparenté R.P.R. puis R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5149).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Proposition de loi visant à préciser la notion **« d'aliments » en matière d'obligation alimentaire (n° 938)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi visant à préciser les **pouvoirs du juge en matière de divorce par consentement mutuel (n° 939)** [13 janvier 1994].

Proposition de loi visant à modifier l'article 395 du code de procédure pénale pour augmenter le **maximum d'emprisonnement** prévu par la loi dans le cadre de l'application de la procédure de **comparution immédiate (1509)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi visant à préciser les pouvoirs du directeur général d'une société par actions quant à sa capacité d'**ester en justice (1517)** [28 juillet 1994].

Proposition de loi visant à modifier le code de justice militaire en permettant à **toute victime de se constituer partie civile, et ainsi mettre en mouvement l'action publique sans avis préalable du ministre chargé de la défense** (en temps de paix) **(n° 1634)** [3 novembre 1994].

Proposition de loi visant à modifier l'article L. 52-1 du code électoral en précisant la date d'application de **l'interdiction de toute campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité, d'une part, et la notion de collectivité, d'autre part (n° 1871)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 461,** posée le 21 juin 1994 : **attribution des postes de directeur d'école** (p. 3333). Appelée le 23 juin 1994 (p. 3414, 3415).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1994] :

Aménagement du territoire (p. 6018).

Associations : rôle et moyens (p. 6017, 6018, 6019).

Comptes spéciaux du Trésor : comptes d'affectation spéciale : Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6018).

Enfants : aménagement des rythmes de vie (p. 6018).

Jeunes :

- animateurs : formation (p. 6018) ;
- consultation nationale (p. 6017, 6018) ;
- information jeunesse (p. 6018) ;
- projets locaux d'animation jeunesse, « projets jeunes » et « défi jeunes » (p. 6018).

Ministère de la jeunesse et des sports :

- administration centrale : implantation : coût (p. 6019) ;
- crédits (p. 6017) ;
- effectifs (p. 6017) ;
- services déconcentrés (p. 6019).

Sports :

- emploi sportif, apprentissage et dispositif « professions sport » (p. 6017, 6018) ;
- football : coupe du monde de 1998 et Grand stade (p. 6018) ;
- plans locaux d'animation sportive, « ticket sport » et pratique sportive (p. 6018) ;
- sport de haut niveau (p. 6017).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 6019).

TAPIE (Bernard)

Député des Bouches-du-Rhône

(10e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réaffirmer l'**inconstitutionnalité du chômage et à inverser le processus d'inactivité des jeunes de moins de vingt-cinq ans (n° 1465)** [5 juillet 1994].

INTERVENTIONS

– Demande de levée de son immunité parlementaire (n° 1371).

Avant le texte de la proposition de résolution [28 juin 1994] :

Son intervention (p. 3713).

Principaux thèmes développés :

Assemblée nationale :

- commission des immunités : travaux et conclusion (p. 3717) ;
- groupes politiques : groupe République et libertés (p. 3718).

Communautés européennes et Union européenne : Parlement européen : immunité parlementaire (p. 3718).

Député : M. Bernard Tapie : poursuites judiciaires : objet et historique (p. 3715, 3716, 3717, 3719).

Elections et référendums : élections européennes du 12 juin 1994 (p. 3718).

Immunité parlementaire : levée :

- choix politique et médiatique (p. 3714, 3715, 3717, 3718) ;
- précédents : résolution du 7 décembre 1993 (p. 3713, 3714, 3715, 3718) ;
- procédure applicable et critères de décision (p. 3713, 3715, 3716).

Immunité parlementaire : signification et caractère désuet (p. 3715).

– Demande de levée de son immunité parlementaire (n° 1372).

Voir *demande de levée de son immunité (n° 1371).*

TARDITO (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône

(9e circonscription)

Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Taxes parafiscales) [13 avril 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 44 : Taxes parafiscales (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Financement de la construction du logement social : logement : aides et prêts ; taux d'intérêt ; logements sociaux : construction [1er juin 1994] (p. 2467, 2468).

– Association nationale pour le développement agricole : réforme [16 novembre 1994] (p. 6943, 6944).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1992 (n° 914).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [20 avril 1994] (p. 1060) :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations.

Chômage.

Communautés européennes et Union européenne.

Finances publiques : déficit budgétaire.

Prévisions et projections économiques.

Secteur public : entreprises publiques : privatisations.

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : corisations sociales (p. 1887).

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1887, 1888).

Exploitations agricoles : statut (p. 1888).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Aménagement du territoire (p. 2960).

Communautés européennes et Union européenne : finalité (p. 2959).

Emploi : chômage (p. 2960).

Energie : nucléaire civil : programme ITER (p. 2960).

Secteur public : services public (p. 2960).

Transports : transports ferroviaires (p. 2960).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Collectivités locales : concours de l'Etat (p. 5297).

Communautés européennes et Union européenne : Commission et recommandation sur les déficits publics (p. 5298).

Culture (p. 5297).

Défense (p. 5297).

Emploi : création et politique de l'emploi (p. 5297).

Enseignement (p. 5296, 5297).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5297).

Jeunes et consultation à l'initiative du Gouvernement (p. 5296, 5297).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5296).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 300 de M. Louis Pierna (porte les taux de 50 et 56,8 p. 100 à respectivement 60 et 65 p. 100) à l'amendement n° 242 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (revalorisation des tranches du barème de 1,7 p. 100 et non de 1,4 p. 100) : rejeté (p. 5374) ;

– *soutient* l'amendement n° 289 de M. Louis Pierna (nouveau barème avec un taux marginal de 70 p. 100, surtaxe sur les revenus du capital et suppression de l'avoir fiscal) (p. 5374) : rejeté (p. 5375).

Après l'article 2 :

– *soutient* l'amendement n° 126 de M. Louis Pierna (caractère de frais professionnels conféré aux dépenses de déplacement et d'hébergement exposées en vue de la recherche d'emploi) (p. 5383) : retiré (p. 5384) ;

– *son* amendement n° 9 (déduction du revenu pour les dépenses de déplacement et d'hébergement exposées en vue de la recherche d'emploi) : retiré (p. 5384).

Article 3 *(actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) :*

– *son* amendement n° 23 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (nouveau barème avec une tranche à 2 p. 100) (p. 5443) : rejeté (p. 5444).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour les hopitaux, les caisses des maisons de retraite publiques et les associations d'aide à domicile) (p. 5449) : retiré (p. 5451).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 290 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (taux réduit de T.V.A. sur l'ensemble des produits de l'horticulture) (p. 5478, 5479) : rejeté (p. 5480).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 26 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (taxe de 0,1 p. 100 sur les opérations d'achat et de vente de titres) : rejeté (p. 5549) ;

– *son* amendement n° 37 soutenu par M. Louis Pierna (taxe de 1 p. 100 sur les opérations de change à moins de trois mois et obligation de dépôt de 5 p. 100 des francs acquis par les non-résidents) : rejeté (p. 5549).

Article 14 *(affectation au budget général des recettes de privatisations) :*

– *son* amendement n° 19 (de suppression) soutenu par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 5558).

Deuxième partie :

Tourisme. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : espace rural : valorisation par le tourisme rural (p. 6668).

Commerce extérieur : balance des échanges touristiques (p. 6668).

Emploi : loi quinquennale sur l'emploi (p. 6668),

Hôtellerie et restauration : chaînes hôtelières (p. 6668).

Impôts et taxes : fiscalité du tourisme social (p. 6669).

Organismes et structures :

– Conseil national du tourisme (p. 6668) ;

– Maison de France (p. 6668).

Tourisme : tourisme social (p. 6668).

Economie, finances et budget : Charges communes. – Services financiers. – Monnaies et médailles (budget annexe). – Comptes spéciaux du Trésor. – Taxes parafiscales. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les taxes parafiscales [16 novembre 1994] :

Agriculture :

– Association nationale pour le développement agricole (p. 6922) ;

– horticulture : Comité national interprofessionnel (p. 6921).

Communautés européennes et Union européenne (p. 6921).

Environnement : taxe sur les huiles de base (p. 6922).

Industrie : centres techniques industriels (p. 6922, 6923).

Parlement (p. 6920, 6921).

Taxes parafiscales (p. 6920 à 6923).

Vote des crédits :

Charges communes :

Etat B, titre Ier :

– *ses observations sur* l'amendement n° 262 du gouvernement (majore les crédits de 5 millions de francs en conséquence de la modification du plafonnement de la taxe professionnelle) (p. 6957).

Etat C, titre V :

– *ses observations sur* l'amendement n° 195 de M. Yves Fréville (réduit les crédits de paiement de 6 millions de francs dans l'attente de l'attribution à la France d'un siège supplémentaire au conseil d'administration de la banque interaméricaine de développement) (p. 6957).

Article 37 et état E *(autorisation de perception des taxes parafiscales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 144 rectifié de M. Charles de Courson (supprime la taxe sur les vins affectée au Fonds national de développement agricole et à l'Association nationale pour le développement agricole) (p. 6981).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Article 42 *(relèvement du montant des dépenses constituant l'assiette de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) :*

– *favorable* à l'amendement n° 232 de M. Augustin Bonrepaux (non-application aux bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile dont le revenu excède le plancher de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 6999).

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 41 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (inclut les actifs de toute nature dans les bases de taxe professionnelle) (p. 7046) : rejeté (p. 7047).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 9 *(définition des pays) :*

– *défavorable* (p. 7889).

Avant l'article 24 A nouveau :

– *son* amendement n° 170 soutenu par M. Rémy Auchedé (publication intégrale des débats des conseils municipaux) : rejeté (p. 8064).

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes) (n° 1730).

Première lecture :

Discussion générale commune avec la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur la conclusion et la mise en œuvre de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (n° 1719) et la proposition de résolution de M. Patrick Hoguet sur le système des préférences généralisées pour la période 1995-1997 (n° 1625) [14 décembre 1994] :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique :

Agriculture française (p. 9087).

Commerce extérieur :

– France : réorientation de ses échanges (p. 9088) ;

– G.A.T.T. : négociations et accord du 15 avril 1994 (p. 9086 à 9088) ;

– Organisation mondiale du commerce (p. 9087, 9088).

Communautés européennes et Union européenne : préférence communautaire (p. 9087).

Emploi (p. 9086, 9087).

Etats-Unis : législation commerciale : section 301 du « Trade Act » (p. 9087).

Industrie : textile-habillement (p. 9087).

Propriété intellectuelle (p. 9088).

Services (p. 9088).

TAUBIRA-DELANNON (Christiane)

Député de la Guyane

(1re circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (n° 1234) [19 mai 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires étrangères : action humanitaire et droits de l'homme) [16 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1234), autorisant l'approbation d'un **accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (n° 1389)** [16 juin 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome II : **Affaires étrangères : affaires étrangères : action humanitaire et droits de l'homme (n° 1562)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Lutte contre la toxicomanie en Guyane :** trafic [4 mai 1994] (p. 1423).

– **POSEIDOM :** application [14 décembre 1994] (p. 9066, 9067).

orales sans débat :

– **n° 464,** posée le 21 juin 1994 : **concurrence de la pêche étrangère dans la zone maritime guyanaise** (p. 3333). Appelée le 23 juin 1994 : contrôle des bateaux battant pavillon étranger (p. 3417, 3418).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1234).**

Rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 juin 1994] :

Commerce extérieur : clause de la nation la plus favorisée ; échanges commerciaux de la zone (p. 3250, 3251).

Coopération et développement : dialogue Nord-Sud ; pays hors champ (p. 3251).

D.O.M.-T.O.M. : relations économiques avec les pays de la Caraïbe (p. 3250, 3251).

Entreprises françaises : activité en Jamaïque ; revenus : transferts ; indemnisation (p. 3250).

Mines et carrières : bauxite de la Jamaïque (p. 3250).

Tourisme et loisirs (p. 3250).

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] :

Assemblée nationale : intergroupe des députés d'outre-mer (p. 3387).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3388).

Commerce et artisanat : libre circulation : « grand marché antillais » (p. 3388).

Commerce extérieur (p. 3388).

Constitution : article 72 (p. 3388).

Guyane (p. 3388).

Propriété : foncier (p. 3388).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *son* amendement n° 224 (condition de création d'emplois et d'affectation des disponibilités correspondant au montant de l'exonération) : devenu sans objet (p. 3478).

Article 4 *(fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer : section IV nouvelle du chapitre II du titre III du code du travail – art. L. 832-4 nouveau) :*

– *son* amendement n° 184 rectifié soutenu par M. Raymond-Max Aubert (rapport d'évaluation) (p. 3479) : adopté après deuxième rectification (rapport annuel sans association des partenaires sociaux) (p. 3480).

Après l'article 24 :

– *son* amendement n° 186 rectifié (création, composition et mission de l'établissement public foncier de Guyane) (p. 3500) : devenu sans objet (p. 3501).

Article 26 *(établissement public d'aménagement en Guyane) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 134 troisième rectification de M. Léon Bertrand (cessions gratuites à l'établissement public foncier créé après l'article 24 du présent projet ; accord de la commune préalable à ces cessions dans une zone urbaine ; cessions aux collectivités territoriales) (p. 3502) ;

– *son* amendement n° 185 (superficie maximale cédée) : devenu sans objet (p. 3503).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Pierre Lellouche (représentation cartographique de la France incluant les D.O.M.-T.O.M.) (p. 3510).

Explications de vote (p. 3514, 3515) :

Agriculture.

Entreprises : charges sociales : exonération.

Guyane.

Impôts et taxes : T.V.A.

Jeux et paris : taxation.

Mer et littoral : pêches maritimes.

Propriété : foncier.

– **Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).**

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : aide au logement (p. 6092).

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : Guyane (p. 6172, 6178).

Affaires étrangères. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'action humanitaire et les droits de l'homme [3 novembre 1994] (p. 6419) :

Contexte géopolitique.

Coopération et développement : Organisations non gouvernementales.

Ministère des affaires étrangères : fonds d'urgence humanitaire.

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Démographie (p. 6600).

Drogue (p. 6600).

Enseignement (p. 6600).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.) (p. 6599).

Guyane (p. 6600).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux de Cayenne et de Saint-Laurent (p. 6600).

Logement et habitat (p. 6600).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits (p. 6599).

Propriété : foncier (p. 6600).

Santé publique (p. 6600).

Vie publique : corruption (p. 6600).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] (p. 6853) :

D.O.M.-T.O.M. : Guyane.

Etrangers : soins médicaux.

Hôpitaux et cliniques : hôpital de Cayenne.

Santé publique : toxicomanie.

TEISSIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5104).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Manutention portuaire à Marseille :** dockers occasionnels : statut [19 octobre 1994] (p. 5682, 5683).

INTERVENTIONS

Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– **sécurité** [17 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Délinquance et criminalité : évolution (p. 1767).

Justice (p. 1767).

Lois : projet de loi d'orientation relatif à la police : préparation (p. 1768).

Police municipale (p. 1767).

Police nationale : personnels : affectations et hommage (p. 1768).

Sécurité (p. 1767, 1768).

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2188, 2189) :

Armements classiques : hélicoptères de transport et de lutte anti-sous-marine NH 90.

Réserves : effectifs et professionnalisation.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Service national (p. 6364).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Police : statuts (p. 6564).

TENAILLON (Paul-Louis)

Député des Yvelines

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 22 mars 1994] (p. 4367).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 22 mars 1994] (p. 4367) [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5976).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 22 avril 1994] (p. 5977).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Intérieur : administration générale et collectivités locales) [23 juin 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer les conditions d'appel des décisions des **commissions départementales d'équipement commercial (n° 1477)** [5 juillet 1994].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome IV : **Intérieur et aménagement du territoire : collectivités locales : administration générale et collectivités locales (n° 1584)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Recrutement dans l'université :** emploi de cadres au chômage [26 octobre 1994] (p. 6069).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Discussion des articles [27 avril 1994] :

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 30 : non soutenu (p. 1215).

Article 17 *(obligation de diversification des placements proposés dans un plan d'épargne d'entreprise : art. 24* bis *nouveau de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986) :*

– *son* amendement n° 31 : non soutenu (p. 1219) ;

– *son* amendement n° 32 (suppression de l'obligation d'instituer un fonds commun de placement pour la détention de valeurs mobilières de l'entreprise ; possibilité d'augmentation de capital pour les seuls adhérents du plan d'épargne d'entreprise) : devenu sans objet (p. 1220) ;

– *son* amendement n° 33 : non soutenu (p. 1220).

Article 18 *(relèvement du plafond de la majoration par l'entreprise des sommes versées volontairement par les salariés dans un plan d'épargne d'entreprise) :*

– *son* amendement n° 34 : non soutenu (p. 1220).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [27 juin 1994] :

Article 23 *(administration provisoire) :*

– *son* amendement n° 83 (impossibilité pour une minorité de blocage d'empêcher les travaux d'une copropriété) (p. 3634) : adopté (p. 3635) ;

– *son* amendement n° 7 (montant de l'amende civile en cas de contestation abusive d'une décision de l'assemblée générale relative aux travaux engagés) : adopté (p. 3636).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Air :

– pollution par les gaz d'échappement (p. 5869) ;

– réseaux de surveillance (p. 5869).

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration générale et les collectivités locales [7 novembre 1994] (p. 6526) :

Collectivités locales :

– budgets locaux ;

– concours financiers de l'Etat ;

– départements : R.M.I. ;

– dotation globale d'équipement ;

– dotation globale de fonctionnement.

Impôts locaux : allégements : compensation.

Questions :

Communes : Angoulême (p. 6563).

Tourisme. – *Questions* [9 novembre 1994] :

Lois : loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 et loi n° 92-1341 du 23 novembre 1992 : décrets d'application (p. 6687).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [1er décembre 1994] :

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *son* amendement n° 163 soutenu par M. Adrien Zeller (remplacement d'une agglomération nouvelle par un district) (p. 8070) : rejeté (p. 8071) ;

– *son* amendement n° 164 soutenu par M. Adrien Zeller (compétences en matière d'utilisation des sols dans les agglomérations nouvelles) : rejeté (p. 8071).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 1459).

Première lecture :

Discussion des articles [2 décembre 1994] :

Article 22 *(décharge de fonctions : art. 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *ses* amendements nos 66 et 67 : non soutenus (p. 8184).

Article 27 *(prise en charge des fonctionnaires dont l'emploi est supprimé : art. 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :*

– *son* amendement n° 69 : non soutenu (p. 8187).

Article 43 *(conventions passées par le C.N.F.P.T. pour l'organisation de formations communes aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires d'Etat : art. 24 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) :*

– *son* amendement n° 71 corrigé : non soutenu (p. 8198).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [6 décembre 1994] :

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *son* amendement n° 149 : non soutenu (p. 8335).

TERROT (Michel)

Député du Rhône

(12e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 6 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985 (n° 1282) [9 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (n° 1284) [9 juin 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, (n° 1282) autorisant l'**approbation de l'avenant** à la **convention fiscale** du 6 avril 1966 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire** tendant à **éviter les doubles impositions** et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, modifiée par l'avenant du 25 février 1985 **(n° 1392)** [16 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, (n° 1284) autorisant l'**approbation** de la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana** en vue d'**éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale** en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital **(n° 1393)** [16 juin 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Violences dans la région lyonnaise** : agglomérations urbaines : violences de la banlieue lyonnaise d'avril 1994 : casseurs étrangers : expulsion [20 avril 1994] (p. 992, 993).

THIEN AH KOON (André)

Député de la Réunion

(3e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 avril 1994] (p. 5555).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 avril 1994] (p. 5555).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [*J.O.* du 16 novembre 1994] (p. 16237).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Décentralisation de l'université de la Réunion : délocalisation : Tampon [20 avril 1994] (p. 990, 991).

– Construction d'un deuxième aéroport à la Réunion : aéroport du sud [8 juin 1994] (p. 2717).

– Enseignement à la Réunion : fonctionnement : effectifs de personnel ; A.T.O.S. [5 octobre 1994] (p. 4917).

INTERVENTIONS

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 et 23 juin 1994] :

Son intervention (p. 3383) et *ses explications de vote* sur la *motion de renvoi en commission* opposée par : *Vergès (Paul)* (p. 3454).

Principaux thèmes développés :

Agriculture (p. 3454).

Communes : Pierrefonds (la Réunion) (p. 3383).

Départementalisation (p. 3383).

Emploi : chômage (p. 3383).

La Réunion (p. 3454).

Logement et habitat : logement social (p. 3383).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 237 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles) (p. 3466).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [6 octobre 1994] :

Article 1er *(droit à la sécurité) :*

– *ses observations* (p. 5041).

D.O.M.-T.O.M. : la Réunion.

Drogue.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] (p. 6590) :

Affaires étrangères : océan Indien.

Collectivités territoriales.

Démographie.

Emploi.

La Réunion.

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits.

Questions :

Enseignement (p. 6628).

THOMAS (Jean-Claude)

Député de la Marne

(3e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 44 :

– *son* amendement n° 208 (réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés non cotées) : rejeté (p. 7010) ;

– *son* amendement n° 207 : non soutenu (p. 7014) ;

– *son* amendement n° 209 (institution d'un plan d'épargne pour l'initiative et le développement économique) : retité (p. 7016).

THOMAS (Jean-Pierre)

Député des Vosges

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur des propositions de résolution de MM. Maxime Gremetz (n° 1041) et Jacques Barrot (n° 1043), relatives à la proposition de directive (n° E-205) concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite [7 avril 1994].

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (coopération) [13 avril 1994].

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Didier Migaud relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1074) [20 avril 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Millon et de lui-même visant à créer un plan d'épargne entreprise-retraite (n° 741) [28 avril 1994].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Barrot créant des fonds de pensions (n° 1039) [28 avril 1994].

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) [*J.O.* du 13 décembre 1994] (p. 17685).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les propositions de résolution :

– n° 1041 de M. Maxime Gremetz et plusieurs de ses collègues relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205) ;

– n° 1043 de M. Jacques Barrot sur la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205),

(n° 1082) [13 avril 1994].

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les propositions de résolution :

– n° 1041 de M. Maxime Gremetz et plusieurs de ses collègues relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205) ;

– n° 1043 de M. Jacques Barrot sur la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205) ;

– n° 1074 de M. Didier Migaud relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la **liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite** (n° E-205),

(n° 1143) [20 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les ptopositions de loi :

– n° 741 de M. Charles Millon et de lui-même visant à créer un **plan d'épargne entreprise-retraite ;**

– n° 1043 de M. Jacques Barrot créant des **fonds de pension,**

(n° 1286) [26 mai 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finences pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 11 : Coopération (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 170 rectifié : non soutenu (p. 138).

Après l'article 20 :

– *son* amendement n° 171 : non soutenu (p. 157).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *ses* amendements n^os^ 186 rectifié et 187 : non soutenus (p. 168) ;

Après l'article 26 :

– *ses* amendements n^os^ 188 et 189 : non soutenus.

Article 39 *(mesures relatives aux livrets d'épargne-entreprise) :*

– *son* amendement n° 190 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond et mobilisation du livret d'épargne-entreprise) : rejeté (p. 208) ;

– *son* amendement n° 191 soutenu par M. Gilbert Gantier (possibilité d'ouvrir un second livret d'épargne-entreprise au sein d'une même famille) : rejeté (p. 209) ;

– *son* amendement n° 192 soutenu par M. Gilbert Gantier (plafond du livret d'épargne-entreprise) : rejeté (p. 209).

– Proposition de résolution relative à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant la liberté de gestion et de placement des fonds collectés par les institutions de retraite (n° E-205) (n° 1041).

Rapporteur de la commission des finances.

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [28 avril 1994] :

Affaires étrangères :

– Allemagne (p. 1289) ;

– Grande-Bretagne (p. 1290).

Communautés européennes et Union européenne :

– Commission (p. 1290) ;

– construction européenne : conceptions (p. 1290, 1291) ;

– Parlement européen (p. 1290, 1291).

Constitution : article 88-4 (p. 1289).

Entreprises : fonds propres et placements (p. 1290).

Marchés financiers : place de Paris (p. 1290).

Rerraites :

– fonds de pension (p. 1290) ;

– régimes complémentaires obligatoires (p. 1289, 1290).

– institutions : liberté d'adhésion et de gestion (p. 1290).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [16 et 17 juin 1994] :

Article 13 *(statut du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) :*

– *son* amendement n° 108 (p. 3140) : non soutenu (p. 3141).

Après l'article 39 :

– *son* amendement n° 122 : non soutenu (p. 3183).

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 114 corrigé : non soutenu (p. 3184) ;

– *son* amendement n° 113 : non soutenu (p. 3185) ;

– *son* amendement n° 115 : non soutenu (p. 3187) ;

– *son* amendement n° 111 : non soutenu (p. 3216).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :

– compétences (p. 4292, 4293) ;

– ressources et péréquation (p. 4293).

Consultation nationale (p. 4292).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4292).

Epargne (p. 4292).

Etat : rôle (p. 4292).

Impôts et taxes : T.I.P.P. (p. 4293).

Impôts locaux : réforme (p. 4293).

Discussion des articles [9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 2 et annexe *(schéma national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 559 (rapport quinquennal au Parlement sur le réexamen du schéma) : devenu sans objet (p. 4429) ;

– *son* amendement n° 560 (définition des grands équipements au sens du schéma national) : devenu sans objet (p. 4429) ;

– *son* amendement n° 558 (élaboration d'un nouveau schéma tous les vingt ans) : devenu sans objet (p. 4429).

Article 3 *(conseil national du développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 561 : non soutenu (p. 4431).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 569 : non soutenu (p. 4466) ;

– *son* amendement n° 570 soutenu par M. Jean-Jacques Descamps (présidence par le président du conseil régional) (p. 4473) : rejeté (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 574 (prise en compte des orientations de la charte d'aménagement) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 575 (dépassement des limites départementales et régionales) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 10 *(effet suspensif de la demande de sursis à exécution présentée par le préfet : art. 3 et 46 de la loi du 2 mars 1982 ; art. 7 de la loi du 5 juillet 1972) :*

– *son* amendement n° 576 (extension, aux actes visés à l'article, des modalités de prononcé du sursis à exécution prévues pour les actes des collectivités locales de nature à compromettre l'exercice d'une liberté à l'exception de la formation de jugement en appel) : devenu sans objet (p. 4518).

Article 12 *(lois de programmation quinquennales et documents à transmettre au Parlement) :*

– *son* amendement n° 581 : non soutenu (p. 4545).

Après l'article 17 :

– *son* amendement n° 609 (répartition des crédits des fonds d'aménagement et de développement du territoire, d'investissement des transports terrestres, d'investissement fluvial, de gestion de l'espace rural et de développement des entreprises conformément aux chartes régionales d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 4615) ;

– *son* amendement n° 608 (exonération de la moitié des droits de mutation à titre gratuit sur les biens professionnels dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) (p. 4616) : retiré (p. 4617).

Après l'article 19 :

– *son* amendement n° 620 (exonération de la taxe sur les salaires à la charge des associations dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) : adopté (p. 4640) ;

– *son* amendement n° 618 (exonération des droits de mutation pour les logements affectés à la résidence principale dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire ; compensation des pertes de recettes des collectivités locales par une augmentation de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) : retiré (p. 4640).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *son* amendement n° 624 (élaboration du rapport précité en association avec le Conseil national pour le développement du territoire) : devenu sans objet (p. 4662).

Article 21 *(globalisation et modulation des concours de l'Etat aux dépenses d'équipement des collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 488 (élaboration du rapport en association avec le Conseil national pour le développement du territoire) : devenu sans objet (p. 4669).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 519 (commission nationale de réforme des finances locales chargée de présenter un bilan du système financier local et des propositions de réforme) (p. 4699) : retiré (p. 4701) ;

– *son* amendement n° 521 (commission nationale de réforme des finances locales chargée de présenter des propositions de réforme du système financier local) : retiré (p. 4701) ;

– *son* amendement n° 520 (rapport sur les propositions de réforme du système de financement des collectivités locales) (p. 4701) : retiré (p. 4702) ;

– *ses* amendements n°s 522 et 516 (suppression de la mention des options de réforme) : devenus sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 518 (examen de différents types de modifications de l'assiette de la taxe professionnelle) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 517 (participation du Conseil national pour le développement du territoire à l'élaboration du rapport) : devenu sans objet (p. 4703).

Après l'article 23 :

– *son* amendement n° 523 (rapport sur la réforme des concours de l'Etat aux collectivités locales) : retiré (p. 4709) ;

– *son* amendement n° 524 rectifié (rapport sur la spécialisation des impôts locaux) : retiré (p. 4709) ;

– *son* amendement n° 919 (délégation de la maîtrise d'ouvrage des investissements des départements et des régions en ce qui concerne les collèges et les lycées) : retiré (p. 4716).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 590 (saisine du groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 529 (irrecevabilité de la saisine d'un groupement de communes par des électeurs inscrits dans une même commune pour plus de la moitié d'entre eux) : devenu sans objet (p. 4769).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : Commission et recommandation sur les déficits publics (p. 5336).

Emploi :
- création et politique de l'emploi (p. 5335) ;
- emplois familiaux et de proximité (p. 5335, 5336).

Entreprises :
- charges (p. 5335) ;
- investissements (p. 5334) ;
- petites et moyennes entreprises (p. 5335, 5336) ;

Finances publiques :
- déficits budgétaire et sociaux (p. 5334, 5335) ;
- dépenses (p. 5334, 5335) ;
- dette publique (p. 5334, 5335) ;
- prévision quinquennale pour la protection sociale et pour les collectivités locales (p. 5336).

Fonctionnaires et agents publics (p. 5335).

Gouvernements précédents : héritage et débudgétisations (p. 5334).

Impôts et taxes : taxe sur les salaires (p. 5336).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5335).

Marchés financiers (p. 5335).

Politique économique
- croissance et prévisions (p. 5334) ;
- environnement international (p. 5334).

Politique générale : réforme (p. 5336).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5335).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu) :*

– *son* amendement n° 171 : non soutenu (p. 5380).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 199 corrigé (porte de 5 à 8 p. 100 du revenu imposable le plafond pour la réduction d'impôt au titre des dons aux associations reconnues d'utilité publique) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard (p. 5437) : rejeté (p. 5438).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 166 corrigé rectifié (exonération de la taxe sur les salaires portée à 20 000 F pour les associations) (p. 5449) : retiré (p. 5451).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 195 (réduction de moitié du taux d'intérêt en cas de paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit si des logements loués constituent plus de 50 p. 100 de la valeur des biens tranmis et que les héritiers s'engagent à en poursuivre la location pour une durée de six ans) : retiré (p. 5462).

Article 7 *(application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements portant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) :*

– *ses observations* (p. 5472).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 168 corrigé (taux réduit de T.V.A. sur le traitement des ordures ménagères par les collectivités locales) (p. 5480) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 5481).

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *ses observations* (p. 5498, 5499) ;

– *son* sous-amendement n° 299 à l'amendement n° 179 rectifié de M. Philippe Mathot (chiffre d'affaires pour l'application de l'article porté de 50 à 140 millions de francs et financement de la mesure par la création d'une taxe sur les grandes surfaces) (suppression du gage) (p. 5508) : adopté (p. 5509).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 201 (prélèvement libératoire au taux de 15 p. 100 sur les dividendes augmentés des avoirs fiscaux) : retiré (p. 5539) ;

– *son* amendement n° 202 (crédit d'impôt sur l'investissement immobilier des entreprises) : retiré (p. 5544) ;

– *ses* amendements n^{os} 196 et 197 soutenus par M. Jean-Jacques Jegou (abattements de respectivement 50 p. 100 et 35 p. 100 sur la valeur des biens professionnels transmis à titre gratuit) (p. 5545, 5546) : rejetés (p. 5547) ;

– *son* amendement n° 198 : non soutenu (p. 5547).

Explications de vote [18 octobre 1994] (p. 5611).

Finances publiques : déficits budgétaires et sociaux.

Impôts et taxes : taxe sur les salaires.

Impôts locaux : taxe professionnelle.

Logement et habitat.

Parlement.

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 5611).

Deuxième partie :

Coopération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [19 octobre 1994] :

Afrique :
- généralités (p. 5696, 5698) ;
- franc C.F.A. : dévaluation ; endettement (p. 5696 à 5698).

Communautés européennes et Union européenne : facilités d'ajustement structurel (p. 5698).

Coopération financière :
- Fonds d'aide et de coopération (p. 5698) ;
- Fonds spécial de développement (p. 5697).

Coopération militaire : assistance technique (p. 5698).

Entreprises françaises : présence en Afrique (p. 5697).

Ministère de la coopération :
- crédits (p. 5698) ;
- « grand ministère » (p. 5698).

Vote des crédits

– *son* amendement n° 88 et *ses* observations (distinction entre l'aide alimentaire et son transport) (p. 5718) : rejeté (p. 5719).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : députés (p. 8903).

Audiovisuel (p. 8902).

Cumul des mandats (p. 8903).

Dépenses électorales :

- comptes de campagne (p. 8902) ;
- plafonnement et remboursement (p. 8902, 8903).

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 8902).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8902) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8902) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8902).

Partis et mouvements politiques : financement (p. 8902).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [13 décembre 1994] :

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 47 rectifié de M. Jean-Jacques Hyest (institution d'une taxe sur les marchés publics destinée au financement des partis et des campagnes électorales) (p. 8946).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de M. Patrick Devedjian (versement au député de la moitié du crédit perçu par son parti en raison de son appartenance à un groupe parlementaire) (p. 8965).

Article 16 *(réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux partis politiques : art. 199* quater *C* bis *du code général des impôts) :*

– *ses* amendements n°s 73 rectifié et 72 rectifié (fixation de la réduction d'impôt à respectivement 100 p. 100 et 50 p. 100 du montant des cotisations versées ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : devenus sans objet (p. 8987).

Article 17 *(réduction d'impôt au titre des dons des personnes physiques aux candidats et aux partis : art. 200 du code général des impôts) :*

– *son* amendement n° 98 (prise en compte pour le calcul du plafond des dons ouvrant droit à réduction d'impôt) : devenu sans objet (p. 8986) ;

– *son* amendement n° 74 (fixation de la réduction d'impôt pour dons aux candidats ou partis à 100 p. 100 de leur montant jusqu'à 500 F et à 50 p. 100 au-delà ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 8986).

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles : voir proposition de loi n° 1704 relative au financement de la vie politique, articles 16 et 17.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 36 corrigé (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen ou les fonctions de membre du bureau d'un conseil général ou régional) (p. 9023, 9024) : retiré (p. 9036) ;

– *son* amendement n° 37 corrigé (incompatibilité du mandat de député avec le mandat de parlementaire européen) (p. 9023, 9024) : retiré (p. 9036).

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

THOMAS-RICHARD (Franck)

Député du Cher

(2e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : famille) [15 juin 1994].

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome IV : **Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales : famille (n° 1561)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Transport combiné : transport de marchandises : combiné tail-route [14 décembre 1994] (p. 9065).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] :

Associations (p. 2448).

Enseignement (p. 2449).

Professions médicales :

- médecins (p. 2449) ;
- secret médical (p. 2449).

Sida :

- dépistage (p. 2449) ;
- maladie et malades (p. 2448) ;
- prévention (p. 2448).

Toxicomanie (p. 2448).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la famille [15 novembre 1994] :

Famille :

- allocation parentale d'éducation (p. 6840) ;
- Caisse nationale des allocations familiales (p. 6841) ;
- enfants : modes de garde (p. 6840).

Impôts et taxes : impôt sur le tevenu (p. 6841).

Logement et habitat (p. 6841).

Lois : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6840, 6841).

Sécurité sociale :

- branches : trésoretie : autonomie (p. 6840) ;
- cotisations : exonérarions (p. 6840) ;

Travail : congé parental (p. 6840).

Communications hebdomadaires du Gouvernement :
– réunion des chafs de Gouvernement sur le sida [29 novembre 1994].

Principaux thèmes développés (p. 7816) :

Affaires étrangères :

- pays africains ;
- sommet de Paris du 1er décembre 1994.

Femmes.

Jeunes.

Pharmacie : industrie pharmaceutique.

Sida : maladie et malades.

Transfusion sanguine.

TIBERI (Jean)

Député de Paris

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

INTERVENTIONS

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII sur les pouvoits du préfet de police à Paris) (p. 5125) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5125).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie.

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5624).

Bibliothèque nationale de France (p. 5624).

Culture (p. 5624, 5625).

Enseignement : enseignements artistiques (p. 5624).

Grands travaux :
- centre Georges-Pompidou (p. 5624) ;
- crédits (p. 5624).

Lois : loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (p. 5624).

Ministère de la culture et de la francophonie :
- agents : effectifs (p. 5624) ;
- crédits (p. 5623, 5624).

Musées :
- Guimet (p. 5624) ;
- Louvre (p. 5624).

Musique :
- cité de la musique (p. 5624) ;
- opéra (p. 5624).

Paris (p. 5624).

Patrimoine :
- archives : Centre national de Reims (p. 5624) ;
- Grand Palais (p. 5624) ;
- politique (p. 5624) ;
- Versailles (p. 5624).

Théâtre :
- Comédie française (p. 5624) ;
- Théâtre national de Strasbourg (p. 5624).

TOUBON (Jacques)

Ministre de la culture et de la francophonie

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Boishue (Jean de) :*** **Opéra de Paris** : financement ; plan de redressement [1er juin 1994] (p. 2469, 2470).

– ***Rousset-Rouard (Yves) :*** **comédiens de doublage** : grève [14 décembre 1994] (p. 9063, 9064).

orales sans débat de :

– ***Lepp (Harry) (n° 567) :*** **charte européenne des langues régionales** : attitude de la France [8 décembre 1994] (p. 8479, 8480).

– ***Sicre (Henri) (n° 570) :*** **soutien aux salles de spectacle sur l'ensemble du territoire** : politique culturelle : associations ; organisation et diffusion de spectacles : aides de l'Etat [8 décembre 1994] (p. 8480, 8481).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 et 4 mai 1994] :

Affaires étrangères :
- Canada : Québec (p. 1438) ;
- nations : indépendance et langue nationales (p. 1437, 1438) ;
- organisations internationales (p. 1383, 1384).

Audiovisuel :
- Conseil supérieur de l'audiovisuel (p. 1436) ;
- médias (p. 1381, 1436, 1439).

Communautés européennes et Union européenne : plurilinguisme (p. 1360, 1362, 1382, 1438).

Conseil d'Etat : avis (p. 1391).

Conseil supérieur de la langue française (p. 1361).

Consommation (p. 1436).

Constitution :
- article 2 (p. 1436) ;
- articles 34 et 37 (p. 1391, 1436, 1439).

Culture :
- artistes : statut social (p. 1438) ;
- livres (p. 1361, 1381, 1382) ;
- politique culturelle (p. 1361).

Cultures étrangères :
- langues étrangères (p. 1440) ;
- modèle anglo-américain (p. 1360, 1397, 1438).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1383, 1436, 1437).

Enseignement (p. 1439).

Entreprises (p. 1437, 1438).

Etrangers : intégration (p. 1361, 1381, 1438, 1440).

Francophonie (p. 1360, 1361, 1438 à 1440).

Informatique (p. 1360, 1439).

Justice (p. 1439).

Lois :
- loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française (« loi Bas-Lauriol ») : contenu et bilan (p. 1381, 1383, 1387, 1436) ;
- projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1361, 1362, 1381 à 1383, 1386, 1391, 1436, 1439, 1440) ;
- proposition de loi n° 2451 du 15 novembre 1984 relative à l'emploi de la langue française (p. 1382).

Orthographe (p. 1437).

Politique générale (p. 1383).

Recherche (p. 1439, 1440).

Travail : contrats et conditions de travail (p. 1436).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé de principes généraux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 19 rectifié de M. Pierre Mazeaud et 49 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 1441) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 32 de M. François Loos et 60 corrigé de M. Louis Le Pensec (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1442, 1444) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 33 de M. François Loos et 61 de M. Louis Le Pensec (réserve de l'usage des langues régionales de France) (p. 1445) ;

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission des affaires étrangères (langue française, « lien privilégié » des Etats constituant la communauté de la francophonie) (p. 1446).

Après l'article 1er A :

– *défavorable* à l'amendement n° 44 de Mme Françoise Hostalier (définition du bon usage de la langue française) (p. 1446, 1447).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *ses observations* (p. 1447) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Didier Mathus (application aux affichages sur écran et annonces parlées des logiciels d'ordinateurs et des jeux vidéo) (p. 1448) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 45 de Mme Françoise Hostalier (utilisation d'abréviations et de sigles) (p. 1449, 1450) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 34 de M. François Loos et 62 de M. Louis Mexandeau (réserve de la dénomination des produits typiques et spécialités « d'appellation en langue régionale ») (p. 1451) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission (inclusion dans le champ de l'article des « mentions et messages accompagnant ou désignant une marque enregistrée ») (p. 1456) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 73 de M. Georges Sarre (documents parlementaires officiels) (p. 1457, 1458).

Article 2 *(inscriptions apposées et annonces faites dans les lieux ouverts au public)* :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de l'obligation de traduction des inscriptions en langue régionale) (p. 1458).

Article 3 *(présentation du texte français et de ses traductions éventuelles)* (p. 1458) :

– *ses observations* (p. 1459) ;

– *soutient* l'amendement n° 28 du Gouvernement (limitation aux inscriptions et annonces des personnes et services publics ; dérogations dans les transports internationaux et les zones frontalières) : adopté après modifications (p. 1459) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 79 de M. Francisque Perrut (de coordination) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (p. 1459).

Article 4 *(rédaction des contrats conclus par une personne morale de droit public)* :

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1460) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 51 de M. Didier Mathus (rédaction des traités internationaux) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1460) ;

– *favorable* aux amendements n[os] 4 et 5 de la commission (rédactionnels) (p. 1460) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 36 de M. François Loos (version en langue régionale) (p. 1461).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès)* :

– *ses observations* (p. 1462) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Georges Sarre (emploi obligatoire du français) (p. 1463, 1465) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Jacques Brunhes (rédactionnel) (p. 1463) ;

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 1466) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Jacques Brunhes (traduction française des documents en langues étrangères) (p. 1467) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 47 de Mme Françoise Hostalier (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1467) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de M. Bruno Bourg-Broc (cas des réunions comprenant au moins deux tiers d'étrangers organisées pour son personnel par un groupe international) (p. 1468) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (suppression de l'obligation du caractère simultané de la traduction) (p. 1469) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 52 de M. Didier Mathus (obligation du caractère simultané de la traduction) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 1469) ;

– *favorable* à l'amendement n° 81 de M. André Fanton (mise en place obligatoire d'un dispositif de traduction) (p. 1469, 1470).

Article 5 bis nouveau *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme public ou privé subventionné ou gérant un service public)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 26 de M. Jacques Brunhes (rédaction en français et résumé en langue étrangère) (p. 1471) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 48 de Mme Françoise Hostalier (traduction française des documents en langue étrangère) (p. 1471) ;

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 1471) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (bénéfice des aides publiques réservé aux travaux publiés en premier lieu en français) (p. 1472) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (p. 1471) : adopté (p. 1472) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 78 du Gouvernement (condition de publication en français) à l'amendement n° 57 de la commission des affaires étrangères (p. 1471) : adopté (p. 1472).

Article 6 *(rédaction des contrats de travail)* :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (traduction du contrat dans sa langue « à la demande du salarié » étranger) (p. 1473).

Article 7 *(emploi du français dans les entreprises)* :

– *défavorable* à l'amendement n° 38 de M. François Loos (rédactionnel) (p. 1473) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 68 de M. Jacques Brunhes (traductions du règlement intérieur certifiées par un interprète agréé) (p. 1474).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse)* :

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1474) ;

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1475).

Article 9 *(le français, langue d'enseignement)* :

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 41 de M. François Loos et 64 de M. Louis Le Pensec (exclusion des écoles ou classes dispensant spécialement des enseignements en langue régionale) (p. 1475) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 31 de M. Jean Bardet (enseignement du français obligatoire dans les écoles étrangères ou dispensant un enseignement à caractère international) (p. 1476, 1477) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 corrigé de M. Jacques Brunhes (maîttise de la langue française et connaissance de deux autres langues parmi les finalités de l'enseignement) (p. 1477).

Après l'article 9 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Louis Beaumont (examen des publications individuelles en langue française avant titularisation ou avancement dans un organisme public d'enseignement ou de recherche ; développement des publications et des banques de données en langue française) (p. 1478) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de M. Jacques Brunhes (coopération entre universités pour l'usage du français) (p. 1480).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 53 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 1480) ;

– *favorable* à l'amendement n° 12 de la commission (situation des « œuvres musicales dont le texte est, en tout ou en partie, rédigé en langue étrangère ») (p. 1481) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 71 de M. Jacques Brunhes (réserve des émissions en langue régionale) (p. 1481) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 13 de la commission (présentation en français des émissions et publicités accompagnées d'une traduction en langue étrangère) (p. 1482) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de la commission des affaires étrangères (subventions publiques aux seules œuvres audiovisuelles produites en français) (p. 1482).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 54 rectifié de M. Didier Mathus (subventions publiques aux seules œuvres audiovisuelles tournées en français ou en langue régionale) (p. 1484).

Article 12 *(marques utilisées par les services publics) :*

– *favorable* à l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1485) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 65 de M. Louis Le Pensec (exclusion des marques déjà utilisées et des marques issues d'un terme en langue régionale) (p. 1485).

Article 14 *(constatation des infractions aux dispositions de l'article 1er) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Didier Mathus (suppression des pouvoirs reconnus aux agents habilités à entrer dans les lieux privés, à consulter des documents et à prélever des échantillons) (p. 1485) ;

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 1486).

Article 15 *(délit d'entrave à la recherche ou à la constatation des infractions aux dispositions de l'article 1er) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 1486, 1487) ;

– *soutient* l'amendement n° 29 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 1487).

Article 17 *(action en justice des associations agréées ayant pour objet la défense de la langue française) :*

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 1487) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 72 de M. Jacques Brunhes (compétence des organisations syndicales) (p. 1487).

Article 18 *(dispositions d'ordre public) :*

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 1488).

Article 19 *(préservation des langues régionales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 27 rectifié de M. Jacques Brunhes (enseignement et diffusion des langues et cultures existant en France) (p. 1488).

Son intervention lors des explications de vote (p. 1490).

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée (p. 1490).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [13 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : plurilinguisme (p. 2886).

Cultures étrangères : langues étrangères (p. 2886).

Entreprises (p. 2887).

Fonctionnaires et agents publics (p. 2886).

Industrie : rapport Danzin (p. 2886).

Lois : projet de loi n° 1130 : nécessité, contenu et portée (p. 2886).

Recherche : rapport Boursin (p. 2887).

Transports :

– Air Inter (p. 2889) ;

– Eurotunnel (p. 2889).

Discussion des articles [13 juin 1994] :

Article 5 bis *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme subventionné ou gérant un service public) :*

– *soutient* l'amendement n° 4 du Gouvernement (attribution des aides publiques soumise à l'engagement du bénéficiaire de publier en français le résultat de ses travaux ou de traduire ses publications en français) (p. 2890) : devenu sans objet (p. 2891) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Xavier Deniau (prise en compte des publications en français pour l'évaluation des travaux des chercheurs et l'avancement de ces derniers dans les organismes publics de recherche) (p. 2891).

Article 8 *(offres d'emploi publiées dans la presse) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour les publications « principalement » en langue étrangère de recevoir des offres d'emploi dans cette langue) (p. 2892).

Seconde délibération de l'article 5 bis *:*

Article 5 bis *(résumé en français des publications en langue étrangère diffusées en France par un organisme subventionné ou gérant un service public) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (attribution des aides publiques soumise à l'engagement du bénéficiaire de publier ses travaux en français ou de traduire en français les publications s'y rapportant) (p. 2892) : adopté (p. 2893).

Son intervention lors des explications de vote (p. 2894).

Francophonie.

Propriété intellectuelle : marques de fabrique et de commerce.

Publicité.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et francophonie. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [18 octobre 1994] :

Affaires étrangères :

– Algérie (p. 5637) ;

– Bosnie (p. 5637) ;

– Mme Taslima Nasreen (p. 5630).

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (p. 5630, 5631, 5634).

Collectivités locales (p. 5635).

Communes : Eauze (p. 5635).

Culture (p. 5630 à 5632, 5634).

Danse (p. 5631).

Enseignement : enseignements artistiques (p. 5631, 5632, 5635, 5636).

Francophonie (p. 5633).

Grands travaux :

– centre Georges-Pompidou (p. 5633, 5634) ;

– crédits (p. 5631, 5634, 5635).

Informatique : multimédias (p. 5632).

Lois :
- loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques (p. 5632, 5635) ;
- loi de programme n° 93-1437 du 31 décembre 1993 relative au patrimoine monumental (p. 5633) ;
- loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française (« loi Toubon ») (p. 5633).

Métiers d'art et Conseil des métiers d'art (p. 5637).

Ministère de la culture et de la francophonie :
- agents : effectifs (p. 5634) ;
- agents : vacataires (p. 5635) ;
- crédits (p. 5635 à 5637).

Musées :
- Musée des antiquités nationales (p. 5635) ;
- Musée national d'art moderne (p. 5634) ;
- musées de province (p. 5637).

Musique :
- cité de la musique (p. 5633) ;
- jazz (p. 5631) ;
- opéra (p. 5634, 5636).

Paris (p. 5637).

Patrimoine :
- archéologie : mont Beuvray (p. 5635) ;
- Grand Palais (p. 5634) ;
- politique (p. 5631, 5633, 5635).

Politique culturelle (p. 5630 à 5635, 5637).

Théâtre :
- Comédie française (p. 5634, 5635) ;
- décentralisation (p. 5631, 5636).

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : « aménagement culturel », déséquilibre Paris-province et grands projets régionaux (M. Jacques Pélissard) (p. 5638).

Communes :
- Carcassonne (M. Gérard Larrat) (p. 5640) ;
- Illkirch-Graffenstaden (M. André Durr) (p. 5638).

Départements :
- Ain (M. Jacques Boyon) (p. 5641) ;
- enseignement artistique et patrimoine (M. Edouard Landrain) (p. 5640).

Francophonie : enseignement du français à l'étranger (Mme Martine Aurillac) (p. 5637).

Objets d'art, collections, antiquités : œuvres d'art : restauration (M. Edouard Landrain) (p. 5640).

Patrimoine :
- conservations régionales des monuments historiques (M. Louis de Broissia) (p. 5642) ;
- crédits budgétaires (M. Louis de Broissia) (p. 5641) ;
- Fondation nationale du patrimoine (Mme Emmanuelle Bouquillon) (p. 5638) ;
- patrimoine rural (M. Jacques Pélissard) (p. 5638).

– Projet de loi complétant le code de la propriété intellectuelle et relatif à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie (n° 1692).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [15 décembre 1994] :

Coopération et développement (p. 9231).

Droits d'auteur (p. 9225, 9226).

Enseignement (p. 9231).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 9231).

Informatique : multimédia et autoroutes de l'information (p. 9226).

Lois :
- loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique (p. 9225, 9226) ;
- loi n° 85-560 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (p. 9225, 9226, 9231).

Photocopies (p. 9225, 9232).

Sociétés de gestion collective des droits d'auteur (p. 9225, 9226, 9231).

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Article 1er *(droit de reproduction par reprographie : art. L. 122-10 à L. 122-13 nouveaux du code de la propriété intellectuelle) :*

Article L. 122-10 nouveau (cession et gestion du droit de reproduction par reprographie) :

– *favorable* aux amendements n°s 1 et 2 de la commission (rédactionnels) (p. 9233) ;

– *favorable* à l'amendement n° 3 de la commission (suppression du consentement spécifique de l'auteur pour toute stipulation autorisant un usage commercial) (p. 9233) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (de précision) (p. 9234) ;

– *favorable* aux amendements n°s 5 et 6 de la commission (de précision) (p. 9234) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Daniel Picotin (exclusion des copies à usage interne et gratuit d'une personne morale) (p. 9235) ;

– *favorable* à l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 9235).

Article L. 122-11 nouveau (rémunération forfaitaire de l'auteur) :

– *favorable* à l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 9235) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Georges Hage (partage entre les auteurs et les éditeurs) (p. 9235).

Article L. 122-13 nouveau (agrément des sociétés de perception et de répartition) :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 9236).

Après l'article 2 nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 13 de M. Georges Hage (publication d'un rapport sur la première année d'application de la loi) (p. 9236).

Son intervention (p. 9237).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Sociétés de gestion collective des droits d'auteur (p. 9645).

TRASSY-PAILLOGUES (Alfred)

Député de la Seine-et-Marne

(10e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7473) :

B.A.P.S.A. : retraites et préretraites.

Enseignement agricole.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs.

TREMEGE (Gérard)

Député des Hautes-Pyrénées

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Devient membre du groupe des Républicains et Indépendants [*J.O.* du 15 juin 1994] (p. 8644).

Devient membre du groupe de l'Union pour la démoctatie française et du Centre [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9396).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Anciens combattants et victimes de guerre) [13 avril 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises (n° 310) [*J.O.* du 21 avril 1994] (p. 5904).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281) [26 mai 1994].

Rapporteur d'information sur l'avenir des sociétés de développement régional [22 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **établissements publics économiques (n° 1329)** [1er juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi (n° 1281) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1349)** [8 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 1281) portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1451)** [30 juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 9 : Anciens combattants et victimes de guerre (n° 1560)** [5 octobre 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'**avenir des sociétés de développement régional et leur rôle dans le financement des P.M.E.-P.M.I. (n° 1841)** [21 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'initiative et à l'entreprise individuelle (n° 852).

Première lecture :

Discussion des articles [13 et 14 janvier 1994] :

Article 8 *(suppression du montant minimal des parts sociales) :*

– *son* amendement n° 182 : non soutenu (p. 141).

Article 12 *(allégement des conditions de nomination d'un salarié au conseil d'administration d'une société anonyme) :*

– *son* amendement n° 183 : non soutenu (p. 145).

Article 23 *(déduction du revenu net global au titre des pertes liées à des souscriptions dans des entreprises nouvelles) :*

– *son* amendement n° 178 soutenu par M. Gilbert Gantier (substitution de la notion de dépôt de bilan à celle de cessation de paiement pour l'article 163 *octodecies* A du code des impôts) : retiré (p. 162) ;

– *ses* amendements nos 176 et 177 : non soutenus (p. 162).

Après l'article 23 :

– *son* amendement n° 184 : non soutenu (p. 162).

Article 24 *(réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) :*

– *son* amendement n° 181 : non soutenu (p. 169).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 172 : non soutenu (p. 179).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Rapporteur de la commission des finances.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 juin 1994] :

Assurances (p. 3095).

Banques et établissements financiers :

- Caisse des dépôts et consignations : réforme, directeur général et commission de surveillance (p. 3096) ;
- Comptoir des entrepreneurs (p. 3096) ;
- Crédit national (p. 3096) ;
- dépôts : garantie (p. 3095, 3096) ;
- Sociétés de développement régional (p. 3096).

Collectivités locales : délégations de service public : « loi Sapin » (p. 3098).

Communautés européennes et Union européenne (p. 3097).

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 3096).

Logement et habitat (p. 3098).

Professions libérales et travailleurs indépendants : experts-comptables (p. 3097).

Sociétés :

- émissions de valeurs mobilières (p. 3096, 3097) ;
- sociétés anonymes à participation ouvrière (p. 3096) ;
- véhicules : amortissement (p. 3097).

Tabac (p. 3097).

Transports : Air France (p. 3096).

Discussion des articles [16 et 17 juin 1994] :

Article 1er *(contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant la réassurance et sur les sociétés de participations d'assurance) :*

– *ses observations* (p. 3126, 3127) ;

– *soutient* les amendements nos 13 et 14 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3127) ;

– *soutient* l'amendement n° 15 de la commission (de précision) : adopté (p. 3127).

Article 2 *(contrôle et sanctions) :*

– *soutient* l'amendement n° 16 de la commission (publication de la sanction) : adopté (p. 3128).

Article 4 *(règles de solvabilité) :*

– *soutient* l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 3128) : adopté (p. 3129) ;

– *soutient* l'amendement n° 18 de la commission (suppression de la faculté pour la commission de contrôle des assurances de dispenser les sociétés d'assurance d'établir et de publier des comptes consolidés) : rejeté (p. 3129) ;

– *soutient* l'amendement n° 19 de la commission (définition par décret en Conseil d'Etat de la notion d'entité économique impliquant l'établissement et la publication de comptes combinés) : adopté (p. 3129).

Article 5 *(contrats d'assurance de groupe) :*

– *soutient* l'amendement n° 20 de la commission (exclusion de certains contrats) : adopté (p. 3130).

Article 9 *(adhésion obligatoire des établissements de crédit à un système de garantie des dépôts) :*

– *soutient* l'amendement n° 21 de la commission (fixation du seuil de garantie des dépôts au triple du montant minimum prévu par la directive européenne) : retiré (p. 3131) ;

– *soutient* l'amendement n° 22 de la commission (information obligatoire des déposants) : adopté (p. 3131) ;

– *soutient* l'amendement n° 23 de la commission (financement du système de garantie des dépôts) (p. 3131) : rejeté (p. 3132) ;

– *soutient* l'amendement n° 24 de la commission (compétence de la commission bancaire pour le retrait de l'agrément des établissements de crédit) : rejeté (p. 3132) ;

– *soutient* l'amendement n° 25 de la commission (détermination par le comité de la réglementation bancaire des conditions de reconnaissance de l'équivalence des systèmes de protection des organes centraux mentionnés à l'article 20 de la « loi bancaire » n° 84-46 du 24 janvier 1984) : adopté (p. 3132) ;

– *soutient* l'amendement n° 26 de la commission (supprime la réduction de la garantie à un pourcentage du montant des dépôts) : adopté (p. 3132) ;

– *son* amendement n° 161 (levée du secret bancaire pour la transmission d'informations aux organismes chargés de la gestion des systèmes de garantie des dépôts) (p. 3132) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 3133) ;

– *soutient* l'amendement n° 27 de la commission (date d'entrée en vigueur de l'article) : adopté (p. 3133).

Article 10 *(pouvoirs de la commission bancaire) :*

– *soutient* l'amendement n° 28 de la commission (pouvoirs de représentation transférés à l'administrateur provisoire) : adopté (p. 3134) ;

– *son* amendement n° 132 (de coordination) : adopté (p. 3134) ;

– *soutient* l'amendement n° 29 rectifié de la commission (quorum égal à la majorité absolue des membres composant la commission bancaire siégeant en tant que juridiction administrative) ; modifié par le Gouvernement (référence aux membres présents ou représentés) (p. 3134) : adopté (p. 3135).

Article 11 *(modification des statuts du Crédit national) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3135) ;

– *soutient* l'amendement n° 30 rectifié de la commission (période transitoire) (p. 3135) : adopté (p. 3136).

Article 12 *(modification des statuts du Comptoir des entrepreneurs) :*

– *soutient* l'amendement n° 31 rectifié de la commission (période transitoire) : adopté (p. 3136).

Article 13 *(statut du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 140 de M. Alain Rodet et 177 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 3139) ;

– *soutient* l'amendement n° 32 de la commission (nomination pour cinq ans par décret en Conseil des ministres après avis de la commission de surveillance, révocation après avis de la commission de surveillance – qu'elle peut décider de rendre public – ou sur proposition de celle-ci) (p. 3140) : réservé (p. 3144) : non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3218).

Article 14 *(marchés à terme sur denrées et marchandises ne donnant pas lieu à livraison) :*

– *soutient* l'amendement n° 34 rectifié de la commission (modification d'une référence) : adopté (p. 3144).

Article 15 *(cession gratuite d'actions aux salariés d'Air France) :*

– *ses observations* (p. 3144, 3145) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. François Asensi (de suppression) (p. 3145) ;

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3145) ;

– *soutient* l'amendement n° 36 de la commission (montants des actions cédées aux salariés) (p. 3145) : adopté après modifications (p. 3148) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 189 du Gouvernement (actualise les réductions de salaire pour le calcul du montant des actions cédées aux salariés) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 3146).

Actions cédées : valeur (p. 3146, 3147).

– *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3148) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (montant des actions attribuées à chaque salarié ne pouvant excéder celui de la réduction de salaire) : adopté après modifications (p. 3148) ;

– *favorable* au sous-amendement oral du Gouvernement (attribution des actions en proportion de la réduction de salaire) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 3148) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (incessibilité des actions jusqu'au 30 juin 1998) : adopté (p. 3149) ;

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (calcul de la plus-value en cas de cession ultérieure sur la base de la valeur de l'action lors de son attribution à titre gratuit) (p. 3149) : rejeté (p. 3150) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3150).

Article 16 *(modification du statut des sociétés anonymes à participation ouvrière) :*

– *ses observations* (p. 3151, 3152).

Presse, édition et imprimerie : entreprises de presse (p. 3151, 3152).

– *défavorable* à l'amendement n° 144 de M. Augustin Bonrepaux (avis des mandataires de la société coopérative de main-d'œuvre) (p. 3152).

Après l'article 16 :

– *défavorable* à l'amendement n° 145 de M. Didier Migaud et *ses observations* (à titre personnel) sur ce même amendement (abrogation de la loi de privatisation n° 93-923 du 19 juillet 1993) (p. 3153) ;

Secteur public : entreprises publiques :
– emploi (p. 3154) ;
– Pechiney (p. 3153, 3154).

Article 17 *(levée de l'obligation de secret professionnel pour les commissaires aux comptes entendus par la commission de la privatisation) :*

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 3154) : retiré (p. 3155).

Article 18 *(représentation des collectivités territoriales dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes) :*

– *ses observations* (p. 3155, 3156) ;
– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Jacques Boyon (dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi maintenant aux collectivités territoriales et aux chambres consulaires leur part des droits de vote pour les décisions principales à prendre en assemblée générale) (p. 3156).

Après l'article 19 :

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (réduction du quorum des assemblées générales extraordinaires à 25 p. 100 des actions ayant le droit de vote) (p. 3158) : adopté (p. 3159).

Article 20 *(modernisation et simplification du régime d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social) :*

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 3159) : adopté (p. 3160) ;
– *son* amendement n° 133 (fixation de plafonds particuliers pour les actions sans droit de vote à dividende prioritaire et les actions de priorité et possibilité de fixation de plafonds pour les autres catégories) : adopté (p. 3160) ;
– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (fixation de plafonds particuliers pour chaque catégorie de valeurs mobilières) et *défavorable* (à titre personnel) à ce même amendement : devenu sans objet (p. 3160) ;
– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (précise que le président bénéficiaire de la subdélégation rend compte au conseil d'administration ou au directoire) (p. 3160) : adopté (p. 3161) ;
– *soutient* l'amendement n° 47 (caractère optionnel du dispositif proposé) : adopté (p. 3161) ;
– *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Gilbert Gantier (prix d'émission au moins égal à la moyenne des cours d'ouverture des quinze derniers jours précédant l'opération) (p. 3161) ;
– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (délai pour l'exercice du droit de souscription décompté en jours de bourse) : adopté (p. 3161) ;
– *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3161).

Après l'article 20 :

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (constatation de l'augmentation de capital) (p. 3161) : adopté (p. 3162) ;
– *soutient* l'amendement n° 51 rectifié de la commission (cession de titres acquis en régularisation de cours) : adopté (p. 3162) ;
– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (participation des caisses d'épargne à une société par actions simplifiée) (p. 3162) : adopté (p. 3163).

Article 21 *(suppression de la profession de comptable agréé) :*

– *soutient* les amendements n°s 53 et 54 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 3169).

Article 22 *(missions de l'expert comptable) :*

– *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (exercice de la profession d'expert-comptable selon les normes définies par le conseil supérieur de l'ordre) (p. 3169) : retiré (p. 3170).

Article 23 *(conditions d'accès à la profession) :*

– *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3170).

Article 24 *(experts-comptables stagiaires) :*

– *soutient* les amendements n°s 57 et 58 de la commission (rédactionnels) (p. 3170) : adoptés (p. 3171).

Article 25 *(experts-comptables stagiaires autorisés) :*

– *soutient* l'amendement n° 59 de la commission (commissions statuant sur l'inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables stagiaires autorisés à exercer après le 1er janvier 1990) : adopté (p. 3171) ;
– *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (commissions statuant sur l'inscription au tableau de l'ordre des anciens experts-comptables stagiaires autorisés ayant atteint après le 1er janvier 1990 la date limite des prorogations) : adopté (p. 3171).

Article 26 *(exercice de la profession sous forme de société) :*

– *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (exclusion de la société en commandite par actions) : adopté (p. 3172) ;
– *soutient* l'amendement n° 62 de la commission (parts du capital et des droits de vote détenus par les experts-comptables) (p. 3172) : adopté (p. 3173) ;
– *soutient* l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3173) ;
– *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (suppression de l'agrément par les porteurs de parts de tout nouvel associé et renvoi au droit commun des S.A.R.L.) : adopté (p. 3173) ;
– *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (suppression de la référence aux fondés de pouvoir) (p. 3173) : adopté (p. 3174) ;
– *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (réduction des trois-quarts à la moitié du nombre des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance devant être des experts-comptables membres de la société) : adopté (p. 3174) ;
– *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (suppression de l'obligation de communication annuelle de la liste des associés au conseil de l'ordre) : retiré (p. 3174) ;
– *soutient* l'amendement n° 68 de la commission (obligation faite au salarié d'occuper un emploi effectif dans la société pour être nommé au conseil d'administration ou de surveillance) : adopté (p. 3174) ;
– *soutient* les amendements n°s 69 et 70 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3174) ;
– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (inclusion des fonctions de membre du directoire dans la limitation du cumul des mandats exercés par les experts-comptables) et *défavorable* (à titre personnel) à ce même amendement : retiré (p. 3174) ;

Après l'article 26 :

– *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (souscription obligatoire par les experts-comptables d'un contrat d'assurance de responsabilité civile) ; le rectifie (modification rédactionnelle) : adopté (p. 3175).

Article 28 *(modes d'exercice de la profession et responsabilité) :*

– *son* amendement n° 162 (travaux assortis de la signature de l'expert-comptable et du visa ou de la signature sociale) : adopté (p. 3175).

Article 29 *(protection du titre de comptable agréé) :*

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (prise en compte de l'unification de la profession d'expert-comptable et référence au nouveau code pénal) (p. 3175) : adopté (p. 3176) ;
– *soutient* les amendements n°s 76 et 74 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3176).

Article 30 *(incompatibilités) :*

– *soutient* les amendements nos 75 et 77 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 3176).

Article 32 *(conditions d'accès des ressortissants non communautaires à la profession) :*

– *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (extension aux ressortissants de la Communauté européenne titulaires d'un diplôme délivré par un pays tiers) : adopté (p. 3177).

Article 33 *(fusion des tableaux, adaptation des statuts et abrogations) :*

– *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3177) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de cinq à deux ans du délai accordé aux sociétés d'expertise comptable pour la mise en conformité de leurs statuts) (p. 3177) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 126 de M. Louis Pierna (suppression du paragraphe III) (p. 3178) ;

– *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (abrogations de dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945) : adopté (p. 3178) ;

– *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (maintien en vigueur du troisième alinéa de l'article 72-III du code général des impôts) : retiré (p. 3178).

Après l'article 33 :

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (modification de l'intitulé de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 en conséquence de la suppression de la profession de comptable agréé) : adopté (p. 3179).

Article 34 *(extension aux départements de Corse du monopole d'importation et de vente au détail des tabacs manufacturés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierrre Brard (monopole de la fabrication des tabacs attribué à la SEITA en France métropolitaine et contrôle du comité central d'entreprise de cette société sur les contrats d'importation) (p. 3180).

Article 36 *(abrogation du précédent régime économique des tabacs en Corse) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3180).

Article 37 *(extension au tabac fine coupe du droit de consommation, en Corse et dans les départements d'outre-mer) :*

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (ajout des tabacs fine coupe dans la liste de l'article 268 du code des douanes énumérant les produits du tabac destinés à être consommés dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 3181) ;

– *soutient* l'amendement n° 84 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3181).

Article 39 *(relèvement de la limite de l'amortissement des véhicules de tourisme fiscalement déductible) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 3182).

Chômage (p. 3182).

Après l'article 39 :

– *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (régime d'imposition des plus-values constatées lors de la conversion d'obligations en actions) (p. 3182) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 3183) ;

– *favorable* à l'amendement n° 164 de M. Michel Jacquemin (extension de la déduction du revenu imposable des cotisations ou primes versées par les entrepreneurs individuels au titre de régimes facultatifs de retraite) (p. 3183) ;

– *soutient* l'amendement n° 130 de M. Philippe Auberger (maintien de l'avantage fiscal au titre de l'investissement locatif pour les propriétaires n'ayant pas fait connaître leur engagement de louer pendant six ans s'ils peuvent produire un bail écrit portant sur la même durée) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 3183).

Après l'article 43 :

– *soutient* l'amendement n° 86 rectifié de la commission (réduction d'impôt de 15 p. 100 au titre de l'investissement locatif en cas de location à un membre de la famille) : retiré (p. 3184) ;

– *favorable* à l'amendement n° 179 rectifié de M. Yves Fréville (exonération des droits de mutation sur les immeubles bâtis cédés par des communes à des communautés de communes, compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3185) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 rectifié de la commission (prorogation du dispositif temporaire d'exonération des droits de mutation à titre gratuit en faveur des immeubles acquis neufs ou en état futur d'achèvement) (p. 3185) : retiré (p. 3186) ;

– *soutient* l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (extension de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit aux monuments historiques ouverts au public détenus par l'intermédiaire d'une société civile immobilière, compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3186) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté après modifications (p. 3187) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 192 du Gouvernement (parts de la société devant rester la propriété de ses fondateurs ou de leurs descendants) à l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (p. 3187) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 193 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 12 de M. Louis de Broissia (p. 3187) ;

– *soutient* l'amendement n° 94 de la commission (prorogation du dispositif d'exonération des plus-values de cessions de titres d'O.P.C.V.M. réinvesties dans l'investissement immobilier) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 3187) ;

– *favorable* à l'amendement n° 190 de M. Jacques Barrot (exonération fiscale des rappels de traitement accordés aux fonctionnaires d'Afrique du Nord) (p. 3187) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Gilbert Gantier (extension aux S.C.P.I. d'habitation locative de l'exonération des plus-values de cession en provenance de certains O.P.C.V.M.) (p. 3188).

Article 42 précédemment réservé *(prorogation des contrats d'orientation et d'adaptation et prolongement du versement des aides forfaitaires pour les contrats d'apprentissage et de qualification) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3191) ;

– *favorable* à l'amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles (abrogation explicite du contrat d'insertion professionnelle) (p. 3191).

Article 43 précédemment réservé *(délégations de service public) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 104 de M. Jean-Pierre Brard, 151 de M. Augustin Bonrepaux et 178 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 3191) ;

– *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3193) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 rectifié de M. René Beaumont (limitation aux transports scolaires) (p. 3193, 3194) ;

– *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3194) ;

– *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 3194) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 169 de M. Anicet Turinay (seuil spécifique aux départements d'outre-mer) (p. 3194).

Après l'article 43 *(suite)* :

– *soutient* l'amendement n° 96 deuxième rectification de la commission et *ses observations* (à titre personnel) sur ce même amendement (réparation automobile et restitution de carte grise) (p. 3201) : adopté (p. 3202) ; supprimé en seconde délibération (p. 3219) ;

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 9 rectifié de M. Alain Suguenot et 171 de M. Hubert Grimault (assouplissement des restrictions à l'affichage concernant les boissons alcooliques par la suppression de la notion de zone de production) (p. 3205) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. Yves Rousset-Rouard (abrogation de l'interdiction du parrainage par des boissons alcooliques) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de M. Jean-Marie Geveaux (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac) (p. (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 97 corrigé de M. Yves Rousset-Rouard (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac) (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Jean-Marie Geveaux (autorisation du parrainage sportif par des marques de boissons alcooliques ou de tabac sans qu'il soit fait mention de celles-ci) (p. (p. 3207) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Jean-Jacques de Peretti (autorisation de la publicité pour les produits du tabac titrant moins de 12 mg de goudrons, dans la presse écrite à l'exception des publications destinées à la jeunesse) (p. 3208) ;

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 105 de M. Patrick Balkany et 153 de M. Alain Madalle (concours apporté par les collectivités territoriales à la promotion des activités physiques et sportives) (p. 3210) ;

– *favorable* à l'amendement n° 170 du Gouvernement (harmonisation des cotisations patronales de retraite des marins pour les navires de pêche de moins de douze mètres) (p. 3211) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Jacques Boyon (soustrait au code des marchés publics les contrats conclus par les sociétés d'économie mixte pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux et renvoie à un décret en Conseil d'Etat) (p. 3212) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 100 corrigé de M. Charles de Courson (institution de la taxe de séjour par les syndicats mixtes) (p. 3212, 3213) ;

– *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (création de la caisse centrale de développement régional regroupant les filiales des sociétés de développement régional constituées pour leur activité nouvelle de prêt et de crédit-bail immobilier) (p. 3213) : retiré (p. 3214) ;

– *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (modification du régime de garantie contre les risques de catastrophes naturelles) : adopté après modifications (p. 3214) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 196 du Gouvernement (suppression de la référence aux biens et activités implantés antérieurement à la publication du plan d'exposition) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 3214) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Yves Nicolin (instauration de l'annualisation du temps de travail en l'absence de délégués syndicaux) (p. 3214) ;

– *son* amendement n° 131 (délai au terme duquel les fonds en dépôt sur des comptes postaux inactifs sont acquis au budget annexe des postes et télécommunications, compensation des pertes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) ; rectifié par le Gouvernement (suppression du gage) : adopté (p. 3215) ;

– *soutient* l'amendement n° 93 de la commission (qualification des chambres consulaires) (p. 3215) : adopté (p. 3216).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 1994] :

Banques et établissements financiers :

– Caisse des dépôts et consignations : directeur général, missions et réforme (p. 3903, 3904) ;

– dépôts : garantie (p. 3903).

Chambres consulaires (p. 3904).

Collectivités locales : délégations de service public : « loi Sapin » (p. 3904).

Epargne :

– C.O.D.E.V.I. : majoration du plafond (p. 3904) ;

– plans d'épargne populaire : déblocage des fonds (p. 3904) ;

– valeurs mobilières : abattement sur les revenus : ordre d'imputation (p. 3904).

Lois : déclaration d'urgence et introduction de dispositions nouvelles en cours de débat (p. 3903).

Parlement :

– commission mixte paritaire et caractère contestable de la procédure d'urgence (p. 3903, 3904) ;

– Sénat (p. 3903).

Professions libérales et travailleurs indépendants : experts-comptables (p. 3904).

Secteur public : entreprises publiques :

– conseils d'administration ou de surveillance : membres : suppression de la limitation du nombre des mandats (p. 3904) ;

– situation économique et patrimoniale : rapports (p. 3904).

Sociétés :

– actionnaires : associations d'investisseurs et de petits actionnaires (p. 3904) ;

– émissions de valeurs mobilières (p. 3904) ;

– emprunts : frais d'émission : déductibilité (p. 3904) ;

– sociétés anonymes à participation ouvrière (p. 3904).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Administration : interministérialité (p. 4297).

Collectivités locales : compétences (p. 4297).

Commerce et artisanat : chambres consulaires (p. 4298).

Conférence régionale d'aménagement et de développement du territoire (p. 4298).

Consultation nationale (p. 4297).

Entreprises : P.M.E.-P.M.I. (p. 4297).

Impôts locaux :

– réforme (p. 4297) ;

– taxe professionnelle (p. 4297).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4297).

Services publics (p. 4297).

Discussion des articles [8, 9, 10 et 12 juillet 1994] :

Article 1[er] *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 920 (politique conduite en liaison avec les chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4389).

Article 4 *(directives territoriales d'aménagement : art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) :*

– *son* amendement n° 921 (consultation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4442).

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* amendement n° 922 (prise en compte des projets d'équipement des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4465) ;

– *son* amendement n° 923 corrigé (association des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4465).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 924 (représentation des chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* amendement n° 925 (compétence à l'égard des actions menées par les chambres consulaires) : devenu sans objet (p. 4474).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 926 (consultation des chambres consulaires sur les propositions de délimitation des pays par les commissions précitées) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 927 (dépassement des limites départementales) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 928 soutenu par M. Charles Millon (extension de l'étude d'impact à la réorganisation d'un service) : adopté (p. 4525) ;

– *son* amendement n° 929 : non soutenu (p. 4527).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *son* amendement n° 930 : non soutenu (p. 4554).

Article 25 *(assouplissement des règles de constitution des ententes interrégionales) :*

– *son* amendement n° 933 : non soutenu (p. 4739).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 934 corrigé : non soutenu (p. 4745).

Article 27 *(création de comités consultatifs intercommunaux et départementaux : art. L. 169-4 du code des communes et art. 34 de la loi du 10 août 1871) :*

– *son* amendement n° 935 (consultation des chambres consulaires par les établissements publics de coopération intercommunale) : devenu sans objet (p. 4751) ;

– *son* amendement n° 936 (consultation des chambres consulaires par le conseil général) : devenu sans objet (p. 4751).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5344).

Finances publiques :
- déficits budgétaire et sociaux (p. 5343) ;
- dépenses (p. 5343) ;
- dette publique (p. 5343) ;

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 5343, 5344).

Impôts locaux : taxe professionnelle : plafonnement, compensation de l'abattement sur les bases et réforme (p. 5343).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 167 : non soutenu (p. 5447).

Avant l'article 4 :

– *son* amendement n° 184 deuxième correction (exonération – sous condition de réemploi – des plus-values réalisées sur cession de biens par les P.M.E.) : rejeté (p. 5448).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 174 : non soutenu (p. 5457) ;

– *son* amendement n° 170 : non soutenu (p. 5460).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 173 corrigé : non soutenu (p. 5480).

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *son* amendement n° 203 : non soutenu (p. 5504) ;

– *son* amendement n° 165 soutenu par M. Gilbert Gantier (chiffre d'affaires porté de 50 à 100 millions) : retiré (p. 5509).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 172 soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (diffère le paiement de l'impôt sur les plus-values jusqu'au règlement effectif du prix en cas de vente à crédit) : rejeté (p. 5540) ;

– *son* amendement n° 190 soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (déduction du revenu des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de parts sociales considérées comme des biens professionnels au titre de l'I.S.F.) : rejeté (p. 5541) ;

– *son* amendement n° 187 soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (abattement de 30 p. 100 sur la valeur des logements transmis à titre gratuit sous condition d'engagement à louer pour six ans) : rejeté (p. 5545) ;

– *son* amendement n° 185 (abattement de 1 000 000 de francs par part sur la transmission à titre gratuit de biens professionnels) (p. 5545) : retiré (p. 5547) ;

– *son* amendement n° 189 (réduction d'impôt de 50 p. 100 sur le montant des intérêts versés au titre du paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit) : retiré (p. 5547) ;

– *son* amendement n° 186 (réévaluation des actifs immobiliers figurant au bilan des entreprises) (p. 5550) : rejeté (p. 5551) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 313 du Gouvernement (porte de 18 à 19 p. 100 le taux d'imposition des plus-values à long terme des entreprises) (p. 5551, 5552).

Entreprises : charges (p. 5551).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. – Services généraux. – Secrétariat général de la défense nationale. – Conseil économique et social. – Plan. – Rapatriés. – Budget annexe des Journaux officiels. – *Examen des fascicules, principaux thèmes développés.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les rapatriés, suppléant *Poniatowski (Ladislas)* [26 octobre 1994] :

Rapatriés :
- crédits (p. 6114) ;
- Français musulmans rapatriés (p. 6115) ;
- rapatriés réinstallés ; indemnisation (p. 6114, 6115) ;
- retraites (p. 6114).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : patriotes résistants à l'occupation (P.R.O.) (p. 6489, 6490).

Anciens combattants d'Afrique du Nord :
- carte du combattant (p. 6491) ;
- chômeurs de longue durée (p. 6492) ;

– fonds de solidarité (p. 6491) ;
– retraite anticipée (p. 6489, 6492) ;
– retraite mutualiste (p. 6491) ;
– victimes de la captivité (p. 6489, 6490).

Assemblée nationale :
– commissions des finances et des affaires culturelles : budget des anciens combattants : rejet (p. 6489, 6492) ;
– réserve parlementaire (p. 6491).

Evadés de France et internés d'Espagne (p. 6490).

Lois :
– loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie (p. 6490) ;
– projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (p. 6491).

Mémoire et souvenir :
– délégation à la mémoire (p. 6490) ;
– mission du Cinquantenaire des débarquements et de la Libération : commémoration du 8-Mai (p. 6489, 6490) ;
– nécropoles (p. 6489, 6490).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 6489).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : missions et moyens, fonds sociaux (p. 6489, 6490).

Pensions militaires d'invalidité et de retraite :
– « cristallisation » et plafonnement (p. 6489, 6490) ;
– pensions de réversion (p. 6490) ;
– pensions temporaires : conversion en pensions définitives (p. 6490) ;
– rapport constant (p. 6489).

Vote des crédits [4 et 16 novembre 1994] :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 276 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1 757 millions de francs en conséquence de l'institution de l'allocation de préparation à la retraite du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et de l'abaissement de l'âge requis pour bénéficier de ce fonds) (p. 7079).

Après l'article 51 :

– *défavorable* à l'amendement n° 154 de M. Jean-Paul Durieux (rapport sur l'utilisation des crédits pour 1994 du fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 6516, 7084) ;

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (attribution d'une allocation de préparation à la retraite aux chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 42 :

– *défavorable* à l'amendement n° 234 de M. Augustin Bonrepaux (extension des compétences des centres de gestion agréés) (p. 7007).

Après l'article 48 :

– *son* amendement n° 221 rectifié (réduit de 18 p. 100 à 16 p. 100 le taux de prise en compte des salaires pour la détermination des bases de taxe professionnelle) ; retiré ; repris par MM. Augustin Bonrepaux et Jean-Pierre Brard : rejeté (p. 7046) ;

– *son* amendement n° 217 et *soutient* l'amendement identique n° 178 de la commission (suppression de la publicité des sommes correspondant à l'application par le contribuable du plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée) : adoptés (p. 7054) ;

– *son* amendement n° 206 et *soutient* l'amendement identique n° 176 de la commission (éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. des dépenses des syndicats mixtes comprenant des chambres consulaires) (p. 7061) : rejetés (p. 7063).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 23 *sexies* nouveau :

– *son* amendement n° 10 : non soutenu (p. 8762).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 163 rectifié soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (composition du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables) : adopté (p. 8770).

TRIGANO (André)

Député de l'Ariège

(2e circonscription)

Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Revitalisation des bourgs ruraux :** zones rurales ; services publics ; amélioration de l'habitat ; banlieues périphériques ; C.I.A.T. de Mende [4 mai 1994] (p. 1425).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (n° 1337).

Première lecture :

Discussion des articles [1er juillet 1994] :

Après l'article 23 :

– *son* amendement n° 35 soutenu par M. Grégoire Carneiro (extension aux ressortissants d'Andorre des conditions d'accès aux concours administratifs reconnues aux ressortissants communautaires) : adopté (p. 3971).

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part (n° 1399).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discusssion de l'article unique [4 juillet 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : accords d'association avec la Bulgarie, la République tchèque et la Slovaquie ; conseils d'association (p. 3994, 3995).

République tchèque et Slovaquie (p. 3995).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [9 novembre 1994] :

Aménagement du territoire : espace rural : valorisation par le tourisme rural (p. 6674).

Commerce extérieur : balance des échanges touristiques (p. 6674).

Impôts et taxes :
- redevance audiovisuelle (p. 6674) ;
- T.V.A. hôtelière (p. 6674).

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6675).

Tourisme :
- Sports d'hiver et tourisme à la montagne (p. 6675) ;
- tourisme associatif (p. 6675).

TRON (Georges)

Député de l'Essonne

(9e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : santé) [15 juin 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690) [*J.O.* du 15 décembre 1994] (p. 17799).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VI : **Affaires sociales, santé et ville : santé (n° 1561)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 et 28 juin 1994] :

Ses explications de vote sur *l'exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3670) et *son intervention* (p. 3683).

Principaux thèmes développés :

Assurance maladie maternité : dépenses : maîtrise (p. 3684).

Cotisations sociales : exonérations : compensation (p. 3684).

Enseignement supérieur : étudiants (p. 3685).

Financement
- régime général : branches : autonomie (p. 3684) ;
- U.R.S.S.A.F. (p. 3684).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3684).

Parlement (p. 3670, 3684).

Personnes âgées : dépendance (p. 3684).

Professions paramédicales : masseurs kinésithérapeutes : convention (p. 3684).

Retraites : pensions de réversion (p. 3685).

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 30 :

– *soutient* l'amendement n° 105 rectifié de M. Marcel Porcher (droits alloués aux avocats pour la plaidoirie) (p. 3852) : adopté (p. 3853).

Explications de vote (p. 3856) :

Cotisations sociales : exonérations.

Enseignement supérieur : étudiants.

Financement :
- régime général : branches : autonomie ;
- U.R.S.S.A.F.

Parlement.

Personnes âgées.

Professions paramédicales : masseurs kinésithérapeutes : convention.

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 3856).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la santé [14 novembre 1994] :

Hôpitaux et cliniques :
- budget global et programme de médicalisation du système d'information (p. 6830) ;
- politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6829, 6830) ;
- urgences et sécurité sanitaire (p. 6829).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 5 (p. 6828).

Ministère des affaires sociales et de la santé : administration : moyens (p. 6828).

Professions médicales et paramédicales (p. 6828).

Santé publique :
- alcoolisme (p. 6828) ;
- observatoires régionaux de la santé (p. 6828) ;
- réseau national de la santé publique (p. 6828) ;
- sida (p. 6828) ;
- tabagisme (p. 6828) ;
- toxicomanie (p. 6828).

Sécurité sociale : assurance maladie : dépenses : maîtrise (p. 6828, 6829, 6830).

TURINAY (Anicet)

Député de la Martinique

(1re circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Haïti : situation politique ; aides de la France [19 octobre 1994] (p. 5676, 5677).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] (p. 2770) :

Collectivités locales.

Consultation nationale sur l'école.

D.O.M.-T.O.M. : Martinique.

Langues étrangères.

Langue française.

Médecine scolaire.

Personnel non enseignant.

Programmes : contenu.

Rythmes scolaires.

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Article 43 précédemment réservé *(délégations de service public) :*

– *son* amendement n° 169 soutenu par M. Daniel Garrigue (seuil spécifique aux départements d'outre-mer) : retiré (p. 3194).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [22 juin 1994] (p. 3389) :

Banques et établissements financiers : crédit.

B.T.P.

Commerce et artisanat : libre circulation : « grand marché antillais ».

Commerce extérieur.

Emploi : insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi.

Entreprises : charges sociales : exonération.

Impôts et taxes :

- octroi de mer et taxe additionnelle ;
- taxe foncière sur les propriétés bâties.

Logement et habitat : logement social.

Lois : loi n° 86-824 du 11 juillet 1986 de finances rectificative pour 1986 : article 22.

Martinique.

R.M.I.

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Article 24 *(modalités de création des établissements publics d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 172 corrigé (création sur proposition du conseil régional et du conseil général) : devenu sans objet (p. 3499).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 173 corrigé (extension de la réduction d'impôt pour investissement outre-mer aux travaux d'amélioration ou d'acquisition-amélioration de logements existants) : retiré (p. 3505).

Article 29 *(achèvement du marché unique des Antilles) :*

– *son* amendement n° 174 (de précision) : retiré (p. 3507) ;

– *son* amendement n° 175 (suppression de la déclaration périodique des mouvements de marchandises) : rejeté (p. 3507) ;

– *son* amendement n° 176 (suppression du mécanisme de reversement à la région destinataire d'une part de l'octroi de mer perçu par la région d'origine) : retiré (p. 3507) ;

– *son* amendement n° 177 (suppression de la sanction pénale du défaut de déclaration des mouvements de marchandises et des pouvoirs de vérification des douanes sur cette déclaration) : retiré (p. 3507).

Après l'article 29 :

– *favorable* à l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet (exclusion de la procédure de publicité pour les délégations de transports terrestres publics) (p. 3510).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] (p. 6614) :

Agriculture.

Banques et établissements financiers.

Collectivités territoriales.

Communes : Fort-de-France.

Enseignement.

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

Fonds pour l'emploi (F.E.D.O.M.).

Logement et habitat.

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (« loi Perben »).

Martinique.

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits.

– Projet de loi n° 1773 de programmation du « nouveau contrat pour l'école ».

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : académie des Antilles et de la Guyane (p. 9513, 9514).

Etablissements scolaires : chefs d'établissement (p. 9514).

Langues étrangères (p. 9514).

Personnel non enseignant : infirmières (p. 9514).

U

UEBERSCHLAG (Jean)

Député du Haut-Rhin

(4e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'application de la loi quinquennale relative à l'emploi [*J.O.* du 12 février 1994] (p. 2465).

Secrétaire de cette mission [*J.O.* du 23 février 1994] (p. 3063).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (travail, emploi et formation professionnnelle : formation ptofessionnnelle) [15 juin 1994].

Rapporteur du projet de loi relatif aux formations en alternance et à la formation professionnelle (n° 1721)[12 décembre 1994].

DEPOTS

Proposition de loi visant à étendre les dispositions de l'article 37 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale, permettantaux hôpitaux de créer et de gérer des **structures pour personnes âgées, aux adultes handicapés ou inadaptés (n° 1461)** [5 juillet 1994].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome XVII : **Travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle (n° 1561)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Information des commissions d'enquête :** Assemblée nationale : commission d'enquête sur l'utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle [6 avril 1994] (p. 554, 555).

INTERVENTIONS

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 7 *(application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements portant sur les livraisons d'électricité, de gaz et d'énergie calorifique à usage domestique, distribués par réseaux publics) :*

– *son* amendement n° 124 soutenu par M. Gilles Carrez (maintien du taux de 5,5 p. 100 pour les abonnements relatifs aux réseaux de chaleur, de gaz et d'électricité sous la responsabilité des communes et de leurs groupements) (p. 5471) : retiré (p. 5475).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la formation professionnelle [25 octobre 1994] :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : formation professionnelle (p. 5951, 5953).

Entteprises : rôle (p. 5952).

Formation professionnelle et promotion sociale :

– crédits, évaluation et contrôle (p. 5951, 5952) ;

– nécessité et développement (p. 5952).

Jeunes :

– apprentissage et formation en alternance (p. 5953) ;

– chômage, exclusion et insertion (p. 5951, 5952) ;

– stages de formation (p. 5952).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : article 62 (contrat d'insertion professionnelle) (p. 5951).

Régions : compétences : formation professionnelle (p. 5951, 5952).

URBANIAK (Jean)

Député du Pas-de-Calais

(14e circonscription)

Non inscrit

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Bassin minier du Pas-de-Calais :** charbon : houillères du Nord-Pas-de-Calais : aides : GIRZOM ; FINORPA ; Commissariat à l'industrialisation [13 avril 1994] (p. 714, 715).

– **Education nationale et collectivités locales :** carte scolaire : consultation des collectivités territoriales [11 mai 1994] (p. 1690, 1691).

– **Avanir des aéroports de province :** transports aériens : aéroport de Lille-Lesquin ; relations avec la S.N.C.F. [22 juin 1994] (p. 3342, 3343).

– **Décentralisation de la formation professionnelle :** crédit de formation individualisée : mise en œuvre en région Nord-Pas-de-Calais [26 octobre 1994] (p. 6072).

– **Service d'incendie et de secours :** sapeurs-pompiers volontaires : statut [23 novembre 1994] (p. 7356, 7357).

orales sans débat :

– **n° 298,** posée le 19 avril 1994 : **musée de la vapeur à Oignies** (p. 979). Appelée le 21 avril 1994 : centre historique de la machine à vapeur, de la mine et du chemin de fer à Oignies : création (p. 1088, 1089).

– **n° 398,** posée le 30 mai 1994 : **ouverture des droits aux bons de vacances** (p. 2461). Appelée le 2 juin 1994 : congés et vacances : chèques vacances ; conditions d'attribution (p. 2548, 2549).

– **n° 494,** posée le 4 octobre 1994 : **pôle lensois de l'université d'Artois** (p. 4899). Appelée le 6 octobre 1994 : I.U.T. de Lens : département « gestion logistique et transport » : création (p. 4986, 4987).

– **n° 554,** posée le 6 décembre 1994 : **crédits attribués aux œuvres socieles du ministère de l'éducation nationale** (p. 8366). Appelée le 8 décembre 1994 : financement : aides de l'Etat (p. 8493, 8494).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Education civique (p. 2745).

Enseignants : formation (p. 2744).

Enseignement maternel et primaire :
- écoles maternelles (p. 2744) ;
- études dirigées et travail personnel (p. 2745).

Langue française (p. 2745).

Lois de finances : crédits budgétaires : éducation (p. 2744).

Personnel non enseignant (p. 2744).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Code minier (p. 2842).

Collectivités locales :
- enquête publique (p. 2842) ;
- intercommunalité (p. 2843).

Eau : nappes phréatiques (p. 2842).

Environnement : sites : remise en état (p. 2842).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Départements : Pas-de-Calais (p. 5830).

Organismes et structures :
- Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5830) ;
- groupe interministériel pour la restructuration des zones minières (p. 5830).

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : aide personnalisée au logement (p. 6084).

Epargne : plans d'épargne-logement (p. 6085).

Education nationale. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [28 octobre 1994] :

Enseignants :
- affectations et mutations (p. 6242) ;
- formation professionnelle (p. 6242).

Enseignement maternel et primaire (p. 6242).

Enseignement secondaire : collèges (p. 6242).

Politique de l'éducation : contenu : évolution et « nouveau contrat pour l'école » (p. 6241 à 6243).

Questions :

Etablissements scolaires : chefs d'établissement (p. 6259).

Zones d'éducation prioritaires (p. 6258).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Voirie : autoroutes A 1, A 21, A 211 : requalification (p. 6732).

– Projet de loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école » (n° 1773).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [21 décembre 1994] :

Conseil économique et social (p. 9472, 9475).

Consultation nationale (p. 9471).

Etablissements scolaires :
- projets d'établissement (p. 9473) ;
- réseaux d'établissements (p. 9473)

Lois : loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation (p. 9471).

Parlement : information, contrôle et évaluation (p. 9473).

Politique de l'éducation et « nouveau contrat pour l'école » (p. 9471 à 9473).

V

VACHET (Léon)

Député des Bouches-du-Rhône

(15e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4721).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1958) :

Commercialisation.

Communautés européennes et Union européenne :
- politique agricole commune ;
- préférence communautaire.

Fruits et légumes.

VAILLANT (Daniel)

Député de Paris

(19e circonscription)

Non inscrit

puis socialiste

Elu le 6 février 1994 [*J.O.* du 8 février 1994] (p. 2192).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 8 février 1994] (p. 2192).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 10 février 1994] (p. 2313) [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103)

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– C.I.P. : suppression ; expulsion de deux jeunes Algériens après une manifestation contre le C.I.P. [6 avril 1994] (p. 555).

– Politique de la ville : financement ; plan de relance : contrats de plan Etat-régions [4 mai 1994] (p. 1428, 1429).

– Lutte contre les sectes : politique et réglementation [30 novembre 1994] (p. 7925).

– Logement des sans-abri : réquisitions de logements [21 décembre 1994] (p. 9489).

INTERVENTIONS

– Projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales (n° 1122).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 mai 1994] :

Première lecture :

Comité des finances locales (p. 1709).

Compétences et dépenses (p. 1709).

Comptabilité :
- information et transparence budgétaires (p. 1709) ;
- plan comptable général (p. 1709).

Comptabilité réforme :
- amortissement (p. 1709) ;
- communes de 3500 habitants et plus (p. 1709) ;
- coût : plafonnement (p. 1710) ;
- provisions (p. 1709).

Hôpitaux (p. 1709).

Logement et habitat : H.L.M. (p. 1709).

Vote pour du groupe socialiste (p. 1710).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] (p. 2431) :

Associations.

Communes : Paris.

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle.

Enseignement.

Lois de finances : crédits budgétaires.

Recherche : recherche médicale.

Sida :
- maladie et malades ;
- prévention.

Toxicomanie.

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Associations (p. 5000).

Communes : Paris (p. 4999, 5001).

Délinquance et criminalité : drogue (p. 5000).

Emploi : chômage (p. 4999).

Jeunes (p. 4999).

Logement et habitat : logement social (p. 4999).

Lois : projet de loi n° 1490 : annexe II (programmation des moyens) (p. 5000).

Police nationale :
- carrière : revalorisation (p. 4999) ;
- rôle, fonctionnement et moyens (p. 5000 à 5002).

Victimes : fusillade du 4 octobre 1994 : hommage (p. 5000).

Ville : politique de la ville (p. 4999, 5000).

Discussion des articles [6, 7 et 10 octobre 1994] :

Article 3 et annexe II *(programmation des moyens 1995-1999) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 299 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5066).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 149 de M. Laurent Dominati (abrogation de l'arrêté du 12 messidor an VIII sur les pouvoirs du préfet de police à Paris) (p. 5124) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Laurent Dominati (de conséquence) (p. 5124) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Laurent Dominati (compétence du maire de Paris en matière de police de la circulation) (p. 5124).

Avant l'article 8 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 33 de M. Yves Bonnet (maintien de l'ordre et de la sécurité par des moyens en personnels, en matériels techniques et par des mesures réglementaires) (p. 5135).

Article 9 *(étude de sécurité publique préalable à la réalisation d'opérations d'équipement : art. L. 111-3 du code de l'urbanisme) :*

– *soutient* l'amendement n° 251 de M. Julien Dray (communication de l'étude) (p. 5176) : rejeté (p. 5177).

Article 10 *(gardiennage et surveillance des immeubles : art. L. 126-1 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *soutient* l'amendement n° 253 de M. Julien Dray (devoir d'intervention de la police et de la gendarmerie dans les parties communes des immeubles d'habitation) (p. 5176, 5178, 5179) : rejeté (p. 5181) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 306 de M. Alain Marsaud (autorisation permanente d'intervention) à l'amendement n° 174 rectifié de Mme Nicole Catala (possibilité d'intervention des services de police dans les parties communes des immeubles d'habitation par déclaration des propriétaires ou exploitants) (p. 5181).

Après l'article 10 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 175 de Mme Nicole Catala (de conséquence) (p. 5189).

Article 13 *(interdiction du port et du transport de certains objets à l'approche d'une manifestation. Fouille préventive des véhicules : art. 2* bis *du décret du 23 octobre 1935) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 207 rectifié de M. Alain Marsaud (compétence du préfet) (p. 5199).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *soutient* l'amendement n° 261 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction de manifester) (p. 5204) : rejeté (p. 5205) ;

– *soutient* l'amendement n° 262 de M. Julien Dray (suppression de la peine d'interdiction du territoire à l'égard des étrangers) (p. 5205) : rejeté (p. 5206).

Après l'article 18 :

– *son* amendement n° 274 (conseil supérieur de la police nationale) : rejeté (p. 5213).

Avant l'article 20 :

– *son* amendement n° 275 (interdiction d'emploi des policiers affectés dans les quartiers en difficulté en dehors de ces quartiers) (p. 5215) : rejeté (p. 5216).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 9291).

Commerce et artisanat (p. 9292).

Communes : Paris (p. 9292).

Délinquance et criminalité :
- drogue (p. 9291, 9292) ;
- évolution (p. 9291).

Droits de l'homme et libertés publiques : C.N.I.L. (p. 9291).

Gouvernement : ministre de l'intérieur (p. 9291).

Police nationale : rôle, fonctionnement et moyens (p. 9291, 9292).

Politique générale (p. 9291).

Surveillance et gardiennage (p. 9292).

Vidéosurveillance (p. 9291, 9292).

Ville : politique de la ville (p. 9291).

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 2 bis *(orientations permanentes de la politique de sécurité) :*

– *son* amendement n° 21 (de suppression) : rejeté (p. 9296).

Article 5 bis *(rôle du maire en matière de sécurité publique) :*

– *son* amendement n° 22 (de suppression) (p. 9297) : rejeté (p. 9298).

Article 6 *(institution dans une commune du régime de police d'Etat : art. L. 132-6 du code des communes) :*

– *son* amendement n° 23 (suppression de la prise en compte des caractéristiques de la délinquance) : rejeté (p. 9299).

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *son* amendement n° 24 (extension du champ de la loi Informatique et liberté à tout système de vidéosurveillance) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 25 (autorisation de la C.N.I.L.) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 26 (autorisation du propriétaire et de la C.N.I.L. en ce qui concerne les établissements publics et privés ouverts au public) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 27 (suppression de la commission départementale ; autorisation soumise à l'avis de la C.N.I.L.) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 28 (suppression de la présidence de la commission départementale par un magistrat honoraire) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 29 (suppression de l'autorisation implicite) : rejeté (p. 9300) ;

– *son* amendement n° 30 (fixation à quinze jours de la durée maximum de conservation des enregistrements) : rejeté (p. 9301) ;

– *son* amendement n° 31 (suppression du refus d'accès aux enregistrements pour un motif tenant à la sécurité publique) : rejeté (p. 9301).

Article 10 *(autorisation donnée aux services de police d'entrer dans les parties communes des immeubles : art. L. 126-6 du code de la construction et de l'habitation) :*

– *son* amendement n° 32 (autorisation permanente) : retiré (p. 9302).

Article 10 bis *(compétence de l'assemblée générale des copropriétaires pour délivrer aux services de police l'autorisation d'entrer dans les parties communes des immeubles) :*

– *son* amendement n° 33 (de conséquence) : adopté (p. 9302).

Article 12 *(installation de dispositifs de sécurité sur les véhicules) :*

– *son* amendement n° 34 (sanction pénale du détournement d'utilisation) : adopté (p. 9302).

Article 13 *(manifestations sur la voie publique) :*

– *son* amendement n° 35 (interdiction du port ou du transport d'objets « dangereux pour les personnes ») : rejeté (p. 9303) ;

– *son* amendement n° 36 (limitation de l'interdiction aux lieux avoisinants) : rejeté (p. 9303) ;

– *son* amendement n° 37 (fouille des véhicules sur autorisation écrite du procureur) (p. 9303) : rejeté (p. 9304).

Article 23 A *(recherche des personnes disparues) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Jean Geney (extension du champ de l'article à la disparition inexpliquée d'une personne physique) (p. 9305).

Vote contre du groupe socialiste (p. 9292).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [7 novembre 1994] :

Administration : ministère de l'intérieur : agents administratifs : recrutement (p. 6545).

Communes : Paris (p. 6545).

Défense : brigade des sapeurs-pompiers de Paris (p. 6545, 6546).

Lois : projet de loi n° 1490 d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (p. 6545).

Ordre public : délinquance (p. 6544).

Police :

- crédits (p. 6544) ;
- logement (p. 6545) ;
- « îlotage », présence sur la voie publique et opérations de sécurisation (p. 6544, 6545) ;
- primes et bonifications indiciaires (p. 6545).

Article 59 *(financement des dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) :*

– *son* amendement n° 151 (de suppression) (p. 6573) : adopté (p. 6576).

– Projet de loi organique modifiant diverses dispositions relatives à l'élection du Président de la République et à celle des députés à l'Assemblée nationale (n° 1658).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [16 décembre 1994] (p. 9278) :

Comptes de campagne et plafonnement des dépenses.

Lois :

- loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Parlement : incompatibilités et inéligibilités.

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 3 *(comptes de campagne des candidats à l'élection présidentielle : art. 3 de la loi organique n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée) :*

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (délai d'examen par le Conseil constitutionnel) (p. 9281).

Vote pour du groupe socialiste (p. 9279).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde

(1re circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du **Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1994 (n° 1883)** [23 décembre 1994].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de **l'Union de l'Europe occidentale sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 40e session ordinaire (1994) (n° 1884)** [23 décembre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [25 mai 1994] (p. 2223) :

Armements nucléaires stratégiques : dissuasion nucléaire.

Europe :

- défense européenne ;
- Union de l'Europe occidentale.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [2 novembre 1994] :

Armée de l'air : avion de transport (p. 6347).

Armements classiques : défense anti-missiles (p. 6347).

Armements nucléaires : essais nucléaires (p. 6347).

Europe : Union de l'Europe occidentale (p. 6347, 6348).

Industries d'armement : coopération européenne (p. 6347).

« Livre blanc » sur la défense (p. 6347).

Loi de programmation militaire : objectifs et moyens (p. 6347).

Questions :

Armements nucléaires :

- dissuasion nucléaire française : doctrine (p. 6377) ;
- modélisation et simulation : programme PALEN (p. 6377).

VAN HAECKE (Yves)

Député de l'Yonne

(2e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes des propositions de la Commission européenne concernant la fixation des prix des produits agricoles et de certaines mesures connexes [15 février 1994].

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du territoire [*J.O.* du 12 mai 1994] (p. 6967).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les fonctions d'inspection et de contrôle à l'échelon communautaire [10 août 1994].

Rapporteur d'information de la délégation précitée sur :

- la proposition de directive du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (E-240) ;
- la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (E-248). [11 octobre 1994].

Rapporteur de sa proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (COM) (93) 423 final (E-141) (n° 1614) [23 novembre 1994].

Rapporteur de sa proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (COM) (93) 575 final (E-248) (n° 1615) [23 novembre 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502) [*J.O.* du 20 décembre 1994] (p. 18100).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes sur les propositions de la Commission européenne concernant la **fixation des prix des produits agricoles** pour 1994-1995 **(n° 1159)** [21 avril 1994].

Rapport d'information fait au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets communautaires relatifs à la **prévention et à la réparation des dommages à l'environnement :**

– livre vert sur la réparation des dommages causés à l'environnement ;

– proposition de directive du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (E-141) ;

– proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (E-248),

(n° 1613) [26 octobre 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la **prévention et à la réduction intégrées de la pollution** COM (93) 423 final (E-141) **(n° 1614)** [26 octobre 1994].

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement COM (93) 575 final (E-248) **(n° 1615)** [26 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Bosnie-Herzégovine** : forces françaises de la FORPRONU : retrait [18 mai 1994] (p. 1855, 1856).

orales sans débat :

– **n° 427,** posée le 7 juin 1994 : **réinsertion économique et sociale des personnes sans emploi** (p. 2709, 2710). Appelée le 9 juin 1994 : contrats emploi solidarité : politique et réglementation (p. 2784, 2785).

– **n° 582,** posée le 13 décembre 1994 : **centre hospitalier d'Avallon** (p. 9015). Appelée le 15 décembre 1994 : fonctionnement ; financement (p. 9149, 9151).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).**

Principaux thèmes développés [31 mai 1994] (p. 2446) :

Associations.

Audiovisuel : télévision.

Professions médicales : médecins.

Sida :
- dépistage ;
- maladie et malades ;
- prévention.

Toxicomanie.

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).**

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Aménagement rural : fonds de gestion de l'espace (p. 1876).

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1875).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1875).

Communautés européennes et Union européenne :
- politique agricole commune (p. 1874, 1875) ;
- préférence communautaire (p. 1875).

Exploitants agricoles :
- pluriactivité (p. 1875) ;
- revenus (p. 1875).

Exploitations agricoles : statut (p. 1875).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 1875).

Lois : loi d'orientation agricole (p. 1875, 1876).

– **Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).**

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- institutions : organisation et compétences (p. 2973) ;
- Parlement européen (p. 2974).

– **Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).**

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales :
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4331) ;
- ressources et péréquation (p. 4331).

Enseignement (p. 4330, 4331).

Enseignement supérieur (p. 4331).

Entreprises : aides : création d'entreprises (p. 4331).

Etat : rôle (p. 4330).

Finances publiques : fonds : infrastructures de transport (p. 4330).

Impôts locaux :
- réforme (p. 4331) ;
- taxe professionnelle (p. 4331).

Logement et habitat (p. 4331).

Schéma national de développement et directives territoriales (p. 4330).

Services publics (p. 4330, 4331).

Transports (p. 4330).

Première lecture :

Discussion des articles [9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 750 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 4515) ;

– *son* amendement n° 751 (suppression de la fixation du périmètre des pays par l'autorité administrative) : devenu sans objet (p. 4515).

Article 11 *(maintien des services publics sur le territoire) :*

– *son* amendement n° 753 (extension à tous les établissements et organismes publics et à toutes les entreprises nationales) : retiré (p. 4523).

Article 16 *(fonds de gestion de l'espace rural : art. L. 112-16 et L. 112-17 du code rural) :*

– *ses observations* (p. 4591).

Article L. 112-16 du code rural :

– *son* amendement n° 759 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 4594).

Article 17 *(Fonds national d'aide à la création d'entreprises) :*

– *ses observations* (p. 4605).

Avant l'article 20 :

– *son* amendement n° 761 soutenu par M. Arnaud Cazin d'Honincthun (suppression de la répartition d'office des frais de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires) : retiré (p. 4657).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4692) ;

– *son* amendement n° 760 (suppression des première et deuxième options de réforme) : devenu sans objet (p. 4703).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 170 de M. Rémy Auchedé et 96 de M. Yves Rousset-Rouard (suppression de l'obligation de choisir les délégués au comité d'un syndicat de communes parmi les membres du conseil municipal sauf cas d'insuffisance numérique) (p. 4732).

– Projet de loi relatif au prix des fermages (n° 1502).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : politique agricole commune (p. 5163 à 5165).

Fermage (p. 5163, 5164).

Revenus agricoles : résultat brut d'exploitation (p. 5164, 5165).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [10 octobre 1994] :

Après l'article 10 :

– *soutient* l'amendement n° 175 de Mme Nicole Catala (de conséquence) (p. 5189) : adopté après modifications (p. 5190).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Décentralisation (p. 5355, 5356).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5355, 5356).

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 200 corrigé soutenu par M. Hervé Gaymard (déductibilité des intérêts d'emprunt contractés par les étudiants pour poursuivre leurs études) (p. 5385) : retiré (p. 5386).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés et vignoble français (p. 6180).

Elevage : bâtiments d'élevage (p. 6179).

Equipement et transports, aviation civile. – *Questions* [10 novembre 1994] :

Transports ferroviaires : lignes secondaires régionales (p. 6756).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *ses observations* (p. 7505).

Commercialisation : qualité et labels.

– *favorable* à l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (articulation entre les organisations interprofessionnelles reconnues et le Conseil) (p. 7508) ;

– *son* amendement n° 452 (compétence du Conseil en matière d'élaboration des produits agricoles et alimentaires) : retiré (p. 7509).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 428 de M. Michel Bouvard (appellations d'origine contrôlée fromagères) (p. 7518, 7519).

Après l'article 4 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Jacques Pélissard (rôle des interprofessions vis-à-vis des A.O.C.) (p. 7528).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *ses observations* (p. 7536).

Article 6 *(orientations générales sur la répartition des droits à produire) :*

– *son* amendement n° 549 (de suppression partielle) : adopté (p. 7551).

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 548 (réglementation des pâtes alimentaires) (p. 7554) : retiré (p. 7555).

Avant l'article 7 :

– *son* amendement n° 547 : non soutenu (p. 7555).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société) :*

– *son* amendement n° 512 : non soutenu (p. 7572).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 545 rectifié (p. 7581) : non soutenu (p. 7582) ;

– *son* amendement n° 546 soutenu par M. Marc Le Fur (lissage du taux d'imposition des plus-values professionnelles) (p. 7583) : rejeté (p. 7584).

Article 11 *(contenu de la politique d'installation) :*

– *son* amendement n° 450 : non soutenu (p. 7589) ;

– *son* amendement n° 543 (rédactionnel) : adopté (p. 7593).

Article 12 *(prorogation et réorientation de la préretraite agricole) :*

– *son* amendement n° 542 soutenu par M. Jean-Paul Charié (de précision) : retiré (p. 7595) ;

– *son* amendement n° 572 soutenu par M. Jean-Paul Charié (fixation de l'allocation en fonction de la destination des terres libérées) (p. 7595) : retiré (p. 7596).

Article 24 *(opérations d'aménagement foncier liées à la réalisation de grandes infrastructures ; prohibition des abattages intempestifs d'arbres lors des remembrements) :*

– *son* amendement n° 539 : non soutenu (p. 7644).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I. (p. 8694, 8695).

Emploi : insertion professionnelle et sociale :
- associations intermédiaires (p. 8695) ;
- emplois consolidés (p. 8695).

Entreprises : cotisations sociales : exonérations (p. 8694).

Jeunes (p. 8695).

Lois : loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 8695).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1994] :

Article 22 *(actions expérimentales en faveur du reclassement des bénéficiaires de l'assurance chômage) :*

– *son* amendement n° 329 (extension aux associations de la possibilité de conclure des conventions de coopération) : adopté (p. 8729) ;

– *son* amendement n° 330 (extension aux entreprises mettant du personnel à disposition des associations contribuant à réinsérer les chômeurs connaissant des difficultés particulières) : adopté après rectification (p. 8729).

Article 23 ter nouveau *(aménagement du régime juridique des associations intermédiaires : art. L. 128 du code du travail) :*

– *ses observations* (p. 8748).

– *son* amendement n° 331 (agrément biennal) (p. 8750) : retiré (p. 8751).

Article 1er précédemment réservé *(intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France) :*

– *favorable* (p. 8783).

Article 9 précédemment réservé *(harmonisation de la protection sociales des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise : art. L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 8815).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement précédemment réservé n° 207 deuxième rectification de M. Jérôme Bignon (suppression de l'anonymat de présentation des dossiers dans les commissions locales d'insertion) (p. 8846, 8847) : devenu sans objet (p. 8847).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *son* amendement n° 114 (lieu de déposition des boues de curage) (p. 241) : rejeté (p. 242).

VANNESTE (Christian)

Député du Nord

(10e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Affaires sociales, santé et ville : ville) [15 juin 1994].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007) [*J.O.* du 5 juillet 1994] (p. 9708).

Membre de la mission d'information commune sur les problèmes généraux liés à l'application des lois [*J.O.* du 21 juillet 1994] (p. 10547).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome VII : **Affaires sociales, santé et ville : ville (n° 1561)** [5 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à avancer à **55 ans le bénéfice du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée et à revaloriser le montant de l'allocation différentielle servie par ce même fonds de solidarité (n° 1630)** [3 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Etats généraux de la jeunesse : politique à l'égard des jeunes [13 avril 1994] (p. 717, 718).

– Accueil des jeunes et des femmes en situation de précarité : personnes sans domicile fixe [23 novembre 1994] (p. 7347, 7348).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 avril 1994] :

Entreprises (p. 1154, 1155).

Fonctionnaires et agents publics : intéressement (p. 1155).

Participation aux résultats (p. 1155).

Réserve spéciale de participation (p. 1155).

Retraites : retraite par capitalisation : fonds de pension (p. 1155).

Secteur public : ptivatisations (p. 1155).

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] :

Assemblée nationale : députés : Saïd Boualam (p. 1795).

Communes :
- Roubaix (p. 1795) ;
- Tourcoing (p. 1795).

Harkis et assimilés :

- « deuxième et troisième générations » (p. 1794, 1795) ;
- rôle, hommage et reconnaissance (p. 1794) ;
- victimes de la captivité en Algérie (p. 1795).

Harkis et assimilés : logement :

- accession à la propriété (p. 1795) ;
- amélioration de l'habitat (p. 1795) ;
- surendettement (p. 1795).

Lois :

- projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (p. 1795) ;
- règlements et circulaires d'application (p. 1795).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *son* amendement n° 101 corrigé (suppression de la départementalisation des U.R.S.S.A.F.) (p. 3782) : adopté (p. 3786).

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 juillet 1994] :

Délinquance et criminalité : délinquance (p. 4086, 4087).

Justice (p. 4086, 4087).

Lois de finances : crédits budgétaires : programmation (p. 4086).

Procédure pénale :

- transaction (p. 4086, 4087) ;
- tribunaux correctionnels (p. 4087).

Système pénitentiaire : prisons (p. 4086).

– Projet de loi de programme relatif à la justice (n° 1334).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (n° 1333).

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Article 23 *(conditions de la transaction pénale : art. 48-1 à 48-8 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 2 (de suppression) (p. 4177, 4178) : adopté au scrutin public (p. 4181).

Villes : banlieues (p. 4178).

Article 22 précédemment réservé *(extinction de l'action publique par la transaction : art. 6 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 4181).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [21 novembre 1994] :

Article 22 *(la composition pénale : art. 48-1 à 48-7 du code de procédure pénale) :*

– *son* amendement n° 30 rectifié : non soutenu (p. 7281).

Article 48-1 (initiative de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 31 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7282) ;

– *son* amendement n° 97 (réparation du dommage au moyen de travaux d'intérêt général) : devenu sans objet (p. 7282).

Article 48-2 (champ d'application de la composition pénale) :

– *son* amendement n° 32 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7283).

Article 48-3 (notification de la proposition de composition à l'auteur du délit, au plaignant et à la victime) :

– *son* amendement n° 33 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7283).

Article 48-4 du code de procédure pénale (nature des obligations pouvant constituer la composition) :

– *son* amendement n° 34 rectifié (de coordination) : devenu sans objet (p. 7284) ;

– *son* amendement n° 95 rectifié (suppression de l'exécution par un versement au Trésor public) : devenu sans objet (p. 7284) ;

– *son* amendement n° 94 (fixation à un mois de la période d'exécution d'un travail d'intérêt général) : devenu sans objet (p. 7284) ;

– *son* amendement n° 96 rectifié (suppression de la remise à l'Etat de la chose ayant servi à commettre l'infraction ou en étant le produit) : devenu sans objet (p. 7284).

Article 48-5 (non-exécution des obligations prévues par la composition. Suspension de la prescription) :

– *son* amendement n° 35 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7284).

Article 48-6 (droits de la victime) :

– *son* amendement n° 36 : non soutenu (p. 7284).

Article 48-7 (inscription de la composition sur un registre national) :

– *son* amendement n° 37 (de coordination) : devenu sans objet (p. 7285).

Avant l'article 22 précédemment réservé :

– *son* amendement n° 29 corrigé (intitulé du chapitre I^er^ du titre III du projet de loi : « L'injonction en matière pénale ») : adopté (p. 7285).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 octobre 1994] :

Automobiles et cycles : automobiles : fouille (p. 5015).

Communes :

- Lille (p. 5015) ;
- Tourcoing (p. 5015).

Délinquance et criminalité :

- drogue (p. 5014) ;
- évolution (p. 5014, 5015).

Justice : rôle (p. 5015).

Vidéosurveillance (p. 5015).

Discussion des articles [7 et 10 octobre 1994] :

Article 8 *(vidéosurveillance de la voie publique et des lieux ouverts au public) :*

– *favorable* (p. 5136) ;

– *son* sous-amendement n° 162 (fixation à six mois de la durée maximum de conservation des enregistrements) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (autorisation du préfet après avis d'une commission départementale ; autorisation implicite dans un délai de quatre mois ; information du public sur l'existence du système de vidéosurveillance ; droit d'accès aux enregistrements ; sanctions pénales) (p. 5147) : adopté (p. 5148).

Article 15 *(peines complémentaires pour violences commises lors de manifestations) :*

– *son* amendement n° 126 (interdiction du territoire à titre définitif) (p. 5206) : rejeté (p. 5207).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [16 décembre 1994] :

Article 23 bis A *(protection de l'anonymat de certains policiers ou gendarmes) :*

– *son* amendement n° 38 soutenu par M. Gérard Léonard (extension aux agents des douanes) (p. 9306) : adopté (p. 9307).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Aménagement du territoire. – *Questions* [21 octobre 1994] :

Police : police municipale : formation : décentralisation (p. 5839).

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 5832).

Travail, emploi et formation professionnelle. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [25 octobre 1994] :

Chômage : indemnisation : dépenses : réorientation (p. 5962).

Communes : Tourcoing (p. 5962).

Emploi : chômage : chômeurs de longue durée (p. 5962).

Entreprises :

- charges sociales et fiscales : allégement (p. 5962) ;
- industrie textile (p. 5962, 5963) ;
- rôle (p. 5962).

Jeunes :

- apprentissage et formation en alternance (p. 5962) ;
- chômage, exclusion et insertion (p. 5962).

Travail : travail clandestin (p. 5962).

Jeunesse et sports. – *Questions* [25 octobre 1994] :

Associations (p. 6031).

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Impôts et taxes : taxe d'habitation (p. 6093).

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles [4 novembre 1994] :

Associations : rôle et subventions (p. 6457).

Collectivités territoriales (p. 6456).

Communes : Tourcoing (p. 6455).

Délinquance et criminalité (p. 6457).

Drogue (p. 6455, 6456).

Enseignement (p. 6457).

Logement et habitat : PALULOS (p. 6457).

Politique de la ville :

- crédits (p. 6455, 6456) ;
- définition, priorités et évaluation (p. 6455, 6457) ;
- équipements et services publics (p. 6455, 6457) ;
- fonds interministériel (p. 6456, 6457) ;
- moyens et procédures : contrats de ville, « grands projets urbains » et simplification (p. 6456) ;
- plan de relance (p. 6456) ;
- quartiers en difficultés : commerces et entreprises (p. 6455).

Procédure pénale : transaction (p. 6457).

Professions sociales (p. 6457).

Tourisme et loisirs : loisirs : jardins familiaux (p. 6455).

Urbanisme (p. 6455).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Vote des crédits* [16 novembre 1994] :

Etat B, titre IV :

– *favorable* à l'amendement n° 276 du Gouvernement (augmentation des crédits de 1 757 millions de francs en conséquence de l'institution de l'allocation de préparation à la retraite du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et de l'abaissement de l'âge requis pour bénéficier de ce fonds) (p. 7079).

Après l'article 51 :

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (attribution d'une allocation de préparation à la retraite aux chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 51 :

– *favorable* à l'amendement n° 275 du Gouvernement (allocation de préparation à la retraite pour les chômeurs de longue durée bénéficiaires du fonds de solidarité des anciens combattants d'Afrique du Nord et abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge requis pour bénéficier du fonds) (p. 7079).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Collectivités locales : compétences et collectivité chef de file (p. 7747).

Communautés européennes et Union européenne (p. 7748).

Culture (p. 7747).

Impôts et taxes : fiscalité dérogatoire (p. 7747).

Logement et habitat (p. 7747).

Régions :

- Ile-de-France (p. 7747) ;
- Nord-Pas-de-Calais (p. 7747).

Schéma national de développement du territoire, schémas sectoriels et directives territoriales (p. 7747).

Transports (p. 7747).

Zones prioritaires : « redynamisation urbaine » et « revitalisation rurale » (p. 7747).

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Après l'article 7 *octies* nouveau :

– *son* amendement n° 181 (schémas régionaux de développement culturel) (p. 7830) : retiré (p. 7831).

Après l'article 19 *quater* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 177 de M. Michel Bouvard (extension à certaines communes frontières des aides prévues dans les zones rurales fragiles) (p. 8108).

Après l'article 29 :

– *soutient* l'amendement n° 438 de M. Henry Jean-Baptiste (schéma régional de développement du territoire de Mayotte) (p. 8111) : rejeté (p. 8112) ;

– *soutient* l'amendement n° 437 de M. Henry Jean-Baptiste (application à Mayotte des articles 1er et 22) (p. 8111) : rejeté (p. 8112).

– Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (n° 1205).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] (p. 9409) :

Anciens combattants : Afrique du Nord :
- carte du combattant ;
- fonds de solidarité ;
- retraite : retraite anticipée et durée de cotisation.

Assemblée nationale : commission des affaires culturelles.

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1995] (p. 220) :

Déchets : déchets industriels.

Impôts et taxes : taxe sur les déchets.

Industrie :
- friches industrielles et sites pollués « orphelins » ;
- principe de précaution ; obligation de réparation.

Organismes et structures :
- associations de protection de l'environnement : rôle ;
- comités régionaux de l'environnement.

Régions : Nord-Pas-de-Calais.

VANNSON (François)

Député des Vosges

(3e circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 442, posée le 13 mai 1994 : **industrie du textile et habillement** (p. 2984). Appelée le 16 juin 1994 : rapprochement entre les producteurs et les distributeurs (p. 3067 à 3069).

INTERVENTIONS

– Proposition de résolution sur la proposition de règlement (C.E.E.) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) (n° 784).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [27 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : proposition de règlement : champ d'application et règles de procédure (p. 461).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés (p. 1976, 1977).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [24 octobre 1994] :

Commerce extérieur : Organisation mondiale du commerce (p. 5908).

Impôts et taxes : taxe professionnelle (p. 5908).

Industrie :
- généralités, perspectives économiques (p. 5907) ;
- rexrile et habillement (p. 5908).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Questions* [15 novembre 1994] :

Professions paramédicales : biologie médicale (p. 6890).

VASSEUR (Philippe)

Député du Pas-de-Calais

(3e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053)

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (Agriculture et pêche : agriculture) [13 avril 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un **plan d'épargne profession libérale (n° 1037)** [2 mars 1994].

Proposition de loi organique visant à rendre publique la **situation patrimoniale des élus,** de leur conjoint et de leurs enfants à charge **(n° 1527)** [15 septembre 1994].

Proposition de loi relative à la **publicité des patrimoines des membres du Gouvernement et de certains élus locaux** mentionnés à l'article 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 **(n° 1548)** [5 octobre 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 7 : Agriculture et pêche : agriculture (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– n° 499, posée le 4 octobre 1994 : **R.N. 39** (p. 4900). Appelée le 6 octobre 1994 : aménagement, région Nord-Pas-de-Calais (p. 4993, 4995).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 1880) ;
- retraites et préretraites (p. 1880).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1880).

Commercialisation (p. 1881).

Communautés européennes et Union européenne :
- politique agricole commune (p. 1879) ;
- préférence communautaire (p. 1879).

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs (p. 1881).

Exploitations agricoles :
- nombre (p. 1880) ;
- statut (p. 1880, 1881).

Impôts locaux : impôt sur le foncier non bâti (p. 1880).

Lois : loi d'orientation agricole (p. 1881, 1882).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *son* amendement n° 162 (de suppression) : retiré (p. 5501).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [27 octobre 1994] :

Aménagement du territoire : fonds de gestion de l'espace rural (p. 6135).

B.A.P.S.A. :
- cotisations sociales (p. 6134) ;
- dépenses et recettes (p. 6133) ;
- pensions de veuves (p. 6134) ;
- retraites et préretraites (p. 6134).

Elevage : bâtiments d'élevage (p. 6133).

Enseignement agricole (p. 6133).

Exploitants agricoles : bonifications d'intérêt (p. 6133).

Impôts et taxes : T.V.A. sur les produits de l'horticulture (p. 6135).

Ministère de l'agriculture et de la pêche : crédits (p. 6133 à 6135).

Recherche (p. 6133).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1362).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 11 *bis* *(extension des possibilités d'ouverture d'une officine de pharmacie dans les communes de moins de 2 000 habitants) :*

– *son* amendement n° 358 soutenu par Mme Roselyne Bachelot (rédactionnel) : adopté (p. 7901) ;

– *ses* amendements n^{os} 357 et 356 : non soutenus (p. 7907).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en metière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] (p. 8909) :

Cumul des mandats.

Délinquance et criminalité : corruption.

Elus : statut : patrimoine : déclarations.

Partis et mouvements politiques : financement.

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

VEIL (Simone)

Ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **famille (n° 1201)** [2 mai 1994].

Déclaration du Gouvernement sur le **sida (n° 1290)** [31 mai 1994].

Déclaration du Gouvernement sur le rapport relatif à l'évolution des **régimes obligatoires de base de la sécurité sociale (n° 1657)** [8 novembre 1994].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

– ***Broissia (Louis de)* : politique de la famille** : projet de loi d'orientation : application ; délais ; A.G.I.R.C. ; majoration pour enfants : montant [6 avril 1994] (p. 553).

– ***Hyest (Jean-Jacques)* : lutte contre l'exclusion** : personnes sans domicile fixe : hébergement [6 avril 1994] (p. 558, 559).

– ***Ferry (Alain)* : « loi Evin »** : alcoolisme : loi n° 90-32 du 10 janvier 1991 : application [13 avril 1994] (p. 714).

– ***Pierna (Louis)* : avenir de la sécurité sociale** : équilibre financier : assurances privées : proposition de loi tendant à abroger le monopole de la sécurité sociale [13 avril 1994] (p. 719, 720).

– ***Ayrault (Jean-Marc)* : centres d'hébergement et de réinsertion sociale** : financement [20 avril 1994] (p. 986, 987).

– ***Gérin (André)* : politique de la ville** : agglomérations urbaines : contrats de ville : financement ; lutte contre l'exclusion [20 avril 1994] (p. 989, 990).

– ***Martin (Philippe)* : action sociale en faveur des personnes âgées** : projet de loi sur la dépendance ; projet de loi sur la famille ; rééquilibrage entre les régions ; Caisse nationale d'assurance vieillesse [20 avril 1994] (p. 991).

– ***Soisson (Jean-Pierre)* : imposition des veuves** : veuves ayant élevé des enfants : demi-part supplémentaire : suppression ; couples mariés et non mariés : régime fiscal ; disparités ; rapport Codaccioni sur la politique familiale [27 avril 1994] (p. 1181, 1182).

– ***Charles (Bernard)* : restructuration hospitalière** : suppression de lits ; conseils d'administration [4 mai 1994] (p. 1422, 1423).

– ***Taubira-Delannon (Christiane)* : lutte contre la toxicomanie en Guyane** [4 mai 1994] (p. 1423).

– ***Vaillant (Daniel)* : politique de la ville** : financement ; plan de relance : contrats de plan Etat-régions [4 mai 1994] (p. 1428, 1429).

– ***Serrou (Bernard)* : politique de la ville** : application à Montpellier ; décentralisation ; simplification ; quartiers en difficulté [4 mai 1994] (p. 1434, 1435).

– ***Ayraud (Jean-Marc)* : situation des hôpiteux publics** : centres hospitaliers : fonctionnement et financement ; travail de nuit [11 mai 1994] (p. 1685, 1686).

– ***Cathala (Laurent)* : aide aux personnes âgées dépendantes** : projet de loi sur la dépendance ; projet de loi sur la famille [11 mai 1994] (p. 1687).

– ***Jegou (Jean-Jacques)* : revalorisation de la profession d'infirmière** : statut ; annualisation du temps partiel ; travail de nuit [11 mai 1994] (p. 1688, 1689).

– ***Sarre (Georges)* : vaccin contre le sida** : recherche : financement ; groupes pharmaceutiques et institut de recherche [11 mai 1994] (p. 1691, 1692).

– ***Grandpierre (Michel)* : situation des personnels de santé** : infirmiers et infirmières libéraux et aides-soignantes libérales : statut [11 mai 1994] (p. 1693, 1694).

– ***Gheerbrant (Charles)* : centres d'aide sociale** : institutions sociales et médico-sociales : financement ; fonctionnement et personnel [1er juin 1994] (p. 2478, 2479).

– ***Saumade (Gérard)* : crédits d'insertion du R.M.I.** : péréquation départementale [8 juin 1994] (p. 2717, 2718).

– ***Bartolone (Claude)* : financement de la sécurité sociale** : déficit [29 juin 1994] (p. 3805, 3806).

– ***Kucheida (Jean-Pierre)* : handicapés** : C.A.T. : capacités d'accueil : financement [29 juin 1994] (p. 3807, 3808).

– ***Durieux (Jean-Paul)* : précarité** : personnes défavorisées : logement ; accès aux soins ; éducation ; emploi [19 octobre 1994] (p. 5679 à 5680).

– ***Jacquaint (Muguette)* : misère** : journée du refus de la misère ; lutte contre la pauvreté [19 octobre 1994] (p. 5687, 5688).

– ***Cathala (Laurent)* : déficit de la sécurité sociale** : équilibre financier ; C.S.G. [2 novembre 1994] (p. 6325).

– ***Carpentier (René)* : déficit de la sécurité sociale** : équilibre financier ; C.S.G. [2 novembre 1994] (p. 6326, 6327).

– ***Charles (Bernard)* : risque médical** : accidents thérapeutiques [2 novembre 1994] (p. 6327, 6328).

– ***Legras (Philippe)* : accès aux soins** : frais de déplacement ; principe de l'entente préalable ; contrôle médical [9 novembre 1994] (p. 6654, 6655).

– ***Picotin (Daniel)* : contamination par le virus de l'hépatite C** : transfusés : indemnisation [9 novembre 1994] (p. 6660, 6661).

– ***Hostalier (Françoise)* : médicaments contre la migraine** : frais pharmaceutiques : prise en charge [9 novembre 1994] (p. 6661).

– ***Michel (Jean-Pierre)* : conférence des chefs de Gouvernement contre le sida** : lutte et prévention [30 novembre 1994] (p. 7915, 7916).

– ***Gaymard (Hervé)* : accueil des enfants autistes** : structures éducatives adaptées : création [30 novembre 1994] (p. 7918, 7919).

– ***Calvo (Jean-François)* : législation de l'adoption** : procédure : simplification [30 novembre 1994] (p. 7920, 7921).

– ***Zeller (Adrien)* : associations faisant appel à la générosité publique** : associations humanitaires : financement ; contrôle [7 décembre 1994] (p. 8421).

– ***Saint-Sernin (Frédéric de)* : cotisations sociales des entreprises** : paiement ; date d'exigibilité [14 décembre 1994] (p. 9058, 9059).

– ***Birraux (Claude)* : travailleurs frontaliers** : C.S.G. : réglementation [14 décembre 1994] (p. 9065, 9066).

– ***Muller (Alfred)* : crèches familiales** : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 : conséquences [14 décembre 1994] (p. 9067, 9068).

– ***Bernard (Jean-Louis)* : livre blanc sur l'avenir de l'assurance-maladie** : équilibre financier : maîtrise des dépenses de santé ; hôpitaux [21 décembre 1994] (p. 9485, 9486).

– ***Carrez (Gilles)* : dépenses de santé** : maîtrise ; hôpitaux [21 décembre 1994] (p. 9494, 9495).

– ***Myard (Jacques)* : U.R.S.S.A.F.** : pénalités de retard : conséquences [21 décembre 1994] (p. 9495).

orales sans débat de :

– ***Bocquet (Alain) (n° 300)* : établissement thermal de Saint-Amand-les-Eaux** : agrément [21 avril 1994] (p. 1079, 1080).

– ***Garmendia (Pierre) (n° 301)* : financement des centres d'aide par le travail** : C.A.T. : Artigues [21 avril 1994] (p. 1080 à 1082).

– ***Desanlis (Jean) (n° 412)* : personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer** : accueil [2 juin 1994] (p. 2544, 2545).

– ***Masson (Jean-Louis) (n° 402)* : régime de sécurité sociale en Alsace-Moselle** : cotisations : montant ; droit local [2 juin 1994] (p. 2545 à 2547).

– ***Boulaud (Didier) (n° 407)* : commissions de l'activité libérale dans les hôpitaux** : composition : directeurs d'hôpital [2 juin 1994] (p. 2547, 2548).

– ***Urbaniak (Jean) (n° 398)* : ouverture des droits aux bons de vacances** : congés et vacances : chèques vacances ; conditions d'attribution [2 juin 1994] (p. 2548, 2549).

– ***Blessy (Gilbert) (n° 399)* : financement des transports urbains dans la commune d'Echirolles** : lignes de tramway : financement [2 juin 1994] (p. 2549, 2550).

– ***Boisseau (Marie-Thérèse) (n° 411)* : reconnaissance des diplôme paramédicaux délivrés en Belgique** : équivalence de diplômes : réglementation ; professions paramédicales : orthophonistes [2 juin 1994] (p. 2550, 2551).

– ***Auchedé (Rémy) (n° 400)* : centre de soins dans le Nord-Pas-de-Calais** : sécurité sociale minière : fermeture d'établissement [2 juin 1994] (p. 2551, 2552).

– ***Salles (Rudy) (n° 569)* : accueil des gens du voyage dans les communes de plus de 5 000 habitants** : stationnement : politique et réglementation [8 décembre 1994] (p. 8487, 8488).

– ***Gremetz (Maxime) (n° 563)* : affections professionnelles causées par l'utilisation de l'amiante** : cancer [8 décembre 1994] (p. 8488, 8489).

– ***Van Haecke (Yves) (n° 582)* : centre hospitalier d'Avallon** : fonctionnement ; financement [15 décembre 1994] (p. 9149, 9151).

– ***Bourg-Broc (Bruno) (n° 583)* : centres d'aide par le travail** : capacités d'accueil [15 décembre 1994] (p. 9146, 9147).

– ***Gascher (Pierre) (n° 587)* : crèches familiales** : réglementation ; financement [15 décembre 1994] (p. 9147, 9149).

INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur le programme d'action à moyen terme de lutte contre l'exclusion et de promotion de la solidarité : un nouveau programme de soutien et de stimulation de l'innovation 1994-1999 et le rapport sur la mise en œuvre du programme communautaire pour une intégration économique et sociale des groupes les moins favorisés (1989-1994) (n° E-164) (n° 918).**

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- compétences et subsidiarité (p. 372, 373) ;
- contrôle budgétaire (p. 373) ;
- programmes d'action contre l'exclusion et de promotion de la solidarité ; programme « Pauvreté IV » (p. 373) ;
- traité de Rome (C.E.E.) : article 235 (p. 372) ;
- traité de l'Union européenne : protocole sur la politique sociale (p. 372).

Exclusion sociale et pauvreté (p. 373, 374, 379).

Politique générale (p. 379, 380).

Discussion de l'article unique [25 janvier 1994] :

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Maurice Ligot (suppression du cinquième alinéa demandant le renforcement des moyens d'action de la Commission sur le fondement de l'article 235 du traité de Rome) (p. 380, 381) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Maurice Ligot (prise en compte des observations de la Cour des Comptes européenne sur la gestion des programmes) (p. 381) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Maurice Ligot (évaluation par la Cour des Comptes européenne des actions financées par le programme « Pauvreté IV » ; rectifié (évaluation confiée à « un organisme réellement indépendant de la Commission européenne ») (p. 382, 383).

– **Projet de loi relatif au corps humain et modifiant le code civil (n° 2599).**

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 14 avril 1994] :

Ses interventions (p. 634, 675) et *ses réponses* (p. 817).

Son intervention sur les *exceptions d'irrecevabilité* soulevées par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 659).

Principaux thèmes développés :

Assistance médicale à la procréation :

- assistance médicale à la procréation *post mortem* : interdiction (p. 637) ;
- couples : âge, projet parental (p. 637) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 638, 819, 820) ;
- fœtus et embryon : dons d'embryons (p. 637) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires : conservation et recherche scientifique (p. 637, 638, 819, 820).

Ethique : bioéthique :

- législateur : rôle (p. 635 à 638, 659, 660, 675, 817 à 820) ;
- législation : contenu, évaluation et révision (p. 638, 660, 675, 676, 818).

Europe : législations nationales sur la bioéthique : diversité (p. 636, 820).

Filiation : adoption : réforme (p. 819).

Génétique :

- pratiques géniques : eugénisme (p. 634, 635, 660) ;
- thérapies géniques (p. 634).

Lois : loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes (« loi Caillavet ») (p. 635).

Prélèvements sur le corps humain :

- dons : anonymat (p. 660, 818) ;
- France-Transplant et Etablissement français des greffes (p. 636, 819) ;
- prélèvements sur donneur décédé (p. 635, 818, 819).

Recherche : recherche médicale : progrès et limites (p. 634, 635, 659, 660, 817).

Santé publique : autopsies médicales (p. 636).

– Projet de loi relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain et à la procréation médicalement assistée, et modifiant le code de la santé publique (n° 2600).

Deuxième lecture :

Avant la discussion des articles [7 et 14 avril 1994] :

Son intervention (p. 634) et *sa réponse* (p. 817).

Ses interventions sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Beaumont (Jean-Louis)* (p. 659) et sur *la question préalable* opposée par : *Boutin (Christine)* (p. 675).

Principaux thèmes développés : voir projet de loi relatif au respect du corps humain (n° 2599).

Discussion des articles [14, 15 avril 1994] :

Avant l'article 1er A :

– *défavorable* à l'amendement n° 237 de Mme Janine Jambu (exclusion de tout but lucratif et de toute pratique eugénique en matière de don et d'utilisation des parties et produits du corps humain, de procréation médicalement assistée et de diagnostic prénatal) (p. 822).

Article 3 *(principes généraux relatifs au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) :*

Article L. 665-10 du code de la santé publique (application des principes généraux du code civil relatifs au respect du corps humain) :

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 824).

Article L. 665-11 du code de la santé publique (principe du consentement) :

– *défavorable* à l'amendement n° 238 de Mme Janine Jambu (caractère libre et éclairé du consentement) (p. 825).

Article L. 665-12 du code de la santé publique (interdiction de la publicité) :

– *défavorable* à l'amendement n° 239 de Mme Janine Jambu (campagne d'information gouvernementale en faveur du don d'organes) (p. 826).

Article L. 665-13 du code de la santé publique (principe de gratuité du don) :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (de précision) (p. 826) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 826) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 151 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 826).

Article L. 665-14 du code de la santé publique (principe de l'anonymat du don) :

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de M. Jean-Louis Beaumont (possibilité pour le donneur et le receveur de connaître l'identité de l'autre ; secret à l'égard des tiers ; dérogation pour raisons thérapeutiques seulement) (p. 827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Charles de Courson (don pour un bénéficiaire nominativement désigné) (p. 827) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 175 de M. Charles de Courson (levée de l'anonymat au bénéfice du demandeur né grâce aux techniques d'aide médicale à la procréation devenu majeur) (p. 827).

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 831) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 831).

Article L. 671-7 du code de la santé publique (conditions des prélèvements post mortem*) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 63 de Mme Christine Boutin (accord exprès exprimé du vivant du donneur) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 58 de M. Jean-Louis Beaumont (accord exprès exprimé du vivant du donneur ou, dans certains cas, consentement de la famille) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 240 de Mme Janine Jambu (expression de l'acceptation ou du refus par tout moyen, dont un registre national informatisé) (p. 832) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de Mme Christine Boutin (possibilité de prélèvement sur autorisation écrite du plus proche parent ou du conjoint) (p. 833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 209 corrigé de M. Michel Hannoun (prélèvement impossible en cas de refus de la famille) (p. 833) ;

– *favorable* à l'amendement n° 5 de la commission (expression du refus par tout moyen et révocable à tout moment) (p. 833) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 176 corrigé de M. Charles de Courson (expression possible de l'acceptation) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 261 corrigé de M. Denis Jacquat (expression possible sur la carte d'assuré social ou une carte spécifique) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 154 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (consignation écrite du témoignage de la famille sur la volonté du défunt) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 834).

Article L. 671-8 du code de la santé publique (prélèvements post mortem *sur mineurs ou majeurs protégés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de Mme Christine Boutin (extension aux prélèvements sur l'embryon) (p. 835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 67 de Mme Christine Boutin (extension aux prélèvements sur le fœtus) (p. 835).

Article L. 671-9 du code de la santé publique (prélèvements à des fins scientifiques) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture permettant l'autopsie sans consentement du défunt) (p. 836) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 125 du Gouvernement (consentement de l'un des titulaires de l'autorité parentale pour les mineurs) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 835) : adopté (p. 836).

Observations sur le rappel au règlement de : *Le Déaut (Jean-Yves)* sur la seconde délibération des dispositions relatives à l'autopsie [14 avril 1994] (p. 841).

Article L. 671-10 du code de la santé publique (séparation des unités médicales concernées par le diagnostic de la mort, le prélèvement et la transplantation) :

– *favorable* au sous-amendement n° 59 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnel) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (de précision) (p. 843) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 126 du Gouvernement (information de l'Etablissement français des greffes sur tout prélèvement) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission : adopté (p. 843).

Article L. 671-16 du code de la santé publique (régime d'autorisation des établissements effectuant des transplantations d'organes) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 155 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (condition de réalisation d'un nombre minimum de transplantations) (p. 844).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-1 du code de la santé publique (champ d'application des dispositions légales concernant les tissus et produits) :

– *favorable* à l'amendement n° 156 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux cellules) (p. 846) ;

– *favorable* à l'amendement n° 10 corrigé de la commission (extension au placenta) (p. 846).

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de M. Charles de Courson (test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 847).

Avant l'article L. 672-10 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 164 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 849).

Article L. 672-10 du code de la santé publique (autorisation des activités de transformation ou de conservation des tissus) :

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux produits du corps humain) (p. 850).

Après l'article 5 :

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 236 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (définition des produits cellulaires constituant des médicaments) à l'amendement n° 127 du Gouvernement (régime juridique des traitement, transformation et manipulation des produits cellulaires) (p. 852) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 128 du Gouvernement soutenu par M. Philippe Douste-Blazy (établissements autorisés à préparer des cellules souches hématopoïétiques) (p. 853) ;

– *retire* l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement (codification des dispositions relatives à l'Etablissement français des greffes et détermination de ses ressources) (p. 853, 854).

Avant l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Charles de Courson (statut de l'ovule fécondé) (p. 855).

Article 8 *(assistance médicale à la procréation) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 857).

Avant l'article L. 152-1 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 70 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 857).

Article L. 152-1 du code de la santé publique (définition de l'assistance médicale à la procréation) :

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (« pratiques cliniques et biologiques permettant la procréation en dehors des processus naturels ») (p. 857).

Article L. 152-2 du code de la santé publique (finalité de l'assistance médicale à la procréation) :

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la condition de durée de mariage ou de vie commune du couple) (p. 858) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 214 de M. Marc Laffineur (bénéfice réservé aux couples mariés) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 859).

Article L. 152-3 du code de la santé publique (conception in vitro*) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 190 de M. de Courson (énumération des techniques interdites d'assistance médicale à la procréation) (p. 862) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 de la commission (interdiction du double don de gamètes ; possibilité d'arrêter la conservation d'embryons sur demande écrite de l'un des membres du couple ; consultation annuelle des deux membres du couple sur le maintien de leur demande parentale) (p. 862) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 265 de M. Charles de Courson (suppression de la possibilité d'arrêter la conservation d'embryons sur demande écrite de l'un des membres du couple) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 862).

Article L. 152-5 du code de la santé publique (procédures d'accueil d'embryon) :

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de Mme Véronique Neiertz (suppression de l'autorisation judiciaire) (p. 867) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 105 de Mme Véronique Neiertz (suppression des pouvoirs d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) (p. 867) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Daniel Picotin (limitation à trois mois du délai d'investigation du juge sur les conditions d'accueil de l'enfant à naître) (p. 867) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Charles de Courson (levée de l'anonymat du don à la demande de l'enfant devenu majeur) (p. 868).

Article L. 152-6 du code de la santé publique (assistance médicale à la procréation) :

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 80 de Mme Christine Boutin, 169 de Mme Marie-Thérèse Boisseau, 217 de M. Marc Laffineur, 231 de M. Marc Le Fur et 248 de Mme Janine Jambu (de suppression) (p. 868) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de M. Charles de Courson (interdiction de l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) (p. 869).

Article L. 152-7 du code de la santé publique (interdiction de l'utilisation commerciale et industrielle de l'embryon) :

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 19 de la commission et 81 de Mme Christine Boutin (rédactionnels) (p. 869) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 82 de Mme Christine Boutin (interdiction du recueil d'embryons par lavage d'utérus) (p. 869).

Article L. 152-8 du code de la santé publique (interdiction des recherches sur l'embryon) :

– *défavorable* aux sous-amendements identiques nos 234 de Mme Marie-Thérèse Boisseau et 262 de M. Jean-François Mattei (suppression de l'interdiction d'expérimentation sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 871) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 270 de M. Charles de Courson (suppression de la possibilité d'études sur l'embryon) à l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 872).

Article L. 152-9 du code de la santé publique (responsabilité d'un praticien agréé) :

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 880).

Article L. 152-10 du code de la santé publique (information des couples) :

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de Mme Christine Boutin (rédactionnel) (p. 880) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'expression du consentement en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur ou de fécondation *in vitro* pour un couple non marié) (p. 881) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 96 rectifié de M. Jean-François Mattei (consentement exprimé devant le juge ou le notaire en cas d'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 883) ;

– *retire* le sous-amendement n° 258 du Gouvernement (suppression de la formalité en cas de fécondation *in vitro* pour un couple non marié) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 883).

Après l'article 8 :

– *défavorable* à l'amendement n° 195 rectifié de M. Charles de Courson (conditions de la déclaration d'abandon d'enfant) (p. 884) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 266 de Mme Martine Aurillac (possibilité d'implanter l'embryon après le décès du père survenu postérieurement à la conception *in vitro* mais antérieurement à la réussite de l'implantation) (p. 884) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 267 de M. Jean-Yves Le Déaut (possibilité d'implanter l'embryon après le décès du père survenu postérieurement à la conception *in vitro* mais antérieurement à l'implantation ; délai de réflexion d'un an) (p. 885).

Article 8 *bis* *(sort des embryons non implantés) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 885) ;

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (accueil par un couple tiers, en l'absence d'opposition, des embryons surnuméraires existants à la date de promulgation de la loi et ne faisant plus l'objet d'un projet parental) (p. 886) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de Mme Christine Boutin (interdiction des embryons surnuméraires ; réimplantation de tous les embryons conçus *in vitro)* (p. 886).

Article 9 *(don de gamètes) :*

– *défavorable* aux amendements identiques nos 88 de Mme Christine Boutin et 196 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 886).

Article L. 673-1 du code de la santé publique (définition du don de gamètes) :

– *défavorable* à l'amendement n° 89 de Mme Christine Boutin (interdiction du don d'ovocytes) (p. 887).

Assistance médicale à la procréation : insémination par sperme frais : interdiction.

Article L. 673-2 du code de la santé publique (consentement du donneur et du couple receveur) :

– *défavorable* à l'amendement n° 250 de Mme Janine Jambu (suppression de l'obligation faite au donneur d'appartenir à un couple ayant procréé) (p. 887).

Article L. 673-3 du code de la santé publique (interdiction de l'insémination par sperme frais ou mélange de sperme) :

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 887) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 233 deuxième rectification de M. Marc Le Fur (interdiction de toute sélection de sperme selon des caractéristiques physiques, intellectuelles ou ethniques) (p. 888).

Article L. 673-4 du code de la santé publique (limitation du nombre d'enfants nés à partir de gamètes d'un même donneur) :

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 888).

Article L. 673-5 du code de la santé publique (statut des établissements pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de gamètes) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 109 de Mme Elisabeth Hubert (rédactionnel) (p. 889) ;

– *favorable* à l'amendement n° 172 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 889) ;

– *soutient* l'amendement n° 132 du Gouvernement (fixation par décret en Conseil d'Etat des obligations en matière de conservation des gamètes) : adopté (p. 889).

Article L. 673-6 du code de la santé publique (informations relatives au donneur) :

– *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (suppression de la dérogation au secret médical pour mise en œuvre de la limitation du nombre d'enfants nés à partir de gamètes d'un même donneur) (p. 889) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 889).

Article 10 *(autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :*

Article L. 184-1 du code de la santé publique (régime d'autorisation des activités de procréation médicalement assistée) :

– *défavorable* à l'amendement n° 251 de Mme Janine Jambu (autorisation exclusive d'établissements de santé publics ou privés participant au service public hospitalier) (p. 891).

Article L. 184-3 du code de la santé publique (Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal) :

– *soutient* l'amendement n° 134 du Gouvernement (représentants des ordres professionnels) (p. 892) : adopté (p. 893) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 252 de Mme Janine Jambu (représentants des associations familiales, du planning familial et des organisations féminines) (p. 893) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 200 de M. Charles de Courson (suppression de la présidence par un membre de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes) (p. 893).

Après l'article L. 184-5 du code de la santé publique :

– *défavorable* à l'amendement n° 95 de Mme Christine Boutin (refus de donner suite à une demande d'assistance médicale à la procréation) (p. 894).

Article 10 *bis* *(diagnostic prénatal : art. L. 162-16 du code de la santé publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 135 rectifié du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 894) : adopté (p. 895).

Après l'article 10 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (conditions d'exercice professionnel requises des médecins attestant la possibilité d'une interruption volontaire de grossesse pour motif thérapeutique) (p. 896) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 201 de M. Charles de Courson (rédactionnel) à l'amendement n° 31 de la commission (p. 896) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (interdiction du diagnostic préimplantatoire en dehors « des situations familiales comportant des risques d'une particulière gravité en raison de maladies génétiques sévères ») (p. 897) ;

– *soutient* l'amendement n° 136 rectifié du Gouvernement (diagnostic préimplantatoire uniquement possible sur demande écrite du couple après attestation par un médecin exerçant dans un centre de diagnostic prénatal d'une situation familiale présentant une « forte probabilité de donner naissance à un enfant atteint d'une maladie génétique d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic ») (p. 896) : adopté (p. 898) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 253 de Mme Janine Jambu (interdiction du diagnostic préimplantatoire n'ayant pas pour but « une intervention thérapeutique ») (p. 897).

Article 12 *(sanctions pénales et administratives relatives à l'utilisation des éléments et produits du corps humain : art. L. 674-1 à L. 674-7 du code de la santé publique) :*

Article L. 674-1 :

– *soutient* l'amendement n° 139 du Gouvernement (avis motivé de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction et du diagnostic prénatal sur le retrait d'autorisation d'un établissement pratiquant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de gamètes) : adopté (p. 899).

Article L. 674-2 :

– *favorable* à l'amendement n° 34 de la commission (peine d'emprisonnement portée à sept ans pour le trafic d'organes) (p. 900).

Article L. 674-3 :

– *favorable* à l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 900).

– *favorable* à l'amendement n° 36 rectifié de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 900).

Article L. 674-4 :

– *favorable* à l'amendement n° 218 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (élargissement de l'incrimination au trafic de cellules) (p. 900) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 219 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de coordination) (p. 901).

Article L. 674-5 :

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 901).

Article L. 674-6 :

– *soutient* l'amendement n° 140 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 220 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901).

Article L. 674-7 :

– *favorable* à l'amendement n° 221 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901) ;

– *favorable* à l'amendement n° 222 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 901).

Article 12 *ter* nouveau *(sanctions applicables en cas de méconnaissance des dispositions relatives au don et à l'utilisation des gamètes : art. L. 675-9 à L. 675-15 du code de la santé publique) :*

Article L. 675-9 :

– *favorable* à l'amendement n° 41 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 902).

Article L. 675-10 :

– *favorable* à l'amendement n° 42 de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 902).

Article L. 675-11 :

– *favorable* à l'amendement n° 223 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 903) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 903).

Article L. 675-13 :

– *favorable* à l'amendement n° 60 de M. Jean-François Mattei (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 903).

Article L. 675-14 :

– *défavorable* à l'amendement n° 202 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 903) ;

– *favorable* à l'amendement n° 225 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rédactionnel) (p. 903).

Après l'article L. 675-15 :

– *soutient* l'amendement n° 142 rectifié du Gouvernement (incrimination de l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur exercée sans autorisation) : adopté (p. 903) ;

– *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions aux règles relatives à l'utilisation des éléments et produits du corps humain) (p. 904).

Article 13 *(sanctions administratives et pénales relatives à l'assistance médicale à la procréation : art. L. 184-6, L. 184-7, L. 152-11 à L. 152-15 et L. 162-17 à L. 162-20 du code de la santé publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 44 corrigé de la commission (de coordination avec le nouveau code pénal) (p. 905) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 204 corrigé de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 905) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 205 corrigé de M. Charles de Courson (sanction pénale de certaines pratiques d'assistance médicale à la procréation) (p. 906) ;

– *favorable* à l'amendement n° 46 corrigé de la commission (de coordination et fixation à sept ans d'emprisonnement et 1 000 000 de francs d'amende de la peine pour conception *in vitro* ou utilisation de l'embryon à des fins industrielles ou commerciales) (p. 906) ;

– *soutient* l'amendement n° 144 corrigé rectifié du Gouvernement (incrimination du non-respect des règles de dépistage des maladies infectieuses avant transfert d'un embryon) : adopté (p. 906) ;

– *soutient* l'amendement n° 145 corrigé rectifié du Gouvernement (incrimination des études ou expérimentations non autorisées sur l'embryon) : adopté (p. 906) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 94 de Mme Christine Boutin (sanction pénale du recueil d'embryons humains par lavage d'utérus) (p. 907) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 de la commission (inctimination de l'interruption de grossesse après diagnostic prénatal illégalement pratiqué) (p. 907) ;

– *favorable* à l'amendement n° 50 de la commission (responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions aux règles relatives à l'assistance médicale à la procréation) (p. 908).

Après l'article 13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (sanction pénale de la détention illégale d'embryon) (p. 908).

Article 16 *(évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 909).

Après l'article 16 :

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 61 rectifié de M. Jean-François Mattei et 100 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (fondement législatif, missions, composition et régime du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) (p. 912).

Seconde délibération des articles 4 et 5 :

Article 4 *(prélèvements et transplantations d'organes) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (règles de consentement en matière d'autopsie) (p. 913) : adopté (p. 914).

Article 5 *(dispositions relatives aux tissus et produits) :*

Article L. 672-4 du code de la santé publique (conditions de prélèvement de tissus ou produits du corps humain sur donneur vivant) :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de Mme Françoise de Panafieu (suppression de l'alinéa relatif au test de l'immunodéficience effectué sur l'auteur d'un viol) (p. 914).

Son intervention après les explications de vote [20 avril 1994] (p. 1007).

Ethique : bioéthique.

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé.

Commission mixte paritaire :

Principaux thème développés [15 juin 1994] :

Assistance médicale à la procréation :
- caractère médical et thérapeutique (p. 3040) ;
- couples : âge, projet parental (p. 3040) ;
- diagnostic pré-implantatoire (p. 3040) ;
- diagnostic prénatal et médecine prédictive (p. 3040) ;
- fœtus et embryon : embryons surnuméraires (p. 3040).

Ethique :
- bioéthique : législation : évaluation et révision (p. 3040) ;
- Comité consultatif national d'éthique (p. 3040) ;

Génétique : thérapies géniques (p. 3039, 3040).

Prélèvements sur le corps humain : prélèvements sur donneur décédé (p. 3039).

Santé publique : autopsies médicales (p. 3039).

– Communications hebdomadaire du Gouvernement :

– politique de la ville [10 mai 1994] :

Principaux thèmes développés :

Administration :
- préfectures : Essonne et Val-d'Oise (p. 1610) ;
- services publics : implantation (p. 1610, 1616).

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 1610, 1611).

Collectivités locales : ressources (p. 1617).

Communes :
- Bagneux (p. 1616) ;
- Bourges (p. 1610) ;
- Epernay (p. 1610) ;
- Garges-lès-Gonesse (p. 1610) ;
- Lorient (p. 1610) ;
- Reims (p. 1610) ;
- Toulouse (p. 1610) ;
- Tourcoing (p. 1610) ;
- Vaulx-en-Velin (p. 1610).

Culture (p. 1617).

Emploi : insertion économique et emplois d'utilité sociale (p. 1611, 1616).

Etrangers : Fonds d'action sociale (p. 1616).

Femmes (p. 1611).

Finances publiques : emprunts (p. 1610).

Fonctionnaires et agents publics : affectations (p. 1610).

Jeunes : opérations « école ouverte » et « prévention été » (p. 1610).

Ordre public (p. 1611).

Plan : contrats de ville (p. 1610, 1616, 1617).

Politique de la ville :
- associations : subventions (p. 1610, 1616) ;
- associations, bénévoles et élus : rôle (p. 1611, 1617) ;
- comité interministériel du 29 juillet 1993 (p. 1610) ;
- Conseil national des villes (p. 1611) ;
- crédits (p. 1610, 1616) ;
- moyens et procédures : simplification (p. 1616, 1617) ;
- partenariat (p. 1611) ;
- plan de relance (p. 1610).

Régions : Ile-de-France (p. 1616).

Santé publique (p. 1611).

Travail : contrats emploi-solidarité (p. 1611).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n[os] 92/49 et 92/96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Son intervention (p. 1617) et *sa réponse* (p. 1633).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 1624).

Principaux thèmes développés :

Assurances (p. 1618, 1619, 1633).

Communautés européennes et Union européenne :
- assurances (p. 1618, 1620) ;
- directives n[os] 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil (p. 1617, 1618, 1624) ;
- travail (p. 1633).

Institutions paritaires :
- commission de contrôle des institutions de prévoyance (p. 1619) ;
- prévoyance (p. 1619, 1633) ;
- retraite complémentaire (p. 1618, 1619, 1624) ;
- retraite supplémentaire (p. 1619, 1634).

Lois :
- loi n° 72-1223 du 29 décembre 1972 portant généralisation de la retraite complémentaire au profit des salariés et anciens salariés (p. 1618) ;
- loi n° 85-773 du 25 juillet 1985 portant réforme du code de la mutualité (p. 1619) ;
- loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (« loi Evin ») (p. 1619) ;
- loi n° 94-5 du 4 janvier 1994 modifiant le code des assurances en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (p. 1618).

Mutuelles (p. 1618, 1619, 1633).

Politique générale (p. 1633, 1634).

Protection sociale complémentaire (p. 1618, 1634).

Travail : négociation collective (p. 1619, 1620).

Discussion des articles [10 mai 1994] :

Article 1er *(création d'un livre IX dans le code de la sécurité sociale et détermination des garanties complémentaires des salariés) :*

Article L. 911-1 du code de la sécurité sociale (fondements juridiques des couvertures sociales complémentaires des salariés) :

– *favorable* à l'amendement n° 2 de la commission (extension aux anciens salariés et aux ayants droit) (p. 1635) ;

– *favorable* aux amendements nos 1 et 3 de la commission (rédactionnels) (p. 1635).

Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale (extension des conventions et accords relatifs à la protection sociale complémentaire) :

– *favorable* à l'amendement n° 4 de la commission (objet des conventions collectives) (p. 1635).

Article L. 911-5 du code de la sécurité sociale (référendum) :

– *favorable* à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (contenu et durée du projet d'accord ; compétence du tribunal d'instance en ce qui concerne les opérations électorales) (p. 1636).

Article 2 *(clauses obligatoires) :*

Article L. 912-2 du code de la sécurité sociale (réexamen du choix de l'organisme assureur) :

– *favorable* à l'amendement n° 87 de M. Serge Janquin (de précision) (p. 1636).

Article L. 912-3 du code de la sécurité sociale (conditions d'attribution des pensions de réversion au conjoint séparé de corps ou divorcé non remarié) :

– *favorable* à l'amendement n° 6 de la commission (de conséquence) (p. 1637).

Article 3 *(clauses prohibées) :*

– *favorable* aux amendements nos 7 et 8 de la commission (de conséquence) (p. 1637) ;

– *favorable* à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (caractère d'ordre public du titre Ier du livre IX du code de la sécurité sociale) (p. 1637).

Article 4 *(statut des régimes de retraite complémentaire obligatoires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 10 de la commission (régimes dérogatoires visés à l'article L. 921-2 du code de la sécurité sociale) (p. 1638).

Article 5 *(statut des institutions de retraite complémentaire et de leurs fédérations) :*

Article L. 922-1 du code de la sécurité sociale (régime juridique et mission) :

– *favorable* à l'amendement n° 11 de la commission (mission d'intérêt général de ces institutions) (p. 1639) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (action sociale au profit de leurs membres participants) (p. 1639).

Article L. 922-2 du code de la sécurité sociale (définition des membres adhérents et participants) :

– *favorable* à l'amendement n° 14 de la commission (de précision) (p. 1640).

Article L. 922-3 du code de la sécurité sociale (spécialisation) :

– *favorable* à l'amendement n° 15 de la commission (extension aux régimes dérogatoires visés à l'article L. 921-2 du code de la sécurité sociale) (p. 1640).

Article L. 922-5 du code de la sécurité sociale (contrôle des institutions) :

– *favorable* à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (fait générateur de l'extension du contrôle aux personnes morales liées à une institution de retraite complémentaire) (p. 1640).

Article L. 922-6 du code de la sécurité sociale (approbation des statuts) :

– *favorable* à l'amendement n° 18 de la commission (extension aux règlements de retraite ; compétence du ministre) (p. 1640).

Article L. 922-8 du code de la sécurité sociale (incapacités et sanctions) :

– *favorable* à l'amendement n° 19 rectifié de la commission (pouvoirs du ministre à l'égard des documents publicitaires ou contractuels ; application des sanctions prévues par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) (p. 1641).

Article L. 922-10 du code de la sécurité sociale (égalité des sexes) :

– *favorable* à l'amendement n° 20 de la commission (extension aux fédérations des institutions de retraite complémentaire) (p. 1641).

Article L. 922-14 du code de la sécurité sociale (contrôle de l'inspection générale des affaires sociales) :

– *favorable* à l'amendement n° 17 de la commission (compétence de l'I.G.A.S. à l'égard des institutions de retraite complémentaire) (p. 1641).

Article 6 *(statut des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-1 du code de la sécurité sociale (définition des institutions de prévoyance) :

– *ses observations* sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (couverture du risque chômage ; interdiction de la couverture des risques chômage et vie par un même organisme) (p. 1649) ;

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 1649).

Après l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* aux amendements identiques nos 23 de la commission et 88 de M. Serge Janquin (unions d'institutions de prévoyance) (p. 1650).

Article L. 931-2 du code de la sécurité sociale (définition des membres adhérents et des membres participants) :

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 1650).

Article L. 931-4 du code de la sécurité sociale (conditions de l'octroi et du retrait de l'agrément) :

– *favorable* à l'amendement n° 25 de la commission (expérience professionnelle des dirigeants) (p. 1650).

Article 7 *(règles de fonctionnement des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-8 du code de la sécurité sociale (incapacités) :

– *favorable* à l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (harmonisation avec le nouveau code pénal ; extension aux groupes réunissant institutions de prévoyance, mutuelles et sociétés d'assurance) (p. 1651) ;

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (application de l'article 457 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 à toutes les institutions de prévoyance) (p. 1651).

Article L. 931-14 du code de la sécurité sociale (décret d'application) :

– *favorable* à l'amendement n° 28 de la commission (de précision) (p. 1651).

Article 8 *(statut des institutions de prévoyance) :*

Article L. 931-17 du code de la sécurité sociale (mesures d'urgence) :

– *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission (atteinte aux intérêts des ayants droit) (p. 1654) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 1654).

Article L. 931-20 du code de la sécurité sociale (liquidation) :

– *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (assistance du corps de contrôle des assurances) (p. 1655) ;

– *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) (p. 1655).

Après l'article L. 931-28 du code de la sécurité sociale :

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de la commission (interdiction faite aux institutions de retraite de prévoyance d'utiliser les fichiers des institutions de retraite complémentaire obligatoire en répartition) (p. 1655).

Article 9 *(opérations des institutions de prévoyance) :*

Article L. 932-1 du code de la sécurité sociale (définition de la notion d'opération collective à caractère obligatoire) :

– *favorable* à l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) (p. 1660).

Article L. 932-3 du code de la sécurité sociale (information et consentement réciproques de l'adhérent et de l'institution de prévoyance) :

– *favorable* à l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 1660) ;

– *favorable* à l'amendement n° 36 de la commission (avenant au contrat limité au cas de modification du règlement relative aux droits et obligations des parties) (p. 1660).

Après l'article L. 932-3 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (obligations de l'adhérent) (p. 1660) ;

– *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (contenu des déclarations de risques) (p. 1660).

Article L. 932-6 du code de la sécurité sociale (nullité de certaines clauses de déchéance) :

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (déchéance en cas d'intention frauduleuse dans le retard à déclarer la réalisation de risques ou à produire des pièces) (p. 1661).

Article L. 932-7 du code de la sécurité sociale (conséquences du défaut de paiement des cotisations par l'adhérent) :

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 40 de la commission et 89 de M. Serge Janquin (information de l'adhérent sur les conséquences du défaut de paiement) (p. 1661).

Article L. 932-10 du code de la sécurité sociale (dénonciation de l'adhésion) :

– *favorable* à l'amendement n° 42 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1661) ;

– *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (résiliation possible à tout moment en cas d'assurance vie) (p. 1661).

Article L. 932-11 du code de la sécurité sociale (prescription biennale pour les actions dérivant d'une opération collective à adhésion obligatoire) :

– *favorable* à l'amendement n° 44 de la commission (prescription quinquennale pour l'ensemble de la garantie d'incapacité de travail) (p. 1661) ;

– *favorable* à l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 1662).

Article L. 932-12 du code de la sécurité sociale (définition des notions d'opérations collectives à adhésion facultative et d'opérations individuelles) :

– *favorable* à l'amendement n° 46 de la commission (de coordination) (p. 1662) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 1662).

Article L. 932-13 du code de la sécurité sociale (interdiction de l'appel à l'épargne en vue de la capitalisation) :

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 48 de la commission et 90 de M. Serge Janquin (de suppression) (p. 1663).

Article L. 932-14 du code de la sécurité sociale (renonciation à l'adhésion) :

– *favorable* à l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 1663).

– *favorable* à l'amendement n° 50 de la commission (extension au cas de modification des droits et obligations du participant) (p. 1663) ;

– *favorable* à l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 1663) ;

– *favorable* à l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) (p. 1663).

Article L. 932-15 du code de la sécurité sociale (conséquences de la fausse déclaration intentionnelle du participant) :

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (distinction des opérations collectives à adhésion facultative et des opérations individuelles) (p. 1664).

Article L. 932-16 du code de la sécurité sociale (conséquences de l'omission ou de la déclaration inexacte du participant) :

– *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (exclusion des opérations d'assurance vie) (p. 1664).

Article L. 932-18 du code de la sécurité sociale (application de certaines règles régissant les opérations collectives à adhésion obligatoire aux opérations collectives à adhésion facultative et aux opérations individuelles) :

– *favorable* à l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) (p. 1664).

Après l'article L. 932-18 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* à l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 1664) ;

– *favorable* à l'amendement n° 57 de la commission (faculté de résiliation pour les participants aux opérations collectives à adhésion facultative) (p. 1665).

Article L. 932-19 du code de la sécurité sociale (conséquences du défaut de paiement des primes) :

– *favorable* à l'amendement n° 58 de la commission (de précision) (p. 1665) ;

– *favorable* à l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 1665) ;

– *favorable* aux amendements n[os] 60 et 61 de la commission (exclusion des opérations d'assurance vie comportant une valeur de rachat) (p. 1665).

Article L. 932-20 du code de la sécurité sociale (application des dispositions du code des assurances aux institutions de prévoyance garantissant les risques « vie » et « décès ») :

– *favorable* à l'amendement n° 91 de M. Serge Janquin (non-application aux opérations collectives de l'obligation de recueillir le consentement préalable de la personne assurée et du droit du souscripteur de désigner et révoquer le bénéficiaire de l'assurance décès) (p. 1665) ;

– *favorable* à l'amendement n° 92 de M. Serge Janquin (application de l'article L. 132-20 du code des assurances aux seules opérations comportant une valeur de rachat) (p. 1666).

Article L. 932-21 du code de la sécurité sociale (opérations de retraite particulières) :

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 1666).

Avant l'article L. 932-22 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (de coordination) (p. 1666).

Article L. 932-22 du code de la sécurité sociale (prévention des conflits de lois pour les opérations portant sur les risques accidents et maladie) :

– *favorable* à l'amendement n° 64 de commission (de coordination) (p. 1666).

Article L. 932-23 du code de la sécurité sociale (règles de détermination de la loi applicable) :

– *favorable* à l'amendement n° 65 de la commission (définition du souscripteur en cas d'opération collective à adhésion facultative) (p. 1666).

Article L. 932-30 du code de la sécurité sociale (définition de la notion d'« Etat de l'engagement ») :

– *favorable* à l'amendement n° 66 de la commission (définition en cas d'opération collective à adhésion facultative) (p. 1667) ;

– *favorable* à l'amendement n° 67 rectifié de la commission (Etat où est situé l'établissement de l'adhérent en cas d'opération collecrive) (p. 1667).

Article L. 932-35 du code de la sécurité sociale (caractère d'ordre public des dispositions du chapitre II du titre III du livre IX) :

– *favorable* à l'amendement n° 68 de la commission (caractère d'ordre public à l'égard des règlement et bulletin d'adhésion des institutions de prévoyance) (p. 1667).

Après l'article L. 932-35 du code de la sécurité sociale :

– *favorable* à l'amendement n° 41 recrifié de la commission (information du comité d'entreprise sur le versement des cotisations aux institutions de retraite complémentaire ou de prévoyance) (p. 1667).

Article 10 *(statut des institutions de retraite supplémentaire) :*

Article L. 941-1 du code de la sécurité sociale (« gel » des institutions de retraite supplémentaire) :

– *favorable* à l'amendement n° 94 de M. Jean-Luc Préel (rédactionnel) (p. 1668).

Article L. 941-2 du code de la sécurité sociale (provisionnement des engagements) :

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de la commission (garantie par souscription d'un contrat d'assurance ou par provision dans les comptes des entreprises adhérentes assurées contre l'insolvalibilité) (p. 1668) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 70 de la commission (exclusion des régimes supplémentaires existants créés du fait de l'entrée dans l'A.R.R.C.O. ou l'A.G.I.R.C. d'un régime complémentaire obligatoire) (p. 1669).

Article L. 941-4 du code de la sécurité sociale (régime juridique) :

– *favorable* à l'amendement n° 71 de la commission (interdiction des discriminations fondées sur le sexe dans les statuts et règlements de retraite) (p. 1670) ;

– *favorable* à l'amendement n° 72 de la commission (nullité des dispositions prévoyant la perte des droits à retraite en cas de changement de profession) (p. 1670) ;

– *favorable* à l'amendement n° 73 de la commission (suppression de la possibilité d'émettre des titres participatifs ; contrôle des commissaires aux comptes et des documents contractuels et publicitaires) (p. 1670).

Article 11 *(contrôle des institutions) :*

– *favorable* à l'amendement n° 74 de la commission (contrôle des demandes d'exercice en libre prestation de service) (p. 1671) ;

– *favorable* à l'amendement n° 75 de la commission (de conséquence et possibiliré d'un cumul de sanctions) (p. 1672) ;

– *favorable* à l'amendement n° 76 de la commission (suppression de la possibilité d'appliquer la procédure du règlement amiable) (p. 1672).

Article 13 *(coordination) :*

– *favorable* à l'amendement n° 77 de la commission (limitation aux institutions de prévoyance et de tetraite complémentaire de la possibilité de consentir des prêrs participatifs) (p. 1673) ;

– *favorable* à l'amendement n° 78 de la commission (correction d'une etreur matérielle) (p. 1673) ;

– *favorable* aux amendements n[os] 79, 80, 81 et 82 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1673).

Après l'article 13 :

– *favorable* à l'amendement n° 93 de M. Serge Janquin (action subrogatoire des institutions de prévoyance et des sociétés d'assurance en matière d'indemnités journalières) (p. 1674).

Article 15 *(dispositions transitoires) :*

– *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission (compétence du conseil d'administration des institutions de prévoyance existantes pour adapter leurs statuts aux nouvelles définitions d'activité) (p. 1674).

Article 16 *(dispositions d'application) :*

– *favorable* à l'amendement n° 84 de la commission (« projet de loi relatif à la protection sociale complémentaire des salariés et portant transposition des directives n[os] 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes ») (p. 1674)

Son intervention lors des explications de vote (p. 1676) :

Assemblée nationale : mise en cause des conditions des débats.

Protection sociale

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [4 juillet 1994] :

Assurances (p. 4000).

Communaurés européennes et Union européenne : directives des 18 juin et 10 novembre 1992 (p. 4000, 4001).

Impôts et taxes : taxe sur les assurances (p. 4000).

Information (p. 4000, 4001)

Institutions paritaires :

– prévoyance (p. 4000) ;

– retraite supplémentaire (p. 4000).

Lois : loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (p. 4000).

Protection sociale complémentaire (p. 4000).

Discussion des articles [4 juillet 1994] :

Article 2 *(clauses obligatoires) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 6 de M. Michel Berson (notification annuelle des droits à retraite complémentaire et supplémentaire de chaque assuré) (p. 4003).

Article 10 *(statut des institutions de retraite supplémentaire) :*

Article L 941-2 du code de la sécurité sociale (provisionnement des engagements) :

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Michel Berson (suppression de la garantie des engagements par un autre organisme assureur) (p. 4006).

Article 12 A nouveau *(utilisation des fichiers nominatifs) :*

– *favorable* aux amendements identiques n[os] 1 de la commission et 5 de M. Michel Berson (de suppression) (p. 4007).

Article 15 *(dispositions transitoires) :*

– *ses observations* sur les amendement n[os] 2 et 3 de la commission (rédactionnels) (p. 4008).

Son intervention lors des explications de vote (p. 4011).

Assurances (p. 4011).

Communaurés européennes et Union européenne : directives des 18 juin et 10 novembre 1992 (p. 4012).

Informatique (p. 4011).

Institutions paritaires : prévoyance (p. 4012).

Sécurité sociale (p. 4011).

– Déclaration du Gouvernement sur le sida, et débat sur cette déclaration (n° 1290).

Son intervention [31 mai 1994] (p. 2402) et *sa réponse* (p. 2455).

Principaux thèmes développés :

Action sociale et solidarité nationale : aide sociale (p. 2405, 2457).

Administration : coordination interministérielle (p. 2457).

Affaires étrangères :
- pays africains (p. 2405) ;
- sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 2405, 2457).

Associations (p. 2402, 2456).

Collectivités locales (p. 2456, 2457).

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté individuelle (p. 2403, 2406, 2455).

Famille (p. 2456).

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 2457).

Hépatites B et C (p. 2457).

Hôpitaux :
- hospitalisation et hospitalisation à domicile (p. 2405) ;
- réseaux « ville-hôpital » (p. 2405).

Justice : prisons (p. 2404).

Lois :
- loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses (p. 2456) ;
- loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social : article 47 (p. 2457) ;
- proposition de loi n° 1027 tendant à créer un fonds d'indemnisation des victimes du risque médical (p. 2457) ;
- proposition de loi n° 1188 modifiant les règles relatives à l'indemnisation des transfusés et hémophiles contaminés par le virus du sida (p. 2457).

Professions médicales :
- médecins (p. 2404, 2456) ;
- risque médical (p. 2457) ;
- secret médical (p. 2404, 2405, 2455, 2456).

Professions paramédicales : infirmiers, infirmières et auxiliaires de soins (p. 2404, 2456).

Professions sociales (p. 2404, 2456).

Recherche :
- recherche médicale (p. 2403, 2405, 2458) ;
- sciences sociales (p. 2405).

Sécurité sociale (p. 2456).

Sida :
- Conseil national du sida (p. 2404) ;
- dépistage (p. 2404, 2455, 2456) ;
- maladie et malades (p. 2402, 2403, 2405, 2456, 2458) ;
- prévention (p. 2402 à 2404, 2456) ;
- rapport Montagnier (p. 2402).

Toxicomanie (p. 2404, 2456).

Transfusion sanguine ; transfusés (p. 2457).

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [1er et 2 juin 1994] :

Son intervention (p. 2481).

Ses observations sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 2494).

Ses observations sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 2511).

Sa réponse (p. 2611).

Principaux thèmes développés :

Adoption :
- allocation d'adoption (p. 2484) ;
- réforme (p. 2616).

Affaires étrangères : Suède (p. 2613, 2614).

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (p. 2512, 2614).

Allocation de garde d'enfant à domicile (p. 2512, 2614, 2615).

Allocation « de libre choix » et salaire parental (p. 2482).

Allocation parentale d'éducation (p. 2482, 2483, 2511, 2512, 2613 à 2615).

Allocation pour jeune enfant (p. 2484).

Associations : associations familiales (p. 2481, 2482).

Assurance maladie maternité (p. 2512).

Commerce et artisanat (p. 2615).

Congé parental d'éducation (p. 2483, 2513, 2614, 2615).

Constitution : préambule de 1946 (p. 2494, 2495).

Crèches :
- crèches familiales (p. 2615) ;
- schéma de développement des modes d'accueil (p. 2483, 2512, 2614).

Démographie : natalité (p. 2481).

D.O.M.-T.O.M. (p. 2615).

Etrangers :
- Conseil national de l'intégration des populations immigrées (p. 2615) ;
- F.A.S. (p. 2615).

Femmes :
- congé de maternité (p. 2484) ;
- insertion professionnelle (p. 2512, 2613, 2614) ;
- veuves : allocation veuvage et pensions de réversion (p. 2484, 2615).

Fonctionnaires et agents publics (p. 2483).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2481, 2511 à 2513, 2612, 2615).

Impôts et taxes : impôt sur le revenu (p. 2481).

Logement et habitat : aide au logement et amélioration de l'habitat (p. 2615).

Lois : projet de loi n° 1367 relatif à la sécurité sociale (p. 2482, 2512).

Pères de famille (p. 2614).

Personnes âgées (p. 2513, 2615).

Professions sociales : assistantes maternelles (p. 2483, 2615).

Retraites : généralités (p. 2512, 2613).

Sécurité sociale :
- Caisse nationale des allocations familiales (p. 2481, 2482, 2484, 2512, 2612) ;
- comptes sociaux (p. 2481) ;
- fonds de solidarité vieillesse (p. 2613) ;
- prestations familiales : indexation, ouverture des droits et unification (p. 2482 à 2484, 2512, 2613, 2615).

Transports : Air France (p. 2612).

Ville : politique de la ville (p. 2612, 2615).

Discussion des articles [2 et 3 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 73 de Mme Muguette Jacquaint (fixation à 7 p. 100 du taux des cotisations de prestations familiales assises sur les salaires) (p. 2617, 2618).

Assemblée nationale : députés : réponses du Gouvernement (p. 2616).

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (suspension des aides publiques aux entreprises) (p. 2618).

Article 1er *(allocation parentale d'éducation à taux partiel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 144 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (fixation par décret de la durée de l'activité à temps partiel) (p. 2621) ;

– *soutient* l'amendement n° 204 du Gouvernement (durée minimale d'attribution et révision du taux de l'allocation) : adopté (p. 2622) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 de la commission (prise en compte du nombre d'enfants à charge pour déterminer la période de référence retenue pour l'ouverture du droit à l'allocation) : adopté (p. 2622) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 92 de M. Jean-Pierre Brard (partage du congé parental entre les deux parents) (p. 2623) ;

– *soutient* l'amendement n° 205 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article le 1er juillet 1994 pour les enfants nés à compter de cette date et extension aux bénéficiaires d'une allocation au taux plein) : adopté (p. 2624).

Après l'article 1er :

– *soutient* l'amendement n° 234 du Gouvernement (prolongation du bénéfice de l'allocation parentale d'éducation en cas de naissances multiples) : adopté (p. 2624) ;

– *soutient* l'amendement n° 237 du Gouvernement (prise en compte des situations assimilées à des périodes d'activité pour l'attribution de l'allocation parentale d'éducation) (p. 2624) : adopté (p. 2625).

Article 3 *(modalités de versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile) :*

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 2625) ;

– *favorable* aux sous-amendements nos 215 et 216 de Mme Colette Codaccioni (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 2625).

Article 4 *(extension aux départements d'outre-mer de l'allocation de garde d'enfant à domicile) :*

– *ses observations* (p. 2626).

Emploi : contrats emploi-solidarité.

– *favorable* à l'amendement n° 38 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2627).

Article 6 *(conditions d'élaboration et contenu des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 181 de M. Laurent Cathala (de suppression) (p. 2628, 2629).

Enseignement maternel et primaire : écoles maternelles.

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (extension aux communes de plus de 2 000 à 5 000 habitants) (p. 2630) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 68 corrigé de M. Francisque Perrut (participation des associations familiales et des associations gestionnaires de services d'accueil à l'élaboration du schéma) (p. 2631) ;

– *favorable* à l'amendement n° 224 de M. Louis de Broissia (consultation des associations concernées sur les orientations générales du schéma) (p. 2631) ;

– *favorable* aux sous-amendements oraux de M. Jean-Yves Chamard (concertation avec les associations) et de M. Etienne Pinte (même concertation avec les « organismes concernés ») à l'amendement n° 224 de M. Louis de Broissia (p. 2632) ;

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 2632) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 125 de M. Jean-Marie Geveaux (précision par le schéma des modalités de concertation et de collaboration entre collectivités publiques, associations et organismes de sécurité sociale) (p. 2632) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de M. Francisque Perrut (compétence des associations gestionnaires de services d'accueil de jeunes enfants dans la mise en œuvre du schéma) (p. 2633) ;

– *favorable* à l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 2633) ;

– *favorable* à l'amendement n° 63 rectifié de la commission (élaboration facultative d'un schéma par les communes de 5 000 habitants ou moins) (p. 2633).

Après l'article 6 :

– *défavorable* à l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (limitation de l'exonération des cotisations de prestations familiales sur les bas salaires aux entreprises ayant institué un mode de garde des jeunes enfants de leurs salariés) (p. 2634) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de M. Gilbert Biessy (subventions de la C.N.A.F. au fonctionnement des crèches collectives) (p. 2634) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Gilbert Biessy (élaboration de schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants par des commissions cantonales dans les cantons dont la population habite en majorité dans des communes de moins de cinq mille habitants) (p. 2635, 2636) ;

– *soutient* l'amendement n° 240 deuxième rectification du Gouvernement (commission facultative pour la réalisation et l'évaluation des schémas locaux de développement de l'accueil des jeunes enfants dans les organismes de coopération intercommunale majoritairement constitués de communes de moins de cinq mille habitants) : adopté (p. 2643).

Article 7 *(congé parental d'éducation et travail à temps partiel des parents de jeunes enfants) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 139 rectifié de M. Etienne Pinte (droit au travail à temps partiel pour une durée maximale de trois ans postérieurement au congé parental) (p. 2644, 2645) ;

– *soutient* l'amendement n° 206 corrigé et rectifié du Gouvernement (prolongation du congé parental en cas d'accident ou de handicap graves) : adopté (p. 2645) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 80 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (garantie du droit de retrouver un emploi à temps plein après le congé parental ou la période d'activité à temps partiel) (p. 2646) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (missions temporaires du salarié en congé parental) (p. 2647) ;

– *favorable* aux amendements nos 220 et 221 de Mme Colette Codaccioni (de conséquence) : adoptés (p. 2647)

Article 8 *(congé et travail à temps partiel des parents d'enfant malade) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 182 de M. Laurent Cathala (substitution d'une autorisation d'absence au congé non rémunéré) (p. 2649) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (suppression du caractère non rémunéré du congé) (p. 2649) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Brard (rémunération du congé) (p. 2649) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (rémunération du congé à compter du premier jour franc suivant son commencement) (p. 2649) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Henri Lalanne (congé pour enfant handicapé) (p. 2649) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 183 de M. Laurent Cathala (fixation de la durée du congé à six jours par an) (p. 2650) ;

– *soutient* l'amendement n° 231 du Gouvernement (droit au travail à temps partiel en cas d'accident ou de handicap graves d'un enfant à charge) (p. 2650 à 2652) : adopté (p. 2652) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 de M. Germain Gengenwin (droit au travail à temps partiel en cas de handicap grave d'un enfant à charge) (p. 2650) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 153 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (droit au travail à temps partiel en cas de handicap du conjoint, d'un ascendant ou d'un enfant à charge nécessitant la présence d'une tierce personne) (p. 2651).

Après l'article 8 :

– *soutient* l'amendement n° 207 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour la rémunération complémentaire conventionnelle versée entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1999 à un salarié en congé parental ou en activité à temps partiel dont l'employeur a compensé l'absence par une embauche) (p. 2652) : adopté (p. 2653) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de Mme Muguette Jacquaint (liberté de choix du salarié en matière de travail à temps partiel) (p. 2653).

Article 9 *(fonction publique de l'Etat) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 106 de M. Gilbert Biessy (fixation par voie réglementaire de modalités d'application identiques pour la fonction publique d'Etat et les fonctions publiques territoriale et hospitalière) (p. 2654).

Article 13 *(accès aux actions de formation dans la fonction publique territoriale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2655).

Avant l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 155 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (suppression de la demi-part supplémentaire de quotient familial des contribuables célibataires ou divorcés) (p. 2656) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 186 rectifié de Mme Bernadette Isaac-Sibille (suppression pour les seuls contribuables célibataires) (p. 2656).

Article 15 *(relèvement de l'âge limite de versement des prestations familiales) :*

– *ses observations* (p. 2658) ;

– *favorable* à l'amendement n° 41 de la commission (rédactionnel) (p. 2658) ;

– *soutient* l'amendement n° 208 du Gouvernement (relèvement de la limite d'âge pour le droit aux allocations de soutien familial et de parent isolé) (p. 2658) : adopté (p. 2659) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (anticipation et financement du relèvement des limites d'âge par la suppression de la demi-part supplémentaire de quotient familial des contribuables célibataires) (p. 2659).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 110 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement à six du nombre d'enfants ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales) (p. 2661).

Etrangers : immigration : regroupement familial : polygamie.

Article 16 *(substitution d'une aide à la scolarité aux bourses nationales des collèges et du cycle d'orientation en lycée) :*

– *ses observations* (p. 2664) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 184 de M. Laurent Cathala (de suppression) (p. 2664) ;

– *favorable* à l'amendement n° 214 rectifié de Mme Emmanuelle Bouquillon (attribution exclusive des bourses du second degré en fonction des ressources des familles) (p. 2666).

Après l'article 16 :

– *soutient* l'amendement n° 209 du Gouvernement (remise de dettes et contentieux en matière de majoration d'allocation de rentrée scolaire) (p. 2672) : adopté (p. 2673) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 230 de M. Charles de Courson (imputation des frais de demi-pension sur l'aide à la scolarité en cas d'incidents répétés de paiement) à l'amendement n° 209 du Gouvernement (p. 2673).

Article 17 *(prestations en espèces de l'assurance maternité) :*

– *soutient* l'amendement n° 232 du Gouvernement (indemnisation du congé prénatal en cas de grossesse multiple) : adopté (p. 2674) ;

– *soutient* l'amendement n° 210 rectifié du Gouvernement (extension aux ressortissants des régimes d'assurance maternité des travailleurs non salariés de l'indemnisation du congé de maternité en cas d'adoption sans l'intermédiaire d'une œuvre d'un enfant né à l'étranger) (p. 2674) : adopté (p. 2675).

Article 18 *(congés de maternité ou d'adoption) :*

– *soutient* l'amendement n° 233 du Gouvernement (congé prénatal en cas de grossesse multiple) : adopté (p. 2675) ;

– *soutient* l'amendement n° 235 du Gouvernement (congé postnatal en cas de grossesse triple) : adopté (p. 2676).

Article 20 *(création d'une allocation d'adoption) :*

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 2676).

Article 22 *(extension de l'allocation d'adoption aux départements d'outre-mer) :*

– *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 2676).

Après l'article 23 :

– *soutient* l'amendement n° 211 du Gouvernement (suppression ou limitation du ticket modérateur pour l'hospitalisation des nouveau-nés) : adopté (p. 2677) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (contribution sociale de 15,8 p. 100 sur les revenus des biens immobiliers) (p. 2677) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 75 de Mme Muguette Jacquaint (fixation à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail) (p. 2678) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction du travail de nuit des femmes) (p. 2679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de Mme Muguette Jacquaint (obligation d'un repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) (p. 2679) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 77 de Mme Muguette Jacquaint (obligation d'un repos hebdomadaire de deux jours incluant le dimanche) (p. 2680) ;

– *favorable* à l'amendement n° 176 rectifié de Mme Nicole Ameline (transmission obligatoire au tribunal d'une demande en déclaration d'abandon pour l'enfant recueilli depuis un an sans manifestation d'intérêt de ses parents) (p. 2680) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 178 rectifié de Mme Nicole Ameline (raccourcissement à six mois du délai précité en ce qui concerne les enfants de moins de trois ans) (p. 2681) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 177 de Mme Nicole Ameline (notion de désintérêt manifeste des parents) (p. 2682) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Brard (formation des salariés en congé parental) (p. 2683).

Article 24 *(ressources de la Caisse nationale des allocations familiales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2684) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 191 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (assimilation des cotisations d'allocations familiales à des impositions) (p. 2685).

Article 25 *(base de calcul des prestations familiales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2686) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 55 de la commission (de précision) (p. 2686) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. Etienne Pinte (suppression des modalités de régularisation des bases prévisionnelles de calcul) (p. 2687) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 56 de la commission (compensation de la différence entre les allocations perçues sur la base prévisionnelle de calcul et leur montant résultant de l'évolution constatée des prix) (p. 2687).

Après l'article 25 :

– *soutient* les amendements n[os] 213 et 212 du Gouvernement (revalorisation du taux des pensions de réversion) : adoptés (p. 2688) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de la commission (droit à la formation professionnelle du salarié en cas d'interruption d'activité pendant au moins cinq ans pour l'éducation d'au moins deux enfants) (p. 2688) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de la commission (représentation des associations familiales au sein de la commission des avances sur recettes aux œuvres cinématographiques) (p. 2689) ;

– *favorable* à l'amendement n° 61 de la commission (évaluation annuelle du coût de l'enfant par le Haut conseil de la population et de la famille) (p. 2689) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 171 deuxième correction de Mme Bernadette Isaac-Sibille (représentation des associations familiales au Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 2690) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (représentation des associations familiales aux conseils d'administration des sociétés nationales de programmes de l'audiovisuel) (p. 2690) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 128 corrigé de M. Jean-Marie Geveaux (mission familiale des sociétés nationales de programme) (p. 2691) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 2692) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 166 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (substitution de représentants des associations familiales à huit des quinze représentants des assurés sociaux dans le conseil d'administration précité) (p. 2692, 2693) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 167 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (substitution de représentants des associations familiales à certains représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration de la Caisse nationale et des caisses d'allocations familiales) (p. 2694) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 8 de M. Serge Charles (imposition distincte des revenus des conjoints et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 2694) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (décote en matière d'impôt sur le revenu des conjoints et compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits de consommation sur les tabacs) (p. 2695) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 57 de la commission (participation des organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social à toute concertation nationale avec les organisations syndicales représentatives) (p. 2695) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 165 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (participation des organisations membres des unions départementales des associations familiales à toute concertation départementale avec les organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 2695) ;

– *favorable* à l'amendement n° 174 de Mme Isaac-Sibille (conférence annuelle de la famille entre le Gouvernement et les organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social) (p. 2695) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 203 de M. Michel Meylan (conférence annuelle de la famille entre le Gouvernement, les organisations syndicales représentatives et les organisations membres de l'U.N.A.F. siégeant au Conseil économique et social) (p. 2695) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Brard (rapport annuel sur les politiques familiales des membres de l'Union européenne) (p. 2696).

– *ses observations* sur l'amendement n° 173 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (rapport annuel sur l'évolution des indicateurs familiaux en ce qui concerne le coût de l'enfant, la fiscalité, la natalité et les prestations familiales) (p. 2697) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 223 de Mme Colette Codaccioni (rapport annuel sur l'évolution d'indicateurs familiaux) (p. 2697).

Sa demande de seconde délibération des articles 30 et 31 (p. 2697).

Seconde délibération des articles 30 et 31 :

Article 30 *(cahiers des charges des sociétés nationales de programmes audiovisuels) :*

– *soutient* l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 2698).

Article 31 *(art. 64 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) : adopté (p. 2698).

Avant l'article 27 :

– *favorable* à l'amendement oral de Mme Codaccioni (regroupement des articles additionnels après l'article 26 dans un chapitre V : autres dispositions) (p. 2698).

Son intervention lors des explications de vote [7 juin 1994] (p. 2706, 2707) :

Allocation parentale d'éducation.

Crèches.

Sécurité sociale : Caisse nationale des allocations familiales.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [4 juillet 1994] :

Adoption (p. 3981).

Allocation de garde d'enfant à domicile (p. 3981).

Allocation parentale d'éducation (p. 3981, 3982).

Audiovisuel (p. 3981).

Congé parental d'éducation (p. 3981, 3982).

Crèches : schéma de développement des modes d'accueil (p. 3981, 3982).

Femmes : congé de maternité (p. 3981).

Formation professionnelle et promotion sociale (p. 3981).

Lois : projet de loi n° 1367 relatif à la sécurité sociale (p. 3982).

Rôle et politique familiale (p. 3980, 3982).

Sécurité sociale :

– Caisse nationale des allocations familiales (p. 3982) ;

– cotisations sociales : exonérations (p. 3981).

Travail : congés : congé pour enfant malade (p. 3984).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [27 et 28 juin 1994] :

Son intervention (p. 3659).

Ses observations sur *l'exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Bocquet (Alain)* (p. 3670), sur *la question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 3670) et sur *la motion de renvoi en commission* du même auteur (p. 3705).

Sa réponse (p. 3770).

Principaux thèmes développés :

Affiliation :

– ouverture des droits (p. 3662) ;

– pluriactifs (p. 3663).

Assurance maladie maternité :

– dépenses : maîtrise (p. 3662, 3676, 3700, 3703, 3706) ;

– Livre blanc (p. 3600, 3676) ;

Assurance veuvage (p. 3661, 3700).

Caisses de sécurité sociale :

– administrateurs (p. 3663, 3701, 3706) ;

– Caisse nationale des allocations familiales (p. 3661) ;

– organisation, privatisation et tutelle (p. 3661, 3662, 3677, 3701).

Compensation (p. 3661).

Constitution : article 34 (p. 3662).

Cotisations sociales :

– exonérations : compensation (p. 3660, 3675) ;

– Etat employeur (p. 3660).

Cour des comptes (p. 3660).

Démographie : natalité (p. 3676).

Dépense (p. 3659, 3660).

Droit local : assurance maladie maternité (p. 3701).

Emploi (p. 3676).

Financement :

– Agence centrale des organismes de sécurité sociale (p. 3661) ;

– Commission des comptes de la sécurité sociale (p. 3661, 3675) ;

– projections 1994 (p. 3660) ;

– régime général : branches : autonomie (p. 3661) ;

– U.R.S.S.A.F. (p. 3662).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3659, 3660, 3670, 3675, 3676, 3701, 3702, 3705).

Hôpitaux et cliniques :

– forfait hospitalier (p. 3676) ;

– hôpitaux (p. 3700).

Impôts et taxes : C.S.G. (p. 3662, 3675).

Lois :

– ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale (p. 3659) ;

– ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale (p. 3701, 3706).

Parlement (p. 2662, 3670, 3675, 3701).

Pharmacie : médicaments (p. 3676, 3702).

Plan : commissariat général du plan (p. 3600,3676, 3701).

Prestations familiales (p. 3676).

Professions médicales : médecins (p. 3700, 3702).

Professions paramédicales : masseurs kinésithérapeutes : convention (p. 3662).

Retraites :

– cotisations (p. 3676) ;

– pensions de retraite (p. 3676) ;

– pensions de reversion (p. 3661).

Risques professionnels : accidents du travail : commission paritaire (p. 3661, 3675).

Discussion des articles [28 et 29 juin 1994] :

Avant l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 55 de Mme Muguette Jacquaint (contribution sociale de 15,8 p. 100 sur les revenus financiers) (p. 3731) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de Mme Muguette Jacquaint (augmentation de 2 p. 100 de la part du financement de la sécurité sociale à la charge des entreprises) (p. 3732) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de Mme Muguette Jacquaint (fonds de garantie du paiement des cotisations sociales patronales) (p. 3732).

Article 1er *(structure du régime général et principe de la gestion séparée des branches : art. L. 200-2 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3736) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 3737) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 3737, 3738).

Femmes : veuves : assurance veuvage.

Article 2 *(individualisation de la trésorerie de chaque branche) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3740) ;

– *favorable* à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (de coordination) (p. 3741) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 113 rectifié de M. Charles de Courson (notion d'excédents « durables » de trésorerie) (p. 3741) ;

– *favorable* aux amendements identiques n° 15 de la commission et 114 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 3742) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 80 de la commission des finances (suppression de la notion d'excédents « durables ») (p. 3742).

Article 3 *(répartition entre les branches des intérêts financiers résultant de la gestion commune de trésorerie : art. L. 255-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3743) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 115 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 3743) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 116 de M. Charles de Courson (rémunération des avances de trésorerie entre branches) (p. 3743).

Article 4 *(remise à l'équilibre des comptes des différentes branches) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 62 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3744).

Article 5 *(compensation des nouvelles mesures d'exonération de cotisations : art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 3746) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 63 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3747) ;

– *soutient* l'amendement n° 121 du Gouvernement (limitation aux exonérations de portée générale) (p. 3747) : rejeté (p. 3748).

– *ses observations* (p. 3748, 3749).

Cour des comptes.

– *défavorable* à l'amendement n° 117 de M. Charles de Courson (versement de la compensation) (p. 3749).

Article 6 *(contrôle de l'application des dispositions du code de la sécurité sociale : art. L. 243-7 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 81 de la commission des finances (compétence des U.R.S.S.A.F. pour contrôler le respect de la législation de sécurité sociale par les services de l'Etat) (p. 3751) ;

– *favorable* aux amendements n°s 19 rectifié, 20 et 21 de la commission (de coordination) (p. 3752) ;

– *favorable* à l'amendement n° 22 de la commission (extension au régime géré par la Caisse nationale des barreaux français) (p. 3753).

Article 7 *(saisine pour avis et pouvoir de proposition des organismes nationaux : art. L. 200-3 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 3753).

Article 8 *(élargissement des compétences de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3754).

Article 9 *(création d'une commission des accidents du travail et des maladies professionnelles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 65 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3754) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 99 de M. Claude Bartolone (composition de la commission) (p. 3755) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 101 de M. Claude Bartolone (membres représentant les associations d'accidentés du travail) (p. 3755).

Article 10 *(compétence de la commission en matière de tarification des accidents du travail et maladies professionnelles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 66 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3754) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 94 de M. Bernard Accoyer (de coordination) (p. 3756) ;

– *favorable* à l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 3756).

Article 11 A nouveau *(rapport de la Cour des comptes au Parlement sur les organismes de sécurité sociale soumis à son contrôle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 68 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3757).

Article 11 *(examen annuel d'un projet de loi portant approbation d'un rapport relatif aux régimes de sécurité sociale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 82 de la commission des finances (dépôt, à l'ouverture de la première session ordinaire, d'un rapport sur les régimes obligatoires de base de sécurité sociale) (p. 3761) ;

– *soutient* l'amendement n° 140 du Gouvernement (substitution d'un débat sur un rapport à la discussion d'un projet de loi portant approbation de ce rapport) (p. 3759, 3761) : adopté (p. 3762) ;

– *favorable* à l'amendement n° 141 de M. Bernard Accoyer (vote sur l'évolution des recettes et des dépenses retracées dans le rapport) (p. 3762) ;

– *favorable* à l'amendement n° 26 de la commission (de coordination) (p. 3762) ;

– *favorable* à l'amendement n° 95 corrigé de M. Bernard Accoyer (rédactionnel) (p. 3763) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 120 de M. François Loos (annexe au rapport sur la médecine préventive et sur la médecine prédictive) (p. 3763).

Après l'article 11 :

– *favorable* à l'amendement n° 83 de la commission des finances (art. récapitulatif des ressources publiques perçues par les régimes de base de sécurité sociale dans le projet de loi de finance initiale) (p. 3761, 3764) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 132 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (assimilation à des impositions des cotisations d'allocations familiales) (p. 3774).

Article 12 *(rôle de la Commission des comptes de la sécurité sociale : art. L. 114-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 3775) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 79 de M. Michel Meylan (composition de la commission) (p. 3775) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 119 de M. Charles de Courson (représentation des organisations familiales) (p. 3774).

Article 14 *(transferts aux organismes nationaux du régime général du contrôle* a priori *des budgets des organismes de base) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 69 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3777) ;

– *favorable* à l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) (p. 3777) ;

– *favorable* à l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 3778) ;

– *favorable* aux amendements n°s 30 de la commission et 96 corrigé de M. Bernard Accoyer (correction d'une erreur matérielle) (p. 3778).

Article 16 *(missions de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale : art. L. 225-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 93 corrigé de M. Germain Gengenwin (suppression du pouvoir de direction de l'Agence sur les U.R.S.S.A.F. en matière de gestion de trésorerie) (p. 3779).

Article 17 *(missions des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) :*

– *ses observations* (p. 3781).

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 73 de M. Raymond Couderc, 87 de M. Serge Charles et 110 corrigé de M. Christian Vanneste (suppression de la départementalisation des U.R.S.S.A.F.) (p. 3784, 3786) ;

– *favorable* à l'amendement n° 31 de la commission (suppression des services d'intérêt commun obligatoires) (p. 3786).

Article 19 *(légalisation des conventions de prix assorties de marchés types : art. L. 224-12 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) (p. 3786).

Article 20 *(pouvoirs exercés par les organismes nationaux du régime général sur les organismes de base en matière budgétaire et informatique : art. L. 226-13 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* aux amendements n°s 33, 34 corrigé et 35 de la commission (de coordination) (p. 3787) ;

– *favorable* à l'amendement n° 36 de la commission (extension aux régimes d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales) (p. 3787).

Article 23 *(relations entre les organismes d'assurance maladie et la profession des masseurs kinésithérapeutes. – Convention nationale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 51 de M. Bernard Coulon (de suppression) (p. 3792) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 86 de M. Serge Charles (suppression de l'annexe à la convention fixant l'objectif prévisionnel national d'évolution des dépenses et les tarifs des honoraires) (p. 3794) ;

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3794).

Article 24 *(affiliation provisoire à l'assurance personnelle : art. L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 3795) ;

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 3795).

Après l'article 24 :

– *soutient* l'amendement n° 126 du Gouvernement (droit aux prestations d'assurance maladie du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 3795) : adopté (p. 3796).

Article 25 *(indemnités journalières des travailleurs non salariés non agricoles exerçant à titre accessoire une activité salariée : art. L. 615-4 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 3797) ;

– *soutient* l'amendement n° 124 du Gouvernement (extension aux indemnités journalières d'assurance maternité) (p. 3797) : adopté (p. 3798) ;

– *soutient* l'amendement n° 125 du Gouvernement (suppression de l'obligation d'interrompre l'activité indépendante) (p. 3797) : adopté (p. 3798).

Article 27 *(prestations en nature de l'assurance maladie maternité des agents de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines) :*

– *ses observations* (p. 3798, 3799).

Article 28 *(prorogation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale) :*

– *défavorable* aux amendements n^{os} 40 de la commission et 71 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3828) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 111 de M. Laurent Dominati (suppression de la prorogation proposée ainsi que du monopole et des garanties de représentation des assurés bénéficiant aux organisations syndicales nationales représentatives des salariés dans l'administration du régime général de sécurité sociale) (p. 3828).

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 74 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole et des garanties de représentation des assurés bénéficiant aux organisations syndicales nationales représentatives des salariés dans l'administration du régime général de sécurité sociale) (p. 3829) ;

– *soutient* l'amendement n° 127 rectifié du Gouvernement (représentation des travailleurs indépendants au sein des conseils d'administration des caisses générales de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales dans les D.O.M.) (p. 3829) : adopté (p. 3830).

Article 29 *(cas d'incompatibilité avec les fonctions de membre du conseil d'administration des organismes de sécurité sociale : art. L. 214-3 du code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 128 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 3830) ;

– *soutient* l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement (entrée en vigueur des modifications au régime d'incompatibilité) (p. 3830) : adopté (p. 3831).

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 11 de M. Etienne Pinte (représentation des assurés retraités dans les conseils d'administration des caisses du régime général de sécurité sociale) (p. 3833, 3834, 3835) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 130 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (remplacement de huit représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg par des représentants des associations familiales) (p. 3833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 10 de M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales aux conseils d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse et de la caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg) (p. 3833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 133 de M. Charles de Courson (obligation d'être allocataires des prestations familiales pour les représentants des assurés sociaux aux conseils d'administration de la caisse nationale et des caisses des allocations familiales) (p. 3836) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 134 rectifié de M. Charles de Courson (remplacement de deux représentants des employeurs aux conseils d'administration des mêmes caisses par des représentants des associations familiales) (p. 3836) ;

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Etienne Pinte (représentation des associations familiales aux conseils d'administration des mêmes caisses) (p. 3833) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Claude Bartolone (suppression de la qualité d'ayants droit aux enfants étudiants) (p. 3837, 3838) ;

– *ses observations* sur les amendements n^{os} 42, 43, 44 et 45 de la commission (création d'une fédération des organismes gestionnaires du régime des étudiants) (p. 3839) ;

– *soutient* l'amendement n° 136 rectifié du Gouvernement (utilisation du numéro national d'identification pour l'affiliation au régime de sécurité sociale des étudiants) : adopté (p. 3839) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 137 du Gouvernement (propriété ou direction d'un pharmacien) à l'amendement n° 50 de la commission (location-gérance des établissements pharmaceutiques de fabrication et de distribution en gros) : adopté (p. 3840).

Article 29 *bis* nouveau : *(création de dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes dans certains départements) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 76 de M. Michel Meylan (limitation à deux ans de la durée des conventions créant les dispositifs expérimentaux) (p. 3844).

Handicapés :

– COTOREP ;

– tierce personne : allocation compensatrice.

Lois : loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées.

Retraites : retraités.

Après l'article 29 *bis* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 3 de M. Germain Gengenwin (instance de gestion du régime local d'Alsace-Moselle) (p. 3845) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (fixation du taux des cotisations d'assurance maladie assises sur les avantages de vieillesse dans le régime local) (p. 3845) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 78 rectifié de M. Michel Meylan (exonération totale des cotisations patronales de sécurité sociale pour les aides à domicile employés par les associations ou organismes agréés ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle à la cotisation sur les boissons alcooliques prévue à l'article L. 245-7 du code de la sécurité sociale) (p. 3847, 3848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 142 de M. Charles de Courson (exonération de la moitié des cotisations patronales de sécurité sociale pour le cas précité ; gage identique) (p. 3847, 3848, 3849) ;

– *soutient* l'amendement n° 123 du Gouvernement (modalités de calcul des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et validation des textes réglementaires et des appels de cotisations relatifs à ces régimes) : adopté (p. 3849) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 84 de la commission des finances (condition d'emploi effectif d'une tierce personne pour le bénéfice de l'allocation compensatrice par les personnes de plus de soixante-cinq ans) (p. 3850, 3851).

– *son intervention* (p. 3851).

Administration : Inspection générale des affaires sociales.

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux psychiatriques.

– *soutient* l'amendement n° 122 du Gouvernement (statut social des vendeurs à domicile) : adopté (p. 3852).

Article 30 *(date d'entrée en vigueur de certaines dispositions) :*

– *favorable* à l'amendement n° 49 de la commission (de coordination) : adopté (p. 3852).

Après l'article 30 :

– *favorable* à l'amendement n° 105 rectifié de M. Marcel Porcher (droits alloués aux avocats pour la plaidoirie) (p. 3853).

Demande de seconde délibération de l'article 6 (p. 3853).

Seconde délibération de l'article 6 :

Article 6 *(contrôle de l'application des dispositions du code de la sécurité sociale : art. L. 243-7 de code de la sécurité sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (compétence de la Cour des comptes pour contrôler le respect de la législation de sécurité sociale par les services de l'Etat) (p. 3854) : adopté (p. 3855).

Son intervention après les explications de vote (p. 3856) :

Cotisations sociales : Etat employeur.

Droit local : assurance maladie maternité.

Enseignement supérieur : étudiants.

Financement : U.R.S.S.A.F.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] :

Assurance maladie maternité : dépenses : maîtrise (p. 4823).

Caisses de sécurité sociale : organisation, privatisation et tutelle (p. 4819, 4823).

Cotisations sociales :

– exonérations : compensation (p. 4819, 4823) ;

– Etat cotisant (p. 4819).

Financement : régime général : branches : autonomie (p. 4819, 4823).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 4819, 4823).

Lois de finances (p. 4819).

Parlement (p. 4819, 4823).

Personnes âgées : dépendance (p. 4823).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– politique de lutte contre la drogue et la toxicomanie [4 octobre 1994] :

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : coopération internationale (p. 4890, 4897).

Associations et bénévoles (p. 4891).

Commission Henrion et débat national (p. 4891, 4896).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4890).

Délinquance et criminalité :

– délinquance (p. 4890) ;

– infractions (p. 4890).

Emploi : chômage : exclusion (p. 4897).

Enfants (p. 4897).

Enseignement :

– enseignement élémentaire (p. 4891) ;

– établissements scolaires : comités d'environnement social (p. 4891).

Europe : Conseil de l'Europe : convention du 8 novembre 1991 (p. 4890).

Famille (p. 4896).

Gouvernement : comité interministériel du 21 septembre 1993 (p. 4890).

Lois :

– loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses (p. 4891, 4897) ;

– projet de loi : dépôt (p. 4890, 4897).

Ordre public : douanes, police et gendarmerie (p. 4891).

Santé publique :

– centres d'accueil et de soins (p. 4890, 4891) ;

– hôpitaux (p. 4891, 4896) ;

– maladies : hépatite et sida (p. 4890, 4891) ;

– produits de substitution (p. 4891, 4897) ;

– réseaux ville-hôpital-toxicomanie (p. 4891) ;

– seringues (p. 4896, 4897).

Semaine européenne et journée nationale de prévention (p. 4891).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Associations : rôle et subventions (p. 6473, 6474, 6475, 6479).

Collectivités territoriales (p. 6474, 6475, 6478).

Communes :

– Grigny (p. 6475) ;

– Marseille (p. 6475) ;

– Paris (p. 6474).

Délinquance et criminalité (p. 6475, 6476).

Départements : compétences (p. 6474).

Drogue (p. 6473, 6476).

Emploi (p. 6475).

Enseignement (p. 6476, 6479).

Etrangers : Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (F.A.S.) (p. 6476, 6479).

Jeunes (p. 6474).

Logement et habitat : PALULOS (p. 6477).

Lois : loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique (p. 6477).

Ordre public : police (p. 6476, 6477).

Politique de la ville :
- crédits (p. 6472, 6473, 6474, 6477) ;
- définition, priorités et évaluation (p. 6478) ;
- équipements et services publics (p. 6476, 6477) ;
- fonds interministériel (p. 6477) ;
- moyens et procédures : contrats de ville, « grands projets urbains » et simplification (p. 6474, 6475, 6478) ;
- plan de relance (p. 6473) ;
- quartiers en difficultés : commerces et entreprises (p. 6475) ;
- sous-préfets (p. 6478).

Professions sociales (p. 6473, 6478).

Santé publique (p. 6476).

Service national : appelés (p. 6477).

Sports (p. 6476).

Réponses aux questions :

Communes :
- Montpellier (M. Bernard Serrou) (p. 6479) ;
- Perpignan (M. François Calvet) (p. 6482).

Emploi : exclusion (M. Robert Galley) (p. 6483).

Handicapés (Mme Françoise Hostalier) (p. 6482).

Justice : maisons de la justice et du droit (M. Raymond Lamontagne) (p. 6480).

Politique de la ville :
- Conseil national des villes (M. Julien Dray) (p. 6481) ;
- contrats de ville (MM. Raymond Lamontagne, Laurent Cathala, François Calvet) (p. 6480, 6481, 6483) ;
- grands projets urbains (MM. Bernard Serrou, Julien Dray) (p. 6479, 6481).

Vote des crédits :

Etat B, titre III :

– *favorable* à l'amendement n° 89 de la commission (réduction de 10 millions de francs des crédits du chapitre 37-82 « projets de service public de quartier » afin de les inscrire au titre IV) (p. 6484).

Après l'article 50 :

– *ses observations sur* l'amendement n° 92 de la commission (institution d'un comité de la ville) (p. 6484).

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [15 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :
- aide sociale : aide sociale à l'enfance (p. 6869) ;
- allocations : harmonisation (p. 6870) ;
- centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6869, 6870) ;
- exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6868, 6869, 6870).

Départements : compétences et charges (p. 6869, 6873).

Etrangers :
- Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famillle (p. 6870, 6871) ;
- immigrés : intégration (p. 6870).

Famille :
- allocation parentale d'éducation (p. 6872) ;
- Caisse nationale des allocations familiales (p. 6872) ;
- enfants : modes de garde (p. 6872, 6873) ;
- prestations familiales (p. 6872).

Femmes :
- allocation de parent isolé (p. 6870) ;
- veuves : pensions de réversion (p. 6872).

Handicapés :
- allocation aux adultes handicapés (p. 6871) ;
- centres d'aide par le travail (p. 6871) ;
- habitat et urbanisme : accessibilité (p. 6871).

Hôpitaux et cliniques : tutelle (p. 6874).

Jeunes :
- consultation nationale (p. 6872) ;
- fonds d'aide aux jeunes (p. 6870).

Logement et habitat (p. 6869).

Lois : loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6872).

Ministère des affaires sociales et de la santé :
- administration : moyens (p. 6874) ;
- crédits (p. 6868, 6870, 6873) ;
- effectifs (p. 6874) ;
- services déconcentrés (p. 6874).

Parlement : compétences en matière de sécurité sociale (p. 6868).

Personnes âgées :
- dépendance (p. 6871, 6872) ;
- hospices (p. 6872) ;
- maintien à domicile (p. 6871).

Plan : XI^e Plan : contrats de plan (p. 6872).

Santé publique :
- alcoolisme (p. 6873) ;
- réseaux de soins et réseaux ville-hôpital (p. 6873) ;
- sida (p. 6873) ;
- toxicomanie (p. 6871).

Sécurité sociale :
- assurance maladie : dépenses : maîtrise (p. 6873) ;
- assurance personnelle (p. 6873).

Système pénitentiaire (p. 6873).

Travail : congé parental (p. 6872).

Réponses aux questions :

Action sociale et solidarité nationale : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (M. Bernard Schreiner) (p. 6895).

Anciens combattants : retraite mutualiste (M. Georges Colombier) (p. 6906).

Communautés européennes et Union européenne : directives : affiliation aux régimes obligatoires de sécurité sociale (M. Paul Chollet) (p. 6901).

Départements : compétences : revenu minimum d'insertion (MM. Jean-Paul Chamard et Eric Doligé) (p. 6891, 6900).

D.O.M.-T.O.M. :
- Guyane : prestations familiales (M. Léon Bertrand) (p. 6878) ;
- prestations familiales : alignement sur la métropole (M. Ernest Moutoussamy) (p. 6889).

Famille :
- Caisse nationale des allocations familiales (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 6897) ;
- enfants : mode de garde : communes rurales (M. Jean-François Chossy) (p. 6886) ;
- prestations familiales : revalorisation (M. Michel Hannoun) (p. 6907).

Femmes : veuves :
- allocation veuvage (M. Emmanuel Aubert) (p. 6879) ;
- pensions de réversion (MM. Emmanuel Aubert et André Fanton) (p. 6879, 6890).

Handicapés :
- accueil : Loire-Atlantique (M. Edouard Landrain) (p. 6901) ;
- allocation aux adultes handicapés (M. René Carpentier) (p. 6894) ;
- autisme (M. François Rochebloine) (p. 6898) ;
- centres d'aide par le travail (M. Jean-Jacques Delvaux) (p. 6878, 6893, 6894, 6896) ;
- instituts médico-éducatifs (M. Pierre Lefebvre) (p. 6896, 6990) ;
- maisons d'accueil spécialisées et foyers à double tarification (M. Yves Deniaud) (p. 6896, 6906) ;
- polytraumatisés crâniens : hôpital de Lamalou-les-Bains (M. Marcel Roques) (p. 6902) ;
- prêts bancaires (M. Michel Fromet) (p. 6884) ;
- tierce personne (M. François Rochebloine) (p. 6897).

Impôts et taxes : impôt de solidarité sur la fortune (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6889).

Jeunes : fonds d'aide aux jeunes (M. Michel Mercier) (p. 6905).

Personnes âgées :
- dépendance (M. Francisque Perrut) (p. 6892, 6897) ;
- maisons de retraite : médicalisation : Haute-Loire (M. Edouard Landrain) (p. 6902).

Pharmacie : politique du médicament (M. Michel Hannoun) (p. 6904).

Professions paramédicales : soins infirmiers à domicile (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 6884).

Risques professionnels : maladies professionnelles (M. Rémy Auchedé) (p. 6895).

Sécurité sociale : assurance maladie : codage des actes médicaux (M. Bernard de Froment) (p. 6885).

Après l'article 50 :

– *défavorable* à l'amendement n° 91 de la commission (insertion dans la deuxième partie du projet de loi de finances initiale d'un article récapitulant le montant prévisionnel des dotations budgétaires perçues par les régimes de base de sécurité sociale et du produit des impositions qui leur est affecté) (p. 6909).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : régime local (p. 6821, 6822).

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6773, 6775 à 6777, 6817 à 6820).

Caisses de sécurité sociale et paritarisme (p. 6774, 6776, 6777, 6818).

Commission des comptes (p. 6773, 6774, 6817, 6819).

Emploi (p. 6778, 6818).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6818).

Epargne : épargne retraite (p. 6820).

Famille :
- politique familiale (p. 6775, 6776) ;
- prestations familiales (p. 6774, 6820).

Femmes : veuves : pension de réversion (p. 6775).

Financement et équilibre des comptes (p. 6774, 6775, 6777, 6817, 6818).

Hôpitaux et cliniques :
- Assistance publique à Paris (p. 6820) ;
- budgets et taux directeur (p. 6776) ;
- politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6776, 6777, 6821) ;
- sécurité sanitaire (p. 6775, 6821).

Impôts et taxes : C.S.G. (p. 6775).

Lois :
- loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille (p. 6776) ;
- loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6773) ;
- proposition de loi n° 1039 créant des fonds de pension (p. 6820).

Parlement (p. 6773, 6817).

Personnes âgées : dépendance (p. 6775, 6776).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6774, 6775, 6777, 6817, 6821, 6822).

Professions médicales et paramédicales : conventions (p. 6775, 6776, 6819, 6820).

Retraites (p. 6774, 6820).

Retraites complémentaires (p. 6820).

Santé publique :
- politique de la santé (p. 6820, 6821) ;
- sida (p. 6775).

S.M.I.C. (p. 6818).

U.R.S.S.A.F. : dettes patronales et de l'Etat employeur (p. 6819).

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– réunion des chefs de Gouvernement sur le sida [29 novembre 1994].

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères :
- O.N.U. (p. 7819, 7921) ;
- pays africains (p. 7814, 7820) ;
- pays d'Asie (p. 7814) ;
- sommet de Paris du 1er décembre 1994 (p. 7814, 7815, 7819 à 7821).

Associations (p. 7815).

Chômage : exclusion (p. 7820).

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 7815, 7820).

Femmes (p. 7815, 7821).

Jeunes (p. 7815).

Hôpitaux et « réseaux médicaux » (p. 7820).

Pharmacie : industrie pharmaceutique (p. 7815, 7820).

Sida :
- dépistage (p. 7821) ;
- maladie et malades (p. 7814) ;
- prévention (p. 7815, 7820).

Transfusion sanguine (p. 7815, 7820).

Travail : congé de longue maladie (p. 7821).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [10 décembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale : R.M.I. (p. 8696).

Administration : direction générale de la santé : laboratoire d'hydrologie (p. 8662).

Anciens combattants : rente mutualiste (p. 8663).

Assurance maladie maternité : assurance maternité : professions non salariées non agricoles (p. 8663, 8695).

Délinquance et criminalité : mutilations sexuelles (p. 8696).

Départements (p. 8663).

Emploi : insertion professionnelle et sociale : emplois consolidés (p. 8663, 8696).

Etrangers : Fonds d'action sociale (p. 8696, 8697).

Hôpitaux et cliniques : médecins : médecins étrangers (p. 8661, 8662, 8695, 8696).

Pharmacie :

- industrie pharmaceutique (p. 8662) ;
- médicaments : Agence du médicament (p. 8662, 8695) ;
- grossistes-répartiteurs (p. 8663) ;
- pharmaciens : préparateurs (p. 8662).

Prestations familiales (p. 8663).

Professions médicales : convention médicale (p. 8662, 8663, 8696).

Professions paramédicales :

- masseurs kinésithérapeutes et pédicures-podologues (p. 8662, 8695) ;
- sages-femmes (p. 8695).

Santé publique :

- malades : douleur (p. 8695) ;
- sida : dépistage (p. 8695) ;
- vaccinations (p. 8662).

Sécurité sociale : cotisations sociales : exonérations et validations gratuites (p. 8683).

Vie, médecine et biologie : examens génétiques (p. 8696).

Ville : politique de la ville (p. 8696, 8697).

Discussion des articles [11 décembre 1994] :

Avant l'article 1er :

– *favorable* à l'amendement n° 29 précédemment réservé de la commission (examen des caractéristiques génétiques concourant au diagnostic) (p. 8780) ;

– *favorable* aux sous-amendements nos 314 et 315 de M. Jean-François Mattei (suppression de l'incrimination) à l'amendement n° 29 précédemment réservé de la commission (p. 8780) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 30 de la commission (reconnaissance des compétences en génétique médicale) (p. 8780) ;

– *favorable* à l'amendement n° 284 de M. Jean-François Mattei (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'exercice des médecins spécialistes en génétique médicale) (p. 8780) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 31 rectifié précédemment réservé de la commission (incrimination pénale des mutilations sexuelles sur les mineurs de 15 ans) (p. 8781, 8782).

Article 1er précédemment réservé *(intégration de médecins travaillant dans le service public hospitalier sans posséder le droit d'exercice de la médecine en France) :*

– *ses observations* (p. 8783) ;

– *défavorable* aux amendements identiques nos 174 de M. Bernard Accoyer et 214 de M. Gilbert Barbier (de suppression) (p. 8783, 8786, 8787) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 32 de la commission (dispense de l'épreuve nationale d'aptitude) (p. 8789) ;

– *favorable* à l'amendement n° 340 de M. Jean-François Mattei (dérogations à l'interdiction de recrutement, par les hôpitaux publics, de médecins titulaires de diplômes délivrés dans les pays non membres de la Communauté européenne) (p. 8790).

Après l'article 1er *bis* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 121 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (maintien d'officines pharmaceutiques dans les communes de moins de 2 000 habitants) (p. 8791).

Article 1er *quater* nouveau précédemment réservé *(organisation de la profession de masseur kinésithérapeute : art. L. 491-1 à L. 491-7 du code de la santé publique) :*

Article L. 491-1 (obligation d'inscription à l'ordre) :

– *favorable* à l'amendement n° 34 rectifié de la commission (exclusion des personnels militaires et inscription au tableau de l'ordre) (p. 8793).

Article L. 491-2 (missions de l'ordre) :

– *favorable* aux amendements identiques nos 5 rectifié de Mme Elisabeth Hubert et 187 de M. Marc Le Fur (institution de conseils régionaux de l'ordre) (p. 8793).

Article L. 491-6 (discipline) :

– *favorable* aux amendements identiques nos 6 de Mme Elisabeth Hubert et 186 de M. Marc Le Fur (compétences et composition des conseils régionaux de l'ordre) (p. 8794) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 35 de la commission (contenu des règles disciplinaires) aux amendements identiques nos 6 de Mme Elisabeth Hubert et 186 de M. Marc Le Fur (p. 8794).

Article 1er *sexies* nouveau précédemment réservé *(organisation de la profession de pédicure-podologue : art. L. 469-2 à L. 469-11 du code de la santé publique) :*

Article L. 496-2 (obligation d'inscription à l'ordre) :

– *favorable* à l'amendement n° 36 de la commission (inscription au tableau de l'ordre) (p. 8795).

Article L. 496-7 (discipline) :

– *favorable* à l'amendement n° 171 rectifié de Mme Elisabeth Hubert (conseils régionaux de l'ordre) (p. 8795).

Article L. 496-10 (règles applicables) :

– *favorable* à l'amendement n° 37 de la commission (cotisations à l'ordre et contenu des règles disciplinaires) (p. 8796).

Article 1er *septies* nouveau précédemment réservé *(composition des conseils départementaux et du conseil national de l'Ordre national des sages-femmes : art. L. 447, L. 449 et L. 451 du code de la santé publique) :*

– *favorable* à l'amendement n° 38 de la commission (fixation à cinq du nombre des membres du conseil national ; modalités d'élection des présidents des différents conseils) (p. 8796) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 287 M. Claude Bartolone (séparation du conseil national en deux collèges représentant respectivement les sages-femmes exerçant à titre libéral et les sages-femmes salariées) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 8795) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 288 de Mme Elisabeth Hubert (renvoi au règlement des modalités de désignation des membres du conseil national) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 8797) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 286 M. Claude Bartolone (représentation de l'Académie nationale de médecine au sein du conseil national) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 8797) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 285 M. Claude Bartolone (institution, compétence et composition de conseils régionaux) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 8797).

Après l'article 1er *septies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 204 deuxième rectification du Gouvernement (conseils interrégionaux de l'ordre des sages-femmes) (p. 8798) : adopté (p. 8799) ;

– *soutient* l'amendement n° 205 rectifié du Gouvernement (représentation du Conseil d'Etat au sein du conseil national de l'ordre des sages-femmes et section disciplinaire de ce dernier) : adopté (p. 8799) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 309 de Mme Elisabeth Hubert (de conséquence) (p. 8799).

Après l'article 1er *octies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 3 précédemment réservé de Mme Elisabeth Hubert (professions d'ergothérapeute, de psychomotricien, de manipulateur en électroradiologie, d'opticien et d'audio-prothésiste) (p. 8801).

Après l'article 3 :

– *soutient* l'amendement n° 25 précédemment réservé du Gouvernement (autorisation d'exporter des établissements pharmaceutiques de fabrication et de distribution) : adopté (p. 8802).

Article 7 précédemment réservé *(remboursement de vaccinations par l'assurance maladie : art. L. 321-1 et L. 615-14 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 39 de la commission (compétence du ministre de la santé) (p. 8803).

Après l'article 8 :

– *soutient* l'amendement n° 206 précédemment réservé du Gouvernement (exonération fiscale des transferts de biens et obligations au titre de la restructuration du système français de transfusion sanguine) (p. 8803) : adopté (p. 8804) ;

– *favorable* à l'amendement n° 40 précédemment réservé de la commission (exercice professionnel des titulaires d'un diplôme d'infirmier andorran) (p. 8804).

Article 8 *bis* nouveau précédemment réservé *(dépistage du sida : art. 13 de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament) :*

– *favorable* aux amendements identiques nos 41 de la commission, 122 de Mme Muguette Jacquaint et 264 de M. Jean-Yves Chamard (de suppression) (p. 8805).

Article 8 *ter* nouveau précédemment réservé *(dispositifs médicaux : art. L. 665-3 et L. 665-4 du code de la santé publique. Art. 27 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale) :*

– *soutient* l'amendement n° 229 du Gouvernement (fixation par l'autorité administrative de la liste des catégories de produits et appareils soumis à homologation ; dispositions applicables en fonction de la nature des dispositifs médicaux) : adopté (p. 8806) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 42 de la commission (extension du certificat de conformité aux dispositifs exportés) (p. 8806).

Article 8 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(actes d'anatomie et de cytologie pathologique : art. L. 753 du code de la santé publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 219 de M. Jean-Pierre Foucher (de précision) (p. 8807) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 216 de M. Gilbert Barbier (rédactionel) (p. 8807).

Article 8 *sexies* nouveau précédemment réservé *(contrôle des établissements visés aux articles L. 672-10 à L. 672-13 du code de la santé publique : art. L. 672-9 du même code) :*

– *favorable* à l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 8808).

Après l'article 8 *septies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 44 précédemment réservé de la commission (prise en charge de la douleur dans les établissements sociaux médicalisés) (p. 8808) ;

– *favorable* à l'amendement n° 45 précédemment réservé de la commission (concession en location-gérance de certaines entreprises de préparation et de vente des produits vétérinaires) (p. 8809) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 46 précédemment réservé de la commission (pharmacies hospitalières) (p. 8809) ;

– *favorable* à l'amendement n° 47 précédemment réservé de la commission (traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé) (p. 8809) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 365 précédemment réservé de M. Jean-François Mattei (de précision) à l'amendement n° 47 précédemment réservé de la commission (p. 8809) ;

– *favorable* à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission (collections d'échantillons biologiques humains) (p. 8809) ;

– *favorable* aux sous-amendements nos 369, 370 et 371 précédemment réservés de M. Jean-François Mattei (de précision) à l'amendement n° 48 précédemment réservé de la commission (p. 8810) ;

– *soutient* l'amendement n° 26 précédemment réservé du Gouvernement (prorogation du délai pour la reconnaissance de certaines compétences médicales) (p. 8810) : adopté (p. 8811).

Avant l'article 9 :

– *défavorable* à l'amendement n° 118 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (institution d'une contribution de 15,8 p. 100 sur les revenus des produits financiers) (p. 8811) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 119 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (recouvrement des arriérés de cotisations patronales de sécurité sociale) (p. 8812) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 120 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (information du comité d'entreprise et des organisations syndicales sur les retards de paiement des cotisations sociales) (p. 8812) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 123 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (interdiction des coupures de gaz, d'électricité et d'eau en cas de difficultés de paiement) (p. 8813) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 124 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (interdiction des saisies et expulsions sans relogement des locataires de bonne foi) (p. 8813) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 125 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (modulation de l'assiette des cotisations patronales de sécurité sociale en fonction de la taille et de l'activité des entreprises) (p. 8814) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 357 précédemment réservé de M. Michel Berson (rapport au Parlement sur les exonérations de charges sociales) (p. 8814) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 360 précédemment réservé de M. Jean-Yves Chamard (réunions annuelles obligatoires de la commission des comptes de la sécurité sociale) (p. 8815).

Article 9 précédemment réservé *(harmonisation de la protection sociales des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise : art. L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *ses observations* (p. 8815) ;

– *favorable* à l'amendement n° 157 de M. Jean-Paul Fuchs (de précision) (p. 8815) ;

– *favorable* à l'amendement n° 158 de M. Jean-Paul Fuchs (rédactionnel) (p. 8816).

Après l'article 9 :

– *soutient* l'amendement n° 317 précédemment réservé du Gouvernement (maintien des droits aux prestations d'assurance maladie des bénéficiaires d'un congé parental ne reprenant pas leur activité à l'issue de ce congé) : adopté (p. 8817) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 127 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (droit aux prestations d'assurance maladie des bénéficiaires d'un congé parental) (p. 8816).

Après l'article 10 :

– *défavorable* à l'amendement n° 15 précédemment réservé de M. Charles de Courson (partage de la pension de vieillesse servie à un non-salarié non agricole au profit de son ex-conjoint divorcé) (p. 8818).

Article 11 précédemment réservé *(exclusion des mines récemment reprises ou ouvertes du champ de la péréquation des charges afférentes aux prestations de chauffage et de logement des retraités du régime minier : art. premier de la loi n° 51-347 du 20 mars 1951) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 129 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 8820).

Après l'article 11 :

– *défavorable* aux amendements identiques précédemment réservés n°s 50 de la commission et 108 de M. Jean-Jacques Delvaux (exonération des cotisations patronales pour les rémunérations des personnes employées par les associations d'aide à domicile intervenant auprès des personnes âgées dépendantes ; compensation des pertes de recettes par une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8820).

Avant l'article 11 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 52 précédemment réservé de la commission (champ territorial de compétences des sociétés d'assurance chargées de recouvrer les cotisations et de servir les prestations du régime d'assurance maladie des travailleurs indépendants) (p. 8821).

Article 11 *bis* nouveau précédemment réservé *(composition du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés : art. L. 611-6 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 53 de la commission (suppression de la référence aux groupes professionnels pour l'élection des représentants des caisses mutuelles régionales au conseil d'administration de la C.A.N.A.M.) (p. 8821) ;

– *favorable* à l'amendement n° 54 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat du nombre minimum de sièges attribué à chaque section professionnelle) (p. 8821).

Article 11 *quater* nouveau précédemment réservé *(responsabilité solidaire des personnes incitant à la souscription de certains contrats frappés d'une nullité d'ordre public : art. L. 652-4 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 55 de la commission (exclusion de l'obligation de vérifier l'absence de dette de cotisations sociales à l'occasion des renouvellements tacites des contrats d'assurance se substituant à la couverture sociale des régimes obligatoires) (p. 8822) ;

– *soutient* l'amendement n° 373 rectifié du Gouvernement (exclusion des cotisations d'allocations familiales ; sanctions pénales) : adopté (p. 8823).

Article 11 *quinquies* nouveau précédemment réservé *(rétablissement de la déductibilité « sociale » des cotisations versées au régime complémentaire facultatif d'assurance vieillesse des industriels et commerçants : art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 305 de M. Claude Bartolone et 310 de M. Philippe Briand (de suppression) (p. 8824) ;

– *favorable* à l'amendement n° 162 corrigé de M. Jean-Paul Fuchs (limitation aux personnes affiliées au régime avant l'entrée en vigueur de la loi n° 94-126 du 11 février 1994) (p. 8824).

Après l'article 11 *quinquies* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 28 précédemment réservé du Gouvernement (assiette des cotisations sociales des non-salariés et assiette de la C.S.G.) (p. 8824) : adopté (p. 8825).

Article 11 *sexies* nouveau précédemment réservé *(dérogation aux règles de cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non salariées : art. L. 161-22 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 160 de M. Jean-Paul Fuchs (condition d'absence de liquidation des retraites) (p. 8825).

Article 11 *septies* nouveau précédemment réservé *(bénéfice du tiers-payant pour les titulaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile à taux réduit : art. L. 842-4 et L. 757-6 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 8825).

Article 11 *octies* nouveau précédemment réservé *(non cumul de la qualité d'enfant à charge et d'allocataire pour le droit aux prestations familiales : art. L. 512-1 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 58 de la commission (libre choix entre la qualité d'enfant à charge et celle d'allocataire) (p. 8826).

Après l'article 11 *octies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 196 précédemment réservé de M. Christian Martin (modulation du montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en fonction du salaire versé à cette dernière) (p. 8826).

Après l'article 11 *quaterdecies* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 59 précédemment réservé de la commission (prescription des actions au titre des opérations collectives des institutions de prévoyance) (p. 8827).

Après l'article 11 *quindecies* nouveau :

– *défavorable* à l'amendement n° 109 deuxième rectification précédemment réservé de M. Charles de Courson (versement des prestations familiales à l'établissement scolaire pour paiement des arriérés de cantine après mise en demeure de l'allocataire) (p. 8828, 8829) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 110 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (versement de l'aide à la scolarité à l'établissement scolaire pour paiement des frais de cantine après accord du bénéficiaire) (p. 8829) ;

– *favorable* à l'amendement n° 265 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Yves Chamard (versement de l'aide à la scolarité au directeur de l'établissement scolaire pour couvrir les frais de demi-pension après accord de l'allocataire et du directeur) (p. 8829) ;

– *soutient* l'amendement n° 381 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (possibilité de subordonner le maintien du R.M.I. à l'engagement du bénéficiaire de recouvrer ses créances d'aliments) (p. 8830) : rejeté (p. 8832) ;

– *soutient* l'amendement n° 201 précédemment réservé du Gouvernement (arrondissement des cotisations et des assiettes sociales) : adopté (p. 8837) ;

– *soutient* l'amendement n° 318 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (remboursement personnel des prestations en nature de l'assurance maladie à l'enfant majeur ayant droit d'un assuré social) (p. 8837) : adopté (p. 8838) ;

– *soutient* l'amendement n° 203 précédemment réservé du Gouvernement (suppression de l'obligation de signaler à la Banque de France les dettes de cotisations sociales) (p. 8838) : adopté (p. 8839) ;

– *soutient* l'amendement n° 199 précédemment réservé du Gouvernement (action sociale des organismes agréés gestionnaires du régime de sécurité sociale des artistes-auteurs) : adopté (p. 8839) ;

– *soutient* l'amendement n° 202 précédemment réservé du Gouvernement (déclaration d'embauche et d'exonération de cotisations sociales pour l'embauche d'un premier, deuxième ou troisième salarié) (p. 8839) : adopté (p. 8840) ;

– *soutient* l'amendement n° 200 précédemment réservé du Gouvernement (prorogation du délai de négociation sur la définition des revenus des photographes-reporters) : adopté (p. 8840) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 266 précédemment réservé de M. Jean-Yves Chamard (expérimentation de formes de prise en charge des personnes âgées dépendantes placées en établissements d'hébergement) (p. 8840, 8841) ;

– *soutient* l'amendement n° 348 précédemment réservé du Gouvernement (identification des élèves de terminale en vue de leur immatriculation au régime de sécurité sociale des étudiants) (p. 8841) : adopté (p. 8842).

Article 12 précédemment réservé *(mode d'élection des conseils d'administration des centres intercommunaux d'action sociale) :*

– *favorable* aux amendements n° 61 et 62 de la commission (de coordination) (p. 8842).

Après l'article 12 :

– *soutient* l'amendement n° 374 précédemment réservé du Gouvernement (garantie de ressources et allocation de préparation à la retraite des anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 8843) : adopté après modifications (p. 8844) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 378 de M. Jean-Paul Fuchs (fixation à 4 500 F du montant de ressources garanti par l'allocation en 1995) à l'amendement n° 374 précédemment réservé du Gouvernement (p. 8844) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 379 de M. Jean-Paul Fuchs (revalorisation annuelle du montant dès la garantie de ressources) à l'amendement n° 374 précédemment réservé de la commission (p. 8844).

Article 12 *bis* nouveau précédemment réservé de la commission *(prise en charge par le Fonds de solidarité vieillesse des dépenses afférentes à la validation des périodes de chômage non indemnisé : art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale) :*

– *favorable* à l'amendement n° 63 de la commission (extension aux périodes de perception de l'allocation de préparation à la retraite des anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 8844).

Article 13 précédemment réservé *(validation législative de dispositions relatives à l'organisation budgétaire des centres d'aide par le travail : art. 168 du code de la famille et de l'aide sociale) :*

– *ses observations* (p. 8845).

Après l'article 13 :

– *favorable* à l'amendement n° 2 rectifié précédemment réservé de M. Yves Deniaud (mentions portées sur la carte d'invalidité) (p. 8846) ;

– *favorable* à l'amendement n° 16 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (suppression de l'anonymat de présentation des dossiers dans les commissions locales d'insertion) (p. 8847).

Article 29 *(convention nationale des médecins) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 153 de Mme Muguette Jacquaint, 190 de M. Jean-Pierre Michel et 306 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 8848) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de la commission (validation de l'avenant approuvé par l'arrêté du 12 août 1994) (p. 8849).

Après l'article 29 :

– *favorable* à l'amendement n° 169 de M. Charles de Courson (communication des observations de la Cour des comptes sur les organismes faisant appel à la générosité publique) (p. 8850) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 307 de Mme Ségolène Royal (prescription en matière d'inceste) (p. 8850) ;

Constitution : Déclaration des droits de 1789 : article VIII.

– *défavorable* à l'amendement n° 103 de la commission (validation de l'arrêté d'approbation de la convention nationale des chirurgiens-dentistes) (p. 8850) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 228 de M. Jacques Barrot (institution au bénéfice de la C.N.A.M.T.S. d'une taxe additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) (p. 8851) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Jérôme Bignon (reconnaissance de spécialités médicales) (p. 8852).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 1994] :

Hôpitaux et cliniques : médecins étrangers (p. 9526, 9527).

Santé publique : sida (p. 9527).

Vie, médecine et biologie : échantillons biologiques (p. 9527).

Texte de la commission mixte paritaire :

– *soutient* l'amendement n° 1 du Gouvernement (incitation au dépistage individuel du V.I.H.) (p. 9545) : adopté (p. 9546).

VERGES (Paul)

Député de la Réunion

(2e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **réorganisation administrative de la Réunion en deux départements (n° 1888)** [22 décembre 1994].

Proposition de loi relative à la **représentation parlementaire de la Réunion** découlant de la proposition de loi portant réorganisation administrative de la Réunion en deux départements **(n° 1869)** [22 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Avenir de la Réunion** : contrats de plans ; charges sociales ; aide aux emplois à l'exportation [15 juin 1994] (p. 3000, 3001).

– **Situation des établissements d'enseignement à la Réunion** : fonctionnement : effectifs de personnel [9 novembre 1994] (p. 6663).

orales sans débat :

– **n° 454,** posée le 13 mai 1994 : **situation de l'enseignement à la Réunion** (p. 2986). Appelée le 16 juin 1994 : fonctionnement ; effectifs du personnel (p. 3069, 3070).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336).**

Première lecture :

Avant la discussion des articles [23 juin 1994] :

Son intervention (p. 3392).

Soutient sa motion de renvoi en commission (p. 3448) : rejetée (p. 3454).

Principaux thèmes développés :

Agriculture (p. 3393, 3449).

Audiovisuel : R.F.O. (p. 3393).

Banques et établissements financiers : crédit (p. 3451).

Commerce extérieur (p. 3393, 3450).

Démographie (p. 3392, 3393, 3448).

Emploi :

- chômage (p. 3393) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3451).
- préretraites (p. 3451).

Entreprises : charges sociales : exonération (p. 3392, 3450).

Fonctionnaires et agents publics : traitements (p. 3393, 3449).

Guyane (p. 3451).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 3392, 3450, 3451).

Jeux et paris : taxation (p. 3451).

La Réunion (p. 3392, 3393, 3448, 3450).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 3450).

R.M.I. (p. 3393, 3449, 3450).

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 3448, 3449).

S.M.I.C. (p. 3448).

Transports : transports terrestres : fonds d'investissement routier (p. 3450).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Article 1er *(modalités particulières d'adaptation du dispositif d'insertion : chapitre IV nouveau du titre III de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion) :*

– *ses observations* (p. 3455).

Article 42-6 nouveau (agence d'insertion) :

– *son* amendement n° 98 (établissement public local) (p. 3456) : rejeté (p. 3457).

Article 42-7 nouveau (organes de direction de l'agence d'insertion) :

– *son* amendement n° 97 (nomination du directeur par décision conjointe du ministre et du président du conseil général) : rejeté (p. 3458).

Article 2 *(contrats d'accès à l'emploi : section II du chapitre II du titre II du livre VIII du code du travail : art. L. 832-4 nouveau) :*

– *son* amendement n° 99 (condition d'absence de licenciement dans l'année précédant la conclusion du contrat) (p. 3462) : rejeté (p. 3463).

Après l'article 2 :

– *favorable* à l'amendement n° 237 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles) (p. 3466).

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *ses observations* (p. 3467).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 104 (prise en charge des frais de formation des salariés bénéficiant d'une formation d'au moins quatre heures hebdomadaires imputée sur le temps de travail) : rejeté (p. 3479).

Article 5 *(prélèvement sur les sommes engagées dans les courses et les jeux) :*

– *son* amendement n° 107 (remplacement par un prélèvement sur les recettes de la Française des jeux) : devenu sans objet (p. 3480).

Après l'article 5 :

– *défavorable* à l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (institution d'une taxe départementale sur la consommation de rhum à la Réunion) (p. 3481).

Article 6 *(augmentation du taux normal de la T.V.A.) :*

– *son* amendement n° 108 (augmentation du taux normal métropolitain et des D.O.M. à due concurrence du montant nécessaire au financement résiduel des actions prévues dans le projet de loi) : rejeté (p. 3483).

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *son* amendement n° 109 (transmission aux conseils régionaux et généraux) (p. 3483) : adopté (p. 3484) ;

– *son* amendement n° 110 (champ du rapport) : rejeté (p. 3484).

Article 23 *(affectation du produit de la taxe spéciale de consommation aux investissements relatifs aux transports et à l'environnement : art. 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion) :*

– *défavorable* (p. 3496) ;

– *son* amendement n° 113 corrigé (suppression de la dotation régionale au traitement des déchets ménagers) : rejeté (p. 3498) ;

– *son* amendement n° 112 (suppression de la dotation régionale à l'adduction et au traitement de l'eau potable, à l'épuration et au transport des eaux pluviales et des eaux usées) : rejeté (p. 3498) ;

– *son* amendement n° 114 (suppression de la dotation départementale au traitement des déchets ménagers) : rejeté (p. 3498) ;

– *son* amendement n° 115 (suppression de la dotation départementale à l'adduction et au traitement des eaux) : rejeté (p. 3498) ;

– *son* amendement n° 116 (suppression de dotation communale au traitement des déchets ménagers) (p. 3498) : rejeté (p. 3499) ;

– *son* amendement n° 117 (suppression de la dotation communale à l'adduction et au traitement des eaux) : rejeté (p. 3499).

Article 24 *(modalités de création des établissements publics d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 118 (création après avis conforme du conseil régional et du conseil général) : devenu sans objet (p. 3499) ;

– *son* amendement n° 119 (création sur proposition du conseil régional et du conseil général) : devenu sans objet (p. 3499) ;

– *son* amendement n° 120 (établissements publics locaux) : devenu sans objet (p. 3499).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [8 novembre 1994] :

Affaires étrangères : océan Indien (p. 6594, 6595).

Agriculture (p. 6595).

Bâtiment et travaux publics (p. 6595).

Commerce et artisanat (p. 6595).

Communautés européennes et Union européenne : situation des D.O.M.-T.O.M. (p. 6595).

Constitution : égalité (p. 6595).

Emploi (p. 6594).

Enseignement (p. 6594).

Famille : prestations familiales (p. 6594).

Impôts et taxes :

– taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6595) ;

– T.V.A. (p. 6594, 6595).

La Réunion (p. 6594, 6595).

Logement et habitat (p. 6594).

Lois : loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (loi Perben) (p. 6594).

Mer et littoral : pêches maritimes (p. 6595).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits (p. 6594).

R.M.I. (p. 6594).

S.M.I.C. (p. 6594).

Questions :

Allocation parentale d'éducation et S.M.I.C. (p. 6627).

VERNIER (Jacques)

Député du Nord

(17e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588) [26 octobre 1994].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 1588) relatif au renforcement de la **protection de l'environnement (n° 1722)** [24 novembre 1994].

QUESTIONS

orales sans débat :

– **n° 318**, posée le 26 avril 1994 : **avenir de deux sociétés de construction ferroviaire** (p. 1163). Appelée le 28 avril 1994 : transports ferroviaires : matériels ferroviaires : Arbel Fauvet Rail et A.N.F. Bombardier : emploi et activité (p. 1247 à 1249).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 mai 1994] :

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 1er *(définition du régime transitoire) :*

– *son* amendement n° 23 (exclusion des matières dangereuses du champ d'application) : adopté (p. 1594) ;

– *son* amendement n° 24 : non soutenu (p. 1594). ;

– *son* amendement n° 25 soutenu par M. Jean-Marie Demange (présentation d'un projet de loi d'accompagnement dans les six mois de la promulgation de la loi) : retiré (p. 1595).

Article 2 *(création du comité du transport par voie navigable) :*

– *son* amendement n° 26 rectifié soutenu par M. Jean-Marie Demange (représentation des structures portuaires dans le comité) : adopté après modifications (p. 1595).

Article 3 *(réforme des bureaux et bourses d'affrètement) :*

– *son* amendement n° 27 soutenu par M. Jean-Marie Demange (rôle du comité du transport) : rejeté (p. 1596).

Article 6 *(contrats de transport au voyage) :*

– *son* amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Marie Demange (association des donneurs d'ordre à la fixation du prix de transport) : adopté (p. 1597).

Article 10 *(contrats de sous-traitance) :*

– *son* amendement n° 29 soutenu par M. Jean-Marie Demange (établissement par décret des contrats types) : adopté (p. 1599).

Article 11 *(contrat de location de bateau) :*

– *son* amendement n° 30 soutenu par M. Jean-Marie Demange (stockage temporaire des marchandises sur le bateau du transport) : rejeté (p. 1600) ;

– *son* amendement n° 31 soutenu par M. Jean-Marie Demange (libre conclusion d'un contrat de retour) : rejeté (p. 1600) ;

– *son* amendement n° 32 soutenu par M. Jean-Marie Demange (de précision) : rejeté (p. 1600).

Article 12 *(sanctions pécuniaires) :*

– *son* amendement n° 33 soutenu par M. Jean-Marie Demange (sanction portée de 50 000 F à 100 000 F) : rejeté (p. 1601).

Après l'article 14 :

– *son* amendement n° 36 soutenu par M. Jean-Marie Demange (composition du parc de camions par décret) : rejeté (p. 1603).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [30 juin 1994] :

Batellerie : flotte : vétusté (p. 3921).

Impôts et taxes (p. 3921, 3922).

Voies navigables : modernisation et nouvelles liaisons (p. 3921).

Discussion des articles [30 juin 1994] :

Article 1er *(définition du régime transitoire) :*

– *son* amendement n° 1 (contenu du rapport du Gouvernement : mesures d'ordre fiscal et social) : retiré (p. 3923).

Article 6 *(contrats de transport au voyage) :*

– *son* amendement n° 2 (association des donneurs d'ordre à la fixation du prix du transport) (p. 3923) : retiré (p. 3924).

Après l'article 14 :

– *son* amendement n° 3 (fixation par décret de la composition du parc de camions) (p. 3924) : retiré (p. 3925).

Vote pour du groupe R.P.R. (p. 3921).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Code minier (p. 2848).

Environnement : sites : remise en état (p. 2848) ;

Mines :

– concessions perpétuelles (p. 2848) ;

– exploitants : responsabilité (p. 2847, 2848).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Article 5 *(conditions et modalités d'obtention d'une concession) :*

– *son* amendement n° 39 (conditions spécifiques d'exploitation portées à la connaissance des pétitionnaires par un cahier des charges) (p. 2853) : retiré, repris par le Gouvernement : adopté (p. 2854).

Article 7 *(remise en état du gisement et fixation d'un terme aux concessions à durée illimitée) :*

– *son* sous-amendement n° 55 (transfert de l'ensemble des droits et obligations du concessionnaire à l'Etat lors du « retour » du gisement) : devenu sans objet (p. 2860).

Avant l'article 14 :

– *son* sous-amendement n° 43 (suppression des dangers du terrain ou restitution d'une partie du prix de vente) à l'amendement n° 19 de la commission (infraction de l'acheteur du terrain) : adopté (p. 2862) ;

– *son* amendement n° 42 (nullité d'ordre public des clauses d'exonération de la responsabilité de l'exploitant) (p. 2862) : adopté après modifications (p. 2864) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 52 rectifié du Gouvernement (limitation de la nullité de la clause d'exonération à la qualité d'exploitant minier du vendeur) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2863).

Article 15 *(objet et étendue des pouvoirs de police de l'administration en matière minière) :*

– *son* amendement n° 44 (préservation des paysages) : retiré (p. 2866).

Article 18 *(mesures de sécurité en fin de recherches ou d'exploitation) :*

– *son* sous-amendement n° 56 (de précision) à l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Kucheida (remise en état des sites en cours d'exploitation) (p. 2870) : adopté (p. 2871) ;

– *son* amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 2871) ;

– *son* sous-amendement n° 49 (objectif de préservation des paysages) à l'amendement n° 23 de la commission (mesures nécessaires à la préservation du milieu aquatique et de l'environnement hydraulique) : adopté (p. 2872).

Après l'article 45 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 28 de M. Didier Mathus (régime d'indemnisation des dommages miniers) (p. 2878).

– Proposition de loi tendant à clarifier le rôle et les conditions d'intervention des associations intermédiaires (n° 1407).

Première lecture :

Discussion de l'article unique [30 juin 1994] :

– *favorable* (p. 3926).

Justice : mise en examen : parlementaires.

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Rapporteur de la commission de la production.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [5 décembre 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 8235).

Son intervention sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 8244).

Son intervention sur la *question préalable* opposée par : *Malvy (Martin)* (p. 8256).

Principaux thèmes développés :

Agriculture : haies (p. 8236).

Bois et forêts (p. 8236).

Collectivités locales et Etat : compétences respectives (p. 8236, 8237).

Cours d'eau, étangs et lacs : engins nautiques non motorisés : circulation (p. 8236).

Déchets :

– déchets industriels (p. 8236) ;

– déchets ménagers (p. 8236).

Energie : biocarburants (p. 8237).

Impôts et taxes :

– taxe foncière des zones urbaines : redevance additionnelle pour lutter contre l'absence de moyens d'évacuation des eaux fluviales (p. 8237) ;

– taxe sur les déchets (p. 8237).

Industrie : friches industrielles et sites pollués « orphelins » (p. 8237).

Organismes et structures : associations de protection de l'environnement : agrément administratif et rôle (p. 8236).

Parcs : parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles (p. 8236).

Publicité : affichage (p. 8237).

Risques naturels : prévention et couverture (p. 8237).

Urbanisme :

– expropriations pour risques ou pour cause d'utilité publique (p. 8236) ;

– plans d'exposition aux risques (p. 8236).

Voirie :

– commission nationale : saisine (p. 8235) ;

– enquêtes publiques (p. 8236).

Discussion des articles [6, 8 et 9 décembre 1994] :

Article 1er A *(incorporation de composants oxygénés dans les carburants) :*

– *soutient* l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8289).

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 426 du Gouvernement (objectif de développement durable en vue de la satisfaction des besoins des générations présentes et futures) (p. 8291) ;

– *soutient* l'amendement n° 37 de la commission (modalités économiques et financières de la mise en œuvre des mesures de précaution) : adopté (p. 8292) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 134 de M. René Carpentier (de suppression partielle) (p. 8292) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 187 de M. Jacques-Michel Faure (de suppression partielle) (p. 8293) ;

– *soutient* l'amendement n° 38 de la commission (accès aux documents administratifs relatifs à l'environnement) (p. 8293) : adopté (p. 8294) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 359 de M. Ambroise Guellec (respect des règles de confidentialité) (p. 8294) ;

– *soutient* l'amendement n° 39 de la commission (reconnaissance du principe de responsabilité de l'Etat à raison des conséquences de la politique de protection des espèces animales pour les personnes et les biens) (p. 8294) : rejeté (p. 8297) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 360 de M. Ambroise Guellec (principe de proportionnalité) (p. 8297) ;

– *soutient* l'amendement n° 40 de la commission (respect de l'équilibre entre zones urbaines et rurales) : adopté (p. 8298).

Après l'article 1er :

– *défavorable* à l'amendement n° 303 rectifié de Mme Ségolène Royal (service public communal de la distribution et de l'assainissement de l'eau, de la collecte et de l'élimination des déchets ménagers) (p. 8310).

Avant l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Brard (consultation préalable du public et des associations en matière d'aménagement) (p. 8312).

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 393 de M. Michel Meylan (rédactionnel) (p. 8313) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 191 de M. Michel Bouvard (rédactionnel) (p. 8313) ;

– *soutient* l'amendement n° 41 de la commission (grandes opérations publiques d'aménagement réalisées par des sociétés d'économie mixte) : adopté (p. 8313) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 192 de M. Michel Bouvard (rédactionnel) (p. 8313) ;

– *ses observations* sur les amendements identiques n[os] 5 de M. Denis Merville et 272 de M. Michel Hannoun (caractère obligatoire du débat public pour les grandes opérations publiques d'aménagement) (p. 8314) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 193 de M. Michel Bouvard (compétence exclusive des élus pour décider de la finalité d'un projet) (p. 8314) ;

– *soutient* l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8316) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 306 de M. Pierre Ducout (autosaisine de la commission nationale) (p. 8317) ;

– *soutient* l'amendement n° 43 de la commission (saisine de la commission nationale par les associations agréées) : adopté (p. 8317) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n[os] 273 de M. Michel Hannoun et 6 de M. Denis Merville (autosaisine de la commission) (p. 8318) ;

– *favorable* à l'amendement n° 210 deuxième rectification de M. Pierre Cardo (saisine de la commission nationale par vingt députés ou sénateurs ainsi que par les conseils régionaux concernés) (p. 8318) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 168 corrigé et rectifié de M. Jean-Pierre Brard (saisine de la commission à la suite d'une pétition recueillant 10 000 signatures) (p. 8318) ;

– *soutient* l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8319) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 253 de M. Denis Merville (représentation du monde de l'entreprise au sein de la commission nationale) (p. 8319) ;

– *soutient* l'amendement n° 45 de la commission (représentation des associations agréées de protection de l'environnement au sein de la commission) : adopté après modifications (p. 8319) ;

– *son* sous-amendement n° 430 (de suppression partielle) à l'amendement n° 45 de la commission : adopté (p. 8319) ;

– *soutient* l'amendement n° 46 de la commission (compte rendu annexé au dossier d'enquête publique ultérieur) (p. 8319) : adopté (p. 8320) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 388 de M. Didier Julia (mise à la disposition du commissaire enquêteur du compte rendu) (p. 8320) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 170 de M. Jean-Pierre Brard (publicité du vote au sein de la commission) (p. 8320) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 171 de M. Jean-Pierre Brard (information du public dans l'hypothèse où le compte rendu indique une opposition majoritaire) (p. 8321) ;

– *soutient* l'amendement n° 47 de la commission (financement du débat public par le maître de l'ouvrage) : adopté (p. 8321).

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 172 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une commission de concertation auprès des conseils d'administration des aéroports) (p. 8329).

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *soutient* l'amendement n° 48 de la commission (établissement de la liste d'aptitude par le président du tribunal administratif ou un magistrat délégué) (p. 8329) : adopté (p. 8330) ;

– *soutient* l'amendement n° 49 de la commission (possibilité pour le président du tribunal administratif de désigner comme commissaire enquêteur ou membre d'une commission d'enquête une personne ne figurant pas sur la liste d'aptitude) : adopté (p. 8330) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 315 rectifié du Gouvernement (possibilité donnée au président du tribunal administratif d'adjoindre un expert au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête) (p. 8330) ;

– *favorable* à l'amendement n° 238 de M. Pierre Albertini (communication à leurs frais du dossier d'enquête publique aux associations de protection de l'environnement) (p. 8330) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 150 de M. Jean-Pierre Brard (contenu et communication aux associations du dossier d'enquête publique) (p. 8331) ;

– *soutient* l'amendement n° 50 de la commission (organisation par le commissaire enquêteur d'une réunion avec le public, en présence du maître de l'ouvrage) : adopté (p. 8331) ;

– *soutient* l'amendement n° 51 de la commission (sursis à exécution en cas d'absence d'enquête publique ou lorsque les conclusions n'ont pas été motivées) (p. 8331) : adopté après modifications (p. 8332) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 428 du Gouvernement (sursis à exécution limité au cas d'absence d'enquête publique) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 8332) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 427 du Gouvernement (laisse au juge administratif la liberté de tirer les conséquences de l'illégalité commise par l'administration) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 8332) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 140 rectifié de M. Jacques Masdeu-Arus (arbitrage du tribunal administratif en cas de désaccord entre le commissaire enquêteur et les associations de protection de l'environnement) (p. 8332).

Après l'article 3 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 249 de Mme Anne-Marie Couderc (création de zones de protection spéciale dans les départements où les taux de pollution maxima fixés par l'Union européenne risquent d'être dépassés) (p. 8333, 8334).

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *soutient* l'amendement n° 52 de la commission (constatation par le juge de l'expropriation du fait que l'ordonnance portant transfert de propriété est privée de tout effet à l'égard de la personne expropriée en cas d'annulation juridictionnelle d'une déclaration d'utilité publique) : retiré (p. 8335) ;

– *favorable* à l'amendement n° 239 de M. Pierre Albertini (constatation par le juge de l'expropriation du fait que l'ordonnance portant transfert de propriété est dépourvue de base légale à l'égard de la personne expropriée en cas d'annulation définitive de la déclaration d'utilité publique ou de l'arrêté de cessibilité) (p. 8335) ;

– *soutient* l'amendement n° 53 de la commission (prise en considération des atteintes au patrimoine culturel) : adopté (p. 8335) ;

– *soutient* l'amendement n° 54 de la commission (prescriptions particulières en vue de réduire ou compenser les conséquences dommageables pour les différentes catégories d'acteurs de l'environnement) (p. 8335) : adopté après modifications (p. 8336) ;

– *son* sous-amendement n° 296 (de précision) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 8335) : adopté (p. 8336) ;

– *favorable* à l'amendement n° 395 de M. Michel Meylan (prescriptions particulières en vue de réduire ou compenser les conséquences dommageables pour les différentes catégories d'acteurs de l'environnement) (p. 8335, 8336) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 151 de M. Jean-Pierre Brard (soumission à enquête publique des options compatibles du point de vue de l'intérêt général) : (p. 8336).

Après l'article 4 :

– *soutient* l'amendement n° 255 de M. Denis Merville (financement par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage de l'étude d'impact et réalisation par un bureau d'études choisi par le président du tribunal administratif) : retiré (p. 8337) ;

– *son* sous-amendement n° 431 (de suppression partielle) à l'amendement n° 255 de M. Denis Merville : devenu sans objet (p. 8337) ;

– *son* sous-amendement n° 432 (de suppression partielle) l'amendement n° 255 de M. Denis Merville : devenu sans objet (p. 8337) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 256 de M. Denis Merville (présentation d'au moins deux variantes pour un même projet) (p. 8337) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 152 de M. Jean-Pierre Brard (fixation d'un cadre juridique pour les conditions de réalisation d'une contre-expertise de l'étude d'impact) (p. 8338).

Article 5 *(agrément administratif des associations de protection de l'environnement) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 350 de M. Pierre Cardo (agrément des associations de protection des forêts) (p. 8339) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 396 de M. Michel Meylan et 381 de M. Guy Drut (élargissement de la possibilité d'agrément aux associations sportives contribuant à la défense de l'environnement) (p. 8340) ;

– *soutient* l'amendement n° 55 de la commission (possibilité donnée au tribunal administratif de prononcer l'agrément de l'association à la suite de l'annulation du refus d'agrément) : adopté (p. 8341) ;

– *soutient* l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8341) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 344 de M. Alain Madalle (suppression de la notion de préjudice indirect) (p. 8341) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 173 de M. Jean-Pierre Brard (droit d'ester en justice des associations en cas d'infractions aux dispositions législatives relatives aux forêts) (p. 8342) ;

– *soutient* l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8342) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 313 de M. Jean-Pierre Kucheida (extension aux sites miniers du champ des infractions pour lesquelles les associations peuvent se porter partie civile) (p. 8342) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 372 de M. Pierre Albertini (élargissement du champ de la recevabilité des recours intentés par les associations agréées) (p. 8343) ;

– *soutient* l'amendement n° 58 rectifié de la commission (introduction de la procédure d'action conjointe) (p. 8342) : adopté après modifications (p. 8344) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 458 deuxième rectification du gouvernement (remboursement des frais de justice aux personnes morales de droit public) (p. 8344).

Après l'article 5 :

– *favorable* à l'amendement n° 307 de Mme Ségolène Royal (transparence de l'indemnisation amiable du préjudice subi par la partie civile) (p. 8345) ;

– *soutient* l'amendement n° 59 rectifié de la commission (action civile des personnes morales de droit public) (p. 8345) : adopté après modifications (p. 8346) ;

– *son* sous-amendement n° 433 (rédactionnel) à l'amendement n° 59 rectifié de la commission : adopté (p. 8346) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 247 de M. Alain Madalle (nécessité pour une association d'être agréée en tant qu'association de protection de l'environnement pour pouvoir ester en justice devant la jutidiction administrative) (p. 8346).

Article 6 *(coordination) :*

– *soutient* l'amendement n° 60 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 8347) ;

– *soutient* l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 8347) : adopté (p. 8348) ;

– *soutient* les amendements n^{os} 62 et 63 de la commission (de coordination) : adoptés (p. 8348) ;

Après l'article 6 :

– *défavorable* et *ses observations* sur les amendements identiques n^{os} 230 de M. Louis Lauga, 232 de Mme Thérèse Aillaud et 363 de M. Michel Meylan (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des organismes publics chargés de l'environnement) (p. 8348).

Article 7 *(conseil départemental de l'environnement) :*

– *soutient* l'amendement n° 64 de la commission (composition et rôle du conseil départemental de l'environnement) (p. 8353) : adopté après rectification et modifications (p. 8357) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 435 du Gouvernement (non-création de la commission consultative de prévention des risques naturels) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 8354, 8355) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 135 rectifié de M. Germain Gengenwin (représentation du monde agricole au sein du conseil départemental de l'environnement) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 8355) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 378 rectifié de M. Christian Daniel (présidence conjointe du préfet et du président du conseil général) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 8355, 8356).

Après l'article 7 :

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Didier Julia (création d'un comité régional de l'environnement dans chaque région) (p. 8357) ;

– *favorable* aux amendements identiques n^{os} 224 de M. Louis Lauga et 225 de Mme Thérèse Aillaud (composition de la commission des sites au sein du conseil départemental de l'environnement) (p. 8358).

Article 8 *(modification de l'intitulé et des compétences des commissions départementales) :*

– *soutient* l'amendement n° 65 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8359).

Article 10 *(expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 179 de M. Gilbert Biessy (notion de menace inéluctable) (p. 8360) ;

– *soutient* l'amendement n° 66 de la commission (de précision) : retiré (p. 8361) ;

– *favorable* à l'amendement n° 144 de M. Jacques Masdeu-Arus (choix de protection de l'environnement lorsque cette solution est moins coûteuse que l'expropriation) (p. 8362) ;

– *favorable* à l'amendement n° 211 de M. Pierre Cardo (établissement du bilan économique et social de la restauration du site préalablement à toute expropriation) (p. 8362).

– *défavorable* et *ses observations* sur l'amendement n° 439 du Gouvernement (montant de l'indemnisation) (p. 8362 à 8364) ;

– *favorable* à l'amendement n° 212 deuxième rectification de M. Pierre Cardo (respect de l'interdiction d'accès des zones expropriées) (p. 8364).

Article 10 *bis* *(réduction du droit à indemnité) :*

– *soutient* l'amendement n° 67 de la commission (absence de prise en compte des aménagements destinés à obtenir une indemnité plus élevée) (p. 8374) : adopté après rectification (indemnisation réduite des aménagements) (p. 8376).

Article 11 *(fonds de prévention des risques naturels majeurs) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 141 de M. Jacques Masdeu-Arus (financement des travaux de sauvegarde par le fonds de prévention dès lors qu'ils sont moins coûteux que l'expropriation) (p. 8377) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 213 deuxième rectification de M. Pierre Cardo (financement des travaux de sauvegarde et des opérations liées à l'expropriation par le fonds de prévention) (p. 8377) ;

– *soutient* l'amendement n° 68 rectifié de la commission (possibilité d'utiliser les indemnités du fonds pour limiter l'accès à la parcelle expropriée) : adopté (p. 8380) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 462 rectifié de M. Gilbert Biessy (impossibilité d'utiliser les indemnités du fonds pour limiter l'accès aux parcelles expropriées) (p. 8380) ;

– *favorable* à l'amendement n° 318 du Gouvernement (contribution des compagnies d'assurance dont le siège est à l'étranger) (p. 8380).

Après l'article 11 :

– *soutient* l'amendement n° 69 de la commission (responsabilité de l'autorité ayant délivré un permis de construire en violation d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 8380) : retiré (p. 8381) ;

– *favorable* à l'amendement n° 319 du Gouvernement (gel des procédures de délivrance des autorisations administratives et des permis de construire jusqu'à la fin de la procédure d'expropriation et responsabilité financière de l'autorité administrative ayant délivré le permis en méconnaissance du risque) (p. 8381).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles : art. 40-1 à 40-7 nouveaux et 41 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987) :*

Article 40-1 :

– *favorable* à l'amendement n° 202 rectifié de M. Philippe Mathot (prise en considération des espaces boisés dans les plans de prévention des risques) (p. 8383) ;

– *favorable* à l'amendement n° 215 rectifié de M. Pierre Cardo (non-pénalisation des habitants installés avant la mise en œuvre du présent texte) (p. 8384) ;

– *favorable* à l'amendement n° 142 de M. Jacques Masdeu-Arus (souci de ne pas faire supporter par les propriétaires déjà installés le coût des mesures de prévention) (p. 8384) ;

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8385) ;

– *favorable* à l'amendement n° 349 de M. Hubert Falco (respect du code forestier) (p. 8385).

Article 40-2 :

– *favorable* à l'amendement n° 133 corrigé de M. Thierry Mariani (information des habitants de la commune concernée par l'adoption d'un plan de prévention des risques) (p. 8385).

Après l'article 40-2 :

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (création dans chaque département d'une commission de prévention des risques naturels) : retiré (p. 8386).

Article 40-3 :

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 226 de M. Louis Lauga et 348 de M. Hubert Falco (avis de la chambre d'agriculture ou du centre régional de la propriété forestière chaque fois qu'un plan de prévention des risques modifie les conditions d'exploitation des terrains agricoles ou forestiers) (p. 8386).

Article 40-6 :

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8387).

Article 41 :

– *favorable* à l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (octroi d'un délai de cinq ans pour réaliser les travaux de mise en conformité avec les règles de construction parasismiques des bâtiments dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 8387).

Après l'article 13 :

– *défavorable* à l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Brard (reprise des modifications des dispositions d'un P.O.S. rendu public dans le plan de prévention des risques naturels majeurs) (p. 8387) ;

– *favorable* à l'amendement n° 343 de M. Jean-Pierre Brard (traitement fiscal des travaux réalisés dans une résidence principale et nécessités par les prescriptions d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 8388).

Article 16 *(coordination avec les dispositions relatives aux plans de surfaces submersibles) :*

– *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (dispositions relatives aux parties submersibles des vallées et autres zones inondables) : adopté (p. 8389) ;

– *favorable* à l'amendement n° 203 corrigé de M. Philippe Mathot (restauration et extension des champs d'inondation) (p. 8389).

Après l'article 16 :

– *favorable* à l'amendement n° 131 de M. Thierry Mariani (création de zones de rétention des crues et indemnisation des propriétaires) (p. 8390).

Après l'article 18 :

– *défavorable* à l'amendement n° 295 de M. Thierry Mariani (création d'un fonds de prévention et de lutte contre les inondations financé par E.D.F. et géré par la Compagnie nationale du Rhône) (p. 8391).

Avant l'article 19 :

– *défavorable* à l'amendement n° 7 de M. Denis Merville (possibilité pour les communes de se substituer aux propriétaires défaillants des plans d'eau) (p. 8392).

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 259 de M. Denis Merville (respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques) (p. 8393, 8394) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 361 de M. Ambroise Guellec (évacuation des boues de curage contaminées) (p. 8394) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 174 de M. Jean-Pierre Brard (de précision) (p. 8395) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Denis Merville (fixe la durée du plan de gestion à dix ans) (p. 8395).

Article 21 *(compétence des départements pour l'aménagement et l'entretien des cours d'eau non navigables) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 261 corrigé de M. Denis Merville et 280 corrigé de M. René Beaumont (possibilité d'un transfert partiel des cours d'eau et canaux) (p. 8397) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 262 de M. Denis Merville (rédactionnel) (p. 8397).

Article 21 *bis* nouveau *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 75 de la commission, 382 de M. Guy Drut et 400 de M. Michel Meylan (de suppression) (p. 8398) ;

– *son* amendement n° 129 (téglementation ou interdiction de la circulation des engins nautiques par le préfet) : tetiré (p. 8398) ;

– *favorable* à l'amendement n° 464 du Gouvernement (suspension par le préfet de la circulation des engins nautiques et de la pratique du tourisme) (p. 8398).

Après l'article 21 *ter* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 385 de M. Michel Bouvard (droits de fortage pluriannuels accordés par le préfet pout les couts d'eau situés en zones de montagne) (p. 8399, 8400) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 401 de M. Michel Meylan (rôle du contrat de rivière et opposabilité lors de la délivrance des petmis de construire) (p. 8401) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 143 corrigé de M. Jacques Masdeu-Arus (entretien régulier des carrières souterraines abandonnées et mesures de prévention) (p. 8402).

Avant l'article 22 :

– *défavorable* à l'amendement n° 263 de M. Denis Merville (dispositions relatives à la connaissance, à la protection et à la gestion des espaces naturels) (p. 8402).

Article 22 *(inventaire départemental du patrimoine naturel) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 180 de M. Jean-Pierre Btard (établissement d'un schéma départemental de la ptotection de la nature et des paysages) (p. 8403) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 218 de M. Pierre Cardo (avis du département lors de l'établissement de l'inventaire du patrimoine naturel) (p. 8404) ;

– *favorable* à l'amendement n° 281 de M. René Beaumont (rédactionnel) (p. 8404) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 223 de M. Louis Lauga (avis du conseil départemental de l'environnement lors de l'établissement de l'inventaire des espèces et du patrimoine et information des propriétaites) (p. 8404) ;

– *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (mise à disposition du public de l'inventaire lors d'une enquête publique concernant un ouvrage) (p. 8404) : adopté après modification (p. 8405) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 320 du Gouvernement (fixation par décret des conditions d'élaboration et du contenu de l'inventaire) (p. 8405).

Article 23 *(rapport d'orientation) :*

– *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8406).

Article 24 *bis* nouveau *(projets intercommunaux de gestion des espaces naturels et du patrimoine) :*

– *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8577).

Article 25 *(inventaire paysager régional) :*

– *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (de suppression) (p. 8577) : adopté (p. 8578).

Article 26 A nouveau *(aménagement du statut du fermage) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n^{os} 321 du Gouvernement et 362 de M. Ambroise Guellec (de suppression) (p. 8578).

Article 26 *(compétence des agents des réserves et des parcs nationaux marins) :*

– *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (agents habilités à constater les infractions sur les zones maritimes classées en parcs et réserves : *art. 11 de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983*) : adopté après modifications (p. 8579) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 453 rectifié, 454 et 455 (de cohérence) à l'amendement n° 80 de la commission : adoptés (p. 8579) ;

– *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes : *art. 6 de la loi n° 83-582 du 5 juillet 1983*) (p. 8579) : adopté aptès modifications (p. 8580) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 446 et 447 (de cohétence) (p. 8579) à l'amendement n° 81 de la commission : adoptés (p. 8580) ;

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (agents habilités à constatet les infractions en cas de fouilles archéologiques sous-marines : *art. 17 de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989*) : adopté aptès modifications (p. 8580) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 448 et 449 (de cohérence) à l'amendement n° 82 de la commission : adoptés (p. 8580) ;

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (agents habilités à constater les infractions dans les zones maritimes comprenant des parcs et réserves : *art. 26 et 27 de la loi du 17 décembre 1926*) : adopté après modifications (p. 8580) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 452, 450 et 451 (de cohérence) à l'amendement n° 83 de la commission : adoptés (p. 8580) ;

– *soutient* l'amendement n° 84 de la commission (police des ports maritimes) (p. 8580) : adopté après modifications (p. 8581) ;

– *ses* sous-amendements n^{os} 456 et 457 (de cohétence) à l'amendement n° 84 de la commission : adoptés (p. 8581) ;

– *soutient* l'amendement n° 265 de M. Denis Merville (rédactionnel) : rejeté (p. 8581) ;

– *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 8581) ;

– *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 8581).

Article 27 *bis* nouveau *(gardes champêtres des groupements de collectivités) :*

– *soutient* l'amendement n° 309 de M. Dominique Dupilet (recrutement de gardes champêtres par les départements) (p. 8581) : adopté (p. 8582) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 322 du Gouvetnement (recrutement de gardes champêtres par les établissements publics chargés de la gestion d'un parc naturel régional) (p. 8582).

Article 29 *(compétence des départements en matière d'espaces naturels sensibles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 323 du Gouvernement (de cohérence) (p. 8583) ;

– *favorable* à l'amendement n° 324 rectifié du Gouvernement (mise en œuvre des exonérations des installations et travaux affectés à un service public ou d'utilité publique) (p. 8583) ;

– *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (de suppression partielle) (p. 8583) : rejeté (p. 8584) ;

– *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (de suppression partielle) : adopté (p. 8584) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 234 de Mme Thérèse Aillaud (finalité de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 8584).

Article 30 *(droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 196 de M. Michel Bouvard (droit de préemption de la commune ou, à défaut, de l'établissement public chargé du parc) (p. 8586) ;

– *favorable* à l'amendement n° 474 du Gouvetnement (droit de préemption des parcs naturels régionaux en accord avec les départements et, le cas échéant, le conservatoire du littoral) (p. 8586) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 235 de Mme Thérèse Aillaud (n'autorise pas les parcs naturels régionaux à exercer le droit de préemption) (p. 8586) ;

– *favorable* à l'amendement n° 17 de M. Didier Julia (rédactionnel) (p. 8587) ;

– *favorable* à l'amendement n° 18 de M. Didier Julia (rédactionnel) (p. 8587) ;

– *favorable* à l'amendement n° 475 du Gouvernement (accord explicite du département et, le cas échéant, du conservatoire du littoral pour l'exercice du droit de préemption par le parc naturel régional) (p. 8587) ;

– *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8587) ;

– *favorable* à l'amendement n° 20 de M. Didier Julia (rédactionnel) (p. 8587) ;

– *favorable* à l'amendement n° 477 du Gouvernement (transfert au département du droit de propriété d'un bien acquis par un parc naturel régional ayant exercé son droit de préemption dans le cas où le décret de classement du parc n'est pas renouvelé) (p. 8588).

Article 31 *bis* nouveau *(conventions de gestion de l'environnement) :*

– *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8588).

Article 34 *bis* nouveau *(modification de l'article L. 126-1 du code rural) :*

– *favorable* à l'amendement n° 267 de M. Denis Merville (association du conseil départemental de l'environnement à la consultation préalable à l'élaboration des chartes des parcs naturels régionaux) (p. 8588).

Article 34 *ter* nouveau *(statut des organes de gestion des parcs naturels régionaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 236 de Mme Thérèse Aillaud (de suppression) (p. 8590) ;

– *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 8591).

Article 34 *quater* nouveau *(consultation des parcs naturels régionaux lors de l'élaboration des documents d'urbanisme) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 389 de M. Jean-Paul Fuchs (association des parcs naturels régionaux à l'élaborarion ou aux révisions des P.O.S.) (p. 8591).

Article 35 *(taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 157 de M. Gilbert Biessy (de suppression) (p. 8592) ;

– *favorable* à l'amendement n° 326 du Gouvernement (taxe applicable aux sites inscrits à la demande explicite des communes) (p. 8592).

Article 35 *bis* nouveau *(taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art) :*

– *favorable* à l'amendement n° 327 du Gouvernement (modalités de recouvrement de la taxe de desserte) (p. 8593).

Article 36 *(modifications du régime de la taxe de séjour) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 158 de M. Gilbert Biessy (de suppression) (p. 8594) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 351 de M. Pierre Cardo (utilisation du produit de la taxe) (p. 8594) ;

– *soutient* l'amendement n° 95 de la commission (de précision) : adopté (p. 8595).

Après l'article 36 :

– *défavorable* à l'amendement n° 159 de M. Jean-Pierre Brard (réforme de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8595) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 166 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une taxe due par le maître d'ouvrage lors d'une opération d'assèchement) (p. 8596).

Article 36 *bis* nouveau *(aménagement des abords des voies de circulation aux entrées de villes) :*

– *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (pose de réseaux souterrains d'intérêt public le long des routes et autoroutes) (p. 8596) : adopté après modifications (p. 8597) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 484 du Gouvernement (possibilité de réseaux d'intérêt publics en surface) à l'amendement n° 96 de la commission (p. 8597).

Après l'article 36 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (lutte contre les modalités de publicité irrégulière) (p. 8598) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 420 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (déclaration préalable auprès du maire et du préfet) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8598).

– *favorable* au sous-amendement n° 421 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (contenu du décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8598) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 422 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression partielle) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8598) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 423 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (soumission des afficheurs aux règles actuellement en vigueur) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8599) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 424 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (application aux amendes du référé prévu pour les astreintes) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8599) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 425 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (application des pénalités en cas de fausse déclaration) à l'amendement n° 328 rectifié du Gouvernement (p. 8599) ;

– *favorable* à l'amendement n° 293 deuxième rectification de Mme Marie-Thérèse Boisseau (nouvelle définition de l'agglomération) (p. 8602) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 441 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 293 deuxième rectification de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 8602) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 472 du Gouvernement (autorisation du maire pour l'installation d'enseignes à faisceau de rayonnement laser) à l'amendement n° 293 deuxième rectification de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 8602) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 443 du Gouvernement (de suppression partielle) à l'amendement n° 293 deuxième rectification de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 8602) ;

– *favorable* à l'amendement n° 33 de Mme Anne-Marie Couderc (suppression immédiate de la publicité irrégulière par le maire ou le préfet aux frais de l'afficheur) (p. 8602) ;

– *soutient* le sous-amendement n° 97 de la commission (application de la mesure à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux associations) à l'amendement n° 33 de Mme Anne-Marie Couderc (p. 8602) : adopté (p. 8603) ;

– *favorable* à l'amendement n° 460 du Gouvernement (normes applicables aux jardins familiaux et octroi de subventions) (p. 8603).

Article 36 *ter* nouveau *(contenu du rapport sur la réforme de la D.G.F. et plus précisément sur les charges des collectivités locales résultant de la gestion et de la protection des espaces naturels) :*

– *soutient* l'amendement n° 98 de la commission (de suppression) : retiré (p. 8604) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 208 rectifié de M. Jean-Paul Fuchs (critères de répartition de la D.G.F.) (p. 8604).

Article 36 *quater* nouveau *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *favorable* à l'amendement n° 329 rectifié du Gouvernement (transposition en droit français des directives européennes « oiseaux » et « habitats-faune-flore ») (p. 8605) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 148 de M. Pierre Bédier (interdiction de la détention d'espèces protégées vivantes ou non) (p. 8606) ;

– *favorable* à l'amendement n° 330 du Gouvernement (transposition en droit français de la directive européenne « habitats-faune-flore ») (p. 8606) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 407 de M. Jean-Paul Fuchs (protection des sites et gisements miniers contenant des minéraux) (p. 8606) ;

– *favorable* à l'amendement n° 205 de M. Pierre Lang (distinction entre les oiseaux prélevés dans le milieu naturel et les oiseaux d'élevage) (p. 8606) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 332 du Gouvernement (de suppression partielle) (p. 8606) ;

– *favorable* à l'amendement n° 207 rectifié de M. Pierre Lang (introduction d'espèces ou de spécimens à des fins cynégétiques ou écologiques) (p. 8607) ;

– *favorable* à l'amendement n° 220 de M. Louis Lauga (intervention conjointe du ministre de l'agriculture et du ministre de l'environnement en cas d'interdiction d'introduction d'espèces animales ou végétales) (p. 8608) ;

– *favorable* à l'amendement n° 331 du Gouvernement (qualification de la perturbation intentionnelle d'espèce) (p. 8608) ;

– *favorable* à l'amendement n° 268 de M. Denis Merville (protection des sites fossilifères) (p. 8608).

Après l'article 36 *quater* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 269 de M. Denis Merville (groupements d'intérêt public dans le domaine de l'environnement) (p. 8609) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 209 de M. Jean-Paul Fuchs (de cohérence) (p. 8609) ;

– *favorable* à l'amendement n° 199 de M. Michel Bouvard (compétences respectives des communes et des départements sur l'organisation des remontées mécaniques) (p. 8610).

Avant l'article 37 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 160 de M. Jean-Pierre Brard (T.V.A. applicable aux véhicules électriques) (p. 8610).

Article 37 *(modification de la loi sur les déchets) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 182 de M. Jean-Pierre Brard (caractère obligatoire des plans nationaux d'élimination des déchets) (p. 8618) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 310 de M. Pierre Ducout (choix des sites de stockage des déchets de classe 1 par la région et notification au préfet) (p. 8619) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 369 de M. Jacques Pélissard (caractère obligatoire du transfert de compétence au conseil régional) à l'amendement n° 103 de la commission (élaboration du projet de plan à l'initiative et sous la responsabilité de l'Etat et caractère optionnel du transfert à la région) (p. 8619) ;

– *favorable* à l'amendement n° 242 de M. François-Michel Gonnot (de coordination) (p. 8620) ;

– *défavorable* aux amendements n°s 237 de Mme Thérèse Aillaud, 270 de M. Denis Merville, 346 de M. Alain Madalle, 376 de M. Yves Rousset-Rouard et 366 de M. Jacques Pélissard (consultation des chambres de commerce et d'industrie pour le choix et la localisation des usines de traitement des déchets industriels spéciaux) (p. 8620) ;

– *favorable* à l'amendement n° 243 corrigé de M. François-Michel Gonnot (de coordination) (p. 8620) ;

– *favorable* à l'amendement n° 244 de M. François-Michel Gonnot (rédactionnel) (p. 8621) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 311 de M. Pierre Ducout (de suppression partielle) (p. 8621) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 271 de M. Denis Merville, 285 de M. René Beaumont et 368 de M. Jacques Pélissard (transfert de droit au conseil général) (p. 8621) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 377 de M. Christian Daniel (consultation du conseil général et des organismes publics lors de l'élaboration du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés) (p. 8622) ;

– *soutient* l'amendement n° 104 de la commission (consultation du conseil général et des organismes publics lors de l'élaboration du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés) : devenu sans objet (p. 8622) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 367 de M. Jacques Pélissard (association des chambres consulaires départementales à l'élaboration du plan d'élimination des déchets ménagers) (p. 8622) ;

– *soutient* l'amendement n° 105 de la commission (association du conseil départemental d'hygiène à l'élaboration du plan départemental d'élimination des déchets ménagers) : adopté (p. 8622) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Didier Julia (soumission des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés au conseil régional qui en apprécie la compatibilité) (p. 8622) ;

– *favorable* aux amendements identiques n°s 287 de M. René Beaumont et 288 de M. Denis Merville (établissement des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers dès la publication de la présente loi) (p. 8623) ;

– *soutient* l'amendement n° 106 de la commission (traitement des sols pollués et mise à disposition des moyens financiers) (p. 8624) : devenu sans objet (p. 8625) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 478 de M. Denis Merville (rédactionnel) à l'amendement n° 333 rectifié du Gouvernement (traitement des sols pollués et mise à disposition des moyens financiers) (p. 8624) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 465 de M. Denis Merville (exemption de la taxe pour les cendres et résidus provenant des usines d'incinération) à l'amendement n° 333 rectifié du Gouvernement (p. 8624) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression partielle) (p. 8626) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 165 de M. Jean-Pierre Brard (montant de la taxe de mise en décharge) (p. 8626) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 489 de M. Denis Merville (taxation de tous les déchets industriels) (p. 8626) ;

– *favorable* à l'amendement n° 334 corrigé et rectifié du Gouvernement (traitement fiscal des déchets industriels spéciaux mis en décharge) (p. 8627) ;

– *favorable* à l'amendement n° 335 du Gouvernement (taxe applicable à tous les déchets ménagers et industriels) (p. 8627) ;

– *soutient* l'amendement n° 108 de la commmission (de conséquence) : adopté (p. 8627) ;

– *favorable* à l'amendement n° 338 du Gouvernement (de précision) : adopté (p. 8628) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 162 de M. Jean-Pierre Brard (T.V.A. sur les études, recherches et activités de transformation des déchets industriels et ménagers) (p. 8628) ;

– *soutient* l'amendement n° 109 de la commission (participation financière du fonds à la remise en état des installations de stockage collectif et des terrains pollués) : rejeté (p. 8629) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 336 du Gouvernement (participation du fonds à la remise en état des sites pollués) (p. 8629) ;

– *soutient* l'amendement n° 110 de la commission (utilisation des moyens financiers du fonds) : devenu sans objet (p. 8629) ;

– *soutient* l'amendement n° 111 de la commission (de suppression partielle) (p. 8629) : adopté (p. 8630) ;

– *favorable* à l'amendement n° 337 du Gouvernement (objet du produit de la taxe et création d'un comité de gestion) (p. 8630) ;

– *soutient* l'amendement n° 112 de la commission (suppression de l'article 22-5 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976) : adopté (p. 8630) ;

– *soutient* l'amendement n° 113 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) : adopté (p. 8631).

Après l'article 37 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 482 du Gouvernement (réhabilitation, par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, des sites pollués) (p. 8632).

Article 37 *ter* nouveau *(habilitation des agents des réserves naturelles à constater les infractions à la loi sur l'eau) :*

– *soutient* l'amendement n° 115 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8632).

Après l'article 37 *ter* :

– *favorable* à l'amendement n° 371 de M. Jacques Pélissard (réduction d'impôts pour certains abonnements de fourniture d'énergie) (p. 8632).

Article 37 *quater* nouveau *(amende forfaitaire pour les contraventions à la réglementation des réserves naturelles) :*

– *soutient* l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8633).

Avant l'article 38 :

– *soutient* l'amendement n° 117 de la commission (financement des analyses et expertises par l'exploitant) : adopté après modifications (p. 8633) ;

– *favorable* aux sous-amendements n[os] 479 et 480 du Gouvernement (rédactionnels) à l'amendement n° 117 de la commission (p. 8633).

Article 38 *(contrôle périodique des installations classées) :*

– *soutient* l'amendement n° 118 de la commission (contrôles périodiques des installations classées) (p. 8633) : retiré (p. 8634) ;

– *son* sous-amendement n° 286 (rédactionnel) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 8633) : devenu sans objet (p. 8634).

Article 39 *(faculté pour les régions de participer à la remise en état des sites pollués) :*

– *soutient* l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) : adopté (p. 8634).

Avant l'article 40 :

– *soutient* l'amendement n° 120 de la commission (création d'un titre V : « dispositions diverses ») (p. 8634) : adopté (p. 8635).

Après l'article 40 *bis* :

– *favorable* à l'amendement n° 339 rectifié du Gouvernement (consultation de l'Institut national des appellations d'origine) (p. 8635).

Article 40 *ter* nouveau *(articulation entre la loi sur l'eau et la loi sur les installations classées) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 302 corrigé de M. Pierre Ducout (rédactionnel) (p. 8635).

Après l'article 41 :

– *favorable* à l'amendement n° 340 du Gouvernement (prise en compte du droit local alsacien-mosellan) (p. 8636).

Après l'article 42 :

– *favorable* à l'amendement n° 341 du Gouvernement (budget unique des services de distribution d'eau potable et d'assainissement pour les communes de moins de 3 000 habitants) (p. 8637) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 356 de M. Ambroise Guellec (durée maximale de la délégation de service public) (p. 8638) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 357 de M. Ambroise Guellec (interdiction du versement à la collectivité locale d'un droit d'entrée par le délégataire d'un service public) (p. 8638).

Après l'article 47 :

– *soutient* l'amendement n° 121 de la commission (incorporation de composants oxygénés dans les carburants dans les zones urbaines) (p. 8640) : retiré (p. 8641) ;

– *favorable* à l'amendement n° 342 du Gouvernement (incorporation de composants oxygénés dans les carburants dans le cadre d'un plan communautaire) (p. 8641) ;

– *son* sous-amendement n° 444 (de précision) à l'amendement n° 342 du Gouvernement : adopté (p. 8642) ;

– *favorable* à l'amendement n° 291 de M. Denis Merville (remise en état des sites immédiatement après la fermeture définitive d'une station-service) (p. 8642) ;

– *soutient* l'amendement n° 122 de la commission (habilitation des agents des réserves naturelles à constater les infractions à la loi sur l'eau) : adopté (p. 8643) ;

– *soutient* l'amendement n° 124 rectifié de la commission (renforcement des sanctions pénales en cas de destruction d'une espèce protégée) : rejeté (p. 8643) ;

– *soutient* l'amendement n° 125 de la commission (confiscation des objets ayant servi à commettre les infractions) (p. 8643) : adopté (p. 8644).

– *défavorable* au sous-amendement n° 415 de M. Patrick Ollier (de précision) à l'amendement n° 125 de la commission (p. 8644) ;

– *soutient* l'amendement n° 123 de la commission (amende forfaitaire pour les contraventions à la réglementation des réserves naturelles) (p. 8644) : adopté (p. 8645) ;

– *soutient* l'amendement n° 126 de la commission (compétence liée du préfet en matière de servitudes d'utilité publique) : adopté (p. 8645) ;

– *soutient* l'amendement n° 127 de la commission (utilisation des indemnités d'assurance) (p. 8645) : retiré (p. 8646) ;

– *son* amendement n° 292 (utilisation des indemnités d'assurance) : adopté (p. 8646) ;

– *soutient* l'amendement n° 128 rectifié de la commission (enfouissement des réseaux électriques) (p. 8646) : retiré de la discussion en application de l'article 40 de la Constitution (p. 8650) ;

– *reprend* le sous-amendement n° 491 de M. François-Michel Gonnot (interdiction des lignes électriques aériennes de moins de 63 000 volts à compter du 1[er] janvier 2000) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (enfouissement des réseaux électriques) : devenu sans objet (p. 8650) ;

– *favorable* à l'amendement n° 490 quatrième rectification du Gouvernement (enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques sur le territoire d'un parc national ou d'une réserve naturelle) (p. 8651) ;

– *favorable* à l'amendement n° 301 de M. Claude Dhinnin (déclaration préalable à l'installation des antennes d'émission ou de réception des signaux radioélectriques) (p. 8652) ;

– *favorable* à l'amendement n° 300 de M. Michel Meylan (entretien des terrains non bâtis par leur propriétaire) (p. 8653).

Seconde délibération des articles 13 bis *et 37* [9 décembre 1994] :

Article 13 *bis* *(traitement fiscal des dépenses de mise aux normes de l'habitation principale aux prescriptions contenues dans un plan de prévention des risques naturels) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 8654).

Article 37 *(plans d'élimination des déchets) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (taxation des résidus ultimes provenant du traitement des déchets spéciaux) (p. 8655).

Deuxième lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [18 janvier 1995] (p. 214) :

Animaux.

Déchets :

– décharges ;

– déchets industriels.

Impôts et taxes : taxe sur les déchets.

Organismes et structures : associations de protection de l'environnement : rôle.

Risques naturels.

Urbanisme : friches urbaines.

Discussion des articles [18 janvier 1995] :

Article 1er *(principes fondamentaux du droit de l'environnement) :*

– *soutient* l'amendement n° 69 corrigé de la commission (mise en œuvre du principe de précaution à un coût économiquement acceptable) : adopté (p. 224).

Article 2 *(commission nationale du débat public) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 23 de M. Denis Merville (caractère obligatoire du débat public) (p. 225) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 28 du Gouvernement (consultation des ministres concernés dès lors que la commission nationale du débat public est saisie) (p. 225) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 34 de M. Jean-Pierre Brard (bilan du débat public annexé au dossier d'enquête publique) (p. 225).

Article 3 *(modifications du régime des enquêtes publiques) :*

– *soutient* l'amendement n° 70 de la commission (organisation par le commissaire enquêteur d'une réunion avec le public, en présence du maître d'ouvrage) : adopté (p. 226).

Article 4 *(prescriptions relatives à la préservation de l'environnement dans une déclaration d'utilité publique) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Brard (soumission obligatoire des projets alternatifs à l'enquête publique) (p. 227).

Article 6 *(coordination) :*

– *favorable* à l'amendement n° 43 de M. Jean-Paul Fuchs (de cohérence) (p. 228).

Après l'article 6 :

– *favorable* à l'amendement n° 9 de M. Pierre Albertini (intérêt des associations pour agir devant les juridictions administratives) (p. 228) ;

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 15 de Mme Thérèse Aillaud et 52 de M. Pierre Ducout (rôle des organisations professionnelles agricoles et forestières au sein des otganismes publics concernant l'environnement) (p. 229).

Article 10 *(expropriation des biens exposés à certains risques naturels prévisibles) :*

– *soutient* l'amendement n° 71 de la commission (comparaison du coût de l'expropriation avec les coûts de mise en œuvre des moyens de sauvegarde et de protection) (p. 235) : adopté (p. 236) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 17 de M. Pierre Cardo (établissement d'un bilan économique et social des moyens de sauvegarde) (p. 236) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 107 de M. Pierre Cardo (mise en œuvre des mesures de sauvegarde et de suppression du risque sous l'autorité de l'Etat et financement par les carriers) (p. 236) ;

– *favorable* à l'amendement n° 30 de M. Gilbert Biessy (fixation des indemnités en vue du remplacement « effectif » des biens expropriés) (p. 236) ;

– *favorable* à l'amendement n° 31 de M. Gilbert Biessy (absence de prise en compte du degré de vétusté du bien pour fixer l'indemnisation) (p. 237) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 19 de M. Pierre Cardo (mise en œuvre par le préfet de l'interdiction d'accès aux biens expropriés) (p. 237).

Article 10 *bis* supprimé par le Sénat *(réduction du droit à indemnité en cas d'acquisition dans un but spéculatif) :*

– *favorable* à l'amendement n° 29 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 238).

Article 11 *(fonds de prévention des risques naturels majeurs) :*

– *soutient* l'amendement n° 72 de la commission (financement par le fonds des dépenses destinées à la limitation d'accès à l'immeuble exproprié et à sa démolition) (p. 238) : adopté (p. 239).

Article 13 *(plans de prévention des risques naturels prévisibles) :*

– *favorable* à l'amendement n° 21 corrigé de M. Pierre Cardo (moindre pénalisation des propriétaires, utilisateurs ou exploitants situés dans les « zones bleues » et n'ayant pas bénéficié des dispositions de l'expropriation) (p. 240) ;

– *favorable* à l'amendement n° 104 du Gouvernement (limitation des travaux de prévention à des aménagements « légers ») (p. 240).

Après l'article 13 :

– *soutient* l'amendement n° 73 de la commission (modification du code des assurances) : adopté (p. 240) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 33 de M. Gilbert Biessy (traitement fiscal des dépenses liées à l'habitation principale et telatives à la mise aux normes du plan de prévention des risques naturels) (p. 241).

Article 19 *(obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux) :*

– *défavorable* aux amendements identiques n°s 68 de M. Xavier de Roux et 114 de M. Yves Van Haecke (lieu de déposition des boues de curage) (p. 241) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 24 de M. Denis Merville (durée des plans simplifiés de gestion fixée à dix ans) (p. 242) ;

– *favorable* à l'amendement n° 49 de M. Michel Bouvard (entretien par les propriétaires riverains des canaux d'arrosage désaffectés rétrocédés par les associations syndicales autorisées) (p. 242).

Après l'article 21 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 51 de M. Michel Bouvard (renforcement du pouvoir des maires vis-à-vis des terrains non bâtis et non entretenus portant atteinte à l'environnement) (p. 243).

Article 21 *bis* *(réglementation des loisirs et sports nautiques) :*

– *soutient* l'amendement n° 74 de la commission (réglementation de la circulation des engins nautiques non motorisés sur les cours d'eau non domaniaux) (p. 243) : rejeté (p. 244).

Article 21 *quater* *(extraction de matériaux dans les cours d'eau de montagne) :*

– *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (autorisation d'extraction délivrée par le préfet au vu de l'évaluation des excédents de débit solide par bassin de rivière) : adopté (p. 246).

Article 27 *bis* *(gardes champêtres) :*

– *favorable* à l'amendement n° 116 de M. Denis Merville (de précision) : adopté (p. 247).

Article 29 *(compétences des départements en matière d'espaces naturels sensibles) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 25 de M. Denis Merville (caractère facultatif de l'ouverture au public) (p. 247) ;

– *soutient* l'amendement n° 77 de la commission (de cohérence) (p. 247) : adopté (p. 248).

Article 29 ter nouveau *(extension des possibilités d'exonération de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) :*

– *soutient* l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) : adopté (p. 248).

Article 30 *(droit de préemption des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 3 de M. Pierre Hérisson (pouvoirs de gestion et de police du président du conseil régional) (p. 249) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 4 de M. Pierre Hérisson (convention entre la région et le département pour régler le transfert de gestion du parc naturel régional) (p. 249).

Article 35 *(taxe sur les passagers à destination d'un espace protégé) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 250).

Article 35 bis *(taxe de desserte des îles reliées au continent par un ouvrage d'art) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 250) ;

– *soutient* l'amendement n° 79 de la commission (suppression de la référence aux groupements de communes) : adopté (p. 250) ;

– *soutient* l'amendement n° 80 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 250) ;

– *soutient* l'amendement n° 81 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 251).

Article 36 ter A *(réglementation des publicités) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression de la déclaration préalable auprès du préfet lors de l'installation, du remplacement ou de la modification des matériels de support publicitaires) (p. 252) ;

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission (définition des « zones de publicité autorisée ») : rejeté (p. 253) ;

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission (autorisation du maire et non plus du préfet pour les enseignes à faisceau de rayonnement laser) : adopté (p. 253) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 39 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (montant de l'amende) (p. 254) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 40 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (caractère obligatoire de l'amende prononcée par le préfet en cas de manquement) (p. 254) ;

– *soutient* l'amendement n° 85 de la commission (conditions de la suppression immédiate de la publicité irrégulière) : adopté (p. 254) ;

– *soutient* l'amendement n° 86 de la commission (sanctions à l'encontre des personnes s'opposant aux contrôles) : adopté (p. 254).

Article 36 quater *(protection des espèces et habitats naturels) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 22 corrigé de M. Dominique Bussereau (encouragement de l'élevage et de la reproduction des espèces menacées dans les parcs zoologiques) (p. 256) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 26 troisième rectification de M. Pierre Lang (conditions de la naturalisation d'animaux) (p. 257) ;

– *favorable* à l'amendement n° 13 de M. Pierre Lang (possibilité pour les parcs zoologiques et les éleveurs d'oiseaux de détenir la descendance des espèces protégées) (p. 257) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 54 de M. Martin Malvy (élevage d'espèces protégées dans les parcs zoologiques en vue de la création de réservoirs génétiques) (p. 257) ;

– *favorable* à l'amendement n° 67 de Mme Thérèse Aillaud (possibilité pour les parcs zoologiques de conserver des espèces protégées en vue de la reproduction) (p. 258) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 27 de M. Pierre Lang (introduction de certaines espèces à des fins cynégétiques) (p. 258).

Après l'article 36 *sexies* :

– *ses observations* sur l'amendement n° 112 de M. Michel Bouvard (réglementation des antennes paraboliques dans les secteurs sauvegardés) (p. 258, 259) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 1 de M. Patrick Ollier (intitulé du chapitre III) : retiré (p. 259).

Article 37 *(modification des dispositions relatives aux déchets ménagers et assimilés) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 58 de M. Denis Merville (date d'application de la taxe) (p. 260) ;

– *favorable* à l'amendement n° 115 du Gouvernement (intervention du fonds de modernisation de gestion des déchets pour toutes les anciennes décharges de déchets ménagers) (p. 260) ;

– *soutient* l'amendement n° 96 de la commission (encadrement de l'affectation des ressources financières accordées aux départements en cas de transfert à ces derniers des compétences en matière de plans départementaux d'élimination des déchets ménagers) : adopté (p. 261) ;

– *soutient* l'amendement n° 97 de la commission (date d'entrée en vigueur de la nouvelle taxe) : adopté (p. 261).

Article 37 *bis* A nouveau *(taxe sur les déchets industriels spéciaux) :*

– *soutient* l'amendement n° 98 rectifié de la commission (supprime la date limite de perception de la taxe sur les déchets ménagers) (p. 261) : rejeté (p. 262) ;

– *soutient* l'amendement n° 99 de la commission (non-soumission à la taxe des déchets industriels valorisés) : rejeté (p. 262) ;

– *soutient* l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 262) ;

– *soutient* l'amendement n° 101 de la commission (suppression du comité de gestion) (p. 262) : rejeté (p. 263) ;

– *son* amendement n° 108 (intitulé des titres et chapitres) : adopté (p. 263).

Après l'article 42 *bis* :

– *ses observations* sur l'amendements n°s 109, 110 et 111 de M. Pierre Ducout (taux de la cotisation versée par les employeurs à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) (p. 264).

Après l'article 42 *quater* :

– *défavorable* à l'amendement n° 113 de M. Jean-Pierre Brard (simplification des règles de comptabilité pour les petites communes de moins de 3 000 habitants) (p. 264).

Après l'article 47 :

– *défavorable* à l'amendement n° 14 de M. Claude Dhinnin (possibilité pour le maire de proposer une convention à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à une entreprise publique pour leurs terrains laissés à l'abandon) (p. 265).

Article 48 *(incorporation de composants oxygénés dans les carburants) :*

– *soutient* l'amendement n° 102 de la commission (incorporation d'huile dans les carburants) : rejeté (p. 266).

Après l'article 48 :

– *soutient* l'amendement n° 103 de la commission (mesures en faveur des véhicules électriques) : rejeté (p. 266).

Article 50 *(saisie et confiscation des objets ayant servi à commettre des infractions) :*

– *soutient* l'amendement n° 87 de la commission (mise à la charge du prévenu des frais liés à la saisie et à la garde des véhicules et des objets ayant permis un prélèvement dans le milieu naturel) : adopté (p. 267) ;

– *soutient* l'amendement n° 88 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 267) ;

– *soutient* l'amendement n° 89 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 267).

Article 53 *bis* nouveau *(prohibition des clauses de reconstruction sur place dans les espaces soumis à un plan de prévention aux risques) :*

– *soutient* l'amendement n° 90 de la commission (de suppression) : adopté (p. 267).

Après l'article 53 *bis* :

– *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (utilisation des indemnités d'assurance) : adopté (p. 268).

Article 56 nouveau *(minéraux provenant d'anciennes mines) :*

– *soutient* l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) : rejeté (p. 268) ;

– *favorable* à l'amendement n° 105 rectifié du Gouvernement (protection des sites comprenant des minéraux) (p. 269).

Après l'article 56 nouveau :

– *son* amendement n° 93 (pouvoirs des maires confrontés à des terrains laissés en friche dans les zones urbanisées) : adopté (p. 269).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [19 janvier 1995] :

Animaux (p. 274).

Collectivités locales : recrutement de gardes champêtres (p. 274).

Cours d'eau, étangs et lacs :
- entretien : plan de gestion de cinq ans renouvelable (p. 273, 274) ;
- extraction de matériaux en zone de montagne (p. 274).

Déchets (p. 273, 274).

Impôts et taxes : taxe de péage (p. 274).

Industrie : principe de précaution : coût « économiquement acceptable » (p. 273).

Organismes et structures :
- associations agréées de protection de l'environnement (p. 273) ;
- commission nationale du débat public (p. 273).

Publicité : affichage publicitaire (p. 274).

Risques naturels (p. 273).

Urbanisme : friches urbaines (p. 274).

Voirie : enquêtes publiques (p. 273).

VERWAERDE (Yves)

Député de Paris

(18e circonscription)

U.D.F

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

VEYRINAS (Françoise de)

Député de la Haute-Garonne

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville [*J.O.* du 1er septembre 1994] (p. 12688).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Maisons de justice** : développement [13 avril 1994] (p. 713).

– **Dépôt de bilan du groupe Disco** [9 novembre 1994] (p. 6659, 6660).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] (p. 2611) :

Allocation parentale d'éducation.

Associations : associations familiales.

Historique, rôle, situation et politique familiale.

Ville : politique de la ville.

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [24 et 27 juin 1994] :

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 80 : non soutenu (p. 3584).

Après l'article 5 :

– *son* amendement n° 81 : non soutenu (p. 3586).

Article 29 nouveau *(extension des compétences des sociétés anonymes coopératives de production d'H.L.M.) :*

– *son* amendement n° 82 : non soutenu (p. 3644).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Délinquance et criminalité (p. 6466).

Drogue (p. 6466).

Emploi (p. 6466).

Politique de la ville :
- définition, priorités et évaluation (p. 6466, 6467) ;
- fonds interministériel (p. 6466) ;
- moyens et procédures : contrats de ville, « grands projets urbains » et simplification (p. 6466) ;
- plan de relance (p. 6466).

Vote pour du groupe U.D.F. (p. 6466).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Questions* [4 novembre 1994] :

Déportation (p. 6515).

VIGNOBLE (Gérard)

Député du Nord

(8e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

VILLIERS (Philippe de)

Député de la Vendée

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

Se démet de son mandat de député [*J.O.* du 25 octobre 1994].

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

INTERVENTIONS

– Projet de loi modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, pour la mise en œuvre de l'article 8 B § 2 du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre de la directive du Conseil des Communautés européennes sur l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen par les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants (n° 945).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [19 janvier 1994] :

Son exception d'irrecevabilité (p. 297) : rejetée (p. 304).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne : Cour constitutionnelle : décision du 12 octobre 1993 (traité de l'Union européenne) (p. 297, 298, 300, 301).

Assemblée nationale : résolution n° 89 du 3 décembre 1993 sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (p. 298).

Communautés européennes et Union européenne :

- citoyenneté européenne et « peuple européen » (p. 298 à 300) ;
- fédéralisme (p. 301 à 303).

Conseil constitutionnel :

- décision n° 92-308 DC du 9 avril 1992 (traité sur l'Union européenne) (p. 300) ;
- décision n° 92-312 DC du 2 septembre 1992 (traité sur l'Union européenne) (p. 300).

Constitution : traités internationaux : réciprocité (p. 298).

Elections européennes :

- candidatures (p. 298) ;
- électeurs (p. 297, 298, 302) ;
- fraudes (p. 298, 299).

Elections municipales (p. 303).

Listes électorales : résidences secondaires (p. 298).

VIRAPOULLE (Jean-Paul)

Député de la Réunion

(5e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 juin 1994] (p. 8354).

Devient membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 9 juin 1994] (p. 8354).

Rapporteur pour avis du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [9 juin 1994].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [23 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1336) [*J.O.* du 10 juillet 1994] (p. 9997).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 14 juillet 1994] (p. 10215).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 juillet 1994] (p. 10215).

Rapporteur du projet de loi organique modifiant la loi n° 88-1028 du 9 décembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer (n° 1683) [21 novembre 1994]. Remplacé par M. Dominique Bussereau [30 novembre 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 1336) tendant à **favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1377)** [15 juin 1994].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome II : **Départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer (n° 1564)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la famille (n° 1201).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [2 juin 1994] :

Allocation parentale d'éducation (p. 2610, 2611).

Congé parental d'éducation (p. 2610).

Démographie : natalité (p. 2610, 2611).

D.O.M.-T.O.M. (p. 2610, 2611).

Femmes : veuves : allocation veuvage et pensions de réversion (p. 2610).

Historique, rôle, situation et politique familiale (p. 2610).

Sécurité sociale : comptes sociaux (p. 2610).

Travail : congés : congé pour enfant malade (p. 2610).

Discussion des articles [2 juin 1994] :

Article 1er *(allocation parentale d'éducation à taux partiel) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 205 du Gouvernement (entrée en vigueur de l'article le 1er juillet 1994 pour les enfants nés à compter de cette date et extension aux bénéficiaires d'une allocation au taux plein) (p. 2624).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur le nouveau contrat pour l'école et débat sur cette déclaration (n° 1346).

Principaux thèmes développés [8 juin 1994] :

Collectivités locales (p. 2816).

D.O.M.-T.O.M. : Réunion (p. 2816, 2817).

Elèves :
- échec scolaire (p. 2815, 2816) ;
- égalité (p. 2815).

Enseignement public (p. 2817).

Enseignement secondaire : collèges (p. 2816, 2830).

Etablissements scolaires (p. 2816).

Formation professionnelle et promotion sociale :
- apprentissage (p. 2816, 2830) ;
- enseignement technique et professionnel (p. 2816, 2830).

Langue française (p. 2815).

Lois : loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2816).

Orientation scolaire et professionnelle (p. 2816).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 42 :

– *ses* amendements nos 138 et 139 : non soutenus (p. 3184).

– Projet de loi tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (n° 1338).

Rapporteur pour avis de la commission des finances.

Première lecture :

Avant la discussion des articles [22 et 23 juin 1994] :

Sa présentation du rapport (p. 3359).

Ses explications de vote sur l'*exception d'irrecevabilité* soulevée par : *Malvy (Martin)* (p. 3363).

Son intervention (p. 3385) *et ses explications de vote* sur la *motion de renvoi en commission* opposée par : *Vergès (Paul)* (p. 3452).

Principaux thèmes développés :

Agriculture (p. 3452).

Communautés européennes et Union européenne : fonds européens (p. 3360, 3385).

Conseil constitutionnel : décision n° 82-147 DC du 2 décembre 1982 (loi portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions) (p. 3359, 3364).

Constitution : article 72 (p. 3363).

Démographie (p. 3359).

Départementalisation (p. 3359).

Emploi :
- chômage (p. 3359, 3386, 3452) ;
- insertion professionnelle et sociale et contrat d'accès à l'emploi (p. 3386).

Entreprises : coût salarial (p. 3386).

Impôts et taxes : T.V.A. (p. 3360).

Jeunes (p. 3359).

Jeux et paris : taxation (p. 3452).

Logement et habitat : logement social (p. 3360).

Lois : loi de programme n° 86-1383 du 31 décembre 1986 relative au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (p. 3363).

R.M.I. (p. 3452).

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 3452).

Discussion des articles [23 juin 1994] :

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 36 (contrat d'accès à l'emploi de service aux particuliers et compensation des pertes de recettes par la création d'une cotisation additionnelle aux droits sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 3465) ;

– *son* amendement n° 38 (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles et compensation des pertes de recette par une augmentation du taux de la T.V.A. affectée au B.A.P.S.A. et des droits de consommation sur les tabacs) (p. 3465) : retiré (p. 3467) ;

– *favorable* à l'amendement n° 237 du Gouvernement (exonération de cotisations sociales pour certains exploitants agricoles (p. 3465, 3467).

Article 3 *(exonération de charges sociales) :*

– *soutient* le sous-amendement n° 232 de M. Edouard Chammougon (extension aux entreprises artisanales du B.T.P. et à l'artisanat de services) à l'amendement n° 47 de la commission (extension au secteur de la production audiovisuelle avec compensation des pertes de recettes par l'institution d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) : retiré (p. 3475) ;

– *son* amendement n° 147 (extension aux entreprises produisant en vue d'exporter hors des D.O.M. ayant augmenté leur effectif moyen annuel et compensation des pertes de recettes par la création d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 3478).

Article 5 *(prélèvement sur les sommes engagées dans les courses et les jeux) :*

– *soutient* l'amendement n° 80 de la commission des finances (de suppression) : adopté (p. 3480).

Après l'article 5 :

– *soutient* l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (institution d'une taxe départementale sur la consommation de rhum à la Réunion) (p. 3481) : rejeté (p. 3482) ;

– *son* sous-amendement n° 231 (institution facultative) à l'amendement n° 81 rectifié de la commission des finances (p. 3481) : rejeté (p. 3482).

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *soutient* l'amendement n° 82 de la commission des finances (de conséquence) : adopté (p. 3484) ;

– *soutient* l'amendement n° 83 de la commission des finances (champ étendu au versement de la créance de proratisation du R.M.I. pour 1992) (p. 3484) : adopté (p. 3485).

Article 8 *(exonération pour l'embauche des deuxième et troisième salariés) :*

– *son* amendement n° 39 (extension à l'ensemble du territoire des D.O.M. et compensation des pertes de recettes par la création d'une cotisation additionnelle aux droits de consommation sur les tabacs) : devenu sans objet (p. 3486).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 89 (comité d'examen des taux d'intérêt) : adopté (p. 3492).

Après l'article 26 :

– *son* amendement n° 79 soutenu par M. Pierre Petit (comité de réintégration dans le domaine privé de terrains situés dans la zone des cinquante pas géométriques) : retiré (p. 3504).

Seconde délibération des articles 7 et 30 :

Article 7 *(rapport au Parlement) :*

– *favorable* à l'amendement n° 1 du Gouvernement (exclusion du versement de la créance de proratisation pour 1992 du champ du rapport) (p. 3512).

Explications de vote (p. 3512, 3513) :

Agriculture.

Impôts et taxes : T.V.A.

Jeux et paris : taxation.

Vote pour du groupe U.D.F.

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 1994] :

Lois : projet de loi :

– concertation (p. 4799) ;

– règlements d'application (p. 4799).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [9, 10 et 12 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Après l'article 34 de la loi du 7 janvier 1983 :

– *son* amendement n° 338 deuxième rectification soutenu par M. Yves Bonnet (subsidiarité du schéma régional de développement du territoire dans les D.O.M.) (p. 4465) : adopté (p. 4466).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *son* amendement n° 341 soutenu par M. Adrien Zeller (limitation de l'exonération applicable dans les zones rurales des D.O.M. aux zones à forte densité démographique et à population croissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes des communes, de leurs groupements et des départements par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes des régions par une augmentation de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4633).

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *ses* amendements n^os^ 340 et 339 : non soutenus (p. 4736).

Après l'article 29 :

– *son* amendement n° 342 (calcul de la quote-part du fonds de correction des déséquilibres régionaux attribuée aux D.O.M.) (p. 4778) : retiré (p. 4779) ;

– *son* amendement n° 343 (recueil de « conseils » portant sur les normes, procédures et prescriptions techniques des équipements et services dans les D.O.M.) (p. 4779) : retiré (p. 4780).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

D.O.M.-T.O.M. : aide au logement (p. 6095).

D.O.M.-T.O.M. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission des lois pour les T.O.M. [8 novembre 1994] :

Collectivités territoriales (p. 6599).

Communautés européennes et Union européenne : situation des D.O.M.-T.O.M. (p. 6586, 6599).

Constitution : égalité (p. 6598, 6599).

Enseignement (p. 6598).

Fonds d'investissement et de développement économique et social (F.I.D.E.S.) (p. 6586).

La Réunion (p. 6598).

Lois :

– loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française (p. 6586) ;

– loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (« loi Perben ») (p. 6599).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : crédits (p. 6586, 6599).

Nouvelle-Calédonie (p. 6586).

Polynésie française (p. 6586).

Santé publique (p. 6598).

Service national adapté (p. 6586).

Terres antarctiques et australes : terre Adélie (p. 6586).

Wallis-et-Futuna (p. 6586).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24, 25 et 26 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 331 : non soutenu (p. 7511).

Article 4 *(contenu et extension des accords interprofessionnels) :*

– *ses* amendements n^os^ 332 et 333 : non soutenus (p. 7524).

Après l'article 4 :

– *son* amendement n° 334 : non soutenu (p. 7529).

Article 5 *(institution des commissions départementales d'orientation de l'agriculture) :*

– *son* amendement n° 335 : non soutenu (p. 7538).

Article 20 *(immeubles ruraux mis à la disposition d'une SAFER) :*

– *son* amendement n° 337 (convention de six ans renouvelable une seule fois dans les départements d'outre-mer) : adopté après modifications (p. 7637).

Après l'article 30 :

– *son* amendement n° 338 : non soutenu (p. 7662).

Après l'article 35 :

– *son* amendement n° 339 : non soutenu (p. 7674).

Après l'article 39 :

– *son* amendement n° 340 : non soutenu (p. 7681) ;

– *son* amendement n° 341 soutenu par M. Germain Gengenwin (établissement des listes électorales aux élections des chambres d'agriculture dans les départements d'outre-mer) (p. 7683) : retiré (p. 7683).

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Première lecture :

Discussion des articles [15 décembre 1994] :

Après l'article 8 :

– *son* amendement n° 13 corrigé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux) (p. 9206, 9207) : retiré (p. 9209) ;

– *son* amendement n° 11 corrigé (compétence de la Cour de discipline budgétaire et financière à l'égard des élus locaux en matière de marchés publics ou de délégations de service public) (p. 9206, 9207) : retiré (p. 9209).

Après l'article 12 :

– *son* amendement n° 12 (interdiction du versement d'un droit d'entrée par le délégataire à la collectivité délégante) : retiré (p. 9219).

– Projet de loi étendant dans les territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la route et portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte (n° 1682).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 décembre 1994] :

Lois : loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9338).

VISSAC (Claude)

Député des Ardennes

(3e circonscription)

Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la mission d'information commune sur l'aménagement du temps de travail dans les pays développés [11 janvier 1994].

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (affaires sociales, santé et ville : ville) (en remplacement de M. Eric Doligé) [19 octobre 1994].

DEPOTS

Avis fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : Tome I : **Affaires sociales, santé et ville : ville (n° 1565)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Taxe professionnelle : taux ; entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs [5 octobre 1994] (p. 4908, 4909).

orales sans débat :

– n° 322, posée le 26 avril 1994 : **situation des entreprises de fonderie** (p. 1163, 1164). Appelée le 28 avril 1994 : sidérurgie : politique communautaire : commerce des pays tiers : réglementation (p. 1252, 1253).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise (n° 1007).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [26 avril 1994] :

Compte épargne-temps (p. 1151).

Entreprises (p. 1150).

Observatoire de la participation (p. 1151).

Participation à la gestion (p. 1150).

Participation aux résultats (p. 1150, 1151).

Réserve spéciale de participation (p. 1151).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 9 *(aménagement du plafonnement des cotisations de taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) :*

– *ses* observations (p. 5498).

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme.

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : ville. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la production [4 novembre 1994] :

Collectivités territoriales (p. 6460).

Communes : Sedan (p. 6460).

Départements : compétences (p. 6460).

Drogue (p. 6460).

Entreprises (p. 6461).

Politique de la ville :

– crédits (p. 6460) ;

– définition, priorités et évaluation (p. 6461) ;

– équipements et services publics (p. 6460) ;

– fonds interministériel (p. 6460) ;

– moyens et procédures : contrats de ville « grands projets urbains » et simplification (p. 6459, 6460) ;

– quartiers en difficulté : commerces et entreprises (p. 6460).

Sports (p. 6460).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne

(6e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (communication) [13 avril 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'**article 52-1 du code électoral (n° 1089)** [13 avril 1994].

Proposition de loi tendant à préciser les conditions d'applications de l'article L. 273 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 1090)** [13 avril 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 10 : communication (n° 1560)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Communications hebdomadaires du Gouvernement :

– cinquantième anniversaire de la Libération [24 mai 1994] (p. 2113) :

Principaux thèmes développés :

Anciens combattants et victimes de guerre :
- anciens combattants ;
- déportés ;
- prisonniers de guerre.

Audiovisuel.

Première et Seconde Guerres mondiales.

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Discussion des articles [24 juin 1994] :

Article 11 *(loyers référencés) :*

– *son* amendement n° 215 (p. 3593) : non soutenu (p. 3594).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Communication. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commision des finances [28 octobre 1994] :

Audiovisuel : « autoroutes de l'information » (p. 6265).

Audiovisuel : secteur public : ressources :
- dotations budgétaires et recettes de privatisation (p. 6264, 6265) ;
- montant et évolution (p. 6264) ;
- redevance : taux, répartition, exonérations, recouvrement (p. 6264).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 6265).

Presse, édition, imprimerie : presse écrite (p. 6264).

Radiodiffusion : Radio-France (p. 6266).

Télévision :
- Arte (p. 6264 à 6267) ;
- chaîne du savoir « La Cinquième » (p. 6264, 6265) ;
- France 2, France 3 et France Télévision (p. 6264, 6265) ;
- secteur public : missions et personnels (p. 6265, 6266) ;
- Société française de production (S.F.P.) (p. 6264, 6265) ;
- TF1 : (p. 6266).

Vote des crédits :

Article 41 *(approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :*

– *favorable* à l'amendement n° 129 de M. Laurent Dominati (affectation au G.I.E. réunissant Arte et La Cinquième des attributions prévues respectivement pour chacune de ces chaînes) (p. 6291, 6292).

VOISIN (Gérard)

Député de la Saône-et-Loire

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner deux projets de loi sur la « bioéthique » (nos 957, 962) [*J.O.* du 4 février 1994] (p. 1970).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables (n° 447).

Première lecture :

Discussion des articles [9 mai 1994] :

Article 9 *(liberté des prix dans les contrats à l'exportation) :*

– *son* amendement n° 22 soutenu par M. Joseph Klifa (fixation du prix du transport en fonction du coût réel du service rendu) : adopté (p. 1598).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales (p. 1982).

Commercialisation (p. 1983).

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés (p. 1982).

Viticulture : crise et restructuration (p. 1982).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [14 octobre 1994] :

Article 8 *(modification des tarifs de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) :*

– *son* amendement n° 209 (p. 5490) : non soutenu (p. 5491) ;

– *son* amendement n° 210 (p. 5491) : non soutenu (p. 5492).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : organisation commune des marchés et vignoble français (p. 6186).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Discussion des articles [24 et 25 novembre 1994] :

Article 1er *(objectifs de la politique agricole) :*

– *son* amendement n° 469 corrigé : non soutenu (p. 7496).

Article 9 *(dispositions fiscales en faveur de la mise en société) :*

– *son* amendement n° 468 : non soutenu (p. 7572).

Après l'article 9 :

– *son* amendement n° 470 : non soutenu (p. 7582).

Article 13 *(réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les jeunes agriculteurs) :*

– *son* amendement n° 471 (modalités de compensation de la réduction du taux de la taxe de publicité foncière) : devenu sans objet (p. 7602).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 23 *sexies* nouveau :

– *son* amendement n° 197 : non soutenu (p. 8762).

VOISIN (Michel)

Député de l'Ain

(4e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Rapporteur d'information sur la projection des Forces [16 mars 1994].

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre titulaire de la commission des immunités [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1994] (p. 5103).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1994] (p. 5150).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1995 (Coopération) [8 juin 1994].

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre à toutes les communes et établissements publics la possibilité de créer des **emplois permanents à temps non complet (n° 1024)** [2 mars 1994].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530)** : tome II : **Coopération (n° 1563)** [5 octobre 1994].

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures (p. 2153 à 2156).

Armée de l'air :

- avions de transport militaire (p. 2157) ;
- avions Mirage-2000-D, 2000-DA, 2000-5, 2000-N (p. 2157) ;
- avion Rafale (p. 2157) ;
- avions ravitailleurs (p. 2157).

Armée de terre : effectifs (p. 2157).

Armements classiques :

- chars Leclerc (p. 2157) ;
- hélicoptères de combat HAP/HAC : Tigre (p. 2157) ;
- hélicoptères de transport et de lutte anti-sous-marine NH 90 (p. 2157) ;
- missile anti-navire supersonique (p. 2157).

Armements nucléaires stratégiques :

- dissuasion nucléaire (p. 2156) ;
- essais nucléaires (p. 2156).

Europe : défense européenne (p. 2156).

Finances publiques (p. 2155).

Gendarmerie : programme de télécommunications « Rubis » (p. 2157).

Livre blanc sur la défense (p. 2155).

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels (p. 2155).

Marine nationale :

- porte-avions à propulsion nucléaire (p. 2157) ;
- transports de chalands de débarquement (p. 2157).

Renseignement : programmes « Syracuse », « Socrate », « Hélios », « Osiris » (p. 2156).

Service national : formes civiles et volontariat service long (p. 2157).

Discussion des articles [25 mai 1994] :

Article 1er *(approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) :*

– *ses observations* (p. 2257, 2258).

Armée de terre : effectifs, professionnalisation.

Ministère : personnels civils.

Service national.

Article 4 *(évolution des effectifs budgétaires) :*

– *son* amendement n° 16 rectifié (dépôt au Parlement au 31 décembre 1996 d'un rapport d'orientation sur le service national et ses formes civiles) (p. 2276) : adopté (p. 2277).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1281).

Première lecture :

Discussion des articles [17 juin 1994] :

Après l'article 43 :

– *son* amendement n° 5 : non soutenu (p. 3201).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [12 juillet 1994] :

Article 24 *(simplification et démocratisation des structures de coopération intercommunale) :*

– *soutient* l'amendement n° 337 de M. Pierre Hérisson (contenu du rapport préalable aux délibérations en matière de délégation d'un service public local) (p. 4735) : retiré (p. 4736).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 6 *quater* nouveau *(schéma régional d'urbanisme commercial) :*

– *son* amendement n° 518 (extension du schéma aux orientations en matière de structures hôtelières) : devenu sans objet (p. 7794).

Après l'article 24 :

– *son* amendement n° 41 : non soutenu (p. 8066).

Après l'article 28 *bis* nouveau :

– *son* amendement n° 519 soutenu par Mme Danièle Dufeu (avis de la commission départementale de l'action touristique sur les autorisations d'urbanisme en matière d'équipements hôteliers) : rejeté (p. 8075) ;

– *son* amendement n° 520 (autorisation de la commission départementale d'urbanisme commercial pour l'installation de nouvelles structures hôtelières) : rejeté (p. 8075).

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :

- Commission (p. 4861) ;
- Conseil (p. 4861) ;

– défense, programmes et force d'intervention rapide (p. 4861) ;
– Maastricht (p. 4861) ;
– politique étrangère et de sécurité commune : contributions nationales : calcul (p. 4861) ;
– politique étrangère et de sécurité commune : financement et imputation des dépenses (p. 4861).

Proposition de résolution : opportunité (p. 4860).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis de la commission de la défense [19 octobre 1994] :

Afrique :
– généralités (p. 5701) ;
– formation (p. 5701) ;
– franc C.F.A. : dévaluation ; endettement (p. 5700) ;
– Rwanda (p. 5700, 5701).

Coopération financière : Fonds d'aide et de coopération (p. 5701).

Coopération militaire : assistance technique (p. 5701).

Ministère de la coopération : crédits (p. 5701).

Organisations internationales : Organisation des Nations Unies (p. 5700, 5701).

Organisations non gouvernementales : crédits (p. 5701).

VUIBERT (Michel)

Député des Ardennes

(1re circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre de la commission d'enquête sur les inondations [*J.O.* du 18 mai 1994] (p. 7315).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7681).

Devient membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 27 mai 1994] (p. 7681).

QUESTIONS

orales sans débet :

– n° 327, posée le 26 avril 1994 : **politique communautaire en matière de production ovine** (p. 1164). Appelée le 28 avril 1994 : élevage : ovins : prime compensattice ; conditions d'attribution ; zone de plaine (p. 1267, 1268).

INTERVENTIONS

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : accords, comité de suivi, organisation mondiale du commerce (p. 1987).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture et pêche – B.A.P.S.A. – *Questions* [27 octobre 1994] (p. 6197) :

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs.

Exploitations agricoles : transmission.

Impôts et taxes : fiscalité agricole.

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs

(5e circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

W

WARHOUVER (Aloyse)

Député de la Moselle

(4e circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Alsaciens et mosellans disparus sur le front de l'Est : « Malgré nous » : liste : publication [1er juin 1994] (p. 2480).

– T.G.V. Est : tracé : conséquences [7 décembre 1994] (p. 8412, 8413).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Cultures étrangères : langues étrangères (p. 1392).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1392, 1393).

Enseignemenr (p. 1391, 1392).

Orthographe (p. 1391, 1392).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, sur l'agriculture (n° 1242).

Principaux thèmes développés [18 mai 1994] (p. 1882) :

B.A.P.S.A. : cotisations sociales.

Communautés européennes et Union européenne : polirique agricole commune.

Energie : biocarburants.

Exploitants agricoles : endettement ; prêts bonifiés.

Lois : loi d'orientation agricole.

Service national : aménagements.

– Projet de loi relatif à la programmation militeire pour les années 1995 à 2000 (n° 1153).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 mai 1994] (p. 2158, 2159) :

Affaires étrangères : contexte géopolitique ; opérations extérieures.

Armements nucléaires stratégiques :

– dissuasion nucléaire ;
– plateau d'Albion.

Europe : défense européenne.

Guerre du Golfe : enseignements.

Loi de programmation militaire : crédits, taux d'exécution ; rapports annuels.

Service national :

– conscription ;
– formes civiles et volontariat service long.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Discussion des articles [8 juillet 1994] :

Article 1er *(principes de la politique de développement du territoire) :*

– *ses observations* (p. 4379).

Administration.

Aménagement rural.

Collectivités locales : intercommunalité, bassins de vie et pays.

Communautés européennes et Union européenne.

Consultation nationale.

Etat : sous-préfet.

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Logement. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [26 octobre 1994] (p. 6054) :

Aides :

– aide personnalisée au logement ;
– prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

Aménagement du territoire : zones rurales : population et habitat.

Défense. – *Questions* [2 novembre 1994] :

Armée de l'air :

– flotte : renouvellement (p. 6365) ;
– régions aériennes : sécurité et responsabilité des officiers généraux (p. 6365).

Anciens combattants et victimes de guerre. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [4 novembre 1994] :

Alsace-Moselle : enrôlés de force dans le service allemand du travail (R.A.D.), insoumis à l'armée allemande, « Malgré nous », patriotes résistants à l'annexion de fait (P.R.A.F.) (p. 6494).

Anciens combattants d'Afrique du Nord : retraite anticipée (p. 6494).

Déportation : camp de Tambow (p. 6494).

Lois : projet de loi n° 1205 relatif à la pension de vieillesse des anciens combattants en Afrique du Nord (p. 6493).

– Projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture (n° 1610).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 novembre 1994] (p. 7463) :

Aménagement du territoire : généralités.

B.A.P.S.A. : cotisations sociales.

Emploi : salariés agricoles : embauche, rémunération et cotisations sociales.

Enseignement agricole.

Exploitants agricoles : dotation aux jeunes agriculteurs.

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Risques naturels : Fonds national de garantie des calamités agricoles.

Discussion des articles [25 novembre 1994] :

Article 2 *(missions du Conseil supérieur d'orientation) :*

– *son* amendement n° 194 rectifié (compétences du Conseil en matière de commercialisation des produits de l'artisanat et du commerce indépendant de l'alimentation) : devenu sans objet (p. 7507).

WEBER (Jean-Jacques)

Député du Haut-Rhin

(6e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339) [*J.O.* du 29 juin 1994] (p. 9400).

DEPOTS

Proposition de loi visant à modifier la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la **formation professionnelle des artisans (n° 1596)** [18 octobre 1994].

Proposition de loi tendant à faciliter l'accès des **publications associatives au régime des aides accordées à la presse (n° 1597)** [18 octobre 1994].

Proposition de loi relative à la déclaration des **candidatures** lors des **élections municipales (n° 1598)** [18 octobre 1994].

Proposition de loi relative au **stationnement des gens du voyage (n° 1800)** [14 décembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Incorporés de force alsaciens et mosellans : indemnisation ; reconnaissance [8 juin 1994] (p. 2720, 2721).

– Mines de potasse d'Alsace : entreprise minière et chimique : aides [19 octobre 1994] (p. 5683, 5685).

orales sans débat :

– n° 348, posée le 3 mai 1994 : **programme d'amélioration de la qualité de l'eau pour l'Agence de l'eau Rhin-Meuse** (p. 1416). Appelée le 5 mai 1994 : programme d'amélioration de la qualité de l'eau : financement (p. 1500, 1501).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er A nouveau *(énoncé des principes généraux) :*

– *favorable* aux amendements identiques n°s 32 de M. François Loos et 60 corrigé de M. Louis Le Pensec (langues régionales partie intégrante du patrimoine de la France) (p. 1443).

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *son* sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 1 de la commission (inclusion dans le champ de l'article des « mentions et messages accompagnant ou désignant une marque enregistrée ») : retiré (p. 1456).

Article 5 *(emploi du français dans les manifestations, colloques ou congrès) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 81 de M. André Fanton (mise en place obligatoire d'un dispositif de traduction) (p. 1469).

Article 7 *(emploi du français dans les entreprises) :*

– *soutient* l'amendement n° 38 de M. François Loos (rédactionnel) (p. 1473) : retiré (p. 1474).

Article 9 *(le français, langue d'enseignement) :*

– *soutient* l'amendement n° 41 de M. François Loos (exclusion des écoles ou classes dispensant spécialement des enseignements en langue régionale) (p. 1475) : retiré (p. 1476).

– Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail (n° 1216).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [9 juin 1994] :

Code minier (p. 2845).

Collectivités locales :

– enquête publique (p. 2846) ;

– fiscalité des communes minières (p. 2846).

Eau : nappes phréatiques (p. 2846).

Environnement : sites : remise en état (p. 2845, 2846).

Mines :

– concessions perpétuelles (p. 2846) ;

– exploitants : responsabilité(p. 2846) ;

– gisements : compétitivité (p. 2845).

Retraites (p. 2845).

Discussion des articles [9 juin 1994] :

Avant l'article 14 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Vernier (nullité d'ordre public des clauses d'exonération de la responsabilité de l'exploitant) (p. 2864).

– Projet de loi relatif à l'habitat (n° 1339).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [24 juin 1994] (p. 3561) :

Aides : prêts d'accession à la propriété.

Epargne : livret A : rémunération.

Impôts et taxes : impôts fonciers.

Logement social : dégradations.

Discussion des articles [24 juin 1994] :

Article 4 *(allégement des contraintes imposées en cas de vente de logements H.L.M.) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Mariton (possibilité de vendre le logement au concubin notoire) (p. 3583).

Après l'article 13 :

– *son* amendement n° 69 (déductibilité fiscale des primes d'assurances relatives au non-paiement des loyers) : retiré (p. 3599).

Avant l'article 14 :

– *favorable* à l'amendement n° 27 de la commission (plan départemental d'hébergement des personnes sans abri) (p. 3601) ;

– *ses observations* sur le sous-amendement n° 222 de M. Laurent Fabius (établissement du plan d'hébergement d'urgence dans un délai de quatre mois) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3603) ;

– *favorable* au sous-amendement n° 67 corrigé de Mme Françoise Hostalier (gratuité des locaux d'hébergement entre le 1er octobre et le 15 mars) à l'amendement n° 27 de la commission (p. 3606).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1994] :

Affiliation :

- assurance personnelle (p. 3699) ;
- travailleurs frontaliers (p. 3699).

Cotisations sociales : exonérations : compensation (p. 3698).

Droit local : assurance maladie maternité (p. 3699).

Financement : régime général : branches : autonomie (p. 3698).

Mines et carrières : mineurs : protection sociale (p. 3699).

Parlement (p. 3698).

Personnes âgées : dépendance (p. 3699).

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Article 27 *(prestations en nature de l'assurance maladie maternité des agents de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines) :*

– *ses observations* (p. 3798).

Après l'article 29 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 11 de M. Etienne Pinte (représentation des assurés retraités dans les conseils d'administration des caisses du régime général de sécurité sociale) (p. 3835).

Article 29 *bis* nouveau : *(création de dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes dans certains départements) :*

– *ses observations* (p. 3842).

Département : Haut-Rhin.

Après l'article 29 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 3 de M. Germain Gengenwin (instance de gestion du régime local d'Alsace-Moselle) (p. 3846) ;

– *favorable* à l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (fixation du taux des cotisations d'assurance maladie assises sur les avantages de vieillesse dans le régime local) (p. 3846).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [5 juillet 1994] :

Après l'article 21 :

– *favorable* à l'amendement n° 35 corrigé de M. Germain Gengenwin (faillite civile dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 4145).

– *son* sous-amendement n° 210 (compétence du tribunal pour écarter l'application de l'article 169 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) à l'amendement n° 35 corrigé de M. Germain Gengenwin : retiré (p. 4146).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] :

Collectivités locales :

- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4346, 4347) ;
- élections et référendum consultatif (p. 4347).

Communes (p. 4346) :

- Colmar ;
- Mulhouse ;
- Strasbourg.

Départements : Haut-Rhin (p. 4346).

Enseignement supérieur (p. 4346).

Etat : préfet et sous-préfet (p. 4346).

Finances publiques : fonds : infrastructures de transport (p. 4347).

Logement et habitat (p. 4346).

Régions : Alsace (p. 4346).

Services publics (p. 4346).

Transports (p. 4346).

Discussion des articles [9, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *soutient* l'amendement n° 854 de M. Adrien Zeller (caractère permanent) : retiré (p. 4470) ;

– *soutient* l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (composition) (p. 4470) : retiré (p. 4471).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* amendement n° 730 (publication d'un avis de la commission départementale de coopération intercommunale sur les limites des arrondissements au regard de la notion de pays) (p. 4509) : retiré (p. 4511).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 900 (suppression du taux unique national ; écrêtement national des bases de taxe professionnelle des communes, des départements et des régions au profit de fonds nationaux de péréquation par catégorie de collectivités) : devenu sans objet (p. 4703) ;

– *son* amendement n° 899 (renforcement des fonds départementaux de péréquation) : devenu sans objet (p. 4703).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *son* amendement n° 732 soutenu par M. Germain Gengenwin (usage du français pour la certification des comptes des personnes morales de droit étranger en cas de participation d'une collectivité territoriale) : retiré (p. 4747).

Article 28 *(initiative des électeurs dans les consultations locales ; extension des consultations locales aux établissements publics de coopération intercommunale) :*

– *son* amendement n° 898 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 4764) : rejeté (p. 4766) ;

– *son* amendement n° 733 (saisine par 30 p. 100 des électeurs inscrits) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 734 (interdiction d'organiser la consultation neuf mois avant et dix-huit mois après les élections municipales) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 735 (organisation de la consultation par décision du conseil municipal à la majorité des deux tiers des présents) : devenu sans objet (p. 4769) ;

– *son* amendement n° 736 (saisine du groupement de communes par 20 p. 100 des électeurs) : devenu sans objet (p. 4769).

Après l'article 28 :

– *son* amendement n° 971 rectifié (rapport annuel sur la participation des collectivités locales à des actions d'Etat et les concours de l'Etat aux programmes des collectivités locales) : retiré (p. 4770) ;

– *son* amendement n° 970 rectifié (création d'un observatoire des finances locales au sein du comité des finances locales) : retiré (p. 4771) ;

– *ses* amendements identiques nos 737 et 969 rectifié (rôle de l'observatoire des finances locales) : retirés (p. 4771).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [30 novembre 1994] :

Article 14 *bis* nouveau *(liaison fluviale Rhin-Rhône) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 317 rectifié de M. Georges Sarre (révision des conditions de mise à la disposition d'E.D.F. de l'énergie produite par la Compagnie nationale du Rhône ; suppression de la filiale commune à ces deux entreprises) (p. 7936).

– Projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité (n° 1490).

Première lecture :

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Article 7 *(attributions des agents de police municipale : art. L. 131-15 du code des communes) :*

– *favorable* (p. 5127).

Après l'article 7 :

– *son* amendement n° 185 (p. 5133) : non soutenu (p. 5134).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1994] :

Après l'article 6 :

– *son* amendement n° 205 corrigé soutenu par M. Germain Gengenwin (déductibilité des primes d'assurance-loyers des revenus fonciers) (p. 5455) : retiré (p. 5456).

Deuxième partie :

Logement. – *Questions* [26 octobre 1994] :

Aides : prêts locatifs aidés et primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (p. 6098).

Bâtiment et travaux publics : construction immobilière : crise et relance (p. 6098).

Départements : Haut-Rhin (p. 6098).

Intérieur. – *Questions* [7 novembre 1994] :

Départements : Haut-Rhin (p. 6565).

Ordre public : nomades (p. 6566).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 42 :

– *soutient* l'amendement n° 258 de M. Adrien Zeller (étend – sous condition de ressources – aux résidents des maisons de retraite la réduction d'impôt accordée aux personnes hébergées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7005) : retiré (p. 7006).

– Projet de loi relatif à la sécurité et à la modernisation des transports (n° 1348).

Première lecture :

Discussion des articles [18 novembre 1994] :

Avant l'article 10 :

– *son* amendement n° 78 : non soutenu (p. 7168).

– Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement (n° 1588).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Avant l'article 22 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 263 de M. Denis Merville (dispositions relatives à la connaissance, à la protection et à la gestion des espaces naturels) (p. 8402).

– Projet de loi de finances rectificative pour 1994 (n° 1718).

Première lecture :

Discussion des articles [8 décembre 1994] :

Après l'article 17 :

– *son* amendement n° 20 soutenu par M. Yves Fréville (amortissements pratiqués par les S.I.C.O.M.I.) : rejeté (p. 8545) ;

– *son* amendement n° 19 (valeur résiduelle des immeubles cédés par les S.I.C.O.M.I.) (p. 8545) : rejeté (p. 8546).

WILTZER (Pierre-André)

Député de l'Essonne

(4e circonscription)

U.D.F.

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5051).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5052).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18304).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives et d'autorité (n° 1707) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux marchés publics et délégations de service public (n° 1697) [*J.O.* du 23 décembre 1994] (p. 18305).

DEPOTS

3 février 1994 : Retrait de la **proposition de résolution** tendant à **permettre aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité au taux minimum de 80 p. 100 d'accéder au bénéfice de la retraite à cinquante ans (n° 523)** déposée le 16 septembre 1993.

Proposition de loi tendant à permettre aux **travailleurs handicapés** titulaires de la carte d'invalidité au taux minimum de 80 p. 100 d'accéder au **bénéfice de la retraite à 50 ans (n° 1023)** [2 mars 1994].

Proposition de loi organique relative à la **déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1688)** [17 novembre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– Intervention française au Rwanda : attitude de la France ; organisations internationales ; O.N.U. ; action humanitaire [22 juin 1994] (p. 3339, 3340).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Article 1er *(documents et publicité relatifs aux biens et aux services) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 73 de M. Georges Sarre (documents parlementaires officiels) (p. 1458).

– Projet de loi relatif à la date du renouvellement des conseillers municipaux (n° 1086).

Première lecture :

Discussion des articles [20 mai 1994] :

Après l'article 3 :

Répond aux rappels au règlement de : *Floch (Jacques)* et *Limouzy (Jacques) :* souligne que les députés de l'opposition n'ont aucunement été empêchés de défendre leurs amendements (p. 2045).

Réserve le vote sur les amendements nos 104 à 348, 350 à 546, 548 à 4201 à la demande du Gouvernement (p. 2056).

Répond au rappel au règlement de : *Limouzy (Jacques)* qui demandait l'application de l'article 100, alinéa 6, du règlement : constate que cet article vise les amendements exclusifs l'un de l'autre et en concurrence et ne peut s'appliquer aux amendements restant en discussion.

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Bonrepaux (Augustin)* sur les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5430).

– ***Répond au rappel au règlement*** de : *Migaud (Didier)* ayant le même objet [13 octobre 1994] (p. 5431).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture, deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions* [20 octobre 1994] :

Assemblée nationale : pétitions (p. 5732).

– Proposition de loi relative à la diversité de l'habitat (n° 1606).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [28 novembre 1994] :

Répond au rappel au règlement de : *Cathala (Laurent)* sur l'absence de saisine de la commission des affaires culturelles sur la proposition de loi (p. 7699)

– Prononce la clôture de la première session extraordinaire de 1994-1995 [24 décembre 1994] (p. 9682).

En qualité de député :

– Proposition de loi relative aux délégations de service public (n° 1693).

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la publicité des ventes de terrains constructibles par les collectivités publiques (n° 1694).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la transparence des comptes des délégataires de service public (n° 1695).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'effet suspensif du déféré du préfet en matière de marchés publics et de délégations de service public (n° 1696).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la saisine de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics et les délégations de service public (n° 1697).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au service central de prévention de la corruption (n° 1698).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à l'information des parquets des juridictions financières (n° 1699).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative aux droits d'enquête des magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes (n° 1700).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative au délit d'octroi d'un avantage injustifié dans les marchés publics et les délégations de service public (n° 1701).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à renforcer la surveillance des procédures de passation des marchés (n° 1702).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République (n° 1703).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [12 décembre 1994] :

Assemblée nationale : groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent (p. 8898).

Collectivités locales :

- décentralisation (p. 8898) ;
- services publics : délégations (p. 8898).

Conseil constitutionnel : membres : incompatibilités (p. 8899).

Cour des comptes et chambres régionales des comptes (p. 8898).

Cumul des mandats (p. 8898).

Délinquance et criminalité : corruption (p. 8897, 8898).

Elus : statut : patrimoine : déclarations (p. 8899).

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires d'autorité : patrimoine (p. 8899).

Justice (p. 8898).

Lois :

- loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (p. 8898) ;
- loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des financements des activités politiques (p. 8898) ;
- loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (p. 8898).

Marchés publics (p. 8898).

Parlement : incompatibilités (p. 8899).

Partis et mouvements politiques :

- financement (p. 8898) ;
- rôle et statut (p. 8898).

Presse, édition et imprimerie : presse (p. 8898).

– Proposition de loi relative au financement de la vie politique (n° 1704).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi tendant à augmenter la réduction d'impôt accordée au titre des dons faits par des particuliers aux partis et aux candidats aux élections (n° 1705).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement, des titulaires de certaines fonctions électives, des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions d'autorité (n° 1707).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

– Proposition de loi organique tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires (n° 1708).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles : voir proposition de loi organique n° 1703 relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République.

Z

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin

(7e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1995 (affaires sociales, santé et ville : affaires sociales) [13 avril 1994].

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382) [*J.O.* du 18 juin 1994] (p. 8826).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Lellouche sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° 1352) [22 juin 1994].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367) [*J.O.* du 1er juillet 1994] (p. 9534).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'économie [*J.O.* du 8 septembre 1994] (p. 13005).

DEPOTS

Proposition de loi organique destinée à préciser et compléter les compétences du Parlement dans le domaine de la **protection sociale (n° 1042)** [3 mars 1994].

Proposition de loi tendant à rapprocher la **Communauté européenne des citoyens (n° 1328)** [1er juin 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Pierre Lellouche, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, (n° 1352) sur la **politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.)** dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) **(n° 1487)** [7 juillet 1994].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530) : annexe n° 4 : affaires sociales, santé et ville : affaires sociales (n° 1560)** [5 octobre 1994].

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Cinquième réseau hertzien :** chaîne du « savoir » : réception des émissions [5 octobre 1994] (p. 4916, 4917).

– **Associations faisant appel à la générosité publique** : associations humanitaires : financement ; contrôle [7 décembre 1994] (p. 8421).

orales sans débat :

– **n° 471,** posée le 21 juin 1994 : **instituts universitaires professionnalisés** (p. 3334). Appelée le 23 juin 1994 : financement (p. 3411, 3412).

– **n° 594,** posée le 13 décembre 1994 : **alcoolisme** (p. 9017). Appelée le 15 décembre 1994 : lutte et prévention : financement (p. 9017).

INTERVENTIONS

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision n° 93-81 EURATOM, C.E.C.A., C.E.E. modifiant l'acte portant élection des représentants du Parlement européen au suffrage universel direct annexé à la décision n° 76-787 C.E.C.A., C.E.E., EURATOM du Conseil du 20 septembre 1978 (n° 758).

Avant la discussion de l'article unique [12 janvier 1994] :

Son intervention (p. 34).

Son intervention sur l'ajournement demandé par la commission des affaires étrangères (p. 47).

Principaux thèmes développés :

Affaires étrangères : Allemagne : réunification et représentation au Parlement européen (p. 35, 36).

Communautés européennes :

– Conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 (p. 34) ;

– institutions : réforme : perspectives liées à l'élargissement (p. 36) ;

– Parlement européen :

– nombre de représentants, mode d'élection et répartition des sièges ; principe d'égalité : abandon (p. 35) ;

– rôle (p. 34, 36) ;

– siège : Strasbourg ; construction du nouvel hémicycle (p. 34, 35, 47).

Parlement :

– Assemblée nationale : demande d'ajournement par la commission des affaires étrangères (p. 47) ;

– Parlement français : contrôle des décisions communautaires (p. 36).

– Proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale (n° 947).

Discussion des articles [26 janvier 1994] :

Article 22 *(participation des ministres aux travaux des commissions : art. 45 du règlement de l'Assemblée nationale) :*

– *son* amendement n° 17 (présence d'un secrétaire administratif par groupe politique aux réunions des commissions) (p. 418) : retiré (p. 420).

– Projet de loi relatif à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 948).

Première lecture :

Discussion des articles [5 avril 1994] :

Article 1er *(création d'un groupement d'intérêt public chargé de l'informatisation du livre foncier en Alsace-Moselle) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 2 de la commission (premier alinéa : caractère obligatoire de cette création et rédactionnel ; deuxième alinéa : énumération des catégories de personnes morales membres du groupement) (p. 542).

Après l'article 3 :

– *son* amendement n° 1 (inscription au livre foncier des servitudes d'utilité publique des réseaux de transports souterrains) : retiré (p. 543).

– Projet de loi relatif à l'emploi de la langue française (n° 1130).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [3 mai 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : plurilinguisme (p. 1399, 1400).

Cultures étrangères : modèle anglo-américain (p. 1399).

Cultures régionales : langues régionales et créole (p. 1399).

Enseignement du français à l'étranger (p. 1400).

Lois : projet de loi n° 1130 : contenu et portée (p. 1399, 1400).

Discussion des articles [4 mai 1994] :

Après l'article 9 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Louis Beaumont (examen des publications individuelles en langue française avant titularisation ou avancement dans un organisme public d'enseignement ou de recherche ; développement des publications et des banques de données en langue française) (p. 1479).

Article 10 *(règles linguistiques applicables à la communication audiovisuelle) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 53 de M. Didier Mathus (de suppression) (p. 1481).

– Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives n°s 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes (n° 776).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1994] :

Ses explications de vote sur la *question préalable* opposée par : *Bocquet (Alain)* (p. 1625) et *son intervention* (p. 1628).

Principaux thèmes développés :

Assurances (p. 1630).

Communautés européennes et Union européenne :

- assurances (p. 1631) ;
- directives n°s 92-49 et 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil (p. 1631) ;
- travail (p. 1625).

Institutions paritaires :

- prévoyance (p. 1630) ;
- retraite complémentaire (p. 1630, 1631) ;
- retraite supplémentaire (p. 1631).

Lois :

- loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (« loi Evin ») (p. 1631) ;
- loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (p. 1630).

Mutuelles (p. 1630).

Politique générale (p. 1630, 1631).

Protection sociale complémentaire (p. 1629, 1630).

Retraites : régimes par capitalisation (p. 1630).

Discussion des articles [10 mai 1994] :

Article 10 *(statut des institutions de retraite supplémentaire) :*

Article L. 941-2 du code de la sécurité sociale (provisionnement des engagements) :

– *favorable* à l'amendement n° 69 de la commission (garantie par souscription d'un contrat d'assurance ou par provision dans les comptes des entreprises adhérentes assurées contre l'insolvabilité) (p. 1669).

Article 11 *(contrôle des institutions) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 74 de la commission (contrôle des demandes d'exercice en libre prestation de service) (p. 1671).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe et débat sur cette déclaration (n° 1376).

Principaux thèmes développés [14 juin 1994] :

Commerce extérieur : G.A.T.T. : négociations et accord (p. 2956).

Communautés européennes et Union européenne :

- Europe sociale (p. 2957) ;
- finalité (p. 2956) ;
- institutions : organisation et compétences (p. 2957) ;
- Parlement européen (p. 2956, 2957).

– Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1367).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [28 juin 1994] :

Droit local : assurance maladie maternité (p. 3696).

Historique, rôle et politique de la sécurité sociale (p. 3695, 3696).

Impôts et taxes :

- C.S.G. (p. 3695) ;
- T.V.A. (p. 3695).

Parlement (p. 3695).

Discussion des articles [29 juin 1994] :

Après l'article 29 :

– *défavorable* à l'amendement n° 102 de M. Claude Bartolone (suppression de la qualité d'ayants droit aux enfants étudiants) (p. 3838).

Après l'article 29 *bis* nouveau :

– *ses observations* sur l'amendement n° 78 rectifié de M. Michel Meylan (exonération totale des cotisations patronales de sécurité sociale pour les aides à domicile employés par les associations ou organismes agréés ; compensation des pertes de recettes par la création d'une taxe additionnelle à la cotisation sur les boissons alcooliques prévue à l'article L. 245-7 du code de la sécurité sociale) (p. 3848) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 142 de M. Charles de Courson (exonération de la moitié des cotisations patronales de sécurité sociale pour le cas précité ; gage identique) (p. 3848).

– *son intervention* (p. 3851).

Hôpitaux et cliniques : hôpitaux psychiatriques.

Personnes âgées.

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [8 juillet 1994] (p. 4326) :

Collectivités locales :

- compétences ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays.

Constitution : égalité.

Consultation nationale.

Développement local.

Elections et référendums : élections régionales.

Enseignement supérieur.

Etat : préfet et sous-préfet.

Transports.

Ville : politique de la ville.

Discussion des articles [9, 10, 11 et 12 juillet 1994] :

Article 6 *(charte régionale d'aménagement du territoire et conférence régionale d'aménagement du territoire : art. 34 et 34* bis *de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :*

Article 34 (charte régionale d'aménagement) :

– *son* sous-amendement n° 850 à l'amendement n° 222 rectifié de la commission : non soutenu (p. 4462).

Article 34 bis *(conférence régionale d'aménagement) :*

– *son* amendement n° 854 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (caractère permanent) : retiré (p. 4470) ;

– *son* amendement n° 729 : non soutenu (p. 4470) ;

– *son* amendement n° 853 (de précision) : devenu sans objet (p. 4473) ;

– *son* sous-amendement n° 855 à l'amendement n° 225 de la commission : non soutenu (p. 4474).

Article 8 *(déconcentration des services de l'Etat : art. 6 de la loi du 6 février 1992 et art. 34 de la loi du 2 mars 1982) :*

– *son* sous-amendement n° 856 à l'amendement n° 230 rectifié de la commission : non soutenu (p. 4498).

Article 9 *(reconnaissance des pays) :*

– *son* sous-amendement n° 857 à l'amendement n° 232 rectifié de la commission : non soutenu (p. 4514).

Article 13 *(Fonds national de développement du territoire) :*

– *soutient* l'amendement n° 434 de M. Yvon Jacob (déconcentration de la section locale au niveau régional) (p. 4554) : retiré (p. 4555) ;

– *son* sous-amendement n° 852 (inclusion dans le rapport de l'évolution des indicateurs de cohésion et d'équilibre du territoire) à l'amendement n° 254 rectifié de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits du fonds) (p. 4556) : retiré (p. 4557).

Après l'article 15 :

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Marc Le Fur (unification de la tarification des télécommunications en métropole) (p. 4584).

Article 18 *(allégement d'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises nouvelles et des droits sur les cessions de fonds de commerce) :*

– *soutient* l'amendement n° 846 de M. Germain Gengenwin (extension du bénéfice de l'exonération d'impôt prévue à l'article 44 *sexies* du code général des impôts aux entreprises nouvellement créées appartenant à un réseau fournissant une enseigne et l'accès à certains fournisseurs ; compensation des pertes de recettes par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4621).

Article 19 *(exonération de taxe professionnelle pour les créations d'entreprises dans les zones rurales, les zones de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé) :*

– *favorable* à l'amendement n° 869 corrigé rectifié de M. Augustin Bonrepaux (limitation aux zones rurales à population décroissante depuis 1962) (p. 4631) ;

– *soutient* l'amendement n° 341 de M. Jean-Paul Virapoullé (limitation de l'exonération applicable dans les zones rurales des D.O.M. aux zones à forte densité démographique et à population croissante entre les deux derniers recensements ; compensation des pertes de recettes des communes, de leurs groupements et des départements par une majoration de la D.G.F. ; compensation des pertes de recettes des régions par une augmentation de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation des droits sur les tabacs) : rejeté (p. 4633) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 448 de M. Georges Chavanes (exonération de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pendant les dix années suivant la création, dans certaines zones rurales fragiles, d'une entreprise relevant de l'un des secteurs d'activité visés au I de l'article et bénéficiant de l'exonération de taxe professionnelle prévue au même paragraphe ; compensation des pertes de recettes pour l'Etat par une augmentation du taux de T.V.A. et pour les régimes sociaux par l'institution d'une taxe additionnelle à la T.V.A.) (p. 4635).

Après l'article 19 :

– *soutient* l'amendement n° 445 de M. Pierre Albertini (désignation d'une « collectivité-pilote » en cas d'aménagement associant plusieurs collectivités territoriales) (p. 4641) : rejeté (p. 4642) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 207 de M. Marc Le Fur (extension de la compétence des commissions départementales d'urbanisme commercial pour la création de commerces de détail d'une surface de plancher de plus de 800 m² ou de vente de plus de 400 m² dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants) (p. 4643) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 194 de M. François Sauvadet (même extension en ce qui concerne la création de commerces d'une surface de vente de plus de 400 m² dans les communes de moins de 40 000 habitants) (p. 4643).

Avant l'article 20 :

– *défavorable* à l'amendement n° 761 de M. Yves Van Haecke (suppression de la répartition d'office des frais de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires) (p. 4657).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse des collectivités locales) :*

– *ses observations* sur l'amendement n° 289 rectifié de la commission (détermination d'un indice mesurant les écarts de ressources et de charges) (p. 4661) ;

– *défavorable* au sous-amendement n° 1045 de M. Michel Grandpierre (prise en compte du niveau des revenus de la population) à l'amendement n° 289 rectifié de la commission (p. 4661).

Article 22 *(renforcement des mécanismes de péréquation de la D.G.F. et réaménagement de la D.G.F. de la région Ile-de-France et du F.A.R.I.F.) :*

– *soutient* l'amendement n° 305 de M. Maurice Ligot (reconnaissance de la spécificité des villes moyennes centres) (p. 4681) : retiré (p. 4682).

Article 23 *(rapport sur la réforme de la taxe professionnelle) :*

– *ses observations* (p. 4695).

Lois : loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.

– *ses observations* sur les amendements identiques n°s 294 de la commission, 168 de M. Michel Grandpierre et 375 de M. Michel Noir (suppression de l'institution d'un fonds de péréquation alimenté par les crédits de la première part de D.G.E. et un prélèvement sur la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 4706).

Article 26 *(extension des possibilités de coopération transfrontalière pour les collectivités territoriales) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 537 corrigé de M. Serge Didier (extension à la coordination ou l'animation du développement local) (p. 4746).

Avant l'article 29 :

– *son* amendement n° 858 (dépôt d'un projet de loi de révision du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 4774) : retiré (p. 4776).

Deuxième lecture :

Discussion des articles [29 novembre et 1er décembre 1994] :

Article 7 *octies* nouveau *(établissement d'un schéma directeur national des équipements culturels) :*

– *favorable* (p. 7828).

Article 7 *sedecies* nouveau *(pays et projets locaux) :*

– *favorable* à l'amendement n° 454 de M. Jean Bousquet (proposition de délimitation du pays à l'initiative de la commission régionale de l'aménagement du territoire) (p. 7864).

Article 20 *(réduction des écarts de richesse entre les collectivités locales et péréquation financière) :*

– *défavorable* à l'amendement n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (répartition de la taxe professionnelle en cas de télétravail) (p. 8026) ;

– *favorable* à l'amendement n° 180 de M. Gilles Carrez (bilan des dispositifs de péréquation) (p. 8027).

Après l'article 20 *bis* nouveau :

– *favorable* à l'amendement n° 39 du Gouvernement (indexation de la dotation de compensation de la taxe professionnelle sur le taux d'évolution des prix à la consommation ; affectation du produit résultant de cette indexation à une dotation spécifique du Fonds national de péréquation au profit des communes à faibles ressources de taxe professionnelle) (p. 8033).

Après l'article 24 *ter* nouveau :

– *soutient* l'amendement n° 163 de M. Paul-Louis Tenaillon (remplacement d'une agglomération nouvelle par un district) (p. 8070) : rejeté (p. 8071) ;

– *soutient* l'amendement n° 164 de M. Paul-Louis Tenaillon (compétences en matière d'utilisation des sols dans les agglomérations nouvelles) : rejeté (p. 8071).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés avant la discussion du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 1994] :

Audiovisuel : La Cinquième (p. 9581).

Collectivités locales : compétences et collectivité chef de file (p. 9581).

Equipement et grands travaux :

– autoroutes : Ile-de-France : péages (p. 9580, 9581) ;

– T.G.V. (p. 9581).

Etat (p. 9581).

– Proposition de résolution sur la politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C.) dans l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1995 (n° E-255) (n° 1352).

Rapporteur de la commission des finances suppléé par : *Gantier (Gilbert).*

Discussion de l'article unique [13 juillet 1994] :

– *son* sous-amendement n° 6 (suppression de la référence aux programmes et à la force d'intervention rapide européenne) à l'amendement n° 4 de M. Pierre Lellouche (réunion de fonds par le biais de contributions nationales pour soutenir la recherche et la coopération européennes en matière d'armements, définition de programmes et constitution d'une force d'intervention rapide européenne) : retiré (p. 4864).

Titre :

– *son* amendement n° 5 soutenu par M. Gilbert Gantier (substitution dans le titre de la référence n° E-260 à la référence n° E-255) : adopté (p. 4865).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Son intervention (p. 5338) et *son interruption* (p. 5365).

Action sociale et solidarité nationale (p. 5338).

Culture (p. 5338).

Décentralisation (p. 5339, 5365).

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 5339).

Emploi : création et politique de l'emploi (p. 5338, 5339).

Entreprises : charges (p. 5338).

Etat : rôle (p. 5338).

Finances publiques : déficits budgétaire et sociaux (p. 5339).

Politique économique : généralités (p. 5338).

Politique générale : réforme (p. 5339).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5339, 5365).

Première partie :

Discussion des articles [13 et 14 octobre 1994] :

Article 18 *(évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) :*

– *son intervention* (p. 5421).

Contribution française : montant et « retour ».

Equipement et grands travaux et initiative de croissance.

Parlement : information.

Parlement européen : siège : Strasbourg.

Avant l'article 7 :

– *son* amendement n° 117 soutenu par M. Yves Fréville (étend à l'hébergement en maison de retraite le bénéfice de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 5469) : rejeté (p. 5470).

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville : affaires sociales et santé. – *Examen du fascicule, principaux thèmes développés avant la procédure des questions.* Rapporteur spécial de la commission des finances pour les affaires sociales [14 novembre 1994] :

Action sociale et solidarité nationale :

– centres d'hébergement et de réadaptation sociale (p. 6822) ;

– exclusion et revenu minimum d'insertion (p. 6822, 6824).

Handicapés : centres d'aide par le travail (p. 6822).

Hôpitaux et cliniques : tutelle (p. 6822, 6823).

Lois : loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé et à la protection sociale : articles 86 et 59 (p. 6824).

Ministère des affaires sociales et de la santé :

– administration : moyens (p. 6822, 6823) ;

– crédits (p. 6822) ;

– effectifs (p. 6823) ;

– services déconcentrés (p. 6823).

Parlement : compétences en matière de sécurité sociale (p. 6823, 6824).

Personnes âgées : dépendance (p. 6824).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 6823).

Santé publique :

– alcoolisme (p. 6823) ;

– sida (p. 6823) ;

– toxicomanie (p. 6822).

Service national : objecteurs de conscience (p. 6823).

Après l'article 50 :

– *soutient* l'amendement n° 91 de la commission (insertion dans la deuxième partie du projet de loi de finances initiale d'un article récapitulant le montant prévisionnel des dotations budgétaires perçues par les régimes de base de sécurité sociale et du produit des impositions qui leur est affecté) [15 novembre 1994] (p. 6908) : rejeté (p. 6909).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés [16 novembre 1994] :

Après l'article 42 :

– *son* amendement n° 258 soutenu par M. Jean-Jacques Weber (étend – sous condition de ressources – aux résidents des maisons de retraite la réduction d'impôt accordée aux personnes hébergées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7005) : retiré (p. 7006).

Après l'article 44 :

– *son* amendement n° 149 (réduction des bases de la taxe professionnelle pour tous les matériels destinés à économiser l'énergie éligibles à l'amortissement exceptionnel) (p. 7015) : retiré (p. 7016).

Après l'article 45 :

– *ses observations* sur l'amendement n° 215 de M. Claude Gatignol (proroge jusqu'à fin 1995 l'exonération des plus-values de SICAV monétaires réinvesties dans le logement) (p. 7023, 7024).

Article 49 *(réforme du financement de l'allocation de R.M.I.)* :

– *ses observations* (p. 7072) ;

– *ses observations* sur l'amendement n° 210 de M. Michel Mercier (évaluations expérimentales dans quelques départements) (p. 7072) ;

– *son* amendement n° 260 : devenu sans objet (p. 7074).

– ***Rappel au règlement :*** estime que M. Martin Malvy pourrait interroger le Gouvernement lors de la séance consacrée aux questions au Gouvernement sur les déclarations de Mme Lucette Michaux-Chevry concernant M. Edouard Chammougon [13 octobre 1994] (p. 5404).

– Proposition de résolution sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visent à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France (document n° E-305) (n° 1575).

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [17 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : Maastricht (p. 5586).

Constitution : article 88-4 (p. 5586).

Finances publiques :
- déficits publics et sociaux (p. 5586, 5587) ;
- loi d'orientation quinquennale de maîtrise des finances publiques (p. 5586).

Lois de finances : pouvoirs du Parlement et du Gouvernement (p. 5586).

Partis et mouvements politiques : parti socialiste (p. 5587).

Politique économique : taux d'intérêt (p. 5587).

– Déclaration du Gouvernement n° 1657 sur le rapport relatif à l'évolution des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale présentée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et débat sur cette déclaration (n° 19).

Principaux thèmes développés [14 novembre 1994] :

Assurance maladie et maîtrise médicalisée (p. 6795, 6797).

Caisses de sécurité sociale et paritarisme (p. 6798).

Commission des comptes (p. 6797).

Constitution : préambule de 1946 (p. 6798).

Entreprises : charges sociales : exonérations et compensation (p. 6796, 6797, 6798).

Famille : politique familiale (p. 6796).

Femmes : veuves : pension de réversion (p. 6798).

Financement et équilibre des comptes (p. 6796, 6797).

Fonds de solidarité vieillesse (p. 6796, 6798).

Hôpitaux et cliniques : politique hospitalière et schémas régionaux d'organisation sanitaire (p. 6797).

Impôts et taxes :
- C.S.G. (p. 6796, 6798) ;
- impôt sur le revenu (p. 6796) ;
- T.V.A. (p. 6796).

Lois : loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale : article 14 (p. 6795).

Parlement (p. 6795, 6797).

Politique de la sécurité sociale et rapport du Gouvernement (p. 6795).

Retraites (p. 6798).

Retraites : régimes autonomes et spéciaux :
- Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 6796).
- fonctionnaires civils et militaires (p. 6796, 6797).

– Déclaration du Gouvernement présentée par M. Edouard Balladur, Premier ministre, et M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sur l'Europe (n° 1772).

Principaux thèmes développés [7 décembre 1994] :

Affaires étrangères :
- Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 8453) ;
- contexte géopolitique (p. 8453) ;
- Europe centrale et orientale ; Communauté des Etats indépendants (p. 8453).

Aménagement du territoire (p. 8454).

Commerce extérieur : G.A.T.T. : conclusion du cycle de l'Uruguay (p. 8453).

Communautés européennes et Union européenne :
- Europe sociale (p. 8454) ;
- institutions ; conférence intergouvernementale de 1996 (p. 8453) ;
- Union monétaire : monnaie unique et institut monétaire européen (p. 8454).

Emploi (p. 8454).

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 1690).

Première lecture :

Discussion des articles [10 décembre 1994] :

Après l'article 28 :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 rectifié de M. Louis Lauga (suppression de la prise en charge par l'O.N.F. de la conservation et de la régie des bois des particuliers pour une durée inférieure à dix ans) (p. 8770).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes, adoptée à Luxembourg le 31 octobre 1994 (n° 1793).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne :
- financement futur et contributions nationales (p. 9420) ;
- T.V.A. : assiette de la ressource (p. 9419, 9420).

Europe centrale et de l'Est : association à l'Union européenne (p. 9420).

France : contribution au budget communautaire (p. 9420).

Impôts et taxes : impositions nationales (p. 9420).

Parlements nationaux : contrôle (p. 9419, 9420).

Transports : schéma des transports européens (p. 9419).

ZUCCARELLI (Emile)

Député de la Haute-Corse

(1re circonscription)

République et Liberté

S'inscrit au groupe République et Liberté [*J.O.* du 29 mars 1994] (p. 4722).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1994] (p. 5053).

QUESTIONS

au Gouvernement :

– **Le service public et l'Europe** : droit communautaire : charte du service public [21 décembre 1994] (p. 9483).

INTERVENTIONS

– Projet de loi relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie (n° 1152).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [17 mai 1994] (p. 1786) :

Affaires étrangères : Algérie.

Harkis et assimilés :
- allocation forfaitaire : complément ;
- « deuxième et troisième générations » ;
- rapport Rossignol ;
- situation.

Harkis et assimilés : logement :
- accession à la propriété ;
- amélioration de l'habitat ;
- surendettement.

– ***Rappel au règlement :*** demande la venue du ministre de la justice devant l'Assemblée pour s'expliquer sur le compte rendu dans la presse d'écoutes téléphoniques entre le président du Mouvement des radicaux de gauche et un parlementaire [6 juillet 1994] (p. 4156).

– ***Rappel au règlement :*** souligne que l'écoute dont a été victime le parti socialiste justifie bien d'entendre le ministre de l'intérieur [6 juillet 1994] (p. 4158).

– Projet de loi relatif à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative (n° 1335).

Première lecture :

Discussion des articles [6 juillet 1994] :

Après l'article 37 :

– *favorable* à l'amendement n° 188 de Mme Véronique Neiertz (interdiction des écoutes téléphoniques d'un parlementaire) (p. 4202) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 104 de M. Pierre Mazeaud (information du président de l'Assemblée concernée en cas d'écoute téléphonique d'un parlementaire) (p. 4202, 4204).

– Projet de loi d'orientation pour le développement du territoire (n° 1382).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 juillet 1994] :

Collectivités locales :
- compétences (p. 4298) ;
- coopération intercommunale, bassins de vie et pays (p. 4298) ;
- décentralisation (p. 4298) ;
- élections et référendum consultatif (p. 4298).

Communautés européennes et Union européenne (p. 4298).

Constitution : égalité (p. 4298).

Etat : préfet et sous-préfet (p. 4298).

Impôts locaux :
- réforme (p. 4298, 4299) ;
- taxe professionnelle (p. 4299).

Services publics (p. 4298, 4299).

– Projet de loi relatif au statut fiscal de la Corse (n° 1495).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [7 octobre 1994] :

Communautés européennes et Union européenne : T.V.A. et P.O.S.E.I. (programme d'options spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité) (p. 5087).

Corse :
- assemblée territoriale (p. 5086) ;
- collectivité de Corse : accroissement des ressources financières : taxe intérieure sur les produits pétroliers, droits sur les navires de plaisance et taxe sur l'électricité (p. 5087) ;
- développement (p. 5086) ;
- investissements : défiscalisation : « loi Pons » et code des investissements (p. 5087) ;
- spécificité (p. 5086).

Délinquance et criminalité : blanchiment de l'argent (p. 5087).

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe professionnelle : exonérations et compensations (p. 5087).

Impôts sur la fortune et sur le patrimoine : successions (p. 5086, 5087).

Impôt sur les sociétés : exonération (p. 5087).

Discussion des articles [7 octobre 1994] :

Article 1er *(exonération de taxe professionnelle) :*

– *son* amendement n° 9 (abattement de 50 p. 100 appliqué aux bases de l'ensemble des parts de la taxe professionnelle) (p. 5095) : retiré (p. 5096).

Article 2 *(exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties) :*

– *son* amendement n° 10 (limitation aux terres exploitées) (p. 5097) : retiré (p. 5098).

Après l'article 2 :

– *son* amendement n° 11 rectifié (défiscalisation des bénéfices réinvestis dans la recherche scientifique) : retiré (p. 5099).

Article 6 *(institution facultative de la taxe d'électricité par la collectivité territoriale de Corse) :*

– *défavorable* (p. 5101).

Boissons et alcools : fixation des droits par la collectivité territoriale et taxation des vins de muscat produits en Corse (p. 5101).

– *son* amendement n° 12 (de suppression) : adopté (p. 5101).

– Projet de loi de finances pour 1995 (n° 1530).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [12 octobre 1994] :

Collectivités locales : concours de l'Etat (p. 5296).

Communautés européennes et Union européenne : Commission et recommandation sur les déficits publics (p. 5295).

Entreprises : charges (p. 5295).

Finances publiques :

– déficits budgétaires et sociaux (p. 5295) ;

– loi de finances pour 1995 : sincérité (p. 5295).

Impôts et taxes : justice sociale (p. 5295, 5296).

Logement et habitat et 1 p. 100 logement (p. 5296).

Revenu minimum d'insertion et transfert de 25 p. 100 de la dépense aux départements (p. 5296).

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 5295).

– Proposition de loi organique relative à la déclaration du patrimoine des membres du Parlement (n° 1706).

Première lecture :

Discussion des articles [14 décembre 1994] :

Après l'article 2 :

– *défavorable* à l'amendement n° 21 de M. Laurent Dominati (perte de la qualité de fonctionnaire en cas d'obtention d'un mandat législatif, sénatorial ou de député européen) (p. 9041) ;

– *défavorable* à l'amendement n° 35 de M. Michel Meylan (démission d'office de la fonction publique du fonctionnaire élu député ; inscription aux concours internes à l'expiration du mandat) (p. 9041).